



Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto







3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill91

Projet de loi 91

An Act respecting Labour Relations in the Agriculture Industry

Loi concernant les relations de travail dans l'industrie agricole



The Hon. B. Mackenzie
Minister of Labour

L'honorable B. Mackenzie
Ministre du Travail

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading July 29, 1993
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 29 juillet 1993
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

GENERAL SCHEME

The Bill provides for collective bargaining in the agriculture and horticulture industries. The *Labour Relations Act* is made applicable to employees, employers, trade unions, councils of trade unions and employer organizations in those industries, but its application is modified.

EXPLANATION OF PARTS

Part I provides that the Bill applies to employees, employers, trade unions, councils of trade unions and employer organizations in the agriculture and horticulture industries, subject to certain exceptions. It also provides that expressions used in the *Labour Relations Act* generally have the same meaning in the Bill as they do in that Act.

Part II provides that certain provisions of the *Labour Relations Act*, such as those relating to the right to strike and the right to lock out, do not apply. It also provides that the application of certain other provisions of that Act is modified, among them the provisions relating to bargaining units and access to employer property.

Part III provides that labour relations statutes and collective agreements and trade union constitutions, by-laws or rules shall not be interpreted to prohibit or allow the prohibition of a person who is a family member of the employer from performing any work for the employer.

Part IV provides employees with a right to vote, without disclosing their vote, in votes to ratify collective agreements.

Part V concerns dispute resolution. Strikes and lock-outs are prohibited. Instead, if the matters in dispute cannot be settled by negotiation, a selector appointed by the parties (or by the Minister if they fail to make the appointment) is required to select the final offer of one party or the final offer of the other party as the parties' collective agreement.

Under the scheme provided by the Bill, once sixty days have elapsed since notice to bargain has been given (or, if notice was not given, since bargaining began or since the employer's voluntary recognition of the union), either party may request the Minister to appoint a conciliation officer. (This may be done earlier if both parties make the request in writing.)

The conciliation officer is required to try to effect a collective agreement; if he or she cannot do so within thirty days after he or she was appointed, the Minister notifies the parties that their dispute must be settled by final offer selection. A selector must be appointed within seven days of the Minister's notice, and they are required to advise the selector of their final offers within seven days of the selector's appointment.

The selector is required to hold a hearing unless the parties waive it. He or she must select one final offer or the other not earlier than seven days and not later than fifteen days after the conclusion of the hearing (or date of waiver if the hearing is waived). The parties may, however, continue to negotiate, and the selector must not consider their final offers respecting any matters that they are able to reach agreement on. (If they reach agreement on all matters, the appointment of the selector is terminated.)

If the parties prefer not to use the final offer selection process, they may instead agree to use binding arbitration to resolve their dispute.

Part VI of the Bill provides that the Minister may establish an advisory committee to advise on labour relations in the agriculture and horticulture industries.

Part VII provides for the making of regulations by the Lieutenant Governor in Council.

Part VIII sets out certain amendments of the Labour Relations Act which are required because that Act will now apply in

NOTES EXPLICATIVES

PLAN GÉNÉRAL

Le projet de loi prévoit la négociation collective dans les industries agricole et horticole. La *Loi sur les relations de travail* s'appliquera dorénavant aux employés, aux employeurs, aux syndicats, aux conseils de syndicats et aux associations patronales de ces industries, mais avec certaines adaptations.

EXPLICATION DES PARTIES

La partie I prévoit que le projet de loi s'applique aux employés, aux employeurs, aux syndicats, aux conseils de syndicats et aux associations patronales des industries agricole et horticole, sous réserve de certaines exceptions. Elle prévoit aussi que les expressions qui figurent dans la *Loi sur les relations de travail* conservent généralement le même sens dans le projet de loi.

La partie II prévoit que certaines dispositions de la *Loi sur les relations de travail*, telles celles qui touchent au droit de grève et au droit de lock-out, ne s'appliquent pas. Elle prévoit aussi que l'application de certaines autres dispositions de cette loi est modifiée, notamment celles qui touchent aux unités de négociation et à l'accès à la propriété de l'employeur.

La partie III prévoit que les lois en matière de relations de travail, les conventions collectives ainsi que les actes constitutifs, les règlements administratifs et les règles des syndicats ne doivent pas être interprétés de manière à interdire ou à permettre d'interdire à un membre de la famille de l'employeur d'exécuter un travail pour ce dernier.

La partie IV prévoit que les employés ont le droit de voter, sous le sceau du secret, lors des scrutins visant à ratifier des convention collectives.

La partie V porte sur le règlement des différends. La grève et le lock-out sont interdits. Si les questions en litige ne peuvent être réglées par la négociation, un arbitre des dernières offres désigné par les parties (ou par le ministre si les parties n'effectuent pas cette désignation) est tenu de choisir la dernière offre de l'une ou l'autre partie comme convention collective des parties.

Sous le régime prévu par le projet de loi, une fois qu'une période de soixante jours s'est écoulée depuis la remise de l'avis de l'intention de négocier (ou, en l'absence d'un tel avis, depuis le début de la négociation ou la reconnaissance volontaire du syndicat par l'employeur), l'une ou l'autre partie peut demander au ministre de désigner un conciliateur. (Cela peut se faire plus tôt si les deux parties en font la demande par écrit.)

Le conciliateur est tenu d'essayer de parvenir à une convention collective; s'il n'y parvient pas dans les trente jours suivant sa désignation, le ministre avise les parties que leur différend doit être réglé par choix des dernières offres. Un arbitre des dernières offres doit être désigné dans les sept jours suivant l'avis du ministre, et les parties doivent informer cet arbitre de leur dernière offre dans les sept jours de sa désignation.

L'arbitre des dernières offres doit tenir une audience sauf si les parties y renoncent. Il doit choisir l'une ou l'autre des dernières offres au plus tôt sept jours et au plus tard quinze jours après la fin de l'audience (ou après la date de la renonciation, le cas échéant). Les parties peuvent toutefois continuer de négocier et l'arbitre des dernières offres ne doit pas étudier leur dernière offre à l'égard des questions sur lesquelles elles peuvent s'entendre. (Si elles s'entendent sur toutes les questions, le mandat de l'arbitre des dernières offres prend fin.)

Si les parties préfèrent ne pas avoir recours au choix des dernières offres, elles peuvent convenir de s'en remettre à une décision d'arbitrage qui a force de chose jugée pour régler leur différend.

La partie VI du projet de loi prévoit que le ministre peut constituer un comité consultatif pour le conseiller sur les relations de travail dans les industries agricole et horticole.

La partie VII prévoit la prise de règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil.

La partie VIII énonce certaines modifications qui doivent être apportées à la Loi sur les relations de travail puisque cette loi

the agriculture and horticulture industries. It also provides that the Lieutenant Governor in Council may by regulation repeal the final offer selection provisions of the Bill any time after the third anniversary of its coming into force. In the event that such a regulation is made, provisions enacting a compulsory arbitration scheme without final offer selection are substituted.

s'appliquera dorénavant aux industries agricole et horticole. Elle prévoit aussi que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, abroger les dispositions du projet de loi visant le choix des dernières offres après le troisième anniversaire de son entrée en vigueur. Si un tel règlement devait être pris, des dispositions mettant en place un régime d'arbitrage obligatoire sans choix des dernières offres sont substituées.



An Act respecting Labour Relations in the Agriculture Industry

Loi concernant les relations de travail dans l'industrie agricole

CONTENTS

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

- 1. Meaning of expressions
- 2. Application

PART II APPLICATION OF LABOUR RELATIONS ACT

- 3. Application of Labour Relations Act
- 4. Bargaining units
- 5. Access to property
- 6. Sections 16 to 41 not applicable

- 7. Just cause provision8. Sections 73.1 to 75 not applicable9. Working conditions not to be altered
- 10. Sections 81.1 and 93 not applicable
- 11. Sections 119 to 155 not applicable

PART III **FAMILY MEMBERS**

12. Family members

PART IV **RATIFICATION VOTES**

13. Ratification votes

PART V **DISPUTE SETTLEMENT**

- 14. Strikes prohibited
- 15. Trade union not to call strike
- 16. Lock-outs prohibited
- 17. Conciliation
- 18. Mediator
- 19. Final offer selection
- 20. Notice of final offer
- 21. Final offer of opposite party
- 22. Hearing
- 23. Waiving hearing
- 24. Bargaining may continue
- 25. Selection
- 26. Voluntary arbitration

PART VI **ADVISORY COMMITTEE**

27. Advisory committee

PART VII REGULATIONS

28. Regulations

SOMMAIRE

PARTIE I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

- 1. Terminologie
- 2. Champ d'application

PARTIE II APPLICATION DE LA LOI SUR LES RELA-TIONS DE TRAVAIL

- 3. Application de la Loi sur les relations de
- 4. Unités de négociation
- 5. Accès à la propriété
- 6. Non-application des articles 16 à 41
- 7. Motif valable
- 8. Non-application des articles 73.1 à 75
- 9. Interdiction de modifier les conditions de
- 10. Non-application des articles 81.1 et 93
- 11. Non-application des articles 119 à 155

PARTIE III MEMBRES DE LA FAMILLE

12. Membres de la famille

PARTIE IV SCRUTINS DE RATIFICATION

13. Scrutins de ratification

PARTIE V RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 14. Grèves interdites
- 15. Interdiction aux syndicats de déclarer une grève
- 16. Lock-out interdits
- 17. Conciliation
- 18. Médiateur
- 19. Choix des dernières offres
- 20. Avis de dernière offre
- 21. Dernière offre de la partie adverse
- 22. Audience
- 23. Renonciation à l'audience
- 24. Possibilité de poursuivre la négociation
- 25. Choix
- 26. Accord d'arbitrage

PARTIE VI **COMITÉ CONSULTATIF**

27. Comité consultatif

PARTIE VII RÈGLEMENTS

28. Règlements

PART VIII MISCELLANEOUS

29. Money

Bill 91

REPEALS AND AMENDMENTS

- 30. Repeal
- 31. Labour Relations Act Amendment
- 32. Commencement
- 33. Short title

Preamble

It is in the public interest to extend collective bargaining rights to employees and employers in the agriculture industry.

However, the agriculture industry has certain unique characteristics that must be considered in extending those rights.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

Meaning of expressions

1.—(1) Unless the contrary intention appears, expressions used in this Act have the same meaning as in the Labour Relations Act.

Collective agreements

(2) References in this Act to the making or effecting of a collective agreement shall be construed to include the renewal or the effecting of a renewal of a collective agreement.

Application

2.—(1) Subject to subsection (2), this Act applies to any persons employed in agriculture or horticulture, to the trade unions and councils of trade unions that act or purport to act for or on behalf of any persons so employed, to the employers of such persons and to the employers' organizations of which those employers are members.

Exception

- (2) This Act does not apply to a person employed in horticulture,
 - (a) who is an employee of a municipality;
 - (b) who is an employee of an employer whose primary business is not agriculture or horticulture;
 - (c) who is employed in silviculture.

PART II APPLICATION OF LABOUR RELATIONS ACT

Application of Labour Relations Act

3.—(1) The Labour Relations Act applies to the persons, trade unions, councils of trade unions, employers and employers'

PARTIE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

29. Affectations

ABROGATIONS ET MODIFICATIONS

- 30. Abrogation
- 31. Modification de la Loi sur les relations de travail
- 32. Entrée en vigueur
- 33. Titre abrégé

Il est dans l'intérêt public d'étendre le droit à Préambule la négociation collective aux employés et employeurs de l'industrie agricole.

Toutefois, l'industrie agricole possède certaines caractéristiques particulières dont il faut tenir compte en étendant ce droit.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1 (1) Sauf intention contraire manifeste, Terminologie les expressions employées dans la présente loi ont le sens que leur donne la Loi sur les relations de travail.

collectives

(2) La mention, dans la présente loi, du Conventions fait de conclure une convention collective ou de parvenir à une telle convention est interprétée de manière à inclure le fait de renouveler une convention collective ou d'y parve-

> Champ d'application

- 2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi s'applique à toutes les personnes employées dans l'agriculture ou l'horticulture, aux syndicats et conseils de syndicats qui agissent ou prétendent agir pour ces personnes ou pour leur compte, ainsi qu'aux employeurs de ces personnes et aux associations patronales dont ces employeurs sont membres.
- (2) La présente loi ne s'applique pas aux Exception personnes employées dans l'horticulture :
 - a) qui sont des employés d'une municipalité;
 - b) qui sont des employés d'un employeur dont l'entreprise principale n'est ni l'agriculture ni l'horticulture;
 - c) qui sont employées dans la sylviculture.

PARTIE II APPLICATION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

3 (1) La Loi sur les relations de travail Application s'applique aux personnes, aux syndicats, aux les relations conseils de syndicats, aux employeurs et aux de travail

organizations to whom this Act applies, except as the application of that Act is modified by this Act.

Act part of Labour Rela tions Act

(2) This Act shall be deemed to form part of the Labour Relations Act for the purposes of the application of that Act to the persons, trade unions, councils of trade unions, employers and employers' organizations to whom this Act applies.

Conflicts

(3) In the event of any conflict between this Act and the Labour Relations Act, this Act prevails.

Bargaining units

4.-(1) The application of section 6 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Seasonal employees

- (2) No trade union shall be certified as the bargaining agent for a bargaining unit that contains employees employed on a seasonal basis unless,
 - (a) a regulation has been made under this Act declaring that trade unions may be so certified; and
 - (b) the bargaining unit contains no employees other than employees employed on a seasonal basis.

Access to property

5.—(1) The application of section 11 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Health and safety

(2) The Board, in giving a direction to an employer to allow a representative of a trade union access to the property of the employer, shall take into account the health and safety practices of the employer, both as they concern employees and as they concern agricultural and horticultural products and production.

ss. 16 to 41 not appli-cable

6. Sections 16 to 41 of the Labour Relations Act do not apply.

Just cause provision

7.—(1) The application of section 43.1 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Continuation of provisions

(2) The provisions in the previous collective agreement respecting just cause continue in effect until a new or renewed collective agreement is in operation or until the right of the trade union to represent the employees is terminated, whichever occurs first.

ss. 73.1 to 75 not applicable

8. Sections 73.1 to 75 of the Labour Relations Act do not apply.

Working conditions not to be altered

9.—(1) The application of section 81 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

associations patronales auxquels la présente loi s'applique, sauf dans la mesure où l'application de cette loi est modifiée par la présente loi.

(2) La présente loi est réputée faire partie La Loi fait de la Loi sur les relations de travail aux fins de l'application de cette loi aux personnes, relations de aux syndicats, aux conseils de syndicats, aux employeurs et aux associations patronales auxquels la présente loi s'applique.

(3) Les dispositions de la présente loi Incompatibil'emportent sur les dispositions incompatibles de la Loi sur les relations de travail.

4 (1) L'application de l'article 6 de la *Loi* sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.

Unités de négociation

(2) Aucun syndicat ne doit être accrédité Employés saicomme agent négociateur d'une unité de négociation qui compte des employés employés sur une base saisonnière, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) un règlement pris en application de la présente loi déclare que des syndicats peuvent être ainsi accrédités;
- b) l'unité de négociation ne compte pas d'employés autres que des employés employés sur une base saisonnière.
- 5 (1) L'application de l'article 11 de la Accès à la Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.

(2) En donnant à un employeur une directive l'enjoignant de permettre à un représentant d'un syndicat l'accès à la propriété de l'employeur, la Commission tient compte des pratiques de l'employeur en matière de santé et de sécurité, tant en ce qui concerne les employés que la production et les produits agricoles et horticoles.

Santé et sécu-

6 Les articles 16 à 41 de la Loi sur les relations de travail ne s'appliquent pas.

Non-application des art. 16 à 41 Motif valable

- 7 (1) L'application de l'article 43.1 de la Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.
- (2) Les dispositions de la convention collective précédente qui ont trait au motif valable demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle convention collective ou une convention collective renouvelée entre en vigueur ou que le droit du syndicat de représenter les employés soit révoqué, selon ce qui se produit en premier.

8 Les articles 73.1 à 75 de la Loi sur les relations de travail ne s'appliquent pas.

9 (1) L'application de l'article 81 de la Loi sur les relations de travail est assujettie

Maintien des dispositions

Non-application des art. 73.1 à 75

de modifier les conditions de travail

Notice given, no collective agreement operating

(2) If notice has been given under section 14 or 54 of the Labour Relations Act and no collective agreement is in operation, no employer shall, except with the consent of the trade union, alter the rates of wages or any other term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the trade union or the employees and no trade union shall, except with the consent of the employer, alter any term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the trade union or the employees until the right of the trade union to represent the employees has been terminated.

ss. 81.1 and 93 not applicable

ss. 119 to 155 not applicable

Incorporation of provisions

10. Sections 81.1 and 93 of the Labour Relations Act do not apply.

11.—(1) Sections 119 to 155 of the *Labour* Relations Act do not apply.

(2) Subsection (1) applies despite any provision of the Labour Relations Act that would incorporate the provisions referred to in subsection (1).

PART III **FAMILY MEMBERS**

Family members

- 12.—(1) In this section, "family member", in reference to an employer, means a spouse, child, sibling, parent or grandchild of,
 - (a) the employer;
 - (b) if the employer is a partnership, any partner having at least a 50 per cent share in the partnership or such greater or lesser share as is prescribed in the regulations;
 - (c) if the employer is a corporation, any shareholder of the corporation whose shares carry at least 50 per cent of the existing voting rights attached to all shares in the corporation, or such greater or lesser percentage of such voting rights as is prescribed in the regulations.

No prohibition of work by family

(2) No provision of this Act or the Labour Relations Act shall be interpreted so as to prohibit or allow the prohibition of a family member of an employer from performing any work for the employer.

Collective agreements. trade union constitutions.

(3) No provision of a collective agreement or trade union constitution, by-law or rule shall prohibit or be interpreted to prohibit or have the effect of prohibiting a family memaux adaptations énoncées dans le présent article.

(2) Si l'avis prévu à l'article 14 ou 54 de la Avis donné Loi sur les relations de travail a été donné et de convention qu'aucune convention collective n'est en collective vigueur, l'employeur ne peut pas modifier les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, du syndicat ou des employés, sauf avec le consentement du syndicat, et le syndicat ne peut pas modifier les conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, du syndicat ou des employés, sauf avec le consentement de l'employeur, tant que le droit du syndicat de représenter les employés n'est pas révoqué.

10 Les articles 81.1 et 93 de la Loi sur les relations de travail ne s'appliquent pas.

Non-application des art. 81.1 et 93

11 (1) Les articles 119 à 155 de la Loi sur les relations de travail ne s'appliquent pas.

Non-application des art. 119 à 155

(2) Le paragraphe (1) s'applique malgré inclusion des toute disposition de la Loi sur les relations de travail qui inclurait les dispositions visées à ce paragraphe.

PARTIE III MEMBRES DE LA FAMILLE

12 (1) Dans le présent article, «membre Membres de la famille de la famille», dans le cas d'un employeur, s'entend du conjoint, du fils ou de la fille, du frère ou de la soeur, du père ou de la mère ou d'un petit-fils ou d'une petite-fille :

- a) de l'employeur;
- b) si l'employeur est une société en nom collectif, de tout associé qui a une participation dans la société d'au moins 50 pour cent ou d'au moins le pourcentage plus ou moins élevé que prescrivent les règlements;
- c) si l'employeur est une personne morale, de tout actionnaire de la personne morale dont les actions représentent au moins 50 pour cent des voix existantes rattachées à toutes les actions de la personne morale ou au moins le pourcentage plus ou moins élevé que prescrivent les règlements.
- (2) Aucune disposition de la présente loi Travail exéou de la Loi sur les relations de travail ne membres de doit être interprétée de manière à interdire la famille ou à permettre d'interdire à un membre de la famille d'un employeur d'exécuter un travail pour ce dernier.
- (3) Aucune disposition d'une convention Conventions collective ou de l'acte constitutif, d'un règlement administratif ou d'une règle d'un syndi- tifs des syndicat ne doit interdire, ni être interprétée de manière à interdire, ni avoir pour effet d'in-

actes constitu-

ber of an employer from performing work for the employer.

Seniority

(4) Subsection (3) applies even if the performance of the work by a family member would contravene a seniority right provision of a collective agreement.

PART IV RATIFICATION VOTES

Ratification votes

13.—(1) A vote to ratify a proposed collective agreement taken by a trade union shall be by ballots cast in such a manner that persons expressing their choice cannot be identified with the choice expressed.

Right to

(2) All employees in a bargaining unit, whether or not the employees are members of the trade union or of any constituent union of a council of trade unions, shall be entitled to participate in a vote to ratify a proposed collective agreement.

Opportunity to vote

(3) Any vote mentioned in subsection (1) shall be conducted in such a manner that those entitled to vote have ample opportunity to cast their ballots.

PART V DISPUTE SETTLEMENT

Strikes prohibited

14. No employee shall strike or threaten a strike.

Trade union not to call strike

15. No trade union or council of trade unions shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike and no officer, official or agent of a trade union or council of trade unions shall counsel, procure, support or encourage a strike or threaten a strike.

Lock-outs prohibited

16. No employer or employer's organization shall call or authorize or threaten to call or authorize a lock-out and no officer, official or agent of an employer or employer's organization shall counsel, procure, support or encourage a lock-out or threaten a lockout.

Conciliation

17.—(1) Subject to subsection (3), if a party has given notice to the other party of its desire to bargain under section 14 or 54 of the Labour Relations Act, the Minister shall, if either party so requests, appoint a conciliation officer.

If no notice

(2) Subject to subsection (3), if the parties have met and bargained or if there has been a voluntary recognition of the trade union, the Minister may, if either party so requests, appoint a conciliation officer even though notice to bargain has not been given.

terdire à un membre de la famille d'un employeur d'exécuter un travail pour ce der-

(4) Le paragraphe (3) s'applique même si Ancienneté l'exécution du travail par le membre de la famille contrevenait à une disposition d'une convention collective portant sur les droits d'ancienneté.

PARTIE IV SCRUTINS DE RATIFICATION

(1) Le scrutin de ratification d'un pro- Scrutins de jet de convention collective que tient un syndicat se tient au moyen de bulletins de vote qui sont remplis de manière que l'identité de la personne qui vote ne puisse être détermi-

ratification

(2) L'employé compris dans une unité de Droit de vote négociation, qu'il soit ou non membre du syndicat ou d'un syndicat qui fait partie d'un conseil de syndicats, a le droit de vote lors d'un scrutin de ratification d'un projet de convention collective.

(3) Le scrutin visé au paragraphe (1) est tenu de manière à donner largement l'occasion de voter à quiconque en a le droit.

Occasion de

PARTIE V RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

14 Aucun employé ne doit faire la grève Grèves interdites ni menacer d'en faire une.

15 Aucun syndicat ou conseil de syndicats Interdiction ne doit déclarer ni autoriser une grève, ni de déclarer menacer de le faire. Aucun dirigeant, agent une grève ou représentant d'un syndicat ou d'un conseil de syndicats ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève, ni menacer d'en faire une.

16 Aucun employeur ou association Lock-out patronale ne doit déclarer ni autoriser un lock-out, ni menacer de le faire. Aucun dirigeant, agent ou représentant d'un employeur ou d'une association patronale ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out, ni menacer d'en faire un.

interdits

17 (1) Sous réserve du paragraphe (3), si Conciliation une partie a donné avis à l'autre partie de son intention de négocier aux termes de l'article 14 ou 54 de la Loi sur les relations de travail, le ministre désigne un conciliateur à la demande de l'une ou l'autre partie.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), à la Absence demande de l'une ou l'autre partie, si elles se sont rencontrées et ont négocié ou qu'il y a eu reconnaissance volontaire du syndicat, le ministre peut désigner un conciliateur même si un avis d'intention de négocier n'a pas été donné.

Restriction

(3) No request shall be made under subsection (1) before the expiry of sixty days following the day on which notice was given or under subsection (2) before the expiry of sixty days following the first day of bargaining or the day on which voluntary recognition occurred unless the request is made by both parties in writing.

Duty of

(4) The conciliation officer shall confer with the parties and endeavour to effect a collective agreement.

Report

(5) The conciliation officer shall report the result of his or her endeavour to effect a collective agreement to the Minister forthwith upon the expiry of thirty days following the day on which he or she was appointed.

Mediator

18.—(1) Subject to subsection (2), if a party has given notice to the other party of its desire to bargain or if the parties have met and bargained or if there has been a voluntary recognition of the trade union, the Minister may, on the written request of both parties, appoint a mediator.

Restriction

(2) A mediator shall not be appointed during any period beginning on the day on which a conciliation officer is appointed and ending on the day on which the conciliation officer reports to the Minister under subsection 17 (5).

Termination

(3) If following the appointment of a mediator a conciliation officer is appointed, the appointment of the mediator is termi-

Final offer selection

19.-(1) If the conciliation officer has reported to the Minister that he or she has been unable to effect a collective agreement, the Minister shall notify the parties in writing that they must appoint a selector to decide the matters remaining in dispute between them by selecting all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on those matters.

Minister may appoint

(2) If the parties have not appointed a selector within seven days after receiving notice under subsection (1), the Minister may make the appointment and the Minister must do so upon the request of a party.

Notice of appointment

(3) If the Minister appoints a selector, he or she shall give written notice of the appointment to the parties.

Content of notice

(4) The notice shall set out the name and address of the selector and the date of the appointment.

Notice of final offer

- **20.**—(1) Within seven days of the selector's appointment,
 - (a) the parties shall jointly give written notice to the selector setting out any

(3) Aucune demande ne doit être effec- Restriction tuée aux termes du paragraphe (1) dans les soixante jours qui suivent le jour où l'avis a été donné, ni aux termes du paragraphe (2) dans les soixante jours qui suivent le premier jour de négociation ou le jour où la reconnaissance volontaire a eu lieu, à moins que la demande ne soit faite par écrit par les deux parties.

(4) Le conciliateur s'entretient avec les Obligation du parties et s'efforce de parvenir à une convention collective.

(5) Sans délai dès que trente jours se sont écoulés après le jour de sa désignation, le conciliateur fait rapport au ministre du résultat de ses efforts pour parvenir à une convention collective.

18 (1) Sous réserve du paragraphe (2), à Médiateur la demande écrite des deux parties, si l'une a donné à l'autre un avis de son intention de négocier, qu'elles se sont rencontrées et ont négocié ou qu'il y a eu reconnaissance volontaire du syndicat, le ministre peut désigner un médiateur.

(2) Un médiateur ne doit pas être désigné Restriction durant la période qui commence le jour où un conciliateur est désigné et qui se termine le jour où ce dernier fait rapport au ministre aux termes du paragraphe 17 (5).

(3) La désignation d'un conciliateur après Fin du manqu'un médiateur a été désigné met fin au mandat de ce dernier.

19 (1) Si le conciliateur a fait rapport au ministre de son incapacité à parvenir à une offres convention collective, le ministre avise les parties par écrit qu'elles doivent désigner un arbitre des dernières offres chargé de trancher les questions encore en litige en choisissant la dernière offre intégrale de l'une ou l'autre partie sur ces questions.

Choix des

(2) Si les parties n'ont pas désigné d'arbi- Pouvoir de tre des dernières offres dans les sept jours du ministre suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (1), le ministre peut procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

(3) Si le ministre désigne un arbitre des Avis de désidernières offres, il en avise par écrit les par-

(4) L'avis donne les nom et adresse de l'arbitre des dernières offres ainsi que la date de sa désignation.

Contenu de

- 20 (1) Dans les sept jours de la désigna- Avis de dertion de l'arbitre des dernières offres :
 - a) les parties donnent conjointement à cet arbitre un avis écrit énonçant tou-

matters that have been agreed upon for inclusion in a collective agreement; and

(b) each party shall give written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

No amended or new final offers

(2) Once notice setting out a party's final offer has been given, that party shall not give to the selector any notice purporting to replace or amend the offer.

Supporting statement

(3) A party may submit with the notice a written statement in support of the final offer set out in the notice.

Final offer of opposite party

21. Upon receiving the notices of the parties setting out their final offers, the selector shall forthwith give to each party a copy of the notice setting out the final offer of the opposite party together with a copy of the statement, if any, that the opposite party submitted in support of that party's final offer.

Hearing

22.—(1) Within fifteen days after the date on which each party was given a copy of the notice setting out the final offer and supporting statement, if any, of the opposite party, the selector shall hold a hearing in respect of the matters remaining in dispute between the parties.

Extension

(2) The period referred to in subsection (1) may be extended by the selector if the parties jointly request an extension in writ-

Adjournment

(3) The selector may adjourn the hearing from time to time to allow the parties to resolve the matters in dispute by negotiation if, in his or her opinion, there is a reasonable likelihood that they will be able to do so.

Same

(4) Subsection (3) shall not be interpreted so as to detract from any power the selector has to adjourn the hearing for a reason other than that referred to in subsection (3).

Procedure

(5) The selector shall determine his or her own procedure but shall give full opportunity to the parties to present evidence and make submissions.

Powers

(6) The selector has all the powers of an arbitrator under the Labour Relations Act.

Statutory Powers Procedure Act

(7) Part I of the Statutory Powers Procedure Act does not apply to proceedings before a selector.

Waiving hearing

23. The parties may agree to waive a hearing and in such case shall jointly give

tes les questions qu'elles ont convenu d'inclure dans la convention collective;

- b) chaque partie donne à cet arbitre un avis écrit énoncant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.
- (2) Une fois qu'une partie a donné l'avis Interdiction énonçant sa dernière offre, elle ne doit pas donner à l'arbitre des dernières offres d'avis visant à modifier ou à remplacer l'offre.

de modifier ou de remplacer les dernières offres

(3) L'avis donné par une partie peut être Déclaration à accompagné d'une déclaration écrite à l'appui de la dernière offre qui y est énoncée.

21 Dès réception des avis des parties Dernière énonçant leur dernière offre, l'arbitre des partie adverse dernières offres remet sans délai à chaque partie une copie de l'avis de la partie adverse ainsi qu'une copie de la déclaration, le cas échéant, présentée par la partie adverse à l'appui de sa dernière offre.

22 (1) Dans les quinze jours qui suivent Audience la date à laquelle chaque partie s'est vu remettre une copie de l'avis énonçant la dernière offre et de la déclaration à l'appui, le cas échéant, de la partie adverse, l'arbitre des dernières offres tient une audience sur les questions encore en litige entre les par-

(2) L'arbitre des dernières offres peut pro- Prorogation roger le délai visé au paragraphe (1) si les parties en font la demande conjointement par écrit.

(3) L'arbitre des dernières offres peut Ajournement ajourner l'audience pour permettre aux parties de trancher les questions en litige au moyen de la négociation s'il estime qu'il est raisonnablement probable qu'elles puissent le faire.

(4) Le paragraphe (3) ne doit pas être Idem interprété de manière à priver l'arbitre des dernières offres d'un quelconque de ses pouvoirs d'ajourner l'audience pour un motif autre que celui visé au paragraphe (3).

(5) L'arbitre des dernières offres décide Procédure lui-même de la procédure qu'il suivra, mais il offre aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments.

(6) L'arbitre des dernières offres a tous les Pouvoirs pouvoirs qu'a un arbitre aux termes de la Loi sur les relations de travail.

(7) La partie I de la Loi sur l'exercice des Loi sur l'exer compétences légales ne s'applique pas aux ins-pétences tances tenues devant un arbitre des dernières légales

23 Les parties peuvent convenir de Renonciation renoncer à la tenue d'une audience, auquel

offres.

written notice to the selector that they have so agreed.

Bargaining continue

24.—(1) Even though the parties have received notice under section 18 that the matters remaining in dispute between them must be decided by selecting all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on those matters, the parties may continue to bargain or may resume bargaining at any time.

Notice if agreement on some matters

(2) If at any time after notice of final offer is given to the selector and before the expiry of forty-eight hours following the conclusion of a hearing under section 22 or the giving of notice of waiver of a hearing under section 23 the parties reach agreement on some but not all of the matters in dispute between them for inclusion in the collective agreement, they shall forthwith give written notice to the selector as to the matters agreed upon.

Effect of partial agreement

(3) The selector shall not consider the final offer of either party with respect to those matters on which agreement has been reached and those matters shall not be decided by final offer selection.

Complete agreement

(4) If at any time after notice of final offer is given to the selector and before the selector notifies the parties of his or her selection under subsection 25 (6) the parties reach agreement in writing on all of the matters in dispute between them, they shall forthwith give written notice to the selector of their agreement.

Effect of complete agreement

tion (4) is a collective agreement for purposes of the Labour Relations Act.

(5) The agreement referred to in subsec-

Termination appointment

(6) The appointment of the selector terminates upon his or her receiving notice under subsection (4).

Selection

25.-(1) The selector shall, before the expiry of fifteen days but not before the expiry of seven days from the conclusion of the hearing, select all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on all the matters remaining in dispute.

If no hearing

(2) If the parties have agreed to waive a hearing, the selector shall make his or her selection before the expiry of fifteen days but not before the expiry of seven days from the date on which he or she receives notice under section 23.

Extension

(3) If the parties jointly give notice to the selector in writing that they wish a period referred to in this section to be extended, it shall be extended to such length as the parties indicate in the notice.

cas elles en avisent conjointement l'arbitre des dernières offres par écrit.

24 (1) Même si les parties ont reçu l'avis visé à l'article 18 les informant que les questions encore en litige doivent être tranchées en choisissant la dernière offre intégrale de l'une ou l'autre partie sur ces questions, elles peuvent en tout temps continuer de négocier ou recommencer à négocier.

Possibilité de

(2) Si, après que l'avis de dernière offre Avis en cas est donné à l'arbitre des dernières offres et dans les quarante-huit heures qui suivent la questions fin de l'audience visée à l'article 22 ou la remise de l'avis de renonciation à l'audience visé à l'article 23, les parties s'entendent sur certaines mais non sur la totalité des questions en litige à inclure dans la convention collective, elles avisent sans délai l'arbitre des dernières offres par écrit des questions sur lesquelles elles se sont entendues.

d'entente sur

(3) L'arbitre des dernières offres ne doit Effet d'une pas étudier la dernière offre de l'une ou l'au-tielle tre partie sur les questions sur lesquelles les parties se sont entendues et ces questions ne doivent pas être tranchées par choix des dernières offres.

entente par-

(4) Si, après que l'avis de dernière offre Entente est donné à l'arbitre des dernières offres et avant que ce dernier n'avise les parties de son choix aux termes du paragraphe 25 (6), les parties s'entendent par écrit sur toutes les questions en litige, elles en avisent sans délai l'arbitre des dernières offres par écrit.

(5) L'entente visée au paragraphe (4) est Effet d'une une convention collective pour l'application grale de la Loi sur les relations de travail.

(6) La désignation de l'arbitre des derniè- Fin du manres offres prend fin dès qu'il reçoit l'avis visé au paragraphe (4).

25 (1) Dans les quinze jours mais au Choix plus tôt dans les sept jours de la fin de l'audience, l'arbitre des dernières offres choisit la dernière offre intégrale faite par l'une ou l'autre partie sur toutes les questions encore en litige.

(2) Si les parties ont convenu de renoncer Absence à la tenue d'une audience, l'arbitre des dernières offres fait son choix dans les quinze jours mais au plus tôt dans les sept jours de la date à laquelle il reçoit l'avis visé à l'article 23.

(3) Si les parties avisent conjointement par Prorogation écrit l'arbitre des dernières offres qu'elles souhaitent la prorogation d'un délai visé au présent article, le délai est prorogé de la durée que les parties précisent dans l'avis.

Amended final offers not to be considered

(4) The final offer selected shall be a final offer as set out in a notice given in accordance with clause 20 (1) (b), and the selector shall not consider any purported amendment or replacement of such an offer.

Failure to give notice of final offer

(5) If one party fails to give written notice to the selector setting out the party's final offer, the selector shall select the final offer of the opposite party.

Notification

(6) The selector, upon making his or her selection, shall forthwith notify the parties in writing of the selection.

Finality

(7) The decision of the selector shall not be questioned in any court, and no order shall be made or process entered, or proceedings taken in any court, whether by way of injunction, declaratory judgment, certiorari, mandamus, prohibition, quo warranto, or otherwise, to question, review, prohibit or restrain the selector or any proceedings before him or her.

Arbitration Act, 1991

(8) The Arbitration Act, 1991 does not apply to the selection.

Collective agreement prepared by selector

(9) If the parties have not agreed upon the terms of a collective agreement within ten days after they are notified of the decision of the selector, the selector shall prepare a document giving effect to the decision and any agreement about which the selector has been notified under clause 20 (1) (a) or section 24.

Same

(10) The selector shall give copies of the document prepared under subsection (9) to the parties and the document then becomes a collective agreement under the Labour Relations Act effective on the day set out in the document.

Voluntary arbitration

26.—(1) Despite any other provision of this Act, if the parties irrevocably so agree in writing at any time following the giving of notice of desire to bargain, all matters in dispute between them shall be referred to an arbitrator or a board of arbitration for final and binding arbitration.

Other provisions superseded

(2) The agreement to arbitrate supersedes all other dispute settlement provisions of this Act.

arbitrator or board of arbitration

(3) Subsections 45 (6), (6.1), (6.2), (7), (8.1) and (10) to (12) of the Labour Relations Act apply, with necessary modifications, to the arbitration proceeding and decision.

Effect of agreement

(4) For the purposes of section 62 of the Labour Relations Act, an irrevocable agree-

(4) La dernière offre choisie est une dernière offre telle qu'elle est énoncée dans un dernière offre donné conformément à l'alinéa modifiée 20 (1) b). L'arbitre des dernières offres ne doit pas étudier de prétendue modification ou de prétendu remplacement de cette offre.

(5) Si une partie ne donne pas à l'arbitre Défaut de donner un

Interdiction

des dernières offres un avis écrit énonçant sa avis de derdernière offre, ce dernier choisit la dernière nière offre offre de la partie adverse.

(6) Dès qu'il a fait son choix, l'arbitre des Avis dernières offres en avise sans délai les parties par écrit.

(7) Sont irrecevables devant un tribunal Décision défiles requêtes en contestation des décisions de l'arbitre des dernières offres. Sont également irrecevables devant un tribunal les instances visant la contestation, la révision, la limitation ou l'interdiction des activités de l'arbitre des dernières offres, par voie notamment d'injonction, de jugement déclaratoire, de brefs de certiorari, mandamus, prohibition ou quo warranto. Aucun tribunal ne rend une ordonnance donnant suite à une telle instance.

(8) La Loi de 1991 sur l'arbitrage ne s'applique pas au choix.

Loi de 1991 sur l'arbitrage

(9) Si, au plus tard dix jours après avoir Rédaction de été avisées de la décision de l'arbitre des der- collective par nières offres, les parties ne se sont pas enten- l'arbitre des dues sur les clauses d'une convention collective, l'arbitre des dernières offres rédige un document donnant effet à sa décision et à toute entente dont il a été avisé aux termes de l'alinéa 20 (1) a) ou de l'article 24.

(10) L'arbitre des dernières offres remet Idem aux parties des copies du document rédigé aux termes du paragraphe (9). Le document devient alors une convention collective conclue en vertu de la Loi sur les relations de travail qui entre en vigueur à la date qui y est précisée.

> Accord d'arbitrage

26 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, si les parties en conviennent irrévocablement par écrit à n'importe quel moment après qu'un avis d'intention de négocier a été donné, toutes les questions en litige entre les parties sont soumises à un arbitre ou à un conseil d'arbitrage dont la décision a force de chose jugée.

(2) L'accord d'arbitrage l'emporte sur Préséance sur toute disposition de la présente loi portant positions sur le règlement des différends.

Pouvoirs de

- (3) Les paragraphes 45 (6), (6.1), (6.2), (7), (8.1) et (10) à (12) de la *Loi sur les rela-* du conseil tions de travail s'appliquent, avec les adapta- d'arbitrage tions nécessaires, à l'instance et à la décision d'arbitrage.
- (4) Pour l'application de l'article 62 de la Effet de l'ac-Loi sur les relations de travail, l'accord d'ar-trage

ment in writing referred to in subsection (1) shall have the same effect as a collective agreement.

PART VI ADVISORY COMMITTEE

Advisory

27. The Minister may establish a committee, consisting of such persons as the Minister may appoint, to advise him or her on labour relations in the agriculture and horticulture industries.

PART VII REGULATIONS

Regulations

- 28.-(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) declaring that trade unions may be certified as bargaining agents for bargaining units containing employees employed on a seasonal basis and governing their certification;
 - (b) prescribing a percentage that is greater or lesser than 50 for the purposes of clauses 12 (1) (b) and (c);
 - (c) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by selectors;
 - (d) fixing the remuneration of selectors and limiting the reimbursement of their expenses;
 - (e) allocating responsibility for the remuneration of selectors and the reimbursement of their expenses;
 - (f) prescribing when written notice or any other document that is required by this Act to be given to the Minister, a party or a selector is deemed to have been given if it is served by a means other than personal service;
 - (g) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

Application

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or specific in its application and may be confined in its application to such classes of employer or employee as are described in the regulation.

PART VIII **MISCELLANEOUS**

Money

29. The money required for the purposes of this Act by the Crown in right of Ontario shall, until March 31, 1994, be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

bitrage écrit et irrévocable visé au paragraphe (1) a la même valeur qu'une convention collective.

PARTIE VI COMITÉ CONSULTATIF

27 Le ministre peut constituer un comité, Comité concomposé des personnes qu'il désigne, pour le conseiller sur les relations de travail dans les industries agricole et horticole.

PARTIE VII RÈGLEMENTS

28 (1) Le lieutenant-gouverneur en con-Règlements seil peut, par règlement :

- a) déclarer que des syndicats peuvent être accrédités comme agents négociateurs d'unités de négociation qui comptent des employés employés sur une base saisonnière, et régir leur accréditation;
- b) prescrire un pourcentage qui est plus ou moins élevé que 50 pour l'application des alinéas 12 (1) b) et c);
- c) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les arbitres des dernières offres;
- d) fixer la rémunération des arbitres des dernières offres et limiter le remboursement de leurs frais:
- e) attribuer la responsabilité de la rémunération des arbitres des dernières offres et du remboursement de leurs frais:
- f) prescrire le moment où un avis écrit ou un autre document qui doit être donné aux termes de la présente loi au ministre, à une partie ou à un arbitre des dernières offres est réputé avoir été donné s'il est signifié autrement que par signification à personne;
- g) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (2) Les règlements pris en application du Champ d'apparagraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut être restreinte aux catégories d'employeurs ou d'employés qui y sont décrites.

PARTIE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

29 Les sommes dont la Couronne du chef Affectations de l'Ontario a besoin pour l'application de la présente loi jusqu'au 31 mars 1994 sont prélevées sur le Trésor.

REPEALS AND AMENDMENTS

Repeal

30.-(1) The Lieutenant Governor in Council may by regulation repeal sections 6, 9 and 17 to 26 and clauses 28 (1) (c) to (f) on or after the third anniversary of the day on which this Act comes into force.

Substitution of provisions

(2) If a regulation is made under subsection (1), the following provision shall be substituted for section 6:

ss. 17, 19 to 41 do not apply

6. Section 17 and sections 19 to 41 of the Labour Relations Act do not apply.

Same

(3) If a regulation is made under subsection (1), the following provisions shall be substituted for sections 17 to 26:

Notice of no collective agreement

17.—(1) If a conciliation officer appointed under section 16 of the Labour Relations Act is unable to effect a collective agreement within the time allowed under section 18 of that Act, the Minister shall forthwith by written notice so inform each of the parties and the matters in dispute between them shall be decided by arbitration in accordance with this

No other dispute settlement provisions apply

(2) The arbitration requirement in subsection (1) supersedes all other dispute settlement provisions of this Act and the Labour Relations Act.

Effect of agreement

(3) For the purposes of section 62 of the Labour Relations Act, a notice under subsection (1) shall have the same effect as a collective agreement.

Appointment of arbitrator or board

18. The matters in dispute between the parties shall be decided by a single arbitrator, unless they agree to refer the dispute to a board of arbitration.

Appointment by parties

19.—(1) If the dispute is to be decided by a single arbitrator, the parties shall appoint an arbitrator within seven days after notice is given under subsection 17 (1).

Same

- (2) If the parties agree to refer the dispute to a board of arbitration,
 - (a) each party shall, within seven days after notice is given under subsection 17 (1), appoint a member of the board and inform the other party of the appointment; and
 - (b) the members appointed under clause (a) shall, within five days after the second of them is appointed, appoint a third member who shall be the chair of the board.

Appointment by Minister

20. If an appointment is not made as required under section 19, the Minister may make the appointment and the Minister must do so upon the request of a party.

ABROGATIONS ET MODIFICATIONS

RELATIONS DE TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

30 (1) Le lieutenant-gouverneur en con- Abrogation seil peut, par règlement, abroger les articles 6, 9 et 17 à 26 ainsi que les alinéas 28 (1) c) à f) le jour du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi ou après ce jour.

(2) Si un règlement est pris en application Substitution du paragraphe (1), la disposition suivante est tions substituée à l'article 6 :

de disposi-

6 L'article 17 et les articles 19 à 41 de la Non-applica-Loi sur les relations de travail ne s'appliquent 17, 19 à 41

(3) Si un règlement est pris en application Idem du paragraphe (1), les dispositions suivantes sont substituées aux articles 17 à 26 :

17 (1) Si un conciliateur désigné aux termes de l'article 16 de la Loi sur les relations convention de travail ne parvient pas à une convention collective collective dans le délai prévu à l'article 18 de cette loi, le ministre en informe sans délai, au moyen d'un avis écrit, chacune des parties, et les questions en litige sont tranchées par arbitrage conformément à la présente loi.

Avis de défaut de

(2) L'obligation d'avoir recours à l'arbitrage prévue au paragraphe (1) l'emporte sur toute autre disposition de la présente loi et de la Loi sur les relations de travail portant sur le règlement des différends.

Aucune autre disposition portant sur le règlement des différends ne s'applique

(3) Pour l'application de l'article 62 de la Effet de l'ac-Loi sur les relations de travail, l'avis visé au trage paragraphe (1) a la même valeur qu'une convention collective.

18 Les questions en litige entre les parties Désignation sont tranchées par un arbitre unique, sauf si ou d'un conles parties conviennent de soumettre le différend à un conseil d'arbitrage.

19 (1) Si le différend doit être tranché Désignation par un arbitre unique, les parties désignent celui-ci au plus tard sept jours après que l'avis visé au paragraphe 17 (1) est donné.

par les parties

- (2) Si les parties conviennent de soumettre ldem le différend à un conseil d'arbitrage :
 - a) chaque partie, au plus tard sept jours après que l'avis visé au paragraphe 17 (1) est donné, désigne un membre du conseil et informe l'autre partie de la désignation;
 - b) les membres désignés aux termes de l'alinéa a), au plus tard cinq jours après que le deuxième d'entre eux est désigné, désignent un troisième membre à la présidence du conseil.
- 20 Si aucune désignation n'est effectuée Désignation comme l'exige l'article 19, le ministre peut tre procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

Application of Hospital Labour Disputes Arbitration Act

12

21. Subsections 6 (8) to (14), (17) and (18) of the Hospital Labour Disputes Arbitration Act apply, with necessary modifications, to arbitrators and boards of arbitration.

Procedure

22. The arbitrator or board of arbitration shall determine their own procedure but shall give full opportunity to the parties to present their evidence and make their submissions.

Application of certain Labour Relations Act

23. Subsections 45 (6), (6.1), (6.2), (7), (8.1) and (10) to (12) of the Labour Relations Act apply, with necessary modifications, to the arbitration proceeding and decision.

Not subject to review

24. No decision, order or direction of the arbitrator or board of arbitration shall be questioned in any court, and no order shall be made or process entered, or proceedings taken in any court, whether by way of injunction, declaratory judgment, certiorari, mandamus, prohibition, quo warranto, or otherwise, to question, review, prohibit or restrain the arbitrator or board of arbitration or any of its proceedings.

Scope of arbitration

25.—(1) The decision of the arbitrator or board shall not include any matters upon which the parties have agreed if the arbitrator or board is notified in writing of the agreement of the parties on those matters.

Agreement respecting

(2) The application of subsection (1) may be varied by the agreement of the parties.

Collective agreement prepared by arbitrator,

26.—(1) If the parties have not agreed upon the terms of a collective agreement within ten days after the release of the decision of the arbitrator or board of arbitration, the arbitrator or board shall prepare a document giving effect to the decision of the arbitrator or board and any agreement between the parties about which the arbitrator or board has been notified.

Same

(2) The arbitrator or board of arbitration shall give copies of the document prepared under subsection (1) to the parties and, upon doing so the document becomes a collective agreement under the Labour Relations Act effective on the day set out in the document.

Same

- (4) If a regulation is made under subsection (1), the following provision shall be substituted for clauses 28 (1) (c) to (f):
 - (c) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by arbitrators and members of boards of arbitration;

21 Les paragraphes 6 (8) à (14), (17) et Application (18) de la Loi sur l'arbitrage des conflits de l'arbitrage des travail dans les hôpitaux s'appliquent, avec conflits de les adaptations nécessaires, aux arbitres et les hôpitaux aux conseils d'arbitrage.

travail dans

22 L'arbitre ou le conseil d'arbitrage Procédure décide lui-même de la procédure qu'il suivra, mais il offre aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments.

23 Les paragraphes 45 (6), (6.1), (6.2), Application de certaines (7), (8.1) et (10) à (12) de la Loi sur les reladispositions tions de travail s'appliquent, avec les adapta- de la Loi sur tions nécessaires, à l'instance et à la décision de travail d'arbitrage.

24 Sont irrecevables devant un tribunal Pas de réviles requêtes en contestation des décisions, des ordonnances ou des directives de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage. Sont également irrecevables devant un tribunal les instances visant la contestation, la révision, la limitation ou l'interdiction des activités de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage, par voie notamment d'injonction, de jugement déclaratoire, de brefs de certiorari, mandamus, prohibition ou quo warranto. Aucun tribunal ne rend une ordonnance donnant suite à une telle instance

25 (1) Nulle décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage ne doit contenir de questions sur lesquelles les parties se sont entendues si l'arbitre ou le conseil d'arbitrage est avisé par écrit de l'entente intervenue entre les parties sur ces questions.

Portée de l'arbitrage

(2) L'application du paragraphe (1) peut être modifiée si les parties y consentent.

Entente sur la portée

26 (1) Si, dans les dix jours qui suivent la communication de la décision de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage, les parties ne se sont pas entendues sur les clauses d'une convention collective, l'arbitre ou le conseil rédige un document donnant effet à sa décision et à toute entente intervenue entre les parties dont il a été avisé.

Rédaction de la convention collective par l'arbitre

(2) L'arbitre ou le conseil d'arbitrage Idem remet aux parties des copies du document rédigé aux termes du paragraphe (1). Le document devient alors une convention collective conclue en vertu de la Loi sur les relations de travail qui entre en vigueur à la date qui y est précisée.

- (4) Si un règlement est pris en application Idem du paragraphe (1), les dispositions suivantes sont substituées aux alinéas 28 (1) c) à f):
 - c) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les arbitres et les membres des conseils d'arbitrage;

- (d) fixing the remuneration of arbitrators and members of boards of arbitration and limiting the reimbursement of their expenses;
- (e) allocating responsibility for the remuneration of arbitrators and the reimbursement of their expenses;
- (f) prescribing when written notice or any other document that is required by this Act to be given to the Minister, a party, an arbitrator or member of a board of arbitration is deemed to have been given if it is served by a means other than personal service.

Regulations respecting transitional matters

(5) If a regulation is made under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations governing matters of a transitional nature arising from the repeal of the provisions referred to in subsection (1), the substitution of the provisions enacted by subsections (2) and (3), and the making of regulations under the provisions enacted by subsection (4).

Same

(6) Regulations made under subsection (5) may vary or exclude the application of any provision of this Act or the Labour Relations Act.

Labour Relations Act

31.—(1) Section 1 of the Labour Relations Act, as amended by the Statutes of Ontario. 1992, chapter 21, section 2, is further amended by adding the following subsection:

Sharegrowers

- (3.0.1) If an issue arises as to whether a person who is a share-grower is an employee for the purposes of this Act, it shall be presumed that the share-grower is not an employee unless the contrary is proven.
- (2) Clauses 2 (1) (b) and (c) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 4, are repealed and the following substituted:
 - (b) to a person employed in hunting or trapping.
- (3) Subsection 2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 4, is repealed.
- (4) The Act is amended by adding the following section:

Application of Act to agriculture and horticulture

2.0.1 The modifications in the Agricultural Labour Relations Act, 1993 apply with respect to the application of this Act to persons employed in agriculture or horticulture to whom the Agricultural Labour Relations Act, 1993 applies, to the trade unions and councils of trade unions that act or purport to act for or on behalf of any persons so

- d) fixer la rémunération des arbitres et des membres des conseils d'arbitrage et limiter le remboursement de leurs
- e) attribuer la responsabilité de la rémunération des arbitres et du remboursement de leurs frais;
- f) prescrire le moment où un avis écrit ou un autre document qui doit être donné aux termes de la présente loi au ministre, à une partie, à un arbitre ou à un membre d'un conseil d'arbitrage est réputé avoir été donné s'il est signifié autrement que par signification à personne.
- (5) Si un règlement est pris en application Règlements du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les questions de nature transitoire découlant de l'abrogation des dispositions visées au paragraphe (1), de la substitution des dispositions adoptées par les paragraphes (2) et (3), ainsi que de la prise de règlements en application des dispositions adoptées par le paragraphe (4).

traitant des transitoires

(6) Les règlements pris en application du Idem paragraphe (5) peuvent modifier ou exclure l'application de toute disposition de la présente loi ou de la Loi sur les relations de travail.

31 (1) L'article 1 de la Loi sur les rela- Loi sur les tions de travail, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

- (3.0.1) Si la question se pose de savoir si Métayers une personne qui est un métayer est un employé pour l'application de la présente loi, il est présumé que le métayer n'est pas un employé jusqu'à preuve du contraire.
- (2) Les alinéas 2 (1) b) et c) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 4 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - b) à la personne qui est employée à la chasse ou au piégeage.
- (3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé.
- (4) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :
- 2.0.1 Les adaptations figurant dans la Loi Application de 1993 sur les relations de travail dans l'agriculture l'agriculture s'appliquent à l'égard de l'appli- et à l'hortication de la présente loi aux personnes employées dans l'agriculture ou l'horticulture auxquelles la Loi de 1993 sur les relations de travail dans l'agriculture s'appliquent, aux syndicats et aux conseils de syndicats qui

Bill 91

employed, to the employers of such persons and to the employers' organizations of which those employers are members.

- (5) Paragraph 2 of subsection 64 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 29, is repealed and the following substituted:
 - 2. A proceeding before another person or body under this Act, the Hospital Labour Disputes Arbitration Act or the Agricultural Labour Relations Act, 1993.
- (6) Section 104 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 42, is further amended by adding the following subsection:

Agriculture industry division

- (5.1) One of the divisions of the Board shall be designated by the chair as the agriculture industry division, and it shall exercise the powers of the Board under this Act in proceedings to which the Agricultural Labour Relations Act, 1993 apply, but nothing in this subsection impairs the authority of any other division to exercise such powers.
- (7) Clauses 118 (k.1) and (k.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 50, are repealed.

Commencement

32. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

33. The short title of this Act is the Agricultural Labour Relations Act, 1993.

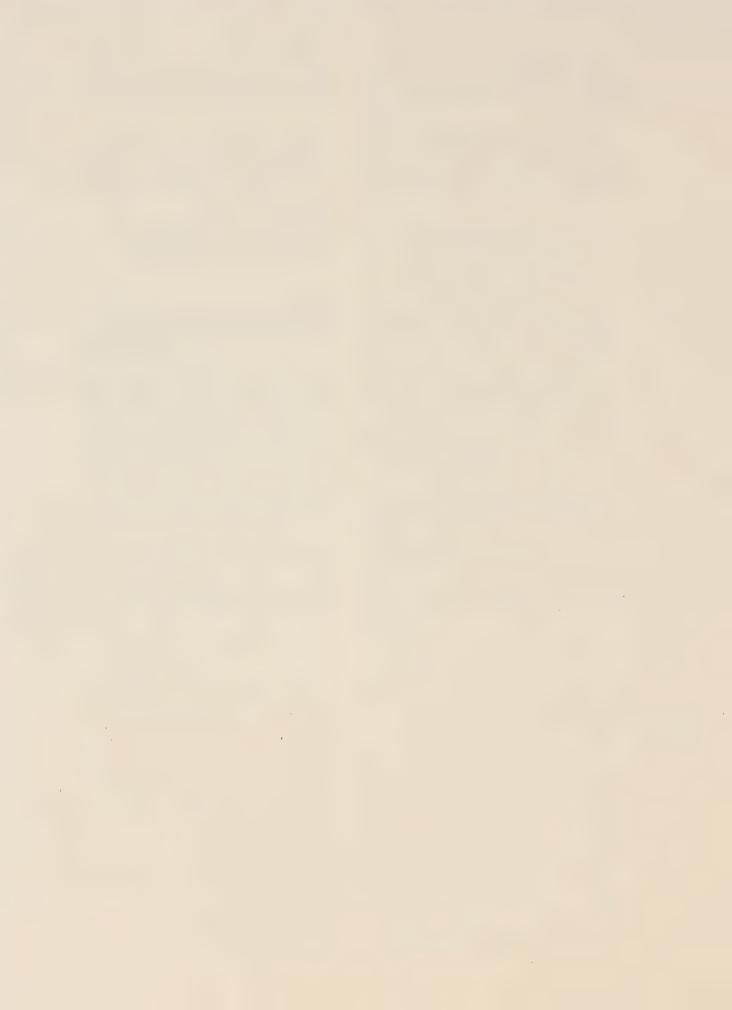
agissent ou prétendent agir pour ces employés ou pour leur compte, ainsi qu'aux employeurs de ces derniers et aux associations patronales dont ces employeurs sont membres.

- (5) La disposition 2 du paragraphe 64 (2.1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogée et remplacée par ce qui suit:
 - 2. Une instance devant une autre personne ou un autre organisme en vertu de la présente loi, de la Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux ou de la Loi de 1993 sur les relations de travail dans l'agriculture.
- (6) L'article 104 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 42 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :
- (5.1) Le président attribue à l'une des sec- Section de tions l'industrie agricole. Cette section exerce agricole les attributions de la Commission en vertu de la présente loi dans les affaires où la Loi de 1993 sur les relations de travail dans l'agriculture s'applique. Toutefois, rien dans le présent paragraphe ne porte atteinte à la compétence des autres sections en la matière.

- (7) Les alinéas 118 k.1) et k.2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 50 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, sont abrogés.
- 32 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

33 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 sur les relations de travail dans l'agriculture.









3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

Bill 91

Projet de loi 91

An Act respecting Labour Relations in the Agriculture Industry

Loi concernant les relations de travail dans l'industrie agricole

The Hon. B. Mackenzie

Minister of Labour

L'honorable B. Mackenzie
Ministre du Travail

Government Bill

JUL 11 1894 ;

1st Reading July 29, 1993

2nd Reading June 20, 1994

3rd Reading

Royal Assent

June 20, 1994

(Reprinted as amended by the Committee of the Whole House and as reported to the Legislative Assembly June 22, 1994)

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 29 juillet 1993

2^e lecture 20 juin 1994

3^e lecture

Sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le comité plénier et rapporté à l'Assemblée législative le 22 juin 1994)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario







EXPLANATORY NOTES

GENERAL SCHEME

The Bill provides for collective bargaining in the agriculture and horticulture industries. The Labour Relations Act, as it reads on the day this Act comes into force, is made applicable to employees, employers, trade unions, councils of trade unions and employer organizations in those industries, but its application is modified.

EXPLANATION OF PARTS

Part I provides that the Bill applies to employees, employers, trade unions, councils of trade unions and employer organizations in the agriculture and horticulture industries, subject to certain exceptions. It also provides that expressions used in the *Labour Relations Act* generally have the same meaning in the Bill as they do in that Act.

Part II lists the provisions of the Labour Relations Act that apply in the agriculture and horticulture industries. It also provides that the application of certain provisions of that Act is modified, among them the provisions relating to bargaining units and access to employer property.

Part III provides that labour relations statutes and collective agreements and trade union constitutions, by-laws or rules shall not be interpreted to prohibit or allow the prohibition of a person who is a family member of the employer from performing any work for the employer.

Part IV provides employees with a right to vote, without disclosing their vote, in votes to ratify collective agreements.

Part V concerns dispute resolution. Strikes and lock-outs are prohibited. Instead, if the matters in dispute cannot be settled by negotiation, a selector appointed by the parties (or by the Minister if they fail to make the appointment) is required to select the final offer of one party or the final offer of the other party as the parties' collective agreement.

Under the scheme provided by the Bill, once sixty days have elapsed since notice to bargain has been given (or, if notice was not given, since bargaining began or since the employer's voluntary recognition of the union), either party may request the Minister to appoint a mediator. (This may be done earlier if both parties make the request in writing.)

The <u>mediator</u> is required to try to effect a collective agreement; if he or she cannot do so within thirty days after he or she was appointed, the Minister notifies the parties that their dispute must be settled by final offer selection. A selector must be appointed within seven days of the Minister's notice, and they are required to advise the selector of their final offers within seven days of the selector's appointment.

The selector is required to hold a hearing unless the parties waive it. He or she must select one final offer or the other not earlier than seven days and not later than fifteen days after the conclusion of the hearing (or date of waiver if the hearing is waived). The parties may, however, continue to negotiate, and the selector must not consider their final offers respecting any matters that they are able to reach agreement on. (If they reach agreement on all matters, the appointment of the selector is terminated.)

If the parties prefer not to use the final offer selection process, they may instead agree to use binding arbitration to resolve their dispute.

Part VI of the Bill provides that the Minister may establish an advisory committee to advise on matters concerning labour relations in the agriculture and horticulture industries.

Part VII provides for the making of regulations by the Lieutenant Governor in Council.

NOTES EXPLICATIVES

PLAN GÉNÉRAL

Le projet de loi prévoit la négociation collective dans les industries agricole et horticole. La Loi sur les relations de travail, telle qu'elle existe le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, s'appliquera dorénavant aux employés, aux employeurs, aux syndicats, aux conseils de syndicats et aux associations patronales de ces industries, mais avec certaines adaptations.

EXPLICATION DES PARTIES

La partie I prévoit que le projet de loi s'applique aux employés, aux employeurs, aux syndicats, aux conseils de syndicats et aux associations patronales des industries agricole et horticole, sous réserve de certaines exceptions. Elle prévoit aussi que les expressions qui figurent dans la *Loi sur les relations de travail* conservent généralement le même sens dans le projet de loi.

La partie II <u>énumère les</u> dispositions de la *Loi sur les relations de travail* <u>qui</u> s'appliquent <u>dans les industries agricole et horticole</u>. Elle prévoit aussi que l'application de certaines dispositions de cette loi est modifiée, notamment celles qui touchent aux unités de négociation et à l'accès à la propriété de l'employeur.

La partie III prévoit que les lois en matière de relations de travail, les conventions collectives ainsi que les actes constitutifs, les règlements administratifs et les règles des syndicats ne doivent pas être interprétés de manière à interdire ou à permettre d'interdire à un membre de la famille de l'employeur d'exécuter un travail pour ce dernier.

La partie IV prévoit que les employés ont le droit de voter, sous le sceau du secret, lors des scrutins visant à ratifier des convention collectives.

La partie V porte sur le règlement des différends. La grève et le lock-out sont interdits. Si les questions en litige ne peuvent être réglées par la négociation, un arbitre des dernières offres désigné par les parties (ou par le ministre si les parties n'effectuent pas cette désignation) est tenu de choisir la dernière offre de l'une ou l'autre partie comme convention collective des parties.

Sous le régime prévu par le projet de loi, une fois qu'une période de soixante jours s'est écoulée depuis la remise de l'avis de l'intention de négocier (ou, en l'absence d'un tel avis, depuis le début de la négociation ou la reconnaissance volontaire du syndicat par l'employeur), l'une ou l'autre partie peut demander au ministre de désigner un médiateur. (Cela peut se faire plus tôt si les deux parties en font la demande par écrit.)

Le médiateur est tenu d'essayer de parvenir à une convention collective; s'il n'y parvient pas dans les trente jours suivant sa désignation, le ministre avise les parties que leur différend doit être réglé par choix des dernières offres. Un arbitre des dernières offres doit être désigné dans les sept jours suivant l'avis du ministre, et les parties doivent informer cet arbitre de leur dernière offre dans les sept jours de sa désignation.

L'arbitre des dernières offres doit tenir une audience sauf si les parties y renoncent. Il doit choisir l'une ou l'autre des dernières offres au plus tôt sept jours et au plus tard quinze jours après la fin de l'audience (ou après la date de la renonciation, le cas échéant). Les parties peuvent toutefois continuer de négocier et l'arbitre des dernières offres ne doit pas étudier leur dernière offre à l'égard des questions sur lesquelles elles peuvent s'entendre. (Si elles s'entendent sur toutes les questions, le mandat de l'arbitre des dernières offres prend fin.)

Si les parties préfèrent ne pas avoir recours au choix des dernières offres, elles peuvent convenir de s'en remettre à une décision d'arbitrage qui a force de chose jugée pour régler leur différend.

La partie VI du projet de loi prévoit que le ministre peut constituer un comité consultatif pour le conseiller sur <u>des questions concernant</u> les relations de travail dans les industries agricole et horticole.

La partie VII prévoit la prise de règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil. Part VIII sets out certain amendments to the Labour Relations Act which are required because that Act will now apply in the agriculture and horticulture industries. It also requires the Lieutenant Governor in Council to appoint a person to review Part V and its operation within five years after this Act comes into force.

La partie VIII énonce certaines modifications qui doivent être apportées à la Loi sur les relations de travail puisque cette loi s'appliquera dorénavant aux industries agricole et horticole. Elle exige aussi que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne quelqu'un pour examiner la partie V et son application dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.



1994

An Act respecting Labour Relations in the Agriculture Industry

Loi concernant les relations de travail dans l'industrie agricole

CONTENTS

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

- 1. Meaning of expressions
- 2. Application

PART II APPLICATION OF LABOUR RELATIONS ACT

- 3. Incorporation of *Labour Relations Act*
- 4. Bargaining units
- 5. Access to property
- 7. Just cause provision
- 9. Working conditions not to be altered

PART III FAMILY MEMBERS

12. Family members

PART IV RATIFICATION VOTES

13. Ratification votes

PART V DISPUTE SETTLEMENT

- 14. Strikes prohibited
- 15. Trade union not to call strike
- 16. Lock-outs prohibited
- 17. Mediation
- 18. Further mediation
- 19. Final offer selection
- 20. Notice of final offer
- 21. Final offer of opposite party
- 22. Hearing
- 23. Waiving hearing
- 24. Bargaining may continue
- 25. Selection
- 26. Voluntary arbitration

PART VI ADVISORY COMMITTEE

27. Advisory committee

PART VII REGULATIONS

28. Regulations

SOMMAIRE

PARTIE I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

- 1. Terminologie
- 2. Champ d'application

PARTIE II APPLICATION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

- 3. Incorporation des dispositions de la *Loi sur* les relations de travail
- 4. Unités de négociation
- 5. Accès à la propriété
- 7. Motif valable
- Interdiction de modifier les conditions de travail

PARTIE III MEMBRES DE LA FAMILLE

12. Membres de la famille

PARTIE IV SCRUTINS DE RATIFICATION

13. Scrutins de ratification

PARTIE V RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 14. Grèves interdites
- 15. Interdiction aux syndicats de déclarer une grève
- 16. Lock-out interdits
- 17. Médiation
- 18. Nouveau médiateur
- 19. Choix des dernières offres
- 20. Avis de dernière offre
- 21. Dernière offre de la partie adverse
- 22. Audience
- 23. Renonciation à l'audience
- 24. Possibilité de poursuivre la négociation
- 25. Choix
- 26. Accord d'arbitrage

PARTIE VI COMITÉ CONSULTATIF

27. Comité consultatif

PARTIE VII RÈGLEMENTS

28. Règlements

PART VIII **MISCELLANEOUS**

- 29. Money
- 30. Review of Act
- 31. Labour Relations Act Amendment
- 32. Commencement
- 33. Short title

Preamble

It is in the public interest to extend collective bargaining rights to employees and employers in the agriculture and horticulture industries.

However, the agriculture and horticulture industries have certain unique characteristics that must be considered in extending those rights. Those unique characteristics include seasonal production, climate sensitivity, time sensitivity, and perishable nature of agriculture and horticulture products, and the need for maintenance of continuous processes to ensure the care and survival of animal and plant life.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

Meaning of expressions

1. (1) Unless the contrary intention appears, expressions used in this Act have the same meaning as in the Labour Relations Act.

"agriculture" defined

(1.1) For the purposes of this Act and the Labour Relations Act, "agriculture" includes farming in all its branches, including dairying, beekeeping, aquaculture, the raising of livestock, furbearing animals and poultry, the production, cultivation, growing and harvesting of agricultural commodities, including eggs and mushrooms, and any practices performed as an integral part of an agricultural operation, but does not include anything that was not or would not have been determined to be agriculture under section 2 of the Labour Relations Act before this section comes into force.

References

(1.2) References in this Act, except in subsection 2 (3) to the Labour Relations Act, are references to that Act as it reads upon the comining into force of this Act.

Employees

(1.3) For the purposes of this Act, no person shall be deemed to have ceased to be an employee by reason only of being dismissed by the person's employer contrary to this Act or to a collective agreement.

PARTIE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

- 29. Affectations
- 30. Examen de la Loi
- 31. Modification de la Loi sur les relations de
- 32. Entrée en vigueur
- 33. Titre abrégé



Il est dans l'intérêt public d'étendre le droit à Préambule la négociation collective aux employés et employeurs des industries agricole et horti-

Toutefois, les industries agricole et horticole possèdent certaines caractéristiques particulières dont il faut tenir compte en étendant ce droit, notamment le caractère saisonnier de la production, la sensibilité au climat et au facteur temps, la nature périssable des produits agricoles et horticoles et la nécessité de maintenir des procédés continus afin de garantir le soin et la survie des animaux et des végétaux.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. (1) Sauf intention contraire manifeste, Terminologie les expressions employées dans la présente loi ont le sens que leur donne la Loi sur les relations de travail.

- (1.1) Pour l'application de la présente loi Définition de et de la Loi sur les relations de travail, «agriculture» s'entend de tous ses domaines d'activité, notamment la production laitière, l'apiculture, l'aquiculture, l'élevage du bétail, des animaux à fourrure et de la volaille, la production, la culture et la récolte de produits agricoles, y compris les oeufs et les champignons, et toutes les pratiques qui font partie intégrante d'une exploitation agricole. La présente définition exclut toutefois tout ce qui n'a pas ou n'aurait pas été établi comme étant de l'agriculture aux termes de l'article 2 de la Loi sur les relations de travail avant l'entrée en vigueur du présent article.
- (1.2) La mention, dans la présente loi, Mentions sauf au paragraphe 2 (3), de la Loi sur les relations de travail constitue une mention de cette loi, telle qu'elle existe le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.
- (1.3) Pour l'application de la présente loi, Employés nul n'est réputé avoir cessé d'être un employé pour le seul motif qu'il a été congédié par son employeur contrairement à la présente loi ou à une convention collective.

«agriculture»

Sharegrowers

(1.4) If an issue arises as to whether a person who is a share-grower is an employee for the purposes of this Act, it shall be presumed that the share-grower is not an employee unless the contrary is proven.

Collective agreements

(2) References in this Act to the making or effecting of a collective agreement shall be construed to include the renewal or the effecting of a renewal of a collective agreement.

Application

2. (1) Subject to subsection (2), this Act applies to any persons employed in agriculture or horticulture, to the trade unions and councils of trade unions that act or purport to act for or on behalf of any persons so employed, to the employers of such persons and to the employers' organizations of which those employers are members.

Exception

- (2) This Act does not apply to a person employed in horticulture,
 - (a) who is an employee of a municipality;
 - (b) who is an employee of an employer whose primary business is not agriculture or horticulture:
 - (c) who is employed in silviculture.

Existing bargaining

(3) Despite any provision of this Act, if immediately before this Act comes into force there was in existence a bargaining unit voluntarily recognized under the Labour Relations Act in respect of persons who are entitled to bargain under this Act, the Labour Relations Act applies to the employer, the bargaining agent and the employees in the bargaining unit.

PART II APPLICATION OF LABOUR RELATIONS ACT

Incorporation of Labour Relations Act provisions

3. (1) The following provisions of the Labour Relations Act shall be deemed to form part of this Act:

Section Description **Definitions** 1, except (2) 2.1 Purposes 3, 4 Freedoms Application for certification 6, except Appropriate bargaining unit subss. (2.3), (3) Combining bargaining units

(1.4) Si la question se pose de savoir si Métayers une personne qui est un métayer est un employé pour l'application de la présente loi, il est présumé que le métayer n'est pas un employé jusqu'à preuve du contraire.

(2) La mention, dans la présente loi, du Conventions fait de conclure une convention collective ou de parvenir à une telle convention est interprétée de manière à inclure le fait de renou-

veler une convention collective ou d'y parve-

RELATIONS DE TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Champ d'apprésente loi s'applique à toutes les personnes employées dans l'agriculture ou l'horticulture, aux syndicats et conseils de syndicats qui agissent ou prétendent agir pour ces personnes ou pour leur compte, ainsi qu'aux employeurs de ces personnes et aux associations patronales dont ces employeurs sont membres.

(2) La présente loi ne s'applique pas aux Exception personnes employées dans l'horticulture :

- a) qui sont des employés d'une municipalité:
- b) qui sont des employés d'un employeur dont l'entreprise principale n'est ni l'agriculture ni l'horticulture;
- c) qui sont employées dans la sylviculture.

(3) Malgré toute autre disposition de la Unités de présente loi, si, immédiatement avant l'en-existantes trée en vigueur de celle-ci, il existait une unité de négociation volontairement reconnue aux termes de la Loi sur les relations de travail à l'égard de personnes qui ont le droit de négocier en vertu de la présente loi, la Loi sur les relations de travail s'applique à l'employeur, à l'agent négociateur et aux employés compris dans l'unité de négociation.

PARTIE II APPLICATION DE LA LOI SUR LES **RELATIONS DE TRAVAIL**

3. (1) Les dispositions suivantes de la Loi Incorporation sur les relations de travail sont réputées faire tions de la partie de la présente loi :

des disposi-Loi sur les relations de travail

Article	Description
1, sauf par. (2)	Définitions
2.1	Objets
3 et 4	Liberté d'adhésion
5	Requête en accréditation
6, sauf par. (2.3) et (3)	Unité de négociation appropriée
7	Combinaison d'unités de négociation

4

Section	Description	Article	Description
8-10	Certification	8 à 10	Accréditation
11, 11.1, except subs. 11.1 (3)	Rights of access	11 et 11.1, sauf par. 11.1 (3)	Droit d'accès
13	Unions no certification	13	Refus d'accréditation
14, 15	Negotiation of agreements	14 et 15	Négociation de conventions
41.1	Duty to bargain adjustment plan	41.1	Obligation de négocier un programme de
42-44.1	Mandatory collective agreement provisions	42 à 44.1	reconversion de la main-d'oeuvre Dispositions obligatoires dans la convention
45, 46 46.1	Arbitration provisions Consensual mediation-arbitration		collective
47, except	Permissive collective agreement provisions	45 et 46	Dispositions sur l'arbitrage
clause (4) (d)		46.1	Médiation-arbitrage consensuel
48	Religious objections	47, sauf al. (4) d)	Dispositions permises dans la convention collective
49	No collective agreement where employer support	48	Convictions religieuses
49.1	Discrimination prohibited	49	Aucune convention collective en cas d'aide de
50-54, 56	Operation of collective agreements	40.4	l'employeur
57-61	Termination of bargaining rights	49.1	Discrimination interdite
62, except	Timeliness of representation applications	50 à 54 et 56 57 à 61	Application de la convention collective Cessation du droit de négocier
clauses (1) (b)		62. sauf	Délais de présentation des requêtes
and (2) (c) and subs. (3)		al. (1) b) et	Details de presentation des requetes
63	Successor union	(2) c) et	
64-64.2	Sale of business	par. (3)	C 1242
65-72	Unfair labour practices	63	Syndicat qui succède à un autre
76-80, except	Unlawful strike or lock-out	64 à 64.2 65 à 72	Vente d'une entreprise Pratiques déloyales
subs. 78 (2)	XXV. data and distance of the state of	76 à 80, sauf	Grève ou lock-out illicite
81	Working conditions—no alteration No dismissal or discipline without just	par. 78 (2)	
81.2	cause	81	Conditions de travail-modifications interdites
82	Witnesses' rights	81.2	Congédiement et mesures disciplinaires interdits
83	No removal, etc., of notices	0.2	sans motif valable
84	Trusteeship over local unions	82 83	Droits des témoins Enlèvement des avis interdit
85	Filing of collective agreements	84	Tutelle de syndicats locaux
86	Filing of union documents	85	Dépôt de la convention collective
87, 88	Union duty to file financial statements	86	Dépôt de documents relatifs au syndicat
89	Representative for service process Publications	87 et 88	Obligation du syndicat de déposer un état
90 91	Contravention of the Act		financier
92	Definition of "person"	89	Mandataire aux fins de signification
92.1	Interim orders	90	Publications
92.2	Complaints during organizing activities	91	Contravention à la Loi
94	Declaration of unlawful strike	92	Définition de «personne»
95	Declaration of unlawful lock-out	92.1 92.2	Ordonnances provisoires Plaintes pendant les activités de syndicalisation
96	Court enforcement	94	Déclaration de grève illicite
97	Arbitration of damages after unlawful	95	Déclaration de lock-out illicite
98-103	strike or lock-out Prosecution of offences	96	Exécution par la Cour
104	Administration by Ontario Labour Relations Board	97	Arbitrage des dommages-intérêts en cas de grève ou de lock-out illicite
105	Powers and duties of Board	98 à 103	Poursuites pour infraction
106	Mistakes in names of parties	104	Administration par la Commission des relations
107	Proof of status of trade unions	105	de travail de l'Ontario Pouvoirs et fonctions de la Commission
108	Board jurisdiction	105	Erreur sur le nom des parties
109	Minister's reference to Board	107	Preuve de qualité de syndicat
110	Board orders not subject to review	108	Compétence exclusive de la Commission
111, 112	Non-compellability in civil suits	109	Renvoi à la Commission par le ministre
		110	La décision de la Commission n'est pas susceptible de révision
		111 et 112	Non-contraignabilité dans les actions civiles

Section	Description
113	Secrecy of union membership
113.1	Competency as witness
114	Ministerial delegation
115	Mailed notices, release of documents
116	Technical irregularities
117	Administration cost
118	Regulations
Same	(2) References in any section of the

2) References in any section of Labour Relations Act referred to in subsection (1) to "accredited employer's organization", "construction industry", section 93 or any section following section 118 of the Labour Relations Act do not apply to the interpretation or application of this Act.

Same

- (2.1) For the purposes of this Act,
- (a) section 15 of the Labour Relations Act applies to the bargaining that follows the giving of a notice referred to in section 54 of that Act;
- (b) subsection 60 (2), clauses 62 (1) (a) and (2) (b), subsection 64 (2.2) and sections 113, 113.1 and 115 shall be read as if they did not refer to a conciliation officer or conciliation board.

Conflicts

(3) In the event of any conflict between this Act and the Labour Relations Act, this Act prevails.

Bargaining units

4. (1) The application of section 6 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Seasonal employees

- (2) No trade union shall be certified as the bargaining agent for a bargaining unit that contains employees employed on a seasonal basis unless,
 - (a) a regulation has been made under this Act declaring that trade unions may be so certified; and
 - (b) the bargaining unit contains no employees other than employees employed on a seasonal basis.

Access to property

5. (1) The application of section 11 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Health and safety

(2) The Board, in giving a direction to an employer to allow a representative of a trade union access to the property of the employer, shall take into account the sanitary practices and the health and safety practices of the employer, both as they concern employees and as they concern agricultural and horticultural products and production.

Article	Description
113	Secret de l'affiliation syndicale
113.1	Habilité à témoigner
114	Délégation par le ministre
115	Avis par courrier, remise des pièces
116	Vice de forme
117	Coût d'application
118	Règlements

(2) La mention, dans tout article de la Loi Idem sur les relations de travail visé au paragraphe (1), de «association patronale accréditée», de «industrie de la construction», de l'article 93 ou de tout article suivant l'article 118 de la Loi sur les relations de travail ne s'applique pas à l'interprétation ni à l'application de la présente loi.

(2.1) Pour l'application de la présente loi : Idem

a) l'article 15 de la Loi sur les relations de travail s'applique aux négociations qui suivent le moment où l'avis visé à l'article 54 de cette loi est donné;

b) le paragraphe 60 (2), les alinéas 62 (1) a) et (2) b), le paragraphe 64 (2.2) et les articles 113, 113.1 et 115 se lisent comme s'ils ne faisaient pas mention d'un conciliateur ou d'une commission de conciliation.

(3) Les dispositions de la présente loi Incompatibil'emportent sur les dispositions incompatibles de la Loi sur les relations de travail.

4. (1) L'application de l'article 6 de la Unités de Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.

négociation

(2) Aucun syndicat ne doit être accrédité Employés saicomme agent négociateur d'une unité de négociation qui compte des employés employés sur une base saisonnière, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) un règlement pris en application de la présente loi déclare que des syndicats peuvent être ainsi accrédités;
- b) l'unité de négociation ne compte pas d'employés autres que des employés employés sur une base saisonnière.
- 5. (1) L'application de l'article 11 de la Accès à la Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.
- (2) En donnant à un employeur une direc- Santé et sécutive l'enjoignant de permettre à un représentant d'un syndicat l'accès à la propriété de l'employeur, la Commission tient compte des pratiques de l'employeur en matière de salubrité ainsi que de santé et de sécurité, tant en ce qui concerne les employés que la production et les produits agricoles et horticoles.

Tust cause provision

7. (1) The application of section 43.1 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Continuation of provisions

(2) The provisions in the previous collective agreement respecting just cause continue in effect until a new or renewed collective agreement is in operation or until the right of the trade union to represent the employees is terminated, whichever occurs first.

Working not to be

9. (1) The application of section 81 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Notice given, no collective agreement operating

(2) If notice has been given under section 14 or 54 of the Labour Relations Act and no collective agreement is in operation, no employer shall, except with the consent of the trade union, alter the rates of wages or any other term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the trade union or the employees and no trade union shall, except with the consent of the employer, alter any term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the trade union or the employees until the right of the trade union to represent the employees has been terminated.

PART III **FAMILY MEMBERS**

Family members

- 12. (1) In this section, "family member", in reference to an employer, means, subject to the regulations, a spouse, child, sibling, parent or grandchild of,
 - (a) the employer;
 - (b) if the employer is a partnership,
 - (i) a partner, if the partner has at least a 51 per cent share in the partnership,
 - (ii) a member of a related group of partners, if the group has at least a 51 per cent share in the partnership, or such lesser percentage as the employer and trade union may agree;
 - (c) if the employer is a corporation,
 - (i) a shareholder, if the shareholder's shares carry at least 51 per cent of the existing voting rights attached to all shares in the cor-

7. (1) L'application de l'article 43.1 de la Motif valable Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article

(2) Les dispositions de la convention col- Maintien des lective précédente qui ont trait au motif valable demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle convention collective ou une convention collective renouvelée entre en vigueur ou que le droit du syndicat de représenter les employés soit révoqué, selon ce qui se produit en premier.

9. (1) L'application de l'article 81 de la Interdiction Loi sur les relations de travail est assujettie les conditions aux adaptations énoncées dans le présent de travail article.

(2) Si l'avis prévu à l'article 14 ou 54 de la Avis donné Loi sur les relations de travail a été donné et de convention qu'aucune convention collective n'est en collective vigueur, l'employeur ne peut pas modifier les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, du syndicat ou des employés, sauf avec le consentement du syndicat, et le syndicat ne peut pas modifier les conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, du syndicat ou des employés, sauf avec le consentement de l'employeur, tant que le droit du syndicat de représenter les employés n'est pas révoqué.

PARTIE III MEMBRES DE LA FAMILLE

12. (1) Dans le présent article, «membre de la famille» dans le con d'un opposite la famille de la famille», dans le cas d'un employeur, s'entend, sous réserve des règlements, du conjoint, du fils ou de la fille, du frère ou de la soeur, du père ou de la mère ou d'un petit-fils ou d'une petite-fille :

- a) de l'employeur;
- b) si l'employeur est une société en nom collectif:
 - (i) de l'associé qui a une participation dans la société d'au moins 51 pour cent,
 - (ii) du membre d'un groupe lié d'associés qui a une participation dans la société d'au moins 51 pour cent ou le pourcentage moins élevé dont conviennent l'employeur et le syndicat;
- c) si l'employeur est une personne morale:
 - (i) de l'actionnaire dont les actions représentent au moins 51 pour cent des voix existantes rattachées à toutes les actions de la

poration, or such lesser percentage as the employer and trade union may agree,

(ii) a member of a related group of shareholders, if the group's shares carry at least 51 per cent of the existing voting rights attached to all shares in the corporation, or such lesser percentage as the employer and trade union may agree.

Related group

(1.1) A related group is a group of persons that consists of any combination of persons who are related to each other as spouse parent, child, sibling, grandparent or grandchild.

Work by family members

(1.2) No employer or family member of an employer shall rely on this section for any purpose other than allowing a family member to perform work for any employer.

No prohibition of work by family members

(2) No provision of this Act or the Labour Relations Act shall be interpreted so as to prohibit or allow the prohibition of a family member of an employer from performing any work for the employer.

Collective agreements, trade union constitutions,

(3) No provision of a collective agreement or trade union constitution, by-law or rule shall prohibit or be interpreted to prohibit or have the effect of prohibiting a family member of an employer from performing work for the employer.

Seniority

(4) Subsection (3) applies even if the performance of the work by a family member would contravene a seniority right provision of a collective agreement.

PART IV **RATIFICATION VOTES**

Ratification votes

13. (1) A vote to ratify a proposed collective agreement taken by a trade union shall be by ballots cast in such a manner that persons expressing their choice cannot be identified with the choice expressed.

Right to

(2) All employees in a bargaining unit, whether or not the employees are members of the trade union or of any constituent union of a council of trade unions, shall be entitled to participate in a vote to ratify a proposed collective agreement.

Opportunity to vote

(3) Any vote mentioned in subsection (1) shall be conducted in such a manner that those entitled to vote have ample opportunity to cast their ballots.

personne morale ou le pourcentage moins élevé dont conviennent l'employeur et le syndicat,

(ii) du membre d'un groupe lié d'actionnaires dont les actions représentent au moins 51 pour cent des voix existantes rattachées à toutes les actions de la personne morale ou le pourcentage moins élevé dont conviennent l'employeur et le syndicat.

(1.1) Un groupe lié est un groupe de per- Groupe lié sonnes se composant de toute combinaison de personnes liées les unes aux autres en tant que conjoint, père, mère, fils, fille, frère, soeur, grand-père, grand-mère, petit-fils ou petite-fille.

(1.2) Aucun employeur ou membre de la Travail exéfamille d'un employeur ne doit invoquer le membres de présent article si ce n'est pour permettre à un la famille membre de la famille d'exécuter un travail pour un employeur.

(2) Aucune disposition de la présente loi Travail exéou de la Loi sur les relations de travail ne membres de doit être interprétée de manière à interdire la famille ou à permettre d'interdire à un membre de la famille d'un employeur d'exécuter un travail pour ce dernier.

(3) Aucune disposition d'une convention Conventions collective ou de l'acte constitutif, d'un règle- actes constitument administratif ou d'une règle d'un syndi- tifs des syndicat ne doit interdire, ni être interprétée de cats manière à interdire, ni avoir pour effet d'interdire à un membre de la famille d'un employeur d'exécuter un travail pour ce der-

(4) Le paragraphe (3) s'applique même si Ancienneté l'exécution du travail par le membre de la famille contrevenait à une disposition d'une convention collective portant sur les droits d'ancienneté.

PARTIE IV **SCRUTINS DE RATIFICATION**

13. (1) Le scrutin de ratification d'un Scrutins de projet de convention collective que tient un syndicat se tient au moyen de bulletins de vote qui sont remplis de manière que l'identité de la personne qui vote ne puisse être déterminée.

(2) L'employé compris dans une unité de Droit de vote négociation, qu'il soit ou non membre du syndicat ou d'un syndicat qui fait partie d'un conseil de syndicats, a le droit de vote lors d'un scrutin de ratification d'un projet de convention collective.

(3) Le scrutin visé au paragraphe (1) est Occasion de tenu de manière à donner largement l'occasion de voter à quiconque en a le droit.

PART V DISPUTE SETTLEMENT

prohibited

14. No employee shall strike or threaten a strike.

Trade union not to call strike

15. No trade union or council of trade unions shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike and no officer, official or agent of a trade union or council of trade unions shall counsel, procure, support or encourage a strike or threaten a strike.

Lock-outs prohibited

16. No employer or employer's organization shall call or authorize or threaten to call or authorize a lock-out and no officer, official or agent of an employer or employer's organization shall counsel, procure, support or encourage a lock-out or threaten a lock-

Mediation

17. (1) Subject to subsection (3), if a party has given notice to the other party of its desire to bargain under section 14 or 54 of the Labour Relations Act, the Minister shall, if either party so requests, appoint a mediator.

If no notice

(2) Subject to subsection (3), if the parties have met and bargained or if there has been a voluntary recognition of the trade union, the Minister may, if either party so requests, appoint a mediator even though notice to bargain has not been given.

Restriction

(3) No request shall be made under subsection (1) before the expiry of sixty days following the day on which notice was given or under subsection (2) before the expiry of sixty days following the first day of bargaining or the day on which voluntary recognition occurred unless the request is made by both parties in writing.

Duty of mediator

(4) The mediator shall confer with the parties and endeavour to effect a collective agreement.

Report

(5) The mediator shall report the result of his or her endeavour to effect a collective agreement to the Minister forthwith upon the expiry of thirty days following the day on which he or she was appointed.

Same

(6) The Minister shall forthwith, by notice in writing, inform the parties of the report.

Further mediation

18. The Minister may, on the request in writing of both parties, appoint a further mediator after receiving the report of a mediator under subsection 17 (5).

Final offer selection

19. (1) If the mediator has reported to the Minister that he or she has been unable to effect a collective agreement, the Minister shall notify the parties in writing that,

PARTIE V RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

14. Aucun employé ne doit faire la grève Grèves interdites ni menacer d'en faire une.

15. Aucun syndicat ou conseil de syndi- Interdiction cats ne doit déclarer ni autoriser une grève, de déclarer ni menacer de le faire. Aucun dirigeant, une grève agent ou représentant d'un syndicat ou d'un conseil de syndicats ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager une grève, ni menacer d'en faire une.

16. Aucun employeur ou association Lock-out patronale ne doit déclarer ni autoriser un lock-out, ni menacer de le faire. Aucun dirigeant, agent ou représentant d'un employeur ou d'une association patronale ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out, ni menacer d'en faire un.

17. (1) Sous réserve du paragraphe (3), si Médiation une partie a donné avis à l'autre partie de son intention de négocier aux termes de l'article 14 ou 54 de la Loi sur les relations de travail, le ministre désigne un médiateur à la demande de l'une ou l'autre partie.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), à la Absence demande de l'une ou l'autre partie, si elles se sont rencontrées et ont négocié ou qu'il y a eu reconnaissance volontaire du syndicat, le ministre peut désigner un médiateur même si un avis d'intention de négocier n'a pas été donné.

(3) Aucune demande ne doit être effec- Restriction tuée aux termes du paragraphe (1) dans les soixante jours qui suivent le jour où l'avis a été donné, ni aux termes du paragraphe (2) dans les soixante jours qui suivent le premier jour de négociation ou le jour où la reconnaissance volontaire a eu lieu, à moins que la demande ne soit faite par écrit par les deux parties.

(4) Le médiateur s'entretient avec les par-Obligation du ties et s'efforce de parvenir à une convention collective.

(5) Sans délai dès que trente jours se sont Rapport écoulés après le jour de sa désignation, le médiateur fait rapport au ministre du résultat de ses efforts pour parvenir à une convention collective.

(6) Le ministre informe sans délai les par- Idem ties du rapport, au moyen d'un avis écrit.

18. Le ministre peut, à la demande écrite Nouveau des deux parties, désigner un nouveau médiateur après avoir reçu le rapport d'un médiateur aux termes du paragraphe 17 (5).

19. (1) Si le médiateur a fait rapport au Choix des ministre de son incapacité à parvenir à une offres convention collective, le ministre avise les parties par écrit de ce qui suit :

(a) they must appoint a selector to decide the matters remaining in dispute between them by selecting all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on those matters; and

RELATIONS DE TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

(b) within seven days of the selector's appointment, each party must given written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

Minister may appoint

(2) If the parties have not appointed a selector within seven days after receiving notice under subsection (1), the Minister may make the appointment and the Minister must do so upon the request of a party.

Notice of appointment

(3) If the Minister appoints a selector, he or she shall give written notice of the appointment to the parties.

Content of notice

(4) The notice shall set out the name and address of the selector and the date of the appointment and advise that, within seven days of the selector's appointment, each party must give written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

Notice of final offer

- 20. (1) Within seven days of the selector's appointment,
 - (a) the parties shall jointly give written notice to the selector setting out any matters that have been agreed upon for inclusion in a collective agreement; and
 - (b) each party shall give written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

Delay

(1.1) A party may give written notice of its final offer after the expiry of the time limit in subsection (1) if the selector determines that there are reasonable grounds for the delay.

No amended or new final offers

(2) Once notice setting out a party's final offer has been given, that party shall not give to the selector any notice purporting to replace or amend the offer.

Supporting statement

(3) A party may submit with the notice a written statement in support of the final offer set out in the notice.

Final offer of opposite party

21. Upon receiving the notices of the parties setting out their final offers, the selector shall forthwith give to each party a copy of the notice setting out the final offer of the opposite party together with a copy of the statement, if any, that the opposite party

- a) elles doivent désigner un arbitre des dernières offres chargé de trancher les questions encore en litige en choisissant la dernière offre intégrale de l'une ou l'autre partie sur ces questions;
- b) dans les sept jours de la désignation de l'arbitre des dernières offres, chaque partie doit donner à cet arbitre un avis écrit énoncant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.

(2) Si les parties n'ont pas désigné d'arbi-Pouvoir de tre des dernières offres dans les sept jours du ministre suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (1), le ministre peut procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

(3) Si le ministre désigne un arbitre des Avis de désidernières offres, il en avise par écrit les par-

(4) L'avis donne les nom et adresse de Contenu de l'arbitre des dernières offres ainsi que la date de sa désignation et précise que, dans les sept jours de la désignation de cet arbitre, chaque partie doit lui donner un avis écrit énonçant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.

20. (1) Dans les sept jours de la désigna- Avis de dertion de l'arbitre des dernières offres :

- a) les parties donnent conjointement à cet arbitre un avis écrit énonçant toutes les questions qu'elles ont convenu d'inclure dans la convention collective;
- b) chaque partie donne à cet arbitre un avis écrit énonçant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.
- (1.1) Une partie peut donner un avis écrit Retard de sa dernière offre après l'expiration du délai prévu au paragraphe (1) si l'arbitre des dernières offres détermine que des motifs raisonnables justifient le retard.

(2) Une fois qu'une partie a donné l'avis énonçant sa dernière offre, elle ne doit pas donner à l'arbitre des dernières offres d'avis visant à modifier ou à remplacer l'offre.

Interdiction de modifier ou de remplanières offres

- (3) L'avis donné par une partie peut être Déclaration à accompagné d'une déclaration écrite à l'appui de la dernière offre qui y est énoncée.
- 21. Dès réception des avis des parties Dernière énonçant leur dernière offre, l'arbitre des partie adverse dernières offres remet sans délai à chaque partie une copie de l'avis de la partie adverse ainsi qu'une copie de la déclaration, le cas

Bill 91

submitted in support of that party's final offer.

Hearing

22. (1) Within fifteen days after the date on which each party was given a copy of the notice setting out the final offer and supporting statement, if any, of the opposite party, the selector shall hold a hearing in respect of the matters remaining in dispute between the parties.

Extension

(2) The period referred to in subsection (1) may be extended by the selector if the parties jointly request an extension in writ-

Adjournment

(3) The selector may adjourn the hearing from time to time to allow the parties to resolve the matters in dispute by negotiation if, in his or her opinion, there is a reasonable likelihood that they will be able to do so.

Same

(4) Subsection (3) shall not be interpreted so as to detract from any power the selector has to adjourn the hearing for a reason other than that referred to in subsection (3).

Procedure

(5) The selector shall determine his or her own procedure but shall give full opportunity to the parties to present evidence and make submissions.

Powers

(6) The selector has all the powers of an arbitrator under the Labour Relations Act but shall not mediate differences between the parties at any stage in the proceedings.

Statutory Powers Procedure

(7) Part I of the Statutory Powers Procedure Act does not apply to proceedings before a selector.

Waiving

23. The parties may agree to waive a hearing and in such case shall jointly give written notice to the selector that they have so agreed.

Bargaining may continue

24. (1) Even though the parties have received notice under section 18 that the matters remaining in dispute between them must be decided by selecting all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on those matters, the parties may continue to bargain or may resume bargaining at any time.

Notice if agreement on some matters

(2) If at any time after notice of final offer is given to the selector and before the expiry of forty-eight hours following the conclusion of a hearing under section 22 or the giving of notice of waiver of a hearing under section 23 the parties reach agreement on some but not all of the matters in dispute between them for inclusion in the collective agreeéchéant, présentée par la partie adverse à l'appui de sa dernière offre.

22. (1) Dans les quinze jours qui suivent Audience la date à laquelle chaque partie s'est vu remettre une copie de l'avis énonçant la dernière offre et de la déclaration à l'appui, le cas échéant, de la partie adverse, l'arbitre des dernières offres tient une audience sur les questions encore en litige entre les par-

(2) L'arbitre des dernières offres peut pro- Prorogation roger le délai visé au paragraphe (1) si les parties en font la demande conjointement par écrit.

(3) L'arbitre des dernières offres peut Ajournement ajourner l'audience pour permettre aux parties de trancher les questions en litige au moyen de la négociation s'il estime qu'il est raisonnablement probable qu'elles puissent le faire.

(4) Le paragraphe (3) ne doit pas être Idem interprété de manière à priver l'arbitre des dernières offres d'un quelconque de ses pouvoirs d'ajourner l'audience pour un motif autre que celui visé au paragraphe (3).

(5) L'arbitre des dernières offres décide Procédure lui-même de la procédure qu'il suivra, mais il offre aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments.

(6) L'arbitre des dernières offres a tous les Pouvoirs pouvoirs qu'a un arbitre aux termes de la Loi sur les relations de travail. Il ne doit toutefois procéder à la médiation des différends entre les parties à aucune étape de l'instance.

(7) La partie I de la Loi sur l'exercice des Loi sur l'exercompétences légales ne s'applique pas aux ins-pétences tances tenues devant un arbitre des dernières légales offres.

23. Les parties peuvent convenir de Renonciation renoncer à la tenue d'une audience, auquel cas elles en avisent conjointement l'arbitre des dernières offres par écrit.

à l'audience

24. (1) Même si les parties ont reçu l'avis Possibilité de visé à l'article 18 les informant que les questions encore en litige doivent être tranchées en choisissant la dernière offre intégrale de l'une ou l'autre partie sur ces questions, elles peuvent en tout temps continuer de négocier ou recommencer à négocier.

poursuivre la négociation

(2) Si, après que l'avis de dernière offre Avis en cas est donné à l'arbitre des dernières offres et certaines dans les quarante-huit heures qui suivent la questions fin de l'audience visée à l'article 22 ou la remise de l'avis de renonciation à l'audience visé à l'article 23, les parties s'entendent sur certaines mais non sur la totalité des questions en litige à inclure dans la convention

ment, they shall forthwith give written notice to the selector as to the matters agreed upon.

Effect of partial agreement

(3) The selector shall not consider the final offer of either party with respect to those matters on which agreement has been reached and those matters shall not be decided by final offer selection.

Complete agreement

(4) If at any time after notice of final offer is given to the selector and before the selector notifies the parties of his or her selection under subsection 25 (6) the parties reach agreement in writing on all of the matters in dispute between them, they shall forthwith give written notice to the selector of their agreement.

Effect of complete agreement

(5) The agreement referred to in subsection (4) is a collective agreement for purposes of the Labour Relations Act.

Termination of selector's appointment

(6) The appointment of the selector terminates upon his or her receiving notice under subsection (4).

Selection

25. (1) The selector shall, before the expiry of fifteen days but not before the expiry of seven days from the conclusion of the hearing, select all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on all the matters remaining in dispute.

If no hearing

(2) If the parties have agreed to waive a hearing, the selector shall make his or her selection before the expiry of fifteen days but not before the expiry of seven days from the date on which he or she receives notice under section 23.

Extension

(3) If the parties jointly give notice to the selector in writing that they wish a period referred to in this section to be extended, it shall be extended to such length as the parties indicate in the notice.

Amended final offers not to be considered

(4) The final offer selected shall be a final offer as set out in a notice given in accordance with clause 20 (1) (b) or subsection 20 (1.1), and the selector shall not consider any purported amendment or replacement of such an offer.

Failure to give notice

(5) If one party fails to give written notice to the selector setting out the party's final offer, the selector shall select the final offer of the opposite party.

Notification

(6) The selector, upon making his or her selection, shall forthwith notify the parties in writing of the selection.

Finality

(7) The decision of the selector shall not be questioned in any court, and no order shall be made or process entered, or proceedings taken in any court, whether by way

collective, elles avisent sans délai l'arbitre des dernières offres par écrit des questions sur lesquelles elles se sont entendues.

RELATIONS DE TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

(3) L'arbitre des dernières offres ne doit Effet d'une pas étudier la dernière offre de l'une ou l'au-tielle tre partie sur les questions sur lesquelles les parties se sont entendues et ces questions ne doivent pas être tranchées par choix des dernières offres.

11

(4) Si, après que l'avis de dernière offre Entente est donné à l'arbitre des dernières offres et avant que ce dernier n'avise les parties de son choix aux termes du paragraphe 25 (6), les parties s'entendent par écrit sur toutes les questions en litige, elles en avisent sans délai l'arbitre des dernières offres par écrit.

(5) L'entente visée au paragraphe (4) est Effet d'une une convention collective pour l'application grale de la Loi sur les relations de travail.

(6) La désignation de l'arbitre des derniè- Fin du manres offres prend fin dès qu'il reçoit l'avis visé au paragraphe (4).

25. (1) Dans les quinze jours mais au Choix plus tôt dans les sept jours de la fin de l'audience, l'arbitre des dernières offres choisit la dernière offre intégrale faite par l'une ou l'autre partie sur toutes les questions encore en litige.

(2) Si les parties ont convenu de renoncer à la tenue d'une audience, l'arbitre des dernières offres fait son choix dans les quinze jours mais au plus tôt dans les sept jours de la date à laquelle il reçoit l'avis visé à l'article 23.

d'audience

(3) Si les parties avisent conjointement par Prorogation écrit l'arbitre des dernières offres qu'elles souhaitent la prorogation d'un délai visé au présent article, le délai est prorogé de la durée que les parties précisent dans l'avis.

(4) La dernière offre choisie est une dernière offre telle qu'elle est énoncée dans un dernière offre avis donné conformément à l'alinéa 20 (1) b) modifiée ou au paragraphe 20 (1.1). L'arbitre des dernières offres ne doit pas étudier de prétendue modification ou de prétendu remplacement de cette offre.

Interdiction

(5) Si une partie ne donne pas à l'arbitre des dernières offres un avis écrit énonçant sa dernière offre, ce dernier choisit la dernière nière offre offre de la partie adverse.

(6) Dès qu'il a fait son choix, l'arbitre des Avis dernières offres en avise sans délai les parties par écrit.

Décision défi-

(7) Sont irrecevables devant un tribunal les requêtes en contestation des décisions de l'arbitre des dernières offres. Sont également irrecevables devant un tribunal les instances

of injunction, declaratory judgment, certiorari, mandamus, prohibition, quo warranto, or otherwise, to question, review, prohibit or restrain the selector or any proceedings before him or her.

Arbitration Act, 1991

(8) The Arbitration Act, 1991 does not apply to the selection.

Collective agreement prepared by selector

(9) If the parties have not agreed upon the terms of a collective agreement within ten days after they are notified of the decision of the selector, the selector shall prepare a document giving effect to the decision and any agreement about which the selector has been notified under clause 20 (1) (a) or section 24.

Same

(10) The selector shall give copies of the document prepared under subsection (9) to the parties and the document then becomes a collective agreement under the Labour Relations Act effective on the day set out in the document.

Voluntary arbitration

26. (1) Despite any other provision of this Act, if the parties irrevocably so agree in writing at any time following the giving of notice of desire to bargain, all matters in dispute between them shall be referred to an arbitrator or a board of arbitration for final and binding arbitration.

Other provisions superseded

(2) The agreement to arbitrate supersedes all other dispute settlement provisions of this Act.

Powers of arbitrator or board of arbitration

(3) Subsections 45 (6), (6.1), (6.2), (7), (8.1) and (10) to (12) of the Labour Relations Act apply, with necessary modifications, to the arbitration proceeding and decision.

Effect of agreement

(4) For the purposes of section 62 of the Labour Relations Act, an irrevocable agreement in writing referred to in subsection (1) shall have the same effect as a collective agreement.

PART VI ADVISORY COMMITTEE

Advisory committee

27. (1) The Agricultural Labour Management Advisory Committee established by the Minister is continued under that name in English and under the name Comité consultatif patronal-syndical sur le secteur agricole in French.

Function

(2) It is the function of the Committee to advise the Minister on labour relations in the agricultural and horticultural industries, including the operation of this Act, the establishment of information resources for visant la contestation, la révision, la limitation ou l'interdiction des activités de l'arbitre des dernières offres, par voie notamment d'injonction, de jugement déclaratoire, de brefs de certiorari, mandamus, prohibition ou quo warranto. Aucun tribunal ne rend une ordonnance donnant suite à une telle ins-

(8) La Loi de 1991 sur l'arbitrage ne s'ap- Loi de 1991 plique pas au choix.

sur l'arbitrage

(9) Si, au plus tard dix jours après avoir Rédaction de été avisées de la décision de l'arbitre des der-collective par nières offres, les parties ne se sont pas entendues sur les clauses d'une convention collective, l'arbitre des dernières offres rédige un document donnant effet à sa décision et à toute entente dont il a été avisé aux termes de l'alinéa 20 (1) a) ou de l'article 24.

l'arbitre des dernières

(10) L'arbitre des dernières offres remet Idem aux parties des copies du document rédigé aux termes du paragraphe (9). Le document devient alors une convention collective conclue en vertu de la Loi sur les relations de travail qui entre en vigueur à la date qui y est précisée.

26. (1) Malgré toute autre disposition de Accord d'arla présente loi, si les parties en conviennent irrévocablement par écrit à n'importe quel moment après qu'un avis d'intention de négocier a été donné, toutes les questions en litige entre les parties sont soumises à un arbitre ou à un conseil d'arbitrage dont la décision a force de chose jugée.

(2) L'accord d'arbitrage l'emporte sur Préséance sur toute disposition de la présente loi portant positions sur le règlement des différends.

(3) Les paragraphes 45 (6), (6.1), (6.2), Pouvoirs de l'arbitre ou (7), (8.1) et (10) à (12) de la Loi sur les reladuconseil tions de travail s'appliquent, avec les adapta- d'arbitrage tions nécessaires, à l'instance et à la décision d'arbitrage.

(4) Pour l'application de l'article 62 de la Effet de l'ac-Loi sur les relations de travail, l'accord d'ar-trage bitrage écrit et irrévocable visé au paragraphe (1) a la même valeur qu'une convention collective.

PARTIE VI COMITÉ CONSULTATIF

27. (1) Le Comité consultatif patronal- Comité consyndical sur le secteur agricole constitué par le ministre est maintenu sous le même nom en français et sous le nom de Agricultural Labour Management Advisory Committee en anglais.

(2) Le Comité a pour fonction de conseil- Fonction ler le ministre sur les relations de travail dans les industries agricole et horticole, notamment sur l'application de la présente loi, l'établissement de ressources documentaires

13

persons to whom this Act applies and the establishment of educational and training programs for them.

Membership

(3) The Committee shall consist of such co-chairs and of such number of other members as the Ministry may appoint.

Representa-

(4) Employers and employees shall be equally represented on the Committee and the Minister may provide for government representation.

PART VII REGULATIONS

Regulations

- 28. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) declaring that trade unions may be certified as bargaining agents for bargaining units containing employees employed on a seasonal basis and governing their certification;
 - (b) further defining or redefining "family member" and "related group" for the purposes of section 12;
 - (c) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by selectors;
 - (d) fixing the remuneration of selectors and limiting the reimbursement of their expenses;
 - (e) allocating responsibility for the remuneration of selectors and the reimbursement of their expenses;
 - (f) prescribing when written notice or any other document that is required by this Act to be given to the Minister, a party or a selector is deemed to have been given if it is served by a means other than personal service;
 - (g) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

Application

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or specific in its application and may be confined in its application to such classes of employer or employee as are described in the regulation.

PART VIII MISCELLANEOUS

Money

29. The money required for the purposes of this Act by the Crown in right of Ontario pour les personnes à qui la présente loi s'applique et l'établissement de programmes d'enseignement et de formation à leur inten-

(3) Le Comité se compose des coprési- Composition dents et des autres membres que désigne le

(4) Les employeurs et les employés sont Représentareprésentés dans une proportion égale au Comité et le ministre peut prévoir que le gouvernement soit représenté.

PARTIE VII RÈGLEMENTS

28. (1) Le lieutenant-gouverneur en con-Règlements seil peut, par règlement :

a) déclarer que des syndicats peuvent être accrédités comme agents négociateurs d'unités de négociation qui comptent des employés employés sur une base saisonnière, et régir leur accréditation:

b) préciser la définition des termes «membre de la famille» et «groupe lié» pour l'application de l'article 12 ou redéfinir ceux-ci;

c) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les arbitres des dernières offres:

- d) fixer la rémunération des arbitres des dernières offres et limiter le remboursement de leurs frais;
- e) attribuer la responsabilité de la rémunération des arbitres des dernières offres et du remboursement de leurs frais;
- f) prescrire le moment où un avis écrit ou un autre document qui doit être donné aux termes de la présente loi au ministre, à une partie ou à un arbitre des dernières offres est réputé avoir été donné s'il est signifié autrement que par signification à personne;
- g) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (2) Les règlements pris en application du Champ d'apparagraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut être restreinte aux catégories d'employeurs ou d'employés qui y sont décrites.

PARTIE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

29. Les sommes dont la Couronne du Affectations chef de l'Ontario a besoin pour l'application

shall, until March 31, 1994, be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

Review of Act

30. (1) Within five years of the day Part V comes into force, the Lieutenant Governor in Council shall appoint a person to review that Part and its operation.

Report to

(2) The appointee shall prepare a report on his or her findings and submit it to the Minister.

Same

(3) The appointee in conducting the review shall consult with the Agricultural Labour Management Advisory Committee.

Tabling

- (4) The Minister shall table the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.
 - **31.** (1)
- (2) Clauses 2 (1) (b) and (c) of the Labour Relations Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 4, are repealed and the following substituted:
 - (b) to a person employed in agriculture, hunting or trapping;
 - (c) to a person, other than an employee of a municipality or a person employed in silviculture, who is employed in horticulture by an employer whose primary business is agriculture or horticulture.
- (3) Subsection 2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 4, is repealed.
- (5) Paragraph 2 of subsection 64 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 29, is repealed and the following substituted:
 - 2. A proceeding before another person or body under this Act, the Hospital Labour Disputes Arbitration Act, the Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993 or the Agricultural Labour Relations Act, 1994.
- (6) Section 104 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 42, is further amended by adding the following subsection:
- (5.1) One of the divisions of the Board shall be designated by the chair as the agri-

de la présente loi jusqu'au 31 mars 1994 sont prélevées sur le Trésor.

30. (1) Dans les cinq ans suivant le jour Examen de la de l'entrée en vigueur de la partie V, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne une personne chargée d'examiner cette partie et son application.

(2) La personne désignée rédige un rapport de ses conclusions et le présente au ministre.

(3) La personne désignée consulte le Idem Comité consultatif patronal-syndical sur le secteur agricole lorsqu'elle effectue son exa-

(4) Le ministre dépose le rapport devant Dépôt l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

31. (1)

- (2) Les alinéas 2 (1) b) et c) de la Loi sur les relations de travail, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 4 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - b) à la personne qui est employée dans l'agriculture ou employée à la chasse ou au piégeage;
 - c) à la personne, autre qu'un employé d'une municipalité ou une personne employée dans la sylviculture, qui est employée dans l'horticulture par un employeur dont l'entreprise principale est l'agriculture ou l'horticulture.
- (3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé.
- (5) La disposition 2 du paragraphe 64 (2.1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogée et remplacée par ce qui suit:
 - 2. Une instance devant une autre personne ou un autre organisme en vertu de la présente loi, de la Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux, de la Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne ou de la Loi de 1994 sur relations de travail dans l'agriculture.
- (6) L'article 104 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 42 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :
- (5.1) Le président attribue à l'une des sec- Section de tions l'industrie agricole. Cette section exerce agricole

Agriculture industry divi-

Projet 91

culture industry division, and only it shall exercise the powers of the Board under this Act in proceedings to which the *Agricultural Labour Relations Act*, 1994 applies.

(7) Clauses 118 (k.1) and (k.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 50, are repealed.

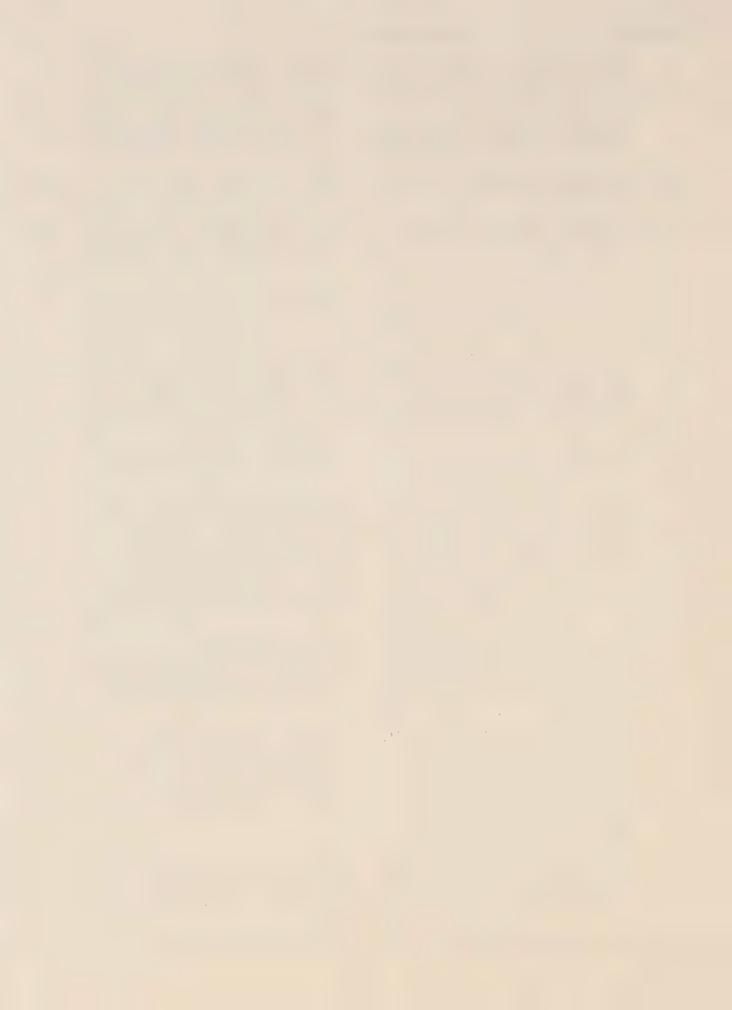
Commencement 32. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

33. The short title of this Act is the Agricultural Labour Relations Act, 1994.

seule les attributions de la Commission en vertu de la présente loi dans les affaires où la Loi de 1994 sur les relations de travail dans l'agriculture s'applique.

- (7) Les alinéas 118 k.1) et k.2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 50 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, sont abrogés.
- 32. La présente loi entre en vigueur le Entrée en jour où elle reçoit la sanction royale.
- 33. Le titre abrégé de la présente loi est ^{Titre abrégé} Loi de 1994 sur les relations de travail dans l'agriculture.









3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

Bill 91

(Chapter 6 Statutes of Ontario, 1994)

An Act respecting Labour Relations in the Agriculture Industry

Projet de loi 91

(Chapitre 6 Lois de l'Ontario de 1994)

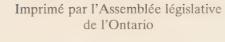
Loi concernant les relations de travail dans l'industrie agricole

The Hon. B. Mackenzie
Minister of Labour

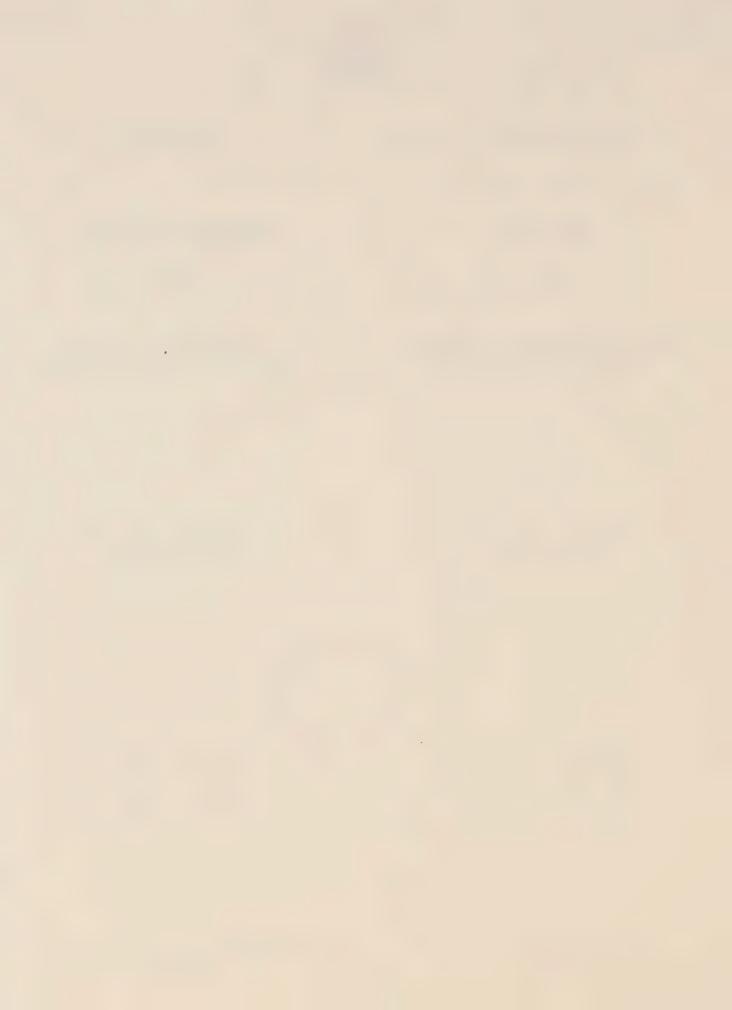
L'honorable B. Mackenzie
Ministre du Travail

1st Reading July 29, 1993 2nd Reading June 20, 1994 3rd Reading June 23, 1994 Royal Assent June 23, 1994 1^{re} lecture 29 juillet 1993 2^e lecture 20 juin 1994 3^e lecture 23 juin 1994 Sanction royale 23 juin 1994









An Act respecting Labour Relations in the Agriculture Industry

Loi concernant les relations de travail dans l'industrie agricole

CONTENTS

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

- 1. Meaning of expressions
- 2. Application

PART II APPLICATION OF LABOUR RELATIONS ACT

- 3. Incorporation of Labour Relations Act provisions
- 4. Bargaining units
- 5. Access to property
- 6. Just cause provision
- 7. Working conditions not to be altered

PART III **FAMILY MEMBERS**

8. Family members

PART IV **RATIFICATION VOTES**

9. Ratification votes

PART V **DISPUTE SETTLEMENT**

- 10. Strikes prohibited
- 11. Trade union not to call strike
- 12. Lock-outs prohibited
- 13. Mediation
- 14. Further mediation
- 15. Final offer selection
- 16. Notice of final offer
- 17, Final offer of opposite party
- 18. Hearing
- 19. Waiving hearing
- 20. Bargaining may continue
- 21. Selection
- 22. Voluntary arbitration

PART VI **ADVISORY COMMITTEE**

23. Advisory committee

PART VII REGULATIONS

24. Regulations

PART VIII **MISCELLANEOUS**

25. Money

SOMMAIRE

PARTIE I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

- 1. Terminologie
- 2. Champ d'application

PARTIE II APPLICATION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

- 3. Incorporation des dispositions de la Loi sur les relations de travail
- 4. Unités de négociation
- 5. Accès à la propriété
- 6. Motif valable
- 7. Interdiction de modifier les conditions de travail

PARTIE III MEMBRES DE LA FAMILLE

8. Membres de la famille

PARTIE IV **SCRUTINS DE RATIFICATION**

9. Scrutins de ratification

PARTIE V RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 10. Grèves interdites
- 11. Interdiction aux syndicats de déclarer une grève 12. Lock-out interdits
- 13. Médiation
- 14. Nouveau médiateur
- 15. Choix des dernières offres
- 16. Avis de dernière offre
- 17. Dernière offre de la partie adverse
- 18. Audience
- 19. Renonciation à l'audience
- 20. Possibilité de poursuivre la négociation
- 21. Choix
- 22. Accord d'arbitrage

PARTIE VI **COMITÉ CONSULTATIF**

23. Comité consultatif

PARTIE VII RÈGLEMENTS

24. Règlements

PARTIE VIII **DISPOSITIONS DIVERSES**

25. Affectations

- 26. Review of Act
- 27. Labour Relations Act Amendment
- 28. Commencement
- 29. Short title

Preamble

It is in the public interest to extend collective bargaining rights to employees and employers in the agriculture and horticulture industries.

However, the agriculture and horticulture industries have certain unique characteristics that must be considered in extending those rights. Those unique characteristics include seasonal production, climate sensitivity, time sensitivity, and perishable nature of agriculture and horticulture products, and the need for maintenance of continuous processes to ensure the care and survival of animal and plant life.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

Meaning of expressions

1. (1) Unless the contrary intention appears, expressions used in this Act have the same meaning as in the Labour Relations Act.

"agriculture"

(2) For the purposes of this Act and the Labour Relations Act, "agriculture" includes farming in all its branches, including dairying, beekeeping, aquaculture, the raising of livestock, furbearing animals and poultry, the production, cultivation, growing and harvesting of agricultural commodities, including eggs and mushrooms, and any practices performed as an integral part of an agricultural operation, but does not include anything that was not or would not have been determined to be agriculture under section 2 of the Labour Relations Act before this section comes into force.

References

(3) References in this Act, except in subsection 2 (3) to the Labour Relations Act, are references to that Act as it reads upon the comining into force of this Act.

Employees

(4) For the purposes of this Act, no person shall be deemed to have ceased to be an employee by reason only of being dismissed by the person's employer contrary to this Act or to a collective agreement.

Sharegrowers

(5) If an issue arises as to whether a person who is a share-grower is an employee for the purposes of this Act, it shall be presumed that the share-grower is not an employee unless the contrary is proven.

- 26. Examen de la Loi
- 27. Modification de la Loi sur les relations de
- 28. Entrée en vigueur
- 29. Titre abrégé

des végétaux.

Il est dans l'intérêt public d'étendre le droit à Préambule la négociation collective aux employés et employeurs des industries agricole et horticole.

Toutefois, les industries agricole et horticole possèdent certaines caractéristiques particulières dont il faut tenir compte en étendant ce droit, notamment le caractère saisonnier de la production, la sensibilité au climat et au facteur temps, la nature périssable des produits agricoles et horticoles et la nécessité de maintenir des procédés continus afin de

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

garantir le soin et la survie des animaux et

PARTIE I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1. (1) Sauf intention contraire manifeste, Terminologie les expressions employées dans la présente loi ont le sens que leur donne la Loi sur les relations de travail.

«agriculture»

- (2) Pour l'application de la présente loi et Définition de de la Loi sur les relations de travail, «agriculture» s'entend de tous ses domaines d'activité, notamment la production laitière, l'apiculture, l'aquiculture, l'élevage du bétail, des animaux à fourrure et de la volaille, la production, la culture et la récolte de produits agricoles, y compris les oeufs et les champignons, et toutes les pratiques qui font partie intégrante d'une exploitation agricole. La présente définition exclut toutefois tout ce qui n'a pas ou n'aurait pas été établi comme étant de l'agriculture aux termes de l'article 2 de la Loi sur les relations de travail avant l'entrée en vigueur du présent article.
- (3) La mention, dans la présente loi, sauf Mentions au paragraphe 2 (3), de la Loi sur les relations de travail constitue une mention de cette loi, telle qu'elle existe le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.
- (4) Pour l'application de la présente loi, Employés nul n'est réputé avoir cessé d'être un employé pour le seul motif qu'il a été congédié par son employeur contrairement à la présente loi ou à une convention collective.
- (5) Si la question se pose de savoir si une Métayers personne qui est un métayer est un employé pour l'application de la présente loi, il est présumé que le métayer n'est pas un employé jusqu'à preuve du contraire.

Collective agreements

(6) References in this Act to the making or effecting of a collective agreement shall be construed to include the renewal or the effecting of a renewal of a collective agreement.

Application

2. (1) Subject to subsection (2), this Act applies to any persons employed in agriculture or horticulture, to the trade unions and councils of trade unions that act or purport to act for or on behalf of any persons so employed, to the employers of such persons and to the employers' organizations of which those employers are members.

Exception

- (2) This Act does not apply to a person employed in horticulture,
 - (a) who is an employee of a municipality;
 - (b) who is an employee of an employer whose primary business is not agriculture or horticulture;
 - (c) who is employed in silviculture.

Existing bargaining units

(3) Despite any provision of this Act, if immediately before this Act comes into force there was in existence a bargaining unit voluntarily recognized under the Labour Relations Act in respect of persons who are entitled to bargain under this Act, the Labour Relations Act applies to the employer, the bargaining agent and the employees in the bargaining unit.

PART II APPLICATION OF LABOUR RELATIONS ACT

Incorporation of Labour Relations Act provisions

3. (1) The following provisions of the Labour Relations Act shall be deemed to form part of this Act:

Section	Description
1, except (2)	Definitions
2.1	Purposes
3, 4	Freedoms
5	Application for certification
6, except subss. (2.3), (3)	Appropriate bargaining unit
7	Combining bargaining units

(6) La mention, dans la présente loi, du Conventions fait de conclure une convention collective ou de parvenir à une telle convention est interprétée de manière à inclure le fait de renouveler une convention collective ou d'y parvenir

RELATIONS DE TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

plication

- 2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Champ d'apprésente loi s'applique à toutes les personnes employées dans l'agriculture ou l'horticulture, aux syndicats et conseils de syndicats qui agissent ou prétendent agir pour ces personnes ou pour leur compte, ainsi qu'aux employeurs de ces personnes et aux associations patronales dont ces employeurs sont membres.
- (2) La présente loi ne s'applique pas aux Exception personnes employées dans l'horticulture :
 - a) qui sont des employés d'une municipalité;
 - b) qui sont des employés d'un employeur dont l'entreprise principale n'est ni l'agriculture ni l'horticulture;
 - c) qui sont employées dans la sylvicul-
- (3) Malgré toute autre disposition de la Unités de présente loi, si, immédiatement avant l'entrée en vigueur de celle-ci, il existait une unité de négociation volontairement reconnue aux termes de la Loi sur les relations de travail à l'égard de personnes qui ont le droit de négocier en vertu de la présente loi, la Loi sur les relations de travail s'applique à l'employeur, à l'agent négociateur et aux employés compris dans l'unité de négociation.

négociation

PARTIE II APPLICATION DE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

3. (1) Les dispositions suivantes de la Loi Incorporation sur les relations de travail sont réputées faire partie de la présente loi :

des dispositions de la Loi sur les relations de travail

Article	Description
1, sauf par. (2)	Définitions
2.1	Objets
3 et 4	Liberté d'adhésion
5	Requête en accréditation
6, sauf par. (2.3) et (3)	Unité de négociation appropriée
7	Combinaison d'unités de négociation

Section	Description	Article	Description
8-10	Certification	8 à 10	Accréditation
11, 11.1, except subs. 11.1 (3)	Rights of access	11 et 11.1, sauf par. 11.1 (3)	Droit d'accès
13	Unions no certification	13	Refus d'accréditation
14, 15	Negotiation of agreements	14 et 15	Négociation de conventions
41.1	Duty to bargain adjustment plan	41.1	Obligation de négocier un programme de
42-44.1	Mandatory collective agreement provisions	40 > 44 1	reconversion de la main-d'oeuvre Dispositions obligatoires dans la convention
45, 46	Arbitration provisions Consensual mediation-arbitration	42 à 44.1	collective
46.1 47, except	Permissive collective agreement provisions	45 et 46	Dispositions sur l'arbitrage
clause (4) (d)	Termissive concentre agreement provisions	46.1	Médiation-arbitrage consensuel
48	Religious objections	47, sauf al. (4) d)	Dispositions permises dans la convention collective
49	No collective agreement where employer	48	Convictions religieuses
40.4	support Discrimination prohibited	49	Aucune convention collective en cas d'aide de
49.1	Discrimination prohibited		l'employeur
50-54, 56	Operation of collective agreements Termination of bargaining rights	49.1	Discrimination interdite
57-61 62, except	Timeliness of representation applications	50 à 54 et 56	Application de la convention collective
clauses (1) (b)	Timeliness of representation approximations	57 à 61	Cessation du droit de négocier
and (2) (c)		62, sauf	Délais de présentation des requêtes
and subs. (3)		al. (1) b) et (2) c) et	
63	Successor union	par. (3)	
64-64.2	Sale of business	63	Syndicat qui succède à un autre
65-72	Unfair labour practices Unlawful strike or lock-out	64 à 64.2	Vente d'une entreprise
76-80, except subs. 78 (2)	Unlawful Strike of lock-out	65 à 72	Pratiques déloyales
81	Working conditions—no alteration	76 à 80, sauf	Grève ou lock-out illicite
81.2	No dismissal or discipline without just	par. 78 (2)	Cardisians de troyail modifications interdites
	cause	81	Conditions de travail—modifications interdites Congédiement et mesures disciplinaires interdits
82	Witnesses' rights	81.2	sans motif valable
83	No removal, etc., of notices	82	Droits des témoins
84	Trusteeship over local unions	83	Enlèvement des avis interdit
85	Filing of collective agreements	84	Tutelle de syndicats locaux
86	Filing of union documents	85	Dépôt de la convention collective
87, 88	Union duty to file financial statements Representative for service process	86	Dépôt de documents relatifs au syndicat
89 90	Publications	87 et 88	Obligation du syndicat de déposer un état
91	Contravention of the Act	00	financier
92	Definition of "person"	89	Mandataire aux fins de signification
92.1	Interim orders	90 91	Publications Contravention à la Loi
92.2	Complaints during organizing activities	92	Définition de «personne»
94	Declaration of unlawful strike	92.1	Ordonnances provisoires
95	Declaration of unlawful lock-out	92.2	Plaintes pendant les activités de syndicalisation
96	Court enforcement	94	Déclaration de grève illicite
97	Arbitration of damages after unlawful	95	Déclaration de lock-out illicite
00.400	strike or lock-out	96	Exécution par la Cour
98-103 104	Prosecution of offences Administration by Ontario Labour Relations	97	Arbitrage des dommages-intérêts en cas de
101	Board	00 > 102	grève ou de lock-out illicite
105	Powers and duties of Board	98 à 103	Poursuites pour infraction Administration par la Commission des relations
106	Mistakes in names of parties	104	de travail de l'Ontario
107	Proof of status of trade unions	105	Pouvoirs et fonctions de la Commission
108	Board jurisdiction	106	Erreur sur le nom des parties
109	Minister's reference to Board	107	Preuve de qualité de syndicat
110	Board orders not subject to review	108	Compétence exclusive de la Commission
111, 112	Non-compellability in civil suits	109	Renvoi à la Commission par le ministre
		110	La décision de la Commission n'est pas susceptible de révision
		111 et 112	Non-contraignabilité dans les actions civiles

5

Section	Description
113	Secrecy of union membership
113.1	Competency as witness
114	Ministerial delegation
115	Mailed notices, release of documents
116	Technical irregularities
117	Administration cost
118	Regulations
Same	(2) Deferences in any section of the

(2) References in any section of the Labour Relations Act referred to in subsection (1) to "accredited employer's organization", "construction industry", section 93 or any section following section 118 of the Labour Relations Act do not apply to the interpretation or application of this Act.

Same

- (3) For the purposes of this Act,
- (a) section 15 of the Labour Relations Act applies to the bargaining that follows the giving of a notice referred to in section 54 of that Act;
- (b) subsection 60 (2), clauses 62 (1) (a) and (2) (b), subsection 64 (2.2) and sections 113, 113.1 and 115 shall be read as if they did not refer to a conciliation officer or conciliation board.

Conflicts

(4) In the event of any conflict between this Act and the Labour Relations Act, this Act prevails.

Bargaining units

4. (1) The application of section 6 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Seasonal employees

- (2) No trade union shall be certified as the bargaining agent for a bargaining unit that contains employees employed on a seasonal basis unless,
 - (a) a regulation has been made under this Act declaring that trade unions may be so certified; and
 - (b) the bargaining unit contains no employees other than employees employed on a seasonal basis.

Access to property

5. (1) The application of section 11 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Health and safety

(2) The Board, in giving a direction to an employer to allow a representative of a trade union access to the property of the employer, shall take into account the sanitary practices and the health and safety practices of the employer, both as they concern employees and as they concern agricultural and horticultural products and production.

Article	Description
	*
113	Secret de l'affiliation syndicale
113.1	Habilité à témoigner
114	Délégation par le ministre
115	Avis par courrier, remise des pièces
116	Vice de forme
117	Coût d'application
118	Règlements

(2) La mention, dans tout article de la Loi Idem sur les relations de travail visé au paragraphe (1), de «association patronale accréditée», de «industrie de la construction», de l'article 93 ou de tout article suivant l'article 118 de la Loi sur les relations de travail ne s'applique pas à l'interprétation ni à l'application de la présente loi.

(3) Pour l'application de la présente loi :

Idem

- a) l'article 15 de la Loi sur les relations de travail s'applique aux négociations qui suivent le moment où l'avis visé à l'article 54 de cette loi est donné:
- b) le paragraphe 60 (2), les alinéas 62 (1) a) et (2) b), le paragraphe 64 (2.2) et les articles 113, 113.1 et 115 se lisent comme s'ils ne faisaient pas mention d'un conciliateur ou d'une commission de conciliation.
- (4) Les dispositions de la présente loi Incompatibil'emportent sur les dispositions incompatibles de la Loi sur les relations de travail.

4. (1) L'application de l'article 6 de la Unités de Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.

(2) Aucun syndicat ne doit être accrédité Employés saicomme agent négociateur d'une unité de négociation qui compte des employés employés sur une base saisonnière, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) un règlement pris en application de la présente loi déclare que des syndicats peuvent être ainsi accrédités;
- b) l'unité de négociation ne compte pas d'employés autres que des employés employés sur une base saisonnière.
- 5. (1) L'application de l'article 11 de la Accès à la Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.

(2) En donnant à un employeur une direc- Santé et sécutive l'enjoignant de permettre à un représentant d'un syndicat l'accès à la propriété de l'employeur, la Commission tient compte des pratiques de l'employeur en matière de salubrité ainsi que de santé et de sécurité, tant en ce qui concerne les employés que la production et les produits agricoles et horticoles.

Bill 91

Just cause provision

6. (1) The application of section 43.1 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Continuation of provisions

(2) The provisions in the previous collective agreement respecting just cause continue in effect until a new or renewed collective agreement is in operation or until the right of the trade union to represent the employees is terminated, whichever occurs first.

Working conditions not to be altered

7. (1) The application of section 81 of the Labour Relations Act is subject to the modifications set out in this section.

Notice given, no collective agreement operating

(2) If notice has been given under section 14 or 54 of the Labour Relations Act and no collective agreement is in operation, no employer shall, except with the consent of the trade union, alter the rates of wages or any other term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the trade union or the employees and no trade union shall, except with the consent of the employer, alter any term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the trade union or the employees until the right of the trade union to represent the employees has been terminated.

PART III FAMILY MEMBERS

Family members

- 8. (1) In this section, "family member", in reference to an employer, means, subject to the regulations, a spouse, child, sibling, parent or grandchild of,
 - (a) the employer;
 - (b) if the employer is a partnership,
 - (i) a partner, if the partner has at least a 51 per cent share in the partnership,
 - (ii) a member of a related group of partners, if the group has at least a 51 per cent share in the partnership, or such lesser percentage as the employer and trade union may agree;
 - (c) if the employer is a corporation,
 - (i) a shareholder, if the shareholder's shares carry at least 51 per cent of the existing voting rights attached to all shares in the corporation, or such lesser percent-

6. (1) L'application de l'article 43.1 de la Motif valable Loi sur les relations de travail est assujettie aux adaptations énoncées dans le présent article.

(2) Les dispositions de la convention col- Maintien des lective précédente qui ont trait au motif valable demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle convention collective ou une convention collective renouvelée entre en vigueur ou que le droit du syndicat de représenter les employés soit révoqué, selon ce qui se produit en premier.

7. (1) L'application de l'article 81 de la Interdiction Loi sur les relations de travail est assujettie les conditions aux adaptations énoncées dans le présent de travail

(2) Si l'avis prévu à l'article 14 ou 54 de la Avis donné Loi sur les relations de travail a été donné et de convention qu'aucune convention collective n'est en collective vigueur, l'employeur ne peut pas modifier les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, du syndicat ou des employés, sauf avec le consentement du syndicat, et le syndicat ne peut pas modifier les conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, du syndicat ou des employés, sauf avec le consentement de l'employeur, tant que le droit du syndicat de représenter les employés n'est pas révoqué.

PARTIE III MEMBRES DE LA FAMILLE

8. (1) Dans le présent article, «membre Membres de de la famille», dans le cas d'un employeur, s'entend, sous réserve des règlements, du conjoint, du fils ou de la fille, du frère ou de la soeur, du père ou de la mère ou d'un petit-fils ou d'une petite-fille :

- a) de l'employeur;
- b) si l'employeur est une société en nom collectif:
 - (i) de l'associé qui a une participation dans la société d'au moins 51 pour cent,
 - (ii) du membre d'un groupe lié d'associés qui a une participation dans la société d'au moins 51 pour cent ou le pourcentage moins élevé dont conviennent l'employeur et le syndicat;
- c) si l'employeur est une personne morale:
 - (i) de l'actionnaire dont les actions représentent au moins 51 pour cent des voix existantes rattachées à toutes les actions de la personne morale ou le pourcen-

- age as the employer and trade union may agree,
- (ii) a member of a related group of shareholders, if the group's shares carry at least 51 per cent of the existing voting rights attached to all shares in the corporation, or such lesser percentage as the employer and trade union may agree.

Related group

(2) A related group is a group of persons that consists of any combination of persons who are related to each other as spouse parent, child, sibling, grandparent or grandchild.

Work by family members

(3) No employer or family member of an employer shall rely on this section for any purpose other than allowing a family member to perform work for any employer.

No prohibition of work by family members

(4) No provision of this Act or the Labour Relations Act shall be interpreted so as to prohibit or allow the prohibition of a family member of an employer from performing any work for the employer.

Collective agreements. trade union constitutions,

(5) No provision of a collective agreement or trade union constitution, by-law or rule shall prohibit or be interpreted to prohibit or have the effect of prohibiting a family member of an employer from performing work for the employer.

Seniority

(6) Subsection (5) applies even if the performance of the work by a family member would contravene a seniority right provision of a collective agreement.

PART IV **RATIFICATION VOTES**

Ratification

9. (1) A vote to ratify a proposed collective agreement taken by a trade union shall be by ballots cast in such a manner that persons expressing their choice cannot be identified with the choice expressed.

Right to vote

(2) All employees in a bargaining unit, whether or not the employees are members of the trade union or of any constituent union of a council of trade unions, shall be entitled to participate in a vote to ratify a proposed collective agreement.

Opportunity

(3) Any vote mentioned in subsection (1) shall be conducted in such a manner that those entitled to vote have ample opportunity to cast their ballots.

- tage moins élevé dont conviennent l'employeur et le syndicat,
- (ii) du membre d'un groupe lié d'actionnaires dont les actions représentent au moins 51 pour cent des voix existantes rattachées à toutes les actions de la personne morale ou le pourcentage moins élevé dont conviennent l'employeur et le syndicat.

(2) Un groupe lié est un groupe de per- Groupe lié sonnes se composant de toute combinaison de personnes liées les unes aux autres en tant que conjoint, père, mère, fils, fille, frère, soeur, grand-père, grand-mère, petit-fils ou petite-fille.

(3) Aucun employeur ou membre de la famille d'un employeur ne doit invoquer le présent article si ce n'est pour permettre à un la famille membre de la famille d'exécuter un travail pour un employeur.

Travail exé-

(4) Aucune disposition de la présente loi Travail exéou de la Loi sur les relations de travail ne membres de doit être interprétée de manière à interdire la famille ou à permettre d'interdire à un membre de la famille d'un employeur d'exécuter un travail pour ce dernier.

(5) Aucune disposition d'une convention Conventions collective ou de l'acte constitutif, d'un règle- actes constitument administratif ou d'une règle d'un syndi- tifs des syndicat ne doit interdire, ni être interprétée de cats manière à interdire, ni avoir pour effet d'interdire à un membre de la famille d'un employeur d'exécuter un travail pour ce dernier.

(6) Le paragraphe (5) s'applique même si Ancienneté l'exécution du travail par le membre de la famille contrevenait à une disposition d'une convention collective portant sur les droits d'ancienneté.

PARTIE IV SCRUTINS DE RATIFICATION

9. (1) Le scrutin de ratification d'un pro- Scrutins de jet de convention collective que tient un syndicat se tient au moyen de bulletins de vote qui sont remplis de manière que l'identité de la personne qui vote ne puisse être détermi-

(2) L'employé compris dans une unité de Droit de vote négociation, qu'il soit ou non membre du syndicat ou d'un syndicat qui fait partie d'un conseil de syndicats, a le droit de vote lors d'un scrutin de ratification d'un projet de convention collective.

(3) Le scrutin visé au paragraphe (1) est Occasion de tenu de manière à donner largement l'occasion de voter à quiconque en a le droit.

PART V DISPUTE SETTLEMENT

Strikes prohibited

10. No employee shall strike or threaten a strike.

Trade union not to call strike

11. No trade union or council of trade unions shall call or authorize or threaten to call or authorize a strike and no officer, official or agent of a trade union or council of trade unions shall counsel, procure, support or encourage a strike or threaten a strike.

Lock-outs prohibited

12. No employer or employer's organization shall call or authorize or threaten to call or authorize a lock-out and no officer, official or agent of an employer or employer's organization shall counsel, procure, support or encourage a lock-out or threaten a lockout.

Mediation

13. (1) Subject to subsection (3), if a party has given notice to the other party of its desire to bargain under section 14 or 54 of the Labour Relations Act, the Minister shall, if either party so requests, appoint a media-

If no notice

(2) Subject to subsection (3), if the parties have met and bargained or if there has been a voluntary recognition of the trade union, the Minister may, if either party so requests, appoint a mediator even though notice to bargain has not been given.

Restriction

(3) No request shall be made under subsection (1) before the expiry of sixty days following the day on which notice was given or under subsection (2) before the expiry of sixty days following the first day of bargaining or the day on which voluntary recognition occurred unless the request is made by both parties in writing.

Duty of mediator

(4) The mediator shall confer with the parties and endeavour to effect a collective agreement.

Report

(5) The mediator shall report the result of his or her endeavour to effect a collective agreement to the Minister forthwith upon the expiry of thirty days following the day on which he or she was appointed.

Same

(6) The Minister shall forthwith, by notice in writing, inform the parties of the report.

Further mediation

14. The Minister may, on the request in writing of both parties, appoint a further mediator after receiving the report of a mediator under subsection 13 (5).

Final offer selection

15. (1) If the mediator has reported to the Minister that he or she has been unable to effect a collective agreement, the Minister shall notify the parties in writing that,

PARTIE V RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

10. Aucun employé ne doit faire la grève Grèves interni menacer d'en faire une.

11. Aucun syndicat ou conseil de syndicats Interdiction ne doit déclarer ni autoriser une grève, ni de déclarer menacer de le faire. Aucun dirigeant, agent une grève ou représentant d'un syndicat ou d'un conseil de syndicats ne doit recommander, provoquer, appuver ni encourager une grève, ni menacer d'en faire une.

12. Aucun employeur ou association Lock-out patronale ne doit déclarer ni autoriser un lock-out, ni menacer de le faire. Aucun dirigeant, agent ou représentant d'un employeur ou d'une association patronale ne doit recommander, provoquer, appuyer ni encourager un lock-out, ni menacer d'en faire un.

13. (1) Sous réserve du paragraphe (3), si Médiation une partie a donné avis à l'autre partie de son intention de négocier aux termes de l'article 14 ou 54 de la Loi sur les relations de travail, le ministre désigne un médiateur à la demande de l'une ou l'autre partie.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), à la demande de l'une ou l'autre partie, si elles se sont rencontrées et ont négocié ou qu'il y a eu reconnaissance volontaire du syndicat, le ministre peut désigner un médiateur même si un avis d'intention de négocier n'a pas été donné

(3) Aucune demande ne doit être effec- Restriction tuée aux termes du paragraphe (1) dans les soixante jours qui suivent le jour où l'avis a été donné, ni aux termes du paragraphe (2) dans les soixante jours qui suivent le premier jour de négociation ou le jour où la reconnaissance volontaire a eu lieu, à moins que la demande ne soit faite par écrit par les deux parties.

(4) Le médiateur s'entretient avec les parties et s'efforce de parvenir à une convention collective.

Obligation du

(5) Sans délai dès que trente jours se sont Rapport écoulés après le jour de sa désignation, le médiateur fait rapport au ministre du résultat de ses efforts pour parvenir à une convention collective.

(6) Le ministre informe sans délai les par- Idem ties du rapport, au moyen d'un avis écrit.

14. Le ministre peut, à la demande écrite Nouveau des deux parties, désigner un nouveau médiateur après avoir reçu le rapport d'un médiateur aux termes du paragraphe 13 (5).

15. (1) Si le médiateur a fait rapport au Choix des ministre de son incapacité à parvenir à une offres convention collective, le ministre avise les parties par écrit de ce qui suit :

- - (a) they must appoint a selector to decide the matters remaining in dispute between them by selecting all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on those matters; and
 - (b) within seven days of the selector's appointment, each party must given written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

Minister may appoint

(2) If the parties have not appointed a selector within seven days after receiving notice under subsection (1), the Minister may make the appointment and the Minister must do so upon the request of a party.

Notice of appointment

(3) If the Minister appoints a selector, he or she shall give written notice of the appointment to the parties.

Content of

(4) The notice shall set out the name and address of the selector and the date of the appointment and advise that, within seven days of the selector's appointment, each party must give written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

Notice of final offer

- 16. (1) Within seven days of the selector's appointment,
 - (a) the parties shall jointly give written notice to the selector setting out any matters that have been agreed upon for inclusion in a collective agreement; and
 - (b) each party shall give written notice to the selector setting out the party's final offer on all the matters remaining in dispute between the parties.

Delay

(2) A party may give written notice of its final offer after the expiry of the time limit in subsection (1) if the selector determines that there are reasonable grounds for the delay.

No amended or new final

(3) Once notice setting out a party's final offer has been given, that party shall not give to the selector any notice purporting to replace or amend the offer.

Supporting statement

(4) A party may submit with the notice a written statement in support of the final offer set out in the notice.

Final offer of opposite party

17. Upon receiving the notices of the parties setting out their final offers, the selector shall forthwith give to each party a copy of the notice setting out the final offer of the opposite party together with a copy of the statement, if any, that the opposite party

- a) elles doivent désigner un arbitre des dernières offres chargé de trancher les questions encore en litige en choisissant la dernière offre intégrale de l'une ou l'autre partie sur ces questions:
- b) dans les sept jours de la désignation de l'arbitre des dernières offres, chaque partie doit donner à cet arbitre un avis écrit énonçant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.

(2) Si les parties n'ont pas désigné d'arbi- Pouvoir de tre des dernières offres dans les sept jours désignation du ministre suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (1), le ministre peut procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

9

(3) Si le ministre désigne un arbitre des Avis de désidernières offres, il en avise par écrit les par-

(4) L'avis donne les nom et adresse de Contenu de l'arbitre des dernières offres ainsi que la date de sa désignation et précise que, dans les sept jours de la désignation de cet arbitre, chaque partie doit lui donner un avis écrit énonçant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.

16. (1) Dans les sept jours de la désigna- Avis de dertion de l'arbitre des dernières offres :

- a) les parties donnent conjointement à cet arbitre un avis écrit énonçant toutes les questions qu'elles ont convenu d'inclure dans la convention collective;
- b) chaque partie donne à cet arbitre un avis écrit énonçant sa dernière offre sur toutes les questions encore en litige entre les parties.
- (2) Une partie peut donner un avis écrit Retard de sa dernière offre après l'expiration du délai prévu au paragraphe (1) si l'arbitre des dernières offres détermine que des motifs raisonnables justifient le retard.

(3) Une fois qu'une partie a donné l'avis Interdiction énonçant sa dernière offre, elle ne doit pas ou de rempladonner à l'arbitre des dernières offres d'avis cer les dervisant à modifier ou à remplacer l'offre.

de modifier

(4) L'avis donné par une partie peut être Déclaration à accompagné d'une déclaration écrite à l'appui de la dernière offre qui y est énoncée.

offre de la

17. Dès réception des avis des parties Dernière énonçant leur dernière offre, l'arbitre des partie adverse dernières offres remet sans délai à chaque partie une copie de l'avis de la partie adverse ainsi qu'une copie de la déclaration, le cas échéant, présentée par la partie adverse à l'appui de sa dernière offre.

submitted in support of that party's final offer.

Hearing

10

18. (1) Within fifteen days after the date on which each party was given a copy of the notice setting out the final offer and supporting statement, if any, of the opposite party, the selector shall hold a hearing in respect of the matters remaining in dispute between the parties.

Extension

(2) The period referred to in subsection (1) may be extended by the selector if the parties jointly request an extension in writ-

Adjournment

(3) The selector may adjourn the hearing from time to time to allow the parties to resolve the matters in dispute by negotiation if, in his or her opinion, there is a reasonable likelihood that they will be able to do so.

Same

(4) Subsection (3) shall not be interpreted so as to detract from any power the selector has to adjourn the hearing for a reason other than that referred to in subsection (3).

Procedure

(5) The selector shall determine his or her own procedure but shall give full opportunity to the parties to present evidence and make submissions.

Powers

(6) The selector has all the powers of an arbitrator under the Labour Relations Act but shall not mediate differences between the parties at any stage in the proceedings.

Statutory Powers Procedure

(7) Part I of the Statutory Powers Procedure Act does not apply to proceedings before a selector.

Waiving hearing

19. The parties may agree to waive a hearing and in such case shall jointly give written notice to the selector that they have so agreed.

Bargaining may continue

20. (1) Even though the parties have received notice under section 14 that the matters remaining in dispute between them must be decided by selecting all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on those matters, the parties may continue to bargain or may resume bargaining at any time.

Notice if agreement on some matters

(2) If at any time after notice of final offer is given to the selector and before the expiry of forty-eight hours following the conclusion of a hearing under section 18 or the giving of notice of waiver of a hearing under section 19 the parties reach agreement on some but not all of the matters in dispute between them for inclusion in the collective agree-

18. (1) Dans les quinze jours qui suivent Audience la date à laquelle chaque partie s'est vu remettre une copie de l'avis énonçant la dernière offre et de la déclaration à l'appui, le cas échéant, de la partie adverse, l'arbitre des dernières offres tient une audience sur les questions encore en litige entre les par-

(2) L'arbitre des dernières offres peut proroger le délai visé au paragraphe (1) si les parties en font la demande conjointement par écrit.

Prorogation

(3) L'arbitre des dernières offres peut Ajournement ajourner l'audience pour permettre aux parties de trancher les questions en litige au moyen de la négociation s'il estime qu'il est raisonnablement probable qu'elles puissent le faire.

(4) Le paragraphe (3) ne doit pas être Idem interprété de manière à priver l'arbitre des dernières offres d'un quelconque de ses pouvoirs d'ajourner l'audience pour un motif autre que celui visé au paragraphe (3).

(5) L'arbitre des dernières offres décide Procédure lui-même de la procédure qu'il suivra, mais il offre aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments.

(6) L'arbitre des dernières offres a tous les Pouvoirs pouvoirs qu'a un arbitre aux termes de la Loi sur les relations de travail. Il ne doit toutefois procéder à la médiation des différends entre les parties à aucune étape de l'instance.

(7) La partie I de la Loi sur l'exercice des Loi sur l'exercompétences légales ne s'applique pas aux instances tenues devant un arbitre des dernières légales offres.

19. Les parties peuvent convenir de Renonciation renoncer à la tenue d'une audience, auquel cas elles en avisent conjointement l'arbitre des dernières offres par écrit.

à l'audience

20. (1) Même si les parties ont reçu l'avis visé à l'article 14 les informant que les questions encore en litige doivent être tranchées en choisissant la dernière offre intégrale de l'une ou l'autre partie sur ces questions, elles peuvent en tout temps continuer de négocier ou recommencer à négocier.

Possibilité de poursuivre la négociation

(2) Si, après que l'avis de dernière offre Avis en cas d'entente sur est donné à l'arbitre des dernières offres et certaines dans les quarante-huit heures qui suivent la questions fin de l'audience visée à l'article 18 ou la remise de l'avis de renonciation à l'audience visé à l'article 19, les parties s'entendent sur certaines mais non sur la totalité des questions en litige à inclure dans la convention collective, elles avisent sans délai l'arbitre

ment, they shall forthwith give written notice to the selector as to the matters agreed upon.

Effect of partial agree-

(3) The selector shall not consider the final offer of either party with respect to those matters on which agreement has been reached and those matters shall not be decided by final offer selection.

Complete agreement

(4) If at any time after notice of final offer is given to the selector and before the selector notifies the parties of his or her selection under subsection 21 (6) the parties reach agreement in writing on all of the matters in dispute between them, they shall forthwith give written notice to the selector of their agreement.

Effect of complete agreement

(5) The agreement referred to in subsection (4) is a collective agreement for purposes of the Labour Relations Act.

Termination of selector's appointment

(6) The appointment of the selector terminates upon his or her receiving notice under subsection (4).

Selection

21. (1) The selector shall, before the expiry of fifteen days but not before the expiry of seven days from the conclusion of the hearing, select all of the final offer made by one party or all of the final offer made by the opposite party on all the matters remaining in dispute.

If no hearing

(2) If the parties have agreed to waive a hearing, the selector shall make his or her selection before the expiry of fifteen days but not before the expiry of seven days from the date on which he or she receives notice under section 19.

Extension

(3) If the parties jointly give notice to the selector in writing that they wish a period referred to in this section to be extended, it shall be extended to such length as the parties indicate in the notice.

Amended final offers not to be considered

(4) The final offer selected shall be a final offer as set out in a notice given in accordance with clause 16 (1) (b) or subsection 16 (2), and the selector shall not consider any purported amendment or replacement of such an offer.

Failure to give notice of final offer

(5) If one party fails to give written notice to the selector setting out the party's final offer, the selector shall select the final offer of the opposite party.

Notification

(6) The selector, upon making his or her selection, shall forthwith notify the parties in writing of the selection.

Finality

(7) The decision of the selector shall not be questioned in any court, and no order shall be made or process entered, or proceedings taken in any court, whether by way of injunction, declaratory judgment, certiodes dernières offres par écrit des questions sur lesquelles elles se sont entendues.

(3) L'arbitre des dernières offres ne doit Effet d'une pas étudier la dernière offre de l'une ou l'au- tielle tre partie sur les questions sur lesquelles les parties se sont entendues et ces questions ne doivent pas être tranchées par choix des dernières offres.

entente par-

(4) Si, après que l'avis de dernière offre Entente est donné à l'arbitre des dernières offres et avant que ce dernier n'avise les parties de son choix aux termes du paragraphe 21 (6), les parties s'entendent par écrit sur toutes les questions en litige, elles en avisent sans délai l'arbitre des dernières offres par écrit.

(5) L'entente visée au paragraphe (4) est Effet d'une une convention collective pour l'application grale de la Loi sur les relations de travail.

(6) La désignation de l'arbitre des derniè- Fin du manres offres prend fin dès qu'il reçoit l'avis visé au paragraphe (4).

21. (1) Dans les quinze jours mais au Choix plus tôt dans les sept jours de la fin de l'audience, l'arbitre des dernières offres choisit la dernière offre intégrale faite par l'une ou l'autre partie sur toutes les questions encore en litige.

(2) Si les parties ont convenu de renoncer Absence à la tenue d'une audience, l'arbitre des dernières offres fait son choix dans les quinze jours mais au plus tôt dans les sept jours de la date à laquelle il reçoit l'avis visé à l'article 19.

d'audience

(3) Si les parties avisent conjointement par Prorogation écrit l'arbitre des dernières offres qu'elles souhaitent la prorogation d'un délai visé au présent article, le délai est prorogé de la durée que les parties précisent dans l'avis.

(4) La dernière offre choisie est une der- Interdiction nière offre telle qu'elle est énoncée dans un dernière offre avis donné conformément à l'alinéa 16 (1) b) modifiée ou au paragraphe 16 (2). L'arbitre des dernières offres ne doit pas étudier de prétendue modification ou de prétendu remplacement de cette offre.

(5) Si une partie ne donne pas à l'arbitre Défaut de des dernières offres un avis écrit énonçant sa dernière offre, ce dernier choisit la dernière nière offre offre de la partie adverse.

donner un

(6) Dès qu'il a fait son choix, l'arbitre des Avis dernières offres en avise sans délai les parties par écrit.

(7) Sont irrecevables devant un tribunal Décision défiles requêtes en contestation des décisions de l'arbitre des dernières offres. Sont également irrecevables devant un tribunal les instances visant la contestation, la révision, la limita-

rari, mandamus, prohibition, quo warranto, or otherwise, to question, review, prohibit or restrain the selector or any proceedings before him or her.

Arbitration Act, 1991

(8) The Arbitration Act, 1991 does not apply to the selection.

Collective agreement prepared by selector

(9) If the parties have not agreed upon the terms of a collective agreement within ten days after they are notified of the decision of the selector, the selector shall prepare a document giving effect to the decision and any agreement about which the selector has been notified under clause 16 (1) (a) or section 20.

Same

(10) The selector shall give copies of the document prepared under subsection (9) to the parties and the document then becomes a collective agreement under the Labour Relations Act effective on the day set out in the document.

Voluntary arbitration

22. (1) Despite any other provision of this Act, if the parties irrevocably so agree in writing at any time following the giving of notice of desire to bargain, all matters in dispute between them shall be referred to an arbitrator or a board of arbitration for final and binding arbitration.

Other provisions superseded

(2) The agreement to arbitrate supersedes all other dispute settlement provisions of this

Powers of arbitrator or arbitration

(3) Subsections 45 (6), (6.1), (6.2), (7), (8.1) and (10) to (12) of the Labour Relations Act apply, with necessary modifications, to the arbitration proceeding and decision.

Effect of agreement

(4) For the purposes of section 62 of the Labour Relations Act, an irrevocable agreement in writing referred to in subsection (1) shall have the same effect as a collective agreement.

PART VI **ADVISORY COMMITTEE**

Advisory committee

23. (1) The Agricultural Labour Management Advisory Committee established by the Minister is continued under that name in English and under the name Comité consultatif patronal-syndical sur le secteur agricole in French.

Function

(2) It is the function of the Committee to advise the Minister on labour relations in the agricultural and horticultural industries, including the operation of this Act, the establishment of information resources for persons to whom this Act applies and the tion ou l'interdiction des activités de l'arbitre des dernières offres, par voie notamment d'injonction, de jugement déclaratoire, de brefs de certiorari, mandamus, prohibition ou quo warranto. Aucun tribunal ne rend une ordonnance donnant suite à une telle ins-

(8) La Loi de 1991 sur l'arbitrage ne s'ap- Loi de 1991 plique pas au choix.

sur l'arbitrage

(9) Si, au plus tard dix jours après avoir été avisées de la décision de l'arbitre des dernières offres, les parties ne se sont pas enten- l'arbitre des dues sur les clauses d'une convention collective. l'arbitre des dernières offres rédige un document donnant effet à sa décision et à toute entente dont il a été avisé aux termes de l'alinéa 16 (1) a) ou de l'article 20.

Rédaction de la convention dernières

(10) L'arbitre des dernières offres remet aux parties des copies du document rédigé aux termes du paragraphe (9). Le document devient alors une convention collective conclue en vertu de la Loi sur les relations de travail qui entre en vigueur à la date qui y est précisée.

- 22. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, si les parties en conviennent irrévocablement par écrit à n'importe quel moment après qu'un avis d'intention de négocier a été donné, toutes les questions en litige entre les parties sont soumises à un arbitre ou à un conseil d'arbitrage dont la décision a force de chose jugée.
 - Accord d'arbitrage
- (2) L'accord d'arbitrage l'emporte sur Préséance sur toute disposition de la présente loi portant positions sur le règlement des différends.

d'autres dis-

(3) Les paragraphes 45 (6), (6.1), (6.2), Pouvoirs de (7), (8.1) et (10) à (12) de la Loi sur les reladu conseil tions de travail s'appliquent, avec les adapta- d'arbitrage tions nécessaires, à l'instance et à la décision d'arbitrage.

(4) Pour l'application de l'article 62 de la Effet de l'ac-Loi sur les relations de travail, l'accord d'ar- trage bitrage écrit et irrévocable visé au paragraphe (1) a la même valeur qu'une convention collective.

PARTIE VI COMITÉ CONSULTATIF

23. (1) Le Comité consultatif patronal- Comité consyndical sur le secteur agricole constitué par le ministre est maintenu sous le même nom en français et sous le nom de Agricultural Labour Management Advisory Committee en anglais.

pour les personnes à qui la présente loi s'ap-

(2) Le Comité a pour fonction de conseil- Fonction ler le ministre sur les relations de travail dans les industries agricole et horticole, notamment sur l'application de la présente loi, l'établissement de ressources documentaires

establishment of educational and training programs for them.

Membership

(3) The Committee shall consist of such co-chairs and of such number of other members as the Ministry may appoint.

Representa-

(4) Employers and employees shall be equally represented on the Committee and the Minister may provide for government representation.

PART VII REGULATIONS

Regulations

- 24. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) declaring that trade unions may be certified as bargaining agents for bargaining units containing employees employed on a seasonal basis and governing their certification;
 - (b) further defining or redefining "family member" and "related group" for the purposes of section 8;
 - (c) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by selectors;
 - (d) fixing the remuneration of selectors and limiting the reimbursement of their expenses;
 - (e) allocating responsibility for the remuneration of selectors and the reimbursement of their expenses;
 - (f) prescribing when written notice or any other document that is required by this Act to be given to the Minister, a party or a selector is deemed to have been given if it is served by a means other than personal service;
 - (g) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

Application

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or specific in its application and may be confined in its application to such classes of employer or employee as are described in the regulation.

PART VIII MISCELLANEOUS

Money

25. The money required for the purposes of this Act by the Crown in right of Ontario shall, until March 31, 1994, be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

plique et l'établissement de programmes d'enseignement et de formation à leur inten-

(3) Le Comité se compose des coprési- Composition dents et des autres membres que désigne le ministre.

13

(4) Les employeurs et les employés sont Représentareprésentés dans une proportion égale au Comité et le ministre peut prévoir que le gouvernement soit représenté.

PARTIE VII RÈGLEMENTS

24. (1) Le lieutenant-gouverneur en con-Règlements seil peut, par règlement :

- a) déclarer que des syndicats peuvent être accrédités comme agents négociateurs d'unités de négociation qui comptent des employés employés sur une base saisonnière, et régir leur accréditation;
- b) préciser la définition des termes «membre de la famille» et «groupe lié» pour l'application de l'article 8 ou redéfinir ceux-ci;
- c) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les arbitres des dernières offres:
- d) fixer la rémunération des arbitres des dernières offres et limiter le remboursement de leurs frais;
- e) attribuer la responsabilité de la rémunération des arbitres des dernières offres et du remboursement de leurs frais:
- f) prescrire le moment où un avis écrit ou un autre document qui doit être donné aux termes de la présente loi au ministre, à une partie ou à un arbitre des dernières offres est réputé avoir été donné s'il est signifié autrement que par signification à personne;
- g) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (2) Les règlements pris en application du Champ d'apparagraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut être restreinte aux catégories d'employeurs ou d'employés qui y sont décrites.

PARTIE VIII **DISPOSITIONS DIVERSES**

25. Les sommes dont la Couronne du Affectations chef de l'Ontario a besoin pour l'application de la présente loi jusqu'au 31 mars 1994 sont prélevées sur le Trésor.

Bill 91

Review of

26. (1) Within five years of the day Part V comes into force, the Lieutenant Governor in Council shall appoint a person to review that Part and its operation.

Report to Minister

(2) The appointee shall prepare a report on his or her findings and submit it to the Minister.

Same

(3) The appointee in conducting the review shall consult with the Agricultural Labour Management Advisory Committee.

Tabling

- (4) The Minister shall table the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.
- 27. (1) Clauses 2 (1) (b) and (c) of the Labour Relations Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 4, are repealed and the following substituted:
 - (b) to a person employed in agriculture, hunting or trapping;
 - (c) to a person, other than an employee of a municipality or a person employed in silviculture, who is employed in horticulture by an employer whose primary business is agriculture or horticulture.
- (2) Subsection 2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 4, is repealed.
- (3) Paragraph 2 of subsection 64 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 29, is repealed and the following substituted:
 - 2. A proceeding before another person or body under this Act, the Hospital Labour Disputes Arbitration Act, the Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993 or the Agricultural Labour Relations Act, 1994.
- (4) Section 104 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 42, is further amended by adding the following subsection:

Agriculture industry division

- (5.1) One of the divisions of the Board shall be designated by the chair as the agriculture industry division, and only it shall exercise the powers of the Board under this Act in proceedings to which the Agricultural Labour Relations Act, 1994 applies.
- (5) Clauses 118 (k.1) and (k.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 21, section 50, are repealed.

26. (1) Dans les cinq ans suivant le jour Examen de la de l'entrée en vigueur de la partie V, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne une personne chargée d'examiner cette partie et son application.

(2) La personne désignée rédige un rap- Rapport au port de ses conclusions et le présente au ministre.

(3) La personne désignée consulte le Idem Comité consultatif patronal-syndical sur le secteur agricole lorsqu'elle effectue son exa-

(4) Le ministre dépose le rapport devant Dépôt l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

- 27. (1) Les alinéas 2 (1) b) et c) de la Loi sur les relations de travail, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 4 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - b) à la personne qui est employée dans l'agriculture ou employée à la chasse ou au piégeage;
 - c) à la personne, autre qu'un employé d'une municipalité ou une personne employée dans la sylviculture, qui est employée dans l'horticulture par un employeur dont l'entreprise principale est l'agriculture ou l'horticulture.
- (2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé.
- (3) La disposition 2 du paragraphe 64 (2.1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 29 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogée et remplacée par ce qui suit:
 - 2. Une instance devant une autre personne ou un autre organisme en vertu de la présente loi, de la Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux, de la Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne ou de la Loi de 1994 sur de travail les relations l'agriculture.
- (4) L'article 104 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 42 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :
- (5.1) Le président attribue à l'une des sec-Section de tions l'industrie agricole. Cette section exerce agricole seule les attributions de la Commission en vertu de la présente loi dans les affaires où la Loi de 1994 sur les relations de travail dans l'agriculture s'applique.
- (5) Les alinéas 118 k.1) et k.2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 50 du cha-

15

Commencement 28. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

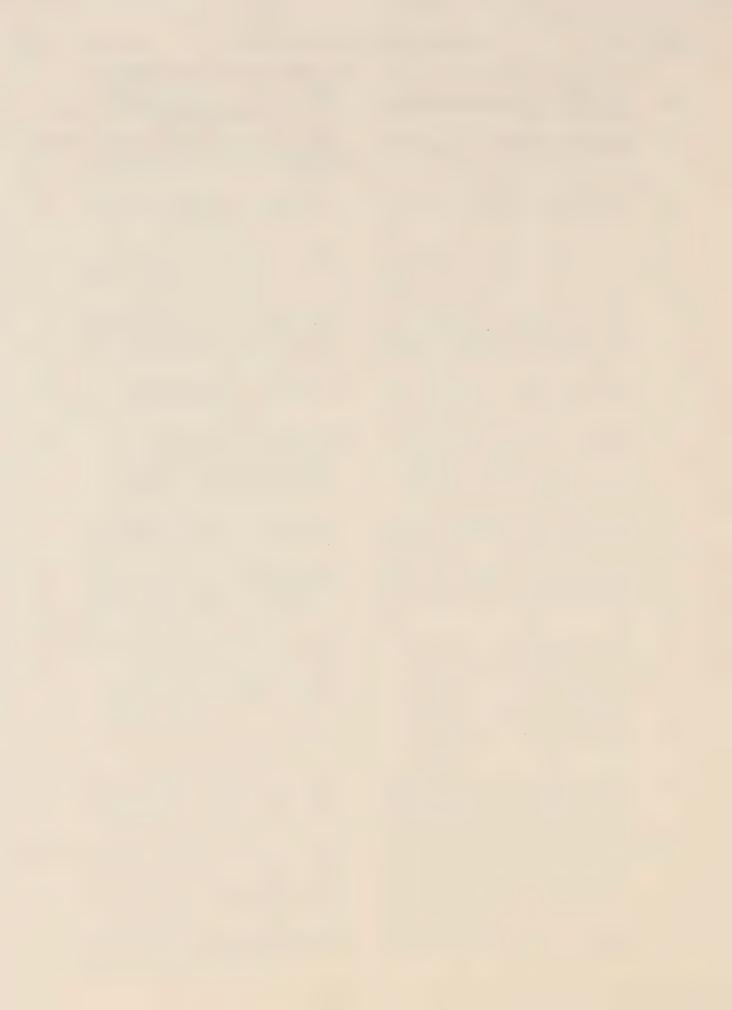
Short title

29. The short title of this Act is the Agricultural Labour Relations Act, 1994.

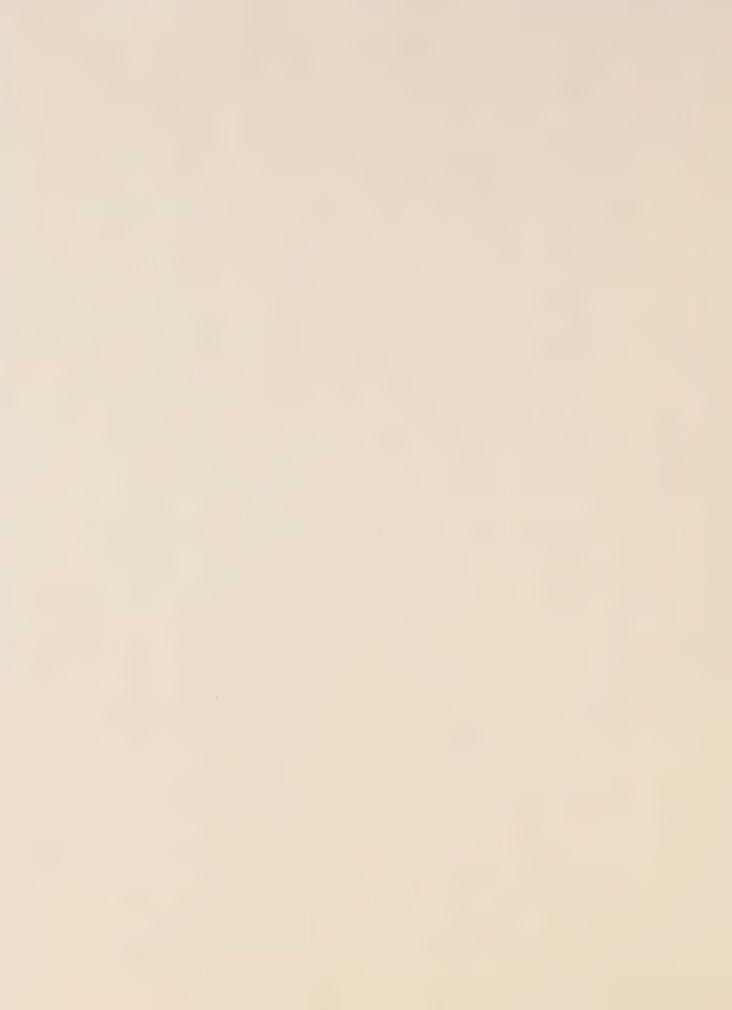
pitre 21 des Lois de l'Ontario de 1992, sont abrogés.

28. La présente loi entre en vigueur le Entrée en jour où elle reçoit la sanction royale.

29. Le titre abrégé de la présente loi est ^{Titre abrégé} Loi de 1994 sur les relations de travail dans l'agriculture.











Governm Publicati

3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 92

Projet de loi 92

An Act respecting Land Conservancy Corporations

Loi concernant les sociétés de protection des terres

Mrs. Mathyssen



M^{me} Mathyssen

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading September 28, 1993

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture

28 septembre 1993

2^e lecture

3^e lecture

3° lecture

Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The purpose of the Bill is to promote the conservation and protection of significant lands in Ontario by providing new rights and exemptions in favour of land conservancy corporations.

To this end, the Bill makes certain statutory amendments and does the following:

- The Bill defines "land conservancy corporation" and "significant lands" and deals with the designation of a corporation as a land conservancy corporation and the revocation of the designation. (Sections 1, 2 and 6)
- 2. The Bill authorizes the grant of easements to land conservancy corporations for the preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of significant lands in Ontario, even if the land conservancy corporations do not own land capable of being accommodated by the easements. (Section 3)
- 3. The Bill authorizes owners of significant lands to enter into covenants with land conservancy corporations for any of the above purposes. (Section 3)
- 4. The Bill entitles land conservancy corporations to enforce easements and covenants granted to them or entered into with them for any of the above purposes against the owners or subsequent owners of the lands affected, even if the land conservancy corporations do not own land capable of being accommodated or benefited by the easements or covenants. (Section 4)
- 5. The Bill deals with the registration, assignment, duration, modification and discharge of the easements and covenants. (Sections 4 to 8)

The Bill makes the following statutory amendments:

- It amends the Land Transfer Tax Act to exempt from land transfer tax a conveyance of land to a land conservancy corporation for any of the above purposes. (Section 15)
- It amends the *Planning Act* to exempt certain land transactions by land conservancy corporations from the subdivision control and part-lot control provisions of that Act. (Section 17)
- 3. It makes consequential amendments to the Conveyancing and Law of Property Act, the Land Titles Act, the Municipal Tax Sales Act and the Registry Act. (Sections 13, 14, 16 and 18)

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour but de promouvoir la conservation et la protection des terres d'importance particulière en Ontario en accordant de nouveaux droits et de nouvelles dispenses en faveur des sociétés de protection des terres.

À cette fin, le projet de loi modifie certaines lois et prévoit ce qui suit :

- 1. Le projet de loi définit les termes «société de protection des terres» et «terres d'importance particulière», et traite de la désignation d'une personne morale comme société de protection des terres et de la révocation de la désignation. (Articles 1, 2 et 6)
- 2. Le projet de loi autorise la concession de servitudes à des sociétés de protection des terres pour la préservation, la protection, la conservation, l'entretien, la restauration ou l'amélioration de terres d'importance particulière en Ontario, même si ces sociétés ne sont propriétaires d'aucun bien-fonds qui puisse être desservi par ces servitudes. (Article 3)
- Le projet de loi autorise les propriétaires de terres d'importance particulière à conclure des engagements avec des sociétés de protection des terres pour n'importe lequel des buts susmentionnés. (Article 3)
- 4. Le projet de loi donne aux sociétés de protection des terres le droit de forcer l'exécution, par les propriétaires ou les propriétaires subséquents des terres concernées, des servitudes qui ont été concédées à ces sociétés et des engagements qui ont été conclus avec elles pour n'importe lequel des buts susmentionnés, même si ces sociétés ne sont propriétaires d'aucun bien-fonds qui puisse être desservi par ces servitudes ou profiter de ces engagements. (Article 4)
- Le projet de loi traite de l'enregistrement, de la cession, de la durée, de la modification et de l'extinction des servitudes et des engagements. (Articles 4 à 8)

Le projet de loi modifie certaines lois comme suit :

- 1. Il modifie la Loi sur les droits de cession immobilière afin de dispenser des droits de cession immobilière la cession d'un bien-fonds à une société de protection des terres pour n'importe lequel des buts susmentionnés. (Article 15)
- Il modifie la Loi sur l'aménagement du territoire afin de dispenser certaines des opérations foncières des sociétés de protection des terres des dispositions de cette loi concernant la réglementation en matière de lotissement et la réglementation relative aux parties de lots de terrain. (Article 17)
- 3. Il apporte des modifications corrélatives à la Loi sur les actes translatifs de propriété et le droit des biens, à la Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers, à la Loi sur les ventes pour impôts municipaux et à la Loi sur l'enregistrement des actes. (Articles 13, 14, 16 et 18)

1993

An Act respecting **Land Conservancy Corporations**

Loi concernant les sociétés de protection des terres

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act,
- "land conservancy corporation" means a corporation designated under this Act; ("société de protection des terres")
- "Minister" means the member of the Executive Council designated by the Lieutenant Governor in Council to administer this Act; ("ministre")
- "owner" means the person registered on title in the proper land registry office as owner of land; ("propriétaire")
- "prescribed" means prescribed by the regulations made under this Act; ("prescrit")
- "significant lands" means,
 - (a) lands situated in Ontario that have natural, scenic, agricultural or silvicultural value, including farmlands, woodlands, wetlands and wildlife habitats, or
 - (b) such other types of lands as the Lieutenant Governor in Council designates by regulations made under this Act. ("terres d'importance particulière")

Designation as land conservancy corporation

2.—(1) A corporation may apply in writing to the Minister to be designated as a land conservancy corporation.

Application

(2) An application for designation shall contain the prescribed information.

Grounds for designation

- (3) The Minister shall designate a corporation as a land conservancy corporation if,
 - (a) the corporation is a corporation without share capital incorporated under Part III of the Corporations Act or under Part II of the Canada Corporations Act; and

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

«ministre» Le membre du Conseil exécutif désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil pour appliquer la présente loi. («Minister»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application la présente de («prescribed»)

- «propriétaire» Personne inscrite comme propriétaire d'un bien-fonds au bureau d'enregistrement immobilier compétent. («owner»)
- «société de protection des terres» Personne morale désignée aux termes de la présente loi. («land conservancy corporation»)

«terres d'importance particulière» S'entend :

- a) soit de terres situées en Ontario qui ont une valeur d'ordre naturel, panoramique, agricole ou sylvicole, notamment les terres agricoles, les terrains boisés, les terres marécageuses et les habitats fauniques,
- b) soit des autres types de terres que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne par règlement pris en application de la présente loi. («significant lands»)
- 2 (1) Une personne morale peut présen- Désignation ter une demande écrite au ministre en vue d'être désignée comme société de protection protection des des terres.

société de

- (2) La demande de désignation contient Demande les renseignements prescrits.
- (3) Le ministre désigne une personne morale comme société de protection des terres si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la personne morale est une personne morale sans capital-actions constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les personnes morales ou une corporation sans capital-actions constituée en

Conditions de désignation

(b) the objects of the corporation are of a charitable nature and include the preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of significant lands.

Certificate of designation

(4) The Minister shall issue a certificate of designation to a corporation upon its designation as a land conservancy corporation.

Creation of easements and covenants

3.—(1) An owner of significant lands may grant an easement to a land conservancy corporation or enter into a covenant with a land conservancy corporation for the preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of all or any part of those lands.

Validity

(2) The grant of an easement or the entering into of a covenant is valid whether or not the land conservancy corporation owns land capable of being accommodated or benefited by the easement or covenant.

Registration

4.-(1) An easement or covenant granted to a land conservancy corporation or entered into with it under section 3 may be registered against the significant lands affected in the proper land registry office.

Easements or covenants running with

(2) The registered easement or covenant shall run with the real property against which real property it is registered.

Enforceability

(3) The land conservancy corporation is entitled to enforce the registered easement or covenant against the owner or any subsequent owner of the real property against which it is registered.

Application

(4) This section applies whether or not the land conservancy corporation owns land capable of being accommodated or benefited by the easement or covenant and regardless of whether the easement or covenant is positive or negative in nature.

Assignment of easements and covenants

5.—(1) A land conservancy corporation shall not assign an easement or covenant under this Act, unless,

- (a) the easement or covenant is registered under subsection 4 (1);
- (b) the assignee is a land conservancy corporation; and
- (c) the assignment is made for the preservation, protection, conservation, main-

- vertu de la partie II de la Loi sur les corporations canadiennes;
- b) les objets de la personne morale sont de nature charitable et comprennent la préservation, la protection, la conservation, l'entretien, la restauration ou l'amélioration de terres d'importance particulière.

(4) Le ministre délivre un certificat de Certificat de désignation à la personne morale dès sa désignation comme société de protection des ter-

3 (1) Le propriétaire de terres d'impor- Création de tance particulière peut concéder une servi- d'engagetude à une société de protection des terres ou ments conclure un engagement avec celle-ci en vue de la préservation, de la protection, de la conservation, de l'entretien, de la restauration ou de l'amélioration de tout ou partie de ces terres.

(2) La concession d'une servitude ou la Validité conclusion d'un engagement est valide que la société de protection des terres soit propriétaire ou non d'un bien-fonds qui puisse être desservi par la servitude ou profiter de l'engagement.

4 (1) Une servitude concédée à une Enregistresociété de protection des terres ou un engagement conclu avec celle-ci en vertu de l'article 3 peut être enregistré sur les terres d'importance particulière concernées au bureau d'enregistrement immobilier compétent.

(2) La servitude ou l'engagement enregis- Servitudes ou tré est rattaché aux biens immeubles sur lesquels il est enregistré.

engagements rattachés aux biens immeu-

(3) La société de protection des terres a le droit de forcer l'exécution de la servitude ou de l'engagement enregistré par le propriétaire ou par tout propriétaire subséquent des biens immeubles sur lesquels il est enregistré.

Exécution

(4) Le présent article s'applique que la Application société de protection des terres soit propriétaire ou non d'un bien-fonds qui puisse être desservi par la servitude ou profiter de l'engagement, que la servitude ou l'engagement soit de nature négative ou positive.

5 (1) Une société de protection des ter- Cession des res ne doit pas céder une servitude ou un engagements engagement prévu par la présente loi, à moins que les conditions suivantes ne soient réunies:

- a) la servitude ou l'engagement est enregistré en vertu du paragraphe 4 (1);
- b) le cessionnaire est une société de protection des terres;
- c) la cession est effectuée en vue de la préservation, de la protection, de la conservation, de l'entretien, de la res-

tenance, restoration or improvement of significant lands.

Easements or covenants running with real property

(2) An easement or covenant assigned to an assignee under subsection (1) shall continue to run with the real property against which it is registered.

Enforceability

(3) The assignee is entitled to enforce the registered easement or covenant against the owner or any subsequent owner of the real property against which it is registered.

Application

(4) Subsections (2) and (3) apply whether or not the assignee owns land capable of being accommodated or benefited by the easement or covenant and regardless of whether the easement or covenant is positive or negative in nature.

Revocation of designation of land conservancy corporation

- 6.-(1) The Minister shall revoke the designation of a land conservancy corporation, if the land conservancy corporation,
 - (a) ceases to meet the requirements set out in subsection 2 (3); or
 - (b) does not comply with subsection 5 (1) or section 9.

Revocation of certificate of designation

(2) The Minister shall revoke the certificate of designation issued to a land conservancy corporation upon the revocation of its designation as a land conservancy corpora-

Discharge of easements and covenants

(3) Despite section 8, after revoking the designation of a land conservancy corporation, the Minister shall by order discharge all easements and covenants granted to, entered into with, or assigned to the land conservancy corporation under this Act, except the easements and covenants that have been assigned by the Minister under subsection

Assignment of easements and covenants

- (4) The Minister may by order assign an easement or covenant granted to, entered into with, or assigned to a land conservancy corporation under this Act if,
 - (a) the land conservancy corporation is a corporation whose designation has been revoked under subsection (1);
 - (b) the assignee is a land conservancy corporation;
 - (c) the easement or covenant is registered under subsection 4 (1); and
 - (d) the assignment is made for the preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of significant lands.

tauration ou de l'amélioration de terres d'importance particulière.

(2) La servitude ou l'engagement cédé à Servitudes ou un cessionnaire en vertu du paragraphe (1) continue d'être rattaché aux biens immeubles biens immeusur lesquels il est enregistré.

engagements

(3) Le cessionnaire a le droit de forcer Exécution l'exécution de la servitude ou de l'engagement enregistré par le propriétaire ou par tout propriétaire subséquent des biens immeubles sur lesquels il est enregistré.

(4) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent Application que le cessionnaire soit propriétaire ou non d'un bien-fonds qui puisse être desservi par la servitude ou profiter de l'engagement, que la servitude ou l'engagement soit de nature négative ou positive.

6 (1) Le ministre révoque la désignation d'une société de protection des terres qui :

Révocation de la désignation d'une société de protection des

- a) soit cesse de remplir les conditions énoncées au paragraphe 2 (3);
- b) soit ne se conforme pas au paragraphe 5 (1) ou à l'article 9.
- (2) Le ministre révoque le certificat de Révocation désignation délivré à une société de protec- de désignation des terres dès la révocation de sa dési-tion gnation comme société de protection des ter-

(3) Malgré l'article 8, après avoir révoqué Extinction la désignation d'une société de protection des et engageterres, le ministre, par arrêté, éteint toutes ments les servitudes concédées ou cédées à la société de protection des terres et tous les engagements conclus avec cette société ou cédés à celle-ci en vertu de la présente loi, à l'exception des servitudes et des engagements qui ont été cédés par le ministre en vertu du paragraphe (4).

des servitudes

(4) Le ministre peut, par arrêté, céder une Cession des servitude concédée ou cédée à une société de engagements protection des terres ou un engagement conclu avec cette société ou cédé à celle-ci en vertu de la présente loi si les conditions suivantes sont réunies :

servitudes et

- a) la société de protection des terres est une personne morale dont la désignation a été révoquée aux termes du paragraphe (1);
- b) le cessionnaire est une société de protection des terres;
- c) la servitude ou l'engagement est enregistré en vertu du paragraphe 4 (1);
- d) la cession est effectuée en vue de la préservation, de la protection, de la conservation, de l'entretien, de la restauration ou de l'amélioration de terres d'importance particulière.

Application of subss. 5 (2-4)

4

(5) Subsections 5 (2), (3) and (4) apply, with necessary modifications, to an assignment made by the Minister under subsection (4).

Duration of easements and covenants

7. Subject to subsection 6 (3) and section 8, an easement or covenant under this Act shall be in perpetuity.

Modification discharge of easements and covenants

8. An easement or covenant granted to, entered into with, or assigned to a land conservancy corporation under this Act shall not be modified or discharged except by written agreement of the land conservancy corporation or its assignee, as applicable, and the owner or subsequent owner, as applicable, of the real property against which the easement or covenant is registered.

Records

9.—(1) A land conservancy corporation shall keep the prescribed records at its head office, in the manner and for the period of time that are prescribed.

(2) A land conservancy corporation shall cause the records to be open to inspection by the Minister or any person authorized by the Minister to make such inspection.

Information. reports and returns

(3) A land conservancy corporation shall file the prescribed information, reports and returns with the Minister, in the manner and within the time that are prescribed.

Rights preserved

10. Nothing in this Act shall be interpreted to limit any right or remedy that a person may have under any other Act, at common law or in equity in respect of an easement or covenant, if the right or remedy is not inconsistent with this Act.

Administration of Act

11. The Minister is responsible for the administration of this Act.

Regulations

- 12. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) designating types of lands as significant lands for the purposes of this Act;
 - (b) prescribing the information to be contained in an application under subsection 2(1);
 - (c) prescribing the records that shall be kept by land conservancy corporations under subsection 9 (1) and prescribing the manner in which and the period of time for which the records shall be kept;
 - (d) prescribing the information, reports and returns that shall be filed by land conservancy corporations under subsection 9 (3) and prescribing the manner in which and the time within which

(5) Les paragraphes 5 (2), (3) et (4) s'ap- Application pliquent, avec les adaptations nécessaires, à (4) aux cessions effectuées par le ministre en vertu du paragraphe (4).

7 Sous réserve du paragraphe 6 (3) et de Durée des l'article 8, les servitudes concédées et les engagements engagements conclus en vertu de la présente loi le sont à perpétuité.

8 Les servitudes concédées ou cédées à Modification une société de protection des terres ou les des servitudes engagements conclus avec cette société ou et engagecédés à celle-ci en vertu de la présente loi ne doivent être modifiés ou éteints que par entente écrite conclue entre la société de protection des terres ou son cessionnaire, selon le cas, et le propriétaire ou le propriétaire subséquent, selon le cas, des biens immeubles sur lesquels ils sont enregistrés.

9 (1) Une société de protection des ter- Dossiers res conserve les dossiers prescrits à son siège social, selon la manière et pour la période prescrites.

(2) Une société de protection des terres fait en sorte que les dossiers soient accessibles pour examen par le ministre ou la per-

Examen des

(3) Une société de protection des terres Renseignedépose les renseignements, rapports et déclarations prescrits auprès du ministre, selon la déclarations manière et dans le délai prescrits.

sonne qu'il autorise à en faire l'examen.

10 La présente loi n'a pas pour effet de Droits conserrestreindre les droits ou les recours qu'a une personne en vertu d'une autre loi ou selon la common law ou l'equity à l'égard d'une servitude ou d'un engagement si les droits ou les recours ne sont pas incompatibles avec la présente loi.

11 Le ministre est chargé de l'application Application de la présente loi.

12 Le lieutenant-gouverneur en conseil Règlements peut, par règlement :

- a) désigner des types de terres comme terres d'importance particulière pour l'application de la présente loi;
- b) prescrire les renseignements que doivent contenir les demandes prévues au paragraphe 2 (1);
- c) prescrire les dossiers que les sociétés de protection des terres doivent conserver aux termes du paragraphe 9 (1) et prescrire la manière selon laquelle les dossiers doivent être conservés ainsi que la période pendant laquelle ils doivent l'être;
- d) prescrire les renseignements, rapports et déclarations que les sociétés de protection des terres doivent déposer aux termes du paragraphe 9 (3) et prescrire la manière selon laquelle les ren-

such information, reports and returns shall be filed;

- (e) prescribing fees and requiring the payment of fees;
- (f) prescribing forms and providing for their use:
- (g) prescribing the establishment and maintenance of a register of land conservancy corporations for the purposes of this Act, the information that shall be kept in the register, the location at which the register shall be kept and the time during which the register shall be available for examination by the public;
- (h) prescribing any matter that may be necessary or advisable to carry out the purposes of this Act.

CONVEYANCING AND LAW OF PROPERTY ACT

13. Section 61 of the Conveyancing and Law of Property Act is amended by adding the following subsection:

Same

(4) Nothing in this section applies to covenants under the Land Conservancy Corporations Act, 1993.

LAND TITLES ACT

14. Section 119 of the Land Titles Act is amended by adding the following subsection:

Exception

- (11) The following provisions do not apply to a covenant under the Land Conservancy Corporations Act, 1993:
 - 1. Clause (4) (c).
 - 2. The modification and discharge provisions set out in subsection (5).
 - 3. Subsection (9).

LAND TRANSFER TAX ACT

15. Section 2 of the Land Transfer Tax Act is amended by adding the following subsection:

Exemption for land conservancy corporations

- (8.1) No tax is payable if,
- (a) the only transferee in a conveyance that is tendered for registration is a land conservancy corporation as defined in the Land Conservancy Corporations Act, 1993 and is not a nonresident person;
- (b) the purpose of the conveyance is the preservation, protection, conservation,

- seignements, rapports et déclarations doivent être déposés ainsi que le délai dans lequel ils doivent l'être;
- e) prescrire des droits et en exiger le paiement:
- f) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- g) prescrire la création et la tenue d'un registre des sociétés de protection des terres pour l'application de la présente loi, les renseignements qu'il doit contenir, le lieu où il doit être conservé et les moments auxquels le public doit pouvoir le consulter;
- h) prescrire toute question jugée nécessaire ou utile à la réalisation des objets de la présente loi.

Loi sur les actes translatifs de propriété ET LE DROIT DES BIENS

- 13 L'article 61 de la Loi sur les actes translatifs de propriété et le droit des biens est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (4) Le présent article n'a pas d'incidence Idem sur les engagements prévus par la Loi de 1993 sur les sociétés de protection des terres.

LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES DROITS IMMOBILIERS

- 14 L'article 119 de la Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (11) Les dispositions suivantes ne s'appli- Exception quent pas aux engagements prévus par la Loi de 1993 sur les sociétés de protection des terres:

- 1. L'alinéa (4) c).
- 2. Les dispositions relatives à la modification ou à l'extinction énoncées au paragraphe (5).
- 3. Le paragraphe (9).

Loi sur les droits de cession immobilière

- 15 L'article 2 de la Loi sur les droits de cession immobilière est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (8.1) Il n'est pas exigé de droits si les conditions suivantes sont réunies :

Dispense. sociétés de protection des

- a) dans une cession présentée à l'enregistrement, le seul cessionnaire est une société de protection des terres au sens de la Loi de 1993 sur les sociétés de protection des terres et n'est pas une personne non résidente;
- b) la cession est effectuée en vue de la préservation, de la protection, de la

maintenance, restoration or improvement of significant lands as defined in that Act; and

- (c) an officer of the land conservancy corporation authorized to act for the corporation files with the collector to whom the conveyance is tendered for registration an affidavit setting out that.
 - (i) the transferee is a land conservancy corporation as defined in that Act, and
 - (ii) the purpose of the conveyance is the preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of significant lands as defined in that Act.

MUNICIPAL TAX SALES ACT

- 16. Subsection 9 (5) of the *Municipal Tax* Sales Act is amended by adding the following clause:
- (a.1) easements and covenants under the Land Conservancy Corporations Act, 1993 that run with the land.

PLANNING ACT

- 17.—(1) Subsection 50 (3) of the *Planning Act* is amended by adding the following clause:
- (c.1) the land or any use of the land or right in the land is being acquired or disposed of by a land conservancy corporation as defined in the Land Conservancy Corporations Act, 1993 for the preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of significant lands as defined in that Act and in respect of which an officer of the corporation authorized to act for the corporation has made a declaration that the land or any use of the land or right in the land is being acquired or disposed of by a land conservancy corporation for any such purpose, which shall be conclusive evidence that it is being acquired or disposed of by a land conservancy corporation for such purpose.
- (2) Subsection 50 (5) of the Act is amended by adding the following clause:
- (b.1) the land or any use of the land or right in the land is being acquired or disposed of by a land conservancy corporation as defined in the Land Conservancy Corporations Act, 1993 for the

- conservation, de l'entretien, de la restauration ou de l'amélioration de terres d'importance particulière au sens de cette loi;
- c) un dirigeant de la société de protection des terres autorisé à agir pour le compte de celle-ci dépose, auprès du percepteur auquel la cession est présentée à l'enregistrement, un affidavit indiquant que :
 - (i) le cessionnaire est une société de protection des terres au sens de la même loi.
 - (ii) la cession est effectuée en vue de la préservation, de la protection, de la conservation, de l'entretien, de la restauration ou de l'amélioration de terres d'importance particulière au sens de la loi en question.

LOI SUR LES VENTES POUR IMPÔTS MUNICIPAUX

- 16 Le paragraphe 9 (5) de la *Loi sur les* ventes pour impôts municipaux est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - a.1) des servitudes et des engagements prévus par la *Loi de 1993 sur les* sociétés de protection des terres qui se rattachent au bien-fonds.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- 17 (1) Le paragraphe 50 (3) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c.1) le terrain, le droit d'utilisation de celui-ci ou autre droit y afférent est acquis ou cédé par une société de protection des terres au sens de la Loi de 1993 sur les sociétés de protection des terres en vue de la préservation, de la protection, de la conservation, de l'entretien, de la restauration ou de l'amélioration de terres d'importance particulière au sens de cette loi, et que le dirigeant de la société autorisé à agir pour le compte de celle-ci déclare que le terrain, le droit d'utilisation de celui-ci ou autre droit y afférent est acquis ou cédé par une société de protection des terres à l'une de ces fins, ce qui constitue une preuve concluante.
- (2) Le paragraphe 50 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - b.1) le terrain, le droit d'utilisation de celui-ci ou autre droit y afférent est acquis ou cédé par une société de protection des terres au sens de la Loi de 1993 sur les sociétés de protection des

preservation, protection, conservation, maintenance, restoration or improvement of significant lands as defined in that Act and in respect of which an officer of the corporation authorized to act for the corporation has made a declaration that the land or any use of the land or right in the land is being acquired or disposed of by a land conservancy corporation for any such purpose, which shall be conclusive evidence that it is being acquired or disposed of by a land conservancy corporation for such purpose.

REGISTRY ACT

- 18.—(1) Clause 92 (1) (a) of the Registry Act is amended by striking out "clause 50 (3) (a), (b), (c) or (d)" in the second and third lines and substituting "clause 50 (3) (a), (b), (c), (c.1) or (d)".
- (2) Section 113 of the Act is amended by adding the following subsection:

Fasements or covenants

(6.1) Subsection (1) does not apply to a claim to an easement or covenant under the Land Conservancy Corporations Act, 1993.

Commencement

19. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

20. The short title of this Act is the Land Conservancy Corporations Act, 1993.

terres en vue de la préservation, de la protection, de la conservation, de l'entretien, de la restauration ou de l'amélioration de terres d'importance particulière au sens de cette loi, et que le dirigeant de la société autorisé à agir pour le compte de celle-ci déclare que le terrain, le droit d'utilisation de celui-ci ou autre droit y afférent est acquis ou cédé par une société de protection des terres à l'une de ces fins, ce qui constitue une preuve concluante.

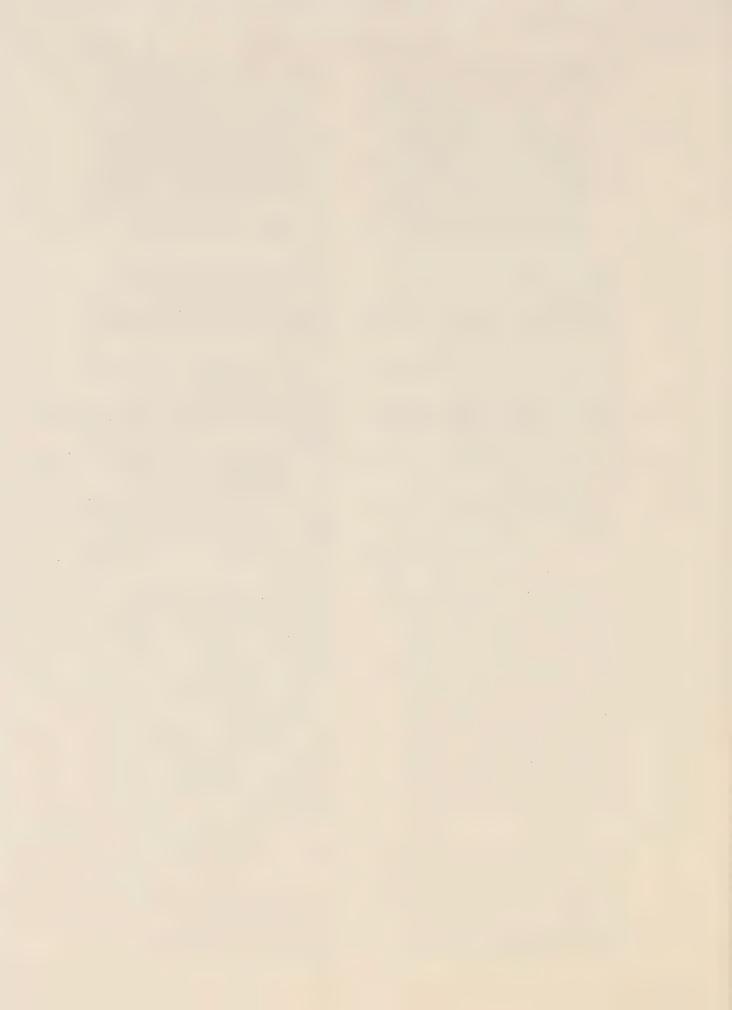
LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES ACTES

- 18 (1) L'alinéa 92 (1) a) de la *Loi sur* l'enregistrement des actes est modifié par substitution, à «l'alinéa 50 (3) a), b), c) ou d)» à la deuxième ligne, de «l'alinéa 50 (3) a), b), c), c.1) ou d)».
- (2) L'article 113 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (6.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas Servitudes ou à la réclamation visant une servitude ou un engagement prévu par la Loi de 1993 sur les sociétés de protection des terres.

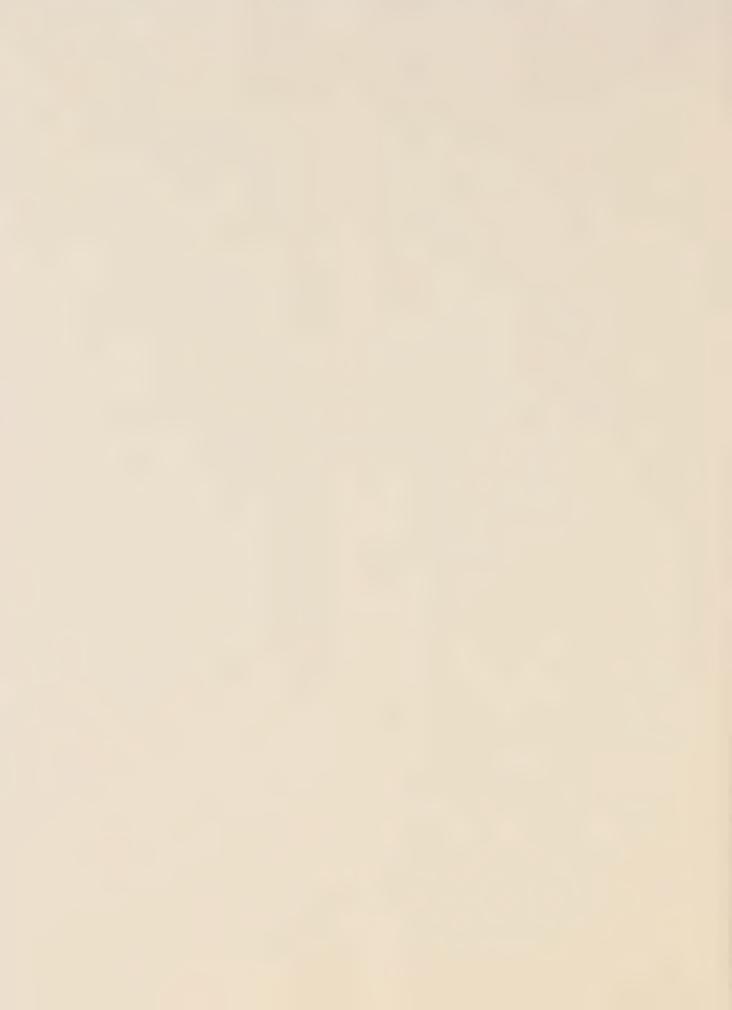
engagements

19 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

20 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 sur les sociétés de protection des terres.











3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 93

Projet de loi 93

An Act to amend the Highway Traffic Act

Loi modifiant le Code de la route

Mr. Offer

M. Offer

Private Member's Bill



Projet de loi de député

1st Reading October 7, 1993

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 7 octobre 1993

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale







1993

An Act to amend the **Highway Traffic Act**

Loi modifiant le Code de la route

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Highway Traffic Act is amended by adding the following section:

Drivers under nineteen, alcohol in blood

- 38.1 No person under the age of nineteen years shall drive or operate a motor vehicle on a highway while having alcohol in his or her blood.
- 2. Section 41 of the Act is amended by adding the following subsection:

Licence suspension

(1.1) The driver's licence of a person who is convicted of an offence under section 38.1 is thereupon suspended for a period of one year.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the Highway Traffic Amendment Act (Blood-Alcohol), 1993.

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 Le Code de la route est modifié par adjonction de l'article suivant :
- 38.1 Nulle personne âgée de moins de Conducteurs dix-neuf ans ne doit conduire ni utiliser un de dix-neuf véhicule automobile sur une voie publique ans, présence lorsqu'elle a de l'alcool dans le sang.

âgés de moins d'alcool dans le sang

- 2 L'article 41 du Code est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (1.1) Le permis de conduire de la personne reconnue coupable d'une infraction à l'article 38.1 est suspendu pour une période d'un an.

Suspension du permis

3 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle recoit la sanction royale.

4 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 modifiant le Code de la route (présence d'alcool dans le sang).

EXPLANATORY NOTE

The Bill prohibits persons under nineteen from operating a motor vehicle while having any alcohol in their blood. The penalty for contravention is the suspension of the person's driver's licence for one year.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi interdit aux personnes âgées de moins de dix-neuf ans d'utiliser un véhicule automobile lorsqu'elles ont de l'alcool dans le sang. La peine prévue pour une contravention à cet égard est la suspension du permis de conduire de la personne pour une période d'un an.

Government Bill

Projet de loi 94

du gouvernement

Publication

3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II. 1993

Bill 94

An Act to amend certain Acts to implement the interim reassessment plan of Metropolitan Toronto on a property class by property class basis and to permit all municipalities to provide for the pass through to tenants of tax decreases resulting from reassessment and to make incidental amendments related to financing in The Municipality of Metropolitan Toronto

The Hon. E. Philip
Minister of Municipal Affairs

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 94

Loi modifiant certaines lois afin de mettre en oeuvre le programme provisoire de nouvelles évaluations de la communauté urbaine de Toronto à partir de chaque catégorie de biens, de permettre à toutes les municipalités de prévoir que les locataires profitent des réductions d'impôt occasionnées par les nouvelles évaluations et d'apporter des modifications corrélatives reliées au financement dans la municipalité de la communauté urbaine de Toronto

L'honorable E. Philip

Ministre des Affaires municipales

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading

November 18th, 1992

2nd Reading

December 1st, 1992

3rd Reading

Royal Assent

1re lecture

ecture 18 novembre 1992

2^e lecture

1er décembre 1992

3^e lecture

sanction royale

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The principal purpose of the Bill is to provide for the implementation of the interim reassessment plan of The Municipality of Metropolitan Toronto. To this end the Bill amends the Municipality of Metropolitan Toronto Act (sections 1 to 10) and the Education Act (sections 11 to 15) and repeals provisions in four private Acts (section 17).

The Bill also amends the *Rent Control Act, 1992* to provide for changes in the registry established under that Act where decreases in maximum rent result from area-wide reassessments in Metropolitan Toronto, a regional municipality, the County of Oxford or The District Municipality of Muskoka (section 16).

The reassessment provisions are modelled on similar provisions related to regional municipalities contained in Bill 165 which received Royal Assent on June 25, 1992. The present Bill provides for a uniform mill rate structure across Metropolitan Toronto for municipal and school purposes. It replaces the traditional cost-sharing and levy arrangements (section 8 of the Bill, proposed section 241 to 241.15 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act).

The Bill provides for the phased implementation of the interim reassessment plan through by-laws to be passed by the Metropolitan Council. The by-laws will enable the Council to limit increases and decreases on taxes and payments in lieu of taxes resulting from reassessment. The power to pass by-laws limiting increases will be subject to provincial regulations. An appeal mechanism is provided for ratepayers (section 8 of the Bill, proposed sections 241.14 and 241.20 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act).

Revisions are made to various provisions related to school boards to accommodate a change from an apportionment-based system to a mill rate system for raising money for their needs (sections 11 to 15).

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour objet premier de prévoir la mise en oeuvre du programme de nouvelles évaluations de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto. À cette fin, le projet de loi modifie la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* (articles 1 à 10) et la *Loi sur l'éducation* (articles 11 à 15) et abroge des dispositions dans quatre autres lois d'intérêt privé (article 17).

Le projet de loi modifie également la Loi de 1992 sur le contrôle des loyers de façon à refléter les modifications apportées au registre établi aux termes de cette loi lorsque de nouvelles évaluations à l'échelle des secteurs dans la communauté urbaine de Toronto, les municipalités régionales, le comté d'Oxford ou la municipalité de district de Muskoka occasionnent des réductions du loyer maximal (article 16).

Les dispositions traitant des nouvelles évaluations reprennent en grande partie des dispositions semblables reliées aux municipalités régionales que contient le projet de loi 165, qui a reçu la sanction royale le 25 juin 1992. Le projet de loi actuel prévoit une structure uniforme dans l'ensemble de la communauté urbaine de Toronto en ce qui a trait aux taux du millième applicables aux fins municipales et scolaires. Il remplace les arrangements qui existaient jusqu'ici en matière de partage des coûts et de prélèvement (article 8 du projet de loi, nouveaux articles 241 à 241.15 de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto).

Le projet de loi prévoit la mise en oeuvre progressive du programme provisoire de nouvelles évaluations au moyen de règlements municipaux qui seront adoptés par le conseil de la communauté urbaine. Les règlements municipaux permettront au conseil de limiter les augmentations et les réductions d'impôts et de paiements tenant lieu d'impôts découlant des nouvelles évaluations. Le pouvoir d'adopter des règlements municipaux limitant les augmentations sera assujetti aux règlements provinciaux. Un mécanisme d'appel est prévu pour les contribuables (article 8 du projet de loi, nouveaux articles 241.14 et 241.20 de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto).

Diverses dispositions reliées aux conseils scolaires sont révisées de façon à refléter le passage d'un système fondé sur le partage des coûts à un système fondé sur les taux du millième en vue de recueillir les sommes d'argent nécessaires (articles 11 à 15).

1993

An Act to amend certain Acts to implement the interim reassessment plan of Metropolitan Toronto on a property class by property class basis and to permit all municipalities to provide for the pass through to tenants of tax decreases resulting from reassessment and to make incidental amendments related to financing in The Municipality of Metropolitan **Toronto**

Loi modifiant certaines lois afin de mettre en oeuvre le programme provisoire de nouvelles évaluations de la communauté urbaine de Toronto à partir de chaque catégorie de biens, de permettre à toutes les municipalités de prévoir que les locataires profitent des réductions d'impôt occasionnées par les nouvelles évaluations et d'apporter des modifications corrélatives reliées au financement dans la municipalité de la communauté urbaine de Toronto

CONTENTS

Part I	Sections 1-10	Municipality of Metropolitan Toronto Ac Amendments
H	11-15	Education Act Amendments
III	16	Rent Control Act, 1992 Amendments
IV	17-19	Repeals, Commencement, Short Title

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT AMENDMENTS

- 1. Section 28 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act (Revised Statutes of Ontario, 1990, chapter M.62) is repealed on the 1st day of January, 1998.
- 2. Section 132 of the Act is repealed and the following substituted:

Non-applica-

- 132. Subsection 139 (7), section 152, clause 155 (1) (e), subsections 155 (1.1), (1.2), (3.1) and (4) to (13.3) do not apply in respect of the Council.
- 3.-(1) Clause 139 (1) (g) of the Act, except the subclauses, is repealed and the following substituted:
 - (g) to prepare and adopt each year the estimates of the School Board for the current year, separately for public elementary and for secondary school purposes, of all sums required to meet its

SOMMAIRE

Partie I	Articles 1 à 10	Modifications à la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto
II	11 à 15	Modifications à la Loi sur l'éducation
III	16	Modifications à la <i>Loi de 1992 sur le contrôle des loyers</i>
IV	17 à 19	Abrogations, entrée en vigueur et titre abrégé

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I MODIFICATIONS À LA LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

- 1 L'article 28 de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto (chapitre M.62 des Lois refondues de l'Ontario de 1990) est abrogé le 1er janvier 1998.
- 2 L'article 132 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 132 Le paragraphe 139 (7), l'article 152, Non-applical'alinéa 155 (1) e), les paragraphes 155 (1.1), (1.2), (3.1) et (4) à (13.3) ne s'appliquent pas au Conseil des écoles françaises.
- **3** (1) L'alinéa 139 (1) g) de la Loi, sauf les sous-alinéas, est abrogé et remplacé par ce
 - g) préparer et adopter chaque année les prévisions budgétaires du Conseil scolaire, pour l'année en cours, des sommes d'argent nécessaires pour faire face à ses dépenses et à ses obligations

2

expenditures and obligations under this Act, and such estimates,

(2) Subclauses 139 (1) (g) (ii) and (iii) of the Act are repealed and the following substituted:

- (ii) shall make due allowance for a surplus of any previous year that will be available during the current year, including the portion of surplus of a board of education attributable to the School Board in accordance with clause 155 (1) (b),
- (iii) shall provide for a deficit of a previous year, including any deficits from a board of education that the School Board has determined under subsection 155 (3.1) shall not be raised by the board of education.
- (3) Subsections 139 (7) to (13) of the Act are repealed and the following substituted:

Credit to general reve-

- (7) An amount payable to the School Board in accordance with subsection 155 (1.2) by a board of education shall be credited to the general revenues of the School Board.
- 4. Subsections 152 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Limitation

- (3) Where in a year the School Board has determined under subsection 155 (3.1) that a portion of the deficit in any previous year shall be raised by a board of education for public elementary or secondary school purposes or both, the maximum amount of expenditure attributable to the employment of the additional teachers limited by clause (2) (b) shall be reduced,
 - (a) in the case of the employment of elementary school teachers, by the amount of the deficit in any previous year which the School Board has determined shall be raised by a board of education for public elementary school purposes; and
 - (b) in the case of the employment of secondary school teachers, by the amount of the deficit in any previous year which the School Board has determined shall be raised by a board of education for secondary school purposes.

en vertu de la présente loi, de façon séparée quant aux fins des écoles élémentaires publiques et à celles des écoles secondaires. Ces prévisions :

(2) Les sous-alinéas 139 (1) g) (ii) et (iii) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

- (ii) tiennent dûment compte de l'excédent d'une année précédente qui sera disponible pendant l'année en cours, notamment la fraction de l'excédent d'un conseil de l'éducation qui est imputable au Conseil scolaire conformément à l'alinéa 155 (1) b),
- (iii) couvrent le déficit d'une année précédente, notamment les déficits d'un conseil de l'éducation que le Conseil scolaire a fixés aux termes du paragraphe 155 (3.1) et que le conseil de l'éducation ne doit pas recueillir.
- (3) Les paragraphes 139 (7) à (13) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (7) Les montants qu'un conseil de l'éduca- Crédit versé tion doit payer au Conseil scolaire conformément au paragraphe 155 (1.2) sont portés au crédit des revenus généraux du Conseil scolaire.

4 Les paragraphes 152 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsque, au cours d'une année, le Restriction Conseil scolaire a fixé aux termes du paragraphe 155 (3.1) une fraction du déficit d'une année précédente qu'un conseil de l'éducation doit recueillir aux fins des écoles élémentaires publiques ou des écoles secondaires, ou des deux, le montant maximal de dépenses imputables à l'embauchage d'enseignants supplémentaires restreint par l'alinéa (2) b) est réduit :

- a) dans le cas de l'embauchage d'enseignants au niveau élémentaire, du montant du déficit d'une année précédente que le Conseil scolaire a fixé et qu'un conseil de l'éducation doit recueillir aux fins des écoles élémentaires publiques;
- b) dans le cas de l'embauchage d'enseignants au niveau secondaire, du montant du déficit d'une année précédente que le Conseil scolaire a fixé et qu'un conseil de l'éducation doit recueillir aux fins des écoles secondaires.

Termination of employ ment, additional elementary school teachers

- (4) Where the amount of the deficit mentioned in subsection (3) exceeds the aggregate of the amounts mentioned in clause (2) (b) that are required to be transferred to the board of education for public elementary school purposes, the board of education,
 - (a) shall not continue the employment of the additional elementary school teachers beyond the end of the school year that ends in the year after which the deficit occurred; and
 - (b) shall not employ more additional elementary school teachers in the year after which the deficit occurred.

Termination of employment. secondary school teachers

- (5) Where the amount of the deficit mentioned in subsection (3) exceeds the aggregate of the amounts mentioned in clause (2) (b) that are required to be transferred to the board of education for secondary school purposes, the board of education,
 - (a) shall not continue the employment of the additional secondary school teachers beyond the end of the school year that ends in the year after which the deficit occurred; and
 - (b) shall not employ more additional secondary school teachers in the year after which the deficit occurred.
- 5. Subsection 153 (1) of the Act is repealed.
- 6.-(1) Subsection 155 (1) of the Act is amended by striking out "instead of submitting to a municipal council its annual estimates as provided by law" in the second, third and fourth lines.
- (2) Clause 155 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (b) shall make due allowance for a surplus of any previous year that will be available to the board of education or the School Board during the current year.
- (3) Section 155 of the Act is amended by adding the following subsections:

Calculation of surplus

- (1.1) The amount of the surplus referred to in clause (1) (b) that is available to the board of education shall be calculated as follows:
 - 1. Compute for the immediately preceding year the proportion that the total rateable property for public elementary school purposes or for secondary school purposes, as the case requires, in the area municipality was of the

(4) Lorsque le montant du déficit prévu au paragraphe (3) excède le total des montants prévus à l'alinéa (2) b) qui doivent être transférés au conseil de l'éducation aux fins des écoles élémentaires publiques, le conseil de l'éducation:

Cessation enseignants

- a) ne doit pas prolonger l'emploi des enseignants supplémentaires au niveau élémentaire au-delà de la fin de l'année scolaire se terminant au cours de l'année suivant le moment où le déficit s'est produit;
- b) ne doit pas employer d'autres enseignants supplémentaires au niveau élémentaire au cours de l'année suivant le moment où le déficit s'est produit.
- (5) Lorsque le montant du déficit prévu au Cessation paragraphe (3) excède le total des montants enseignants prévus à l'alinéa (2) b) qui doivent être transférés au conseil de l'éducation aux fins des écoles secondaires, le conseil de l'éducation :

secondaire

- a) ne doit pas prolonger l'emploi des enseignants supplémentaires au niveau secondaire au-delà de la fin de l'année scolaire se terminant au cours de l'année suivant le moment où le déficit s'est produit;
- b) ne doit pas employer d'autres enseignants supplémentaires au niveau secondaire au cours de l'année suivant le moment où le déficit s'est produit.
- 5 Le paragraphe 153 (1) de la Loi est abrogé.
- 6 (1) Le paragraphe 155 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Au lieu de présenter ses prévisions budgétaires annuelles à un conseil municipal comme le prévoit la loi,» aux première, deuxième et troisième lignes.
- (2) L'alinéa 155 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - b) tiennent dûment compte de l'excédent d'une année précédente qui sera mis à la disposition du conseil de l'éducation ou du Conseil scolaire pendant l'année en cours.
- (3) L'article 155 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (1.1) Le montant de l'excédent prévu à l'alinéa (1) b) qui est mis à la disposition du conseil de l'éducation se calcule comme suit :

Calcul de l'excédent

1. Calculer, pour l'année précédente, la proportion que représente le total des biens imposables de la municipalité de secteur aux fins des écoles élémentaires publiques ou des écoles secondaires, selon le cas, par rapport au total total rateable property, as defined in subsection 139 (14), in relation to the Metropolitan Area.

- 2. Compute in respect of the immediately preceding year the proportion that the estimates of the board of education approved by the School Board for public elementary school purposes or for secondary school purposes, as the case requires, was of the aggregate of the estimates of all of the boards of education approved by the School
- 3. Divide the proportion computed under paragraph 1 by the proportion computed under paragraph 2.
- 4. Where the quotient computed under paragraph 3 is equal to or greater than one, the entire surplus is available to the board of education.
- 5. Where the quotient computed under paragraph 3 is less than one, the amount of surplus available to the board of education is reduced by an amount computed by multiplying the surplus by the quotient computed under paragraph 3.

Transfer to Board

(1.2) Every board of education shall pay to the School Board an amount equal to the difference between the amount of the surplus of the board of education referred to in clause (1) (b) and an amount equal to the amount available to the board of education under subsection (1.1).

Deficits

- (3.1) If the estimates include a provision for a deficit in any previous year, the School Board shall consider the circumstances that, in its opinion, contributed to the size of the deficit and could not reasonably have been foreseen, and the School Board shall determine the amount of the deficit that shall be raised by the board of education for public elementary or secondary school purposes.
- (4) Subsection 155 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Estimates to council of area municipality

(4) If the estimates of a board of education are not approved in whole by the School Board, the board of education may submit to the council of the area municipality in which the board of education has jurisdiction the estimates of the board of education that were submitted to the School Board as adjusted in accordance with subsections (5) and (6) and the board of education shall indicate the amount of the estimates for public elementary school purposes and for secondary

- des biens imposables, au sens du paragraphe 139 (14), relativement à l'agglomération urbaine.
- 2. Calculer, à l'égard de l'année précédente, la proportion que représentent les prévisions budgétaires du conseil de l'éducation approuvées par le Conseil scolaire aux fins des écoles élémentaires publiques ou des écoles secondaires, selon le cas, par rapport au total des prévisions budgétaires de tous les conseils de l'éducation approuvées par le Conseil scolaire.
- 3. Diviser la proportion calculée conformément à la disposition 1 par la proportion calculée conformément à la disposition 2.
- 4. Lorsque le quotient calculé conformément à la disposition 3 est supérieur ou égal à un, l'excédent entier est mis à la disposition du conseil de l'éduca-
- 5. Lorsque le quotient calculé conformément à la disposition 3 est inférieur à un, le montant de l'excédent qui est mis à la disposition du conseil de l'éducation est réduit du montant calculé en multipliant l'excédent par le quotient calculé conformément à la disposition 3.
- (1.2) Chaque conseil de l'éducation verse Transfert au au Conseil scolaire un montant égal à la différence entre le montant de l'excédent du conseil de l'éducation visé à l'alinéa (1) b) et un montant égal à celui mis à la disposition du conseil de l'éducation aux termes du paragraphe (1.1).

- (3.1) Si les prévisions budgétaires couvrent Déficits le déficit d'une année précédente, le Conseil scolaire tient compte des circonstances qui, à son avis, ont contribué à l'importance du déficit et qui n'étaient raisonnablement pas prévisibles, et il fixe le montant du déficit que le conseil de l'éducation doit recueillir aux fins des écoles élémentaires publiques ou des écoles secondaires.
- (4) Le paragraphe 155 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (4) Si les prévisions budgétaires d'un conseil de l'éducation ne sont pas approuvées par le Conseil scolaire en totalité, le conseil de l'éducation peut les présenter au conseil de la municipalité de secteur dans lequel le conseil de l'éducation a compétence, en les rajustant conformément aux paragraphes (5) et (6) et le conseil de l'éducation indique le montant des prévisions budgétaires aux fins des écoles élémentaires publiques et des éco-

Prévisions budgétaires présentées au conseil de la municipalité de secteur

school purposes required to be raised by the council.

- (5) Subparagraph iii of paragraph 2 of subsection 155 (5) of the Act is repealed and the following substituted:
 - iii. reducing the product computed under subparagraph ii by an amount equal to the amount of any deficit which the School Board has determined under subsection 155 (3.1) shall be raised by the board of education for public elementary school pur-
- (6) Subparagraph iii of paragraph 3 of subsection 155 (5) of the Act is repealed and the following substituted:
 - iii. reducing the product computed under subparagraph ii by an amount equal to the amount of any deficit which the School Board has determined under subsection 155 (3.1) shall be raised by the board of education for secondary school purposes.
- (7) Subsection 155 (7) of the Act is repealed and the following substituted:
- (7) When submitting its estimates to the council of an area municipality, a board of education shall also submit a copy to the School Board.
- (8) Subsection 155 (8) of the Act is amended by striking out "and requisition" in the second line.
- (9) Subsection 155 (9) of the Act is amended by striking out "requisitioned" in the third line and substituting "required".
- (10) Subsection 155 (10) of the Act is amended by striking out "requisitioned" in the second last line and substituting "required".
- (11) Clause 155 (11) (a) of the Act is amended by striking out "requisitioned" in the second last line and substituting "required".
- (12) Clause 155 (12) (a) of the Act is amended by striking out "requisitioned" in the sixth line and substituting "required".
- (13) Subsection 155 (13) of the Act is repealed and the following substituted:
- (13) The amounts calculated, determined or required under subsections (1.1), (3.1) and (9),
 - (a) for public school purposes, shall be raised by levy upon the whole rateable property rateable for public school purposes; and

les secondaires qui doit être recueilli par le conseil.

- (5) La sous-disposition iii de la disposition 2 du paragraphe 155 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - iii. en réduisant le produit obtenu conformément à la sous-disposition ii d'un montant égal au montant du déficit que le Conseil scolaire a fixé aux termes du paragraphe 155 (3.1) et que doit recueillir le conseil de l'éducation aux fins des écoles élémentaires publiques.
- (6) La sous-disposition iii de la disposition 3 du paragraphe 155 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - iii. en réduisant le produit obtenu conformément à la sous-disposition ii d'un montant égal au montant du déficit que le Conseil scolaire a fixé aux termes du paragraphe 155 (3.1) et que doit recueillir le conseil de l'éducation aux fins des écoles secondaires.
- (7) Le paragraphe 155 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (7) Lorsqu'il présente ses prévisions bud- Copie au gétaires au conseil d'une municipalité de secteur, le conseil de l'éducation en présente également une copie au Conseil scolaire.

- (8) Le paragraphe 155 (8) de la Loi est modifié par suppression de «et sa réquisition» aux deuxième et troisième lignes.
- (9) Le paragraphe 155 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «réquisitionnées» à la troisième ligne, de «exigées».
- (10) Le paragraphe 155 (10) de la Loi est modifié par substitution, à «réquisitionnées» aux deux dernières lignes, de «exigées».
- (11) L'alinéa 155 (11) a) de la Loi est modifié par substitution, à «réquisitionnées», à l'avant-dernière ligne, de «exigées».
- (12) L'alinéa 155 (12) a) de la Loi est modifié par substitution, à «réquisitionnées», à la cinquième ligne, de «exigées».
- (13) Le paragraphe 155 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (13) Le montant calculé, fixé ou exigé aux Idem termes des paragraphes (1.1), (3.1) et (9) :
 - a) aux fins des écoles publiques, doit être recueilli par prélèvement sur la totalité des biens imposables aux fins des écoles publiques;

Copy to School

Board

Same

ces impôts.

(b) for secondary school purposes, shall be raised by levy upon the whole rateable property rateable for secondary school purposes,

within the area municipality according to the last returned assessment roll thereof.

Same

(13.1) With respect to the amount required under subsection (9) and the amount determined under subsection (3.1), a board of education shall before the 1st day of April in each year direct the rates in respect of each amount to be levied by the applicable area municipality for elementary and secondary school purposes, as the case may be, in that year and shall advise the area municipality of the estimated amount to be raised by levying those rates.

Same

(13.2) With respect to the amount of surplus available to the board of education calculated under subsection (1.1), a board of education, before the 1st day of April in each year, shall direct negative rates to be levied by the applicable area municipality for elementary and secondary school purposes, as the case may be, and shall estimate the amount that the board of education is to provide to the area municipality in that year.

Same

- (13.3) The determination of the rates to be levied under subsection (13.1) or (13.2) shall be made in accordance with subsection 250 (1) of the Education Act.
- (14) Subsection 155 (16) of the Act is repealed and the following substituted:

Where order requires additional funds to be provided

- (16) If an order of the Municipal Board requiring the School Board to provide additional funds to a board of education,
 - (a) is issued in any year before the estimates are prepared by the School Board, the School Board shall include in its estimates for that year the amount required to be paid pursuant to the order; or
 - (b) is issued in any year after the estimates are prepared by the School Board, the School Board shall include in its estimates for the next succeeding year the amount required to be paid pursuant to the order.
- 7.—(1) Clause 156 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (b) secondly, to reduce the estimates for the School Board for the next year.

b) aux fins des écoles secondaires, doit être recueilli par prélèvement sur la totalité des biens imposables aux fins des écoles secondaires,

dans la municipalité de secteur, selon le rôle d'évaluation de cette municipalité de secteur déposé le plus récemment.

(13.1) À l'égard du montant exigé aux ter- Idem mes du paragraphe (9) et du montant fixé aux termes du paragraphe (3.1), le conseil de l'éducation, avant le 1er avril de chaque année, fixe les impôts que la municipalité de secteur concernée doit prélever à l'égard de chaque montant aux fins des écoles élémentaires et des écoles secondaires, selon le cas, pour cette année-là et indique à la municipalité de secteur le montant estimatif qui doit être recueilli au moyen du prélèvement de

- (13.2) À l'égard du montant de l'excédent Idem mis à la disposition du conseil de l'éducation qui est calculé aux termes du paragraphe (1.1), le conseil de l'éducation, avant le 1^{er} avril de chaque année, fixe le montant négatif des impôts que la municipalité de secteur concernée doit prélever aux fins des écoles élémentaires et des écoles secondaires, selon le cas, et indique le montant estimatif que le conseil de l'éducation doit fournir à la municipalité de secteur cette année-là.
- (13.3) Les impôts qui doivent être préle- Idem vés aux termes du paragraphe (13.1) ou (13.2) sont fixés conformément au paragraphe 250 (1) de la Loi sur l'éducation.
- (14) Le paragraphe 155 (16) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (16) Si une ordonnance de la Commission des affaires municipales qui exige du Conseil scolaire qu'il fournisse des fonds supplémentaires au conseil de l'éducation :

Ordonnance exigeant la fourniture de fonds supplémentaires

- a) est rendue au cours d'une année avant la préparation des prévisions budgétaires par le Conseil scolaire, celui-ci inclut, dans ses prévisions budgétaires pour cette année-là, le montant qui doit être versé en exécution de l'ordonnance:
- b) est rendue au cours d'une année après la préparation des prévisions budgétaires par le Conseil scolaire, celui-ci inclut, dans ses prévisions budgétaires de l'année suivante, le montant qui doit être versé en exécution de l'ordonnance.
- 7 (1) L'alinéa 156 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - b) deuxièmement, à la réduction des prévisions budgétaires du Conseil scolaire l'année suivante.

- (2) Subsection 156 (2) of the Act is repealed.
- (3) Subsections 156 (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Increase in estimates in current year

(3) Where, in any year, sufficient money is not transferred to the School Board under section 155 to enable it to comply with clause (1) (a) and the School Board has not prepared its estimates for the year, the School Board may include in the estimates the amount that it considers necessary to enable it to comply with clause (1) (a).

Short term borrowing

- (4) Where, in any year, sufficient money is not transferred to the School Board under section 155 to enable it to comply with clause (1) (a) and the School Board has prepared its estimates for the year, the School Board may borrow the money required to enable it to comply with clause (1) (a) by promissory note until sufficient money is transferred to the School Board under section 155.
- 8. Section 241 of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

241. In this Part.

- "boards of education" means the boards named in the definition of "boards of education" in subsection 121 (1); ("conseils de l'éducation")
- "commercial assessment" means the total, according to the last returned assessment roll, of,
 - (a) the assessment of real property that is used as the basis for computing business assessment including the assessment for real property that is rented and occupied or used by the Crown in right of Canada or any province or any board, commission, corporation or other agency thereof, or by any municipal corporation or any local board thereof or by the Metropolitan Corporation or any local board thereof,
 - (b) business assessment, and
 - (c) the assessment for mineral lands, pipelines and railway lands, other than railway lands actually in use for residential and farming purposes; ("évaluation des industries et des commerces")
- "metropolitan rating by-law" means a by-law passed under subsection 241.3 (2); ("règle-

- (2) Le paragraphe 156 (2) de la Loi est abrogé.
- (3) Les paragraphes 156 (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (3) Lorsque, au cours d'une année, des Augmentation sommes d'argent suffisantes pour lui permet-budgétaires tre de se conformer à l'alinéa (1) a) ne sont de l'année en pas transférées au Conseil scolaire en vertu de l'article 155 et que le Conseil scolaire n'a pas préparé ses prévisions budgétaires de l'année, le Conseil scolaire peut inclure dans les prévisions budgétaires le montant qu'il juge nécessaire pour lui permettre de se conformer à l'alinéa (1) a).

(4) Lorsque, au cours d'une année, des Emprunt à sommes d'argent suffisantes pour lui permettre de se conformer à l'alinéa (1) a) ne sont pas transférées au Conseil scolaire en vertu de l'article 155 et que le Conseil scolaire a préparé ses prévisions budgétaires de l'année, le Conseil scolaire peut emprunter les sommes d'argent nécessaires pour lui permettre de se conformer à l'alinéa (1) a) au moyen d'un billet à ordre jusqu'à ce que des sommes d'argent suffisantes lui soient transférées en vertu de l'article 155.

- 8 L'article 241 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 241 Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent à la présente partie.

- «bien imposable» S'entend notamment de l'évaluation commerciale et de toute autre forme d'évaluation foncière effectuées en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière. («rateable property»)
- «conseil d'écoles publiques» Le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto et les conseils de l'éducation. («public school board»)
- «conseils de l'éducation» S'entend des conseils de l'éducation nommés dans la définition de «conseils de l'éducation» au paragraphe 121 (1). («boards of education»)
- «évaluation des industries et des commerces» Le total des valeurs suivantes, selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment :
 - a) le montant de l'évaluation des biens immeubles qui sert de base au calcul de l'évaluation commerciale, y compris l'évaluation des biens immeubles loués et occupés ou utilisés par la Couronne du chef du Canada ou d'une province, par l'un de ses conseils, l'une de ses commissions, l'une des personnes morales ou l'un de ses autres organismes, par une municipalité ou l'un de ses conseils locaux ou par la municipalité de la communauté urbaine ou l'un de ses conseils locaux,

8

ment municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine")

- "payment in lieu of taxes" means an amount that an area municipality is eligible to receive under.
 - (a) subsection 27 (3), (4) or (5) of the Assessment Act,
 - (b) subsection 7 (6) of the Housing Development Act, but not including that portion payable to a school board in accordance with subsection 7 (10) of that Act.
 - (c) section 157 and subsection 158 (3) of the Municipal Act,
 - (d) subsection 4 (1), (2) or (3) of the Municipal Tax Assistance Act,
 - (e) section 71 of the Ontario Water Resources Act,
 - (f) subsection 52 (2), (3), (4) or (5) of the Power Corporation Act, but not including that portion payable to a school board in accordance with subsection 52 (9) of that Act,
 - (g) section 10 or 11 of the Trees Act,
 - (h) the Municipal Grants Act (Canada), but not including the portion payable to a school board in accordance with subsection 2 (1) of the Municipal and School Board Payments Adjustment Act, or
 - (i) any Act of Ontario or of Canada or any agreement where the payment is from any government or government agency and is in lieu of taxes on real property or business assessment, but not including a payment referred to in section 445 of the Municipal Act; ("paiement tenant lieu d'impôts")
- "public school board" means the Metropolitan Toronto School Board and the boards of education; ("conseil d'écoles publiques")
- "rateable property" includes business and other assessment made under the Assessment Act; ("bien imposable")
- "residential and farm assessment" means the total assessment for real property according to the last returned assessment roll except the assessments for real property mentioned in clauses (a) and (c) of the definition of "commercial assessment"; ("évaluation résidentielle et agricole")

- b) le montant de l'évaluation commerciale.
- c) le montant de l'évaluation des biensfonds à caractère minier, des pipelines ainsi que des biens-fonds des compagnies de chemin de fer autres que ceux qui sont effectivement utilisés à des résidentielles et agricoles. («commercial assessment»)

«évaluation pondérée» Pour le secteur visé, le total des valeurs suivantes :

- a) le produit obtenu en multipliant le montant de l'évaluation résidentielle et agricole par 85 pour cent,
- b) le montant de l'évaluation des industries et des commerces. («weighted assessment»)
- «évaluation résidentielle et agricole» Le total de l'évaluation des biens immeubles selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment, à l'exception de l'évaluation des biens immeubles indiqués aux alinéas a) et c) de la définition de «évaluation des industries et des commerces». («residential and farm assessment»)
- «paiement tenant lieu d'impôts» Montant qu'une municipalité de secteur a le droit de recevoir, selon le cas, en vertu:
 - a) du paragraphe 27 (3), (4) ou (5) de la Loi sur l'évaluation foncière,
 - b) du paragraphe 7 (6) de la Loi sur le développement du logement, à l'exclusion toutefois de la fraction du montant qui est payable à un conseil scolaire conformément au paragraphe 7 (10) de cette loi,
 - c) de l'article 157 et du paragraphe 158 (3) de la Loi sur les municipalités,
 - d) du paragraphe 4 (1), (2) ou (3) de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités,
 - e) de l'article 71 de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario,
 - f) du paragraphe 52 (2), (3), (4) ou (5) de la Loi sur la Société de l'électricité, à l'exclusion toutefois de la fraction du montant qui est payable à un conseil scolaire conformément au paragraphe 52 (9) de cette loi,
 - g) de l'article 10 ou 11 de la Loi sur les arbres,
 - h) de la Loi sur les subventions aux municipalités (Canada), à l'exclusion toutefois de la fraction du montant qui est payable à un conseil scolaire conformément au paragraphe 2 (1) de la Loi sur le redressement des paiements

"weighted assessment" means, for the relevant area, the total of,

- (a) the product obtained by multiplying the residential and farm assessment by 85 per cent, and
- (b) the commercial assessment. ("évaluation pondérée")

REASSESSMENT AND LEVIES

Assessment updates for Metropolitan

- **241.1**—(1) If the Minister of Finance considers that, within any class or classes of real property within the Metropolitan Area, any parcel or parcels of real property are assessed inequitably with respect to the assessment of any other parcel or parcels of real property of that class, the Minister of Finance may direct that such changes be made in the assessment to be contained in the assessment roll next to be returned for each area municipality as will, in the Minister's opinion,
 - (a) eliminate or reduce inequalities in the assessment of real property in the Metropolitan Area and, for that purpose, the Minister of Finance may name a day that the assessment commissioners for the Metropolitan Area shall return a new assessment roll for the assessment at market value of real property in all municipalities in the Metropolitan Area; or
 - (b) where the assessment is in respect of a parcel or parcels of real property within any class or classes of real property within the Metropolitan Area, eliminate or reduce inequalities in the assessment of any class or classes of real property and, for that purpose, the Minister of Finance may make regulations,
 - (i) prescribing the classes of real property into which the real property in the Metropolitan Area shall be divided for the purpose of this subsection,
 - (ii) prescribing standards and procedures to be used for the purpose

- aux municipalités et aux conseils scolaires.
- i) d'une loi de l'Ontario ou du Canada ou d'un accord aux termes duquel le paiement provient d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental et tient lieu d'impôts à l'égard de l'évaluation de biens immeubles ou de l'évaluation commerciale, à l'exclusion toutefois d'un paiement mentionné à l'article 445 de la Loi sur les municipalités. («payment in lieu of taxes»)

«règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine» Règlement municipal adopté en vertu du paragraphe 241.3 (2). («metropolitan rating by-law»)

Nouvelle évaluation et prélèvements

241.1 (1) Si le ministre des Finances Mise à jour de l'évaluaestime que, dans une ou plusieurs catégories de biens immeubles situés dans l'agglomération urbaine, une ou plusieurs parcelles de biens immeubles font l'objet d'une évaluation inéquitable par rapport à l'évaluation d'une ou de plusieurs autres parcelles de biens immeubles de la même catégorie, il peut ordonner que soient apportées à l'évaluation à inscrire au prochain rôle d'évaluation qui doit être déposé pour chaque municipalité de secteur les modifications qui, à son avis :

tion à

- a) éliminent ou réduisent les inégalités à l'égard de l'évaluation des biens immeubles situés dans l'agglomération urbaine; le ministre des Finances peut, à cette fin, désigner le jour auquel les commissaires à l'évaluation responsables de l'agglomération urbaine déposent un nouveau rôle d'évaluation concernant l'évaluation à la valeur marchande des biens immeubles de toutes les municipalités de l'agglomération urbaine;
- b) éliminent ou réduisent, lorsque l'évaluation porte sur une ou plusieurs parcelles de biens immeubles d'une ou de plusieurs catégories de biens immeubles situés dans l'agglomération urbaine, les inégalités à l'égard de l'évaluation d'une ou de plusieurs catégories de biens immeubles; le ministre des Finances peut, à cette fin, par règlement :
 - (i) prescrire les catégories de biens immeubles dans lesquelles sont classés les biens immeubles situés dans l'agglomération urbaine pour l'application du présent paragraphe,
 - (ii) prescrire les normes et les méthodes à utiliser pour procéder à la

10

of equalizing and making equitable the assessments of all real property belonging to the same class throughout the Metropolitan Area,

(iii) providing that any equalization of assessment pursuant to a regulation made under subclause (ii) shall not alter, as between classes of real property throughout the Metropolitan Area, the relative level of assessment at market value previously existing among such classes, or providing that the equalization shall alter such levels of assessment at market value no more than is reasonably necessary to provide equitability of assessment within each class.

When direction effective

(2) A direction to which clause (1) (a) applies is effective upon publication of a notice of the direction in The Ontario Gazette.

New assessment roll

- (3) If the assessment roll of an area municipality for taxation in any year is changed pursuant to a direction of the Minister of Finance under subsection (1),
 - (a) the assessment roll to be returned for that area municipality for taxation in that year shall be the assessment roll as so changed and not the assessment roll that would otherwise have been returned; and
 - (b) the assessment roll to be returned in each year following that year shall be the assessment roll returned under clause (a) as amended, added to or otherwise altered under the Assessment Act up to the date when the assessment roll is returned in each such following year.

Exception

(4) Despite subsection (3), if the assessor is of the opinion that an assessment to be shown on the assessment roll to be returned is inequitable with respect to the assessment of similar real property in the Metropolitan Area, the assessor may alter the value of the assessment to the extent necessary to make the assessment equitable with the assessment of such similar real property.

Status of roll

(5) For the purpose of every Act, the assessment roll of an area municipality returned under subsection (3) shall be deemed to be the assessment roll of the area

- péréquation des évaluations de tous les biens immeubles qui appartiennent à la même catégorie dans l'agglomération urbaine, et pour procéder à rendre équitables ces évaluations,
- (iii) prévoir que la péréquation de l'évaluation effectuée conformément à un règlement pris en vertu du sous-alinéa (ii) ne modifie pas, entre les catégories de biens immeubles situés dans l'agglomération urbaine, le niveau relatif de l'évaluation à la valeur marchande qui existait auparavant parmi les catégories ou prévoir que la péréquation ne modifie les niveaux d'évaluation à la valeur marchande que dans la mesure où cela est raisonnablement nécessaire afin d'établir une évaluation équitable à l'intérieur de chaque catégorie.

(2) Un ordre auquel s'applique l'alinéa Entrée en (1) a) entre en vigueur avec la publication l'ordre d'un avis à cet effet dans la Gazette de l'Ontario.

- (3) Si le rôle d'évaluation d'une municipa- Nouveau rôle lité de secteur relatif à l'imposition d'une année quelconque est modifié conformément à un ordre du ministre des Finances donné en vertu du paragraphe (1):
 - a) le rôle d'évaluation qui doit être déposé pour la municipalité de secteur relativement à l'imposition pour l'année en question est le rôle d'évaluation ainsi modifié et non celui qui aurait autrement été déposé;
 - b) le rôle d'évaluation qui doit être déposé chaque année suivante est le rôle d'évaluation déposé en vertu de l'alinéa a) avec les modifications, les ajouts ou les autres changements faits en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière jusqu'à la date à laquelle le rôle d'évaluation est déposé chaque année suivante ainsi visée.
- (4) Malgré le paragraphe (3), si l'évalua- Exception teur estime qu'une évaluation devant figurer au rôle d'évaluation qui doit être déposé est inéquitable par rapport à l'évaluation de biens immeubles comparables situés dans l'agglomération urbaine, il peut modifier la valeur de l'évaluation dans la mesure où cela est nécessaire pour la rendre équitable par rapport à l'évaluation de biens immeubles comparables.
- (5) Pour l'application de toute loi, le rôle État du rôle d'évaluation d'une municipalité de secteur déposé en vertu du paragraphe (3) est réputé le rôle d'évaluation de la municipalité de sec-

11

municipality returned under the Assessment

Further directions

(6) If the Minister of Finance has made a direction under subsection (1), the Minister shall not make another direction for the purposes of taxation for the years up to and including 1997 unless requested to do so by the Metropolitan Council.

Procedure

(7) Except as provided in this section, the Assessment Act and the alterations, corrections, additions and amendments authorized by that Act apply to an assessment roll returned under subsection (3).

Same

(8) If a direction has been made under subsection (1) for purposes of taxation in any year, subsections 58 (1) and (3) and sections 59 and 60 of the Assessment Act do not apply to an area municipality or to the assessment roll of any area municipality in respect of the assessment year and all subsequent years.

Powers on appeal

(9) The Assessment Review Board, the Ontario Municipal Board or a court, in determining the value at which any real property shall be assessed in any complaint, appeal, proceeding or action, shall have reference to the value at which similar real property in the Metropolitan Area is assessed.

Same

(10) The amount of any assessment of real property shall not be altered unless the Assessment Review Board, Ontario Municipal Board or court is satisfied that the assessment is inequitable with respect to the assessment of similar real property in the Metropolitan Area; in that event, the assessment of the real property shall not be altered to any greater extent than is necessary to make the assessment equitable with the assessment of such similar real property.

Determination of value

(11) Even if a complaint, appeal, proceeding or action concerns an assessment made for taxation in a year before the year for which classes of real property were prescribed for the Metropolitan Area under subsection (1), for the purpose of determining the value at which any real property shall be assessed in any complaint, appeal, proceeding or action, real property described in a class prescribed under subsection (1) for the Metropolitan Area is not similar to real property described in another class prescribed under subsection (1) for the Metropolitan Area, and the inclusion of real property within a class so prescribed does not indicate that the real property is similar to other real property in that class.

teur déposé en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière.

(6) Si le ministre des Finances a donné un Autres ordres ordre en vertu du paragraphe (1), il ne doit pas en donner d'autre aux fins de l'imposition pour 1997 et les années antérieures à 1997, à moins que le conseil de la communauté urbaine ne le lui demande.

(7) Sous réserve du présent article, la Loi Procédure sur l'évaluation foncière ainsi que les modifications, les corrections, les ajouts et les changements autorisés par cette loi s'appliquent à un rôle d'évaluation déposé en vertu du paragraphe (3).

(8) Si un ordre a été donné en vertu du Idem paragraphe (1) aux fins d'imposition d'une année, les paragraphes 58 (1) et (3) et les articles 59 et 60 de la Loi sur l'évaluation foncière ne s'appliquent pas aux municipalités de secteur ni au rôle d'évaluation de celles-ci pour l'année d'évaluation et pour les années subséquentes.

(9) La Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou un tribunal qui fixent la valeur de l'évaluation de biens immeubles, lors d'une plainte, d'un appel, d'une instance ou d'une action, tiennent compte de la valeur de l'évaluation de biens immeubles comparables situés dans l'agglomération urbaine.

Pouvoirs en

(10) Le montant de l'évaluation des biens Idem immeubles n'est pas modifié, sauf si la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou le tribunal sont convaincus que cette évaluation est inéquitable par rapport à celle de biens immeubles comparables situés dans l'agglomération urbaine. Dans ce cas, l'évaluation des biens immeubles visés n'est modifiée que dans la mesure où cela est nécessaire pour la rendre équitable par rapport à l'évaluation de biens immeubles comparables.

(11) Même si une plainte, un appel, une Fixation de la instance ou une action visent une évaluation effectuée aux fins de l'imposition pour une année qui a précédé celle pour laquelle des catégories de biens immeubles ont été prescrites pour l'agglomération urbaine en vertu du paragraphe (1), afin de fixer la valeur de l'évaluation de biens immeubles en cas de plainte, d'appel, d'instance ou d'action, les biens immeubles décrits dans une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (1) pour l'agglomération urbaine ne sont pas comparables aux biens immeubles décrits dans une autre catégorie prescrite en vertu du paragraphe (1) pour l'agglomération urbaine. Le fait d'inclure des biens immeubles dans une catégorie ainsi prescrite n'a pas pour effet

No amend ment to roll

(12) No amendment shall be made to the assessment or a collector's roll under clause 34 (a) of the Assessment Act until the cumulative value of the increase since the date of the most recent change to the assessment roll under a direction of the Minister of Finance under subsection (1) is at least \$5,000 at market value or, if the assessment in the Metropolitan Area is at less than market value, at an equivalent rate.

d'indiquer que ceux-ci sont comparables à d'autres biens immeubles de cette catégorie.

(12) Aucune modification n'est apportée à l'évaluation ou au rôle de perception aux termes de l'alinéa 34 a) de la Loi sur l'évaluation foncière tant que la valeur cumulative de l'augmentation depuis la date de la plus récente modification apportée au rôle d'évaluation aux termes d'un ordre du ministre des Finances donné en vertu du paragraphe (1) n'a pas atteint au moins 5 000 \$ selon la valeur marchande ou, si l'évaluation de l'agglomération urbaine est fixée à un montant moindre que celui de la valeur marchande, un taux équivalent à ce montant.

25 (16) ou (17) de la Loi sur l'évaluation

foncière, les modifications apportées au rôle

d'évaluation d'une municipalité de secteur aux termes d'un ordre du ministre des Finan-

ces donné en vertu du paragraphe (1) sont

réputées constituer une mise à jour de l'éva-

luation pour l'ensemble des biens situés dans

la municipalité de secteur aux termes du paragraphe 58 (3) de la Loi sur l'évaluation

(14) Les articles 241.3, 241.4 ou 241.5

n'ont pas pour effet de supprimer les droits

de quiconque d'interjeter appel, tels qu'ils

sont prévus par la Loi sur l'évaluation

foncière, ni de porter atteinte à l'application

du paragraphe 37 (6) de cette loi.

foncière.

modification

Pipelines

(13) For the purposes of subsection 25 (16) or (17) of the Assessment Act, changes made in the assessment roll of an area municipality under a direction of the Minister of Finance under subsection (1) shall be deemed to be an update of the assessment of all property within the area municipality under subsection 58 (3) of the Assessment Act.

(13) Pour l'application du paragraphe Pipelines

Rights of appeal

(14) Nothing in section 241.3, 241.4 or 241.5 deprives any person of any right of appeal provided for in the Assessment Act or affects the operation of subsection 37 (6) of that Act.

Droit d'interjeter appel

Retroactivity

(15) A regulation made under subsection (1) may be made retroactive to the 1st day of December of the year preceding the year in which it was made.

(15) Les règlements pris en application du Rétroactivité

Yearly estimates

241.2—(1) The Metropolitan Council shall in each year prepare and adopt estimates of all sums required during the year for the purposes of the Metropolitan Corporation, including sums required by law to be provided by the Metropolitan Council for any of its local boards, excluding school boards, and the estimates shall set out the estimated revenues and expenditures in such detail and form as the Ministry may prescribe.

paragraphe (1) peuvent avoir un effet rétroactif à compter du 1er décembre de l'année qui a précédé celle où ils ont été pris.

des prévisions budgétaires pour toutes les

sommes d'argent requises au cours de l'année

aux fins de la municipalité de la communauté

urbaine, y compris les sommes d'argent que le conseil de la communauté urbaine est tenu

de fournir en vertu de la loi à ses conseils

locaux, à l'exception des conseils scolaires.

Ces prévisions indiquent les recettes et dépenses prévues de la façon détaillée et

selon la formule que le ministère peut pres-

241.2 (1) Le conseil de la communauté Prévisions urbaine prépare et adopte, chaque année, annuelles

Allowance

(2) In preparing the estimates, the Metropolitan Council shall make due allowance for a surplus of any previous year that will be available during the current year and shall provide for any operating deficit of any previous year and for such reserves as the Metropolitan Council considers necessary.

(2) Lors de la préparation des prévisions Ajustements budgétaires, le conseil de la communauté urbaine tient compte de l'excédent des années antérieures qui sera disponible pour l'année en cours, du déficit d'exploitation des années antérieures ainsi que des réserves qu'il estime nécessaires.

Definition **241.3**—(1) In this section, "general metropolitan levy" means a sum sufficient,

241.3 (1) Dans le présent article, Définition «prélèvement général aux fins de la communauté urbaine» s'entend des sommes d'argent suivantes suffisantes:

- (a) for payment of the estimated current annual expenditures as adopted; and
- (b) for payment of all debts of the Metropolitan Corporation falling due within the year as well as amounts required to be raised for sinking funds and principal and interest payments or sinking fund requirements in respect of debenture debt of area municipalities for the payment of which the Metropolitan Corporation is liable under this Act,

but excludes any special levy under subsection 252 (4).

Metropolitan rating by-law

(2) For the purposes of raising the general metropolitan levy, the Metropolitan Council, before the 1st day of April in each year, shall pass a by-law directing the council of each area municipality to levy a separate rate, as specified in the by-law, on the residential and farm assessment in the area municipality rateable for metropolitan purposes and on the commercial assessment in the area municipality rateable for metropolitan pur-

Commercial rate

(3) The rate that the Metropolitan Council shall direct to be levied in each year on commercial assessment under subsection (2) shall be determined by multiplying the sum required for each such levy by 1,000 and dividing the product by the weighted assessment for all the area municipalities in the Metropolitan Area.

Residential

(4) The rate that the Metropolitan Council shall direct to be levied on the residential and farm assessment under subsection (2) shall be 85 per cent of the rate that it directs to be levied on commercial assessment.

Rates adopted

(5) In each year, the council of each area municipality shall levy, in accordance with the metropolitan rating by-law passed for that year, the rates specified in the by-law.

Exempted property

(6) The assessment for real property that is exempt from taxation for metropolitan purposes by virtue of any Act or by virtue of a by-law passed by the council of an area

- a) pour payer les dépenses courantes annuelles figurant dans les prévisions budgétaires adoptées;
- b) pour rembourser la totalité des dettes de la municipalité de la communauté urbaine qui viennent à échéance au cours de l'année, ainsi que les montants qui doivent être recueillis pour effectuer les versements destinés aux fonds d'amortissement et les versements de principal et d'intérêts ou pour satisfaire aux exigences du fonds d'amortissement à l'égard de la dette obligataire des municipalités de secteur dont le remboursement incombe à la municipalité de la communauté urbaine aux termes de la présente loi.

La présente définition exclut toutefois les prélèvements extraordinaires visés au paragraphe 252 (4).

(2) En vue de recueillir le montant du Règlement prélèvement général aux fins de la communauté urbaine, le conseil de la communauté urbaine adopte, avant le 1er avril de chaque année, un règlement municipal ordonnant au conseil de chacune des municipalités de secteur de prélever un impôt distinct, qui est précisé dans le règlement municipal, à l'égard du montant de l'évaluation résidentielle et agricole dans la municipalité de secteur qui est imposable aux fins de la communauté urbaine et à l'égard du montant de l'évaluation des industries et des commerces dans la municipalité de secteur qui est imposable aux fins de la communauté urbaine.

aux fins de la communauté

(3) L'impôt que le conseil de la communauté urbaine ordonne de prélever chaque et des comannée à l'égard de l'évaluation des industries merces et des commerces aux termes du paragraphe (2) est fixé en multipliant la somme d'argent requise pour chaque prélèvement par 1 000 et en divisant le résultat par l'évaluation pondérée pour l'ensemble des municipalités de secteur de l'agglomération urbaine.

Évaluation des industries

(4) L'impôt que le conseil de la commu- Évaluation nauté urbaine ordonne de prélever à l'égard de l'évaluation résidentielle et agricole en vertu du paragraphe (2) correspond à 85 pour cent de celui qu'il ordonne de prélever à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces.

(5) Chaque année, le conseil de chacune des municipalités de secteur prélève, conformément au règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine adopté pour l'année en question, les impôts qui sont précisés dans le règlement municipal.

(6) L'évaluation des biens immeubles qui Biens exonésont exonérés de l'imposition aux fins de la communauté urbaine en vertu d'une loi ou d'un règlement municipal adopté par le con-

Adoption des

résidentielle

municipality or by the Metropolitan Council under any Act shall not be included when determining the total of the weighted assessments for the purposes of subsection (3).

Full value to

- (7) Despite any by-law that provides a partial exemption from taxation for dwellings, the full value of all rateable property shall be used in determining,
 - (a) the rates to be levied under subsections (3) and (4); and
 - (b) the assessment on which the levy shall be made under subsection (5).

Limitation

(8) Despite any other Act, but subject to section 23 of the Assessment Act, no fixed assessment applies to the full value under subsection (7).

Instalment and advance payments

- (9) A metropolitan rating by-law shall estimate the amount to be raised in an area municipality as a result of a levy being made in that area municipality in accordance with the by-law and the by-law,
 - (a) may require specified portions of that estimated amount to be paid to the treasurer of the Metropolitan Corporation on or before specified dates; and
 - (b) may provide that the Metropolitan Corporation shall pay interest at a rate to be determined by the Metropolitan Council on any payment required, or portion thereof, made in advance by any area municipality.

Payment

(10) The amount to be raised in an area municipality pursuant to a metropolitan rating by-law under subsection (2) shall be deemed to be taxes and is a debt of the area municipality to the Metropolitan Corporation and the treasurer of the area municipality shall pay the amount owing by the area municipality to the treasurer of the Metropolitan Corporation on or before the dates and in the portions specified in the metropolitan rating by-law.

Default

(11) If an area municipality fails to make any payment, or portion of it, as provided in the metropolitan rating by-law, the area municipality shall pay to the Metropolitan Corporation interest on the amount in default at the rate of 15 per cent per year from the due date of the payment, or such lower rate as the Metropolitan Council may

seil d'une municipalité de secteur ou par le conseil de la communauté urbaine en vertu de toute loi n'est pas incluse dans la fixation du total des évaluations pondérées pour l'application du paragraphe (3).

(7) Malgré tout règlement municipal qui Utilisation de prévoit une exonération partielle de l'imposi- intégrale tion pour les logements, la valeur intégrale de l'ensemble des biens imposables est utilisée pour fixer :

- a) les impôts devant être prélevés en vertu des paragraphes (3) et (4);
- b) l'évaluation à l'égard de laquelle le prélèvement est effectué en vertu du paragraphe (5).
- (8) Malgré toute autre loi, mais sous Restriction réserve de l'article 23 de la Loi sur l'évaluation foncière, les évaluations fixes ne s'appliquent pas à la valeur intégrale visée au paragraphe (7).
- (9) Un règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine indique le montant estimatif qui doit être recueilli dans une municipalité de secteur par suite d'un prélèvement effectué dans cette municipalité de secteur conformément au règlement municipal mentionné. Celui-ci peut :
 - a) exiger que des parties déterminées de ce montant soient payées au trésorier de la municipalité de la communauté urbaine au plus tard aux dates fixées;
 - b) prévoir que la municipalité de la communauté urbaine devra payer des intérêts à un taux que fixe le conseil de la communauté urbaine sur tout versement requis, ou une partie de celui-ci, effectué à l'avance par une municipalité de secteur.
- (10) Le montant qui doit être recueilli Versement dans une municipalité de secteur conformément à un règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine est réputé constituer des impôts et est une dette de la municipalité de secteur envers la municipalité de la communauté urbaine. Le trésorier de la municipalité de secteur verse le montant dû par cette dernière au trésorier de la municipalité de la communauté urbaine au plus tard aux dates et selon les proportions qui sont précisées dans le règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine.
- (11) Si la municipalité de secteur omet Défaut de d'effectuer le versement de la totalité ou d'une partie du montant qui est prévu par le règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine, elle paie à la municipalité de la communauté urbaine des intérêts sur ce montant, calculés à compter de la date d'échéance du versement jusqu'à la date

Versements échelonnés

by by-law determine, from the date payment is due until it is made.

School rates

241.4—(1) In each year, the Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board shall determine the rates to be levied by the applicable area municipalities to provide the sums required for elementary and secondary school purposes, as the case may be, in that year and shall estimate the amount that is to be provided in that year by the application of those rates within an area municipality.

Same

(2) The determinations required by subsection (1) shall be made in accordance with subsection 250 (1) of the Education Act.

Direction to area municipalities

(3) Before the 1st day of April in each year, the Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board shall direct the council of each applicable area municipality to levy the rates determined by the particular board in respect of that area municipality under subsection (1) and shall advise the area municipality of the estimated amount of money to be raised by levying those rates.

Same

- (4) The Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board may each,
 - (a) require specified portions of the estimated amount referred to in subsection (3) to be paid to the treasurer of the respective board on or before specified dates; and
 - (b) provide that the respective board will pay interest at a rate to be determined by the board on any payment required, or portion thereof, made in advance by the area municipality.

Levv

(5) In each year, the council of an area municipality shall levy rates, in accordance with each direction under subsection (3), upon all property in the area municipality rateable for the purpose of the board that gave the direction.

Same

(6) Despite subsection (5), where a board of education for an area municipality provides for rates under subsection 155 (13.1) or (13.2), the council of the area municipality shall levy the sum of the rates under subsection (3) and subsection 155 (13.1) or (13.2) upon all property in the area municipality rateable for public school purposes.

du versement, au taux annuel de 15 pour cent ou au taux inférieur que le conseil de la communauté urbaine peut fixer par règlement municipal.

241.4 (1) Chaque année, le Conseil sco-Impôts aux laire de la communauté urbaine de Toronto et le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto fixent les impôts que doivent prélever les municipalités de secteur concernées en vue de recueillir les sommes d'argent requises aux fins des écoles élémentaires et des écoles secondaires, selon le cas, au cours de l'année. Ces conseils indiquent le montant estimatif qui doit être fourni au cours de l'année en appliquant ces impôts dans une municipalité de secteur.

(2) La fixation qu'exige le paragraphe (1) Idem est effectuée conformément au paragraphe 250 (1) de la Loi sur l'éducation.

(3) Avant le 1er avril de chaque année, le Ordre à une Conseil scolaire de la communauté urbaine de secteur de Toronto et le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto ordonnent au conseil de chacune des municipalités de secteur concernées de prélever les impôts qui sont fixés par le conseil à l'égard de la municipalité de secteur en vertu du paragraphe (1) et indiquent à la municipalité de secteur les sommes d'argent estimatives qui doivent être recueillies au moyen du prélèvement de ces impôts.

municipalité

- (4) Le Conseil scolaire de la communauté Idem urbaine de Toronto et le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto peuvent chacun:
 - a) exiger que des parties précisées des sommes d'argent estimatives visées au paragraphe (3) soient versées au trésorier de chacun des conseils respectifs au plus tard aux dates précisées;
 - b) prévoir que chacun des conseils respectifs verse des intérêts au taux qu'il fixe sur les paiements exigés, ou sur une partie de ceux-ci, qui ont été effectués à l'avance par la municipalité de secteur.
- (5) Chaque année, le conseil d'une muni- Prélèvement cipalité de secteur prélève les impôts conformément à l'ordre donné en vertu du paragraphe (3) à l'égard de tous les biens de la municipalité de secteur qui sont imposables aux fins du conseil qui a donné l'ordre.
- (6) Malgré le paragraphe (5), lorsque le Idem conseil de l'éducation d'une municipalité de secteur prévoit des impôts aux termes du paragraphe 155 (13.1) ou (13.2), le conseil de la municipalité de secteur prélève la somme des impôts prévus au paragraphe (3) et au paragraphe 155 (13.1) ou (13.2) à l'égard de tous les biens de la municipalité de secteur

Full value to be used

- (7) The full value of all applicable rateable property shall be used in determining,
 - (a) the rates mentioned in subsection (3) and subsection 155 (13.1) or (13.2);
 - (b) the assessment upon which the rates are to be levied under subsections (5) and (6).

Limitation

(8) Despite any other Act, but subject to section 23 of the Assessment Act, no fixed assessment applies to the full value under subsection (7).

Payment

(9) The amount to be raised in an area municipality pursuant to subsections (5) and (6) shall be deemed to be taxes and is a debt of the area municipality to the Metropolitan Toronto School Board, the Metropolitan Separate School Board, or a board of education, as the case may be, and the treasurer of the area municipality shall pay the amount owing by the area municipality to the treasurer of the appropriate school board on or before the dates and in the portions specified.

Default

(10) If an area municipality fails to make any payment, or portion thereof, pursuant to subsection (5) or (6), the area municipality shall pay to the Metropolitan Toronto School Board, the Metropolitan Separate School Board or the board of education, as the case may be, the interest on the amount in default at the rate of 15 per cent per year, or such lower rate as the appropriate school board may determine, from the date payment is due until it is made.

Continued application

(11) Except as provided in this Act, the Education Act continues to apply to the levying of rates and collecting of taxes for each school board having jurisdiction in all or part of the Metropolitan Area.

Non-applica-Education Act

(12) Section 117 of the Education Act does not apply to the Metropolitan Separate School Board.

Same

(13) Subsection 247 (2) of the Education Act does not apply to the determination of rates under subsection (1).

Definitions

241.5-(1) In this section,

"area municipality levy" means the amount required for area municipality purposes under section 162 of the Municipal Act, including the sums required for any board,

qui sont imposables aux fins des écoles publiques.

(7) La valeur intégrale de l'ensemble des Utilisation de biens imposables en question est utilisée pour intégrale

- a) les impôts visés au paragraphe (3) et au paragraphe 155 (13.1) ou (13.2);
- b) l'évaluation à l'égard de laquelle les impôts doivent être prélevés en vertu des paragraphes (5) et (6).
- (8) Malgré toute autre loi, mais sous Restriction réserve de l'article 23 de la Loi sur l'évaluation foncière, les évaluations fixes ne s'appliquent pas à la valeur intégrale en vertu du paragraphe (7).

(9) Le montant qui doit être recueilli dans Versement une municipalité de secteur conformément aux paragraphes (5) et (6) est réputé constituer des impôts et est une dette de la municipalité de secteur envers le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto ou le conseil de l'éducation, selon le cas. Le trésorier de la municipalité de secteur verse le montant dû par cette dernière au trésorier du conseil scolaire approprié au plus tard aux dates et selon les proportions qui sont préci-

(10) Si la municipalité de secteur omet d'effectuer le versement de la totalité ou d'une partie du montant conformément au paragraphe (5) ou (6), elle paie au Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, au Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto ou au conseil de l'éducation, selon le cas, des intérêts sur ce montant, calculés à compter de la date d'échéance du versement jusqu'à la date du versement, au taux annuel de 15 pour cent ou au taux inférieur que le conseil scolaire

Défaut de paiement

approprié peut fixer. (11) Sous réserve de la présente loi, la *Loi* sur l'éducation continue de s'appliquer à l'égard du prélèvement et de la perception d'impôts pour chaque conseil scolaire qui a compétence dans tout ou partie de l'agglomération urbaine.

Application

(12) L'article 117 de la Loi sur l'éducation Non-applicane s'applique pas au Conseil des écoles l'éducation catholiques du Grand Toronto.

- (13) Le paragraphe 247 (2) de la Loi sur Idem *l'éducation* ne s'applique pas à la fixation des impôts prévue par le paragraphe (1).
- 241.5 (1) Les définitions qui suivent s'ap- Définitions pliquent au présent article.

«prélèvement extraordinaire pour une municipalité de secteur» Le montant que doit recueillir une municipalité de secteur et qui n'est pas compris dans le prélèvement pour

commission or other body, but excluding those amounts required to be raised for metropolitan and school purposes; ("prélèvement pour une municipalité de secteur")

"special area municipality levy" means an amount to be raised by an area municipality that is not included in the area municipality levy, but excluding those amounts required to be raised for metropolitan and school purposes. ("prélèvement extraordinaire pour une municipalité de secteur")

Area municipality levies

(2) The council of each area municipality shall, on or before the 1st day of April in each year, pass a by-law to determine the rates, in accordance with subsections (3) and (4), for the purpose of levying separate rates on the whole of the rateable commercial assessment and on the whole of the rateable residential and farm assessment for an area municipality levy or a special area municipality levy.

Commercial rates

- (3) The rates to be levied in each year on commercial assessment for each separate levy specified in subsection (2) shall be determined by multiplying the sum required for each such levy by 1,000 and dividing the product.
 - (a) by the weighted assessment for the area municipality, in the case of an area municipality levy; and
 - (b) by the weighted assessment determined on the basis of the assessment that is rateable for the purpose of raising the special area municipality levy, in the case of a special area municipality levy.

Residential

(4) The rates to be levied in each year on residential and farm assessment for each separate levy specified in subsection (2) shall be 85 per cent of the rate to be levied on commercial assessment in accordance with subsection (3).

Non-application

(5) Section 155 of the Municipal Act and section 9 of the Ontario Unconditional Grants Act do not apply to an area municipality.

une municipalité de secteur, à l'exclusion toutefois des montants devant être recueillis aux fins de la communauté urbaine et aux fins scolaires. («special area municipality levy»)

- «prélèvement pour une municipalité de secteur» Le montant requis aux fins d'une municipalité de secteur en vertu de l'article 162 de la Loi sur les municipalités, y compris les sommes d'argent requises pour un conseil, une commission ou un autre organisme, à l'exclusion toutefois des montants devant être recueillis aux fins de la communauté urbaine et aux fins scolaires. («area municipality levy»)
- (2) Au plus tard le 1er avril de chaque Prélèvements année, le conseil de chaque municipalité de municipalité secteur adopte un règlement municipal afin de secteur de fixer les impôts, conformément aux paragraphes (3) et (4), aux fins du prélèvement d'impôts distincts, d'une part, à l'égard du montant intégral de l'évaluation des industries et des commerces qui est imposable et, d'autre part, à l'égard du montant intégral de l'évaluation résidentielle et agricole qui est imposable, en ce qui concerne un prélèvement pour une municipalité de secteur ou un prélèvement extraordinaire pour une municipalité de secteur.
- (3) Les impôts devant être prélevés chaque année, à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces pour chaque des industries prélèvement distinct précisé au paragraphe et des merces (2), sont fixés en multipliant la somme d'argent requise pour chaque prélèvement par 1 000 et en divisant le résultat :
 - a) par l'évaluation pondérée pour la municipalité de secteur, dans le cas d'un prélèvement pour une municipalité de secteur:
 - b) par l'évaluation pondérée fixée d'après l'évaluation qui est imposable en vue de recueillir le prélèvement extraordinaire pour une municipalité de secteur, dans le cas d'un prélèvement extraordinaire pour une municipalité de secteur.
- (4) Les impôts devant être prélevés chaque année, à l'égard de l'évaluation résidentielle et agricole pour chaque prélèvement résidentielle distinct précisé au paragraphe (2), correspondent à 85 pour cent de l'impôt devant être prélevé à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces conformément au paragraphe (3).
- (5) L'article 155 de la Loi sur les municipalités et l'article 9 de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario ne s'appliquent pas à une municipalité de secteur.

et des com-

et agricole

Non-applica-

Area munici pality levy

(6) A reference in any other Act to a levy by a local municipality under section 155 of the Municipal Act or section 9 of the Ontario Unconditional Grants Act shall, with respect to an area municipality, be deemed to be a reference to a levy under this section.

Exempted property

(7) The assessment for real property that is exempt from taxation for area municipality purposes by virtue of any Act or by virtue of a by-law passed by the council of an area municipality under any Act shall not be included when determining the weighted assessment for purposes of clause (3) (a) or

By-laws re: yearly estimates

- (8) An area municipality shall not pass a by-law under section 162 of the Municipal Act for 1993, 1994, 1995, 1996 or 1997, as the case may be, before the earlier of,
 - (a) the day on which the Metropolitan Corporation passes a by-law under subsection 241.14 (3) with respect to that year; or
 - (b) the 1st day of June in that year.

Interim financing

Same

- 241.6-(1) The Metropolitan Council, before the adoption of the estimates for the year, may by by-law requisition from each area municipality a sum not exceeding 50 per cent of the estimated amount that was specified to be raised in the particular area municipality in the preceding year under subsection 241.3 (9),
 - (a) plus 50 per cent of the amount received by the Metropolitan Corporation from that area municipality in the preceding year under clause 241.17 (1) (c); or
 - (b) minus 50 per cent of the amount received by the area municipality from the Metropolitan Corporation under clause 241.17 (1) (d).
- (2) The Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board, before the adoption of the estimates for the year, may requisition from each area municipality a sum not exceeding 50 per cent of the estimated amount that was specified to be raised in the particular area municipality in the preceding year under subsection 241.4 (3) and subsections 241.4 (4), (9) and (10) apply with necessary modifications to the amount requisitioned.

(6) La mention, dans toute autre loi, d'un Prélèvement prélèvement par une municipalité locale aux municipalité termes de l'article 155 de la Loi sur les de secteur municipalités ou de l'article 9 de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario est réputée, à l'égard d'une municipalité de secteur, une mention d'un prélèvement aux termes du présent article.

- (7) L'évaluation des biens immeubles qui Biens exonésont exonérés de l'imposition aux fins des municipalités de secteur en vertu d'une loi ou en vertu d'un règlement municipal adopté par le conseil d'une municipalité de secteur en vertu de toute loi n'est pas incluse dans la fixation de l'évaluation pondérée pour l'application de l'alinéa (3) a) ou b).
- (8) La municipalité de secteur ne doit pas adopter de règlement municipal en vertu de l'article 162 de la Loi sur les municipalités pour 1993, 1994, 1995, 1996 ou 1997, selon le cas, avant celle des dates suivantes qui précède l'autre:

Règlements visant les annuelles

- a) la date où la municipalité de la communauté urbaine adopte un règlement municipal en vertu du paragraphe 241.14 (3) à l'égard de l'année visée;
- b) le 1^{er} juin de l'année visée.
- 241.6 (1) Avant l'adoption de prévisions Financement budgétaires annuelles, le conseil de la communauté urbaine peut, par règlement municipal, réquisitionner de chaque municipalité de secteur une somme d'argent qui n'est pas supérieure à 50 pour cent du montant estimatif qui était indiqué comme devant être recueilli dans la municipalité de secteur en question l'année précédente en vertu du paragraphe 241.3 (9):
 - a) plus 50 pour cent du montant reçu de la municipalité de secteur par la municipalité de la communauté urbaine l'année précédente en vertu de l'alinéa 241.17 (1) c);
 - b) moins 50 pour cent du montant reçu de la municipalité de la communauté urbaine par la municipalité de secteur en vertu de l'alinéa 241.17 (1) d).
- (2) Avant l'adoption de prévisions budgé- Idem taires annuelles, le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto et le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto peuvent réquisitionner de chaque municipalité de secteur une somme d'argent qui n'est pas supérieure à 50 pour cent du montant estimatif qui était indiqué comme devant être recueilli dans la municipalité de secteur en question l'année précédente en vertu du paragraphe 241.4 (3). Les paragraphes 241.4 (4), (9) et (10) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au montant réquisitionné.

Réduction du

Final instalment reduced

(3) The amount of any requisition made under subsection (1) or (2) in any year upon an area municipality shall be deducted when determining the amount of the portions to be paid in that year by the area municipality to the treasurer of the Metropolitan Corporation under the metropolitan rating by-law authorized by subsection 241.3 (9) or to the treasurer of the Metropolitan Toronto School Board or of the Metropolitan Separate School Board, as the case may be, under subsection 241.4 (4).

Time for passing by

(4) A requisition for the described in subsection (1) or (2) shall be made in the year that the amounts are to be raised or may be made in December of the preceding year so long as the amounts are not payable until a specified day in the following year.

Application of certain provisions

(5) Subsections 241.3 (9), (10) and (11) apply with necessary modifications to the amount requisitioned under subsection (1).

Interim levy

241.7—(1) The council of an area municipality may for any year, before the adoption of the estimates for the year, impose an interim levy on the commercial assessment and on the residential and farm assessment in the area municipality.

Time for passing by

(2) A by-law under subsection (1) shall be passed in the year to which the interim levy applies or may be passed in December of the preceding year if it provides that it does not come into force until a specified day in the following year.

Maximum

(3) The amount of the interim levy imposed on any assessment under subsection (1) shall not exceed 50 per cent of the net taxes that were levied or would have been levied on that assessment for all purposes in the preceding year.

Deduction

(4) The amount of any levy made on an assessment under subsection (1) shall be deducted from the total amount levied on that assessment for that year under sections 241.3, 241.4 and 241.5.

Refund

(5) Where the taxes levied on an assessment for real property or on a business assessment under this section exceed the taxes to be levied on that assessment for the year under sections 241.3, 241.4 and 241.5, the treasurer of the area municipality shall, not later than twenty-one days after giving a

(3) Le montant d'une réquisition effectuée en vertu du paragraphe (1) ou (2) au cours final d'une année à l'égard d'une municipalité de secteur est déduit dans la fixation du montant des parties que cette municipalité de secteur est tenue de payer dans l'année au trésorier de la municipalité de la communauté urbaine en vertu du règlement municipal d'imposition aux fins de la communauté urbaine autorisé par le paragraphe 241.3 (9) ou au trésorier du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto ou du Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto, selon le cas, en vertu du paragraphe 241.4 (4).

(4) La réquisition des sommes visées au Délai d'adopparagraphe (1) ou (2) est effectuée au cours ment de l'année où les sommes doivent être municipal recueillies, ou peut être effectuée au mois de décembre de l'année précédente à condition que les sommes ne soient pas exigibles avant une date précise de l'année suivante.

(5) Les paragraphes 241.3 (9), (10) et (11) Application s'appliquent, avec les adaptations nécessai- dispositions res, au montant réquisitionné en vertu du paragraphe (1).

241.7 (1) Le conseil d'une municipalité Prélèvement de secteur peut, pour une année quelconque, avant l'adoption des prévisions budgétaires annuelles, imposer un prélèvement provisoire à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces dans la municipalité de secteur ainsi qu'à l'égard de l'évaluation résidentielle et agricole dans la municipalité de secteur.

(2) Le règlement municipal visé au para- Délai d'adopgraphe (1) est adopté au cours de l'année à ment laquelle s'applique le prélèvement provisoire, municipal ou peut être adopté au mois de décembre de l'année qui précède s'il y est précisé qu'il n'entre en vigueur qu'à une date précise de l'année suivante.

(3) Le montant du prélèvement provisoire Prélèvement imposé à l'égard d'une évaluation en vertu maximal du paragraphe (1) ne doit pas être supérieur à 50 pour cent du montant net des impôts qui ont été prélevés ou l'auraient été à l'égard de cette évaluation à toutes fins l'année précédente.

- (4) Le montant d'un prélèvement prévu Déduction par le paragraphe (1) à l'égard d'une évaluation est déduit du montant total prélevé à l'égard de l'évaluation pour l'année en question en vertu des articles 241.3, 241.4 et 241.5.
- (5) Si le montant des impôts prélevés à Remboursel'égard de l'évaluation d'un bien immeuble ou à l'égard d'une évaluation commerciale en vertu du présent article est supérieur à celui des impôts qui doivent être prélevés à l'égard de l'évaluation en question pour l'année aux termes des articles 241.3, 241.4 et 241.5, le

notice of demand of taxes payable, refund to the person assessed that portion of the taxes paid in excess of the amount payable for the year pursuant to a levy made under those sections.

Application

(6) The provisions of the Municipal Act with respect to the levy of rates and the collection of taxes apply with necessary modifications to the levy of rates and collection of taxes under this section.

Definition

(7) In this section, "net taxes" means the taxes for all purposes upon an assessment including any abatement provided or any surcharge imposed under clause 241.17 (1) (a) in the preceding year.

Assessment roll not returned

(8) In 1994 and subsequent years, if the assessment roll for taxation in the current year has not been returned, the interim levy under subsection (1) may be levied on the assessment used for taxation purposes in the preceding year.

Transitional

(9) Despite subsection (3), if the Minister of Finance issues a direction under subsection 241.1 (1), the amount determined as the interim levy for 1993 shall be based on the assessment which would otherwise have been returned for taxation purposes in 1993 under section 36 of the Assessment Act.

Power of Minister of Municipal Affairs

- **241.8**—(1) Where a direction has been made under subsection 241.1 (1) that a new assessment roll be returned for taxation in the current year, the Minister, by order,
 - (a) may prescribe the maximum sum that may be requisitioned from each area municipality under subsections 241.6 (1) and (2);
 - (b) may prescribe the maximum rates that may be levied by the council of each area municipality under subsection 241.7 (1);
 - (c) may extend the time for passing a bylaw under subsection 241.3 (2) or 241.5 (2) in any year and the order may be made even if the time limit for passing the by-law has expired.

Power of

(2) The Minister of Education and Training, by order, may extend the time for a and Training direction under subsections 155 (13.1) and (13.2) and subsection 241.4 (3) in any year trésorier de la municipalité de secteur, au plus tard vingt et un jours après avoir donné l'avis exigeant le paiement des impôts qui sont exigibles, rembourse à la personne visée par l'évaluation la partie du montant des impôts qu'elle a payée en trop par rapport au montant à acquitter pour l'année conformément au prélèvement prévu par ces articles.

(6) Les dispositions de la Loi sur les Application municipalités relatives au prélèvement et à la perception d'impôts s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au prélèvement et à la perception d'impôts en vertu du présent article.

(7) Dans le présent article, «montant net Définition des impôts» s'entend des impôts à toutes fins à l'égard d'une évaluation, y compris tout abattement accordé ou toute surtaxe imposée aux termes de l'alinéa 241.17 (1) a) l'année

précédente.

(8) En 1994 et les années suivantes, si le Rôle d'évarôle d'évaluation utilisé aux fins de l'imposition pour l'année en cours n'a pas été déposé, le prélèvement provisoire visé au paragraphe (1) peut être prélevé à l'égard de l'évaluation utilisée aux fins de l'imposition l'année précédente.

(9) Malgré le paragraphe (3), si le ministre Disposition des Finances donne un ordre en vertu du paragraphe 241.1 (1), le montant fixé à titre de prélèvement provisoire pour 1993 est calculé à partir de l'évaluation qui aurait normalement été déposée aux fins de l'imposition en 1993 aux termes de l'article 36 de la Loi sur l'évaluation foncière.

transitoire

241.8 (1) Si un ordre donné en vertu du Pouvoir du paragraphe 241.1 (1) portant qu'un nouveau Affaires rôle d'évaluation soit déposé pour l'imposi- municipales tion de l'année en cours, le ministre peut, par arrêté:

- a) prescrire les sommes d'argent maximales qui peuvent être réquisitionnées de chacune des municipalités de secteur en vertu des paragraphes 241.6 (1) et (2);
- b) prescrire les impôts maximaux que le conseil de chaque municipalité de secteur peut prélever en vertu du paragraphe 241.7 (1);
- c) proroger le délai d'adoption d'un règlement municipal visé au paragraphe 241.3 (2) ou 241.5 (2) au cours d'une année quelconque, et l'arrêté peut être rendu même si le délai en question a expiré.
- (2) Le ministre de l'Éducation et de la Pouvoir du Formation peut, par arrêté, proroger le délai l'Éducation et imparti pour donner un ordre en vertu des de la Formaparagraphes 155 (13.1) et (13.2) et du paragraphe 241.4 (3) au cours d'une année quel-

and the order may be made even if the time limit set out for a direction has expired.

Definitions

241.9-(1) In this section,

"taxes for local purposes" means the taxes levied by an area municipality for local purposes under subsection 241.5 (2), excluding any adjustments under section 33 or 34 of the Assessment Act; ("impôts aux fins locales")

"taxes for metropolitan purposes" means the sum of taxes levied by an area municipality for metropolitan purposes as specified in the metropolitan rating by-laws under subsection 241.3 (2), excluding any adjustments under section 33 or 34 of the Assessment Act; ("impôts aux fins de la communauté urbaine")

"total taxes for all purposes" means the sum of the taxes for local purposes, the taxes for metropolitan purposes and the taxes levied by the area municipality for school purposes under subsection 241.4 (1), excluding any adjustments under section 33 or 34 of the Assessment Act. ("total des impôts à toutes fins")

Share payments

- (2) Where an area municipality is eligible to receive a payment in lieu of taxes for any year, it shall pay to the treasurer of the Metropolitan Corporation a portion equal to the amount obtained by multiplying the amount that the area municipality is eligible to receive by the quotient, correct to five decimal places, obtained by dividing the taxes for metropolitan purposes for the year by the total of,
 - (a) the taxes for local purposes for the year; and
 - (b) the taxes for metropolitan purposes for the year.

Certain payments

- (3) Despite subsection (2), if an area municipality is eligible to receive a payment in lieu of taxes for any year under,
 - (a) subsection 27 (3), (4) or (5) of the Assessment Act;
 - (b) subsection 7 (6) of the Housing Development Act, but not including that portion payable to a school board in accordance with subsection 7 (10) of that Act;
 - (c) section 71 of the Ontario Water Resources Act;

conque, et l'arrêté peut être rendu même si le délai en question a expiré.

241.9 (1) Les définitions qui suivent s'ap- Définitions pliquent au présent article.

«impôts aux fins de la communauté urbaine» La somme des impôts prélevés par une municipalité de secteur aux fins de la communauté urbaine que précisent les règlements municipaux d'imposition aux fins de la communauté urbaine adoptés en vertu du paragraphe 241.3 (2), à l'exclusion des rajustements prévus par l'article 33 ou 34 de la Loi sur l'évaluation foncière. («taxes for metropolitan purposes»)

«impôts aux fins locales» Les impôts prélevés par une municipalité de secteur aux fins locales en vertu du paragraphe 241.5 (2), à l'exclusion des rajustements prévus par l'article 33 ou 34 de la Loi sur l'évaluation foncière. («taxes for local purposes»)

«total des impôts à toutes fins» La somme des impôts aux fins locales, des impôts aux fins de la communauté urbaine et des impôts prélevés par la municipalité de secteur aux fins scolaires en vertu du paragraphe 241.4 (1), à l'exclusion des rajustements prévus par l'article 33 ou 34 de la Loi sur l'évaluation foncière. («total taxes for all purposes»)

(2) La municipalité de secteur qui a le Partage d'un droit de recevoir un paiement tenant lieu d'impôts pour une année quelconque est tenue d'en verser au trésorier de la municipalité de la communauté urbaine une fraction égale au montant obtenu en multipliant le montant que la municipalité de secteur a le droit de recevoir par le quotient, exact à cinq décimales près, obtenu en divisant les impôts aux fins de la communauté urbaine pour l'année par le total des montants suivants :

- a) les impôts aux fins locales pour l'année;
- b) les impôts aux fins de la communauté urbaine pour l'année.
- (3) Malgré le paragraphe (2), si une muni- Certains paiecipalité de secteur a le droit de recevoir un paiement tenant lieu d'impôts pour une année quelconque en vertu, selon le cas :

a) du paragraphe 27 (3), (4) ou (5) de la Loi sur l'évaluation foncière;

- b) du paragraphe 7 (6) de la Loi sur le développement du logement, à l'exclusion toutefois de la fraction du montant qui est payable à un conseil scolaire conformément au paragraphe 7 (10) de cette loi;
- c) de l'article 71 de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario;

paiement

- (d) subsection 52 (2), (3), (4) or (5) of the Power Corporation Act, but not including that portion payable to a school board in accordance with subsection 52 (9) of that Act;
- (e) section 10 or 11 of the Trees Act; or
- (f) the Municipal Grants Act (Canada), but not including the portion payable to a school board in accordance with subsection 2 (1) of the Municipal and School Board Payments Adjustment

and the calculation of the payment is based in part on the rates that were levied for school purposes, then the portion to be paid under subsection (2) shall be calculated by multiplying the amount that the area municipality is eligible to receive by the quotient, correct to five decimal places, obtained by dividing the taxes for metropolitan purposes for the year by the total taxes for all purposes for the year.

Estimate

(4) The treasurer of each area municipality shall, on or before the 1st day of March in each year, send a statement to the treasurer of the Metropolitan Corporation and each school board showing an estimate of the amount that the area municipality will be required to pay to the Metropolitan Corporation for the year under subsection (2) and to each school board under subsection 7 (10) of the Housing Development Act, under subsection 2 (1) of the Municipal and School Board Payments Adjustment Act and under subsection 52 (9) of the Power Corporation Act.

Allocation of payments

- (5) Where an area municipality is required to pay a portion of a payment in lieu of taxes to the Metropolitan Corporation under subsection (2), or to a school board, the following do not apply to that entitlement with respect to the equalization of assessment or allocation and deposit of payments, namely,
 - (a) subsections 27 (7) and (9) of the Assessment Act;
 - (b) subsection 7 (10) of the Housing Development Act;
 - (c) subsections 157 (11) and (15) and subsection 158 (5) of the Municipal Act;
 - (d) subsection 52 (7) of the Power Corporation Act.

- d) du paragraphe 52 (2), (3), (4) ou (5) de la Loi sur la Société de l'électricité, à l'exclusion toutefois de la fraction du montant qui est payable à un conseil scolaire conformément au paragraphe 52 (9) de cette loi;
- e) de l'article 10 ou 11 de la Loi sur les arbres;
- f) de la Loi sur les subventions aux municipalités (Canada), à l'exclusion toutefois de la fraction du montant qui est payable à un conseil scolaire conformément au paragraphe 2 (1) de la Loi sur le redressement des paiements aux municipalités et aux conseils scolaires.

et que le calcul du paiement soit fondé en partie sur les impôts qui ont été prélevés aux fins scolaires, la fraction à verser en vertu du paragraphe (2) est calculée en multipliant le montant que la municipalité de secteur a le droit de recevoir par le quotient, exact à cinq décimales près, obtenu en divisant les impôts aux fins de la communauté urbaine pour l'année par le total des impôts à toutes fins pour l'année.

- (4) Au plus tard le 1er mars de chaque Estimations année, le trésorier de chaque municipalité de secteur envoie au trésorier de la municipalité de la communauté urbaine et à chaque conseil scolaire un état indiquant une estimation du montant que la municipalité de secteur est tenue de verser à la municipalité de la communauté urbaine pour l'année en vertu du paragraphe (2) et à chaque conseil scolaire en vertu du paragraphe 7 (10) de la Loi sur le développement du logement, en vertu du paragraphe 2 (1) de la Loi sur le redressement des paiements aux municipalités et aux conseils scolaires et en vertu du paragraphe 52 (9) de la Loi sur la Société de l'électricité.
- (5) Si une municipalité de secteur est Affectation tenue de payer une fraction d'un paiement tenant lieu d'impôts à la municipalité de la communauté urbaine en vertu du paragraphe (2) ou à un conseil scolaire, les dispositions suivantes relatives à la péréquation de l'évaluation ou à l'affectation et au dépôt des paiements ne s'appliquent pas au droit à ces paiements:
 - a) les paragraphes 27 (7) et (9) de la Loi sur l'évaluation foncière;
 - b) le paragraphe 7 (10) de la Loi sur le développement du logement;
 - c) les paragraphes 157 (11) et (15) et 158 (5) de la Loi sur les municipalités;
 - d) le paragraphe 52 (7) de la Loi sur la Société de l'électricité.

de paiements

téléphone et

Telephone and tele graph tax

241.10-(1) Each area municipality shall pay a portion of the tax levied by it under subsections 159 (12) and (13) of the Municipal Act to the Metropolitan Corporation in the proportion that the taxes levied by it on commercial assessment in the year for the purposes of the Metropolitan Corporation bears to the total taxes levied by it in the year on commercial assessment for all purposes, other than separate school board purposes.

School

(2) The portion of the tax levied by an area municipality under subsections 159 (12) and (13) of the Municipal Act to be paid to the Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board shall be in the proportion that the taxes levied by the area municipality on commercial assessment in the year for public school purposes bears to the total taxes levied by it in the year on commercial assessment for all purposes other than separate school board purposes.

Same

(3) Each area municipality shall pay one part of the portion determined under subsection (2) to the Metropolitan Separate School Board in the proportion that the taxes levied by the area municipality on residential and farm assessment in the year for the purposes of the Metropolitan Separate School Board bears to the total taxes levied by it in the year on residential and farm assessment for school board purposes, and the other part of the portion shall be paid to the Metropolitan Toronto School Board.

Exclusion

(4) In determining the taxes levied on commercial assessment under subsections (1) and (2) and on residential and farm assessment under subsection (3), there shall be excluded any adjustments under section 33 or 34 of the Assessment Act.

Statement by treasurer

(5) The treasurer of each area municipality shall, on or before the 1st day of March in each year, send a statement to the treasurer of the Metropolitan Corporation, the Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board showing an estimate of the amount which the area municipality will be required to pay to that body for the year under subsection (1) or (3).

Non-applica-

(6) Subsections 159 (17) to (25) of the Municipal Act do not apply if payments are

241.10 (1) Chaque municipalité de sec- Impôts sur le teur paie à la municipalité de la communauté urbaine une fraction des impôts qu'elle prélève en vertu des paragraphes 159 (12) et (13) de la Loi sur les municipalités, selon le rapport qui existe entre les impôts qu'elle prélève pour l'année à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces aux fins de la municipalité de la communauté urbaine et le total des impôts qu'elle prélève pour l'année à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces à toutes fins, autres que celles d'un conseil d'écoles séparées.

- (2) La fraction des impôts prélevés par Conseils scoune municipalité de secteur en vertu des paragraphes 159 (12) et (13) de la Loi sur les municipalités qui doit être versée au Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto et au Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto est fixée selon le rapport qui existe entre les impôts que la municipalité de secteur prélève pour l'année à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces aux fins des écoles publiques et le total des impôts qu'elle prélève pour l'année à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces à toutes fins, autres que celles d'un conseil d'écoles séparées.
- (3) Chaque municipalité de secteur verse Idem une partie de la fraction fixée aux termes du paragraphe (2) au Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto selon le rapport qui existe entre les impôts que la municipalité de secteur prélève pour l'année à l'égard de l'évaluation résidentielle et agricole aux fins du Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto et le total des impôts qu'elle prélève pour l'année à l'égard de l'évaluation résidentielle et agricole aux fins des conseils scolaires, et l'autre partie de la fraction est versée au Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto.
- (4) Sont exclus du calcul des impôts préle- Exclusion vés à l'égard de l'évaluation des industries et des commerces pour l'application des paragraphes (1) et (2) et à l'égard de l'évaluation résidentielle et agricole pour l'application du paragraphe (3) les rajustements prévus par l'article 33 ou 34 de la Loi sur l'évaluation foncière.
- (5) Au plus tard le 1er mars de chaque année, le trésorier de chaque municipalité de secteur envoie au trésorier de la municipalité de la communauté urbaine, au Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto et au Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto un état indiquant l'estimation du montant que la municipalité de secteur est tenue de verser à ces organismes pour l'année en vertu du paragraphe (1) ou (3).
- (6) Les paragraphes 159 (17) à (25) de la Loi sur les municipalités ne s'appliquent pas

État émanant

Non-applica-

made by an area municipality under subsection (1) or (3).

Payment in telephone and telegraph levies

- 241.11-(1) An amount payable by an area municipality to,
 - (a) the Metropolitan Corporation under subsection 241.9 (2) or 241.10 (1);
 - (b) a school board under subsection 241.10 (3); or
 - (c) a school board under subsection 7 (10) of the Housing Development Act, subsection 2 (1) of the Municipal and School Board Payments Adjustment Act or subsection 52 (9) of the Power Corporation Act,

is a debt of the area municipality to the Metropolitan Corporation or school board, as the case may be, and, subject to subsections (2) and (3), instalments are payable on account as follows:

- 1. A first instalment equal to 25 per cent of the amount payable for the same purposes in the preceding year, on or before the 31st day of March.
- 2. A second instalment of 25 per cent of the amount payable for the same purposes in the preceding year, on or before the 30th day of June.
- 3. A third instalment of 25 per cent of the amount payable for the same purposes in the preceding year, on or before the 30th day of September.
- 4. A fourth instalment of the balance of the entitlement for the year, on or before the 15th day of December.

Alternative schedule

(2) The Metropolitan Council may by bylaw provide for an alternative number of instalments and due dates for amounts payable by area municipalities to the Metropolitan Corporation under subsection (1).

Same

(3) A school board having jurisdiction within the Metropolitan Area may establish an alternative number of instalments and due dates for amounts payable by area municipalities to the school board under subsection (1).

Credit to general revenue

(4) An amount payable by an area municipality under the following provisions shall be credited by the Metropolitan Corporation or school board to its general revenues:

si une municipalité de secteur effectue les versements visés au paragraphe (1) ou (3).

241.11 (1) Le montant payable par une municipalité de secteur, selon le cas :

- a) à la municipalité de la communauté urbaine en vertu du paragraphe 241.9 (2) ou 241.10 (1);
- b) à un conseil scolaire en vertu du paragraphe 241.10 (3);
- c) à un conseil scolaire en vertu du paragraphe 7 (10) de la Loi sur le développement du logement, en vertu du paragraphe 2 (1) de la Loi sur le redressement des paiements aux municipalités et aux conseils scolaires ou en vertu du paragraphe 52 (9) de la Loi sur la Société de l'électricité,

constitue une dette de la municipalité de secteur envers la municipalité de la communauté urbaine ou le conseil scolaire, selon le cas. Sous réserve des paragraphes (2) et (3), des versements périodiques sont payables à cet égard selon les modalités suivantes :

- 1. Un premier versement périodique qui équivaut à 25 pour cent du montant payable aux mêmes fins l'année précédente, au plus tard le 31 mars.
- 2. Un deuxième versement périodique de 25 pour cent du montant payable aux mêmes fins l'année précédente, au plus tard le 30 juin.
- 3. Un troisième versement périodique de 25 pour cent du montant payable aux mêmes fins l'année précédente, au plus tard le 30 septembre.
- 4. Un quatrième versement périodique pour le solde du montant auquel les organismes visés ont droit pour l'année, au plus tard le 15 décembre.
- (2) Le conseil de la communauté urbaine Autre peut, par règlement municipal, prévoir un nombre de versements périodiques et des dates d'échéance différents à l'égard des montants payables par les municipalités de secteur à la municipalité de la communauté urbaine en vertu du paragraphe (1).
- (3) Un conseil scolaire ayant compétence Idem dans l'agglomération urbaine peut établir un nombre de versements périodiques et des dates d'échéance différents à l'égard des montants payables par les municipalités de secteur au conseil scolaire en vertu du paragraphe (1).
- (4) La municipalité de la communauté urbaine ou le conseil scolaire porte au crédit de ses revenus généraux le montant payable par une municipalité de secteur en vertu des dispositions suivantes:

Paiements tenant lieu d'impôts et impôts sur le téléphone et le télégraphe

- 1. Subsection 241.9 (2).
- 2. Subsection 241.10 (1).
- 3. Subsection 241.10 (3).
- 4. Subsection 7 (10) of the Housing Development Act.
- 5. Subsection 2 (1) of the Municipal and School Board Payments Adjustment
- 6. Subsection 52 (9) of the Power Corporation Act.

Default

(5) If an area municipality fails to make any payment as provided under subsection (1) or as altered under subsection (2) or (3), the area municipality shall pay to the Metropolitan Corporation or school board, as applicable, interest on the amount past due at the rate of 15 per cent per year, or at such lower rate as the school board or Metropolitan Corporation may determine.

Overpayment

(6) Where the total amount paid for the year under subsection (1), (2) or (3) exceeds the total amount payable for that purpose in the year, the area municipality shall notify the Metropolitan Corporation or the school board, as the case may be, of the amount of the overpayment and the Metropolitan Corporation or school board shall promptly pay that amount to the area municipality.

Treasurer's statement

(7) On or before the 31st day of December in each year, the treasurer of each area municipality shall deliver to the bodies entitled to a payment under subsection (1), (2) or (3) a statement sufficient to enable the body to determine the correctness of the amount payable in the year.

Adjustment of levies

241.12 Despite subsection 162 (2) of the Municipal Act or subsection 244 (2) of the Education Act, if the amount levied by an area municipality for metropolitan purposes or school purposes in the year before the year for which a change in assessment is made pursuant to a direction of the Minister of Finance under subsection 241.1 (1) differs from the sum the area municipality ought to have levied for metropolitan purposes or school purposes, the area municipality shall debit or credit such deficit or surplus, as applicable, to the general funds of the municipality and not revise the rates to be levied for that body in the next succeeding year.

Conservation authority apportionments

241.13 - (1) Where changes are made in the assessment rolls of area municipalities under a direction of the Minister of Finance under subsection 241.1 (1) and the changes directly affect the relative cost sharing of

- 1. Le paragraphe 241.9 (2).
- 2. Le paragraphe 241.10 (1).
- 3. Le paragraphe 241.10 (3).
- 4. Le paragraphe 7 (10) de la Loi sur le développement du logement.
- 5. Le paragraphe 2 (1) de la Loi sur le redressement des paiements aux municipalités et aux conseils scolaires.
- 6. Le paragraphe 52 (9) de la Loi sur la Société de l'électricité.
- (5) Si la municipalité de secteur omet d'ef- Défaut de fectuer un versement périodique prévu par le paragraphe (1) ou tel qu'il est modifié en vertu du paragraphe (2) ou (3), elle paie à la municipalité de la communauté urbaine ou au conseil scolaire, selon le cas, des intérêts sur les montants d'arriérés exigibles au taux annuel de 15 pour cent ou au taux inférieur que peut fixer le conseil scolaire ou la municipalité de la communauté urbaine.

- (6) Si le montant total payé pour l'année Paiement en en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3) est supérieur au montant total payable à cette fin pour l'année, la municipalité de secteur avise la municipalité de la communauté urbaine ou le conseil scolaire, selon le cas, du montant du paiement en trop. La municipalité de la communauté urbaine ou le conseil scolaire verse sans délai ce dernier montant à la municipalité de secteur.
- (7) Au plus tard le 31 décembre de cha- État émanant que année, le trésorier de chaque municipalité de secteur envoie aux organismes qui ont droit à un paiement en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3) un état assez détaillé pour permettre aux organismes de vérifier l'exactitude du montant payable pour l'année.

241.12 Malgré le paragraphe 162 (2) de la Redressement Loi sur les municipalités ou le paragraphe ments 244 (2) de la Loi sur l'éducation, si le montant prélevé par une municipalité de secteur aux fins de la communauté urbaine ou aux fins scolaires au cours de l'année précédant celle pour laquelle une modification est apportée à l'évaluation conformément à un ordre du ministre des Finances visé au paragraphe 241.1 (1) diffère de la somme que la municipalité de secteur aurait dû prélever aux fins de la communauté urbaine ou aux fins scolaires, la municipalité de secteur porte le déficit ou l'excédent, selon le cas, au débit ou au crédit du fonds d'administration générale de la municipalité, et ne doit pas modifier les impôts devant être prélevés pour cet

241.13 (1) Si des modifications sont Répartitions apportées aux rôles d'évaluation de munici- office de propalités de secteur aux termes d'un ordre du tection de la ministre des Finances donné en vertu du paragraphe 241.1 (1) et que ces modifications

organisme l'année suivante.

des prélève-

relatives à un

conservation authority responsibilities for any regional municipality beyond the Metropolitan Area or cause within the Metropolitan Area substantial tax shifts between area municipalities, property classes or individual properties, the Lieutenant Governor in Council may, in order to minimize such effects, make regulations prescribing an alternative basis of apportionment to that specified under the Conservation Authorities Act.

Regulation may be retroactive

26

(2) A regulation made under subsection (1) may be made retroactive to a date not earlier than the 1st day of January of the year in which it was made.

Definitions

241.14-(1) In this section,

"excluded unit" means a unit which is vacant land, a railway right-of-way or a pipeline or a unit in respect of which an area municipality is eligible to receive a payment in lieu of taxes; ("unité exclue")

"unit" means a parcel of land separately assessed with respect to real property, or real property and business, as the case may be, on the last returned assessment roll for taxation in the Metropolitan Area in 1993, but if a parcel of land is separately assessed with respect to both real property and business and one assessment is taxable and the other is subject to a payment in lieu of taxes, the parcel shall be deemed to be two units, one for each assessment. ("unité")

Property categories

- (2) For the purposes of this section,
- (a) a unit is in a protected category if it is in the residential, commercial or industrial category or if it is in a category established under clause (4) (e);
- (b) a unit is in the residential category if it is subject to taxation at the residential rate, but it is not in the residential category if it is an unoccupied commercial or industrial unit that is subject to taxation at the residential rate or if it is an excluded unit;
- (c) a unit is in the industrial category if it is subject to taxation at the commer-

aient des conséquences directes sur le partage proportionnel des coûts afférents aux obligations d'un office de protection de la nature en ce qui concerne une municipalité régionale à l'extérieur de l'agglomération urbaine, ou qu'elles entraînent des changements fiscaux importants dans l'agglomération urbaine entre des municipalités de secteur, des catégories de biens ou des biens individuels, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en vue de minimiser ces effets, prendre des règlements qui prescrivent une autre base de répartition que celle fixée en vertu de la Loi sur les offices de protection de

(2) Le règlement pris en application du paragraphe (1) peut avoir un effet rétroactif à compter d'une date qui n'est pas antérieure au 1er janvier de l'année au cours de laquelle il est pris.

Rétroactivité du règlement

241.14 (1) Les définitions qui suivent Définitions s'appliquent au présent article.

«unité» Parcelle de bien-fonds assujettie à une évaluation distincte à l'égard d'un bien immeuble, ou d'un bien immeuble et d'un commerce, selon le cas, sur le rôle d'évaluation déposé le plus récemment aux fins de l'imposition dans l'agglomération urbaine en 1993. Toutefois, si une parcelle de bien-fonds est assujettie à une évaluation distincte à l'égard et d'un bien immeuble et d'un commerce et qu'une évaluation est imposable tandis que l'autre est assujettie à un paiement tenant lieu d'impôts, la parcelle est réputée constituer deux unités, soit une pour chaque évaluation. («unit»)

«unité exclue» Unité que constitue un terrain vacant, un droit de passage de chemin de fer ou un pipeline ou unité à l'égard de laquelle une municipalité de secteur a le droit de recevoir un paiement tenant lieu d'impôts. («excluded unit»)

(2) Pour l'application du présent article :

Catégories de biens

- a) une unité fait partie d'une catégorie protégée si elle fait partie de la catégorie résidentielle, commerciale ou industrielle ou si elle fait partie d'une catégorie établie en vertu de l'alinéa (4) e);
- b) une unité fait partie de la catégorie résidentielle si elle est assujettie à l'imposition au taux applicable aux propriétés résidentielles, mais elle n'en fait pas partie s'il s'agit d'une unité commerciale ou industrielle inoccupée assujettie à l'imposition au taux applicable aux propriétés résidentielles ou s'il s'agit d'une unité exclue;
- c) une unité fait partie de la catégorie industrielle si elle est assujettie à l'imposition au taux applicable aux indus-

cial rate and subject to a business assessment.

- (i) under clause 7 (1) (a) or (d) of the Assessment Act, or
- (ii) as a brewer, under clause 7 (1) (b) of the Assessment Act;
- (d) a unit is in the commercial category if it is a unit that is subject to taxation and that is not in the residential or industrial category and if it is not an excluded unit.

By-laws to limit tax increases

- (3) Despite any provision of this or any other Act, for the purpose of implementing a reassessment under subsection 241.1 (1), the Metropolitan Corporation shall pass by-laws,
 - (a) subject to the regulations made under this section, to limit the increase of real property and business taxes occurring on units in the residential, commercial and industrial category as a result of a reassessment; and
 - (b) to provide that the increases referred to in clause (a) with respect to 1993, 1994, 1995, 1996 or 1997, as the case may be, are equal to the difference between the taxes in that year and the 1992 base tax, both as defined in the by-law.

Other bylaws

- (4) Despite any provision of this or any other Act, for the purpose of implementing a reassessment under subsection 241.1 (1), the Metropolitan Corporation may pass by-laws,
 - (a) to limit the decrease of real property and business taxes occurring on units in the residential, commercial and industrial category as a result of the reassessment;
 - (b) to limit the increase and, with the approval of the Minister, to limit the decrease of real property and business taxes occurring as a result of the reassessment on units in a category established by the Metropolitan Council under clause (e);
 - (c) to limit the increase and, with the approval of the Minister, to limit the decrease of payments in lieu of taxes occurring as a result of the reassessment on units in a category established by the Metropolitan Council under clause (e);

tries et aux commerces ainsi qu'à une évaluation commerciale:

- (i) soit en vertu de l'alinéa 7 (1) a) ou d) de la Loi sur l'évaluation
- (ii) soit, en qualité de brasseur, en vertu de l'alinéa 7 (1) b) de la Loi sur l'évaluation foncière;
- d) une unité fait partie de la catégorie commerciale s'il s'agit d'une unité qui est assujettie à l'imposition et qui ne fait pas partie de la catégorie résidentielle ou industrielle et s'il ne s'agit pas d'une unité exclue.
- (3) Malgré les dispositions de la présente Règlements loi ou de toute autre loi, aux fins de l'application d'une nouvelle évaluation en vertu du ter les augparagraphe 241.1 (1), la municipalité de la communauté urbaine, par règlement municipal:

- a) sous réserve des règlements pris en application du présent article, limite l'augmentation des impôts fonciers et commerciaux imposée par suite d'une nouvelle évaluation à l'égard des unités faisant partie de la catégorie résidentielle, commerciale et industrielle;
- b) prévoit que les augmentations visées à l'alinéa a) pour 1993, 1994, 1995, 1996 ou 1997, selon le cas, sont égales à la différence entre les impôts pour l'année visée et l'impôt de base pour 1992, au sens du règlement municipal dans les deux cas.
- (4) Malgré les dispositions de la présente Autres règleloi ou de toute autre loi, aux fins de l'application d'une nouvelle évaluation en vertu du paragraphe 241.1 (1), la municipalité de la communauté urbaine peut, par règlement municipal:
 - a) limiter la réduction des impôts fonciers et commerciaux découlant de la nouvelle évaluation à l'égard des unités faisant partie de la catégorie résidentielle, commerciale et industrielle;
 - b) limiter l'augmentation et, avec l'approbation du ministre, la réduction des impôts fonciers et commerciaux découlant de la nouvelle évaluation à l'égard des unités faisant partie d'une catégorie établie par le conseil de la communauté urbaine en vertu de l'alinéa e);
 - c) limiter l'augmentation et, avec l'approbation du ministre, la réduction des paiements tenant lieu d'impôts découlant de la nouvelle évaluation à l'égard des unités faisant partie d'une catégorie établie par le conseil de la communauté urbaine en vertu de l'alinéa e);

ments munici-

- (d) to provide that the increases and decreases referred to in clauses (a), (b) and (c) with respect to 1993, 1994, 1995, 1996 or 1997, as the case may be, are equal to the difference between the taxes in that year and the 1992 base tax, both as defined in the by-law;
- (e) to establish as categories for the purposes of clauses (b) and (c) such classes of excluded units as defined in the by-law;
- (f) to provide for the discontinuance on a property of the limits on real property tax increases established under clause (3) (a) effective the 1st day of the month, or such later date as the bylaw may specify, following a change of ownership of the property;
- (g) to define "change of ownership" for the purposes of a by-law passed under clause (f);
- (h) to establish the extent to which the limits on increases and decreases on real property and business taxes and payments in lieu of taxes apply to a unit when the unit changes from one protected class to another protected class;
- (i) to permit any unit that is in a protected category to move directly into another protected category as if it had been in the other protected category from the day the other protected category came into existence, if the move is a result of a change in assessment under the Assessment Act.
- (5) For the purposes of,
- (a) clauses (3) (b) and (4) (d), the definition of "1992 base tax" may reflect,
 - (i) the assessment on the unit for real property and business as shown on the assessment roll which would otherwise have been returned if there had not been a reassessment for taxation purposes in 1993,
 - (ii) any subsequent adjustments to the assessment roll in respect of the real property or business assessment of that unit in any subsequent year under the Assessment Act, the Municipal Act or this Act, and

- d) prévoir que les augmentations et les réductions visées aux alinéas a), b) et c) pour 1993, 1994, 1995, 1996 ou 1997, selon le cas, sont égales à la différence entre les impôts pour l'année visée et l'impôt de base pour 1992, au sens du règlement municipal dans les deux cas;
- e) établir comme catégories pour l'application des alinéas b) et c) les catégories d'unités exclues que définit le règlement municipal;
- f) prévoir, à l'égard de biens, l'abandon des limites établies en vertu de l'alinéa (3) a) en ce qui a trait aux augmentations des impôts fonciers, à compter du premier jour du mois ou d'une date ultérieure que le règlement municipal peut préciser, par suite d'un changement de propriété des biens;
- g) définir «changement de propriété» pour l'application d'un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa f);
- h) établir la mesure dans laquelle les limites aux augmentations et aux réductions des impôts fonciers et commerciaux et des paiements tenant lieu d'impôts s'appliquent à une unité lorsque celle-ci passe d'une catégorie protégée à une autre catégorie protégée;
- i) permettre que toute unité faisant partie d'une catégorie protégée passe directement à une autre catégorie protégée comme si elle en avait fait partie depuis le jour où l'autre catégorie protégée a été établie, si le passage découle d'un changement apporté à l'évaluation aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière.
- (5) Pour l'application :

Idem

- a) des alinéas (3) b) et (4) d), la définition de «impôt de base pour 1992» peut refléter :
 - (i) l'évaluation à l'égard d'une unité pour un bien immeuble et un commerce comme elle figure sur le rôle d'évaluation qui aurait normalement été déposé s'il n'y avait pas eu de nouvelle évaluation aux fins de l'imposition en 1993,
 - (ii) tous rajustements ultérieurs effectués au rôle d'évaluation à l'égard de l'évaluation foncière ou commerciale pour cette unité au cours d'une année ultérieure aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière, de la Loi sur les

Same

- (iii) such other matters as the Metropolitan Council deems appropriate; and
- (b) clause (4) (f), "property" means a dwelling composed of not more than two units assessed as Class 1 in a regulation under subsection 241.1 (1).

Regulations

- (6) For the purposes of this section, the Minister may by regulation,
 - (a) establish maximum limits on the increases in real property and business taxes relative to the 1992 base tax, as defined in a by-law referred to in subsection (3), for units in a protected category;
 - (b) provide the method by which the minimum and maximum real property and business taxes and the minimum and maximum payments in lieu of taxes shall be calculated;
 - (c) exercise the powers of the Metropolitan Council under clause (3) (b) if the Council fails to pass by-laws under that clause with respect to any particular year by the 1st day of June of that year.

Deemed limit on tax increases

(7) If the Metropolitan Council fails to pass by-laws under clause (3) (a) with respect to any particular year before the 1st day of June of that year, the Metropolitan Council shall be deemed to have passed a by-law adopting the maximum limits established by regulation under clause (6) (a) as the limits established by by-law under clause (3) (a) for that year.

Duty of tax

(8) If a by-law passed under clause (4) (f) provides for the discontinuance of the limits on real property tax increases as a result of a change of ownership, upon notification by the clerk of the area municipality of a change of ownership, the tax collector shall determine the amount of the tax abatement that would no longer apply, in accordance with such by-law and that amount shall be entered on the collector's roll.

Effective date of

(9) The limits on increases and decreases of real property and business taxes and of payments in lieu of taxes established under this section and the resulting tax abatements and surcharges for any year shall be deemed to have been in effect on the 1st day of January of the year.

municipalités ou de la présente

- (iii) toutes autres questions que le conseil de la communauté urbaine juge appropriées;
- b) de l'alinéa (4) f), «biens» s'entend d'un logement comprenant au plus deux unités évaluées selon la catégorie 1 dans un règlement pris en application du paragraphe 241.1 (1).

(6) Pour l'application du présent article, le Règlements ministre peut, par règlement :

- a) fixer des limites maximales aux augmentations des impôts fonciers et commerciaux calculées par rapport à l'impôt de base pour 1992, au sens d'un règlement municipal visé au paragraphe (3), pour les unités faisant partie
- b) prévoir la méthode de calcul des montants minimal et maximal des impôts fonciers et commerciaux et des paiements tenant lieu d'impôts;

d'une catégorie protégée;

- c) exercer les pouvoirs conférés au conseil de la communauté urbaine en vertu de l'alinéa (3) b) si le conseil n'adopte aucun règlement municipal en vertu de cet alinéa à l'égard d'une année quelconque au plus tard le 1er juin de l'année en question.
- (7) Si le conseil de la communauté urbaine Limite répun'adopte aucun règlement municipal en vertu mentations de l'alinéa (3) a) à l'égard d'une année quel- d'impôts conque avant le 1er juin de l'année en question, il est réputé avoir adopté un règlement municipal autorisant les limites maximales fixées par voie de règlement aux termes de l'alinéa (6) a) comme des limites fixées par règlement municipal aux termes de l'alinéa (3) a) pour l'année en question.
- (8) Si un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa (4) f) prévoit l'abandon des d'impôts limites aux augmentations des impôts fonciers par suite d'un changement de propriété, sur avis d'un changement de propriété donné par le secrétaire de la municipalité de secteur, le percepteur d'impôts fixe le montant de l'abattement d'impôts qui ne s'appliquerait plus, conformément au règlement municipal, et le montant en question est inscrit au rôle du percepteur.
- (9) Les limites aux augmentations et aux Date d'entrée réductions d'impôts fonciers et commerciaux des limites et de paiements tenant lieu d'impôts fixées aux termes du présent article et les abattements d'impôts et surtaxes qui en résultent pour une année quelconque sont réputées être entrées en vigueur le 1er janvier de l'année.

Obligation du

1993

Reassessment plans

241.15 The Metropolitan Corporation, before the 1st day of January, 1997, shall prepare, adopt and forward to the Minister of Municipal Affairs a reassessment plan for the Metropolitan Area for the years 1998 to 2002, inclusive.

Regulations

241.16-(1) Despite this or any other Act, the Lieutenant Governor in Council may make regulations to provide that the real property or business taxes or the payments in lieu of taxes on any class of property in the Metropolitan Area shall be different than the taxes which would otherwise have been payable as a result of a reassessment under subsection 241.1 (1).

Same

(2) A regulation under subsection (1) is not effective before the 1st day of January, 1998.

Continuation of by-laws

(3) All by-laws or deemed by-laws under section 241.14 that are in force on the 1st day of July, 1997 shall be deemed to continue despite the repeal of that section until the Lieutenant Governor in Council makes a regulation under subsection (1), and the by-laws cannot be amended after that date.

Miscellaneous

- **241.17**—(1) Where a by-law under subsection 241.14 (3) or (4), a deemed by-law under subsection 241.14 (7) or a regulation under subsection 241.16 (1) is in force,
 - (a) the area municipalities shall reflect the limits on increases and decreases on taxes and on payments in lieu of taxes in its tax bills as abatements or surcharges, respectively;
 - (b) an area municipality in which the surcharges exceed the abatements in any year shall pay the difference to the Metropolitan Corporation;
 - (c) an area municipality in which the surcharges are less than the abatements in any year shall bill the Metropolitan Corporation for the difference and the Metropolitan Corporation shall pay the bill;
 - (d) the Metropolitan Corporation shall apply the amounts it receives under clause (b) to the amounts payable under clause (c);
 - (e) if the payments received under clause (b) by the Metropolitan Corporation exceed the payments it makes under clause (c), the Metropolitan Corpora-

241.15 La municipalité de la communauté Programmes urbaine, avant le 1er janvier 1997, prépare et évaluations adopte un programme de nouvelles évaluations à l'égard de l'agglomération urbaine pour les années 1998 à 2002 inclusivement, et le fait parvenir au ministre des Affaires municipales.

- 241.16 (1) Malgré la présente loi ou Règlements toute autre loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir que les impôts fonciers ou commerciaux ou les paiements tenant lieu d'impôts à l'égard de toute catégorie de biens situés dans l'agglomération urbaine sont différents de ceux qui seraient normalement exigibles par suite d'une nouvelle évaluation visée au paragraphe 241.1 (1).
- (2) Les règlements visés au paragraphe (1) Idem n'entrent pas en vigueur avant le 1er janvier 1998.
- (3) Les règlements municipaux ou les Maintien des règlements municipaux réputés visés à l'article 241.14 qui sont en vigueur le 1er juillet 1997 sont réputés maintenus en vigueur malgré l'abrogation de cet article jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil prenne un règlement en vertu du paragraphe (1), et les règlements municipaux ne peuvent pas être modifiés après cette date.

règlements municipaux

diverses

241.17 (1) Lorsqu'un règlement munici- Dispositions pal visé au paragraphe 241.14 (3) ou (4), un règlement municipal réputé aux termes du paragraphe 241.14 (7) ou un règlement visé au paragraphe 241.16 (1) est en vigueur :

- a) les municipalités de secteurs, sur leurs relevés d'imposition, inscrivent les limites aux augmentations ou aux réductions d'impôts et de paiements tenant lieu d'impôts à titre d'abattements ou de surtaxes respectivement;
- b) la municipalité de secteur dans laquelle les surtaxes dépassent les abattements pour une année quelconque verse la différence à la municipalité de la communauté urbaine;
- c) la municipalité de secteur dans laquelle les surtaxes sont moins élevées que les abattements pour une année quelconque fait payer la différence à la municipalité de la communauté urbaine;
- d) la municipalité de la communauté urbaine se sert des sommes qu'elle reçoit aux termes de l'alinéa b) pour verser les sommes qu'elle doit payer aux termes de l'alinéa c);
- e) si les paiements que reçoit la municipalité de la communauté urbaine aux termes de l'alinéa b) dépassent ceux qu'elle effectue aux termes de l'alinéa

tion shall apply the difference in determining the abatements and surcharges in future years;

(f) if the payments received under clause (b) by the Metropolitan Corporation are less than the payments it makes under clause (c), the Metropolitan Corporation shall apply the difference in determining the abatements and surcharges in future years.

Payment

(2) The Metropolitan Corporation may pass by-laws requiring the payments under clauses (1) (b) and (c) to be paid at the times and in the portions specified by the by-law.

Same

(3) Subsections 241.3 (10) and (11) apply, with necessary modifications, to the payments under clause (1) (b).

Same

(4) The amount to be paid under clause (1) (c) is a debt of the Metropolitan Corporation to the area municipality and the treasurer of the Metropolitan Corporation shall pay the amount owing by the Metropolitan Corporation to the treasurer of the area municipality at the times and in the portions specified in the by-law under subsection (2).

Default

(5) If the Metropolitan Corporation fails to make any payment, or portion of it, as provided in the by-law under subsection (2), the Metropolitan Corporation shall pay to the area municipality interest on the amount in default at the rate of 15 per cent per year from the due date of the payment, or such lower rate as the Metropolitan Council may by by-law determine, from the date payment is due until it is made.

Estimates

- 241.18 Where a by-law under subsection 241.14 (3) or (4), a deemed by-law under subsection 241.14 (7) or a regulation under subsection 241.16 (1) is in force, the Metropolitan Toronto School Board, the Metropolitan Separate School Board, the boards of education and the area municipalities shall, at the request of the Metropolitan Corporation, provide the Metropolitan Corporation with,
 - (a) the estimates of their requirements for their general and special levies in that
 - (b) the defined areas upon which each special levy shall be raised.

- c), la municipalité de la communauté urbaine tient compte de la différence pour fixer les abattements et les surtaxes des années à venir:
- f) si les paiements que recoit la municipalité de la communauté urbaine aux termes de l'alinéa b) sont inférieurs à ceux qu'elle effectue aux termes de l'alinéa c), la municipalité de la communauté urbaine tient compte de la différence pour fixer les abattements et les surtaxes des années à venir.
- (2) La municipalité de la communauté Paiement urbaine peut, par règlement municipal, exiger que les paiements visés aux alinéas (1) b) et (c) soient effectués aux dates et selon les proportions qui sont précisées dans le règlement municipal.

(3) Les paragraphes 241.3 (10) et (11) Idem s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux paiements visés à l'alinéa (1) b).

(4) La somme qui doit être payée aux ter- Idem mes de l'alinéa (1) c) constitue une dette de la municipalité de la communauté urbaine envers la municipalité de secteur et le trésorier de la municipalité de la communauté urbaine verse la somme due par celle-ci au trésorier de la municipalité de secteur aux dates et selon les proportions qui sont précisées dans le règlement municipal visé au paragraphe (2).

- (5) Si elle omet de verser la totalité ou une partie d'un paiement prévu par le règlement municipal visé au paragraphe (2), la municipalité de la communauté urbaine paie à la municipalité de secteur des intérêts sur les montants d'arriérés exigibles au taux annuel de 15 pour cent ou au taux inférieur que peut fixer le conseil de la communauté urbaine par règlement municipal, à compter de la date d'exigibilité du paiement jusqu'à ce qu'il soit effectué.
- 241.18 Lorsqu'un règlement municipal visé au paragraphe 241.14 (3) ou (4), un règlement municipal réputé aux termes du paragraphe 241.14 (7) ou un règlement visé au paragraphe 241.16 (1) est en vigueur, le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto, les conseils de l'éducation et les municipalités de secteur, à la demande de la municipalité de la communauté urbaine, fournissent à cette dernière :
 - a) les prévisions budgétaires pour les sommes dont ils ont besoin aux fins de leurs prélèvements généraux et extraordinaires cette année-là;
 - b) les secteurs définis à l'égard desquels chaque prélèvement extraordinaire doit être recueilli.

Défaut de

Prévisions budgétaires

1993

Provision of assessment

241.19 The Ministry of Finance shall, at the request of the Metropolitan Corporation, provide the Corporation with the last returned assessment roll for the area municipalities.

Tax appeals

241.20—(1) Any person who has an interest in a property and who is of the opinion that the real property or business taxes or payments in lieu of taxes are excessive as a result of a by-law under subsection 241.14 (3) or (4), a deemed by-law under subsection 241.14 (7) or a regulation under subsection 241.16 (1) being incorrectly applied to calculate the taxes or the payments in lieu of taxes, as the case may be, may appeal in writing to the council of the area municipality in which the property is located.

Procedure

- (2) An appeal under subsection (1) must be filed with the clerk of the area municipality and must state,
 - (a) the appellant's name and mailing address:
 - (b) the address and assessment roll number of the property to which the appeal relates; and
 - (c) the reasons for the appeal.

Time limit. general

(3) Subject to subsection (4), the appeal must be filed before the 1st day of March in the year following the year in respect of which the appeal is made.

Same. assessment adjustment

(4) If the assessment on a property for any year is adjusted under the Assessment Act or the Municipal Act, the appeal must be filed before the filing day described in subsection (3) or by the end of the ninetieth day following the adjustment, whichever day is later.

Reductions

(5) If the assessment on a property is adjusted as a result of an appeal under the Assessment Act or the Municipal Act, the treasurer of the area municipality in which the property is located shall recalculate the taxes or the payments in lieu of taxes, as the case may be, payable with respect to the property within thirty days of the adjustment of the assessment described in subsection (4).

Notice of hearing

(6) The clerk of the area municipality shall give the appellant and the Metropolitan Corporation not less than fourteen days written notice of the meeting at which they may make representations in respect of the appeal.

Decision

(7) After hearing the representations, if any, the council of the area municipality or the committee hearing the representations may confirm or alter the adjustment of taxes

241.19 A la demande de la municipalité Fourniture du de la communauté urbaine, le ministère des tion Finances fournit à cette dernière le rôle d'évaluation déposé le plus récemment pour les municipalités de secteur.

241.20 (1) Quiconque a un intérêt sur Appels en des biens et estime que les impôts fonciers ou pôt commerciaux ou les paiements tenant lieu d'impôts sont trop élevés du fait qu'un règlement municipal visé au paragraphe 241.14 (3) ou (4), un règlement municipal réputé aux termes du paragraphe 241.14 (7) ou un règlement visé au paragraphe 241.16 (1) ne sont pas appliqués comme il se doit pour calculer les impôts ou les paiements tenant lieu d'impôts, selon le cas, peut interjeter appel, par écrit, devant le conseil de la municipalité de secteur dans laquelle les biens sont situés.

- (2) L'appel visé au paragraphe (1) doit Procédure être déposé auprès du secrétaire de la municipalité de secteur et contenir les renseignements suivants:
 - a) les nom et adresse postale de l'appelant;
 - b) l'adresse et le numéro au rôle d'évaluation des biens visés par l'appel;
 - c) les motifs de l'appel.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), l'ap- Délai, dispopel doit être déposé avant le 1er mars de l'année suivant celle à l'égard de laquelle l'appel est interjeté.

(4) Si l'évaluation à l'égard de biens pour Idem, rajusteune année quelconque est rajustée aux ter- l'évaluation mes de la Loi sur l'évaluation foncière ou de la Loi sur les municipalités, l'appel doit être déposé avant le jour du dépôt visé au paragraphe (3) ou au plus tard à la fin du dixneuvième jour suivant le rajustement si ce jour est postérieur au premier.

Réductions

- (5) Si l'évaluation à l'égard de biens est rajustée par suite d'un appel interjeté aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière ou de la Loi sur les municipalités, le trésorier de la municipalité de secteur dans laquelle les biens sont situés calcule de nouveau les impôts ou les paiements tenant lieu d'impôts, selon le cas, payables à l'égard des biens, dans les trente jours du rajustement de l'évaluation visé au paragraphe (4).
- (6) Le secrétaire de la municipalité de sec- Avis d'auteur donne à l'appelant et à la municipalité de la communauté urbaine un préavis écrit d'au moins quatorze jours de la réunion au cours de laquelle ils peuvent présenter des observations à l'égard de l'appel.
- (7) Après avoir entendu les observations, le cas échéant, le conseil de la municipalité de secteur ou le comité chargé d'entendre les observations peut confirmer ou modifier le

Décision

or of payments in lieu of taxes resulting from the manner in which the by-law or regulation has been applied.

Decision final

(8) The decision to confirm or alter the adjustment of taxes or of payments in lieu of taxes is final and binding.

Notice of decision

(9) Within fifteen days after the decision, the clerk of the area municipality shall give written notice of it to the appellant and the Metropolitan Corporation.

Duty of treasurer

(10) If the decision includes an alteration of the adjustment of taxes or of payments in lieu of taxes, the treasurer of the area municipality shall promptly make the alteration.

Delegation of powers

- (11) The council of an area municipality may by by-law appoint a committee of one or more persons to hear representations and make decisions on its behalf under this section.
- 9. Sections 243, 244 and 245 of the Act are repealed and the following substituted:

Investment through agent

243.—(1) A power given to the Metropolitan Toronto School Board and the Metropolitan Separate School Board to invest money includes the power to invest the money through an agent.

Joint investment of money

(2) The Metropolitan Toronto School Board, the Metropolitan Separate School Board and the Metropolitan Corporation may enter into agreements with each other for the joint investment of money by the Metropolitan Corporation, a Board or their respective agents.

Same

- (3) Subsection (2) does not apply to money invested for the purpose of paying the principal and interest of sinking fund debentures.
- 10. Subsection 246 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Reserve funds

(1) The Metropolitan Toronto Library Board with the approval of the Metropolitan Council, the Metropolitan Council and the Metropolitan Toronto School Board may in each year provide in the estimates for the establishment or maintenance of a reserve fund for any purpose for which it has authority to spend funds.

rajustement d'impôts ou de pajements tenant lieu d'impôts découlant de la manière dont le règlement municipal ou le règlement a été appliqué.

(8) La décision de confirmer ou de modifier le rajustement d'impôts ou de paiements tenant lieu d'impôts est définitive.

Décision défi-

(9) Dans les quinze jours qui suivent la Avis de déciprise de la décision, le secrétaire de la municipalité de secteur en remet un avis écrit à l'appelant et à la municipalité de la communauté urbaine.

(10) Si la décision comprend une modifica- Obligation du tion du rajustement d'impôts ou de paiements tenant lieu d'impôts, le trésorier de la municipalité de secteur effectue promptement la modification.

(11) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par règlement municipal, nommer un comité d'une ou de plusieurs personnes pour entendre les observations et prendre les décisions en son nom aux termes du présent article.

Délégation de

9 Les articles 243, 244 et 245 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

243 (1) L'autorisation de placer des sommes d'argent qui est donnée au Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto mandataire et au Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto comprend l'autorisation de les placer par l'intermédiaire d'un mandataire.

(2) Le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, le Conseil des écoles catholiques du Grand Toronto et la municipalité de la communauté urbaine peuvent conclure des accords entre eux en vue du placement de sommes d'argent en commun par la municipalité de la communauté urbaine ou un conseil ou par leurs mandataires respec-

Placements communs

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas Idem aux sommes d'argent placées aux fins du paiement du principal et des intérêts de débentures à fonds d'amortissement.

10 Le paragraphe 246 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le Conseil des bibliothèques de la communauté urbaine de Toronto, avec l'approbation du conseil de la communauté urbaine, le conseil de la communauté urbaine et le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto peuvent, chaque année, prévoir dans leurs prévisions budgétaires la création ou le maintien d'un fonds de réserve à une fin à laquelle ils sont autorisés à dépenser des sommes d'argent.

Fonds de réserve

Cost of

notice

PART II **EDUCATION ACT AMENDMENTS**

- 11.-(1) Subsection 238 (6) of the Education Act (Revised Statutes of Ontario, 1990, chapter E.2) is amended by striking out "Metropolitan Council" in the first line and substituting "School Board".
- (2) Subsection 238 (8) of the Act is repealed and the following substituted:
- (8) Where the collector of an area municipality is required to send notices under subsection (7) in respect of a statement received from the School Board under subsection (6), the School Board shall reimburse the area municipality for the reasonable expenses incurred by that area municipality for preparing and printing such notices.
- 12. Subsection 240 (16) of the Act, as reenacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 15, section 86, is amended by adding "metropolitan" after "regional" in the third line.
- 13.—(1) Subsection 242 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 15, section 87, is amended by adding "metropolitan" after "regional" in the fourth line.
- (2) Subsection 242 (4) of the Act, as reenacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 15, section 87, is amended by adding "metropolitan" after "regional" in the ninth line.
- 14. Subsection 250 (4) of the Act, as reenacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 15, section 88, is amended by adding "metropolitan" after "regional" in the third
- 15. Section 253 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 15, section 89, is amended by adding "metropolitan" after "regional" in the sixth line.

PART III **RENT CONTROL ACT, 1992 AMENDMENTS**

- 16. Subsection 113 (1) of the Rent Control Act, 1992 (chapter 11) is repealed and the following substituted:
- (1) The Registrar may decrease the maximum rent in accordance with the prescribed rules and record the decrease in the maximum rent in the registry if,

PARTIE II MODIFICATIONS À LA LOI SUR L'ÉDUCATION

- 11 (1) Le paragraphe 238 (6) de la Loi sur l'éducation (chapitre E.2 des Lois refondues de l'Ontario de 1990) est modifié par substitution, à «Conseil de la communauté urbaine» aux première et deuxième lignes, de «Conseil scolaire».
- (2) Le paragraphe 238 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (8) Si le percepteur d'une municipalité de Coût de l'avis secteur est tenu d'envoyer des avis aux termes du paragraphe (7) relativement à un état reçu du Conseil scolaire aux termes du paragraphe (6), le Conseil scolaire rembourse à la municipalité de secteur les dépenses raisonnables qu'occasionnent la préparation et l'impression de ces avis.
- 12 Le paragraphe 240 (16) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 86 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par insertion, après «régionale» à la quatrième ligne, de «, de communauté urbaine».
- 13 (1) Le paragraphe 242 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 87 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par insertion, après «régionale» à la sixième ligne, de «, de communauté urbaine».
- (2) Le paragraphe 242 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 87 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par insertion, après «régionale» à la onzième ligne, de «, de communauté urbaine».
- 14 Le paragraphe 250 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 88 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par insertion, après «régionale» à la quatrième ligne, de «, de communauté urbaine».
- 15 L'article 253 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 89 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par insertion, après «régionale» aux septième et huitième lignes, de «, de communauté urbaine».

PARTIE III MODIFICATIONS À LA LOI DE 1992 SUR LE CONTRÔLE DES LOYERS

- 16 Le paragraphe 113 (1) de la *Loi de 1992* sur le contrôle des loyers (chapitre 11) est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) Le registrateur peut réduire le loyer Évaluation maximal conformément aux règles prescrites rieure et inscrire la réduction dans le registre si les conditions suivantes sont réunies :

Lower assessment

- (a) property taxes levied by a local municipality on a residential complex or a rental unit in it are affected by a reassessment under.
 - (i) section 58 or 63 of the Assessment Act for a local municipality,
 - (ii) subsection 371 (2) of Municipal Act for a county,
 - (iii) subsection 135.3 (1) of the Regional Municipalities Act for a regional municipality,
 - (iv) subsection 241.1 (1) of the Municipality of Metropolitan Toronto Act for The Municipality of Metropolitan Toronto,
 - (v) subsection 81 (1) of the District Municipality of Muskoka Act for The District Municipality of Muskoka, or
 - (vi) subsection 84.13 (1) of the County of Oxford Act for the County of Oxford;
- (b) the council of the municipality for which the reassessment was done files a resolution with the Registrar requesting a decrease in the maximum rent in the affected rental units; and
- (c) the residential complex contains the prescribed number of residential units.

Separated municipalities

(1.1) For the purposes of clause (1) (b), if a reassessment under subsection 371 (2) of the Municipal Act for a county includes a separated municipality, the separated municipality may, and the county may not, file a resolution regarding affected rental units in the separated municipality.

Agreement required

(1.2) A resolution shall not be filed for the purposes of clause (1) (b), until an agreement has been entered into under subsection (1.3) in respect of the request to which the resolution relates.

enter agreements

(1.3) The Minister and the council of a municipality may enter into agreements in respect of costs that will be paid to the Province of Ontario by the municipality in respect of direct and indirect costs that may be incurred by the Province as the result of a request by the council to decrease the maximum rent for any rental units.

- a) les impôts fonciers prélevés par une municipalité locale à l'égard d'un ensemble d'habitation ou d'un logement locatif qui s'y trouve sont touchés par une nouvelle évaluation foncière effectuée en vertu, selon le cas :
 - (i) de l'article 58 ou 63 de la Loi sur l'évaluation foncière dans le cas d'une municipalité locale,
 - (ii) du paragraphe 371 (2) de la Loi sur les municipalités dans le cas d'un comté,
 - (iii) du paragraphe 135.3 (1) de la Loi sur les municipalités régionales dans le cas d'une municipalité régionale,
 - (iv) du paragraphe 241.1 (1) de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto dans le cas de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto.
 - (v) du paragraphe 81 (1) de la Loi sur la municipalité de district de Muskoka dans le cas de la municipalité de district de Muskoka,
 - (vi) du paragraphe 84.13 (1) de la *Loi* sur le comté d'Oxford dans le cas du comté d'Oxford;
- b) le conseil de la municipalité à l'égard de laquelle la nouvelle évaluation foncière a été effectuée dépose une résolution auprès du registrateur dans laquelle il demande une réduction du loyer maximal des logements locatifs touchés:
- c) l'ensemble d'habitation contient le nombre prescrit d'unités de logement.
- (1.1) Pour l'application de l'alinéa (1) b), Municipalités si une nouvelle évaluation foncière visée au paragraphe 371 (2) de la Loi sur les municipalités dans le cas d'un comté comprend une municipalité séparée, cette dernière peut, et non le comté, déposer une résolution concernant les logements locatifs touchés qui se trouvent dans la municipalité séparée.
- (1.2) Aucune résolution ne peut être Accord oblidéposée pour l'application de l'alinéa (1) b) avant qu'un accord n'ait été conclu en vertu du paragraphe (1.3) à l'égard de la demande visée par la résolution.
- (1.3) Le ministre et le conseil d'une muni- Pouvoir de cipalité peuvent conclure des accords à accord l'égard des coûts que la municipalité doit rembourser à la province de l'Ontario pour les coûts directs ou indirects que la province peut engager lorsque le conseil demande une réduction du loyer maximal de logements locatifs.

Contenu des

1993

Content of

(1.4) The prescribed rules made for the purposes of this section may prescribe different tests for different geographical areas for determining the units for which maximum rent will be decreased in the registry and for calculating the decrease.

Definition

(1.5) In this section, "municipality" means a local municipality, a county, a regional, metropolitan or district municipality and the County of Oxford.

PART IV REPEALS, COMMENCEMENT, SHORT TITLE

Repeals

17.—(1) The following are repealed on the day this Act comes into force:

- 1. Section 2 of The City of Toronto Act, 1939 (chapter 73).
- 2. Sections 12 and 16 of The Metropolitan Toronto Separate School Board Act, 1953 (chapter 119).

Same

- (2) The following are repealed on the 1st day of January, 1998:
 - 1. Section 9 of The City of Toronto Act, 1949 (chapter 142).
 - 2. Section 7 of The City of Toronto Act, 1956 (chapter 125).
 - 3. Section 241.14 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act, as enacted by section 8 of this Act.

Commencement

18. This Act comes into force on the 1st day of January, 1993.

Short title

19. The short title of this Act is the Metropolitan Toronto Reassessment Statute Law Amendment Act, 1993.

(1.4) Les règles prescrites établies pour l'application du présent article peuvent prescrire, à l'égard de secteurs géographiques différents, des conditions différentes pour déterminer les logements pour lesquels le loyer maximal sera réduit dans le registre et pour calculer la réduction.

(1.5) Dans le présent article, «munici- Définition palité» s'entend d'une municipalité locale, d'un comté, d'une municipalité régionale, de communauté urbaine ou de district et du comté d'Oxford.

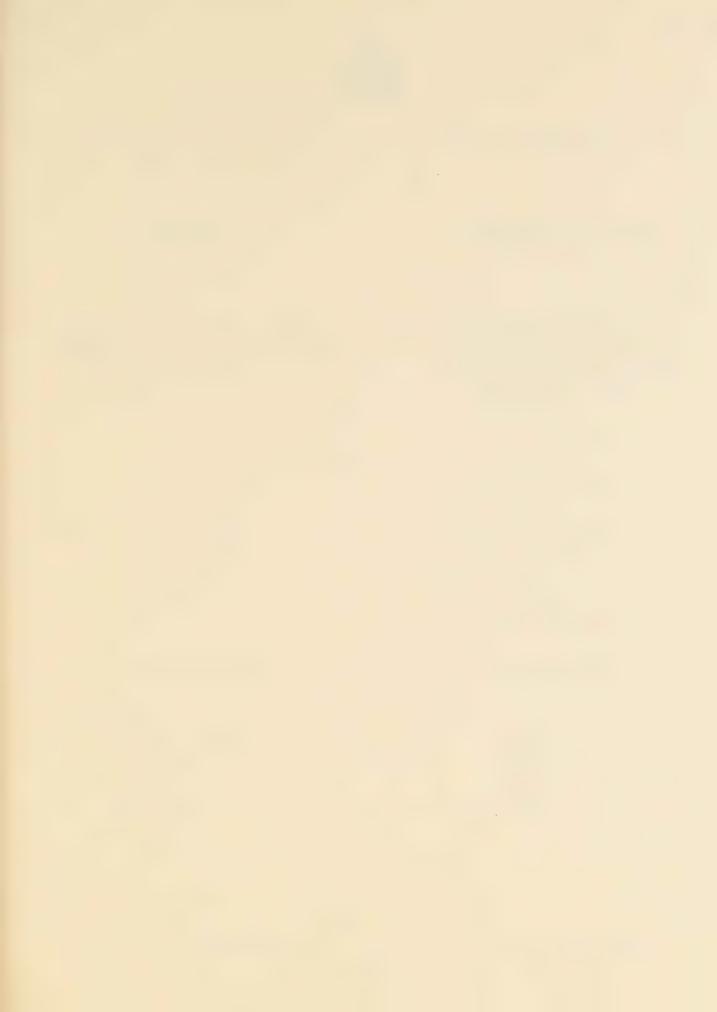
PARTIE IV ABROGATIONS, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

17 (1) Les dispositions suivantes sont Abrogations abrogées le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi :

- 1. Article 2 de la loi intitulée The City of Toronto Act, 1939 (chapitre 73).
- 2. Articles 12 et 16 de la loi intitulée The Metropolitan Toronto Separate School Board Act, 1953 (chapitre 119).
- (2) Les dispositions suivantes sont abrogées Idem le 1er janvier 1998:
 - 1. Article 9 de la loi intitulée The City of Toronto Act, 1949 (chapitre 142).
 - 2. Article 7 de la loi intitulée The City of Toronto Act, 1956 (chapitre 125).
 - 3. Article 241.14 de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto, tel qu'il est adopté par l'article 8 de la présente loi.

18 La présente loi entre en vigueur le 1er Entrée en janvier 1993.

19 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne les nouvelles évaluations de la communauté urbaine de Toronto.







3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 95

Projet de loi 95

An Act to provide for the passing of vital services by-laws by the City of North York

Loi prévoyant l'adoption par la cité de North York de règlements municipaux relatifs aux services essentiels

Mr. Mammoliti

M. Mammoliti

Private Member's Bill

TOTOM STORES

Projet de loi de député

1st Reading October 12, 1993

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 12 octobre 1993

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to allow the City of North York to pass vital services by-laws so that vital services such as electricity, gas and hot water can be provided to the occupants of rented premises when the landlord fails to provide them.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet à la cité de North York d'adopter des règlements municipaux relatifs aux services essentiels de sorte que les services tels que l'électricité, le gaz et l'eau chaude puissent être fournis aux occupants des locaux d'habitation loués lorsque le propriétaire ne le fait pas.

1993

An Act to provide for the passing of vital services by-laws by the City of North York

Loi prévoyant l'adoption par la cité de North York de règlements municipaux relatifs aux services essentiels

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act.
- "City" means The Corporation of the City of North York; ("cité")
- "vital service" means fuel, electricity, gas, hot water, water and steam; ("service essentiel")
- "vital services by-law" means a by-law passed under section 2. ("règlement municipal relatif aux services essentiels")

By-laws respecting vital services

- 2.—(1) City council may pass by-laws,
- (a) requiring every landlord of a building or part of a building that is rented or leased as a dwelling to provide adequate and suitable vital services to each part of the building that is used as a dwelling;
- (b) prohibiting a supplier from ceasing to provide the vital service until a notice has been given under subsection (4);
- (c) requiring a supplier to promptly restore the vital service when directed to do so by an official named in the by-law;
- (d) prohibiting a person from hindering, obstructing or interfering with or attempting to hinder, obstruct or interfere with the official or person referred to in subsection (6) in the exercise of a power or performance of a duty under this Act;
- (e) providing that a person who contravenes or fails to comply with a by-law is guilty of an offence for each day or part of a day on which the offence occurs or continues;

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.
- «cité» S'entend de la cité de North York. («City»)
- «règlement municipal relatif aux services essentiels» Règlement municipal adopté en vertu de l'article 2. («vital services bylaw»)
- «service essentiel» Combustible, électricité, gaz, eau chaude, eau et vapeur. («vital ser-
- 2 (1) Le conseil de la cité peut adopter Règlements des règlements municipaux :
 - a) pour exiger que chaque propriétaire essentiels d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment loué en tant que local d'habitation fournisse des services essentiels suffisants et appropriés à chaque partie du bâtiment utilisée comme local d'habitation:
 - b) pour interdire à un fournisseur de cesser de fournir le service essentiel jusqu'à ce que l'avis prévu au paragraphe (4) soit donné;
 - c) pour exiger qu'un fournisseur rétablisse sans délai le service essentiel lorsqu'il en reçoit la directive d'un agent nommé dans le règlement;
 - d) pour interdire à une personne de gêner, d'entraver ou d'importuner ou de tenter de gêner, d'entraver ou d'importuner l'agent ou la personne visés au paragraphe (6) dans l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction en vertu de la présente loi;
 - e) pour prévoir que la personne qui contrevient ou qui ne se conforme pas à un règlement municipal est coupable d'une infraction pour chaque journée ou chaque partie de journée au cours

relatifs aux

- (f) providing that every director or officer of a corporation that is convicted of an offence who knowingly concurs in the commission of the offence is guilty of an offence;
- (g) authorizing an official named in the by-law to enter into agreements on behalf of the City with suppliers of vital services to ensure that adequate and suitable vital services are provided at rented or leased dwellings.

Exception

(2) A vital services by-law does not apply to a landlord to the extent that a tenant has expressly agreed to obtain and maintain the vital services.

Contents of vital services by-law

- (3) A vital services by-law may,
- (a) classify buildings or parts of buildings for the purposes of the by-law and designate the classes to which it applies;
- (b) designate areas of the municipality in which the by-law applies;
- (c) establish standards for the provision of adequate and suitable vital services;
- (d) prohibit a landlord from ceasing to provide a vital service at a dwelling except when necessary to alter or repair the dwelling and only for the minimum period necessary to effect the alteration or repair;
- (e) provide that a landlord shall be deemed to have caused the cessation of a vital service at a dwelling if the landlord is obligated to pay the supplier for the vital service and fails to do so and, as a result of the non-payment, the vital service is no longer provided at the dwelling.

Notice by supplier

(4) A supplier shall give notice of an intended discontinuance of a vital service only if the vital service is to be discontinued at the dwelling because the landlord has breached a contract with the supplier for the supply of the vital service.

Same

(5) The notice must be given in writing to the clerk of the City at least fifteen days before the supplier ceases to provide the vital service.

- de laquelle l'infraction est commise ou se poursuit;
- f) pour prévoir que chaque administrateur ou dirigeant d'une personne morale reconnue coupable d'une infraction et qui a sciemment approuvé sa commission est coupable d'une infraction:
- g) pour autoriser un agent nommé dans le règlement municipal à conclure des ententes pour le compte de la cité avec des fournisseurs de services essentiels afin de veiller à ce que les services fournis dans les locaux d'habitation loués soient suffisants et appropriés.
- (2) Un règlement municipal relatif aux Exception services essentiels ne s'applique pas à un propriétaire dans la mesure où le locataire a consenti expressément à obtenir et à maintenir les services essentiels.

(3) Un règlement municipal relatif aux Contenu du services essentiels peut:

règlement municipal relatif aux

- a) classer des bâtiments ou des parties de services bâtiments pour l'application du règle- essentiels ment municipal et désigner les catégories auxquelles celui-ci s'applique;
- b) désigner des secteurs de la municipalité dans lesquels le règlement municipal s'applique;
- c) établir des normes pour la prestation de services essentiels suffisants et appropriés;
- d) interdire au propriétaire de cesser de fournir un service essentiel dans un local d'habitation sauf s'il est nécessaire de le modifier ou de le réparer et seulement pendant la période de temps minimale nécessaire pour effectuer la modification ou la réparation;
- e) prévoir que le propriétaire est réputé avoir provoqué l'interruption d'un service essentiel dans un local d'habitation s'il est dans l'obligation de payer un fournisseur pour ce service, qu'il omet de le faire et qu'il en résulte que le service essentiel n'est plus fourni dans le local d'habitation.
- (4) Le fournisseur donne avis de son Avis du fourintention d'interrompre un service essentiel seulement si le service essentiel fourni dans le local d'habitation doit être interrompu parce que le propriétaire n'a pas respecté un contrat conclu avec le fournisseur relativement à la prestation du service essentiel.
- (5) Lorsqu'il cesse de fournir un service Idem essentiel, le fournisseur donne un avis écrit préalable d'au moins quinze jours au secrétaire de la cité.

Inspection

(6) An official named in the by-law or a person acting under his or her instructions may, at all reasonable times, enter and inspect a building or part of a building with respect to which the by-law applies for the purpose of determining compliance with the by-law or a direction given under this Act or the by-law.

Same

- (7) Despite subsection (6), the official or person shall not enter a place actually used as a dwelling,
 - (a) unless he or she has obtained the consent of the occupier of the dwelling after informing him or her that he or she may refuse permission to enter the dwelling; or
 - (b) unless he or she is authorized to do so by a warrant issued under the Provincial Offences Act.

Services by

3.—(1) If a landlord does not provide a vital service at a dwelling in accordance with a vital services by-law, the City may arrange for the service to be provided.

Lien

(2) The City has a lien for the amount it spends under subsection (1) plus an administrative fee of 10 per cent of that amount against the property at which the vital service is provided.

Deemed

(3) The amount spent plus the administrative fee shall be deemed to be municipal taxes levied in the year in which the amount was spent and shall be added to the collector's roll and be subject to the same penalty and interest charges as real property taxes and shall be collected in the same manner and with the same remedies as real property taxes.

Certificate

(4) The certificate of the clerk of the City as to the amount spent is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the amount.

Interim

(5) Before issuing a certificate referred to in subsection (4), the clerk shall send an interim certificate by registered mail to the registered owner of the property that is subject to the lien and to all mortgagees or other encumbrancers registered on title.

Appeal

(6) An affected owner, mortgagee or other encumbrancer may, within fifteen days after the interim certificate is mailed, appeal the amount shown on it to the City council.

(6) L'agent nommé dans le règlement Inspection municipal ou la personne agissant sous son autorité peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou une partie de bâtiment auquel le règlement municipal s'applique et y effectuer une inspection afin de vérifier si le règlement municipal ou une directive donnée en vertu du règlement municipal ou de la présente loi est respecté.

CITÉ DE NORTH YORK (SERVICES ESSENTIELS)

- (7) Malgré le paragraphe (6), l'agent ou la Idem personne ne doit pas pénétrer dans un endroit réellement utilisé comme local d'habitation sauf s'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:
 - a) l'agent ou la personne a obtenu l'approbation de l'occupant du local d'habitation après l'avoir avisé qu'il peut lui refuser la permission de pénétrer dans le local d'habitation;
 - b) l'agent ou la personne est autorisé à le faire par un mandat délivré en vertu la Loi sur les infractions provinciales.
- 3 (1) Si le propriétaire ne fournit pas un Services fourservice essentiel dans un local d'habitation conformément à un règlement municipal relatif aux services essentiels, la cité peut prendre des dispositions pour fournir le ser-

(2) La cité détient un privilège pour la Privilège somme qu'elle dépense aux termes du paragraphe (1), plus des droits administratifs de 10 pour cent de cette somme, sur le bien dans lequel le service essentiel est fourni.

- (3) La somme dépensée plus les droits Impôts répuadministratifs sont réputés des impôts municipaux perçus dans l'année pendant laquelle la somme a été dépensée. Ces montants sont ajoutés au rôle du percepteur et sont assujettis à la même pénalité et aux mêmes intérêts que les impôts fonciers et sont recouvrés de la même façon et au moyen des mêmes recours que ceux qui s'appliquent à ces impôts.
- (4) Le certificat du secrétaire de la cité en Certificat ce qui concerne la somme dépensée constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, de la somme en question.
- (5) Avant de délivrer le certificat visé au Certificat proparagraphe (4), le secrétaire fait parvenir un certificat provisoire par courrier recommandé au propriétaire enregistré du bien qui fait l'objet du privilège et à tous les créanciers hypothécaires et autres titulaires d'une sûreté réelle enregistrés sur le titre.
- (6) Le propriétaire intéressé, le créancier Appel hypothécaire ou l'autre titulaire d'une sûreté réelle peut, dans les quinze jours après la date de mise à la poste du certificat provi-

Payments

Bill 95

4.—(1) If the City has arranged for a vital service to be provided at a dwelling, an official named in the vital services by-law may direct a tenant to pay any or all of the rent for the dwelling to the City.

Effect of payment

(2) Despite the Landlord and Tenant Act, a payment by a tenant under subsection (1) shall be deemed not to constitute a default in the payment of rent due under a tenancy agreement or a default in the tenant's obligations for the purposes of the Landlord and Tenant Act.

Use of money

(3) The City shall apply the rent received from a tenant to reduce the amount that it spent to provide the vital service and the related administrative fee.

Balance

(4) The City shall pay to the person otherwise entitled to receive the rent any amount remaining after the rent is applied in accordance with subsection (3).

Immunity

5.—(1) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against an official or a person acting under his or her instructions or against an employee or agent of the City for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or authority under this Act or a bylaw passed under it or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the duty or authority.

Same

(2) Subsection (1) does not relieve the City of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an official or a person acting under his or her instructions or by an employee or agent of the City.

Commence-

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the City of North York Act (Vital Services), 1993.

soire, interieter appel de la somme qui y figure auprès du conseil de la cité.

4 (1) Si la cité a pris des dispositions Transfert des pour qu'un service essentiel soit fourni dans un local d'habitation, un agent nommé dans le règlement municipal relatif aux services essentiels peut donner au locataire une directive le sommant de verser la totalité ou une partie du loyer du local d'habitation à la cité.

(2) Malgré la Loi sur la location Effet du paieimmobilière, le paiement effectué par le locataire aux termes du paragraphe (1) est réputé ne pas constituer, pour l'application de cette loi, un défaut de paiement de loyer échu aux termes d'un bail ou un manquement à ses obligations en tant que locataire.

(3) La cité affecte le loyer que lui a versé Utilisation le locataire à la réduction de la somme qu'elle a dépensée en fournissant le service essentiel et des droits administratifs qui s'y rattachent.

(4) La cité paie à la personne qui était Solde autrement en droit de recevoir le lover toute somme qui reste après l'affectation du loyer faite conformément au paragraphe (3).

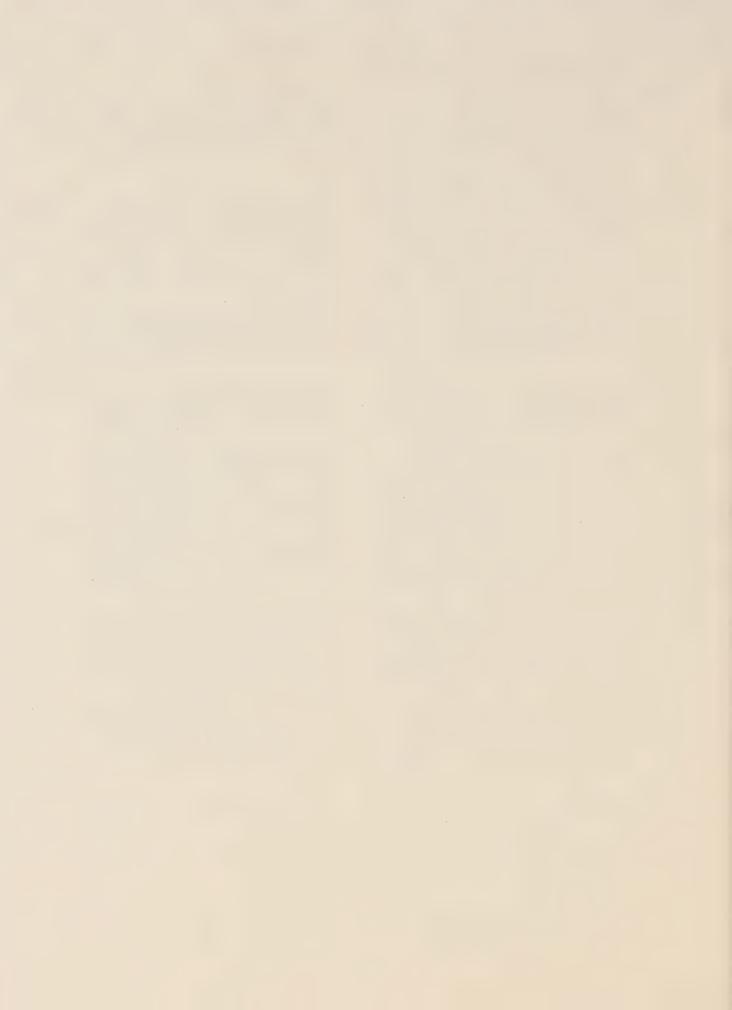
5 (1) Est irrecevable l'instance en dom- Immunité mages-intérêts ou autre intentée contre un agent ou une personne agissant sous son autorité ou contre un employé ou un mandataire de la cité pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal pris en application de celle-ci ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas la Idem cité de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un agent ou une personne agissant sous son autorité ou par un employé ou un mandataire de la cité.

6 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

7 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 sur la cité de North York (services essentiels).











3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

Bill 95

Projet de loi 95

An Act to provide for the passing of vital services by-laws by the City of North York

Loi prévoyant l'adoption par la cité de North York de règlements municipaux relatifs aux services essentiels

Mr. Mammoliti

M. Mammoliti

Private Member's Bill

1st Reading October 12, 1993

2nd Reading October 28, 1993 3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the General Government Committee and as reported to the Legislative Assembly March 21, 1994) Projet de loi de député

1^{re} lecture 12 octobre 1993

2^e lecture 28 octobre 1993

3^e lecture

Sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité des affaires gouvernementales et rapporté à l'Assemblée législative le 21 mars 1994)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to allow the City of North York to pass vital services by-laws so that vital services such as electricity, gas and hot water can be provided to the occupants of rented premises when the landlord fails to provide them.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet à la cité de North York d'adopter des règlements municipaux relatifs aux services essentiels de sorte que les services tels que l'électricité, le gaz et l'eau chaude puissent être fournis aux occupants des locaux d'habitation loués lorsque le propriétaire ne le fait pas.

1994

An Act to provide for the passing of vital services by-laws by the City of North York

Loi prévoyant l'adoption par la cité de North York de règlements municipaux relatifs aux services essentiels

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

"City" means The Corporation of the City of North York; ("cité")

"vital service" means fuel, electricity, gas, hot water, water, steam and elevator maintenance service; ("service essentiel")

"vital services by-law" means a by-law passed under section 2. ("règlement municipal relatif aux services essentiels")

By-laws respecting vital services

- 2.—(1) City council may pass by-laws,
- (a) requiring every landlord of a building or part of a building that is rented or leased as a dwelling to provide adequate and suitable vital services to each part of the building that is used as a dwelling;
- (b) prohibiting a supplier from ceasing to provide the vital service until a notice has been given under subsection (4);
- (c) requiring a supplier to promptly restore the vital service when directed to do so by an official named in the by-law;
- (d) prohibiting a person from hindering, obstructing or interfering with or attempting to hinder, obstruct or interfere with the official or person referred to in subsection (6) in the exercise of a power or performance of a duty under this Act;
- (e) providing that a person who contravenes or fails to comply with a by-law is guilty of an offence for each day or part of a day on which the offence occurs or continues;

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

«cité» S'entend de la cité de North York. («Citv»)

«règlement municipal relatif aux services essentiels» Règlement municipal adopté en vertu de l'article 2. («vital services bylaw»)

«service essentiel» Combustible, électricité, gaz, eau chaude, eau, vapeur et entretien des ascenseurs. («vital service»)

2 (1) Le conseil de la cité peut adopter Règlements des règlements municipaux :

municipaux relatifs aux

- a) pour exiger que chaque propriétaire essentiels d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment loué en tant que local d'habitation fournisse des services essentiels suffisants et appropriés à chaque partie du bâtiment utilisée comme local d'habitation;
- b) pour interdire à un fournisseur de cesser de fournir le service essentiel jusqu'à ce que l'avis prévu au paragraphe (4) soit donné:
- c) pour exiger qu'un fournisseur rétablisse sans délai le service essentiel lorsqu'il en reçoit la directive d'un agent nommé dans le règlement;
- d) pour interdire à une personne de gêner, d'entraver ou d'importuner ou de tenter de gêner, d'entraver ou d'importuner l'agent ou la personne visés au paragraphe (6) dans l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction en vertu de la présente loi;
- e) pour prévoir que la personne qui contrevient ou qui ne se conforme pas à un règlement municipal est coupable d'une infraction pour chaque journée ou chaque partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou se poursuit;

- (f) providing that every director or officer of a corporation that is convicted of an offence who knowingly concurs in the commission of the offence is guilty of an offence:
- (g) authorizing an official named in the by-law to enter into agreements on behalf of the City with suppliers of vital services to ensure that adequate and suitable vital services are provided at rented or leased dwellings.

Exception

(2) A vital services by-law does not apply to a landlord to the extent that a tenant has expressly agreed to obtain and maintain the vital services.

Contents of vital services by-law

- (3) A vital services by-law may,
- (a) classify buildings or parts of buildings for the purposes of the by-law and designate the classes to which it applies;
- (b) designate areas of the City in which the by-law applies;
- (c) establish standards for the provision of adequate and suitable vital services;
- (d) prohibit a landlord from ceasing to provide a vital service at a dwelling except when necessary to alter or repair the dwelling and only for the minimum period necessary to effect the alteration or repair;
- (e) provide that a landlord shall be deemed to have caused the cessation of a vital service at a dwelling if the landlord is obligated to pay the supplier for the vital service and fails to do so and, as a result of the non-payment, the vital service is no longer provided at the dwelling.

Notice by supplier

(4) A supplier shall give notice of an intended discontinuance of a vital service only if the vital service is to be discontinued at the dwelling because the landlord has breached a contract with the supplier for the supply of the vital service.

Same

(5) The notice must be given in writing to the clerk of the City at least fifteen days before the supplier ceases to provide the vital

Inspection

(6) An official named in the by-law or a person acting under his or her instructions may, at all reasonable times, enter and

- f) pour prévoir que chaque administrateur ou dirigeant d'une personne morale reconnue coupable d'une infraction et qui a sciemment approuvé sa commission est coupable d'une infraction:
- g) pour autoriser un agent nommé dans le règlement municipal à conclure des ententes pour le compte de la cité avec des fournisseurs de services essentiels afin de veiller à ce que les services fournis dans les locaux d'habitation loués soient suffisants et appropriés.

(2) Un règlement municipal relatif aux Exception services essentiels ne s'applique pas à un propriétaire dans la mesure où le locataire a consenti expressément à obtenir et à maintenir les services essentiels.

municipal relatif aux

- (3) Un règlement municipal relatif aux Contenu du services essentiels peut:
 - a) classer des bâtiments ou des parties de services bâtiments pour l'application du règle- essentiels ment municipal et désigner les catégories auxquelles celui-ci s'applique;
 - b) désigner des secteurs de la cité dans lesquels le règlement municipal s'applique;
 - c) établir des normes pour la prestation de services essentiels suffisants et appropriés;
 - d) interdire au propriétaire de cesser de fournir un service essentiel dans un local d'habitation sauf s'il est nécessaire de le modifier ou de le réparer et seulement pendant la période de temps minimale nécessaire pour effectuer la modification ou la réparation;
 - e) prévoir que le propriétaire est réputé avoir provoqué l'interruption d'un service essentiel dans un local d'habitation s'il est dans l'obligation de payer un fournisseur pour ce service, qu'il omet de le faire et qu'il en résulte que le service essentiel n'est plus fourni dans le local d'habitation.
- (4) Le fournisseur donne avis de son Avis du fourintention d'interrompre un service essentiel seulement si le service essentiel fourni dans le local d'habitation doit être interrompu parce que le propriétaire n'a pas respecté un contrat conclu avec le fournisseur relativement à la prestation du service essentiel.
- (5) Lorsqu'il cesse de fournir un service Idem essentiel, le fournisseur donne un avis écrit préalable d'au moins quinze jours au secrétaire de la cité.
- (6) L'agent nommé dans le règlement Inspection municipal ou la personne agissant sous son autorité peut, à toute heure raisonnable,

inspect a building or part of a building with respect to which the by-law applies for the purpose of determining compliance with the by-law or a direction given under this Act or the by-law.

Same

- (7) Despite subsection (6), the official or person shall not enter a place actually used as a dwelling,
 - (a) unless he or she has obtained the consent of the occupier of the dwelling after informing him or her that he or she may refuse permission to enter the dwelling; or
 - (b) unless he or she is authorized to do so by a warrant issued under the Provincial Offences Act.

Services by City

3.—(1) If a landlord does not provide a vital service at a dwelling in accordance with a vital services by-law, the City may arrange for the service to be provided.

Lien

(2) The City has a lien for the amount it spends under subsection (1) plus an administrative fee of 10 per cent of that amount against the property at which the vital service is provided.

Deemed taxes

(3) The amount spent plus the administrative fee shall be deemed to be municipal taxes levied in the year in which the amount was spent and shall be added to the collector's roll and be subject to the same penalty and interest charges as real property taxes and shall be collected in the same manner and with the same remedies as real property taxes.

Certificate

(4) The certificate of the clerk of the City as to the amount spent is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the amount.

Interim

(5) Before issuing a certificate referred to in subsection (4), the clerk shall send an interim certificate by registered mail to the registered owner of the property that is subject to the lien and to all mortgagees or other encumbrancers registered on title.

Appeal

(6) An affected owner, mortgagee or other encumbrancer may, within fifteen days after the interim certificate is mailed, appeal the amount shown on it to the City council.

Payments transferred

4.—(1) If the City has arranged for a vital service to be provided at a dwelling, an offipénétrer dans un bâtiment ou une partie de bâtiment auquel le règlement municipal s'applique et y effectuer une inspection afin de vérifier si le règlement municipal ou une directive donnée en vertu du règlement municipal ou de la présente loi est respecté.

(7) Malgré le paragraphe (6), l'agent ou la Idem personne ne doit pas pénétrer dans un endroit réellement utilisé comme local d'habitation sauf s'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

a) l'agent ou la personne a obtenu l'approbation de l'occupant du local d'habitation après l'avoir avisé qu'il peut lui refuser la permission de pénétrer dans le local d'habitation:

b) l'agent ou la personne est autorisé à le faire par un mandat délivré en vertu de la Loi sur les infractions provinciales.

3 (1) Si le propriétaire ne fournit pas un Services fourservice essentiel dans un local d'habitation conformément à un règlement municipal relatif aux services essentiels, la cité peut prendre des dispositions pour fournir le service.

nis par la cité

(2) La cité détient un privilège pour la Privilège somme qu'elle dépense aux termes du paragraphe (1), plus des droits administratifs de 10 pour cent de cette somme, sur le bien dans lequel le service essentiel est fourni.

(3) La somme dépensée plus les droits Impôts répuadministratifs sont réputés des impôts municipaux perçus dans l'année pendant laquelle la somme a été dépensée. Ces montants sont ajoutés au rôle du percepteur et sont assujettis à la même pénalité et aux mêmes intérêts que les impôts fonciers et sont recouvrés de la même façon et au moyen des mêmes recours que ceux qui s'appliquent à ces impôts.

(4) Le certificat du secrétaire de la cité en Certificat ce qui concerne la somme dépensée constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, de la somme en question.

(5) Avant de délivrer le certificat visé au paragraphe (4), le secrétaire fait parvenir un certificat provisoire par courrier recommandé au propriétaire enregistré du bien qui fait l'objet du privilège et à tous les créanciers hypothécaires et autres titulaires d'une sûreté réelle enregistrés sur le titre.

(6) Le propriétaire intéressé, le créancier Appel hypothécaire ou l'autre titulaire d'une sûreté réelle peut, dans les quinze jours après la date de mise à la poste du certificat provisoire, interjeter appel de la somme qui y figure auprès du conseil de la cité.

4 (1) Si la cité a pris des dispositions Transfert des pour qu'un service essentiel soit fourni dans

Certificat pro-

cial named in the vital services by-law may direct a tenant in writing to pay any or all of the rent for the dwelling to the City.

Effect of payment

(2) Despite the Landlord and Tenant Act, a payment by a tenant under subsection (1) shall be deemed not to constitute a default in the payment of rent due under a tenancy agreement or a default in the tenant's obligations for the purposes of the Landlord and Tenant Act.

Use of money

(3) The City shall apply the rent received from a tenant to reduce the amount that it spent to provide the vital service and the related administrative fee.

Balance

(4) The City shall provide the person otherwise entitled to receive the rent with an accounting of the rents received for each individual dwelling and pay to the person otherwise entitled to receive the rent any amount remaining after the rent is applied in accordance with subsection (3).

Immunity

5.-(1) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against an official or a person acting under his or her instructions or against an employee or agent of the City for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or authority under this Act or a bylaw passed under it or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the duty or authority.

Same

(2) Subsection (1) does not relieve the City of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an official or a person acting under his or her instructions or by an employee or agent of the City.

Commence-

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the City of North York Act (Vital Services), 1994.

un local d'habitation, un agent nommé dans le règlement municipal relatif aux services essentiels peut donner par écrit au locataire une directive le sommant de verser la totalité ou une partie du loyer du local d'habitation à la cité.

(2) Malgré la Loi sur la location Effet du paieimmobilière, le paiement effectué par le locataire aux termes du paragraphe (1) est réputé ne pas constituer, pour l'application de cette loi, un défaut de paiement de loyer échu aux termes d'un bail ou un manquement à ses obligations en tant que locataire.

(3) La cité affecte le loyer que lui a versé Utilisation le locataire à la réduction de la somme qu'elle a dépensée en fournissant le service essentiel et des droits administratifs qui s'y rattachent.

(4) La cité remet à la personne qui était Solde autrement en droit de recevoir le loyer un état des loyers reçus pour chaque local d'habitation et paie à cette personne la somme qui reste après l'affectation du loyer faite conformément au paragraphe (3).

(1) Est irrecevable l'instance en dom- Immunité mages-intérêts ou autre intentée contre un agent ou une personne agissant sous son autorité ou contre un employé ou un mandataire de la cité pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal pris en application de celle-ci ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exer-

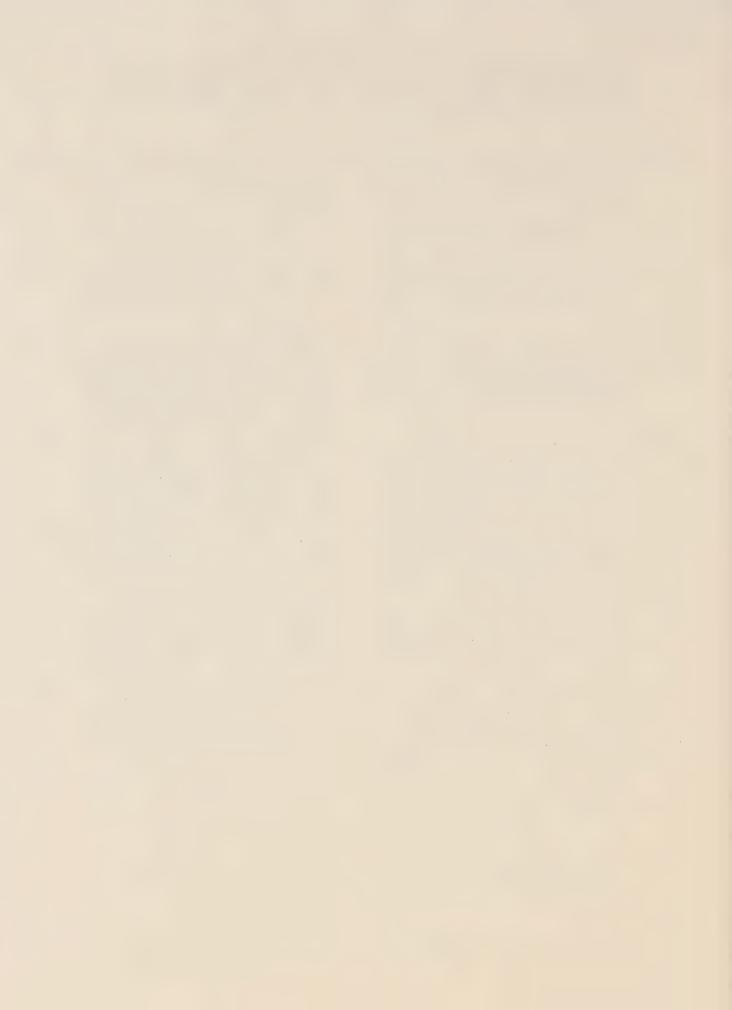
(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas la Idem cité de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un agent ou une personne agissant sous son autorité ou par un employé ou un mandataire de la cité.

cice de bonne foi de ses fonctions.

6 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle recoit la sanction royale.

7 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1994 sur la cité de North York (services essentiels).





Governme

3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II. 1993 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 96

An Act to establish the Ontario Training and Adjustment Board

The Hon. D. Cooke
Minister of Education and Training

1st Reading November 23rd, 1992 2nd Reading December 7th, 1992

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Resources Development Committee and as reported to the Legislative Assembly May 6th, 1993) Projet de loi 96

Loi créant le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre

L'honorable D. Cooke
Ministre de l'Éducation et de la Formation



1^{re} lecture 23 novembre 1992

2^e lecture 7 décembre 1992

3^e lecture sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité du développement des ressources et rapporté à l'Assemblée législative le 6 mai 1993)

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Ontario Training and Adjustment Board ("OTAB"), a Crown agency which is to assume broad responsibility for the promotion, funding, co-ordination, design and provision of programs and services with respect to labour force training and adjustment.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre («COFAM»), un organisme de la Couronne qui assumera la responsabilité générale en ce qui concerne la promotion, le financement, la coordination, la conception et l'offre de programmes et de services relatifs à la formation et à l'adaptation de la main-d'oeuvre.

An Act to establish the Ontario Training and Adjustment Board

Loi créant le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre

CONTENTS

- 1. Purposes
- 2. Definitions
- 3. OTAB established
- 4. Objects
- 5. Minister's directives
- 6. Crown agency
- 7. Capacity and powers
- 8. Application of Corporations Act and Corporations Information Act

DIRECTORS

- 9. Directors
- 10. Additional director
- 11. Additional directors
- 12. Meetings
- 13. By-laws
- 14. Duty of director
- 15. Conflict of interest

CHIEF EXECUTIVE OFFICER AND OTHER EMPLOYEES

- 16. Chief executive officer
- 17. Employees

LOCAL TRAINING AND ADJUSTMENT BOARDS, COUNCILS AND REFERENCE COMMITTEES

- 18. Local training and adjustment boards
- 19. Councils
- 20. Reference committees

Miscellaneous

- 21. Fees
- 22. Surplus money
- 23. Investments
- 24. Fiscal year
- 25. Estimates
- 26. Plans
- 27. Accounting and audit
- 28. Annual report
- 29. Agreement with Government of Canada

REGULATIONS

- 30. Regulations
- 31. Commencement
- 32. Short title

SOMMAIRE

- 1. Objets
- 2. Définitions
- 3. Création du COFAM
- 4. Mission
- 5. Directives du ministre
- 6. Organisme de la Couronne
- 7. Capacité et pouvoirs
- 8. Champ d'application de la *Loi sur les* personnes morales et non-application de la *Loi sur les renseignements exigés des* personnes morales

Membres du conseil d'administration

- 9. Membres du conseil d'administration
- 10. Membre additionnel du conseil d'administration
- 11. Membres additionnels du conseil d'administration
- 12. Réunions
- 13. Règlements administratifs
- 14. Obligation des membres du conseil d'administration
- 15. Conflits d'intérêts

Administrateur en chef et autres employés

- 16. Administrateur en chef
- 17. Employés

COMMISSIONS LOCALES DE FORMATION ET D'ADAPTA-TION DE LA MAIN-D'OEUVRE, CONSEILS ET COMITÉS CONSULTATIFS

- 18. Commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre
- 19. Conseils
- 20. Comités consultatifs

DISPOSITIONS DIVERSES

- 21. Frais
- 22. Excédent de fonds
- 23. Investissements
- 24. Exercice
- 25. Prévisions budgétaires
- 26. Plans
- 27. Comptabilité et vérification
- 28. Rapport annuel
- 29. Entente avec le gouvernement du Canada

RÈGLEMENTS

- 30. Règlements
- 31. Entrée en vigueur
- 32. Titre abrégé

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Purposes

- 1. The purposes of this Act are.
- (a) to enable business and labour, together with educators, trainers and representatives of under-represented or disadvantaged groups, to play a significant role in the design and delivery of labour force development programs and services:
- (b) to give Ontario's employers, workers and potential workers access to publicly funded labour force development programs and services that will, in the context of the competitive Canadian and global economies and in the context of a fair and just society, lead to the enhancement of skill levels, productivity, quality, innovation and timeliness and the improvement of the lives of workers and potential workers;
- (c) to recognize the principles of access and equity in labour force development; and
- (d) to ensure that labour force development programs and services are designed and delivered within a framework that is consistent with the economic and social policies, including labour market policies, of the Government of Ontario, promotes Ontario's linguistic duality and recognizes and supports the diversity and pluralism of Ontario's population.

Definitions

- 2. In this Act,
- "labour force development programs and services" includes programs and services with respect to labour force training and adjustment and with respect to entry and re-entry into the labour force; ("programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre'')
- "Minister" means the Minister responsible for the administration of this Act; ("ministre")
- "OTAB" means the Ontario Training and Adjustment Board. ("COFAM")

OTAB established

3. A corporation without share capital known in English as the Ontario Training and Adjustment Board and in French as SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les objets de la présente loi sont les Objets suivants:

- a) permettre au patronat et aux travailleurs, ainsi qu'aux éducateurs, aux formateurs et aux représentants des groupes sous-représentés ou désavantagés, de jouer un rôle important dans la conception et l'offre de programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre:
- b) donner aux employeurs et aux travailleurs actuels et éventuels de l'Ontario accès à des programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre dont le financement est public et qui conduiront, dans les contextes économiques concurrentiels canadien et international et dans le contexte d'une société juste et équitable, au rehaussement des niveaux de compétence, de la productivité et de la qualité, au développement du sens de l'innovation, à l'accroissement de l'opportunité et à l'amélioration de la vie des travailleurs actuels et éventuels:
- c) reconnaître les principes d'accessibilité et d'équité lorsqu'il est question de mise en valeur de la main-d'oeuvre:
- d) veiller à ce que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre soient conçus et offerts dans un cadre conforme aux politiques économiques et sociales, notamment celles concernant le marché du travail, établies par le gouvernement de l'Ontario, promouvoir la dualité linguistique de l'Ontario et reconnaître et appuyer la diversité et le pluralisme de sa population.

2 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente loi.

- «COFAM» Le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre. («OTAB»)
- «ministre» Le ministre responsable de l'application de la présente loi. («Minister»)
- «programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre» S'entend notamment des programmes et des services relatifs à la formation et à l'adaptation de la maind'oeuvre, ainsi qu'à l'intégration ou la réintégration dans le marché du travail. («labour force development programs and services»)
- 3 Est créée une personne morale sans Création du COFAM capital-actions appelée en français Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la

Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre is established.

Objects

- **4.**—(1) OTAB has the following objects:
- 1. To promote, support, fund, co-ordinate, design, provide and evaluate labour force development programs and services for the private and public sectors.
- 2. To carry out research and development with respect to all aspects of labour force development.
- 3. To develop a labour market information base.
- 4. To advise the Government of Ontario on all aspects of labour force development, including its funding.
- 5. To seek to ensure that publicly funded labour force development programs and services, in the context of the competitive Canadian and global economies and in the context of a fair and just society, lead to the enhancement of skill levels, productivity, quality, innovation and timeliness and the improvement of the lives of workers and potential workers.
- To participate in the development and promotion of common standards in occupational training, so as to enhance labour force mobility by making skills more portable.
- 7. To establish links with the Canadian Labour Force Development Board and with provincial, local and other labour force development organizations so as to develop co-operative working relationships and shared initiatives in labour force development.
- 8. To establish links among labour force development programs and services, the educational system and social programs and services intended to promote preparedness for employment, training and life-long learning.
- 9. To seek to ensure access and equity in labour force development programs and services, so as to lead to the full participation of workers and potential workers in the labour force.

main-d'oeuvre et en anglais Ontario Training and Adjustment Board.

- 4 (1) Le COFAM a la mission suivante : Mission
 - 1. Promouvoir, appuyer, financer, coordonner, concevoir, offrir et évaluer des programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre destinés aux secteurs privé et public.
 - 2. Effectuer des travaux de recherche et développement en ce qui concerne tous les aspects de la mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- 3. Mettre sur pied une base de données portant sur le marché du travail.
- Conseiller le gouvernement de l'Ontario sur tous les aspects de la mise en valeur de la main-d'oeuvre, y compris son financement.
- 5. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre dont le financement est public, dans les contextes économiques concurrentiels canadien et international et dans le contexte d'une société juste et équitable, conduisent au rehaussement des niveaux de compétence, de la productivité et de la qualité, au développement du sens de l'innovation, à l'accroissement de l'opportunité et à l'amélioration de la vie des travailleurs actuels et éventuels.
- 6. Participer à l'élaboration et à la promotion de normes communes en matière de formation professionnelle, de façon à accroître la mobilité de la main-d'oeuvre en rendant ses compétences plus polyvalentes.
- 7. Établir des liens avec la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre et avec les organisations provinciales, locales et autres organisations de mise en valeur de la main-d'oeuvre de façon à promouvoir des relations de travail fondées sur la collaboration et la prise d'initiatives communes lorsqu'il est question de mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- 8. Établir des liens entre les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre, le système d'éducation et les programmes et services sociaux destinés à promouvoir la préparation à l'emploi, la formation et l'apprentissage permanent.
- 9. Faire en sorte que l'accès aux programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre et l'équité de ceux-ci soient garantis de façon à conduire à la pleine participation des tra-

4

- 10. To identify and seek to eliminate systemic and other discriminatory barriers to the full and effective participation of disadvantaged and under-represented groups in labour force development programs and services.
- 11. To seek to ensure that the special needs of people with disabilities are accommodated in labour force development programs and services.
- 12. To seek to ensure that labour force development programs and services are designed, delivered and evaluated in light of the needs and priorities of all Ontario's employers, workers and potential workers.
- 13. To seek to ensure that labour force development programs and services are of high quality and achieve the best results and the best returns on investment, through the use of a variety of methods that are fully and effectively evaluated in all respects, including cost-effectiveness.
- 14. To promote appropriate and sustainable levels of investment in labour force development.
- To make effective use of Ontario's diverse educational and training resources.
- 16. To seek to ensure, within the scope of OTAB's operations, the strength of Ontario's publicly funded education systems.
- 17. To promote, in labour force development programs and services, Ontario's linguistic duality, and to take into account the training needs of Ontario's francophone community.
- 18. To recognize and support, in labour force development programs and services, the diversity and pluralism of Ontario's population.
- (2) In carrying out its objects, OTAB shall,
 - (a) operate in a manner that is consistent with the economic and social policies, including labour market policies, of the Government of Ontario;

- vailleurs actuels et éventuels au marché du travail.
- 10. Repérer les obstacles systémiques et autres obstacles discriminatoires à la participation pleine et efficace des groupes désavantagés ou sous-représentés aux programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre, et s'efforcer de les supprimer.
- 11. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre satisfassent aux besoins particuliers des personnes handicapées.
- 12. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre soient conçus, offerts et évalués à la lumière des besoins et des priorités de tous les employeurs et de tous les travailleurs actuels et éventuels de l'Ontario.
- 13. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre soient de haute qualité et qu'ils donnent les meilleurs résultats possibles et un rendement optimal des investissements, par l'emploi de diverses méthodes qui sont évaluées à tous égards de façon exhaustive et efficace, y compris l'analyse du rapport coûtsefficacité.
- 14. Promouvoir des niveaux d'investissement qui soient appropriés et soutenus dans le domaine de la mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- 15. Utiliser efficacement les diverses ressources de l'Ontario dans les domaines de l'éducation et de la formation.
- 16. Chercher à renforcer, dans le cadre de ses activités, les systèmes d'éducation publics de l'Ontario.
- 17. Promouvoir la dualité linguistique de l'Ontario dans les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre et prendre en considération les besoins de la communauté francophone de l'Ontario en matière de formation.
- 18. Reconnaître et appuyer la diversité et le pluralisme de la population de l'Ontario dans les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- (2) Pour exécuter sa mission, le COFAM Critères doit :
 - a) exercer ses activités d'une manière qui est conforme aux politiques économiques et sociales, notamment celles concernant le marché du travail, éta-

Criteria

- (b) operate within a framework of accountability to the Government of Ontario;
- (c) distribute funding of labour force development programs and services to all the regions of Ontario in a fair and appropriate manner; and
- (d) operate in a manner that develops a functioning partnership that brings together all points of view with respect to labour force development programs and services.

Minister's directives

5.—(1) The Minister may issue written directives to OTAB on matters that relate to its objects and that are, in the Minister's opinion, of significant public interest.

Same

(2) The directors shall ensure that the chief executive officer implements the Minister's directives promptly and efficiently.

Crown agency

6. OTAB is a Crown agency as defined in the Crown Agency Act.

Capacity and powers

7.—(1) For the purpose of carrying out its objects, OTAB has all the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.

Real property

(2) OTAB may not acquire, hold or dispose of an interest in real property, other than a leasehold interest, without first obtaining the approval of the Lieutenant Governor in Council.

Borrowing

(3) OTAB may, if it first obtains the approval of the Lieutenant Governor in Council, borrow money or give security against its property, subject to any conditions imposed by the Minister of Finance.

Guarantee

(4) The Minister of Finance may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council and subject to any conditions that that Minister imposes, guarantee on behalf of Ontario the repayment of loans made to OTAB, including interest.

Application **Corporations**

8.—(1) Subject to subsection 15 (1), the Corporations Act does not apply to OTAB.

Application **Corporations** Information

(2) The Corporations Information Act does not apply to OTAB.

blies par le gouvernement de l'Onta-

- b) exercer ses activités dans un cadre de responsabilité devant le gouvernement de l'Ontario;
- c) répartir les fonds des programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre entre toutes les régions de l'Ontario de façon équitable et appro-
- d) exercer ses activités de façon à établir un partenariat fonctionnel qui rallie tous les points de vue en ce qui concerne les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre.

5 (1) Le ministre peut donner des directi- Directives du ves écrites au COFAM sur des questions qui ont trait à sa mission et qui, à son avis, revêtent un grand intérêt public.

(2) Les membres du conseil d'administration veillent à ce que l'administrateur en chef mette les directives du ministre en application promptement et efficacement.

6 Le COFAM est un organisme de la Organisme de Couronne au sens de la Loi sur les organismes de la Couronne.

la Couronne

7 (1) Pour réaliser sa mission, le COFAM a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions imposées par la présente loi.

Capacité et

(2) Le COFAM ne peut acquérir, détenir un droit sur des biens immeubles, autre qu'un droit de tenure à bail, ni disposer de celui-ci sans obtenir au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Biens immeu-

(3) Le COFAM peut, s'il obtient au préa- Emprunts lable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter des emprunts ou donner des garanties à l'égard de ses biens, sous réserve des conditions imposées par le ministre des Finances.

Garantie

(4) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des conditions imposées par ce ministre, garantir au nom de l'Ontario le remboursement des emprunts consentis au COFAM, y compris les intérêts s'y rapportant.

8 (1) Sous réserve du paragraphe 15 (1), la Loi sur les personnes morales ne s'applique pas au COFAM.

(2) La Loi sur les renseignements exigés des personnes morales ne s'applique pas au COFAM.

Champ d'application de la Loi sur les personnes morales

Non-applicasur les renseignements exigés des personnes morales.

DIRECTORS

Directors

9.—(1) The directors are responsible for OTAB's broad policy direction.

- (2) There shall be twenty-two directors. appointed by the Lieutenant Governor in Council, as follows:
 - 1. Two co-chairs, one representing business and one representing labour.
 - 2. Seven directors representing business.
 - 3. Seven directors representing labour.
 - 4. Two directors representing educators and trainers.
 - 5. One director representing francophones.
 - 6. One director representing persons with disabilities.
 - 7. One director representing racial minorities.
 - 8. One director representing women.

Consultation

(3) Each director shall be selected in consultation with organizations representing the group that the director is to represent.

Criteria

(4) In the selection of directors, the importance of reflecting Ontario's linguistic duality and the diversity of its population and ensuring overall gender balance shall be recognized.

Term of office

(5) The directors shall be appointed to hold office for terms not exceeding three years and may be reappointed.

Reappointment

(6) A director may be reappointed, but not so as to serve more than three consecutive terms.

Remunera-

(7) The directors shall receive the remuneration and expenses that are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Vacancies

(8) If the position of a director becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office for the unexpired portion of the term or for a new term not exceeding three years.

Temporary vacancies

(9) If the position of a director becomes temporarily vacant because of a leave of absence, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office as acting director during the leave.

Alternates

(10) On the request of any director who is a person with a disability, the Lieutenant

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

9 (1) Les membres du conseil d'adminis- Membres du tration sont chargés de l'orientation de la ministration politique générale du COFAM.

- (2) Le conseil d'administration se compose Idem des vingt-deux membres suivants, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil :
 - 1. Deux coprésidents, l'un représentant le patronat et l'autre, les travailleurs.
 - 2. Sept représentants du patronat.
 - 3. Sept représentants des travailleurs.
 - 4. Deux représentants des éducateurs et des formateurs.
 - 5. Un représentant des francophones.
 - 6. Un représentant des personnes handicapées.
 - 7. Un représentant des minorités racia-
 - 8. Un représentant des femmes.
- (3) Chaque membre du conseil d'adminis- Consultation tration est choisi après consultation des organisations représentant le groupe que le membre doit représenter.

(4) Au moment du choix des membres du Critères conseil d'administration, l'importance qu'il y a de refléter la dualité linguistique de l'Ontario et la diversité de sa population et de garantir un équilibre général entre les deux sexes est reconnue.

(5) Les membres du conseil d'administra- Mandat tion sont nommés pour un mandat renouvelable d'au plus trois ans.

(6) Le mandat des membres du conseil Nouvelle d'administration est renouvelable, mais ceuxci ne peuvent occuper leur poste pendant plus de trois mandats consécutifs.

nomination

(7) Les membres du conseil d'administra- Rémunération tion reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

(8) Si le poste d'un membre du conseil Vacances d'administration devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe sa charge jusqu'à la fin du mandat ou pour un nouveau mandat d'au plus trois ans.

(9) Si le poste d'un membre du conseil d'administration devient temporairement vacant en raison d'un congé qui est accordé au membre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe sa charge à titre intérimaire pendant la durée du congé.

Vacance temporaire

(10) À la demande d'un membre handi- Suppléants capé du conseil d'administration, le lieute-

Governor in Council may appoint an alternate who shall perform the duties and have the powers of the director when that director is absent or unable to act.

Consultation

(11) Subsections (3) and (4) apply to the reappointment of directors, the filling of vacancies and temporary vacancies and the appointment of alternates.

Acting cochair

(12) If either co-chair is absent or unable to act and no alternate has been appointed under subsection (10), or if the position of a co-chair is vacant and the Lieutenant Governor in Council has not yet appointed a replacement, the directors who represent business or labour, as the case may be, shall choose from among themselves an acting cochair.

Additional director

10.-(1) An additional director may be appointed on the request of recognized representatives of aboriginal people.

Request

(2) The request may be directed to the Lieutenant Governor in Council or to the Minister, and the appointment shall be made by the one to whom the request is directed.

Consultation

(3) The additional director shall be selected in consultation with recognized representatives of aboriginal people.

Additional directors

11.-(1) The Minister may appoint a senior member of Ontario's public service and a senior member of Canada's public service to be additional directors.

Same

(2) The Minister may appoint an additional director in consultation with an organization representing municipalities in Ontario.

No vote or remuneration

(3) The additional directors appointed under this section shall not have a vote and are not entitled to receive remuneration in connection with their directorships.

Meetings

12.—(1) The directors shall meet at the call of both co-chairs and, in any event, at least every two months.

Public meetings

(2) At least two directors' meetings each year shall be open to the public.

Quorum

(3) The number of directors that is prescribed by the regulations made under this Act constitutes a quorum.

By-laws

13. The directors shall pass by-laws governing OTAB's procedure and, subject to the regulations made under clause 30 (1) (b), governing the operations of the directors.

nant-gouverneur en conseil peut nommer un suppléant pour exercer les fonctions et les pouvoirs de ce membre lorsqu'il est absent ou empêché d'agir.

(11) Les paragraphes (3) et (4) s'appli- Consultation quent au renouvellement de nomination des membres du conseil d'administration, aux vacances permanentes et temporaires à combler, ainsi qu'à la nomination des suppléants.

(12) En cas d'absence ou d'empêchement Coprésident de l'un ou l'autre des coprésidents sans qu'aucun suppléant ait été nommé en vertu du paragraphe (10), ou si le poste d'un coprésident devient vacant sans que le lieutenant-gouverneur en conseil ait nommé de remplaçant, les membres du conseil d'administration qui représentent le patronat ou les travailleurs, selon le cas, choisissent parmi eux un coprésident intérimaire.

10 (1) Un autre membre peut être Membre addinommé au conseil d'administration à la conseil d'addemande des représentants reconnus des ministration autochtones.

(2) La demande peut être adressée au Demande lieutenant-gouverneur en conseil ou au ministre, et celui qui reçoit la demande procède à la nomination.

(3) Le membre additionnel du conseil Consultation d'administration est choisi après consultation des représentants reconnus des autochtones.

11 (1) Le ministre peut nommer un cadre supérieur de la fonction publique ontarienne et un cadre supérieur de la fonction publique d'administracanadienne en qualité de membres additionnels du conseil d'administration.

Membres additionnels du conseil

(2) Le minstre peut nommer un membre ldem additionnel au conseil d'administration après consultation d'une organisation représentant les municipalités de l'Ontario.

(3) Les membres additionnels du conseil Absence de d'administration nommés en vertu du présent article n'ont pas droit de vote ni le droit de recevoir une rémunération en leur qualité de membres du conseil d'administration.

rémunération

12 (1) Les membres du conseil d'admi- Réunions nistration se réunissent sur convocation des coprésidents et, quoi qu'il en soit, au moins tous les deux mois.

(2) Au moins deux réunions des membres du conseil d'administration par année sont ouvertes au public.

Réunions publiques

(3) Le nombre de membres du conseil Quorum d'administration que prescrivent les règlements pris en application de la présente loi constitue le quorum.

13 Les membres du conseil d'administration adoptent des règlements administratifs régissant les travaux du COFAM et, sous réserve des règlements pris en application de

Règlements

Duty of director

14. Each director shall act in the public interest while taking into account the needs and perspectives of the group he or she represents.

Conflict of

15.-(1) Section 71 of the Corporations Act applies to the directors, with necessary modifications.

By-laws

(2) The directors shall pass by-laws dealing with conflict of interest, which may impose restrictions on directors' activities.

CHIEF EXECUTIVE OFFICER AND OTHER **EMPLOYEES**

Chief executive officer

16.—(1) There shall be a chief executive officer of OTAB, appointed by the Lieutenant Governor in Council in consultation with the directors.

Powers and

(2) The chief executive officer is responsible for OTAB's management and operation.

Same

(3) The chief executive officer is responsible to the directors.

Same

(4) The chief executive officer shall implement the policies established by the directors and shall perform the other functions that they assign to him or her.

Same

(5) The chief executive officer shall act as secretary at the directors' meetings.

Same

(6) The chief executive officer may exercise the powers and duties of a deputy minister under the Public Service Act, and may exercise the power described in section 8 of

Delegation

(7) The directors may delegate any power or duty of OTAB to the chief executive offi-

Same

(8) The chief executive officer may, in writing, delegate to another employee of OTAB any of the chief executive officer's powers or duties, including any that have been delegated to him or her by the directors, and may impose conditions and restrictions on the delegation.

Employees

17.—(1) The employees who are considered necessary to carry on OTAB's affairs may be appointed or transferred.

Public Service Act

(2) The appointments and transfers shall be made under the Public Service Act.

l'alinéa 30 (1) b), régissant leurs propres activités.

14 Chaque membre du conseil d'adminis- Obligation tration agit dans l'intérêt public tout en du conseil tenant compte des besoins et des positions du d'administragroupe qu'il représente.

15 (1) L'article 71 de la Loi sur les per- Conflits d'insonnes morales s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux membres du conseil d'administration.

(2) Les membres du conseil d'administration adoptent des règlements administratifs traitant des conflits d'intérêts, lesquels peuvent restreindre les activités des membres du conseil d'administration.

Règlements administratifs

ADMINISTRATEUR EN CHEF ET AUTRES **EMPLOYÉS**

16 (1) Est créé le poste d'administrateur Administraen chef du COFAM, qui est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des membres du conseil d'administration.

teur en chef

(2) L'administrateur en chef est responsable de la gestion et du fonctionnement du COFAM.

Pouvoirs et fonctions

(3) L'administrateur en chef est responsa- Idem ble devant les membres du conseil d'adminis-

(4) L'administrateur en chef met en oeu- Idem vre les politiques établies par les membres du conseil d'administration et exerce les autres fonctions que ceux-ci lui attribuent.

(5) L'administrateur en chef fait office de Idem secrétaire aux réunions des membres du conseil d'administration.

(6) L'administrateur en chef peut exercer Idem les pouvoirs et les fonctions d'un sous-ministre en vertu de la Loi sur la fonction publique, et peut exercer le pouvoir visé à l'article 8 de cette loi.

(7) Les membres du conseil d'administra- Délégation tion peuvent déléguer tout pouvoir ou toute fonction du COFAM à l'administrateur en chef.

(8) L'administrateur en chef peut, par Idem écrit, déléguer à un autre employé du COFAM les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont conférés, y compris ceux qui lui ont été délégués par les membres du conseil d'administration, et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.

17 (1) Les employés qui sont jugés Employés nécessaires à l'exercice des activités du COFAM peuvent être nommés ou mutés.

(2) Les nominations et les mutations sont Loi sur la effectuées en vertu de la Loi sur la fonction publique publique.

LOCAL TRAINING AND ADJUSTMENT BOARDS, COUNCILS AND REFERENCE COMMITTEES

Local training and adjustment boards

18.—(1) OTAB shall designate local training and adjustment boards that comply with the regulations made under this Act.

duties

(2) Designated local training and adjustment boards have the powers and duties that are delegated to them by OTAB and that are assigned by the regulations.

Same

(3) Designated local training and adjustment boards are responsible to the directors in connection with the powers and duties delegated by OTAB or assigned by the regulations.

Role of OTAB

(4) OTAB shall provide a broad policy and accountability framework for designated local training and adjustment boards.

Funding

(5) OTAB may provide funding to designated local training and adjustment boards, in accordance with the regulations.

Councils

19.—(1) OTAB may establish councils, as subcommittees of the board of directors, in accordance with the regulations made under this Act.

Powers and

(2) The councils have the powers and duties that are delegated to them by OTAB and that are assigned by the regulations.

Advice

(3) The councils shall advise the directors on matters relating to labour force develop-

Same

(4) The councils are responsible to the directors.

Remuneration

(5) OTAB may pay council members remuneration and expenses, in accordance with the regulations.

Reference committees

20.—(1) Reference committees may be established, in accordance with the regulations made under this Act, by the groups named in subsection 9 (2) and section 10.

Funding

(2) OTAB may provide funding to reference committees, in accordance with the regulations.

COMMISSIONS LOCALES DE FORMATION ET D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE, CONSEILS ET COMITÉS CONSULTATIFS

18 (1) Le COFAM désigne des commissions locales de formation et d'adaptation de formation et la main-d'oeuvre qui sont conformes aux d'adaptation règlements pris en application de la présente d'oeuvre

Commissions locales de

(2) Les commissions locales de formation Pouvoirs et et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées exercent les pouvoirs et les fonctions que leur délègue le COFAM et que leur attribuent les règlements.

fonctions

(3) Les commissions locales de formation Idem et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées sont responsables devant les membres du conseil d'administration en ce qui a trait aux pouvoirs et aux fonctions que leur délègue le COFAM ou que leur attribuent les règlements.

(4) Le COFAM fournit un cadre élargi de politiques et de responsabilité aux commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées.

Rôle du

(5) Le COFAM peut verser des fonds aux Fonds commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées, conformément aux règlements.

19 (1) Le COFAM peut créer des conseils, qui constituent des sous-comités du conseil d'administration, conformément aux règlements pris en application de la présente loi.

Conseils

(2) Les conseils ont les pouvoirs et les Pouvoirs et fonctions que leur délègue le COFAM et que leur attribuent les règlements.

(3) Les conseils donnent des conseils aux Conseils membres du conseil d'administration sur les questions qui se rapportent à la mise en valeur de la main-d'oeuvre.

(4) Les conseils sont responsables devant Idem les membres du conseil d'administration.

(5) Le COFAM peut verser une rémunération et des indemnités aux membres des conseils, conformément aux règlements.

Rémunération

20 (1) Des comités consultatifs peuvent être créés, conformément aux règlements pris en application de la présente loi, par les groupes visés au paragraphe 9 (2) et à l'article 10.

Comités con-

(2) Le COFAM peut verser des fonds aux Fonds comités consultatifs désignés, conformément aux règlements.

Miscellaneous

Fees

21. OTAB may charge fees for its services, in the amounts fixed by the regulations made under this Act.

Surplus

22. The Minister of Finance may order OTAB to pay into the Consolidated Revenue Fund any money that is surplus to its requirements.

Temporary investments

- **23.**—(1) OTAB may invest money that is temporarily surplus to its requirements in,
 - (a) notes, bonds, debentures and other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by Canada, a province of Canada, an agency of the Government of Canada, an agency of the government of a province of Canada, a bank listed in Schedule I or II to the Bank Act (Canada) or another financial institution authorized to carry on business in Canada: and
 - (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada.

Investments in programs and services

(2) OTAB may, on such conditions as the Minister considers proper, invest money in labour force development programs and services, as a sole investor or by way of a joint venture, partnership, syndicate or alliance.

Fiscal year

24. OTAB's fiscal year begins on the 1st day of April in each year and ends on the 31st day of March in the following year.

Estimates

25. The directors shall submit to the Minister for his or her review and approval, annually before the end of the fiscal year, OTAB's estimates for the next fiscal year.

Annual plan of operations

26.—(1) The directors shall submit to the Minister for his or her review and approval, annually before the end of the fiscal year, a plan for the next year's operations of OTAB.

Multi-year plan

(2) The Minister may require the directors to submit to him or her for review and approval a plan for OTAB's future operations projected over several years as specified by the Minister.

Accounting

27.—(1) OTAB shall establish and maintain an accounting system satisfactory to the Minister.

DISPOSITIONS DIVERSES

21 Le COFAM peut percevoir pour ses Frais services des frais dont les montants sont fixés par les règlements pris en application de la présente loi.

22 Le ministre des Finances peut enjoin- Excédent de dre au COFAM de verser au Trésor toute somme d'argent qui constitue un excédent.

23 (1) Le COFAM peut placer toute Placements somme d'argent qui constitue un excédent temporaire dans ce qui suit :

- a) des billets, des obligations, des débentures et autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par le Canada, une province canadienne, un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne, une banque énumérée à l'annexe I ou II de la Loi sur les banques (Canada) ou une autre institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada;
- b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations et autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada.
- (2) Le COFAM peut, aux conditions que Investissele ministre juge appropriées, investir dans les les programprogrammes et services de mise en valeur de mes et servila main-d'oeuvre, en tant qu'investisseur unique ou par le biais d'une entreprise commune, d'une société en nom collectif, d'un consortium ou d'une alliance.

24 L'exercice du COFAM commence le Exercice 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

25 Chaque année avant la fin de l'exercice, les membres du conseil d'administration soumettent les prévisions budgétaires du COFAM pour l'exercice suivant à l'examen et à l'approbation du ministre.

Prévisions budgétaires

26 (1) Chaque année avant la fin de Plan annuel l'exercice, les membres du conseil d'administration soumettent le plan des activités du COFAM pour l'année suivante à l'examen et à l'approbation du ministre.

(2) Le ministre peut exiger des membres Plan pluriandu conseil d'administration qu'ils lui soumettent, pour qu'il l'examine et l'approuve, un plan des activités à venir du COFAM projeté sur plusieurs années, dont le nombre est précisé par le ministre.

27 (1) Le COFAM établit et tient un sys- Comptabilité tème de comptabilité que le ministre estime satisfaisant.

Auditors

(2) The directors shall appoint one or more auditors licensed under the Public Accountancy Act to audit OTAB's accounts and financial transactions annually.

Disclosure to Provincial Auditor

(3) The directors shall make available to the Provincial Auditor, on his or her request, the auditor's report and all accounts, records and other documents relating to the audit.

Minister

(4) The Minister may require that any aspect of OTAB's accounts or financial transactions be audited by the Provincial Auditor or by another auditor appointed by the Minister for the purpose; in that case, the Provincial Auditor or other auditor shall submit the results of the audit to the Minister and to the directors.

Annual report

28.—(1) After the end of OTAB's fiscal year, the directors shall make an annual report to the Minister on its affairs.

Same

(2) The annual report shall contain any information the Minister requires.

Tabling

(3) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assembly.

Other reports

(4) The Minister may require the directors to submit other reports on OTAB's affairs, objects, powers or duties.

Agreement with Government of Canada

29. The Lieutenant Governor in Council may enter into an agreement with the Government of Canada with respect to any matter governed by this Act.

REGULATIONS

Regulations

- **30.**—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing the quorum for directors' meetings;
 - (b) governing the decision-making procedures followed at directors' meetings;
 - (c) respecting the establishment, composition and operation of local training and adjustment boards;
 - (d) assigning powers and duties to designated local training and adjustment boards;

(2) Les membres du conseil d'administra- Vérificateurs tion nomment un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la comptabilité publique qui les autorise à vérifier chaque année les comptes et les opérations financières du COFAM.

CONSEIL ONTARIEN DE FORMATION ET D'ADAPTATION

(3) Les membres du conseil d'administra- Communication mettent à la disposition du vérificateur cateur provincial, à la demande de celui-ci, le rap- provincial port du vérificateur ainsi que tous les comptes, dossiers et autres documents qui se rapportent à la vérification.

(4) Le ministre peut exiger que tout aspect Ministre des comptes ou des opérations financières du COFAM soit vérifié par le vérificateur provincial ou par un autre vérificateur nommé à cette fin par le ministre, auquel cas le vérificateur provincial ou l'autre vérificateur présente les résultats de la vérification au ministre et aux membres du conseil d'administration

28 (1) Après la fin de l'exercice du Rapport COFAM, les membres du conseil d'administration présentent au ministre un rapport annuel sur les activités du COFAM.

- (2) Le rapport annuel comporte tous les Idem renseignements que le ministre exige.
- (3) Le ministre présente le rapport annuel Dépôt au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite à l'Assemblée législative.

(4) Le ministre peut exiger des membres Autres rapdu conseil d'administration qu'ils présentent d'autres rapports sur les activités, la mission, les pouvoirs ou les fonctions du COFAM.

29 Le lieutenant-gouverneur en conseil Entente avec peut conclure une entente avec le gouverne- ment du ment du Canada en ce qui concerne toute Canada question régie par la présente loi.

RÈGLEMENTS

30 (1) Le lieutenant-gouverneur en con-Règlements seil peut, par règlement :

- a) prescrire le quorum pour les réunions des membres du conseil d'administration:
- b) régir la procédure à suivre pour la prise de décisions aux réunions des membres du conseil d'administration;
- c) traiter de la création, de la composition et des activités des commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre;
- d) attribuer des pouvoirs et des fonctions aux commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées;

- (e) respecting the provision of funding to designated local training and adjustment boards;
- (f) respecting the establishment and composition of councils;
- (g) assigning powers and duties to coun-
- (h) respecting the payment of remuneration and expenses to council members;
- (i) respecting the establishment and composition of reference committees;
- (i) respecting the provision of funding to reference committees;
- (k) fixing the amounts of fees for the purposes of section 21.

Consultation

(2) Before a regulation is made under subsection (1), the Minister shall consult with OTAB about it.

Community diversity

(3) When a regulation is made under clause (1) (c), the importance of reflecting, in the composition of local training and adjustment boards, the diversity of the communities they are to serve shall be recognized.

Commencement

31. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

32. The short title of this Act is the Ontario Training and Adjustment Board Act, 1993.

- e) traiter du versement de fonds aux commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre dési-
- f) traiter de la création et de la composition des conseils:
- g) attribuer des pouvoirs et des fonctions aux conseils:
- h) traiter du versement d'une rémunération et d'indemnités aux membres des conseils:
- i) traiter de la création et de la composition des comités consultatifs;
- j) traiter du versement de fonds aux comités consultatifs;
- k) fixer le montant des frais pour l'application de l'article 21.
- (2) Avant que ne soit pris un règlement en Consultation vertu du paragraphe (1), le ministre consulte le COFAM à son sujet.

(3) Tout règlement qui est pris en applica- Diversité des tion de l'alinéa (1) c) doit reconnaître l'importance qu'il y a de refléter, dans la composition des commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre, la diversité des collectivités qu'elles doivent servir.

31 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

32 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 sur le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre.









3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 96

(Chapter 9 Statutes of Ontario, 1993)

An Act to establish the Ontario Training and Adjustment Board

The Hon. D. Cooke
Minister of Education and Training

Projet de loi 96

(Chapitre 9 Lois de l'Ontario de 1993)

Loi créant le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre

L'honorable D. Cooke

Ministre de l'Éducation et de la Formation



1st Reading November 23, 1992

2nd Reading December 7, 1992

3rd Reading July 20, 1993

Royal Assent July 21, 1993

1^{re} lecture 23 novembre 1992

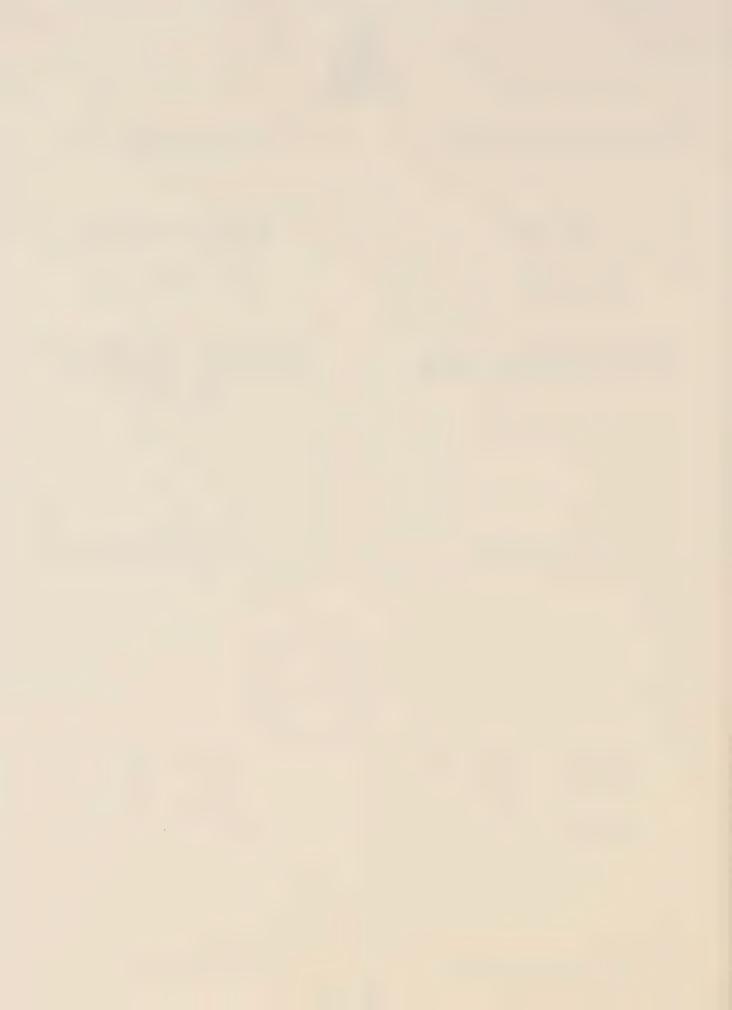
2^e lecture 7 décembre 1992

3^e lecture 20 juillet 1993

Sanction royale 21 juillet 1993







An Act to establish the Ontario Training and Adjustment Board

Loi créant le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre

CONTENTS

- 1. Purposes
- 2. Definitions
- 3. OTAB established
- 4. Objects
- 5. Minister's directives
- 6. Crown agency
- 7. Capacity and powers
- 8. Application of Corporations Act and Corporations Information Act

DIRECTORS

- 9. Directors
- 10. Additional director
- 11. Additional directors
- 12. Meetings
- 13. By-laws
- 14. Duty of director
- 15. Conflict of interest

CHIEF EXECUTIVE OFFICER AND OTHER EMPLOYEES

- 16. Chief executive officer
- 17. Employees

LOCAL TRAINING AND ADJUSTMENT BOARDS, COUNCILS AND REFERENCE COMMITTEES

- 18. Local training and adjustment boards
- 19. Councils
- 20. Reference committees

MISCELLANEOUS

- 21. Fees
- 22. Surplus money
- 23. Investments
- 24. Fiscal year
- 25. Estimates
- 26. Plans
- 27. Accounting and audit
- 28. Annual report
- 29. Agreement with Government of Canada

REGULATIONS

- 30. Regulations
- 31. Commencement
- 32. Short title

SOMMAIRE

- 1. Objets
- 2. Définitions
- 3. Création du COFAM
- 4. Mission
- 5. Directives du ministre
- 6. Organisme de la Couronne
- 7. Capacité et pouvoirs
- 8. Champ d'application de la *Loi sur les* personnes morales et non-application de la *Loi sur les renseignements exigés des* personnes morales

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 9. Membres du conseil d'administration
- 10. Membre additionnel du conseil d'administration
- 11. Membres additionnels du conseil d'administration
- 12. Réunions
- 13. Règlements administratifs
- 14. Obligation des membres du conseil d'administration
- 15. Conflits d'intérêts

Administrateur en chef et autres employés

- 16. Administrateur en chef
- 17. Employés

Commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre, conseils et comités consultatifs

- 18. Commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre
- 19. Conseils
- 20. Comités consultatifs

DISPOSITIONS DIVERSES

- 21. Frais
- 22. Excédent de fonds
- 23. Investissements
- 24. Exercice
- 25. Prévisions budgétaires
- 26. Plans
- 27. Comptabilité et vérification
- 28. Rapport annuel
- 29. Entente avec le gouvernement du Canada

RÈGLEMENTS

- 30. Règlements
- 31. Entrée en vigueur
- 32. Titre abrégé

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Purposes

- 1. The purposes of this Act are,
- (a) to enable business and labour, together with educators, trainers and representatives of under-represented or disadvantaged groups, to play a significant role in the design and delivery of labour force development programs and services:
- (b) to give Ontario's employers, workers and potential workers access to publicly funded labour force development programs and services that will, in the context of the competitive Canadian and global economies and in the context of a fair and just society, lead to the enhancement of skill levels, productivity, quality, innovation and timeliness and the improvement of the lives of workers and potential workers;
- (c) to recognize the principles of access and equity in labour force development; and
- (d) to ensure that labour force development programs and services are designed and delivered within a framework that is consistent with the economic and social policies, including labour market policies, of the Government of Ontario, promotes Ontario's linguistic duality and recognizes and supports the diversity and pluralism of Ontario's population.

Definitions

- 2. In this Act,
- "labour force development programs and services" includes programs and services with respect to labour force training and adjustment and with respect to entry and re-entry into the labour force; ("programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre")
- "Minister" means the Minister responsible for the administration of this Act; ("ministre")
- "OTAB" means the Ontario Training and Adjustment Board. ("COFAM")

OTAB established

3. A corporation without share capital known in English as the Ontario Training and Adjustment Board and in French as SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 Les objets de la présente loi sont les Objets suivants:
 - a) permettre au patronat et aux travailleurs, ainsi qu'aux éducateurs, aux formateurs et aux représentants des groupes sous-représentés ou désavantagés, de jouer un rôle important dans la conception et l'offre de programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre:
 - b) donner aux employeurs et aux travailleurs actuels et éventuels de l'Ontario accès à des programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre dont le financement est public et qui conduiront, dans les contextes économiques concurrentiels canadien et international et dans le contexte d'une société juste et équitable, au rehaussement des niveaux de compétence, de la productivité et de la qualité, au développement du sens de l'innovation, à l'accroissement de l'opportunité et à l'amélioration de la vie des travailleurs actuels et éventuels;
 - c) reconnaître les principes d'accessibilité et d'équité lorsqu'il est question de mise en valeur de la main-d'oeuvre;
 - d) veiller à ce que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre soient concus et offerts dans un cadre conforme aux politiques économiques et sociales, notamment celles concernant le marché du travail, établies par le gouvernement de l'Ontario, promouvoir la dualité linguistique de l'Ontario et reconnaître et appuyer la diversité et le pluralisme de sa population.

2 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente loi.

- «COFAM» Le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre. («OTAB»)
- «ministre» Le ministre responsable de l'application de la présente loi. («Minister»)
- «programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre» S'entend notamment des programmes et des services relatifs à la formation et à l'adaptation de la maind'oeuvre, ainsi qu'à l'intégration ou la réintégration dans le marché du travail. («labour force development programs and services»)
- 3 Est créée une personne morale sans Création du capital-actions appelée en français Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la

Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre is established.

Objects

- 4.-(1) OTAB has the following objects:
 - 1. To promote, support, fund, co-ordinate, design, provide and evaluate labour force development programs and services for the private and public sectors.
 - 2. To carry out research and development with respect to all aspects of labour force development.
 - 3. To develop a labour market information base.
 - 4. To advise the Government of Ontario on all aspects of labour force development, including its funding.
 - 5. To seek to ensure that publicly funded labour force development programs and services, in the context of the competitive Canadian and global economies and in the context of a fair and just society, lead to the enhancement of skill levels, productivity, quality, innovation and timeliness and the improvement of the lives of workers and potential workers.
 - 6. To participate in the development and promotion of common standards in occupational training, so as to enhance labour force mobility by making skills more portable.
 - 7. To establish links with the Canadian Labour Force Development Board and with provincial, local and other labour force development organizations so as to develop co-operative working relationships and shared initiatives in labour force development.
 - 8. To establish links among labour force development programs and services, the educational system and social programs and services intended to promote preparedness for employment, training and life-long learning.
 - 9. To seek to ensure access and equity in labour force development programs and services, so as to lead to the full participation of workers and potential workers in the labour force.

main-d'oeuvre et en anglais Ontario Training and Adjustment Board.

4 (1) Le COFAM a la mission suivante: Mission

- 1. Promouvoir, appuyer, financer, coordonner, concevoir, offrir et évaluer des programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre destinés aux secteurs privé et public.
- 2. Effectuer des travaux de recherche et développement en ce qui concerne tous les aspects de la mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- 3. Mettre sur pied une base de données portant sur le marché du travail.
- 4. Conseiller le gouvernement de l'Ontario sur tous les aspects de la mise en valeur de la main-d'oeuvre, y compris son financement.
- 5. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre dont le financement est public, dans les contextes économiques concurrentiels canadien et international et dans le contexte d'une société juste et équitable, conduisent au rehaussement des niveaux de compétence, de la productivité et de la qualité, au développement du sens de l'innovation, à l'accroissement de l'opportunité et à l'amélioration de la vie des travailleurs actuels et évenfuels.
- 6. Participer à l'élaboration et à la promotion de normes communes en matière de formation professionnelle, de façon à accroître la mobilité de la main-d'oeuvre en rendant ses compétences plus polyvalentes.
- 7. Établir des liens avec la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre et avec les organisations provinciales, locales et autres organisations de mise en valeur de la main-d'oeuvre de façon à promouvoir des relations de travail fondées sur la collaboration et la prise d'initiatives communes lorsqu'il est question de mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- 8. Établir des liens entre les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre, le système d'éducation et les programmes et services sociaux destinés à promouvoir la préparation à l'emploi, la formation et l'apprentissage permanent.
- 9. Faire en sorte que l'accès aux programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre et l'équité de ceux-ci soient garantis de façon à conduire à la pleine participation des tra-

- 10. To identify and seek to eliminate systemic and other discriminatory barriers to the full and effective participation of disadvantaged and under-represented groups in labour force development programs and services.
- 11. To seek to ensure that the special needs of people with disabilities are accommodated in labour force development programs and services.
- 12. To seek to ensure that labour force development programs and services are designed, delivered and evaluated in light of the needs and priorities of all Ontario's employers, workers and potential workers.
- 13. To seek to ensure that labour force development programs and services are of high quality and achieve the best results and the best returns on investment, through the use of a variety of methods that are fully and effectively evaluated in all respects, including cost-effectiveness.
- 14. To promote appropriate and sustainable levels of investment in labour force development.
- 15. To make effective use of Ontario's diverse educational and training resources.
- 16. To seek to ensure, within the scope of OTAB's operations, the strength of Ontario's publicly funded education systems.
- 17. To promote, in labour force development programs and services, Ontario's linguistic duality, and to take into account the training needs of Ontario's francophone community.
- 18. To recognize and support, in labour force development programs and services, the diversity and pluralism of Ontario's population.
- (2) In carrying out its objects, OTAB shall,
 - (a) operate in a manner that is consistent with the economic and social policies, including labour market policies, of the Government of Ontario;

- vailleurs actuels et éventuels au marché du travail.
- 10. Repérer les obstacles systémiques et autres obstacles discriminatoires à la participation pleine et efficace des groupes désavantagés ou sous-représentés aux programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre, et s'efforcer de les supprimer.
- 11. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre satisfassent aux besoins particuliers des personnes handicapées.
- 12. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre soient conçus, offerts et évalués à la lumière des besoins et des priorités de tous les employeurs et de tous les travailleurs actuels et éventuels de l'Ontario.
- 13. Faire en sorte que les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre soient de haute qualité et qu'ils donnent les meilleurs résultats possibles et un rendement optimal des investissements, par l'emploi de diverses méthodes qui sont évaluées à tous égards de façon exhaustive et efficace, y compris l'analyse du rapport coûtsefficacité.
- 14. Promouvoir des niveaux d'investissement qui soient appropriés et soutenus dans le domaine de la mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- 15. Utiliser efficacement les diverses ressources de l'Ontario dans les domaines de l'éducation et de la formation.
- 16. Chercher à renforcer, dans le cadre de ses activités, les systèmes d'éducation publics de l'Ontario.
- 17. Promouvoir la dualité linguistique de l'Ontario dans les programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre et prendre en considération les besoins de la communauté francophone de l'Ontario en matière de formation.
- 18. Reconnaître et appuyer la diversité et le pluralisme de la population de l'Ontario dans les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre.
- (2) Pour exécuter sa mission, le COFAM Critères doit :
 - a) exercer ses activités d'une manière qui est conforme aux politiques économiques et sociales, notamment celles concernant le marché du travail, éta-

Criteria

- (b) operate within a framework accountability to the Government of Ontario:
- (c) distribute funding of labour force development programs and services to all the regions of Ontario in a fair and appropriate manner; and
- (d) operate in a manner that develops a functioning partnership that brings together all points of view with respect to labour force development programs and services.

Minister's directives

5.—(1) The Minister may issue written directives to OTAB on matters that relate to its objects and that are, in the Minister's opinion, of significant public interest.

Same

(2) The directors shall ensure that the chief executive officer implements the Minister's directives promptly and efficiently.

Crown agency

6. OTAB is a Crown agency as defined in the Crown Agency Act.

Capacity and

7.—(1) For the purpose of carrying out its objects, OTAB has all the capacity and powers of a natural person, except as limited by this Act.

Real property

(2) OTAB may not acquire, hold or dispose of an interest in real property, other than a leasehold interest, without first obtaining the approval of the Lieutenant Governor in Council.

Borrowing

(3) OTAB may, if it first obtains the approval of the Lieutenant Governor in Council, borrow money or give security against its property, subject to any conditions imposed by the Minister of Finance.

Guarantee

(4) The Minister of Finance may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council and subject to any conditions that that Minister imposes, guarantee on behalf of Ontario the repayment of loans made to OTAB, including interest.

Application Corporations Act

8.—(1) Subject to subsection 15 (1), the Corporations Act does not apply to OTAB.

Application Corporations Information

Act

(2) The Corporations Information Act does not apply to OTAB.

blies par le gouvernement de l'Onta-

- b) exercer ses activités dans un cadre de responsabilité devant le gouvernement de l'Ontario;
- c) répartir les fonds des programmes et services de mise en valeur de la maind'oeuvre entre toutes les régions de l'Ontario de façon équitable et appropriée;
- d) exercer ses activités de façon à établir un partenariat fonctionnel qui rallie tous les points de vue en ce qui concerne les programmes et services de mise en valeur de la main-d'oeuvre.

(1) Le ministre peut donner des directi- Directives du ves écrites au COFAM sur des questions qui ont trait à sa mission et qui, à son avis, revêtent un grand intérêt public.

(2) Les membres du conseil d'administra- Idem tion veillent à ce que l'administrateur en chef mette les directives du ministre en application promptement et efficacement.

6 Le COFAM est un organisme de la Couronne au sens de la Loi sur les organismes de la Couronne.

Organisme de la Couronne

7 (1) Pour réaliser sa mission, le Capacité et COFAM a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique, sous réserve des restrictions imposées par la présente loi.

(2) Le COFAM ne peut acquérir, détenir un droit sur des biens immeubles, autre qu'un droit de tenure à bail, ni disposer de celui-ci sans obtenir au préalable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Biens immeu-

(3) Le COFAM peut, s'il obtient au préa- Emprunts lable l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter des emprunts ou donner des garanties à l'égard de ses biens, sous réserve des conditions imposées par le ministre des Finances.

(4) Le ministre des Finances peut, avec Garantie l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des conditions imposées par ce ministre, garantir au nom de l'Ontario le remboursement des emprunts consentis au COFAM, y compris les intérêts s'y rapportant.

- **8** (1) Sous réserve du paragraphe 15 (1), la Loi sur les personnes morales ne s'applique la Loi sur les pas au COFAM.
- (2) La Loi sur les renseignements exigés des personnes morales ne s'applique pas au sur les rensei-COFAM.

Champ d'appersonnes morales

Non-application de la Loi gnements exipersonnes morales

ONTARIO TRAINING AND ADJUSTMENT BOARD

Directors

9.—(1) The directors are responsible for OTAB's broad policy direction.

DIRECTORS

Same

- (2) There shall be twenty-two directors. appointed by the Lieutenant Governor in Council, as follows:
 - 1. Two co-chairs, one representing business and one representing labour.
 - 2. Seven directors representing business.
 - 3. Seven directors representing labour.
 - 4. Two directors representing educators and trainers.
 - 5. One director representing francophones.
 - 6. One director representing persons with disabilities.
 - 7. One director representing racial minorities.
 - 8. One director representing women.

Consultation

(3) Each director shall be selected in consultation with organizations representing the group that the director is to represent.

Criteria

(4) In the selection of directors, the importance of reflecting Ontario's linguistic duality and the diversity of its population and ensuring overall gender balance shall be recognized.

Term of

(5) The directors shall be appointed to hold office for terms not exceeding three years and may be reappointed.

Reappointment

(6) A director may be reappointed, but not so as to serve more than three consecutive terms.

Remunera-

(7) The directors shall receive the remuneration and expenses that are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Vacancies

(8) If the position of a director becomes vacant, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office for the unexpired portion of the term or for a new term not exceeding three years.

Temporary

(9) If the position of a director becomes temporarily vacant because of a leave of absence, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person to hold office as acting director during the leave.

Alternates

(10) On the request of any director who is a person with a disability, the Lieutenant MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

9 (1) Les membres du conseil d'administration sont chargés de l'orientation de la ministration politique générale du COFAM.

conseil d'ad-

- (2) Le conseil d'administration se compose Idem des vingt-deux membres suivants, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil :
 - 1. Deux coprésidents, l'un représentant le patronat et l'autre, les travailleurs.
 - 2. Sept représentants du patronat.
 - 3. Sept représentants des travailleurs.
 - 4. Deux représentants des éducateurs et des formateurs.
 - 5. Un représentant des francophones.
 - 6. Un représentant des personnes handicapées.
 - 7. Un représentant des minorités racia-
 - 8. Un représentant des femmes.
- (3) Chaque membre du conseil d'adminis- Consultation tration est choisi après consultation des organisations représentant le groupe que le membre doit représenter.

- (4) Au moment du choix des membres du Critères conseil d'administration, l'importance qu'il y a de refléter la dualité linguistique de l'Ontario et la diversité de sa population et de garantir un équilibre général entre les deux sexes est reconnue.
 - (5) Les membres du conseil d'administra- Mandat
- tion sont nommés pour un mandat renouvelable d'au plus trois ans. (6) Le mandat des membres du conseil Nouvelle d'administration est renouvelable, mais ceux-

nomination

ci ne peuvent occuper leur poste pendant plus de trois mandats consécutifs. (7) Les membres du conseil d'administra- Rémunération

tion reçoivent la rémunération et les indem-

nités que fixe le lieutenant-gouverneur en

conseil.

(8) Si le poste d'un membre du conseil Vacances d'administration devient vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe sa charge jusqu'à la fin du mandat ou pour un nouveau mandat d'au plus trois ans.

(9) Si le poste d'un membre du conseil Vacance temd'administration devient temporairement vacant en raison d'un congé qui est accordé au membre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant qui occupe sa charge à titre intérimaire pendant la durée du congé.

(10) A la demande d'un membre handi- Suppléants capé du conseil d'administration, le lieuteGovernor in Council may appoint an alternate who shall perform the duties and have the powers of the director when that director is absent or unable to act.

Consultation

(11) Subsections (3) and (4) apply to the reappointment of directors, the filling of vacancies and temporary vacancies and the appointment of alternates.

Acting cochair

(12) If either co-chair is absent or unable to act and no alternate has been appointed under subsection (10), or if the position of a co-chair is vacant and the Lieutenant Governor in Council has not yet appointed a replacement, the directors who represent business or labour, as the case may be, shall choose from among themselves an acting cochair.

Additional director

10.—(1) An additional director may be appointed on the request of recognized representatives of aboriginal people.

Request

(2) The request may be directed to the Lieutenant Governor in Council or to the Minister, and the appointment shall be made by the one to whom the request is directed.

Consultation

(3) The additional director shall be selected in consultation with recognized representatives of aboriginal people.

Additional directors

11.—(1) The Minister may appoint a senior member of Ontario's public service and a senior member of Canada's public service to be additional directors.

Same

(2) The Minister may appoint an additional director in consultation with an organization representing municipalities in Ontario.

No vote or remuneration

(3) The additional directors appointed under this section shall not have a vote and are not entitled to receive remuneration in connection with their directorships.

Meetings

12.-(1) The directors shall meet at the call of both co-chairs and, in any event, at least every two months.

Public meet-

(2) At least two directors' meetings each year shall be open to the public.

Quorum

(3) The number of directors that is prescribed by the regulations made under this Act constitutes a quorum.

By-laws

13. The directors shall pass by-laws governing OTAB's procedure and, subject to the regulations made under clause 30 (1) (b), governing the operations of the directors.

nant-gouverneur en conseil peut nommer un suppléant pour exercer les fonctions et les pouvoirs de ce membre lorsqu'il est absent ou empêché d'agir.

(11) Les paragraphes (3) et (4) s'appli- Consultation quent au renouvellement de nomination des membres du conseil d'administration, aux vacances permanentes et temporaires à combler, ainsi qu'à la nomination des suppléants.

intérimaire

(12) En cas d'absence ou d'empêchement Coprésident de l'un ou l'autre des coprésidents sans qu'aucun suppléant ait été nommé en vertu du paragraphe (10), ou si le poste d'un coprésident devient vacant sans que le lieutenant-gouverneur en conseil ait nommé de remplaçant, les membres du conseil d'administration qui représentent le patronat ou les travailleurs, selon le cas, choisissent parmi eux un coprésident intérimaire.

10 (1) Un autre membre peut être Membre addinommé au conseil d'administration à la conseil d'addemande des représentants reconnus des ministration autochtones.

(2) La demande peut être adressée au Demande lieutenant-gouverneur en conseil ou au ministre, et celui qui reçoit la demande procède à la nomination.

(3) Le membre additionnel du conseil Consultation d'administration est choisi après consultation des représentants reconnus des autochtones.

11 (1) Le ministre peut nommer un cadre Membres supérieur de la fonction publique ontarienne et un cadre supérieur de la fonction publique d'administracanadienne en qualité de membres additionnels du conseil d'administration.

additionnels du conseil

(2) Le minstre peut nommer un membre Idem additionnel au conseil d'administration après consultation d'une organisation représentant les municipalités de l'Ontario.

(3) Les membres additionnels du conseil Absence de d'administration nommés en vertu du présent rémunération article n'ont pas droit de vote ni le droit de recevoir une rémunération en leur qualité de membres du conseil d'administration.

12 (1) Les membres du conseil d'admi- Réunions nistration se réunissent sur convocation des coprésidents et, quoi qu'il en soit, au moins tous les deux mois.

(2) Au moins deux réunions des membres du conseil d'administration par année sont ouvertes au public.

Réunions publiques

(3) Le nombre de membres du conseil Quorum d'administration que prescrivent les règlements pris en application de la présente loi constitue le quorum.

13 Les membres du conseil d'administration adoptent des règlements administratifs régissant les travaux du COFAM et, sous réserve des règlements pris en application de

Règlements administratifs

Duty of director

14. Each director shall act in the public interest while taking into account the needs and perspectives of the group he or she rep-

Conflict of interest

15.—(1) Section 71 of the Corporations Act applies to the directors, with necessary modifications.

By-laws

(2) The directors shall pass by-laws dealing with conflict of interest, which may impose restrictions on directors' activities.

CHIEF EXECUTIVE OFFICER AND OTHER **EMPLOYEES**

Chief executive officer

16.-(1) There shall be a chief executive officer of OTAB, appointed by the Lieutenant Governor in Council in consultation with the directors.

Powers and duties

(2) The chief executive officer is responsible for OTAB's management and operation.

Same

(3) The chief executive officer is responsible to the directors.

Same

(4) The chief executive officer shall implement the policies established by the directors and shall perform the other functions that they assign to him or her.

Same

(5) The chief executive officer shall act as secretary at the directors' meetings.

Same

(6) The chief executive officer may exercise the powers and duties of a deputy minister under the Public Service Act, and may exercise the power described in section 8 of that Act.

Delegation

(7) The directors may delegate any power or duty of OTAB to the chief executive officer.

Same

(8) The chief executive officer may, in writing, delegate to another employee of OTAB any of the chief executive officer's powers or duties, including any that have been delegated to him or her by the directors, and may impose conditions and restrictions on the delegation.

Employees

17.—(1) The employees who are considered necessary to carry on OTAB's affairs may be appointed or transferred.

Public Service Act

(2) The appointments and transfers shall be made under the Public Service Act.

l'alinéa 30 (1) b), régissant leurs propres activités.

14 Chaque membre du conseil d'administration agit dans l'intérêt public tout en du conseil tenant compte des besoins et des positions du d'administragroupe qu'il représente.

15 (1) L'article 71 de la Loi sur les personnes morales s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux membres du conseil d'administration.

Conflits d'in-

(2) Les membres du conseil d'administra- Règlements tion adoptent des règlements administratifs traitant des conflits d'intérêts, lesquels peuvent restreindre les activités des membres du conseil d'administration.

administratifs

ADMINISTRATEUR EN CHEF ET AUTRES **EMPLOYÉS**

16 (1) Est créé le poste d'administrateur Administraen chef du COFAM, qui est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des membres du conseil d'administration.

teur en chef

(2) L'administrateur en chef est responsable de la gestion et du fonctionnement du COFAM.

Pouvoirs et

(3) L'administrateur en chef est responsa- Idem ble devant les membres du conseil d'adminis-

(4) L'administrateur en chef met en oeu- Idem vre les politiques établies par les membres du conseil d'administration et exerce les autres fonctions que ceux-ci lui attribuent.

(5) L'administrateur en chef fait office de Idem secrétaire aux réunions des membres du conseil d'administration.

(6) L'administrateur en chef peut exercer Idem les pouvoirs et les fonctions d'un sous-ministre en vertu de la Loi sur la fonction publique, et peut exercer le pouvoir visé à l'article 8 de cette loi.

(7) Les membres du conseil d'administra- Délégation tion peuvent déléguer tout pouvoir ou toute fonction du COFAM à l'administrateur en chef.

(8) L'administrateur en chef peut, par Idem écrit, déléguer à un autre employé du COFAM les pouvoirs ou les fonctions qui lui sont conférés, y compris ceux qui lui ont été délégués par les membres du conseil d'administration, et peut assortir cette délégation de conditions et de restrictions.

(1) Les employés qui sont jugés Employés nécessaires à l'exercice des activités du COFAM peuvent être nommés ou mutés.

(2) Les nominations et les mutations sont Loi sur la effectuées en vertu de la Loi sur la fonction publique publique.

LOCAL TRAINING AND ADJUSTMENT BOARDS, COUNCILS AND REFERENCE COMMITTEES

Local training and adjustment boards

18.—(1) OTAB shall designate local training and adjustment boards that comply with the regulations made under this Act.

Powers and duties

(2) Designated local training and adjustment boards have the powers and duties that are delegated to them by OTAB and that are assigned by the regulations.

Same

(3) Designated local training and adjustment boards are responsible to the directors in connection with the powers and duties delegated by OTAB or assigned by the regulations.

Role of **OTAB**

(4) OTAB shall provide a broad policy and accountability framework for designated local training and adjustment boards.

Funding

(5) OTAB may provide funding to designated local training and adjustment boards, in accordance with the regulations.

Councils

19.—(1) OTAB may establish councils, as subcommittees of the board of directors, in accordance with the regulations made under this Act.

Powers and duties

(2) The councils have the powers and duties that are delegated to them by OTAB and that are assigned by the regulations.

Advice

(3) The councils shall advise the directors on matters relating to labour force development.

Same

(4) The councils are responsible to the directors.

(5) OTAB may pay council members remuneration and expenses, in accordance with the regulations.

Reference committees

20.—(1) Reference committees may be established, in accordance with the regulations made under this Act, by the groups named in subsection 9 (2) and section 10.

Funding

(2) OTAB may provide funding to reference committees, in accordance with the regulations.

MISCELLANEOUS

Fees

21. OTAB may charge fees for its services, in the amounts fixed by the regulations made under this Act.

COMMISSIONS LOCALES DE FORMATION ET D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE, CONSEILS ET COMITÉS CONSULTATIFS

(1) Le COFAM désigne des commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre qui sont conformes aux d'adaptation règlements pris en application de la présente

Commissions d'oeuvre

9

(2) Les commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées exercent les pouvoirs et les fonctions que leur délègue le COFAM et que leur attribuent les règlements.

Pouvoirs et fonctions

(3) Les commissions locales de formation Idem et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées sont responsables devant les membres du conseil d'administration en ce qui a trait aux pouvoirs et aux fonctions que leur délègue le COFAM ou que leur attribuent les règlements.

(4) Le COFAM fournit un cadre élargi de Rôle du politiques et de responsabilité aux commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées.

(5) Le COFAM peut verser des fonds aux Fonds commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées, conformément aux règlements.

19 (1) Le COFAM peut créer des con-Conseils seils, qui constituent des sous-comités du conseil d'administration, conformément aux règlements pris en application de la présente

(2) Les conseils ont les pouvoirs et les fonctions que leur délègue le COFAM et que leur attribuent les règlements.

Pouvoirs et fonctions

(3) Les conseils donnent des conseils aux Conseils membres du conseil d'administration sur les questions qui se rapportent à la mise en valeur de la main-d'oeuvre.

(4) Les conseils sont responsables devant les membres du conseil d'administration.

(5) Le COFAM peut verser une rémuné- Rémunération ration et des indemnités aux membres des conseils, conformément aux règlements.

20 (1) Des comités consultatifs peuvent Comités conêtre créés, conformément aux règlements pris en application de la présente loi, par les groupes visés au paragraphe 9 (2) et à l'article 10.

sultatifs

(2) Le COFAM peut verser des fonds aux Fonds comités consultatifs désignés, conformément aux règlements.

DISPOSITIONS DIVERSES

21 Le COFAM peut percevoir pour ses Frais services des frais dont les montants sont fixés

Surplus money

10

22. The Minister of Finance may order OTAB to pay into the Consolidated Revenue Fund any money that is surplus to its requirements.

Temporary investments

- 23.—(1) OTAB may invest money that is temporarily surplus to its requirements in,
 - (a) notes, bonds, debentures and other evidences of indebtedness issued or guaranteed as to principal and interest by Canada, a province of Canada, an agency of the Government of Canada, an agency of the government of a province of Canada, a bank listed in Schedule I or II to the Bank Act (Canada) or another financial institution authorized to carry on business in Canada: and
 - (b) deposit receipts, deposit notes, certificates of deposit, acceptances and other investment instruments issued, guaranteed or endorsed by a financial institution authorized to carry on business in Canada.

Investments in programs and services

(2) OTAB may, on such conditions as the Minister considers proper, invest money in labour force development programs and services, as a sole investor or by way of a joint venture, partnership, syndicate or alliance.

Fiscal year

24. OTAB's fiscal year begins on the 1st day of April in each year and ends on the 31st day of March in the following year.

Estimates

25. The directors shall submit to the Minister for his or her review and approval, annually before the end of the fiscal year, OTAB's estimates for the next fiscal year.

Annual plan of operations

26.-(1) The directors shall submit to the Minister for his or her review and approval, annually before the end of the fiscal year, a plan for the next year's operations of OTAB.

Multi-year

(2) The Minister may require the directors to submit to him or her for review and approval a plan for OTAB's future operations projected over several years as specified by the Minister.

Accounting

27.—(1) OTAB shall establish and maintain an accounting system satisfactory to the Minister.

Auditors

(2) The directors shall appoint one or more auditors licensed under the Public Accountancy Act to audit OTAB's accounts and financial transactions annually.

par les règlements pris en application de la présente loi.

22 Le ministre des Finances peut enjoin- Excédent de dre au COFAM de verser au Trésor toute somme d'argent qui constitue un excédent.

23 (1) Le COFAM peut placer toute somme d'argent qui constitue un excédent temporaire dans ce qui suit :

Placements temporaires

- a) des billets, des obligations, des débentures et autres titres de créance émis ou garantis, en capital et intérêts, par le Canada, une province canadienne, un organisme du gouvernement du Canada ou d'une province canadienne, une banque énumérée à l'annexe I ou II de la Loi sur les banques (Canada) ou une autre institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada:
- b) des récépissés de dépôt, des billets de dépôt, des certificats de dépôt, des acceptations et autres titres de placement émis, garantis ou endossés par une institution financière autorisée à exercer ses activités au Canada.
- (2) Le COFAM peut, aux conditions que Investissele ministre juge appropriées, investir dans les les programprogrammes et services de mise en valeur de mes et servila main-d'oeuvre, en tant qu'investisseur unique ou par le biais d'une entreprise commune, d'une société en nom collectif, d'un consortium ou d'une alliance.

24 L'exercice du COFAM commence le Exercice 1er avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

25 Chaque année avant la fin de l'exercice, les membres du conseil d'administration soumettent les prévisions budgétaires du COFAM pour l'exercice suivant à l'examen et à l'approbation du ministre.

budgétaires

26 (1) Chaque année avant la fin de Plan annuel l'exercice, les membres du conseil d'administration soumettent le plan des activités du COFAM pour l'année suivante à l'examen et à l'approbation du ministre.

(2) Le ministre peut exiger des membres Plan pluriandu conseil d'administration qu'ils lui soumettent, pour qu'il l'examine et l'approuve, un plan des activités à venir du COFAM projeté sur plusieurs années, dont le nombre est précisé par le ministre.

27 (1) Le COFAM établit et tient un système de comptabilité que le ministre estime satisfaisant.

(2) Les membres du conseil d'administra- Vérificateurs tion nomment un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la comptabilité publique qui les auto-

Disclosure to Provincial Auditor

(3) The directors shall make available to the Provincial Auditor, on his or her request, the auditor's report and all accounts, records and other documents relating to the audit.

Minister

(4) The Minister may require that any aspect of OTAB's accounts or financial transactions be audited by the Provincial Auditor or by another auditor appointed by the Minister for the purpose; in that case, the Provincial Auditor or other auditor shall submit the results of the audit to the Minister and to the directors.

Annual report

28.—(1) After the end of OTAB's fiscal year, the directors shall make an annual report to the Minister on its affairs.

Same

(2) The annual report shall contain any information the Minister requires.

Tabling

(3) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Assem-

Other reports

(4) The Minister may require the directors to submit other reports on OTAB's affairs, objects, powers or duties.

Agreement with Government of Canada

29. The Lieutenant Governor in Council may enter into an agreement with the Government of Canada with respect to any matter governed by this Act.

REGULATIONS

Regulations

- **30.**—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing the quorum for directors' meetings;
 - (b) governing the decision-making procedures followed at directors' meetings;
 - (c) respecting the establishment, composition and operation of local training and adjustment boards;
 - (d) assigning powers and duties to designated local training and adjustment boards:
 - (e) respecting the provision of funding to designated local training and adjustment boards;

rise à vérifier chaque année les comptes et les opérations financières du COFAM.

(3) Les membres du conseil d'administra- Communication mettent à la disposition du vérificateur cateur provincial, à la demande de celui-ci, le rap- provincial port du vérificateur ainsi que tous les comptes, dossiers et autres documents qui se rapportent à la vérification.

11

(4) Le ministre peut exiger que tout aspect Ministre

des comptes ou des opérations financières du COFAM soit vérifié par le vérificateur provincial ou par un autre vérificateur nommé à cette fin par le ministre, auquel cas le vérificateur provincial ou l'autre vérificateur présente les résultats de la vérification au ministre et aux membres du conseil d'administration.

28 (1) Après la fin de l'exercice du COFAM, les membres du conseil d'administration présentent au ministre un rapport annuel sur les activités du COFAM.

Rapport

(2) Le rapport annuel comporte tous les renseignements que le ministre exige.

(3) Le ministre présente le rapport annuel Dépôt au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite à l'Assemblée législative.

(4) Le ministre peut exiger des membres Autres rapdu conseil d'administration qu'ils présentent d'autres rapports sur les activités, la mission, les pouvoirs ou les fonctions du COFAM.

29 Le lieutenant-gouverneur en conseil Entente avec peut conclure une entente avec le gouverne- ment du ment du Canada en ce qui concerne toute Canada question régie par la présente loi.

RÈGLEMENTS

30 (1) Le lieutenant-gouverneur en con-Règlements seil peut, par règlement :

a) prescrire le quorum pour les réunions des membres du conseil d'administration:

- b) régir la procédure à suivre pour la prise de décisions aux réunions des membres du conseil d'administration;
- c) traiter de la création, de la composition et des activités des commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre;
- d) attribuer des pouvoirs et des fonctions aux commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées;
- e) traiter du versement de fonds aux commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre désignées;

- (f) respecting the establishment and composition of councils;
- (g) assigning powers and duties to coun-
- (h) respecting the payment of remuneration and expenses to council members;
- (i) respecting the establishment and composition of reference committees;
- (i) respecting the provision of funding to reference committees;
- (k) fixing the amounts of fees for the purposes of section 21.

Consultation

(2) Before a regulation is made under subsection (1), the Minister shall consult with OTAB about it.

Community diversity

(3) When a regulation is made under clause (1) (c), the importance of reflecting, in the composition of local training and adjustment boards, the diversity of the communities they are to serve shall be recognized.

Commencement

31. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

32. The short title of this Act is the Ontario Training and Adjustment Board Act. 1993.

- f) traiter de la création et de la composition des conseils;
- g) attribuer des pouvoirs et des fonctions aux conseils:
- h) traiter du versement d'une rémunération et d'indemnités aux membres des
- i) traiter de la création et de la composition des comités consultatifs:
- i) traiter du versement de fonds aux comités consultatifs;
- k) fixer le montant des frais pour l'application de l'article 21.
- (2) Avant que ne soit pris un règlement en Consultation vertu du paragraphe (1), le ministre consulte le COFAM à son sujet.

(3) Tout règlement qui est pris en applica- Diversité des tion de l'alinéa (1) c) doit reconnaître l'importance qu'il y a de refléter, dans la composition des commissions locales de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre, la diversité des collectivités qu'elles doivent servir.

31 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

32 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 sur le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre.





3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 98

An Act to provide a Consumer and Business Practices Code for Ontario

Mr. Cordiano

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 98

Loi prévoyant un Code de la consommation et des pratiques de commerce pour l'Ontario



M. Cordiano

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading November 24th, 1992

2nd Reading December 10th, 1992

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 24 no

24 novembre 1992

2^e lecture

10 décembre 1992

3^e lecture

sanction royale

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The purpose of the Bill is to revise and consolidate the law in the area of consumer protection and business practices. The Consumer Protection Act, other than Part III (Credit Transactions), the Business Practices Act, the Prepaid Services Act and the Motor Vehicle Repair Act are repealed and consolidated into this Bill.

Here are some of the changes to the law to be brought about by the Bill.

PART I UNFAIR PRACTICES

As the Business Practices Act is incorporated into the Bill, additional examples of unfair practices are included.

The definition of "goods" is expanded to include real property for the purpose of protecting consumers from unfair practices.

The protection against unfair practices extends to the supply of services by the Government of Ontario or one of its agencies.

The doctrine of privity of contract is abolished for losses resulting from unfair practices.

PART II WARRANTIES

The implied warranties set out in the Sale of Goods Act are updated and incorporated into the Bill as warranties given by law and are made to apply to used and substandard goods.

Manufacturers, importers and distributors are to share responsibility with suppliers for the warranties of fitness for purpose and acceptable quality.

Any representation made in relation to the supply of goods or services that can be reasonably relied upon by a consumer who enters into a consumer agreement is deemed to be an express warranty.

A person who adopts an express warranty as his or her own is responsible for fulfilling it. Suppliers are to assist consumers in locating a warrantor.

This Part is made to apply to the Government of Ontario and its agencies when providing goods or services in competition with other persons providing similar goods and services.

PART III RIGHTS AND OBLIGATIONS RESPECTING SPECIFIC CONSUMER AGREEMENTS

The cooling off period under the *Consumer Protection Act* for agreements for which goods or services are to be delivered at a later date is extended from two days to one week.

Additional cancellation rights are given when a supplier does not meet an estimated date for supplying goods or services under an agreement and when a supplier attempts to substitute goods or services for those agreed to without the consumer's prior consent.

Consumers are to be advised of their cancellation rights upon entering into an agreement.

Telephone solicitors are prohibited from calling any consumer who has informed them that he or she does not wish to be contacted.

Suppliers are not permitted to process a payment from a consumer before shipping goods or commencing to perform services.

Suppliers must disclose their refund and exchange policy to consumers before purchase.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour but la révision et la refonte du droit dans le domaine de la protection du consommateur et des pratiques de commerce. La Loi sur la protection du consommateur, à l'exception de la partie III (Opérations à crédit), la Loi sur les pratiques de commerce, la Loi sur les services prépayés et la Loi sur les réparations de véhicules automobiles sont abrogées et leur contenu est refondu dans le projet de loi.

Voici quelques-uns des changements que le projet de loi apporte au droit existant.

PARTIE I PRATIQUES DÉLOYALES

L'incorporation de la *Loi sur les pratiques de commerce* dans le projet de loi élargit les catégories de pratiques déloyales.

La définition du terme «biens» est élargie pour comprendre également les biens immeubles, afin de mieux protéger le consommateur contre les pratiques déloyales.

La protection contre les pratiques déloyales s'étend aux services assurés par le gouvernement de l'Ontario ou l'un de ses organismes.

La doctrine du lien de droit contractuel est abolie dans le cas de pertes subies en raison de pratiques déloyales.

PARTIE II GARANTIES

Les garanties implicites énoncées dans la Loi sur la vente d'objets sont mises à jour et incorporées dans le projet de loi en tant que garanties légales qui s'appliquent aux biens usagés et aux biens qui ne répondent pas aux normes.

Le fabricant, l'importateur et le distributeur partagent avec le fournisseur la responsabilité découlant des garanties d'adaptation à l'usage et de qualité acceptable.

Est réputée une garantie expresse toute assertion faite à l'égard de la fourniture de biens ou services à laquelle peut se fier raisonnablement le consommateur qui conclut un contrat de consommation.

La personne qui adopte une garantie expresse en est responsable. Les fournisseurs doivent aider les consommateurs à trouver le garant.

Cette partie s'applique au gouvernement de l'Ontario et à ses organismes lorsqu'ils fournissent des biens ou des services en concurrence avec d'autres personnes qui fournissent des biens ou des services semblables.

PARTIE III

DROITS ET OBLIGATIONS CONCERNANT DES CONTRATS DE CONSOMMATION PARTICULIERS

Le délai de réflexion prévu par la *Loi sur la protection du* consommateur à l'égard de contrats aux termes desquels des biens doivent être livrés ou des services assurés à une date ultérieure passe de deux jours à une semaine.

Des droits d'annulation supplémentaires sont accordés si un fournisseur livre des biens ou assure des services après la date prévue dans le contrat ou qu'il essaie de substituer d'autres biens ou services à ceux convenus, sans obtenir au préalable l'accord du consommateur.

Il est nécessaire d'avertir les consommateurs de leurs droits d'annulation au moment de conclure un contrat.

Nul ne doit solliciter par téléphone le consommateur qui l'a informé qu'il ne désire pas que l'on communique avec lui.

Il est interdit aux fournisseurs d'encaisser un paiement reçu d'un consommateur avant d'expédier les biens ou de commencer à assurer les services.

Les fournisseurs doivent aviser les consommateurs de leur politique de remboursement et d'échange avant l'achat.

The requirement under the Consumer Protection Act that "itinerant sellers" be registered and bonded is removed.

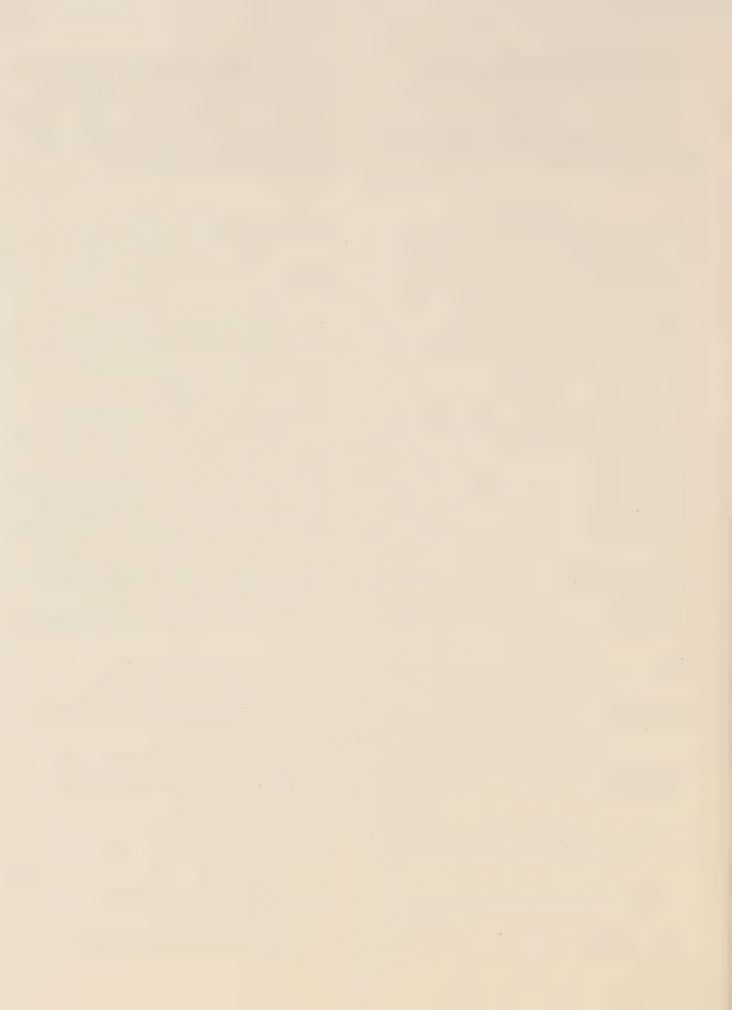
PART V REPAIRS

Some of the provisions of the *Motor Vehicle Repair Act* are expanded upon to apply as well to the repair of goods other than motor vehicles for consumers.

Le projet de loi élimine l'exigence prévue dans la *Loi sur la protection du consommateur* selon laquelle les «vendeurs itinérants» doivent être inscrits et cautionnés.

PARTIE V RÉPARATIONS

Certaines dispositions de la *Loi sur les réparations de véhicules automobiles* s'appliquent désormais à la réparation de biens de consommation autres que les véhicules automobiles.



1993

An Act to provide a Consumer and Business Practices Code for Ontario

Loi prévoyant un Code de la consommation et des pratiques de commerce pour l'Ontario

CONTENTS

- 1. Definitions
- 2. Application

PART I UNFAIR PRACTICES

- 3. Unfair practice, general rule
- 4. Examples of unfair practices
- 5. Authority of person
- 6. Further examples, taking advantage of consumer
- 7. Prohibition
- 8. Occurrence of unfair practice
- 9. Cancellation right
- 10. Right of action
- 11. Remedies
- 12. Lack of contract, no defence
- 13. Part binds Crown

PART II CONSUMER WARRANTIES

14. Definitions

WARRANTIES GIVEN BY LAW

- 15. Definition
- 16. Spare and replacement parts
- 17. Acceptable quality
- 18. Fit for normal use
- 19. Free from defects
- 20. Description of goods
- 21. Other interests in goods
- 22. Description of services
- 23. Fit for particular purpose
- 24. Quality of service
- 25. Used goods
- 26. Liability of importer
- 27. Disclaimer prohibited
- 28. Prevails over R.S.O.1990,c.S.1

EXPRESS WARRANTIES

- 29. Definition
- 30. Liability of importer
- 31. General impression
- 32. Adoption of warranty
- 33. Information to accompany written warranty

Miscellaneous

- 34. Entitlement of recipient
- 35. Limit on liability prohibited
- 36. Right of action
- 37. Remedies
- 38. Joint and several liability

SOMMAIRE

- 1. Définitions
- 2. Application

PARTIE I PRATIOUES DÉLOYALES

- 3. Pratique déloyale, règles générales
- 4. Exemples de pratiques déloyales
- 5. Pouvoir d'une personne
- 6. Autres exemples d'exploitation d'un consommateur
- 7. Interdiction
- 8. Cas de pratique déloyale
- 9. Droit d'annulation
- 10. Droit d'action
- 11. Recours
- 12. L'absence d'un contrat ne constitue pas une défense
- 13. La partie lie la Couronne

PARTIE II GARANTIES DU CONSOMMATEUR

14. Définitions

GARANTIES LÉGALES

- 15. Définition
- 16. Pièces de réserve et pièces de rechange
- 17. Qualité acceptable
- 18. Adaptation à l'usage normal
- 19. Absence de vices
- 20. Description des biens
- 21. Autres intérêts dans les biens
- 22. Description des services
- 23. Adaptation à un usage particulier
- 24. Qualité des services
- 25. Biens usagés
- 26. Responsabilité de l'importateur
- 27. Exemption interdite
- 28. Priorité sur le chap. S.1 des L.R.O. de 1990

GARANTIES EXPRESSES

- 29. Définition
- 30. Responsabilité de l'importateur
- 31. Impression générale
- 32. Adoption d'une garantie
- 33. Renseignements

DISPOSITIONS DIVERSES

- 34. Droit du destinataire
- 35. Interdiction de limiter la responsabilité
- 36. Droit d'action
- 37. Recours
- 38. Responsabilité solidaire

1993

PART III RIGHTS AND OBLIGATIONS RESPECTING SPECIFIC CONSUMER AGREEMENTS

40. Definitions

AGREEMENTS FOR THE SUPPLY OF GOODS OR SERVICES AT A LATER DATE

- 41. Application of sections
- 42. When written agreement required
- 43. Application
- 44. Supplier to estimate delivery date
- 45. Cancellation re estimated date
- 46. Substitutions
- 47. Cancellation when substitution proposed

OFF PREMISES AND REMOTE AGREEMENTS

- 48. Identifying information to accompany written materials
- 49. Identifying information to accompany oral presentation
- 50. Prohibition, telephone solicitations
- 51. Money not processed until goods shipped
- 52. Cooling off period

CONSUMER AGREEMENTS

- 53. Notice of refunds and exchanges
- 54. When repossession prohibited
- 55. Unsolicited goods and services
- 56. Long-term agreements

METHOD OF CANCELLATION AND OBLIGATIONS UPON CANCELLATION

- 57. Method of cancellation
- 58. Obligations upon cancellation

PART IV SPECIFIC PREPAID SERVICES AGREEMENTS

- 59. Definitions
- 60. Application
- 61. Written agreement required
- 62. Agreements limited to one year
- 63. Only one agreement
- 64. Fees
- 65. Instalment plans
- 66. Cooling off period
- 67. Trust account maintained 68. Automatic renewals
- 69. When operator not to receive money
- 70. Payments received through trustee
- 71. Waiver invalid
- 72. Rights preserved

PART V REPAIRS

- 73. Definitions
- 74. Application of Part
- 75. No fee for estimate
- 76. Estimate to be given
- 77. Repairer to meet estimated date for repairs
- 78. Posting of signs, motor vehicle repairs

39. La partie lie la Couronne

PARTIE III DROITS ET OBLIGATIONS CONCERNANT DES CONTRATS DE CONSOMMATION **PARTICULIERS**

40. Définitions

Contrats en vue de la fourniture de biens ou DE SERVICES À UNE DATE ULTÉRIEURE

- 41. Champ d'application des articles
- 42. Contrat écrit exigé
- 43. Champ d'application
- 44. Prévision de la date de livraison par le fournisseur
- 45. Annulation en cas de non-respect de la date prévue
- 46. Substitutions
- 47. Annulation s'il est proposé de faire des substitutions

CONTRATS HORS LIEUX ET CONTRATS ENTRE NON-PRÉSENTS

- 48. Renseignements identificateurs devant accompagner le matériel écrit
- 49. Renseignements identificateurs devant accompagner l'exposé verbal
- 50. Sollicitation par téléphone interdite
- 51. L'expédition des biens doit précéder l'encaissement de l'argent
- 52. Délai de réflexion

CONTRATS DE CONSOMMATION

- 53. Avis de remboursements et d'échanges
- 54. Reprise de possession interdite
- 55. Biens et services non sollicités
- 56. Contrats à long terme

MODE D'ANNULATION ET OBLIGATIONS EN CAS D'ANNULATION

- 57. Mode d'annulation
- 58. Obligations en cas d'annulation

PARTIE IV CONTRATS DE SERVICES PRÉPAYÉS **PARTICULIERS**

- 59. Définitions
- 60. Champ d'application
- 61. Contrat écrit
- 62. Contrats d'une durée d'un an seulement
- 63. Un contrat seulement
- 64. Droits
- 65. Paiement par versements échelonnés
- 66. Délai de réflexion
- 67. Maintien du compte en fiducie
- 68. Renouvellement de plein droit
- 69. L'exploitant ne doit pas percevoir d'argent
- 70. Fiduciaire
- 71. Nullité de la renonciation
- 72. Droits conservés

PARTIE V RÉPARATIONS

- 73. Définitions
- 74. Application de la partie
- 75. Aucuns frais d'estimation
- 76. Obligation de donner une estimation
- 77. Respect du délai prévu pour les réparations
- 78. Affichage d'écriteaux, réparation de véhicules automobiles

- 79. Return of parts
- 80. No charge for unauthorized repairs
- 81. Limitation on charge
- 82. Invoice 83. Warranty for repair of motor vehicles
- 84. Recovery of costs after emergency repairs
- 85. Warranty for repair of other goods
- 86. Calculation of term of warranty
- 87. Limit on liability prohibited
- 88. Consistent charge
- 89. Illegal charges not payable 90. Copies of signed documents
- 91. Rights preserved
- 92. Part binds Crown

PART VI **ENFORCEMENT POWERS OF MINISTRY**

- 93. Definition
- 94. Director
- 95. Director's duties

INVESTIGATION OF COMPLAINTS

- 96. Duties of investigator
- 97. Warrant to enter and search
- 98. Search without warrant
- 99. Obstruction

ORDER FOR COMPLIANCE

- 100. Order for compliance
- 101. Order for compliance without proposal
- 102. If hearing required
- 103. If person outside Ontario

Assurance of Voluntary Compliance

104. Assurance of voluntary compliance

ORDER TO REFRAIN FROM DEALING

- 105. Order to refrain from dealing with assets
- 106. Application to court re disposition of seized

Miscellaneous

- 107. Copies available for inspection
- 108. Admissibility of copies
- 109. Disclosure permitted

PART VII **GENERAL**

- 110. Rights preserved
- 111. Limitation of rights prohibited
- 112. Ambiguities to benefit customers
- 113. Deviations from required information
- 114. Liability of assignee 115. Where service required 116. Pleadings
- 117. Conviction as proof
- 118. Oral evidence
- 119. Matters beyond person's control
- 120. Offences
- 121. Regulations
- 122. R.S.O.1990,c.B.18 repealed 123. R.S.O.1990,c.C.31 amended
- 124. R.S.O.1990,c.M.43 repealed
- 125. R.S.O.1990,c.P.22 repealed
- 126. Commencement
- 127. Short title

- 79. Les pièces sont rendues au client
- 80. Aucun montant n'est exigé pour des réparations non autorisées
- 81. Limite
- 82. Facture
- 83. Garantie, réparation de véhicules automobiles
- 84. Recouvrement des coûts en cas de réparations d'urgence
- 85. Garantie, réparation d'autres biens
- 86. Calcul de la durée de la garantie
- 87. Interdiction de limiter la responsabilité
- 88. Montant stable
- 89. Montants illicites
- 90. Copies de documents signés
- 91. Droits conservés
- 92. La partie lie la Couronne

PARTIE VI POUVOIRS EXÉCUTIFS DU MINISTÈRE

- 93. Définition
- 94. Directeur
- 95. Fonctions du directeur

ENQUÊTE SUR LES PLAINTES

- 96. Fonctions de l'enquêteur
- 97. Mandat de perquisition
- 98. Perquisition sans mandat
- 99. Entrave

ORDRE D'OBSERVATION

- 100. Ordre d'observation
- 101. Ordre d'observation sans avis d'intention
- 102. Demande d'audience
- 103. Personne de l'extérieur de l'Ontario

PROMESSE D'OBSERVATION VOLONTAIRE

104. Promesse d'observation volontaire

GEL DE L'ACTIF

- 105. Ordre en vue du gel de l'actif
- 106. Requête au tribunal concernant les mesures à prendre à l'égard de l'argent saisi

DISPOSITIONS DIVERSES

- 107. Disponibilité des copies aux fins d'inspection
- 108. Admissibilité des copies
- 109. Divulgation permise

PARTIE VII **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 110. Droits conservés
- 111. Restriction des droits interdite
- 112. Ambiguïtés à l'avantage des consommateurs
- 113. Erreur ou omission dans les renseignements
- 114. Responsabilité du cessionnaire115. Signification116. Actes de procédure

- 117. Déclaration de culpabilité
- 118. Preuve orale
- 119. Questions indépendantes de la volonté d'une personne
- 120. Infractions
- 121. Règlements
- 122. L.R.O. 1990, chap. B.18, abrogé
- 123. L.R.O. 1990, chap. C.31, modifié
- 124. L.R.O. 1990, chap. M.43, abrogé
- 125. L.R.O. 1990, chap. P.22, abrogé
- 126. Entrée en vigueur 127. Titre abrégé

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.-(1) In this Act,

- "consumer" means an individual who is acting for purposes other than business purposes; ("consommateur")
- "consumer agreement" means an agreement a person enters into with a consumer in which the person supplies or is to supply goods or services to the consumer in exchange for money or some other form of payment; ("contrat de consommation")
- "Director" means the Director appointed under section 94; ("directeur")
- "distributor", in respect of goods, includes the wholesaler of the goods; ("distributeur")
- "goods" means personal property or real property; ("biens")
- "prescribed" means prescribed by the regulations made under this Act; ("prescrit")
- "services" means anything other than goods; ("services")
- "supplier" means the person who enters into a consumer agreement to supply goods or services to a consumer. ("fournisseur")

(2) An individual shall be deemed to be a consumer for the purposes of this Act if he or she enters into an agreement to receive goods or services that are to be used primarily for purposes other than business purposes even if they may also be used incidentally for business purposes.

Application

- 2. This Act applies in respect of all goods and services that are offered or supplied to one or more consumers other than,
 - (a) securities as defined in the Securities Act:
 - (b) commodity futures contracts and commodity futures options as defined in the Commodity Futures Act;
 - (c) deposits as defined in the *Deposits* Regulation Act if that Act applies in respect of those deposits; and
 - (d) services respecting the goods in clauses (a), (b) and (c).

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent à la présente loi.

«biens» Biens meubles ou immeubles. («goods»)

- «consommateur» Particulier qui agit à des autres que commerciales. («consumer»)
- «contrat de consommation» Contrat conclu entre une personne et un consommateur, aux termes duquel la personne fournit ou fournira des biens ou des services au consommateur moyennant une somme d'argent ou une autre forme de paiement. («consumer agreement»)
- «directeur» Le directeur nommé aux termes de l'article 94. («Director»)
- «distributeur» Dans le cas de biens, s'entend notamment du marchand en gros des biens. («distributor»)
- «fournisseur» La personne qui conclut un contrat de consommation en vue de la fourniture de biens ou de services à un consommateur. («supplier»)
- «prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente («prescribed»)
- «services» Toute chose autre que des biens. («services»)
- (2) Un particulier est réputé un consom- Interprétation mateur pour l'application de la présente loi s'il conclut un contrat en vue de recevoir des biens ou des services qui sont censés être utilisés principalement à des fins autres que commerciales, même s'il peut arriver qu'ils soient également utilisés à des fins commer-

2 La présente loi s'applique à l'égard de Application tous les biens et de tous les services qui sont offerts ou fournis à un ou à plusieurs consommateurs, à l'exclusion de ce qui suit :

- a) les valeurs mobilières telles que les définit la Loi sur les valeurs mobilières;
- b) les contrats à terme sur marchandises et les options sur contrats à terme sur marchandises tels que les définit la Loi sur les contrats à terme sur marchandises;
- c) les dépôts d'argent tels que les définit la Loi sur les dépôts d'argent si cette loi s'applique à ces dépôts d'argent;
- d) les services ayant trait aux biens visés aux alinéas a), b) et c).

PART I **UNFAIR PRACTICES**

Unfair practice, general

3.—(1) It is an unfair practice to do or say anything, or to fail to do or say anything if, as a result, a consumer might reasonably be deceived or misled.

General continued

(2) It is an unfair practice to make a false claim.

Same

(3) It is an unfair practice for a person to take advantage of a consumer if the person knows or ought to know that the consumer is not in a position to protect his or her own interests.

Examples of unfair prac tices

4.—(1) This section and section 5 list specific examples of the general rules in subsections 3 (1) and (2) but should not be interpreted to limit those general rules.

Characteris-

(2) It is an unfair practice to claim that goods or services have sponsorship, approval, accessories, uses, ingredients, performance characteristics, benefits or other attributes, if that is not so.

Sponsorship, etc., of supplier

(3) It is an unfair practice to claim that the person who is to supply goods or services has a particular affiliation, sponsorship, approval, status or connection, if that is not so.

Standard

(4) It is an unfair practice to claim that goods or services are of a particular standard, quality, grade, style, model, origin, history or method of manufacture, if that is not SO.

Condition

(5) It is an unfair practice to claim that goods are new, are of a particular age, are in a particular condition or have been used to a particular extent, if that is not so; but the reasonable use of goods to enable a supplier to service, prepare, test and deliver the goods for the purpose of supplying them does not make them used for the purpose of this subsection.

Reason. quantity

(6) It is an unfair practice to claim that goods or services are available for a particular reason or are available in a particular quantity, if that is not so.

Omission of material fact

(7) It is an unfair practice to fail to state any fact about goods or services which, if

PARTIE I PRATIQUES DÉLOYALES

3 (1) Se livre à une pratique déloyale Pratique quiconque fait ou dit quelque chose, ou omet règles générade faire ou de dire quelque chose, s'il est rai- les sonnable de s'attendre que son acte trompe le consommateur ou l'induise en erreur.

(2) Se livre à une pratique déloyale quiconque fait une affirmation erronée.

Règles géné-

(3) Se livre à une pratique déloyale la personne qui exploite un consommateur, si cette personne sait ou devrait savoir que le consommateur n'est pas en mesure de protéger ses propres intérêts.

4 (1) Le présent article et l'article 5 énu- Exemples de mèrent des exemples précis des règles générales prévues aux paragraphes 3 (1) et (2), mais ils n'ont pas pour effet de restreindre la portée de ces règles générales.

(2) Se livre à une pratique déloyale qui- Caractéristiconque affirme que des biens ou des services font l'objet d'un parrainage ou d'une approbation, ou ont des accessoires, des usages, des ingrédients, des qualités de rendement, des avantages ou d'autres propriétés, s'il n'en est rien

(3) Se livre à une pratique déloyale quiconque affirme que la personne qui fournira des biens ou des services bénéficie d'une adhésion, d'un parrainage, d'une approbation, d'une qualité ou d'une relation en particulier, s'il n'en est rien.

Parrainage du

(4) Se livre à une pratique déloyale qui- Norme et conque affirme que des biens ou des services répondent à une norme en particulier, sont d'une qualité, d'une catégorie, d'un style, d'un modèle, d'une origine en particulier ou ont des antécédents en particulier, ou sont issus d'un mode de fabrication en particulier, s'il n'en est rien.

(5) Se livre à une pratique déloyale qui- État conque affirme que des biens sont neufs, ont un âge en particulier, sont dans un état en particulier ou ont été utilisés dans une mesure en particulier, s'il n'en est rien. Toutefois, l'usage raisonnable auquel un fournisseur soumet des biens afin de les entretenir, les préparer, les vérifier et les livrer aux fins de leur fourniture n'a pas pour effet d'en faire des biens usagés pour l'application du présent paragraphe.

(6) Se livre à une pratique déloyale quiconque affirme que des biens ou des services sont disponibles pour un motif en particulier ou en une quantité en particulier, s'il n'en est rien.

Motif, quan-

(7) Se livre à une pratique déloyale qui- Omission conque omet de communiquer un fait au important sujet de biens ou de services qui, s'il était

made known, could cause a reasonable consumer to not acquire the goods or services.

Previous

6

(8) It is an unfair practice to claim that goods or services are being supplied in accordance with a previous claim, if that is not so.

When goods provided

(9) It is an unfair practice for a person to claim that goods will be or can be provided within a stated period, if the person knows or ought to know that is not so.

When services provided

(10) It is an unfair practice for a person to claim that services will be or can be performed within a stated period, if the person knows or ought to know that is not so.

Availability

(11) It is an unfair practice for a person to claim that goods or services are available to the consumer if the person knows or ought to know that is not so.

repair

(12) It is an unfair practice to claim that goods are in need of service or of a part, replacement or repair, if that is not so.

Price advan-

(13) It is an unfair practice to make a claim that might reasonably lead a person to believe that services are or will be performed or goods are or will be provided at an advantageous price or with some other advantage, if that is not so.

Rights

(14) It is an unfair practice to claim that a proposed consumer agreement involves or does not involve rights, remedies or obligations, if that is not so.

Purpose or

(15) It is an unfair practice to claim or otherwise communicate that a solicitation, a communication or a proposed agreement is for a particular purpose or with a particular intent, if that is not so.

Unreasonably low

(16) It is an unfair practice for a person to give an estimate of the price of goods or services if the person knows or ought to know that the goods or services will not or cannot be provided at that price.

Price of part, only, given

(17) It is an unfair practice to make a claim respecting the price of goods or services if, as a result, a person might reasonably believe that the claim is made respecting the price of a larger package of goods or ser-

Referral selling

(18) It is an unfair practice for a person to claim that a consumer will obtain a benefit for helping the person to find potential cusconnu, pourrait décider un consommateur raisonnable à ne pas acquérir les biens ou les services.

(8) Se livre à une pratique déloyale qui- Affirmation conque affirme que des biens ou des services sont fournis conformément à une affirmation antérieure, s'il n'en est rien.

(9) Se livre à une pratique déloyale la personne qui affirme que des biens seront ou biens peuvent être fournis dans un délai précisé, si cette personne sait ou devrait savoir que ce n'est pas le cas.

(10) Se livre à une pratique déloyale la Délai de personne qui affirme que des services seront services ou peuvent être assurés dans un délai précisé, si cette personne sait ou devrait savoir que ce n'est pas le cas.

(11) Se livre à une pratique déloyale la Disponibilité personne qui affirme que des biens ou des services sont à la disposition du consommateur si cette personne sait ou devrait savoir que ce n'est pas le cas.

(12) Se livre à une pratique déloyale quiconque affirme que des biens ont besoin d'entretien, d'une pièce, d'un remplacement ou d'une réparation, s'il n'en est rien.

(13) Se livre à une pratique déloyale quiconque fait une affirmation dont il serait raisonnable de s'attendre qu'elle porte une personne à croire que des services sont ou seront assurés ou que des biens sont ou seront fournis à un prix avantageux ou accompagnés d'un autre avantage, s'il n'en est rien.

Prix avanta-

(14) Se livre à une pratique déloyale qui- Droits conque affirme qu'un contrat de consommation projeté comporte des droits, des recours ou des obligations, ou n'en comporte pas, s'il n'en est rien.

(15) Se livre à une pratique déloyale qui- But ou intenconque affirme ou fait savoir d'une autre manière qu'une sollicitation, une communication ou un contrat projeté a un but ou une fin en particulier, s'il n'en est rien.

(16) Se livre à une pratique déloyale la personne qui donne une estimation du prix de biens ou de services si cette personne sait ou devrait savoir que les biens ou les services ne seront pas fournis à ce prix ou ne peuvent pas l'être.

(17) Se livre à une pratique déloyale quiconque fait une affirmation concernant le ment prix de biens ou de services si, en conséquence, il serait raisonnable qu'une personne croie que l'affirmation vise le prix d'un plus grand volume de biens ou de services.

(18) Se livre à une pratique déloyale la Vente par personne qui affirme qu'un consommateur bénéficiera d'un avantage s'il l'aide à trouver

tomers if the person knows or ought to know that it is unlikely,

- (a) that the consumer will obtain such a benefit: or
- (b) that the consumer would be able to find a sufficient number of potential customers to obtain the benefit.

Substantiation of

- (19) It is an unfair practice to make a claim that includes a statement about the performance, capability or length of life of goods or services unless,
 - (a) the claim is based on adequate and proper testing that was done before the claim is made;
 - (b) the testing substantiates the claim; and
 - (c) the claim accurately and fairly represents the results of the testing.

Reasonable quantities

(20) It is an unfair practice for a person to claim that goods or services are available at an advantageous price if reasonable quantities of them are not available at such a price, unless the person makes it clear in the claim that quantities are limited.

Commercial benefit not disclosed

(21) It is an unfair practice to make a claim about goods or services if the claim appears in an objective form such as an editorial, a documentary or scientific data but the claim is actually made for a commercial benefit unless it is clear that the claim is made for a commercial benefit.

Authority of person

5.—(1) It is an unfair practice to claim that a person has or does not have the authority to negotiate the terms of a proposed consumer agreement, if that is not so.

Price exceeding estimate

(2) It is an unfair practice to charge a consumer a price for goods or services that is substantially greater than the estimate given for those goods or services unless the consumer expressly consents to the greater price before the goods are provided or the services performed.

Further examples, taking advantage of

6.-(1) This section lists specific examples of the general rule in subsection 3 (3) involving taking advantage of a consumer where the consumer is not in a position to protect his or her own interests; but this section should not be interpreted to limit subsection 3 (3).

des clients éventuels, si la personne sait ou devrait savoir qu'il est improbable, selon le cas, que:

- a) le consommateur bénéficie de l'avantage en question;
- b) le consommateur puisse trouver un nombre suffisant de clients éventuels pour pouvoir bénéficier de l'avantage.
- (19) Se livre à une pratique déloyale quiconque fait une affirmation qui comporte une tions mention au sujet du rendement, de la capacité ou de la durée de biens ou de services sauf dans les cas suivants :

- a) l'affirmation est fondée sur une vérification suffisante et appropriée qui a été effectuée avant que l'affirmation ne soit faite;
- b) la vérification établit le bien-fondé de l'affirmation;
- c) l'affirmation reflète exactement et équitablement les résultats de la vérification.
- (20) Se livre à une pratique déloyale la Quantités raipersonne qui affirme que des biens ou des services sont disponibles à un prix avantageux si des quantités raisonnables de ceux-ci ne sont pas disponibles à un tel prix, à moins que la personne n'indique clairement dans son affirmation que les quantités sont limitées.

(21) Se livre à une pratique déloyale qui- Non-divulgaconque fait une affirmation au sujet de biens avantage ou de services, si l'affirmation est faite sous commercial une forme objective, notamment sous forme d'éditorial, de documentaire ou de données scientifiques, mais que l'affirmation est faite en réalité en vue de tirer un avantage commercial, à moins qu'il ne soit clair que l'affirmation est faite dans ce but.

5 (1) Se livre à une pratique déloyale Pouvoir d'une quiconque affirme qu'une personne a ou n'a pas le pouvoir de négocier les conditions d'un contrat de consommation projeté, s'il n'en est rien.

(2) Se livre à une pratique déloyale quiconque fait payer à un consommateur pour des biens ou des services un prix sensiblement supérieur à l'estimation donnée pour ceux-ci, à moins que le consommateur ne consente expressément, avant que les biens ne soient fournis ou que les services ne soient assurés, à payer le prix supérieur.

Prix supérieur

6 (1) Le présent article énumère des Autres exemexemples précis de la règle générale prévue tation d'un au paragraphe 3 (3) qui traite de l'exploita- consommation d'un consommateur lorsque ce dernier n'est pas en mesure de protéger ses propres intérêts, mais le présent article n'a pas pour

Undue pres-

8

(2) It is an unfair practice to take advantage of a consumer by subjecting the consumer to undue pressure or exerting undue influence on the consumer to acquire goods or services.

No substantial benefit

(3) It is an unfair practice for a person to take advantage of a consumer by making a claim about a benefit of goods or services if the person knows or ought to know that the consumer is unable to receive any reasonable benefit from those goods or services.

Oppressive. etc., terms

(4) It is an unfair practice to take advantage of a consumer by including in a consumer agreement terms or conditions that are harsh, oppressive or excessively one-sided.

Misleading statement of opinion

(5) It is an unfair practice for a person to take advantage of a consumer by making a misleading statement of opinion if the person knows or ought to know that the consumer is likely to rely on that opinion to his or her disadvantage.

Prohibition

7.—(1) No supplier shall engage in an unfair practice.

Same

(2) No manufacturer, importer, distributor or advertiser shall engage in an unfair practice set out in subsection 3 (1) or (2) or section 4.

Definition

(3) In subsection (2), "advertiser" means a person who, in the ordinary course of business, publishes or broadcasts an advertisement on behalf of a supplier, manufacturer, importer or distributor under terms such that the person would benefit financially when consumers enter into consumer agreements for the supply of the goods or services that are the subject-matter of the advertisement.

Same

- (4) Without limiting the generality of subsections (1) and (2), those subsections apply if the person engages in an unfair practice,
 - (a) while supplying or in order to supply goods or services for consumers;
 - (b) while encouraging or in order to encourage consumers to retain goods or services already acquired;
 - (c) while promoting or in order to promote the supply of goods or services for consumers;
 - (d) while receiving or in order to receive money or another form of payment for

effet de restreindre la portée du paragraphe 3 (3).

(2) Se livre à une pratique déloyale quiconque exploite un consommateur en exercant sur lui des pressions indues ou en l'incitant de facon indue à acquérir des biens ou des services.

Pressions

(3) Se livre à une pratique déloyale la per- Aucun avansonne qui exploite un consommateur en lui tant faisant une affirmation au sujet d'un avantage découlant de biens ou de services si cette personne sait ou devrait savoir que le consommateur est incapable de bénéficier d'un avantage raisonnable découlant de ces biens ou de ces services.

(4) Se livre à une pratique déloyale quiconque exploite un consommateur en incluant dans un contrat de consommation des conditions qui sont sévères, abusives ou nettement inéquitables.

Conditions

(5) Se livre à une pratique déloyale la personne qui exploite un consommateur en émettant une opinion trompeuse si cette personne sait ou devrait savoir que le consommateur est susceptible d'y ajouter foi, à son préjudice.

Opinion trompeuse

7 (1) Nul fournisseur ne doit se livrer à Interdiction une pratique déloyale.

(2) Nul fabricant, importateur, distribu- Idem teur ou annonceur ne doit se livrer à une pratique déloyale énoncée au paragraphe 3 (1) ou (2) ou à l'article 4.

(3) Au paragraphe (2), «annonceur» s'en- Définition tend d'une personne qui, dans le cours normal de ses affaires, publie ou diffuse une annonce pour le compte d'un fournisseur, d'un fabricant, d'un importateur ou d'un distributeur à des conditions telles que la personne tirerait un avantage financier lorsque des consommateurs concluent des contrats de consommation en vue de la fourniture des biens ou des services faisant l'objet de l'annonce.

- (4) Sans préjudice de la portée générale Idem des paragraphes (1) et (2), ces paragraphes s'appliquent si la personne se livre à une pratique déloyale:
 - a) lorsqu'elle fournit ou en vue de fournir des biens ou des services pour des consommateurs;
 - b) lorsqu'elle incite ou en vue d'inciter des consommateurs à conserver des biens ou des services déjà acquis;
 - c) lorsqu'elle fait la promotion ou en vue de faire la promotion de la fourniture de biens ou de services pour des con-
 - d) lorsqu'elle reçoit ou en vue de recevoir de l'argent ou une autre forme de

promoting the supply of goods or ser-

Occurrence of unfair practice

- 8.—(1) An unfair practice may occur,
- (a) whether or not a consumer has acquired or retained the goods or services:
- (b) whether or not a consumer has suffered loss or damage.

General impression

(2) In determining whether or not a person has engaged in an unfair practice, the general impression given by the person's claim may be considered.

One act sufficient

(3) One claim, act or omission of a person is sufficient to establish that the person has engaged in an unfair practice.

Liability for employees, etc

(4) A person is responsible under this Part for any claim, act or omission of the person's representative, salesperson, employee or agent acting within the person's authority.

Liability of importer

(5) The importer of goods that are manufactured outside Canada is liable for any unfair practice of the manufacturer of which the importer is or ought to be aware.

Cancellation

9.—(1) A consumer who is induced into entering into a consumer agreement by the unfair practice of a supplier may cancel the agreement within three years after entering into it unless restitution is no longer possible or cancellation of the agreement would deprive a third party of a right in the subjectmatter of the agreement.

Same

(2) The procedures for cancellation and the obligations of both parties upon cancellation are set out in sections 57 and 58.

Right of action

10.-(1) A consumer who enters into a consumer agreement may sue a person who has engaged in an unfair practice within three years after entering into the agreement if the consumer was induced into entering into the agreement by the unfair practice.

Same

(2) A consumer who suffers economic loss as a result of an unfair practice may sue the person who engaged in the unfair practice within three years after suffering the loss even if the consumer did not enter into a consumer agreement.

Same

(3) If a consumer was induced into entering into a consumer agreement by an unfair practice and the consumer acquires the goods or services that are the subject of the agreement as a gift for another individual, the individual who receives the goods or services may sue the person who engages in the unfair practice within three years after the consumer enters into the agreement.

paiement pour promouvoir la fourniture de biens ou de services.

8 (1) Une pratique déloyale peut se Cas de pratiproduire:

a) que le consommateur ait ou non acquis ou conservé les biens ou les ser-

- vices: b) que le consommateur ait ou non subi
- une perte ou des dommages. (2) Pour déterminer si une personne s'est Impression

livrée à une pratique déloyale, il peut être tenu compte de l'impression générale que donne l'affirmation de la personne.

(3) Une seule affirmation, un seul acte ou Un seul acte une seule omission d'une personne suffit à établir que cette personne s'est livrée à une pratique déloyale.

Responsabi-

(4) Une personne est responsable aux termes de la présente partie de toute affirma- employés tion, de tout acte ou de toute omission de ses représentants, vendeurs, employés ou mandataires qui agissent dans le cadre du mandat de la personne.

(5) L'importateur de biens fabriqués à l'extérieur du Canada est responsable de toute pratique déloyale du fabricant dont il a ou devrait avoir connaissance.

9 (1) Le consommateur que la pratique Droit d'annudéloyale d'un fournisseur incite à conclure un contrat de consommation peut annuler le contrat dans les trois ans qui suivent la conclusion du contrat à moins qu'il ne soit plus possible d'effectuer une restitution ou que l'annulation du contrat priverait un tiers d'un droit à l'égard de l'objet du contrat.

(2) La procédure d'annulation et les obligations des deux parties au moment de l'annulation sont énoncées aux articles 57 et 58.

10 (1) Le consommateur qui conclut un Droit d'action contrat de consommation peut poursuivre la personne qui s'est livrée à une pratique déloyale dans les trois ans qui suivent la conclusion du contrat si la pratique déloyale a incité le consommateur à conclure le contrat.

(2) Le consommateur qui subit une perte Idem financière en raison d'une pratique déloyale peut poursuivre la personne qui s'est livrée à la pratique déloyale dans les trois ans qui suivent la perte, même si le consommateur n'a pas conclu de contrat de consommation.

(3) Si une pratique déloyale a incité un Idem consommateur à conclure un contrat de consommation et que le consommateur acquiert les biens ou les services faisant l'objet du contrat pour en faire cadeau à un autre particulier, le particulier qui reçoit les biens ou les services peut poursuivre la personne qui se livre à la pratique déloyale dans les trois ans

Remedies if agreement

11.—(1) In a proceeding under subsection 10 (1) or (3) against a supplier, the court may make one of the following orders:

- 1. The court may cancel the agreement and require the supplier to give the consumer or individual a refund of all payments the consumer made under the agreement unless restitution is no longer possible or cancellation of the agreement would deprive a third party of a right in the subject-matter of the agreement.
- 2. The court may order the supplier to compensate the consumer or individual for his or her actual loss resulting from the unfair practice.
- 3. The court may make an order against the supplier for specific performance of the agreement.

Same

(2) In a proceeding under subsection 10 (1) or (3) against a person other than a supplier, the court may order the person to compensate the consumer or individual for his or her actual loss resulting from the unfair practice.

Additional remedies

- (3) In a proceeding under subsection 10 (1) or (3), the court may make any of the following orders against a person who engaged in the unfair practice, in addition to an order under subsection (1) or (2):
 - 1. The court may order the person to pay the consumer or individual compensation for any reasonably foreseeable economic loss or potential economic loss resulting from the unfair practice.
 - 2. The court may order the person to comply with any assurance of voluntary compliance made by the person.
 - 3. The court may make any other order that the court considers just.

Same

(4) Where the circumstances warrant, the court may also order the person to pay the consumer or individual an amount to serve as an example to others or as a punishment of the person for having committed the unfair practice.

Remedies if there is no

(5) In a proceeding under subsection 10 (2), the court may make any of the orders set out in subsection (3) or (4) against the person who engaged in the unfair practice.

qui suivent la conclusion du contrat par le consommateur.

- 11 (1) Dans une poursuite intentée en Recours s'il y vertu du paragraphe 10 (1) ou (3) contre un fournisseur, le tribunal peut rendre l'une des ordonnances suivantes:

 - 1. Le tribunal peut annuler le contrat et exiger du fournisseur qu'il rembourse au consommateur ou au particulier tous les paiements que le consommateur a effectués aux termes du contrat à moins qu'il ne soit plus possible d'effectuer une restitution ou que l'annulation du contrat priverait un tiers d'un droit à l'égard de l'objet du contrat.
 - 2. Le tribunal peut ordonner au fournisseur d'indemniser le consommateur ou le particulier de sa perte réelle résultant de la pratique déloyale.
 - 3. Le tribunal peut rendre une ordonnance à l'encontre du fournisseur aux fins de l'exécution en nature du con-
- (2) Dans une poursuite intentée en vertu Idem du paragraphe 10 (1) ou (3) contre une personne autre qu'un fournisseur, le tribunal peut ordonner à la personne d'indemniser le consommateur ou le particulier de sa perte réelle résultant de la pratique déloyale.

(3) Dans une poursuite intentée en vertu Recours addi-

- du paragraphe 10 (1) ou (3), le tribunal peut rendre les ordonnances suivantes contre une personne qui s'est livrée à la pratique déloyale, en plus des ordonnances visées au paragraphe (1) ou (2):
 - 1. Le tribunal peut ordonner à la personne de payer au consommateur ou au particulier une indemnité pour toute perte financière qu'il est raisonnable de prévoir ou pour toute perte financière éventuelle découlant de la pratique déloyale.
 - 2. Le tribunal peut ordonner à la personne de se conformer à toute promesse d'observation volontaire consentie par elle.
 - 3. Le tribunal peut rendre toute autre ordonnance qu'il estime juste.
- (4) Lorsque les circonstances le justifient, Idem le tribunal peut aussi ordonner à la personne de payer au consommateur ou au particulier un montant à titre d'exemple pour les autres ou à titre de punition pour s'être livrée à la pratique déloyale.
- (5) Dans une poursuite intentée en vertu Recours s'il du paragraphe 10 (2), le tribunal peut rendre contrat l'une des ordonnances énoncées au paragraphe (3) ou (4), à l'encontre de la personne qui s'est livrée à la pratique déloyale.

Tentative de

Consider attempts to resolve dispute

(6) For the purpose of determining what remedy to grant to a consumer or individual under this section, the court may consider whether the consumer or individual made a reasonable effort to resolve his or her dispute with the person who engaged in the unfair practice.

Lack of contract, no defence

12. The fact that a consumer agreement was not entered into is not relevant in determining whether or not a person has engaged in an unfair practice.

Part binds Crown

13. This Part binds the Crown in right of Ontario.

PART II **CONSUMER WARRANTIES**

Definitions

14. In this Part,

"express warranty" means a representation expressly made as a warranty or a representation deemed to be an express warranty by this Part; ("garantie expresse")

"warranty given by law" means a warranty under sections 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 or a warranty found by a court to exist despite the absence of a representation. ("garantie légale")

WARRANTIES GIVEN BY LAW

Definition

15. In sections 16 through 28, "goods" does not include real property.

Spare and replacement

16.-(1) In the case of goods, the manufacturer shall be deemed to warrant that spare and replacement parts for those goods will be made available to the consumer without undue cost or delay for a reasonable period of time after the consumer enters into the agreement.

Applies only if normal practice

(2) A manufacturer is not liable to a consumer under subsection (1) if the trade practice of manufacturers of those goods is not to supply spare or replacement parts for those goods.

Same

(3) A manufacturer is not liable to a consumer under subsection (1) if the manufacturer takes reasonable steps to ensure that the consumer has been notified that those parts will not be available before entering into a consumer agreement.

Acceptable quality

17.—(1) In the case of goods, the supplier shall be deemed to warrant that the goods are of a quality that a consumer might reasonably find acceptable considering the terms of the consumer agreement and the circumstances surrounding it.

(6) Aux fins de déterminer quel redressement accorder à un consommateur ou à un particulier aux termes du présent article, le tribunal peut tenir compte de la question de savoir si le consommateur ou le particulier a fait un effort raisonnable pour régler le différend avec la personne qui s'est livrée à la pratique déloyale.

ne constitue

12 Le fait qu'un contrat de consommation L'absence n'a pas été conclu n'influe en rien sur la question de savoir si une personne s'est pas une livrée à une pratique déloyale.

13 La présente partie lie la Couronne du La partie lie chef de l'Ontario.

PARTIE II GARANTIES DU CONSOMMATEUR

14 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente partie.

«garantie expresse» Assertion faite expressément à titre de garantie ou assertion réputée une garantie expresse par la présente partie. («express warranty»)

«garantie légale» Garantie prévue aux articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 ou garantie dont l'existence est déterminée par un tribunal malgré l'absence d'une assertion. («warranty given by law»)

GARANTIES LÉGALES

15 Dans les articles 16 à 28, le terme Définition «biens» exclut les biens immeubles.

16 (1) Dans le cas de biens, le fabricant est réputé garantir que des pièces de réserve et des pièces de rechange pour ces biens sont mises à la disposition du consommateur sans frais ni retard indus pendant une période raisonnable après que le consommateur a conclu le contrat.

(2) Un fabricant n'est pas responsable L'application envers un consommateur aux termes du para- de l'usage graphe (1) si, selon la pratique commerciale des fabricants de ces biens, il est d'usage de ne pas fournir de pièces de réserve ou de rechange pour ces biens.

(3) Un fabricant n'est pas responsable envers un consommateur aux termes du paragraphe (1) s'il prend des mesures raisonnables pour s'assurer que le consommateur a été avisé, avant de conclure un contrat de consommation, que ces pièces ne seront pas disponibles.

17 (1) Dans le cas de biens, le fournisseur est réputé garantir que les biens sont d'une qualité qu'il serait raisonnable qu'un consommateur trouve acceptable compte tenu des conditions du contrat de consommation et des circonstances qui l'entourent.

acceptable

Same

(2) In the case of goods, the manufacturer and distributor are each deemed to warrant that the goods are of a quality that a consumer might reasonably find acceptable.

Same

(3) A court determining whether goods are of a quality a consumer might reasonably find acceptable may consider any standards required by law and any standards followed by persons generally engaged in providing similar goods.

No liability if disclosure

(4) A manufacturer or distributor is not liable to a consumer under subsection (2) if, before the consumer enters into a consumer agreement, the manufacturer or distributor takes reasonable steps to ensure that the consumer is likely to be aware that the goods are not of a quality that a consumer might reasonably find acceptable.

Extent of

(5) A court assessing the degree to which a person is liable under subsection (1) or (2) may consider whether the consumer has subjected the goods to abuse, used them in an improper way or neglected their reasonable maintenance.

Fit for normal use

18.—(1) In the case of goods, the manufacturer, distributor and supplier are each deemed to warrant that the goods are reasonably fit for the purpose for which they are normally acquired or used.

No liability if disclosure

Same

- (2) A supplier is not liable to the consumer under subsection (1) if before entering into the consumer agreement the supplier clearly discloses that,
 - (a) the goods are not reasonably fit for the purpose for which they are normally acquired or used; or
 - (b) the supplier claims no responsibility for the condition of the goods.

(3) A manufacturer or distributor is not liable to a consumer under subsection (1) if, before the consumer enters into a consumer agreement, the person takes reasonable steps to ensure that the consumer is likely to be aware that,

- (a) the goods are not reasonably fit for the purpose for which they are normally acquired or used; or
- (b) the manufacturer or distributor, as the case may be, claims no responsibility for the condition of the goods.
- (4) A court assessing the degree to which a person is liable under subsection (1) may

(2) Dans le cas de biens, le fabricant et le Idem distributeur sont chacun réputés garantir que les biens sont d'une qualité qu'il serait raisonnable qu'un consommateur trouve acceptable.

- (3) Lorsqu'il détermine si les biens sont Idem d'une qualité qu'il serait raisonnable qu'un consommateur trouve acceptable, un tribunal peut tenir compte des normes imposées par la loi et des normes que respectent les personnes qui offrent généralement des biens semblables.
- (4) Un fabricant ou un distributeur n'est Aucune respas responsable envers un consommateur aux cas de divultermes du paragraphe (2) si, avant que le gation consommateur ne conclue un contrat de consommation, le fabricant ou le distributeur prend des mesures raisonnables pour s'assurer que le consommateur sait vraisemblablement que les biens ne sont pas d'une qualité qu'il serait raisonnable qu'un consommateur trouve acceptable.

(5) Lorsqu'il évalue dans quelle mesure une personne est responsable aux termes du paragraphe (1) ou (2), un tribunal peut déterminer si le consommateur a fait un usage abusif des biens, les a mal utilisés ou a négligé de les entretenir convenablement.

18 (1) Dans le cas de biens, le fabricant, Adaptation à le distributeur et le fournisseur sont chacun mal réputés garantir que les biens sont raisonnablement adaptés à l'usage pour lequel ils sont normalement acquis ou utilisés.

(2) Un fournisseur n'est pas responsable Aucune resenvers le consommateur aux termes du paragraphe (1) si, avant de conclure le contrat de gation consommation, le fournisseur divulgue clairement que:

- a) les biens ne sont pas raisonnablement adaptés à l'usage pour lequel ils sont normalement acquis ou utilisés;
- b) le fournisseur décline toute responsabilité pour l'état des biens.
- (3) Un fabricant ou un distributeur n'est Idem pas responsable envers un consommateur aux termes du paragraphe (1) si, avant que le consommateur ne conclue un contrat de consommation, la personne prend des mesures raisonnables pour s'assurer que le consommateur sait vraisemblablement:

- a) soit que les biens ne sont pas raisonnablement adaptés à l'usage pour lequel ils sont normalement acquis ou utilisés:
- b) soit que le fabricant ou le distributeur, selon le cas, décline toute responsabilité pour l'état des biens.
- (4) Lorsqu'il évalue dans quelle mesure Degré de resune personne est responsable aux termes du

Extent of

consider whether the consumer has subjected the goods to abuse, used them in an improper way or neglected their reasonable maintenance.

Free from

19.—(1) In the case of goods, the manufacturer, distributor and supplier are each deemed to warrant that they are free from defects which might reasonably be expected to limit their use.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a defect of which the consumer is aware before entering into the consumer agreement.

Same

(3) Subsection (1) does not apply to a supplier who is an individual supplying goods at a garage sale or in some similar way that is not through the normal course of carrying on business.

Extent of liability

(4) A court assessing the degree to which a person is liable under subsection (1) may consider whether the person ought reasonably to have been aware that the defect existed and, if so, whether the person took reasonable steps to insure that the consumer was likely to be aware before entering into a consumer agreement of the nature of the defect and the effect it might have on the use or enjoyment of the goods.

Description of goods

20.-(1) In the case of an agreement for the supply of goods by description, the supplier shall be deemed to warrant that the goods will correspond with the description.

Sample

(2) If the agreement is by sample as well as by description, the goods must correspond with the description even if the bulk of the goods corresponds with the sample.

Characteristics to be considered

(3) All relevant characteristics of the goods shall be considered in determining whether goods correspond with a description, including the design, construction, materials, condition, function, performance and appearance of the goods.

Other interests in goods

21. In the case of goods, the supplier shall be deemed to warrant that no person has a claim of ownership, a right of possession or any other interest in those goods that is not disclosed to the consumer before entering into the consumer agreement.

Description of services

22.—(1) In the case of an agreement for the supply of services by description, the supplier shall be deemed to warrant that the services will correspond with the description.

Demonstra-

(2) If the agreement is by demonstration as well as by description, the services must correspond with the description even if most paragraphe (1), un tribunal peut déterminer si le consommateur a fait un usage abusif des biens, les a mal utilisés ou a négligé de les entretenir convenablement.

19 (1) Dans le cas de biens, le fabricant, le distributeur et le fournisseur sont chacun réputés garantir que les biens sont exempts de vices dont il serait raisonnable de s'attendre qu'ils restreignent l'usage des biens.

Absence de

13

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas Exception aux vices dont le consommateur connaît l'existence avant de conclure le contrat de consommation

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au Idem fournisseur qui fournit des biens à titre de particulier dans une vente de garage ou d'une autre manière semblable plutôt que dans le cours normal de ses activités commerciales.

(4) Lorsqu'il évalue dans quelle mesure Degré de resune personne est responsable aux termes du paragraphe (1), un tribunal peut déterminer s'il aurait été raisonnable de s'attendre que la personne connaisse l'existence du vice et, le cas échéant, si la personne a pris des mesures raisonnables pour s'assurer que le consommateur connaissait vraisemblablement, avant de conclure un contrat de consommation, la nature du vice et l'effet qu'il pourrait avoir sur l'usage ou la jouissance des biens.

20 (1) Dans le cas d'un contrat prévoyant la fourniture de biens d'après une description, le fournisseur est réputé garantir que les biens correspondront à la description.

Description

(2) Si le contrat est conclu d'après un Échantillon échantillon aussi bien que d'après une description, les biens doivent correspondre à la description même si la majeure partie d'entre eux correspondent à l'échantillon.

(3) Toutes les caractéristiques pertinentes Caractéristides biens sont prises en considération afin de déterminer si les biens correspondent à une description, notamment la conception, la construction, l'état, la fonction, le rendement et l'apparence des biens ainsi que les matériaux utilisés.

21 Dans le cas de biens, le fournisseur est Autres intéréputé garantir qu'aucune personne ne reven-biens dique un droit de propriété, ou n'a un droit de possession ou un autre intérêt dans ces biens qui ne soit divulgué au consommateur avant qu'il ne conclue le contrat de consommation.

22 (1) Dans le cas d'un contrat prévoyant Description la fourniture de services d'après une description, le fournisseur est réputé garantir que les services correspondront à la description.

(2) Si le contrat est conclu d'après une démonstration aussi bien que d'après une description, les services doivent correspondre

of the services correspond with the demonstration.

Fit for particular purpose

23.—(1) In the case of goods, if, before entering into a consumer agreement, a consumer makes known expressly or by implication that he or she is acquiring the goods for a particular purpose, the supplier shall be deemed to warrant that the goods are fit for that purpose.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the consumer makes known expressly or by implication that he or she does not rely on the skill or judgment of the supplier.

Same

(3) Subsection (1) does not apply if the supplier informs the consumer that the goods are not reasonably fit for that purpose.

Extent of liability

(4) A court assessing the degree to which a supplier is liable under subsection (1) may consider whether the consumer has subjected the goods to abuse, used them in an improper way or neglected their reasonable maintenance.

Quality of service

24.—(1) In the case of services, the supplier shall be deemed to warrant that the services are of a quality that a consumer might reasonably find acceptable considering the terms of the consumer agreement and the circumstances surrounding it.

Same

(2) A court determining whether services are of a quality that a consumer might reasonably find acceptable may also consider any standards required by law and any standards followed by persons generally engaged in providing similar services.

Used goods

25.—(1) A supplier of used goods is liable to the consumer for the warranties given by law set out in sections 17 to 21 and 23.

Same

(2) A manufacturer or distributor of goods is not liable to a consumer who enters into a consumer agreement for the warranties given by law set out in sections 16, 17 and 18 respecting used goods.

Liability of importer

26. An importer of goods that are manufactured outside Canada is liable for the warranties given by law set out in sections 16, 17, 18 and 19 as if the importer were the manufacturer.

Disclaimer prohibited

27.-(1) No person responsible for a warranty given by law shall disclaim or attempt to disclaim it, except in accordance with this Part.

à la description même si la majeure partie d'entre eux correspondent à la démonstra-

23 (1) Dans le cas de biens, si, avant de Adaptation à conclure un contrat de consommation, un ticulier consommateur fait savoir expressément ou implicitement qu'il acquiert les biens pour un usage particulier, le fournisseur est réputé garantir que les biens sont adaptés à cet usage.

un usage par-

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si Exception le consommateur fait savoir expressément ou implicitement qu'il ne s'en remet pas à la compétence ni au jugement du fournisseur.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si Idem le fournisseur informe le consommateur que les biens ne sont pas raisonnablement adaptés à cet usage.

(4) Lorsqu'il évalue dans quelle mesure un Degré de resfournisseur est responsable aux termes du paragraphe (1), un tribunal peut déterminer si le consommateur a fait un usage abusif des biens, les a mal utilisés ou a négligé de les entretenir convenablement.

24 (1) Dans le cas de services, le fournis- Qualité des seur est réputé garantir que les services sont d'une qualité qu'il serait raisonnable qu'un consommateur trouve acceptable compte tenu des conditions du contrat de consommation et des circonstances qui l'entourent.

(2) Lorsqu'il détermine si les services sont Idem d'une qualité qu'il serait raisonnable qu'un consommateur trouve acceptable, un tribunal peut également tenir compte des normes imposées par la loi et des normes que respectent les personnes qui offrent généralement des services semblables.

25 (1) Un fournisseur de biens usagés est Biens usagés responsable envers le consommateur des garanties légales prévues aux articles 17 à 21 et à l'article 23.

(2) Un fabricant ou un distributeur de Idem biens n'est pas responsable des garanties légales prévues aux articles 16, 17 et 18 à l'égard des biens usagés envers un consommateur qui conclut un contrat de consomma-

26 Un importateur de biens fabriqués à Responsabil'extérieur du Canada est responsable des portateur garanties légales prévues aux articles 16, 17, 18 et 19 comme si l'importateur était le fabricant.

27 (1) Nulle personne qui est responsa- Exemption ble aux termes d'une garantie légale ne peut s'exempter ou tenter de s'exempter de la garantie légale, si ce n'est en conformité avec la présente partie.

Disclaimer of no force or effect

(2) A disclaimer of a warranty given by law is of no force or effect if it is not permitted by this Part.

Prevails over R.S.O.1990,

28. If there is a conflict between sections 15 through 27 of this Act and sections 13 through 16 of the Sale of Goods Act, the provisions of this Act prevail.

EXPRESS WARRANTIES

Definition

29.—(1) In this section and sections 30, 31 and 32, "representation" includes a written, oral or visual representation.

Representation deemed express warranty

- (2) A representation made or displayed by a manufacturer, importer, distributor or supplier shall be deemed to be an express warranty given by that person to a consumer concerning goods or services if,
 - (a) the consumer enters into a consumer agreement for the supply of those goods or services;
 - (b) the representation is given to the consumer or comes to the consumer's attention before or at the time the consumer enters into the consumer agreement; and
 - (c) a consumer might reasonably rely on the representation as a representation concerning those goods or services.

Liability of importer

30. An importer of goods manufactured outside Canada is liable for any express warranty of the manufacturer concerning those goods unless the importer disclaims that warranty.

General impression

31.—(1) The general impression of a representation shall be considered in determining whether or not it is an express warranty.

Where supplier not liable

(2) A supplier is not liable to the consumer for an express warranty other than a warranty provided to the consumer in writing if before entering into the agreement the supplier clearly informs the consumer that the supplier disclaims the warranty.

Where manufacturer, etc., not liable

(3) A manufacturer, importer or distributor of goods is not liable to a consumer for an express warranty, other than a warranty provided to the consumer in writing, if before the consumer enters into a consumer agreement for the supply of those goods the person takes reasonable steps to ensure that the consumer is likely to be aware that the person has disclaimed the warranty.

Adoption of warranty

32. A person who provides a consumer with another person's express warranty or displays another person's express warranty is

(2) Une exemption d'une garantie légale Exemption est sans effet si elle n'est pas autorisée par la présente partie.

> Priorité sur le chap. S.1 des

15

28 En cas d'incompatibilité entre les articles 15 à 27 de la présente loi et les articles 13 à 16 de la Loi sur la vente d'objets, les dispositions de la présente loi l'emportent.

GARANTIES EXPRESSES

29 (1) Dans le présent article et dans les Définition articles 30, 31 et 32, «assertion» s'entend notamment d'une assertion écrite, orale ou visuelle.

(2) L'assertion que fait ou montre un fabricant, un importateur, un distributeur ou une garantie un fournisseur est réputée une garantie expresse expresse donnée par cette personne à un consommateur à l'égard des biens ou des services si les conditions suivantes sont réunies :

L'assertion

- a) le consommateur conclut un contrat de consommation en vue de la fourniture de ces biens ou de ces services;
- b) l'assertion est présentée au consommateur ou celui-ci en prend connaissance avant ou au moment de conclure le contrat de consommation:
- c) il serait raisonnable qu'un consommateur se fie à l'assertion comme étant liée à ces biens ou à ces services.
- **30** L'importateur de biens fabriqués à l'extérieur du Canada est responsable de toute garantie expresse du fabricant relativement à ces biens, à moins que l'importateur ne s'exempte de cette garantie.

Responsabiportateur

31 (1) Il est tenu compte de l'impression Impression générale que donne une assertion pour déterminer s'il s'agit d'une garantie expresse.

(2) Un fournisseur n'est pas responsable envers le consommateur d'une garantie expresse autre qu'une garantie donnée par écrit au consommateur si, avant de conclure le contrat, le fournisseur informe clairement le consommateur qu'il s'exempte de la garantie.

Non-responsabilité du four-

- (3) Un fabricant, importateur ou distributeur de biens n'est pas responsable envers un consommateur d'une garantie expresse autre qu'une garantie donnée par écrit au consommateur si, avant que le consommateur ne conclue un contrat de consommation en vue de la fourniture de ces biens, la personne prend des mesures raisonnables pour s'assurer que le consommateur sait vraisemblablement que la personne s'est exemptée de la garantie.
- 32 La personne qui donne la garantie Adoption d'une garanexpresse d'une autre personne à un consom- tie mateur ou qui montre la garantie expresse

Non-responsaentre autres

liable for that warranty unless the person informs the consumer otherwise.

Information pany written warranty

33.—(1) If a written warranty is provided with goods or services, the person who provides the written warranty shall provide with that warranty a written statement of the warrantor's name and address and the procedures to be followed to claim a right under the warranty.

Same

(2) Despite subsection (1), if a written warranty is provided by a manufacturer of goods and the goods were manufactured outside Canada, the importer shall provide with the warranty a written statement of the importer's name and address and the procedures to be followed to claim a right under the warranty.

Assistance locating warrantoi

(3) A person who provides a consumer with a written warranty made by another person shall make reasonable efforts to help the consumer in locating the warrantor if the consumer requests the help.

Miscellaneous

Entitlement of recipient

34. If a consumer acquires goods or services as a gift for an individual, the individual is entitled to every warranty that the consumer would have been entitled to.

Limit on liability prohibited

35.-(1) No person who is liable to a consumer for a warranty shall claim to have the sole authority to determine the validity of the consumer's rights under that warranty.

Limit of no force or

(2) A claim by a person who is liable to a consumer for a warranty that the person has sole authority to determine the validity of the consumer's rights under the warranty is of no force or effect.

Right of

36. An individual who is entitled to a warranty under this Part may sue a person for a breach of a warranty under this Part.

Remedies

- **37.**—(1) In a proceeding under section 36 against a person, the court may make one of the following orders:
 - 1. The court may make an order for specific performance of the agreement.
 - 2. The court may order the person to pay the individual compensation for any estimated loss directly and naturally resulting in the ordinary course of events from the person's breach.

d'une autre personne est responsable de cette garantie à moins qu'elle n'informe le consommateur du contraire.

33 (1) Si une garantie écrite est donnée Renseigneavec des biens ou des services, la personne qui fournit la garantie écrite fournit avec cette garantie un énoncé écrit comportant les nom et adresse du garant ainsi que la marche à suivre pour revendiquer un droit prévu par la garantie.

(2) Malgré le paragraphe (1), si une Idem garantie écrite est donnée par un fabricant de biens qui ont été fabriqués à l'extérieur du Canada, l'importateur fournit avec la garantie un énoncé écrit comportant ses nom et adresse ainsi que la marche à suivre pour revendiquer un droit prévu par la garantie.

(3) La personne qui donne à un consom- Aide pour mateur une garantie écrite offerte par une autre personne fait des efforts raisonnables pour aider le consommateur à retrouver le garant si le consommateur demande de l'aide.

DISPOSITIONS DIVERSES

34 Si un consommateur acquiert des biens Droit du desou des services pour en faire cadeau à un particulier, celui-ci a droit à toute garantie à laquelle aurait eu droit le consommateur.

35 (1) Nulle personne qui est responsa- Interdiction ble d'une garantie envers un consommateur responsabilité ne doit prétendre être seule habilitée à déterminer la validité des droits du consommateur prévus par la garantie.

(2) La prétention d'une personne qui est Limite sans responsable d'une garantie envers un consommateur, selon laquelle cette personne est seule habilitée à déterminer la validité des droits du consommateur prévus par la garantie, est sans effet.

36 Un particulier qui a droit à une garan- Droit d'action tie en vertu de la présente partie peut poursuivre une personne pour inobservation d'une garantie dans le cadre de la présente partie.

37 (1) Dans une instance intentée contre Recours une personne en vertu de l'article 36, le tribunal peut rendre l'une des ordonnances suivantes:

- 1. Le tribunal peut rendre une ordonnance en vue de l'exécution en nature du contrat.
- 2. Le tribunal peut ordonner à la personne de payer au particulier une indemnité pour toute perte estimative découlant directement et naturellement, dans la marche normale des événements, de l'inobservation de la garantie par la personne.

Same

(2) The court may also make any other order that the court considers just.

Joint and liability

38. All of the persons who are liable to a consumer for a warranty under this Part are liable jointly and severally for any amount that a consumer is entitled to under this Part.

Part binds

39. This Part binds the Crown in right of Ontario and its agencies when it supplies goods or services to consumers in competition with other persons supplying similar goods or services.

PART III **RIGHTS AND OBLIGATIONS** RESPECTING SPECIFIC CONSUMER **AGREEMENTS**

Definitions

40. In this Part,

- "off-premises agreement" means a consumer agreement that is entered into when the consumer and the supplier are present together at a place other than the supplier's permanent place of business; ("contrat hors lieux")
- "oral remote agreement" means a consumer agreement entered into over the telephone or any other remote agreement that is not entered into in writing; ("contrat verbal entre non-présents")
- "remote agreement" means a consumer agreement that is entered into when the parties are not present together; ("contrat entre non-présents")
- "written remote agreement" means a consumer agreement entered into through the mail or any other remote agreement entered into in writing. ("contrat écrit entre non-présents")

AGREEMENTS FOR THE SUPPLY OF GOODS OR SERVICES AT A LATER DATE

Application of sections

41. Except where otherwise specified, sections 42 through 49 apply to any consumer agreement under which a consumer is required to pay \$50 or more if delivery of the goods or performance of the services occurs after the agreement is entered into.

When written agreement required

- **42.**—(1) Every agreement referred to in section 41 shall set out all of the terms of the agreement in writing and shall contain,
 - (a) the name and address of the consum-
 - (b) the name, address and telephone number of the supplier;

(2) Le tribunal peut rendre toute autre Idem ordonnance qu'il estime juste.

CONSOMMATION ET PRATIQUES DE COMMERCE

- 38 Toutes les personnes qui sont respon- Responsabisables envers un consommateur d'une garantie visée par la présente partie sont responsables solidairement de tout montant auquel un consommateur a droit en vertu de la présente partie.

17

39 La présente partie lie la Couronne du La partie lie chef de l'Ontario ainsi que ses organismes, lorsqu'elle fournit des biens ou des services aux consommateurs en concurrence avec d'autres personnes qui fournissent des biens ou des services semblables.

PARTIE III DROITS ET OBLIGATIONS CONCERNANT DES CONTRATS DE **CONSOMMATION PARTICULIERS**

40 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente partie.

- «contrat écrit entre non-présents» Contrat de consommation conclu par la poste ou tout autre contrat entre non-présents conclu par écrit. («written remote agreement»)
- «contrat entre non-présents» Contrat de consommation conclu lorsque les parties ne sont pas en présence l'une de l'autre. («remote agreement»)
- «contrat hors lieux» Contrat de consommation conclu lorsque le consommateur et le fournisseur sont en présence l'un de l'autre dans un endroit autre que l'établissement commercial permanent du founisseur. («off-premises agreement»)
- «contrat verbal entre non-présents» Contrat de consommation conclu au téléphone ou tout autre contrat entre non-présents non conclu par écrit. («oral remote agreement»)

CONTRATS EN VUE DE LA FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES À UNE DATE ULTÉRIEURE

41 Sauf disposition contraire, les articles Champ d'ap-42 à 49 s'appliquent aux contrats de consom- articles mation aux termes desquels un consommateur est tenu de payer 50 \$ ou plus si les biens sont livrés ou les services assurés après la conclusion du contrat.

- **42** (1) Tout contrat visé à l'article 41 énonce toutes les conditions du contrat par écrit et il comporte les renseignements suivants:
 - a) les nom et adresse du consommateur;
 - b) les nom, adresse et numéro de téléphone du fournisseur;

Contrat écrit

- (c) the date of the agreement;
- (d) a description of each of the goods or services to be supplied sufficient to identify them;
- (e) in the case of goods, the amount to be charged for each of the goods;
- (f) in the case of services, the amount to be charged for the services, or, if the supplier is unable to calculate that amount in advance, the method of calculating the amount to be charged;
- (g) any additional charge and the reason for it;
- (h) the amount of any money received from the consumer as an advance payment:
- (i) a description and statement of the value of any goods, services or other form of payment received from the consumer as an advance payment;
- (i) the amount of the balance outstanding, if the supplier is able to calculate that amount in advance, and when it is to be paid;
- (k) any other term or condition the consumer is required to fulfil under the agreement;
- (1) the estimated date by which or period within which the goods will be delivered or the services performed;
- (m) if credit is extended, a statement of the particulars of any instrument to secure payment under the agreement and the statement required to be furnished by section 24 of the Consumer Protection Act; and
- (n) a statement of any automatic cancellation provisions and of any rights the consumer has to cancel the agreement, including any rights under this Act to cancel the agreement.

Adjustment of value of goods exchanged

- (2) The supplier may adjust the value of any goods received from the consumer as an advance payment by the amount of any lien or charge against the goods if,
 - (a) the consumer has not informed the supplier of the lien or charge or of the amount secured under it;
 - (b) the receipt indicates that the supplier reserves the right to adjust the value of the goods to take into account any lien or other charge or the amount secured under any lien or other charge

- c) la date du contrat;
- d) une description de chacun des biens ou des services qui seront fournis suffisamment précise pour les identifier;
- e) dans le cas de biens, le montant qui sera demandé pour chacun des biens;
- f) dans le cas de services, le montant qui sera demandé pour les services ou, si le fournisseur n'est pas en mesure de calculer ce montant à l'avance, le mode de calcul du montant qui sera demandé;
- g) une identification motivée de tous frais additionnels:
- h) tout montant reçu du consommateur à titre de paiement anticipé;
- i) la description et une mention de la valeur des biens, des services ou autre forme de paiement reçus du consommateur à titre de paiement anticipé;
- j) le montant du solde impayé, si le fournisseur est en mesure de calculer ce montant à l'avance, ainsi que la date où il doit être payé;
- k) toute autre condition que le consommateur est tenu de remplir aux termes du contrat;
- 1) la date limite prévue à laquelle ou le délai prévu dans lequel les biens seront livrés ou les services assurés;
- m) si un crédit est consenti, les détails se rapportant à tout effet devant garantir le paiement aux termes du contrat ainsi que la déclaration qui doit être remise aux termes de l'article 24 de la Loi sur la protection du consommateur;
- n) une mention des dispositions qui prévoient l'annulation de plein droit, et des droits qu'a le consommateur d'annuler le contrat, y compris les droits d'annulation du contrat, prévus par la présente loi.
- (2) Le fournisseur peut rajuster la valeur Rajustement des biens reçus du consommateur à titre de des biens paiement anticipé en fonction du montant de échangés tout privilège ou de toute charge grevant les biens si les conditions suivantes sont réunies :
- - a) le consommateur n'a pas informé le fournisseur du privilège ou de la charge, ni du montant qui en fait l'objet;
 - b) le reçu indique que le fournisseur se réserve le droit de rajuster la valeur des biens afin de tenir compte de tout privilège ou de toute autre charge, ou du montant qui fait l'objet de tout pri-

of which the supplier was not informed; and

(c) after accepting the goods, the supplier discovers the lien or charge or the amount secured under it.

Statement of right to cancel

(3) The statement of the consumer's rights to cancel the agreement shall be conspicuously placed immediately below the space reserved for the consumer's signature in the prescribed manner.

Copy to consumer

(4) Every supplier shall, at the time of entering into an off-premises agreement, give the consumer a duplicate original copy of the agreement and a notice of cancellation containing the prescribed information.

Exception

- (5) Subsection (4) does not apply in respect of,
 - (a) an agreement under which the consumer is required to pay less than \$50;
 - (b) an agreement for the sale, lease or rental of real property; or
 - (c) an agreement initiated by the consumer.

Validity

(6) An agreement referred to in section 41 is not binding on the consumer unless the agreement is made in accordance with this section.

Same

- (7) An off-premises agreement or an oral remote agreement under which a consumer is required to pay \$50 or more is not binding on the consumer unless,
 - (a) the agreement is made in accordance with this section;
 - (b) the agreement is signed by the supplier and the consumer;
 - (c) at the time the consumer enters into the agreement, the supplier gives the consumer a duplicate original copy of the agreement with a notice of cancellation containing the prescribed information; and
 - (d) if the parties negotiate the agreement in a language other than the language in which it is written, the supplier informs the consumer in that language that the consumer may cancel the agreement within one week after receiving a copy of it.

Prohibition

(8) No supplier shall enter into an agreement to which this section applies without fulfilling the requirements of this section.

Application

43. Sections 44 through 47 apply to all consumer agreements described in section 41

- vilège ou de toute autre charge dont le fournisseur n'était pas informé;
- c) après avoir accepté les biens, le fournisseur découvre l'existence du privilège ou de la charge, ou du montant qui en fait l'objet.

(3) La mention du droit qu'a le consom- Mention du mateur d'annuler le contrat est placée bien lation en vue, de la manière prescrite, immédiatement sous l'espace réservé à la signature du consommateur.

19

(4) Chaque fournisseur, au moment de Copie au conconclure un contrat hors lieux, donne au consommateur un double de l'original du contrat et un avis d'annulation comportant les rensei-

sommateur

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à Exception l'égard des contrats suivants :

gnements prescrits.

- a) un contrat aux termes duquel le consommateur est tenu de payer moins de 50 \$:
- b) un contrat de vente, de location à bail ou de location de biens immeubles;
- c) un contrat demandé par le consomma-
- (6) Le contrat visé à l'article 41 ne lie pas Validité le consommateur à moins que le contrat soit conforme au présent article.

(7) Un contrat hors lieux ou un contrat Idem verbal entre non-présents aux termes duquel un consommateur est tenu de payer 50 \$ ou plus ne lie pas celui-ci à moins que les conditions suivantes soient réunies :

- a) le contrat est conforme au présent article;
- b) le contrat est signé par le fournisseur et le consommateur;
- c) au moment où le consommateur conclut le contrat, le fournisseur donne au consommateur un double de l'original du contrat ainsi qu'un avis d'annulation comportant les renseignements prescrits;
- d) si les parties négocient le contrat dans une langue différente de celle utilisée dans le contrat écrit, le fournisseur fait savoir au consommateur dans cette langue que celui-ci peut annuler le contrat dans la semaine qui suit la réception d'un exemplaire du contrat.
- (8) Nul fournisseur ne doit conclure un Interdiction contrat auquel le présent article s'applique sans répondre aux exigences du présent article.

43 Les articles 44 à 47 s'appliquent à tous Champ d'aples contrats de consommation énumérés à

Bill 98

except agreements for the sale, lease or rental of real property.

Supplier to estimate delivery date

- **44.**—(1) Before entering into an agreement referred to in section 43, the supplier shall inform the consumer of the automatic cancellation period, if any, and of,
 - (a) the date by which or the period within which the goods will be delivered or the services performed; or
 - (b) the fact that no date or period can be estimated, if that is so.

Supplier to take reasonable steps

(2) If an estimated date or period is given, the supplier shall take all reasonable steps to ensure that the goods are delivered or the services performed by the date estimated or within the period estimated.

Same

(3) If no estimated date or period is given, the supplier shall ensure that the goods are delivered or the services performed within a reasonable time.

consumer of delay

- (4) As soon as a supplier knows or ought to know that the supplier will be unable to deliver the goods or perform the services by the estimated date or within the estimated period.
 - (a) the supplier shall inform the consumer of that fact;
 - (b) the supplier shall give the consumer a new estimate in accordance with subsection (1); and
 - (c) the supplier shall inform the consumer of his or her right to cancel the agree-

If notice in writing

(5) If the supplier informs the consumer of the delay in writing and the agreement is an off-premises agreement or a remote agreement, the supplier shall provide with the written notice a prepaid, pre-addressed post card or a toll-free telephone number that the consumer may use to cancel the agreement.

Cancellation when estimated date not met

- 45.—(1) A consumer may cancel an agreement referred to in section 43 any time after three weeks after the date or the end of the period specified for delivery of the goods or performance of the services if,
 - (a) the supplier has specified a date or period for delivery of the goods or performance of the services; and
 - (b) the supplier has not delivered the goods or substantially performed the services at the time of the cancellation.

l'article 41, exception faite des contrats de vente, de location à bail ou de location de biens immeubles.

44 (1) Avant de conclure un contrat visé Prévision de à l'article 43, le fournisseur informe le con- livraison par sommateur du délai d'annulation de plein le fournisseur droit, s'il en est un, et:

- a) soit de la date limite à laquelle ou du délai dans lequel les biens seront livrés ou les services assurés;
- b) soit du fait que ni date limite ni délai ne peuvent être prévus, le cas échéant.
- (2) Si une date limite ou un délai est Mesures raiprévu, le fournisseur prend toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que les biens soient livrés ou les services assurés au plus tard à la date limite prévue ou dans le délai prévu.

(3) Si aucune date limite ni aucun délai ne Idem sont prévus, le fournisseur veille à ce que les biens soient livrés ou les services assurés dans un délai raisonnable.

- (4) Aussitôt qu'un fournisseur sait ou Retard devrait savoir qu'il lui sera impossible de livrer les biens ou d'assurer les services au plus tard à la date limite prévue ou dans le délai prévu :
 - a) le fournisseur informe le consommateur de ce fait;
 - b) le fournisseur donne au consommateur une nouvelle date limite prévue ou un nouveau délai prévu conformément au paragraphe (1);
 - c) le fournisseur informe le consommateur de son droit d'annuler le contrat.
- (5) Si le fournisseur informe le consomma- Avis écrit teur du retard par écrit et que le contrat est un contrat hors lieux ou un contrat entre non-présents, le fournisseur donne en même temps que l'avis écrit soit une carte postale affranchie portant l'adresse du destinataire, soit un numéro de téléphone sans frais, dont peut se servir le consommateur pour annuler le contrat.

45 (1) Le consommateur peut annuler Annulation un contrat visé à l'article 43 en tout temps non-respect après les trois semaines qui suivent la date de la date limite prévue ou la fin du délai prévu pour la livraison des biens ou la fourniture des services si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le fournisseur a prévu une date limite ou un délai pour la livraison des biens ou la fourniture des services;
- b) le fournisseur n'a pas livré les biens ni assuré les services pour l'essentiel au moment de l'annulation.

Cancellation when no estimated

(2) A consumer may cancel an agreement referred to in section 43 any time after four weeks after entering into it if,

- (a) there is no automatic cancellation provision in the agreement;
- (b) the supplier has not specified a date by which or a period within which the goods are to be delivered or the services performed; and
- (c) the supplier has not delivered the goods or substantially performed the services at the time of cancellation.

Exception if consent to delay

- (3) If, after entering into an agreement referred to in section 43, the consumer consents to the delivery of goods or performance of services at a later date or within a later period,
 - (a) the consumer may not cancel the agreement under this section if the initial date or period is not met; and
 - (b) this section applies with necessary modifications in respect of the date or period consented to.

Same

(4) A consent under subsection (3) given to a supplier by telephone is not valid unless the consumer has received from the supplier a written confirmation of the consent and that confirmation includes the consumer's name and telephone number and the date and time of the consent.

Substitutions

- **46.**—(1) A supplier shall not substitute goods or services for the goods or services agreed to be supplied in an agreement referred to in section 43 unless,
 - (a) the supplier has notified the consumer of the proposal to make the substitu-
 - (b) the supplier has given the consumer enough information about the goods or services to be substituted to enable the consumer to make an informed decision about whether or not to accept the substitution;
 - (c) the supplier has notified the consumer of his or her right to cancel the agreement rather than accept the substitution; and
 - (d) the consumer, after receiving the notice and information referred to in clauses (a), (b) and (c), has consented to the substitution.

If notice in writing

(2) If the supplier informs the consumer in writing of the supplier's proposal to substi-

(2) Un consommateur peut annuler un Annulation contrat visé à l'article 43 en tout temps après de date limite les quatre semaines qui suivent le moment où prévue il a été conclu si les conditions suivantes sont réunies .

- a) le contrat ne comporte pas de stipulation d'annulation de plein droit;
- b) le fournisseur n'a pas prévu de date limite ni de délai pour la livraison des biens ou la fourniture des services:
- c) le fournisseur n'a pas livré les biens ni assuré les services pour l'essentiel au moment de l'annulation.
- (3) Si, après avoir conclu un contrat visé à Exception en l'article 43, le consommateur consent à ce sentement au que les biens soient livrés ou les services retard assurés à une date ultérieure ou dans un délai ultérieur :

cas de con-

- a) le consommateur ne peut pas annuler le contrat aux termes du présent article si la première date ou le premier délai n'est pas respecté;
- b) le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la date ou du délai convenus.
- (4) Un consentement visé au paragraphe Idem (3), donné à un fournisseur par téléphone, n'est pas valide à moins que le consommateur n'ait reçu du fournisseur une confirmation écrite du consentement, laquelle comprend les nom et numéro de téléphone du consommateur ainsi que la date et l'heure où le consentement a été donné.

- 46 (1) Un fournisseur ne doit pas substi- Substitutions tuer de biens ou de services aux biens ou aux services dont la fourniture est convenue dans un contrat visé à l'article 43 à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :
 - a) le fournisseur a avisé le consommateur qu'il se propose de procéder à une substitution;
 - b) le fournisseur a donné au consommateur suffisamment de renseignements sur les biens ou les services qui seront substitués pour lui permettre de prendre une décision éclairée quant à l'acceptabilité de la substitution;
 - c) le fournisseur a avisé le consommateur de son droit d'annuler le contrat au lieu d'accepter la substitution;
 - d) le consommateur, après avoir reçu l'avis et les renseignements visés aux alinéas a), b) et c), a consenti à la substitution.
- (2) Si le fournisseur fait savoir par écrit au Avis écrit consommateur qu'il se propose de substituer

tute goods or services and the agreement is an off-premises agreement or a remote agreement, the supplier shall provide with the written notice a prepaid, pre-addressed post card or a toll-free telephone number that the consumer may use to cancel the agreement.

Same

(3) A consent to a substitution given to a supplier by telephone is not valid under subsection (1) unless the consumer has received from the supplier a written confirmation of the consent and that confirmation includes the consumer's name and telephone number and the date and time of the consent.

Cancellation when substitution proposed

- 47. A consumer may cancel an agreement referred to in section 43 if,
 - (a) the supplier has informed the consumer of a proposal to substitute goods or services for the goods or services agreed to be supplied; or
 - (b) the supplier, without the consent of the consumer, has substituted goods or services for the goods or services agreed to be supplied.

OFF-PREMISES AND REMOTE AGREEMENTS

Identifying information to accompany written materials

- 48. If a supplier provides written materials to consumers in order to encourage the consumers to enter into remote agreements, the supplier shall insure that the written materials include.
 - (a) the name, mailing address and telephone number of the supplier; and
 - (b) the street address of the premises where the consumer can deal with the supplier in person, if that is different from the mailing address.

Identifying information to accompany oral presentation

- **49.**—(1) If, in order to encourage a consumer to enter into a remote agreement, a supplier or a person acting on behalf of a supplier provides to the consumer information that is not in writing and if the consumer is not at the same place with the supplier or person when the information is provided, the supplier or person shall at the same time provide the consumer with all of the following information:
 - 1. The supplier's name, mailing address and telephone number and the street address where the consumer can deal with the supplier in person, if that is different from the mailing address.

des biens ou des services et que le contrat est un contrat hors lieux ou un contrat entre non-présents, le fournisseur donne en même temps que l'avis écrit soit une carte postale affranchie portant l'adresse du destinataire, soit un numéro de téléphone sans frais, dont peut se servir le consommateur pour annuler le contrat.

(3) Un consentement à la substitution Idem donné à un fournisseur par téléphone n'est pas valide aux termes du paragraphe (1) à moins que le consommateur n'ait reçu du fournisseur une confirmation écrite du consentement, laquelle comprend les nom et numéro de téléphone du consommateur ainsi que la date et l'heure où le consentement a été donné.

- 47 Un consommateur peut annuler un Annulation contrat visé à l'article 43 si l'une des conditions suivantes est réalisée :

posé de faire des substitutions

- a) le fournisseur a fait savoir au consommateur qu'il se propose de substituer des biens ou des services aux biens ou aux services dont la fourniture a été convenue;
- b) le fournisseur, sans le consentement du consommateur, a substitué des biens ou des services aux biens ou aux services dont la fourniture était convenue.

CONTRATS HORS LIEUX ET CONTRATS ENTRE **NON-PRÉSENTS**

48 Si un fournisseur donne du matériel Renseigneécrit à des consommateurs afin de les inciter à conclure des contrats entre non-présents, le devant fournisseur veille à ce que le matériel écrit comprenne ce qui suit :

accompagner le matériel

- a) les nom, adresse postale et numéro de téléphone du fournisseur;
- b) l'adresse des lieux où le consommateur peut traiter avec le fournisseur en personne, si elle est différente de l'adresse postale.
- 49 (1) Si, pour inciter un consommateur Renseigneà conclure un contrat entre non-présents, un fournisseur ou une personne qui agit pour le devant compte d'un fournisseur donne au consommateur des renseignements qui ne sont pas bal par écrit et que le consommateur n'est pas au même endroit que le fournisseur ou la personne lorsque les renseignements sont donnés, le fournisseur ou la personne donne au consommateur, par la même occasion, tous les renseignements suivants :
 - 1. Les nom, adresse postale et numéro de téléphone du fournisseur ainsi que l'adresse où le consommateur peut traiter avec le fournisseur en personne,

l'exposé ver-

- 2. If a person acting on behalf of the supplier provides the information, the name, mailing address and telephone number of the person and the street address where the consumer can deal with the person, if that is different from the mailing address.
- 3. The purpose of the contact.

Telephone presentation

(2) If the information is provided to the consumer by telephone, the supplier or person shall provide the consumer with the information in subsection (1) at the beginning of the call.

Repeat information on request

(3) If a consumer asks the person providing the information by telephone to repeat it, the person shall do so.

Same

- (4) If the person providing the information to consumers by telephone is unable to repeat it on request, the person shall,
 - (a) inform the consumer immediately after providing the information that it will be repeated at the end of the call; and
 - (b) repeat the information at the end of the call.

Prohibition, telephone solicitations

50. No person shall contact a consumer by telephone or any other telecommunications device in order to encourage the consumer to enter into a remote agreement if the consumer has informed the person that he or she does not wish to be contacted concerning the possibility of entering into consumer agreements.

Money not processed until goods shipped

51.—(1) If a supplier receives money or another form of payment from a consumer under a remote agreement for the supply of goods, the supplier shall not process the payment until the goods have been shipped to the consumer.

Exception

(2) Despite subsection (1), if the agreement is for the supply of goods made to a particular consumer's specifications, the supplier may process a deposit not to exceed 50 per cent of the total payment required under the agreement.

Money held for consumer until services commence

(3) If a supplier receives money or another form of payment from a consumer under a remote agreement for the supply of services, the supplier shall not process the payment until after the supplier begins performing the services.

Exception

(4) Despite subsection (3), the supplier may process a payment received from the

- si cette adresse est différente de l'adresse postale.
- 2. Si une personne qui agit pour le compte du fournisseur donne les renseignements, les nom, adresse postale et numéro de téléphone de la personne ainsi que l'adresse où le consommateur peut traiter avec la personne, si cette adresse est différente de l'adresse postale.
- 3. L'objet du contrat.
- (2) Si les renseignements sont donnés au consommateur par téléphone, le fournisseur ou la personne donne au consommateur les renseignements prévus au paragraphe (1) au début de l'appel.

Exposé par

(3) Si un consommateur demande à la personne qui lui donne des renseignements par téléphone de les répéter, la personne le fait.

ments sur demande

Idem

- (4) Si la personne qui donne les renseignements aux consommateurs par téléphone est incapable de les répéter sur demande, elle :
 - a) fait savoir au consommateur, dès qu'elle lui a donné les renseignements, que ceux-ci seront répétés à la fin de l'appel;
 - b) répète les renseignements à la fin de l'appel.
- 50 Nulle personne ne doit communiquer Sollicitation avec un consommateur par téléphone ou au interdite moyen de tout autre dispositif de télécommunication afin de l'encourager à conclure un contrat entre non-présents si le consommateur a informé cette personne qu'il ne désire pas que l'on communique avec lui au sujet de la possibilité de conclure des contrats de consommation.

51 (1) Si un fournisseur reçoit de l'argent L'expédition ou une autre forme de paiement d'un con-précéder l'ensommateur aux termes d'un contrat entre caissement de non-présents prévoyant la fourniture de biens, le fournisseur n'encaisse pas le paiement tant que les biens n'ont pas été expédiés au consommateur.

des biens doit l'argent

(2) Malgré le paragraphe (1), si le contrat Exception prévoit la fourniture de biens fabriqués selon les exigences d'un consommateur particulier, le fournisseur peut encaisser un dépôt ne devant pas dépasser 50 pour cent du paiement total exigé aux termes du contrat.

- (3) Si un fournisseur reçoit de l'argent ou L'argent est une autre forme de paiement d'un consom- le consommamateur aux termes d'un contrat entre non-teur présents prévoyant la fourniture de services, le fournisseur ne doit pas encaisser le paiement tant que le fournisseur n'a pas commencé à assurer les services.
- (4) Malgré le paragraphe (3), le fournis- Exception seur peut encaisser un paiement reçu du con-

consumer on account of materials that are necessary to perform the services.

Application of section

24

- **52.**—(1) This section applies to all oral remote agreements and off-premises agreements other than,
 - (a) agreements under which a consumer is required to pay less than \$50;
 - (b) agreements for the sale, lease or rental of real property; and
 - (c) agreements initiated by the consumer.

Cooling off period

(2) A consumer may cancel an agreement to which this section applies within one week after the consumer agrees to the supply of goods or services under it, whether or not the supplier has delivered the goods or performed the services that are the subject of it.

Title of trade-ins not to pass

(3) A supplier who receives goods from a consumer as partial or full payment for the supply of goods or services under an agreement to which this section applies shall not dispose of, encumber or otherwise interfere with those goods unless the one week cancellation period has expired and the consumer has not cancelled the agreement within that period.

CONSUMER AGREEMENTS

Notice of refunds and exchanges

- 53.—(1) Before or at the time of entering into a consumer agreement for the supply of goods, the supplier shall clearly notify the consumer,
 - (a) whether the supplier will refund part or all of any payments made under the agreement and if so, under what circumstances and how much;
 - (b) whether the supplier will give the consumer credit if the consumer returns the goods and if so, under what circumstances and how much; and
 - (c) whether the consumer may exchange the goods for other goods, and if so, under what circumstances.

If no notice

- (2) A supplier of goods under a consumer agreement shall refund to the consumer the total price of the goods within four weeks after the consumer returns the goods if,
 - (a) the supplier did not give the consumer the notice as required under subsection (1); and

sommateur pour couvrir le prix des matériaux nécessaires à la fourniture des services.

52 (1) Le présent article s'applique à Champ d'aptous les contrats verbaux entre non-présents l'article et à tous les contrats hors lieux autres que :

- a) les contrats aux termes desquels un consommateur est tenu de payer moins de 50 \$:
- b) les contrats de vente, de location à bail ou de location de biens immeu-
- c) les contrats demandés par le consommateur.
- (2) Un consommateur peut annuler un Délai de contrat auquel s'applique le présent article dans la semaine qui suit le moment où le consommateur accepte la fourniture de biens ou de services aux termes de ce contrat, que le fournisseur ait ou non livré les biens ou assuré les services visés par le contrat.
- (3) Le fournisseur qui reçoit des biens d'un consommateur à titre de paiement partiel ou intégral pour la fourniture de biens ou d'un bien de services aux termes d'un contrat auquel s'applique le présent article ne doit pas grever ces biens ou s'en départir, ou doit se garder de toute intervention à leur égard, à moins que le délai d'annulation d'une semaine ait expiré et que le consommateur n'ait pas annulé le contrat dans ce délai.

Pas de transde propriété

CONTRATS DE CONSOMMATION

53 (1) Avant ou au moment de conclure Avis de remun contrat de consommation en vue de la et d'échanges fourniture de biens, le fournisseur avise clairement le consommateur de ce qui suit :

- a) si le fournisseur s'engage à rembourser une partie ou l'ensemble des paiements effectués aux termes du contrat et, le cas échéant, dans quelles circonstances et quel montant;
- b) si le fournisseur s'engage à accorder du crédit au consommateur si celui-ci retourne les biens et, le cas échéant, dans quelles circonstances et quel montant;
- c) si le consommateur peut échanger des biens contre d'autres biens et, le cas échéant, dans quelles circonstances.
- (2) Un fournisseur de biens visé par un Absence contrat de consommation rembourse au consommateur le prix intégral des biens dans les quatre semaines qui suivent le moment où le consommateur retourne les biens si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le fournisseur n'a pas donné au consommateur l'avis exigé par le paragraphe (1);

(b) within ten days after receiving the goods, the consumer returns them to the supplier in an unused condition together with a receipt or other proof of payment.

When repossession prohibited

54. If a consumer has paid 60 per cent or more of the price for the supply of goods under a consumer agreement, the supplier shall not retake possession of the goods or supply the goods to a person other than the consumer without leave of the Ontario Court (General Division).

Definitions

55.-(1) In this section,

"credit" includes credit made available under an agreement whereby the lender agrees to make credit available to be used from time to time, at the option of the borrower, for the purpose of the purchase from time to time of goods or services, and, without limiting the generality of the foregoing, includes credit arrangements commonly known as revolving credit accounts, budget accounts, cyclical accounts and other arrangements of a similar nature; ("crédit")

"unsolicited", in respect of goods or services supplied to a person, means goods or services that the person did not request but does not include,

- (a) goods or services that the person knows or ought to know are intended for another person,
- (b) goods supplied under a written agreement to which the person is a party that provides for the periodic supply of goods to the person without further solicitation, or
- (c) the prescribed services. ("non sollicité")

Credit arrangement

- (2) No proceeding shall be commenced to recover money from a person for the extension of credit evidenced by a credit card unless the person,
 - (a) requested or accepted the extension of credit and the card in writing; or
 - (b) used the credit card to obtain credit.

Use of unsolicited goods or services

(3) No proceeding shall be commenced to recover money from a person for supplying unsolicited goods or services to the person regardless of how the person may have used or benefited from those goods or services.

Relief from legal obliga-

(4) Except as provided in this section, a person who receives unsolicited goods or ser-

- b) dans les dix jours qui suivent la réception des biens, le consommateur retourne ceux-ci au fournisseur sans les avoir utilisés, accompagnés d'un reçu ou d'une autre preuve de paiement.
- 54 Si un consommateur a payé 60 pour Reprise de cent ou plus du prix de la fourniture de biens interdite aux termes d'un contrat de consommation, le fournisseur ne doit pas reprendre possession des biens ni fournir les biens à une personne autre que le consommateur sans l'autorisation de la Cour de l'Ontario (Division géné-

25

55 (1) Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent au présent article.

- «crédit» S'entend notamment du crédit offert aux termes d'un contrat selon lequel le prêteur convient d'accorder du crédit devant être utilisé occasionnellement, au choix de l'emprunteur, pour l'achat occasionnel de biens ou de services et, notamment, des formules de crédit communément appelées des comptes de crédit renouvelable, des comptes budgétaires, des comptes cycliques et autres formules semblables. («credit»)
- «non sollicité» Dans le cas de biens ou de services fournis à une personne, s'entend de biens ou de services que la personne n'a pas demandés, à l'exclusion de ce qui suit :
 - a) les biens ou les services dont la personne sait ou devrait savoir qu'ils sont destinés à une autre personne;
 - b) les biens fournis aux termes d'un contrat écrit auquel la personne est partie et qui prévoit la fourniture périodique de biens à la personne sans sollicitation ultérieure:
 - c) les services prescrits. («unsolicited»)
- (2) Aucune instance ne doit être intro- Formule de duite en vue de recouvrer de l'argent d'une personne à qui du crédit a été accordé sur la foi d'une carte de crédit à moins que la personne:

- a) soit ait demandé ou accepté le crédit et la carte par écrit;
- b) soit ait utilisé la carte de crédit pour obtenir du crédit.
- (3) Aucune instance ne doit être intro- Utilisation de duite en vue de recouvrer de l'argent d'une services non personne à qui des biens ou des services non sollicités sollicités ont été fournis, peu importe comment la personne a utilisé les biens ou les services, ou en a profité.
- (4) Sous réserve du présent article, la per- Dégagement sonne qui reçoit des biens ou des services tions légales

biens ou de

vices or a credit card that has not been requested or accepted in accordance with subsection (2) has no legal obligation in respect of their use or disposal.

Definition

- **56.**—(1) In this section, "long-term agreement" means a consumer agreement, other than an agreement for the sale, lease or rental of real property, under which,
 - (a) the consumer agrees to acquire goods that are to be delivered or services that are to be performed in instalments over a period of time; and
 - (b) the consumer is to pay for each instalment upon delivery of the goods or performance of the services.

Right to cancel longterm agree

(2) If a supplier fails three or more times to deliver goods or to perform services as required under a long-term agreement, the consumer may cancel the agreement within one week after the most recent failure.

Same

(3) If a supplier charges a consumer the wrong amount for goods or services under a long-term agreement three or more times, the consumer may cancel the agreement within one week after the most recent incorrect charge.

METHOD OF CANCELLATION AND **OBLIGATIONS UPON CANCELLATION**

Method of cancellation

- 57.—(1) A consumer who is entitled to cancel an agreement under this Part may do
 - (a) by delivering to the supplier written notice of the cancellation;
 - (b) by orally notifying the supplier of the cancellation and delivering to the supplier written confirmation of it within one week after the oral notice;
 - (c) by refusing to accept delivery of goods or performance of services under the agreement; or
 - (d) in the case of goods, by returning to the supplier all goods the consumer has received under the agreement.

Exception, oral remote agreements

(2) A consumer who cancels an oral remote agreement by oral notice is not required to deliver written confirmation of that cancellation to the supplier.

Exception, long-term agreements

(3) A consumer who cancels a long-term agreement by returning the goods may return all of the goods received or any part of them and the consumer's refund under section 58 non sollicités ou une carte de crédit qui n'a pas été demandée ni acceptée conformément au paragraphe (2) n'a aucune obligation légale quant à leur utilisation ou aux mesures prises à leur égard.

56 (1) Dans le présent article, «contrat à Définition long terme» s'entend d'un contrat de consommation, autre qu'un contrat de vente, de location à bail ou de location de biens immeubles, aux termes duquel:

- a) le consommateur convient d'acquérir des biens qui doivent être livrés ou des services qui doivent être assurés par tranches sur une période de temps;
- b) le consommateur doit payer chaque tranche au moment de la livraison des biens ou de la fourniture des services.
- (2) Si un fournisseur omet trois fois ou Droit d'annuplus de livrer les biens ou d'assurer les servi- trat à long ces prévus dans un contrat à long terme, le terme consommateur peut annuler le contrat dans la semaine qui suit l'omission la plus récente.

(3) Si un fournisseur fait payer le mauvais Idem montant au consommateur pour des biens ou des services prévus dans un contrat à long terme trois fois ou plus, le consommateur peut annuler le contrat dans la semaine qui suit la plus récente des demandes de paiement incorrectes.

MODE D'ANNULATION ET OBLIGATIONS EN CAS D'ANNULATION

57 (1) Le consommateur qui a le droit Mode d'annud'annuler un contrat aux termes de la présente partie peut procéder de l'une des manières suivantes :

- a) en remettant au fournisseur un avis d'annulation écrit;
- b) en avisant verbalement le fournisseur de l'annulation et en lui en remettant une confirmation écrite dans la semaine qui suit la réception de l'avis verbal;
- c) en refusant d'accepter la livraison des biens ou la fourniture des services prévus dans le contrat;
- d) dans le cas de biens, en retournant au fournisseur tous les biens que le consommateur a reçus aux termes du contrat.
- (2) Le consommateur qui annule un con- Exception, trat verbal entre non-présents au moyen d'un baux entre avis verbal n'est pas tenu de remettre une non-présents confirmation écrite de l'annulation au fournisseur.
- (3) Un consommateur qui annule un con- Exception, trat à long terme en retournant les biens peut long terme retourner tous les biens reçus ou une partie de ceux-ci, et le remboursement du consom-

shall be calculated on the basis of the goods returned.

When cancellation effective

- (4) A cancellation is effective,
- (a) in the case of written notice, three days after the mailing if it is delivered by mail and on the day of delivery if it is otherwise delivered;
- (b) in the case of oral notice that requires written confirmation, three days after mailing the confirmation if it is delivered by mail and on the day of delivery if it is otherwise delivered;
- (c) in the case of oral notice that does not require written confirmation, on the day the oral notice is given;
- (d) in the case of refusing to accept delivery of goods or performance of services, on the day of the refusal;
- (e) in the case of returning goods, on the day the goods are returned.

Same

(5) If a supplier receives oral notice of the cancellation of an agreement and that notice requires written confirmation, the supplier shall not supply the goods or services or take any other action under the agreement during the week following receipt of the oral notice.

Duty to refund

- **58.**—(1) If a consumer cancels an agreement under this Part, the supplier shall, within four weeks after receiving the cancellation and proof of payment,
 - (a) refund or return to the consumer any payment received in respect of the agreement; and
 - (b) return to the consumer any goods the supplier accepted under the agreement as full or partial payment for the goods or services.

Proof of payment

(2) Any document indicating payment by the consumer in the case of goods or services or shipment to the consumer by the supplier in the case of goods is sufficient as proof of payment.

Reasonable wear and tear

(3) A supplier is not liable to a consumer for reasonable wear and tear on goods received from the consumer as partial payment under an agreement before it is cancelled.

Supplier to restore goods

(4) If a consumer cancels an agreement under which services are provided to alter goods, the supplier shall, at the request of the consumer, restore the goods within a reasonable period of time, to a condition that is substantially the same as before the services were performed.

mateur prévu à l'article 58 est calculé sur la base des biens retournés.

(4) L'annulation prend effet :

Prise d'effet de l'annula-

27

- a) dans le cas d'un avis écrit, trois jours après la mise à la poste si l'avis est remis par courrier et le jour même de la remise s'il est remis autrement;
- b) dans le cas d'un avis verbal nécessitant une confirmation écrite, trois jours après la mise à la poste si la confirmation est remise par courrier et le jour même de la remise si elle est remise autrement:
- c) dans le cas d'un avis verbal ne nécessitant pas de confirmation écrite, le jour où l'avis verbal est donné;
- d) dans le cas où il y a refus d'accepter la livraison des biens ou la fourniture des services, le jour du refus;
- e) dans le cas où les biens sont retournés, le jour où les biens sont retournés.

(5) Si un fournisseur reçoit un avis verbal Idem de l'annulation d'un contrat et que l'avis nécessite une confirmation écrite, le fournisseur ne doit pas fournir les biens ou les services ni prendre aucune des mesures prévues dans le contrat pendant la semaine qui suit la réception de l'avis verbal.

- 58 (1) Si un consommateur annule un Obligation de contrat aux termes de la présente partie, le fournisseur, dans les quatre semaines qui suivent la réception de l'avis d'annulation et d'une preuve de paiement :
 - a) rembourse ou remet au consommateur les paiements reçus relativement au contrat;
 - b) retourne au consommateur les biens que le fournisseur a acceptés aux termes du contrat à titre de paiement intégral ou partiel pour les biens ou les services.
- (2) Tout document indiquant que le consommateur a payé les biens ou les services ou que le fournisseur a expédié les biens au consommateur constitue une preuve de paiement suffisante.

(3) Le fournisseur n'est pas responsable Usure raisonenvers un consommateur de l'usure raisonnable des biens reçus du consommateur à titre de paiement partiel aux termes d'un contrat avant l'annulation de celui-ci.

(4) Si un consommateur annule un contrat Le fournisaux termes duquel des services sont fournis remettre les en vue de transformer des biens, le fournis- biens dans seur, à la demande du consommateur, remet leur état predans un délai raisonnable, les biens dans un état qui soit essentiellement le même qu'avant la fourniture des services.

1993

Compensa-

(5) A supplier who fails or is unable to return or restore goods, as required by this section, shall compensate the consumer for the value of the goods or the cost of restoring them, as the case may be.

Supplier to reimburse consumer for return

- (6) Within four weeks after being asked to do so, the supplier shall reimburse the consumer for the reasonable costs the consumer has incurred in returning goods he or she has received under an agreement if,
 - (a) the consumer cancels the agreement by returning the goods; and
 - (b) the consumer requests the reimbursement.

Consumer's obligation to make goods available

- (7) A consumer shall make goods in his or her possession available at reasonable times for pick up by a supplier at the place to which they were delivered or at an agreed upon place if,
 - (a) the goods were delivered to the consumer under an agreement to which this section applies;
 - (b) the consumer has cancelled the agreement by a means other than returning the goods; and
 - (c) the supplier has carried out the supplier's obligations under this section.

Consumer's obligation to return goods

- (8) A consumer shall return to the place from which they were picked up goods that a consumer picked up from a supplier under an agreement to which this section applies if,
 - (a) the consumer has cancelled the agreement by a means other than returning the goods; and
 - (b) the supplier has carried out the supplier's obligations under this section.

Acquisition of title

(9) A consumer who cancels an agreement with a supplier may use or dispose of any goods received under the agreement as if they were his or her own if the supplier has not carried out the supplier's obligations under this section and at least eight weeks have passed since the consumer cancelled the agreement.

Same

(10) A consumer who uses or disposes of goods as provided in subsection (9) is not required to pay for those goods.

Same

(11) A consumer who uses or disposes of goods as provided in subsection (9) does not thereby lose his or her right to a refund under this section.

- (5) Le fournisseur qui omet ou est incapa- Indemnité ble de retourner ou de remettre les biens dans leur état premier, comme l'exige le présent article, dédommage le consommateur pour la valeur des biens ou le coût de leur remise en état, selon le cas.
- (6) Dans les quatre semaines après en Le fournisavoir recu la demande, le fournisseur rem-rembourser bourse au consommateur les frais raisonna- au consombles engagés par celui-ci pour retourner les mateur frais de biens qu'il a reçus aux termes d'un contrat si retour les conditions suivantes sont réunies :

- a) le consommateur annule le contrat en retournant les biens;
- b) le consommateur demande le remboursement.
- (7) Un consommateur met les biens qu'il a Obligation du seur, à des moments raisonnables, afin que dre les biens en sa possession à la disposition du fournisce dernier les enlève de l'endroit où ils ont été livrés ou d'un endroit convenu, si les conditions suivantes sont réunies :

consomma-

- a) les biens ont été livrés au consommateur aux termes d'un contrat auquel s'applique le présent article;
- b) le consommateur a annulé le contrat autrement qu'en retournant les biens;
- c) le fournisseur a rempli ses obligations aux termes du présent article.
- (8) Un consommateur retourne à l'endroit Obligation du d'où ils ont été enlevés les biens qu'il a enle- teur de vés de chez un fournisseur aux termes d'un retourner les contrat auquel s'applique le présent article si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le consommateur a annulé le contrat autrement qu'en retournant les biens;
- b) le fournisseur a rempli ses obligations aux termes du présent article.
- (9) Le consommateur qui annule un con-Acquisition trat avec un fournisseur peut utiliser les biens propriété reçus aux termes du contrat ou prendre n'importe quelle mesure à leur égard, comme s'ils lui appartenaient si le fournisseur n'a pas rempli ses obligations aux termes du présent article, et que huit semaines au moins se sont écoulées depuis que le consommateur a annulé le contrat.

- (10) Le consommateur qui utilise des Idem biens ou prend des mesures à leur égard comme le prévoit le paragraphe (9) n'est pas tenu de payer ces biens.
- (11) Le consommateur qui utilise des Idem biens ou prend des mesures à leur égard comme le prévoit le paragraphe (9) ne perd pas pour autant son droit à un remboursement aux termes du présent article.

PART IV SPECIFIC PREPAID SERVICES **AGREEMENTS**

Definitions

59. In this Part,

- "customer" means a person who enters into a prepaid services agreement with an operator; ("client")
- "initiation fee" means a fee, in addition to the periodic services fee, payable by a customer to entitle the customer to receive services; ("droit d'entrée")
- "operator" means a person who provides or offers to provide services under a prepaid services agreement; ("exploitant")
- "prepaid services agreement" means an agreement to which this Part applies; ("contrat de services prépayés")
- "services fee" means the amount payable by a customer for the supply of services under a prepaid services agreement. ("droit de services")

Application

- **60.**—(1) This Part applies only in respect of agreements for the supply of the following services and it applies only if the agreement requires payment in advance for their provision over a specified period of time:
 - 1. The supply of facilities for health, fitness, sports, dance or services of a similar nature.
 - 2. The provision of instruction on health, fitness, modelling, talent development, diet, martial arts, sports, dance or services of a similar nature.

Exceptions

- (2) This Part does not apply in respect of an agreement for the supply of the services mentioned in subsection (1) if,
 - (a) the services are provided on a nonprofit or co-operative basis;
 - (b) the services are provided by a private club owned primarily by its members;
 - (c) the services are incidental to the main business of the operator; or
 - (d) the services are provided or funded by a charitable or municipal organization or by the Province of Ontario or one of its agencies.

PARTIE IV CONTRATS DE SERVICES PRÉPAYÉS **PARTICULIERS**

59 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente partie.

«client» Personne qui conclut un contrat de services prépayés avec un exploitant. («customer»)

- «contrat de services prépayés» Contrat auquel s'applique la présente partie. («prepaid services agreement»)
- «droit d'entrée» Droit payable par un client, en plus du droit de services périodique, pour lui permettre de recevoir des services. («initiation fee»)
- «droit de services» Somme payable par un client pour la fourniture de services aux termes d'un contrat de services prépayés. («services fee»)
- «exploitant» Personne qui fournit ou offre de fournir des services aux termes d'un contrat de services prépayés. («operator»)
- 60 (1) La présente partie ne s'applique Champ d'apqu'aux contrats prévoyant la fourniture des services suivants et seulement si le contrat exige que le paiement soit effectué d'avance pour la fourniture des services sur une période précisée :
 - 1. La fourniture d'installations prévues pour des activités relatives à la santé, la bonne forme physique, le sport ou la danse, ou d'autres services similai-
 - 2. La fourniture de cours sur la santé, la bonne forme physique, la profession de mannequin, le perfectionnement, la diététique, les arts martiaux, le sport ou la danse, ou d'autres services similaires.
- (2) La présente partie ne s'applique pas à Exceptions un contrat prévoyant la fourniture des services visés au paragraphe (1) dans les cas suivants:
 - a) les services sont fournis à titre non lucratif ou à titre coopératif;
 - b) les services sont fournis par un club privé dont les membres sont les principaux propriétaires;
 - c) les services sont fournis accessoirement à l'activité principale de l'exploitant;
 - d) les services sont fournis ou financés par une oeuvre de bienfaisance ou un organisme municipal, ou encore par la province de l'Ontario ou un organisme de celle-ci.

Bill 98

Same

(3) This Part does not apply to an agreement in force at the time this Act comes into

Transition

(4) Despite the repeal of the Prepaid Services Act, that Act applies to an agreement that was not in force on the 1st day of October, 1988 and that is in force at the time this Act comes into force.

Written agreement required

61.—(1) No operator shall require or accept from a customer any payment in respect of a prepaid services agreement unless the agreement is in writing and the agreement sets out the information referred to in subsections (2) and (3).

in agreement

- (2) The agreement shall set out,
- (a) the name and address of the customer;
- (b) the name, address and telephone number of the operator;
- (c) the street address of the premises where the customer might lodge a complaint against the operator, if that is different from the address under clause (b);
- (d) a description of the services to be provided that is sufficient to identify them with certainty;
- (e) the price to be paid in respect of the services and the initiation fee;
- (f) the conditions upon which the agreement may be renewed or cancelled;
- (g) if payment is to be by instalment, the number of instalments, the amount of each instalment and the total additional cost, if any, for payment by instalment;
- (h) if part of the services are not available at the time the parties enter into the agreement, the date that the services will be made available and the name and address of the trust corporation holding the trust funds pending availability; and
- (i) the date of the agreement and the period for which it is to apply.

If automatic renewal

- (3) If the agreement provides for an automatic renewal, the agreement shall also set out,
 - (a) that the customer, by notice in writing to the operator before the time for automatic renewal, may require that it not be renewed; and
 - (b) that it will not be renewed if the operator does not remind the customer in accordance with section 68 that the customer may require that it be renewed.

(3) Les contrats en vigueur au moment de Idem l'entrée en vigueur de la présente partie sont exclus de son application.

(4) Malgré l'abrogation de la Loi sur les Disposition services prépayés, cette loi s'applique aux contrats qui n'étaient pas en vigueur le 1er octobre 1988, mais qui le sont au moment de

l'entrée en vigueur de la présente loi.

61 (1) Nul exploitant ne doit exiger ou Contrat écrit accepter d'un client un paiement à l'égard d'un contrat de services prépayés à moins que celui-ci ne soit écrit et qu'il n'énonce les renseignements visés aux paragraphes (2) et

Renseigne-

ments figu-

rant au

contrat

- (2) Figurent au contrat :
- a) les nom et adresse du client;
- b) les nom, adresse et numéro de téléphone de l'exploitant;
- c) l'adresse des lieux où le client pourrait porter plainte contre l'exploitant, si celle-ci est différente de l'adresse visée à l'alinéa b);
- d) une description des services à fournir qui soit suffisamment détaillée pour les identifier avec certitude;
- e) le prix des services ainsi que le droit d'entrée;
- f) les conditions de renouvellement ou d'annulation du contrat;
- g) si le paiement est effectué par versements échelonnés, le nombre de versements, le montant de chacun d'eux et le coût supplémentaire total, le cas échéant, du paiement par versements échelonnés;
- h) si une partie des services ne sont pas disponibles au moment où les parties concluent le contrat, la date à laquelle ces services seront disponibles et les nom et adresse de la compagnie de fiducie qui détient les fonds en fiducie jusqu'à la disponibilité des services;
- i) la date à laquelle le contrat a été conclu et sa durée.
- (3) S'il prévoit un renouvellement de plein Renouvelledroit, le contrat énonce en outre ce qui suit :

ment de plein

- a) le client, par avis écrit remis à l'exploitant avant la date de renouvellement de plein droit, peut demander que le contrat ne soit pas renouvelé;
- b) le contrat ne sera pas renouvelé si l'exploitant ne rappelle pas au client, conformément à l'article 68, que le client peut demander un renouvellement.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply if the agreement provides for successive monthly renewal and gives the customer the option of cancelling the agreement on one month's notice or less.

Payments repayable

(5) A person who receives a payment from a customer in contravention of subsection (1) shall refund it to the customer within thirty days after required to do so by the customer.

Agreements one year

62. No operator shall enter into or offer to enter into a prepaid services agreement that has effect for a period that exceeds one

Only one agreement

63.—(1) No operator who is providing services or is to provide services to a customer under an existing prepaid services agreement shall enter into or offer to enter into another agreement to provide services to the customer unless the services under the two agreements are distinctly different.

Same

(2) Services provided under two agreements are not distinctly different merely because the agreements have different terms or different commencement dates.

Exception

(3) Despite subsection (1), an operator may enter into an agreement with a customer to renew an existing agreement during its last thirty days.

Initiation fee

64.—(1) No operator shall charge a customer more than one initiation fee.

Same

- (2) No operator shall charge a customer an initiation fee that is greater than,
 - (a) twice the services fee for the year in which it is charged; or
 - (b) twice the services fee offered for any subsequent year.

Total fees

(3) No operator shall charge a customer under a prepaid services agreement an amount greater than the sum of the initiation fee, the services fee and the fee for the cost of an instalment plan, if there is such a plan.

Instalment plans

65.—(1) Before entering into a prepaid services agreement, an operator shall offer the customer the opportunity to pay the services fee and the initiation fee, if any, under a plan for equal monthly instalments over the term of the agreement.

Same

(2) The operator's fee for the cost of the instalment plan shall not exceed 25 per cent of the sum of the initiation fee and the services fee.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si Exception le contrat prévoit des renouvellements mensuels successifs et s'il donne au client la possibilité d'annuler le contrat à un mois d'avis ou moins

CONSOMMATION ET PRATIQUES DE COMMERCE

(5) La personne qui reçoit un paiement Paiements d'un client en contravention au paragraphe (1) le rembourse au client dans les trente jours après que celui-ci le lui demande.

62 Nul exploitant ne doit conclure ou Contrats offrir de conclure un contrat de services d'un an seuleprépayés qui soit en vigueur pendant plus ment d'un an.

63 (1) Nul exploitant qui fournit des ser- Un contrat vices ou qui doit fournir des services à un client aux termes d'un contrat de services prépayés déjà existant ne doit conclure ou offrir de conclure un autre contrat en vue de fournir des services au client à moins que les services prévus par les deux contrats ne soient incontestablement différents.

(2) Les services fournis aux termes de Idem deux contrats ne sont pas incontestablement différents du seul fait que les contrats ont une durée différente ou une date d'entrée en vigueur différente.

(3) Malgré le paragraphe (1), un exploi- Exception tant peut conclure un contrat avec un client afin de renouveler, au cours de ses trente derniers jours, un contrat déjà existant.

64 (1) Nul exploitant ne doit exiger d'un Droit d'enclient plus d'un droit d'entrée.

- (2) Nul exploitant ne doit exiger d'un Idem client un droit d'entrée d'un montant plus élevé que :
 - a) deux fois le droit de services exigé pour l'année au cours de laquelle il est exigé;
 - b) deux fois le droit de services offert pour toute année subséquente.
- (3) Nul exploitant ne doit exiger d'un Total des client, aux termes d'un contrat de services prépayés, une somme plus élevée que la somme du droit d'entrée, du droit de services et des frais exigés pour couvrir le coût d'une option de paiement par versements échelonnés s'il existe une telle option.

droits et frais

65 (1) Avant de conclure un contrat de Paiement par services prépayés, l'exploitant offre au client échelonnés la possibilité de payer le droit de services et le droit d'entrée, s'il en est un, aux termes d'une option de paiement par versements mensuels égaux échelonnés sur toute la durée du contrat.

(2) Les frais de l'exploitant pour couvrir le Idem coût de l'option de paiement par versements échelonnés ne doivent pas dépasser 25 pour

Cooling off period

66.—(1) A customer may cancel a prepaid services agreement within one week after entering into it by delivering written notice of cancellation to the operator.

Same

32

(2) If the services are not available at the time the customer enters into the agreement, the customer may cancel the agreement within one week after they become available by delivering written notice of cancellation to the operator.

Deemed cancellation

(3) If, within one week of entering into a prepaid services agreement with a customer, an operator ceases to supply services to the customer under it, the customer shall be deemed to have cancelled the agreement under subsection (1).

Time of delivery. registered mail

(4) A notice of cancellation under this section sent to an operator by registered mail shall be deemed to be delivered on the day it is mailed.

Right to refund on cancellation

(5) A customer who cancels an agreement under this section is not liable for payment for any services received or used before the time of cancellation and is entitled to a refund of any payment, including an initiation fee, made under the agreement.

Refund within thirty

- (6) An operator who is required to refund money under this section shall do so within thirty days after the earlier of,
 - (a) the day the notice of cancellation is delivered; and
 - (b) the day the operator ceases to supply the services.

Trust account maintained

67.—(1) Every operator shall maintain at a bank, trust corporation, credit union or caisse populaire a trust account designated by the operator's name and words that clearly indicate that it is a prepaid services agreement trust.

Funds to be placed in account

(2) Every operator shall place in the trust account all money received under an agreement that may be cancelled under section 66 and shall keep it there until cancellation under that section is no longer possible.

If automatic renewal

68.—(1) A customer may require that a prepaid services agreement that provides for an automatic renewal not be renewed if before the agreement expires the customer gives the operator written notice that the customer does not want it to be renewed.

Same

(2) If the operator has not reminded the customer in accordance with subsection (3) that the customer may require that a prepaid cent de la somme du droit d'entrée et du droit de services.

66 (1) Le client peut annuler un contrat Délai de de services prépayés dans la semaine qui suit la conclusion du contrat en remettant à l'exploitant un avis d'annulation écrit.

(2) Si les services ne sont pas disponibles Idem au moment où le client conclut le contrat, le client peut annuler le contrat dans la semaine qui suit le moment où ils deviennent disponibles en remettant à l'exploitant un avis d'annulation écrit.

(3) Si, dans la semaine qui suit le moment où il conclut un contrat de services prépayés avec un client, l'exploitant cesse de fournir au client les services prévus dans le contrat, le client est réputé avoir annulé le contrat en vertu du paragraphe (1).

Annulation réputée

(4) L'avis d'annulation visé au présent article qui est envoyé à un exploitant par courrier recommandé est réputé avoir été mandé remis le jour de sa mise à la poste.

remise, cour-

(5) Le client qui annule un contrat aux Droit au remtermes du présent article n'est pas tenu au en cas d'anpaiement des services reçus ou utilisés avant nulation l'annulation. Il a droit au remboursement de tout paiement effectué aux termes du contrat, y compris un droit d'entrée.

boursement

(6) L'exploitant qui est tenu de rembourser de l'argent aux termes du présent article trente jours le fait dans les trente jours qui suivent celui des deux jours suivants qui est antérieur à

Rembourse-

- a) le jour de la remise de l'avis d'annulation:
- b) le jour où l'exploitant cesse de fournir les services.
- (1) L'exploitant maintient auprès Maintien du d'une banque, d'une compagnie de fiducie, fiducie d'une credit union ou d'une caisse populaire un compte en fiducie identifié par le nom de l'exploitant et par des mots qui indiquent clairement qu'il s'agit d'une fiducie de contrats de services prépayés.

(2) L'exploitant dépose dans le compte en Fonds à fiducie tout l'argent perçu aux termes d'un le compte contrat qui peut être annulé en vertu de l'article 66. Il l'y garde jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible de procéder à l'annulation prévue à cet article.

déposer dans

68 (1) Un client peut demander qu'un Renouvellecontrat de services prépayés qui prévoit un droit renouvellement de plein droit ne soit pas renouvelé si, avant l'expiration du contrat, il donne à l'exploitant un avis écrit à cet effet.

ment de plein

(2) Si l'exploitant n'a pas rappelé au Idem client, conformément au paragraphe (3), que le client peut demander qu'un contrat de ser-

services agreement not be automatically renewed, the customer may cancel the agreement within thirty days after it has been renewed by delivering written notice of the cancellation to the operator.

Notice re renewal

(3) The reminder shall be by written notice delivered to the customer at least thirty days before the time for automatic renewal and not more than ninety days before that time.

Same

(4) If a reminder or cancellation under this section is sent by registered mail to the customer or operator at the person's last known address, it shall be deemed to be delivered on the day it is mailed.

Right to refund on

(5) A customer who, under subsection (2), cancels an agreement is not liable for payment for any services received or used under the renewed agreement before the time of the cancellation and is entitled to a refund of any payment made under the renewed agree-

Refund within thirty

- (6) An operator who is required to refund money under subsection (5) shall do so within thirty days after the earlier of,
 - (a) the day the notice of cancellation is delivered; and
 - (b) the day the operator ceases to supply the services.

Exception. monthly renewals

(7) Subsections (1) and (2) do not apply to an agreement that provides for successive monthly renewals and gives the customer the option of cancelling the agreement on one month's notice or less.

When operator not to money

69.—(1) No operator shall receive money from a customer under a prepaid services agreement if the services are not available at the time the money is paid.

Exception

- (2) An operator may receive money despite subsection (1) if,
 - (a) one of the services that is not available at the time the money is paid is the use of a facility;
 - (b) the customer has agreed in writing to use another facility provided by the operator until the facility becomes available; and
 - (c) before agreeing to use the other facility, the customer was informed that if the customer agrees, the customer's money will not be held in trust pending availability, as provided under section 70.

vices prépayés ne soit pas renouvelé de plein droit, le client peut annuler le contrat dans les trente jours qui suivent son renouvellement en remettant à l'exploitant un avis d'annulation écrit.

(3) Le rappel prend la forme d'un avis Avis concerécrit remis au client au plus tard trente jours renouvelleavant la date du renouvellement de plein ment droit et au plus tôt quatre-vingt-dix jours avant cette date.

- (4) Si un rappel ou une annulation visé au Idem présent article est envoyé par courrier recommandé à la dernière adresse connue du client ou de l'exploitant, la remise est réputée avoir eu lieu le jour de la mise à la poste.
- (5) Le client qui, en vertu du paragraphe Droit au rem-(2), annule un contrat n'est pas tenu au paie- en cas d'anment des services recus ou utilisés aux termes nulation du contrat renouvelé avant l'annulation. Il a droit au remboursement de tout paiement effectué aux termes du contrat renouvelé.

(6) L'exploitant qui est tenu de rembour- Rembourseser de l'argent aux termes du paragraphe (5) trente jours le fait dans les trente jours qui suivent celui des deux jours suivants qui est antérieur à l'autre:

- a) le jour de la remise de l'avis d'annula-
- b) le jour où l'exploitant cesse de fournir les services.
- (7) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appli- Exception, quent pas au contrat qui prévoit des renouvellements mensuels successifs et qui donne suels au client la possibilité d'annuler le contrat à un mois d'avis ou moins.

69 (1) Nul exploitant ne doit percevoir L'exploitant d'argent d'un client aux termes d'un contrat percevoir de services prépayés si les services ne sont d'argent pas disponibles au moment où le paiement est effectué.

- (2) Un exploitant peut percevoir de l'ar- Exception gent malgré le paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) l'un des services qui n'est pas disponible au moment où le paiement est effectué est l'usage d'une installation;
 - b) le client a consenti par écrit à utiliser une autre installation fournie par l'exploitant jusqu'à ce que l'installation devienne disponible;
 - c) avant de consentir à utiliser l'autre installation, le client a été informé que s'il y consent, son argent ne sera pas détenu en fiducie en attendant la disponibilité, comme le prévoit l'article 70.

Payments through trustee

70.—(1) A trust corporation that is registered under the Loan and Trust Corporations Act may receive money from a customer and hold and distribute it as set out in this section if the money is payment for services that are not yet available under a prepaid services agreement and the corporation has agreed to act as a trustee for the customer.

Same

(2) A trustee who receives money from a customer shall at the same time provide the customer with written confirmation of the receipt and inform the customer of the terms upon which the money is held.

When trustee to refund money

(3) A trustee shall refund to a customer all money received from the customer if the services are not available on the day specified in the agreement unless the customer gives the trust corporation a written authorization to retain the money for a further period.

Same

(4) An authorization under subsection (3) is effective for ninety days or for the period set out in it, whichever is less, and may be renewed.

Same

(5) No trustee shall release to an operator or a customer funds received from the customer except in accordance with this section and the trust agreement.

Waiver invalid

71.—(1) A customer's waiver of a provision of this Part is not valid.

Limitation of rights prohibited

(2) No operator shall attempt to limit a customer's rights under this Act or waive the operator's duties under this Act.

Rights preserved

72. Nothing in this Act shall be interpreted to limit any right or remedy that a customer may have at law in respect of a prepaid services agreement.

PART V REPAIRS

Definitions

73. In this Part,

- "customer" means an individual in the case of the repair of a motor vehicle and a consumer in the case of the repair of other goods; ("client")
- "estimate" means an estimate of the total cost of work on or repair of goods; ("esti-
- "motor vehicle" means a motor vehicle as defined in the Highway Traffic Act; ("véhicule automobile")
- "part" includes a unit or assembly of parts or components; ("pièce")

- 70 (1) Une compagnie de fiducie qui est Fiduciaire inscrite aux termes de la Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie peut percevoir de l'argent d'un client, puis le détenir et le distribuer comme il est énoncé dans le présent article, si l'argent doit servir à payer pour des services qui ne sont pas encore disponibles aux termes d'un contrat de services prépayés et que la compagnie a accepté d'agir comme fiduciaire du client.
- (2) Le fiduciaire qui perçoit de l'argent Idem d'un client en confirme par écrit au client la réception et l'informe en même temps des conditions selon lesquelles l'argent est détenu.

(3) Le fiduciaire rembourse au client tout Remboursel'argent perçu de ce dernier si les services ne fiduciaire sont pas disponibles le jour précisé dans le contrat, sauf si le client autorise par écrit la compagnie de fiducie à retenir l'argent plus longtemps.

(4) L'autorisation visée au paragraphe (3) Idem est valable pendant quatre-vingt-dix jours ou pour la période qui y est indiquée, si cette dernière période est moindre, et peut être renouvelée.

(5) Nul fiduciaire ne doit remettre à l'ex- Idem ploitant ou au client les fonds perçus d'un client, sauf en conformité avec le présent article et le contrat de fiducie.

71 (1) Est nulle la renonciation par le Nullité de la

(2) Nul exploitant ne doit tenter de res- Interdiction treindre les droits d'un client prévus par la les droits présente loi ni de se soustraire aux obligations qui sont imposées à l'exploitant aux termes de la présente loi.

client à une disposition de la présente partie.

72 La présente loi n'a pas pour effet de Droits conserrestreindre les droits ou les recours qu'un client peut avoir en droit à l'égard d'un contrat de services prépayés.

PARTIE V RÉPARATIONS

73 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente partie.

- «client» S'entend d'un particulier s'il s'agit de la réparation de véhicules automobiles et d'un consommateur s'il s'agit de la réparation d'autres biens. («customer»)
- «estimation» Estimation du coût total des travaux ou des réparations à l'égard de biens. («estimate»)
- «pièce» S'entend notamment d'une unité ou d'un assemblage de pièces ou de composantes. («part»)
- «réparateur» Personne qui conclut un contrat avec un client pour effectuer des travaux

"repair", when used as a noun, includes restoration, reconditioning and refinishing and when used as a verb has a corresponding meaning; ("réparation")

"repairer" means a person who enters into an agreement with a customer for work on or repair to goods for compensation. ("réparateur")

Application of Part

74.-(1) This Part applies to,

- (a) every agreement with an individual for the repair of the individual's motor vehicle: and
- (b) every agreement with a consumer for the repair of goods if the cost of the repair is \$50 or more.

Same

(2) This Part applies to work on or repairs to real property but does not apply to renovations or improvements to real property.

Definition

75.—(1) In this section, "fee for an estimate" includes the cost of diagnosing the problem and the cost of parts that will have to be replaced and materials that will have to be used in order to complete the estimate.

No estimate fee to be charged

- (2) No person shall charge a fee for making a service call or giving an estimate to a customer unless the person tells the customer in advance,
 - (a) that a fee will be charged; and
 - (b) how much the fee is to be or how it is to be calculated.

Same

(3) No repairer shall charge a fee for an estimate if the customer authorizes the work or repairs and the repairer carries them out.

Exception

- (4) Despite subsection (3), a repairer may charge a fee for an estimate if,
 - (a) the repairer is unable to obtain, within a reasonable time, the customer's authorization to proceed with the work or repairs; and
 - (b) the repairer must reassemble the goods before they are worked on or repaired in order to free repair space.

Estimate to be given

- 76.-(1) No repairer shall charge a customer for working on or repairing goods unless before the repairer commences the work or repair,
 - (a) the repairer has given the customer an estimate;

- ou des réparations à l'égard de biens movennant rétribution. («repairer»)
- «réparation» S'entend notamment de la restauration, de la remise à neuf et de la remise en état. («repair»)
- «véhicule automobile» Véhicule automobile tel que le définit le Code de la route. («motor vehicle»)
- 74 (1) La présente partie s'applique à ce Application de la partie qui suit:

- a) tout contrat conclu avec un particulier en vue de la réparation du véhicule automobile du particulier;
- b) tout contrat conclu avec un consommateur en vue de la réparation de biens si le coût de la réparation est de 50 \$ ou plus.
- (2) La présente partie s'applique aux tra- Idem vaux ou aux réparations à l'égard de biens immeubles, mais non aux rénovations ou aux améliorations à l'égard de biens immeubles.

- 75 (1) Dans le présent article, «frais Définition d'estimation» s'entend notamment du coût du diagnostic ainsi que du coût des pièces à remplacer et des matériaux à utiliser pour établir l'estimation.
- (2) Nulle personne ne doit exiger de frais d'estimation pour faire une visite de dépannage ou donner exigés une estimation à un client à moins que la personne n'informe le client à l'avance :

- a) du fait que des frais seront exigés;
- b) du montant des frais et du mode de calcul des frais.
- (3) Nul réparateur ne doit exiger de frais Idem d'estimation si le client autorise les travaux ou les réparations et que le réparateur les effectue.

- (4) Malgré le paragraphe (3), un réparateur peut exiger des frais d'estimation si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) il est impossible au réparateur d'obtenir du client, dans un délai raisonnable, l'autorisation de procéder aux travaux ou aux réparations;
 - b) le réparateur est obligé d'assembler de nouveau les biens avant d'entamer les travaux ou les réparations afin de dégager l'espace réservé aux répara-
- 76 (1) Nul réparateur ne doit faire payer Obligation de de travaux ou de réparations à l'égard de estimation biens à un client à moins que, avant que le réparateur n'entame les travaux ou les réparations :
 - a) il ait donné une estimation au client;

Bill 98

- (b) the customer has informed the repairer that he or she does not require an estimate; or
- (c) in the circumstances it is reasonable for the repairer to conclude that the customer does not require an estimate.

Contents of estimate

(2) An estimate under subsection (1) shall include the price of the work or repair and the date by which it is to be completed.

Written estimate to be given

(3) If a customer requests a written estimate, no repairer shall charge the customer for working on or repairing goods without first giving the customer a written estimate for the work or repair.

Contents of written estimate

- (4) A written estimate shall include,
- (a) the date of the estimate;
- (b) the name, address and telephone number of both the customer and the repairer;
- (c) a description of the goods including the make, model and identification number, if any, of the goods;
- (d) a description of the work or repairs to be done;
- (e) the parts to be installed and a statement as to whether they will be new, remanufactured, rebuilt, reconditioned
- (f) the price of each part to be installed and of any materials to be used;
- (g) the number of hours to be billed, the hourly rate, the minimum charge for labour, if relevant, and the total cost of labour;
- (h) any additional charge and the reason for it:
- (i) the total amount to be billed to the customer for the work or repairs;
- (i) the date by which the work or repair is to be completed;
- (k) the date after which the estimate is no longer valid; and
- (1) the price, if any, of the estimate.

Same, motor vehicles

(5) In the case of a motor vehicle, the written estimate shall also include the licence number of the motor vehicle.

Repairer to meet estimated date for repairs

77.—(1) A repairer who enters into an agreement with a customer to work on or repair goods as provided in an estimate shall take all reasonable steps to complete the

- b) le client l'ait informé qu'il n'a pas besoin d'estimation;
- c) étant donné les circonstances, il soit raisonnable que le réparateur conclue que le client n'a pas besoin d'estima-
- (2) L'estimation prévue au paragraphe (1) comprend le prix des travaux ou des réparations ainsi que la date d'achèvement de ceuxci.

Contenu de l'estimation

(3) Si un client demande une estimation Obligation de écrite, nul réparateur ne doit faire payer de estimation travaux ou de réparations à l'égard des biens écrite au client sans lui avoir donné au préalable une estimation écrite pour les travaux ou les réparations.

Contenu de

l'estimation

écrite

- (4) L'estimation écrite comprend :
- a) la date de l'estimation;
- b) les nom, adresse et numéro de téléphone du client et du réparateur;
- c) une description des biens, notamment, le cas échéant, la marque, le modèle et le numéro d'identification des biens;
- d) une description des travaux ou des réparations à effectuer;
- e) une indication des pièces à poser et une mention précisant s'il s'agit de pièces neuves, refabriquées, reconstruites, remises à neuf ou usagées;
- f) une indication du prix de chaque pièce à poser et des matériaux à utiliser;
- g) le nombre d'heures facturables, le tarif horaire, le montant minimum exigé pour la main-d'oeuvre, le cas échéant, et le coût total de la main-d'oeuvre;
- h) une indication motivée de tout montant additionnel exigé;
- i) le montant total de la facture que recevra le client pour les travaux ou les réparations;
- i) une indication de la date d'achèvement des travaux ou des réparations;
- k) une indication de la date après laquelle l'estimation devient périmée;
- 1) le prix de l'estimation, s'il y en a un.
- (5) Dans le cas d'un véhicule automobile, l'estimation écrite comprend en outre le numéro d'immatriculation du véhicule automobile.

Idem, véhicu-

77 (1) Le réparateur qui conclut un con-Respect du trat avec un client en vue d'effectuer des tra- pour les répavaux ou des réparations à l'égard de biens rations comme le prévoit une estimation prend toutes les mesures raisonnables pour achever les

work or repairs by the estimated date for completion.

Inform customer of

(2) If it becomes apparent to the repairer that the repairer is unable to complete the work or repairs by the estimated date for completion, the repairer shall immediately inform the customer of that fact.

Posting of signs, motor vehicle repairs

- 78.—(1) Every repairer of motor vehicles shall post signs as prescribed by the regulations in a place clearly visible to prospective customers stating,
 - (a) that written estimates are available on request;
 - (b) whether there is a charge for an esti-
 - (c) what the applicable labour charges are including,
 - (i) the hourly rate,
 - (ii) whether a rate predetermining the length of time required for the work or repairs will be applied, and
 - (iii) whether a commission is payable;
 - (d) that replaced parts will be available to the customer after the work or repairs; and
 - (e) that complaints may be directed to the regional office of the Ministry of Consumer and Commercial Relations and what the telephone number of that office is.

Exception

- (2) Clause (1) (e) does not apply to a repairer who puts on all repair orders and invoices that go to customers,
 - (a) a statement that complaints may be directed to the regional office of the Ministry of Consumer and Commercial Relations; and
 - (b) the telephone number of that office.

Return of parts

79.-(1) Every repairer shall offer to return to the customer all parts removed in the course of work or repairs unless the customer has told the repairer that he or she does not require the return of the parts.

Parts kept separate

(2) Every repairer shall keep the parts the repairer has removed from a customer's goods separate from parts removed from other goods and, if their return is requested by the customer, shall return the parts in a clean container.

Exception

- (3) Subsections (1) and (2) do not apply,
- (a) if the repairer has notified the customer before entering into the agree-

travaux ou les réparations dans le délai d'achèvement prévu.

(2) S'il appert au réparateur qu'il lui est Obligation impossible de terminer les travaux ou les d'un retard réparations dans le délai d'achèvement prévu, le réparateur en informe immédiatement le client.

37

78 (1) Le réparateur de véhicules auto- Affichage mobiles affiche, de la manière prescrite par réparation de les règlements et dans un endroit que les véhicules clients éventuels peuvent voir clairement, des écriteaux précisant :

automobiles

- a) qu'une estimation écrite sera établie sur demande;
- b) si un montant est exigé pour l'estimation:
- c) quels sont les frais de main-d'oeuvre, notamment:
 - (i) quel est le tarif horaire,
 - (ii) si un taux fixant à l'avance la durée des travaux ou des réparations s'appliquera,
 - (iii) si une commission est exigible;
- d) que les pièces remplacées sont à la disposition du client après les travaux ou les réparations;
- e) que les plaintes peuvent être adressées au bureau régional du ministère de la Consommation et du Commerce et quel en est le numéro de téléphone.
- (2) L'alinéa (1) e) ne s'applique pas au Exception réparateur qui fait figurer sur toutes les commandes et factures de réparation remises aux clients:

- a) une mention précisant que les plaintes peuvent être adressées au bureau régional du ministère de la Consommation et du Commerce;
- b) le numéro de téléphone de ce bureau.
- 79 (1) Le réparateur offre de rendre au Les pièces client toutes les pièces enlevées au cours des au client travaux ou des réparations, à moins que le client ne l'avise qu'il n'est pas nécessaire de les lui rendre.

(2) Le réparateur sépare les pièces enle- Mise de côté vées des biens du client des pièces enlevées d'autres biens. Il les rend, dans un contenant propre, au client qui en fait la demande.

- (3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appli- Exception quent pas, selon le cas:
 - a) si le réparateur a avisé le client, avant de conclure le contrat relatif aux tra-

ment for the work or repair that the price is based on the repairer's right to retain or exchange the parts;

- (b) if the return of the parts is prohibited by law:
- (c) if no charge is made for the replacement parts; or
- (d) if the parts are replaced under a warranty that requires their return to the manufacturer or distributor.

No charge for unauthorized repairs

80.-(1) No repairer shall charge a customer for work or repairs that the customer has not authorized.

Authorization by telephone

- (2) If a customer authorizes a repairer by telephone to work on or repair a motor vehicle, the authorization is not effective unless the repairer records,
 - (a) the name and telephone number of the customer: and
 - (b) the date and time of the authorization.

Limitation on charge

81. If a repairer has given a customer an estimate to work on or repair goods, the repairer shall not charge the customer an amount that exceeds the estimate by more than 10 per cent.

Invoice

- 82.—(1) Every repairer who completes work or repairs for a customer shall give to the customer at the time of returning the goods an invoice setting out,
 - (a) the date of the invoice;
 - (b) the name and address of the customer;
 - (c) the name, address and telephone number of the repairer;
 - (d) a description of the goods including the make, model and identification number, if any, of the goods;
 - (e) a description of the work or repairs done;
 - (f) the parts installed and a statement as to whether they are new, remanufactured, rebuilt, reconditioned or used;
 - (g) the price of each part installed and of any materials used;
 - (h) the number of hours billed, the hourly rate, the minimum charge for labour, if relevant, and the total cost of labour;

- vaux ou aux réparations, que le prix est fondé sur le droit qu'a le réparateur de conserver ou d'échanger les pièces;
- b) si la loi interdit de rendre les pièces;
- c) si aucun montant n'est exigé pour les pièces de rechange;
- d) si les pièces sont remplacées dans le cadre d'une garantie qui exige leur renvoi au fabricant ou au distributeur.
- 80 (1) Nul réparateur ne doit faire payer Aucun monau client des travaux ou des réparations que celui-ci n'a pas autorisés.

tant n'est exigé pour des réparations non autorisées

par téléphone

- (2) Si un client autorise par téléphone un Autorisation réparateur à effectuer des travaux ou des réparations à l'égard d'un véhicule automobile, l'autorisation n'est valable que si le réparateur consigne les renseignements suivants:
 - a) les nom et numéro de téléphone du client;
 - b) la date et l'heure à laquelle l'autorisation est donnée.
- 81 Si un réparateur a donné une estima- Limite tion à un client pour des travaux ou des réparations à l'égard de biens, le réparateur ne doit pas exiger du client un montant qui excède l'estimation de plus de 10 pour cent.

- 82 (1) Le réparateur qui termine des tra-Facture vaux ou des réparations pour le compte d'un client donne à ce dernier, au moment de rendre les biens, une facture où figurent les renseignements suivants:
 - a) la date de la facture;
 - b) les nom et adresse du client;
 - c) les nom, adresse et numéro de téléphone du réparateur;
 - d) une description des biens, notamment, le cas échéant, la marque, le modèle et le numéro d'identification des biens;
 - e) une description des travaux ou des réparations effectués;
 - f) une indication des pièces posées et une mention précisant s'il s'agit de pièces neuves, refabriquées, reconstruites, remises à neuf ou usagées;
 - g) une indication du prix de chaque pièce posée et des matériaux utilisés;
 - h) le nombre d'heures facturées, le tarif horaire, le montant minimum exigé pour la main-d'oeuvre, le cas échéant, et le coût total de la main-d'oeuvre;

- (i) any additional charge and the reason for it;
- (i) the total amount billed to the customer for working on or repairing the
- (k) the terms of any warranty on the work or repair.

Same, motor vehicles

- (2) In the case of a motor vehicle, the invoice shall also set out.
 - (a) the licence number of the motor vehi-
 - (b) the date on which the motor vehicle is returned to the customer; and
 - (c) the odometer reading at the time of the return.

Same, work under warranty

(3) Subsection (1), excluding clauses (1) (f), (g), (h) and (i), applies even if work is done under a warranty for which there is no charge.

Warranty for repair of motor vehicles

83.—(1) A repairer who enters into an agreement to work on or repair a motor vehicle shall be deemed to warrant the parts installed and the labour required to install them for a minimum of ninety days or 5,000 kilometres, whichever comes first.

Same

(2) The period of the warranty under subsection (1) for a motorcycle or motor assisted bicycle is thirty days or 1,500 kilometres, whichever comes first, and not as set out in subsection (1).

No liability if disclosure

- (3) A repairer is not liable to a customer under subsection (1) if before entering into the agreement the repairer clearly discloses to the customer,
 - (a) that the motor vehicle is likely to remain in an unreliable condition after the work or repair; or
 - (b) that the motor vehicle cannot reasonably be expected to sustain the work or repair.

Determining liability

- (4) A court in determining whether a repairer is liable under this section may consider whether,
 - (a) the motor vehicle has been subjected to abuse;

- i) une indication motivée de tout montant additionnel exigé;
- j) le montant total de la facture qu'a reçue le client pour les travaux ou les réparations à l'égard des biens;
- k) les conditions de la garantie couvrant les travaux ou les réparations.
- (2) Dans le cas d'un véhicule automobile, la facture comprend également :

Idem, véhicules automobi-

- a) le numéro d'immatriculation du véhicule automobile;
- b) la date à laquelle le véhicule automobile est rendu au client:
- c) une indication du nombre de kilomètres au compteur au moment où le véhicule automobile est rendu au client.
- (3) Le paragraphe (1), à l'exception des Idem, travaux alinéas (1) f), g), h) et i), s'applique même aux travaux effectués gratuitement en appli- d'une garancation d'une garantie.

effectués en application

83 (1) Le réparateur qui conclut un con- Garantie, trat en vue d'effectuer des travaux ou des véhicules réparations à l'égard d'un véhicule automo- automobiles bile est réputé garantir les pièces qu'il pose ainsi que la main-d'oeuvre nécessaire à leur pose au moins jusqu'à l'expiration d'une période de quatre-vingt-dix jours ou jusqu'à ce que le compteur indique 5 000 kilomètres de plus, selon la première de ces deux éventualités à se réaliser.

- (2) La garantie visée au paragraphe (1) Idem dans le cas d'une motocyclette ou d'un cyclomoteur est valable jusqu'à l'expiration d'une période de trente jours ou jusqu'à ce que le compteur indique 1 500 kilomètres de plus, selon la première de ces deux éventualités à se réaliser, et non comme prévu au paragraphe (1).
- (3) Le réparateur n'est pas responsable Aucune resenvers un client aux termes du paragraphe cas de divul-(1) si, avant de conclure le contrat, il divul- gation gue clairement au client :

- a) soit que le véhicule automobile demeurera vraisemblablement, après les travaux ou les réparations, dans un état qui le rend peu fiable;
- b) soit qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre que le véhicule automobile puisse supporter les travaux ou les réparations.
- (4) Lorsqu'il détermine si un réparateur Établissement est responsable aux termes du présent article, sabilité le tribunal peut examiner si :
 - a) le véhicule automobile a fait l'objet d'un usage abusif;

- (b) the motor vehicle has been used in an improper way; or
- (c) the reasonable maintenance of the motor vehicle has been neglected.

Recovery of costs after emergency repairs

- **84.**—(1) A person entitled to a warranty under section 83 may recover from a repairer the amount paid to a subsequent repairer for work or repairs to which the warranty applies plus reasonable towing charges if,
 - (a) the motor vehicle became inoperable or unsafe to drive because of a failure or inadequacy of the original work or repairs;
 - (b) it was not reasonable for the person having charge of the motor vehicle to return it or have it returned to the original repairer;
 - (c) the subsequent repairer was located closer to the vehicle, did the work or made the repair; and
 - (d) the subsequent repairer's work or repair was necessary to make the vehicle operable or safe to drive.

Same

(2) A person who seeks to recover costs from a repairer under this section shall give the repairer a copy of the subsequent repairer's invoice.

Return of parts

(3) A person who seeks to recover costs from a repairer under this section shall return all replaced parts to the repairer, on the request and at the expense of the repairer, unless, in the circumstances, it is not reasonably possible for the customer to

Reimbursement

(4) If a repairer is required under this section to make a payment to a person, the repairer is entitled to recover the amount of the payment from the person who supplied the replaced part if the subsequent repairer's work or repair was necessary because of the replaced part.

Enforcement of right

(5) The customer may recover an amount to which he or she is entitled under this section in a court of competent jurisdiction.

Warranty for repair of other goods

85.—(1) A repairer who enters into an agreement with a consumer to work on or repair goods other than a motor vehicle shall be deemed to give to the consumer a warranty on the work or repairs, including all parts and labour, for a minimum of ninety days.

- b) le véhicule automobile a été mal utilisé:
- c) l'entretien raisonnable du véhicule automobile a été négligé.
- 84 (1) La personne qui a droit à une Recouvregarantie en vertu de l'article 83 peut recou- coûts en cas vrer auprès d'un réparateur le montant versé de réparaà un réparateur subséquent pour des travaux ou des réparations auxquels s'applique la garantie ainsi que des frais de remorquage raisonnables si:

- a) la conduite du véhicule automobile est devenue impossible ou dangereuse du fait de l'inefficacité ou de l'insuffisance des premiers travaux ou des premières réparations;
- b) il n'était pas raisonnable pour la personne ayant la charge du véhicule automobile de le rendre ou de le faire rendre au premier réparateur;
- c) le réparateur subséquent avait son atelier plus proche ou a effectué les travaux ou les réparations;
- d) les travaux ou les réparations du réparateur subséquent s'imposaient pour que la conduite du véhicule devienne possible ou sûre.

(2) La personne qui cherche à recouvrer Idem des coûts auprès d'un réparateur en vertu du présent article donne à ce dernier une copie de la facture du réparateur subséquent.

(3) La personne qui cherche à recouvrer Les pièces des coûts auprès d'un réparateur en vertu du au réparateur présent article rend toutes les pièces qui ont été remplacées au réparateur, à la demande et aux frais de ce dernier, sauf si les circonstances ne permettent pas raisonnablement au client de le faire.

- (4) Si un réparateur est tenu, aux termes Remboursedu présent article, de faire un paiement à une personne, il a le droit de recouvrer le montant du paiement auprès de la personne qui a fourni la pièce qui a été remplacée si les travaux ou les réparations du réparateur subséquent ont été occasionnés par la pièce remplacée.
- (5) Le client peut recouvrer le montant auquel il a droit en vertu du présent article auprès d'un tribunal compétent.
- 85 (1) Le réparateur qui conclut avec un Garantie, consommateur un contrat en vue d'effectuer d'autres biens des travaux ou des réparations à l'égard de biens autres qu'un véhicule automobile est réputé donner au consommateur une garantie sur les travaux et les réparations, notamment sur toutes les pièces et la main-d'oeuvre, pendant un minimum de quatre-vingt-dix jours.

Respect d'un

No liability if disclosure

- (2) A repairer is not liable to a consumer under subsection (1) if before entering into the agreement the repairer clearly discloses to the consumer.
 - (a) that the goods are likely to remain in an unreliable condition after the work or repair; or
 - (b) that the goods cannot reasonably be expected to sustain the work or repair.

Determining liability

- (3) A court in determining whether a repairer is liable under this section may consider whether,
 - (a) the consumer has subjected the goods to abuse:
 - (b) the consumer has used the goods in an improper way; or
 - (c) the consumer has neglected the reasonable maintenance of the goods.

Warranty to be in writing

(4) A repairer of prescribed goods who enters into an agreement to work on or repair a consumer's goods shall give the person a written warranty respecting those repairs for a period equal to or greater than the period of the warranty given under this section.

Calculation of term of warranty

86. A person who determines the expiry date of a warranty on work or repairs to goods shall not take into account the period, if any, during which the consumer is deprived of the use of the goods because of further repairs to which that warranty would apply.

Limit on liability prohibited

87.—(1) No repairer who is liable to a person for a warranty under section 83 or 85 shall claim to have the sole authority to determine the validity of the person's rights under that warranty.

Limit of no force or effect

(2) A claim by a repairer who is liable to a person for a warranty that the repairer has sole authority to determine the validity of the person's rights under the warranty is of no force or effect.

Consistent charge

88. No person shall give an estimate or charge an amount for working on or repairing goods that is greater than that usually given or charged by that person for the same work or repair merely because the cost is to be paid, directly or indirectly, by an insurance company registered under the Insurance Act.

- (2) Le réparateur n'est pas responsable Aucune resenvers un consommateur aux termes du paragraphe (1) si, avant de conclure le contrat, il gation divulgue clairement au consommateur :
 - a) soit que les biens demeureront vraisemblablement, après les travaux ou les réparations, dans un état qui les rend peu fiables;
 - b) soit qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre que les biens puissent supporter les travaux ou les réparations.
- (3) Lorsqu'il détermine si un réparateur Établissement est responsable aux termes du présent article, sabilité le tribunal peut examiner si :

- a) le consommateur a fait un usage abusif des biens:
- b) le consommateur a mal utilisé les hiens.
- c) le consommateur a négligé l'entretien raisonnable des biens.
- (4) Le réparateur de biens prescrits qui Garantie conclut un contrat en vue d'effectuer des travaux ou des réparations à l'égard des biens d'un consommateur donne à la personne une garantie écrite relativement aux réparations pour une période égale ou supérieure à la période prévue dans la garantie donnée aux termes du présent article.

86 La personne qui détermine la date Calcul de la d'expiration d'une garantie relative à des tra-garantie vaux ou des réparations à l'égard de biens ne doit pas tenir compte de la période, s'il en est, durant laquelle le consommateur est privé de l'usage des biens en raison de réparations additionnelles auxquelles cette garantie s'appliquerait.

87 (1) Nul réparateur qui est responsable Interdiction envers une personne d'une garantie prévue à responsabilité l'article 83 ou 85 ne doit prétendre être seul habilité à déterminer la validité des droits de la personne prévus par la garantie.

(2) La prétention d'un réparateur qui est Limite sans responsable d'une garantie envers une personne, selon laquelle le réparateur est seul habilité à déterminer la validité des droits de la personne prévus par la garantie, est sans effet.

88 Nulle personne ne doit, relativement à Montant stades travaux ou à des réparations à l'égard de biens, donner une estimation ou une facture d'un montant supérieur au montant habituellement indiqué sur l'estimation par cette personne ou faire payer un montant supérieur au montant habituellement exigé par cette personne pour des travaux ou des réparations identiques uniquement parce que le coût doit être payé, directement ou indirectement, par une compagnie d'assurance inscrite aux termes de la Loi sur les assurances.

Illegal charges not payable

89.—(1) No charge made in contravention of this Part is collectable or payable.

Recovery

(2) Any payment of a charge that was levied in contravention of this Part is recoverable by the person who made the payment in a court of competent jurisdiction.

Copies of signed documents

90. If a repairer requires a customer to sign a document, the repairer shall give the customer a copy of the document at the time he or she signs it.

Rights preserved

91. Nothing in this Part shall be interpreted to limit any right or remedy that a customer may have at law in respect of a

Part binds Crown

92. This Part binds the Crown in right of Ontario and its agencies when it repairs goods in competition with other persons repairing similar goods.

PART VI ENFORCEMENT POWERS OF MINISTRY

Definition

93. In this Part, "record" includes a book of account, bank book, voucher, receipt, correspondence and any other document regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form.

Director

94.-(1) The Minister of Consumer and Commercial Relations shall appoint an officer of the Ministry to be the Director for the purposes of this Act.

Delegation

(2) With the approval of the Deputy Minister, the Director may appoint one or more deputy directors and may delegate his or her powers or duties to them, subject to any conditions set out in the delegation.

Director's

- 95.-(1) The Director shall,
- (a) make information public for the purpose of educating and advising consumers of their rights under this Act;
- (b) administer and enforce this Act and the regulations; and
- (c) perform any other duties given to the Director under this or any other Act.

Designation as investigators

(2) The Director shall designate one or more employees of the Ministry to be investi-

Certificate of appointment

(3) The Director shall issue to every investigator a certificate of appointment, bearing the Director's signature or a facsimile of it.

89 (1) Un montant exigé en contravention à la présente partie n'est pas recouvrable ni payable.

(2) Tout montant exigé en contravention à Recouvrela présente partie et payé est recouvrable devant un tribunal compétent par la personne qui a effectué le paiement.

90 Si un réparateur demande à un client Copies de documents de signer un document, il donne au client signés une copie du document au moment où ce dernier le signe.

91 La présente partie n'a pas pour effet Droits conserde restreindre les droits ou les recours qu'un client peut avoir en droit à l'égard d'une réparation.

92 La présente partie lie la Couronne du La partie lie chef de l'Ontario et ses organismes lorsqu'ils effectuent des réparations à l'égard de biens en concurrence avec d'autres personnes qui effectuent des réparations sur des biens semblables.

PARTIE VI POUVOIRS EXÉCUTIFS DU MINISTÈRE

93 Dans la présente partie, «dossier» Définition s'entend notamment d'un livre de compte, d'un carnet de banque, d'une pièce comptable, d'un recu, de la correspondance et de tout autre document, que le dossier soit sur papier, sur support électronique ou photographique ou sous une autre forme.

94 (1) Le ministre de la Consommation et du Commerce nomme un fonctionnaire du ministère à titre de directeur pour l'application de la présente loi.

Directeur

(2) Avec l'approbation du sous-ministre, Délégation le directeur peut nommer un ou plusieurs directeurs adjoints et peut leur déléguer ses pouvoirs ou fonctions, sous réserve des conditions énoncées dans la délégation.

95 (1) Le directeur:

Fonctions du directeur

- a) rend publics des renseignements afin de renseigner les consommateurs et de leur faire connaître leurs droits aux termes de la présente loi;
- b) applique et exécute la présente loi et les règlements;
- c) exerce toute autre fonction qui est confiée au directeur aux termes de la présente loi ou de toute autre loi.
- (2) Le directeur désigne un ou plusieurs employés du ministère à titre d'enquêteurs.

Désignation à

(3) Le directeur délivre à chaque enquê- Attestation teur une attestation de nomination portant la tion signature du directeur ou un fac-similé de celle-ci.

Production of certificate

(4) Every investigator, in the exercise of his or her powers or duties, shall produce his or her certificate of appointment upon request.

INVESTIGATION OF COMPLAINTS

Duties of investigator

96.—(1) An investigator shall carry out the duties assigned to him or her by the Director.

Powers of investigator to enter

- (2) For the purpose of carrying out an investigation, an investigator may,
 - (a) enter any place at any reasonable time:
 - (b) inquire into and examine the records, transactions, business affairs, management and practices of a person against whom a complaint has been made;
 - (c) request the production for examination of records or things that may be relevant to the investigation.

Same

(3) Upon giving a receipt for them, an investigator may remove from a place records or things produced for examination in order to make copies or extracts and shall promptly return them to the person who produced them unless they are required for evidence and copies of them cannot be made.

Expert assistance

(4) An investigator may call upon any expert he or she considers necessary to assist in the investigation of a complaint.

Entry to dwellings

(5) A person shall not exercise a power of entry to enter a place that is being used as a dwelling without the consent of the occupier except under the authority of a warrant issued under section 97.

Warrant to enter and search

- **97.**—(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing the person named in the warrant to enter a place and search it for any records or things relevant to an investigation if the justice of the peace is satisfied on evidence upon oath that there is reasonable ground to believe that,
 - (a) a person has contravened, is contravening or is about to contravene,
 - (i) this Act or the regulations, or
 - (ii) an order or assurance of voluntary compliance made under this Act; and
 - (b) there are in the place records or things that will afford evidence relevant to the contravention.

(4) Dans l'exercice de ses pouvoirs ou de ses fonctions, chaque enquêteur produit, sur demande, son attestation de nomination.

Production de l'attestation

ENQUÊTE SUR LES PLAINTES

96 (1) L'enquêteur exerce les fonctions Fonctions de que lui assigne le directeur.

(2) L'enquêteur peut, dans le cadre d'une Pouvoirs de enquête:

pénétrer de l'enquêteur

- a) pénétrer à toute heure raisonnable dans un endroit quelconque;
- b) enquêter sur les dossiers, les opérations, les activités commerciales, la gestion et les pratiques d'une personne contre qui a été portée une plainte, et examiner ceux-ci;
- c) demander la production, aux fins d'examen, de dossiers ou de choses qui peuvent se rapporter à l'enquête.
- (3) Après avoir donné un récépissé à cet Idem effet, l'enquêteur peut enlever d'un endroit des choses ou des dossiers produits aux fins d'examen afin d'en tirer des copies ou des extraits. Il les retourne promptement à la personne qui les a produits, à moins qu'ils ne soient requis comme preuve et qu'il ne puisse en être tiré de copies.

(4) L'enquêteur peut faire appel aux Aide d'un experts qu'il juge nécessaires pour l'aider à enquêter sur une plainte.

(5) Une personne ne doit pas exercer un Accès à des pouvoir de pénétrer dans un endroit utilisé comme logement sans le consentement de l'occupant si ce n'est en vertu d'un mandat décerné aux termes de l'article 97.

97 (1) Un juge de paix peut décerner un mandat autorisant la personne dont le nom y figure à pénétrer et à perquisitionner dans un endroit pour y chercher des dossiers ou des choses se rapportant à une enquête s'il est convaincu, sur la foi d'un témoignage fait sous serment, qu'il existe un motif raisonnable de croire ce qui suit :

- a) une personne a contrevenu, contrevient ou est sur le point de contrevenir, selon le cas:
 - (i) à la présente loi ou aux règlements.
 - (ii) à un ordre donné, à une ordonnance rendue ou à une promesse d'observation volontaire donnée aux termes de la présente loi;
- b) il se trouve, dans cet endroit, des dossiers ou des choses qui fourniront une preuve se rapportant à la contravention.

1993

Remove things

(2) A warrant issued under this section authorizes the person named in the warrant, upon giving a receipt for it, to remove any record or thing relevant to the possible contravention.

Things to be returned promptly

(3) A record or thing removed under the authority of a warrant shall be returned promptly to the place from which it was removed unless a copy of it cannot be made and it is required for evidence.

and expiry of warrant

- (4) A warrant issued under this section,
- (a) shall specify the hours and days during which it may be executed; and
- (b) shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after its issue.

Extension of

(5) A justice of the peace may extend the date on which a warrant expires for an additional period of no more than thirty days before or after the warrant expires upon application without notice by the person named in it.

Use of force

(6) A warrant issued under this section authorizes the person named in the warrant to call on police officers as necessary and to use whatever force is necessary to execute the warrant.

Assistance

(7) A warrant issued under this section authorizes the person named in the warrant to call upon any expert he or she considers necessary to assist in executing the warrant.

Computer search

(8) A warrant issued under this section authorizes the person named in the warrant to use any data storage, processing or retrieval device or system necessary to produce a record in readable form.

Time of execution

(9) A warrant issued under this section shall be executed between the hours of 7 a.m. and 9 p.m., unless otherwise ordered.

Search without warrant

- 98.—(1) An investigator may enter a place and search it for any record or thing relevant to an investigation if the investigator believes on reasonable and probable grounds
 - (a) delay in obtaining a warrant under section 97 could lead to the immediate destruction, removal or loss of evidence; and
 - (b) there is sufficient evidence for the issue of a warrant under section 97.

(2) Subsections 97 (2), (3), (6), (7), (8) and (9) apply with necessary modifications to an investigator acting under this section.

- (2) Le mandat décerné en vertu du pré- Enlèvement sent article autorise la personne dont le nom v figure, après qu'elle a donné un récépissé à cet effet, à enlever un dossier ou une chose se rapportant à la contravention possible.
- (3) Les dossiers ou les choses enlevés en Obligation de vertu d'un mandat sont retournés promptement à l'endroit d'où ils ont été enlevés, à promptement moins qu'il ne puisse en être tiré de copies et qu'ils ne soient requis comme preuve.

retourner les

(4) Le mandat décerné en vertu du pré- Exécution et sent article:

expiration du mandat

- a) doit préciser les heures et les jours où il peut être exécuté;
- b) doit préciser sa date d'expiration, laquelle ne doit pas dépasser de plus de trente jours la date à laquelle il a été décerné
- (5) Un juge de paix peut reporter à la fin Prorogation d'une période additionnelle de trente jours au plus la date d'expiration d'un mandat, avant ou après la date d'expiration du mandat, sur demande sans préavis de la personne dont le nom y figure.

(6) Le mandat décerné en vertu du pré- Utilisation de sent article autorise la personne dont le nom y figure à demander l'aide des agents de police et à utiliser la force jugés nécessaires à l'exécution du mandat.

(7) Le mandat décerné en vertu du pré- Aide sent article autorise la personne dont le nom y figure à faire appel aux experts qu'il juge nécessaires pour l'aider à exécuter le mandat.

Recherche informatique

- (8) Le mandat décerné en vertu du présent article autorise la personne dont le nom y figure à utiliser les dispositifs ou les systèmes de mise en mémoire, de traitement ou d'extraction des données jugés nécessaires à la production d'un dossier sous une forme lisible.
- (9) Sauf ordre à l'effet contraire, le man-Heures d'exécution dat décerné en vertu du présent article est
- 98 (1) L'enquêteur peut pénétrer et perquisitionner dans un endroit pour y chercher un dossier ou une chose se rapportant à une enquête s'il a des motifs raisonnables et probables de croire ce qui suit :

exécuté entre 7 h et 21 h.

a) un retard dans l'obtention du mandat prévu à l'article 97 pourrait entraîner la destruction, la perte ou l'enlève-

b) il existe suffisamment de preuves pour que soit décerné un mandat en vertu de l'article 97.

ment immédiats de preuves;

(2) Les paragraphes 97 (2), (3), (6), (7), (8) et (9) s'appliquent, avec les adaptations

Perquisition sans mandat

Same

Same

(3) An investigator who enters and searches a place under this section shall appear before a justice of the peace as soon as is practicable after doing so and shall produce all records seized and all copies and extracts made from records and, if requested by the justice, other things seized.

Obstruction

99.—(1) No person shall hinder, obstruct or interfere with an investigator in the execution of a warrant or otherwise impede an investigator in carrying out his or her duties under this Act.

Person to assist

(2) A person who is required to produce a record for an investigator under this Part shall, on request, provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce a record in readable form.

ORDER FOR COMPLIANCE

Order for compliance

- **100.**—(1) The Director may propose to make an order that a person stop contravening this Act or not contravene this Act if,
 - (a) an individual makes a statement under oath to the Director in which the individual.
 - (i) alleges that the person is contravening, has contravened or is about to contravene this Act, and
 - (ii) sets out facts supporting that allegation; and
 - (b) the Director believes on reasonable and probable grounds that the person is contravening, has contravened or is about to contravene this Act.

Notice of proposal

(2) The Director shall serve notice of a proposal under subsection (1) together with written reasons for the proposal on each person to be named in the order.

Contents of notice

(3) The notice shall state that the person receiving the notice is entitled to a hearing by The Commercial Registration Appeal Tribunal if, within fifteen days after receiving the Director's notice, the person mails or delivers to the Director and the Tribunal a written notice requiring a hearing.

Right to hearing

(4) A person who receives a notice of a proposal may require a hearing as set out in the notice.

nécessaires, à l'enquêteur qui agit aux termes du présent article.

(3) L'enquêteur qui pénètre et perquisi- Idem tionne dans un endroit en vertu du présent article comparaît devant un juge de paix dès que possible après l'avoir fait et produit tous les dossiers saisis et toutes les copies ou tous les extraits tirés des dossiers, ainsi que les autres choses saisies si le juge le demande.

99 (1) Aucune personne ne doit gêner Entrave ou entraver un enquêteur dans l'exécution d'un mandat ni empêcher celui-ci de quelque autre façon d'exercer ses fonctions aux termes de la présente loi.

(2) La personne qui est tenue de produire Obligation un dossier pour un enquêteur aux termes de la personne la présente partie fournit, sur demande, l'aide jugée raisonnablement nécessaire. Elle utilise notamment les dispositifs ou les systèmes de mise en mémoire, de traitement ou d'extraction des données nécessaires à la production d'un dossier sous une forme lisible.

ORDRE D'OBSERVATION

100 (1) Le directeur peut avoir l'inten-Ordre d'obtion de donner un ordre voulant soit qu'une personne cesse de contrevenir à la présente loi, soit qu'elle ne contrevienne pas à la présente loi si les conditions suivantes sont réunies:

- a) un particulier fait au directeur une déclaration sous serment dans laquelle le particulier:
 - (i) allègue que la personne contrevient, a contrevenu ou est sur le point de contrevenir à la présente loi.
 - (ii) énonce des faits à l'appui de son allégation;
- b) le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire que la personne contrevient, a contrevenu ou est sur le point de contrevenir à la présente loi.
- (2) Le directeur signifie, motifs écrits à Avis d'intenl'appui, un avis de l'intention visée au paragraphe (1) à chaque personne dont le nom figure dans l'ordre.

Contenu de

- (3) L'avis énonce que la personne qui reçoit l'avis a droit à une audience devant la Commission d'appel des enregistrements commerciaux si, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'avis du directeur, la personne envoie par la poste ou remet au directeur et à la Commission un avis écrit demandant une audience.
- (4) La personne qui reçoit un avis d'inten- Droit à une tion peut demander une audience tel que l'énonce l'avis.

1993

If hearing not required

(5) If the person does not require a hearing within fifteen days after receiving the Director's notice, the Director may make the proposed order.

Order for compliance without proposal

- **101.**—(1) The Director may order a person to stop contravening this Act and the regulations or to not contravene this Act and the regulations without first serving a proposal under section 100 if,
 - (a) an individual makes a statutory declaration to the Director in which the individual.
 - (i) alleges that the person is contravening, has contravened or is about to contravene this Act or the regulations, and
 - (ii) sets out facts supporting that allegation;
 - (b) the Director, based on the statutory declaration, finds reasonable and probable grounds to believe that the person is contravening, has contravened or is about to contravene this Act or the regulations; and
 - (c) the Director believes it is necessary to make an immediate order to protect the public.

Same

(2) The Director shall serve a copy of the order together with written reasons for it on each person named in it and it takes effect upon being served.

Same

(3) The copy shall inform each person receiving it that the person is entitled to a hearing by The Commercial Registration Appeal Tribunal if, within fifteen days after receiving the Director's notice, the person serves on the Director a written notice requiring a hearing.

Right to hearing

(4) A person who receives the copy may require a hearing as set out in it.

Expiry of

(5) If a person requires a hearing, the order expires fifteen days after the person mails or delivers the written notice requiring the hearing.

If hearing required

102.—(1) If a person requires a hearing under section 100 or 101, The Commercial Registration Appeal Tribunal shall schedule and hold the hearing.

Parties

(2) The Director, the person who requires the hearing and any other persons the Tribunal may specify are parties to the hearing.

Extension of

(3) The Tribunal, on motion with notice to all parties, may extend the time at which an order made under section 101 is to expire.

(5) Si la personne ne demande pas d'au- Absence de dience dans les quinze jours qui suivent la d'audience réception de l'avis du directeur, celui-ci peut donner l'ordre projeté.

servation sans

- 101 (1) Le directeur peut, sans avoir Ordre d'obd'abord signifié l'avis d'intention visé à l'article 100, ordonner à une personne soit de ces- tion ser de contrevenir à la présente loi et aux règlements, soit de ne pas contrevenir à la présente loi et aux règlements si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) un particulier fait au directeur une déclaration solennelle dans laquelle le particulier:
 - (i) allègue que la personne contrevient, a contrevenu ou est sur le point de contrevenir à la présente loi ou aux règlements,
 - (ii) énonce des faits à l'appui de son allégation;
 - b) le directeur, se fondant sur la déclaration solennelle, trouve des motifs raisonnables et probables de croire que la personne contrevient, a contrevenu ou est sur le point de contrevenir à la présente loi ou aux règlements;
 - c) le directeur croit qu'il est nécessaire de donner un ordre immédiat afin de protéger le public.

(2) Le directeur signifie, motifs écrits à Idem l'appui, une copie de l'ordre à chaque personne dont le nom figure dans l'ordre, lequel prend effet dès qu'il est signifié.

- (3) La copie informe chaque personne qui Idem la reçoit que la personne a droit à une audience devant la Commission d'appel des enregistrements commerciaux si, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'avis du directeur, la personne signifie au directeur un avis écrit demandant une audience.
- (4) La personne qui reçoit la copie peut demander une audience tel que l'énonce la

Droit à une

(5) Si une personne demande une audience, l'ordre expire quinze jours après que la personne a mis à la poste ou remis l'avis écrit demandant l'audience.

Expiration de

102 (1) Si une personne demande une Demande audience en vertu de l'article 100 ou 101, la Commission d'appel des enregistrements commerciaux fixe l'audience et tient celle-ci.

- (2) Le directeur, la personne qui demande Parties l'audience et les autres personnes que peut préciser la Commission sont parties à l'au-
- (3) La Commission, sur motion avec préa-Report de la vis à toutes les parties, peut reporter la date tion

47

Order of Tribunal

- (4) The Tribunal may,
- (a) by order, confirm or set aside an order made under section 101; or
- (b) order the Director to take whatever action the Tribunal considers the Director ought to take to give effect to the purposes of this Act.

Opinion substituted

(5) In making an order, the Tribunal may substitute its opinion for that of the Director.

Conditions

(6) The Tribunal may attach any conditions to its order that it considers proper to give effect to the purposes of this Act.

Effect of appeal on

(7) An order of the Tribunal under this section takes effect immediately even if an appeal is taken from it under section 11 of the Ministry of Consumer and Commercial Relations Act, but the Tribunal may grant a stay of the order until the disposition of the appeal.

If person outside Ontario

103. Sections 100, 101 and 102 apply with necessary modifications to permit the Director to propose to make an order or to make an order against a person who makes a claim respecting goods or services if,

- (a) the claim is made on behalf of a person outside Ontario; and
- (b) the Director would propose to make an order or make an order against the person outside Ontario because of the claim if the person outside Ontario made the claim in Ontario.

Assurance of Voluntary Compliance

Assurance of voluntary compliance

104.—(1) If the Director believes on reasonable grounds that a person has contravened, is contravening or is about to contravene this Act or the regulations, the Director may invite the person to enter into a written assurance of voluntary compliance.

Contents of assurance

(2) An assurance of voluntary compliance shall include an undertaking that after signing the assurance the person will not engage in the specified activity that is or would be a contravention of this Act or the regulations.

Same

(3) An assurance of voluntary compliance may also include the following:

d'expiration de l'ordre donné en vertu de l'article 101.

(4) La Commission peut :

de la Commission

- a) soit, par ordonnance, confirmer ou annuler un ordre donné en vertu de l'article 101:
- b) soit ordonner au directeur de prendre les mesures que la Commission estime qu'il devrait prendre pour réaliser l'objet de la présente loi.
- (5) Lorsqu'elle rend une ordonnance, la Commission peut substituer son opinion à celle du directeur.

Substitution

- (6) La Commission peut assortir son Conditions ordonnance des conditions qu'elle estime opportunes afin de réaliser l'objet de la présente loi.
- (7) L'ordonnance de la Commission visée Effet de l'apau présent article prend effet immédiatement, même s'il en est interjeté appel en vertu de l'article 11 de la Loi sur le ministère de la Consommation et du Commerce. La Commission peut toutefois suspendre l'ordonnance jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

103 Les articles 100, 101 et 102 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, afin de permettre au directeur soit d'exprimer son intention de donner un ordre, soit de donner un ordre à l'encontre d'une personne qui fait une affirmation concernant des biens ou des services si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'affirmation est faite pour le compte d'une personne de l'extérieur de l'On-
- b) le directeur aurait l'intention de donner un ordre ou donnerait un ordre à l'encontre d'une personne de l'extérieur de l'Ontario en raison de l'affirmation, si cette personne a fait l'affirmation en Ontario.

PROMESSE D'OBSERVATION VOLONTAIRE

104 (1) Si le directeur a des motifs rai- Promesse sonnables de croire qu'une personne a contrevenu, contrevient ou est sur le point de contrevenir à la présente loi ou aux règlements, le directeur peut inviter la personne à consentir une promesse écrite d'observation volontaire.

d'observation

Contenu de

la promesse

(2) La promesse d'observation volontaire comprend un engagement précisant qu'après avoir signé la promesse, la personne ne se livrera pas à l'activité précisée qui constitue ou constituerait une contravention à la Loi ou aux règlements.

(3) La promesse d'observation volontaire Idem peut aussi comprendre ce qui suit :

- 1. The person's undertaking to pay money to any consumer who suffered loss as a result of a contravention, as specified in the assurance.
- 2. The person's undertaking to pay to the Minister of Finance money to reimburse the Ministry for its costs, as specified in the assurance.
- 3. The person's undertaking to create and maintain trust accounts and to pay money received from consumers into those accounts, as specified in the assurance.
- 4. The person's undertaking to give to the Director a copy of any contract, advertisement or other document, as specified in the assurance.

Conditions for accep-

(4) The Director may require that the person fulfil specified conditions before the Director accepts an assurance of voluntary compliance including a condition that the person file with the Director and maintain as collateral for an undertaking under subsection (3) a form of security acceptable to the Director in an amount acceptable to the Director.

Effect of assurance

(5) An assurance of voluntary compliance that is signed by the person who enters into it and accepted by the Director has the same force and effect as an order made by the Director.

ORDER TO REFRAIN FROM DEALING

Order to refrain from dealing with assets

- **105.**—(1) The Director may order a person who has on deposit or control over, or who has for safekeeping, money or other assets of a supplier or another person to hold the money or assets if,
 - (a) an individual makes a statutory declaration to the Director in which the individual.
 - (i) alleges that a supplier has contravened, is contravening or is about to contravene this Act or the regulations, an order of the Director or an assurance of voluntary compliance given under this Part,
 - (ii) sets out facts supporting that allegation;
 - (b) the money or assets are held for the supplier or for another person who received money or assets from the supplier;

- 1. La personne s'engage à verser de l'argent à tout consommateur qui a subi une perte à la suite d'une contravention, tel que le précise la promesse.
- 2. La personne s'engage à verser de l'argent au ministre des Finances pour rembourser le ministère de ses frais, tel que le précise la promesse.
- 3. La personne s'engage à établir et à maintenir des comptes en fiducie et à y verser l'argent reçu des consommateurs, tel que le précise la promesse.
- 4. La personne s'engage à donner au directeur une copie de tout contrat, de toute annonce publicitaire ou de tout autre document, tel que le précise la promesse.
- (4) Le directeur peut exiger que la per- Conditions sonne remplisse des conditions précisées avant qu'il n'accepte une promesse d'observation volontaire, notamment une condition voulant que la personne dépose auprès du directeur et maintienne, à titre de sûreté accessoire pour un engagement prévu au paragraphe (3), une garantie dont la forme et le montant sont estimés acceptables par le

d'acceptation

(5) La promesse d'observation volontaire Effet de la que signe la personne qui la consent et qu'accepte le directeur a le même effet qu'un ordre du directeur.

promesse

GEL DE L'ACTIF

- 105 (1) Le directeur peut ordonner à la Ordre en vue personne qui est le dépositaire ou qui a le l'actif contrôle ou la garde d'argent ou d'autres éléments d'actif d'un fournisseur ou d'une autre personne de retenir l'argent ou l'actif si les conditions suivantes sont réunies :

 - a) un particulier fait au directeur une déclaration solennelle dans laquelle le particulier:
 - (i) allègue que le fournisseur a contrevenu, contrevient ou est sur le point de contrevenir à la Loi ou aux règlements, à un ordre du directeur ou à une promesse d'observation volontaire donnée aux termes de la présente partie,
 - (ii) énonce des faits à l'appui de son allégation;
 - b) l'argent ou l'actif sont détenus pour le fournisseur ou pour une autre personne qui a reçu de l'argent ou des éléments d'actif du fournisseur;

(c) the supplier has entered into consumer agreements with one or more consumers; and

CONSOMMATION ET PRATIQUES DE COMMERCE

(d) the Director, based on the statutory declaration, finds reasonable and probable grounds to believe that the interests of one or more consumers require protection.

Same

(2) The Director may order a supplier or a person who has received money or assets from a supplier to refrain from withdrawing any money or other assets that another person has on deposit, has control over or has for safekeeping or to hold any money or other assets in the person's possession or control if the Director believes on reasonable and probable grounds that it is advisable to make the order to protect the consumer.

Same

(3) Subsections (1) and (2) apply whether or not the money or other assets are held in trust for a consumer.

When order takes effect

(4) An order under this section takes effect immediately upon being served.

Order only affects bank branch named

(5) An order made against a bank, a loan or trust corporation or another financial institution applies only to the office, branch or agency named in the order.

Duty of person ordered to hold money

(6) A person ordered to hold money or assets under this section shall hold the money or assets in trust for the benefit of those ultimately entitled to the money or assets until the Director revokes or varies the order or the court orders otherwise.

Bond in lieu

(7) The Director may revoke or vary an order made under this section if the person whose money or assets are subject to the order files with the Director a form of security acceptable to the Director in an amount acceptable to the Director.

Application to court re disposition of seized money

106.—(1) If the Director has made an order under section 105, any party, on notice to the other parties, may apply to the Ontario Court (General Division) for an order concerning the disposition of the money or assets.

Parties to application

- (2) The parties to an application under this section are,
 - (a) the Director;
 - (b) the person whose money or assets are the subject of the order;

- c) le fournisseur a conclu des contrats de consommation avec un ou plusieurs consommateurs:
- d) le directeur, se fondant sur la déclaration solennelle, trouve des motifs raisonnables et probables de croire qu'il faut protéger les intérêts d'un ou de plusieurs consommateurs.

(2) Le directeur peut ordonner à un four- Idem nisseur ou à la personne qui a reçu de l'argent ou des éléments d'actif d'un fournisseur de s'abstenir de retirer de l'argent ou d'autres éléments d'actif des mains d'une autre personne qui en est le dépositaire ou qui en a le contrôle ou la garde, ou lui ordonner de retenir l'argent ou les autres éléments d'actif dont la personne a la possession ou le contrôle si le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il est souhaitable de donner l'ordre pour protéger le consommateur.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appli- Idem quent, que l'argent ou les autres éléments d'actif soient détenus en fiducie pour un consommateur ou non.

(4) L'ordre prévu au présent article prend Prise d'effet effet dès qu'il est signifié.

(5) L'ordre donné à l'encontre d'une banque, d'une compagnie de prêt ou de fiducie ou d'une autre institution financière ne vise bancaire que le bureau, la succursale ou l'agence dont le nom figure dans l'ordre.

L'ordre ne touche que la succursale nommée

(6) La personne qui a recu l'ordre de retenir de l'argent ou des éléments d'actif aux termes du présent article détient ceux-ci en fiducie pour le bénéfice de ceux qui ont ultimement droit à l'argent ou aux éléments d'actif jusqu'à ce que le directeur annule ou modifie l'ordre ou jusqu'à ce que le tribunal n'ordonne autre chose.

Obligation de l'ordre de retenir de

(7) Le directeur peut annuler ou modifier Cautionneun ordre donné en vertu du présent article si la personne dont l'argent ou l'actif sont visés par l'ordre dépose auprès de lui une garantie dont la forme et le montant sont estimés acceptables par le directeur.

106 (1) Si le directeur a donné un ordre en vertu de l'article 105, toute partie, sur préavis donné aux autres parties, peut, par mesures à voie de requête, demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une l'argent saisi ordonnance concernant les mesures à prendre à l'égard de l'argent ou de l'actif.

Requête au

- (2) Les parties à la requête prévue au présent article sont :
 - a) le directeur;
 - b) la personne dont l'argent ou l'actif sont visés par l'ordre;

- Bill 98
 - (c) any person against whom the order is made; and
 - (d) any other person specified by the

Powers of

- (3) If an application is made to the court under this section, the court may,
 - (a) direct the disposition of the money or other assets:
 - (b) set aside or vary the order; or
 - (c) make any other order it considers appropriate.

MISCELLANEOUS

Copies availinspection

107.-(1) The Director shall keep available for public inspection copies of all orders for compliance, proposals to make such orders and assurances of voluntary compliance.

Record available for inspection

(2) The Director shall keep available for public inspection a record of all orders to refrain from dealing with money or other assets.

Admissibility of copies

108.—(1) Any copy or extract of a record made as a result of an investigation is admissible in evidence to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original if it is certified as being a true copy of, or extract of, the original by the person who made it.

Certificate of

(2) A copy of an order of the Director or an assurance of voluntary compliance certified as being a true copy of the original by the Director is admissible in evidence to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Disclosure permitted

- 109.—(1) A person engaged in the administration of this Act may disclose information as follows, despite the confidentiality protections of the Freedom of Information and Protection of Privacy Act:
 - 1. A person may communicate matters if it is necessary to do so in connection with the administration of this Act and the regulations or a proceeding under this Act.
 - 2. A person may communicate matters to his or her counsel or to the court in a proceeding under this Act.
 - 3. A person may inform a consumer affected by an unfair practice of that unfair practice.

- c) toute personne à l'encontre de laquelle l'ordre est donné;
- d) toute autre personne que le tribunal précise.
- (3) Si une requête est présentée au tribu- Pouvoirs du nal en vertu du présent article, le tribunal peut:
 - a) soit ordonner que des mesures soient prises à l'égard de l'argent ou des autres éléments d'actif;
 - b) soit annuler ou modifier l'ordre;
 - c) soit rendre une autre ordonnance qu'il estime appropriée.

DISPOSITIONS DIVERSES

107 (1) Le directeur met à la disposition Disponibilité du public, aux fins d'examen, des copies de aux fins d'instous les ordres d'observation, de tous les avis pection d'intention de donner de tels ordres et de toutes les promesses d'observation volontaire.

(2) Le directeur met à la disposition du Disponibilité public, aux fins d'examen, un dossier de tous aux fins les ordres de s'abstenir des opérations visant d'examen l'argent ou les autres éléments d'actif.

108 (1) Les copies ou extraits de dossiers Admissibilité préparés à la suite d'une enquête, s'ils sont certifiés conformes aux originaux par la personne qui les a faits, sont admissibles en preuve comme les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

des copies

(2) Une copie d'un ordre du directeur ou Attestation d'une promesse d'observation volontaire, certifiée conforme à l'original par le directeur, est admissible en preuve comme l'original et a la même valeur probante que celui-ci.

- 109 (1) La personne qui participe à l'ap- Divulgation plication de la présente loi peut divulguer des renseignements comme suit, et ce malgré les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée qui ont trait à la protection du caractère confidentiel:
 - 1. Une personne peut divulguer des questions s'il est nécessaire de le faire aux fins de l'application de la présente loi et des règlements ou aux fins d'une instance introduite aux termes de la présente loi.
 - 2. Une personne peut divulguer des questions à son avocat ou au tribunal dans une instance introduite aux termes de la présente loi.
 - 3. Une personne peut informer d'une pratique déloyale un consommateur lésé par cette pratique déloyale.

51

- 4. A person may inform a consumer of any information relevant to the consumer's rights under this Act.
- 5. A person may communicate a matter to someone with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony in proceeding

(2) No person engaged in the administration of this Act shall be required to give testimony in any civil proceeding with regard to information obtained by the person in the course of the person's duties except in a proceeding under this Act.

PART VII GENERAL

Rights preserved

110. Nothing in this Act shall be interpreted to limit any right or remedy that a consumer may have at law in respect of a consumer agreement.

Limitation of rights prohibited

111. No supplier shall attempt to limit a consumer's rights except as permitted under this Act.

Ambiguities to benefit consumers

112. Any ambiguity in the construction of a written consumer agreement which the consumer is required to accept without the opportunity to vary its terms shall be interpreted to benefit the consumer.

Deviations from required information

113. An error or omission in any information required to be given under this Act is not in contravention of this Act or the regulations if the error or omission is an accidental or clerical error or omission or beyond the control of the person against whom the contravention is alleged.

Liability of assignee

114. Despite subsection 31 (2) of the Consumer Protection Act, the liability of an assignee of an agreement or of any right to payment under an agreement is limited to the amount paid to the assignee under the agreement.

Where service required

115. A document that is to be served under this Act may be served personally, by registered mail, by telegram, by facsimile transmission or by any other electronic or other means which results in its transmission in writing to the person against whom it is made.

Pleadings

116. A consumer is not required to refer to this Act in a proceeding against a person in order to obtain a remedy under this Act, so long as the consumer gives the person enough information in the proceeding to enable a person to understand the general nature of the consumer's complaint and the remedy sought.

- 4. Une personne peut donner à un consommateur tout renseignement concernant les droits de ce consommateur prévus par la présente loi.
- 5. Une personne peut divulguer une question à quelqu'un avec l'autorisation de la personne à laquelle se rapporte la question.
- (2) Nulle personne qui participe à l'appli- Témoignage cation de la présente loi n'est tenue de tance civile témoigner au cours d'une instance civile au sujet de renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions sauf dans une instance introduite aux termes de la présente loi.

PARTIE VII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

110 La présente loi n'a pas pour effet de Droits conserrestreindre les droits ou les recours qu'un consommateur peut avoir en droit à l'égard d'un contrat de consommation.

111 Nul fournisseur ne doit tenter de res- Restriction treindre les droits d'un consommateur sauf interdite dans la mesure permise aux termes de la présente loi.

112 Toute ambiguïté dans la teneur d'un Ambiguïtés à contrat de consommation écrit que le consommateur doit accepter sans qu'il lui soit teurs loisible d'en changer les conditions, est interprétée à l'avantage du consommateur.

l'avantage des

113 Une erreur ou une omission dans les Erreur ou renseignements qui doivent être donnés aux les renseignetermes de la présente loi ne constitue pas une ments contravention à la présente loi ou aux règlements si l'erreur ou l'omission est une erreur ou omission fortuite ou de copiste, ou est indépendante de la volonté de la personne à laquelle la contravention est reprochée.

114 Malgré le paragraphe 31 (2) de la Loi Responsabisur la protection du consommateur, la respon-sionnaire sabilité du cessionnaire d'un contrat ou d'un droit à un paiement prévu par un contrat se limite au montant payé au cessionnaire aux termes du contrat.

115 Un document qui doit être signifié Signification aux termes de la présente loi peut être signifié à personne, par courrier recommandé, par télégramme, par télécopieur ou par tout autre moyen, notamment un moyen électronique, qui assure la transmission écrite du document à la personne à laquelle est faite la signification.

116 Le consommateur n'est pas tenu, dans un acte de procédure dirigé contre une personne, de renvoyer à la présente loi pour obtenir un redressement prévu par la présente loi, pourvu que le consommateur donne, dans l'acte de procédure, suffisamment de renseignements à la personne pour lui permettre de comprendre la nature géné-

Actes de pro-

Conviction as proof

117. A certificate setting out with reasonable particularity that a person was convicted of an offence under this Act is admissible in a civil proceeding as proof in the absence of evidence to the contrary that the person was convicted of the offence if the certificate is signed by the person who made the adjudication or the clerk of the court in which the adjudication was made.

Oral evidence

118. Oral evidence in relation to a matter is admissible in a civil proceeding under this Act whether or not a written agreement exists which purports to deal with the matter.

Matters beyond person's control

119. No person is liable under this Act for a delay or failure to deliver goods or to perform services if the delay or failure is the direct, immediate and exclusive result of circumstances or the actions of others beyond the person's control and the delay or failure could not have been avoided by the exercise of reasonable care by the person.

Offences

- **120.**—(1) Every person is guilty of an offence who,
 - (a) contravenes this Act or the regulations;
 - (b) fails to comply with an order of the Director or the Tribunal or with an assurance of voluntary compliance;
 - (c) knowingly furnishes false information to an investigator.

Same

- (2) It is an offence for any director or officer of a corporation,
 - (a) to knowingly cause, authorize, permit or participate in the commission by the corporation of an offence referred to in subsection (1); or
 - (b) to fail to take reasonable care to prevent the corporation from committing an offence referred to in subsection (1).

Penalty

(3) A person other than a corporation convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$25,000.

Same

(4) A corporation convicted of an offence under this Act is liable to a fine of not more than \$100,000.

Due diligence defence

(5) No person shall be convicted of an offence under this Act if the person has exerrale de la plainte du consommateur et le redressement demandé.

117 Un certificat énonçant d'une manière Déclaration suffisamment détaillée qu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi est admissible dans une instance civile comme preuve que la personne, en l'absence de preuve contraire, a été déclarée coupable de l'infraction, si le certificat est signé par la personne qui a rendu la décision ou par le greffier du tribunal où la décision a été rendue.

de culpabilité

118 Une preuve orale relative à une ques- Preuve orale tion est admissible dans une instance civile dans le cadre de la présente loi, qu'il existe ou non un contrat écrit qui se présente comme traitant de la question.

119 Nulle personne n'est responsable aux Questions indépendantes termes de la présente loi d'un retard dans la de la volonté livraison de biens ou dans la fourniture de d'une perservices ou de l'omission de livrer des biens ou d'assurer des services, si le retard ou l'omission résulte directement et exclusivement de circonstances ou d'actions de tiers qui sont indépendantes de la volonté de la personne et que le retard ou l'omission n'aurait pas pu être évité même si la personne avait exercé une diligence raisonnable.

- 120 (1) Est coupable d'une infraction la Infractions personne qui:
 - a) contrevient à la présente loi ou aux règlements;
 - b) omet de se conformer à un ordre du directeur ou à une ordonnance de la Commission, ou à une promesse d'observation volontaire:
 - c) donne sciemment de faux renseignements à un enquêteur.
- (2) Commet une infraction tout adminis- Idem trateur ou dirigeant d'une personne morale :

- a) soit qui, sciemment, cause, autorise ou permet la perpétration, par la personne morale, d'une infraction visée au paragraphe (1), ou y participe;
- b) soit qui omet d'exercer une diligence raisonnable pour empêcher la personne morale de commettre une infraction visée au paragraphe (1).
- (3) Toute personne, autre qu'une personne morale, qui est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi est passible d'une amende d'au plus 25 000 \$.

- (4) Une personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi est passible d'une amende d'au plus 100 000 \$.
- (5) Nulle personne n'est déclarée coupable Défense de d'une infraction à la présente loi si elle a sonnable

cised reasonable care to prevent the occurrence of the offence.

Same

(6) In determining whether a person has exercised reasonable care to prevent the occurrence of an offence, the court may consider whether the occurrence of the offence was the result of an error.

Limitation

(7) No proceeding shall be commenced under this section more than three years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

Regulations

- 121. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) exempting from this Act or any provision of it any class of goods or services, any person or class of persons or any class of agreement and attaching conditions to any such exemption;
 - (b) delegating to a minister other than the Minister of Consumer and Commercial Relations the administration of this Act and the powers and duties of the Director and investigators under this Act in respect of any class of persons or class of agreement and prescribing the terms of the delegation;
 - (c) prescribing the information to be included in a notice of cancellation for the purpose of section 42;
 - (d) prescribing services not included under the definition of "unsolicited" for the purposes of subsection 55 (1);
 - (e) governing advertisement by operators under Part IV;
 - (f) exempting any class of operator under Part IV from the application of this Act or the regulations or any provision of this Act or the regulations;
 - (g) prescribing the size, form and style of signs for the purpose of section 78;
 - (h) prescribing goods or classes of goods in respect of which repairers shall give written warranties under section 85.
- 122. The Business Practices Act is repealed.
- 123.-(1) The definitions of "business premises", "Director", "dwelling", "executory contract", "itinerant seller", "Minister", "Ministry", "prescribed", "purchase price", "registered" and "trade-in" in sec-

exercé une diligence raisonnable pour empêcher que se produise l'infraction.

(6) Lorsqu'il détermine si une personne a Idem exercé une diligence raisonnable pour empêcher que se produise une infraction, le tribunal peut examiner la question de savoir si l'infraction s'est produite en raison d'une erreur.

(7) Est irrecevable la poursuite intentée Prescription dans le cadre du présent article plus de trois ans après que la cause d'action a pris nais-

- 121 Le lieutenant-gouverneur en conseil Règlements peut, par règlement :
 - a) soustraire à l'application de la présente loi ou à une de ses dispositions une catégorie de biens ou de services, une personne ou une catégorie de personnes, ou une catégorie de contrats, et assortir une telle exemption de condi-

tions;

- b) déléguer à un ministre autre que le ministre de la Consommation et du Commerce l'application de la présente loi et les pouvoirs et fonctions conférés au directeur et aux enquêteurs par la présente loi à l'égard de toute catégorie de personnes ou de toute catégorie de contrats, et prescrire les conditions de la délégation;
- c) prescrire les renseignements que doit comporter un avis d'annulation pour l'application de l'article 42;
- d) prescrire les services qui ne sont pas inclus selon la définition de «non sollicité» pour l'application du paragraphe 55 (1);
- e) régir la publicité par les exploitants dans le cadre de la partie IV;
- f) soustraire toute catégorie d'exploitants visés à la partie IV à l'application de la présente loi ou des règlements, ou aux dispositions de la présente loi ou des règlements;
- g) prescrire la dimension, la forme et le style des écriteaux aux fins de l'article
- h) prescrire les biens ou les catégories de biens à l'égard desquels les réparateurs donnent des garanties écrites aux termes de l'article 85.
- 122 La Loi sur les pratiques de commerce est abrogée.
- 123 (1) Les définitions de «contrat exécutoire», «directeur», «inscrit» «locaux commerciaux», «logement», «ministère», «ministre», «objet donné en reprise» «prescrit», «prix

tion 1 of the Consumer Protection Act are repealed.

- (2) Parts I and II of the Act are repealed.
- (3) Sections 34, 36 and 37 of the Act are repealed.
- (4) Subsection 39 (3) of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 16 (1)" in the first line.
- (5) Clauses 40 (a), (b), (c), (d), (e), (f) and (g) of the Act are repealed and the following substituted:
 - (g) prescribing the form of the statement of the cost of borrowing and the size, type and colour of lettering used in any provision of it.
- (6) Clause 40 (k) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (k) exempting any class of buyer, seller, lender or borrower from the application of this Act or any provision of it.
- (7) Clause 40 (n) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (n) defining any expression used in this
- 124. The Motor Vehicle Repair Act is repealed.
 - 125. The Prepaid Services Act is repealed.

Commence-

126. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

127. The short title of this Act is the Consumer and Business Practices Code, 1993.

d'achat» et «vendeur itinérant», de la Loi sur la protection du consommateur sont abrogées.

- (2) Les parties I et II de la Loi sont abrogées.
- (3) Les articles 34, 36 et 37 de la Loi sont abrogés.
- (4) Le paragraphe 39 (3) de la Loi est modifié par suppression de «Sous réserve du paragraphe 16 (1)» à la première ligne.
- (5) Les alinéas 40 a), b), c), d), e), f) et g) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
 - g) prescrire la formule de déclaration des frais d'emprunt ainsi que les points et la couleur des caractères d'imprimerie utilisés pour ce faire.
- (6) L'alinéa 40 k) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - k) soustraire une catégorie d'acheteurs, de vendeurs, de prêteurs ou d'emprunteurs à l'application de la présente loi ou de l'une de ses dispositions.
- (7) L'alinéa 40 n) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - n) définir les expressions utilisées dans la présente loi.
- 124 Loi sur les réparations de véhicules automobiles est abrogée.
- 125 La Loi sur les services prépayés est abrogée.
- 126 La présente loi entre en vigueur le Entrée en jour où elle reçoit la sanction royale.
- 127 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Code de 1993 de la consommation et des pratiques de commerce.





Publication

Bill 99

An Act to revise the Limitations Act

The Hon. M. Boyd Attorney General

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 99

Loi révisant la Loi sur la prescription des actions



L'honorable M. Boyd Procureure générale

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

25 novembre 1992

1st Reading November 25th, 1992 2nd Reading

3rd Reading 3° lectors Royal Assent sanction ro

2° lecture
3° lecture
sanction royale

1^{re} lecture

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The Bill deals comprehensively with limitation periods (except those affecting the specialized area of real property).

A basic limitation period of two years is established (section 4), running from the day a claim is discovered (section 5). A claim is discovered when the person with the claim is, or ought to be, aware of the material facts. This basic limitation period replaces the general limitation periods found in the existing Limitations Act and most of the numerous special limitation periods found in individual statutes (see section 18 and the Schedule for a list of the special limitation periods that will be preserved).

The basic limitation period does not run while the person with the claim is unable to pursue it because of being an unrepresented minor (section 6) or incapable person (section 7). Likewise it does not run while a claim is submitted to an independent third party for resolution (section 10).

Special rules are established for claims based on assault and sexual assault (section 9). The basic limitation period does not run while the person with the claim is incapable of commencing the proceeding because of his or her physical, mental or psychological condition. A person who has a claim based on assault and who, at the time of the assault, had an intimate relationship with or was dependent on one of the parties to the assault, is presumed (unless the contrary is proved) to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was in fact commenced. A person with a claim based on sexual assault is presumed (unless the contrary is proved) to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was commenced.

Detailed rules are provided for determining whether claims of a financial nature have been acknowledged, which starts the limitation period running afresh (section 13).

The Bill provides that a person against whom another person may have a claim may serve a notice of possible claim on that other person. The service of such a notice may amount to discovery and thus start the limitation period running (section 14).

The Bill also establishes a number of ultimate limitation periods which run from the day the act or omission on which the claim is based takes place (section 15). No proceeding may be commenced when the ultimate limitation period has run, irrespective of when the claim was discovered. The ultimate limitation period is ten years for negligence and similar claims against health facilities and health practitioners and for claims based on deficiencies in construction, and thirty years in all other cases. Like the basic limitation period, the thirty-year and ten-year limitation periods do not run during the incapacity of the person with the claim, and the ten-year limitation period does not run during the person's minority. These ultimate limitation periods also do not run during any time in which the person against whom the claim is made wilfully concealed essential facts or misled the person with the claim. (An ultimate limitation period of two years is established for claims against good faith purchasers for conversion of goods; nothing stops the running of this limitation period.)

The Bill lists a variety of proceedings in respect of which there is no limitation period (section 16): proceedings for judicial review and declarations, proceedings to enforce court orders and arbitration awards, proceedings to enforce support provisions in domestic contracts, proceedings by persons in possession of collat-

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi traite de façon exhaustive des délais de prescription (sauf ceux touchant le domaine spécialisé des biens fonciers).

Un délai de prescription de base de deux ans est créé (article 4), qui commence à courir le jour où les faits ayant donné naissance à une demande en justice sont découverts (article 5), à savoir lorsque l'auteur de la demande en justice a ou aurait dû avoir connaissance des faits importants. Ce délai de prescription de base remplace les délais de prescription généraux que renferme l'actuelle Loi sur la prescription des actions et la plupart des nombreux délais de prescription spéciaux que renferment diverses lois (voir l'article 18 et l'annexe en ce qui concerne la liste des délais de prescription spéciaux qui sont conservés).

Le délai de prescription de base ne court pas lorsque l'auteur de la demande en justice n'est pas en mesure d'y donner suite parce qu'il est mineur et qu'il n'est pas représenté (article 6) ou parce qu'il est incapable (article 7). De même, le délai ne court pas lorsque la demande en justice est soumise à un tiers indépendant pour qu'il statue sur celle-ci (article 10).

Des règles spéciales sont établies pour les demandes en justice fondées sur des voies de fait et sur une agression sexuelle (article 9). Le délai de prescription de base ne court pas tant que l'auteur de la demande en justice est dans l'incapacité d'introduire l'instance en raison de son état physique, mental ou psychologique. L'auteur d'une demande en justice fondée sur des voies de fait qui, au moment où les voies de fait ont été commises, avait des relations intimes avec une des parties aux voies de fait ou dépendait de celle-ci est présumé, à moins de preuve du contraire, avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction. L'auteur d'une demande en justice fondée sur une agression sexuelle est présumé, à moins de preuve du contraire, avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction.

Des règles détaillées sont prévues pour déterminer si des demandes en justice de nature financière ont été reconnues; dans ces cas, le délai de prescription commence à courir de nouveau (article 13).

Le projet de loi prévoit que la personne contre laquelle une autre personne peut être fondée à faire une demande en justice peut lui signifier un avis de demande en justice éventuelle. La signification d'un tel avis peut constituer la découverte des faits, auquel cas le délai de prescription commence à courir (article 14).

Le projet de loi crée également un certain nombre de délais de prescription ultimes qui commencent à courir à compter du jour où a lieu l'acte ou l'omission qui donne naissance à la demande en justice (article 15). Aucune instance ne peut être introduite une fois expiré le délai de prescription ultime, quel que soit le moment où les faits qui ont donné naissance à la demande en justice ont été découverts. Le délai de prescription ultime est de dix ans pour les demandes en justice fondées sur un acte de négligence ou demandes en justice similaires faites contre des établissements de santé et des praticiens de la santé ainsi que pour les demandes en justice fondées sur des défauts de construction, et de trente ans dans tous les autres cas. À l'instar du délai de prescription de base, les délais de prescription de trente ans et de dix ans ne courent pas pendant la période d'incapacité de l'auteur de la demande en justice, et celui de dix ans ne court pas pendant sa minorité. Ces délais de prescription ultimes ne courent pas non plus pendant toute période au cours de laquelle la personne contre qui la demande en justice est faite a dissimulé sciemment les faits essentiels ou induit sciemment en erreur l'auteur de la demande en justice. Un délai de prescription ultime de deux ans est créé pour les demandes en justice faites contre les acquéreurs de bonne foi pour appropriation illicite de biens. Rien n'arrête l'écoulement de ce délai.

Le projet de loi énumère diverses instances à l'égard desquelles aucun délai de prescription n'est prévu (article 16) : les instances en révision et en déclaration judiciaires, les instances en vue de faire exécuter des ordonnances judiciaires et les sentences arbitrales, les instances en vue de faire exécuter des dispositions alimentaires de contrats familiaux, les instances engagées par les eral to redeem or realize on it, and proceedings arising from sexual assault in certain circumstances.

The Bill contains a number of general provisions dealing with technical matters (sections 17 to 24). The most significant of these is section 18, which provides that limitation periods set out in other statutes are of no effect unless they are preserved by being listed in the Schedule. These special limitation periods, like the new limitation periods established by the Bill, do not run during the incapacity or minority of the person with the claim or while the claim is submitted to an independent third party for resolution. If another statute requires that notice of a claim be given, failure to do so within the prescribed time does not bar the claim unless the person against whom the claim is made has been prejudiced by the delay (section 21).

Detailed rules are provided for the treatment of claims that arose before the coming into force of the new Act (section 23).

On a date to be named by proclamation, section 6 of the *Libel and Slander Act* is removed from the Schedule (section 24).

The Bill repeals and amends numerous provisions of other statutes that relate to limitation periods (sections 25 to 37). The existing *Limitations Act* is retitled *Limitations Act* (Real Property) and the portion dealing with real property is preserved (section 25).

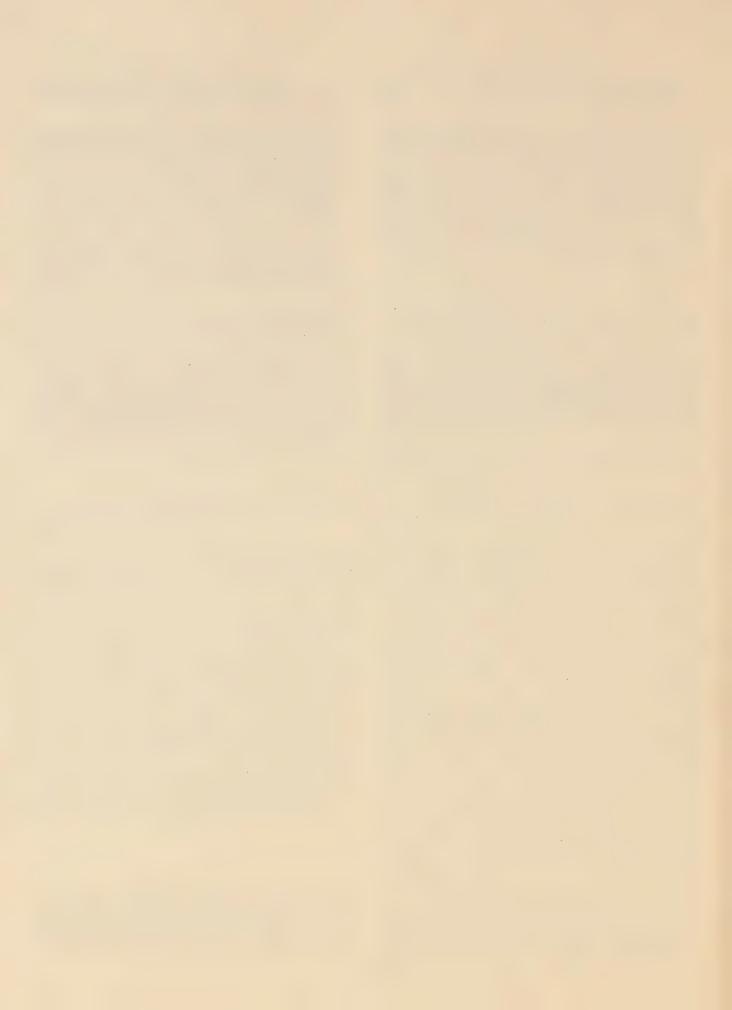
personnes en possession de biens donnés en garantie en vue de les racheter ou de les réaliser et les instances découlant d'une agression sexuelle dans certaines circonstances.

Le projet de loi contient des dispositions générales traitant de questions d'ordre technique (articles 17 à 24). La plus importante d'entre elles se trouve à l'article 18, qui prévoit que les délais de prescription fixés par d'autres lois sont sans effet à moins que les dispositions les créant ne soient énumérées à l'annexe. Ces délais de prescription spéciaux, comme les nouveaux délais de prescription créés par le projet de loi, ne courent pas pendant la période d'incapacité ou la minorité de l'auteur de la demande en justice ni pendant la période au cours de laquelle la demande en justice est soumise à un tiers indépendant pour qu'il la règle. Si une autre loi exige que soit donné un avis de demande en justice, l'inobservation du délai prescrit pour ce faire n'entraîne pas l'irrecevabilité de la demande en justice sauf si la personne contre laquelle est faite la demande en justice a été lésée par l'inobservation de cette exigence (article 21).

Des règles détaillées sont prévues pour le traitement des demandes en justice nées avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (article 23).

À une date devant être fixée par proclamation, l'article 6 de la *Loi sur la diffamation* est rayée de l'annexe (article 24).

Le projet de loi abroge et modifie de nombreuses dispositions d'autres lois qui ont trait aux délais de prescription (articles 25 à 37). Le titre de la *Loi sur la prescription des actions* est remplacé par *Loi sur la prescription des actions* (biens immeubles) et la section traitant des biens immeubles est conservée (article 25).



1993

An Act to revise the **Limitations Act**

Loi révisant la Loi sur la prescription des actions

CONTENTS

1. Definitions

APPLICATION

- 2. Application
- 3. Crown

BASIC LIMITATION PERIOD

- 4. Basic limitation period
- 5. Discovery
- 6. Minors
- 7. Incapable persons
- 8. Litigation guardians
- 9. Assaults and sexual assaults
- 10. Attempted resolution
- 11. Successors
- 12. Deceased persons
- 13. Acknowledgments
- 14. Notice of possible claim

ULTIMATE LIMITATION PERIODS

15. Ultimate limitation periods

No Limitation Period

16. No limitation period

GENERAL RULES

- 17. Contribution and indemnity
- 18. Other Acts
- 19. Adding party
- 20. Agreement
- 21. Notice
- 22. Conflict of laws
- 23. Transition

AMENDMENTS AND REPEALS

- 24. Schedule amended
- 25. Various Acts repealed
- 26. Limitations Act amended
- 27. Bulk Sales Act amended
- 28. Consumer Reporting Act amended 29. Co-operative Corporations Act amended
- 30. Credit Unions and Caisses Populaires Act amended
- 31. Environmental Protection Act amended
- 32. Gaming Act amended
- 33. Loan and Trust Corporations Act amended
- 34. Municipal Act amended

SOMMAIRE

1. Définitions

CHAMP D'APPLICATION

- 2. Champ d'application
- 3. Couronne liée

DÉLAI DE PRESCRIPTION DE BASE

- 4. Délai de prescription de base
- 5. Découverte des faits
- 6. Mineurs
- 7. Incapacité
- 8. Tuteurs à l'instance
- 9. Voies de fait et agressions sexuelles
- 10. Tentative de règlement
- 11. Ayants droit
- 12. Décès
- 13. Reconnaissances
- 14. Avis de demande en justice éventuelle

DÉLAIS DE PRESCRIPTION ULTIMES

15. Délais de prescription ultimes

ABSENCE DE DÉLAI DE PRESCRIPTION

16. Absence de délai de prescription

Règles générales

- 17. Partage de la responsabilité
- 18. Autres lois
- 19. Jonction comme partie
- 20. Accord
- 21. Avis
- 22. Conflit de lois
- 23. Disposition transitoire

MODIFICATIONS ET ABROGATIONS

- 24. Modification de l'annexe
- 25. Abrogation de lois diverses
- 26. Modification de la Loi sur la prescriptton des
- 27. Modification de la Loi sur la vente en bloc
- 28. Modification de la Loi sur les renseignements concernant le consommateur
- 29. Modification de la Loi sur les sociétés coopératives
- 30. Modification de la Loi sur les caisses populaires et les credit unions
- 31. Modification de la Loi sur la protection de l'environnement
- 32. Modification de la Loi sur les jeux de hasard
- 33. Modification de la Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie
- 34. Modification de la Loi sur les municipalités

- 35. Power Corporation Act amended
- 36. Reciprocal Enforcement of Judgments Act amended
- 37. Solicitors Act amended
- 38. Commencement
- 39. Short title

Schedule

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

"assault" includes a battery; ("voies de fait")

"claim" means a claim to remedy an injury, loss or damage that occurred as a result of an act or omission. ("demande en justice")

APPLICATION

Application

- 2. This Act applies to claims pursued in court proceedings other than,
 - (a) proceedings to which the Limitations Act (Real Property) applies;
 - (b) proceedings in the nature of an appeal or review if the time for commencing them is governed by an Act or rule of court; and
 - (c) proceedings to which the Provincial Offences Act applies.

Crown

3. This Act binds the Crown.

BASIC LIMITATION PERIOD

Basic limitation period

4. Unless this Act provides otherwise, a proceeding shall not be commenced in respect of a claim after the second anniversary of the day on which the claim was discovered.

Discovery

- 5.—(1) A claim is discovered on the earlier of,
 - (a) the day on which the person with the claim first knew,
 - (i) that the injury, loss or damage had occurred.
 - (ii) that the injury, loss or damage was caused by or contributed to by an act or omission,

- 35. Modification de la Loi sur la Société de l'électricité
- 36. Modification de la Loi sur l'exécution réciproque de jugements
- 37. Modification de la Loi sur les procureurs
- 38. Entrée en vigueur
- 39. Titre abrégé

Annexe

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

«demande en justice» S'entend d'une demande en justice pour obtenir réparation de préjudices, de pertes ou de dommages survenus par suite d'un acte ou d'une omission. («claim»)

«voies de fait» S'entend notamment d'actes de violence. («assault»)

CHAMP D'APPLICATION

2 La présente loi s'applique aux demandes Champ d'apen justice formées dans des instances judiciaires qui ne sont :

- a) ni des instances auxquelles s'applique la Loi sur la prescription des actions (biens immeubles);
- b) ni des instances telles qu'un appel ou une révision, si le délai d'introduction des instances est régi par une loi ou une règle de pratique;
- c) ni des instances auxquelles s'applique la Loi sur les infractions provinciales.
- 3 La présente loi lie la Couronne.

Couronne liée

DÉLAI DE PRESCRIPTION DE BASE

4 Sauf disposition contraire de la présente Délai de loi, aucune instance relative à une demande de base en justice ne peut être introduite après le deuxième anniversaire du jour où sont découverts les faits qui ont donné naissance à la demande en justice.

- 5 (1) Les faits qui ont donné naissance à Découverte la demande en justice sont découverts le jour qui, des jours suivants, est antérieur à l'autre:
 - a) le jour où l'auteur de la demande en justice a appris les faits suivants :
 - (i) les préjudices, les pertes ou les dommages sont survenus,
 - (ii) les préjudices, les pertes ou les dommages ont été causés entièrement ou en partie par un acte ou une omission,

- (iii) that the act or omission was that of the person against whom the claim is made, and
- (iv) that, having regard to the nature of the injury, loss or damage, a proceeding would be an appropriate means to seek to remedy it; and
- (b) the day on which a reasonable person with the abilities and in the circumstances of the person with the claim first ought to have known of the matters referred to in clause (a).

Presumption

(2) A person with a claim shall be presumed to have known of the matters referred to in clause (1) (a) on the day the act or omission on which the claim is based took place, unless the contrary is proved.

Minors

6. The limitation period established by section 4 does not run during any time in which the person with the claim is a minor and is not represented by a court-appointed litigation guardian.

Incapable persons

- 7.—(1) The limitation period established by section 4 does not run during any time in which the person with the claim,
 - (a) is incapable of commencing a proceeding in respect of the claim because of his or her physical, mental or psychological condition or because of physical restraint, war or war-like conditions; and
 - (b) is not represented by a courtappointed litigation guardian.

Presumption

(2) A person shall be presumed to have been capable of commencing a proceeding in respect of a claim at all times unless the contrary is proved.

Extension

(3) If the running of a limitation period is postponed or suspended under this section and the period has less than six months to run when the postponement or suspension ends, the period is extended to include the day that is six months after the day on which the postponement or suspension ends.

Exception

(4) This section does not apply in respect of a claim referred to in section 9.

Litigation guardians

8.-(1) If a person is represented by a court-appointed litigation guardian, section 5 applies as if the litigation guardian were the person with the claim.

Appointment

(2) If the running of a limitation period in respect of a claim is postponed or suspended

- (iii) l'acte ou l'omission est le fait de la personne contre laquelle est faite la demande en justice,
- (iv) étant donné la nature des préjudices, des pertes ou des dommages, l'introduction d'une instance serait un moyen approprié de tenter d'obtenir réparation;
- b) le jour où toute personne raisonnable possédant les mêmes capacités et se trouvant dans la même situation que l'auteur de la demande en justice aurait dû apprendre les faits visés à l'alinéa a).

(2) À moins de preuve du contraire, l'au- Présomption teur d'une demande en justice est présumé avoir appris les faits visés à l'alinéa (1) a) le jour où a eu lieu l'acte ou l'omission qui a donné naissance à la demande en justice.

6 Le délai de prescription créé par l'arti- Mineurs cle 4 ne court pas pendant toute période au cours de laquelle l'auteur de la demande en justice est mineur et n'est pas représenté par un tuteur à l'instance nommé par le tribunal.

(1) Le délai de prescription créé par Incapacité l'article 4 ne court pas pendant toute période au cours de laquelle l'auteur de la demande en justice:

- a) d'une part, est dans l'incapacité d'introduire une instance à l'égard de la demande en justice en raison de son état physique, mental ou psychologique, ou en raison d'un empêchement physique, d'un état de guerre ou de conditions analogues à l'état de guerre;
- b) d'autre part, n'est pas représenté par un tuteur à l'instance nommé par le tribunal.
- (2) À moins de preuve du contraire, une Présomption personne est présumée avoir été en tout temps capable d'introduire une instance à l'égard d'une demande en justice.

(3) Si la prescription est reportée ou sus- Prorogation pendue aux termes du présent article et qu'il du délai reste moins de six mois à courir sur le délai au moment où cesse le report ou la suspension, le délai est prorogé de façon à inclure le jour qui arrive six mois après le jour où cesse le report ou la suspension.

(4) Le présent article ne s'applique pas Exception aux demandes en justice visées à l'article 9.

8 (1) Si une personne est représentée par Tuteurs à l'instance un tuteur à l'instance nommé par le tribunal, l'article 5 s'applique comme si le tuteur à l'instance était l'auteur de la demande en justice.

(2) Si la prescription est reportée ou sus- Nomination pendue aux termes de l'article 6 ou 7, qui-

under section 6 or 7, any person may move to have a litigation guardian appointed for the person with the claim.

Assaults and sexual assaults

4

9.—(1) The limitation period established by section 4 does not run in respect of a claim based on assault or sexual assault during any time in which the person with the claim is incapable of commencing the proceeding because of his or her physical, mental or psychological condition.

Presumption

(2) Unless the contrary is proved, a person with a claim based on an assault shall be presumed to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was commenced if at the time of the assault one of the parties to the assault had an intimate relationship with the person or was someone on whom the person was dependent, whether or not financially.

Same

(3) Unless the contrary is proved, a person with a claim based on a sexual assault shall be presumed to have been incapable of commencing the proceeding earlier than it was commenced.

Attempted resolution

10. If a person with a claim and a person against whom the claim is made have agreed to submit the claim to an independent third party for resolution, the limitation period established by section 4 does not run from the date the parties agree to submit the claim to the independent third party until the date the claim is resolved or a party terminates or withdraws from the agreement.

Successors

11.-(1) For the purpose of clause 5 (1) (a), in the case of a proceeding commenced by a person claiming through a predecessor in right, title or interest, if the predecessor knew or ought to have known of the matters referred to in that clause before the person claiming knew of them, the person claiming shall be deemed to have acquired the knowledge on the day that the predecessor first knew or ought to have known of them.

Same

(2) The day on which a predecessor first ought to have known of the matters referred to in clause 5 (1) (a) is the day on which a reasonable person in the predecessor's circumstances and with the predecessor's abilities first ought to have known of them.

Personal representa-

(3) For the purpose of this section, a deceased person who had a claim is a predecessor of his or her personal representative.

Deceased persons

12. If a person with a claim dies and the limitation period established by section 4

conque peut demander, par voie de motion, que soit nommé un tuteur à l'instance pour représenter l'auteur de la demande en jus-

9 (1) Le délai de prescription créé par Voies de fait l'article 4 ne court pas dans le cas d'une sexuelles demande en justice fondée sur des voies de fait ou une agression sexuelle pendant toute période au cours de laquelle l'auteur de la demande en justice est dans l'incapacité d'introduire l'instance en raison de son état physique, mental ou psychologique.

(2) À moins de preuve du contraire, l'au- Présomption teur d'une demande en justice fondée sur des voies de fait est présumé avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieure-

ment à la date de son introduction si, au moment où ont été commises les voies de fait, il avait des relations intimes avec une des parties aux voies de fait ou dépendait financièrement ou non de celle-ci.

(3) À moins de preuve du contraire, l'au- Idem teur d'une demande en justice fondée sur une agression sexuelle est présumé avoir été dans l'incapacité d'introduire l'instance antérieurement à la date de son introduction.

10 Si l'auteur d'une demande en justice et Tentative de une personne contre laquelle est faite la demande en justice ont convenu de soumettre la demande en justice à un tiers indépendant pour qu'il statue sur celle-ci, le délai de prescription créé par l'article 4 ne court pas de la date où les parties ont convenu de soumettre la demande en justice au tiers indépendant à la date à laquelle il est statué sur la demande en justice ou l'une ou l'autre partie met fin à la convention ou se retire de celle-ci.

règlement

- 11 (1) Pour l'application de l'alinéa 5 (1) Ayants droit a), dans le cas d'une instance introduite par un ayant droit d'un prédécesseur titulaire du droit, du titre ou de l'intérêt, si le prédécesseur connaissait ou aurait dû connaître les faits visés à cet alinéa avant que l'ayant droit ne les ait appris, ce dernier est réputé avoir pris connaissance des faits le jour où le prédécesseur les a appris ou aurait dû les apprendre.
- (2) Le jour où le prédécesseur aurait dû apprendre les faits visés à l'alinéa 5 (1) a) est celui où toute personne raisonnable se trouvant dans la même situation et possédant les mêmes capacités que lui aurait dû les apprendre.

(3) Pour l'application du présent article, la Représentant personne décédée qui était l'auteur d'une demande en justice est un prédécesseur de son représentant successoral.

12 Si l'auteur d'une demande en justice Décès décède et que le délai de prescription créé

would expire within one year of the person's death, the limitation period is extended to include the first anniversary of the day on which the person died.

Acknowledg-

13.—(1) If a person acknowledges the existence of a claim for payment of a liquidated sum, the recovery of property, the enforcement of a charge on property or relief from enforcement of a charge on property, the act or omission on which the claim is based shall be deemed to have taken place on the day on which the acknowledgment was made.

Interest

(2) An acknowledgment of the existence of a claim for interest is an acknowledgment of a claim for the principal and for interest falling due after the acknowledgment is made.

Collateral

(3) An acknowledgment of the existence of a claim to realize on or redeem collateral under a security agreement or to recover money in respect of the collateral is an acknowledgment by any other person who later comes into possession of it.

Realization

(4) A debtor's performance of an obligation under or in respect of a security agreement is an acknowledgment by the debtor of the existence of a claim by the creditor for realization on the collateral under the agreement.

Redemption

(5) A creditor's acceptance of a debtor's payment or performance of an obligation under or in respect of a security agreement is an acknowledgment by the creditor of the existence of a claim by the debtor for redemption of the collateral under the agreement.

Trustees

(6) An acknowledgment by a trustee is an acknowledgment by any other person who is or who later becomes a trustee of the same

Property

(7) An acknowledgment of the existence of a claim to recover or enforce an equitable interest in property by a person in possession of it is an acknowledgment by any other person who later comes into possession of it.

Liquidated sum

(8) Subject to subsections (9) and (10), this section applies to an acknowledgment of the existence of a claim for payment of a liquidated sum even though the person making the acknowledgment refuses or does not promise to pay the sum or the balance of the sum still owing.

par l'article 4 doit expirer dans l'année qui suit la date du décès, le délai de prescription est prorogé de façon à inclure le premier anniversaire de cette date.

13 (1) Si une personne reconnaît l'exis- Reconnaistence d'une demande en justice de paiement d'une somme déterminée, de recouvrement d'un bien, d'exécution d'une charge grevant un bien ou d'exonération de l'exécution d'une charge grevant un bien, l'acte ou l'omission sur lequel est fondée la demande en justice est réputé avoir eu lieu le jour où a eu lieu la reconnaissance.

(2) La reconnaissance de l'existence d'une Intérêts demande en justice de paiement d'intérêts constitue la reconnaissance d'une demande en justice de paiement du capital et des intérêts échus après que la reconnaissance a lieu.

(3) La reconnaissance de l'existence d'une Bien donné demande en justice de réalisation ou de rachat d'un bien donné en garantie aux termes d'un contrat de sûreté, ou de recouvrement d'une somme d'argent à l'égard du bien donné en garantie constitue une reconnaissance par toute autre personne qui en prend par la suite possession.

(4) L'exécution par un débiteur d'une Réalisation obligation aux termes ou à l'égard d'un contrat de sûreté constitue une reconnaissance par celui-ci de l'existence d'une demande en justice du créancier en vue de la réalisation du bien donné en garantie aux termes du

(5) L'acceptation par un créancier d'un Rachat paiement ou de l'exécution d'une obligation par un débiteur aux termes ou à l'égard d'un contrat de sûreté constitue une reconnaissance de la part du créancier de l'existence d'une demande en justice du débiteur en vue du rachat du bien donné en garantie aux termes du contrat.

(6) La reconnaissance par un fiduciaire Fiduciaires constitue une reconnaissance par toute autre personne qui est ou sera fiduciaire de la même fiducie.

(7) La reconnaissance par la personne qui Bien est en possession d'un bien de l'existence d'une demande en justice de recouvrement ou d'exécution d'un intérêt en equity sur ce bien constitue une reconnaissance par toute autre personne qui en prend possession par la suite.

(8) Sous réserve des paragraphes (9) et Somme déter-(10), le présent article s'applique à la reconnaissance de l'existence d'une demande en justice de paiement d'une somme déterminée, même si l'auteur de la reconnaissance refuse de payer cette somme ou le solde impayé de cette somme, ou ne s'y engage pas.

Restricted application

6

(9) This section does not apply unless the acknowledgment is made to the person with the claim, the person's agent or an official receiver or trustee acting under the Bankruptcy Act (Canada) before the expiry of the limitation period applicable to the claim

Same

(10) Subsections (1), (2), (3), (6) and (7) do not apply unless the acknowledgment is in writing and signed by the person making it or the person's agent, or, in the case of a claim for payment of a liquidated sum, is in the form of a part payment of the sum.

Notice of possible claim

14.—(1) A person against whom another person may have a claim may serve a notice of possible claim on the other person.

Contents

- (2) A notice of possible claim shall be in writing and signed by the person issuing it or the issuing person's solicitor, and shall,
 - (a) describe the injury, loss or damage that the issuing person suspects may have occurred;
 - (b) identify the act or omission giving rise to the injury, loss or damage;
 - (c) indicate the extent to which the issuing person suspects that the injury, loss or damage may have been caused by the issuing person;
 - (d) state that any claim that the other person has could be extinguished because of the expiry of a limitation period;
 - (e) state the issuing person's name and address for service.

Effect

(3) The fact that a notice of possible claim has been served on a person may be considered by a court in determining when the limitation period in respect of the person's claim began to run.

Exception

- (4) Subsection (3) does not apply to a person who is not represented by a courtappointed litigation guardian and who, when served with the notice,
 - (a) is a minor; or
 - (b) is incapable of commencing a proceeding because of his or her physical, mental or psychological condition or because of physical restraint, war or war-like conditions.

(9) Le présent article ne s'applique que si Champ d'apla reconnaissance est faite à l'auteur de la demande en justice, à son mandataire ou à un séquestre officiel ou syndic agissant aux termes de la Loi sur la faillite (Canada) avant l'expiration du délai de prescription qui s'applique à la demande en justice.

- (10) Les paragraphes (1), (2), (3), (6) et Idem (7) ne s'appliquent que si la reconnaissance est faite par écrit et revêtue de la signature de son auteur ou du mandataire de celui-ci ou, dans le cas d'une demande en justice de paiement d'une somme déterminée, si la reconnaissance prend la forme d'un paiement partiel de la somme.
- 14 (1) La personne contre laquelle une Avis de autre personne peut être fondée à faire une justice évendemande en justice peut lui signifier un avis tuelle de demande en justice éventuelle.

- (2) L'avis de demande en justice éven- Contenu tuelle est présenté par écrit et signé par la personne qui l'émet ou par son avocat. Cet avis renferme les précisions suivantes :
 - a) une description des préjudices, des pertes ou des dommages que l'émetteur de l'avis soupçonne être survenus;
 - b) en quoi consiste l'acte ou l'omission ayant donné lieu aux préjudices, aux pertes ou aux dommages;
 - c) la mesure dans laquelle l'émetteur de l'avis soupçonne avoir pu causer les préjudices, les pertes ou les dommages en question;
 - d) le fait que toute demande en justice que l'autre personne peut faire puisse s'éteindre en raison de l'expiration d'un délai de prescription;
 - e) les nom et domicile élu de l'émetteur de l'avis.
- (3) Le fait qu'un avis de demande en jus- Effet tice éventuelle a été signifié à une personne peut être pris en considération par un tribunal pour établir à quel moment le délai de prescription relatif à la demande en justice de la personne a commencé à courir.

- (4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à Exception la personne qui n'est pas représentée par un tuteur à l'instance nommé par le tribunal et qui, au moment où l'avis lui est signifié :
 - a) soit est mineure;
 - b) soit est dans l'incapacité d'introduire une instance en raison de son état physique, mental ou psychologique, ou en raison d'un empêchement physique, d'un état de guerre ou de conditions analogues à l'état de guerre.

Acknowledge

(5) A notice of possible claim is not an acknowledgment for the purpose of section 13.

Admission

(6) A notice of possible claim is not an admission of the validity of the claim.

ULTIMATE LIMITATION PERIODS

Ultimate limitation periods

15.-(1) Even if the limitation period established by any other section of this Act in respect of a claim has not expired, no proceeding shall be commenced in respect of the claim after the expiry of a limitation period established by this section.

General

(2) No proceeding shall be commenced in respect of any claim after the thirtieth anniversary of the day on which the act or omission on which the claim is based took place.

Health facili-

(3) No proceeding shall be commenced in respect of a claim based on the negligent act or omission of a health facility or a health facility employee after the tenth anniversary of the day on which the act or omission took place.

Health practitioners

(4) No proceeding shall be commenced in respect of a claim based on the malpractice or negligent act or omission of a health practitioner after the tenth anniversary of the day on which the malpractice or negligent act or omission took place.

Exception

(5) Subsections (3) and (4) do not apply if the claim is based on the leaving of a foreign object having no therapeutic or diagnostic purpose in the body of the person with the

Improvements

(6) In the case of an improvement to real property carried out under a contract, no proceeding shall be commenced in respect of a claim based on a deficiency in the design, construction or general review of the improvement after the tenth anniversary of the first day on which the contract was substantially performed within the meaning of the Construction Lien Act.

Periods not

(7) The limitation periods established by subsections (2), (3), (4) and (6) do not run in respect of a claim during any time in which,

- (a) the person with the claim,
 - (i) is incapable of commencing a proceeding in respect of the claim because of his or her physical,

- (5) L'avis de demande en justice éven- Reconnaistuelle ne constitue pas une reconnaissance pour l'application de l'article 13.
- (6) L'avis de demande en justice éven- Aveu tuelle ne constitue pas un aveu selon lequel la demande en justice est fondée.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION ULTIMES

15 (1) Même si le délai de prescription Délais de créé par tout autre article de la présente loi ultimes dans le cas d'une demande en justice n'a pas expiré, aucune instance relative à cette demande ne peut être introduite après l'expiration du délai de prescription créé par le présent article.

(2) Aucune instance relative à une demande en justice ne peut être introduite après le trentième anniversaire du jour où a eu lieu l'acte ou l'omission qui a donné naissance à la demande en justice.

Disposition

(3) Aucune instance relative à une demande en justice fondée sur l'acte de santé négligence ou l'omission par négligence d'un établissement de santé ou d'un employé de l'établissement de santé ne peut être introduite après le dixième anniversaire du jour où a eu lieu l'acte ou l'omission.

Établissements de

(4) Aucune instance relative à une Praticiens de demande en justice fondée sur la faute professionnelle, l'acte de négligence ou l'omission par négligence d'un praticien de la santé ne peut être introduite après le dixième anniversaire du jour où a été commis la faute professionnelle, l'acte de négligence ou l'omission par négligence.

(5) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas si la demande en justice est fondée sur le fait qu'un objet étranger sans but thérapeutique ou diagnostique a été laissé dans le corps de l'auteur de la demande en justice.

Exception

(6) Dans le cas d'améliorations qui sont Améliorations apportées à un bien immeuble aux termes d'un contrat, aucune instance relative à une demande en justice fondée sur un défaut de conception ou de construction, ou sur une lacune de l'examen de conformité de ces améliorations, ne peut être introduite après le dixième anniversaire du premier jour où le contrat était exécuté pour l'essentiel au sens qu'a cette expression dans la Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction.

(7) Les délais de prescription créés par les Interruption paragraphes (2), (3), (4) et (6) ne courent pas dans le cas d'une demande en justice pendant toute période au cours de laquelle, selon le cas:

- a) l'auteur de la demande en justice :
 - (i) d'une part, est dans l'incapacité d'introduire une instance relative à la demande en justice en raison

mental or psychological condition or because of physical restraint, war or war-like conditions, and

- (ii) is not represented by a courtappointed litigation guardian; or
- (b) the person against whom the claim is made.
 - (i) wilfully conceals from the person with the claim the fact that injury, loss or damage has occurred, that it was caused by or contributed to by an act or omission or that the act or omission was that of the person against whom the claim is made, or
 - (ii) wilfully misleads the person with the claim as to the appropriateness of a proceeding as a means of remedying the injury, loss or damage.

Same

(8) The limitation periods established by subsections (3), (4) and (6) do not run in respect of a claim during any time in which the person with the claim is a minor and is not represented by a court-appointed litigation guardian.

Burden

(9) Subject to section 9, the burden of proving that subsection (7) or (8) applies is on the person with the claim.

Purchasers for value

(10) No proceeding against a purchaser of property for value acting in good faith shall be commenced in respect of conversion of the property after the second anniversary of the day on which the property was con-

Day of occurrence

- (11) For the purposes of this section, the day an act or omission on which a claim is based takes place is,
 - (a) in the case of a continuous act or omission, the day on which the act or omission ceases:
 - (b) in the case of a series of acts or omissions in respect of the same obligation, the day on which the last act or omission in the series occurs:
 - (c) in the case of a default in performing a demand obligation, the day on which the default occurs.

Claim extin-

(12) Upon the expiry of a limitation period established by this section, the claim

- de son état physique, mental ou psychologique, ou en raison d'un empêchement physique, d'un état de guerre ou de conditions analogues à l'état de guerre,
- (ii) d'autre part, n'est pas représenté par un tuteur à l'instance nommé par le tribunal;
- b) la personne contre laquelle est faite la demande en justice:
 - (i) soit dissimule sciemment à l'auteur de la demande en justice le fait que les préjudices, les pertes ou les dommages se sont produits, qu'ils ont été causés entièrement ou en partie par un acte ou une omission ou que l'acte ou l'omission était le fait de la personne contre laquelle est faite la demande en justice,
 - (ii) soit induit sciemment en erreur l'auteur de la demande en justice quant à l'opportunité d'une instance comme moyen d'obtenir réparation des préjudices, des pertes ou des dommages subis.

(8) Les délais de prescription créés par les Idem paragraphes (3), (4) et (6) ne courent pas dans le cas d'une demande en justice pendant toute période au cours de laquelle l'auteur de la demande en justice est mineur et n'est pas représenté par un tuteur à l'instance nommé par le tribunal.

(9) Sous réserve de l'article 9, il incombe Fardeau de la à l'auteur de la demande en justice de prouver que le paragraphe (7) ou (8) s'applique.

- (10) Aucune instance relative à l'appro- Acquéreurs à priation illicite d'un bien contre l'acquéreur à titre onéreux du bien qui agit de bonne foi ne peut être introduite après le deuxième anniversaire du jour où a eu lieu l'appropria-
- (11) Pour l'application du présent article, Déterminale jour où a lieu un acte ou une omission sur lequel est fondée une demande en justice l'acte ou

- a) dans le cas d'un acte ou d'une omission continus, le jour où cesse l'acte ou l'omission:
- b) dans le cas d'une série d'actes ou d'omissions à l'égard de la même obligation, le jour où a lieu le dernier acte ou la dernière omission de la série;
- c) dans le cas du défaut d'exécution d'un engagement à vue, le jour où a lieu le défaut.
- (12) A l'expiration d'un délai de prescrip- Extinction de tion créé par le présent article, la demande en justice

and any right, title or interest on which it is based are extinguished.

Definitions

- (13) For the purposes of this section,
- "design" means a plan, field notes of survey, sketch, drawing, graphic representation or specification intended to govern the construction of an improvement to real property; ("conception")
- "general review" means an examination of an improvement to real property to determine whether the construction of it is in general conformity with the design; ("examen de conformité")

"health facility" means,

- (a) a hospital as defined in the *Public Hospitals Act*,
- (b) a private hospital licensed under the *Private Hospitals Act*,
- (c) a home for special care established, approved or licensed under the *Homes* for Special Care Act,
- (d) an independent health facility licensed under the *Independent Health Facilities Act*,
- (e) a nursing home licensed under the Nursing Homes Act,
- (f) a facility designated as a psychiatric facility under the *Mental Health Act*,
- (g) a community psychiatric hospital established or approved under the Community Psychiatric Hospitals Act,
- (h) an institution under the *Mental Hospitals Act*,
- (i) the Ontario Cancer Institute under the *Cancer Act*, or
- (j) a health care unit in a correctional institution or a place of secure custody or detention established or continued under the *Ministry of Correctional Ser*vices Act; ("établissement de santé")
- "health practitioner" means health practitioner as defined in the Consent to Treatment Act, 1992; ("praticien de la santé")
- "improvement" means any alteration, addition or repair to or construction, erection or installation on land, and includes the demolition or removal of any structure or part of a structure on land. ("amélioration")

- en justice et tout droit, titre ou intérêt sur lequel elle est fondée s'éteignent.
- (13) Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent au présent article.
- «amélioration» S'entend de tout agrandissement ou de toute modification, réparation, construction ou installation sur un bienfonds. S'entend en outre de la démolition ou de l'enlèvement d'une structure ou d'une partie de structure située sur un bien-fonds. («improvement»)
- «conception» S'entend des plans, des notes d'arpentage, des croquis, des dessins, des représentations graphiques ou des devis destinés à régir les travaux que nécessitent les améliorations à apporter à un bien immeuble. («design»)
- «établissement de santé» S'entend de l'un ou de l'autre des établissements suivants :
 - a) un hôpital au sens de la Loi sur les hôpitaux publics,
 - b) un hôpital privé exploité en vertu d'un permis aux termes de la Loi sur les hôpitaux privés,
 - c) un foyer de soins spéciaux ouvert, agréé ou titulaire d'un permis aux termes de la Loi sur les foyers de soins spéciaux,
 - d) un établissement de santé autonome exploité en vertu d'un permis aux termes de la *Loi sur les établissements de* santé autonomes,
 - e) une maison de soins infirmiers exploitée en vertu d'un permis aux termes de la Loi sur les maisons de soins infirmiers,
 - f) un établissement désigné comme étant un établissement psychiatrique aux termes de la *Loi sur la santé mentale*,
 - g) un hôpital psychiatrique communautaire ouvert ou agréé aux termes de la Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires,
 - h) un établissement visé par la Loi sur les hôpitaux psychiatriques,
 - i) l'Institut ontarien du cancer aux termes de la Loi sur le cancer,
 - j) une infirmerie située dans un établissement correctionnel ou un lieu de garde ou de détention en milieu fermé mis sur pied ou maintenu aux termes de la Loi sur le ministère des Services correctionnels. («health facility»)
- «examen de conformité» S'entend de l'examen des améliorations apportées à un bien immeuble pour vérifier si les travaux exé-

No Limitation Period

No limitation period

- 16. There is no limitation period in respect of,
 - (a) a proceeding for judicial review;
 - (b) a proceeding for a declaration if no consequential relief is sought;
 - (c) a proceeding to enforce an order of a
 - (d) a proceeding to enforce a provision in a domestic contract or paternity agreement for the payment of support that is enforceable under section 35 of the Family Law Act;
 - (e) a proceeding to enforce an award in an arbitration to which the Arbitrations Act applies;
 - (f) a proceeding by a debtor in possession of collateral to redeem it;
 - (g) a proceeding by a creditor in possession of collateral to realize on it; or
 - (h) a proceeding arising from a sexual assault if at the time of the assault one of the parties to it had charge of the person assaulted, was in a position of trust or authority in relation to the person or was someone on whom he or she was dependent, whether or not financially.

GENERAL RULES

Contribution and indem nity

17.-(1) For the purposes of subsection 5 (2) and section 15, in the case of a claim by one alleged wrongdoer against another for contribution and indemnity, the day on which the first alleged wrongdoer was served with notice of the claim in respect of which contribution and indemnity is sought shall be deemed to be the day the act or omission on which that alleged wrongdoer's claim is based took place.

Application

(2) Subsection (1) applies whether the right to contribution and indemnity arises in respect of a tort or otherwise.

cutés sont conformes à la conception. («general review»)

«praticien de la santé» S'entend d'un praticien de la santé au sens de la Loi de 1992 sur le consentement au traitement. («health practitioner»)

ABSENCE DE DÉLAI DE PRESCRIPTION

16 Aucun délai de prescription n'est Absence de prévu dans les cas suivants :

délai de prescription

- a) les instances en révision judiciaire;
- b) les instances en déclaration judiciaire s'il n'est demandé aucun redressement indirect:
- c) les instances en vue de faire exécuter des ordonnances judiciaires;
- d) les instances en vue de faire exécuter des dispositions alimentaires de contrats familiaux ou d'accords de paternité qui sont exécutoires en vertu de l'article 35 de la Loi sur le droit de la famille;
- e) les instances en vue de faire exécuter les sentences arbitrales rendues dans le cadre d'arbitrages auxquels s'applique la Loi sur l'arbitrage;
- f) les instances engagées par les débiteurs en possession de biens donnés en garantie en vue de les racheter;
- g) les instances engagées par les créanciers en possession de biens donnés en garantie en vue de les réaliser;
- h) les instances découlant d'une agression sexuelle si, au moment où l'agression a été commise, l'une des parties à l'agression était responsable de la personne agressée ou se trouvait dans une position de confiance ou d'autorité par rapport à elle, ou la personne agressée dépendait financièrement ou non de la partie.

Règles générales

- 17 (1) Pour l'application du paragraphe Partage de la 5 (2) et de l'article 15, dans le cas d'une demande en justice faite par l'un des auteurs prétendus d'un préjudice contre un autre aux fins du partage de la responsabilité, le jour où est signifié au premier auteur prétendu du préjudice l'avis de demande en justice aux fins du partage de la responsabilité est réputé être le jour où a eu lieu l'acte ou l'omission sur lequel est fondée la demande en justice de cet auteur.
- (2) Le paragraphe (1) s'applique, que le Champ d'apdroit au partage de la responsabilité découle d'un délit ou autrement.

responsabilité

Other Acts

- 18.—(1) A limitation period set out in another Act that applies to a claim as defined in this Act is of no effect unless,
 - (a) the provision establishing it is listed in the Schedule to this Act: or
 - (b) the provision establishing it incorporates by reference a provision listed in the Schedule to this Act.

Same

(2) If there is a conflict between a limitation period established by a provision referred to in subsection (1) and one established by any other provision of this Act, the limitation period established by the provision referred to in subsection (1) prevails.

Period not to run

- (3) A limitation period established by a provision referred to in subsection (1) does not run in respect of a claim during any time in which,
 - (a) the person with the claim is not represented by a court-appointed litigation guardian and,
 - (i) is a minor, or
 - (ii) is incapable of commencing a proceeding in respect of the claim because of his or her physical, mental or psychological condition or because of physical restraint, war or war-like conditions; or
 - (b) the person with the claim and the person against whom the claim is made are both awaiting its resolution by an independent third party.

Adding party

19.—(1) If a limitation period in respect of a claim against a person has expired, the claim shall not be pursued by adding the person as a party to any existing proceeding.

Misdescription

(2) Subsection (1) does not prevent the correction of a misnaming or misdescription of a party.

Agreement

20. A limitation period under this Act or any other Act may be reduced or extended by a written agreement.

Notice

21.—(1) Despite any other Act, where notice of a claim has been given before expiry of the limitation period, failure to comply with the time for giving notice prescribed by that Act does not bar the claim, unless the person against whom the claim is made has been prejudiced by the failure to comply.

- 18 (1) Tout délai de prescription fixé par Autres lois une autre loi et qui s'applique à une demande en justice au sens de la présente loi est sans effet à moins que, selon le cas :
 - a) la disposition le créant ne soit énumérée à l'annexe de la présente loi;
 - b) la disposition le créant n'inclue, par renvoi, une disposition énumérée à l'annexe de la présente loi.
- (2) En cas d'incompatibilité entre le délai Idem de prescription créé par une disposition visée au paragraphe (1) et celui créé par toute autre disposition de la présente loi, c'est celui créé par la disposition visée au paragraphe (1) qui l'emporte.

du délai

- (3) Le délai de prescription créé par une Interruption disposition visée au paragraphe (1) ne court pas dans le cas d'une demande en justice pendant toute période au cours de laquelle, selon le cas:
 - a) l'auteur de la demande en justice n'est pas représenté par un tuteur à l'instance nommé par le tribunal et :
 - (i) soit est mineur,
 - (ii) soit est dans l'incapacité d'introduire une instance à l'égard de la demande en justice en raison de son état physique, mental ou psychologique, ou en raison d'un empêchement physique, d'un état de guerre ou de conditions analogues à l'état de guerre;
 - b) l'auteur de la demande en justice et la personne contre laquelle elle est faite attendent qu'un tiers indépendant règle la demande.
- 19 (1) En cas d'expiration du délai de Jonction prescription relatif à une demande en justice contre une personne, la demande en justice ne peut être formée par jonction de cette personne comme partie à une instance déjà en cours.

comme partie

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet Description d'empêcher que soit corrigé le nom inexact ou la description erronée d'une partie.

20 Le délai de prescription prévu par la Accord présente loi ou par toute autre loi peut être abrégé ou prorogé par accord écrit.

21 (1) Malgré toute autre loi, si un avis Avis de demande en justice a été donné avant l'expiration du délai de prescription, l'inobservation du délai prévu pour remettre l'avis prescrit par cette loi n'entraîne pas l'irrecevabilité de la demande en justice, sauf si la personne contre laquelle est faite la demande en justice a été lésée par l'inobservation de cette exigence.

Exception: proceedings against the Crown

(2) Subsection (1) does not apply to subsection 7 (1) of the Proceedings Against the Crown Act.

Conflict of

22. For the purpose of applying the rules regarding conflict of laws, the limitations law of Ontario or any other jurisdiction is substantive law.

Definitions

23.-(1) In this section,

"effective date" means the day on which this Act comes into force; ("date de l'entrée en vigueur")

"former limitation period" means the limitation period that applied in respect of the claim before the coming into force of this Act. ("ancien délai de prescription")

Application

(2) This section applies to claims based on acts and omissions that took place before the effective date and in respect of which no proceeding has been commenced before the effective date.

Former limitation period expired

(3) If the former limitation period expired before the effective date, no proceeding shall be commenced in respect of the claim.

Former limitation period unexpired

- (4) If the former limitation period did not expire before the effective date, the following rules apply:
 - 1. If no limitation period under this Act would apply were the claim based on an act or omission that took place on or after the effective date, there is no limitation period.
 - 2. If the former limitation period was less than two years and if a limitation period under this Act would apply were the claim based on an act or omission that took place on or after the effective date, no proceeding shall be commenced after the second anniversary of the act or omission.
 - 3. If the former limitation period was two years or more and if a limitation period under this Act would apply were the claim based on an act or omission that took place on or after the effective date, no proceeding shall be commenced after the expiry of the former limitation period or the second anniversary of the effective date, whichever is earlier.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au Exception : paragraphe 7 (1) de la Loi sur les instances introduites contre la Couronne.

22 Pour l'application des règles de conflit Conflit de de lois, les lois de l'Ontario ou de tout autre ressort relatives à la prescription constituent des règles juridiques de fond.

23 (1) Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent au présent article.

«ancien délai de prescription» Le délai de prescription qui s'appliquait à la demande en justice avant l'entrée en vigueur de la présente loi. («former limitation period»)

«date de l'entrée en vigueur» Le jour où la présente loi entre en vigueur. («effective date»)

(2) Le présent article s'applique aux Champ d'apdemandes en justice fondées sur des actes ou des omissions qui ont eu lieu avant la date de l'entrée en vigueur et à l'égard desquelles aucune instance n'a été introduite avant cette

(3) Si l'ancien délai de prescription a Expiration de expiré avant la date de l'entrée en vigueur, de prescripaucune instance relative à la demande en jus-tion tice ne peut être introduite.

(4) Si l'ancien délai de prescription n'a pas Non-expiraexpiré avant la date de l'entrée en vigueur, cien délai de les règles suivantes s'appliquent :

prescription

- 1. Dans le cas où aucun délai de prescription prévu par la présente loi ne s'appliquerait si la demande en justice était fondée sur un acte ou une omission ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, il n'y a pas de délai de prescription.
 - 2. Dans le cas où l'ancien délai de prescription était de moins de deux ans et qu'un délai de prescription prévu par la présente loi s'appliquerait si la demande en justice était fondée sur un. acte ou une omission ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, aucune instance ne peut être introduite après le deuxième anniversaire de l'acte ou de l'omission.
 - 3. Dans le cas où l'ancien délai de prescription était de deux ans ou plus et qu'un délai de prescription prévu par la présente loi s'appliquerait si la demande en justice était fondée sur un acte ou une omission ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, aucune instance ne peut être introduite après l'expiration de l'ancien délai de prescription ou après le deuxième anniversaire de la date de l'entrée en vigueur, selon celui de ces deux événements qui arrive en premier.

No former limitation period

(5) If there was no former limitation period and the claim was discovered before the effective date, no proceeding shall be commenced after the second anniversary of the effective date.

(5) S'il n'y avait aucun ancien délai de Absence

Debts to Crown

(6) In the case of a claim for payment of a debt owed to the Crown that was due before the effective date, no proceeding shall be commenced after the sixth anniversary of the effective date.

Assault and sexual assault

- (7) In the case of a claim based on an assault or sexual assault that the defendant committed, knowingly aided or encouraged, or knowingly permitted the defendant's agent or employee to commit, the following rules apply, even if the former limitation period expired before the effective date:
 - 1. If section 9 would apply were the claim based on an assault or sexual assault that took place on or after the effective date, section 9 applies to the claim, with necessary modifications.
 - 2. If no limitation period under this Act would apply were the claim based on a sexual assault that took place on or after the effective date, there is no limitation period.

AMENDMENTS AND REPEALS

24. On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the Schedule to this Act is amended by striking out the following item:

Libel and Slander Act section 6

- 25. The following are repealed:
 - 1. Section 25 of the Ambulance Act.
 - 2. Subsection 111 (2) of the Co-operative Corporations Act.
 - 3. Section 31 of the Denture Therapists
- 4. Subsection 4 (3) of the Employers and Employees Act.
- 5. Subsections 99 (13) and (14) of the Environmental Protection Act.
- 6. Section 47 of the Estates Act.

prescription et que les faits qui ont donné de prescripnaissance à la demande en justice ont été tion découverts avant la date de l'entrée en vigueur, aucune instance ne peut être introduite après le deuxième anniversaire de cette

(6) Dans le cas d'une demande en justice Dettes envers visant le paiement d'une dette envers la Couronne qui était exigible avant la date de l'entrée en vigueur, aucune instance ne peut être introduite après le sixième anniversaire de cette date.

- (7) Dans le cas d'une demande en justice Voies de fait fondée sur des voies de fait ou une agression sexuelle sexuelle que le défendeur a commises, a sciemment aidé ou encouragé quelqu'un d'autre à commettre ou a sciemment permis à son mandataire ou employé de commettre, les règles suivantes s'appliquent même si l'ancien délai de prescription a expiré avant la date de l'entrée en vigueur :
 - 1. Dans le cas où l'article 9 s'appliquerait si la demande en justice était fondée sur des voies de fait ou une agression sexuelle ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, l'article 9 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la demande en justice.
 - 2. Dans le cas où aucun délai de prescription prévu par la présente loi ne s'appliquerait si la demande en justice était fondée sur une agression sexuelle ayant eu lieu à la date de l'entrée en vigueur ou par la suite, il n'y a pas de délai de prescription.

MODIFICATIONS ET ABROGATIONS

24 Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, l'annexe de la présente loi est modifiée par suppression de l'entrée suivante:

Diffamation, Loi sur la article 6

- 25 Les dispositions suivantes sont abrogées:
 - 1. L'article 25 de la Loi sur les ambulances.
 - 2. Le paragraphe 111 (2) de la Loi sur les sociétés coopératives.
 - 3. L'article 31 de la Loi sur les denturologues.
 - 4. Le paragraphe 4 (3) de la Loi sur les employeurs et employés.
 - 5. Les paragraphes 99 (13) et (14) de la Loi sur la protection de l'environnement.
 - 6. L'article 47 de la Loi sur les successions.

14

- 7. Section 50 and subsection 61 (4) of the Family Law Act.
- 8. Section 17 of the Health Disciplines Act.
- 9. Section 206 of the Highway Traffic Act.
- 10. Section 206, Statutory Condition 10 (3) of section 234, subsection 258 (2) and Statutory Condition 12 of section 300 of the *Insurance Act*.
- 11. Subsection 13 (2) of the Lightning Rods
- 12. Subsection 106 (6) of the Loan and Trust Corporations Act.
- 13. Section 78 of the Mental Health Act.
- 14. Section 9 of the Mental Hospitals Act.
- 15. Subsection 284 (2) of the Municipal
- 16. Section 8 of the Negligence Act.
- 17. Section 13 of the Off-Road Vehicles Act.
- 18. Subsection 30 (1) of the Ontario Mental Health Foundation Act.
- 19. Subsection 36 (1) of the *Power Corporation Act*.
- 20. Subsection 29 (3) of the *Private Hospitals Act*.
- 21. Section 46 of the *Professional Engineers* Act.
- 22. Section 7 of the Public Authorities Protection Act.
- 23. Section 31 of the Public Hospitals Act.
- 24. Section 12 of the Public Officers Act.
- 25. Subsection 33 (5) of the Public Transportation and Highway Improvement Act.
- 26. Section 33 of the Public Utilities Act.
- 27. Section 13 of the Radiological Technicians Act.
- 28. Subsection 139 (4) and subsections 267 (1) and (2) of *The Railways Act*, being chapter 331 of the Revised Statutes of Ontario, 1950.
- 29. Section 89 of Schedule 2 to the Regulated Health Professions Act, 1991.

- 7. L'article 50 et le paragraphe 61 (4) de la Loi sur le droit de la famille.
- 8. L'article 17 de la Loi sur les sciences de la santé.
- 9. L'article 206 du Code de la route.
- 10. L'article 206, la condition légale 10 (3) de l'article 234, le paragraphe 258 (2) et la condition légale 12 de l'article 300 de la *Loi sur les assurances*.
- 11. Le paragraphe 13 (2) de la *Loi sur les paratonnerres*.
- 12. Le paragraphe 106 (6) de la Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie.
- 13. L'article 78 de la Loi sur la santé mentale.
- 14. L'article 9 de la Loi sur les hôpitaux psychiatriques.
- 15. Le paragraphe 284 (2) de la Loi sur les municipalités.
- 16. L'article 8 de la Loi sur le partage de la responsabilité.
- 17. L'article 13 de la Loi sur les véhicules tout terrain.
- 18. Le paragraphe 30 (1) de la Loi sur la Fondation ontarienne de la santé mentale.
- 19. Le paragraphe 36 (1) de la Loi sur la Société de l'électricité.
- 20. Le paragraphe 29 (3) de la Loi sur les hôpitaux privés.
- 21. L'article 46 de la Loi sur les ingénieurs.
- 22. L'article 7 de la Loi sur l'immunité des personnes exerçant des attributions d'ordre public.
- 23. L'article 31 de la Loi sur les hôpitaux publics.
- 24. L'article 12 de la Loi sur les fonctionnaires.
- 25. Le paragraphe 33 (5) de la Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun.
- 26. L'article 33 de la Loi sur les services publics.
- 27. L'article 13 de la Loi sur les techniciens en radiologie.
- 28. Le paragraphe 139 (4), ainsi que les paragraphes 267 (1) et (2) de la loi intitulée *The Railways Act*, qui constitue le chapitre 331 des Lois refondues de l'Ontario de 1950.
- 29. L'article 89 de l'annexe 2 de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées.

- 30. Section 86 of the Telephone Act.
- 31. Subsection 38 (3) of the Trustee Act.
- 32. Section 46 of the Veterinarians Act.
- **26.**—(1) Parts II and III of the *Limitations* Act are repealed and the following substituted:

Express trust: when beneficiary accrues

42. Where land or rent is vested in a trustee upon an express trust, the right of the beneficiary of the trust or a person claiming through the beneficiary to bring an action against the trustee or a person claiming through the trustee to recover the land or rent, shall be deemed to have first accrued, according to the meaning of this Act, at and not before the time at which the land or rent has been conveyed to a purchaser for a valuable consideration, and shall then be deemed to have accrued only as against such purchaser and any person claiming through the purchaser.

Mortgage covenant

- 43.-(1) No action upon a covenant contained in an indenture of mortgage or any other instrument made on or after the 1st day of July, 1894 to repay the whole or part of any money secured by a mortgage shall be commenced after the later of,
 - (a) the expiry of ten years after the day on which the cause of action arose; and
 - (b) the expiry of ten years after the day on which the interest of the person liable on the covenant in the mortgaged lands was conveyed or transferred.

Equity of redemption

(2) No action by a mortgagee against a grantee of the equity of redemption under section 20 of the Mortgages Act shall be commenced after the expiry of ten years after the day on which the cause of action arose.

Same

- (3) Subsections (1) and (2) do not extend the time for bringing an action if the time for bringing it is limited by any other Act.
- (2) The title to the Limitations Act is repealed and the following substituted:

LIMITATIONS ACT (REAL PROPERTY)

- 27. Section 19 of the Bulk Sales Act is amended by striking out "six months" in the sixth and seventh lines and substituting "two vears".
- 28. Clause 9 (3) (f) of the Consumer Reporting Act is repealed and the following substituted:
 - (f) information regarding any collection or debt after seven years following the

- 30. L'article 86 de la Loi sur le téléphone.
- 31. Le paragraphe 38 (3) de la Loi sur les fiduciaires.
- 32. L'article 46 de la Loi sur les vétérinaires.
- 26 (1) Les parties II et III de la Loi sur la prescription des actions sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
- 42 Lorsqu'un bien-fonds ou un loyer est dévolu à un fiduciaire par voie de fiducie expresse, le droit du bénéficiaire ou d'un ayant droit de ce dernier d'intenter contre le fiduciaire ou un ayant droit de ce dernier une prend naisaction en revendication du bien-fonds ou du sance loyer est réputé avoir pris naissance, conformément à la présente loi, exactement à la date de la cession du bien-fonds ou du loyer à un acquéreur à titre onéreux, et seulement à l'égard de cet acquéreur ou d'un ayant droit de ce dernier.

laquelle le bénéficiaire

43 (1) L'action sur un engagement contenu dans un acte d'hypothèque ou un autre acte conclu le 1er juillet 1894 ou après cette date, prévoyant le remboursement de la totalité ou d'une partie de fonds garantis par une hypothèque, se prescrit par celui des délais suivants qui est postérieur à l'autre :

Engagement

- a) dix ans à compter du jour de la naissance de la cause d'action;
- b) dix ans à compter du jour de la cession de l'intérêt de la personne responsable en vertu de l'engagement sur les biensfonds hypothéqués.
- (2) L'action d'un créancier hypothécaire Droit de contre un cessionnaire du droit de rachat en vertu de l'article 20 de la Loi sur les hypothèques se prescrit par dix ans à compter du jour de la naissance de la cause d'action.

- (3) Les paragraphes (1) et (2) ne proro- Idem gent pas les délais de prescription que prévoient d'autres lois pour intenter une action.
- (2) Le titre de la Loi sur la prescription des actions est abrogé et remplacé par ce qui suit:

LOI SUR LA PRESCRIPTION DES ACTIONS (BIENS IMMEUBLES)

- 27 L'article 19 de la Loi sur la vente en bloc est modifié par substitution, à «six mois» à la sixième ligne, de «deux ans».
- 28 L'alinéa 9 (3) f) de la Loi sur les renseignements concernant le consommateur est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - f) des renseignements sur tout recouvrement ou toute créance plus de sept ans

commencement of the debt obligation, unless the creditor or the creditor's agent confirms that the debt obligation is not barred under the Limitations Act (General), 1992 and the confirmation appears in the file.

29.-(1) Subsection 72 (2) of the Cooperative Corporations Act is repealed and the following substituted:

Limitation of liability

- (2) A person is not liable under subsection (1) unless the co-operative has been sued for the debt and execution has been returned unsatisfied in whole or in part.
- (2) Subsection 99 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to court

- (2) Where a co-operative acquires any of its shares or repays any of its loans in contravention of this Act or the articles, any member of the co-operative or, where the acquisition or repayment is in contravention of subsection 32 (2), subsection 67 (1) or section 69, any creditor of the co-operative who was a creditor at the time of the acquisition or repayment, may apply to the court and the court may, if it considers it to be just and equitable under the circumstances, make an order making any member whose shares were acquired liable to the co-operative jointly and severally with the directors, to the extent of the amount paid to the mem-
- (3) Clause 100 (b) of the Act is amended by striking out "within two years of the declaration" in the fifth line.
- (4) Subsection 103 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Limitation of liability

- (2) A director is liable under subsection (1) only if,
 - (a) the co-operative is sued in the action against the director and execution against the co-operative is returned unsatisfied in whole or in part; or
 - (b) before or after the action is commenced, the co-operative goes into liquidation, is ordered to be wound up or makes an authorized assignment under the Bankruptcy Act (Canada), or a receiving order under the Bankruptcy Act (Canada) is made against it, and, in any such case, the claim for the debt has been proved.

après la prise d'effet de l'obligation, à moins que le créancier ou son mandataire ne confirme que l'obligation n'est pas irrecevable aux termes de la Loi de 1992 sur la prescription (de nature générale) et que la confirmation ne figure au dossier.

29 (1) Le paragraphe 72 (2) de la Loi sur les sociétés coopératives est abrogé et remplacé par ce qui suit:

(2) Une personne n'est responsable aux Responsabitermes du paragraphe (1) que si une action en recouvrement de la dette a été intentée contre la coopérative et qu'un bref de saisieexécution a été retourné sans avoir été exécuté en totalité ou en partie.

(2) Le paragraphe 99 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Si la coopérative acquiert ses propres Requête parts sociales ou rembourse ses prêts contrairement à la présente loi ou à ses statuts, un membre de la coopérative ou un créancier de celle-ci au moment de l'acquisition ou du remboursement effectués contrairement au paragraphe 32 (2) ou 67 (1) ou à l'article 69, peut présenter une requête au tribunal qui peut, s'il l'estime juste et équitable dans les circonstances, déclarer par ordonnance que le membre dont les parts sociales ont été ainsi acquises est solidairement responsable avec les administrateurs envers la coopérative, jusqu'à concurrence du montant qu'il a reçu.

- (3) L'alinéa 100 b) de la Loi est modifié par suppression de «, dans les deux ans de cette déclaration,» aux troisième et quatrième lignes.
- (4) Le paragraphe 103 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (2) L'administrateur n'est responsable aux Responsabitermes du paragraphe (1) que si, selon le

- a) la coopérative est poursuivie dans l'action intentée contre l'administrateur et que la saisie-exécution pratiquée contre la coopérative ne satisfait pas au montant accordé par le jugement;
- b) avant l'introduction de l'action ou par la suite, la coopérative fait l'objet d'une liquidation ou d'une ordonnance de mise en liquidation ou elle fait une cession autorisée de ses biens aux termes de la Loi sur la faillite (Canada), ou une ordonnance de séquestre est rendue contre elle aux termes de la Loi sur la faillite (Canada), et l'existence des dettes est prouvée dans chacun de ces cas.

- (5) Clause 168 (1) (b) of the Act is amended by striking out "within two years"
- (6) Subsection 169 (1) of the Act is amended by striking out "within two years from the date of the dissolution and not thereafter" in the last two lines.

in the third line.

- **30.** Subsection 124 (1) of the *Credit Unions* and Caisses Populaires Act is amended by striking out "within two years from the date of the dissolution and not thereafter" in the last three lines.
- 31. Subsection 100 (6) of the *Environmental Protection Act* is amended by striking out "(14)" in the third line and substituting "(12)".
- 32. Subsection 3 (1) of the Gaming Act is amended by striking out "within three months thereafter" in the seventh and eighth lines.
- 33.—(1) Subsection 17 (1) of the Loan and Trust Corporations Act is amended by striking out "and a proceeding to enforce such liability may be commenced within five years after the date of the dissolution of the corporation" in the seventh, eighth, ninth and tenth lines.
- (2) Subsection 107 (2) of the Act is repealed and the following substituted:
- repealed and the following substituted:

 (2) A director is liable under subsection
 - (a) the corporation is sued in the action against the director and execution against the corporation is returned unsatisfied in whole or in part; or
 - (b) before or after the action is commenced the corporation is deemed insolvent and is ordered to be wound up under the Winding-Up Act (Canada).
- (3) Subsection 107 (3) of the Act is amended by striking out "(b)" in the second line and substituting "(a)".
- **34.** Subsection 284 (6) of the *Municipal Act* is repealed and the following substituted:

Failure to give notice

Limitation

(1) only if,

- (6) An action for the recovery of the damages mentioned in subsection (1) is not barred because of a failure to comply with subsection (5) unless the corporation was prejudiced by the failure.
- 35. Subsection 36 (4) of the *Power Corporation Act* is amended by striking out "Subsection (1) and (2) do" in the first line and substituting "Subsection (2) does".

- (5) L'alinéa 168 (1) b) de la Loi est modifié par suppression de «dans les deux ans» à la troisième ligne.
- (6) Le paragraphe 169 (1) de la Loi est modifié par suppression de «dans les deux ans suivant la dissolution de la coopérative» aux deux dernières lignes.
- 30 Le paragraphe 124 (1) de la Loi sur les caisses populaires et les credit unions est modifié par suppression de «dans les deux ans qui suivent la dissolution et non après» aux deux dernières lignes.
- 31 Le paragraphe 100 (6) de la Loi sur la protection de l'environnement est modifié par substitution, à «(14)» à la troisième ligne, de «(12)».
- 32 Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur les jeux de hasard* est modifié par suppression de «dans les trois mois» aux dixième et onzième lignes.
- 33 (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie est modifié par suppression de «L'instance en recouvrement peut être introduite dans les cinq ans qui suivent la dissolution.» aux septième, huitième et neuvième lignes.
- (2) Le paragraphe 107 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (2) L'administrateur n'est responsable aux termes du paragraphe (1) que si, selon le cas:

Responsabilité limitée

- a) la société est poursuivie dans l'action intentée contre l'administrateur et que la saisie-exécution pratiquée contre la société ne satisfait pas au montant accordé par le jugement;
- b) la société est réputée insolvable et fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation aux termes de la *Loi sur les liquidations* (Canada) avant ou après l'introduction de l'action.
- (3) Le paragraphe 107 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «b)» à la deuxième ligne, de «a)».
- 34 Le paragraphe 284 (6) de la *Loi sur les municipalités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (6) L'inobservation du paragraphe (5) n'entraîne pas l'irrecevabilité d'une action en dommages-intérêts découlant du préjudice visé au paragraphe (1) à moins que la municipalité n'ait subi un préjudice résultant du défaut.
- 35 Le paragraphe 36 (4) de la Loi sur la Société de l'électricité est modifié par substitution, à «Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas» aux première et deuxième lignes, de «Le paragraphe (2) ne s'applique pas».

Défaut de donner l'avis

- 36. Subsection 2 (1) of the Reciprocal Enforcement of Judgments Act is amended by striking out "at any time within six years after the date of the judgment" in the seventh and eighth lines.
- 37.-(1) Section 11 of the Solicitors Act is amended by striking out "if the application is made within twelve months after payment, and" in the third and fourth lines.
- (2) Section 25 of the Act is amended by striking out "within twelve months after the payment thereof" in the seventh and eighth lines.

Commencement

38. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

39. The short title of this Act is the Limitations Act (General), 1993.

COLLEDIN

SCHEDULE	
ACT	PROVISION
Amusement Devices Act	subsection 9 (1)
Assessment Act	section 47
Assignments and Preferences Act	subsection 26 (2)
Bulk Sales Act	section 19
Business Corporations Act	subsections 34 (6),
	130 (7), 131 (2),
	157 (2), 185 (18) and
	(19), 188 (9), (13)
	and (14), 189 (5) and
	243 (1)
Business Practices Act	subsection 4 (5)
Condominium Act	subsection 54 (2)
Construction Lien Act	sections 31 and 36
Corporations Act	subsections 37 (2),
	76 (2), 81 (2) and
	321 (1)
County of Oxford Act	subsections 19 (1) and
	100 (2)
Creditors' Relief Act	subsections 12 (2) and
District Manieles of Manieles Ast	32 (6)
District Municipality of Muskoka Act	subsections 17 (1) and 98 (2)
Drainage Act	section 111
Education Act	subsections 121 (7),
	218 (2) and 232 (3)
Election Act	subsection 99 (4)
Elevating Devices Act	subsection 23 (2)
Employee Share Ownership Plan Act	subsection 16 (3)
Energy Act	subsection 23 (2)
Environmental Protection Act	subsection 108 (1)
Estates Act	subsections 44 (2) and
	45 (2)
Estates Administration Act	subsection 17 (5)
Expropriations Act	section 43
Family Law Act	subsection 7 (3)
Fines and Forfeitures Act	subsection 6 (2)
Forestry Workers Lien for Wages Act	section 26
Gasoline Handling Act	subsection 10 (1)
Income Tax Act	section 38

- 36 Le paragraphe 2 (1) de la Loi sur l'exécution réciproque de jugements est modifié par suppression de «, dans les six ans de la date de ce dernier,» aux quatrième et cinquième lignes.
- 37 (1) L'article 11 de la Loi sur les procureurs est modifié par suppression de «si la requête est présentée dans les douze mois qui suivent le paiement et» aux troisième et quatrième lignes.
- (2) L'article 25 de la Loi est modifié par suppression de «dans les douze mois qui suivent le paiement,» aux sixième et septième lignes.
- 38 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
- 39 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 sur la prescription (de nature générale).

ANNEXE

LOI	DISPOSITION
Administration des successions, Loi sur l'	paragraphe 17 (5)
Amendes et confiscations, Loi sur les	paragraphe 6 (2)
Ascenseurs et appareils de levage,	paragraphe 23 (2)
Loi sur les	
Assurances, Loi sur les	condition légale 14 de l'article 148
Attractions, Loi sur les	paragraphe 9 (1)
Cessions et préférences, Loi sur les	paragraphe 26 (2)
Comté d'Oxford, Loi sur le	paragraphes 19 (1) et 100 (2)
Condominiums, Loi sur les	paragraphe 54 (2)
Conflits d'intérêts municipaux, Loi sur les	paragraphes 9 (1) et (3)
Courtage commercial et immobilier, Loi sur le	alinéa 39 (3) b)
Désintéressement des créanciers, Loi sur le	paragraphes 12 (2) et 32 (6)
Diffamation, Loi sur la	article 6
Drainage, Loi sur le	article 111
Drainage au moyen de tuyaux, Loi sur le	paragraphe 2 (3)
Droit de la famille, Loi sur le	paragraphe 7 (3)
Droit des successions, Loi portant	article 61
réforme du	
Éducation, Loi sur l'	paragraphes 121 (7), 218 (2) et 232 (3)
Élections municipales, Loi sur les	paragraphe 93 (2), article 97 et
	paragraphe 122 (4)
Électorale, Loi	paragraphe 99 (4)
Évaluation foncière, Loi sur l'	article 47
Exécution réciproque de jugements	disposition 1 de
(Royaume-Uni), Loi sur l'	l'article III de l'annexe
Expropriation, Loi sur l'	article 43
Hydrocarbures, Loi sur les	paragraphe 23 (2)
Hypothèques, Loi sur les	paragraphe 21 (2)
Trypomeques, Lor sur les	paragraphic 21 (2)

Insurance Act

Libel and Slander Act Mortgages Act Municipal Act

Municipal Conflict of Interest Act

Municipal Elections Act

Municipality of Metropolitan Toronto Act Ontario Home Ownership Savings Plan Act Operating Engineers Act

Personal Property Security Act

Real Estate and Business Brokers Act Reciprocal Enforcement of Judgments (U.K.) Act Regional Municipalities Act

Securities Act

Small Business Development Corporations Act Succession Law Reform Act Tile Drainage Act

Statutory Condition 14 of section 148 section 6 subsection 21 (2) subsections 44 (2) and 134 (3), section 138 and subsections 153 (2) and 303 (4) subsections 9 (1) and (3) subsection 93 (2), section 97 and subsection 122 (4) subsections 17 (1) and 257 (2)

PRESCRIPTION (DE NATURE GÉNÉRALE)

subsections 24 (2) and 27 (1) subsections 44 (13) and (14)clause 39 (3) (b) Paragraph 1 of Article III of the Schedule subsections 14 (1) and 123 (2) subsection 136 (5) and section 138

section 18

section 33 section 61 subsection 2 (3) Impôt sur le revenu, Loi de l' Manutention de l'essence, Loi sur la Mécaniciens d'exploitation, Loi sur les

Municipalité de district de Muskoka, Loi sur la Municipalité de la communauté urbaine de Toronto, Loi sur la Municipalités, Loi sur les

Municipalités régionales, Loi sur les

Personnes morales. Loi sur les

Pratiques de commerce, Loi sur les Privilège dans l'industrie de la construction, Loi sur le Privilège des travailleurs forestiers portant sur leur salaire, Loi sur le Protection de l'environnement, Loi sur la Régime d'actionnariat des employés, Loi sur le Régime d'épargne-logement de

l'Ontario, Loi sur le Sociétés par actions, Loi sur les

Sociétés pour l'expansion des petites entreprises, Loi sur les Successions, Loi sur les

Sûretés mobilières, Loi sur les

Valeurs mobilières, Loi sur les

Vente en bloc, Loi sur la

article 38 paragraphe 10 (1) paragraphes 24 (2) et 27 (1) paragraphes 17 (1) et 98 (2) paragraphes 17 (1) et 257 (2) paragraphes 44 (2) et 134 (3), article 138 et paragraphes 153 (2) et 303 (4) paragraphes 14 (1) et 123 (2) paragraphes 37 (2), 76 (2), 81 (2) et 321 (1) paragraphe 4 (5) articles 31 et 36

article 26

paragraphe 108 (1)

paragraphe 16 (3)

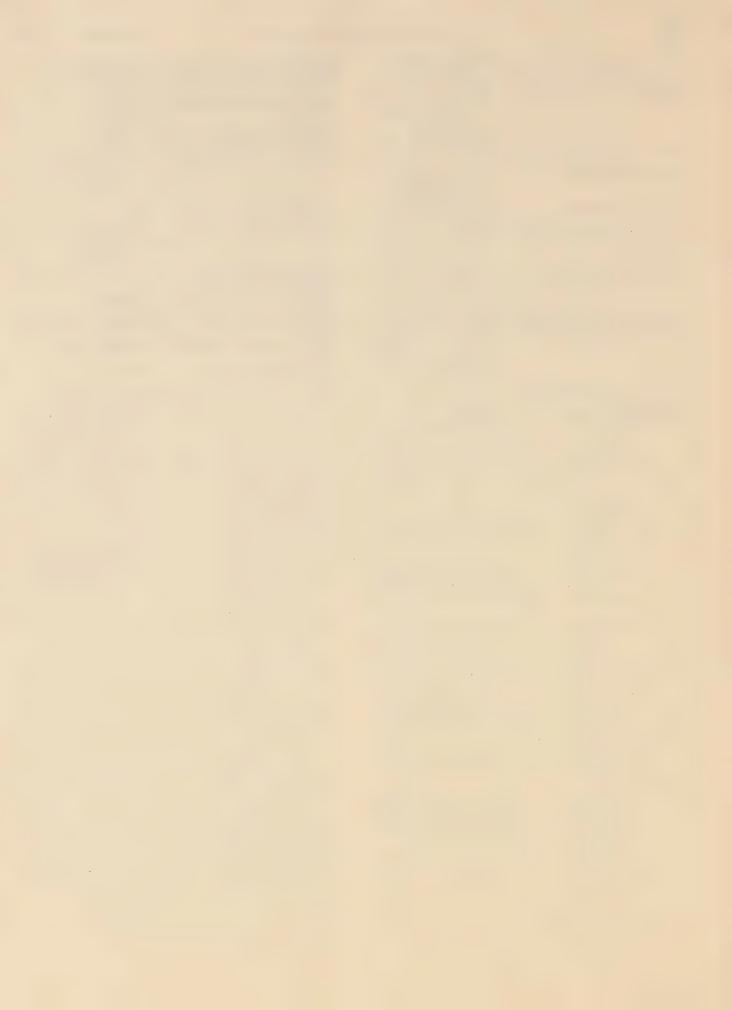
article 18

paragraphes 34 (6), 130 (7), 131 (2), 157 (2), 185 (18) et (19), 188 (9), (13) et (14), 189 (5) et 243 (1) article 33

paragraphes 44 (2) et 45 (2) paragraphes 44 (13) et (14)

paragraphe 136 (5) et article 138

article 19



Bill 100

Publicati

Bill 100

An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991

The Hon. R. Grier Minister of Health

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 100

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées



L'honorable R. Grier Ministre de la Santé

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading

November 25th, 1992

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture

25 novembre 1992

2^e lecture

3^e lecture

sanction royale

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The Bill amends the Regulated Health Professions Act, 1991 and the Health Professions Procedural Code (the "Code") set out in Schedule 2 to that Act. The amendments relate to health professions covered by the Act. Some of the most significant changes are set out below.

Sexual abuse of patients is made an act of professional misconduct (subsection 11 (1) of the Bill). "Sexual abuse" is defined (section 3 of the Bill).

Mandatory penalties are set out for sexual abuse. Reprimands are required and, for certain kinds of sexual abuse, the health professional's certificate of registration must be revoked (subsection 11 (3) of the Bill).

Revocations for sexual abuse are for at least five years (section 14 of the Bill). Reinstatement after the five years is subject to certain restrictions (sections 15 and 16 of the Bill).

Health professionals are required to report on others in relation to sexual abuse, prescribed acts of misconduct, incompetence and incapacity (section 18 of the Bill, section 85.1 of the Code). There are similar reporting requirements for persons who operate facilities where health professionals practise (section 18 of the Bill, section 85.2 of the Code). Special provision is made for reporting by psychotherapists (sections 6 and 18 of the Bill, subsections 36 (2) and 85.3 (6) and section 85.4 of the Code).

Persons who are required to make reports are protected from certain reprisals (section 18 of the Bill, section 85.6 of the Code).

Each College is required to have a program to provide funding for treating sexually abused patients (section 18 of the Bill, section 85.7 of the Code).

Several procedural and other changes are made. These include changes relating to:

- 1. Non-party participation in disciplinary or incapacity proceedings (sections 7 and 13 of the Bill).
- 2. Disclosure of expert evidence by health professionals in disciplinary proceedings (section 9 of the Bill).
- 3. Costs against health professionals in disciplinary proceedings (section 12 of the Bill).
- 4. The maximum fine in disciplinary proceedings (subsection 11 (2) of the Bill).
- 5. Information kept in the register and made available to the public (section 5 of the Bill).

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées et le Code des professions de la santé (le «Code»), qui constitue l'annexe 2 de cette loi. Les modifications concernent les professions de la santé visées par la Loi. Quelques-unes des plus importantes modifications sont énoncées ci-des-sous

Le fait d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient devient une faute professionnelle (paragraphe 11 (1) du projet de loi). Le terme «mauvais traitements d'ordre sexuel» est défini (article 3 du projet de loi).

Le projet de loi prévoit des peines obligatoires en cas de mauvais traitements d'ordre sexuel, notamment la réprimande et, dans le cas de certains mauvais traitements d'ordre sexuel, la révocation du certificat d'inscription du professionnel de la santé (paragraphe 11 (3) du projet de loi).

La révocation du certificat d'inscription pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel vaut pour une durée d'au moins cinq ans (article 14 du projet de loi). Les mesures de remise en vigueur à la fin de la période de cinq ans sont assujetties à certaines restrictions (articles 15 et 16 du projet de loi).

Les professionnels de la santé sont tenus de faire un rapport sur leurs homologues en ce qui a trait à des mauvais traitements d'ordre sexuel, à des actes d'inconduite prescrits, à l'incompétence et à l'incapacité (article 18 du projet de loi, article 85.1 du Code). Les personnes qui exploitent ou font fonctionner des établissements où exercent des professionnels de la santé doivent aussi faire un rapport (article 18 du projet de loi, article 85.2 du Code). Certaines dispositions du projet de loi visent expressément les psychothérapeutes à cet égard (articles 6 et 18 du projet de loi, paragraphes 36 (2) et 85.3 (6), et article 85.4 du Code).

Les personnes qui sont tenues de faire des rapports sont protégées contre certaines représailles (article 18 du projet de loi, article 85.6 du Code).

Chaque ordre est tenu d'offrir un programme servant à financer le traitement des patients victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel (article 18 du projet de loi, article 85.7 du Code).

Le projet de loi apporte également plusieurs changements d'ordre procédural et autres, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- 1. La participation de tiers à des procédures disciplinaires ou à des procédures pour incapacité (articles 7 et 13 du projet de loi).
- 2. La divulgation par les professionnels de la santé, dans les procédures disciplinaires, de preuves provenant d'experts (article 9 du projet de loi).
- 3. L'adjudication des frais aux dépens des professionnels de la santé dans les procédures disciplinaires (article 12 du projet de loi).
- 4. L'amende maximale imposée dans des procédures disciplinaires (paragraphe 11 (2) du projet de loi).
- 5. Les renseignements figurant au tableau et mis à la disposition du public (article 5 du projet de loi).

1993

An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 36 of the Regulated Health Professions Act, 1991 is amended by adding the following subsection:

Reports required under Code

- (1.1) Clauses (1) (c) and (d) do not apply with respect to reports required under section 85.1 or 85.2 of the Code.
- 2. Section 40 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (4) Every person who contravenes subsection 36 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.
- 3. Section 1 of Schedule 2 to the Act is amended by adding the following subsections:

Sexual abuse of a patient

- (3) In this Code, "sexual abuse" of a patient by a member means,
 - (a) sexual intercourse or other forms of physical sexual relations between the member and the
 - (b) touching, of a sexual nature, of the patient by the member; or
 - (c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the patient.

Clarification in regulations

- (4) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations clarifying or extending what constitutes sexual abuse of a patient by a member.
- 4. Clause 15 (2) (a) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:
 - (a) has doubts, on reasonable grounds, about whether the applicant fulfils the registration requirements.
- 5.—(1) Clause 23 (2) (e) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:
 - (e) the result of every disciplinary and incapacity proceeding including the reprimands given to members who were found to have sexually abused patients.

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 L'article 36 de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (1.1) Les alinéas (1) c) et d) ne s'appli- Rapports exiquent pas aux rapports exigés aux termes de mes du Code l'article 85.1 ou 85.2 du Code.

2 L'article 40 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Quiconque contrevient au paragraphe Idem 36 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

3 L'article 1 de l'annexe 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants:

- (3) Dans le présent code, «mauvais traitements Mauvais traid'ordre sexuel» infligés à un patient par un membre s'entend de ce qui suit, selon le cas :
 - dre sexuel infligés à des patients a) les rapports sexuels ou autres formes de rapports physiques d'ordre sexuel entre le mem-
 - bre et le patient; b) les attouchements d'ordre sexuel du patient par le membre;
 - c) les comportements ou les remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit du patient.
- (4) Sous réserve de l'approbation du lieutenant- Clarification gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement, clarifier ou élargir la notion de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés à un patient par un membre.

par règlement

tements d'or-

4 L'alinéa 15 (2) a) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) il a des doutes, en se fondant sur des motifs raisonnables, sur la mesure dans laquelle l'auteur de la demande satisfait aux exigences d'inscription.
- 5 (1) L'alinéa 23 (2) e) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - e) l'issue de chaque procédure disciplinaire et de chaque procédure pour incapacité, notamment les réprimandes données aux membres s'il est conclu qu'ils ont infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients.

- (2) Paragraph 3 of subsection 23 (3) of Schedule 2 is amended by striking out "three years" in the second line and substituting "six years".
- (3) Subsection 23 (3) of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:
 - 3.1 For every disciplinary proceeding, completed within six years before the time the register was prepared or last updated, in which a member was found to have sexually abused a patient, the results of the proceeding including the reprimand given to the member.

6. Section 36 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Allegations of sexual abuse

(2) In deciding whether or not to refer an allegation of the sexual abuse of a patient to the Discipline Committee, the Executive Committee shall take into account any opinion, required under subsection 85.3 (6), as to whether or not the member who is the subject of the report is likely to sexually abuse patients in the future.

7. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Non-party participation in hearings

- 41.1-(1) A panel may allow a person who is not a party to participate in a hearing if,
 - (a) the good character, propriety of conduct or competence of the person is an issue at the hearing; or
 - (b) the participation of the person, would, in the opinion of the panel, be of assistance to the

Extent of participation

(2) The panel shall determine the extent to which a person who is allowed to participate may do so and, without limiting the generality of this, the panel may allow the person to make oral or written submissions, to lead evidence and to cross examine witnesses.

8. Clause 42 (1) (b) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

(b) in the case of evidence of an expert, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evi-

9. Schedule 2 is further amended by adding the following section:

Disclosure of evidence by member

42.1 Evidence of an expert led by a member is not admissible unless the member gives the College, at least ten days before the hearing, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence.

10. Section 47 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Interpreta-

(2) In subsection (1), "allegations of a member's misconduct of a sexual nature" include, but are not limited to, allegations that the member sexually abused the witness when the witness was a patient of the member.

- (2) La disposition 3 du paragraphe 23 (3) de l'annexe 2 est modifiée par substitution, à «trois ans» à la troisième ligne, de «six ans».
- (3) Le paragraphe 23 (3) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de la disposition
 - 3.1 L'issue de la procédure disciplinaire, notamment la réprimande donnée au membre, dans le cas de chaque procédure disciplinaire qui a pris fin dans les six ans ayant précédé la date à laquelle le tableau a été dressé ou mis à jour la dernière fois et au cours de laquelle il a été conclu qu'un membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.

6 L'article 36 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Pour décider s'il y a lieu de renvoyer au Allégations comité de discipline une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, le bureau tient compte de toute opinion, exigée aux termes du paragraphe 85.3 (6), quant à la probabilité que le membre qui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir.

de manyais traitements d'ordre sexuel

7 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

41.1 (1) Le sous-comité peut permettre à toute Participation personne qui n'est pas partie de participer à une de tiers aux audience dans les cas suivants :

- a) la bonne réputation, la bonne conduite ou la compétence de la personne est une question en litige à l'audience;
- b) il est d'avis que la participation de la personne lui serait utile.
- (2) Le sous-comité détermine dans quelle mesure Mesure de la la personne dont il permet la participation peut le participation faire et, notamment, peut permettre à la personne de présenter des observations orales ou écrites, de présenter des preuves et de contre-interroger des témoins.

8 L'alinéa 42 (1) b) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas de preuves d'un expert, l'identité de l'expert et une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves.

9 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

42.1 Les preuves d'un expert présentées par un Divulgation membre ne sont recevables que si, au moins dix de preuves jours avant l'audience, le membre divulgue à l'ordre bre l'identité de l'expert et lui donne une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves.

par un mem-

10 L'article 47 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dans le paragraphe (1), «allégations d'incon- Interprétation duite d'ordre sexuel de la part d'un membre» s'entend notamment des allégations voulant que le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel

11.-(1) Subsection 51 (1) of Schedule 2 is amended by adding the following clause:

- (b.1) the member has sexually abused a patient.
- (2) Paragraph 5 of subsection 51 (2) of Schedule 2 is amended by striking out "\$10,000" in the second line and substituting "\$35,000".
- (3) Section 51 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Orders relating to sexual abuse

- (5) If a panel finds a member has committed an act of professional misconduct by sexually abusing a patient, the panel shall do the following in addition to anything else the panel may do under subsection (2):
 - 1. Reprimand the member.
 - 2. Revoke the member's certificate of registration if the sexual abuse consisted of, or included, any of the following,
 - i. sexual intercourse,
 - ii. genital to genital, genital to anal, oral to genital, or oral to anal contact,
 - iii. masturbation of the member by, or in the presence of, the patient,
 - iv. masturbation of the patient by the member
 - v. encouragement of the patient by the member to masturbate in the presence of the member,
 - vi. prescribed forms of physical sexual relations between the member and the patient,
 - vii. prescribed kinds of touching, of a sexual nature, of the patient by the mem-
 - viii. prescribed kinds of behaviour of a sexual nature, by the member towards the patient.

12. Schedule 2 is further amended by adding the following section:

College's costs

- 53.1 A panel may make an order requiring a member who the panel finds has committed an act of professional misconduct or finds to be incompetent to pay all or part of the College's costs.
- 13. Section 67 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:
 - 4.1 Section 42.1 (disclosure of evidence by member).
- 14. Section 72 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Time of application, sexual abuse

- (3) An application under subsection (1), in relation to a revocation for sexual abuse of a patient, shall not be made earlier than,
 - (a) five years after the revocation; or

au témoin lorsque celui-ci était un patient du mem-

- 11 (1) Le paragraphe 51 (1) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de l'alinéa suivant:
- b.1) le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.
- (2) La disposition 5 du paragraphe 51 (2) de l'annexe 2 est modifiée par substitution, à «10 000 \$» à la deuxième ligne, de «35 000 \$».
- (3) L'article 51 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (5) Si le sous-comité conclut qu'un membre a Ordonnances commis une faute professionnelle en infligeant des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, tements d'oroutre ce que lui permet de faire le paragraphe (2), dre sexuel le sous-comité:

- 1. Réprimande le membre.
- 2. Révoque le certificat d'inscription du membre si les mauvais traitements d'ordre sexuel consistaient en l'un ou l'autre des actes suivants, ou le comprenaient :
 - i. des rapports sexuels,
 - ii. un contact génito-génital, génito-anal, bucco-génital ou bucco-anal,
 - iii. la masturbation du membre par le patient ou en présence de ce dernier,
 - iv. la masturbation du patient par le mem-
 - v. l'incitation, par le membre, du patient à se masturber en présence du mem-
 - vi. des formes prescrites de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et le patient,
 - vii. des formes prescrites d'attouchements d'ordre sexuel du patient par le mem-
 - viii. des formes prescrites de comportements d'ordre sexuel du membre à l'égard du patient.

12 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

53.1 Le sous-comité qui conclut qu'un membre a Frais de l'orcommis une faute professionnelle ou est incompétent dre peut rendre une ordonnance exigeant du membre qu'il paie tout ou partie des frais de l'ordre.

13 L'article 67 de l'annexe 2 est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 4.1 L'article 42.1 (divulgation de preuves par un membre).
- 14 L'article 72 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (3) La demande prévue au paragraphe (1) ne Délai de peut, en cas de révocation pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, demande en être présentée avant l'écoulement de l'un des délais cas de mau
 - a) cinq ans après la révocation;

présentation ments d'ordre sexuel

(b) six months after a previous application under subsection (1).

15. Section 73 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Limitation for sexual abuse cases

(5.1) A panel may not make an order directing that the Registrar issue a new certificate of registration to an applicant whose certificate had been revoked for sexual abuse of a patient unless the prescribed conditions are met.

16. Section 74 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Limitation

(2) This section does not apply with respect to a revocation for sexual abuse of a patient.

17.-(1) Subsection 84 (2) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

Measures for sexual abuse of patients

- (2) The patient relations program must include measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients.
- (2) Subsection 84 (3) of Schedule 2 is amended by striking out the portion preceding clause (a) and substituting the following:
- (3) The measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients must include,

18. Schedule 2 is further amended by adding the following sections immediately before the heading following section 85:

REPORTING OF HEALTH PROFESSIONALS

Reporting by members

- 85.1-(1) A member shall file a report in accordance with section 85.3 if the member has reasonable grounds, obtained in the course of practising the profession, to believe that another member of the same or a different College,
 - (a) has sexually abused a patient;
 - (b) has committed an act of professional misconduct designated, in the regulations made by the Council of that other member's College, as an act of professional misconduct that must be reported;
 - (c) is incompetent; or
 - (d) is incapacitated.

Clarification of "sexual abuse

(2) In subsection (1), what constitutes sexual abuse of a patient by a member of a College is clarified or extended by the regulations made by the Council of the member's College.

If name not

(3) A member is not required to file a report if the member does not know the name of the member who would be the subject of the report.

(4) The requirement to report is subject to the

Prescribed exceptions

patient

prescribed exceptions. If information from a

(5) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's patients, the member shall use his or her best efforts to advise the patient of the requirement to file the report before doing so.

b) six mois après la présentation de la dernière demande présentée en vertu du paragraphe

15 L'article 73 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) Le sous-comité ne peut rendre une ordon-Restriction en nance enjoignant au registrateur de délivrer un nouveau certificat d'inscription à l'auteur de la demande ments d'ordre dont le certificat a été révoqué pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, à moins que ne soient satisfaites les conditions prescrites.

16 L'article 74 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le présent article ne s'applique pas aux révo- Restriction cations pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient.

17 (1) Le paragraphe 84 (2) de l'annexe 2 est révoqué et remplacé par ce qui suit :

(2) Le programme de relations avec les patients Mesures reladoit comprendre des mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients, ou à traiter de ceux-ci.

tives aux mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des

- (2) Le paragraphe 84 (3) de l'annexe 2 est patients modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :
- (3) Les mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients ou à traiter de ceux-ci doivent porter sur ce qui suit :

18 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction des articles suivants immédiatement avant l'intertitre suivant l'article 85 :

DÉPÔT DE RAPPORTS AU SUJET DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

85.1 (1) Le membre dépose un rapport confor- Dépôt de mément à l'article 85.3 s'il a des motifs raisonnables, rapports par acquis dans l'exercice de sa profession, de croire qu'un autre membre de son ordre ou d'un autre ordre:

- a) soit a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient;
- b) soit a commis une faute professionnelle que le conseil de l'ordre de cet autre membre a désignée, par règlement, comme une faute professionnelle devant faire l'objet d'un rapport;
- c) soit est incompétent;
- d) soit est frappé d'incapacité.
- (2) Au paragraphe (1), la notion de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés par un membre de l'ordre à un patient est clarifiée ou élargie, par règlement, par le conseil de l'ordre du membre.

Clarification «mauvais traitements d'ordre sexuel»

(3) Le membre n'est pas tenu de déposer un rapport s'il ne connaît pas le nom du membre qui ferait connue l'objet du rapport.

Identité non

(4) L'exigence de déposer un rapport est assujet- Exceptions tie aux exceptions prescrites.

(5) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses patients fait tout en son pouvoir pour informer le patient de cette exigence avant de déposer le rapport.

Renseignenant d'un patient

Reporting by facilities

85.2-(1) A person who operates a facility where one or more members practise shall file a report in accordance with section 85.3 if the person has reasonable grounds to believe that a member who practises at the facility,

- (a) has sexually abused a patient;
- (b) has committed an act of professional misconduct designated in the regulations as an act of professional misconduct that must be reported;
- (c) is incompetent; or
- (d) is incapacitated.

When nonindividuals have reasonable grounds

(2) For the purposes of subsection (1), a person who operates a facility but who is not an individual shall be deemed to have reasonable grounds if the individual who is responsible for the operation of the facility has reasonable grounds.

If name not known

(3) A person who operates a facility is not required to file a report if the person does not know the name of the member who would be the subject of the report.

Requirements of required reports

85.3-(1) A report required under section 85.1 or 85.2 must be filed in writing with the Registrar of the College of the member who is the subject of the

Timing of report. sexual abuse

(2) In a case of alleged sexual abuse, the report must be filed within thirty days after the obligation to report arises unless the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the patient or will sexually abuse other patients, in which case the report must be filed forthwith.

Timing of report, not sexual abuse

(3) In a case other than one of alleged sexual abuse, the report must be filed forthwith.

Contents of report

- (4) The report must contain,
- (a) the name of the person filing the report;
- (b) the name of the member who is the subject of the report;
- (c) an explanation of the alleged sexual abuse, misconduct, incompetence or incapacity and an explanation of the grounds of the member filing the report;
- (d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular patient of the member who is the subject of the report, the name of that patient, subject to subsection (5).

Patients not named without consent

(5) The name of a patient who may have been sexually abused must not be included in a report unless the patient, or if the patient is incapable, the patient's representative, consents in writing to the inclusion of the patient's name.

If reporter providing psychotherapy

(6) In a case of an alleged sexual abuse, if a member who is required to file a report under section 85.1 is providing psychotherapy to the member who would be the subject of the report, the report must also contain the opinion of the member filing the report, if he or she is able to form one, as to whether or not the member who is the subject of the

85.2 (1) La personne qui exploite ou fait fonc- Dépôt de tionner un établissement dans lequel exercent un ou plusieurs membres dépose un rapport conformément à l'article 85.3 si elle a des motifs raisonnables de qu'un membre qui exerce l'établissement :

rapports par des établisse

- a) soit a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient;
- b) soit a commis une faute professionnelle désignée par règlement comme une faute professionnelle devant faire l'objet d'un rapport;
- c) soit est incompétent;

PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

- d) soit est frappé d'incapacité.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), la per- Motifs raisonsonne qui exploite ou fait fonctionner un établissement, mais qui n'est pas une personne physique, est réputée avoir des motifs raisonnables si le particulier responsable de l'exploitation ou du fonctionnement de l'établissement a lui-même des motifs raisonnables.

nables des personnes non physiques

(3) La personne qui exploite ou fait fonctionner Identité non un établissement n'est pas tenue de déposer un rapport si elle ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport.

85.3 (1) Le rapport exigé aux termes de l'article Exigences 85.1 ou 85.2 doit être déposé par écrit auprès du relatives aux registrateur de l'ordre du membre qui fait l'objet du rapport.

rapports exi-

- (2) En cas d'allégation de mauvais traitements Délai de d'ordre sexuel, le rapport doit être déposé dans les trente jours qui suivent le jour où naît l'obligation de déposer un rapport, à moins que la personne qui dre sexuel est tenue de déposer le rapport n'ait des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel au patient ou en infligera à d'autres patients, auquel cas le rapport doit être déposé immédiatement.
 - dépôt, cas de mauvais traitements d'or-
- (3) En cas d'allégation autre qu'une allégation de Délai de mauvais traitements d'ordre sexuel, le rapport doit être déposé immédiatement.

dépôt, autres

Contenu du

rapport

- (4) Le rapport doit contenir :
- a) le nom de la personne qui dépose le rapport;
- b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport;
- c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel, de l'inconduite, de l'incompétence ou de l'incapacité faisant l'objet de l'allégation, et une explication des motifs du membre qui dépose le rapport;
- d) sous réserve du paragraphe (5), le nom du patient du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce patient.
- (5) Le nom d'un patient qui peut avoir été vic- Interdiction time de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit d'identifier un pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du patient ou, si le patient est incapable, de ment son représentant.
- (6) En cas d'allégation de mauvais traitements Rapport, psyd'ordre sexuel, si le membre qui est tenu de déposer un rapport aux termes de l'article 85.1 donne des soins de psychothérapie au membre qui ferait l'objet du rapport, le rapport doit aussi comprendre l'opinion du membre qui dépose le rapport, s'il peut en

former une, quant à la probabilité que le membre

patient sans son consente-

chothérapie

report is likely to sexually abuse patients in the future.

Additional reports, psycho therapy

6

85.4-(1) A member who files a report in respect of which subsection 85.3 (6) applies, shall file an additional report to the same College if the member ceases to provide psychotherapy to the member who was the subject of the first report.

Timing of additional report

(2) The additional report must be filed forthwith.

Reporting by employers,

85.5-(1) A person who terminates the employment or revokes, suspends or imposes restrictions on the privileges of a member or who dissolves a partnership or association with a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity shall file with the Registrar within thirty days after the termination, revocation, suspension, imposition or dissolution a written report setting out the rea-

Same

(2) If a person intended to terminate the employment of a member or to revoke the member's privileges for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned or voluntarily relinquished his or her privileges, the person shall file with the Registrar within thirty days after the resignation or relinquishment a written report setting out the reasons upon which the person had intended to

Application

(3) This section applies to every person, other than a patient, who employs or offers privileges to a member or associates in partnership or otherwise with a member for the purpose of offering health services.

Immunity for

85.6 No action or other proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under section 85.1, 85.2, 85.4 or 85.5.

FUNDING FOR SEXUAL ABUSE TREATMENT

Funding provided by College

85.7-(1) There shall be a program, established by the College, to provide funding to persons who, while they were patients, were sexually abused by members. The funding shall be provided to pay for therapy and counselling related to the sexual abuse.

Patient Relations Committee to administer

(2) The Patient Relations Committee shall administer the program.

Eligibility

- (3) A person is eligible to receive funding only if either,
 - (a) there had been a finding by a panel of the Discipline Committee that the person, while a patient, was sexually abused by a member;
 - (b) such alternative requirements as may be prescribed are satisfied.

Additional prescribed requirements

(4) To be eligible to receive funding, a person must also satisfy whatever additional requirements may be prescribed.

Limits on funding

(5) The funding a person may receive is subject to the limits prescribed in the regulations.

Subrogation of rights

(6) If the College provides funding to a person to pay for therapy or counselling, the College is subroqui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir.

85.4 (1) Le membre qui dépose un rapport auquel s'applique le paragraphe 85.3 (6) dépose un rapport supplémentaire auprès du même ordre s'il cesse de donner des soins de psychothérapie au membre qui a fait l'objet du premier rapport.

Rapports supplémentaires, psychothéra-

(2) Le rapport supplémentaire doit être déposé immédiatement.

Délai de dépôt du rapport supplémentaire

85.5 (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un Dépôt de membre, lui retire ses privilèges, les suspend ou les assortit de restrictions, ou dissout la société en nom collectif ou l'association qu'il forme avec le membre, etc. pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant l'accomplissement d'un de ces actes, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.

rapports par employeurs.

(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à Idem l'emploi d'un membre ou de lui retirer ses privilèges pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné ou a renoncé volontairement à ses privilèges, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant la démission ou la renonciation, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.

(3) Le présent article s'applique à toute personne, Demande à l'exception d'un patient, qui emploie un membre ou qui s'associe à un membre dans une société en nom collectif ou autrement, ou qui lui offre des privilèges aux fins de la prestation de services de santé.

85.6 Sont irrecevables les actions ou autres ins- Immunité tances introduites contre les personnes qui déposent un rapport de bonne foi aux termes de l'article 85.1, 85.2, 85.4 ou 85.5.

touchant les rapports

FINANCEMENT DU TRAITEMENT DES VICTIMES

85.7 (1) L'ordre crée un programme afin de Financement fournir des fonds aux personnes qui, lorsqu'elles étaient des patients, ont été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part de membres. Les fonds servent à payer la thérapie et la consultation liées aux mauvais traitements d'ordre sexuel.

fourni par

(2) Le comité des relations avec les patients Rôle adminisadministre le programme.

tratif du comité des relations avec les patients

- (3) Toute personne est admissible à des fonds Admissibilité sous réserve de l'une ou l'autre des conditions suivantes:
 - a) un sous-comité du comité de discipline a conclu que la personne, lorsqu'elle était un patient, a été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre;
 - b) il est satisfait aux autres exigences qui sont prescrites.
- (4) Toute personne n'est admissible à des fonds Exigences que si elle satisfait également aux exigences supplémentaires qui sont prescrites.

supplémentaires prescrites

(5) Les fonds que peut toucher une personne ne Plafond peuvent dépasser le plafond prescrit par les règle-

(6) S'il fournit des fonds à une personne pour Subrogation payer la thérapie ou la consultation, l'ordre est subrogé dans les droits de cette personne quant au

gated to the rights of that person to recover the cost of that therapy or counselling.

- 19. Section 90 of Schedule 2 is repealed.
- 20. Schedule 2 is further amended by adding the following section:

Protection for reporters from repri-

- 92.1 No person shall do anything, or refrain from doing anything, relating to another person's employment or to a contract providing for the provision of services by that other person, in retaliation for that other person filing a report or making a complaint as long as the report was filed, or the complaint was made, in good faith.
- 21.—(1) Subsection 93 (3) of Schedule 2 is amended by striking out "82 (2), (3) or 90 (1)" in the second line and substituting "82 (2) or (3)".
- (2) Section 93 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

- (4) Every person who contravenes subsection $85.1\ (1),\ 85.2\ (1),\ 85.4\ (1)$ or $85.5\ (1)$ or section 92.1 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.
- 22. Subsection 95 (1) of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:
 - 25.1 designating acts of professional misconduct that must be reported.

Commencement

23. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

24. The short title of this Act is the Regulated Health Professions Amendment Act, 1993.

recouvrement des frais de cette thérapie ou de cette consultation

- 19 L'article 90 de l'annexe 2 est abrogé.
- 20 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 92.1 Nul ne doit exercer de représailles, par action ou par omission, touchant à l'emploi d'une personne ou à un contrat prévoyant la prestation de contre services par cette personne et fondées sur le fait que représailles la personne a déposé un rapport ou une plainte, dans la mesure où elle l'a fait de bonne foi.

Protection des auteurs

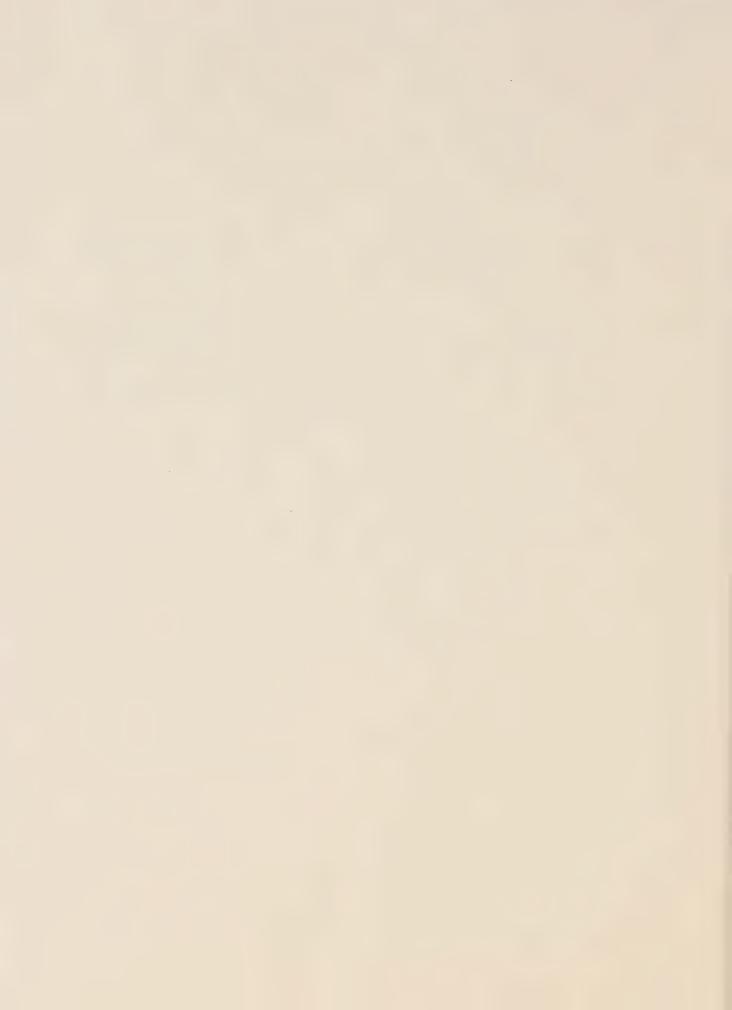
- 21 (1) Le paragraphe 93 (3) de l'annexe 2 est modifié par substitution, à «82 (2) ou (3), ou 90 (1)» à la cinquième ligne, de «82 (2) ou (3)».
- (2) L'article 93 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (4) Est coupable d'une infraction et passible, sur Idem déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ quiconque contrevient au paragraphe 85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) ou 85.5 (1), ou à l'article
- 22 Le paragraphe 95 (1) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de la disposition suivante:
- 25.1 désigner les fautes professionnelles devant faire l'objet d'un rapport.
- 23 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

24 Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 1993 modifiant la Loi sur les professions de la santé réglementées.

Titre abrégé









3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 100

Projet de loi 100

An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

The Hon. R. Grier
Minister of Health

L'honorable R. Grier Ministre de la Santé

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading

November 25, 1992

2nd Reading

July 29, 1993

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture

25 novembre 1992

2^e lecture

29 juillet 1993

3^e lecture

Sanction royale

(Reprinted as amended by the Social Development Committee and as reported to the Legislative Assembly December 9, 1993)

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité des afffaires sociales et rapporté à l'Assemblée législative le 9 décembre 1993)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





Imprimé par l'Assemblée législative de l'Ontario

EXPLANATORY NOTES

The Bill amends the Regulated Health Professions Act, 1991 and the Health Professions Procedural Code (the "Code") set out in Schedule 2 to that Act. The amendments relate to health professions covered by the Act. Some of the most significant changes are set out below.

Sexual abuse of patients is made an act of professional misconduct (subsection 11 (1) of the Bill). "Sexual abuse" is defined (section 3 of the Bill). A statement of purpose is added with respect to the Code's provisions relating to sexual abuse (section 3.1 of the Bill).

Mandatory penalties are set out for sexual abuse. Reprimands are required and, for certain kinds of sexual abuse, the health professional's certificate of registration must be revoked (subsection 11 (3) of the Bill).

Revocations for sexual abuse are for at least five years (section 14 of the Bill). Reinstatement after the five years is subject to certain restrictions (sections 15 and 16 of the Bill).

Health professionals are required to report on others in relation to sexual abuse (section 18 of the Bill, section 85.1 of the Code). There are similar reporting requirements for persons who operate facilities where health professionals practise (section 18 of the Bill, section 85.2 of the Code). Special provision is made for reporting by psychotherapists (sections 6 and 18 of the Bill, subsections 36 (2) and 85.3 (6) and section 85.4 of the Code).

Persons who are required to make reports are protected from certain reprisals (section 18 of the Bill, section 85.6 of the Code).

Each College is required to have a program to provide funding for therapy and counselling for sexually abused patients (section 18 of the Bill, section 85.7 of the Code). A health professional who is found to have sexually abused a patient may be required to reimburse the College for any funding it provides for the patient's therapy and counselling (subsection 11 (2) of the Bill).

Several procedural and other changes are made. These include changes relating to:

- 1. Non-party participation in disciplinary or incapacity proceedings (sections 7 and 13 of the Bill).
- 2. Disclosure of expert evidence by health professionals in disciplinary proceedings (section 9 of the Bill).
- 3. A health professional's liability, when a finding of professional misconduct or incompetence has been made, to pay the College's legal costs as well its costs incurred in investigating the matter and conducting the hearing (section 12 of the Bill).
- The maximum fine in disciplinary proceedings (subsection 11 (2) of the Bill).
- 5. Information kept in the register and made available to the public (section 5 of the Bill).
- 6. Referrals of incidents of possible sexual abuse to the College's Quality Assurance Committee (sections 5.1 and 16.1 of the Bill).
- 7. Additional powers that the College may confer on the Quality Assurance Committee by regulation (subsection 22 (2) of the Bill).

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées et le Code des professions de la santé (le «Code»), qui constitue l'annexe 2 de cette loi. Les modifications concernent les professions de la santé visées par la Loi. Quelques-unes des plus importantes modifications sont énoncées ci-dessous.

Le fait d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient devient une faute professionnelle (paragraphe 11 (1) du projet de loi). Le terme «mauvais traitements d'ordre sexuel» est défini (article 3 du projet de loi). <u>Une déclaration d'objet est ajoutée à l'égard des dispositions du Code relatives aux mauvais traitements d'ordre sexuel (article 3.1 du projet de loi).</u>

Le projet de loi prévoit des peines obligatoires en cas de mauvais traitements d'ordre sexuel, notamment la réprimande et, dans le cas de certains mauvais traitements d'ordre sexuel, la révocation du certificat d'inscription du professionnel de la santé (paragraphe 11 (3) du projet de loi).

La révocation du certificat d'inscription pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel vaut pour une durée d'au moins cinq ans (article 14 du projet de loi). Les mesures de remise en vigueur à la fin de la période de cinq ans sont assujetties à certaines restrictions (articles 15 et 16 du projet de loi).

Les professionnels de la santé sont tenus de faire un rapport sur leurs homologues en ce qui a trait à des mauvais traitements d'ordre sexuel (article 18 du projet de loi, article 85.1 du Code). Les personnes qui exploitent ou font fonctionner des établissements où exercent des professionnels de la santé doivent aussi faire un rapport (article 18 du projet de loi, article 85.2 du Code). Certaines dispositions du projet de loi visent expressément les psychothérapeutes à cet égard (articles 6 et 18 du projet de loi, paragraphes 36 (2) et 85.3 (6), et article 85.4 du Code).

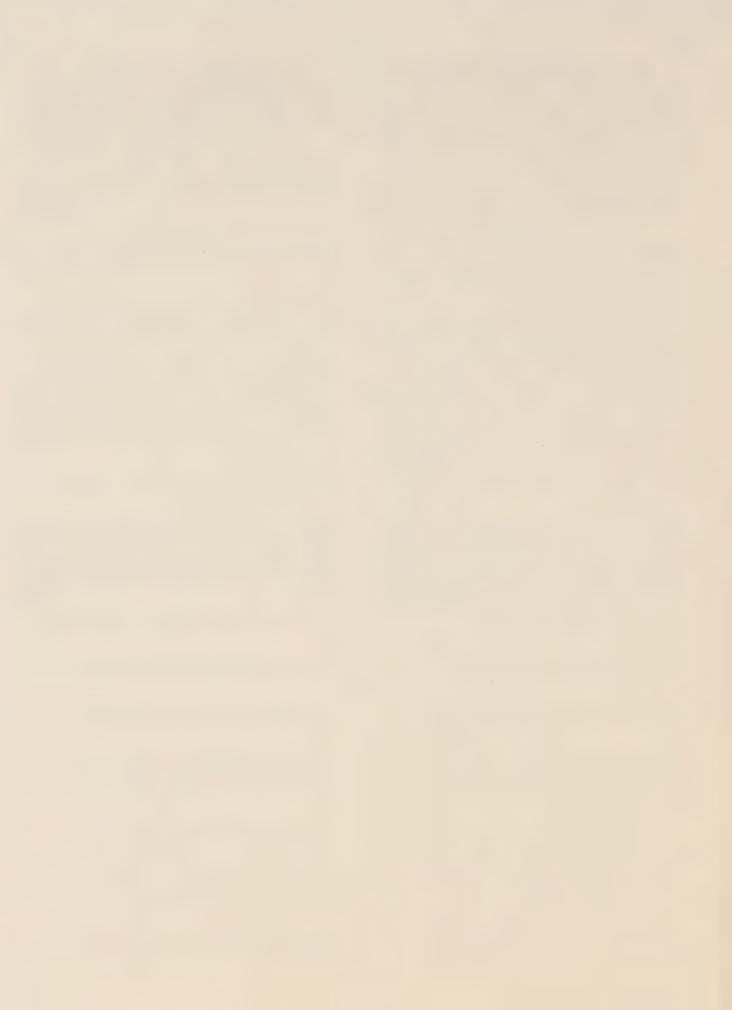
Les personnes qui sont tenues de faire des rapports sont protégées contre certaines représailles (article 18 du projet de loi, article 85.6 du Code).

Chaque ordre est tenu d'offrir un programme servant à financer la thérapie et les consultations destinées aux patients victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel (article 18 du projet de loi, article 85.7 du Code). Un professionnel de la santé qui est déclaré avoir infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient peut être tenu de rembourser à l'ordre les fonds que celui-ci a alloués pour la thérapie et les consultations destinées à ce patient (paragraphe 11 (2) du projet de loi).

Le projet de loi apporte également plusieurs changements d'ordre procédural et autres, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- La participation de tiers à des procédures disciplinaires ou à des procédures pour incapacité (articles 7 et 13 du projet de loi).
- 2. La divulgation par les professionnels de la santé, dans les procédures disciplinaires, de preuves provenant d'experts (article 9 du projet de loi).
- 3. L'obligation qu'a le professionnel de la santé, lorsqu'il est conclu qu'il a commis une faute professionnelle ou est incompétent, de payer les frais judiciaires de l'ordre, ainsi que les frais engagés par ce dernier pour faire enquête sur la question et tenir l'audience (article 12 du projet de loi).
- 4. L'amende maximale imposée dans des procédures disciplinaires (paragraphe 11 (2) du projet de loi).
- 5. Les renseignements figurant au tableau et mis à la disposition du public (article 5 du projet de loi).
- 6. Le renvoi des cas éventuels de mauvais traitements d'ordre sexuel au comité d'assurance de la qualité relevant de l'ordre (articles 5.1 et 16.1 du projet de loi).
- Les pouvoirs additionnels que l'ordre peut conférer, par voie de règlement, au comité d'assurance de la qualité (paragraphe 22 (2) du projet de loi).

- 8. Statements, in disciplinary proceedings relating to sexual abuse, describing the impact of the sexual abuse on the patient (subsection 11 (3) of the Bill).
- 9. The immediate coming into effect of orders revoking, suspending or imposing restrictions on certificates, even if the health professional commences an appeal (section 13.1 of the Bill).
- 8. Les déclarations, dans le cadre des procédures disciplinaires relatives à des mauvais traitements d'ordre sexuel, décrivant les effets de ces mauvais traitements sur le patient (paragraphe 11 (3) du projet de loi).
- La prise d'effet immédiate des ordonnances révoquant ou suspendant des certificats, ou les assortissant de restrictions, même si le professionnel de la santé interjette appel (article 13.1 du projet de loi).



1993

An Act to amend the Regulated Health Professions Act. 1991

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 36 of the Regulated Health Professions Act, 1991 is amended by adding the following subsection:

Reports required under Code

- (1.1) Clauses (1) (c) and (d) do not apply with respect to reports required under section 85.1 or 85.2 of the Code.
- 2. Section 40 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (4) Every person who contravenes subsection 36 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.
- 2.1 The Act is amended by adding the following section:

Same

- 43.1 Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations governing funding under programs required under section 85.7 of the Code, including regulations,
 - (a) prescribing the maximum amount or a means of establishing the maximum amount of funding that may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse;
 - (b) prescribing the period of time during which funding may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse.
- 3. Section 1 of Schedule 2 to the Act is amended by adding the following subsections:

Sexual abuse of a patient

- (3) In this Code, "sexual abuse" of a patient by a member means,
 - (a) sexual intercourse or other forms of physical sexual relations between the member and the patient;
 - (b) touching, of a sexual nature, of the patient by the member; or
 - (c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the patient.

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 L'article 36 de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (1.1) Les alinéas (1) c) et d) ne s'appli- Rapports exiquent pas aux rapports exigés aux termes de mes du Code l'article 85.1 ou 85.2 du Code.

- 2 L'article 40 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (4) Quiconque contrevient au paragraphe Idem 36 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

2.1 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.1 Sous réserve de l'approbation du Idem lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement, régir les fonds prévus par les programmes exigés aux termes de l'article 85.7 du Code, notamment :

- a) prescrire le montant maximum des fonds qui peuvent être alloués à une personne dans chaque cas de mauvais traitements d'ordre sexuel, ou la façon de l'établir;
- b) prescrire la période durant laquelle des fonds peuvent être alloués à une personne dans chaque cas de mauvais traitements d'ordre sexuel.
- 3 L'article 1 de l'annexe 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants:
- (3) Dans le présent code, «mauvais traitements Mauvais traid'ordre sexuel» infligés à un patient par un membre s'entend de ce qui suit, selon le cas :
 - a) les rapports sexuels ou autres formes de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et le patient;
 - b) les attouchements d'ordre sexuel du patient par le membre:
 - c) les comportements ou les remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit du patient.

tements d'ordre sexuel infligés à des REGULATED HEALTH PROFESSIONS

Exception

(4) For the purposes of subsection (3), "sexual nature" does not include touching, behaviour or remarks of a clinical nature appropriate to the service provided.

3.1 Schedule 2 is amended by adding the following section:

Statement of purpose sexual abuse provisions

1.1 The purpose of the provisions of this Code with respect to sexual abuse of patients by members is to encourage the reporting of such abuse, to provide funding for therapy and counselling for patients who have been sexually abused by members and, ultimately, to eradicate the sexual abuse of patients by members.

4. Clause 15 (2) (a) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

(a) has doubts, on reasonable grounds, about whether the applicant fulfils the registration requirements.

5.—(1) Subsection 23 (2) of Schedule 2 is amended by adding the following clause:

- (e.1) where findings of the Discipline Committee are appealed, a notation that they are under
- (2) Section 23 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Same

- (2.1) When an appeal of findings of the Discipline Committee is finally disposed of, the notation added to the register under clause (2) (e.1) shall be
- (3) Paragraph 3 of subsection 23 (3) of Schedule 2 is amended by striking out "three years" in the second line and substituting "six years".
- (4) Subsection 23 (3) of Schedule 2 is amended by adding the following paragraphs:
 - 3.1 For every disciplinary proceeding, completed at any time before the time the register was prepared or last updated, in which a member was found to have committed sexual abuse, as defined in clause 1 (3) (a) or (b), the results of the proceeding.
 - 3.2 Information described in clause (2) (e.1) related to appeals of findings of the Discipline Committee.

(5) Section 23 of Schedule 2 is further amended by adding the following subsection:

Meaning of "results of proceeding"

(7) For the purpose of this section and section 56, "result", when used in reference to a disciplinary or incapacity proceeding, means the panel's finding, particulars of the grounds for the finding, and the penalty imposed, including any reprimand.

5.1 Section 26 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

(4) Pour l'application du paragraphe (3), «d'ordre Exception sexuel» ne s'entend pas de palpations, de comportements ou de remarques de nature clinique qui sont appropriés au service fourni.

3.1 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 Les dispositions que contient le présent code Objet des disrelativement aux mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux patients par des membres ont pour objet d'encourager le signalement de ces mauvais traite- tements d'orments, d'allouer des fonds pour la thérapie et les dre sexuel consultations destinées aux patients qui en ont été les victimes et, finalement, de mettre fin à ces mauvais traitements.

positions relatives aux mauvais trai-

4 L'alinéa 15 (2) a) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) il a des doutes, en se fondant sur des motifs raisonnables, sur la mesure dans laquelle l'auteur de la demande satisfait aux exigences d'inscription.

5 (1) Le paragraphe 23 (2) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de l'alinéa

e.1) s'il est interjeté appel des conclusions du comité de discipline, une indication à ce

(2) L'article 23 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Lorsqu'il est statué de façon définitive sur Idem un appel des conclusions du comité de discipline, l'indication ajoutée au tableau aux termes de l'alinéa (2) e.1) est retranchée.

(3) La disposition 3 du paragraphe 23 (3) de l'annexe 2 est modifiée par substitution, à «trois ans» à la troisième ligne, de «six ans».

(4) Le paragraphe 23 (3) de l'annexe 2 est modifié par adjonction des dispositions suivantes:

- 3.1 L'issue de la procédure disciplinaire, dans le cas de chaque procédure disciplinaire qui a pris fin à n'importe quel moment avant la date à laquelle le tableau a été dressé ou mis à jour la dernière fois, au cours de laquelle il a été conclu qu'un membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel, au sens de l'alinéa 1 (3) a) ou b).
- 3.2 Les renseignements visés à l'alinéa (2) e.1) qui ont trait aux appels des conclusions du comité de discipline.

(5) L'article 23 de l'annexe 2 est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :

(7) Pour l'application du présent article et de l'article 56, le terme «issue», lorsqu'il est employé relativement à une procédure disciplinaire ou à une procédure pour incapacité, s'entend de la conclusion du sous-comité, de l'exposé des motifs à l'appui de celle-ci et de la peine infligée, y compris toute réprimande.

«issue de la procédure»

5.1 L'article 26 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Same

(3) If the complaint is about sexual abuse as defined in clause 1 (3) (c), the panel may refer the matter to the Quality Assurance Committee.

6. Section 36 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Allegations of sexual abuse

(2) In deciding whether or not to refer an allegation of the sexual abuse of a patient to the Discipline Committee, the Executive Committee shall take into account any opinion, required under subsection 85.3 (6), as to whether or not the member who is the subject of the report is likely to sexually abuse patients in the future.

7. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Non-party participation in hearings

- 41.1-(1) A panel may allow a person who is not a party to participate in a hearing if,
 - (a) the good character, propriety of conduct or competence of the person is an issue at the hearing; or
 - (b) the participation of the person, would, in the opinion of the panel, be of assistance to the

Extent of participation

(2) The panel shall determine the extent to which a person who is allowed to participate may do so and, without limiting the generality of this, the panel may allow the person to make oral or written submissions, to lead evidence and to cross examine witnesses

8. Clause 42 (1) (b) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

(b) in the case of evidence of an expert, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence.

9. Schedule 2 is further amended by adding the following section:

Same

42.1 Evidence of an expert led by a person other than the College is not admissible unless the person gives the College, at least ten days before the hearing, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence.

10. Section 47 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Interpretation

(2) In subsection (1), "allegations of a member's misconduct of a sexual nature" include, but are not limited to, allegations that the member sexually abused the witness when the witness was a patient of the member.

11.—(1) Subsection 51 (1) of Schedule 2 is amended by adding the following clause:

- (b.1) the member has sexually abused a patient.
- (2) Paragraph 5 of subsection 51 (2) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

(3) Si la plainte porte sur des mauvais traitements Idem d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) c), le souscomité peut renvoyer l'affaire au comité d'assurance de la qualité.

6 L'article 36 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Pour décider s'il y a lieu de renvoyer au Allégations comité de discipline une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, le bureau tient compte de toute opinion, exigée aux termes du paragraphe 85.3 (6), quant à la probabilité que le membre qui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients

de mauvais d'ordre sexuel

7 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

41.1 (1) Le sous-comité peut permettre à toute Participation personne qui n'est pas partie de participer à une de tiers aux audience dans les cas suivants :

- a) la bonne réputation, la bonne conduite ou la compétence de la personne est une question en litige à l'audience;
- b) il est d'avis que la participation de la personne lui serait utile.
- (2) Le sous-comité détermine dans quelle mesure Mesure de la la personne dont il permet la participation peut le participation faire et, notamment, peut permettre à la personne de présenter des observations orales ou écrites, de présenter des preuves et de contre-interroger des

8 L'alinéa 42 (1) b) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas de preuves d'un expert, l'identité de l'expert et une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves.

9 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

42.1 Les preuves d'un expert présentées par une Idem personne autre que l'ordre ne sont recevables que si, au moins dix jours avant l'audience, la personne divulgue à l'ordre l'identité de l'expert et lui donne une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves.

10 L'article 47 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dans le paragraphe (1), «allégations d'incon- Interprétation duite d'ordre sexuel de la part d'un membre» s'entend notamment des allégations voulant que le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel au témoin lorsque celui-ci était un patient du mem-

11 (1) Le paragraphe 51 (1) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de l'alinéa suivant:

- b.1) le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.
- (2) La disposition 5 du paragraphe 51 (2) de l'annexe 2 est abrogée et remplacée par ce qui suit:

- 5. Requiring the member to pay a fine of not more than \$35,000 to the Minister of Finance.
- 5.1 If the act of professional misconduct was the sexual abuse of a patient, requiring the member to reimburse the College for funding provided for that patient under the program required under section 85.7.
- 5.2 If the panel makes an order under paragraph 5.1, requiring the member to post security acceptable to the College to guarantee the payment of any amounts the member may be required to reimburse under the order under paragraph 5.1.

(3) Section 51 of Schedule 2 is amended by adding the following subsections:

Orders relating to sexual abuse

- (5) If a panel finds a member has committed an act of professional misconduct by sexually abusing a patient, the panel shall do the following in addition to anything else the panel may do under subsection
 - 1. Reprimand the member.
 - 2. Revoke the member's certificate of registration if the sexual abuse consisted of, or included, any of the following,
 - i. sexual intercourse,
 - ii. genital to genital, genital to anal, oral to genital, or oral to anal contact,
 - iii. masturbation of the member by, or in the presence of, the patient,
 - iv. masturbation of the patient by the member,
 - v. encouragement of the patient by the member to masturbate in the presence of the member.

Statement re impact of sexual abuse

(6) Before making an order under subsection (5), the panel shall consider any written statement that has been filed, and any oral statement that has been made to the panel, describing the impact of the sexual abuse on the patient.

Same

(7) The statement may be made by the patient or by his or her representative.

Same

(8) The panel shall not consider the statement unless a finding of professional misconduct has been

Notice to member

(9) When a written statement is filed, the panel shall, as soon as possible, have copies of it provided to the member, to his or her counsel and to the

12. Schedule 2 is further amended by adding the following section:

College's costs

- 53.1 In an appropriate case, a panel may make an order requiring a member who the panel finds has committed an act of professional misconduct or finds to be incompetent to pay all or part of the following costs and expenses:
 - 1. The College's legal costs and expenses.
 - 2. The College's costs and expenses incurred in investigating the matter.

- 5. Exiger du membre qu'il verse une amende d'au plus 35 000 \$ au ministre des Finances.
- 5.1 Si la faute professionnelle a consisté dans le fait d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, exiger du membre qu'il rembourse à l'ordre les fonds alloués à ce patient dans le cadre du programme exigé aux termes de l'article 85.7.
- 5.2 Si le sous-comité rend une ordonnance en vertu de la disposition 5.1, exiger du membre qu'il dépose un cautionnement jugé acceptable par l'ordre pour garantir le paiement des sommes d'argent qu'il peut être tenu de rembourser aux termes de l'ordonnance prévue à la disposition 5.1.

(3) L'article 51 de l'annexe 2 est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(5) Si le sous-comité conclut qu'un membre a Ordonnances commis une faute professionnelle en infligeant des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, tements d'ordre sexuel à un patient, tements d'ordre des mauvais traitements d'ordre des mauvais des mauvais de la constant de la cons outre ce que lui permet de faire le paragraphe (2), dre sexuel le sous-comité:

- 1. Réprimande le membre.
- 2. Révoque le certificat d'inscription du membre si les mauvais traitements d'ordre sexuel consistaient en l'un ou l'autre des actes suivants, ou le comprenaient :
 - i. des rapports sexuels,
 - ii. un contact génito-génital, génito-anal, bucco-génital ou bucco-anal,
 - iii. la masturbation du membre par le patient ou en présence de ce dernier,
 - iv. la masturbation du patient par le mem-
 - v. l'incitation, par le membre, du patient à se masturber en présence du mem-

(6) Avant de rendre une ordonnance aux termes Déclaration du paragraphe (5), le sous-comité tient compte de sur les effets toute déclaration écrite décrivant les effets des mauvais traitements d'ordre sexuel sur le patient qui a d'ordre sexuel été déposée ainsi que de toute déclaration orale qui a été faite au sous-comité à ce sujet.

(7) La déclaration peut être faite par le patient Idem ou par son représentant.

- (8) Le sous-comité ne doit pas tenir compte de la Idem déclaration à moins qu'il ait été conclu qu'une faute professionnelle a été commise.
- (9) Lorsqu'une déclaration écrite est déposée, le Avis donné sous-comité veille à ce qu'une copie de celle-ci soit au membre remise, aussitôt que possible, au membre, à son avocat et à l'ordre.

12 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

53.1 Dans les cas appropriés, le sous-comité qui Frais de l'orconclut qu'un membre a commis une faute profes-dre sionnelle ou est incompétent peut rendre une ordonnance exigeant du membre qu'il paie tout ou partie des frais suivants :

- 1. Les frais judiciaires de l'ordre.
- 2. Les frais de l'ordre engagés pour faire enquête sur la question.

- 3. The College's costs and expenses incurred in conducting the hearing.
- 13. Section 67 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:
 - 4.1 Section 42.1 (disclosure of evidence by mem-

13.1 Schedule 2 is further amended by adding the following section:

Same

71.1 Section 71 also applies to an order made by a panel of the Discipline Committee because of a finding that a member has committed sexual abuse of the kind described in subparagraph i, ii, iii or iv of paragraph 2 of subsection 51 (5).

14. Section 72 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Time of application. sexual abuse cases

- (3) An application under subsection (1), in relation to a revocation for sexual abuse of a patient, shall not be made earlier than,
 - (a) five years after the revocation; or
 - (b) six months after a previous application under subsection (1).

15. Section 73 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Limitation for sexual abuse cases

(5.1) A panel may not make an order directing that the Registrar issue a new certificate of registration to an applicant whose certificate had been revoked for sexual abuse of a patient unless the prescribed conditions are met.

16. Section 74 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Limitation

(2) This section does not apply with respect to a revocation for sexual abuse of a patient.

16.1 Schedule 2 is amended by adding the following section:

Reference to Quality Assurance Committee

79.1 When the Executive Committee, Complaints Committee or Board receives a report under section 79 of the results of an investigation conducted into a possible act of sexual abuse as defined in clause 1 (3) (c), it may refer the matter to the Quality Assurance Committee.

17.-(1) Subsection 84 (2) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

Measures for sexual abuse of patients

- (2) The patient relations program must include measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients.
- (2) Subsection 84 (3) of Schedule 2 is amended by striking out the portion preceding clause (a) and substituting the following:
- (3) The measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients must include,

- 3. Les frais de l'ordre engagés relativement à la tenue de l'audience.
- 13 L'article 67 de l'annexe 2 est modifié par adjonction de la disposition suivante :
 - 4.1 L'article 42.1 (divulgation de preuves par un membre).

13.1 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

71.1 L'article 71 s'applique également à l'ordon- Idem nance rendue par un sous-comité du comité de discipline découlant d'une conclusion selon laquelle un membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel consistant en l'un des actes mentionnés à la sous-disposition i, ii, iii ou iv de la disposition 2 du paragraphe 51 (5).

14 L'article 72 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

- (3) La demande prévue au paragraphe (1) ne peut, en cas de révocation pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, demande en être présentée avant l'écoulement de l'un des délais cas de mau
 - a) cinq ans après la révocation;
 - b) six mois après la présentation de la dernière demande présentée en vertu du paragraphe

15 L'article 73 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) Le sous-comité ne peut rendre une ordon- Restriction en nance enjoignant au registrateur de délivrer un nouveau certificat d'inscription à l'auteur de la demande dont le certificat a été révoqué pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, à moins que ne soient satisfaites les conditions prescrites.

cas de mauvais traitements d'ordre sexuel

présentation

vais traitements d'ordre

16 L'article 74 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le présent article ne s'applique pas aux révo- Restriction cations pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient.

16.1 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

79.1 Lorsque le bureau, le comité des plaintes ou Renvoi au la Commission reçoit un rapport, présenté aux ter-comité d'assumes de l'article 79, qui fait état du résultat d'une qualité enquête au sujet d'un mauvais traitement d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) c) qui aurait été infligé, il peut renvoyer l'affaire au comité d'assurance de la qualité.

17 (1) Le paragraphe 84 (2) de l'annexe 2 est révoqué et remplacé par ce qui suit :

- (2) Le programme de relations avec les patients Mesures reladoit comprendre des mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients, ou à traiter de ceux-ci.
- (2) Le paragraphe 84 (3) de l'annexe 2 est patients modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :
- (3) Les mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients ou à traiter de ceux-ci doivent porter sur ce qui suit :

tives aux mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des

18. Schedule 2 is further amended by adding the following sections immediately before the heading following section 85:

REPORTING OF HEALTH PROFESSIONALS

Reporting by members

6

85.1-(1) A member shall file a report in accordance with section 85.3 if the member has reasonable grounds, obtained in the course of practising the profession, to believe that another member of the same or a different College has sexually abused a patient.

If name not known

(3) A member is not required to file a report if the member does not know the name of the member who would be the subject of the report.

If information from a patient

(5) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's patients, the member shall use his or her best efforts to advise the patient of the requirement to file the report before doing so.

Reporting by facilities

85.2—(1) A person who operates a facility where one or more members practise shall file a report in accordance with section 85.3 if the person has reasonable grounds to believe that a member who practises at the facility has sexually abused a patient.

When nonindividuals have reasonable grounds

(2) For the purposes of subsection (1), a person who operates a facility but who is not an individual shall be deemed to have reasonable grounds if the individual who is responsible for the operation of the facility has reasonable grounds.

If name not known

(3) A person who operates a facility is not required to file a report if the person does not know the name of the member who would be the subject of the report.

Requirements of required reports

85.3-(1) A report required under section 85.1 or 85.2 must be filed in writing with the Registrar of the College of the member who is the subject of the

Timing of report. sexual abuse

(2) The report must be filed within thirty days after the obligation to report arises unless the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the patient or will sexually abuse other patients, in which case the report must be filed forthwith.

Contents of report

- (4) The report must contain,
- (a) the name of the person filing the report;
- (b) the name of the member who is the subject of the report;
- (c) an explanation of the alleged sexual abuse;
- (d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular patient of the member who is the subject of the report, the name of that patient, subject to subsection

(5) The name of a patient who may have been sexually abused must not be included in a report

18 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction des articles suivants immédiatement avant l'intertitre suivant l'article 85 :

DÉPÔT DE RAPPORTS AU SUJET DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

85.1 (1) Le membre dépose un rapport confor- Dépôt de mément à l'article 85.3 si, dans l'exercice de sa profession, il lui est donné des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre de son ordre ou d'un autre ordre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.

des membres

(3) Le membre n'est pas tenu de déposer un rap- Identité non port s'il ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport.

(5) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses patients fait tout en son pouvoir pour informer le patient de cette exigence avant de déposer le rapport.

Renseignements provenant d'un patient

85.2 (1) La personne qui exploite ou fait fonctionner un établissement dans lequel exercent un ou plusieurs membres dépose un rapport conformément à l'article 85.3 si elle a des motifs raisonnables de croire qu'un membre qui exerce dans l'établissement a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un

Dépôt de rapports par des établisse-

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la per- Motifs raisonsonne qui exploite ou fait fonctionner un établissement, mais qui n'est pas une personne physique, est réputée avoir des motifs raisonnables si le particulier responsable de l'exploitation ou du fonctionnement de l'établissement a lui-même des motifs raisonnables.

nables des personnes non physiques

(3) La personne qui exploite ou fait fonctionner Identité non un établissement n'est pas tenue de déposer un rapport si elle ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport.

85.3 (1) Le rapport exigé aux termes de l'article Exigences 85.1 ou 85.2 doit être déposé par écrit auprès du registrateur de l'ordre du membre qui fait l'objet du rapport.

relatives aux rapports exi-

(2) Le rapport doit être déposé dans les trente Délai de jours qui suivent le jour où naît l'obligation de dépodépot, cas de mauvais traiser un rapport, à moins que la personne qui est tenue de déposer le rapport n'ait des motifs raison- dre sexuel nables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel au patient ou en infligera à d'autres patients, auquel cas le rapport doit être déposé immédiatement.

tements d'or-

Contenu du

rapport

(4) Le rapport doit contenir:

a) le nom de la personne qui dépose le rapport;

b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport;

- c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel faisant l'objet de l'allégation;
- d) sous réserve du paragraphe (5), le nom du patient du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce patient.
- (5) Le nom d'un patient qui peut avoir été vic- Interdiction time de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit d'identifier un

patient sans son consente-

ment

Patients not named without consent

unless the patient, or if the patient is incapable, the patient's representative, consents in writing to the inclusion of the patient's name.

If reporter providing psychotherapy

(6) If a member who is required to file a report under section 85.1 is providing psychotherapy to the member who would be the subject of the report, the report must also contain the opinion of the member filing the report, if he or she is able to form one, as to whether or not the member who is the subject of the report is likely to sexually abuse patients in the

Additional reports, therapy

85.4—(1) A member who files a report in respect of which subsection 85.3 (6) applies, shall file an additional report to the same College if the member ceases to provide psychotherapy to the member who was the subject of the first report.

Timing of additional report

(2) The additional report must be filed forthwith.

Reporting by employers,

85.5-(1) A person who terminates the employment or revokes, suspends or imposes restrictions on the privileges of a member or who dissolves a partnership or association with a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity shall file with the Registrar within thirty days after the termination, revocation, suspension, imposition or dissolution a written report setting out the reasons.

Same

(2) If a person intended to terminate the employment of a member or to revoke the member's privileges for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned or voluntarily relinquished his or her privileges, the person shall file with the Registrar within thirty days after the resignation or relinquishment a written report setting out the reasons upon which the person had intended to

Application

(3) This section applies to every person, other than a patient, who employs or offers privileges to a member or associates in partnership or otherwise with a member for the purpose of offering health services.

Immunity for reports

85.6 No action or other proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under section 85.1, 85.2, 85.4 or 85.5.



Funding for Therapy and Counselling

Funding provided by College

85.7-(1) There shall be a program, established by the College, to provide funding for therapy and counselling for persons who, while patients, were sexually abused by members.

Funding governed by regulations

(2) The funding shall be provided in accordance with the regulations made under the Regulated Health Professions Act, 1991.

Administra-

(3) The Patient Relations Committee shall administer the program.

Eligibility

(4) A person is eligible for funding only if,

- (a) there is a finding by a panel of the Discipline Committee that the person, while a patient, was sexually abused by a member; or
- (b) the alternative requirements prescribed in the regulations made by the Council are satisfied.

pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du patient ou, si le patient est incapable, de son représentant.

(6) Si le membre qui est tenu de déposer un rapport aux termes de l'article 85.1 donne des soins de psychothérapie au membre qui ferait l'objet du rapport, le rapport doit aussi comprendre l'opinion du membre qui dépose le rapport, s'il peut en former une, quant à la probabilité que le membre qui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir.

85.4 (1) Le membre qui dépose un rapport auquel s'applique le paragraphe 85.3 (6) dépose un rapport supplémentaire auprès du même ordre s'il cesse de donner des soins de psychothérapie au membre qui a fait l'objet du premier rapport.

Rapports supplémentaires, psychothéra-

Rapport, psy-

chothérapie

(2) Le rapport supplémentaire doit être déposé immédiatement.

Délai de dépôt du rapport supplémentaire

85.5 (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un membre, lui retire ses privilèges, les suspend ou les assortit de restrictions, ou dissout la société en nom collectif ou l'association qu'il forme avec le membre, etc. pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant l'accomplissement d'un de ces actes, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.

Dépôt de rapports par employeurs.

(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à Idem l'emploi d'un membre ou de lui retirer ses privilèges pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné ou a renoncé volontairement à ses privilèges, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant la démission ou la renonciation, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.

(3) Le présent article s'applique à toute personne, Demande à l'exception d'un patient, qui emploie un membre ou qui s'associe à un membre dans une société en nom collectif ou autrement, ou qui lui offre des privilèges aux fins de la prestation de services de santé.

85.6 Sont irrecevables les actions ou autres ins- Immunité tances introduites contre les personnes qui déposent touchant les un rapport de bonne foi aux termes de l'article 85.1, 85.2, 85.4 ou 85.5.

FINANCEMENT DE LA THÉRAPIE ET DES CONSULTATIONS

85.7 (1) L'ordre crée un programme afin d'al-Fonds alloués louer des fonds pour la thérapie et les consultations par l'ordre destinées aux personnes qui, lorsqu'elles étaient des patients, ont été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part de membres.

(2) Les fonds sont alloués conformément aux Fonds régis règlements pris en application de la Loi de 1991 sur par les règle les professions de la santé réglementées.

(3) Le comité des relations avec les patients Administraadministre le programme.

- (4) Toute personne est admissible à des fonds Admissibilité sous réserve de l'une ou l'autre des conditions suivantes:
 - a) un sous-comité du comité de discipline conclut que la personne, lorsqu'elle était un patient, a été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre;
 - b) il est satisfait aux autres exigences prescrites dans les règlements pris par le conseil.

Effect of appeal

(5) A person's eligibility for funding under clause (4) (a) is not affected by an appeal from the panel's finding.

No assessment

(6) A person is not required to undergo a psychological or other assessment before receiving funding.

Choice of therapist or

- (7) A person who is eligible for funding is entitled to choose any therapist or counsellor, subject to the following restrictions:
 - 1. The therapist or counsellor must not be a person to whom the eligible person has any family relationship.
 - 2. The therapist or counsellor must not be a person who, to the College's knowledge, has at any time or in any jurisdiction been found guilty of professional misconduct of a sexual nature or been found civilly or criminally liable for an act of a similar nature.
 - 3. If the therapist or counsellor is not a member of a regulated health profession, the College may require the person to sign a document indicating that he or she understands that the therapist or counsellor is not subject to professional discipline.

Payment

(8) Funding shall be paid only to the therapist or counsellor chosen by the person.

Lise of funding

(9) Funding shall be used only to pay for therapy or counselling and shall not be applied directly or indirectly for any other purpose.

Same

(10) Funding may be used to pay for therapy or counselling that was provided before the person became eligible under subsection (4) but after the panel began its hearing into the matter.

coverage

(11) The funding that is provided to a person shall be reduced by the amount that the Ontario Health Insurance Plan or a private insurer is required to pay for therapy or counselling for the person during the period of time during which funding may be provided for him or her under the pro-

Right of recovery

(12) The College is entitled to recover from the member, in a proceeding brought in a court of competent jurisdiction, money paid in accordance with this section for therapy or counselling for an eligible person referred to in clause (4) (a).

Person not required to testify

- (13) The eligible person shall not be required to appear or testify in the proceeding.
 - 19. Section 90 of Schedule 2 is repealed.
- 20. Schedule 2 is further amended by adding the following section:

Protection for reporters from reprisals

- 92.1 No person shall do anything, or refrain from doing anything, relating to another person's employment or to a contract providing for the provision of services by that other person, in retaliation for that other person filing a report or making a complaint as long as the report was filed, or the complaint was made, in good faith.
- 21.-(1) Subsection 93 (3) of Schedule 2 is amended by striking out "82 (2), (3) or 90 (1)" in the second line and substituting "82 (2) or (3)".

- (5) L'appel de la conclusion du sous-comité n'a Effet de l'apaucun effet sur l'admissibilité d'une personne à des pel fonds aux termes de l'alinéa (4) a).
- (6) Aucune personne n'est tenue de subir une Évaluation évaluation d'ordre psychologique ou autre avant de non nécesrecevoir des fonds.

(7) La personne qui est admissible à des fonds a Choix d'un thérapeute ou le droit de choisir un thérapeute ou un conseiller, d'un conseilsous réserve des restrictions suivantes :

- 1. Le thérapeute ou le conseiller ne doit pas être une personne avec laquelle la personne admissible a des liens de parenté.
- 2. Le thérapeute ou le conseiller ne doit pas être une personne qui, à la connaissance de l'ordre, a été déclarée, à quelque moment ou dans quelque ressort que ce soit, coupable d'une faute professionnelle d'ordre sexuel ou civilement ou criminellement responsable d'un acte de nature semblable.
- 3. Si le thérapeute ou le conseiller n'est pas membre d'une profession de la santé réglementée, l'ordre peut exiger de la personne qu'elle signe un document indiquant qu'elle comprend que le thérapeute ou le conseiller n'est pas soumis à la discipline d'une profes-

(8) Les fonds ne sont versés qu'au thérapeute ou Versement conseiller choisi par la personne.

(9) Les fonds ne doivent être utilisés que pour Utilisation payer la thérapie ou les consultations et ne doivent pas servir directement ou indirectement à toute autre

des fonds

(10) Les fonds peuvent être utilisés pour payer la Idem thérapie ou les consultations qui ont été données avant que la personne ne devienne admissible aux termes du paragraphe (4) mais après que le souscomité a commencé son audition de la question.

(11) Les fonds alloués à une personne sont Autre couverréduits du montant que le Régime d'assurance-santé de l'Ontario ou qu'un assureur privé doit payer pour la thérapie ou les consultations destinées à la personne au cours de la période durant laquelle des fonds peuvent lui être alloués dans le cadre du pro-

- (12) L'ordre a le droit de recouvrer auprès du Droit de membre, dans le cadre d'une instance introduite recouvrement devant un tribunal compétent, toute somme d'argent payée conformément au présent article pour la thérapie ou les consultations destinées à une personne admissible visée à l'alinéa (4) a).
- (13) La personne admissible n'est pas tenue de Personne non comparaître ni de témoigner dans l'instance.

tenue de témoigner

- 19 L'article 90 de l'annexe 2 est abrogé.
- 20 L'annexe 2 est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 92.1 Nul ne doit exercer de représailles, par Protection action ou par omission, touchant à l'emploi d'une des auteurs personne ou à un contrat prévoyant la prestation de contre les services par cette personne et fondées sur le fait que représailles la personne a déposé un rapport ou une plainte, dans la mesure où elle l'a fait de bonne foi.

des rapports

21 (1) Le paragraphe 93 (3) de l'annexe 2 est modifié par substitution, à «82 (2) ou (3), ou 90 (1)» à la cinquième ligne, de «82 (2) ou (3)».

(2) Section 93 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Same

(4) Every person who contravenes subsection 85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) or 85.5 (1) or section 92.1 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

22.—(1) Subsection 95 (1) of Schedule 2 is amended by adding the following paragraphs:

- 25.1 designating acts of professional misconduct that must be reported;
- 31.1 prescribing alternative requirements for eligibility for funding under clause 85.7 (4) (b);
- 31.2 requiring members to pay prescribed amounts to pay for the program required under section 85.7, including amounts that are different for different members or classes of members and including amounts,
 - i. that are prescribed,
 - ii. that are calculated according to a prescribed method, or
 - iii. that are determined by a prescribed person;
- 31.3 requiring members to participate in an arrangement set up by the College in which members pay a person such amounts as may be determined by the person for the members or for classes of members and the person pays amounts to the College to pay for the program required under section 85.7;
- 31.4 authorizing the Patient Relations Committee to require therapists and counsellors who are providing therapy or counselling that is funded through the program required under section 85.7, and persons who are receiving such therapy or counselling, to provide a written statement, signed in each case by the therapist or counsellor and by the person, containing details of the therapist's or counsellor's training and experience, and confirming that therapy or counselling is being provided and that the funds received are being devoted only to that purpose.

(2) Section 95 of Schedule 2 is amended by adding the following subsections:

- (2.1) Regulations made under paragraph 25 of subsection (1) may,
 - (a) authorize the Quality Assurance Committee to require individual members whose knowledge, skills and judgment have been assessed under section 82 and found to be unsatisfactory to participate in specified continuing education programs;
 - (b) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to impose terms, conditions or limitations, for a specified period not exceeding six months, on the certificate of registration of a member whose knowledge, skills and judgment have been assessed or reassessed under section 82 and found to

(2) L'article 93 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Est coupable d'une infraction et passible, sur Idem déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ quiconque contrevient au paragraphe 85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) ou 85.5 (1), ou à l'article 92.1.

22 (1) Le paragraphe 95 (1) de l'annexe 2 est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 25.1 désigner les fautes professionnelles devant faire l'objet d'un rapport :
- 31.1 prescrire les autres exigences d'admissibilité à des fonds prévues à l'alinéa 85.7 (4) b);
- 31.2 exiger des membres qu'ils acquittent les montants prescrits pour couvrir le coût du programme exigé aux termes de l'article 85.7, y compris des montants différents pour différents membres ou catégories de membres et des montants qui sont, selon le cas :
 - i. prescrits,
 - ii. calculés selon une méthode prescrite,
 - iii. fixés par une personne prescrite;
- 31.3 exiger des membres qu'ils soient parties à un arrangement établi par l'ordre et selon lequel les membres versent à une personne les montants que celle-ci peut fixer pour les membres ou les catégories de membres et cette personne verse des montants à l'ordre pour couvrir le coût du programme exigé aux termes de l'article 85.7;
- 31.4 autoriser le Comité des relations avec les patients à exiger que les thérapeutes et les conseillers qui fournissent la thérapie ou donnent des consultations financées grâce au programme exigé aux termes de l'article 85.7 et que les personnes qui bénéficient de cette thérapie ou de ces consultations présentent une déclaration écrite, signée dans chaque cas par le thérapeute ou le conseiller et par la personne, qui donne le détail de la formation et de l'expérience du thérapeute ou du conseiller et qui confirme que la thérapie ou les consultations sont effectivement données et que les fonds reçus servent uniquement à cette fin.

(2) L'article 95 de l'annexe 2 est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

- (2.1) Les règlements pris en application de la dis- Idem position 25 du paragraphe (1) peuvent :
 - a) autoriser le comité d'assurance de la qualité à exiger des membres dont les connaissances, les compétences et le jugement ont été évalués aux termes de l'article 82 et déclarés insatisfaisants qu'ils participent à des programmes d'éducation permanente précis;
 - b) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, d'assortir de conditions ou de restrictions, pour une période précise ne dépassant pas six mois, le certificat d'inscription de tout membre dont les connaissances, les compétences et le jugement ont été évalués ou

Same

be unsatisfactory, or who has failed to participate in specified continuing education programs as required by the Committee or has not completed those programs successfully;

- (c) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to remove terms, conditions or limitations imposed under a regulation made under clause (b) before the end of the specified period, if the Committee is satisfied that the member's knowledge, skills and judgment are now satisfactory;
- (d) authorize the Quality Assurance Committee to require a member to undergo a psychological or other assessment if a matter respecting the member is referred to the Committee under subsection 26 (3) or section 79.1;
- (e) authorize the Quality Assurance Committee, after receiving a report of an assessment required under a regulation made under clause (d), to require the member to undertake specified measures, such as receiving education, therapy or counselling;
- (f) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to impose terms, conditions or limitations on the member's certificate of registration, for a specified period not exceeding six months, if,
 - (i) the member refuses to undergo an assessment,
 - (ii) the Committee has required the member to undertake specified measures which have not yet been completed, or
 - (iii) the member refuses to undertake the specified measures;
- (g) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to remove terms, conditions or limitations imposed under a regulation made under clause (f) before the end of the specified period, if the Committee is satisfied that the terms, conditions or limitations are no longer needed.

Same

(2.2) If the Council makes a regulation as described in clause (2.1) (b) or (f), it shall also make a regulation providing that no direction shall be given to the Registrar unless the member has been given notice of the Quality Assurance Committee's intention to give the direction and at least fourteen days to make written submissions to the Committee.

Commence

23. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

24. The short title of this Act is the Regulated Health Professions Amendment Act, 1993.

- réévalués aux termes de l'article 82 et déclarés insatisfaisants, ou qui n'a pas participé à des programmes d'éducation permanente précis, contrairement à ce qu'exigeait le comité, ou ne les a pas terminés avec succès;
- c) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, de supprimer les conditions ou les restrictions imposées aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa b) avant la fin de la période précisée, si le comité est convaincu que les connaissances, les compétences et le jugement du membre sont à présent satisfaisants;
- d) autoriser le comité d'assurance de la qualité à exiger d'un membre qu'il subisse une évaluation d'ordre psychologique ou autre si une question concernant le membre est renvoyée au comité en vertu du paragraphe 26 (3) ou de l'article 79.1;
- e) autoriser le comité d'assurance de la qualité. après qu'il a reçu le rapport d'une évaluation exigée aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa d), à exiger du membre qu'il se soumette à des mesures précises, telles que suivre des cours, une thérapie ou des consultations;
- f) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, d'assortir le certificat d'inscription du membre de conditions ou de restrictions, pour une période précise ne dépassant pas six mois, si, selon le cas :
 - (i) le membre refuse de subir une évaluation.
 - (ii) le comité a exigé du membre qu'il se soumette à des mesures précises, lesquelles n'ont toujours pas été réalisées,
 - (iii) le membre refuse de se soumettre aux mesures précisées;
- g) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, de supprimer, avant la fin de la période précisée, les conditions ou les restrictions imposées aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa f), si le comité est convaincu que ces conditions ou restrictions ne sont plus nécessaires.

(2.2) Si le conseil prend un règlement décrit à Idem l'alinéa (2.1) b) ou f), il prend également un règlement prévoyant qu'aucune directive ne doit être donnée au registrateur sans que le membre ait été avisé de l'intention du comité d'assurance de la qualité de donner la directive et qu'un délai d'au moins quatorze jours lui ait été accordé pour présenter des observations écrites au comité.

23 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

24 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé L'oi de 1993 modifiant la Loi sur les professions de la santé réglementées.











3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 100

(Chapter 37 Statutes of Ontario, 1993)

An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991

The Hon. R. Grier
Minister of Health

1st Reading November 25, 1992

2nd Reading July 29, 1993

3rd Reading December 13, 1993 Royal Assent December 14, 1993

Projet de loi 100

(Chapitre 37 Lois de l'Ontario de 1993)

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

> L'honorable R. Grier Ministre de la Santé



1^{re} lecture 25 novembre 1992

2^e lecture 29 juillet 1993

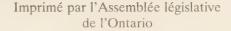
3^e lecture 13 décembre 1993

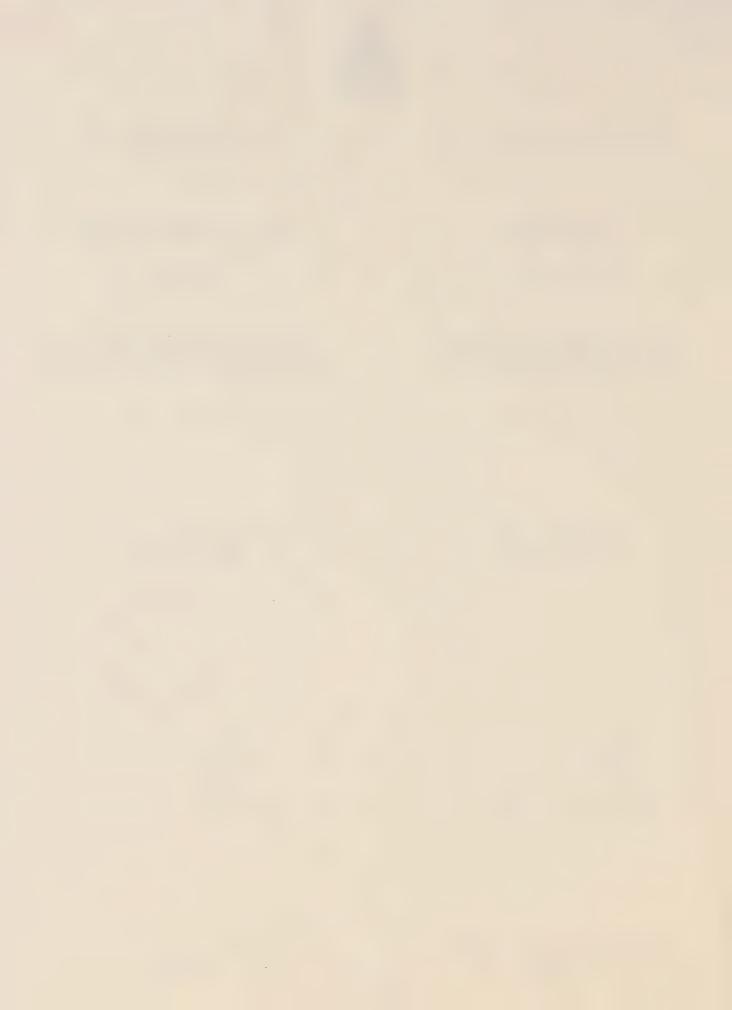
Sanction royale 14 décembre 1993











1993

An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 36 of the Regulated Health Professions Act, 1991 is amended by adding the following subsection:

Reports required under Code

- (1.1) Clauses (1) (c) and (d) do not apply with respect to reports required under section 85.1 or 85.2 of the Code.
- 2. Section 40 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (4) Every person who contravenes subsection 36 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.
- 3. The Act is amended by adding the following section:

Regulations

- 43.1 Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations governing funding under programs required under section 85.7 of the Code, including regulations,
 - (a) prescribing the maximum amount or a means of establishing the maximum amount of funding that may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse;
 - (b) prescribing the period of time during which funding may be provided for a person in respect of a case of sexual abuse.
- 4. Section 1 of Schedule 2 to the Act is amended by adding the following subsections:

Sexual abuse of a patient

- (3) In this Code, "sexual abuse" of a patient by a member means.
 - (a) sexual intercourse or other forms of physical sexual relations between the member and the patient;
 - (b) touching, of a sexual nature, of the patient by the member; or
 - (c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the patient.

Exception

(4) For the purposes of subsection (3), "sexual nature" does not include touching, behaviour or SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 L'article 36 de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (1.1) Les alinéas (1) c) et d) ne s'appli- Rapports exiquent pas aux rapports exigés aux termes de mes du Code l'article 85.1 ou 85.2 du Code.

- 2 L'article 40 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (4) Quiconque contrevient au paragraphe 1dem 36 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

3 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.1 Sous réserve de l'approbation du Règlements lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement, régir les fonds prévus par les programmes exigés aux termes de l'article 85.7 du Code, notamment :

- a) prescrire le montant maximum des fonds qui peuvent être alloués à une personne dans chaque cas de mauvais traitements d'ordre sexuel, ou la façon de l'établir:
- b) prescrire la période durant laquelle des fonds peuvent être alloués à une personne dans chaque cas de mauvais traitements d'ordre sexuel.
- 4 L'article 1 de l'annexe 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants:
- (3) Dans le présent code, «mauvais traitements Mauvais traid'ordre sexuel» infligés à un patient par un membre s'entend de ce qui suit, selon le cas :
 - a) les rapports sexuels ou autres formes de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et le patient;
 - b) les attouchements d'ordre sexuel du patient par le membre;
 - c) les comportements ou les remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit du patient.
- (4) Pour l'application du paragraphe (3), «d'ordre Exception sexuel» ne s'entend pas de palpations, de comporte-

tements d'orinfligés à des

remarks of a clinical nature appropriate to the service provided.

5. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Statement of purpose. sexual abuse provisions

Same

2

1.1 The purpose of the provisions of this Code with respect to sexual abuse of patients by members is to encourage the reporting of such abuse, to provide funding for therapy and counselling for patients who have been sexually abused by members and, ultimately, to eradicate the sexual abuse of patients by members.

6. Clause 15 (2) (a) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

(a) has doubts, on reasonable grounds, about whether the applicant fulfils the registration requirements.

7.—(1) Subsection 23 (2) of Schedule 2 is amended by adding the following clause:

(e.1) where findings of the Discipline Committee are appealed, a notation that they are under appeal.

(2) Section 23 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

(2.1) When an appeal of findings of the Discipline Committee is finally disposed of, the notation added to the register under clause (2) (e.1) shall be removed.

(3) Paragraph 3 of subsection 23 (3) of Schedule 2 is amended by striking out "three years" in the second line and substituting "six years".

(4) Subsection 23 (3) of Schedule 2 is amended by adding the following paragraphs:

- 3.1 For every disciplinary proceeding, completed at any time before the time the register was prepared or last updated, in which a member was found to have committed sexual abuse, as defined in clause 1 (3) (a) or (b), the results of the proceeding.
- 3.2 Information described in clause (2) (e.1) related to appeals of findings of the Discipline Committee.

(5) Section 23 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Meaning of "results of proceeding'

(7) For the purpose of this section and section 56, "result", when used in reference to a disciplinary or incapacity proceeding, means the panel's finding, particulars of the grounds for the finding, and the penalty imposed, including any reprimand.

8. Section 26 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

(3) If the complaint is about sexual abuse as defined in clause 1 (3) (c), the panel may refer the matter to the Quality Assurance Committee.

ments ou de remarques de nature clinique qui sont appropriés au service fourni.

5 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 Les dispositions que contient le présent code Objet des disrelativement aux mauvais traitements d'ordre sexuel infligés aux patients par des membres ont pour objet d'encourager le signalement de ces mauvais traitements, d'allouer des fonds pour la thérapie et les dre sexuel consultations destinées aux patients qui en ont été les victimes et, finalement, de mettre fin à ces mauvais traitements.

positions relatives aux mauvais traitements d'or-

6 L'alinéa 15 (2) a) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) il a des doutes, en se fondant sur des motifs raisonnables, sur la mesure dans laquelle l'auteur de la demande satisfait aux exigences d'inscription.

7 (1) Le paragraphe 23 (2) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de l'alinéa suivant:

e.1) s'il est interjeté appel des conclusions du comité de discipline, une indication à ce

(2) L'article 23 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Lorsqu'il est statué de façon définitive sur Idem un appel des conclusions du comité de discipline, l'indication ajoutée au tableau aux termes de l'alinéa (2) e.1) est retranchée.

(3) La disposition 3 du paragraphe 23 (3) de l'annexe 2 est modifiée par substitution, à «trois ans» à la troisième ligne, de «six ans».

(4) Le paragraphe 23 (3) de l'annexe 2 est modifié par adjonction des dispositions suivantes:

- 3.1 L'issue de la procédure disciplinaire, dans le cas de chaque procédure disciplinaire qui a pris fin à n'importe quel moment avant la date à laquelle le tableau a été dressé ou mis à jour la dernière fois, au cours de laquelle il a été conclu qu'un membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel, au sens de l'alinéa 1 (3) a) ou b).
- 3.2 Les renseignements visés à l'alinéa (2) e.1) qui ont trait aux appels des conclusions du comité de discipline.

(5) L'article 23 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7) Pour l'application du présent article et de l'ar-Signification ticle 56, le terme «issue», lorsqu'il est employé relativement à une procédure disciplinaire ou à une procédure pour incapacité, s'entend de la conclusion du sous-comité, de l'exposé des motifs à l'appui de celle-ci et de la peine infligée, y compris toute réprimande.

du terme «issue de la procédure»

8 L'article 26 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Si la plainte porte sur des mauvais traitements Idem d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) c), le souscomité peut renvoyer l'affaire au comité d'assurance de la qualité.

Same

Allegations of sexual

9. Section 36 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

(2) In deciding whether or not to refer an allegation of the sexual abuse of a patient to the Discipline Committee, the Executive Committee shall take into account any opinion, required under subsection 85.3 (5), as to whether or not the member who is the subject of the report is likely to sexually abuse patients in the future.

10. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Non-party participation in hearings

- 41.1-(1) A panel may allow a person who is not a party to participate in a hearing if,
 - (a) the good character, propriety of conduct or competence of the person is an issue at the hearing; or
 - (b) the participation of the person, would, in the opinion of the panel, be of assistance to the

Extent of participation

(2) The panel shall determine the extent to which a person who is allowed to participate may do so and, without limiting the generality of this, the panel may allow the person to make oral or written submissions, to lead evidence and to cross examine witnesses.

11. Clause 42 (1) (b) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

(b) in the case of evidence of an expert, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evi-

12. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Disclosure of evidence

42.1 Evidence of an expert led by a person other than the College is not admissible unless the person gives the College, at least ten days before the hearing, the identity of the expert and a copy of the expert's written report or, if there is no written report, a written summary of the evidence.

13. Section 47 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Interpretation

(2) In subsection (1), "allegations of a member's misconduct of a sexual nature" include, but are not limited to, allegations that the member sexually abused the witness when the witness was a patient of the member.

14.—(1) Subsection 51 (1) of Schedule 2 is amended by adding the following clause:

- (b.1) the member has sexually abused a patient.
- (2) Paragraph 5 of subsection 51 (2) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:
 - 5. Requiring the member to pay a fine of not more than \$35,000 to the Minister of
 - 5.1 If the act of professional misconduct was the sexual abuse of a patient, requiring the member to reimburse the College for funding pro-

9 L'article 36 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Pour décider s'il y a lieu de renvoyer au Allégations comité de discipline une allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, le bureau tient compte de toute opinion, exigée aux termes du paragraphe 85.3 (5), quant à la probabilité que le membre qui fait l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients

de mauvais d'ordre sexuel

3

10 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

41.1 (1) Le sous-comité peut permettre à toute Participation personne qui n'est pas partie de participer à une de tiers aux audience dans les cas suivants :

- a) la bonne réputation, la bonne conduite ou la compétence de la personne est une question en litige à l'audience;
- b) il est d'avis que la participation de la personne lui serait utile.
- (2) Le sous-comité détermine dans quelle mesure Mesure de la la personne dont il permet la participation peut le faire et, notamment, peut permettre à la personne de présenter des observations orales ou écrites, de présenter des preuves et de contre-interroger des

participation

11 L'alinéa 42 (1) b) de l'annexe 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas de preuves d'un expert, l'identité de l'expert et une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves.

12 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

42.1 Les preuves d'un expert présentées par une Divulgation personne autre que l'ordre ne sont recevables que si, des preuves au moins dix jours avant l'audience, la personne divulgue à l'ordre l'identité de l'expert et lui donne une copie du rapport écrit de celui-ci ou, à défaut d'un tel rapport, un sommaire écrit des preuves.

13 L'article 47 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dans le paragraphe (1), «allégations d'incon- Interprétation duite d'ordre sexuel de la part d'un membre» s'entend notamment des allégations voulant que le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel au témoin lorsque celui-ci était un patient du membre.

14 (1) Le paragraphe 51 (1) de l'annexe 2 est modifié par adjonction de l'alinéa suivant:

- b.1) le membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.
- (2) La disposition 5 du paragraphe 51 (2) de l'annexe 2 est abrogée et remplacée par ce qui suit:
 - 5. Exiger du membre qu'il verse une amende d'au plus 35 000 \$ au ministre des Finances.
 - 5.1 Si la faute professionnelle a consisté dans le fait d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, exiger du membre qu'il

vided for that patient under the program required under section 85.7.

5.2 If the panel makes an order under paragraph 5.1, requiring the member to post security acceptable to the College to guarantee the payment of any amounts the member may be required to reimburse under the order under paragraph 5.1.

(3) Section 51 of Schedule 2 is amended by adding the following subsections:

Orders relating to sexual abuse

4

- (5) If a panel finds a member has committed an act of professional misconduct by sexually abusing a patient, the panel shall do the following in addition to anything else the panel may do under subsection
 - 1. Reprimand the member.
 - 2. Revoke the member's certificate of registration if the sexual abuse consisted of, or included, any of the following,
 - i. sexual intercourse,
 - ii. genital to genital, genital to anal, oral to genital, or oral to anal contact,
 - iii. masturbation of the member by, or in the presence of, the patient,
 - iv. masturbation of the patient by the member,
 - v. encouragement of the patient by the member to masturbate in the presence of the member.

Statement re impact of sexual abuse

(6) Before making an order under subsection (5), the panel shall consider any written statement that has been filed, and any oral statement that has been made to the panel, describing the impact of the sexual abuse on the patient.

Same

(7) The statement may be made by the patient or by his or her representative.

Same

(8) The panel shall not consider the statement unless a finding of professional misconduct has been made

Notice to member

(9) When a written statement is filed, the panel shall, as soon as possible, have copies of it provided to the member, to his or her counsel and to the College.

15. Schedule 2 is amended by adding the following section:

College's costs

- 53.1 In an appropriate case, a panel may make an order requiring a member who the panel finds has committed an act of professional misconduct or finds to be incompetent to pay all or part of the following costs and expenses:
 - 1. The College's legal costs and expenses.
 - 2. The College's costs and expenses incurred in investigating the matter.
 - 3. The College's costs and expenses incurred in conducting the hearing.

16. Section 67 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:

4.1 Section 42.1 (disclosure of evidence by member).

- rembourse à l'ordre les fonds alloués à ce patient dans le cadre du programme exigé aux termes de l'article 85.7.
- 5.2 Si le sous-comité rend une ordonnance en vertu de la disposition 5.1, exiger du membre qu'il dépose un cautionnement jugé acceptable par l'ordre pour garantir le paiement des sommes d'argent qu'il peut être tenu de rembourser aux termes de l'ordonnance prévue à la disposition 5.1.

(3) L'article 51 de l'annexe 2 est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(5) Si le sous-comité conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle en infligeant des mauvais traimauvais traitements d'ordre sexuel à un patient, tements d'oroutre ce que lui permet de faire le paragraphe (2), dre sexuel le sous-comité:

Ordonnances

- 1. Réprimande le membre.
- 2. Révoque le certificat d'inscription du membre si les mauvais traitements d'ordre sexuel consistaient en l'un ou l'autre des actes suivants, ou le comprenaient :
 - i. des rapports sexuels,
 - ii. un contact génito-génital, génito-anal, bucco-génital ou bucco-anal,
 - iii. la masturbation du membre par le patient ou en présence de ce dernier,
 - iv. la masturbation du patient par le mem-
 - v. l'incitation, par le membre, du patient à se masturber en présence du mem-

(6) Avant de rendre une ordonnance aux termes Déclaration du paragraphe (5), le sous-comité tient compte de toute déclaration écrite décrivant les effets des mauvais traitements d'ordre sexuel sur le patient qui a été déposée ainsi que de toute déclaration orale qui a été faite au sous-comité à ce sujet.

traitements

(7) La déclaration peut être faite par le patient Idem ou par son représentant.

- (8) Le sous-comité ne doit pas tenir compte de la Idem déclaration à moins qu'il ait été conclu qu'une faute professionnelle a été commise.
- (9) Lorsqu'une déclaration écrite est déposée, le Avis donné sous-comité veille à ce qu'une copie de celle-ci soit au membre remise, aussitôt que possible, au membre, à son avocat et à l'ordre.

15 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

53.1 Dans les cas appropriés, le sous-comité qui Frais de l'orconclut qu'un membre a commis une faute profes-dre sionnelle ou est incompétent peut rendre une ordonnance exigeant du membre qu'il paie tout ou partie des frais suivants :

- 1. Les frais judiciaires de l'ordre.
- 2. Les frais de l'ordre engagés pour faire enquête sur la question.
- 3. Les frais de l'ordre engagés relativement à la tenue de l'audience.

16 L'article 67 de l'annexe 2 est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4.1 L'article 42.1 (divulgation de preuves par un membre).

17. Schedule 2 is amended by adding the following section:

No stay of certain orders pending appeal

71.1 Section 71 also applies to an order made by a panel of the Discipline Committee because of a finding that a member has committed sexual abuse of the kind described in subparagraph i, ii, iii or iv of paragraph 2 of subsection 51 (5).

18. Section 72 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

application, sexual abuse

- (3) An application under subsection (1), in relation to a revocation for sexual abuse of a patient, shall not be made earlier than,
 - (a) five years after the revocation; or
 - (b) six months after a previous application under subsection (1).

19. Section 73 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Limitation for sexual abuse cases

(5.1) A panel may not make an order directing that the Registrar issue a new certificate of registration to an applicant whose certificate had been revoked for sexual abuse of a patient unless the prescribed conditions are met.

20. Section 74 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Limitation

(2) This section does not apply with respect to a revocation for sexual abuse of a patient.

21. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Reference to Quality Assurance Committee

79.1 When the Executive Committee, Complaints Committee or Board receives a report under section 79 of the results of an investigation conducted into a possible act of sexual abuse as defined in clause 1 (3) (c), it may refer the matter to the Quality Assurance Committee.

22.-(1) Subsection 84 (2) of Schedule 2 is repealed and the following substituted:

Measures for sexual abuse of patients

- (2) The patient relations program must include measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients.
- (2) Subsection 84 (3) of Schedule 2 is amended by striking out the portion preceding clause (a) and substituting the following:
- (3) The measures for preventing or dealing with sexual abuse of patients must include,

23. Schedule 2 is amended by adding the following sections immediately before the heading following section 85:

17 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

71.1 L'article 71 s'applique également à l'ordon- Entrée en nance rendue par un sous-comité du comité de disci-vigueur de pline découlant d'une conclusion selon laquelle un ordonnances membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel consistant en l'un des actes mentionnés à la sous-disposition i, ii, iii ou iv de la disposition 2 du paragraphe 51 (5).

présentation

demande en

vais traite ments d'ordre

sexuel

18 L'article 72 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ne Délai de peut, en cas de révocation pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, être présentée avant l'écoulement de l'un des délais cas de mausuivants:

a) cinq ans après la révocation;

b) six mois après la présentation de la dernière demande présentée en vertu du paragraphe (1).

19 L'article 73 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) Le sous-comité ne peut rendre une ordon- Restriction en nance enjoignant au registrateur de délivrer un nouveau certificat d'inscription à l'auteur de la demande dont le certificat a été révoqué pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient, à moins que ne soient satisfaites les conditions prescrites.

ments d'ordre

20 L'article 74 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le présent article ne s'applique pas aux révo- Restriction cations pour cause de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard d'un patient.

21 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :

79.1 Lorsque le bureau, le comité des plaintes ou Renvoi au la Commission reçoit un rapport, présenté aux termes de l'article 79, qui fait état du résultat d'une enquête au sujet d'un mauvais traitement d'ordre sexuel au sens de l'alinéa 1 (3) c) qui aurait été infligé, il peut renvoyer l'affaire au comité d'assurance de la qualité.

comité d'assurance de la qualité

22 (1) Le paragraphe 84 (2) de l'annexe 2 est révoqué et remplacé par ce qui suit :

(2) Le programme de relations avec les patients Mesures reladoit comprendre des mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients, ou à traiter de ceux-ci.

mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients

- (2) Le paragraphe 84 (3) de l'annexe 2 est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :
- (3) Les mesures visant à prévenir les mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard des patients ou à traiter de ceux-ci doivent porter sur ce qui suit :

23 L'annexe 2 est modifiée par adjonction des articles suivants immédiatement avant l'intertitre suivant l'article 85 :

REPORTING OF HEALTH PROFESSIONALS

Reporting by members

85.1-(1) A member shall file a report in accordance with section 85.3 if the member has reasonable grounds, obtained in the course of practising the profession, to believe that another member of the same or a different College has sexually abused a patient.

If name not known

(2) A member is not required to file a report if the member does not know the name of the member who would be the subject of the report.

If information from a patient

(3) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's patients, the member shall use his or her best efforts to advise the patient of the requirement to file the report before doing so.

Reporting by facilities

85.2—(1) A person who operates a facility where one or more members practise shall file a report in accordance with section 85.3 if the person has reasonable grounds to believe that a member who practises at the facility has sexually abused a patient.

When nonindividuals have reasonable grounds

(2) For the purposes of subsection (1), a person who operates a facility but who is not an individual shall be deemed to have reasonable grounds if the individual who is responsible for the operation of the facility has reasonable grounds.

If name not known

(3) A person who operates a facility is not required to file a report if the person does not know the name of the member who would be the subject of the report.

Requirerequired reports

85.3-(1) A report required under section 85.1 or 85.2 must be filed in writing with the Registrar of the College of the member who is the subject of the

Timing of report, sexual abuse

(2) The report must be filed within thirty days after the obligation to report arises unless the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the patient or will sexually abuse other patients, in which case the report must be filed forthwith

Contents of report

- (3) The report must contain,
- (a) the name of the person filing the report;
- (b) the name of the member who is the subject of the report;
- (c) an explanation of the alleged sexual abuse;
- (d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular patient of the member who is the subject of the report, the name of that patient, subject to subsection (4).

Patients not named without consent

(4) The name of a patient who may have been sexually abused must not be included in a report unless the patient, or if the patient is incapable, the patient's representative, consents in writing to the inclusion of the patient's name.

If reporter providing psychotherapy

(5) If a member who is required to file a report under section 85.1 is providing psychotherapy to the member who would be the subject of the report, the report must also contain the opinion of the member filing the report, if he or she is able to form one, as to whether or not the member who is the subject of

DÉPÔT DE RAPPORTS AU SUJET DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

85.1 (1) Le membre dépose un rapport confor- Dépôt de mément à l'article 85.3 si, dans l'exercice de sa profession, il lui est donné des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre de son ordre ou d'un autre ordre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.

des membres

(2) Le membre n'est pas tenu de déposer un rap- Identité non port s'il ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport.

(3) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses patients fait tout en son pouvoir pour informer le patient de cette exigence avant de déposer le rapport.

Renseignements provenant d'un

85.2 (1) La personne qui exploite ou fait fonc- Dépôt de tionner un établissement dans lequel exercent un ou plusieurs membres dépose un rapport conformément à l'article 85.3 si elle a des motifs raisonnables de croire qu'un membre qui exerce dans l'établissement a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un patient.

rapports par des établissements

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la per- Motifs raisonsonne qui exploite ou fait fonctionner un établissement, mais qui n'est pas une personne physique, est réputée avoir des motifs raisonnables si le particulier responsable de l'exploitation ou du fonctionnement de l'établissement a lui-même des motifs raisonna-

nables des personnes non physiques

(3) La personne qui exploite ou fait fonctionner Identité non un établissement n'est pas tenue de déposer un rapport si elle ne connaît pas le nom du membre qui ferait l'objet du rapport.

85.3 (1) Le rapport exigé aux termes de l'article 85.1 ou 85.2 doit être déposé par écrit auprès du registrateur de l'ordre du membre qui fait l'objet du

Exigences relatives aux rapports exi-

(2) Le rapport doit être déposé dans les trente jours qui suivent le jour où naît l'obligation de déposer un rapport, à moins que la personne qui est tenue de déposer le rapport n'ait des motifs raison- dre sexuel nables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'ordre sexuel au patient ou en infligera à d'autres patients, auquel cas le rapport doit être déposé immédiatement.

dépôt, cas de mauvais traitements d'or-

(3) Le rapport doit contenir:

Contenu du rapport

- a) le nom de la personne qui dépose le rapport;
- b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport;
- c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel faisant l'objet de l'allégation;
- d) sous réserve du paragraphe (4), le nom du patient du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce patient.

(4) Le nom d'un patient qui peut avoir été vic- Interdiction time de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit d'identifier un pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du patient ou, si le patient est incapable, de ment son représentant.

patient sans

(5) Si le membre qui est tenu de déposer un rap- Rapport, psyport aux termes de l'article 85.1 donne des soins de psychothérapie au membre qui ferait l'objet du rapport, le rapport doit aussi comprendre l'opinion du membre qui dépose le rapport, s'il peut en former une, quant à la probabilité que le membre qui fait

chothérapie

the report is likely to sexually abuse patients in the

Additional reports, psychotherapy

85.4—(1) A member who files a report in respect of which subsection 85.3 (5) applies, shall file an additional report to the same College if the member ceases to provide psychotherapy to the member who was the subject of the first report.

Timing of additional report

(2) The additional report must be filed forthwith.

Reporting by employers, etc.

85.5-(1) A person who terminates the employment or revokes, suspends or imposes restrictions on the privileges of a member or who dissolves a partnership or association with a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity shall file with the Registrar within thirty days after the termination, revocation, suspension, imposition or dissolution a written report setting out the reasons.

Same

(2) If a person intended to terminate the employment of a member or to revoke the member's privileges for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned or voluntarily relinquished his or her privileges, the person shall file with the Registrar within thirty days after the resignation or relinquishment a written report setting out the reasons upon which the person had intended to

Application

(3) This section applies to every person, other than a patient, who employs or offers privileges to a member or associates in partnership or otherwise with a member for the purpose of offering health services.

Immunity for reports

85.6 No action or other proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under section 85.1, 85.2, 85.4 or 85.5.

Funding for Therapy and Counselling

Funding provided by College

85.7—(1) There shall be a program, established by the College, to provide funding for therapy and counselling for persons who, while patients, were sexually abused by members.

Funding governed by regulations

(2) The funding shall be provided in accordance with the regulations made under the Regulated Health Professions Act, 1991.

Administration

(3) The Patient Relations Committee shall administer the program.

(4) A person is eligible for funding only if,

Eligibility

- (a) there is a finding by a panel of the Discipline Committee that the person, while a patient, was sexually abused by a member; or
- (b) the alternative requirements prescribed in the regulations made by the Council are satisfied.

Effect of appeal

(5) A person's eligibility for funding under clause (4) (a) is not affected by an appeal from the panel's

No assessment

(6) A person is not required to undergo a psychological or other assessment before receiving funding.

l'objet du rapport inflige des mauvais traitements d'ordre sexuel à des patients à l'avenir.

85.4 (1) Le membre qui dépose un rapport auquel s'applique le paragraphe 85.3 (5) dépose un rapport supplémentaire auprès du même ordre s'il cesse de donner des soins de psychothérapie au membre qui a fait l'objet du premier rapport.

Rapports supplémentaires. psychothéra-

(2) Le rapport supplémentaire doit être déposé Délai de immédiatement.

dépôt du rapport supplémentaire

85.5 (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un Dépôt de membre, lui retire ses privilèges, les suspend ou les assortit de restrictions, ou dissout la société en nom collectif ou l'association qu'il forme avec le membre, etc. pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant l'accomplissement d'un de ces actes, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.

rapports par employeurs,

(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à Idem l'emploi d'un membre ou de lui retirer ses privilèges pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné ou a renoncé volontairement à ses privilèges, dépose auprès du registrateur, dans les trente jours suivant la démission ou la renonciation, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.

(3) Le présent article s'applique à toute personne, Demande à l'exception d'un patient, qui emploie un membre ou qui s'associe à un membre dans une société en nom collectif ou autrement, ou qui lui offre des privilèges aux fins de la prestation de services de santé.

85.6 Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre les personnes qui déposent un rapport de bonne foi aux termes de l'article 85.1, 85.2, 85.4 ou 85.5.

Immunité touchant les

FINANCEMENT DE LA THÉRAPIE ET DES CONSULTATIONS

85.7 (1) L'ordre crée un programme afin d'al- Fonds allouéslouer des fonds pour la thérapie et les consultations par l'ordre destinées aux personnes qui, lorsqu'elles étaient des patients, ont été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part de membres.

(2) Les fonds sont alloués conformément aux Fonds régis règlements pris en application de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées.

par les règle-

(3) Le comité des relations avec les patients Administraadministre le programme.

- (4) Toute personne est admissible à des fonds Admissibilité sous réserve de l'une ou l'autre des conditions suivantes:
 - a) un sous-comité du comité de discipline conclut que la personne, lorsqu'elle était un patient, a été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre;
 - b) il est satisfait aux autres exigences prescrites dans les règlements pris par le conseil.
- (5) L'appel de la conclusion du sous-comité n'a Effet de l'apaucun effet sur l'admissibilité d'une personne à des pel fonds aux termes de l'alinéa (4) a).
- (6) Aucune personne n'est tenue de subir une Évaluation évaluation d'ordre psychologique ou autre avant de non nécesrecevoir des fonds.

d'un conseil-

Choice of therapist or counsellor

- (7) A person who is eligible for funding is entitled to choose any therapist or counsellor, subject to the following restrictions:
 - 1. The therapist or counsellor must not be a person to whom the eligible person has any family relationship.
 - 2. The therapist or counsellor must not be a person who, to the College's knowledge, has at any time or in any jurisdiction been found guilty of professional misconduct of a sexual nature or been found civilly or criminally liable for an act of a similar nature.
 - 3. If the therapist or counsellor is not a member of a regulated health profession, the College may require the person to sign a document indicating that he or she understands that the therapist or counsellor is not subject to professional discipline.

Payment

(8) Funding shall be paid only to the therapist or counsellor chosen by the person.

Use of funding

(9) Funding shall be used only to pay for therapy or counselling and shall not be applied directly or indirectly for any other purpose.

Same

(10) Funding may be used to pay for therapy or counselling that was provided before the person became eligible under subsection (4) but after the panel began its hearing into the matter.

Other coverage

(11) The funding that is provided to a person shall be reduced by the amount that the Ontario Health Insurance Plan or a private insurer is required to pay for therapy or counselling for the person during the period of time during which funding may be provided for him or her under the program.

Right of recovery

(12) The College is entitled to recover from the member, in a proceeding brought in a court of competent jurisdiction, money paid in accordance with this section for therapy or counselling for an eligible person referred to in clause (4) (a).

Person not required to testify

- (13) The eligible person shall not be required to appear or testify in the proceeding.
 - 24. Section 90 of Schedule 2 is repealed.
- 25. Schedule 2 is amended by adding the following section:

Protection for reporters from reprisals

- 92.1 No person shall do anything, or refrain from doing anything, relating to another person's employment or to a contract providing for the provision of services by that other person, in retaliation for that other person filing a report or making a complaint as long as the report was filed, or the complaint was made, in good faith.
- **26.**—(1) Subsection 93 (3) of Schedule 2 is amended by striking out "82 (2), (3) or 90 (1)" in the second line and substituting "82 (2) or (3)".
- (2) Section 93 of Schedule 2 is amended by adding the following subsection:

Same

(4) Every person who contravenes subsection 85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) or 85.5 (1) or section 92.1 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

- (7) La personne qui est admissible à des fonds a Choix d'un le droit de choisir un thérapeute ou un conseiller, thérapeute ou sous réserve des restrictions suivantes :
 - 1. Le thérapeute ou le conseiller ne doit pas être une personne avec laquelle la personne admissible a des liens de parenté.
 - 2. Le thérapeute ou le conseiller ne doit pas être une personne qui, à la connaissance de l'ordre, a été déclarée, à quelque moment ou dans quelque ressort que ce soit, coupable d'une faute professionnelle d'ordre sexuel ou civilement ou criminellement responsable d'un acte de nature semblable.
 - 3. Si le thérapeute ou le conseiller n'est pas membre d'une profession de la santé réglementée, l'ordre peut exiger de la personne qu'elle signe un document indiquant qu'elle comprend que le thérapeute ou le conseiller n'est pas soumis à la discipline d'une profes-

(8) Les fonds ne sont versés qu'au thérapeute ou Versement conseiller choisi par la personne.

(9) Les fonds ne doivent être utilisés que pour Utilisation payer la thérapie ou les consultations et ne doivent pas servir directement ou indirectement à toute autre

des fonds

- (10) Les fonds peuvent être utilisés pour payer la Idem thérapie ou les consultations qui ont été données avant que la personne ne devienne admissible aux termes du paragraphe (4) mais après que le souscomité a commencé son audition de la question.
- (11) Les fonds alloués à une personne sont Autre couverréduits du montant que le Régime d'assurance-santé ture de l'Ontario ou qu'un assureur privé doit payer pour la thérapie ou les consultations destinées à la personne au cours de la période durant laquelle des fonds peuvent lui être alloués dans le cadre du pro-

(12) L'ordre a le droit de recouvrer auprès du Droit de membre, dans le cadre d'une instance introduite recouvrement devant un tribunal compétent, toute somme d'argent payée conformément au présent article pour la thérapie ou les consultations destinées à une personne admissible visée à l'alinéa (4) a).

(13) La personne admissible n'est pas tenue de comparaître ni de témoigner dans l'instance.

Personne non tenue de témoigner

- 24 L'article 90 de l'annexe 2 est abrogé.
- 25 L'annexe 2 est modifiée par adjonction de l'article suivant :
- 92.1 Nul ne doit exercer de représailles, par action ou par omission, touchant à l'emploi d'une personne ou à un contrat prévoyant la prestation de services par cette personne et fondées sur le fait que représailles la personne a déposé un rapport ou une plainte, dans la mesure où elle l'a fait de bonne foi.

des rapports contre les

- 26 (1) Le paragraphe 93 (3) de l'annexe 2 est modifié par substitution, à «82 (2) ou (3), ou 90 (1)» à la cinquième ligne, de «82 (2) ou (3)».
- (2) L'article 93 de l'annexe 2 est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (4) Est coupable d'une infraction et passible, sur Idem déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ quiconque contrevient au paragraphe

27.—(1) Subsection 95 (1) of Schedule 2 is amended by adding the following paragraphs:

- 25.1 designating acts of professional misconduct that must be reported;
- 31.1 prescribing alternative requirements for eligibility for funding under clause 85.7 (4) (b);
- 31.2 requiring members to pay prescribed amounts to pay for the program required under section 85.7, including amounts that are different for different members or classes of members and including amounts,
 - i. that are prescribed,
 - ii. that are calculated according to a prescribed method, or
 - iii. that are determined by a prescribed person;
- 31.3 requiring members to participate in an arrangement set up by the College in which members pay a person such amounts as may be determined by the person for the members or for classes of members and the person pays amounts to the College to pay for the program required under section 85.7;
- 31.4 authorizing the Patient Relations Committee to require therapists and counsellors who are providing therapy or counselling that is funded through the program required under section 85.7, and persons who are receiving such therapy or counselling, to provide a written statement, signed in each case by the therapist or counsellor and by the person, containing details of the therapist's or counsellor's training and experience, and confirming that therapy or counselling is being provided and that the funds received are being devoted only to that purpose.

(2) Section 95 of Schedule 2 is amended by adding the following subsections:

(2.1) Regulations made under paragraph 25 of subsection (1) may,

- (a) authorize the Quality Assurance Committee to require individual members whose knowledge, skills and judgment have been assessed under section 82 and found to be unsatisfactory to participate in specified continuing education programs;
- (b) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to impose terms, conditions or limitations, for a specified period not exceeding six months, on the certificate of registration of a member whose knowledge, skills and judgment have been assessed or reassessed under section 82 and found to be unsatisfactory, or who has failed to participate in specified continuing education programs as required by the Committee or has not completed those programs successfully;

85.1 (1), 85.2 (1), 85.4 (1) ou 85.5 (1), ou à l'article

27 (1) Le paragraphe 95 (1) de l'annexe 2 est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 25.1 désigner les fautes professionnelles devant faire l'objet d'un rapport :
- 31.1 prescrire les autres exigences d'admissibilité à des fonds prévues à l'alinéa 85.7 (4) b);
- 31.2 exiger des membres qu'ils acquittent les montants prescrits pour couvrir le coût du programme exigé aux termes de l'article 85.7, y compris des montants différents pour différents membres ou catégories de membres et des montants qui sont, selon le cas :
 - i. prescrits,
 - ii. calculés selon une méthode prescrite,
 - iii. fixés par une personne prescrite;
- 31.3 exiger des membres qu'ils soient parties à un arrangement établi par l'ordre et selon lequel les membres versent à une personne les montants que celle-ci peut fixer pour les membres ou les catégories de membres et cette personne verse des montants à l'ordre pour couvrir le coût du programme exigé aux termes de l'article 85.7;
- 31.4 autoriser le Comité des relations avec les patients à exiger que les thérapeutes et les conseillers qui fournissent la thérapie ou donnent des consultations financées grâce au programme exigé aux termes de l'article 85.7 et que les personnes qui bénéficient de cette thérapie ou de ces consultations présentent une déclaration écrite, signée dans chaque cas par le thérapeute ou le conseiller et par la personne, qui donne le détail de la formation et de l'expérience du thérapeute ou du conseiller et qui confirme que la thérapie ou les consultations sont effectivement données et que les fonds reçus servent uniquement à cette fin.

(2) L'article 95 de l'annexe 2 est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

- (2.1) Les règlements pris en application de la disposition 25 du paragraphe (1) peuvent :
 - a) autoriser le comité d'assurance de la qualité à exiger des membres dont les connaissances, les compétences et le jugement ont été évalués aux termes de l'article 82 et déclarés insatisfaisants qu'ils participent à des programmes d'éducation permanente précis;
 - b) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, d'assortir de conditions ou de restrictions, pour une période précise ne dépassant pas six mois, le certificat d'inscription de tout membre dont les connaissances, les compétences et le jugement ont été évalués ou réévalués aux termes de l'article 82 et déclarés insatisfaisants, ou qui n'a pas participé à des programmes d'éducation permanente précis, contrairement à ce qu'exigeait le comité, ou ne les a pas terminés avec succès;

Same

10

- (c) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to remove terms, conditions or limitations imposed under a regulation made under clause (b) before the end of the specified period, if the Committee is satisfied that the member's knowledge, skills and judgment are now satisfactory;
- (d) authorize the Quality Assurance Committee to require a member to undergo a psychological or other assessment if a matter respecting the member is referred to the Committee under subsection 26 (3) or section 79.1;
- (e) authorize the Quality Assurance Committee, after receiving a report of an assessment required under a regulation made under clause (d), to require the member to undertake specified measures, such as receiving education, therapy or counselling;
- (f) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to impose terms, conditions or limitations on the member's certificate of registration, for a specified period not exceeding six months, if,
 - (i) the member refuses to undergo an assessment,
 - (ii) the Committee has required the member to undertake specified measures which have not yet been completed, or
 - (iii) the member refuses to undertake the specified measures;
- (g) authorize the Quality Assurance Committee to direct the Registrar to remove terms, conditions or limitations imposed under a regulation made under clause (f) before the end of the specified period, if the Committee is satisfied that the terms, conditions or limitations are no longer needed.

Same

(2.2) If the Council makes a regulation as described in clause (2.1) (b) or (f), it shall also make a regulation providing that no direction shall be given to the Registrar unless the member has been given notice of the Quality Assurance Committee's intention to give the direction and at least fourteen days to make written submissions to the Committee.

Commencement

28. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

29. The short title of this Act is the Regulated Health Professions Amendment Act, 1993.

- c) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, de supprimer les conditions ou les restrictions imposées aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa b) avant la fin de la période précisée, si le comité est convaincu que les connaissances, les compétences et le jugement du membre sont à présent satisfaisants;
- d) autoriser le comité d'assurance de la qualité à exiger d'un membre qu'il subisse une évaluation d'ordre psychologique ou autre si une question concernant le membre est renvoyée au comité en vertu du paragraphe 26 (3) ou de l'article 79.1;
- e) autoriser le comité d'assurance de la qualité, après qu'il a reçu le rapport d'une évaluation exigée aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa d), à exiger du membre qu'il se soumette à des mesures précises, telles que suivre des cours, une thérapie ou des consultations:
- f) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, d'assortir le certificat d'inscription du membre de conditions ou de restrictions, pour une période précise ne dépassant pas six mois, si, selon le cas:
 - (i) le membre refuse de subir une évaluation.
 - (ii) le comité a exigé du membre qu'il se soumette à des mesures précises, lesquelles n'ont toujours pas été réalisées,
 - (iii) le membre refuse de se soumettre aux mesures précisées;
- g) autoriser le comité d'assurance de la qualité à ordonner au registrateur, au moyen d'une directive, de supprimer, avant la fin de la période précisée, les conditions ou les restrictions imposées aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa f), si le comité est convaincu que ces conditions ou restrictions ne sont plus nécessaires.

(2.2) Si le conseil prend un règlement décrit à Idem l'alinéa (2.1) b) ou f), il prend également un règlement prévoyant qu'aucune directive ne doit être donnée au registrateur sans que le membre ait été avisé de l'intention du comité d'assurance de la qualité de donner la directive et qu'un délai d'au moins quatorze jours lui ait été accordé pour présenter des observations écrites au comité.

28 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en

29 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 modifiant la Loi sur les professions de la santé réglementées.

Government Bill

Projet de loi 101

du gouvernement

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 101

An Act to amend certain Acts concerning Long-Term Care

The Hon. R. Grier
Minister of Health

Projet de loi 101

Loi modifiant certaines lois en ce qui concerne les soins de longue durée

> L'honorable R. Grier Ministre de la Santé

1st Reading

November 26th, 1992

2nd Reading

December 9th, 1992

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Social Development Committee)

1^{re} lecture 26 no

26 novembre 1992

2^e lecture

9 décembre 1992

3^e lecture

sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité des affaires sociales)

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The Bill amends the Nursing Homes Act, the Charitable Institutions Act and the Homes for the Aged and Rest Homes Act to provide the following:

- -
- A residents' bill of rights, like that in the Nursing Homes Act, has been added for charitable homes for the aged under the Charitable Institutions Act and for municipal homes under the Homes for the Aged and Rest Homes Act.
- 2. The operator of a nursing home, a charitable home for the aged or a municipal home is deemed to have entered into a contract with each resident of the home, agreeing to respect and promote the rights set out in the residents' bill of rights.
- 3. The operation of a nursing home or a charitable home for the aged is prohibited unless a service agreement has been entered into with the Crown.
- Service agreements must comply with the regulations and may contain additional provisions agreed to by the parties.
- 5. If a service agreement has been entered into, the Province will provide subsidies for nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes to assist in defraying their maintenance and operating costs. The method of determining the amount of the subsidies will be set out in the regulations.
- Provincial subsidies may be reduced or withheld if the service agreement is breached.
- 7. Additional grants may be made to nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes to defray costs incurred as a result of extraordinary events specified in the regulations.
- 8. Residents may not be charged more than certain maximum amounts for basic accommodation, preferred accommodation and other care, services, programs and goods. Charges exceeding the maximums, charges for items not provided and charges for items inadequately provided may be deducted by the Minister from subsequent payments to the home for the purpose of providing residents with a refund.
- 9. Admissions to nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes will be controlled by placement co-ordinators designated by the Minister. A placement co-ordinator will determine whether an applicant for admission is eligible for admission and will determine whether to authorize an applicant's admission to a particular home. Nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes must admit an applicant whose admission is authorized and may not admit an applicant whose admission is not authorized.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la Loi sur les maisons de soins infirmiers, la Loi sur les établissements de bienfaisance et la Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos en prévoyant ce qui suit :

- 1. Une déclaration des droits des pensionnaires ou des résidents, selon le cas, semblable à la déclaration des droits des pensionnaires qui figure dans la Loi sur les maisons de soins infirmiers, a été ajoutée dans le cas des foyers de bienfaisance pour personnes âgées visés par la Loi sur les établissements de bienfaisance et dans le cas des foyers municipaux visés par la Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos.
- 2. L'exploitant d'une maison de soins infirmiers ou d'un foyer municipal, ou la personne qui fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées est réputé avoir conclu avec chaque pensionnaire ou résident, selon le cas, de la maison ou du foyer, un contrat selon lequel il convient de respecter et de promouvoir les droits énoncés dans la déclaration des droits des pensionnaires ou des résidents, selon le cas.
- 3. Il est interdit de faire fonctionner une maison de soins infirmiers ou un foyer de bienfaisance pour personnes âgées si une entente de services n'a pas été conclue avec la Couronne.
- 4. Les ententes de services doivent être conformes aux règlements et peuvent comprendre des dispositions supplémentaires dont sont convenues les parties.
- 5. Si une entente de services a été conclue, la province accorde des subventions pour les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées et les foyers municipaux en vue de les aider à couvrir leurs frais d'entretien et de fonctionnement. La façon d'établir le montant de ces subventions sera énoncée dans les règlements.
- <u>6.</u> Les subventions provinciales peuvent être réduites ou retenues s'il y a violation de l'entente de services.
- 7. Des subventions supplémentaires peuvent être accordées aux maisons de soins infirmiers, aux foyers de bienfaisance pour personnes âgées et aux foyers municipaux pour leur permettre de couvrir les frais engagés par suite de la survenance d'événements extraordinaires que précisent les règlements.
- 8. Il ne peut être exigé des pensionnaires ou des résidents des montants supérieurs aux montants maximaux fixés pour l'hébergement avec services de base, pour l'hébergement avec services de base, pour l'hébergement avec services privilégiés et pour d'autres soins, services, programmes et biens. Le ministre peut déduire tous montants perçus en excédent de ces plafonds et tous montants perçus pour tout ce qui n'est pas fourni ou pour tout ce qui est fourni de façon inadéquate, des subventions subséquentes destinées aux établissements, en vue de rembourser les pensionnaires ou les résidents concernés.
- 9. Le contrôle des admissions aux maisons de soins infirmiers, aux foyers de bienfaisance pour personnes âgées et aux foyers municipaux est assuré par les coordonnateurs des placements que désigne le ministre. Chaque coordonnateur des placements est habilité à décider, d'une part, de l'admissibilité à tel type d'établissement de quiconque demande à y être admis et, d'autre part, s'il y a lieu d'autoriser l'admission à un établissement particulier de quiconque en fait la demande. Les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées et les foyers municipaux doivent admettre l'auteur d'une demande dont l'admission est autorisée et ne peuvent pas admettre l'auteur d'une demande dont l'admission n'est pas autorisée.

- 10. Applicants may select the nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes to which they wish their admission authorized. In selecting homes, an applicant is entitled to assistance from a placement coordinator, who must take into account the applicant's preferences based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.
- 11. The admission of an applicant to a nursing home, a charitable home for the aged or a municipal home may not be authorized by a placement co-ordinator without the consent of the applicant and the approval of the home.
- 12. Nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes must approve an applicant's admission unless the home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements, the staff of the home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements or a ground for refusal specified in the regulations exists.
- 13. Preference must be given to veterans for access to beds in nursing homes and charitable homes for the aged that are designated by the Minister as veterans' priority access beds.
- 14. Placement co-ordinators who determine that an applicant is not eligible for admission or who do not authorize the immediate admission of the applicant must suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of the applicant.
- 15. If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, the Act or the regulations, the Director may direct the placement co-ordinator for the home to cease authorizing admissions to the home for a period of time.
- 16. A determination of ineligibility by a placement co-ordinator may be appealed to the Health Services Appeal Board and a decision of the Board may be appealed to the Divisional Court.
- 17. The requirements of each resident of a nursing home, a charitable home for the aged or a municipal home must be assessed and a plan of care must be developed to meet the requirements of that resident.
- 18. Nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes must have a quality <u>management</u> system.
- 19. Residents of nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes must be given notice of the accommodation, care, services, programs and goods that must be provided under the Act and the service agreement for the home as well as notice of other matters.
- 20. Nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes must post certain documents and information in the home.

- 10. L'auteur d'une demande d'admission peut choisir les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées ou les foyers municipaux auxquels il désire que son admission soit autorisée. Lorsqu'il effectue son choix, l'auteur de la demande a droit à l'aide d'un coordonnateur des placements, qui doit tenir compte de ses préférences fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturelles.
- 11. L'admission de l'auteur d'une demande à une maison de soins infirmiers, un foyer de bienfaisance pour personnes âgées ou un foyer municipal ne peut être autorisée par un coordonnateur des placements sans le consentement de l'auteur de la demande et l'approbation de l'établissement.
- 12. Les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées ou les foyers municipaux, doivent approuver l'admission de l'auteur d'une demande, à moins qu'ils ne disposent pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins en matière de soins de la personne, que leur personnel ne possède pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins en matière de soins de la personne ou qu'un motif de refus précisé dans les règlements n'existe.
- 13. La préférence doit être accordée aux anciens combattants pour ce qui est de l'accès aux lits dans les maisons de soins infirmiers et les foyers de bienfaisance pour personnes âgées qui sont désignés par le ministre comme étant des lits d'accès prioritaire aux anciens combattants.
- 14. Les coordonnateurs des placements qui décident que l'auteur d'une demande d'admission n'est pas admissible ou qui n'autorisent pas l'admission immédiate de celui-ci doivent lui proposer des services de rechange ou faire les aiguillages appropriés en son nom.
- 15. En cas de contravention continue ou de contraventions répétées à une entente de services, à la Loi ou aux règlements, le directeur peut ordonner au coordonnateur des placements affecté à l'établissement de cesser d'autoriser des admissions à l'établissement pendant une certaine période.
- 16. Toute décision de la part d'un coordonnateur des placements de ne pas admettre une personne à un établissement peut être portée en appel devant la Commission d'appel des services de santé, de même que toute décision de cette dernière peut être portée en appel devant la Cour divisionnaire.
- 17. Les besoins de chaque pensionnaire ou résident, selon le cas, d'une maison de soins infirmiers, d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées ou d'un foyer municipal doivent être évalués et, pour répondre aux besoins de cette personne, un programme de soins doit être élaboré.
- 18. Les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées et les foyers municipaux doivent se doter d'un système de gestion de la qualité.
- 19. Les pensionnaires ou résidents, selon le cas, des maisons de soins infirmiers, des foyers de bienfaisance pour personnes âgées et des foyers municipaux doivent être avisés, entre autres, de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens devant être fournis aux termes de la Loi et de l'entente de services relative à l'établissement.
- 20. Les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées et les foyers municipaux doivent afficher certains documents et renseignements dans l'établissement.

- 21. Provisions respecting residents' councils are set out for nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes.
- 22. New inspection provisions are set out for nursing homes, charitable homes for the aged and municipal homes.
- 23. Persons who make a disclosure in good faith to an inspector are given protection from reprisals.
- 24. In addition to other grounds for revoking a licence under the Nursing Homes Act or an approval under the Charitable Institutions Act, a licence or approval may be revoked if the Act or the regulations have been contravened, if a service agreement has been breached or if a home has not been in operation for at least six months.
- 25. In special circumstances specified in the regulations, the Director may authorize an increase in the licensed bed capacity of a nursing home for a period of time.
- 26. The Minister may provide capital funding for a nursing home if the licensee is a corporation without share capital governed by Part III of the *Corporations Act*.
- 27. Transitional provisions are set out for identifying a substitute decision-maker pending the coming into force of the Substitute Decisions Act, 1992.

The Bill amends the *Ministry of Community and Social Services Act* to allow the Minister to make grants in accordance with the regulations to or on behalf of persons who have a disability and who are at least sixteen years old, to assist them in obtaining goods and services that they require as a result of their disability. The Minister may also make grants in accordance with the regulations to entities who have entered into an agreement with the Crown to transfer the grants to or on behalf of persons who have a disability and who are at least sixteen years old.

The Bill amends the *Health Insurance Act* and the *Ministry of Health Act* to strike out references to extended care units and extended care facilities.

The Bill repeals section 186 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act which dealt with indigent persons in nursing homes.

- 21. Sont prévues des dispositions en ce qui concerne les conseils des pensionnaires ou les conseils des résidents, selon le cas, dans les maisons de soins infirmiers, les foyers de bienfaisance pour personnes âgées et les foyers municipaux.
- 22. Sont prévues de nouvelles dispositions en ce qui concerne l'inspection des maisons de soins infirmiers, des foyers de bienfaisance pour personnes âgées et des foyers municipaux.
- 23. Les personnes qui divulguent des renseignements de bonne foi auprès d'un inspecteur se voient protéger contre toutes représailles.
- Qutre les autres motifs de révocation de permis prévus par la Loi sur les maisons de soins infirmiers ou les autres motifs de révocation d'agrément prévus par la Loi sur les établissements de bienfaisance, un permis, un agrément ou une approbation peut être révoqué s'il y a eu contravention à la Loi ou aux règlements, s'il y a eu violation d'une entente de services ou si le fonctionnement ou l'exploitation de l'établissement a cessé depuis au moins six mois.
- 25. Dans les circonstances particulières que précisent les règlements, le directeur peut autoriser, pendant un certain temps, une augmentation, dans une maison de soins infirmiers, du nombre de lits autorisé.
- 26. Le ministre peut procurer des fonds d'immobilisations aux maisons de soins infirmiers dont le titulaire de permis est une personne morale sans capital-actions régie par la partie III de la Loi sur les personnes morales.
- 27. Sont prévues des dispositions transitoires permettant de déterminer quelle est la personne qui doit prendre des décisions au nom d'une autre jusqu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui entre en vigueur.

Le projet de loi modifie la *Loi sur le ministère des Services sociaux et communautaires* en permettant au ministre d'accorder des subventions, conformément aux règlements, aux personnes handicapées qui ont au moins seize ans, ou à quiconque agit en leur nom, en vue de les aider à obtenir les biens et les services dont elles ont besoin en raison de leur handicap. Le ministre peut également accorder des subventions, conformément aux règlements, aux entités qui ont conclu une entente avec la Couronne pour le transfert des subventions aux personnes handicapées qui ont au moins seize ans ou à quiconque agit en leur nom.

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'assurance-santé* et la *Loi sur le ministère de la Santé* en y supprimant les mentions de services de soins prolongés et d'établissements de soins prolongés.

Le projet de loi abroge l'article 186 de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* qui traite des indigents logés dans les maisons de soins infirmiers.

1993

An Act to amend certain Acts concerning Long-Term Care

Loi modifiant certaines lois en ce qui concerne les soins de longue durée

CONTENTS

PART I	Charitable Institutions Act	1-11
PART II	Health Insurance Act	12
PART III	Homes for the Aged and Rest	
	Homes Act	13-22
PART IV	Ministry of Community and	
	Social Services Act	23, 24
PART V	Ministry of Health Act	25, 26
PART VI	Municipality of Metropolitan	
	Toronto Act	27
PART VII	Nursing Homes Act	28-44
	Commencement and Short Title	45, 46

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I CHARITABLE INSTITUTIONS ACT

1. Section 1 of the Charitable Institutions Act is amended by adding the following definitions:

"Appeal Board" means the Health Services Appeal Board under the Health Insurance Act; ("Commission d'appel")

"approved charitable home for the aged" means a building, the buildings or the parts of a building or buildings approved under section 3 as a home for the aged; ("foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé")

"resident" means, in the case of an approved charitable home for the aged, a person admitted to and lodged in that home. ("pensionnaire")

2. The Act is amended by adding the following section:

Fundamental principle

3.1—(1) In interpreting a provision of this Act or the regulations that applies to an approved charitable home for the aged and in interpreting a provision of a service agreement between the Crown in right of Ontario

SOMMAIRE

P	ARTIE	I	Loi sur les établissements de		
			bienfaisance	1	-11
P	ARTIE	II	Loi sur l'assurance-santé		12
P_{λ}	ARTIE	III	Loi sur les foyers pour personn	es	
			âgées et les maisons de repos	13	-22
P	ARTIE	IV	Loi sur le ministère des Service	S	
			sociaux et communautaires	23,	24
P	ARTIE	V	Loi sur le ministère de la		
			Santé	25,	26
P	ARTIE	VI	Loi sur la municipalité de la		
			communauté urbaine de		
			Toronto		27
P	ARTIE	VII	Loi sur les maisons de soins		
			infirmiers	28	-44
P	ARTIE	VIII	Entrée en vigueur et titre		
			abrégé	45,	46

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE

1 L'article 1 de la Loi sur les établissements de bienfaisance est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«Commission d'appel» La Commission d'appel des services de santé maintenue par la Loi sur l'assurance-santé. («Appeal Board»)

«foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé» Bâtiment ou plusieurs bâtiments, ou parties d'un bâtiment ou de plusieurs bâtiments, agréés comme foyer pour personnes âgées en vertu de l'article 3. («approved charitable home for the aged»)

«pensionnaire» Dans le cas d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, personne qui est admise à ce foyer et qui y est logée. («resident»)

2 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

3.1 (1) Pour interpréter toute disposition Principe fonde la présente loi ou des règlements qui s'applique à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et toute disposition d'une entente de services conclue entre la Cou-

damental

and an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged, the fundamental principle to be applied is that an approved charitable home for the aged is primarily the home of its residents and, as such, it is to be operated in such a way that the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of each of its residents are adequately met and that its residents are given the opportunity to contribute, in accordance with their ability, to the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of others.

Residents' bill of rights

- (2) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall ensure that the following rights of residents of the home are fully respected and promoted:
 - 1. Every resident has the right to be treated with courtesy and respect and in a way that fully recognizes the resident's dignity and individuality and to be free from mental and physical abuse.
 - 2. Every resident has the right to be properly sheltered, fed, clothed, groomed and cared for in a manner consistent with his or her needs.
 - 3. Every resident has the right to be told who is responsible for and who is providing the resident's direct care.
 - 4. Every resident has the right to be afforded privacy in treatment and in caring for his or her personal needs.
 - 5. Every resident has the right to keep in his or her room and display personal possessions, pictures and furnishings in keeping with safety requirements and rights of other residents of the home.
 - 6. Every resident has the right,
 - i. to be informed of his or her medical condition, treatment and proposed course of treatment,
 - ii. to give or refuse consent to treatment, including medication, in accordance with the law and to be informed of the consequences of giving or refusing consent,
 - iii. to have the opportunity to participate fully in making any decision and obtaining an independent medical opinion concerning any

ronne du chef de l'Ontario et la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, le principe fondamental qui doit être appliqué est celui selon lequel un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé est avant tout le foyer des pensionnaires. À ce titre, il doit fonctionner de manière à répondre de façon satisfaisante aux besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels de chacun des pensionnaires et à donner à ceux-ci l'occasion de satisfaire, selon leurs capacités, les besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels des autres.

(2) La personne morale agréée qui entre- Déclaration des droits des tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé veille au plein respect et à la promotion des droits des pensionnaires du foyer, à savoir :

- 1. Le pensionnaire a le droit d'être traité avec courtoisie et respect et d'une manière qui tient pleinement compte de sa dignité et de son individualité, sans subir de mauvais traitements d'ordre mental ou physique.
- 2. Le pensionnaire a le droit d'être convenablement logé, nourri, habillé, tenu et soigné, d'une manière correspondant à ses besoins.
- 3. Le pensionnaire a le droit de savoir qui est directement responsable de lui et qui lui prodigue des soins.
- 4. Le pensionnaire a le droit de voir préserver son intimité dans le cadre de son traitement et de la satisfaction de ses besoins personnels.
- 5. Le pensionnaire a le droit de garder et d'exposer dans sa chambre des effets, des images et du mobilier personnels, du moment qu'il respecte les exigences en matière de sécurité et les droits des autres pensionnaires du foyer.
- 6. Le pensionnaire a le droit :
 - i. d'être informé de son état de santé, de son traitement et de l'orientation proposée de son traitement,
 - ii. de donner ou de refuser son consentement à un traitement, y compris l'administration de médicaments, conformément à la loi, et d'être informé des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il donne ou refuse son consentement,
 - iii. d'avoir l'occasion de participer pleinement à toute prise de décision et à l'obtention de l'avis d'un médecin indépendant en ce

aspect of his or her care, including any decision concerning his or her admission, discharge or transfer to or from an approved charitable home for the aged, and

- iv. to have his or her medical records kept confidential in accordance with the law.
- 7. Every resident has the right to receive reactivation and assistance toward independence consistent with his or her requirements.
- Every resident who is being considered for restraints has the right to be fully informed about the procedures and the consequences of receiving or refusing them.
- 9. Every resident has the right to communicate in confidence, to receive visitors of his or her choice and to consult in private with any person without interference.
- 10. Every resident whose death is likely to be imminent has the right to have members of the resident's family present twenty-four hours per day.
- 11. Every resident has the right to designate a person to receive information concerning any transfer or emergency hospitalization of the resident and, if a person is so designated, to have that person so informed forthwith.
- 12. Every resident has the right to exercise the rights of a citizen and to raise concerns or recommend changes in policies and services on behalf of himself or herself or others to the residents' council, staff of the approved charitable home for the aged, government officials or any other person inside or outside the approved charitable home for the aged, without fear of restraint, interference, coercion, discrimination or reprisal.
- 13. Every resident has the right to form friendships, to enjoy relationships and to participate in the residents' council.
- 14. Every resident has the right to meet privately with his or her spouse in a room that assures privacy and, if both spouses are residents in the same

qui concerne un aspect quelconque des soins qu'on lui prodigue, y compris une décision concernant son admission ou son transfert à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ou sa mise en congé de celui-ci,

- iv. de voir respecter le caractère confidentiel de son dossier médical conformément à la loi.
- Le pensionnaire a le droit de bénéficier d'une rééducation et d'une aide favorisant son autonomie, selon ses besoins.
- 8. Le pensionnaire que l'on se propose de maîtriser a le droit d'être pleinement informé des méthodes envisagées et des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il les accepte ou les refuse.
- Le pensionnaire a le droit de communiquer avec quiconque de manière confidentielle, de recevoir les visiteurs de son choix et de consulter quiconque en privé, sans qu'il y soit mis obstacle.
- 10. Le pensionnaire dont le décès risque d'être imminent a droit à ce que les membres de sa famille soient présents vingt-quatre heures sur vingt-quatre.
- 11. Le pensionnaire a le droit de désigner une personne à prévenir s'il est transféré ou hospitalisé d'urgence. S'il a désigné une personne, il a le droit de la faire prévenir sans délai dans un tel cas.
- 12. Le pensionnaire a le droit d'exercer ses droits civiques et de soulever des questions ou de recommander des changements de politique ou des modifications aux services, en son nom ou au nom des autres pensionnaires, auprès du conseil des pensionnaires, du personnel du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, des représentants du gouvernement ou de toute autre personne à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, sans crainte de faire l'objet de mesures en vue de le maîtriser ou l'empêcher de s'exprimer, de contrainte, de discrimination ou de représailles.
- 13. Le pensionnaire a le droit de lier amitié avec quelqu'un, d'entretenir des relations et de faire partie du conseil des pensionnaires.
- 14. Le pensionnaire a le droit de rencontrer son conjoint dans une pièce qui assure leur intimité, et deux conjoints qui sont pensionnaires du même foyer

4

- approved charitable home for the aged, they have a right to share a room according to their wishes, if an appropriate room is available.
- 15. Every resident has a right to pursue social, cultural, religious and other interests, to develop his or her potential and to be given reasonable provisions by the approved charitable home for the aged to accommodate these pursuits.
- 16. Every resident has the right to be informed in writing of any law, rule or policy affecting the operation of the approved charitable home for the aged and of the procedures for initiating complaints.
- 17. Every resident has the right to manage his or her own financial affairs if the resident is able to do so and, if the resident's financial affairs are managed by the approved charitable home for the aged, to receive a quarterly accounting of any transactions undertaken on his or her behalf and to be assured that the resident's property is managed solely on the resident's behalf.
- 18. Every resident has the right to live in a safe and clean environment.
- 19. Every resident has the right to be given access to protected areas outside the approved charitable home for the aged in order to enjoy outdoor activity, unless the physical setting makes this impossible.

Further interpreta-

(3) Without restricting the generality of subsection (1), a provision of this Act or the regulations that applies to an approved charitable home for the aged and a provision of a service agreement relating to an approved charitable home for the aged shall be interpreted so as to advance the objective that the resident's rights set out in subsection (2) be respected.

Deemed contract

- (4) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall be deemed to have entered into a contract with each resident of the home, agreeing to respect and promote the rights of the resident set out in subsection (2).
- 3.-(1) Clause 5 (1) (d) of the Act is amended by striking out "payment of a grant under section 6, 7 or 8" in the fifth and sixth lines and substituting "a payment under this Act".

- de bienfaisance pour personnes âgées agréé ont le droit de partager la même chambre, selon leurs désirs, si une chambre convenable est disponible.
- 15. Le pensionnaire a le droit de cultiver des intérêts sociaux, culturels, religieux et autres, de développer son potentiel et d'obtenir du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé qu'il prenne des dispositions raisonnables pour qu'il puisse cultiver ces intérêts.
- 16. Le pensionnaire a le droit d'être informé par écrit de toute loi, règle ou politique qui influe sur le fonctionnement du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ainsi que de la marche à suivre pour porter plainte.
- 17. Le pensionnaire a le droit de gérer luimême ses affaires financières s'il en est capable. Si ses affaires financières sont gérées par le foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, le pensionnaire a le droit de recevoir un compte rendu trimestriel des opérations effectuées en son nom et d'être assuré que ses biens sont gérés uniquement en fonction de ses intérêts.
- 18. Le pensionnaire a le droit de vivre dans un milieu sûr et propre.
- 19. Le pensionnaire a le droit d'avoir accès à des zones protégées à l'extérieur du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé pour se livrer à une activité de plein air, à moins que la configuration des lieux ne rende cela impossible.
- (3) Sans préjudice de la portée générale Autre règle du paragraphe (1), l'interprétation de toute tion disposition de la présente loi ou des règlements qui s'applique à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et de toute disposition d'une entente de services concernant un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé doit notamment viser à promouvoir le respect des droits énoncés au paragraphe (2).
- (4) La personne morale agréée qui entre- Contrat tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé est réputée avoir conclu avec chaque pensionnaire du foyer un contrat selon lequel elle convient de respecter et de promouvoir les droits du pensionnaire énoncés au paragraphe (2).
- 3 (1) L'alinéa 5 (1) d) de la Loi est modifié par substitution, à «une subvention en vertu de l'article 6, 7 ou 8 ou d'articles que ceux-ci remplacent» aux cinquième, sixième et septième lignes, de «une subvention en vertu

réputé conclu

- (2) Subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (c), by adding "or" at the end of clause (d) and by adding the following clause:
 - (e) operate an approved charitable home for the aged unless,
 - (i) the approved corporation is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home, and
 - (ii) the service agreement complies with this Act and the regulations.

4. Clause 8 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) of the care and maintenance of each resident of an approved charitable institution maintained and operated by the corporation, other than a hostel or an approved charitable home for the aged; or

5. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:

Operating subsidy for homes for the aged

9.—(1) Payments shall be made in accordance with the regulations, out of money appropriated by the Legislature, to an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged, to assist in defraying the maintenance and operating costs incurred or to be incurred by the approved corporation in providing accommodation, care, services, programs and goods to residents of the home.

Service agreement

- (2) No payment shall be made under subsection (1) unless,
 - (a) the approved corporation receiving the payment is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.
- (3) Payments under subsection (1) may be reduced or withheld if the approved corporation has breached its service agreement with the Crown relating to the home.

de la présente loi ou de toute loi qu'elle remplace».

(2) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- e) faire fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, sauf si les conditions suivantes sont réunies:
 - (i) elle a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne le fover,
 - (ii) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.

4 L'alinéa 8 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) des soins, y compris les soins d'entretien, qui sont dispensés à tous les pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés qu'entretiennent et que font fonctionner les personnes morales, à l'exception des centres d'accueil et des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;

5 L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9 (1) Des subventions prélevées sur des fonds prévus par la Législature sont accor-nement pour dées, conformément aux règlements, aux les foyers personnes morales agréées qui entretiennent pour personnes morales agréées qui entretiennent pour personnes agréées et font fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, en vue de les aider à couvrir les frais d'entretien et de fonctionnement qu'elles ont engagés ou engageront pour assurer l'hébergement des pensionnaires du foyer et pour leur fournir des soins, des services, des programmes et des biens.

Subventions

(2) Aucune subvention n'est accordée aux Entente de termes du paragraphe (1) sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la personne morale agréée à qui la subvention est destinée a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne le foyer;
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- (3) Les subventions prévues au paragraphe Subventions (1) peuvent être réduites ou retenues si la retenues personne morale agréée a violé l'entente de services concernant le foyer qu'elle a conclue avec la Couronne.

subsidy

Additional grants

9.1-(1) The Minister may, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged, to assist in defraying the costs incurred or to be incurred by the approved corporation as a result of the occurrence of an extraordinary event prescribed by the reg-

Conditions

(2) The Minister may impose conditions on a grant made under subsection (1).

agreement

- 9.2—(1) A service agreement.
- (a) shall contain the provisions required by the regulations to be contained in a service agreement;
- (b) shall contain provisions respecting each matter required by the regulations to be provided for in a service agreement; and
- (c) may contain such other provisions as are agreed to by the parties, so long as such other provisions do not conflict with the provisions mentioned in clause (a).

Negotiation and signing

(2) A service agreement may be negotiated and signed on behalf of the Crown in right of Ontario only by the Minister or a person authorized by the Minister in writing to negotiate and sign service agreements.

Exception

(3) Section 6 of the Executive Council Act does not apply to a service agreement signed by a person authorized by the Minister in writing to sign service agreements.

Excessive charges prohibited

- 9.3-(1) No approved corporation shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the corporation's behalf payment from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged in excess of,
 - (a) for a class of basic accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (b) for a class of preferred accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (c) for care, services, programs or goods designated by the regulations for the purposes of this section, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (d) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b) or (c) and that are designated in the service agreement relating to the

9.1 (1) Le ministre peut accorder des Subventions subventions, prélevées sur des fonds prévus res par la Législature, aux personnes morales agréées qui entretiennent et font fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, en vue de les aider à couvrir les frais qu'elles ont engagés ou engageront par suite de la survenance d'un événement extraordinaire prescrit par les règlements.

(2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute subvention accordée aux termes du paragraphe (1).

9.2 (1) L'entente de services :

Entente de

- a) comprend les dispositions devant être comprises, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- b) comprend des dispositions relatives à chaque question devant être prévue, aux termes des règlements, dans toute entente de services:
- c) peut comprendre toutes autres dispositions dont conviennent les parties, pourvu que ces autres dispositions ne soient pas incompatibles avec celles visées à l'alinéa a).
- (2) Seul le ministre ou une personne qu'il Négociation autorise par écrit à négocier et à signer des ententes de services peut négocier et signer de telles ententes au nom de la Couronne du chef de l'Ontario.

(3) L'article 6 de la Loi sur le Conseil Exception exécutif ne s'applique pas à l'entente de services signée par une personne autorisée par écrit par le ministre à signer de telles enten-

- 9.3 (1) La personne morale agréée ne Montants doit pas exiger ni accepter, ni faire exiger ou interdits accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ou de quiconque agit en son nom, de paiement supérieur à l'un ou l'autre des montants suivants :
 - a) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services de base;
 - b) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services privilégiés;
 - c) le montant déterminé conformément aux règlements pour les soins, services, programmes ou biens désignés par les règlements pour l'application du présent article;
 - d) le montant déterminé conformément à l'entente de services pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b) ou c),

home as items for which the approved corporation may charge, the amount determined in accordance with the service agreement; or

(e) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b), (c), (d) or (2) (a) and in respect of which the resident has entered into a written agreement with the approved corporation, the amount determined in accordance with the written agree-

No charge permitted

- (2) No approved corporation shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the corporation's behalf payment from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged,
 - (a) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) and that the approved corporation is required to provide to residents of the home without charge under the service agreement relating to the home;
 - (b) for preferred accommodation, care, services, programs or goods that are mentioned in clause (1) (b), (c) or (d) but that are provided without consent being given by the resident; or
 - (c) for care, services, programs or goods that are not mentioned in subsection

Resident responsible for payments for accommodation

9.4—(1) A resident is responsible for the payment of those amounts demanded by an approved corporation for accommodation in accordance with section 9.3.

Minister to give statements

(2) The Minister shall provide, annually and on the request of a resident, a statement setting out how much the resident may be charged for accommodation under subsection 9.3 (1).

Recovery of charge when item not provided

- 9.5-(1) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of an approved corporation from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged and the item paid for has not been provided to the resident, the Minister may,
 - (a) deduct the amount of the payment from payments owing by the Crown to the approved corporation; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

mais qui sont désignés, dans l'entente de services concernant le foyer, comme éléments que la personne morale agréée peut facturer;

- e) le montant déterminé conformément à l'entente écrite pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b), c), d) ou (2) a) et à l'égard desquels le pensionnaire a conclu une entente écrite avec la personne morale agréée.
- (2) La personne morale agréée ne doit pas Facturation exiger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ou de quiconque agit en son nom, de paiement :
 - a) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa (1) a), b), c) ou d) et que la personne morale agréée est tenue de fournir gratuitement aux pensionnaires du foyer aux termes de l'entente de services concernant le foyer;
 - b) pour l'hébergement avec services privilégiés, les soins, les services, les programmes ou les biens qui sont visés à l'alinéa (1) b), c) ou d), mais qui sont fournis sans que le pensionnaire ait donné son consentement;
 - c) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés au paragraphe (1).
- 9.4 (1) Le pensionnaire est tenu au paie- Pensionnaire ment des montants exigés par une personne morale agréée pour l'hébergement confor- l'hébergement mément à l'article 9.3.

- (2) Le ministre fournit, chaque année et à la demande du pensionnaire, un état indiquant les montants qui peuvent être exigés états du pensionnaire pour l'hébergement aux termes du paragraphe 9.3 (1).
- 9.5 (1) Si un paiement effectué par le Recouvrepensionnaire d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, ou en son nom, pour non-fournil'hébergement ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par une personne morale agréée, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé n'a pas été fourni au pensionnaire, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire le montant du paiement effectué des subventions que la Couronne doit à la personne morale agréée;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.

Obligation du

Recovery of excessive charge

- (2) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of an approved corporation from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged, the item paid for has been provided to the resident and the payment exceeds the amount permitted to be charged under section 9.3, the Minister may,
 - (a) deduct the excess from payments owing by the Crown to the approved corporation; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the excessive payment was accepted.

Recovery when item inadequately provided

- (3) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of an approved corporation from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged and the item paid for has been inadequately provided, the Minister may,
 - (a) deduct such portion of the payment as the Minister considers appropriate from payments owing by the Crown to the approved corporation; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.
- 6. The Act is further amended by adding the following sections:

Application of section

9.6-(1) This section applies to the admission of a person to an approved charitable home for the aged as a resident.

Placement co-ordinators

(2) The Minister shall designate one or more persons, classes of persons or other entities as placement co-ordinators for the purposes of this Act.

Same

(3) For each approved charitable home for the aged, the Minister shall designate the placement co-ordinator who may authorize the admission of persons to that home.

Changes in designations

(4) The Minister may from time to time revoke a designation made under subsection (2) or (3) or make a new designation under subsection (2) or (3).

Admission

(5) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall not admit a person unless the person's admission to the home is authorized by the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3), and shall admit a person whose admission to the home is so authorized.

- (2) Si un paiement effectué par le pension- Recouvrenaire d'un foyer de bienfaisance pour person- de surfacturanes âgées agréé, ou en son nom, pour l'hé-tion bergement ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par une personne morale agréée, ou en son nom, que l'élément qui a été payé a été fourni au pensionnaire et que le paiement est supérieur au montant qu'il est permis d'exiger en vertu de l'article 9.3, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire l'excédent, des subventions que la Couronne doit à la personne morale agréée;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement excédentaire qui a été accepté.
- (3) Si un paiement effectué par le pension- Recouvrenaire d'un foyer de bienfaisance pour person- de fourniture nes âgées agréé, ou en son nom, pour l'hé- inadéquate bergement ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par une personne morale agréée, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé a été fourni de façon inadéquate, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire la partie du paiement qu'il estime appropriée, des subventions que la Couronne doit à la personne morale agréée;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- 6 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :
- 9.6 (1) Le présent article s'applique à Champ d'apl'admission comme pensionnaires de person- l'article nes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés.

- (2) Le ministre désigne une ou plusieurs Coordonnapersonnes, catégories de personnes ou autres cements entités comme coordonnateurs des placements pour l'application de la présente loi.
- (3) Le ministre désigne pour chaque foyer Idem de bienfaisance pour personnes âgées agréé un coordonnateur des placements chargé d'autoriser ou non l'admission de personnes
- (4) Le ministre peut révoquer les désigna- Changement tions faites aux termes du paragraphe (2) ou tions (3), ou procéder à de nouvelles désignations aux termes de l'un ou l'autre de ces paragraphes.

à ce foyer.

(5) La personne morale agréée qui entre- Admission tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ne doit pas admettre une personne à moins que son admission au foyer ne soit autorisée par le coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3), et

Applications to placement co-ordinator

(6) A person may apply for a determination by a placement co-ordinator respecting the person's eligibility for admission to an approved charitable home for the aged and for authorization of admission with respect to such home or homes as the person selects.

Assistance

(7) A placement co-ordinator who determines that a person is eligible for admission shall, if the person wishes, assist the person in selecting the home or homes with respect to which the person will apply for authorization of admission.

Person's preferences

(8) In assisting a person under subsection (7), the placement co-ordinator shall consider the person's preferences relating to admission, based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.

Determination respecting eligibility

(9) A placement co-ordinator shall determine whether a person is eligible for admission to an approved charitable home for the aged only if the person applies for the determination in accordance with the regulations.

Determinarespecting authorization

(10) The placement co-ordinator designated for an approved charitable home for the aged under subsection (3) shall determine whether to authorize a person's admission to the home only if the person applies for authorization of admission with respect to the home in accordance with the regulations.

Compliance with Act and regulations

(11) A placement co-ordinator shall make all determinations respecting eligibility for admission and all determinations respecting authorization of admission in accordance with this Act and the regulations.

Assessments. etc., to be taken into account

- (12) In making a determination respecting a person's eligibility for admission, a placement co-ordinator shall take into account any of the following which are provided to the placement co-ordinator:
 - 1. An assessment of the person made by a health practitioner relating to the person's impairment or capacity.
 - 2. An assessment or information relating to the person's requirements for medical treatment, health care or other personal care.

Conditions of authoriza-

(13) The placement co-ordinator designated for an approved charitable home for the aged under subsection (3) may authorize the admission of a person to the home only if,

doit admettre toute personne dont l'admission au foyer est ainsi autorisée.

(6) Toute personne peut demander que soit prise, par un coordonnateur des placements, une décision touchant son admissibi- teur des plalité à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et demander une autorisation d'admission au foyer ou aux foyers de son choix.

Demandes présentées au coordonna cements

(7) Le coordonnateur des placements qui Aide décide qu'une personne est admissible aide celle-ci, si elle le désire, à choisir le ou les foyers à l'égard desquels elle demandera une autorisation d'admission.

(8) Le coordonnateur des placements qui Préférences aide une personne aux termes du paragraphe sonne (7) tient compte des préférences qu'a celle-ci en ce qui concerne son admission qui sont fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturelles.

(9) Le coordonnateur des placements Décision toudécide si une personne est admissible à un sibilité foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé uniquement si celle-ci le demande conformément aux règlements.

chant l'admis-

(10) Le coordonnateur des placements Décision toudésigné, aux termes du paragraphe (3), pour sation un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé décide s'il autorise l'admission d'une personne au foyer uniquement si celle-ci demande une autorisation d'admission au foyer conformément aux règlements.

(11) Le coordonnateur des placements Conformité à prend toutes les décisions touchant l'admissi-règlements bilité et toutes celles touchant les autorisations d'admission conformément à la présente loi et aux règlements.

(12) Lorsqu'il prend une décision touchant l'admissibilité d'une personne, le coordonnateur des placements tient compte de l'un ou dont il faut l'autre des éléments d'information suivants qui lui sont fournis:

Évaluations et autres renseignements tenir compte

- 1. L'évaluation de la déficience ou de la capacité de la personne effectuée par un praticien de la santé.
- 2. Toute évaluation des besoins de la personne en matière de traitement médical, de soins médicaux ou d'autres soins personnels, ou tous renseignements à ce sujet.
- (13) Le coordonnateur des placements Conditions de désigné, aux termes du paragraphe (3), pour un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé peut autoriser l'admission d'une personne au foyer uniquement s'il est satisfait aux conditions suivantes:

l'autorisation

- (a) the placement co-ordinator or another placement co-ordinator has determined, within the six months preceding authorization, that the person is eligible for admission to an approved charitable home for the aged;
- (b) the approved corporation maintaining and operating the approved charitable home for the aged to which the person's admission is to be authorized approves the person's admission to the home; and
- (c) the person consents to being admitted to the home.

Approval

- (14) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall approve a person's admission to the home unless,
 - (a) the home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements;
 - (b) the staff of the home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements; or
 - (c) circumstances exist which are prescribed by the regulations as being a ground for withholding approval.

Written

(15) An approved corporation that withholds approval for the admission of a person to an approved charitable home for the aged shall give to the person, the Director and the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3) a written notice setting out the ground or grounds on which the approved corporation is withholding approval and a detailed explanation of the supporting facts.

Alternative services

- (16) A placement co-ordinator shall suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of an applicant if,
 - (a) the placement co-ordinator determines that the applicant is not eligible for admission to an approved charitable home for the aged; or
 - (b) the placement co-ordinator determines that the applicant is eligible for admission to an approved charitable home for the aged but does not authorize their immediate admission.

Direction from Director

(17) If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, this Act or the regulations by an approved corporation maintaining and

- a) le coordonnateur des placements ou un autre coordonnateur des placements a décidé, dans les six mois qui précèdent l'autorisation, que la personne est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé;
- b) la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé à l'égard duquel l'admission de la personne doit être autorisée approuve son admission à ce foyer;
- c) la personne consent à être admise à ce foyer.
- (14) La personne morale agréée qui entre- Approbation tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé approuve l'admission d'une personne au foyer sauf si, selon le cas:

a) le foyer ne dispose pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;

- b) le personnel du foyer n'a pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins:
- c) il existe des circonstances que les règlements prescrivent comme constituant un motif de refus de l'approbation.
- (15) La personne morale agréée qui refuse Avis écrit l'approbation de l'admission d'une personne à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé donne à celle-ci, au directeur et au coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3) un avis écrit énonçant le ou les motifs de son refus, ainsi qu'une explication détaillée des faits à l'appui de sa décision.

(16) Le coordonnateur des placements Services de propose des services de rechange ou fait les aiguillages appropriés au nom de l'auteur d'une demande d'admission si, selon le cas :

rechange

- a) il décide que l'auteur de la demande d'admission n'est pas admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé;
- b) il décide que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un fover de bienfaisance pour personnes âgées agréé, mais n'autorise pas son admission immédiate.
- (17) S'il y a infraction continue ou s'il y a Directive du des infractions répétées à une entente de services, à la présente loi ou aux règlements de la part d'une personne morale agréée qui

operating an approved charitable home for the aged, the Director may direct the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3) to cease authorizing admissions to the home for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Compliance with direction

(18) A placement co-ordinator shall comply with a direction issued under subsection (17).

Information to approved corporation

- 9.7 (1) A placement co-ordinator who authorizes a person's admission to an approved charitable home for the aged shall give to the approved corporation maintaining and operating the home the information mentioned in a paragraph of subsection (2) if,
 - (a) the placement co-ordinator has the information mentioned in the paragraph; and
 - (b) consent to the disclosure of the information to the approved corporation is given by,
 - (i) the person whose admission is authorized, or
 - (ii) the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the approved charitable home for the aged on behalf of the person whose admission is authorized.

Same

- (2) The information referred to in subsection (1) is the following:
 - 1. Information about assessments of the person whose admission is authorized.
 - 2. Information about the person's medical history.
 - 3. Information about the person's social and other care requirements.
 - 4. The name and address of the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the approved charitable home for the aged on behalf of the person whose admission is authorized.

Preference for veterans

- **9.8** The Minister shall ensure that preference is given to veterans for access to beds
 - (a) are located in approved charitable homes for the aged for which funding is provided under an agreement between the Government of Ontario

entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, le directeur peut ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3), de cesser d'autoriser des admissions au foyer pendant toute période et sous réserve des conditions qu'il précise.

(18) Le coordonnateur des placements se Obligation de conforme à toute directive donnée en vertu aux directives du paragraphe (17).

9.7 (1) Le coordonnateur des placements Renseignequi autorise l'admission d'une personne à un ner à la foyer de bienfaisance pour personnes âgées personne agréé donne à la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer les renseignements mentionnés dans une disposition du paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le coordonnateur des placements a les renseignements mentionnés dans la disposition:
- b) il est consenti à la divulgation des renseignements auprès de la personne morale agréée :
 - (i) soit par la personne dont l'admission est autorisée,
 - (ii) soit par la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- (2) Les renseignements visés au paragra- Idem phe (1) sont les suivants :
 - 1. Les renseignements au sujet des évaluations de la personne dont l'admission est autorisée.
 - 2. Les renseignements au sujet des antécédents médicaux de la personne.
 - 3. Les renseignements au sujet des besoins de la personne en matière de soins, notamment sur le plan social.
 - 4. Les nom et adresse de la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- 9.8 Le ministre veille à ce que la préfé- Préférence rence soit accordée aux anciens combattants anciens compour ce qui est d'avoir accès à des lits qui :
 - a) d'une part, se trouvent dans des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés qui sont subventionnés aux termes d'une entente conclue entre le gouvernement de l'Ontario et le gou-

accordée aux battants

and the Government of Canada relating to veterans; and

(b) are designated by the Minister as veterans' priority access beds.

Immunity

9.9—(1) No proceeding for damages shall be commenced against an employee or agent of a placement co-ordinator for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Placement tor's liability

(2) Subsection (1) does not relieve a placement co-ordinator of liability for the acts or omissions of its employees or agents.

Notice of determination

- 9.10 (1) If a placement co-ordinator determines that an applicant for a determination respecting eligibility for admission to an approved charitable home for the aged is not eligible, the placement co-ordinator shall ensure that the applicant and the person, if any, who applied for the determination on behalf of the applicant are notified of,
 - (a) the determination of ineligibility;
 - (b) the reasons for the determination; and
 - (c) the applicant's right to apply to the Appeal Board for a review of the determination.

Application to Appeal Board

(2) The applicant may apply to the Appeal Board for a review of the determination of ineligibility made by the placement co-ordi-

Hearing

9.11-(1) When the Appeal Board receives an application for a review of a determination of ineligibility, it shall promptly appoint a time and place for a hearing.

Same

(2) The hearing shall begin within twentyone days after the day the Appeal Board receives the application for the hearing, unless the parties agree to a postponement.

Notice to parties

(3) The Appeal Board shall notify each of the parties of the time and place of the hearing at least seven days before the hearing begins.

Parties

(4) The parties to the proceeding before the Appeal Board are the applicant who was determined to be ineligible for admission, the placement co-ordinator who made the determination and such other parties as the Appeal Board specifies.

- vernement du Canada relativement aux anciens combattants;
- b) d'autre part, sont désignés par le ministre comme des lits d'accès prioritaire aux anciens combattants.

9.9 (1) Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les employés ou mandataires des coordonnateurs des placements, pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas les coordonnateurs des placements de leur responsabilité pour les actes ou omissions de des placeleurs employés ou mandataires.

Responsabilité des coor-

9.10 (1) Si un coordonnateur des place- Avis de déciments décide que l'auteur d'une demande de décision touchant l'admissibilité à un fover de bienfaisance pour personnes âgées agréé n'est pas admissible à un tel foyer, il veille à ce que l'auteur de la demande d'admission et, le cas échéant, la personne qui a demandé la décision au nom de celui-ci soient avisés de ce qui suit :

- a) la décision de non-admissibilité;
- b) les motifs de la décision;
- c) le droit de l'auteur de la demande d'admission de demander à la Commission d'appel de réexaminer la décision.
- (2) L'auteur de la demande d'admission Demande peut demander à la Commission d'appel de Commission réexaminer la décision de non-admissibilité d'appel prise par le coordonnateur des placements.

9.11 (1) Lorsque la Commission d'appel Audience reçoit une demande de réexamen d'une décision de non-admissibilité, elle fixe sans tarder une date, une heure et un lieu pour la tenue d'une audience.

(2) L'audience doit commencer dans les Idem vingt et un jours qui suivent le jour où la Commission d'appel reçoit la demande d'audience, à moins que les parties ne conviennent d'en reporter la date.

(3) La Commission d'appel avise chacune Avis adressé des parties des date, heure et lieu de l'audience au moins sept jours avant que l'audience ne commence.

(4) Sont parties à l'instance introduite Parties devant la Commission d'appel l'auteur de la demande à l'égard de qui une décision de non-admissibilité a été prise, le coordonnateur des placements qui a pris la décision et toutes autres parties que désigne la Commission d'appel.

Notice to Minister

(5) When a placement co-ordinator is notified by the Appeal Board of a hearing, the placement co-ordinator shall promptly give the Minister written notice of the hearing together with written reasons for the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Minister entitled to be heard

(6) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise in a proceeding before the Appeal Board under this section.

Quorum of Appeal

(7) Three members of the Appeal Board constitute a quorum and are sufficient for the exercise of the jurisdiction and powers of the Appeal Board under this Act.

Decision of Appeal Board

(8) For the purposes of this Act, the decision of a majority of the Appeal Board members holding a hearing is the decision of the Appeal Board but, if there is no majority, the decision of the Appeal Board chair or, in his or her absence, the Appeal Board vicechair governs.

Evidence of disabled person

(9) If a party to a proceeding before the Appeal Board under this Act wishes to give evidence in the proceeding or wishes to call another person as a witness to give evidence in the proceeding but the party or other person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability, the Appeal Board members holding the hearing may, at the request of the party, attend upon the party or the other person, as the case may be, and take his or her evidence.

Medical report proves inability

(10) A medical report signed by a legally qualified medical practitioner stating that the practitioner believes that the person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the inability of the person to attend the hearing.

Opportunity parties

(11) No Appeal Board member shall take evidence from a party or other person under subsection (9) unless reasonable notice of the time and place for taking the evidence is given to all parties to the proceeding and each party attending is given an opportunity to examine or cross-examine the party or other person, as the case may be.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Appeal Board at a hearing and the oral evidence taken from a party or other person under subsection (9) shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the evi-

(5) Lorsqu'un coordonnateur des place- Avis adressé ments est avisé par la Commission d'appel d'une audience, il donne sans tarder au ministre un avis écrit de l'audience auquel il joint l'exposé écrit des motifs de la décision de non-admissibilité qu'il a prise.

SOINS DE LONGUE DURÉE

Droit d'au-

(6) Le ministre a le droit d'être entendu par l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre dans le cadre d'une instance introduite devant la Commission d'appel aux termes du présent article.

(7) Trois membres de la Commission d'appel constituent le quorum et suffisent pour d'appel que celle-ci puisse exercer sa compétence et ses pouvoirs en vertu de la présente loi.

(8) Pour l'application de la présente loi, la décision de la majorité des membres de la Commission d'appel qui tiennent une audience représente la décision de celle-ci. Cependant, si la majorité n'est pas obtenue, la décision du président de la Commission d'appel ou, en son absence, de son vice-président est prépondérante.

(9) Si une partie à une instance introduite Témoignage devant la Commission d'appel en vertu de la sonne invaprésente loi désire témoigner à l'instance ou lide appeler quelqu'un d'autre à témoigner, mais que la partie ou l'autre personne est incapable de se présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique, les membres de la Commission d'appel qui tiennent l'audience peuvent, à la demande de la partie, se rendre auprès de la partie ou de l'autre personne, selon le cas, pour entendre sa preuve.

(10) Un rapport médical signé par un Le rapport médecin dûment qualifié dans lequel celui-ci prouve l'incadéclare qu'il juge la personne incapable de se pacité présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'incapacité de la personne à se présenter à l'audience.

(11) Les membres de la Commission d'ap- Possibilité pel ne doivent pas entendre la preuve d'une tes les parties partie ou d'une autre personne en vertu du paragraphe (9) à moins qu'un préavis raisonnable de la date, de l'heure et du lieu de l'audition du témoin ne soit donné à toutes les parties à l'instance et que chaque partie présente n'ait la possibilité d'interroger ou de contre-interroger la partie ou l'autre personne, selon le cas.

offerte à tou-

(12) Le témoignage oral donné devant la Transcription Commission d'appel lors d'une audience et celui donné par une partie ou une autre personne en vertu du paragraphe (9) est transcrit et, au besoin, des copies de la transcription sont fournies comme s'il s'agissait de

dence shall be furnished on the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Health Insurance Act

(13) Subsections 23 (1), (2), (4), (5) and (6) of the Health Insurance Act apply to the proceedings and decisions of the Appeal Board under this Act.

Powers of Appeal Board

- (14) After a hearing by the Appeal Board, the Appeal Board may,
 - (a) affirm the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator;
 - (b) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator and refer the matter back to the placement co-ordinator for re-determination in accordance with such directions as the Appeal Board considers proper; or
 - (c) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator, substitute its opinion for the opinion of the placement co-ordinator and direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to an approved charitable home for the aged.

Decision and reasons

(15) The Appeal Board shall render its decision within one day after the end of the hearing and shall provide written reasons to the parties within seven days after rendering the decision.

Decision to Minister

(16) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Appeal Board.

Immunity

9.12 No proceeding for damages shall be commenced against a member, employee or agent of the Appeal Board or anyone acting under the authority of the chair of the Appeal Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Appeal to Divisional Court

9.13 -(1) A party to a proceeding before the Appeal Board may appeal its decision to the Divisional Court on a question of law or fact or both, in accordance with the rules of court.

Record

(2) If a party appeals a decision of the Appeal Board to the Divisional Court, the Appeal Board shall promptly file with the Divisional Court the record of the proceedtémoignages donnés devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

(13) Les paragraphes 23 (1), (2), (4), (5) Loi sur l'assurance et (6) de la Loi sur l'assurance-santé s'appli- santé quent aux instances introduites devant la Commission d'appel et aux décisions rendues par celle-ci en vertu de la présente loi.

(14) A la suite d'une audience tenue Pouvoirs de devant la Commission d'appel, cette dernière sion d'appel peut, selon le cas:

- a) confirmer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements;
- b) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements et renvoyer l'affaire à ce dernier pour qu'il prenne une nouvelle décision conformément aux directives qu'elle juge appropriées:
- c) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements, substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements et ordonner, au moyen d'une directive, à celui-ci de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé.

(15) La Commission d'appel rend sa déci- Décision et sion au plus tard un jour après la fin de l'audience et en remet les motifs par écrit aux parties dans les sept jours qui suivent la date où la décision a été rendue.

(16) Le coordonnateur des placements Décision fournit au ministre une copie de la décision au ministre de la Commission d'appel, accompagnée de ses motifs.

communiquée

- 9.12 Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les membres, employés ou mandataires de la Commission d'appel ou contre quiconque agit sous l'autorité du président de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonc-
- 9.13 (1) Toute partie à une instance Appels portés introduite devant la Commission d'appel peut Cour divisioninterjeter appel de la décision de celle-ci naire devant la Cour divisionnaire à l'égard de questions de droit ou de fait, ou des deux, conformément aux règles de pratique.
- (2) Si une partie interjette appel d'une Dossier d'apdécision de la Commission d'appel devant la Cour divisionnaire, la Commission d'appel dépose sans tarder auprès de la Cour divi-

ing before the Appeal Board and the transcript of the evidence taken before the Appeal Board, which together constitute the record in the appeal.

Minister to be heard

(3) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

- (4) On an appeal under this section, the Divisional Court,
 - (a) may affirm or rescind the decision of the Appeal Board;
 - (b) may refer the matter back to the Appeal Board for rehearing in whole or in part in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (c) may refer the matter back to the placement co-ordinator for redetermination in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (d) may substitute its opinion for that of the placement co-ordinator or the Appeal Board; and
 - (e) may direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to an approved charitable home for the aged.

Decision to Minister

(5) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Divisional Court.

Affidavits

9.14 A person or a member of a class of persons designated by the Minister as a commissioner or commissioners for taking affidavits for the purposes of this Act is a commissioner for taking affidavits within the meaning of the Commissioners for taking Affidavits Act with power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of

Plan of care

- 9.15 An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall ensure that,
 - (a) the requirements of each resident of the home are assessed on an ongoing basis;
 - (b) a plan of care is developed for each resident to meet the resident's requirements;

sionnaire le dossier de l'instance introduite devant la Commission d'appel et les transcriptions des témoignages donnés devant celle-ci, lesquels dossier et transcriptions constituent le dossier d'appel.

SOINS DE LONGUE DURÉE

(3) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre aux débats d'un appel interjeté en vertu du présent article.

(4) La Cour divisionnaire, qui est saisie Pouvoirs de d'un appel interjeté en vertu du présent arti- de l'appel cle, peut faire ce qui suit :

- a) confirmer ou annuler la décision de la Commission d'appel;
- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel pour qu'elle tienne une nouvelle audience sur une partie ou la totalité de l'affaire, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- c) renvoyer l'affaire au coordonnateur des placements pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- d) substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements ou de la Commission d'appel;
- e) ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé.
- (5) Le coordonnateur des placements four- Décision nit au ministre une copie de la décision de la au ministre Cour divisionnaire, accompagnée de ses

9.14 Les personnes ou les membres d'une Affidavits catégorie de personnes que le ministre désigne comme commissaires aux affidavits pour l'application de la présente loi sont commissaires aux affidavits au sens de la Loi sur les commissaires aux affidavits et sont investis à ce titre du pouvoir de recevoir des affidavits et des déclarations solennelles pour l'application de la présente loi.

- 9.15 La personne morale agréée qui Programme entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé veille à ce qui suit :
 - a) que les besoins de chaque pensionnaire du foyer soient évalués de façon continuelle;
 - b) que soit élaboré à l'intention de chaque pensionnaire un programme de soins destiné à répondre à ses besoins;

- (c) the plan of care is revised as necessary when the resident's requirements change:
- (d) an opportunity to participate fully in the development and revision of the resident's plan of care is provided to the resident, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct; and
- (e) the care outlined in the plan of care is provided to the resident.

Quality management

9.16 An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall ensure that a quality management system is developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to the residents of the home.

Notice to residents

- 9.17—(1) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall give to each resident of the home, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct, a written notice,
 - (a) setting out the rights of the resident under subsection 3.1 (2) and stating that the approved corporation is obliged to respect and promote those rights;
 - (b) describing the accommodation, care, services, programs and goods that the approved corporation is required to provide or offer under this Act and under the service agreement relating to the home;
 - (c) stating that the resident, the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care or such other person as they may direct may request access to and an explanation of the resident's plan of care, and specifying the person to whom such a request must be made;
 - (d) setting out the procedures for making complaints about the maintenance or operation of the home, the conduct of the staff of the home or the treatment

- c) que le programme de soins soit révisé, s'il y a lieu, en fonction de l'évolution des besoins du pensionnaire;
- d) qu'il soit donné au pensionnaire, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner la possibilité de participer pleinement à l'élaboration et à la révision du programme de soins du pensionnaire;
- e) que les soins indiqués dans le programme de soins soient fournis au pensionnaire.
- 9.16 La personne morale agréée qui Gestion de la entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé veille à ce que soit élaboré et mis en oeuvre un système de gestion de la qualité visant à surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens fournis aux pensionnaires du foyer.

- 9.17 (1) La personne morale agréée qui Remise d'un entretient et fait fonctionner un foyer de sionnaires bienfaisance pour personnes âgées agréé remet à chaque pensionnaire du foyer, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom du pensionnaire concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner, un avis écrit:
 - a) énonçant les droits du pensionnaire prévus au paragraphe 3.1 (2) et portant que la personne morale agréée est dans l'obligation de respecter et de promouvoir ces droits;
 - b) décrivant l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens que la personne morale agréée est tenue de fournir ou d'offrir aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer;
 - c) portant que le pensionnaire, la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celuici concernant ses soins personnels ou toute autre personne qu'ils peuvent désigner peut demander à consulter le programme de soins du pensionnaire et demander des explications au sujet du programme, et précisant le nom de la personne à qui une telle demande doit être présentée;
 - d) énonçant la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet de l'entretien ou du fonctionnement du foyer, de la conduite du personnel du foyer

- or care received by the resident in the home; and
- (e) setting out such other matters as are prescribed by the regulations.

Obligations re plan of care

(2) If a request is made in accordance with clause (1) (c), the approved corporation shall ensure that access to and an explanation of the plan of care is provided to the person who made the request.

Posting of information

- 9.18-(1) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall post in the home,
 - (a) a copy of section 3.1;
 - (b) a copy of the service agreement relating to the home;
 - (c) a copy of the most recent inspection report relating to the home received by the approved corporation under subsection 10.1 (15);
 - (d) copies of those financial statements, reports and returns filed with the Minister that the regulations require to be posted; and
 - (e) all other documents and information that the regulations require to be posted.

Exception

(2) In posting anything under subsection (1), the approved corporation shall not disclose the salary of an individual.

Residents' council

- 9.19 (1) If a request for the establishment of a residents' council is made to the administrator of an approved charitable home for the aged by at least three persons, each of whom is a person mentioned in subsection (2),
 - (a) the administrator shall promptly notify the Director and the approved corporation maintaining and operating the home of the request; and
 - (b) the approved corporation shall assist the persons who made the request in establishing a residents' council for the home within sixty days of the request.

Request for residents

- (2) For the purpose of subsection (1), the following persons may request the establishment of a residents' council for an approved charitable home for the aged:
 - 1. A resident of the home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resi-

- ou du traitement ou des soins qu'y reçoit le pensionnaire;
- e) énonçant toute autre question que prescrivent les règlements.
- (2) Si une demande est présentée confor- Obligation mément à l'alinéa (1) c), la personne morale programme agréée veille à ce que l'auteur de la demande de soins puisse consulter le programme de soins et à ce qu'on lui fournisse des explications au sujet du programme.

9.18 (1) La personne morale agréée qui Affichage de entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé affiche dans le foyer ce qui suit :

- a) une copie de l'article 3.1;
- b) une copie de l'entente de services relative au fover;
- c) une copie du plus récent rapport d'inspection relatif au foyer que la personne morale agréée a reçu aux termes du paragraphe 10.1 (15);
- d) une copie des états financiers, rapports et déclarations déposés auprès du ministre qui doivent être affichés aux termes des règlements;
- e) tous autres documents et renseignements qui doivent être affichés aux termes des règlements.
- (2) En affichant quoi que ce soit aux termes du paragraphe (1), la personne morale agréée ne doit pas divulguer le salaire d'un particulier.
- 9.19 (1) Si une demande de constitution Conseil des d'un conseil des pensionnaires est présentée à l'administrateur d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé par au moins trois personnes, chacune d'entre elles étant une personne visée au paragraphe (2):
 - a) l'administrateur en avise sans tarder le directeur et la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer;
 - b) la personne morale agréée aide les personnes qui ont présenté la demande à constituer un conseil des pensionnaires dans le foyer dans les soixante jours qui suivent la demande.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), Demande de les personnes suivantes peuvent demander que soit constitué un conseil des pensionnai- des pensionres dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé:
 - 1. Tout pensionnaire du foyer.
 - 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom

dent of the home concerning the resident's personal care.

Right to be a member

- (3) The following persons are entitled to be members of the residents' council of an approved charitable home for the aged:
 - 1. A resident of the home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home concerning the resident's personal care.
 - 3. A person selected by the resident or by the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care.

Who may not be a member

(4) No officer or director of an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged may be a member of the residents' council of the home, unless he or she is also a person mentioned in paragraph 1 or 2 of subsection (3).

Same

(5) No administrator or member of the staff of an approved charitable home for the aged may be a member of the residents' council of the home.

Appointment by Minister

(6) At the request of a residents' council, the Minister may appoint no more than three persons to be members of the residents' council, and those persons shall serve as members at the pleasure of the residents' council.

Same

(7) Only a person who lives in the area in which the approved charitable home for the aged is located and who is not employed by and does not have a contractual relationship with the ministry of the Minister may be appointed under subsection (6).

Meeting

9.20 – (1) Unless an approved charitable home for the aged has a residents' council, the approved corporation maintaining and operating the home shall, at least once in each year, convene a meeting of the residents of the home and the persons who are lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident concerning the resident's personal care, to advise them of their right to establish a residents' council.

Results of meeting

(2) Within thirty days after the meeting, the approved corporation shall notify the Director of the results of the meeting.

Powers of residents council

9.21 It is the function of a residents' council of an approved charitable home for the aged, and the council has the power, to,

d'un pensionnaire du foyer concernant ses soins personnels.

(3) Les personnes suivantes ont le droit Droit d'être d'être membres du conseil des pensionnaires d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé:

- 1. Tout pensionnaire du foyer.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire du foyer concernant ses soins personnels.
- 3. La personne choisie par le pensionnaire ou par la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels.
- (4) Aucun dirigeant ni aucun membre du Personnes conseil d'administration d'une personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ne peut être membre du conseil des pensionnaires du foyer, s'il n'est pas également une personne visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (3).

non admises

(5) Aucun administrateur ni aucun mem- Idem bre du personnel d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ne peut être membre du conseil des pensionnaires du

(6) À la demande du conseil des pensionnaires, le ministre peut nommer trois personnes au plus pour être membres du conseil des pensionnaires. Ces personnes restent membres au gré du conseil des pensionnaires.

Nominations du ministre

(7) Seule une personne qui vit dans la Idem région où est situé le foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et qui n'est pas employée par le ministère du ministre ni n'a de lien contractuel avec ce ministère peut être nommée en vertu du paragraphe (6).

- 9.20 (1) Sauf si le foyer de bienfaisance Réunion pour personnes âgées agréé est doté d'un conseil des pensionnaires, la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer doit, au moins une fois par an, convoquer à une réunion les pensionnaires du foyer et les personnes qui sont légalement autorisées à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire concernant ses soins personnels pour les informer de leur droit de constituer un conseil des pensionnaires.
- (2) Dans les trente jours qui suivent la Résultats de réunion, la personne morale agréée informe le directeur des résultats de cette réunion.

9.21 Le conseil des pensionnaires d'un Pouvoirs du foyer de bienfaisance pour personnes âgées pensionnaires agréé exerce les fonctions et pouvoirs suivants:

(a) advise residents of the home respecting their rights and obligations under this Act;

SOINS DE LONGUE DURÉE

- (b) advise residents of the home respecting the rights and obligations of the approved corporation maintaining and operating the home under this Act and under the service agreement relating to the home:
- (c) meet regularly with representatives of the approved corporation maintaining and operating the home to,
 - (i) review inspection reports relating to the home received by the approved corporation under subsection 10.1 (15),
 - (ii) review the allocation of money for accommodation, care, services, programs and goods provided in the home,
 - (iii) review the financial statements relating to the home filed with the Minister under the regulations, and
 - (iv) review the operation of the home;
- (d) attempt to mediate and resolve a dispute between the approved corporation maintaining and operating the home and a resident of the home; and
- (e) report to the Minister any concerns and recommendations that in its opinion ought to be brought to the Minister's attention.

council assis-

9.22—(1) With the consent of a residents' council, the Minister may appoint a residents' council assistant to assist the residents' council in carrying out its responsibilities.

Duties

(2) In carrying out his or her duties, a residents' council assistant shall take instructions from and report to the residents' council.

Information and assistance

9.23—(1) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall co-operate with the residents' council and the residents' council assistant and shall provide them with such financial and other information and such assistance as is required by the regulations.

Obstruction

(2) No person shall refuse entry to an approved charitable home for the aged to a residents' council assistant or otherwise hinder, obstruct or interfere with a residents' council assistant carrying out his or her duties.

- a) il informe les pensionnaires du foyer sur leurs droits et leurs obligations aux termes de la présente loi;
- b) il informe les pensionnaires du foyer sur les droits et les obligations de la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer, aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer;
- c) il se réunit régulièrement avec des représentants de la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer, aux fins suivantes :
 - (i) examiner les rapports d'inspection relatifs au foyer que la personne morale agréée a reçus aux termes du paragraphe 10.1 (15),
 - (ii) examiner les affectations de fonds à l'hébergement et aux soins, services, programmes et biens fournis dans le foyer,
 - (iii) examiner les états financiers relatifs au foyer qui sont déposés auprès du ministre aux termes des règlements,
 - (iv) examiner le fonctionnement du foyer;
- d) il tente de recourir à la médiation et de trouver une solution dans le cas d'un différend opposant la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer et un pensionnaire du foyer;
- e) il fait part au ministre de tout sujet de préoccupation et de toute recommandation qui, selon lui, doivent être portés à son attention.
- 9.22 (1) Le ministre peut, avec le con-Adjoint au sentement du conseil des pensionnaires, pensionnaires nommer un adjoint au conseil des pensionnaires pour aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabilités.

- (2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'ad-Fonctions joint au conseil des pensionnaires reçoit ses directives du conseil des pensionnaires et relève de ce dernier.
- 9.23 (1) La personne morale agréée qui Renseigneentretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé collabore avec le conseil des pensionnaires et l'adjoint au conseil des pensionnaires et leur fournit l'aide ainsi que les renseignements financiers et autres exigés par les règlements.
- (2) Nul ne doit interdire l'entrée dans un Entrave foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé à l'adjoint au conseil des pensionnaires, ni le gêner ou l'entraver de quelque autre façon dans l'exercice de ses fonctions.

ments et aide

Offence

(3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Immunity

- 9.24 No proceeding shall be commenced against a member of a residents' council or a residents' council assistant for any act done under section 9.21, unless the act is done maliciously or without reasonable grounds.
- 7. Section 10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

- (4) This section does not apply to approved charitable homes for the aged.
- 8. The Act is further amended by adding the following sections:

Definitions

- 10.1-(1) In this section,
- "inspector" means the Director or any other person appointed by the Minister in writing as an inspector for the purposes of this Act; ("inspecteur")
- "record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, payroll record, record of staff hours worked, medical record, drug record, correspondence and any other document, regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form, but does not include that part of a record that deals with quality management activities or quality improvement activities. ("document")

Inspection of approved charitable homes for the aged

- (2) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations or a service agreement, an inspector,
 - (a) may at all reasonable times enter and inspect an approved charitable home for the aged; and
 - (b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to an approved charitable home for the aged are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such records and other things.

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

9.24 Sont irrecevables les instances intro- Immunité duites contre les membres du conseil des pensionnaires ou l'adjoint au conseil des pensionnaires pour tout acte accompli aux termes de l'article 9.21, à moins que l'acte ne soit accompli avec l'intention de nuire ou

7 L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

sans motif raisonnable.

(4) Le présent article ne s'applique pas Non-applicaaux foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés.

8 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

10.1 (1) Les définitions qui suivent s'ap- Définitions pliquent au présent article.

- «document» S'entend notamment d'un livre de comptes, d'un livret de banque, d'un justificatif, d'une facture, d'un récépissé, d'un contrat, d'un document relatif à la paie, d'un document relatif aux heures de travail effectuées par le personnel, d'un document médical, d'un document relatif aux médicaments, de correspondance et de tout autre document, que le document se présente sur papier, sous forme électronique ou photographique, ou autrement. Est toutefois exclue de la présente définition la partie d'un document qui traite d'activités de gestion de la qualité ou d'activités d'amélioration de la qualité. («record»)
- «inspecteur» Le directeur ou toute autre personne nommée inspecteur par écrit par le ministre pour l'application de la présente loi. («inspector»)
- (2) En vue de déterminer si la présente Inspection loi, les règlements ou une entente de services bienfaisance sont observés, un inspecteur :

pour personnes âgées agréés

- a) peut, d'une part, à toute heure convenable, pénétrer dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et en faire l'inspection;
- b) peut, d'autre part, s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans le foyer, pénétrer dans le lieu, à toute heure convenable, en vue de les examiner.

Dwellings

(3) No inspector shall enter a place that is not in an approved charitable home for the aged and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of

Identification

(4) An inspector conducting an inspection under this section shall produce, upon request, identification that provides evidence of his or her authority.

Powers on inspection

- (5) An inspector conducting an inspection under this section,
 - (a) may inspect the premises of the home and the operations on the premises;
 - (b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;
 - (c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of the home;
 - (d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;
 - (e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;
 - (f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of the approved corporation in order to produce a record in readable form;
 - (g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance, or any other thing, if it is relevant to the inspection;
 - (h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);
 - (i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and
 - (i) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.
- (6) A demand mentioned in clause (5) (c) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the records and other things required.

(3) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans Logements un lieu servant de logement qui ne se trouve pas dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, sauf si l'occupant des lieux v consent.

(4) L'inspecteur qui effectue une inspec- Identification tion en vertu du présent article produit, sur demande, une pièce d'identité qui atteste de son mandat.

(5) L'inspecteur qui effectue une inspec- Pouvoirs de tion en vertu du présent article peut accomplir les actes suivants :

- a) inspecter les locaux du foyer et examiner les activités qui s'y déroulent;
- b) examiner les documents ou autres choses pertinents;
- c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris les documents ou autres choses qui ne sont pas conservés dans les locaux du foyer;
- d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;
- e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;
- f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose la personne morale agréée, en vue de produire quelque document que ce soit sous forme lisible;
- g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantillons de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;
- h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;
- i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);
- j) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.
- (6) La demande formelle visée à l'alinéa Demande for-(5) c) est présentée par écrit et comprend écrit une déclaration quant à la nature des documents et autres choses dont la production est exigée.

Written demand

Return of things

(7) An inspector shall carry out with reasonable dispatch any reviewing, copying, examining or testing under clause (5) (h) or (i) and shall, within a reasonable time, return the records and other things removed to the place from which they were removed.

Making things available

(8) At the request of the approved corporation maintaining and operating the home, an inspector who has removed a record or other thing under clause (5) (g) shall make it available for review, copying, examination or testing by or on behalf of the approved corporation at a mutually convenient time and place.

Samples

(9) Subsections (7) and (8) do not apply to samples removed by the inspector.

Admissibility of copies

(10) A copy made under clause (5) (h) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Admissibility of test results

(11) A certificate as to the result of an examination or test conducted under this section that states the name and qualifications of the person who conducted the examination or test and purports to be signed by that person is, without proof of the office or signature of that person, admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate, if the certificate has been served on the other parties to the proceeding within a reasonable time before the certificate is adduced.

Obligation to produce and assist

- (12) If an inspector makes a demand under clause (5) (c), the person having custody of the record or other thing shall produce it for the inspector and shall, at the inspector's request,
 - (a) provide such assistance as is reasonably necessary to produce the record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and
 - (b) provide such assistance as is reasonably necessary to interpret the record for the inspector.

Obstruction

(13) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.

- (7) L'inspecteur fait, avec une diligence Restitution raisonnable, les examens, analyses, copies ou tests prévus à l'alinéa (5) h) ou i) et remet, dans un délai raisonnable, les documents et autres choses enlevés, au lieu d'où ils ont été enlevés.
- (8) À la demande de la personne morale Mise à la disagréée qui entretient et fait fonctionner le foyer, l'inspecteur qui a enlevé des docu- morale ments ou autres choses en vertu de l'alinéa (5) g) les met à la disposition de la personne morale agréée ou de quiconque agit en son nom pour que puissent en être faits l'examen, l'analyse, des copies ou des tests, aux date, heure et lieu dont ils conviennent d'un commun accord.

position de la

(9) Les paragraphes (7) et (8) ne s'appliquent pas aux échantillons enlevés par l'inspecteur.

Échantillons

(10) Les copies faites en vertu de l'alinéa (5) h) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

Admissibilité

(11) Le certificat relatif au résultat d'un examen, d'une analyse ou d'un test effectué en vertu du présent article, qui énonce le nom et les compétences de la personne qui a effectué l'examen, l'analyse ou le test et qui se présente comme étant signé par cette personne est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de cette personne, admissible dans toute instance comme la preuve, en l'absence de preuve du contraire, des faits attestés dans le certificat, si celui-ci a été signifié aux autres parties à l'instance dans un délai raisonnable avant la production du certificat.

Admissibilité des résultats

- (12) Si un inspecteur fait une demande Production de formelle en vertu de l'alinéa (5) c), la per- aide obligasonne qui a la garde des documents ou autres toires choses les produit à l'inspecteur et, à sa demande:
- - a) d'une part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des données;
 - b) d'autre part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation des documents à l'inspecteur.
- (13) Nul ne doit gêner ni entraver le tra- Entrave vail d'un inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'acquitter des fonctions que lui confère la présente loi.

Offence

(14) Any person who contravenes subsection (12) or (13) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Inspection report

(15) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to the approved corporation maintaining and operating the home.

Warrant

- 10.2-(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 10.1 (5), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that,
 - (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 10.1 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 10.1 (5); or
 - (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 10.1 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 10.1 (5).

Expiry of warrant

(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after the warrant is issued.

Extension of

(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than thirty days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.

Use of force

(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of execution

(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Other matters

(6) Subsections 10.1 (4) and 10.1 (6) to (15) apply with necessary modifications to an inspector executing a warrant issued under this section.

Protection personal

10.3 - (1) No proceeding for damages shall be commenced against an inspector for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in

(14) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (12) ou (13) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

SOINS DE LONGUE DURÉE

(15) Dès qu'il a terminé l'inspection pré-Rapport vue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie à la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer.

- 10.2 (1) Un juge de paix peut décerner Mandat un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs énoncés au paragraphe 10.1 (5), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment:
 - a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 10.1 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 10.1 (5);
 - b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 10.1 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 10.1 (5).

(2) Le mandat décerné en vertu du pré- Expiration du sent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de trente jours après que le mandat est décerné.

(3) Un juge de paix peut reporter la date Prorogation d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus trente jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.

(4) L'inspecteur nommé sur le mandat Recours à la décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour exécuter le mandat et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.

- (5) À moins qu'il ne précise autrement, le Délai d'exémandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.
- (6) Les paragraphes 10.1 (4) et 10.1 (6) à (15) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspecteur qui exécute un mandat décerné en vertu du présent article.

10.3 (1) Sont irrecevables les instances Immunité en dommages-intérêts introduites contre les inspecteurs pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche

Autres ques-

the performance in good faith of his or her duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an inspec-

Protection from reprisals

10.4 - (1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.

No interference

(2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.

Offence

- (3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.
- 9. Subsection 11 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (a), by adding "or" at the end of clause (b) and by adding the following clause:
 - (c) in the case of an approved charitable home for the aged,
 - (i) the approved corporation maintaining and operating the home has contravened this Act or the regulations,
 - (ii) the approved corporation maintaining and operating the home has breached its service agreement with the Crown in right of Ontario relating to the home, or
 - (iii) the approved corporation has ceased operating the home, at least six months have elapsed since the operation of the home ceased and the approved corporation is not taking reasonable steps to re-open the home.

10.-(1) Clause 12 (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) prescribing classes of approved charitable institutions and specifying classes of persons that may be cared for in each class of institution;
- (b.1) governing the admission of persons to and their discharge from approved

d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de Responsabila Loi sur les instances introduites contre la Couronne Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un inspecteur.

10.4 (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir Protection de faire quoi que ce soit à titre de représailles contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.

(2) Nul ne doit chercher, par quelque Contrainte moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.

interdite

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

- 9 Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c) s'il s'agit d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, dans les cas suivants:
 - (i) la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer a enfreint la présente loi ou les règlements,
 - (ii) la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer a violé l'entente de services concernant le fover qu'elle a conclue avec la Couronne du chef de l'Ontario,
 - (iii) la personne morale agréée a cessé de faire fonctionner le foyer, au moins six mois se sont écoulés depuis que le fonctionnement du foyer a cessé et la personne morale agréée ne prend pas de mesures raisonnables pour rouvrir le foyer.

10 (1) L'alinéa 12 b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) prescrire des catégories d'établissements de bienfaisance agréés et préciser les catégories de personnes qui peuvent recevoir des soins dans chaque catégorie d'établissements;
- b.1) régir l'admission de personnes aux établissements de bienfaisance agréés ou

- charitable institutions or a class of approved charitable institutions, other than approved charitable homes for the aged, including prescribing the conditions of eligibility for admission and procedures for admission and discharge;
- (b.2) governing applications to placement co-ordinators for a determination regarding a person's eligibility for admission to an approved charitable home for the aged or for authorization of a person's admission to such a home, including prescribing the placement co-ordinators to whom applications may be made and the frequency with which applications may be made;
- (b.3) governing the determination of a person's eligibility for admission to an approved charitable home for the aged and the determination of whether to authorize a person's admission to such a home;
- (b.4) prescribing, for the purpose of clause 9.6 (14) (c), additional circumstances which are grounds for an approved corporation to withhold approval for the admission of a person to an approved charitable home for the aged;
- (b.5) prescribing and governing the obligations of an approved corporation in relation to giving or withholding approval for the admission of a person to an approved charitable home for the aged, and governing the written notice required to be given under subsection 9.6 (15);
- (b.6) requiring that placement co-ordinators have certain qualifications or meet certain requirements and prescribing such qualifications or requirements;
- (b.7) governing the treatment, care and discharge of residents of approved charitable homes for the aged.
- (2) Clause 12 (c) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (c) providing for the collection of information and the making of investigations regarding the financial and other circumstances of residents in or applicants for admission to approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, in connection with determinations

- à une catégorie de ces établissements, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, ainsi que leur mise en congé, notamment en prescrivant les conditions d'admissibilité et les modalités d'admission et de mise en congé;
- b.2) régir les demandes adressées aux coordonnateurs des placements en vue d'une décision portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés ou en vue d'une autorisation d'admission de personnes à ces foyers, notamment en prescrivant les coordonnateurs des placements à qui ces demandes peuvent être adressées et la fréquence de celles-ci;
- b.3) régir les décisions portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés et celles autorisant ou non l'admission de personnes à ces foyers;
- <u>b.4</u>) prescrire, pour l'application de l'alinéa 9.6 (14) c), les circonstances additionnelles qui constituent des motifs pour lesquels les personnes morales agréées peuvent refuser d'approuver l'admission de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;
- <u>b.5</u>) prescrire et régir les obligations des personnes morales agréées pour ce qui est de donner ou de refuser leur approbation en matière d'admission de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, et régir l'avis écrit qui doit être donné aux termes du paragraphe 9.6 (15);
- <u>b.6</u>) exiger que les coordonnateurs des placements possèdent certaines compétences ou satisfassent à certaines exigences et prescrire ces compétences ou exigences;
- <u>b.7</u>) régir le traitement, les soins et la mise en congé des pensionnaires des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés.
- (2) L'alinéa 12 c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - c) prévoir la collecte de renseignements et la tenue d'enquêtes sur les situations financière et autres des pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou d'une catégorie de ces établissements, ou des personnes qui demandent à y être admises, en ce qui concerne les décisions portant sur l'ad-

respecting eligibility for admission, authorization of admission, discharge and amounts which residents may be charged.

- (3) Clause 12 (h) of the Act is amended by striking out "requiring in-service training programs to be provided" in the sixth and seventh lines and substituting "requiring and governing in-service training programs".
- (4) Clause 12 (j) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (j) requiring approved corporations to provide or offer certain types of accommodation, care, services, programs and goods to residents of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, and prescribing and governing the accommodation, care, services, programs and goods that must be provided or offered;
- (j.1) requiring and governing the assessment and classification of residents of approved charitable institutions or any class of approved charitable institutions for the purpose of determining the class or level of care, services, programs or goods required by each resident.
- (5) Clause 12 (k) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (k) requiring that parts of the bed capacity of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, other than approved charitable homes for the aged, be set aside for residents requiring a specified class or level of care, services, programs or goods, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class or level;
- (k.1) requiring that parts of the bed capacity of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions be set aside for various classes of accommodation, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class.
- (6) Clause 12 (l) of the Act is repealed and the following substituted:
 - prescribing the maximum amounts that may be charged residents of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, other

missibilité, l'autorisation d'admission, la mise en congé et les montants qui peuvent être exigés des pensionnaires.

- (3) L'alinéa 12 h) de la Loi est modifié par substitution, à «exiger que ces employés reçoivent des programmes de formation en cours d'emploi» aux septième, huitième et neuvième lignes, de «exiger que des programmes de formation en cours d'emploi soient offerts à ces employés et régir ces programmes».
- (4) L'alinéa 12 j) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - j) exiger des personnes morales agréées qu'elles fournissent ou offrent aux pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou d'une catégorie de ces établissements certains types d'hébergement, de soins, de services, de programmes et de biens, et prescrire et régir l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens qui doivent être fournis ou offerts;
 - j.1) exiger et régir l'évaluation et la classification des pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou de toute catégorie de ces établissements, en vue de déterminer la catégorie ou le niveau des soins, des services, des programmes ou des biens que requiert chaque pensionnaire.
- (5) L'alinéa 12 k) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - k) exiger qu'une partie des lits dont disposent les établissements de bienfaisance agréés ou une catégorie de ces établissements, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, soit réservée pour les pensionnaires qui requièrent une catégorie ou un niveau particuliers de soins, de services, de programmes ou de biens, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie ou niveau;
 - k.1) exiger qu'une partie des lits dont disposent les établissements de bienfaisance agréés ou une catégorie de ces établissements soit réservée pour diverses catégories d'hébergement, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie.
- (6) L'alinéa 12 l) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés des pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou d'une catégorie de ces éta-

27

- than approved charitable homes for the aged, in respect of particular classes or levels of care, services, programs or goods;
- (l.1) defining "accommodation", "basic accommodation", "preferred accommodation", "short-stay program" and "veteran" for the purpose of any provision of this Act or the regulations;
- (1.2) prescribing the maximum amounts or governing the manner of determining the maximum amounts that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clauses 9.3 (1) (a) and (b), prescribing the information or proof that is to be provided before a determination is made, requiring that the information provided for the purpose of a determination be provided under oath, and prescribing the persons or other entities who may make the determination;
- (1.3) designating care, services, programs and goods for the purpose of clause 9.3 (1) (c) and prescribing the maximum amount, or governing the manner of determining the maximum amount, that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clause 9.3 (1) (c) for each item so designated.
- (7) Clause 12 (p) of the Act is amended by striking out "other than a hostel" in the fourth line and substituting "other than a hostel or an approved charitable home for the aged".
- (8) Clauses 12 (q), (r) and (s) of the Act are repealed and the following substituted:
 - (q) governing the manner of determining the amounts of the payments required to be made under section 9 and the method and time of payment;
 - (r) instituting a system for reconciling the payments made by the Crown under section 9 on account of the maintenance and operating costs of an approved charitable home for the aged with the actual maintenance and operating costs of the home, including,
 - (i) requiring the approved corporation to provide, at specified inter-

- blissements, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, pour des catégories ou niveaux particuliers de soins, de services, de programmes ou de biens;
- 1.1) définir les termes «hébergement», «hébergement avec services de base», «hébergement avec services privilégiés», «programme de séjour de courte durée» et «ancien combattant» pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
- 1.2) prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés ou acceptés des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu des alinéas 9.3 (1) a) et b), ou régir la façon de les établir, prescrire les renseignements ou la preuve qui doivent être fournis avant que les montants ne soient établis, exiger que les renseignements fournis aux fins de l'établissement des montants soient fournis sous serment, et prescrire les personnes ou autres entités qui peuvent établir ces montants;
- 1.3) désigner les soins, les services, les programmes et les biens pour l'application de l'alinéa 9.3 (1) c) et prescrire le montant maximal qui peut être exigé ou accepté des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu de l'alinéa 9.3 (1) c) pour tout élément qui est ainsi désigné, ou régir la façon d'établir ce montant.
- (7) L'alinéa 12 p) de la Loi est modifié par substitution, à «à l'exception des centres d'accueil» aux quatrième et cinquième lignes, de «à l'exception des centres d'accueil et des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés».
- (8) Les alinéas 12 q), r) et s) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - q) régir la façon d'établir les montants des subventions qui doivent être accordées aux termes de l'article 9, leur mode de versement, ainsi que le moment où elles sont versées;
 - r) établir un système de rapprochement entre, d'une part, les subventions accordées par la Couronne aux termes de l'article 9 pour les frais d'entretien et de fonctionnement des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés et, d'autre part, les frais réels d'entretien et de fonctionnement de ces foyers, en faisant notamment ce qui suit :
 - (i) exiger des personnes morales agréées qu'elles fournissent, à des

vals, audited financial statements, proof of maintenance and operating costs, information about the level of occupancy of the home and other documents and information,

- (ii) requiring that the information provided by the approved corporation for the purpose of the reconciliation be provided under oath, and
- (iii) providing for the recovery by the Crown of any excess payment through deduction from subsequent payments to the approved corporation;
- (s) prescribing the extraordinary events in respect of which the Minister may make additional grants to an approved corporation under section 9.1;
- (s.1) governing service agreements, including prescribing provisions that must be contained in all service agreements and matters that must be provided for in all service agreements.
- (9) Clause 12 (t) of the Act is amended by inserting after "institution" in the fourth line "other than an approved charitable home for the aged".
- (10) Clause 12 (v) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (v) requiring that approved corporations keep records and accounts for approved charitable institutions and that they file financial statements, reports and returns with the Minister at specified intervals, prescribing and governing such records, accounts, financial statements, reports and returns, and requiring that approved corporations furnish such information or accounts as the Minister may require;
- (v.1) governing the posting of documents and information under section 9.18, prescribing the financial statements, reports and returns that must be posted and prescribing additional documents and information that must be posted.
- (11) Clause 12 (x) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (x) prescribing additional duties of provincial supervisors and inspectors;

intervalles précisés, des états financiers vérifiés, la preuve des frais d'entretien et de fonctionnement, des renseignements sur le taux d'occupation des foyers et sur d'autres questions, ainsi que d'autres documents,

- (ii) exiger que les renseignements fournis par la personne morale agréée aux fins du rapprochement soient fournis sous serment,
- (iii) prévoir le recouvrement par la Couronne de tous paiements excédentaires par déduction de ceux-ci des subventions accordées par la suite aux personnes morales agréées;
- s) prescrire les événements extraordinaires à l'égard desquels le ministre peut accorder des subventions supplémentaires aux personnes morales agréées en vertu de l'article 9.1;
- s.1) régir les ententes de services, notamment en prescrivant les dispositions qu'elles doivent comprendre et les questions qu'elles doivent prévoir.
- (9) L'alinéa 12 t) de la Loi est modifié par insertion, après «agréés» à la cinquième ligne, de «, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés».
- (10) L'alinéa 12 v) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - v) exiger que les personnes morales agréées tiennent des dossiers et des comptes pour les établissements de bienfaisance agréés et qu'elles déposent des états financiers, des rapports et des déclarations auprès du ministre à des intervalles précisés, prescrire et régir ces dossiers, comptes, états financiers, rapports et déclarations, et exiger que les personnes morales agréées fournissent tous renseignements ou comptes que le ministre peut exiger;
 - v.1) régir l'affichage de documents et de renseignements prévu à l'article 9.18 et prescrire les états financiers, rapports et déclarations qui doivent être affichés, ainsi que les autres documents et renseignements qui doivent être affichés.
- (11) L'alinéa 12 x) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - x) prescrire les fonctions supplémentaires des superviseurs provinciaux et des inspecteurs;

- (x.1) governing inspection reports.
- (12) Section 12 of the Act is amended by adding the following clauses:
 - (z) governing short-stay programs in approved charitable homes for the aged;
- (z.1) governing plans of care, including their content, development, implementation and revision;
- (z.2) governing the quality management system to be developed and implemented by approved corporations for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to residents of approved charitable homes for the aged;
- (z.3) governing the notice required to be provided under section 9.17, including prescribing additional matters which must be set out in the notice;
- (z.4) respecting the establishment and conduct of residents' councils:
- (z.5) respecting the financial and other information and the assistance that an approved corporation must give to a residents' council and a residents' council assistant;
- (z.6) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.
- (13) Section 12 of the Act is further amended by adding the following subsections:

Retroactivity

(2) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is

Application

- (3) A regulation may be general or particular in its application.
- 11. The Act is further amended by adding the following section:

Transition

13.—(1) This section applies until the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, and when the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, this section is repealed.

Identifying person who is lawfully authorized

(2) For the purposes of the provisions of this Act and the regulations relating to approved charitable homes for the aged, a person mentioned in a paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make a decix.1) régir les rapports d'inspection.

SOINS DE LONGUE DURÉE

- (12) L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :
 - z) régir les programmes de séjour de courte durée dans les foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;
 - z.1) régir les programmes de soins, y compris leur contenu, leur élaboration. leur mise en oeuvre et leur révision:
 - z.2) régir le système de gestion de la qualité que doivent élaborer et mettre en oeuvre les personnes morales agréées pour surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens qui sont fournis aux pensionnaires des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;
 - z.3) régir l'avis qui doit être remis aux termes de l'article 9.17, notamment en prescrivant les autres questions qui doivent y être énoncées;
 - z.4) traiter de la constitution des conseils des pensionnaires et de l'exercice de leurs activités:
 - z.5) traiter des renseignements, notamment d'ordre financier, et de l'aide que les personnes morales agréées doivent fournir aux conseils des pensionnaires et aux adjoints aux conseils des pensionnaires;
 - z.6) traiter des questions jugées nécessaires ou utiles pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (13) L'article 12 de la Loi est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants:
- (2) Les règlements qui comportent une Rétroactivité disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

(3) Les règlements peuvent avoir une por- Portée des tée générale ou particulière.

règlements

- 11 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 13 (1) Le présent article s'applique jus- Disposition qu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui entre en vigueur et est abrogé lorsque cette loi entre en vigueur.

(2) Pour l'application des dispositions de Personne la présente loi et des règlements qui portent autorisée sur les foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, une personne visée à une des dispositions du paragraphe (3) est légalement

sion on behalf of another person concerning that person's personal care if,

- (a) the person on whose behalf the decision is to be made is apparently incapable of making the decision; and
- (b) the person mentioned in the paragraph
 - (i) at least sixteen years old,
 - (ii) available.
 - (iii) apparently capable of making the decision, and
 - (iv) willing to make the decision.

Same

- (3) For the purpose of subsection (2), the following persons may be lawfully authorized:
 - 1. The apparently incapable person's committee of the person appointed under the Mental Incompetency Act.
 - 2. A spouse or partner of the apparently incapable person.
 - 3. A child of the apparently incapable
 - 4. A parent of the apparently incapable person.
 - 5. A brother or sister of the apparently incapable person.
 - 6. Another relative of the apparently incapable person.

Meaning of "capable and "incapable"

(4) For the purpose of this section, a person is capable of making a decision if the person is able to understand the information that is relevant to making the decision and is able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision, and a person is incapable of making a decision if the person is not capable of making the decision.

Meaning of 'available'

(5) For the purpose of this section, a person is available if it is possible, within a time that is reasonable in the circumstances, to communicate with the person and obtain a decision.

Meaning of 'spouse

- (6) In this section, "spouse" of an apparently incapable person means a person of the opposite sex,
 - (a) to whom the apparently incapable person is married; or
 - (b) with whom the apparently incapable person is living, or was living immediately before being admitted to the approved charitable home for the

autorisée à prendre une décision au nom d'une autre personne concernant ses soins personnels si les conditions suivantes sont réunies:

- a) la personne au nom de laquelle la décision doit être prise est apparemment incapable de prendre la décision;
- b) la personne visée à la disposition est :
 - (i) âgée d'au moins seize ans,
 - (ii) disponible,
 - (iii) apparemment capable de prendre la décision.
 - (iv) disposée à prendre la décision.
- (3) Pour l'application du paragraphe (2), Idem les personnes suivantes peuvent être des personnes légalement autorisées :

1. Le curateur à la personne de la personne apparemment incapable qui est nommé aux termes de la Loi sur l'incapacité mentale.

- 2. Le conjoint ou le partenaire de la personne apparemment incapable.
- 3. L'enfant de la personne apparemment incapable.
- 4. Le père ou la mère de la personne apparemment incapable.
- 5. Le frère ou la soeur de la personne apparemment incapable.
- 6. Tout autre parent de la personne apparemment incapable.
- (4) Pour l'application du présent article, Sens des terune personne est capable de prendre une «capable» et décision si elle peut comprendre les renseignements qui sont pertinents pour la prise de la décision et qu'elle peut évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou d'une absence de décision, et une personne est incapable de prendre une décision si elle n'est pas capable de prendre la décision.

«incapable»

(5) Pour l'application du présent article, Sens de une personne est disponible s'il est possible, dans un délai qui est raisonnable dans les circonstances, de communiquer avec elle et d'obtenir une décision de sa part.

«disponible»

(6) Dans le présent article, «conjoint» Sens de d'une personne apparemment incapable s'entend d'une personne du sexe opposé avec laquelle:

- a) la personne apparemment incapable est mariée;
- b) la personne apparemment incapable vit, ou vivait immédiatement avant d'être admise au foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, dans une

aged, in a conjugal relationship outside marriage, if the two persons,

- (i) have cohabited for at least one
- (ii) are together the parents of a child, or
- (iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the Family Law

Meaning of 'partner

(7) Two persons are partners for the purpose of this section if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.

Ranking

(8) A person mentioned in a paragraph of subsection (3) is not lawfully authorized to make a decision if a person mentioned in an earlier paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make it.

Same

(9) If two or more persons mentioned in the same paragraph of subsection (3) would be lawfully authorized to make the decision, they shall select one person from among them, and the person selected is the only one of them who is lawfully authorized to make the decision.

Decisions on person's behalf

- (10) A person who makes a decision on behalf of an apparently incapable person shall do so in accordance with the following principles:
 - 1. If the person knows of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in accordance with the wish.
 - 2. If the person does not know of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in the apparently incapable person's best interests.

Best interests

- (11) In deciding what an apparently incapable person's best interests are, the person making the decision shall take into consideration.
 - (a) the values and beliefs that the person knows the apparently incapable person held when capable and believes the apparently incapable person would still act on if capable; and
 - (b) the apparently incapable person's current wishes, if they can be ascertained.

union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas:

- (i) ont cohabité pendant au moins un an,
- (ii) sont les parents du même enfant,
- (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la Loi sur le droit de la famille.

(7) Deux personnes sont partenaires pour Sens de l'application du présent article si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.

(8) Une personne visée à une des dispositions du paragraphe (3) n'est pas légalement autorisée à prendre une décision si une personne visée à une disposition qui figure avant au paragraphe (3) est légalement autorisée à la prendre.

Préférence

(9) Dans le cas où deux personnes ou plus Idem visées à la même disposition du paragraphe (3) seraient légalement autorisées à prendre la décision, celles-ci choisissent l'une d'entre elles, et la personne choisie est la seule parmi elles qui est légalement autorisée à prendre la décision.

(10) La personne qui prend une décision Décisions au au nom d'une personne apparemment incapable le fait conformément aux principes suivants:

personne

- 1. Si la personne connaît un désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision conformément à ce
- 2. Si la personne ne connaît pas de désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision dans l'intérêt véritable de la personne apparemment incapable.
- (11) Lorsqu'elle décide de ce qui est dans Intérêt vérital'intérêt véritable de la personne apparemment incapable, la personne qui prend la décision tient compte de ce qui suit :
 - a) les valeurs et les croyances qu'elle sait avoir été celles de la personne apparemment incapable lorsque celle-ci était capable et qui, selon elle, continueraient de guider la conduite de cette personne si celle-ci était capable;
 - b) les désirs actuels de la personne apparemment incapable, s'ils peuvent être déterminés.

PART II **HEALTH INSURANCE ACT**

12. The definition of "health facility" in section 1 of the Health Insurance Act is repealed and the following substituted:

"health facility" means an ambulance service, a medical laboratory and any other facility prescribed by the regulations as a health facility for the purposes of this Act. ("établissement de santé")

PART III HOMES FOR THE AGED AND REST **HOMES ACT**

13.-(1) Section 1 of the Homes for the Aged and Rest Homes Act is amended by adding the following definitions:

"Appeal Board" means the Health Services Appeal Board under the Health Insurance Act; ("Commission d'appel")

"resident" means a person admitted to and lodged in a home. ("résident")

- (2) The definition of "provincial supervisor" in section 1 of the Act is repealed.
- 14. The Act is amended by adding the following section:

Fundamental principle

1.1-(1) The fundamental principle to be applied in the interpretation of this Act, the regulations and a service agreement relating to a home is that a home is primarily the home of its residents and, as such, it is to be operated in such a way that the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of each of its residents are adequately met and that its residents are given the opportunity to contribute, in accordance with their ability, to the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of others.

Residents' bill of rights

- (2) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall ensure that the following rights of residents of the home are fully respected and promoted:
 - 1. Every resident has the right to be treated with courtesy and respect and in a way that fully recognizes the resident's dignity and individuality and to be free from mental and physical abuse.
 - 2. Every resident has the right to be properly sheltered, fed, clothed, groomed and cared for in a manner consistent with his or her needs.

PARTIE II LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ

12 La définition d'«établissement de santé» à l'article 1 de la Loi sur l'assurance-santé est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement de santé» S'entend d'un service d'ambulance, d'un laboratoire médical ou de tout autre établissement prescrit par les règlements comme étant un établissement de santé pour l'application de la présente loi. («health facility»)

PARTIE III LOI SUR LES FOYERS POUR PERSONNES **AGÉES ET LES MAISONS DE REPOS**

- 13 (1) L'article 1 de la Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos est modifié par adjonction des définitions suivantes:
- «Commission d'appel» La Commission d'appel des services de santé maintenue par la Loi sur l'assurance-santé. («Appeal Board»)
- «résident» Personne qui est admise à un foyer et qui y est logée. («resident»)
- (2) La définition de «superviseur provincial» à l'article 1 de la Loi est abrogée.
- 14 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :
- 1.1 (1) Pour interpréter la présente loi, Principe fonles règlements et une entente de services relative à un foyer, le principe fondamental qui doit être appliqué est celui selon lequel un foyer est avant tout le foyer des résidents. À ce titre, il doit fonctionner de manière à répondre de façon satisfaisante aux besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels de chacun des résidents et à donner à ceux-ci l'occasion de satisfaire, selon leurs capacités, les besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels des autres.
- (2) La municipalité qui exploite un foyer, Déclaration des droits des les municipalités qui exploitent un foyer com-résidents mun et le conseil de gestion d'un foyer veillent au plein respect et à la promotion des droits des résidents du foyer, à savoir :

 - 1. Le résident a le droit d'être traité avec courtoisie et respect et d'une manière qui tient pleinement compte de sa dignité et de son individualité, sans subir de mauvais traitements d'ordre mental ou physique.
 - 2. Le résident a le droit d'être convenablement logé, nourri, habillé, tenu et soigné, d'une manière correspondant à ses besoins.

- 3. Every resident has the right to be told who is responsible for and who is providing the resident's direct care.
- 4. Every resident has the right to be afforded privacy in treatment and in caring for his or her personal needs.
- 5. Every resident has the right to keep in his or her room and display personal possessions, pictures and furnishings in keeping with safety requirements and rights of other residents of the home.
- 6. Every resident has the right,
 - to be informed of his or her medical condition, treatment and proposed course of treatment,
 - ii. to give or refuse consent to treatment, including medication, in accordance with the law and to be informed of the consequences of giving or refusing consent,
 - iii. to have the opportunity to participate fully in making any decision and obtaining an independent medical opinion concerning any aspect of his or her care, including any decision concerning his or her admission, discharge or transfer to or from a home, and
 - iv. to have his or her medical records kept confidential in accordance with the law.
- Every resident has the right to receive reactivation and assistance toward independence consistent with his or her requirements.
- 8. Every resident who is being considered for restraints has the right to be fully informed about the procedures and the consequences of receiving or refusing them.
- Every resident has the right to communicate in confidence, to receive visitors of his or her choice and to consult in private with any person without interference.
- 10. Every resident whose death is likely to be imminent has the right to have members of the resident's family present twenty-four hours per day.
- 11. Every resident has the right to designate a person to receive information

- Le résident a le droit de savoir qui est directement responsable de lui et qui lui prodigue des soins.
- 4. Le résident a le droit de voir préserver son intimité dans le cadre de son traitement et de la satisfaction de ses besoins personnels.
- 5. Le résident a le droit de garder et d'exposer dans sa chambre des effets, des images et du mobilier personnels, du moment qu'il respecte les exigences en matière de sécurité et les droits des autres résidents du foyer.

6. Le résident a le droit :

- d'être informé de son état de santé, de son traitement et de l'orientation proposée de son traitement,
- ii. de donner ou de refuser son consentement à un traitement, y compris l'administration de médicaments, conformément à la loi, et d'être informé des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il donne ou refuse son consentement,
- iii. d'avoir l'occasion de participer pleinement à toute prise de décision et à l'obtention de l'avis d'un médecin indépendant en ce qui concerne un aspect quelconque des soins qu'on lui prodigue, y compris une décision concernant son admission ou son transfert à un foyer ou sa mise en congé de celui-ci,
- iv. de voir respecter le caractère confidentiel de son dossier médical conformément à la loi.
- Le résident a le droit de bénéficier d'une rééducation et d'une aide favorisant son autonomie, selon ses besoins.
- 8. Le résident que l'on se propose de maîtriser a le droit d'être pleinement informé des méthodes envisagées et des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il les accepte ou les refuse.
- 9. Le résident a le droit de communiquer avec quiconque de manière confidentielle, de recevoir les visiteurs de son choix et de consulter quiconque en privé, sans qu'il y soit mis obstacle.
- 10. Le résident dont le décès risque d'être imminent a droit à ce que les membres de sa famille soient présents vingt-quatre heures sur vingt-quatre.
- 11. Le résident a le droit de désigner une personne à prévenir s'il est transféré

- concerning any transfer or emergency hospitalization of the resident and, if a person is so designated, to have that person so informed forthwith.
- 12. Every resident has the right to exercise the rights of a citizen and to raise concerns or recommend changes in policies and services on behalf of himself or herself or others to the residents' council, staff of the home, government officials or any other person inside or outside the home, without fear of restraint, interference, coercion, discrimination or reprisal.
- 13. Every resident has the right to form friendships, to enjoy relationships and to participate in the residents' council.
- 14. Every resident has the right to meet privately with his or her spouse in a room that assures privacy and, if both spouses are residents in the same home, they have a right to share a room according to their wishes, if an appropriate room is available.
- 15. Every resident has a right to pursue social, cultural, religious and other interests, to develop his or her potential and to be given reasonable provisions by the home to accommodate these pursuits.
- 16. Every resident has the right to be informed in writing of any law, rule or policy affecting the operation of the home and of the procedures for initiating complaints.
- 17. Every resident has the right to manage his or her own financial affairs if the resident is able to do so and, if the resident's financial affairs are managed by the home, to receive a quarterly accounting of any transactions undertaken on his or her behalf and to be assured that the resident's property is managed solely on the resident's behalf.
- 18. Every resident has the right to live in a safe and clean environment.
- 19. Every resident has the right to be given access to protected areas outside the home in order to enjoy outdoor activity, unless the physical setting makes this impossible.
- (3) Without restricting the generality of subsection (1), this Act, the regulations and a service agreement relating to a home shall

- ou hospitalisé d'urgence. S'il a désigné une personne, il a le droit de la faire prévenir sans délai dans un tel cas.
- 12. Le résident a le droit d'exercer ses droits civiques et de soulever des questions ou de recommander des changements de politique ou des modifications aux services, en son nom ou au nom des autres résidents, auprès du conseil des résidents, du personnel du foyer, des représentants du gouvernement ou de toute autre personne à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer, sans crainte de faire l'objet de mesures en vue de le maîtriser ou l'empêcher de s'exprimer, de contrainte, de discrimination ou de représailles.
- 13. Le résident a le droit de lier amitié avec quelqu'un, d'entretenir des relations et de faire partie du conseil des résidents.
- 14. Le résident a le droit de rencontrer son conjoint dans une pièce qui assure leur intimité, et deux conjoints qui sont résidents du même foyer ont le droit de partager la même chambre, selon leurs désirs, si une chambre convenable est disponible.
- 15. Le résident a le droit de cultiver des intérêts sociaux, culturels, religieux et autres, de développer son potentiel et d'obtenir du foyer qu'il prenne des dispositions raisonnables pour qu'il puisse cultiver ces intérêts.
- 16. Le résident a le droit d'être informé par écrit de toute loi, règle ou politique qui influe sur l'exploitation du foyer ainsi que de la marche à suivre pour porter plainte.
- 17. Le résident a le droit de gérer luimême ses affaires financières s'il en est capable. Si ses affaires financières sont gérées par le foyer, le résident a le droit de recevoir un compte rendu trimestriel des opérations effectuées en son nom et d'être assuré que ses biens sont gérés uniquement en fonction de ses intérêts.
- 18. Le résident a le droit de vivre dans un milieu sûr et propre.
- 19. Le résident a le droit d'avoir accès à des zones protégées à l'extérieur du foyer pour se livrer à une activité de plein air, à moins que la configuration des lieux ne rende cela impossible.
- (3) Sans préjudice de la portée générale d'interprétadu paragraphe (1), l'interprétation de la pré-tion sente loi, des règlements et d'une entente de

Further guide to interpretabe interpreted so as to advance the objective that the resident's rights set out in subsection (2) be respected.

Deemed contract

- (4) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall be deemed to have entered into a contract with each resident of the home or joint home, as the case may be, agreeing to respect and promote the rights of the resident set out in subsection (2).
- 15. Sections 18 and 19 of the Act are repealed and the following substituted:

Application of section

18.—(1) This section applies to the admission of a person to a home as a resident.

Placement co-ordinators

(2) The Minister shall designate one or more persons, classes of persons or other entities as placement co-ordinators for the purposes of this Act.

Same

(3) For each home, the Minister shall designate the placement co-ordinator who may authorize the admission of persons to that home.

Changes in designations

(4) The Minister may from time to time revoke a designation made under subsection (2) or (3) or make a new designation under subsection (2) or (3).

Admission

(5) The committee of management or the board of management, as the case may be, of a home shall not admit a person unless the person's admission to the home is authorized by the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3), and shall admit a person whose admission to the home is so authorized.

Applications to placement co-ordinator

(6) A person may apply for a determination by a placement co-ordinator respecting the person's eligibility for admission to a home and for authorization of admission with respect to such home or homes as the person selects.

Assistance

(7) A placement co-ordinator who determines that a person is eligible for admission shall, if the person wishes, assist the person in selecting the home or homes with respect to which the person will apply for authorization of admission.

Person's preferences

(8) In assisting a person under subsection (7), the placement co-ordinator shall consider the person's preferences relating to admission, based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.

Determination respecting eligibility

(9) A placement co-ordinator shall determine whether a person is eligible for admisservices relative à un fover doit notamment viser à promouvoir le respect des droits énoncés au paragraphe (2).

(4) La municipalité qui exploite un foyer, Contrat les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer sont réputés avoir conclu avec chaque résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, un contrat selon lequel ils conviennent de respecter et de promouvoir les droits du résident énoncés au paragraphe (2).

réputé conclu

- 15 Les articles 18 et 19 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- 18 (1) Le présent article s'applique à l'admission comme résidents de personnes à des foyers.

Champ d'application de

(2) Le ministre désigne une ou plusieurs Coordonnapersonnes, catégories de personnes ou autres cements entités comme coordonnateurs des placements pour l'application de la présente loi.

teurs des pla-

(3) Le ministre désigne pour chaque foyer Idem un coordonnateur des placements chargé d'autoriser ou non l'admission de personnes à ce foyer.

(4) Le ministre peut révoquer les désigna- Changement tions faites aux termes du paragraphe (2) ou tions (3), ou procéder à de nouvelles désignations aux termes de l'un ou l'autre de ces paragraphes.

(5) Le comité de gestion ou le conseil de Admission gestion, selon le cas, d'un foyer ne doit pas admettre une personne à moins que son admission au fover ne soit autorisée par le coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3), et doit admettre toute personne dont l'admission au foyer est ainsi autorisée.

(6) Toute personne peut demander que Demandes soit prise, par un coordonnateur des placements, une décision touchant son admissibi- teur des plalité à un foyer et demander une autorisation d'admission au foyer ou aux foyers de son choix.

coordonnacements

(7) Le coordonnateur des placements qui Aide décide qu'une personne est admissible aide celle-ci, si elle le désire, à choisir le ou les foyers à l'égard desquels elle demandera une autorisation d'admission.

(8) Le coordonnateur des placements qui aide une personne aux termes du paragraphe sonne (7) tient compte des préférences qu'a celle-ci en ce qui concerne son admission qui sont fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturelles.

(9) Le coordonnateur des placements Décision toudécide si une personne est admissible à un sibilité

sion to a home only if the person applies for the determination in accordance with the regulations.

Determination respecting authorization

(10) The placement co-ordinator designated for a home under subsection (3) shall determine whether to authorize a person's admission to the home only if the person applies for authorization of admission with respect to the home in accordance with the regulations.

Compliance with Act and regulations

(11) A placement co-ordinator shall make all determinations respecting eligibility for admission and all determinations respecting authorization of admission in accordance with this Act and the regulations.

Assessments. etc., to be taken into account

- (12) In making a determination respecting a person's eligibility for admission, a placement co-ordinator shall take into account any of the following which are provided to the placement co-ordinator:
 - 1. An assessment of the person made by a health practitioner relating to the person's impairment or capacity.
 - 2. An assessment or information relating to the person's requirements for medical treatment, health care or other personal care.

Conditions of authoriza-

- (13) The placement co-ordinator designated for a home under subsection (3) may authorize the admission of a person to the home only if,
 - (a) the placement co-ordinator or another placement co-ordinator has determined, within the six months preceding authorization, that the person is eligible for admission to a home;
 - (b) the committee of management or the board of management, as the case may be, of the home to which the person's admission is to be authorized approves the person's admission to the home;
 - (c) the person consents to being admitted to the home.

Approval

- (14) The committee of management or the board of management, as the case may be, of a home shall approve a person's admission to the home unless,
 - (a) the home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements;
 - (b) the staff of the home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements; or

foyer uniquement si celle-ci le demande conformément aux règlements.

(10) Le coordonnateur des placements Décision toudésigné pour un foyer aux termes du paragraphe (3) décide s'il autorise l'admission d'une personne au foyer uniquement si celle-ci demande une autorisation d'admission au foyer conformément aux règlements.

chant l'autori-

(11) Le coordonnateur des placements Conformité à prend toutes les décisions touchant l'admissibilité et toutes celles touchant les autorisations d'admission conformément à la présente loi et aux règlements.

(12) Lorsqu'il prend une décision touchant Évaluations l'admissibilité d'une personne, le coordonna-et autres ren-seignements teur des placements tient compte de l'un ou dont il faut l'autre des éléments d'information suivants tenir compte qui lui sont fournis:

- 1. L'évaluation de la déficience ou de la capacité de la personne effectuée par un praticien de la santé.
- 2. Toute évaluation des besoins de la personne en matière de traitement médical, de soins médicaux ou d'autres soins personnels, ou tous renseignements à ce sujet.
- (13) Le coordonnateur des placements Conditions de désigné pour un foyer aux termes du paragraphe (3) peut autoriser l'admission d'une personne au foyer uniquement s'il est satisfait aux conditions suivantes:

l'autorisation

- a) le coordonnateur des placements ou un autre coordonnateur des placements a décidé, dans les six mois qui précèdent l'autorisation, que la personne est admissible à un foyer;
- b) le comité de gestion ou le conseil de gestion, selon le cas, du foyer à l'égard duquel l'admission de la personne doit être autorisée approuve son admission à ce foyer;
- c) la personne consent à être admise à ce foyer.
- (14) Le comité de gestion ou le conseil de Approbation gestion, selon le cas, d'un foyer approuve l'admission d'une personne au foyer sauf si, selon le cas:
 - a) le foyer ne dispose pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins:
 - b) le personnel du foyer n'a pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;

(c) circumstances exist which are prescribed by the regulations as being a ground for withholding approval.

Written notice

(15) A committee of management or a board of management, as the case may be, that withholds approval for the admission of a person to a home shall give to the person, the Director and the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3) a written notice setting out the ground or grounds on which the committee or board, as the case may be, is withholding approval and a detailed explanation of the supporting

Alternative services

- (16) A placement co-ordinator shall suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of an applicant if,
 - (a) the placement co-ordinator determines that the applicant is not eligible for admission to a home; or
 - (b) the placement co-ordinator determines that the applicant is eligible for admission to a home but does not authorize their immediate admission.

Direction from Director

(17) If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, this Act or the regulations by a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home, a committee of management of a home or a board of management of a home, the Director may direct the placement co-ordinator designated for the home or joint home, as the case may be, under subsection (3) to cease authorizing admissions to the home or joint home, as the case may be, for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Compliance with direction

(18) A placement co-ordinator shall comply with a direction issued under subsection (17).

Information to be given

- 18.1-(1) A placement co-ordinator who authorizes a person's admission to a home or joint home, as the case may be, shall give to the municipality maintaining and operating the home, to the municipalities maintaining and operating the joint home or to the board of management of the home, as the case may be, the information mentioned in a paragraph of subsection (2) if,
 - (a) the placement co-ordinator has the information mentioned in the paragraph; and
 - (b) consent to the disclosure of the information to the municipality, the munici-

- c) il existe des circonstances que les règlements prescrivent comme constituant un motif de refus de l'approba-
- (15) Le comité de gestion ou le conseil de Avis écrit gestion, selon le cas, qui refuse l'approbation de l'admission d'une personne à un foyer donne à celle-ci, au directeur et au coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3) un avis écrit énonçant le ou les motifs de son refus, ainsi qu'une explication détaillée des faits à l'appui de sa décision.

(16) Le coordonnateur des placements Services de propose des services de rechange ou fait les aiguillages appropriés au nom de l'auteur d'une demande d'admission si, selon le cas :

rechange

Directive du

directeur

- a) il décide que l'auteur de la demande d'admission n'est pas admissible à un foyer;
- b) il décide que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer, mais n'autorise pas son admission immédiate.
- (17) S'il y a contravention continue ou s'il y a des contraventions répétées à une entente de services, à la présente loi ou aux règlements de la part d'une municipalité qui exploite un foyer, d'une des municipalités qui exploitent un foyer commun, du comité de gestion ou du conseil de gestion d'un foyer, le directeur peut ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements désigné pour le foyer ou le foyer commun, selon le cas, aux termes du paragraphe (3), de cesser d'autoriser des admissions au foyer ou au foyer commun, selon le cas, pendant toute période et sous réserve des conditions qu'il précise.
- (18) Le coordonnateur des placements se Obligation de conforme à toute directive donnée en vertu aux directives du paragraphe (17).

- 18.1 (1) Le coordonnateur des place- Renseignements qui autorise l'admission d'une personne à un foyer ou à un foyer commun, selon le cas, donne à la municipalité qui exploite le foyer, aux municipalités qui exploitent le foyer commun ou au conseil de gestion du foyer, selon le cas, les renseignements mentionnés dans une disposition du paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le coordonnateur des placements a les renseignements mentionnés dans la disposition;
 - b) il est consenti à la divulgation des renseignements auprès de la municipalité,

ments à don-

palities or the board of management, as the case may be, is given by,

- (i) the person whose admission is authorized, or
- (ii) the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the home or joint home, as the case may be, on behalf of the person whose admission is authorized.

Same

- (2) The information referred to in subsection (1) is the following:
 - 1. Information about assessments of the person whose admission is authorized.
 - 2. Information about the person's medical history.
 - 3. Information about the person's social and other care requirements.
 - 4. The name and address of the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the home or joint home, as the case may be, on behalf of the person whose admission is authorized.

Immunity

19.—(1) No proceeding for damages shall be commenced against an employee or agent of a placement co-ordinator for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Placement co-ordina tor's liability

(2) Subsection (1) does not relieve a placement co-ordinator of liability for the acts or omissions of its employees or agents.

Notice of determination

- **19.1**—(1) If a placement co-ordinator determines that an applicant for a determination respecting eligibility for admission to a home is not eligible, the placement co-ordinator shall ensure that the applicant and the person, if any, who applied for the determination on behalf of the applicant are notified
 - (a) the determination of ineligibility;
 - (b) the reasons for the determination; and
 - (c) the applicant's right to apply to the Appeal Board for a review of the determination.
- (2) The applicant may apply to the Appeal Board for a review of the determination of

des municipalités ou du conseil de gestion, selon le cas:

- (i) soit par la personne dont l'admission est autorisée.
- (ii) soit par la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer ou au foyer commun, selon le cas, au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- (2) Les renseignements visés au paragra- Idem phe (1) sont les suivants :
 - 1. Les renseignements au sujet des évaluations de la personne dont l'admission est autorisée.
 - 2. Les renseignements au sujet des antécédents médicaux de la personne.
 - 3. Les renseignements au sujet des besoins de la personne en matière de soins, notamment sur le plan social.
 - 4. Les nom et adresse de la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer ou au foyer commun, selon le cas, au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- 19 (1) Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les employés ou mandataires des coordonnateurs des placements, pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas les Responsabicoordonnateurs des placements de leur responsabilité pour les actes ou omissions de des place-

lité des coordonnateurs

- 19.1 (1) Si un coordonnateur des place- Avis de déciments décide que l'auteur d'une demande de décision touchant l'admissibilité à un foyer n'est pas admissible, il veille à ce que l'auteur de la demande d'admission et, le cas échéant, la personne qui a demandé la décision au nom de celui-ci soient avisés de ce qui suit :
 - a) la décision de non-admissibilité;
 - b) les motifs de la décision;

leurs employés ou mandataires.

- c) le droit de l'auteur de la demande d'admission de demander à la Commission d'appel de réexaminer la déci-
- (2) L'auteur de la demande d'admission peut demander à la Commission d'appel de

Demande présentée à la Commission d'appel

Application to Appeal Board

ineligibility made by the placement co-ordi-

Hearing

19.2-(1) When the Appeal Board receives an application for a review of a determination of ineligibility, it shall promptly appoint a time and place for a hearing.

Same

(2) The hearing shall begin within twentyone days after the day the Appeal Board receives the application for the hearing, unless the parties agree to a postponement.

Notice to parties

(3) The Appeal Board shall notify each of the parties of the time and place of the hearing at least seven days before the hearing begins.

Parties

(4) The parties to the proceeding before the Appeal Board are the applicant who was determined to be ineligible for admission, the placement co-ordinator who made the determination and such other parties as the Appeal Board specifies.

Notice to Minister

(5) When a placement co-ordinator is notified by the Appeal Board of a hearing, the placement co-ordinator shall promptly give the Minister written notice of the hearing together with written reasons for the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Minister entitled to be heard

(6) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise in a proceeding before the Appeal Board under this section.

Quorum of Appeal Board

(7) Three members of the Appeal Board constitute a quorum and are sufficient for the exercise of the jurisdiction and powers of the Appeal Board under this Act.

Decision of Appeal

(8) For the purposes of this Act, the decision of a majority of the Appeal Board members holding a hearing is the decision of the Appeal Board but, if there is no majority, the decision of the Appeal Board chair or, in his or her absence, the Appeal Board vicechair governs.

Evidence of disabled person

(9) If a party to a proceeding before the Appeal Board under this Act wishes to give evidence in the proceeding or wishes to call another person as a witness to give evidence in the proceeding but the party or other person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability, the Appeal Board members holding the hearing may, at the request of the party, attend upon the party or the other person, as the case may be, and take his or her evidence.

réexaminer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements.

19.2 (1) Lorsque la Commission d'appel Audience reçoit une demande de réexamen d'une décision de non-admissibilité, elle fixe sans tarder une date, une heure et un lieu pour la tenue d'une audience.

(2) L'audience doit commencer dans les Idem vingt et un jours qui suivent le jour où la Commission d'appel reçoit la demande d'audience, à moins que les parties ne conviennent d'en reporter la date.

(3) La Commission d'appel avise chacune Avis adressé des parties des date, heure et lieu de l'audience au moins sept jours avant que l'audience ne commence.

(4) Sont parties à l'instance introduite Parties devant la Commission d'appel l'auteur de la demande à l'égard de qui une décision de non-admissibilité a été prise, le coordonnateur des placements qui a pris la décision et toutes autres parties que désigne la Commission d'appel.

(5) Lorsqu'un coordonnateur des place- Avis adressé ments est avisé d'une audience par la Commission d'appel, il donne sans tarder au ministre un avis écrit de l'audience auquel il joint l'exposé écrit des motifs de la décision de non-admissibilité qu'il a prise.

(6) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre dans le cadre d'une instance introduite devant la Commission d'appel aux termes du présent article.

(7) Trois membres de la Commission d'ap- Quorum de la pel constituent le quorum et suffisent pour d'appel que celle-ci puisse exercer sa compétence et ses pouvoirs en vertu de la présente loi.

(8) Pour l'application de la présente loi, la décision de la majorité des membres de la sion d'appel Commission d'appel qui tiennent une audience représente la décision de celle-ci. Cependant, si la majorité n'est pas obtenue, la décision du président de la Commission d'appel ou, en son absence, de son vice-président est prépondérante.

(9) Si une partie à une instance introduite Témoignage devant la Commission d'appel en vertu de la présente loi désire témoigner à l'instance ou lide appeler quelqu'un d'autre à témoigner, mais que la partie ou l'autre personne est incapable de se présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique, les membres de la Commission d'appel qui tiennent l'audience peuvent, à la demande de la partie, se rendre auprès de la partie ou de l'autre personne, selon le cas, pour entendre sa preuve.

sonne inva-

Medical inability

(10) A medical report signed by a legally qualified medical practitioner stating that the practitioner believes that the person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the inability of the person to attend the hearing.

Opportunity parties

(11) No Appeal Board member shall take evidence from a party or other person under subsection (9) unless reasonable notice of the time and place for taking the evidence is given to all parties to the proceeding and each party attending is given an opportunity to examine or cross-examine the party or other person, as the case may be.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Appeal Board at a hearing and the oral evidence taken from a party or other person under subsection (9) shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the evidence shall be furnished on the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Health Insurance Act

(13) Subsections 23 (1), (2), (4), (5) and (6) of the Health Insurance Act apply to the proceedings and decisions of the Appeal Board under this Act.

Powers of Appeal

- (14) After a hearing by the Appeal Board, the Appeal Board may,
 - (a) affirm the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator;
 - (b) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator and refer the matter back to the placement co-ordinator for redetermination in accordance with such directions as the Appeal Board considers proper; or
 - (c) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator, substitute its opinion for the opinion of the placement co-ordinator and direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a home.

Decision and reasons

(15) The Appeal Board shall render its decision within one day after the end of the hearing and shall provide written reasons to the parties within seven days after rendering the decision.

Decision to Minister

(16) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Appeal Board.

(10) Un rapport médical signé par un Le rapport médecin dûment qualifié dans lequel celui-ci prouve l'incadéclare qu'il juge la personne incapable de se pacité présenter à l'audience en raison de son âge. d'une infirmité ou d'un handicap physique constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'incapacité de la personne à se présenter à l'audience.

(11) Les membres de la Commission d'ap-Possibilité pel ne doivent pas entendre la preuve d'une tes les parties partie ou d'une autre personne en vertu du paragraphe (9) à moins qu'un préavis raisonnable de la date, de l'heure et du lieu de l'audition du témoin ne soit donné à toutes les parties à l'instance et que chaque partie présente n'ait la possibilité d'interroger ou de contre-interroger la partie ou l'autre personne, selon le cas.

(12) Le témoignage oral donné devant la Transcription Commission d'appel lors d'une audience et ges celui donné par une partie ou une autre personne aux termes du paragraphe (9) est transcrit et, au besoin, des copies de la transcription sont fournies comme s'il s'agissait de témoignages donnés devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

des témoigna-

(13) Les paragraphes 23 (1), (2), (4), (5) Loi sur et (6) de la Loi sur l'assurance-santé s'appli- santé quent aux instances introduites devant la Commission d'appel et aux décisions rendues par celle-ci en vertu de la présente loi.

(14) À la suite d'une audience tenue Pouvoirs de devant la Commission d'appel, cette dernière sion d'appel peut, selon le cas:

- a) confirmer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements:
- b) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements et renvoyer l'affaire à ce dernier pour qu'il prenne une nouvelle décision conformément aux directives qu'elle juge appropriées;
- c) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements, substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements et ordonner, au moyen d'une directive, à celui-ci de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un fover.
- (15) La Commission d'appel rend sa déci- Décision et sion au plus tard un jour après la fin de l'audience et en remet les motifs par écrit aux parties dans les sept jours qui suivent la date où la décision a été rendue.
- (16) Le coordonnateur des placements Décision fournit au ministre une copie de la décision communiquée au ministre

Immunity

19.3 No proceeding for damages shall be commenced against a member, employee or agent of the Appeal Board or anyone acting under the authority of the chair of the Appeal Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Appeal to Divisional Court

19.4—(1) A party to a proceeding before the Appeal Board may appeal its decision to the Divisional Court on a question of law or fact or both, in accordance with the rules of court.

Record

(2) If a party appeals a decision of the Appeal Board to the Divisional Court, the Appeal Board shall promptly file with the Divisional Court the record of the proceeding before the Appeal Board and the transcript of the evidence taken before the Appeal Board, which together constitute the record in the appeal.

Minister to be heard

(3) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

- (4) On an appeal under this section, the Divisional Court,
 - (a) may affirm or rescind the decision of the Appeal Board;
 - (b) may refer the matter back to the Appeal Board for rehearing in whole or in part in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (c) may refer the matter back to the placement co-ordinator for redetermination in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (d) may substitute its opinion for that of the placement co-ordinator or the Appeal Board; and
 - (e) may direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a home.

Decision to Minister

(5) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Divisional Court.

de la Commission d'appel, accompagnée de ses motifs.

19.3 Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les membres, employés ou mandataires de la Commission d'appel ou contre quiconque agit sous l'autorité du président de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonc-

19.4 (1) Toute partie à une instance Appels portés introduite devant la Commission d'appel peut Cour divisioninterjeter appel de la décision de celle-ci naire devant la Cour divisionnaire à l'égard de questions de droit ou de fait, ou des deux, conformément aux règles de pratique.

- (2) Si une partie interjette appel d'une Dossier d'apdécision de la Commission d'appel devant la Cour divisionnaire, la Commission d'appel dépose sans tarder auprès de la Cour divisionnaire le dossier de l'instance introduite devant la Commission d'appel et les transcriptions des témoignages donnés devant celle-ci, lesquels dossier et transcriptions constituent le dossier d'appel.
- (3) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre aux débats d'un appel interjeté en vertu du présent article.

(4) La Cour divisionnaire, qui est saisie Pouvoirs de d'un appel interjeté en vertu du présent arti- de l'appel cle, peut faire ce qui suit :

- a) confirmer ou annuler la décision de la Commission d'appel;
- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel pour qu'elle tienne une nouvelle audience sur une partie ou la totalité de l'affaire, conformément aux directives que la Cour juge appropriées:
- c) renvoyer l'affaire au coordonnateur des placements pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- d) substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements ou de la Commission d'appel;
- e) ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer.
- (5) Le coordonnateur des placements four- Décision nit au ministre une copie de la décision de la au ministre Cour divisionnaire, accompagnée de ses motifs.

communiquée

1993

Plan of care

- 19.5 A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall ensure
 - (a) the requirements of each resident of the home or joint home, as the case may be, are assessed on an ongoing
 - (b) a plan of care is developed for each resident to meet the resident's require-
 - (c) the plan of care is revised as necessary when the resident's requirements
 - (d) an opportunity to participate fully in the development and revision of the resident's plan of care is provided to the resident, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct; and
 - (e) the care outlined in the plan of care is provided to the resident.

Ouality management

- 19.6 A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall ensure that a quality management system is developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to the residents of the home or joint home, as the case may be.
 - 16. Section 20 of the Act is repealed.
- 17. Section 21 of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

21.-(1) In this section,

- "inspector" means the Director or any other person appointed by the Minister in writing as an inspector for the purposes of this Act; ("inspecteur")
- "record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, payroll record, record of staff hours worked, medical record, drug record, correspondence and any other document, regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form, but does not include that part of a record that deals with quality management activities or quality improvement activities. ("document")

- 19.5 La municipalité qui exploite un Programme foyer, les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer veillent à ce qui suit :
 - a) que les besoins de chaque résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, soient évalués de façon continuelle;
 - b) que soit élaboré à l'intention de chaque résident un programme de soins destiné à répondre à ses besoins;
 - c) que le programme de soins soit révisé, s'il y a lieu, en fonction de l'évolution des besoins du résident;
 - d) qu'il soit donné au résident, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celuici concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner la possibilité de participer pleinement à l'élaboration et à la révision du programme de soins du résident:
 - e) que les soins indiqués dans le programme de soins soient fournis au rési-
- 19.6 La municipalité qui exploite un Gestion de la foyer, les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer veillent à ce que soit élaboré et mis en oeuvre un système de gestion de la qualité visant à surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens fournis aux résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
 - 16 L'article 20 de la Loi est abrogé.
- 17 L'article 21 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 21 (1) Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent au présent article.

«document» S'entend notamment d'un livre de comptes, d'un livret de banque, d'un justificatif, d'une facture, d'un récépissé, d'un contrat, d'un document relatif à la paie, d'un document relatif aux heures de travail effectuées par le personnel, d'un document médical, d'un document relatif aux médicaments, de correspondance et de tout autre document, que le document se présente sur papier, sous forme électronique ou photographique, ou autrement. Est toutefois exclue de la présente définition la partie d'un document qui traite d'activités de gestion de la qualité ou d'activités d'amélioration de la qualité. («record»)

Inspection of homes

- (2) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations or a service agreement, an inspector,
 - (a) may at all reasonable times enter and inspect a home; and

(b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to a home are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such records and other things.

Dwellings

(3) No inspector shall enter a place that is not in a home and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the place.

Identification

(4) An inspector conducting an inspection under this section shall produce, upon request, identification that provides evidence of his or her authority.

Powers on inspection

- (5) An inspector conducting an inspection under this section,
 - (a) may inspect the premises of the home and the operations on the premises;
 - (b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;
 - (c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of the home;
 - (d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;
 - (e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;
 - (f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of a municipality maintaining and operating the home or of the board of management of the home, as the case may be, in order to produce a record in readable form;
 - (g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance, or

- «inspecteur» Le directeur ou toute autre personne nommée inspecteur par écrit par le ministre pour l'application de la présente loi. («inspector»)
- (2) En vue de déterminer si la présente Inspection loi, les règlements ou une entente de services sont observés, un inspecteur :

des fovers

- a) peut, d'une part, à toute heure convenable, pénétrer dans un foyer et en faire l'inspection;
- b) peut, d'autre part, s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à un foyer sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans le foyer, pénétrer dans le lieu à toute heure convenable en vue de les examiner.
- (3) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans Logements un lieu servant de logement qui ne se trouve pas dans un foyer, sauf si l'occupant des lieux

- (4) L'inspecteur qui effectue une inspec- Identification tion en vertu du présent article produit, sur demande, une pièce d'identité qui atteste de son mandat.
- (5) L'inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article peut accomplir les actes suivants :

Pouvoirs de l'inspecteur

- a) inspecter les locaux du foyer et examiner les activités qui s'y déroulent;
- b) examiner les documents ou autres choses pertinents;
- c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris les documents ou autres choses qui ne sont pas conservés dans les locaux du fover;
- d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;
- e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;
- f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose la municipalité qui exploite le foyer ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas, en vue de produire quelque document que ce soit sous forme lisible;
- g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantil-

- any other thing, if it is relevant to the inspection;
- (h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);
- (i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and
- (i) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.

Written demand

(6) A demand mentioned in clause (5) (c) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the records and other things required.

Return of things

(7) An inspector shall carry out with reasonable dispatch any reviewing, copying, examining or testing under clause (5) (h) or (i) and shall, within a reasonable time, return the records and other things removed to the place from which they were removed.

Making things avail-

(8) At the request of a municipality maintaining and operating the home or at the request of the board of management of the home, an inspector who has removed a record or other thing under clause (5) (g) shall make it available for review, copying, examination or testing by or on behalf of the municipality or board of management, as the case may be, at a mutually convenient time and place.

Samples

(9) Subsections (7) and (8) do not apply to samples removed by the inspector.

Admissibility of copies

(10) A copy made under clause (5) (h) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Admissibility of test results

(11) A certificate as to the result of an examination or test conducted under this section that states the name and qualifications of the person who conducted the examination or test and purports to be signed by that person is, without proof of the office or signature of that person, admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate, if the certificate has been served on the other parties to the proceeding within a reasonable time before the certificate is adduced.

Obligation to produce and

(12) If an inspector makes a demand under clause (5) (c), the person having custody of the record or other thing shall

- lons de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;
- h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;
- i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);
- i) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.
- (6) La demande formelle visée à l'alinéa Demande for-(5) c) est présentée par écrit et comprend une déclaration quant à la nature des documents et autres choses dont la production est exigée.

melle par

(7) L'inspecteur fait, avec une diligence Restitution raisonnable, les examens, analyses, copies ou tests prévus à l'alinéa (5) h) ou i) et remet, dans un délai raisonnable, les documents et autres choses enlevés, au lieu d'où ils ont été enlevés.

(8) À la demande d'une municipalité qui exploite le foyer ou du conseil de gestion du foyer, l'inspecteur qui a enlevé des docu- ou du conseil ments ou autres choses en vertu de l'alinéa (5) g) les met à la disposition de la municipalité ou du conseil de gestion, selon le cas, ou de quiconque agit en leur nom, pour que puissent en être faits l'examen, l'analyse, des copies ou des tests, aux date, heure et lieu convenus d'un commun accord.

Mise à la disposition d'une municipalité de gestion

(9) Les paragraphes (7) et (8) ne s'appliquent pas aux échantillons enlevés par l'inspecteur.

Échantillons

(10) Les copies faites en vertu de l'alinéa (5) h) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

Admissibilité des copies

(11) Le certificat relatif au résultat d'un Admissibilité examen, d'une analyse ou d'un test effectué en vertu du présent article, qui énonce le nom et les compétences de la personne qui a effectué l'examen, l'analyse ou le test et qui se présente comme étant signé par cette personne est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de cette personne, admissible dans toute instance comme la preuve, en l'absence de preuve du contraire, des faits attestés dans le certificat, si celui-ci a été signifié aux autres parties à l'instance dans un délai raisonnable avant la production du certificat.

des résultats

(12) Si un inspecteur fait une demande Production de formelle en vertu de l'alinéa (5) c), la per- aide obligasonne qui a la garde des documents ou autres toires

produce it for the inspector and shall, at the inspector's request,

- (a) provide such assistance as is reasonably necessary to produce the record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and
- (b) provide such assistance as is reasonably necessary to interpret the record for the inspector.

Obstruction

(13) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.

Offence

(14) Any person who contravenes subsection (12) or (13) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Inspection report

(15) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to each municipality maintaining and operating the home or to the board of management of the home, as the case may be.

Warrant

- **21.1**—(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 21 (5), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that,
 - (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 21 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 21 (5); or
 - (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 21 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 21 (5).

Expiry of warrant

(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after the warrant is issued.

Extension of time

(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than thirty days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.

choses les produit à l'inspecteur et, à sa demande:

- a) d'une part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des données;
- b) d'autre part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation des documents à l'inspecteur.

(13) Nul ne doit gêner ni entraver le tra- Entrave vail d'un inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'acquitter des fonctions que lui confère la présente loi.

(14) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (12) ou (13) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

(15) Dès qu'il a terminé l'inspection pré-Rapport vue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie à chaque municipalité qui exploite le foyer ou au conseil de gestion du foyer, selon le cas.

d'inspection

- 21.1 (1) Un juge de paix peut décerner Mandat un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs énoncés au paragraphe 21 (5), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment:
 - a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 21 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 21 (5);
 - b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 21 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 21 (5).
- (2) Le mandat décerné en vertu du présent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de trente jours après que le mandat est décerné.
- (3) Un juge de paix peut reporter la date Prorogation d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus trente jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.

Expiration du

Use of force

(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of execution

(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Other matters

(6) Subsections 21 (4) and 21 (6) to (15) apply with necessary modifications to an inspector executing a warrant issued under this section.

Personal information

21.2-(1) For the purpose of complying with sections 21 and 21.1, a head and an institution are authorized to disclose personal information to an inspector.

Definitions

(2) In this section, "head", "institution" and "personal information" have the same meaning as in the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act.

Protection from personal liability

21.3-(1) No proceeding for damages shall be commenced against an inspector for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of his or her duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an inspec-

Protection from repri-

21.4—(1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.

No interference

(2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.

Offence

- (3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.
- 18. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

Affidavits

22. The following are commissioners for taking affidavits within the meaning of the Commissioners for taking Affidavits Act with power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of this Act:

(4) L'inspecteur nommé sur le mandat Recours à la décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour exécuter le mandat et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.

(5) A moins qu'il ne précise autrement, le Délai d'exémandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.

(6) Les paragraphes 21 (4) et 21 (6) à (15) Autres quess'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspecteur qui exécute un mandat décerné en vertu du présent article.

21.2 (1) En vue de se conformer aux Renseignearticles 21 et 21.1, la personne responsable et nels l'institution sont autorisées à divulguer des renseignements personnels auprès d'un inspecteur.

ments person-

(2) Dans le présent article, «personne res- Définitions ponsable», «institution» et «renseignements personnels» s'entendent au sens de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée.

21.3 (1) Sont irrecevables les instances Immunité en dommages-intérêts introduites contre les inspecteurs pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de Responsabila Loi sur les instances introduites contre la Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un inspecteur.

21.4 (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir de Protection faire quoi que ce soit à titre de représailles représailles contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.

(2) Nul ne doit chercher, par quelque moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.

Contrainte interdite

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

- 18 L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 22 Les personnes suivantes sont commis- Affidavits saires aux affidavits au sens de la Loi sur les commissaires aux affidavits et sont investies à ce titre du pouvoir de recevoir des affidavits

- 1. A regional welfare administrator, as defined in the General Welfare Assistance Act.
- 2. A person or a member of a class of persons designated by the Minister as a commissioner or commissioners for taking affidavits for the purposes of this Act.
- 19. Section 23 of the Act is repealed.
- 20. Sections 28, 29 and 30 of the Act are repealed and the following substituted:

Operating subsidy

28.—(1) Payments shall be made in accordance with the regulations, out of money appropriated by the Legislature, to a municipality maintaining and operating a home, to the municipalities maintaining and operating a joint home or to a board of management of a home, to assist in defraying the maintenance and operating costs incurred or to be incurred by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, in providing accommodation, care, services, programs and goods to residents of the home or joint home, as the case may be.

Service agreement

- (2) No payment shall be made under subsection (1) unless,
 - (a) the municipality, each of the municipalities or the board of management, as the case may be, receiving the payment is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home or joint home, as the case may be; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.

Reduction or refusal of subsidy

(3) Payments under subsection (1) may be reduced or withheld if the municipality maintaining and operating the home, any of the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, has breached the service agreement with the Crown relating to the home or joint home, as the case may be.

Additional grants

29.—(1) The Minister may, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to a municipality maintaining and operating a home, to the municipalities maintaining and operating a joint home or to a board of management of a home, to assist in defraying the costs incurred or to be incurred by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, as a result of the occurrence of an extraordinary event prescribed by the regulations.

et des déclarations solennelles pour l'application de la présente loi :

- 1. Les administrateurs régionaux de l'aide sociale, tel que ce terme est défini dans la Loi sur l'aide sociale générale.
- 2. Les personnes ou membres d'une catégorie de personnes que le ministre désigne comme commissaires aux affidavits pour l'application de la présente
- 19 L'article 23 de la Loi est abrogé.
- 20 Les articles 28, 29 et 30 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

28 (1) Des subventions prélevées sur des Subventions fonds prévus par la Législature sont accor-nement dées, conformément aux règlements, à toute municipalité qui exploite un foyer, aux municipalités qui exploitent un foyer commun ou au conseil de gestion d'un foyer, en vue de les aider à couvrir les dépenses d'exploitation que la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, ont engagés ou engageront pour assurer l'hébergement des résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas, et pour leur fournir des soins, des services, des programmes et des biens.

(2) Aucune subvention n'est accordée aux Entente de termes du paragraphe (1) sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la municipalité, chacune des municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, à qui la subvention est destinée a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne le foyer ou le foyer commun, selon le cas;
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- (3) Les subventions prévues au paragraphe (1) peuvent être réduites ou retenues si la municipalité qui exploite le foyer, l'une ou l'autre des municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas, a violé l'entente de services qui concerne le foyer ou le foyer commun, selon le cas, et qui a été conclue avec la Couronne.
- 29 (1) Le ministre peut accorder des Subventions subventions, prélevées sur des fonds prévus res par la Législature, à une municipalité qui exploite un foyer, aux municipalités qui exploitent un foyer commun ou au conseil de gestion d'un foyer, en vue de les aider à couvrir les dépenses qu'ils ont engagées ou engageront par suite de la survenance d'un événement extraordinaire prescrit par les règlements.

Subventions réduites ou

supplémentai-

Conditions

(2) The Minister may impose conditions on a grant made under subsection (1).

Service agreement

- **30.**—(1) A service agreement,
- (a) shall contain the provisions required by the regulations to be contained in a service agreement;
- (b) shall contain provisions respecting each matter required by the regulations to be provided for in a service agreement; and
- (c) may contain such other provisions as are agreed to by the parties, so long as such other provisions do not conflict with the provisions mentioned in clause (a).

Negotiation and signing

(2) A service agreement may be negotiated and signed on behalf of the Crown in right of Ontario only by the Minister or a person authorized by the Minister in writing to negotiate and sign service agreements.

Exception

(3) Section 6 of the Executive Council Act does not apply to a service agreement signed by a person authorized by the Minister in writing to sign service agreements.

Power of municipality

(4) A municipality has the power to enter into a service agreement with the Crown in right of Ontario for the purposes of this Act.

Excessive charges prohibited

- **30.1**—(1) No municipality maintaining and operating a home, none of the municipalities maintaining and operating a joint home and no board of management of a home shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on its behalf payment from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, in excess of,
 - (a) for a class of basic accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (b) for a class of preferred accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (c) for care, services, programs or goods designated by the regulations for the purposes of this section, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (d) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b) or (c) and that are designated in the service agreement relating to the home or joint home as items for which residents may be charged, the amount

(2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute subvention accordée aux termes du paragraphe (1).

30 (1) L'entente de services :

Entente de services

- a) comprend les dispositions devant être comprises, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- b) comprend des dispositions relatives à chaque question devant être prévue, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- c) peut comprendre toutes autres dispositions dont conviennent les parties, pourvu que ces autres dispositions ne soient pas incompatibles avec celles visées à l'alinéa a).
- (2) Seul le ministre ou une personne qu'il Négociation autorise par écrit à négocier et à signer des ententes de services peut négocier et signer de telles ententes au nom de la Couronne du chef de l'Ontario.

(3) L'article 6 de la Loi sur le Conseil Exception exécutif ne s'applique pas à l'entente de services signée par une personne autorisée par écrit par le ministre à signer de telles enten-

(4) Toute municipalité est habilitée à con- Pouvoir des clure une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario pour l'application de la présente loi.

municipalités

30.1 (1) La municipalité qui exploite un Montants foyer, l'une quelconque des municipalités qui interdits exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer ne doivent pas exiger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en leur nom, d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, ou de quiconque agit en son nom, de paiement supérieur à l'un ou l'autre des montants suivants:

- a) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services de base;
- b) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services privilégiés;
- c) le montant déterminé conformément aux règlements pour les soins, services, programmes ou biens désignés par les règlements pour l'application du présent article;
- d) le montant déterminé conformément à l'entente de services pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b) ou c), mais qui sont désignés, dans l'entente de services concernant le foyer ou le

Facturation

interdite

determined in accordance with the service agreement; or

(e) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b), (c), (d) or (2) (a) and in respect of which the resident has entered into a written agreement with the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, the amount determined in accordance with the written agreement.

No charge permitted

- (2) No municipality maintaining and operating a home, none of the municipalities maintaining and operating a joint home and no board of management of a home shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on its behalf payment from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be,
 - (a) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) and that are required to be provided to residents without charge under the service agreement relating to the home or joint home;
 - (b) for preferred accommodation, care, services, programs or goods that are mentioned in clause (1) (b), (c) or (d) but that are provided without consent being given by the resident; or
 - (c) for care, services, programs or goods that are not mentioned in subsection

Resident responsible for payments modation

30.2-(1) A resident is responsible for the payment of those amounts demanded in accordance with section 30.1, by a municipality maintaining and operating a home, by municipalities maintaining and operating a joint home or by a board of management of a home, for accommodation.

Minister to give statements

(2) The Minister shall provide, annually and on the request of a resident, a statement setting out how much the resident may be charged for accommodation under subsection 30.1 (1).

Recovery of charge when item not provided

30.3-(1) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home or a board of management of a home from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, and the item paid for has not been provided to the resident, the Minister may,

foyer commun, comme éléments dont le paiement peut être exigé des rési-

- e) le montant déterminé conformément à l'entente écrite pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b), c), d) ou (2) a) et à l'égard desquels le résident a conclu une entente écrite avec la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas.
- (2) La municipalité qui exploite un foyer, l'une quelconque des municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer ne doivent pas exiger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en leur nom, d'un résident du fover ou du fover commun, selon le cas, ou de quiconque agit en son nom, de paiement :
 - a) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa (1) a), b), c) ou d), et qui doivent être fournis gratuitement aux résidents aux termes de l'entente de services concernant le foyer ou le foyer commun;
 - b) pour l'hébergement avec services privilégiés, les soins, les services, les programmes ou les biens qui sont visés à l'alinéa (1) b), c) ou d), mais qui sont fournis sans que le résident ait donné son consentement;
 - c) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés au paragraphe (1).
- 30.2 (1) Le résident est tenu au paie- Résident tenu ment des montants exigés pour l'héberge- pour l'héberment, conformément à l'article 30.1, par une gement municipalité qui exploite un foyer, par les municipalités qui exploitent un foyer commun ou par un conseil de gestion d'un foyer.

(2) Le ministre fournit, chaque année et à Obligation du la demande du résident, un état indiquant les fournir des montants qui peuvent être exigés du résident états pour l'hébergement aux termes du paragraphe 30.1 (1).

30.3 (1) Si un paiement effectué par le Recouvrerésident d'un foyer ou d'un foyer commun, en cas de selon le cas, ou en son nom, pour l'héberge- non-fourniment ou pour des soins, des services, des ture programmes ou des biens est accepté par la municipalité qui exploite le foyer, une des municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, ou en leur nom, et que l'élément qui a été payé n'a pas été fourni au résident, le ministre peut :

- (a) deduct the amount of the payment from payments owing by the Crown to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be; and
- (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

Recovery of excessive charge

- (2) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home or a board of management of a home from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, the item paid for has been provided to the resident and the payment exceeds the amount permitted to be charged under section 30.1, the Minister may,
 - (a) deduct the excess from payments owing by the Crown to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the excessive payment was accepted.
- Recovery (3) If a payment for accommodation, care, when item services, programs or goods is accepted by or inadequately provided on behalf of a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home or a board of management of a home from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, and the item paid

ister may,

(a) deduct such portion of the payment as the Minister considers appropriate from payments owing by the Crown to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be; and

for has been inadequately provided, the Min-

(b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

Notice to residents

- **30.4**—(1) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall give to each resident of the home or joint home, as the case may be, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct, a written notice,
 - (a) setting out the rights of the resident under subsection 1.1 (2) and stating that the municipality, each of the mun-

- a) d'une part, déduire le montant du paiement effectué, des subventions que la Couronne doit à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- (2) Si un paiement effectué par le résident Recouvred'un foyer ou d'un foyer commun, selon le de surfacturacas, ou en son nom, pour l'hébergement ou tion pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par la municipalité qui exploite le foyer, par une des municipalités qui exploitent le foyer commun ou par le conseil de gestion d'un foyer, ou en leur nom, que l'élément qui a été payé a été fourni au résident et que le paiement est supérieur au montant qu'il est permis d'exiger en vertu de l'article 30.1, le ministre peut:
 - a) d'une part, déduire l'excédent, des subventions que la Couronne doit à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement excédentaire qui a été accepté.
- (3) Si un paiement effectué par le résident Recouvred'un foyer ou d'un foyer commun, selon le de fourniture cas, ou en son nom, pour l'hébergement ou inadéquate pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par la municipalité qui exploite le foyer, par une des municipalités qui exploitent le foyer commun ou par le conseil de gestion du foyer, ou en leur nom, et que l'élément qui a été payé a été fourni de façon inadéquate, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire la partie du paiement qu'il estime appropriée, des subventions que la Couronne doit à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- 30.4 (1) La municipalité qui exploite un Remise d'un foyer, les municipalités qui exploitent un dents foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer remettent à chaque résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom du résident concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner, un avis écrit :
 - a) énonçant les droits du résident prévus au paragraphe 1.1 (2) et portant que la municipalité, chacune des municipali-

ment en cas

- icipalities or the board of management, as the case may be, is obliged to respect and promote those rights;
- (b) describing the accommodation, care, services, programs and goods that the municipality, each of the municipalities or the board of management, as the case may be, is required to provide or offer under this Act and under the service agreement relating to the home or joint home;
- (c) stating that the resident, the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care or such other person as they may direct may request access to and an explanation of the resident's plan of care, and specifying the person to whom such a request must be made;
- (d) setting out the procedures for making complaints about the maintenance or operation of the home or joint home, the conduct of the staff of the home or joint home or the treatment or care received by the resident in the home or joint home; and
- (e) setting out such other matters as are prescribed by the regulations.

Obligations re plan of care

(2) If a request is made in accordance with clause (1) (c), the municipality, the municipalities or the board of management shall ensure that access to and an explanation of the plan of care is provided to the person who made the request.

Posting of information

- 30.5 A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall post in the home or joint home, as the case may be,
 - (a) a copy of section 1.1;
 - (b) a copy of the service agreement relating to the home or joint home, as the case may be;
 - (c) a copy of the most recent inspection report relating to the home or joint home, as the case may be, received by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, under subsection 21 (15);
 - (d) copies of those financial statements, reports and returns filed with the Minister that the regulations require to be posted; and

- tés ou le conseil de gestion, selon le cas, est dans l'obligation de respecter et de promouvoir ces droits;
- b) décrivant l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens que la municipalité, chacune des municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, est tenu de fournir ou d'offrir aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer ou au foyer commun;
- c) portant que le résident, la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels ou toute autre personne qu'ils peuvent désigner peut demander à consulter le programme de soins du résident et demander des explications au sujet du programme, et précisant le nom de la personne à qui une telle demande doit être présentée;
- d) énonçant la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet de l'exploitation du foyer ou du foyer commun, de la conduite du personnel du foyer ou du foyer commun ou du traitement ou des soins qu'y reçoit le rési-
- e) énonçant toute autre question que prescrivent les règlements.
- (2) Si une demande est présentée confor- Obligation mément à l'alinéa (1) c), la municipalité, les programme municipalités ou le conseil de gestion veillent de soins à ce que l'auteur de la demande puisse consulter le programme de soins et à ce qu'on lui fournisse des explications au sujet du programme.

30.5 La municipalité qui exploite un Affichage de foyer, les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer affichent dans le foyer ou le foyer commun, selon le cas, ce qui suit :

- a) une copie de l'article 1.1;
- b) une copie de l'entente de services relative au foyer ou au foyer commun, selon le cas;
- c) une copie du plus récent rapport d'inspection relatif au foyer ou au foyer commun, selon le cas, que la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, ont reçu aux termes du paragraphe 21 (15);
- d) une copie des états financiers, rapports et déclarations déposés auprès du ministre qui doivent être affichés aux termes des règlements;

(e) all other documents and information that the regulations require to be posted.

Residents council

- 30.6-(1) If a request for the establishment of a residents' council is made to the administrator of a home or joint home by at least three persons, each of whom is a person mentioned in subsection (2),
 - (a) the administrator shall promptly notify the Director of the request;
 - (b) the administrator shall promptly notify the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, of the request; and
 - (c) the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, shall assist the persons who made the request in establishing a residents' council for the home within sixty days of the request.

Request for residents council

- (2) For the purpose of subsection (1), the following persons may request the establishment of a residents' council for a home or joint home:
 - 1. A resident of the home or joint home, as the case may be.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, concerning the resident's personal care.

Right to be a member

- (3) Subject to subsection (4), the following persons are entitled to be members of the residents' council of a home or joint home:
 - 1. A resident of the home or joint home, as the case may be.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, concerning the resident's personal care.
 - 3. A person selected by the resident or by the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care.
- (4) The following persons may not be members of the residents' council of a home or joint home:
 - 1. A member of the council of the municipality maintaining and operating the home, a member of a council of any of the municipalities maintaining

e) tous autres documents et renseignements qui doivent être affichés aux termes des règlements.

30.6 (1) Si une demande de constitution Conseil des d'un conseil des résidents est présentée à l'administrateur d'un fover ou d'un fover commun par au moins trois personnes, chacune d'entre elles étant une personne visée au paragraphe (2):

- a) l'administrateur en avise sans tarder le directeur:
- b) l'administrateur en avise sans tarder la municipalité qui exploite le foyer, les municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas;
- c) la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, aident les personnes qui ont présenté la demande à constituer un conseil des résidents dans le foyer dans les soixante jours qui suivent la demande.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), Demande de les personnes suivantes peuvent demander d'un conseil que soit constitué un conseil des résidents des résidents dans un foyer ou un foyer commun:

- 1. Tout résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, concernant ses soins personnels.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), les Droit d'être personnes suivantes ont le droit d'être membres du conseil des résidents d'un foyer ou d'un foyer commun:

- 1. Tout résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, concernant ses soins personnels.
- 3. La personne choisie par le résident ou par la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels.
- (4) Les personnes suivantes ne peuvent Personnes pas être membres du conseil des résidents d'un foyer ou d'un foyer commun:

1. Les membres du conseil de la municipalité qui exploite le foyer, les membres du conseil de n'importe laquelle des municipalités qui exploitent le

non admises

not be a member

- and operating the joint home or a member of the board of management of the home, as the case may be.
- 2. The administrator of the home or joint home, as the case may be.
- 3. A member of the staff of the home or joint home, as the case may be.
- 4. Any other person who is responsible for the operation of the home and who is employed by the municipality maintaining and operating the home, by any of the municipalities maintaining and operating the joint home or by the board of management of the home, as the case may be.

Appointment by Minister

(5) At the request of a residents' council, the Minister may appoint no more than three persons to be members of the residents' council, and those persons shall serve as members at the pleasure of the residents' council.

Same

(6) Only a person who lives in the area in which the home or joint home is located and who is not employed by and does not have a contractual relationship with the ministry of the Minister may be appointed under subsection (5).

Meeting

30.7—(1) Unless a home or joint home has a residents' council, the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, shall, at least once in each year, convene a meeting of the residents and the persons who are lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident concerning the resident's personal care, to advise them of their right to establish a residents' council.

Results of meeting

(2) Within thirty days after the meeting, the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, shall notify the Director of the results of the meeting.

Powers of residents council

- **30.8** It is the function of a residents' council of a home or joint home, and the council has the power, to,
 - (a) advise residents of the home or joint home, as the case may be, respecting their rights and obligations under this
 - (b) advise residents of the home or joint home, as the case may be, respecting the rights and obligations of the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, under this Act and under the service agreement

fover commun ou les membres du conseil de gestion du foyer, selon le cas.

- 2. L'administrateur du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
- 3. Les membres du personnel du fover ou du foyer commun, selon le cas.
- 4. Toute autre personne de qui relève l'exploitation du foyer et qui est employée par la municipalité qui exploite le foyer, par n'importe laquelle des municipalités qui exploitent le foyer commun ou par le conseil de gestion du foyer, selon le cas.

(5) À la demande du conseil des résidents, Nominations le ministre peut nommer trois personnes au plus pour être membres du conseil des résidents. Ces personnes restent membres au gré du conseil des résidents.

(6) Seule une personne qui vit dans la Idem région où est située le fover ou le fover commun et qui n'est pas employée par le ministère du ministre ni n'a de lien contractuel avec ce ministère peut être nommée en vertu du paragraphe (5).

- 30.7 (1) Sauf si un foyer ou un foyer Réunion commun est doté d'un conseil des résidents, la municipalité qui exploite le foyer, les municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas, doivent, au moins une fois par an, convoquer à une réunion les résidents et les personnes qui sont légalement autorisées à prendre des décisions au nom d'un résident concernant ses soins personnels pour les informer de leur droit de constituer un conseil des résidents.
- (2) Dans les trente jours qui suivent la réunion, la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, informent le directeur des résultats de cette réunion.

30.8 Le conseil des résidents d'un foyer Pouvoirs du ou d'un foyer commun exerce les fonctions et résidents pouvoirs suivants:

- a) il informe les résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas, sur leurs droits et leurs obligations aux termes de la présente loi;
- b) il informe les résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas, sur les droits et les obligations de la municipalité qui exploite le foyer, des municipalités qui exploitent le foyer commun ou du conseil de gestion du foyer, selon le cas, aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative

relating to the home or joint home, as the case may be;

- (c) meet regularly with representatives of the municipality, representatives of the municipalities or representatives of the board of management, as the case may
 - (i) review inspection reports relating to the home or joint home, as the case may be, received by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, under subsection 21 (15),
 - (ii) review the allocation of money for accommodation, care, services, programs and goods provided in the home or joint home, as the case may be,
 - (iii) review the financial statements relating to the home or joint home, as the case may be, filed with the Minister under the regulations, and
 - (iv) review the operation of the home or joint home, as the case may be:
- (d) attempt to mediate and resolve a dispute between a resident of the home or joint home, as the case may be, and the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be; and
- (e) report to the Minister any concerns and recommendations that in its opinion ought to be brought to the Minister's attention.

Residents' council assis-

30.9 - (1) With the consent of a residents' council, the Minister may appoint a residents' council assistant to assist the residents' council in carrying out its responsibilities.

Duties

(2) In carrying out his or her duties, a residents' council assistant shall take instructions from and report to the residents' council.

Information and assis-

30.10—(1) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall cooperate with the residents' council and the residents' council assistant and shall provide them with such financial and other information and such assistance as is required by the regulations.

Obstruction

(2) No person shall refuse entry to a home or joint home to a residents' council assistant or otherwise hinder, obstruct or interfere

- au foyer ou au foyer commun, selon le
- c) il se réunit régulièrement avec les représentants de la municipalité, des municipalités ou du conseil de gestion, selon le cas, aux fins suivantes :
 - (i) examiner les rapports d'inspection relatifs au foyer ou au foyer commun, selon le cas, que la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, ont reçus aux termes du paragraphe 21 (15),
 - (ii) examiner les affectations de fonds à l'hébergement et aux soins, services, programmes et biens fournis dans le foyer ou le foyer commun, selon le cas,
 - (iii) examiner les états financiers relatifs au foyer ou au foyer commun, selon le cas, qui sont déposés auprès du ministre aux termes des règlements,
 - (iv) examiner l'exploitation du fover ou du foyer commun, selon le cas:
- d) il tente de recourir à la médiation et de trouver une solution dans le cas d'un différend opposant un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, et la municipalité qui exploite le foyer, les municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas;
- e) il fait part au ministre de tout sujet de préoccupation et de toute recommandation qui, selon lui, doivent être portés à son attention.

30.9 (1) Le ministre peut, avec le con-Adjoint au sentement du conseil des résidents, nommer résidents un adjoint au conseil des résidents pour aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabilités.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'ad-Fonctions joint au conseil des résidents recoit ses directives du conseil des résidents et relève de ce dernier.

30.10 (1) La municipalité qui exploite Renseigneun foyer, les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer collaborent avec le conseil des résidents et l'adjoint au conseil des résidents et leur fournissent l'aide ainsi que les renseignements financiers et autres exigés par les règlements.

(2) Nul ne doit interdire l'entrée dans un Entrave foyer ou un foyer commun à l'adjoint au conseil des résidents, ni le gêner ou l'entraver de

with a residents' council assistant carrying out his or her duties.

Offence

(3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Immunity

- **30.11** No proceeding shall be commenced against a member of a residents' council or a residents' council assistant for any act done under section 30.8, unless the act is done maliciously or without reasonable grounds.
- 21.—(1) Paragraphs 2 and 3 of subsection 31 (1) of the Act are repealed and the following substituted:
 - 2. governing the treatment, care and discharge of residents of homes and joint homes;
 - 3. providing for the collection of information and the making of investigations regarding the financial and other circumstances of residents in or applicants for admission to homes and joint homes in connection with determinations respecting eligibility for admission, authorization of admission, discharge and amounts which residents may be charged.
- (2) Paragraph 8 of subsection 31 (1) is amended by adding at the end "and of inspectors".
- (3) Paragraph 10 of subsection 31 (1) is repealed and the following substituted:
 - 10. requiring that municipalities and boards of management keep records and accounts for homes and joint homes and that they file financial statements, reports and returns with the Minister at specified intervals, prescribing and governing such records, accounts, financial statements, reports and returns, and requiring that municipalities and boards of management furnish such information or accounts as the Minister may require.
- (4) Paragraphs 13, 14 and 15 of subsection 31 (1) are repealed and the following substituted:
 - 13. requiring municipalities and boards of management to provide or offer certain types of accommodation, care, services, programs and goods to residents of homes and joint homes, and prescribing and governing the accommodation, care, services, programs

quelque autre façon dans l'exercice de ses fonctions.

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

- 30.11 Sont irrecevables les instances Immunité introduites contre les membres du conseil des résidents ou l'adjoint au conseil des résidents pour tout acte accompli aux termes de l'article 30.8, à moins que l'acte ne soit accompli avec l'intention de nuire ou sans motif raisonnable
- 21 (1) Les dispositions 2 et 3 du paragraphe 31 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 2. régir le traitement, les soins et la mise en congé des résidents des foyers et des foyers communs;
 - 3. prévoir la collecte de renseignements et la tenue d'enquêtes sur les situations financière et autres des résidents des foyers et des foyers communs, ou des personnes qui demandent à y être admises, en ce qui concerne les décisions portant sur l'admissibilité, l'autorisation d'admission, la mise en congé et les montants qui peuvent être exigés des résidents.
- (2) La disposition 8 du paragraphe 31 (1) est modifiée par adjonction de «et des inspecteurs».
- (3) La disposition 10 du paragraphe 31 (1) est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 10. exiger que les municipalités et les conseils de gestion tiennent des dossiers et des comptes pour les foyers et les foyers communs et qu'ils déposent des états financiers, des rapports et des déclarations auprès du ministre à des intervalles précisés, prescrire et régir ces dossiers, comptes, états financiers, rapports et déclarations, et exiger que les municipalités et les conseils de gestion fournissent tous renseignements ou comptes que le ministre peut exiger.
- (4) Les dispositions 13, 14 et 15 du paragraphe 31 (1) sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 13. exiger des municipalités et des conseils de gestion qu'ils fournissent ou offrent aux résidents des foyers et des foyers communs certains types d'hébergement, de soins, de services, de programmes et de biens, et prescrire et régir l'hébergement, les soins, les ser-

56

- 14. requiring and governing the assessment and classification of residents of homes and joint homes for the purpose of determining the level of care required by each resident;
- 15. requiring that parts of the bed capacity of homes and joint homes be set aside for various classes of accommodation, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class.
- (5) Paragraph 17 of subsection 31 (1) is amended by striking out "requiring in-service training programs to be provided" in the first and second lines and substituting "requiring and governing in-service training programs".
- (6) Paragraphs 18, 19, 20, 21 and 22 of subsection 31 (1) are repealed and the following substituted:
 - 18. defining "accommodation", "basic accommodation", "preferred accommodation" and "short-stay program" for the purpose of any provision of this Act or the regulations;
 - 19. prescribing the maximum amounts or governing the manner of determining the maximum amounts that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clauses 30.1 (1) (a) and (b), prescribing the information or proof that is to be provided before a determination is made, requiring that the information provided for the purpose of a determination be provided under oath, and prescribing the persons or other entities who may make the determination;
 - 20. designating care, services, programs and goods for the purpose of clause 30.1 (1) (c) and prescribing the maximum amount, or governing the manner of determining the maximum amount, that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clause 30.1 (1) (c) for each item so designated.
- (7) Paragraphs 25, 26, 27 and 28 of subsection 31 (1) are repealed and the following substituted:
 - 25. governing the manner of determining the amounts of the payments required

- vices, les programmes et les biens qui doivent être fournis ou offerts;
- exiger et régir l'évaluation et le classement des résidents des foyers et des foyers communs en vue de déterminer le niveau des soins que requiert chaque résident;
- 15. exiger qu'une partie des lits dont disposent les foyers et les foyers communs soit réservée pour diverses catégories d'hébergement, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie.
- (5) La disposition 17 du paragraphe 31 (1) est modifiée par substitution, à «poste soient offerts aux membres du personnel des foyers et des foyers communs» aux deuxième, troisième et quatrième lignes, de «cours d'emploi soient offerts aux membres du personnel des foyers et des foyers communs, et régir ces programmes».
- (6) Les dispositions 18, 19, 20, 21 et 22 du paragraphe 31 (1) sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 18. définir les termes «hébergement», «hébergement avec services de base», «hébergement avec services privilégiés» et «programme de séjour de courte durée» pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
 - 19. prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés ou acceptés des résidents, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu des alinéas 30.1 (1) a) et b), ou régir la façon de les établir, prescrire les renseignements ou la preuve qui doivent être fournis avant que les montants ne soient établis, exiger que les renseignements fournis aux fins de l'établissement des montants soient fournis sous serment, et prescrire les personnes ou autres entités qui peuvent établir ces montants;
 - 20. désigner les soins, les services, les programmes et les biens pour l'application de l'alinéa 30.1 (1) c) et prescrire le montant maximal qui peut être exigé ou accepté des résidents, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu de l'alinéa 30.1 (1) c) pour tout élément qui est ainsi désigné, ou régir la façon d'établir ce montant.
- (7) Les dispositions 25, 26, 27 et 28 du paragraphe 31 (1) sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 25. régir la façon d'établir les montants des subventions qui doivent être accordées aux termes de l'article 28, leur

- to be made under section 28 and the method and time of payment;
- 26. instituting a system for reconciling the payments made by the Crown under section 28 on account of the maintenance and operating costs of a home or joint home with the actual maintenance and operating costs of the home or joint home, including,
 - i. requiring the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, to provide, at specified intervals, audited financial statements, proof of maintenance and operating costs, information about the level of occupancy of the home or joint home, as the case may be, and other documents and information,
 - ii. requiring that the information provided by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, for the purpose of the reconciliation be provided under oath, and
 - iii. providing for the recovery by the Crown of any excess payment through deduction from subsequent payments to the municipality, municipalities or board of management, as the case may be;
- 27. prescribing the extraordinary events in respect of which the Minister may make additional grants under section 29;
- 28. governing service agreements, including prescribing provisions that must be contained in all service agreements and matters that must be provided for in all service agreements.
- (8) Paragraph 32 of subsection 31 (1) is repealed and the following substituted:
 - 32. governing applications to placement co-ordinators for a determination regarding a person's eligibility for admission to a home or joint home or for authorization of a person's admission to a home or joint home, including prescribing the placement co-ordinators to whom applications may be made and the frequency with which applications may be made;

- mode de versement, ainsi que le moment où elles sont versées;
- 26. établir un système de rapprochement entre, d'une part, les subventions accordées par la Couronne aux termes de l'article 28 pour les dépenses d'exploitation des foyers ou des foyers communs et, d'autre part, les dépenses réelles d'exploitation de ces foyers ou foyers communs, en faisant notamment ce qui suit :
 - i. exiger de la municipalité qui exploite le foyer, des municipalités qui exploitent le foyer commun ou du conseil de gestion du foyer, selon le cas, qu'ils fournissent, à des intervalles précisés, des états financiers vérifiés, la preuve des dépenses d'exploitation, des renseignements sur le taux d'occupation du foyer ou du foyer commun, selon le cas, et sur d'autres questions, ainsi que d'autres documents,
 - ii. exiger que les renseignements fournis par la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, aux fins du rapprochement soient fournis sous serment,
 - iii. prévoir le recouvrement par la Couronne de tous paiements excédentaires par déduction de ceux-ci des subventions accordées par la suite à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
- 27. prescrire les événements extraordinaires à l'égard desquels le ministre peut accorder des subventions supplémentaires en vertu de l'article 29;
- 28. régir les ententes de services, notamment en prescrivant les dispositions qu'elles doivent comprendre et les questions qu'elles doivent prévoir.
- (8) La disposition 32 du paragraphe 31 (1) est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 32. régir les demandes adressées aux coordonnateurs des placements en vue d'une décision portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers ou à des foyers communs ou en vue d'une autorisation d'admission de personnes à ces foyers ou foyers communs, notamment en prescrivant les coordonnateurs des placements à qui ces demandes peu-

- 33. governing the determination of a person's eligibility for admission to a home or joint home and the determination of whether to authorize a person's admission to a home or joint home:
- 34. prescribing, for the purpose of clause 18 (14) (c), additional circumstances which are grounds for a committee of management or a board of management to withhold approval for the admission of a person to a home or joint home;
- 35. prescribing and governing the obligations of a committee of management and a board of management in relation to giving or withholding approval for the admission of a person to a home or joint home, and governing the written notice required to be given under subsection 18 (15);
- 36. requiring that placement co-ordinators have certain qualifications or meet certain requirements and prescribing such qualifications or requirements;
- 37. governing the posting of documents and information under section 30.5, prescribing the financial statements, reports and returns that must be posted and prescribing additional documents and information that must be posted;
- 38. governing short-stay programs in homes and joint homes;
- 39. governing plans of care, including their content, development, implementation and revision;
- 40. governing the quality management system to be developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to residents of homes and joint homes;
- 41. governing the notice required to be provided under section 30.4, including prescribing additional matters which must be set out in the notice;
- 42. governing inspection reports;

- vent être adressées et la fréquence de celles-ci:
- 33. régir les décisions portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers ou à des foyers communs et celles autorisant ou non l'admission de personnes à ces foyers ou foyers communs;
- 34. prescrire, pour l'application de l'alinéa 18 (14) c), les circonstances additionnelles qui constituent des motifs pour lesquels les comités de gestion ou les conseils de gestion peuvent refuser d'approuver l'admission de personnes à des foyers ou foyers communs;
- 35. prescrire et régir les obligations des comités de gestion et des conseils de gestion pour ce qui est de donner ou de refuser leur approbation en matière d'admission de personnes à des foyers ou foyers communs, et régir l'avis écrit qui doit être donné aux termes du paragraphe 18 (15);
- 36. exiger que les coordonnateurs des placements possèdent certaines compétences ou satisfassent à certaines exigences et prescrire ces compétences ou exigences;
- 37. régir l'affichage de documents et de renseignements prévu à l'article 30.5 et prescrire les états financiers, rapports et déclarations qui doivent être affichés, ainsi que les autres documents et renseignements qui doivent être affichés:
- 38. régir les programmes de séjour de courte durée dans les foyers et les foyers communs;
- 39. régir les programmes de soins, y compris leur contenu, leur élaboration, leur mise en oeuvre et leur révision:
- 40. régir le système de gestion de la qualité qui doit être élaboré et mis en oeuvre pour surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens qui sont fournis aux résidents des foyers et des foyers communs;
- 41. régir l'avis qui doit être remis aux termes de l'article 30.4, notamment en prescrivant les autres questions qui doivent y être énoncées;
- 42. régir les rapports d'inspection;

- 43. respecting the establishment and conduct of residents' councils;
- 44. respecting the financial and other information and the assistance that a municipality and a board of management must give to a residents' council and a residents' council assistant;
- 45. respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.
- (9) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsections:

Retroactivity

(3) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Application

- (4) A regulation may be general or particular in its application.
- 22. The Act is further amended by adding the following section:

Transition

32.—(1) This section applies until the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, and when the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, this section is repealed.

Identifying person who is lawfully authorized

- (2) For the purposes of this Act and the regulations, a person mentioned in a paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make a decision on behalf of another person concerning that person's personal care if,
 - (a) the person on whose behalf the decision is to be made is apparently incapable of making the decision; and
 - (b) the person mentioned in the paragraph is,
 - (i) at least sixteen years old,
 - (ii) available,
 - (iii) apparently capable of making the decision, and
 - (iv) willing to make the decision.

Same

- (3) For the purpose of subsection (2), the following persons may be lawfully authorized:
 - 1. The apparently incapable person's committee of the person appointed under the Mental Incompetency Act.
 - 2. A spouse or partner of the apparently incapable person.
 - 3. A child of the apparently incapable person.

- 43. traiter de la constitution des conseils des résidents et de l'exercice de leurs activités:
- 44. traiter des renseignements, notamment d'ordre financier, et de l'aide que les municipalités et les conseils de gestion doivent fournir aux conseils des résidents et aux adjoints aux conseils des résidents;
- 45. traiter des questions jugées nécessaires ou utiles pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (9) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (3) Les règlements qui comportent une Rétroactivité disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

(4) Les règlements peuvent avoir une por- Portée des tée générale ou particulière.

- 22 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 32 (1) Le présent article s'applique jus- Disposition qu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui entre en vigueur et est abrogé lorsque cette loi entre en vigueur.

(2) Pour l'application de la présente loi et Personne des règlements, une personne visée à une des autorisée dispositions du paragraphe (3) est légalement autorisée à prendre une décision au nom d'une autre personne concernant ses soins personnels si les conditions suivantes sont réunies:

- a) la personne au nom de laquelle la décision doit être prise est apparemment incapable de prendre la décision;
- b) la personne visée à la disposition est :
 - (i) âgée d'au moins seize ans,
 - (ii) disponible,
 - (iii) apparemment capable de prendre la décision,
 - (iv) disposée à prendre la décision.
- (3) Pour l'application du paragraphe (2), Idem les personnes suivantes peuvent être des personnes légalement autorisées :
 - 1. Le curateur à la personne de la personne apparemment incapable qui est nommé aux termes de la Loi sur l'incapacité mentale.
 - 2. Le conjoint ou le partenaire de la personne apparemment incapable.
 - 3. L'enfant de la personne apparemment incapable.

- 4. A parent of the apparently incapable person.
- 5. A brother or sister of the apparently incapable person.
- 6. Another relative of the apparently incapable person.

Meaning of 'capable and "incapable"

(4) For the purpose of this section, a person is capable of making a decision if the person is able to understand the information that is relevant to making the decision and is able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision, and a person is incapable of making a decision if the person is not capable of making the decision.

Meaning of 'available

(5) For the purpose of this section, a person is available if it is possible, within a time that is reasonable in the circumstances, to communicate with the person and obtain a decision.

Meaning of "spouse

- (6) In this section, "spouse" of an apparently incapable person means a person of the opposite sex,
 - (a) to whom the apparently incapable person is married; or
 - (b) with whom the apparently incapable person is living, or was living immediately before being admitted to the home, in a conjugal relationship outside marriage, if the two persons,
 - (i) have cohabited for at least one year,
 - (ii) are together the parents of a child, or
 - (iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the Family Law Act.

Meaning of 'partner

(7) Two persons are partners for the purpose of this section if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.

Ranking

(8) A person mentioned in a paragraph of subsection (3) is not lawfully authorized to make a decision if a person mentioned in an earlier paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make it.

Same

(9) If two or more persons mentioned in the same paragraph of subsection (3) would be lawfully authorized to make the decision, they shall select one person from among them, and the person selected is the only one

- 4. Le père ou la mère de la personne apparemment incapable.
- 5. Le frère ou la soeur de la personne apparemment incapable.
- 6. Tout autre parent de la personne apparemment incapable.
- (4) Pour l'application du présent article, Sens des terune personne est capable de prendre une «capable» et décision si elle peut comprendre les rensei- «incapable» gnements qui sont pertinents pour la prise de la décision et qu'elle peut évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou d'une absence de décision, et une personne est incapable de prendre une décision si elle n'est pas capable de prendre la décision.

(5) Pour l'application du présent article, Sens de une personne est disponible s'il est possible, dans un délai qui est raisonnable dans les circonstances, de communiquer avec elle et d'obtenir une décision de sa part.

«disponible»

(6) Dans le présent article, «conjoint» d'une personne apparemment incapable s'entend d'une personne du sexe opposé avec laquelle:

«conjoint»

- a) la personne apparemment incapable est mariée:
- b) la personne apparemment incapable vit, ou vivait immédiatement avant d'être admise au foyer, dans une union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas:
 - (i) ont cohabité pendant au moins un an,
 - (ii) sont les parents du même enfant,
 - (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la Loi sur le droit de la famille.
- (7) Deux personnes sont partenaires pour Sens de l'application du présent article si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.

«partenaire»

(8) Une personne visée à une des disposi- Préférence tions du paragraphe (3) n'est pas légalement autorisée à prendre une décision si une personne visée à une disposition qui figure avant au paragraphe (3) est légalement autorisée à la prendre.

(9) Dans le cas où deux personnes ou plus Idem visées à la même disposition du paragraphe (3) seraient légalement autorisées à prendre la décision, celles-ci choisissent l'une d'entre elles, et la personne choisie est la seule parmi

of them who is lawfully authorized to make the decision.

Decisions on behalf

- (10) A person who makes a decision on behalf of an apparently incapable person shall do so in accordance with the following principles:
 - 1. If the person knows of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in accordance with the wish.
 - 2. If the person does not know of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in the apparently incapable person's best interests.

Best interests

- (11) In deciding what an apparently incapable person's best interests are, the person making the decision shall take into consideration,
 - (a) the values and beliefs that the person knows the apparently incapable person held when capable and believes the apparently incapable person would still act on if capable; and
 - (b) the apparently incapable person's current wishes, if they can be ascertained.

PART IV MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES ACT

23. The Ministry of Community and Social Services Act is amended by adding the following section:

Grants for persons with a disability

11.1—(1) The Minister may from time to time, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to or on behalf of a person who has a disability and who is at least sixteen years old, to assist the person in obtaining goods and services that the person requires as a result of the disability.

Same

(2) The Minister may from time to time, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to an organization, agency or other entity, if the organization, agency or other entity has entered into an agreement with the Crown in right of Ontario to transfer the grant to or on behalf of persons who have a disability and who are at least sixteen years old to assist such persons in obtaining goods and services that they require as a result of the disability.

Compliance with regulations

(3) All grants by the Minister under subsection (1) and all transfers of grants by an organization, agency or other entity referred to in subsection (2) shall be made in accordance with the regulations.

elles qui est légalement autorisée à prendre la décision.

(10) La personne qui prend une décision Décisions au au nom d'une personne apparemment incapable le fait conformément aux principes suivants:

- 1. Si la personne connaît un désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision conformément à ce désir.
- 2. Si la personne ne connaît pas de désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision dans l'intérêt véritable de la personne apparemment incapable.
- (11) Lorsqu'elle décide de ce qui est dans Intérêt vérital'intérêt véritable de la personne apparemment incapable, la personne qui prend la décision tient compte de ce qui suit :
 - a) les valeurs et les croyances qu'elle sait avoir été celles de la personne apparemment incapable lorsque celle-ci était capable et qui, selon elle, continueraient de guider la conduite de cette personne si celle-ci était capable;
 - b) les désirs actuels de la personne apparemment incapable, s'ils peuvent être déterminés.

PARTIE IV LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

- 23 La Loi sur le ministère des Services sociaux et communautaires est modifiée par adjonction de l'article suivant :
- 11.1 (1) Le ministre peut accorder des subventions, prélevées sur les fonds prévus par la Législature, aux personnes handica- handicapées pées qui ont au moins seize ans, ou à quiconque agit en leur nom, en vue de les aider à obtenir les biens et les services dont elles ont besoin en raison de leur handicap.
- (2) Le ministre peut accorder des subven- Idem tions, prélevées sur des fonds prévus par la Législature, aux organisations, organismes ou autres entités qui ont conclu avec la Couronne du chef de l'Ontario une entente pour le transfert des subventions aux personnes handicapées qui ont au moins seize ans, ou à quiconque agit en leur nom, en vue de les aider à obtenir les biens et les services dont elles ont besoin en raison de leur handicap.
- (3) L'attribution de subventions par le Obligation de ministre en vertu du paragraphe (1) et le se conformer aux règletransfert de celles-ci par les organisations, ments organismes ou autres entités visés au para-

Subventions à

Conditions

(4) The Minister may impose conditions on a grant made under this section.

24. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations

- 17. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) designating the number of members of the Board of Review and prescribing its procedures;
 - (b) governing the making of grants under subsection 11.1 (1) or (2), including prescribing rules in connection with the making of such grants and conditions to be attached to such grants and requiring that information provided to the Minister in connection with grants be provided under oath;
 - (c) governing agreements between the Crown and an organization, agency or other entity receiving a grant under subsection 11.1 (2).

PART V MINISTRY OF HEALTH ACT

- 25.—(1) Paragraph 3 of subsection 6 (1) of the Ministry of Health Act is amended by striking out "extended care facilities" in the fifth line.
- (2) Paragraph 9 of subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "extended care facilities" in the eighth line and in the fourteenth line.
- 26. Clause 10 (d) of the Act is amended by striking out "extended care facilities" in the fifth line.

PART VI MUNICIPALITY OF METROPOLITAN **TORONTO ACT**

27. Section 186 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act is repealed.

PART VII **NURSING HOMES ACT**

- 28. Section 1 of the Nursing Homes Act is amended by adding the following definition:
- "Appeal Board" means the Health Services Appeal Board under the Health Insurance Act. ("Commission d'appel")

graphe (2) se font conformément aux règlements.

(4) Le ministre peut assujettir à des conditions toute subvention accordée en vertu du présent article.

24 L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 17 Le lieutenant-gouverneur en conseil Règlements peut, par règlement :
 - a) fixer le nombre des membres de la Commission de révision et prescrire les règles de procédure de celle-ci;
 - b) régir l'attribution de subventions en vertu du paragraphe 11.1 (1) ou (2), notamment en prescrivant les règles relatives à leur attribution et les conditions auxquelles ces subventions doivent être assujetties, et exiger que les renseignements fournis au ministre relativement aux subventions soient fournis sous serment;
 - c) régir les ententes conclues entre la Couronne et les organisations, organismes ou autres entités qui reçoivent des subventions en vertu du paragraphe 11.1 (2).

PARTIE V LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

- 25 (1) La disposition 3 du paragraphe 6 (1) de la Loi sur le ministère de la Santé est modifiée par suppression de «d'établissements de soins prolongés,» à la sixième ligne.
- (2) La disposition 9 du paragraphe 6 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «établissements de soins prolongés,» aux huitième et neuvième lignes et par suppression de «les établissements de soins prolongés,» aux quinzième et seizième lignes.
- 26 L'alinéa 10 d) de la Loi est modifié par suppression de «des établissements de soins prolongés,» aux septième et huitième lignes.

PARTIE VI LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

27 L'article 186 de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto est abrogé.

PARTIE VII LOI SUR LES MAISONS DE SOINS **INFIRMIERS**

- 28 L'article 1 de la Loi sur les maisons de soins infirmiers est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «Commission d'appel» La Commission d'appel des services de santé maintenue par la

- 29.-(1) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "this Act and the regulations" in the second and third lines and substituting "this Act, the regulations and a service agreement between the Crown in right of Ontario and a licensee".
- (2) Subsection 2 (3) of the Act is amended by striking out "this Act and the regulations" in the second line and substituting "this Act, the regulations and a service agreement relating to a nursing home".
- (3) Subsections 2 (4), (5), (6) and (7) of the Act are repealed and the following substituted:

Deemed contract

- (4) A licensee of a nursing home shall be deemed to have entered into a contract with each resident of the home, agreeing to respect and promote the rights of the resident set out in subsection (2).
- 30. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

agreement required

- (2) No licensee shall operate a nursing home unless.
 - (a) the licensee is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.
- 31. Clause 5 (4) (e) of the Act is amended by striking out "extended care" in the second line and substituting "accommodation, care, services, programs and goods".
- 32. Section 13 of the Act is amended by adding the following clause:
- (a.1) the licensee has breached the service agreement with the Crown in right of Ontario relating to the nursing home.
- 33. Section 20 of the Act is repealed and the following substituted:

Increase in bed capacity

20. In such special circumstances as are prescribed by the regulations, the Director may authorize an increase of the bed capacity of a nursing home, as set out in its licence, to such number of beds, for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Loi sur l'assurance-santé, («Appeal Board»)

- 29 (1) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «la présente loi et des règlements» aux deuxième et troisième lignes, de «la présente loi, des règlements et d'une entente de services conclue entre la Couronne du chef de l'Ontario et un titulaire de permis».
- (2) Le paragraphe 2 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «la présente loi et des règlements» aux deuxième et troisième lignes, de «la présente loi, des règlements et d'une entente de services concernant une maison de soins infirmiers».
- (3) Les paragraphes 2 (4), (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
- (4) Le titulaire de permis d'une maison de Contrat soins infirmiers est réputé avoir conclu avec chaque pensionnaire de la maison un contrat selon lequel il convient de respecter et de promouvoir les droits du pensionnaire énoncés au paragraphe (2).

réputé conclu

- 30 L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (2) Nul titulaire de permis ne doit exploi- Exploitation ter une maison de soins infirmiers, sauf si les entente de conditions suivantes sont réunies :

- a) le titulaire de permis a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne la maison;
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- 31 L'alinéa 5 (4) e) de la Loi est modifié par substitution, à «des soins prolongés» aux première et deuxième lignes, de «l'hébergement, ainsi que des soins, des services, des programmes et des biens,».
- 32 L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - a.1) le titulaire de permis a violé l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers qu'il a conclue avec la Couronne du chef de l'Ontario.
- 33 L'article 20 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 20 Dans les circonstances particulières Augmentation que prescrivent les règlements, le directeur lits peut autoriser une augmentation, dans une maison de soins infirmiers, du nombre de lits précisé dans le permis de celle-ci, au nombre de lits, pour la période et sous réserve des conditions qu'il précise.

du nombre de

Application of section

20.1-(1) This section applies to the admission of a person to a nursing home as a resident.

Placement co-ordinators

(2) The Minister shall designate one or more persons, classes of persons or other entities as placement co-ordinators for the purposes of this Act.

Same

(3) For each nursing home, the Minister shall designate the placement co-ordinator who may authorize the admission of persons to that nursing home.

Changes in designations

(4) The Minister may from time to time revoke a designation made under subsection (2) or (3) or make a new designation under subsection (2) or (3).

Admission

(5) A licensee of a nursing home shall not admit a person unless the person's admission to the nursing home is authorized by the placement co-ordinator designated for the nursing home under subsection (3), and shall admit a person whose admission to the nursing home is so authorized.

Applications to placement co-ordinator

(6) A person may apply for a determination by a placement co-ordinator respecting the person's eligibility for admission to a nursing home and for authorization of admission with respect to such nursing home or homes as the person selects.

Assistance

(7) A placement co-ordinator who determines that a person is eligible for admission shall, if the person wishes, assist the person in selecting the nursing home or homes with respect to which the person will apply for authorization of admission.

Person's preferences

(8) In assisting a person under subsection (7), the placement co-ordinator shall consider the person's preferences relating to admission, based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.

Determinarespecting eligibility

(9) A placement co-ordinator shall determine whether a person is eligible for admission to a nursing home only if the person applies for the determination in accordance with the regulations.

Determinarespecting authorization

(10) The placement co-ordinator designated for a nursing home under subsection (3) shall determine whether to authorize a person's admission to the nursing home only if the person applies for authorization of admission with respect to the nursing home in accordance with the regulations.

20.1 (1) Le présent article s'applique à l'admission comme pensionnaires de personnes à des maisons de soins infirmiers.

Champ d'ap-

(2) Le ministre désigne une ou plusieurs Coordonnapersonnes, catégories de personnes ou autres cements entités comme coordonnateurs des placements pour l'application de la présente loi.

(3) Le ministre désigne pour chaque mai- Idem son de soins infirmiers un coordonnateur des placements chargé d'autoriser ou non l'admission de personnes à cette maison.

(4) Le ministre peut révoquer les désignations faites aux termes du paragraphe (2) ou tions (3), ou procéder à de nouvelles désignations aux termes de l'un ou l'autre de ces paragraphes.

Changement des désigna-

(5) Le titulaire de permis d'une maison de Admission soins infirmiers ne doit pas admettre une personne à moins que son admission à la maison de soins infirmiers ne soit autorisée par le coordonnateur des placements désigné pour la maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3), et doit admettre toute personne dont l'admission à cette maison est ainsi autorisée.

(6) Toute personne peut demander que soit prise, par un coordonnateur des placements, une décision touchant son admissibi- teur des plalité à une maison de soins infirmiers et cements demander une autorisation d'admission à la ou aux maisons de soins infirmiers de son choix.

(7) Le coordonnateur des placements qui Aide décide qu'une personne est admissible aide celle-ci, si elle le désire, à choisir la ou les maisons de soins infirmiers à l'égard desquelles elle demandera une autorisation d'admission.

(8) Le coordonnateur des placements qui aide une personne aux termes du paragraphe (7) tient compte des préférences qu'a celle-ci en ce qui concerne son admission qui sont fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturelles.

Préférence de la personne

(9) Le coordonnateur des placements décide si une personne est admissible à une sibilité maison de soins infirmiers uniquement si la personne le demande conformément aux règlements.

Décision touchant l'admis-

(10) Le coordonnateur des placements désigné pour une maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3) décide s'il autorise l'admission d'une personne à la maison de soins infirmiers uniquement si la personne demande une autorisation d'admission à cette maison conformément aux règlements.

Décision touchant l'autoriCompliance with Act and regulations

(11) A placement co-ordinator shall make all determinations respecting eligibility for admission and all determinations respecting authorization of admission in accordance with this Act and the regulations.

Assessments. etc., to be taken into account

- (12) In making a determination respecting a person's eligibility for admission, a placement co-ordinator shall take into account any of the following which are provided to the placement co-ordinator:
 - 1. An assessment of the person made by a health practitioner relating to the person's impairment or capacity.
 - 2. An assessment or information relating to the person's requirements for medical treatment, health care or other personal care.

Conditions of authoriza-

- (13) The placement co-ordinator designated for a nursing home under subsection (3) may authorize the admission of a person to the nursing home only if,
 - (a) the placement co-ordinator or another placement co-ordinator has determined, within the six months preceding authorization, that the person is eligible for admission to a nursing home:
 - (b) the licensee of the nursing home to which the person's admission is to be authorized approves the person's admission to the nursing home; and
 - (c) the person consents to being admitted to the nursing home.

Approval

- (14) A licensee of a nursing home shall approve a person's admission to the nursing home unless.
 - (a) the nursing home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements;
 - (b) the staff of the nursing home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements; or
 - (c) circumstances exist which are prescribed by the regulations as being a ground for withholding approval.

Written notice

(15) A licensee who withholds approval for the admission of a person to a nursing home shall give to the person, the Director and the placement co-ordinator designated for the nursing home under subsection (3), a

- (11) Le coordonnateur des placements Conformité à la Loi et aux prend toutes les décisions touchant l'admissibilité et toutes celles touchant les autorisations d'admission conformément à la présente loi et aux règlements.
- (12) Lorsqu'il prend une décision touchant Évaluations l'admissibilité d'une personne, le coordonnateur des placements tient compte de l'un ou dont il faut l'autre des éléments d'information suivants qui lui sont fournis:

tenir compte

- 1. L'évaluation de la déficience ou de la capacité de la personne effectuée par un praticien de la santé.
- 2. Toute évaluation des besoins de la personne en matière de traitement médical, de soins médicaux ou d'autres soins personnels, ou tous renseignements à ce sujet.
- (13) Le coordonnateur des placements Conditions de désigné pour une maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3) peut autoriser l'admission d'une personne à la maison de soins infirmiers uniquement s'il est satisfait aux conditions suivantes:
 - a) le coordonnateur des placements ou un autre coordonnateur des placements a décidé, dans les six mois qui précèdent l'autorisation, que la personne est admissible à une maison de soins infirmiers:
 - b) le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers à l'égard de laquelle l'admission de la personne doit être autorisée approuve son admission à cette maison;
 - c) la personne consent à être admise à la maison de soins infirmiers.
- (14) Le titulaire de permis d'une maison Approbation de soins infirmiers approuve l'admission d'une personne à cette maison sauf si, selon le cas:

a) la maison de soins infirmiers ne dispose pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;

- b) le personnel de la maison de soins infirmiers n'a pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
- c) il existe des circonstances que les règlements prescrivent comme constituant un motif de refus de l'approba-
- (15) Le titulaire de permis qui refuse l'ap- Avis écrit probation de l'admission d'une personne à une maison de soins infirmiers donne à cette personne, au directeur et au coordonnateur des placements désigné pour la maison de

l'autorisation

written notice setting out the ground or grounds on which the licensee is withholding approval and a detailed explanation of the supporting facts.

Alternative services

- (16) A placement co-ordinator shall suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of an applicant if,
 - (a) the placement co-ordinator determines that the applicant is not eligible for admission to a nursing home; or
- (b) the placement co-ordinator determines that the applicant is eligible for admission to a nursing home but does not authorize their immediate admission.

Direction from Director

(17) If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, this Act or the regulations by a licensee of a nursing home, the Director may direct the placement co-ordinator designated for the nursing home under subsection (3) to cease authorizing admissions to the nursing home for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Compliance with direc tion

(18) A placement co-ordinator shall comply with a direction issued under subsection (17).

Information to licensee

- 20.2—(1) A placement co-ordinator who authorizes a person's admission to a nursing home shall give to the licensee of the nursing home the information mentioned in a paragraph of subsection (2) if,
 - (a) the placement co-ordinator has the information mentioned in the paragraph; and
 - (b) consent to the disclosure of the information to the licensee is given by,
 - (i) the person whose admission is authorized, or
 - (ii) the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the nursing home on behalf of the person whose admission is authorized.

Same

- (2) The information referred to in subsection (1) is the following:
 - 1. Information about assessments of the person whose admission is authorized.
 - 2. Information about the person's medical history.

soins infirmiers aux termes du paragraphe (3) un avis écrit énonçant le ou les motifs de son refus, ainsi qu'une explication détaillée des faits à l'appui de sa décision.

(16) Le coordonnateur des placements Services de propose des services de rechange ou fait les aiguillages appropriés au nom de l'auteur d'une demande d'admission si, selon le cas :

rechange

- a) il décide que l'auteur de la demande d'admission n'est pas admissible à une maison de soins infirmiers;
- b) il décide que l'auteur de la demande d'admission est admissible à une maison de soins infirmiers, mais n'autorise pas son admission immédiate.
- (17) S'il y a contravention continue ou s'il Directive du y a des contraventions répétées à une entente de services, à la présente loi ou aux règlements de la part du titulaire de permis d'une maison de soins infirmiers, le directeur peut ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements désigné pour la maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3), de cesser d'autoriser des admissions à celle-ci pendant toute période et sous réserve des conditions qu'il précise.

(18) Le coordonnateur des placements se Obligation de conforme à toute directive donnée en vertu aux directives du paragraphe (17).

20.2 (1) Le coordonnateur des place- Renseignements qui autorise l'admission d'une per- ner au sonne à une maison de soins infirmiers donne titulaire de au titulaire de permis de la maison de soins infirmiers les renseignements mentionnés dans une disposition du paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le coordonnateur des placements a les renseignements mentionnés dans la disposition;
- b) il est consenti à la divulgation des renseignements auprès du titulaire de
 - (i) soit par la personne dont l'admission est autorisée.
 - (ii) soit par la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission à la maison de soins infirmiers au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- (2) Les renseignements visés au paragra- Idem phe (1) sont les suivants :
 - 1. Les renseignements au sujet des évaluations de la personne dont l'admission est autorisée.
 - 2. Les renseignements au sujet des antécédents médicaux de la personne.

- 3. Information about the person's social and other care requirements.
- 4. The name and address of the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the nursing home on behalf of the person whose admission is authorized.

Preference for veterans

- 20.3 The Minister shall ensure that preference is given to veterans for access to beds that.
 - (a) are located in nursing homes for which funding is provided under an agreement between the Government of Ontario and the Government of Canada relating to veterans; and
 - (b) are designated by the Minister as veterans' priority access beds.

Immunity

20.4-(1) No proceeding for damages shall be commenced against an employee or agent of a placement co-ordinator for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Placement co-ordinator's liability

(2) Subsection (1) does not relieve a placement co-ordinator of liability for the acts or omissions of its employees or agents.

Notice of determina-

- **20.5**—(1) If a placement co-ordinator determines that an applicant for a determination respecting eligibility for admission to a nursing home is not eligible, the placement co-ordinator shall ensure that the applicant and the person, if any, who applied for the determination on behalf of the applicant are notified of,
 - (a) the determination of ineligibility;
 - (b) the reasons for the determination; and
 - (c) the applicant's right to apply to the Appeal Board for a review of the determination.

Application to Appeal Board

(2) The applicant may apply to the Appeal Board for a review of the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Hearing

20.6-(1) When the Appeal Board receives an application for a review of a determination of ineligibility, it shall promptly appoint a time and place for a hearing.

- 3. Les renseignements au sujet des besoins de la personne en matière de soins, notamment sur le plan social.
- 4. Les nom et adresse de la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission à la maison de soins infirmiers au nom de la personne dont l'admission est autorisée.

20.3 Le ministre veille à ce que la préfé- Préférence rence soit accordée aux anciens combattants anciens compour ce qui est d'avoir accès à des lits qui :

accordée aux

- a) d'une part, se trouvent dans des maisons de soins infirmiers qui sont subventionnées aux termes d'une entente conclue entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada relativement aux anciens combattants:
- b) d'autre part, sont désignés par le ministre comme des lits d'accès prioritaire aux anciens combattants.
- 20.4 (1) Sont irrecevables les instances Immunité en dommages-intérêts introduites contre les employés ou mandataires des coordonnateurs des placements, pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas les Responsabicoordonnateurs des placements de leur responsabilité pour les actes ou omissions de des placeleurs employés ou mandataires.

lité des coordonnateurs

Avis de déci-

20.5 (1) Si un coordonnateur des placements décide que l'auteur d'une demande de décision touchant l'admissibilité à une maison de soins infirmiers n'est pas admissible à une telle maison, il veille à ce que l'auteur de la demande d'admission et, le cas échéant, la personne qui a demandé la décision au nom de celui-ci soient avisés de ce qui suit :

a) la décision de non-admissibilité;

- b) les motifs de la décision;
- c) le droit de l'auteur de la demande d'admission de demander à la Commission d'appel de réexaminer la décision.
- (2) L'auteur de la demande d'admission Demande peut demander à la Commission d'appel de réexaminer la décision de non-admissibilité d'appel prise par le coordonnateur des placements.
- **20.6** (1) Lorsque la Commission d'appel Audience reçoit une demande de réexamen d'une décision de non-admissibilité, elle fixe sans tarder une date, une heure et un lieu pour la tenue d'une audience.

Same

(2) The hearing shall begin within twentyone days after the day the Appeal Board receives the application for the hearing, unless the parties agree to a postponement.

Notice to parties

(3) The Appeal Board shall notify each of the parties of the time and place of the hearing at least seven days before the hearing

Parties

(4) The parties to the proceeding before the Appeal Board are the applicant who was determined to be ineligible for admission, the placement co-ordinator who made the determination and such other parties as the Appeal Board specifies.

Notice to Minister

(5) When a placement co-ordinator is notified by the Appeal Board of a hearing, the placement co-ordinator shall promptly give the Minister written notice of the hearing together with written reasons for the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Minister entitled to be heard

(6) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise in a proceeding before the Appeal Board under this section.

Quorum of Appeal Board

(7) Three members of the Appeal Board constitute a quorum and are sufficient for the exercise of the jurisdiction and powers of the Appeal Board under this Act.

Decision of Appeal Board

(8) For the purposes of this Act, the decision of a majority of the Appeal Board members holding a hearing is the decision of the Appeal Board but, if there is no majority, the decision of the Appeal Board chair or, in his or her absence, the Appeal Board vicechair governs.

Evidence of disabled person

(9) If a party to a proceeding before the Appeal Board under this Act wishes to give evidence in the proceeding or wishes to call another person as a witness to give evidence in the proceeding but the party or other person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability, the Appeal Board members holding the hearing may, at the request of the party, attend upon the party or the other person, as the case may be, and take his or her evidence.

Medical report proves inability

(10) A medical report signed by a legally qualified medical practitioner stating that the practitioner believes that the person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the inability of the person to attend the hearing.

(2) L'audience doit commencer dans les Idem vingt et un jours qui suivent le jour où la Commission d'appel reçoit la demande d'audience, à moins que les parties ne conviennent d'en reporter la date.

(3) La Commission d'appel avise chacune Avis adressé des parties des date, heure et lieu de l'audience au moins sept jours avant que l'audience ne commence.

aux parties

(4) Sont parties à l'instance introduite Parties devant la Commission d'appel l'auteur de la demande à l'égard de qui une décision de non-admissibilité a été prise, le coordonnateur des placements qui a pris la décision et toutes autres parties que désigne la Commission d'appel.

au ministre

(5) Lorsqu'un coordonnateur des place- Avis adressé ments est avisé d'une audience par la Commission d'appel, il donne sans tarder au ministre un avis écrit de l'audience auquel il joint l'exposé écrit des motifs de la décision de non-admissibilité qu'il a prise.

(6) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre dans le cadre d'une instance introduite devant la Commission d'appel aux termes du présent article.

(7) Trois membres de la Commission d'ap- Quorum de la pel constituent le quorum et suffisent pour d'appel que celle-ci puisse exercer sa compétence et ses pouvoirs en vertu de la présente loi.

(8) Pour l'application de la présente loi, la Décision de décision de la majorité des membres de la sion d'appel Commission d'appel qui tiennent une audience représente la décision de celle-ci. Cependant, si la majorité n'est pas obtenue, la décision du président de la Commission d'appel ou, en son absence, de son vice-président est prépondérante.

- (9) Si une partie à une instance introduite Témoignage devant la Commission d'appel en vertu de la sonne invaprésente loi désire témoigner à l'instance ou lide appeler quelqu'un d'autre à témoigner, mais que la partie ou l'autre personne est incapable de se présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique, les membres de la Commission d'appel qui tiennent l'audience peuvent, à la demande de la partie, se rendre auprès de la partie ou de l'autre personne, selon le cas, pour entendre sa preuve.
- (10) Un rapport médical signé par un Le rapport médecin dûment qualifié dans lequel celui-ci déclare qu'il juge la personne incapable de se pacité présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique constitue une preuve, en l'absence de preuve

prouve l'inca-

Opportunity parties

(11) No Appeal Board member shall take evidence from a party or other person under subsection (9) unless reasonable notice of the time and place for taking the evidence is given to all parties to the proceeding and each party attending is given an opportunity to examine or cross-examine the party or other person, as the case may be.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Appeal Board at a hearing and the oral evidence taken from a party or other person under subsection (9) shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the evidence shall be furnished on the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Health Insur ance Act

(13) Subsections 23 (1), (2), (4), (5) and (6) of the Health Insurance Act apply to the proceedings and decisions of the Appeal Board under this Act.

Powers of Appeal

- (14) After a hearing by the Appeal Board, the Appeal Board may,
 - (a) affirm the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator;
 - (b) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator and refer the matter back to the placement co-ordinator for re-determination in accordance with such directions as the Appeal Board considers proper; or
 - (c) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator, substitute its opinion for the opinion of the placement co-ordinator and direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a nursing home.

Decision and reasons

(15) The Appeal Board shall render its decision within one day after the end of the hearing and shall provide written reasons to the parties within seven days after rendering the decision.

Decision to Minister

(16) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Appeal Board.

Immunity

20.7 No proceeding for damages shall be commenced against a member, employee or agent of the Appeal Board or anyone acting under the authority of the chair of the contraire, de l'incapacité de la personne à se présenter à l'audience.

(11) Les membres de la Commission d'ap-Possibilité pel ne doivent pas entendre la preuve d'une tes les parties partie ou d'une autre personne en vertu du paragraphe (9) à moins qu'un préavis raisonnable de la date, de l'heure et du lieu de l'audition du témoin ne soit donné à toutes les parties à l'instance et que chaque partie présente n'ait la possibilité d'interroger ou de contre-interroger la partie ou l'autre personne, selon le cas.

(12) Le témoignage oral donné devant la Transcription Commission d'appel lors d'une audience et ges celui donné par une partie ou une autre personne aux termes du paragraphe (9) est transcrit et, au besoin, des copies de la transcription sont fournies comme s'il s'agissait de témoignages donnés devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

(13) Les paragraphes 23 (1), (2), (4), (5) Loi sur l'assurance et (6) de la Loi sur l'assurance-santé s'appliquent aux instances introduites devant la Commission d'appel et aux décisions rendues par celle-ci en vertu de la présente loi.

(14) À la suite d'une audience tenue Pouvoirs de devant la Commission d'appel, cette dernière sion d'appel peut, selon le cas :

la Commis-

- a) confirmer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements;
- b) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements et renvoyer l'affaire à ce dernier pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives qu'elle juge appropriées;
- c) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements, substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements et ordonner, au moyen d'une directive, à celui-ci de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à une maison de soins infirmiers.

(15) La Commission d'appel rend sa déci- Décision et sion au plus tard un jour après la fin de l'audience et en remet les motifs par écrit aux parties dans les sept jours qui suivent la date où la décision a été rendue.

- (16) Le coordonnateur des placements Décision fournit au ministre une copie de la décision au ministre de la Commission d'appel, accompagnée de ses motifs.
- 20.7 Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les membres, employés ou mandataires de la Commission d'appel ou contre quiconque

Appeal Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Appeal to Divisional Court

20.8—(1) A party to a proceeding before the Appeal Board may appeal its decision to the Divisional Court on a question of law or fact or both, in accordance with the rules of court

Record

(2) If a party appeals a decision of the Appeal Board to the Divisional Court, the Appeal Board shall promptly file with the Divisional Court the record of the proceeding before the Appeal Board and the transcript of the evidence taken before the Appeal Board, which together constitute the record in the appeal.

Minister to

(3) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

- (4) On an appeal under this section, the Divisional Court,
 - (a) may affirm or rescind the decision of the Appeal Board;
 - (b) may refer the matter back to the Appeal Board for rehearing in whole or in part in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (c) may refer the matter back to the placement co-ordinator for re-determination in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (d) may substitute its opinion for that of the placement co-ordinator or the Appeal Board; and
 - (e) may direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a nursing home.

Decision to Minister

(5) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Divisional Court.

Affidavits

20.9 A person or a member of a class of persons designated by the Minister as a commissioner or commissioners for taking affidavits for the purposes of this Act is a commissioner for taking affidavits within the

agit sous l'autorité du président de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonc-

20.8 (1) Toute partie à une instance Appels portés introduite devant la Commission d'appel peut Cour divisioninterjeter appel de la décision de celle-ci naire devant la Cour divisionnaire à l'égard de questions de droit ou de fait, ou des deux, conformément aux règles de pratique.

devant la

(2) Si une partie interjette appel d'une Dossier d'apdécision de la Commission d'appel devant la Cour divisionnaire, la Commission d'appel dépose sans tarder auprès de la Cour divisionnaire le dossier de l'instance introduite devant la Commission d'appel et les transcriptions des témoignages donnés devant celle-ci, lesquels dossier et transcriptions constituent le dossier d'appel.

(3) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre aux débats d'un appel interjeté en vertu du présent article.

(4) La Cour divisionnaire, qui est saisie Pouvoirs de la Cour saisie d'un appel interjeté en vertu du présent de l'appel article, peut faire ce qui suit :

- a) confirmer ou annuler la décision de la Commission d'appel;
- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel pour qu'elle tienne une nouvelle audience sur une partie ou la totalité de l'affaire, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- c) renvoyer l'affaire au coordonnateur des placements pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- d) substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements ou de la Commission d'appel;
- e) ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à une maison de soins infirmiers.
- (5) Le coordonnateur des placements four- Décision nit au ministre une copie de la décision de la au ministre Cour divisionnaire, accompagnée de ses

20.9 Les personnes ou les membres d'une Affidavits catégorie de personnes que le ministre désigne comme commissaires aux affidavits pour l'application de la présente loi sont commissaires aux affidavits au sens de la Loi sur les

communiquée

meaning of the Commissioners for taking Affidavits Act with power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of this Act.

Plan of care

- 20.10 A licensee of a nursing home shall ensure that.
 - (a) the requirements of each resident of the nursing home are assessed on an ongoing basis;
 - (b) a plan of care is developed for each resident to meet the resident's requirements:
 - (c) the plan of care is revised as necessary when the resident's requirements change;
 - (d) an opportunity to participate fully in the development and revision of the resident's plan of care is provided to the resident, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct; and
 - (e) the care outlined in the plan of care is provided to the resident.

Quality management

20.11 A licensee of a nursing home shall ensure that a quality management system is developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to the residents of the nursing home.

Capital funding

20.12—(1) If a licensee is a corporation without share capital to which Part III of the Corporations Act applies, the Minister may, out of money appropriated by the Legislature, provide financial assistance to the licensee to assist in defraying capital expenditures incurred or to be incurred by the licensee with respect to a nursing home.

Conditions

- (2) The Minister may impose conditions on financial assistance provided under subsection (1).
- 34. The Act is amended by adding the following sections:

Operating subsidy

20.13—(1) Payments shall be made in accordance with the regulations, out of money appropriated by the Legislature, to a licensee of a nursing home, to assist in defraying the maintenance and operating costs incurred or to be incurred by the licensee in providing accommodation, care, services, programs and goods to residents of the nursing home.

commissaires aux affidavits et sont investis à ce titre du pouvoir de recevoir des affidavits et des déclarations solennelles pour l'application de la présente loi.

20.10 Le titulaire de permis d'une maison Programme de soins infirmiers veille à ce qui suit :

- a) que les besoins de chaque pensionnaire de la maison de soins infirmiers soient évalués de façon continuelle;
- b) que soit élaboré à l'intention de chaque pensionnaire un programme de soins destiné à répondre à ses besoins;
- c) que le programme de soins soit révisé, s'il y a lieu, en fonction de l'évolution des besoins du pensionnaire;
- d) qu'il soit donné au pensionnaire, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner la possibilité de participer pleinement à l'élaboration et à la révision du programme de soins du pensionnaire;
- e) que les soins indiqués dans le programme de soins soient fournis au pensionnaire.

20.11 Le titulaire de permis d'une maison Gestion de la de soins infirmiers veille à ce que soit élaboré et mis en oeuvre un système de gestion de la qualité visant à surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens fournis aux pensionnaires de la maison de soins infirmiers.

20.12 (1) Si un titulaire de permis est Financement une personne morale sans capital-actions à tions laquelle s'applique la partie III de la Loi sur les personnes morales, le ministre peut lui accorder une aide financière, prélevée sur des fonds prévus par la Législature, en vue de l'aider à couvrir les dépenses en immobilisations qu'il a engagées ou engagera à l'égard d'une maison de soins infirmiers.

(2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute aide financière accordée en vertu du paragraphe (1).

34 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants:

20.13 (1) Des subventions prélevées sur Subventions des fonds prévus par la Législature sont nement accordées, conformément aux règlements, aux titulaires de permis de maisons de soins infirmiers, en vue de les aider à couvrir les frais d'entretien et de fonctionnement qu'ils ont engagés ou engageront pour assurer l'hébergement des pensionnaires des maisons de soins infirmiers et pour leur fournir des

de fonction-

Service agreement

- (2) No payment shall be made under subsection (1) unless,
 - (a) the licensee receiving the payment is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the nursing home; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.

Reduction or refusal of subsidy

(3) Payments under subsection (1) may be reduced or withheld if the licensee has breached the service agreement with the Crown relating to the nursing home.

Additional grants

20.14-(1) The Minister may, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to a licensee to assist in defraying the costs incurred or to be incurred by the licensee as a result of the occurrence of an extraordinary event prescribed by the regulations.

Conditions

(2) The Minister may impose conditions on a grant made under subsection (1).

Service agreement

20.15-(1) A service agreement,

- (a) shall contain the provisions required by the regulations to be contained in a service agreement;
- (b) shall contain provisions respecting each matter required by the regulations to be provided for in a service agreement; and
- (c) may contain such other provisions as are agreed to by the parties, so long as such other provisions do not conflict with the provisions mentioned in clause (a).

Negotiation and signing

(2) A service agreement may be negotiated and signed on behalf of the Crown in right of Ontario only by the Minister or a person authorized by the Minister in writing to negotiate and sign service agreements.

Exception

(3) Section 6 of the Executive Council Act does not apply to a service agreement signed by a person authorized by the Minister in writing to sign service agreements.

Notice to residents

20.16-(1) A licensee of a nursing home shall give to each resident of the nursing home, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct, a written notice,

soins, des services, des programmes et des biens.

(2) Aucune subvention n'est accordée aux Entente de termes du paragraphe (1) sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le titulaire de permis à qui la subvention est destinée a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne la maison de soins infirmiers:
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- (3) Les subventions prévues au paragraphe Subventions (1) peuvent être réduites ou retenues si le retenues titulaire de permis a violé l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers qu'il a conclue avec la Couronne.

20.14 (1) Le ministre peut accorder des Subventions subventions, prélevées sur des fonds prévus res par la Législature, aux titulaires de permis, en vue de les aider à couvrir les frais qu'ils ont engagés ou engageront par suite de la survenance d'un événement extraordinaire prescrit par les règlements.

(2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute subvention accordée en vertu du paragraphe (1).

20.15 (1) L'entente de services :

Entente de services

- a) comprend les dispositions devant être comprises, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- b) comprend des dispositions relatives à chaque question devant être prévue, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- c) peut comprendre toutes autres dispositions dont conviennent les parties, pourvu que ces autres dispositions ne soient pas incompatibles avec celles visées à l'alinéa a).
- (2) Seul le ministre ou une personne qu'il Négociation autorise par écrit à négocier et à signer des ententes de services peut négocier et signer de telles ententes au nom de la Couronne du chef de l'Ontario.

et signature

(3) L'article 6 de la Loi sur le Conseil Exception exécutif ne s'applique pas à l'entente de services signée par une personne autorisée par écrit par le ministre à signer de telles ententes.

20.16 (1) Le titulaire de permis d'une Remise d'un maison de soins infirmiers remet à chaque sionnaires pensionnaire de la maison de soins infirmiers, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom du pensionnaire concernant ses soins personnels et à

avis aux pen-

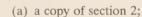
- (a) setting out the rights of the resident under subsection 2 (2) and stating that the licensee is obliged to respect and promote those rights;
- (b) describing the accommodation, care, services, programs and goods that the licensee is required to provide or offer under this Act and under the service agreement relating to the nursing home;
- (c) stating that the resident, the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care or such other person as they may direct may request access to and an explanation of the resident's plan of care, and specifying the person to whom such a request must be made;
- (d) setting out the procedures for making complaints about the maintenance or operation of the nursing home, the conduct of the staff of the nursing home or the treatment or care received by the resident in the nursing home; and
- (e) setting out such other matters as are prescribed by the regulations.

Obligations re plan of

(2) If a request is made in accordance with clause (1) (c), the licensee shall ensure that access to and an explanation of the plan of care is provided to the person who made the request.

Posting of information

20.17—(1) A licensee of a nursing home shall post in the home,



- (b) a copy of the service agreement relating to the nursing home;
- (c) a copy of the most recent inspection report relating to the home received by the licensee under subsection 24 (13);
- (d) copies of those financial statements, reports and returns filed with the Minister that the regulations require to be posted; and
- (e) all other documents and information that the regulations require to be posted.

toute autre personne qu'ils peuvent désigner, un avis écrit :

- a) énonçant les droits du pensionnaire prévus au paragraphe 2 (2) et portant que le titulaire de permis est dans l'obligation de respecter et de promouvoir ces droits;
- b) décrivant l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens que le titulaire de permis est tenu de fournir ou d'offrir aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative à la maison de soins infir-
- c) portant que le pensionnaire, la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celuici concernant ses soins personnels ou toute autre personne qu'ils peuvent désigner peut demander à consulter le programme de soins du pensionnaire et demander des explications au sujet du programme, et précisant le nom de la personne à qui une telle demande doit être présentée;
- d) énonçant la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet de l'exploitation de la maison de soins infirmiers, de la conduite du personnel de la maison de soins infirmiers ou du traitement ou des soins qu'y reçoit le pensionnaire;
- e) énonçant toute autre question que prescrivent les règlements.

(2) Si une demande est présentée confor- Obligation mément à l'alinéa (1) c), le titulaire de permis veille à ce que l'auteur de la demande de soins puisse consulter le programme de soins et à ce qu'on lui fournisse des explications au sujet du programme.

20.17 (1) Le titulaire de permis d'une Affichage de maison de soins infirmiers affiche dans la ments maison ce qui suit:

- a) une copie de l'article 2;
- b) une copie de l'entente de services relative à la maison de soins infirmiers;
- c) une copie du plus récent rapport d'inspection relatif à la maison que le titulaire de permis a reçu aux termes du paragraphe 24 (13);
- d) une copie des états financiers, rapports et déclarations déposés auprès du ministre qui doivent être affichés aux termes des règlements;
- e) tous autres documents et renseignements qui doivent être affichés aux termes des règlements.

Exception

(2) In posting anything under subsection (1), the licensee shall not disclose the salary of an individual.

35.-(1) Subsections 21 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Excessive charges prohibited

- (1) No licensee shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the licensee's behalf payment from or on behalf of a resident in excess of,
 - (a) for a class of basic accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (b) for a class of preferred accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (c) for care, services, programs or goods designated by the regulations for the purposes of this section, the amount determined in accordance with the regulations:
 - (d) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b) or (c) and that are designated in the service agreement relating to the nursing home as items for which the licensee may charge, the amount determined in accordance with the service agreement; or
 - (e) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b), (c), (d) or (2) (a) and in respect of which the resident has entered into a written agreement with the licensee, the amount determined in accordance with the written agreement.

No charge permitted

- (2) No licensee shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the licensee's behalf payment from or on behalf of a resident,
 - (a) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) and that the licensee is required to provide to residents without charge under the service agreement relating to the nursing home;
 - (b) for preferred accommodation, care, services, programs or goods that are mentioned in clause (1) (b), (c) or (d)

(2) En affichant quoi que ce soit aux ter- Exception mes du paragraphe (1), le titulaire de permis ne doit pas divulguer le salaire d'un particulier.

35 (1) Les paragraphes 21 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le titulaire de permis ne doit pas exi- Montants ger ni accepter, ni faire exiger ou accepter interdits par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire, ou de quiconque agit en son nom, de paiement supérieur à l'un ou l'autre des montants suivants :

- a) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services de base;
- b) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services privilégiés;
- c) le montant déterminé conformément aux règlements pour les soins, services, programmes ou biens désignés par les règlements pour l'application du présent article;
- d) le montant déterminé conformément à l'entente de services pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b) ou c), mais qui sont désignés, dans l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers, comme éléments qu'il peut facturer;
- e) le montant déterminé conformément à l'entente écrite pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b), c), d) ou (2) a) et à l'égard desquels le pensionnaire a conclu une entente écrite avec le titulaire de permis.
- (2) Le titulaire de permis ne doit pas exi- Facturation ger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire, ou de quiconque agit en son nom, de paiement :
 - a) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa (1) a), b), c) ou d) et qu'il est tenu de fournir gratuitement aux pensionnaires aux termes de l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers;
 - b) pour l'hébergement avec services privilégiés, les soins, les services, les programmes ou les biens qui sont visés à l'alinéa (1) b), c) ou d), mais qui sont

- but that are provided without consent being given by the resident; or
- (c) for care, services, programs or goods that are not mentioned in subsection
- (2) Subsection 21 (3) of the Act is amended by striking out "for services not mentioned in clauses 1 (a) through (c)" in the fifth, sixth and seventh lines.

36. The Act is further amended by adding the following section:

Resident responsible for payments for accommodation

21.1—(1) A resident is responsible for the payment of those amounts demanded by a licensee for accommodation in accordance with section 21.

Minister to give statements

(2) The Minister shall provide, annually and on the request of a resident, a statement setting out how much the resident may be charged for accommodation under subsection

37. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

Recovery of charge when item not provided

- 22.-(1) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a licensee from or on behalf of a resident and the item paid for has not been provided to the resident, the Minister may,
 - (a) deduct the amount of the payment from payments owing by the Crown to the licensee; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

Recovery of excessive charge

- (2) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a licensee from or on behalf of a resident, the item paid for has been provided to the resident and the payment exceeds the amount permitted to be charged under section 21, the Minister may,
 - (a) deduct the excess from payments owing by the Crown to the licensee;
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the excessive payment was accepted.
- (3) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a licensee from or on behalf of a resident and the item paid for has been inadequately provided, the Minister may,

- fournis sans que le pensionnaire ait donné son consentement;
- c) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés au paragraphe (1).
- (2) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié par suppression de «pour les services non mentionnés aux alinéas 1 a) à c)» aux cinquième et sixième lignes.

36 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

21.1 (1) Le pensionnaire est tenu au paiement des montants exigés par un titulaire de permis pour l'hébergement, conformément à l'article 21.

Pensionnaire tenu au paiement pour l'hébergement

(2) Le ministre fournit, chaque année et à la demande du pensionnaire, un état indiquant les montants qui peuvent être exigés états du pensionnaire pour l'hébergement aux termes du paragraphe 21 (1).

Obligation du

37 L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22 (1) Si un paiement effectué par un Recouvrepensionnaire, ou en son nom, pour l'hébergement ou pour des soins, des services, des non-fourniprogrammes ou des biens est accepté par le titulaire de permis, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé n'a pas été fourni au pensionnaire, le ministre peut :

- a) d'une part, déduire le montant du paiement effectué, des subventions que la Couronne doit au titulaire de permis:
- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- (2) Si un paiement effectué par un pen- Recouvresionnaire, ou en son nom, pour l'hébergement ou pour des soins, des services, des tion programmes ou des biens est accepté par un titulaire de permis ou en son nom, que l'élément qui a été payé a été fourni au pensionnaire et que le paiement est supérieur au montant qu'il est permis d'exiger en vertu de l'article 21, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire l'excédent, des subventions que la Couronne doit au titulaire de permis;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement excédentaire qui a été accepté.
- (3) Si un paiement effectué par un pen-Recouvresionnaire, ou en son nom, pour l'héberge- de fourniture ment ou pour des soins, des services, des inadéquate programmes ou des biens est accepté par un titulaire de permis, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé a été fourni de façon inadéquate, le ministre peut :

Recovery when item inadequately provided

- (a) deduct such portion of the payment as the Minister considers appropriate from payments owing by the Crown to the licensee; and
- (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

38. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

Definition of record

24.—(1) In this section, "record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, payroll record, record of staff hours worked, medical record, drug record, correspondence and any other document, regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form, but does not include that part of a record that deals with quality management activities or quality improvement activities.

Inspection

- (2) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations, a licence or a service agreement, an inspector,
 - (a) may at all reasonable times enter and inspect a nursing home; and
 - (b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to a nursing home are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such

Dwellings

(3) No inspector shall enter a place that is not in a nursing home and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the place or under the authority of a warrant issued under section 158 of the Provincial Offences Act.

records and other things.

Powers on inspection

- (4) An inspector conducting an inspection under this section,
 - (a) may inspect the premises of the nursing home and the operations on the premises;
 - (b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;
 - (c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of the nursing home;

- a) d'une part, déduire la partie du paiement qu'il estime appropriée, des subventions que la Couronne doit au titulaire de permis;
- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.

38 L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24 (1) Dans le présent article, «docu- Définition de ment» s'entend notamment d'un livre de comptes, d'un livret de banque, d'un justificatif, d'une facture, d'un récépissé, d'un contrat, d'un document relatif à la paie, d'un document relatif aux heures de travail effectuées par le personnel, d'un dossier médical, d'un dossier pharmaceutique, de correspondance et de tout autre document, que le document se présente sur papier, sous forme électronique ou photographique, ou autrement. Est toutefois exclue de la présente définition la partie d'un document qui traite d'activités de gestion de la qualité ou d'activités d'amélioration de la qualité.

- (2) En vue de déterminer si la présente Inspection loi, les règlements, les conditions d'un permis ou une entente de services sont observés, un inspecteur:
 - a) peut, d'une part, à toute heure convenable, pénétrer dans une maison de soins infirmiers et en faire l'inspection;
 - b) peut, d'autre part, s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à une maison de soins infirmiers sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans la maison, pénétrer dans le lieu à toute heure convenable en vue de les examiner.
- (3) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans Logements un lieu servant de logement qui ne se trouve pas dans une maison de soins infirmiers, sauf si l'occupant des lieux y consent ou en vertu d'un mandat décerné en vertu de l'article 158 de la Loi sur les infractions provinciales.
- (4) L'inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article peut accomplir les actes suivants :
 - a) inspecter les locaux de la maison de soins infirmiers et examiner les activités qui s'y déroulent;
 - b) examiner les documents ou autres choses pertinents;
 - c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris les documents ou autres choses qui ne sont pas conservés dans les locaux de la maison de soins infirmiers;

Pouvoirs de l'inspecteur

- (d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;
- (e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;
- (f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of the licensee in order to produce a record in readable form;
- (g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance or any other thing, if it is relevant to the inspection;
- (h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);
- (i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and
- (j) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.

Written demand

(5) A demand mentioned in clause (4) (c) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the records and other things required.

Return of things

(6) An inspector shall carry out with reasonable dispatch any reviewing, copying, examining or testing under clause (4) (h) or (i) and shall, within a reasonable time, return the records and other things removed to the place from which they were removed.

Making things available

(7) At the request of the licensee of the nursing home, an inspector who has removed a record or other thing under clause (4) (g) shall make it available for review, copying, examination or testing by or on behalf of the licensee at a mutually convenient time and place.

Samples

(8) Subsections (6) and (7) do not apply to samples removed by the inspector.

Admissibility of copies

(9) A copy made under clause (4) (h) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

- d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;
- e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;
- f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose le titulaire de permis en vue de produire quelque document que ce soit sous forme lisible;
- g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantillons de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;
- h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;
- i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);
- j) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.
- (5) La demande formelle visée à l'alinéa Demande for-(4) c) est présentée par écrit et comprend écrit une déclaration quant à la nature des documents et autres choses dont la production est exigée.

melle par

(6) L'inspecteur fait, avec une diligence Restitution raisonnable, les examens, analyses, copies ou tests prévus à l'alinéa (4) h) ou i) et remet, dans un délai raisonnable, les documents et autres choses enlevés, au lieu d'où ils ont été enlevés.

position du

(7) À la demande du titulaire de permis Mise à la disde la maison de soins infirmiers, l'inspecteur titulaire de qui a enlevé des documents ou autres choses permis en vertu de l'alinéa (4) g) les met à la disposition du titulaire de permis ou de quiconque agit en son nom pour que puissent en être faits l'examen, l'analyse, des copies ou des tests, aux date, heure et lieu convenus d'un commun accord.

- (8) Les paragraphes (6) et (7) ne s'appli- Échantillons quent pas aux échantillons enlevés par l'inspecteur. (9) Les copies faites en vertu de l'alinéa Admissibilité
- (4) h) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

Admissibility of test results

(10) A certificate as to the result of an examination or test conducted under this section that states the name and qualifications of the person who conducted the examination or test and purports to be signed by that person is, without proof of the office or signature of that person, admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate, if the certificate has been served on the other parties to the proceeding within a reasonable time before the certificate is adduced.

Obligation to produce and assist

- (11) If an inspector makes a demand under clause (4) (c), the person having custody of the record or other thing shall produce it for the inspector and shall, at the inspector's request,
 - (a) provide such assistance as is reasonably necessary to produce the record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and
 - (b) provide such assistance as is reasonably necessary to interpret the record for the inspector.

Obstruction

(12) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.

Inspection report

(13) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to the licensee of the nursing home.

Warrant

- 24.1-(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 24 (4), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that,
 - (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 24 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 24 (4); or
 - (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 24 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 24 (4).

- (10) Le certificat relatif au résultat d'un Admissibilité examen, d'une analyse ou d'un test effectué en vertu du présent article, qui énonce le nom et les compétences de la personne qui a effectué l'examen, l'analyse ou le test et qui se présente comme étant signé par cette personne est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de cette personne, admissible dans toute instance comme la preuve, en l'absence de preuve du contraire, des faits attestés dans le certificat, si celui-ci a été signifié aux autres parties à l'instance dans un délai raisonnable avant la production du certificat.
- (11) Si un inspecteur fait une demande Production de formelle en vertu de l'alinéa (4) c), la per- aide obligasonne qui a la garde des documents ou autres toires choses les produit à l'inspecteur et, à sa demande:
 - a) d'une part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des données:
 - b) d'autre part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation des documents à l'inspecteur.
- (12) Nul ne doit gêner ni entraver le tra- Entrave vail de l'inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'acquitter des fonctions que lui confère la présente loi.

(13) Dès qu'il a terminé l'inspection pré-Rapport vue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie au titulaire de permis de la maison de soins infirmiers.

- 24.1 (1) Un juge de paix peut décerner Mandat un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs énoncés au paragraphe 24 (4), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment:
 - a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 24 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 24 (4);
 - b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 24 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 24 (4).

des résultats

documents et

Expiry of warrant

(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after the warrant is issued.

Extension of time

(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than thirty days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.

Use of force

(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of execution

(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Other matters

(6) Subsections 23 (2) and 24 (5) to (13) apply with necessary modifications to an inspector executing a warrant issued under this section.

Protection from personal liability

24.2—(1) No proceeding for damages shall be commenced against an inspector for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of his or her duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an inspector.

Protection from reprisals

24.3-(1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.

ence

- (2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.
 - 39. Section 28 of the Act is repealed.
- **40.** Sections 29, 30, 31, 32 and 33 of the Act are repealed and the following substituted:

Residents' council

29.—(1) If a request for the establishment of a residents' council is made to the administrator of a nursing home by at least three persons, each of whom is a person mentioned in subsection (2),

(2) Le mandat décerné en vertu du présent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de trente jours après que le mandat est décerné.

Expiration du

(3) Un juge de paix peut reporter la date Prorogation d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus trente jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.

(4) L'inspecteur nommé sur le mandat Recours à la décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour exécuter le mandat et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.

(5) A moins qu'il ne précise autrement, le Délai d'exémandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.

(6) Les paragraphes 23 (2) et 24 (5) à (13) Autres quess'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspecteur qui exécute un mandat décerné en vertu du présent article.

24.2 (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre les inspecteurs pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

Immunité

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la Loi sur les instances introduites contre la Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un inspecteur.

24.3 (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir Protection de faire quoi que ce soit à titre de représail- représailles les contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.

(2) Nul ne doit chercher, par quelque moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.

39 L'article 28 de la Loi est abrogé.

- **40** Les articles 29, 30, 31, 32 et 33 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- 29 (1) Si une demande de constitution d'un conseil des pensionnaires est présentée au directeur général d'une maison de soins infirmiers par au moins trois personnes, chacune d'entre elles étant une personne visée au paragraphe (2):

Conseil des pensionnaires

- (a) the administrator shall promptly notify the Director and the licensee of the nursing home of the request; and
- (b) the licensee shall assist the persons who made the request in establishing a residents' council for the nursing home within sixty days of the request.

Request for residents council

- (2) For the purpose of subsection (1), the following persons may request the establishment of a residents' council for a nursing home:
 - 1. A resident of the nursing home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the nursing home concerning the resident's personal care.

Right to be a member

- (3) Subject to subsection (4), the following persons are entitled to be members of the residents' council of a nursing home:
 - 1. A resident of the nursing home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the nursing home concerning the resident's personal care.
 - 3. A person selected by the resident or by the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care.

Who may not be a member

- (4) The following persons may not be members of the residents' council of a nursing home:
 - 1. The licensee of the nursing home.
 - 2. An officer or director of the licensee.
 - 3. A person with a controlling interest in the licensee.
 - 4. The administrator of the nursing home.
 - 5. Any other member of the staff of the nursing home.

Appointment by Minister

(5) At the request of a residents' council, the Minister may appoint no more than three persons to be members of the residents' council, and those persons shall serve as members at the pleasure of the residents' council.

- a) le directeur général en avise sans tarder le directeur et le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers;
- b) le titulaire de permis aide les personnes qui ont présenté la demande à constituer un conseil des pensionnaires dans la maison de soins infirmiers dans les soixante jours qui suivent la demande.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les personnes suivantes peuvent demander d'un conseil que soit constitué un conseil des pensionnai- des pensionres dans une maison de soins infirmiers :

Demande de

- 1. Tout pensionnaire de la maison de soins infirmiers.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire de la maison de soins infirmiers concernant ses soins personnels.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), les Droit d'être personnes suivantes ont le droit d'être membres du conseil des pensionnaires d'une maison de soins infirmiers:

- 1. Tout pensionnaire de la maison de soins infirmiers.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire de la maison de soins infirmiers concernant ses soins personnels.
- 3. La personne choisie par le pensionnaire ou par la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels.
- (4) Les personnes suivantes ne peuvent Personnes pas être membres du conseil des pensionnaires d'une maison de soins infirmiers :

non admises

- 1. Le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers.
- 2. Les dirigeants ou administrateurs du titulaire de permis.
- 3. Les personnes qui détiennent des intérêts majoritaires dans le titulaire de permis.
- 4. Le directeur général de la maison de soins infirmiers.
- 5. Tout autre membre du personnel de la maison de soins infirmiers.
- (5) À la demande du conseil des pension- Nominations naires, le ministre peut nommer trois personnes au plus pour être membres du conseil des pensionnaires. Ces personnes restent membres au gré du conseil des pensionnaires.

Same

(6) Only a person who lives in the area in which the nursing home is located and who is not employed by and does not have a contractual relationship with the Ministry may be appointed under subsection (5).

Meeting

29.1—(1) Unless a nursing home has a residents' council, the licensee of the nursing home shall, at least once in each year, convene a meeting of the residents of the nursing home and the persons who are lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident concerning the resident's personal care, to advise them of their right to establish a residents' council.

Results of meeting

(2) Within thirty days after the meeting, the licensee shall notify the Director of the results of the meeting.

Powers of residents council

- 30. It is the function of a residents' council of a nursing home, and the council has the power, to,
 - (a) advise residents of the nursing home respecting their rights and obligations under this Act;
 - (b) advise residents of the nursing home respecting the rights and obligations of the licensee of the nursing home, under this Act and under the service agreement relating to the nursing home;
 - (c) meet regularly with the licensee or, if the licensee is a corporation, with representatives of the licensee, to,
 - (i) review inspection reports relating to the nursing home received by the licensee under subsection 24 (13),
 - (ii) review the allocation of money for accommodation, care, services, programs and goods provided in the nursing home,
 - (iii) review the financial statements relating to the nursing home filed with the Minister under the regulations, and
 - (iv) review the operation of the nursing home;
 - (d) attempt to mediate and resolve a dispute between the licensee and a resident of the nursing home; and

(6) Seule une personne qui vit dans la Idem région où est située la maison de soins infirmiers et qui n'est pas employée par le ministère ni n'a de lien contractuel avec celui-ci peut être nommée en vertu du paragraphe (5).

- 29.1 (1) Sauf si la maison de soins infir- Réunion miers est dotée d'un conseil des pensionnaires, le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers doit, au moins une fois par an, convoquer à une réunion les pensionnaires de la maison de soins infirmiers et les personnes qui sont légalement autorisées à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire concernant ses soins personnels pour les informer de leur droit de constituer un conseil des pensionnaires.
- (2) Dans les trente jours qui suivent la Résultats de réunion, le titulaire de permis informe le directeur des résultats de cette réunion.

30 Le conseil des pensionnaires d'une Pouvoirs du maison de soins infirmiers exerce les fonctions et pouvoirs suivants :

- a) il informe les pensionnaires de la maison de soins infirmiers sur leurs droits et leurs obligations aux termes de la présente loi;
- b) il informe les pensionnaires de la maison de soins infirmiers sur les droits et les obligations du titulaire de permis de la maison de soins infirmiers aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative à la maison de soins infirmiers;
- c) il se réunit régulièrement avec le titulaire de permis ou, si celui-ci est une personne morale, avec ses représentants, aux fins suivantes:
 - (i) examiner les rapports d'inspection relatifs à la maison de soins infirmiers que le titulaire de permis a reçus aux termes du paragraphe 24 (13),
 - (ii) examiner les affectations de fonds à l'hébergement et aux soins, services, programmes et biens fournis dans la maison de soins infirmiers.
 - (iii) examiner les états financiers relatifs à la maison de soins infirmiers qui sont déposés auprès du ministre aux termes des règle-
 - (iv) examiner l'exploitation de la maison de soins infirmiers:
- d) il tente de recourir à la médiation et de trouver une solution dans le cas d'un différend opposant le titulaire de

(e) report to the Minister any concerns and recommendations that in its opinion ought to be brought to the Minister's attention.

Residents council assistant

31.—(1) With the consent of a residents' council, the Minister may appoint a residents' council assistant to assist the residents' council in carrying out its responsibilities.

Duties

(2) In carrying out his or her duties, a residents' council assistant shall take instructions from and report to the residents' council.

Information and assistance

32.-(1) A licensee of a nursing home shall co-operate with the residents' council and the residents' council assistant and shall provide them with such financial and other information and such assistance as is required by the regulations.

Obstruction

(2) No person shall refuse entry to a nursing home to a residents' council assistant or otherwise hinder, obstruct or interfere with a residents' council assistant carrying out his or her duties.

Immunity

- 33. No proceeding shall be commenced against a member of a residents' council or a residents' council assistant for any act done under section 30, unless the act is done maliciously or without reasonable grounds.
- 41. Section 34 of the Act is amended by striking out ""extended care home" or "maison de soins prolongés" in the third and fourth lines.
- 42. Section 36 of the Act is amended by striking out "subsection 19 (1)" in the third line and substituting "subsections 19 (1), 20.1 (7), (8), (9), (10), (11), (12), (13), (16) and (18), section 20.2 and subsections 20.5 (1), 20.6 (5) and (16) and 20.8 (5)".
- 43.—(1) Paragraphs 1 and 2 of section 38 of the Act are repealed and the following substituted:
 - 1. defining "nursing care", "accommodation", "basic accommodation", "preferred accommodation", "short-stay program" and "veteran" for the purpose of any provision of this Act or the regulations;
 - 2. requiring licensees to provide or offer certain types of accommodation, care, services, programs and goods to residents, and prescribing and governing the accommodation, care, services,

- permis et un pensionnaire de la maison de soins infirmiers;
- e) il fait part au ministre de tout sujet de préoccupation et de toute recommandation qui, selon lui, doivent être portés à son attention.

31 (1) Le ministre peut, avec le consen- Adjoint au tement du conseil des pensionnaires, nommer pensionnaires un adjoint au conseil des pensionnaires pour aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabilités.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'ad-Fonctions joint au conseil des pensionnaires reçoit ses directives du conseil des pensionnaires et relève de ce dernier.

32 (1) Le titulaire de permis d'une mai- Renseigneson de soins infirmiers collabore avec le conseil des pensionnaires et l'adjoint au conseil des pensionnaires et leur fournit l'aide ainsi que les renseignements financiers et autres exigés par les règlements.

(2) Nul ne doit interdire l'entrée dans une Entrave maison de soins infirmiers à l'adjoint au conseil des pensionnaires, ni le gêner ou l'entraver de quelque autre façon dans l'exercice de ses fonctions.

- 33 Sont irrecevables les instances intro- Immunité duites contre les membres du conseil des pensionnaires ou l'adjoint au conseil des pensionnaires pour tout acte accompli aux termes de l'article 30, à moins que l'acte ne soit accompli avec l'intention de nuire ou sans motif raisonnable.
- 41 L'article 34 de la Loi est modifié par suppression de ««maison de soins prolongés» ou «extended care home»» aux troisième et quatrième lignes.
- 42 L'article 36 de la Loi est modifié par substitution, à «du paragraphe 19 (1)» à la troisième ligne, de «des paragraphes 19 (1), 20.1 (7), (8), (9), (10), (11), (12), (13), (16) et (18), de l'article 20.2, ainsi que des paragraphes 20.5 (1), 20.6 (5) et (16) et 20.8 (5)».
- 43 (1) Les dispositions 1 et 2 de l'article 38 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit:
 - 1. définir les termes «soins infirmiers», «hébergement», «hébergement avec services de base», «hébergement avec services privilégiés», «programme de séjour de courte durée» et «ancien combattant» pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
 - 2. exiger des titulaires de permis qu'ils fournissent ou offrent aux pensionnaires certains types d'hébergement, de soins, de services, de programmes et de biens, et prescrire et régir l'héber-

programs and goods that must be provided or offered.

- (2) Paragraph 3 of section 38 is amended by striking out "respecting" in the first line and substituting "requiring and governing".
 - (3) Paragraph 4 of section 38 is repealed.
- (4) Paragraph 5 of section 38 is repealed and the following substituted:
 - 5. requiring that parts of the licensed bed capacity of nursing homes be set aside for various classes of accommodation, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class.
- (5) Paragraph 8 of section 38 is repealed and the following substituted:
 - 8. respecting the officers and staff of nursing homes, including prescribing the staff requirements for nursing homes and the duties, responsibilities and qualifications of the officers and staff of nursing homes.
- (6) Paragraphs 11, 12 and 13 of section 38 are repealed and the following substituted:
 - 11. requiring that licensees keep records and accounts for nursing homes and that they file financial statements, reports and returns with the Minister at specified intervals, prescribing and governing such records, accounts, financial statements, reports and returns, and requiring that licensees furnish such information or accounts as the Minister may require;
 - 12. governing the posting of documents and information under section 20.17, prescribing the financial statements, reports and returns that must be posted and prescribing additional documents and information that must be posted.
- (7) Paragraph 16 of section 38 is amended by striking out "admission" in the first and second lines.
- (8) Paragraphs 19, 20, 21 and 22 of section 38 are repealed and the following substituted:

- gement, les soins, les services, les programmes et les biens qui doivent être fournis ou offerts.
- (2) La disposition 3 de l'article 38 est modifiée par substitution, à «traiter de l'évaluation et du classement» à la première ligne, de «exiger et régir l'évaluation et le classement».
- (3) La disposition 4 de l'article 38 est abrogée.
- (4) La disposition 5 de l'article 38 est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 5. exiger qu'une partie du nombre de lits autorisé d'une maison de soins infirmiers soit réservée pour diverses catégories d'hébergement, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie.
- (5) La disposition 8 de l'article 38 est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 8. traiter des dirigeants et du personnel des maisons de soins infirmiers, en prescrivant notamment les besoins en personnel de ces maisons, ainsi que les fonctions, responsabilités et qualités requises des dirigeants et du personnel de ces maisons.
- (6) Les dispositions 11, 12 et 13 de l'article 38 sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 11. exiger que les titulaires de permis tiennent des dossiers et des comptes pour les maisons de soins infirmiers et qu'ils déposent des états financiers, des rapports et des déclarations auprès du ministre à des intervalles précisés, prescrire et régir ces dossiers, comptes, états financiers, rapports et déclarations, et exiger que les titulaires de permis fournissent tous renseignements ou comptes que le ministre peut exiger;
 - 12. régir l'affichage de documents et de renseignements prévu à l'article 20.17 et prescrire les états financiers, rapports et déclarations qui doivent être affichés, ainsi que les autres documents et renseignements qui doivent être affichés.
- (7) La disposition 16 de l'article 38 est modifiée par substitution, à «l'admission des pensionnaires à une maison de soins infirmiers, leur traitement,» aux première, deuxième et troisième lignes, de «le traitement des pensionnaires dans les maisons de soins infirmiers,».
- (8) Les dispositions 19, 20, 21 et 22 de l'article 38 sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- 19. prescribing the maximum amounts or governing the manner of determining the maximum amounts that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clauses 21 (1) (a) and (b), prescribing the information or proof that is to be provided before a determination is made, requiring that the information provided for the purpose of a determination be provided under oath, and prescribing the persons or other entities who may make the determination;
- 20. designating care, services, programs and goods for the purpose of clause 21 (1) (c) and prescribing the maximum amount, or governing the manner of determining the maximum amount, that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clause 21 (1) (c) for each item so designated.
- (9) Paragraph 23 of section 38 is repealed.
- (10) Paragraph 26 of section 38 is repealed.
- (11) Section 38 of the Act is amended by adding the following paragraphs:
 - 29. governing applications to placement co-ordinators for a determination regarding a person's eligibility for admission to a nursing home or for authorization of a person's admission to a nursing home, including prescribing the placement co-ordinators to whom applications may be made and the frequency with which applications may be made;
 - 30. governing the determination of a person's eligibility for admission to a nursing home and the determination of whether to authorize a person's admission to a nursing home;
 - 31. prescribing, for the purpose of clause 20.1 (14) (c), additional circumstances which are grounds for a licensee to withhold approval for the admission of a person to a nursing home;
 - 32. prescribing and governing the obligations of a licensee in relation to giving or withholding approval for the admission of a person to a nursing home, and governing the written notice required to be given under subsection 20.1 (15);

- 19. prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés ou acceptés des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu des alinéas 21 (1) a) et b), ou régir la façon de les établir, prescrire les renseignements ou la preuve qui doivent être fournis avant que les montants ne soient établis, exiger que les renseignements fournis aux fins de l'établissement des montants soient fournis sous serment, et prescrire les personnes ou autres entités qui peuvent établir ces montants;
- 20. désigner les soins, les services, les programmes et les biens pour l'application de l'alinéa 21 (1) c) et prescrire le montant maximal qui peut être exigé ou accepté des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu de l'alinéa 21 (1) c) pour tout élément qui est ainsi désigné, ou régir la façon d'établir ce montant.
- (9) La disposition 23 de l'article 38 est abrogée.
- (10) La disposition 26 de l'article 38 est abrogée.
- (11) L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
 - 29. régir les demandes adressées aux coordonnateurs des placements en vue d'une décision portant sur l'admissibilité de personnes à des maisons de soins infirmiers ou en vue d'une autorisation d'admission de personnes à ces maisons, notamment en prescrivant les coordonnateurs des placements à qui ces demandes peuvent être adressées et la fréquence de celles-ci;
 - 30. régir les décisions portant sur l'admissibilité de personnes à des maisons de soins infirmiers et celles autorisant ou non l'admission de personnes à ces maisons;
 - 31. prescrire, pour l'application de l'alinéa 20.1 (14) c), les circonstances additionnelles qui constituent des motifs pour lesquels les titulaires de permis peuvent refuser d'approuver l'admission de personnes à des maisons de soins infirmiers;
 - 32. prescrire et régir les obligations des titulaires de permis pour ce qui est de donner ou de refuser leur approbation en matière d'admission de personnes à des maisons de soins infirmiers, et régir l'avis qui doit être donné aux termes du paragraphe 20.1 (15);

- 33. requiring that placement co-ordinators have certain qualifications or meet certain requirements and prescribing such qualifications or requirements;
- 34. governing the manner of determining the amounts of the payments required to be made under section 20.13 and the method and time of payment;
- 35. instituting a system for reconciling the payments made by the Crown under section 20.13 on account of the maintenance and operating costs of a nursing home with the actual maintenance and operating costs of the nursing home, including,
 - i. requiring the licensee to provide, at specified intervals, audited financial statements, proof of maintenance and operating costs, information about the level of occupancy of the nursing home and other documents and information,
 - ii. requiring that the information provided by the licensee for the purpose of the reconciliation be provided under oath, and
 - <u>iii.</u> providing for the recovery by the Crown of any excess payment through deduction from subsequent payments to the licensee;
- 36. prescribing the extraordinary events in respect of which the Minister may make additional grants to a licensee under section 20.14;
- 37. governing service agreements, including prescribing provisions that must be contained in all service agreements and matters that must be provided for in all service agreements;
- 38. prescribing the special circumstances in which the Director may authorize an increase of the licensed bed capacity of a nursing home;
- <u>39.</u> providing for the collection of information and the making of investigations regarding the financial and other circumstances of residents in or applicants for admission to nursing homes in connection with determinations respecting eligibility for admission,

- 33. exiger que les coordonnateurs des placements possèdent certaines compétences ou satisfassent à certaines exigences et prescrire ces compétences ou exigences;
- 34. régir la façon d'établir les montants des subventions qui doivent être accordées aux termes de l'article 20.13, leur mode de versement, ainsi que le moment où elles sont versées;
- 35. établir un système de rapprochement entre, d'une part, les subventions accordées par la Couronne aux termes de l'article 20.13 pour les frais d'entretien et de fonctionnement des maisons de soins infirmiers et, d'autre part, les frais réels d'entretien et de fonctionnement de ces maisons, en faisant notamment ce qui suit:
 - exiger du titulaire de permis qu'il fournisse, à des intervalles précisés, des états financiers vérifiés, la preuve des frais d'entretien et de fonctionnement, des renseignements sur le taux d'occupation de la maison de soins infirmiers et sur d'autres questions, ainsi que d'autres documents,
 - ii. exiger que les renseignements fournis par le titulaire de permis aux fins du rapprochement soient fournis sous serment,
 - iii. prévoir le recouvrement par la Couronne de tous paiements excédentaires par déduction de ceux-ci des subventions accordées par la suite au titulaire de permis;
- 36. prescrire les événements extraordinaires à l'égard desquels le ministre peut accorder des subventions supplémentaires à un titulaire de permis en vertu de l'article 20.14;
- 37. régir les ententes de services, notamment en prescrivant les dispositions qu'elles doivent comprendre et les questions qu'elles doivent prévoir;
- 38. prescrire les circonstances particulières dans lesquelles le directeur peut autoriser une augmentation du nombre de lits autorisé d'une maison de soins infirmiers;
- 39. prévoir la collecte de renseignements et la tenue d'enquêtes sur les situations financière et autres des pensionnaires des maisons de soins infirmiers, ou des personnes qui demandent à y être admises, en ce qui concerne les décisions portant sur l'admissibilité,

authorization of admission, discharge and amounts which residents may be charged;

- 40. governing short-stay programs in nursing homes;
- 41. governing the provision of financial assistance to licensees under section 20.12:
- 42. governing plans of care, including their content, development, implementation and revision;
- 43. governing the quality management system to be developed and implemented by licensees for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to residents of nursing homes;
- 44. governing the notice required to be provided under section 20.16, including prescribing additional matters which must be set out in the notice;
- 45. governing inspection reports.
- (12) Section 38 is further amended by adding the following subsections:

Retroactivity

(2) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Application

- (3) A regulation may be general or particular in its application.
- 44. The Act is further amended by adding the following section:

Transition

39.—(1) This section applies until the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, and when the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, this section is repealed.

Identifying person who is lawfully authorized

- (2) For the purposes of this Act and the regulations, a person mentioned in a paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make a decision on behalf of another person concerning that person's personal care if,
 - (a) the person on whose behalf the decision is to be made is apparently incapable of making the decision; and
 - (b) the person mentioned in the paragraph
 - (i) at least sixteen years old,
 - (ii) available,

l'autorisation d'admission, la mise en congé et les montants qui peuvent être exigés des pensionnaires;

- 40. régir les programmes de séjour de courte durée dans les maisons de soins infirmiers:
- 41. régir l'allocation d'une aide financière aux titulaires de permis en vertu de l'article 20.12;
- 42. régir les programmes de soins, y compris leur contenu, leur élaboration, leur mise en oeuvre et leur révision:
- 43. régir le système de gestion de la qualité qui doit être élaboré et mis en oeuvre par les titulaires de permis pour surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens qui sont fournis aux pensionnaires des maisons de soins infirmiers;
- 44. régir l'avis qui doit être remis aux termes de l'article 20.16, notamment en prescrivant les autres questions qui doivent y être énoncées;
- 45. régir les rapports d'inspection.
- (12) L'article 38 est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants :
- (2) Les règlements qui comportent une Rétroactivité disposition en ce sens ont un effet rétroactif.
- (3) Les règlements peuvent avoir une por- Portée des tée générale ou particulière.

règlements

- 44 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 39 (1) Le présent article s'applique jus- Disposition qu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui entre en vigueur et est abrogé lorsque cette loi entre en vigueur.

- (2) Pour l'application de la présente loi et Personne des règlements, une personne visée à une des autorisée dispositions du paragraphe (3) est légalement autorisée à prendre une décision au nom d'une autre personne concernant ses soins personnels si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) la personne au nom de laquelle la décision doit être prise est apparemment incapable de prendre la décision;
 - b) la personne visée à la disposition est :
 - (i) âgée d'au moins seize ans,
 - (ii) disponible,

- (iii) apparently capable of making the decision, and
- (iv) willing to make the decision.

Same

- (3) For the purpose of subsection (2), the following persons may be lawfully authorized:
 - 1. The apparently incapable person's committee of the person appointed under the Mental Incompetency Act.
 - 2. A spouse or partner of the apparently incapable person.
 - 3. A child of the apparently incapable person.
 - 4. A parent of the apparently incapable person.
 - 5. A brother or sister of the apparently incapable person.
 - 6. Another relative of the apparently incapable person.

Meaning of 'capable and "incapable'

(4) For the purpose of this section, a person is capable of making a decision if the person is able to understand the information that is relevant to making the decision and is able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision, and a person is incapable of making a decision if the person is not capable of making the decision.

Meaning of 'available

(5) For the purpose of this section, a person is available if it is possible, within a time that is reasonable in the circumstances, to communicate with the person and obtain a decision.

Meaning of 'spouse

- (6) In this section, "spouse" of an apparently incapable person means a person of the opposite sex,
 - (a) to whom the apparently incapable person is married; or
 - (b) with whom the apparently incapable person is living, or was living immediately before being admitted to the nursing home, in a conjugal relationship outside marriage, if the two per-
 - (i) have cohabited for at least one year,
 - (ii) are together the parents of a child, or
 - (iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the Family Law Act.

- (iii) apparemment capable de prendre la décision.
- (iv) disposée à prendre la décision.
- (3) Pour l'application du paragraphe (2), les personnes suivantes peuvent être des personnes légalement autorisées :
 - 1. Le curateur à la personne de la personne apparemment incapable qui est nommé aux termes de la Loi sur l'incapacité mentale.
 - 2. Le conjoint ou le partenaire de la personne apparemment incapable.
 - 3. L'enfant de la personne apparemment incapable.
 - 4. Le père ou la mère de la personne apparemment incapable.
 - 5. Le frère ou la soeur de la personne apparemment incapable.
 - 6. Tout autre parent de la personne apparemment incapable.
- (4) Pour l'application du présent article, Sens des terune personne est capable de prendre une «capable» et décision si elle peut comprendre les renseignements qui sont pertinents pour la prise de la décision et qu'elle peut évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou d'une absence de décision, et une personne est incapable de prendre une décision si elle n'est pas capable de prendre la décision.

«incapable»

(5) Pour l'application du présent article, une personne est disponible s'il est possible, dans un délai qui est raisonnable dans les circonstances, de communiquer avec elle et d'obtenir une décision de sa part.

«disponible»

(6) Dans le présent article, «conjoint» Sens de d'une personne apparemment incapable s'entend d'une personne du sexe opposé avec laquelle:

«conjoint»

- a) la personne apparemment incapable est mariée;
- b) la personne apparemment incapable vit, ou vivait immédiatement avant d'être admise à la maison de soins infirmiers, dans une union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas:
 - (i) ont cohabité pendant au moins un an,
 - (ii) sont les parents du même enfant,
 - (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la Loi sur le droit de la famille.

1993

Meaning of "partner

(7) Two persons are partners for the purpose of this section if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.

Ranking

(8) A person mentioned in a paragraph of subsection (3) is not lawfully authorized to make a decision if a person mentioned in an earlier paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make it.

Same

(9) If two or more persons mentioned in the same paragraph of subsection (3) would be lawfully authorized to make the decision, they shall select one person from among them, and the person selected is the only one of them who is lawfully authorized to make the decision.

Decisions on person's behalf

- (10) A person who make a decision on behalf of an apparently incapable person shall do so in accordance with the following principles:
 - 1. If the person knows of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in accordance with the wish.
 - 2. If the person does not know of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in the apparently incapable person's best interests.

Best interests

- (11) In deciding what an apparently incapable person's best interests are, the person making the decision shall take into consideration,
 - (a) the values and beliefs that the person knows the apparently incapable person held when capable and believes the apparently incapable person would still act on if capable; and
 - (b) the apparently incapable person's current wishes, if they can be ascertained.

PART VIII COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

45. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

46. The short title of this Act is the Long-Term Care Statute Law Amendment Act, 1993.

- (7) Deux personnes sont partenaires pour Sens de l'application du présent article si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.
- (8) Une personne visée à une des disposi- Préférence tions du paragraphe (3) n'est pas légalement autorisée à prendre une décision si une personne visée à une disposition qui figure avant au paragraphe (3) est légalement autorisée à la prendre.
- (9) Dans le cas où deux personnes ou plus Idem visées à la même disposition du paragraphe (3) seraient légalement autorisées à prendre la décision, celles-ci choisissent l'une d'entre elles, et la personne choisie est la seule parmi elles qui est légalement autorisée à prendre la décision.
- (10) La personne qui prend une décision Décisions au au nom d'une personne apparemment incapable le fait conformément aux principes suivants:
 - 1. Si la personne connaît un désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision conformément à ce désir.
 - 2. Si la personne ne connaît pas de désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision dans l'intérêt véritable de la personne apparemment incapable.
- (11) Lorsqu'elle décide de ce qui est dans Intérêt vérital'intérêt véritable de la personne apparemment incapable, la personne qui prend la décision tient compte de ce qui suit :
 - a) les valeurs et les croyances qu'elle sait avoir été celles de la personne apparemment incapable lorsque celle-ci était capable et qui, selon elle, continueraient de guider la conduite de cette personne si celle-ci était capable;
 - b) les désirs actuels de la personne apparemment incapable, s'ils peuvent être déterminés.

PARTIE VIII ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE **ABRÉGÉ**

45 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

46 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne les soins de longue durée.

nom de la

Projet de loi 101

Latio Lication

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 101

(Chapter 2 Statutes of Ontario, 1993)

An Act to amend certain Acts concerning Long-Term Care

The Hon. R. Grier
Minister of Health

Projet de loi 101

(Chapitre 2 Lois de l'Ontario de 1993)

Loi modifiant certaines lois en ce qui concerne les soins de longue durée

> L'honorable R. Grier Ministre de la Santé

1st Reading November 26, 1992

2nd Reading December 9, 1992

3rd Reading May 3, 1993 Royal Assent June 1, 1993

(Reprinted to correct a printing error)

1^{re} lecture 26 novembre 1992

2^e lecture 9 décembre 1992

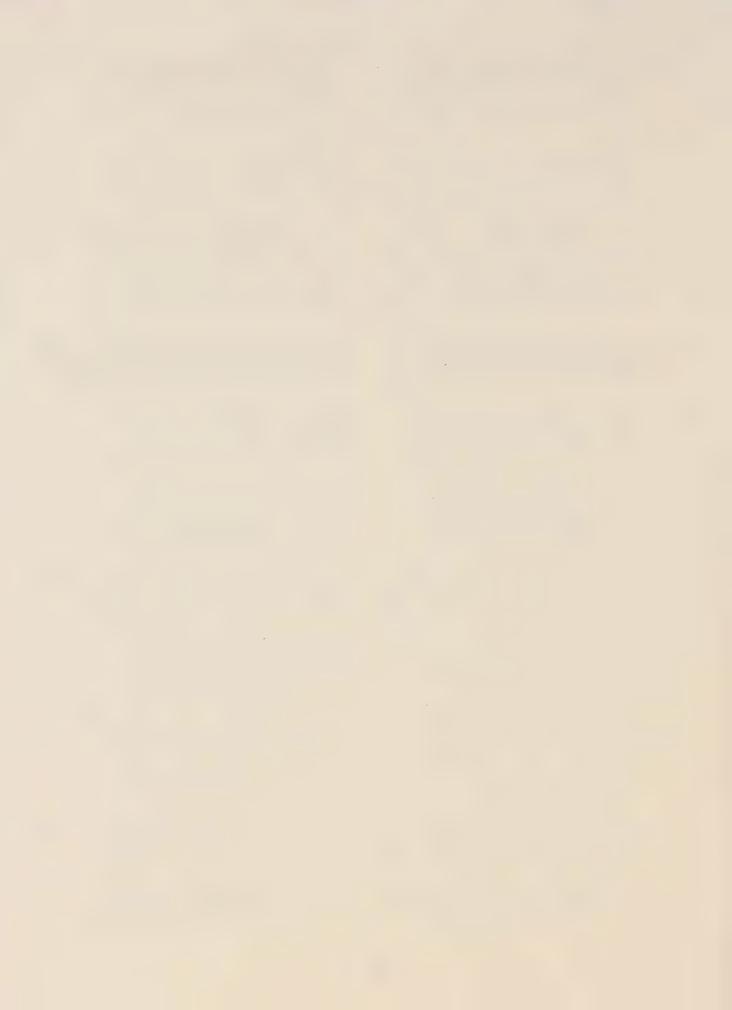
3^e lecture 3 mai 1993 sanction royale 1^{er} juin 1993

(Réimprimé pour corriger une erreur d'impression)

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario







1993

An Act to amend certain Acts concerning Long-Term Care

Loi modifiant certaines lois en ce qui concerne les soins de longue durée

CONTENTS

PART I		Charitable Institutions Act	1-11
PART I	I	Health Insurance Act	12
PART I	H	Homes for the Aged and Rest	
		Homes Act	13-22
PART I	V	Ministry of Community and	
		Social Services Act	23, 24
PART V	7	Ministry of Health Act	25, 26
PART V	/I	Municipality of Metropolitan	
		Toronto Act	27
PART V	/II	Nursing Homes Act	28-44
		Commencement and Short Title	45, 46

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

PART I CHARITABLE INSTITUTIONS ACT

1. Section 1 of the Charitable Institutions Act is amended by adding the following definitions:

"Appeal Board" means the Health Services Appeal Board under the Health Insurance Act; ("Commission d'appel")

"approved charitable home for the aged" means a building, the buildings or the parts of a building or buildings approved under section 3 as a home for the aged; ("foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé")

"resident" means, in the case of an approved charitable home for the aged, a person admitted to and lodged in that home. ("pensionnaire")

2. The Act is amended by adding the following section:

Fundamental principle

3.1—(1) In interpreting a provision of this Act or the regulations that applies to an approved charitable home for the aged and in interpreting a provision of a service agreement between the Crown in right of Ontario

SOMMAIRE

PARTIE I	ſ	Loi sur les établissements de	
		bienfaisance	1-11
PARTIE I	Π	Loi sur l'assurance-santé	12
PARTIE I	H	Loi sur les foyers pour personn	es
		âgées et les maisons de repos	13-22
PARTIE I	[V	Loi sur le ministère des Service	S
		sociaux et communautaires	23, 24
PARTIE V	V	Loi sur le ministère de la	
		Santé	25, 26
PARTIE V	VI	Loi sur la municipalité de la	
		communauté urbaine de	
		Toronto	27
PARTIE V	VII	Loi sur les maisons de soins	
		infirmiers	28-44
PARTIE V	VIII	Entrée en vigueur et titre	
		abrégé	45, 46

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PARTIE I LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE **BIENFAISANCE**

- 1 L'article 1 de la Loi sur les établissements de bienfaisance est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «Commission d'appel» La Commission d'appel des services de santé maintenue par la Loi sur l'assurance-santé. («Appeal Board»)
- «foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé» Bâtiment ou plusieurs bâtiments, ou parties d'un bâtiment ou de plusieurs bâtiments, agréés comme foyer pour personnes âgées en vertu de l'article 3. («approved charitable home for the aged»)
- «pensionnaire» Dans le cas d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, personne qui est admise à ce foyer et qui y est logée. («resident»)

2 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

3.1 (1) Pour interpréter toute disposition Principe fonde la présente loi ou des règlements qui s'applique à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et toute disposition d'une entente de services conclue entre la Cou-

and an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged, the fundamental principle to be applied is that an approved charitable home for the aged is primarily the home of its residents and, as such, it is to be operated in such a way that the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of each of its residents are adequately met and that its residents are given the opportunity to contribute, in accordance with their ability, to the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of others.

Residents' bill of rights

- (2) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall ensure that the following rights of residents of the home are fully respected and promoted:
 - 1. Every resident has the right to be treated with courtesy and respect and in a way that fully recognizes the resident's dignity and individuality and to be free from mental and physical abuse.
 - 2. Every resident has the right to be properly sheltered, fed, clothed, groomed and cared for in a manner consistent with his or her needs.
 - 3. Every resident has the right to be told who is responsible for and who is providing the resident's direct care.
 - 4. Every resident has the right to be afforded privacy in treatment and in caring for his or her personal needs.
 - 5. Every resident has the right to keep in his or her room and display personal possessions, pictures and furnishings in keeping with safety requirements and rights of other residents of the home.
 - 6. Every resident has the right,
 - i. to be informed of his or her medical condition, treatment and proposed course of treatment,
 - ii. to give or refuse consent to treatment, including medication, in accordance with the law and to be informed of the consequences of giving or refusing consent,
 - iii. to have the opportunity to participate fully in making any decision and obtaining an independent medical opinion concerning any

ronne du chef de l'Ontario et la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, le principe fondamental qui doit être appliqué est celui selon lequel un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé est avant tout le foyer des pensionnaires. À ce titre, il doit fonctionner de manière à répondre de façon satisfaisante aux besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels de chacun des pensionnaires et à donner à ceux-ci l'occasion de satisfaire, selon leurs capacités, les besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels des autres.

(2) La personne morale agréée qui entre-des droits des tient et fait fonctionner un foyer de bienfai- pensionnaires sance pour personnes âgées agréé veille au plein respect et à la promotion des droits des pensionnaires du foyer, à savoir :

- 1. Le pensionnaire a le droit d'être traité avec courtoisie et respect et d'une manière qui tient pleinement compte de sa dignité et de son individualité, sans subir de mauvais traitements d'ordre mental ou physique.
- 2. Le pensionnaire a le droit d'être convenablement logé, nourri, habillé, tenu et soigné, d'une manière correspondant à ses besoins.
- 3. Le pensionnaire a le droit de savoir qui est directement responsable de lui et qui lui prodigue des soins.
- 4. Le pensionnaire a le droit de voir préserver son intimité dans le cadre de son traitement et de la satisfaction de ses besoins personnels.
- 5. Le pensionnaire a le droit de garder et d'exposer dans sa chambre des effets, des images et du mobilier personnels, du moment qu'il respecte les exigences en matière de sécurité et les droits des autres pensionnaires du foyer.
- 6. Le pensionnaire a le droit :
 - i. d'être informé de son état de santé, de son traitement et de l'orientation proposée de son traitement,
 - ii. de donner ou de refuser son consentement à un traitement, y compris l'administration de médicaments, conformément à la loi, et d'être informé des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il donne ou refuse son consentement,
 - iii. d'avoir l'occasion de participer pleinement à toute prise de décision et à l'obtention de l'avis d'un médecin indépendant en ce

aspect of his or her care, including any decision concerning his or her admission, discharge or transfer to or from an approved charitable home for the aged, and

- iv. to have his or her medical records kept confidential in accordance with the law.
- Every resident has the right to receive reactivation and assistance toward independence consistent with his or her requirements.
- Every resident who is being considered for restraints has the right to be fully informed about the procedures and the consequences of receiving or refusing them.
- Every resident has the right to communicate in confidence, to receive visitors of his or her choice and to consult in private with any person without interference.
- 10. Every resident whose death is likely to be imminent has the right to have members of the resident's family present twenty-four hours per day.
- 11. Every resident has the right to designate a person to receive information concerning any transfer or emergency hospitalization of the resident and, if a person is so designated, to have that person so informed forthwith.
- 12. Every resident has the right to exercise the rights of a citizen and to raise concerns or recommend changes in policies and services on behalf of himself or herself or others to the residents' council, staff of the approved charitable home for the aged, government officials or any other person inside or outside the approved charitable home for the aged, without fear of restraint, interference, coercion, discrimination or reprisal.
- 13. Every resident has the right to form friendships, to enjoy relationships and to participate in the residents' council.
- 14. Every resident has the right to meet privately with his or her spouse in a room that assures privacy and, if both spouses are residents in the same

- qui concerne un aspect quelconque des soins qu'on lui prodigue, y compris une décision concernant son admission ou son transfert à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ou sa mise en congé de celui-ci,
- iv. de voir respecter le caractère confidentiel de son dossier médical conformément à la loi.
- Le pensionnaire a le droit de bénéficier d'une rééducation et d'une aide favorisant son autonomie, selon ses besoins.
- 8. Le pensionnaire que l'on se propose de maîtriser a le droit d'être pleinement informé des méthodes envisagées et des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il les accepte ou les refuse.
- Le pensionnaire a le droit de communiquer avec quiconque de manière confidentielle, de recevoir les visiteurs de son choix et de consulter quiconque en privé, sans qu'il y soit mis obstacle.
- 10. Le pensionnaire dont le décès risque d'être imminent a droit à ce que les membres de sa famille soient présents vingt-quatre heures sur vingt-quatre.
- 11. Le pensionnaire a le droit de désigner une personne à prévenir s'il est transféré ou hospitalisé d'urgence. S'il a désigné une personne, il a le droit de la faire prévenir sans délai dans un tel cas.
- 12. Le pensionnaire a le droit d'exercer ses droits civiques et de soulever des questions ou de recommander des changements de politique ou des modifications aux services, en son nom ou au nom des autres pensionnaires, auprès du conseil des pensionnaires, du personnel du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, des représentants du gouvernement ou de toute autre personne à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, sans crainte de faire l'objet de mesures en vue de le maîtriser ou l'empêcher de s'exprimer, de contrainte, de discrimination ou de représailles.
- 13. Le pensionnaire a le droit de lier amitié avec quelqu'un, d'entretenir des relations et de faire partie du conseil des pensionnaires.
- 14. Le pensionnaire a le droit de rencontrer son conjoint dans une pièce qui assure leur intimité, et deux conjoints qui sont pensionnaires du même foyer

- approved charitable home for the aged, they have a right to share a room according to their wishes, if an appropriate room is available.
- 15. Every resident has a right to pursue social, cultural, religious and other interests, to develop his or her potential and to be given reasonable provisions by the approved charitable home for the aged to accommodate these pursuits.
- 16. Every resident has the right to be informed in writing of any law, rule or policy affecting the operation of the approved charitable home for the aged and of the procedures for initiating complaints.
- 17. Every resident has the right to manage his or her own financial affairs if the resident is able to do so and, if the resident's financial affairs are managed by the approved charitable home for the aged, to receive a quarterly accounting of any transactions undertaken on his or her behalf and to be assured that the resident's property is managed solely on the resident's behalf.
- 18. Every resident has the right to live in a safe and clean environment.
- 19. Every resident has the right to be given access to protected areas outside the approved charitable home for the aged in order to enjoy outdoor activity, unless the physical setting makes this impossible.

Further guide to interpreta-

(3) Without restricting the generality of subsection (1), a provision of this Act or the regulations that applies to an approved charitable home for the aged and a provision of a service agreement relating to an approved charitable home for the aged shall be interpreted so as to advance the objective that the resident's rights set out in subsection (2) be respected.

Deemed contract

- (4) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall be deemed to have entered into a contract with each resident of the home, agreeing to respect and promote the rights of the resident set out in subsection (2).
- 3.-(1) Clause 5 (1) (d) of the Act is amended by striking out "payment of a grant under section 6, 7 or 8" in the fifth and sixth lines and substituting "a payment under this Act".

- de bienfaisance pour personnes âgées agréé ont le droit de partager la même chambre, selon leurs désirs, si une chambre convenable est disponible.
- 15. Le pensionnaire a le droit de cultiver des intérêts sociaux, culturels, religieux et autres, de développer son potentiel et d'obtenir du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé qu'il prenne des dispositions raisonnables pour qu'il puisse cultiver ces inté-
- 16. Le pensionnaire a le droit d'être informé par écrit de toute loi, règle ou politique qui influe sur le fonctionnement du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ainsi que de la marche à suivre pour porter plainte.
- 17. Le pensionnaire a le droit de gérer luimême ses affaires financières s'il en est capable. Si ses affaires financières sont gérées par le foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, le pensionnaire a le droit de recevoir un compte rendu trimestriel des opérations effectuées en son nom et d'être assuré que ses biens sont gérés uniquement en fonction de ses intérêts.
- 18. Le pensionnaire a le droit de vivre dans un milieu sûr et propre.
- 19. Le pensionnaire a le droit d'avoir accès à des zones protégées à l'extérieur du foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé pour se livrer à une activité de plein air, à moins que la configuration des lieux ne rende cela impossible.
- (3) Sans préjudice de la portée générale Autre règle du paragraphe (1), l'interprétation de toute tion disposition de la présente loi ou des règlements qui s'applique à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et de toute disposition d'une entente de services concernant un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé doit notamment viser à promouvoir le respect des droits énoncés au paragraphe (2).
- (4) La personne morale agréée qui entre- Contrat tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé est réputée avoir conclu avec chaque pensionnaire du foyer un contrat selon lequel elle convient de respecter et de promouvoir les droits du pensionnaire énoncés au paragraphe (2).
- 3 (1) L'alinéa 5 (1) d) de la Loi est modifié par substitution, à «une subvention en vertu de l'article 6, 7 ou 8 ou d'articles que ceux-ci remplacent» aux cinquième, sixième et septième lignes, de «une subvention en vertu

réputé conclu

- (2) Subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (c), by adding "or" at the end of clause (d) and by adding the following clause:
 - (e) operate an approved charitable home for the aged unless,
 - (i) the approved corporation is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home, and
 - (ii) the service agreement complies with this Act and the regulations.

4. Clause 8 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) of the care and maintenance of each resident of an approved charitable institution maintained and operated by the corporation, other than a hostel or an approved charitable home for the aged; or

5. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:

Operating subsidy for homes for the aged

9.—(1) Payments shall be made in accordance with the regulations, out of money appropriated by the Legislature, to an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged, to assist in defraying the maintenance and operating costs incurred or to be incurred by the approved corporation in providing accommodation, care, services, programs and goods to residents of the home.

Service agreement

- (2) No payment shall be made under subsection (1) unless,
 - (a) the approved corporation receiving the payment is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.

Reduction or refusal of subsidy

(3) Payments under subsection (1) may be reduced or withheld if the approved corporation has breached its service agreement with the Crown relating to the home.

de la présente loi ou de toute loi qu'elle remplace».

- (2) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - e) faire fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, sauf si les conditions suivantes sont réunies:
 - (i) elle a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne le
 - (ii) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règle-

4 L'alinéa 8 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) des soins, y compris les soins d'entretien, qui sont dispensés à tous les pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés qu'entretiennent et que font fonctionner les personnes morales, à l'exception des centres d'accueil et des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;

5 L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9 (1) Des subventions prélevées sur des Subventions fonds prévus par la Législature sont accor-nement pour dées, conformément aux règlements, aux les foyers personnes morales agréées qui entretiennent pour personet font fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, en vue de les aider à couvrir les frais d'entretien et de fonctionnement qu'elles ont engagés ou engageront pour assurer l'hébergement des pensionnaires du foyer et pour leur fournir des soins, des services, des programmes et des

- (2) Aucune subvention n'est accordée aux Entente de termes du paragraphe (1) sauf si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la personne morale agréée à qui la subvention est destinée a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne le
 - b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- (3) Les subventions prévues au paragraphe Subventions (1) peuvent être réduites ou retenues si la retenues personne morale agréée a violé l'entente de services concernant le foyer qu'elle a conclue avec la Couronne.

Additional

9.1—(1) The Minister may, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged, to assist in defraying the costs incurred or to be incurred by the approved corporation as a result of the occurrence of an extraordinary event prescribed by the regulations.

Conditions

(2) The Minister may impose conditions on a grant made under subsection (1).

Service agreement

- **9.2**—(1) A service agreement,
- (a) shall contain the provisions required by the regulations to be contained in a service agreement;
- (b) shall contain provisions respecting each matter required by the regulations to be provided for in a service agreement; and
- (c) may contain such other provisions as are agreed to by the parties, so long as such other provisions do not conflict with the provisions mentioned in clause (a).

Negotiation and signing

(2) A service agreement may be negotiated and signed on behalf of the Crown in right of Ontario only by the Minister or a person authorized by the Minister in writing to negotiate and sign service agreements.

Exception

(3) Section 6 of the Executive Council Act does not apply to a service agreement signed by a person authorized by the Minister in writing to sign service agreements.

Excessive prohibited

- 9.3—(1) No approved corporation shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the corporation's behalf payment from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged in excess of,
 - (a) for a class of basic accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (b) for a class of preferred accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (c) for care, services, programs or goods designated by the regulations for the purposes of this section, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (d) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b) or (c) and that are designated in the service agreement relating to the

- 9.1 (1) Le ministre peut accorder des Subventions subventions, prélevées sur des fonds prévus res par la Législature, aux personnes morales agréées qui entretiennent et font fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, en vue de les aider à couvrir les frais qu'elles ont engagés ou engageront par suite de la survenance d'un événement extraordinaire prescrit par les règlements.
- (2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute subvention accordée aux termes du paragraphe (1).

Entente de

- **9.2** (1) L'entente de services :
- a) comprend les dispositions devant être comprises, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- b) comprend des dispositions relatives à chaque question devant être prévue, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- c) peut comprendre toutes autres dispositions dont conviennent les parties, pourvu que ces autres dispositions ne soient pas incompatibles avec celles visées à l'alinéa a).
- (2) Seul le ministre ou une personne qu'il Négociation autorise par écrit à négocier et à signer des ententes de services peut négocier et signer de telles ententes au nom de la Couronne du chef de l'Ontario.

et signature

(3) L'article 6 de la Loi sur le Conseil Exception exécutif ne s'applique pas à l'entente de services signée par une personne autorisée par écrit par le ministre à signer de telles enten-

- 9.3 (1) La personne morale agréée ne Montants doit pas exiger ni accepter, ni faire exiger ou interdits accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ou de quiconque agit en son nom, de paiement supérieur à l'un ou l'autre des montants suivants :
 - a) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services de base;
 - b) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services privilé-
 - c) le montant déterminé conformément aux règlements pour les soins, services, programmes ou biens désignés par les règlements pour l'application du présent article;
 - d) le montant déterminé conformément à l'entente de services pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b) ou c),

- home as items for which the approved corporation may charge, the amount determined in accordance with the service agreement; or
- (e) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b), (c), (d) or (2) (a) and in respect of which the resident has entered into a written agreement with the approved corporation, the amount determined in accordance with the written agree-

No charge permitted

- (2) No approved corporation shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the corporation's behalf payment from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged,
 - (a) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) and that the approved corporation is required to provide to residents of the home without charge under the service agreement relating to the home;
 - (b) for preferred accommodation, care, services, programs or goods that are mentioned in clause (1) (b), (c) or (d) but that are provided without consent being given by the resident; or
 - (c) for care, services, programs or goods that are not mentioned in subsection (1).

Resident responsible for payments for accommodation

9.4—(1) A resident is responsible for the payment of those amounts demanded by an approved corporation for accommodation in accordance with section 9.3.

Minister to give statements

(2) The Minister shall provide, annually and on the request of a resident, a statement setting out how much the resident may be charged for accommodation under subsection 9.3 (1).

Recovery of charge when provided

- 9.5-(1) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of an approved corporation from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged and the item paid for has not been provided to the resident, the Minister may,
 - (a) deduct the amount of the payment from payments owing by the Crown to the approved corporation; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

- mais qui sont désignés, dans l'entente de services concernant le fover, comme éléments que la personne morale agréée peut facturer;
- e) le montant déterminé conformément à l'entente écrite pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b), c), d) ou (2) a) et à l'égard desquels le pensionnaire a conclu une entente écrite avec la personne morale agréée.
- (2) La personne morale agréée ne doit pas Facturation exiger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ou de quiconque agit en son nom, de paiement :

- a) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa (1) a), b), c) ou d) et que la personne morale agréée est tenue de fournir gratuitement aux pensionnaires du foyer aux termes de l'entente de services concernant le foyer;
- b) pour l'hébergement avec services privilégiés, les soins, les services, les programmes ou les biens qui sont visés à l'alinéa (1) b), c) ou d), mais qui sont fournis sans que le pensionnaire ait donné son consentement;
- c) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés au paragraphe (1).
- 9.4 (1) Le pensionnaire est tenu au paie- Pensionnaire ment des montants exigés par une personne ment pour morale agréée pour l'hébergement confor- l'hébergement mément à l'article 9.3.

(2) Le ministre fournit, chaque année et à Obligation du la demande du pensionnaire, un état indi- fournir des quant les montants qui peuvent être exigés états du pensionnaire pour l'hébergement aux termes du paragraphe 9.3 (1).

- 9.5 (1) Si un paiement effectué par le Recouvrepensionnaire d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, ou en son nom, pour non-fournil'hébergement ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par une personne morale agréée, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé n'a pas été fourni au pensionnaire, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire le montant du paiement effectué des subventions que la Couronne doit à la personne morale agréée;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.

Recovery of charge

- (2) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of an approved corporation from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged, the item paid for has been provided to the resident and the payment exceeds the amount permitted to be charged under section 9.3, the Minister may,
 - (a) deduct the excess from payments owing by the Crown to the approved corporation; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the excessive payment was accepted.

Recovery when item inadequately provided

- (3) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of an approved corporation from or on behalf of a resident of an approved charitable home for the aged and the item paid for has been inadequately provided, the Minister may,
 - (a) deduct such portion of the payment as the Minister considers appropriate from payments owing by the Crown to the approved corporation; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.
- 6. The Act is further amended by adding the following sections:

Application of section

9.6-(1) This section applies to the admission of a person to an approved charitable home for the aged as a resident.

Placement co-ordinators

(2) The Minister shall designate one or more persons, classes of persons or other entities as placement co-ordinators for the purposes of this Act.

Same

(3) For each approved charitable home for the aged, the Minister shall designate the placement co-ordinator who may authorize the admission of persons to that home.

Changes in designations

(4) The Minister may from time to time revoke a designation made under subsection (2) or (3) or make a new designation under subsection (2) or (3).

Admission

(5) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall not admit a person unless the person's admission to the home is authorized by the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3), and shall admit a person whose admission to the home is so authorized.

- (2) Si un paiement effectué par le pension- Recouvrenaire d'un foyer de bienfaisance pour person- de surfacturanes âgées agréé, ou en son nom, pour l'hé-tion bergement ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par une personne morale agréée, ou en son nom, que l'élément qui a été payé a été fourni au pensionnaire et que le paiement est supérieur au montant qu'il est permis d'exiger en vertu de l'article 9.3, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire l'excédent, des subventions que la Couronne doit à la personne morale agréée;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement excédentaire qui a été accepté.
- (3) Si un paiement effectué par le pension- Recouvrenaire d'un foyer de bienfaisance pour person- de fourniture nes âgées agréé, ou en son nom, pour l'hé- inadéquate bergement ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par une personne morale agréée, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé a été fourni de façon inadéquate, le ministre peut :

a) d'une part, déduire la partie du paiement qu'il estime appropriée, des subventions que la Couronne doit à la personne morale agréée;

- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- 6 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :
- 9.6 (1) Le présent article s'applique à Champ d'apl'admission comme pensionnaires de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés.

plication de

- (2) Le ministre désigne une ou plusieurs Coordonnapersonnes, catégories de personnes ou autres cements entités comme coordonnateurs des placements pour l'application de la présente loi.
- (3) Le ministre désigne pour chaque foyer Idem de bienfaisance pour personnes âgées agréé un coordonnateur des placements chargé d'autoriser ou non l'admission de personnes à ce foyer.
- (4) Le ministre peut révoquer les désigna- Changement tions faites aux termes du paragraphe (2) ou tions (3), ou procéder à de nouvelles désignations aux termes de l'un ou l'autre de ces paragraphes.
- (5) La personne morale agréée qui entre- Admission tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ne doit pas admettre une personne à moins que son admission au foyer ne soit autorisée par le coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3), et

Applications to placement

(6) A person may apply for a determination by a placement co-ordinator respecting the person's eligibility for admission to an approved charitable home for the aged and for authorization of admission with respect to such home or homes as the person selects.

Assistance

(7) A placement co-ordinator who determines that a person is eligible for admission shall, if the person wishes, assist the person in selecting the home or homes with respect to which the person will apply for authorization of admission.

Person's preferences

(8) In assisting a person under subsection (7), the placement co-ordinator shall consider the person's preferences relating to admission, based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.

Determination respecting eligibility

(9) A placement co-ordinator shall determine whether a person is eligible for admission to an approved charitable home for the aged only if the person applies for the determination in accordance with the regulations.

Determination respecting authorization

(10) The placement co-ordinator designated for an approved charitable home for the aged under subsection (3) shall determine whether to authorize a person's admission to the home only if the person applies for authorization of admission with respect to the home in accordance with the regulations.

Compliance with Act and regulations

(11) A placement co-ordinator shall make all determinations respecting eligibility for admission and all determinations respecting authorization of admission in accordance with this Act and the regulations.

Assessments, etc., to be taken into account

- (12) In making a determination respecting a person's eligibility for admission, a placement co-ordinator shall take into account any of the following which are provided to the placement co-ordinator:
 - 1. An assessment of the person made by a health practitioner relating to the person's impairment or capacity.
 - 2. An assessment or information relating to the person's requirements for medical treatment, health care or other personal care.

Conditions of authoriza

(13) The placement co-ordinator designated for an approved charitable home for the aged under subsection (3) may authorize the admission of a person to the home only if,

doit admettre toute personne dont l'admission au foyer est ainsi autorisée.

(6) Toute personne peut demander que Demandes soit prise, par un coordonnateur des placements, une décision touchant son admissibilité à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et demander une autorisation d'admission au foyer ou aux foyers de son

teur des pla-

(7) Le coordonnateur des placements qui Aide décide qu'une personne est admissible aide celle-ci, si elle le désire, à choisir le ou les foyers à l'égard desquels elle demandera une autorisation d'admission.

(8) Le coordonnateur des placements qui aide une personne aux termes du paragraphe (7) tient compte des préférences qu'a celle-ci en ce qui concerne son admission qui sont fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturel-

Préférences

(9) Le coordonnateur des placements décide si une personne est admissible à un sibilité foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé uniquement si celle-ci le demande conformément aux règlements.

Décision touchant l'admis-

(10) Le coordonnateur des placements Décision toudésigné, aux termes du paragraphe (3), pour sation un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé décide s'il autorise l'admission d'une personne au foyer uniquement si celle-ci demande une autorisation d'admission au foyer conformément aux règlements.

chant l'autori-

(11) Le coordonnateur des placements Conformité à prend toutes les décisions touchant l'admissi-règlements bilité et toutes celles touchant les autorisations d'admission conformément à la présente loi et aux règlements.

(12) Lorsqu'il prend une décision touchant l'admissibilité d'une personne, le coordonnateur des placements tient compte de l'un ou dont il faut l'autre des éléments d'information suivants qui lui sont fournis:

Evaluations et autres renseignements tenir compte

- 1. L'évaluation de la déficience ou de la capacité de la personne effectuée par un praticien de la santé.
- 2. Toute évaluation des besoins de la personne en matière de traitement médical, de soins médicaux ou d'autres soins personnels, ou tous renseignements à ce sujet.
- (13) Le coordonnateur des placements Conditions de désigné, aux termes du paragraphe (3), pour un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé peut autoriser l'admission d'une personne au foyer uniquement s'il est satisfait aux conditions suivantes:

- (a) the placement co-ordinator or another placement co-ordinator has determined, within the six months preceding authorization, that the person is eligible for admission to an approved charitable home for the aged;
- (b) the approved corporation maintaining and operating the approved charitable home for the aged to which the person's admission is to be authorized approves the person's admission to the home; and
- (c) the person consents to being admitted to the home.

Approval

- (14) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall approve a person's admission to the home unless,
 - (a) the home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements;
 - (b) the staff of the home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements; or
 - (c) circumstances exist which are prescribed by the regulations as being a ground for withholding approval.

Written notice

(15) An approved corporation that withholds approval for the admission of a person to an approved charitable home for the aged shall give to the person, the Director and the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3) a written notice setting out the ground or grounds on which the approved corporation is withholding approval and a detailed explanation of the supporting facts.

Alternative services

- (16) A placement co-ordinator shall suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of an applicant if,
 - (a) the placement co-ordinator determines that the applicant is not eligible for admission to an approved charitable home for the aged; or
 - (b) the placement co-ordinator determines that the applicant is eligible for admission to an approved charitable home for the aged but does not authorize their immediate admission.
- Direction Director
 - (17) If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, this Act or the regulations by an approved corporation maintaining and

- a) le coordonnateur des placements ou un autre coordonnateur des placements a décidé, dans les six mois qui précèdent l'autorisation, que la personne est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées
- b) la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé à l'égard duquel l'admission de la personne doit être autorisée approuve son admission à ce foyer;
- c) la personne consent à être admise à ce foyer.
- (14) La personne morale agréée qui entre- Approbation tient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé approuve l'admission d'une personne au foyer sauf si, selon le cas:
 - a) le foyer ne dispose pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
 - b) le personnel du foyer n'a pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
 - c) il existe des circonstances que les règlements prescrivent comme constituant un motif de refus de l'approbation.
- (15) La personne morale agréée qui refuse Avis écrit l'approbation de l'admission d'une personne à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé donne à celle-ci, au directeur et au coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3) un avis écrit énonçant le ou les motifs de son refus, ainsi qu'une explication détaillée des faits à l'appui de sa décision.

- (16) Le coordonnateur des placements Services de propose des services de rechange ou fait les aiguillages appropriés au nom de l'auteur d'une demande d'admission si, selon le cas :
 - a) il décide que l'auteur de la demande d'admission n'est pas admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé;
 - b) il décide que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, mais n'autorise pas son admission immédiate.
- (17) S'il y a infraction continue ou s'il y a des infractions répétées à une entente de services, à la présente loi ou aux règlements de la part d'une personne morale agréée qui

rechange

Directive du directeur

operating an approved charitable home for the aged, the Director may direct the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3) to cease authorizing admissions to the home for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Compliance with direction

(18) A placement co-ordinator shall comply with a direction issued under subsection

Information to approved corporation

- 9.7—(1) A placement co-ordinator who authorizes a person's admission to an approved charitable home for the aged shall give to the approved corporation maintaining and operating the home the information mentioned in a paragraph of subsection (2)
 - (a) the placement co-ordinator has the information mentioned in the paragraph; and
 - (b) consent to the disclosure of the information to the approved corporation is given by,
 - (i) the person whose admission is authorized, or
 - (ii) the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the approved charitable home for the aged on behalf of the person whose admission is authorized.

Same

- (2) The information referred to in subsection (1) is the following:
 - 1. Information about assessments of the person whose admission is authorized.
 - 2. Information about the person's medical history.
 - 3. Information about the person's social and other care requirements.
 - 4. The name and address of the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the approved charitable home for the aged on behalf of the person whose admission is authorized.

Preference for veterans

- 9.8 The Minister shall ensure that preference is given to veterans for access to beds that,
 - (a) are located in approved charitable homes for the aged for which funding is provided under an agreement between the Government of Ontario

entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, le directeur peut ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3), de cesser d'autoriser des admissions au foyer pendant toute période et sous réserve des conditions qu'il précise.

(18) Le coordonnateur des placements se Obligation de conforme à toute directive donnée en vertu aux directives du paragraphe (17).

9.7 (1) Le coordonnateur des placements Renseignequi autorise l'admission d'une personne à un ner à la foyer de bienfaisance pour personnes âgées personne agréé donne à la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer les renseignements mentionnés dans une disposition du paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :

morale agréée

- a) le coordonnateur des placements a les renseignements mentionnés dans la disposition;
- b) il est consenti à la divulgation des renseignements auprès de la personne morale agréée :
 - (i) soit par la personne dont l'admission est autorisée,
 - (ii) soit par la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- (2) Les renseignements visés au paragra- Idem phe (1) sont les suivants :

sion est autorisée.

1. Les renseignements au sujet des évaluations de la personne dont l'admis-

- 2. Les renseignements au sujet des antécédents médicaux de la personne.
- 3. Les renseignements au sujet des besoins de la personne en matière de soins, notamment sur le plan social.
- 4. Les nom et adresse de la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- 9.8 Le ministre veille à ce que la préfé- Préférence rence soit accordée aux anciens combattants pour ce qui est d'avoir accès à des lits qui :

anciens com-

a) d'une part, se trouvent dans des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés qui sont subventionnés aux termes d'une entente conclue entre le gouvernement de l'Ontario et le gouand the Government of Canada relating to veterans; and

(b) are designated by the Minister as veterans' priority access beds.

Immunity

9.9-(1) No proceeding for damages shall be commenced against an employee or agent of a placement co-ordinator for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Placement co-ordina-

(2) Subsection (1) does not relieve a placement co-ordinator of liability for the acts or omissions of its employees or agents.

Notice of determination

- 9.10-(1) If a placement co-ordinator determines that an applicant for a determination respecting eligibility for admission to an approved charitable home for the aged is not eligible, the placement co-ordinator shall ensure that the applicant and the person, if any, who applied for the determination on behalf of the applicant are notified of,
 - (a) the determination of ineligibility;
 - (b) the reasons for the determination; and
 - (c) the applicant's right to apply to the Appeal Board for a review of the determination.

Application to Appeal Board

(2) The applicant may apply to the Appeal Board for a review of the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Hearing

9.11-(1) When the Appeal Board receives an application for a review of a determination of ineligibility, it shall promptly appoint a time and place for a hearing.

Same

(2) The hearing shall begin within twentyone days after the day the Appeal Board receives the application for the hearing, unless the parties agree to a postponement.

Notice to parties

(3) The Appeal Board shall notify each of the parties of the time and place of the hearing at least seven days before the hearing begins.

Parties

(4) The parties to the proceeding before the Appeal Board are the applicant who was determined to be ineligible for admission, the placement co-ordinator who made the determination and such other parties as the Appeal Board specifies.

- vernement du Canada relativement aux anciens combattants;
- b) d'autre part, sont désignés par le ministre comme des lits d'accès prioritaire aux anciens combattants.

9.9 (1) Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les employés ou mandataires des coordonnateurs des placements, pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

Responsabi-(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas les coordonnateurs des placements de leur res- donnateurs ponsabilité pour les actes ou omissions de des placeleurs employés ou mandataires.

Avis de déci-**9.10** (1) Si un coordonnateur des placements décide que l'auteur d'une demande de décision touchant l'admissibilité à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé n'est pas admissible à un tel foyer, il veille à

ce que l'auteur de la demande d'admission et, le cas échéant, la personne qui a demandé la décision au nom de celui-ci soient avisés de ce qui suit :

- a) la décision de non-admissibilité;
- b) les motifs de la décision;
- c) le droit de l'auteur de la demande d'admission de demander à la Commission d'appel de réexaminer la décision.
- (2) L'auteur de la demande d'admission Demande peut demander à la Commission d'appel de Commission réexaminer la décision de non-admissibilité d'appel prise par le coordonnateur des placements.

9.11 (1) Lorsque la Commission d'appel Audience reçoit une demande de réexamen d'une décision de non-admissibilité, elle fixe sans tarder une date, une heure et un lieu pour la tenue d'une audience.

(2) L'audience doit commencer dans les Idem vingt et un jours qui suivent le jour où la Commission d'appel reçoit la demande d'audience, à moins que les parties ne conviennent d'en reporter la date.

aux parties

- (3) La Commission d'appel avise chacune Avis adressé des parties des date, heure et lieu de l'audience au moins sept jours avant que l'audience ne commence.
- (4) Sont parties à l'instance introduite Parties devant la Commission d'appel l'auteur de la demande à l'égard de qui une décision de non-admissibilité a été prise, le coordonnateur des placements qui a pris la décision et toutes autres parties que désigne la Commission d'appel.

Notice to Minister

(5) When a placement co-ordinator is notified by the Appeal Board of a hearing, the placement co-ordinator shall promptly give the Minister written notice of the hearing together with written reasons for the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Minister entitled to be heard

(6) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise in a proceeding before the Appeal Board under this section.

Ouorum of Appeal Board

(7) Three members of the Appeal Board constitute a quorum and are sufficient for the exercise of the jurisdiction and powers of the Appeal Board under this Act.

Decision of Appeal

(8) For the purposes of this Act, the decision of a majority of the Appeal Board members holding a hearing is the decision of the Appeal Board but, if there is no majority, the decision of the Appeal Board chair or, in his or her absence, the Appeal Board vicechair governs.

Evidence of disabled person

(9) If a party to a proceeding before the Appeal Board under this Act wishes to give evidence in the proceeding or wishes to call another person as a witness to give evidence in the proceeding but the party or other person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability, the Appeal Board members holding the hearing may, at the request of the party, attend upon the party or the other person, as the case may be, and take his or her evidence.

Medical report proves inability

(10) A medical report signed by a legally qualified medical practitioner stating that the practitioner believes that the person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the inability of the person to attend the hearing.

Opportunity parties

(11) No Appeal Board member shall take evidence from a party or other person under subsection (9) unless reasonable notice of the time and place for taking the evidence is given to all parties to the proceeding and each party attending is given an opportunity to examine or cross-examine the party or other person, as the case may be.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Appeal Board at a hearing and the oral evidence taken from a party or other person under subsection (9) shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the evidence shall be furnished on the same terms as in the Ontario Court (General Division).

(5) Lorsqu'un coordonnateur des place- Avis adressé ments est avisé par la Commission d'appel d'une audience, il donne sans tarder au ministre un avis écrit de l'audience auquel il joint l'exposé écrit des motifs de la décision de non-admissibilité qu'il a prise.

(6) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre dans le cadre d'une instance introduite devant la Commission d'appel aux termes du présent article.

(7) Trois membres de la Commission d'ap- Quorum de la pel constituent le quorum et suffisent pour d'appel que celle-ci puisse exercer sa compétence et ses pouvoirs en vertu de la présente loi.

(8) Pour l'application de la présente loi, la Décision de décision de la majorité des membres de la sion d'appel Commission d'appel qui tiennent une audience représente la décision de celle-ci. Cependant, si la majorité n'est pas obtenue, la décision du président de la Commission d'appel ou, en son absence, de son vice-président est prépondérante.

(9) Si une partie à une instance introduite Témoignage devant la Commission d'appel en vertu de la sonne invaprésente loi désire témoigner à l'instance ou lide appeler quelqu'un d'autre à témoigner, mais que la partie ou l'autre personne est incapable de se présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique, les membres de la Commission d'appel qui tiennent l'audience peuvent, à la demande de la partie, se rendre auprès de la partie ou de l'autre personne, selon le cas, pour entendre sa preuve.

(10) Un rapport médical signé par un Le rapport médecin dûment qualifié dans lequel celui-ci déclare qu'il juge la personne incapable de se pacité présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'incapacité de la personne à se présenter à l'audience.

prouve l'inca-

(11) Les membres de la Commission d'ap- Possibilité pel ne doivent pas entendre la preuve d'une tes les parties partie ou d'une autre personne en vertu du paragraphe (9) à moins qu'un préavis raisonnable de la date, de l'heure et du lieu de l'audition du témoin ne soit donné à toutes les parties à l'instance et que chaque partie présente n'ait la possibilité d'interroger ou de contre-interroger la partie ou l'autre personne, selon le cas.

(12) Le témoignage oral donné devant la Transcription Commission d'appel lors d'une audience et ges celui donné par une partie ou une autre personne en vertu du paragraphe (9) est transcrit et, au besoin, des copies de la transcription sont fournies comme s'il s'agissait de

Health Insurance Act

(13) Subsections 23 (1), (2), (4), (5) and (6) of the Health Insurance Act apply to the proceedings and decisions of the Appeal Board under this Act.

Powers of Appeal Board

- (14) After a hearing by the Appeal Board, the Appeal Board may,
 - (a) affirm the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator;
 - (b) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator and refer the matter back to the placement co-ordinator for re-determination in accordance with such directions as the Appeal Board considers proper; or
 - (c) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator, substitute its opinion for the opinion of the placement co-ordinator and direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to an approved charitable home for the aged.

Decision and reasons

(15) The Appeal Board shall render its decision within one day after the end of the hearing and shall provide written reasons to the parties within seven days after rendering the decision.

Decision to Minister

(16) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Appeal Board.

Immunity

9.12 No proceeding for damages shall be commenced against a member, employee or agent of the Appeal Board or anyone acting under the authority of the chair of the Appeal Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Appeal to Divisional Court

9.13—(1) A party to a proceeding before the Appeal Board may appeal its decision to the Divisional Court on a question of law or fact or both, in accordance with the rules of court.

Record

(2) If a party appeals a decision of the Appeal Board to the Divisional Court, the Appeal Board shall promptly file with the Divisional Court the record of the proceeding before the Appeal Board and the trantémoignages donnés devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

(13) Les paragraphes 23 (1), (2), (4), (5) Loi sur et (6) de la Loi sur l'assurance-santé s'appli- santé quent aux instances introduites devant la Commission d'appel et aux décisions rendues par celle-ci en vertu de la présente loi.

(14) A la suite d'une audience tenue Pouvoirs de devant la Commission d'appel, cette dernière sion d'appel peut, selon le cas:

- a) confirmer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements;
- b) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements et renvoyer l'affaire à ce dernier pour qu'il prenne une nouvelle décision conformément aux directives qu'elle juge appropriées;
- c) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements, substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements et ordonner, au moyen d'une directive, à celui-ci de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé.
- (15) La Commission d'appel rend sa déci- Décision et sion au plus tard un jour après la fin de l'audience et en remet les motifs par écrit aux parties dans les sept jours qui suivent la date où la décision a été rendue.

(16) Le coordonnateur des placements Décision fournit au ministre une copie de la décision au ministre de la Commission d'appel, accompagnée de ses motifs.

9.12 Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les membres, employés ou mandataires de la Commission d'appel ou contre quiconque agit sous l'autorité du président de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonc-

9.13 (1) Toute partie à une instance Appels portés introduite devant la Commission d'appel peut Cour divisioninterjeter appel de la décision de celle-ci naire devant la Cour divisionnaire à l'égard de questions de droit ou de fait, ou des deux, conformément aux règles de pratique.

(2) Si une partie interjette appel d'une Dossier d'apdécision de la Commission d'appel devant la Cour divisionnaire, la Commission d'appel dépose sans tarder auprès de la Cour divisionnaire le dossier de l'instance introduite

script of the evidence taken before the Appeal Board, which together constitute the record in the appeal.

Minister to he heard

(3) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

- (4) On an appeal under this section, the Divisional Court,
 - (a) may affirm or rescind the decision of the Appeal Board;
 - (b) may refer the matter back to the Appeal Board for rehearing in whole or in part in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (c) may refer the matter back to the placement co-ordinator for redetermination in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (d) may substitute its opinion for that of the placement co-ordinator or the Appeal Board; and
 - (e) may direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to an approved charitable home for the aged.

Decision to Minister

(5) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Divisional Court.

Affidavits

9.14 A person or a member of a class of persons designated by the Minister as a commissioner or commissioners for taking affidavits for the purposes of this Act is a commissioner for taking affidavits within the meaning of the Commissioners for taking Affidavits Act with power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of this Act.

Plan of care

- 9.15 An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall ensure that,
 - (a) the requirements of each resident of the home are assessed on an ongoing basis;
 - (b) a plan of care is developed for each resident to meet the resident's requirements;

devant la Commission d'appel et les transcriptions des témoignages donnés devant celle-ci, lesquels dossier et transcriptions constituent le dossier d'appel.

(3) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre aux débats d'un appel interjeté en vertu du présent article.

(4) La Cour divisionnaire, qui est saisie Pouvoirs de d'un appel interjeté en vertu du présent arti- de l'appel cle, peut faire ce qui suit :

- a) confirmer ou annuler la décision de la Commission d'appel;
- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel pour qu'elle tienne une nouvelle audience sur une partie ou la totalité de l'affaire, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- c) renvoyer l'affaire au coordonnateur des placements pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives que la Cour juge appro-
- d) substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements ou de la Commission d'appel;
- e) ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées
- (5) Le coordonnateur des placements four- Décision nit au ministre une copie de la décision de la au ministre Cour divisionnaire, accompagnée de ses motifs.

- 9.14 Les personnes ou les membres d'une Affidavits catégorie de personnes que le ministre désigne comme commissaires aux affidavits pour l'application de la présente loi sont commissaires aux affidavits au sens de la Loi sur les commissaires aux affidavits et sont investis à ce titre du pouvoir de recevoir des affidavits et des déclarations solennelles pour l'application de la présente loi.
- 9.15 La personne morale agréée qui Programme entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé veille à ce qui suit :

- a) que les besoins de chaque pensionnaire du foyer soient évalués de façon continuelle;
- b) que soit élaboré à l'intention de chaque pensionnaire un programme de soins destiné à répondre à ses besoins;

- (c) the plan of care is revised as necessary when the resident's requirements change;
- (d) an opportunity to participate fully in the development and revision of the resident's plan of care is provided to the resident, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct; and
- (e) the care outlined in the plan of care is provided to the resident.

Quality management

9.16 An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall ensure that a quality management system is developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to the residents of the home.

Notice to residents

- 9.17-(1) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall give to each resident of the home, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct, a written notice,
 - (a) setting out the rights of the resident under subsection 3.1 (2) and stating that the approved corporation is obliged to respect and promote those rights;
 - (b) describing the accommodation, care, services, programs and goods that the approved corporation is required to provide or offer under this Act and under the service agreement relating to the home;
 - (c) stating that the resident, the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care or such other person as they may direct may request access to and an explanation of the resident's plan of care, and specifying the person to whom such a request must be made;
 - (d) setting out the procedures for making complaints about the maintenance or operation of the home, the conduct of the staff of the home or the treatment or care received by the resident in the home; and

- c) que le programme de soins soit révisé, s'il y a lieu, en fonction de l'évolution des besoins du pensionnaire;
- d) qu'il soit donné au pensionnaire, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner la possibilité de participer pleinement à l'élaboration et à la révision du programme de soins du pensionnaire:
- e) que les soins indiqués dans le programme de soins soient fournis au pensionnaire.
- 9.16 La personne morale agréée qui Gestion de la entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé veille à ce que soit élaboré et mis en oeuvre un système de gestion de la qualité visant à surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens fournis aux pensionnaires du foyer.

- 9.17 (1) La personne morale agréée qui Remise d'un entretient et fait fonctionner un foyer de sionnaires bienfaisance pour personnes âgées agréé remet à chaque pensionnaire du foyer, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom du pensionnaire concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner, un avis écrit:
 - a) énonçant les droits du pensionnaire prévus au paragraphe 3.1 (2) et portant que la personne morale agréée est dans l'obligation de respecter et de promouvoir ces droits;
 - b) décrivant l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens que la personne morale agréée est tenue de fournir ou d'offrir aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer;
 - c) portant que le pensionnaire, la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celuici concernant ses soins personnels ou toute autre personne qu'ils peuvent désigner peut demander à consulter le programme de soins du pensionnaire et demander des explications au sujet du programme, et précisant le nom de la personne à qui une telle demande doit être présentée;
 - d) énonçant la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet de l'entretien ou du fonctionnement du foyer, de la conduite du personnel du foyer ou du traitement ou des soins qu'y reçoit le pensionnaire;

(e) setting out such other matters as are prescribed by the regulations.

Obligations re plan of

(2) If a request is made in accordance with clause (1) (c), the approved corporation shall ensure that access to and an explanation of the plan of care is provided to the person who made the request.

Posting of information

- **9.18**—(1) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall post in the home,
 - (a) a copy of section 3.1;
 - (b) a copy of the service agreement relating to the home;
 - (c) a copy of the most recent inspection report relating to the home received by the approved corporation under subsection 10.1 (15);
 - (d) copies of those financial statements, reports and returns filed with the Minister that the regulations require to be posted; and
 - (e) all other documents and information that the regulations require to be posted.

Exception

(2) In posting anything under subsection (1), the approved corporation shall not disclose the salary of an individual.

Residents' council

- 9.19-(1) If a request for the establishment of a residents' council is made to the administrator of an approved charitable home for the aged by at least three persons, each of whom is a person mentioned in subsection (2),
 - (a) the administrator shall promptly notify the Director and the approved corporation maintaining and operating the home of the request; and
 - (b) the approved corporation shall assist the persons who made the request in establishing a residents' council for the home within sixty days of the request.

Request for residents council

- (2) For the purpose of subsection (1), the following persons may request the establishment of a residents' council for an approved charitable home for the aged:
 - 1. A resident of the home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home concerning the resident's personal care.

- e) énonçant toute autre question que prescrivent les règlements.
- (2) Si une demande est présentée confor- Obligation mément à l'alinéa (1) c), la personne morale programme agréée veille à ce que l'auteur de la demande de soins puisse consulter le programme de soins et à ce qu'on lui fournisse des explications au sujet du programme.

9.18 (1) La personne morale agréée qui Affichage de entretient et fait fonctionner un foyer de ments bienfaisance pour personnes âgées agréé affiche dans le foyer ce qui suit :

- a) une copie de l'article 3.1;
- b) une copie de l'entente de services relative au foyer;
- c) une copie du plus récent rapport d'inspection relatif au foyer que la personne morale agréée a reçu aux termes du paragraphe 10.1 (15);
- d) une copie des états financiers, rapports et déclarations déposés auprès du ministre qui doivent être affichés aux termes des règlements;
- e) tous autres documents et renseignements qui doivent être affichés aux termes des règlements.
- (2) En affichant quoi que ce soit aux ter- Exception mes du paragraphe (1), la personne morale agréée ne doit pas divulguer le salaire d'un particulier.

pensionnaires

- 9.19 (1) Si une demande de constitution Conseil des d'un conseil des pensionnaires est présentée à l'administrateur d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé par au moins trois personnes, chacune d'entre elles étant une personne visée au paragraphe (2):
 - a) l'administrateur en avise sans tarder le directeur et la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer;
 - b) la personne morale agréée aide les personnes qui ont présenté la demande à constituer un conseil des pensionnaires dans le foyer dans les soixante jours qui suivent la demande.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), Demande de les personnes suivantes peuvent demander d'un conseil que soit constitué un conseil des pensionnai- des pensionres dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé:

- 1. Tout pensionnaire du foyer.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire du foyer concernant ses soins personnels.

Right to be a member

- (3) The following persons are entitled to be members of the residents' council of an approved charitable home for the aged:
 - 1. A resident of the home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home concerning the resident's personal care.
 - 3. A person selected by the resident or by the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care.

Who may not be a member

(4) No officer or director of an approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged may be a member of the residents' council of the home, unless he or she is also a person mentioned in paragraph 1 or 2 of subsection (3).

Same

(5) No administrator or member of the staff of an approved charitable home for the aged may be a member of the residents' council of the home.

Appointment by Minister

(6) At the request of a residents' council, the Minister may appoint no more than three persons to be members of the residents' council, and those persons shall serve as members at the pleasure of the residents'

Same

(7) Only a person who lives in the area in which the approved charitable home for the aged is located and who is not employed by and does not have a contractual relationship with the ministry of the Minister may be appointed under subsection (6).

Meeting

9.20—(1) Unless an approved charitable home for the aged has a residents' council, the approved corporation maintaining and operating the home shall, at least once in each year, convene a meeting of the residents of the home and the persons who are lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident concerning the resident's personal care, to advise them of their right to establish a residents' council.

Results of meeting

(2) Within thirty days after the meeting, the approved corporation shall notify the Director of the results of the meeting.

Powers of residents council

9.21 It is the function of a residents' council of an approved charitable home for the aged, and the council has the power, to,

- (3) Les personnes suivantes ont le droit Droit d'être d'être membres du conseil des pensionnaires d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé:
 - 1. Tout pensionnaire du foyer.
 - 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire du foyer concernant ses soins personnels.
 - 3. La personne choisie par le pensionnaire ou par la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels.

(4) Aucun dirigeant ni aucun membre du Personnes conseil d'administration d'une personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ne peut être membre du conseil des pensionnaires du foyer, s'il n'est pas également une personne visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (3).

(5) Aucun administrateur ni aucun mem- Idem bre du personnel d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé ne peut être membre du conseil des pensionnaires du foyer.

(6) À la demande du conseil des pensionnaires, le ministre peut nommer trois personnes au plus pour être membres du conseil des pensionnaires. Ces personnes restent membres au gré du conseil des pensionnaires.

Nominations

(7) Seule une personne qui vit dans la région où est situé le foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et qui n'est pas employée par le ministère du ministre ni n'a de lien contractuel avec ce ministère peut être nommée en vertu du paragraphe (6).

9.20 (1) Sauf si le foyer de bienfaisance Réunion pour personnes âgées agréé est doté d'un conseil des pensionnaires, la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer doit, au moins une fois par an, convoquer à une réunion les pensionnaires du foyer et les personnes qui sont légalement autorisées à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire concernant ses soins personnels pour les informer de leur droit de constituer un conseil des pensionnaires.

(2) Dans les trente jours qui suivent la réunion, la personne morale agréée informe le directeur des résultats de cette réunion.

9.21 Le conseil des pensionnaires d'un Pouvoirs du foyer de bienfaisance pour personnes âgées pensionnaires agréé exerce les fonctions et pouvoirs suivants:

Résultats de la réunion

- (a) advise residents of the home respecting their rights and obligations under this Act;
- (b) advise residents of the home respecting the rights and obligations of the approved corporation maintaining and operating the home under this Act and under the service agreement relating to the home;
- (c) meet regularly with representatives of the approved corporation maintaining and operating the home to,
 - (i) review inspection reports relating to the home received by the approved corporation under subsection 10.1 (15),
 - (ii) review the allocation of money for accommodation, care, services, programs and goods provided in the home,
 - (iii) review the financial statements relating to the home filed with the Minister under the regulations, and
 - (iv) review the operation of the home;
- (d) attempt to mediate and resolve a dispute between the approved corporation maintaining and operating the home and a resident of the home; and
- (e) report to the Minister any concerns and recommendations that in its opinion ought to be brought to the Minister's attention.

Residents' council assis-

9.22—(1) With the consent of a residents' council, the Minister may appoint a residents' council assistant to assist the residents' council in carrying out its responsibilities.

Duties

(2) In carrying out his or her duties, a residents' council assistant shall take instructions from and report to the residents' council.

Information tance

9.23 – (1) An approved corporation maintaining and operating an approved charitable home for the aged shall co-operate with the residents' council and the residents' council assistant and shall provide them with such financial and other information and such assistance as is required by the regulations.

(2) No person shall refuse entry to an approved charitable home for the aged to a residents' council assistant or otherwise hinder, obstruct or interfere with a residents' council assistant carrying out his or her duties.

- a) il informe les pensionnaires du foyer sur leurs droits et leurs obligations aux termes de la présente loi;
- b) il informe les pensionnaires du fover sur les droits et les obligations de la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer, aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer;
- c) il se réunit régulièrement avec des représentants de la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer, aux fins suivantes :
 - (i) examiner les rapports d'inspection relatifs au foyer que la personne morale agréée a reçus aux termes du paragraphe 10.1 (15),
 - (ii) examiner les affectations de fonds à l'hébergement et aux soins, services, programmes et biens fournis dans le foyer,
 - (iii) examiner les états financiers relatifs au foyer qui sont déposés auprès du ministre aux termes des règlements,
 - (iv) examiner le fonctionnement du fover;
- d) il tente de recourir à la médiation et de trouver une solution dans le cas d'un différend opposant la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer et un pensionnaire du foyer;
- e) il fait part au ministre de tout sujet de préoccupation et de toute recommandation qui, selon lui, doivent être portés à son attention.
- 9.22 (1) Le ministre peut, avec le con-Adjoint au sentement du conseil des pensionnaires, pensionnaires nommer un adjoint au conseil des pensionnaires pour aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabilités.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'ad-Fonctions joint au conseil des pensionnaires reçoit ses directives du conseil des pensionnaires et relève de ce dernier.

Renseigne-

- **9.23** (1) La personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé collabore avec le conseil des pensionnaires et l'adjoint au conseil des pensionnaires et leur fournit l'aide ainsi que les renseignements financiers et autres exigés par les règlements.
- (2) Nul ne doit interdire l'entrée dans un Entrave foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé à l'adjoint au conseil des pensionnaires, ni le gêner ou l'entraver de quelque autre façon dans l'exercice de ses fonctions.

Offence

(3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Immunity

- 9.24 No proceeding shall be commenced against a member of a residents' council or a residents' council assistant for any act done under section 9.21, unless the act is done maliciously or without reasonable grounds.
- 7. Section 10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

- (4) This section does not apply to approved charitable homes for the aged.
- 8. The Act is further amended by adding the following sections:

Definitions

10.1-(1) In this section,

- "inspector" means the Director or any other person appointed by the Minister in writing as an inspector for the purposes of this Act; ("inspecteur")
- "record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, payroll record, record of staff hours worked, medical record, drug record, correspondence and any other document, regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form, but does not include that part of a record that deals with quality management activities or quality improvement activities. ("document")

Inspection of approved charitable homes for the aged

- (2) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations or a service agreement, an inspector,
 - (a) may at all reasonable times enter and inspect an approved charitable home for the aged; and
 - (b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to an approved charitable home for the aged are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such records and other things.
- (3) No inspector shall enter a place that is not in an approved charitable home for the

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

9.24 Sont irrecevables les instances intro-Immunité duites contre les membres du conseil des pensionnaires ou l'adjoint au conseil des pensionnaires pour tout acte accompli aux termes de l'article 9.21, à moins que l'acte ne soit accompli avec l'intention de nuire ou

7 L'article 10 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

sans motif raisonnable.

(4) Le présent article ne s'applique pas Non-applicaaux fovers de bienfaisance pour personnes âgées agréés.

8 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

10.1 (1) Les définitions qui suivent s'ap- Définitions pliquent au présent article.

- «document» S'entend notamment d'un livre de comptes, d'un livret de banque, d'un justificatif, d'une facture, d'un récépissé, d'un contrat, d'un document relatif à la paie, d'un document relatif aux heures de travail effectuées par le personnel, d'un document médical, d'un document relatif aux médicaments, de correspondance et de tout autre document, que le document se présente sur papier, sous forme électronique ou photographique, ou autrement. Est toutefois exclue de la présente définition la partie d'un document qui traite d'activités de gestion de la qualité ou d'activités d'amélioration de la qualité. («record»)
- «inspecteur» Le directeur ou toute autre personne nommée inspecteur par écrit par le ministre pour l'application de la présente loi. («inspector»)
- (2) En vue de déterminer si la présente Inspection loi, les règlements ou une entente de services bienfaisance sont observés, un inspecteur :

pour personnes âgées agréés

- a) peut, d'une part, à toute heure convenable, pénétrer dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé et en faire l'inspection;
- b) peut, d'autre part, s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans le foyer, pénétrer dans le lieu, à toute heure convenable, en vue de les examiner.
- (3) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans Logements un lieu servant de logement qui ne se trouve

Dwellings

21

aged and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the place.

Identification

(4) An inspector conducting an inspection under this section shall produce, upon request, identification that provides evidence of his or her authority.

Powers on inspection

- (5) An inspector conducting an inspection under this section,
 - (a) may inspect the premises of the home and the operations on the premises;
 - (b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;
 - (c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of the home;
 - (d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;
 - (e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;
 - (f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of the approved corporation in order to produce a record in readable form;
 - (g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance, or any other thing, if it is relevant to the inspection;
 - (h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);
 - (i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and
 - (j) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.

Written demand

(6) A demand mentioned in clause (5) (c) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the records and other things required.

Return of

(7) An inspector shall carry out with reasonable dispatch any reviewing, copying, examining or testing under clause (5) (h) or

pas dans un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, sauf si l'occupant des lieux y consent.

SOINS DE LONGUE DURÉE

(4) L'inspecteur qui effectue une inspec- Identification tion en vertu du présent article produit, sur demande, une pièce d'identité qui atteste de son mandat.

l'inspecteur

- (5) L'inspecteur qui effectue une inspec- Pouvoirs de tion en vertu du présent article peut accomplir les actes suivants :
 - a) inspecter les locaux du fover et examiner les activités qui s'y déroulent;
 - b) examiner les documents ou autres choses pertinents;
 - c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris les documents ou autres choses qui ne sont pas conservés dans les locaux du
 - d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;
 - e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;
 - f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose la personne morale agréée, en vue de produire quelque document que ce soit sous forme lisible;
 - g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantillons de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;
 - h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;
 - i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);
 - j) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.
- (6) La demande formelle visée à l'alinéa Demande for-(5) c) est présentée par écrit et comprend écrit une déclaration quant à la nature des documents et autres choses dont la production est exigée.

(7) L'inspecteur fait, avec une diligence Restitution raisonnable, les examens, analyses, copies ou tests prévus à l'alinéa (5) h) ou i) et remet,

(i) and shall, within a reasonable time, return the records and other things removed to the place from which they were removed.

Making things avail-

(8) At the request of the approved corporation maintaining and operating the home, an inspector who has removed a record or other thing under clause (5) (g) shall make it available for review, copying, examination or testing by or on behalf of the approved corporation at a mutually convenient time and place.

Samples

(9) Subsections (7) and (8) do not apply to samples removed by the inspector.

Admissibility of copies

(10) A copy made under clause (5) (h) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Admissibility of test results

(11) A certificate as to the result of an examination or test conducted under this section that states the name and qualifications of the person who conducted the examination or test and purports to be signed by that person is, without proof of the office or signature of that person, admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate, if the certificate has been served on the other parties to the proceeding within a reasonable time before the certificate is adduced.

Obligation to produce and

- (12) If an inspector makes a demand under clause (5) (c), the person having custody of the record or other thing shall produce it for the inspector and shall, at the inspector's request,
 - (a) provide such assistance as is reasonably necessary to produce the record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and
 - (b) provide such assistance as is reasonably necessary to interpret the record for the inspector.

Obstruction

(13) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.

Offence

(14) Any person who contravenes subsection (12) or (13) is guilty of an offence and dans un délai raisonnable, les documents et autres choses enlevés, au lieu d'où ils ont été

(8) À la demande de la personne morale Mise à la disagréée qui entretient et fait fonctionner le personne foyer, l'inspecteur qui a enlevé des docu- morale ments ou autres choses en vertu de l'alinéa (5) g) les met à la disposition de la personne morale agréée ou de quiconque agit en son nom pour que puissent en être faits l'examen, l'analyse, des copies ou des tests, aux date, heure et lieu dont ils conviennent d'un commun accord.

(9) Les paragraphes (7) et (8) ne s'appli- Échantillons quent pas aux échantillons enlevés par l'ins-

(10) Les copies faites en vertu de l'alinéa Admissibilité (5) h) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

(11) Le certificat relatif au résultat d'un Admissibilité examen, d'une analyse ou d'un test effectué en vertu du présent article, qui énonce le nom et les compétences de la personne qui a effectué l'examen, l'analyse ou le test et qui se présente comme étant signé par cette personne est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de cette personne, admissible dans toute instance comme la preuve, en l'absence de certificat, si celui-ci a été signifié aux autres parties à l'instance dans un délai raisonnable avant la production du certificat.

preuve du contraire, des faits attestés dans le (12) Si un inspecteur fait une demande Production de formelle en vertu de l'alinéa (5) c), la per- aide obliga-

- sonne qui a la garde des documents ou autres toires choses les produit à l'inspecteur et, à sa demande:
 - a) d'une part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des don-
 - b) d'autre part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation des documents à l'inspecteur.
- (13) Nul ne doit gêner ni entraver le tra- Entrave vail d'un inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'acquitter des fonctions que lui confère la présente loi.
- (14) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (12) ou (13) est coupable d'une infraction et

on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Inspection report

(15) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to the approved corporation maintaining and operating the home.

Warrant

- 10.2-(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 10.1 (5), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that,
 - (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 10.1 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 10.1 (5); or
 - (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 10.1 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 10.1(5).

Expiry of

(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after the warrant is issued.

Extension of time

(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than thirty days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.

Use of force

(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of

(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Other matters

(6) Subsections 10.1 (4) and 10.1 (6) to (15) apply with necessary modifications to an inspector executing a warrant issued under this section.

Protection from personal liability

10.3-(1) No proceeding for damages shall be commenced against an inspector for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of his or her duty.

passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

(15) Dès qu'il a terminé l'inspection prévue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie à la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le fover.

Rapport d'inspection

10.2 (1) Un juge de paix peut décerner Mandat un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs énoncés au paragraphe 10.1 (5), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment:

- a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 10.1 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 10.1 (5);
- b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 10.1 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 10.1 (5).
- (2) Le mandat décerné en vertu du pré- Expiration du sent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de trente jours après que le mandat est décerné.

(3) Un juge de paix peut reporter la date Prorogation d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus trente jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.

Recours à la

- (4) L'inspecteur nommé sur le mandat décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour exécuter le mandat et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.
- (5) A moins qu'il ne précise autrement, le Délai d'exémandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.
- (6) Les paragraphes 10.1 (4) et 10.1 (6) à Autres ques-(15) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspecteur qui exécute un mandat décerné en vertu du présent article.
- 10.3 (1) Sont irrecevables les instances Immunité en dommages-intérêts introduites contre les inspecteurs pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

1993

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an inspec-

Protection from reprisals

10.4-(1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.

No interference

(2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.

Offence

- (3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.
- 9. Subsection 11 (1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of clause (a), by adding "or" at the end of clause (b) and by adding the following clause:
 - (c) in the case of an approved charitable home for the aged,
 - (i) the approved corporation maintaining and operating the home has contravened this Act or the regulations,
 - (ii) the approved corporation maintaining and operating the home has breached its service agreement with the Crown in right of Ontario relating to the home, or
 - (iii) the approved corporation has ceased operating the home, at least six months have elapsed since the operation of the home ceased and the approved corporation is not taking reasonable steps to re-open the home.
- 10.-(1) Clause 12 (b) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (b) prescribing classes of approved charitable institutions and specifying classes of persons that may be cared for in each class of institution;
- (b.1) governing the admission of persons to and their discharge from approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, other than approved charitable homes for

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de Responsabilité de la la Loi sur les instances introduites contre la Couronne Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un inspecteur.

10.4 (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir Protection de faire quoi que ce soit à titre de représail- représailles les contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.

(2) Nul ne doit chercher, par quelque Contrainte moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

- 9 Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - c) s'il s'agit d'un foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, dans les cas suivants:
 - (i) la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le foyer a enfreint la présente loi ou les règlements,
 - (ii) la personne morale agréée qui entretient et fait fonctionner le fover a violé l'entente de services concernant le foyer qu'elle a conclue avec la Couronne du chef de l'Ontario,
 - (iii) la personne morale agréée a cessé de faire fonctionner le foyer, au moins six mois se sont écoulés depuis que le fonctionnement du foyer a cessé et la personne morale agréée ne prend pas de mesures raisonnables pour rouvrir le foyer.

10 (1) L'alinéa 12 b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) prescrire des catégories d'établissements de bienfaisance agréés et préciser les catégories de personnes qui peuvent recevoir des soins dans chaque catégorie d'établissements;
- b.1) régir l'admission de personnes aux établissements de bienfaisance agréés ou à une catégorie de ces établissements, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés,

25

- the aged, including prescribing the conditions of eligibility for admission and procedures for admission and discharge;
- (b.2) governing applications to placement co-ordinators for a determination regarding a person's eligibility for admission to an approved charitable home for the aged or for authorization of a person's admission to such a home, including prescribing the placement co-ordinators to whom applications may be made and the frequency with which applications may be made;
- (b.3) governing the determination of a person's eligibility for admission to an approved charitable home for the aged and the determination of whether to authorize a person's admission to such a home;
- (b.4) prescribing, for the purpose of clause 9.6 (14) (c), additional circumstances which are grounds for an approved corporation to withhold approval for the admission of a person to an approved charitable home for the aged;
- (b.5) prescribing and governing the obligations of an approved corporation in relation to giving or withholding approval for the admission of a person to an approved charitable home for the aged, and governing the written notice required to be given under subsection 9.6 (15);
- (b.6) requiring that placement co-ordinators have certain qualifications or meet certain requirements and prescribing such qualifications or requirements;
- (b.7) governing the treatment, care and discharge of residents of approved charitable homes for the aged.

(2) Clause 12 (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) providing for the collection of information and the making of investigations regarding the financial and other circumstances of residents in or applicants for admission to approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, in connection with determinations respecting eligibility for admission, authorization of admission, discharge and amounts which residents may be charged.

- ainsi que leur mise en congé, notamment en prescrivant les conditions d'admissibilité et les modalités d'admission et de mise en congé;
- b.2) régir les demandes adressées aux coordonnateurs des placements en vue d'une décision portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés ou en vue d'une autorisation d'admission de personnes à ces foyers, notamment en prescrivant les coordonnateurs des placements à qui ces demandes peuvent être adressées et la fréquence de celles-ci;
- b.3) régir les décisions portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés et celles autorisant ou non l'admission de personnes à ces foyers;
- b.4) prescrire, pour l'application de l'alinéa 9.6 (14) c), les circonstances additionnelles qui constituent des motifs pour lesquels les personnes morales agréées peuvent refuser d'approuver l'admission de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;
- b.5) prescrire et régir les obligations des personnes morales agréées pour ce qui est de donner ou de refuser leur approbation en matière d'admission de personnes à des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, et régir l'avis écrit qui doit être donné aux termes du paragraphe 9.6 (15);
- b.6) exiger que les coordonnateurs des placements possèdent certaines compétences ou satisfassent à certaines exigences et prescrire ces compétences ou exigences;
- b.7) régir le traitement, les soins et la mise en congé des pensionnaires des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés.

(2) L'alinéa 12 c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) prévoir la collecte de renseignements et la tenue d'enquêtes sur les situations financière et autres des pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou d'une catégorie de ces établissements, ou des personnes qui demandent à y être admises, en ce qui concerne les décisions portant sur l'admissibilité, l'autorisation d'admission, la mise en congé et les montants qui peuvent être exigés des pensionnaires. (3) Clause 12 (h) of the Act is amended by striking out "requiring in-service training programs to be provided" in the sixth and seventh lines and substituting "requiring and governing in-service training programs".

(4) Clause 12 (j) of the Act is repealed and the following substituted:

- (j) requiring approved corporations to provide or offer certain types of accommodation, care, services, programs and goods to residents of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, and prescribing and governing the accommodation, care, services, programs and goods that must be provided or offered:
- (j.1) requiring and governing the assessment and classification of residents of approved charitable institutions or any class of approved charitable institutions for the purpose of determining the class or level of care, services, programs or goods required by each resident.

(5) Clause 12 (k) of the Act is repealed and the following substituted:

- (k) requiring that parts of the bed capacity of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, other than approved charitable homes for the aged, be set aside for residents requiring a specified class or level of care, services, programs or goods, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class or level:
- (k.1) requiring that parts of the bed capacity of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions be set aside for various classes of accommodation, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class.

(6) Clause 12 (l) of the Act is repealed and the following substituted:

 prescribing the maximum amounts that may be charged residents of approved charitable institutions or a class of approved charitable institutions, other than approved charitable homes for the aged, in respect of particular classes or levels of care, services, programs or goods; (3) L'alinéa 12 h) de la Loi est modifié par substitution, à «exiger que ces employés reçoivent des programmes de formation en cours d'emploi» aux septième, huitième et neuvième lignes, de «exiger que des programmes de formation en cours d'emploi soient offerts à ces employés et régir ces programmes».

(4) L'alinéa 12 j) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- j) exiger des personnes morales agréées qu'elles fournissent ou offrent aux pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou d'une catégorie de ces établissements certains types d'hébergement, de soins, de services, de programmes et de biens, et prescrire et régir l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens qui doivent être fournis ou offerts;
- j.1) exiger et régir l'évaluation et la classification des pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou de toute catégorie de ces établissements, en vue de déterminer la catégorie ou le niveau des soins, des services, des programmes ou des biens que requiert chaque pensionnaire.

(5) L'alinéa 12 k) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- k) exiger qu'une partie des lits dont disposent les établissements de bienfaisance agréés ou une catégorie de ces établissements, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, soit réservée pour les pensionnaires qui requièrent une catégorie ou un niveau particuliers de soins, de services, de programmes ou de biens, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie ou niveau;
- k.1) exiger qu'une partie des lits dont disposent les établissements de bienfaisance agréés ou une catégorie de ces établissements soit réservée pour diverses catégories d'hébergement, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie.

(6) L'alinéa 12 l) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

 prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés des pensionnaires des établissements de bienfaisance agréés ou d'une catégorie de ces établissements, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, pour des catégories ou niveaux particuliers de soins, de services, de programmes ou de biens;

- (l.1) defining "accommodation", "basic accommodation", "preferred accommodation", "short-stay program" and "veteran" for the purpose of any provision of this Act or the regulations;
- (1.2) prescribing the maximum amounts or governing the manner of determining the maximum amounts that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clauses 9.3 (1) (a) and (b), prescribing the information or proof that is to be provided before a determination is made, requiring that the information provided for the purpose of a determination be provided under oath, and prescribing the persons or other entities who may make the determination;
- (1.3) designating care, services, programs and goods for the purpose of clause 9.3 (1) (c) and prescribing the maximum amount, or governing the manner of determining the maximum amount, that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clause 9.3 (1) (c) for each item so designated.
- (7) Clause 12 (p) of the Act is amended by striking out "other than a hostel" in the fourth line and substituting "other than a hostel or an approved charitable home for the aged".
- (8) Clauses 12 (q), (r) and (s) of the Act are repealed and the following substituted:
 - (q) governing the manner of determining the amounts of the payments required to be made under section 9 and the method and time of payment;
 - (r) instituting a system for reconciling the payments made by the Crown under section 9 on account of the maintenance and operating costs of an approved charitable home for the aged with the actual maintenance and operating costs of the home, including,
 - (i) requiring the approved corporation to provide, at specified intervals, audited financial statements, proof of maintenance and operating costs, information about the level of occupancy of the home and other documents and information,

- 1.1) définir les termes «hébergement», «hébergement avec services de base», «hébergement avec services privilégiés», «programme de séjour de courte durée» et «ancien combattant» pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
- 1.2) prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés ou acceptés des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu des alinéas 9.3 (1) a) et b), ou régir la façon de les établir, prescrire les renseignements ou la preuve qui doivent être fournis avant que les montants ne soient établis, exiger que les renseignements fournis aux fins de l'établissement des montants soient fournis sous serment, et prescrire les personnes ou autres entités qui peuvent établir ces montants;
- 1.3) désigner les soins, les services, les programmes et les biens pour l'application de l'alinéa 9.3 (1) c) et prescrire le montant maximal qui peut être exigé ou accepté des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu de l'alinéa 9.3 (1) c) pour tout élément qui est ainsi désigné, ou régir la façon d'établir ce montant.
- (7) L'alinéa 12 p) de la Loi est modifié par substitution, à «à l'exception des centres d'accueil» aux quatrième et cinquième lignes, de «à l'exception des centres d'accueil et des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés».
- (8) Les alinéas 12 q), r) et s) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - q) régir la façon d'établir les montants des subventions qui doivent être accordées aux termes de l'article 9, leur mode de versement, ainsi que le moment où elles sont versées;
 - r) établir un système de rapprochement entre, d'une part, les subventions accordées par la Couronne aux termes de l'article 9 pour les frais d'entretien et de fonctionnement des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés et, d'autre part, les frais réels d'entretien et de fonctionnement de ces foyers, en faisant notamment ce qui suit :
 - (i) exiger des personnes morales agréées qu'elles fournissent, à des intervalles précisés, des états financiers vérifiés, la preuve des frais d'entretien et de fonctionnement, des renseignements sur le taux d'occupation des foyers et

- (ii) requiring that the information provided by the approved corporation for the purpose of the reconciliation be provided under oath, and
- (iii) providing for the recovery by the Crown of any excess payment through deduction from subsequent payments to the approved corporation;
- (s) prescribing the extraordinary events in respect of which the Minister may make additional grants to an approved corporation under section 9.1;
- (s.1) governing service agreements, including prescribing provisions that must be contained in all service agreements and matters that must be provided for in all service agreements.
- (9) Clause 12 (t) of the Act is amended by inserting after "institution" in the fourth line "other than an approved charitable home for the aged".
- (10) Clause 12 (v) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (v) requiring that approved corporations keep records and accounts for approved charitable institutions and that they file financial statements, reports and returns with the Minister at specified intervals, prescribing and governing such records, accounts, financial statements, reports and returns, and requiring that approved corporations furnish such information or accounts as the Minister may require;
- (v.1) governing the posting of documents and information under section 9.18, prescribing the financial statements, reports and returns that must be posted and prescribing additional documents and information that must be posted.
- (11) Clause 12 (x) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (x) prescribing additional duties of provincial supervisors and inspectors;
- (x.1) governing inspection reports.
- (12) Section 12 of the Act is amended by adding the following clauses:

- sur d'autres questions, ainsi que d'autres documents,
- (ii) exiger que les renseignements fournis par la personne morale agréée aux fins du rapprochement soient fournis sous serment,
- (iii) prévoir le recouvrement par la Couronne de tous paiements excédentaires par déduction de ceux-ci des subventions accordées par la suite aux personnes morales agréées;
- s) prescrire les événements extraordinaires à l'égard desquels le ministre peut accorder des subventions supplémentaires aux personnes morales agréées en vertu de l'article 9.1;
- s.1) régir les ententes de services, notamment en prescrivant les dispositions qu'elles doivent comprendre et les questions qu'elles doivent prévoir.
- (9) L'alinéa 12 t) de la Loi est modifié par insertion, après «agréés» à la cinquième ligne, de «, à l'exception des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés».
- (10) L'alinéa 12 v) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - v) exiger que les personnes morales agréées tiennent des dossiers et des comptes pour les établissements de bienfaisance agréés et qu'elles déposent des états financiers, des rapports et des déclarations auprès du ministre à des intervalles précisés, prescrire et régir ces dossiers, comptes, états financiers, rapports et déclarations, et exiger que les personnes morales agréées fournissent tous renseignements ou comptes que le ministre peut exiger;
 - v.1) régir l'affichage de documents et de renseignements prévu à l'article 9.18 et prescrire les états financiers, rapports et déclarations qui doivent être affichés, ainsi que les autres documents et renseignements qui doivent être affichés.
- (11) L'alinéa 12 x) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - x) prescrire les fonctions supplémentaires des superviseurs provinciaux et des inspecteurs;
 - x.1) régir les rapports d'inspection.
- (12) L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

(z) governing short-stay programs in approved charitable homes for the aged;

SOINS DE LONGUE DURÉE

- (z.1) governing plans of care, including their content, development, implementation and revision;
- (z.2) governing the quality management system to be developed and implemented by approved corporations for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to residents of approved charitable homes for the aged;
- (z.3) governing the notice required to be provided under section 9.17, including prescribing additional matters which must be set out in the notice;
- (z.4) respecting the establishment and conduct of residents' councils;
- (z.5) respecting the financial and other information and the assistance that an approved corporation must give to a residents' council and a residents' council assistant;
- (z.6) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.
- (13) Section 12 of the Act is further amended by adding the following subsections:

Retroactivity

(2) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Application

- (3) A regulation may be general or particular in its application.
- 11. The Act is further amended by adding the following section:

Transition

13.—(1) This section applies until the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, and when the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, this section is repealed.

Identifying person who is lawfully authorized

- (2) For the purposes of the provisions of this Act and the regulations relating to approved charitable homes for the aged, a person mentioned in a paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make a decision on behalf of another person concerning that person's personal care if,
 - (a) the person on whose behalf the decision is to be made is apparently incapable of making the decision; and

- z) régir les programmes de séjour de courte durée dans les foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;
- z.1) régir les programmes de soins, y compris leur contenu, leur élaboration, leur mise en oeuvre et leur révision;
- z.2) régir le système de gestion de la qualité que doivent élaborer et mettre en oeuvre les personnes morales agréées pour surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens qui sont fournis aux pensionnaires des foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés;
- z.3) régir l'avis qui doit être remis aux termes de l'article 9.17, notamment en prescrivant les autres questions qui doivent y être énoncées;
- z.4) traiter de la constitution des conseils des pensionnaires et de l'exercice de leurs activités;
- z.5) traiter des renseignements, notamment d'ordre financier, et de l'aide que les personnes morales agréées doivent fournir aux conseils des pensionnaires et aux adjoints aux conseils des pensionnaires;
- z.6) traiter des questions jugées nécessaires ou utiles pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (13) L'article 12 de la Loi est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants:
- (2) Les règlements qui comportent une Rétroactivité disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

(3) Les règlements peuvent avoir une por- Portée des tée générale ou particulière.

11 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

- 13 (1) Le présent article s'applique jusqu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui entre en vigueur et est abrogé lorsque cette loi entre en vigueur.
- (2) Pour l'application des dispositions de Personne la présente loi et des règlements qui portent sur les foyers de bienfaisance pour personnes âgées agréés, une personne visée à une des dispositions du paragraphe (3) est légalement autorisée à prendre une décision au nom d'une autre personne concernant ses soins personnels si les conditions suivantes sont

réunies:

a) la personne au nom de laquelle la décision doit être prise est apparemment incapable de prendre la décision;

Disposition

légalement

- (b) the person mentioned in the paragraph
 - (i) at least sixteen years old,
 - (ii) available,
 - (iii) apparently capable of making the decision, and
 - (iv) willing to make the decision.

Same

- (3) For the purpose of subsection (2), the following persons may be lawfully authorized:
 - 1. The apparently incapable person's committee of the person appointed under the Mental Incompetency Act.
 - 2. A spouse or partner of the apparently incapable person.
 - 3. A child of the apparently incapable
 - 4. A parent of the apparently incapable person.
 - 5. A brother or sister of the apparently incapable person.
 - 6. Another relative of the apparently incapable person.

Meaning of "capable" and "incapable'

(4) For the purpose of this section, a person is capable of making a decision if the person is able to understand the information that is relevant to making the decision and is able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision, and a person is incapable of making a decision if the person is not capable of making the decision.

Meaning of 'available

(5) For the purpose of this section, a person is available if it is possible, within a time that is reasonable in the circumstances, to communicate with the person and obtain a

Meaning of 'spouse

- (6) In this section, "spouse" of an apparently incapable person means a person of the opposite sex,
 - (a) to whom the apparently incapable person is married; or
 - (b) with whom the apparently incapable person is living, or was living immediately before being admitted to the approved charitable home for the aged, in a conjugal relationship outside marriage, if the two persons,
 - (i) have cohabited for at least one year,
 - (ii) are together the parents of a child, or

- b) la personne visée à la disposition est :
 - (i) âgée d'au moins seize ans,
 - (ii) disponible,
 - (iii) apparemment capable de prendre la décision,
 - (iv) disposée à prendre la décision.

- (3) Pour l'application du paragraphe (2), Idem les personnes suivantes peuvent être des personnes légalement autorisées :
 - 1. Le curateur à la personne de la personne apparemment incapable qui est nommé aux termes de la Loi sur l'incapacité mentale.
 - 2. Le conjoint ou le partenaire de la personne apparemment incapable.
 - 3. L'enfant de la personne apparemment incapable.
 - 4. Le père ou la mère de la personne apparemment incapable.
 - 5. Le frère ou la soeur de la personne apparemment incapable.
 - 6. Tout autre parent de la personne apparemment incapable.
- (4) Pour l'application du présent article, une personne est capable de prendre une «capable» et décision si elle peut comprendre les rensei- «incapable» gnements qui sont pertinents pour la prise de la décision et qu'elle peut évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou d'une absence de décision, et une personne est incapable de prendre une décision si elle n'est pas capable de prendre la décision.

(5) Pour l'application du présent article, Sens de une personne est disponible s'il est possible, dans un délai qui est raisonnable dans les circonstances, de communiquer avec elle et d'obtenir une décision de sa part.

«disponible»

(6) Dans le présent article, «conjoint» Sens de d'une personne apparemment incapable s'entend d'une personne du sexe opposé avec laquelle:

- a) la personne apparemment incapable est mariée;
- b) la personne apparemment incapable vit, ou vivait immédiatement avant d'être admise au foyer de bienfaisance pour personnes âgées agréé, dans une union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas:
 - (i) ont cohabité pendant au moins un an,
 - (ii) sont les parents du même enfant,

(iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the Family Law Act

Meaning of "partner

(7) Two persons are partners for the purpose of this section if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.

Ranking

(8) A person mentioned in a paragraph of subsection (3) is not lawfully authorized to make a decision if a person mentioned in an earlier paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make it.

Same

(9) If two or more persons mentioned in the same paragraph of subsection (3) would be lawfully authorized to make the decision, they shall select one person from among them, and the person selected is the only one of them who is lawfully authorized to make the decision.

Decisions on person's behalf

- (10) A person who makes a decision on behalf of an apparently incapable person shall do so in accordance with the following principles:
 - 1. If the person knows of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in accordance with the wish.
 - 2. If the person does not know of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in the apparently incapable person's best interests.

Best interests

- (11) In deciding what an apparently incapable person's best interests are, the person making the decision shall take into consider-
 - (a) the values and beliefs that the person knows the apparently incapable person held when capable and believes the apparently incapable person would still act on if capable; and
 - (b) the apparently incapable person's current wishes, if they can be ascertained.

PART II HEALTH INSURANCE ACT

12. The definition of "health facility" in section 1 of the Health Insurance Act is repealed and the following substituted:

"health facility" means an ambulance service, a medical laboratory and any other

- (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la Loi sur le droit de la famille.
- (7) Deux personnes sont partenaires pour Sens de l'application du présent article si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.

«partenaire»

(8) Une personne visée à une des disposi- Préférence tions du paragraphe (3) n'est pas légalement autorisée à prendre une décision si une per-. sonne visée à une disposition qui figure avant

au paragraphe (3) est légalement autorisée à

la prendre. (9) Dans le cas où deux personnes ou plus Idem visées à la même disposition du paragraphe (3) seraient légalement autorisées à prendre la décision, celles-ci choisissent l'une d'entre elles, et la personne choisie est la seule parmielles qui est légalement autorisée à prendre la décision.

(10) La personne qui prend une décision Décisions au au nom d'une personne apparemment incapable le fait conformément aux principes suivants:

- 1. Si la personne connaît un désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision conformément à ce désir.
- 2. Si la personne ne connaît pas de désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision dans l'intérêt véritable de la personne apparemment incapable.
- (11) Lorsqu'elle décide de ce qui est dans Intérêt vérital'intérêt véritable de la personne apparemment incapable, la personne qui prend la décision tient compte de ce qui suit :

- a) les valeurs et les croyances qu'elle sait avoir été celles de la personne apparemment incapable lorsque celle-ci était capable et qui, selon elle, continueraient de guider la conduite de cette personne si celle-ci était capable;
- b) les désirs actuels de la personne apparemment incapable, s'ils peuvent être déterminés.

PARTIE II LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ

12 La définition d'«établissement de santé» à l'article 1 de la Loi sur l'assurance-santé est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement de santé» S'entend d'un service d'ambulance, d'un laboratoire médical facility prescribed by the regulations as a health facility for the purposes of this Act. ("établissement de santé")

PART III HOMES FOR THE AGED AND REST **HOMES ACT**

13.-(1) Section 1 of the Homes for the Aged and Rest Homes Act is amended by adding the following definitions:

"Appeal Board" means the Health Services Appeal Board under the Health Insurance Act; ("Commission d'appel")

"resident" means a person admitted to and lodged in a home. ("résident")

(2) The definition of "provincial supervisor" in section 1 of the Act is repealed.

14. The Act is amended by adding the following section:

Fundamental principle

1.1—(1) The fundamental principle to be applied in the interpretation of this Act, the regulations and a service agreement relating to a home is that a home is primarily the home of its residents and, as such, it is to be operated in such a way that the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of each of its residents are adequately met and that its residents are given the opportunity to contribute, in accordance with their ability, to the physical, psychological, social, cultural and spiritual needs of others.

Residents' bill of rights

- (2) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall ensure that the following rights of residents of the home are fully respected and promoted:
 - 1. Every resident has the right to be treated with courtesy and respect and in a way that fully recognizes the resident's dignity and individuality and to be free from mental and physical
 - 2. Every resident has the right to be properly sheltered, fed, clothed, groomed and cared for in a manner consistent with his or her needs.
 - 3. Every resident has the right to be told who is responsible for and who is providing the resident's direct care.
 - 4. Every resident has the right to be afforded privacy in treatment and in caring for his or her personal needs.

ou de tout autre établissement prescrit par les règlements comme étant un établissement de santé pour l'application de la présente loi. («health facility»)

PARTIE III LOI SUR LES FOYERS POUR PERSONNES ÂGÉES ET LES MAISONS DE REPOS

13 (1) L'article L de la Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos est modifié par adjonction des définitions suivantes:

«Commission d'appel» La Commission d'appel des services de santé maintenue par la Loi sur l'assurance-santé. («Appeal Board»)

«résident» Personne qui est admise à un foyer et qui y est logée. («resident»)

(2) La définition de «superviseur provincial» à l'article 1 de la Loi est abrogée.

14 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) Pour interpréter la présente loi, Principe fonles règlements et une entente de services relative à un foyer, le principe fondamental qui doit être appliqué est celui selon lequel un fover est avant tout le fover des résidents. À ce titre, il doit fonctionner de manière à répondre de façon satisfaisante aux besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels de chacun des résidents et à donner à ceux-ci l'occasion de satisfaire, selon leurs capacités, les besoins physiques, psychologiques, sociaux, culturels et spirituels des autres.

(2) La municipalité qui exploite un foyer, Déclaration des droits des les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer veillent au plein respect et à la promotion des droits des résidents du foyer, à savoir :

- 1. Le résident a le droit d'être traité avec courtoisie et respect et d'une manière qui tient pleinement compte de sa dignité et de son individualité, sans subir de mauvais traitements d'ordre mental ou physique.
- 2. Le résident a le droit d'être convenablement logé, nourri, habillé, tenu et soigné, d'une manière correspondant à ses besoins.
- 3. Le résident a le droit de savoir qui est directement responsable de lui et qui lui prodigue des soins.
- 4. Le résident a le droit de voir préserver son intimité dans le cadre de son traitement et de la satisfaction de ses besoins personnels.

- 5. Every resident has the right to keep in his or her room and display personal possessions, pictures and furnishings in keeping with safety requirements and rights of other residents of the home.
- 6. Every resident has the right,
 - to be informed of his or her medical condition, treatment and proposed course of treatment,
 - ii. to give or refuse consent to treatment, including medication, in accordance with the law and to be informed of the consequences of giving or refusing consent,
 - iii. to have the opportunity to participate fully in making any decision and obtaining an independent medical opinion concerning any aspect of his or her care, including any decision concerning his or her admission, discharge or transfer to or from a home, and
 - iv. to have his or her medical records kept confidential in accordance with the law.
- Every resident has the right to receive reactivation and assistance toward independence consistent with his or her requirements.
- Every resident who is being considered for restraints has the right to be fully informed about the procedures and the consequences of receiving or refusing them.
- Every resident has the right to communicate in confidence, to receive visitors of his or her choice and to consult in private with any person without interference.
- 10. Every resident whose death is likely to be imminent has the right to have members of the resident's family present twenty-four hours per day.
- 11. Every resident has the right to designate a person to receive information concerning any transfer or emergency hospitalization of the resident and, if a person is so designated, to have that person so informed forthwith.
- 12. Every resident has the right to exercise the rights of a citizen and to raise concerns or recommend changes in poli-

- 5. Le résident a le droit de garder et d'exposer dans sa chambre des effets, des images et du mobilier personnels, du moment qu'il respecte les exigences en matière de sécurité et les droits des autres résidents du foyer.
- 6. Le résident a le droit :
 - d'être informé de son état de santé, de son traitement et de l'orientation proposée de son traitement,
 - ii. de donner ou de refuser son consentement à un traitement, y compris l'administration de médicaments, conformément à la loi, et d'être informé des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il donne ou refuse son consentement,
 - iii. d'avoir l'occasion de participer pleinement à toute prise de décision et à l'obtention de l'avis d'un médecin indépendant en ce qui concerne un aspect quelconque des soins qu'on lui prodigue, y compris une décision concernant son admission ou son transfert à un foyer ou sa mise en congé de celui-ci,
 - iv. de voir respecter le caractère confidentiel de son dossier médical conformément à la loi.
- 7. Le résident a le droit de bénéficier d'une rééducation et d'une aide favorisant son autonomie, selon ses besoins.
- 8. Le résident que l'on se propose de maîtriser a le droit d'être pleinement informé des méthodes envisagées et des conséquences qui peuvent résulter du fait qu'il les accepte ou les refuse.
- 9. Le résident a le droit de communiquer avec quiconque de manière confidentielle, de recevoir les visiteurs de son choix et de consulter quiconque en privé, sans qu'il y soit mis obstacle.
- 10. Le résident dont le décès risque d'être imminent a droit à ce que les membres de sa famille soient présents vingt-quatre heures sur vingt-quatre.
- 11. Le résident a le droit de désigner une personne à prévenir s'il est transféré ou hospitalisé d'urgence. S'il a désigné une personne, il a le droit de la faire prévenir sans délai dans un tel cas.
- 12. Le résident a le droit d'exercer ses droits civiques et de soulever des questions ou de recommander des change-

cies and services on behalf of himself or herself or others to the residents' council, staff of the home, government officials or any other person inside or outside the home, without fear of restraint, interference, coercion, discrimination or reprisal.

- 13. Every resident has the right to form friendships, to enjoy relationships and to participate in the residents' council.
- 14. Every resident has the right to meet privately with his or her spouse in a room that assures privacy and, if both spouses are residents in the same home, they have a right to share a room according to their wishes, if an appropriate room is available.
- 15. Every resident has a right to pursue social, cultural, religious and other interests, to develop his or her potential and to be given reasonable provisions by the home to accommodate these pursuits.
- 16. Every resident has the right to be informed in writing of any law, rule or policy affecting the operation of the home and of the procedures for initiating complaints.
- 17. Every resident has the right to manage his or her own financial affairs if the resident is able to do so and, if the resident's financial affairs are managed by the home, to receive a quarterly accounting of any transactions undertaken on his or her behalf and to be assured that the resident's property is managed solely on the resident's behalf.
- 18. Every resident has the right to live in a safe and clean environment.
- 19. Every resident has the right to be given access to protected areas outside the home in order to enjoy outdoor activity, unless the physical setting makes this impossible.

(3) Without restricting the generality of subsection (1), this Act, the regulations and a service agreement relating to a home shall be interpreted so as to advance the objective that the resident's rights set out in subsection (2) be respected.

(4) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall be deemed to

ments de politique ou des modifications aux services, en son nom ou au nom des autres résidents, auprès du conseil des résidents, du personnel du foyer, des représentants du gouvernement ou de toute autre personne à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer, sans crainte de faire l'objet de mesures en vue de le maîtriser ou l'empêcher de s'exprimer, de contrainte, de discrimination ou de représailles.

- 13. Le résident a le droit de lier amitié avec quelqu'un, d'entretenir des relations et de faire partie du conseil des résidents.
- 14. Le résident a le droit de rencontrer son conjoint dans une pièce qui assure leur intimité, et deux conjoints qui sont résidents du même foyer ont le droit de partager la même chambre, selon leurs désirs, si une chambre convenable est disponible.
- 15. Le résident a le droit de cultiver des intérêts sociaux, culturels, religieux et autres, de développer son potentiel et d'obtenir du foyer qu'il prenne des dispositions raisonnables pour qu'il puisse cultiver ces intérêts.
- 16. Le résident a le droit d'être informé par écrit de toute loi, règle ou politique qui influe sur l'exploitation du foyer ainsi que de la marche à suivre pour porter plainte.
- 17. Le résident a le droit de gérer luimême ses affaires financières s'il en est capable. Si ses affaires financières sont gérées par le foyer, le résident a le droit de recevoir un compte rendu trimestriel des opérations effectuées en son nom et d'être assuré que ses biens sont gérés uniquement en fonction de ses intérêts.
- 18. Le résident a le droit de vivre dans un milieu sûr et propre.
- 19. Le résident a le droit d'avoir accès à des zones protégées à l'extérieur du foyer pour se livrer à une activité de plein air, à moins que la configuration des lieux ne rende cela impossible.
- (3) Sans préjudice de la portée générale d'interprétadu paragraphe (1), l'interprétation de la présente loi, des règlements et d'une entente de services relative à un foyer doit notamment viser à promouvoir le respect des droits énoncés au paragraphe (2).
- (4) La municipalité qui exploite un foyer, Contrat réputé conclu les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer sont réputés avoir conclu avec chaque résident du

Deemed contract

Further

tion

guide to

interpreta-

have entered into a contract with each resident of the home or joint home, as the case may be, agreeing to respect and promote the rights of the resident set out in subsection

15. Sections 18 and 19 of the Act are repealed and the following substituted:

Application of section

18.—(1) This section applies to the admission of a person to a home as a resident.

Placement co-ordinators

(2) The Minister shall designate one or more persons, classes of persons or other entities as placement co-ordinators for the purposes of this Act.

Same

(3) For each home, the Minister shall designate the placement co-ordinator who may authorize the admission of persons to that home.

Changes in designations

(4) The Minister may from time to time revoke a designation made under subsection (2) or (3) or make a new designation under subsection (2) or (3).

Admission

(5) The committee of management or the board of management, as the case may be, of a home shall not admit a person unless the person's admission to the home is authorized by the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3), and shall admit a person whose admission to the home is so authorized.

Applications to placement co-ordinator

(6) A person may apply for a determination by a placement co-ordinator respecting the person's eligibility for admission to a home and for authorization of admission with respect to such home or homes as the person selects.

Assistance

(7) A placement co-ordinator who determines that a person is eligible for admission shall, if the person wishes, assist the person in selecting the home or homes with respect to which the person will apply for authorization of admission.

Person's preferences

(8) In assisting a person under subsection (7), the placement co-ordinator shall consider the person's preferences relating to admission, based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.

Determination respecting eligibility

(9) A placement co-ordinator shall determine whether a person is eligible for admission to a home only if the person applies for the determination in accordance with the regulations.

Determination respecting

(10) The placement co-ordinator designated for a home under subsection (3) shall authorization determine whether to authorize a person's admission to the home only if the person foyer ou du foyer commun, selon le cas, un contrat selon lequel ils conviennent de respecter et de promouvoir les droits du résident énoncés au paragraphe (2).

15 Les articles 18 et 19 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

18 (1) Le présent article s'applique à Champ d'apl'admission comme résidents de personnes à des foyers.

(2) Le ministre désigne une ou plusieurs Coordonnapersonnes, catégories de personnes ou autres cements entités comme coordonnateurs des placements pour l'application de la présente loi.

(3) Le ministre désigne pour chaque foyer ldem un coordonnateur des placements chargé d'autoriser ou non l'admission de personnes à ce foyer.

(4) Le ministre peut révoquer les désigna- Changement tions faites aux termes du paragraphe (2) ou tions (3), ou procéder à de nouvelles désignations aux termes de l'un ou l'autre de ces paragraphes.

(5) Le comité de gestion ou le conseil de Admission gestion, selon le cas, d'un foyer ne doit pas admettre une personne à moins que son admission au foyer ne soit autorisée par le coordonnateur des placements désigné pour le foyer aux termes du paragraphe (3), et doit admettre toute personne dont l'admission au foyer est ainsi autorisée.

(6) Toute personne peut demander que soit prise, par un coordonnateur des placements, une décision touchant son admissibi- teur des plalité à un foyer et demander une autorisation d'admission au foyer ou aux foyers de son

Demandes présentées au coordonna cements

(7) Le coordonnateur des placements qui Aide décide qu'une personne est admissible aide celle-ci, si elle le désire, à choisir le ou les foyers à l'égard desquels elle demandera une autorisation d'admission.

(8) Le coordonnateur des placements qui aide une personne aux termes du paragraphe (7) tient compte des préférences qu'a celle-ci en ce qui concerne son admission qui sont fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturelles.

Préférences

(9) Le coordonnateur des placements Décision toudécide si une personne est admissible à un sibilité foyer uniquement si celle-ci le demande conformément aux règlements.

chant l'admis-

(10) Le coordonnateur des placements Décision toudésigné pour un foyer aux termes du para-sation graphe (3) décide s'il autorise l'admission d'une personne au foyer uniquement si cel-

applies for authorization of admission with respect to the home in accordance with the regulations.

Compliance with Act and regulations

(11) A placement co-ordinator shall make all determinations respecting eligibility for admission and all determinations respecting authorization of admission in accordance with this Act and the regulations.

etc., to be taken into account

- (12) In making a determination respecting a person's eligibility for admission, a placement co-ordinator shall take into account any of the following which are provided to the placement co-ordinator:
 - 1. An assessment of the person made by a health practitioner relating to the person's impairment or capacity.
 - 2. An assessment or information relating to the person's requirements for medical treatment, health care or other personal care.

Conditions of authoriza

- (13) The placement co-ordinator designated for a home under subsection (3) may authorize the admission of a person to the home only if,
 - (a) the placement co-ordinator or another placement co-ordinator has determined, within the six months preceding authorization, that the person is eligible for admission to a home;
 - (b) the committee of management or the board of management, as the case may be, of the home to which the person's admission is to be authorized approves the person's admission to the home;
 - (c) the person consents to being admitted to the home.

Approval

- (14) The committee of management or the board of management, as the case may be, of a home shall approve a person's admission to the home unless,
 - (a) the home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements;
 - (b) the staff of the home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements; or
 - (c) circumstances exist which are prescribed by the regulations as being a ground for withholding approval.

(15) A committee of management or a board of management, as the case may be, that withholds approval for the admission of le-ci demande une autorisation d'admission au foyer conformément aux règlements.

(11) Le coordonnateur des placements Conformité à prend toutes les décisions touchant l'admissi- règlements bilité et toutes celles touchant les autorisations d'admission conformément à la présente loi et aux règlements.

(12) Lorsqu'il prend une décision touchant Évaluations l'admissibilité d'une personne, le coordonnateur des placements tient compte de l'un ou dont il faut l'autre des éléments d'information suivants qui lui sont fournis:

et autres rentenir compte

- 1. L'évaluation de la déficience ou de la capacité de la personne effectuée par un praticien de la santé.
- 2. Toute évaluation des besoins de la personne en matière de traitement médical, de soins médicaux ou d'autres soins personnels, ou tous renseignements à ce sujet.
- (13) Le coordonnateur des placements Conditions de désigné pour un foyer aux termes du paragraphe (3) peut autoriser l'admission d'une personne au foyer uniquement s'il est satisfait aux conditions suivantes:

l'autorisation

- a) le coordonnateur des placements ou un autre coordonnateur des placements a décidé, dans les six mois qui précèdent l'autorisation, que la personne est admissible à un foyer;
- b) le comité de gestion ou le conseil de gestion, selon le cas, du foyer à l'égard duquel l'admission de la personne doit être autorisée approuve son admission à ce foyer;
- c) la personne consent à être admise à ce foyer.
- (14) Le comité de gestion ou le conseil de Approbation gestion, selon le cas, d'un foyer approuve l'admission d'une personne au foyer sauf si, selon le cas:
 - a) le foyer ne dispose pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
 - b) le personnel du foyer n'a pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
 - c) il existe des circonstances que les règlements prescrivent comme constituant un motif de refus de l'approbation.
- (15) Le comité de gestion ou le conseil de Avis écrit gestion, selon le cas, qui refuse l'approbation de l'admission d'une personne à un foyer

Written

a person to a home shall give to the person, the Director and the placement co-ordinator designated for the home under subsection (3) a written notice setting out the ground or grounds on which the committee or board, as the case may be, is withholding approval and a detailed explanation of the supporting facts.

Alternative

- (16) A placement co-ordinator shall suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of an applicant if,
 - (a) the placement co-ordinator determines that the applicant is not eligible for admission to a home; or
 - (b) the placement co-ordinator determines that the applicant is eligible for admission to a home but does not authorize their immediate admission.

Direction from Director

(17) If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, this Act or the regulations by a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home, a committee of management of a home or a board of management of a home, the Director may direct the placement co-ordinator designated for the home or joint home, as the case may be, under subsection (3) to cease authorizing admissions to the home or joint home, as the case may be, for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Compliance with direc-

(18) A placement co-ordinator shall comply with a direction issued under subsection

Information to be given

- **18.1**—(1) A placement co-ordinator who authorizes a person's admission to a home or joint home, as the case may be, shall give to the municipality maintaining and operating the home, to the municipalities maintaining and operating the joint home or to the board of management of the home, as the case may be, the information mentioned in a paragraph of subsection (2) if,
 - (a) the placement co-ordinator has the information mentioned in the paragraph; and
 - (b) consent to the disclosure of the information to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, is given by,
 - (i) the person whose admission is authorized, or
 - (ii) the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the home or joint home, as the case may be, on

donne à celle-ci, au directeur et au coordonnateur des placements désigné pour le fover aux termes du paragraphe (3) un avis écrit énonçant le ou les motifs de son refus, ainsi qu'une explication détaillée des faits à l'appui de sa décision.

(16) Le coordonnateur des placements Services de propose des services de rechange ou fait les aiguillages appropriés au nom de l'auteur d'une demande d'admission si, selon le cas :

Directive du

directeur

- a) il décide que l'auteur de la demande d'admission n'est pas admissible à un foyer;
- b) il décide que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer, mais n'autorise pas son admission
- (17) S'il y a contravention continue ou s'il y a des contraventions répétées à une entente de services, à la présente loi ou aux règlements de la part d'une municipalité qui exploite un foyer, d'une des municipalités qui exploitent un foyer commun, du comité de gestion ou du conseil de gestion d'un foyer, le directeur peut ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements désigné pour le foyer ou le foyer commun, selon le cas, aux termes du paragraphe (3), de cesser d'autoriser des admissions au foyer ou au foyer commun, selon le cas, pendant toute période et sous réserve des conditions qu'il précise.
- (18) Le coordonnateur des placements se Obligation de conforme à toute directive donnée en vertu aux directives du paragraphe (17).

18.1 (1) Le coordonnateur des place- Renseignements qui autorise l'admission d'une personne à un foyer ou à un foyer commun, selon le cas, donne à la municipalité qui exploite le foyer, aux municipalités qui exploitent le foyer commun ou au conseil de gestion du foyer, selon le cas, les renseignements mentionnés dans une disposition du paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le coordonnateur des placements a les renseignements mentionnés dans la disposition;
- b) il est consenti à la divulgation des renseignements auprès de la municipalité, des municipalités ou du conseil de gestion, selon le cas:
 - (i) soit par la personne dont l'admission est autorisée,
 - (ii) soit par la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer ou au foyer com-

behalf of the person whose admission is authorized.

Same

- (2) The information referred to in subsection (1) is the following:
 - 1. Information about assessments of the person whose admission is authorized.
 - 2. Information about the person's medical history.
 - 3. Information about the person's social and other care requirements.
 - 4. The name and address of the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the home or joint home, as the case may be, on behalf of the person whose admission is authorized.

Immunity

19.—(1) No proceeding for damages shall be commenced against an employee or agent of a placement co-ordinator for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Placement co-ordinator's liability

(2) Subsection (1) does not relieve a placement co-ordinator of liability for the acts or omissions of its employees or agents.

Notice of determination

- **19.1**—(1) If a placement co-ordinator determines that an applicant for a determination respecting eligibility for admission to a home is not eligible, the placement co-ordinator shall ensure that the applicant and the person, if any, who applied for the determination on behalf of the applicant are notified
 - (a) the determination of ineligibility;
 - (b) the reasons for the determination; and
 - (c) the applicant's right to apply to the Appeal Board for a review of the determination.

Application to Appeal Board

(2) The applicant may apply to the Appeal Board for a review of the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Hearing

19.2—(1) When the Appeal Board receives an application for a review of a determination of ineligibility, it shall promptly appoint a time and place for a hearing.

Same

(2) The hearing shall begin within twentyone days after the day the Appeal Board

mun, selon le cas, au nom de la personne dont l'admission est autorisée.

(2) Les renseignements visés au paragra- Idem phe (1) sont les suivants :

1. Les renseignements au sujet des évaluations de la personne dont l'admission est autorisée.

- 2. Les renseignements au sujet des antécédents médicaux de la personne.
- 3. Les renseignements au sujet des besoins de la personne en matière de soins, notamment sur le plan social.
- 4. Les nom et adresse de la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission au foyer ou au foyer commun, selon le cas, au nom de la personne dont l'admission est autorisée.

19 (1) Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les employés ou mandataires des coordonnateurs des placements, pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas les Responsabicoordonnateurs des placements de leur responsabilité pour les actes ou omissions de des placeleurs employés ou mandataires.

donnateurs

19.1 (1) Si un coordonnateur des place- Avis de déciments décide que l'auteur d'une demande de décision touchant l'admissibilité à un foyer n'est pas admissible, il veille à ce que l'auteur de la demande d'admission et, le cas échéant, la personne qui a demandé la décision au nom de celui-ci soient avisés de ce qui suit :

a) la décision de non-admissibilité;

- b) les motifs de la décision;
- c) le droit de l'auteur de la demande d'admission de demander à la Commission d'appel de réexaminer la décision.
- (2) L'auteur de la demande d'admission Demande peut demander à la Commission d'appel de réexaminer la décision de roca de la Commission réexaminer la décision de non-admissibilité d'appel prise par le coordonnateur des placements.

19.2 (1) Lorsque la Commission d'appel Audience reçoit une demande de réexamen d'une décision de non-admissibilité, elle fixe sans tarder une date, une heure et un lieu pour la tenue d'une audience.

(2) L'audience doit commencer dans les Idem vingt et un jours qui suivent le jour où la Commission d'appel reçoit la demande d'au-

39

receives the application for the hearing, unless the parties agree to a postponement.

Notice to parties

(3) The Appeal Board shall notify each of the parties of the time and place of the hearing at least seven days before the hearing begins.

Parties

(4) The parties to the proceeding before the Appeal Board are the applicant who was determined to be ineligible for admission, the placement co-ordinator who made the determination and such other parties as the Appeal Board specifies.

Notice to Minister

(5) When a placement co-ordinator is notified by the Appeal Board of a hearing, the placement co-ordinator shall promptly give the Minister written notice of the hearing together with written reasons for the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Minister entitled to be heard

(6) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise in a proceeding before the Appeal Board under this section.

Quorum of Appeal

(7) Three members of the Appeal Board constitute a quorum and are sufficient for the exercise of the jurisdiction and powers of the Appeal Board under this Act.

Decision of Appeal Board

(8) For the purposes of this Act, the decision of a majority of the Appeal Board members holding a hearing is the decision of the Appeal Board but, if there is no majority, the decision of the Appeal Board chair or, in his or her absence, the Appeal Board vicechair governs.

Evidence of person

(9) If a party to a proceeding before the Appeal Board under this Act wishes to give evidence in the proceeding or wishes to call another person as a witness to give evidence in the proceeding but the party or other person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability, the Appeal Board members holding the hearing may, at the request of the party, attend upon the party or the other person, as the case may be, and take his or her evidence.

Medical report proves inability

(10) A medical report signed by a legally qualified medical practitioner stating that the practitioner believes that the person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the inability of the person to attend the hearing.

Opportunity parties

(11) No Appeal Board member shall take evidence from a party or other person under subsection (9) unless reasonable notice of the

dience, à moins que les parties ne conviennent d'en reporter la date.

(3) La Commission d'appel avise chacune Avis adressé des parties des date, heure et lieu de l'audience au moins sept jours avant que l'audience ne commence.

(4) Sont parties à l'instance introduite Parties devant la Commission d'appel l'auteur de la demande à l'égard de qui une décision de non-admissibilité a été prise, le coordonnateur des placements qui a pris la décision et toutes autres parties que désigne la Commission d'appel.

(5) Lorsqu'un coordonnateur des place- Avis adressé ments est avisé d'une audience par la Commission d'appel, il donne sans tarder au ministre un avis écrit de l'audience auquel il joint l'exposé écrit des motifs de la décision de non-admissibilité qu'il a prise.

au ministre

(6) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre dans le cadre d'une instance introduite devant la Commission d'appel aux termes du présent article.

(7) Trois membres de la Commission d'ap- Quorum de la pel constituent le quorum et suffisent pour d'appel que celle-ci puisse exercer sa compétence et ses pouvoirs en vertu de la présente loi.

(8) Pour l'application de la présente loi, la Décision de décision de la majorité des membres de la sion d'appel Commission d'appel qui tiennent une audience représente la décision de celle-ci. Cependant, si la majorité n'est pas obtenue, la décision du président de la Commission d'appel ou, en son absence, de son vice-président est prépondérante.

(9) Si une partie à une instance introduite devant la Commission d'appel en vertu de la présente loi désire témoigner à l'instance ou lide appeler quelqu'un d'autre à témoigner, mais que la partie ou l'autre personne est incapable de se présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique, les membres de la Commission d'appel qui tiennent l'audience peuvent, à la demande de la partie, se rendre auprès de la partie ou de l'autre personne, selon le cas, pour entendre sa preuve.

Témoignage

(10) Un rapport médical signé par un Le rapport médecin dûment qualifié dans lequel celui-ci déclare qu'il juge la personne incapable de se pacité présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'incapacité de la personne à se présenter à l'audience.

(11) Les membres de la Commission d'ap-Possibilité pel ne doivent pas entendre la preuve d'une tes les parties partie ou d'une autre personne en vertu du

time and place for taking the evidence is given to all parties to the proceeding and each party attending is given an opportunity to examine or cross-examine the party or other person, as the case may be.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Appeal Board at a hearing and the oral evidence taken from a party or other person under subsection (9) shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the evidence shall be furnished on the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Health Insurance Act

(13) Subsections 23 (1), (2), (4), (5) and (6) of the Health Insurance Act apply to the proceedings and decisions of the Appeal Board under this Act.

Powers of Appeal

- (14) After a hearing by the Appeal Board, the Appeal Board may,
 - (a) affirm the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator;
 - (b) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator and refer the matter back to the placement co-ordinator for redetermination in accordance with such directions as the Appeal Board considers proper; or
 - (c) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator, substitute its opinion for the opinion of the placement co-ordinator and direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a home.

Decision and reasons

(15) The Appeal Board shall render its decision within one day after the end of the hearing and shall provide written reasons to the parties within seven days after rendering the decision.

Decision to

(16) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Appeal Board.

Immunity

19.3 No proceeding for damages shall be commenced against a member, employee or agent of the Appeal Board or anyone acting under the authority of the chair of the Appeal Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

paragraphe (9) à moins qu'un préavis raisonnable de la date, de l'heure et du lieu de l'audition du témoin ne soit donné à toutes les parties à l'instance et que chaque partie présente n'ait la possibilité d'interroger ou de contre-interroger la partie ou l'autre personne, selon le cas.

(12) Le témoignage oral donné devant la Transcription Commission d'appel lors d'une audience et ges celui donné par une partie ou une autre personne aux termes du paragraphe (9) est transcrit et, au besoin, des copies de la transcription sont fournies comme s'il s'agissait de témoignages donnés devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

des témoigna-

(13) Les paragraphes 23 (1), (2), (4), (5) Loi sur et (6) de la Loi sur l'assurance-santé s'appli- santé quent aux instances introduites devant la Commission d'appel et aux décisions rendues par celle-ci en vertu de la présente loi.

(14) A la suite d'une audience tenue Pouvoirs de devant la Commission d'appel, cette dernière sion d'appel peut, selon le cas :

la Commis-

- a) confirmer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements;
- b) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements et renvoyer l'affaire à ce dernier pour qu'il prenne une nouvelle décision conformément aux directives qu'elle juge appropriées;
- c) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements, substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements et ordonner, au moyen d'une directive, à celui-ci de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer.

(15) La Commission d'appel rend sa déci- Décision et sion au plus tard un jour après la fin de l'audience et en remet les motifs par écrit aux parties dans les sept jours qui suivent la date où la décision a été rendue.

(16) Le coordonnateur des placements Décision fournit au ministre une copie de la décision au ministre de la Commission d'appel, accompagnée de ses motifs.

19.3 Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les membres, employés ou mandataires de la Commission d'appel ou contre quiconque agit sous l'autorité du président de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis

Appeal to Divisional Court

19.4—(1) A party to a proceeding before the Appeal Board may appeal its decision to the Divisional Court on a question of law or fact or both, in accordance with the rules of court.

Record

(2) If a party appeals a decision of the Appeal Board to the Divisional Court, the Appeal Board shall promptly file with the Divisional Court the record of the proceeding before the Appeal Board and the transcript of the evidence taken before the Appeal Board, which together constitute the record in the appeal.

Minister to be heard

(3) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

- (4) On an appeal under this section, the Divisional Court,
 - (a) may affirm or rescind the decision of the Appeal Board;
 - (b) may refer the matter back to the Appeal Board for rehearing in whole or in part in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (c) may refer the matter back to the placement co-ordinator for redetermination in accordance with such directions as the court considers proper;
 - (d) may substitute its opinion for that of the placement co-ordinator or the Appeal Board; and
 - (e) may direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a home.

Decision to Minister

(5) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Divisional Court.

Plan of care

- 19.5 A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall ensure that,
 - (a) the requirements of each resident of the home or joint home, as the case may be, are assessed on an ongoing basis;

dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

19.4 (1) Toute partie à une instance Appels portés introduite devant la Commission d'appel peut Cour divisioninterjeter appel de la décision de celle-ci naire devant la Cour divisionnaire à l'égard de questions de droit ou de fait, ou des deux, conformément aux règles de pratique.

(2) Si une partie interjette appel d'une Dossier d'apdécision de la Commission d'appel devant la Cour divisionnaire, la Commission d'appel dépose sans tarder auprès de la Cour divisionnaire le dossier de l'instance introduite devant la Commission d'appel et les transcriptions des témoignages donnés devant celle-ci, lesquels dossier et transcriptions constituent le dossier d'appel.

(3) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre aux débats d'un appel interjeté en vertu du présent article.

(4) La Cour divisionnaire, qui est saisie Pouvoirs de d'un appel interjeté en vertu du présent arti- de l'appel cle, peut faire ce qui suit :

- a) confirmer ou annuler la décision de la Commission d'appel;
- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel pour qu'elle tienne une nouvelle audience sur une partie ou la totalité de l'affaire, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- c) renvoyer l'affaire au coordonnateur des placements pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- d) substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements ou de la Commission d'appel;
- e) ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à un foyer.
- (5) Le coordonnateur des placements four- Décision nit au ministre une copie de la décision de la au ministre Cour divisionnaire, accompagnée de ses motifs.

- 19.5 La municipalité qui exploite un Programme foyer, les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer veillent à ce qui suit :
 - a) que les besoins de chaque résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, soient évalués de façon continuelle;

42

- (b) a plan of care is developed for each resident to meet the resident's requirements:
- (c) the plan of care is revised as necessary when the resident's requirements change;
- (d) an opportunity to participate fully in the development and revision of the resident's plan of care is provided to the resident, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct; and
- (e) the care outlined in the plan of care is provided to the resident.

Quality management

- 19.6 A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall ensure that a quality management system is developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to the residents of the home or joint home, as the case may be.
 - 16. Section 20 of the Act is repealed.
- 17. Section 21 of the Act is repealed and the following substituted:

Definitions

- 21.—(1) In this section,
- "inspector" means the Director or any other person appointed by the Minister in writing as an inspector for the purposes of this Act; ("inspecteur")
- "record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, payroll record, record of staff hours worked, medical record, drug record, correspondence and any other document, regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form, but does not include that part of a record that deals with quality management activities or quality improvement activities. ("document")

- (2) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations or a service agreement, an inspector,
 - (a) may at all reasonable times enter and inspect a home; and

- b) que soit élaboré à l'intention de chaque résident un programme de soins destiné à répondre à ses besoins;
- c) que le programme de soins soit révisé, s'il y a lieu, en fonction de l'évolution des besoins du résident;
- d) qu'il soit donné au résident, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celuici concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner la possibilité de participer pleinement à l'élaboration et à la révision du programme de soins du résident:
- e) que les soins indiqués dans le programme de soins soient fournis au résident.
- 19.6 La municipalité qui exploite un Gestion de la foyer, les municipalités qui exploitent un fover commun et le conseil de gestion d'un foyer veillent à ce que soit élaboré et mis en oeuvre un système de gestion de la qualité visant à surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens fournis aux résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
 - 16 L'article 20 de la Loi est abrogé.
- 17 L'article 21 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 21 (1) Les définitions qui suivent s'appli- Définitions quent au présent article.
- «document» S'entend notamment d'un livre de comptes, d'un livret de banque, d'un justificatif, d'une facture, d'un récépissé, d'un contrat, d'un document relatif à la paie, d'un document relatif aux heures de travail effectuées par le personnel, d'un document médical, d'un document relatif aux médicaments, de correspondance et de tout autre document, que le document se présente sur papier, sous forme électronique ou photographique, ou autrement. Est toutefois exclue de la présente définition la partie d'un document qui traite d'activités de gestion de la qualité ou d'activités d'amélioration de la qualité. («record»)
- «inspecteur» Le directeur ou toute autre personne nommée inspecteur par écrit par le ministre pour l'application de la présente loi. («inspector»)
- (2) En vue de déterminer si la présente Inspection loi, les règlements ou une entente de services sont observés, un inspecteur :

 - a) peut, d'une part, à toute heure convenable, pénétrer dans un foyer et en faire l'inspection;

(b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to a home are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such records and other things.

Dwellings

(3) No inspector shall enter a place that is not in a home and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the place.

Identification

(4) An inspector conducting an inspection under this section shall produce, upon request, identification that provides evidence of his or her authority.

Powers on inspection

- (5) An inspector conducting an inspection under this section,
 - (a) may inspect the premises of the home and the operations on the premises;
 - (b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;
 - (c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of the home;
 - (d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;
 - (e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;
 - (f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of a municipality maintaining and operating the home or of the board of management of the home, as the case may be, in order to produce a record in readable form;
 - (g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance, or any other thing, if it is relevant to the inspection;
 - (h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);
 - (i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and

- b) peut, d'autre part, s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à un foyer sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans le foyer, pénétrer dans le lieu à toute heure convenable en vue de les examiner.
- (3) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans Logements un lieu servant de logement qui ne se trouve pas dans un foyer, sauf si l'occupant des lieux v consent.

- (4) L'inspecteur qui effectue une inspec- Identification tion en vertu du présent article produit, sur demande, une pièce d'identité qui atteste de son mandat.
- (5) L'inspecteur qui effectue une inspec- Pouvoirs de tion en vertu du présent article peut accomplir les actes suivants :
 - a) inspecter les locaux du foyer et examiner les activités qui s'y déroulent;
 - b) examiner les documents ou autres choses pertinents;
 - c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris les documents ou autres choses qui ne sont pas conservés dans les locaux du foyer;
 - d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;
 - e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;
 - f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose la municipalité qui exploite le foyer ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas, en vue de produire quelque document que ce soit sous forme lisible;
 - g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantillons de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;
 - h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;
 - i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);

(i) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.

Written demand

(6) A demand mentioned in clause (5) (c) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the records and other things required.

Return of things

(7) An inspector shall carry out with reasonable dispatch any reviewing, copying, examining or testing under clause (5) (h) or (i) and shall, within a reasonable time, return the records and other things removed to the place from which they were removed.

Making things available

(8) At the request of a municipality maintaining and operating the home or at the request of the board of management of the home, an inspector who has removed a record or other thing under clause (5) (g) shall make it available for review, copying, examination or testing by or on behalf of the municipality or board of management, as the case may be, at a mutually convenient time and place.

Samples

(9) Subsections (7) and (8) do not apply to samples removed by the inspector.

Admissibility of copies

(10) A copy made under clause (5) (h) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Admissibility of test results

(11) A certificate as to the result of an examination or test conducted under this section that states the name and qualifications of the person who conducted the examination or test and purports to be signed by that person is, without proof of the office or signature of that person, admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate, if the certificate has been served on the other parties to the proceeding within a reasonable time before the certificate is adduced.

Obligation to produce and assist

- (12) If an inspector makes a demand under clause (5) (c), the person having custody of the record or other thing shall produce it for the inspector and shall, at the inspector's request,
 - (a) provide such assistance as is reasonably necessary to produce the record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and

i) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.

(6) La demande formelle visée à l'alinéa Demande for-(5) c) est présentée par écrit et comprend écrit une déclaration quant à la nature des documents et autres choses dont la production est exigée.

(7) L'inspecteur fait, avec une diligence Restitution raisonnable, les examens, analyses, copies ou tests prévus à l'alinéa (5) h) ou i) et remet, dans un délai raisonnable, les documents et autres choses enlevés, au lieu d'où ils ont été enlevés.

(8) À la demande d'une municipalité qui exploite le foyer ou du conseil de gestion du foyer, l'inspecteur qui a enlevé des docu- ou du conseil ments ou autres choses en vertu de l'alinéa de gestion (5) g) les met à la disposition de la municipalité ou du conseil de gestion, selon le cas, ou de quiconque agit en leur nom, pour que puissent en être faits l'examen, l'analyse, des copies ou des tests, aux date, heure et lieu convenus d'un commun accord.

(9) Les paragraphes (7) et (8) ne s'appli- Échantillons quent pas aux échantillons enlevés par l'inspecteur.

(10) Les copies faites en vertu de l'alinéa Admissibilité (5) h) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

(11) Le certificat relatif au résultat d'un Admissibilité examen, d'une analyse ou d'un test effectué en vertu du présent article, qui énonce le nom et les compétences de la personne qui a effectué l'examen, l'analyse ou le test et qui se présente comme étant signé par cette personne est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de cette personne, admissible dans toute instance comme la preuve, en l'absence de preuve du contraire, des faits attestés dans le certificat, si celui-ci a été signifié aux autres parties à l'instance dans un délai raisonnable avant la production du certificat.

(12) Si un inspecteur fait une demande Production de formelle en vertu de l'alinéa (5) c), la per- aide obligasonne qui a la garde des documents ou autres toires choses les produit à l'inspecteur et, à sa

demande:

a) d'une part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des données;

Obstruction

Offence

- (b) provide such assistance as is reasonably necessary to interpret the record for the inspector.
- (13) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.
- (14) Any person who contravenes subsection (12) or (13) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Inspection report

(15) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to each municipality maintaining and operating the home or to the board of management of the home, as the case may be.

Warrant

- 21.1—(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 21 (5), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that,
 - (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 21 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 21 (5); or
 - (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 21 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 21 (5).

Expiry of warrant

(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after the warrant is issued.

Extension of

(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than thirty days, upon application without notice by the inspector named in the war-

Use of force

(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of

(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

- b) d'autre part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation des documents à l'inspecteur.
- (13) Nul ne doit gêner ni entraver le tra- Entrave vail d'un inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'acquitter des fonctions que lui confère la présente loi.

(14) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (12) ou (13) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque

(15) Dès qu'il a terminé l'inspection pré-Rapport vue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie à chaque municipalité qui exploite le foyer ou au conseil de gestion du foyer, selon le cas.

d'inspection

- 21.1 (1) Un juge de paix peut décerner Mandat un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs énoncés au paragraphe 21 (5), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment:
 - a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 21 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 21 (5);
 - b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 21 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 21 (5).
- (2) Le mandat décerné en vertu du pré- Expiration du sent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de trente jours après que le mandat est décerné.
- (3) Un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus trente jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.

Prorogation

- (4) L'inspecteur nommé sur le mandat Recours à la décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour exécuter le mandat et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.
- (5) À moins qu'il ne précise autrement, le Délai d'exémandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.

Other matters

(6) Subsections 21 (4) and 21 (6) to (15) apply with necessary modifications to an inspector executing a warrant issued under this section.

Personal

21.2-(1) For the purpose of complying with sections 21 and 21.1, a head and an institution are authorized to disclose personal information to an inspector.

Definitions

(2) In this section, "head", "institution" and "personal information" have the same meaning as in the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act.

Protection personal liability

21.3—(1) No proceeding for damages shall be commenced against an inspector for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of his or her duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an inspec-

Protection from repri-

21.4—(1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.

No interfer-

(2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.

Offence

- (3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.
- 18. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

Affidavits

- 22. The following are commissioners for taking affidavits within the meaning of the Commissioners for taking Affidavits Act with power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of this Act:
 - 1. A regional welfare administrator, as defined in the General Welfare Assistance Act.
 - 2. A person or a member of a class of persons designated by the Minister as a commissioner or commissioners for

(6) Les paragraphes 21 (4) et 21 (6) à (15) Autres quess'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspecteur qui exécute un mandat décerné en vertu du présent article.

21.2 (1) En vue de se conformer aux Renseignearticles 21 et 21.1, la personne responsable et nels l'institution sont autorisées à divulguer des renseignements personnels auprès d'un inspecteur.

(2) Dans le présent article, «personne responsable», «institution» et «renseignements personnels» s'entendent au sens de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée.

Définitions

21.3 (1) Sont irrecevables les instances Immunité en dommages-intérêts introduites contre les inspecteurs pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de Responsabila Loi sur les instances introduites contre la Couronne Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un inspecteur.

21.4 (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir de Protection faire quoi que ce soit à titre de représailles représailles contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.

(2) Nul ne doit chercher, par quelque moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.

Contrainte

(3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.

18 L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22 Les personnes suivantes sont commis- Affidavits saires aux affidavits au sens de la Loi sur les commissaires aux affidavits et sont investies à ce titre du pouvoir de recevoir des affidavits et des déclarations solennelles pour l'application de la présente loi :

- 1. Les administrateurs régionaux de l'aide sociale, tel que ce terme est défini dans la Loi sur l'aide sociale générale.
- 2. Les personnes ou membres d'une catégorie de personnes que le ministre désigne comme commissaires aux affi-

taking affidavits for the purposes of this Act.

- 19. Section 23 of the Act is repealed.
- 20. Sections 28, 29 and 30 of the Act are repealed and the following substituted:

Operating subsidy

28.—(1) Payments shall be made in accordance with the regulations, out of money appropriated by the Legislature, to a municipality maintaining and operating a home, to the municipalities maintaining and operating a joint home or to a board of management of a home, to assist in defraying the maintenance and operating costs incurred or to be incurred by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, in providing accommodation, care, services, programs and goods to residents of the home or joint home, as the case may be.

Service agreement

- (2) No payment shall be made under subsection (1) unless,
 - (a) the municipality, each of the municipalities or the board of management, as the case may be, receiving the payment is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home or joint home, as the case may be; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.

Reduction or refusal of subsidy

(3) Payments under subsection (1) may be reduced or withheld if the municipality maintaining and operating the home, any of the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, has breached the service agreement with the Crown relating to the home or joint home, as the case may be.

Additional grants

29.—(1) The Minister may, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to a municipality maintaining and operating a home, to the municipalities maintaining and operating a joint home or to a board of management of a home, to assist in defraying the costs incurred or to be incurred by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, as a result of the occurrence of an extraordinary event prescribed by the regulations.

Conditions

(2) The Minister may impose conditions on a grant made under subsection (1).

Service agreement

- **30.**—(1) A service agreement,
- (a) shall contain the provisions required by the regulations to be contained in a service agreement;
- (b) shall contain provisions respecting each matter required by the regula-

davits pour l'application de la présente

- 19 L'article 23 de la Loi est abrogé.
- 20 Les articles 28, 29 et 30 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

28 (1) Des subventions prélevées sur des Subventions fonds prévus par la Législature sont accor-nement dées, conformément aux règlements, à toute municipalité qui exploite un foyer, aux municipalités qui exploitent un foyer commun ou au conseil de gestion d'un foyer, en vue de les aider à couvrir les dépenses d'exploitation que la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, ont engagés ou engageront pour assurer l'hébergement des résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas, et pour leur fournir des soins, des services, des programmes et des biens.

47

(2) Aucune subvention n'est accordée aux Entente de termes du paragraphe (1) sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la municipalité, chacune des municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, à qui la subvention est destinée a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne le foyer ou le foyer commun, selon le cas:
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- (3) Les subventions prévues au paragraphe Subventions (1) peuvent être réduites ou retenues si la retenues municipalité qui exploite le foyer, l'une ou l'autre des municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas, a violé l'entente de services qui concerne le foyer ou le foyer commun, selon le cas, et qui a été conclue avec la Couronne.

29 (1) Le ministre peut accorder des Subventions subventions, prélevées sur des fonds prévus res par la Législature, à une municipalité qui exploite un foyer, aux municipalités qui exploitent un foyer commun ou au conseil de gestion d'un foyer, en vue de les aider à couvrir les dépenses qu'ils ont engagées ou engageront par suite de la survenance d'un événement extraordinaire prescrit par règlements.

- (2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute subvention accordée aux termes du paragraphe (1).
 - **30** (1) L'entente de services :

Entente de

- a) comprend les dispositions devant être comprises, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- b) comprend des dispositions relatives à chaque question devant être prévue,

tions to be provided for in a service agreement; and

(c) may contain such other provisions as are agreed to by the parties, so long as such other provisions do not conflict with the provisions mentioned in clause (a).

Negotiation and signing

48

(2) A service agreement may be negotiated and signed on behalf of the Crown in right of Ontario only by the Minister or a person authorized by the Minister in writing to negotiate and sign service agreements.

Exception

(3) Section 6 of the Executive Council Act does not apply to a service agreement signed by a person authorized by the Minister in writing to sign service agreements.

Power of municipality

(4) A municipality has the power to enter into a service agreement with the Crown in right of Ontario for the purposes of this Act.

Excessive prohibited

- **30.1**—(1) No municipality maintaining and operating a home, none of the municipalities maintaining and operating a joint home and no board of management of a home shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on its behalf payment from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, in excess of,
 - (a) for a class of basic accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (b) for a class of preferred accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (c) for care, services, programs or goods designated by the regulations for the purposes of this section, the amount determined in accordance with the regulations:
 - (d) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b) or (c) and that are designated in the service agreement relating to the home or joint home as items for which residents may be charged, the amount determined in accordance with the service agreement; or
 - (e) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b), (c), (d) or (2) (a) and in respect of which the resident has entered into a written agreement with the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be,

- aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- c) peut comprendre toutes autres dispositions dont conviennent les parties, pourvu que ces autres dispositions ne soient pas incompatibles avec celles visées à l'alinéa a).

(2) Seul le ministre ou une personne qu'il Négociation autorise par écrit à négocier et à signer des ententes de services peut négocier et signer de telles ententes au nom de la Couronne du chef de l'Ontario.

et signature

(3) L'article 6 de la Loi sur le Conseil Exception exécutif ne s'applique pas à l'entente de services signée par une personne autorisée par écrit par le ministre à signer de telles enten-

(4) Toute municipalité est habilitée à con- Pouvoir des clure une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario pour l'application de la présente loi.

municipalités

30.1 (1) La municipalité qui exploite un Montants foyer, l'une quelconque des municipalités qui interdits exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer ne doivent pas exiger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en leur nom, d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, ou de quiconque agit en son nom, de paiement supérieur à l'un ou l'autre des montants suivants:

- a) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services de base;
- b) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services privilégiés;
- c) le montant déterminé conformément aux règlements pour les soins, services, programmes ou biens désignés par les règlements pour l'application du présent article;
- d) le montant déterminé conformément à l'entente de services pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b) ou c), mais qui sont désignés, dans l'entente de services concernant le foyer ou le foyer commun, comme éléments dont le paiement peut être exigé des résidents;
- e) le montant déterminé conformément à l'entente écrite pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b), c), d) ou (2) a) et à l'égard desquels le résident a conclu une entente écrite avec la munici-

Facturation

the amount determined in accordance with the written agreement.

No charge permitted

- (2) No municipality maintaining and operating a home, none of the municipalities maintaining and operating a joint home and no board of management of a home shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on its behalf payment from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be,
 - (a) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) and that are required to be provided to residents without charge under the service agreement relating to the home or joint home;
 - (b) for preferred accommodation, care, services, programs or goods that are mentioned in clause (1) (b), (c) or (d) but that are provided without consent being given by the resident; or
 - (c) for care, services, programs or goods that are not mentioned in subsection (1).

Resident responsible for payments for accommodation

30.2-(1) A resident is responsible for the payment of those amounts demanded in accordance with section 30.1, by a municipality maintaining and operating a home, by municipalities maintaining and operating a joint home or by a board of management of a home, for accommodation.

Minister to give statements

(2) The Minister shall provide, annually and on the request of a resident, a statement setting out how much the resident may be charged for accommodation under subsection 30.1 (1).

Recovery of charge when item not provided

- 30.3-(1) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home or a board of management of a home from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, and the item paid for has not been provided to the resident, the Minister may,
 - (a) deduct the amount of the payment from payments owing by the Crown to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.
- (2) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a municipality maintaining and

palité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas.

- (2) La municipalité qui exploite un foyer, l'une quelconque des municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer ne doivent pas exiger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en leur nom, d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, ou de quiconque agit en son nom, de paiement :
 - a) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa (1) a), b), c) ou d), et qui doivent être fournis gratuitement aux résidents aux termes de l'entente de services concernant le foyer ou le foyer commun;
 - b) pour l'hébergement avec services privilégiés, les soins, les services, les programmes ou les biens qui sont visés à l'alinéa (1) b), c) ou d), mais qui sont fournis sans que le résident ait donné son consentement;
 - c) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés au paragraphe (1).
- 30.2 (1) Le résident est tenu au paie- Résident tenu ment des montants exigés pour l'hébergement, conformément à l'article 30.1, par une gement municipalité qui exploite un foyer, par les municipalités qui exploitent un foyer commun ou par un conseil de gestion d'un foyer.

(2) Le ministre fournit, chaque année et à Obligation du la demande du résident, un état indiquant les fournir des montants qui peuvent être exigés du résident états pour l'hébergement aux termes du paragraphe 30.1 (1).

ministre de

- 30.3 (1) Si un paiement effectué par le Recouvrerésident d'un foyer ou d'un foyer commun, en cas de selon le cas, ou en son nom, pour l'héberge- non-fourniment ou pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par la municipalité qui exploite le foyer, une des municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, ou en leur nom, et que l'élément qui a été payé n'a pas été fourni au résident, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire le montant du paiement effectué, des subventions que la Couronne doit à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- (2) Si un paiement effectué par le résident Recouvred'un foyer ou d'un foyer commun, selon le de surfacturacas, ou en son nom, pour l'hébergement ou tion

Recovery of excessive charge

operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home or a board of management of a home from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, the item paid for has been provided to the resident and the payment exceeds the amount permitted to be charged under section 30.1, the Minister may,

- (a) deduct the excess from payments owing by the Crown to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be; and
- (b) pay the amount deducted to the person from whom the excessive payment was accepted.
- (3) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a municipality maintaining and operating a home, any of the municipalities maintaining and operating a joint home or a board of management of a home from or on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, and the item paid for has been inadequately provided, the Minister may,
 - (a) deduct such portion of the payment as the Minister considers appropriate from payments owing by the Crown to the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.
- **30.4**—(1) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall give to each resident of the home or joint home, as the case may be, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct, a written notice,
 - (a) setting out the rights of the resident under subsection 1.1 (2) and stating that the municipality, each of the municipalities or the board of management, as the case may be, is obliged to respect and promote those rights;
 - (b) describing the accommodation, care, services, programs and goods that the municipality, each of the municipalities or the board of management, as the case may be, is required to provide or offer under this Act and under the service agreement relating to the home or joint home;

pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par la municipalité qui exploite le foyer, par une des municipalités qui exploitent le foyer commun ou par le conseil de gestion d'un foyer, ou en leur nom, que l'élément qui a été payé a été fourni au résident et que le paiement est supérieur au montant qu'il est permis d'exiger en vertu de l'article 30.1, le ministre peut:

- a) d'une part, déduire l'excédent, des subventions que la Couronne doit à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement excédentaire qui a été accepté.
- (3) Si un paiement effectué par le résident Recouvred'un fover ou d'un foyer commun, selon le de fourniture cas, ou en son nom, pour l'hébergement ou inadéquate pour des soins, des services, des programmes ou des biens est accepté par la municipalité qui exploite le foyer, par une des municipalités qui exploitent le foyer commun ou par le conseil de gestion du foyer, ou en leur nom, et que l'élément qui a été payé a été fourni de façon inadéquate, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire la partie du paiement qu'il estime appropriée, des subventions que la Couronne doit à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- 30.4 (1) La municipalité qui exploite un Remise d'un foyer, les municipalités qui exploitent un dents foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer remettent à chaque résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom du résident concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner, un avis écrit :
 - a) énonçant les droits du résident prévus au paragraphe 1.1 (2) et portant que la municipalité, chacune des municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, est dans l'obligation de respecter et de promouvoir ces droits;
 - b) décrivant l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens que la municipalité, chacune des municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, est tenu de fournir ou d'offrir aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer ou au foyer commun;

Notice to residents

Recovery

provided

when item

inadequately

- (c) stating that the resident, the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care or such other person as they may direct may request access to and an explanation of the resident's plan of care, and specifying the person to whom such a request must be made;
- (d) setting out the procedures for making complaints about the maintenance or operation of the home or joint home, the conduct of the staff of the home or joint home or the treatment or care received by the resident in the home or joint home; and
- (e) setting out such other matters as are prescribed by the regulations.

Obligations re plan of

(2) If a request is made in accordance with clause (1) (c), the municipality, the municipalities or the board of management shall ensure that access to and an explanation of the plan of care is provided to the person who made the request.

Posting of information

- 30.5 A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall post in the home or joint home, as the case may be,
 - (a) a copy of section 1.1;
 - (b) a copy of the service agreement relating to the home or joint home, as the case may be;
 - (c) a copy of the most recent inspection report relating to the home or joint home, as the case may be, received by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, under subsection 21 (15);
 - (d) copies of those financial statements, reports and returns filed with the Minister that the regulations require to be posted; and
 - (e) all other documents and information that the regulations require to be posted.

Residents' council

- **30.6**—(1) If a request for the establishment of a residents' council is made to the administrator of a home or joint home by at least three persons, each of whom is a person mentioned in subsection (2),
 - (a) the administrator shall promptly notify the Director of the request;
 - (b) the administrator shall promptly notify the municipality maintaining and oper-

- c) portant que le résident, la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels ou toute autre personne qu'ils peuvent désigner peut demander à consulter le programme de soins du résident et demander des explications au sujet du programme, et précisant le nom de la personne à qui une telle demande doit être présentée;
- d) énonçant la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet de l'exploitation du foyer ou du foyer commun, de la conduite du personnel du foyer ou du foyer commun ou du traitement ou des soins qu'y reçoit le résident;
- e) énonçant toute autre question que prescrivent les règlements.
- (2) Si une demande est présentée confor- Obligation mément à l'alinéa (1) c), la municipalité, les programme municipalités ou le conseil de gestion veillent de soins à ce que l'auteur de la demande puisse consulter le programme de soins et à ce qu'on lui fournisse des explications au sujet du pro-

30.5 La municipalité qui exploite un Affichage de foyer, les municipalités qui exploitent un ments fover commun et le conseil de gestion d'un foyer affichent dans le foyer ou le foyer commun, selon le cas, ce qui suit :

- a) une copie de l'article 1.1;
- b) une copie de l'entente de services relative au foyer ou au foyer commun, selon le cas:
- c) une copie du plus récent rapport d'inspection relatif au foyer ou au foyer commun, selon le cas, que la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, ont reçu aux termes du paragraphe 21 (15);
- d) une copie des états financiers, rapports et déclarations déposés auprès du ministre qui doivent être affichés aux termes des règlements;
- e) tous autres documents et renseignements qui doivent être affichés aux termes des règlements.
- **30.6** (1) Si une demande de constitution Conseil des d'un conseil des résidents est présentée à l'administrateur d'un foyer ou d'un foyer commun par au moins trois personnes, chacune d'entre elles étant une personne visée au paragraphe (2):
 - a) l'administrateur en avise sans tarder le directeur:
 - b) l'administrateur en avise sans tarder la municipalité qui exploite le foyer, les

ating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, of the request; and

(c) the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, shall assist the persons who made the request in establishing a residents' council for the home within sixty days of the request.

Request for residents council

- (2) For the purpose of subsection (1), the following persons may request the establishment of a residents' council for a home or joint home:
 - 1. A resident of the home or joint home, as the case may be.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, concerning the resident's personal care.

Right to be a member

- (3) Subject to subsection (4), the following persons are entitled to be members of the residents' council of a home or joint home:
 - 1. A resident of the home or joint home, as the case may be.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the home or joint home, as the case may be, concerning the resident's personal care.
 - 3. A person selected by the resident or by the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care.

Who may not be a member

- (4) The following persons may not be members of the residents' council of a home or joint home:
 - 1. A member of the council of the municipality maintaining and operating the home, a member of a council of any of the municipalities maintaining and operating the joint home or a member of the board of management of the home, as the case may be.
 - 2. The administrator of the home or joint home, as the case may be.
 - 3. A member of the staff of the home or joint home, as the case may be.
 - 4. Any other person who is responsible for the operation of the home and who is employed by the municipality maintaining and operating the home, by any of the municipalities maintaining and operating the joint home or by the

municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du fover, selon le cas;

- c) la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, aident les personnes qui ont présenté la demande à constituer un conseil des résidents dans le foyer dans les soixante jours qui suivent la demande.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), Demande de les personnes suivantes peuvent demander d'un constitution que soit constitué un conseil des résidents des résidents dans un foyer ou un foyer commun:

- 1. Tout résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, concernant ses soins personnels.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), les Droit d'être personnes suivantes ont le droit d'être membres du conseil des résidents d'un foyer ou d'un foyer commun:
 - 1. Tout résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
 - 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, concernant ses soins personnels.
 - 3. La personne choisie par le résident ou par la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels.
- (4) Les personnes suivantes ne peuvent Personnes pas être membres du conseil des résidents d'un foyer ou d'un foyer commun:

non admises

- 1. Les membres du conseil de la municipalité qui exploite le foyer, les membres du conseil de n'importe laquelle des municipalités qui exploitent le foyer commun ou les membres du conseil de gestion du foyer, selon le cas.
- 2. L'administrateur du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
- 3. Les membres du personnel du foyer ou du foyer commun, selon le cas.
- 4. Toute autre personne de qui relève l'exploitation du foyer et qui est employée par la municipalité qui exploite le foyer, par n'importe laquelle des municipalités qui exploi-

board of management of the home, as the case may be.

Appointment by Minister

(5) At the request of a residents' council, the Minister may appoint no more than three persons to be members of the residents' council, and those persons shall serve as members at the pleasure of the residents' council.

Same

(6) Only a person who lives in the area in which the home or joint home is located and who is not employed by and does not have a contractual relationship with the ministry of the Minister may be appointed under subsection (5).

Meeting

30.7—(1) Unless a home or joint home has a residents' council, the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, shall, at least once in each year, convene a meeting of the residents and the persons who are lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident concerning the resident's personal care, to advise them of their right to establish a residents' council.

Results of meeting

(2) Within thirty days after the meeting, the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, shall notify the Director of the results of the meeting.

Powers of residents council

- 30.8 It is the function of a residents' council of a home or joint home, and the council has the power, to,
 - (a) advise residents of the home or joint home, as the case may be, respecting their rights and obligations under this Act;
 - (b) advise residents of the home or joint home, as the case may be, respecting the rights and obligations of the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be, under this Act and under the service agreement relating to the home or joint home, as the case may be;
 - (c) meet regularly with representatives of the municipality, representatives of the municipalities or representatives of the board of management, as the case may be, to,
 - (i) review inspection reports relating to the home or joint home, as the case may be, received by the municipality, the municipalities or the board of management, as

tent le foyer commun ou par le conseil de gestion du foyer, selon le cas.

(5) A la demande du conseil des résidents, Nominations le ministre peut nommer trois personnes au plus pour être membres du conseil des résidents. Ces personnes restent membres au gré du conseil des résidents.

(6) Seule une personne qui vit dans la Idem région où est située le foyer ou le foyer commun et qui n'est pas employée par le ministère du ministre ni n'a de lien contractuel avec ce ministère peut être nommée en vertu du paragraphe (5).

- 30.7 (1) Sauf si un foyer ou un foyer Réunion commun est doté d'un conseil des résidents, la municipalité qui exploite le foyer, les municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas, doivent, au moins une fois par an, convoquer à une réunion les résidents et les personnes qui sont légalement autorisées à prendre des décisions au nom d'un résident concernant ses soins personnels pour les informer de leur droit de constituer un conseil des résidents.
- (2) Dans les trente jours qui suivent la réunion, la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, informent le directeur des résultats de cette réunion.

Résultats de

30.8 Le conseil des résidents d'un foyer Pouvoirs du ou d'un foyer commun exerce les fonctions et résidents pouvoirs suivants:

- a) il informe les résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas, sur leurs droits et leurs obligations aux termes de la présente loi;
- b) il informe les résidents du foyer ou du foyer commun, selon le cas, sur les droits et les obligations de la municipalité qui exploite le foyer, des municipalités qui exploitent le foyer commun ou du conseil de gestion du foyer, selon le cas, aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative au foyer ou au foyer commun, selon le
- c) il se réunit régulièrement avec les représentants de la municipalité, des municipalités ou du conseil de gestion, selon le cas, aux fins suivantes:
 - (i) examiner les rapports d'inspection relatifs au foyer ou au foyer commun, selon le cas, que la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas,

- the case may be, under subsection 21 (15),
- (ii) review the allocation of money for accommodation, care, services, programs and goods provided in the home or joint home, as the case may be,
- (iii) review the financial statements relating to the home or joint home, as the case may be, filed with the Minister under the regulations, and
- (iv) review the operation of the home or joint home, as the case may
- (d) attempt to mediate and resolve a dispute between a resident of the home or joint home, as the case may be, and the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or the board of management of the home, as the case may be; and
- (e) report to the Minister any concerns and recommendations that in its opinion ought to be brought to the Minister's attention.

Residents' council assistant

30.9 - (1) With the consent of a residents' council, the Minister may appoint a residents' council assistant to assist the residents' council in carrying out its responsibilities.

Duties

(2) In carrying out his or her duties, a residents' council assistant shall take instructions from and report to the residents' council.

Information and assistance

30.10-(1) A municipality maintaining and operating a home, the municipalities maintaining and operating a joint home and the board of management of a home shall cooperate with the residents' council and the residents' council assistant and shall provide them with such financial and other information and such assistance as is required by the regulations.

Obstruction

(2) No person shall refuse entry to a home or joint home to a residents' council assistant or otherwise hinder, obstruct or interfere with a residents' council assistant carrying out his or her duties.

Offence

(3) Any person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for each subsequent offence.

Immunity

30.11 No proceeding shall be commenced against a member of a residents' council or a residents' council assistant for any act done

- ont reçus aux termes du paragraphe 21 (15),
- (ii) examiner les affectations de fonds à l'hébergement et aux soins, services, programmes et biens fournis dans le foyer ou le foyer commun, selon le cas,
- (iii) examiner les états financiers relatifs au foyer ou au foyer commun, selon le cas, qui sont déposés auprès du ministre aux termes des règlements,
- (iv) examiner l'exploitation du foyer ou du foyer commun, selon le
- d) il tente de recourir à la médiation et de trouver une solution dans le cas d'un différend opposant un résident du foyer ou du foyer commun, selon le cas, et la municipalité qui exploite le foyer, les municipalités qui exploitent le foyer commun ou le conseil de gestion du foyer, selon le cas;
- e) il fait part au ministre de tout sujet de préoccupation et de toute recommandation qui, selon lui, doivent être portés à son attention.

30.9 (1) Le ministre peut, avec le con- Adjoint au sentement du conseil des résidents, nommer résidents un adjoint au conseil des résidents pour aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabilités.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'ad-Fonctions joint au conseil des résidents reçoit ses directives du conseil des résidents et relève de ce dernier.

30.10 (1) La municipalité qui exploite Renseigneun foyer, les municipalités qui exploitent un foyer commun et le conseil de gestion d'un foyer collaborent avec le conseil des résidents et l'adjoint au conseil des résidents et leur fournissent l'aide ainsi que les renseignements financiers et autres exigés par les règlements.

- (2) Nul ne doit interdire l'entrée dans un foyer ou un foyer commun à l'adjoint au conseil des résidents, ni le gêner ou l'entraver de quelque autre façon dans l'exercice de ses fonctions.
- (3) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ pour une première infraction et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive.
- 30.11 Sont irrecevables les instances Immunité introduites contre les membres du conseil des résidents ou l'adjoint au conseil des résidents pour tout acte accompli aux termes de l'arti-

under section 30.8, unless the act is done maliciously or without reasonable grounds.

21.—(1) Paragraphs 2 and 3 of subsection 31 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

- governing the treatment, care and discharge of residents of homes and joint homes;
- 3. providing for the collection of information and the making of investigations regarding the financial and other circumstances of residents in or applicants for admission to homes and joint homes in connection with determinations respecting eligibility for admission, authorization of admission, discharge and amounts which residents may be charged.
- (2) Paragraph 8 of subsection 31 (1) is amended by adding at the end "and of inspectors".
- (3) Paragraph 10 of subsection 31 (1) is repealed and the following substituted:
 - 10. requiring that municipalities and boards of management keep records and accounts for homes and joint homes and that they file financial statements, reports and returns with the Minister at specified intervals, prescribing and governing such records, accounts, financial statements, reports and returns, and requiring that municipalities and boards of management furnish such information or accounts as the Minister may require.

(4) Paragraphs 13, 14 and 15 of subsection 31 (1) are repealed and the following substituted:

- 13. requiring municipalities and boards of management to provide or offer certain types of accommodation, care, services, programs and goods to residents of homes and joint homes, and prescribing and governing the accommodation, care, services, programs and goods that must be provided or offered;
- 14. requiring and governing the assessment and classification of residents of homes and joint homes for the purpose of determining the level of care required by each resident;
- 15. requiring that parts of the bed capacity of homes and joint homes be set aside for various classes of accommodation, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class.

cle 30.8, à moins que l'acte ne soit accompli avec l'intention de nuire ou sans motif raisonnable.

21 (1) Les dispositions 2 et 3 du paragraphe 31 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- régir le traitement, les soins et la mise en congé des résidents des foyers et des foyers communs;
- 3. prévoir la collecte de renseignements et la tenue d'enquêtes sur les situations financière et autres des résidents des foyers et des foyers communs, ou des personnes qui demandent à y être admises, en ce qui concerne les décisions portant sur l'admissibilité, l'autorisation d'admission, la mise en congé et les montants qui peuvent être exigés des résidents.
- (2) La disposition 8 du paragraphe 31 (1) est modifiée par adjonction de «et des inspecteurs».
- (3) La disposition 10 du paragraphe 31 (1) est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 10. exiger que les municipalités et les conseils de gestion tiennent des dossiers et des comptes pour les foyers et les foyers communs et qu'ils déposent des états financiers, des rapports et des déclarations auprès du ministre à des intervalles précisés, prescrire et régir ces dossiers, comptes, états financiers, rapports et déclarations, et exiger que les municipalités et les conseils de gestion fournissent tous renseignements ou comptes que le ministre peut exiger.

(4) Les dispositions 13, 14 et 15 du paragraphe 31 (1) sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- 13. exiger des municipalités et des conseils de gestion qu'ils fournissent ou offrent aux résidents des foyers et des foyers communs certains types d'hébergement, de soins, de services, de programmes et de biens, et prescrire et régir l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens qui doivent être fournis ou offerts;
- 14. exiger et régir l'évaluation et le classement des résidents des foyers et des foyers communs en vue de déterminer le niveau des soins que requiert chaque résident;
- 15. exiger qu'une partie des lits dont disposent les foyers et les foyers communs soit réservée pour diverses catégories d'hébergement, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie.

- (5) Paragraph 17 of subsection 31 (1) is amended by striking out "requiring in-service training programs to be provided" in the first and second lines and substituting "requiring and governing in-service training programs".
- (6) Paragraphs 18, 19, 20, 21 and 22 of subsection 31 (1) are repealed and the following substituted:
 - 18. defining "accommodation", "basic accommodation", "preferred accommodation" and "short-stay program" for the purpose of any provision of this Act or the regulations;
 - 19. prescribing the maximum amounts or governing the manner of determining the maximum amounts that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clauses 30.1 (1) (a) and (b), prescribing the information or proof that is to be provided before a determination is made, requiring that the information provided for the purpose of a determination be provided under oath, and prescribing the persons or other entities who may make the determination;
 - 20. designating care, services, programs and goods for the purpose of clause 30.1 (1) (c) and prescribing the maximum amount, or governing the manner of determining the maximum amount, that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clause 30.1 (1) (c) for each item so designated.
- (7) Paragraphs 25, 26, 27 and 28 of subsection 31 (1) are repealed and the following substituted:
 - 25. governing the manner of determining the amounts of the payments required to be made under section 28 and the method and time of payment;
 - 26. instituting a system for reconciling the payments made by the Crown under section 28 on account of the maintenance and operating costs of a home or joint home with the actual maintenance and operating costs of the home or joint home, including,
 - i. requiring the municipality maintaining and operating the home, the municipalities maintaining and operating the joint home or

- (5) La disposition 17 du paragraphe 31 (1) est modifiée par substitution, à «poste soient offerts aux membres du personnel des foyers et des foyers communs» aux deuxième, troisième et quatrième lignes, de «cours d'emploi soient offerts aux membres du personnel des foyers et des foyers communs, et régir ces programmes».
- (6) Les dispositions 18, 19, 20, 21 et 22 du paragraphe 31 (1) sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 18. définir les termes «hébergement», «hébergement avec services de base», «hébergement avec services privilégiés» et «programme de séjour de courte durée» pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
 - 19. prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés ou acceptés des résidents, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu des alinéas 30.1 (1) a) et b), ou régir la façon de les établir, prescrire les renseignements ou la preuve qui doivent être fournis avant que les montants ne soient établis, exiger que les renseignements fournis aux fins de l'établissement des montants soient fournis sous serment, et prescrire les personnes ou autres entités qui peuvent établir ces montants;
 - 20. désigner les soins, les services, les programmes et les biens pour l'application de l'alinéa 30.1 (1) c) et prescrire le montant maximal qui peut être exigé ou accepté des résidents, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu de l'alinéa 30.1 (1) c) pour tout élément qui est ainsi désigné, ou régir la façon d'établir ce montant.
- (7) Les dispositions 25, 26, 27 et 28 du paragraphe 31 (1) sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 25. régir la façon d'établir les montants des subventions qui doivent être accordées aux termes de l'article 28, leur mode de versement, ainsi que le moment où elles sont versées;
 - 26. établir un système de rapprochement entre, d'une part, les subventions accordées par la Couronne aux termes de l'article 28 pour les dépenses d'exploitation des foyers ou des foyers communs et, d'autre part, les dépenses réelles d'exploitation de ces foyers ou foyers communs, en faisant notamment ce qui suit :
 - i. exiger de la municipalité qui exploite le foyer, des municipalités qui exploitent le foyer commun ou du conseil de gestion du

the board of management of the home, as the case may be, to provide, at specified intervals, audited financial statements, proof of maintenance and operating costs, information about the level of occupancy of the home or joint home, as the case may be, and other documents and information,

- ii. requiring that the information provided by the municipality, the municipalities or the board of management, as the case may be, for the purpose of the reconciliation be provided under oath, and
- iii. providing for the recovery by the Crown of any excess payment through deduction from subsequent payments to the municipality, municipalities or board of management, as the case may be;
- 27. prescribing the extraordinary events in respect of which the Minister may make additional grants under section 29:
- 28. governing service agreements, including prescribing provisions that must be contained in all service agreements and matters that must be provided for in all service agreements.

(8) Paragraph 32 of subsection 31 (1) is repealed and the following substituted:

- 32. governing applications to placement co-ordinators for a determination regarding a person's eligibility for admission to a home or joint home or for authorization of a person's admission to a home or joint home, including prescribing the placement co-ordinators to whom applications may be made and the frequency with which applications may be made;
- 33. governing the determination of a person's eligibility for admission to a home or joint home and the determination of whether to authorize a person's admission to a home or joint home;
- 34. prescribing, for the purpose of clause 18 (14) (c), additional circumstances which are grounds for a committee of management or a board of management to withhold approval for the admission of a person to a home or joint home;
- 35. prescribing and governing the obligations of a committee of management

foyer, selon le cas, qu'ils fournissent, à des intervalles précisés, des états financiers vérifiés, la preuve des dépenses d'exploitation, des renseignements sur le taux d'occupation du foyer ou du foyer commun, selon le cas, et sur d'autres questions, ainsi que d'autres documents,

- ii. exiger que les renseignements fournis par la municipalité, les municipalités ou le conseil de gestion, selon le cas, aux fins du rapprochement soient fournis sous serment,
- iii. prévoir le recouvrement par la Couronne de tous paiements excédentaires par déduction de ceux-ci des subventions accordées par la suite à la municipalité, aux municipalités ou au conseil de gestion, selon le cas;
- 27. prescrire les événements extraordinaires à l'égard desquels le ministre peut accorder des subventions supplémentaires en vertu de l'article 29;
- 28. régir les ententes de services, notamment en prescrivant les dispositions qu'elles doivent comprendre et les questions qu'elles doivent prévoir.

(8) La disposition 32 du paragraphe 31 (1) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 32. régir les demandes adressées aux coordonnateurs des placements en vue d'une décision portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers ou à des foyers communs ou en vue d'une autorisation d'admission de personnes à ces foyers ou foyers communs, notamment en prescrivant les coordonnateurs des placements à qui ces demandes peuvent être adressées et la fréquence de celles-ci;
- 33. régir les décisions portant sur l'admissibilité de personnes à des foyers ou à des foyers communs et celles autorisant ou non l'admission de personnes à ces foyers ou foyers communs;
- 34. prescrire, pour l'application de l'alinéa 18 (14) c), les circonstances additionnelles qui constituent des motifs pour lesquels les comités de gestion ou les conseils de gestion peuvent refuser d'approuver l'admission de personnes à des foyers ou foyers communs;
- 35. prescrire et régir les obligations des comités de gestion et des conseils de

- and a board of management in relation to giving or withholding approval for the admission of a person to a home or joint home, and governing the written notice required to be given under subsection 18 (15);
- 36. requiring that placement co-ordinators have certain qualifications or meet certain requirements and prescribing such qualifications or requirements;
- 37. governing the posting of documents and information under section 30.5, prescribing the financial statements, reports and returns that must be posted and prescribing additional documents and information that must be
- 38. governing short-stay programs in homes and joint homes;
- 39. governing plans of care, including their content, development, implementation and revision;
- 40. governing the quality management system to be developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to residents of homes and joint homes;
- 41. governing the notice required to be provided under section 30.4, including prescribing additional matters which must be set out in the notice:
- 42. governing inspection reports;
- 43. respecting the establishment and conduct of residents' councils;
- 44. respecting the financial and other information and the assistance that a municipality and a board of management must give to a residents' council and a residents' council assistant;
- 45. respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.
- (9) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsections:

Retroactivity

(3) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Application

- (4) A regulation may be general or particular in its application.
- 22. The Act is further amended by adding the following section:

- gestion pour ce qui est de donner ou de refuser leur approbation en matière d'admission de personnes à des foyers ou foyers communs, et régir l'avis écrit qui doit être donné aux termes du paragraphe 18 (15);
- 36. exiger que les coordonnateurs des placements possèdent certaines compétences ou satisfassent à certaines exigences et prescrire ces compétences ou exigences;
- 37. régir l'affichage de documents et de renseignements prévu à l'article 30.5 et prescrire les états financiers, rapports et déclarations qui doivent être affichés, ainsi que les autres documents et renseignements qui doivent être affichés;
- 38. régir les programmes de séjour de courte durée dans les foyers et les fovers communs;
- 39. régir les programmes de soins, y compris leur contenu, leur élaboration, leur mise en oeuvre et leur révision;
- 40. régir le système de gestion de la qualité qui doit être élaboré et mis en oeuvre pour surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens qui sont fournis aux résidents des foyers et des foyers communs;
- 41. régir l'avis qui doit être remis aux termes de l'article 30.4, notamment en prescrivant les autres questions qui doivent v être énoncées;
- 42. régir les rapports d'inspection;
- 43. traiter de la constitution des conseils des résidents et de l'exercice de leurs activités:
- 44. traiter des renseignements, notamment d'ordre financier, et de l'aide que les municipalités et les conseils de gestion doivent fournir aux conseils des résidents et aux adjoints aux conseils des résidents;
- 45. traiter des questions jugées nécessaires ou utiles pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.
- (9) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (3) Les règlements qui comportent une Rétroactivité disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

- (4) Les règlements peuvent avoir une por- Portée des tée générale ou particulière.
- 22 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

Transition

32.—(1) This section applies until the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, and when the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, this section is repealed.

Identifying person who is lawfully authorized

- (2) For the purposes of this Act and the regulations, a person mentioned in a paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make a decision on behalf of another person concerning that person's personal care if,
 - (a) the person on whose behalf the decision is to be made is apparently incapable of making the decision; and
 - (b) the person mentioned in the paragraph
 - (i) at least sixteen years old,
 - (ii) available,
 - (iii) apparently capable of making the decision, and
 - (iv) willing to make the decision.

Same

- (3) For the purpose of subsection (2), the following persons may be lawfully authorized:
 - 1. The apparently incapable person's committee of the person appointed under the Mental Incompetency Act.
 - 2. A spouse or partner of the apparently incapable person.
 - 3. A child of the apparently incapable person.
 - 4. A parent of the apparently incapable person.
 - 5. A brother or sister of the apparently incapable person.
 - 6. Another relative of the apparently incapable person.

Meaning of "capable and "incapable'

(4) For the purpose of this section, a person is capable of making a decision if the person is able to understand the information that is relevant to making the decision and is able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision, and a person is incapable of making a decision if the person is not capable of making the decision.

Meaning of

(5) For the purpose of this section, a person is available if it is possible, within a time that is reasonable in the circumstances, to communicate with the person and obtain a decision.

32 (1) Le présent article s'applique jusqu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui entre en vigueur et est abrogé lorsque cette loi entre en vigueur.

SOINS DE LONGUE DURÉE

Disposition

(2) Pour l'application de la présente loi et Personne des règlements, une personne visée à une des autorisee dispositions du paragraphe (3) est légalement autorisée à prendre une décision au nom d'une autre personne concernant ses soins personnels si les conditions suivantes sont réunies:

- a) la personne au nom de laquelle la décision doit être prise est apparemment incapable de prendre la décision;
- b) la personne visée à la disposition est :
 - (i) âgée d'au moins seize ans,
 - (ii) disponible,
 - (iii) apparemment capable de prendre la décision,
 - (iv) disposée à prendre la décision.
- (3) Pour l'application du paragraphe (2), Idem les personnes suivantes peuvent être des personnes légalement autorisées :
 - 1. Le curateur à la personne de la personne apparemment incapable qui est nommé aux termes de la Loi sur l'incapacité mentale.
 - 2. Le conjoint ou le partenaire de la personne apparemment incapable.
 - 3. L'enfant de la personne apparemment incapable.
 - 4. Le père ou la mère de la personne apparemment incapable.
 - 5. Le frère ou la soeur de la personne apparemment incapable.
 - 6. Tout autre parent de la personne apparemment incapable.
- (4) Pour l'application du présent article, une personne est capable de prendre une décision si elle peut comprendre les renseignements qui sont pertinents pour la prise de la décision et qu'elle peut évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou d'une absence de décision, et une personne est incapable de prendre une décision si elle n'est pas capable de prendre la décision.
- (5) Pour l'application du présent article, Sens de une personne est disponible s'il est possible, dans un délai qui est raisonnable dans les circonstances, de communiquer avec elle et d'obtenir une décision de sa part.

«capable» et «incapable»

Sens des ter-

«disponible»

Meaning of 'spouse

- (6) In this section, "spouse" of an apparently incapable person means a person of the opposite sex,
 - (a) to whom the apparently incapable person is married; or
 - (b) with whom the apparently incapable person is living, or was living immediately before being admitted to the home, in a conjugal relationship outside marriage, if the two persons,
 - (i) have cohabited for at least one year,
 - (ii) are together the parents of a child, or
 - (iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the Family Law

Meaning of "partner

(7) Two persons are partners for the purpose of this section if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.

Ranking

(8) A person mentioned in a paragraph of subsection (3) is not lawfully authorized to make a decision if a person mentioned in an earlier paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make it.

Same

(9) If two or more persons mentioned in the same paragraph of subsection (3) would be lawfully authorized to make the decision, they shall select one person from among them, and the person selected is the only one of them who is lawfully authorized to make the decision.

Decisions on behalf

- (10) A person who makes a decision on behalf of an apparently incapable person shall do so in accordance with the following principles:
 - 1. If the person knows of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in accordance with the wish.
 - 2. If the person does not know of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in the apparently incapable person's best interests.

Best interests

(11) In deciding what an apparently incapable person's best interests are, the person making the decision shall take into consideration,

- (6) Dans le présent article, «conjoint» Sens de d'une personne apparemment incapable s'entend d'une personne du sexe opposé avec laquelle:
 - a) la personne apparemment incapable est mariée;
 - b) la personne apparemment incapable vit, ou vivait immédiatement avant d'être admise au foyer, dans une union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas:
 - (i) ont cohabité pendant au moins un an,
 - (ii) sont les parents du même enfant,
 - (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la Loi sur le droit de la famille.
 - (7) Deux personnes sont partenaires pour Sens de l'application du présent article si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.

«partenaire»

(8) Une personne visée à une des disposi- Préférence tions du paragraphe (3) n'est pas légalement autorisée à prendre une décision si une personne visée à une disposition qui figure avant au paragraphe (3) est légalement autorisée à la prendre.

- (9) Dans le cas où deux personnes ou plus Idem visées à la même disposition du paragraphe (3) seraient légalement autorisées à prendre la décision, celles-ci choisissent l'une d'entre elles, et la personne choisie est la seule parmi elles qui est légalement autorisée à prendre la décision.
- (10) La personne qui prend une décision Décisions au au nom d'une personne apparemment incapable le fait conformément aux principes suivants:

- 1. Si la personne connaît un désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision conformément à ce désir.
- 2. Si la personne ne connaît pas de désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision dans l'intérêt véritable de la personne apparemment inca-
- (11) Lorsqu'elle décide de ce qui est dans Intérêt vérital'intérêt véritable de la personne apparemment incapable, la personne qui prend la décision tient compte de ce qui suit :

- (a) the values and beliefs that the person knows the apparently incapable person held when capable and believes the apparently incapable person would still act on if capable; and
- (b) the apparently incapable person's current wishes, if they can be ascertained.

PART IV MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES ACT

23. The Ministry of Community and Social Services Act is amended by adding the following section:

Grants for persons with a disability

11.1—(1) The Minister may from time to time, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to or on behalf of a person who has a disability and who is at least sixteen years old, to assist the person in obtaining goods and services that the person requires as a result of the disability.

Same

(2) The Minister may from time to time, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to an organization, agency or other entity, if the organization, agency or other entity has entered into an agreement with the Crown in right of Ontario to transfer the grant to or on behalf of persons who have a disability and who are at least sixteen years old to assist such persons in obtaining goods and services that they require as a result of the disability.

Compliance with regula tions

(3) All grants by the Minister under subsection (1) and all transfers of grants by an organization, agency or other entity referred to in subsection (2) shall be made in accordance with the regulations.

Conditions

(4) The Minister may impose conditions on a grant made under this section.

24. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations

- 17. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) designating the number of members of the Board of Review and prescribing its procedures;
 - (b) governing the making of grants under subsection 11.1 (1) or (2), including prescribing rules in connection with the making of such grants and conditions to be attached to such grants and requiring that information provided to the Minister in connection with grants be provided under oath;

- a) les valeurs et les croyances qu'elle sait avoir été celles de la personne apparemment incapable lorsque celle-ci était capable et qui, selon elle, continueraient de guider la conduite de cette personne si celle-ci était capable;
- b) les désirs actuels de la personne apparemment incapable, s'ils peuvent être déterminés.

PARTIE IV LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

23 La Loi sur le ministère des Services sociaux et communautaires est modifiée par adjonction de l'article suivant :

11.1 (1) Le ministre peut accorder des Subventions à subventions, prélevées sur les fonds prévus par la Législature, aux personnes handica- handicapées pées qui ont au moins seize ans, ou à quiconque agit en leur nom, en vue de les aider à obtenir les biens et les services dont elles ont besoin en raison de leur handicap.

l'intention des personnes

(2) Le ministre peut accorder des subven- Idem tions, prélevées sur des fonds prévus par la Législature, aux organisations, organismes ou autres entités qui ont conclu avec la Couronne du chef de l'Ontario une entente pour le transfert des subventions aux personnes handicapées qui ont au moins seize ans, ou à quiconque agit en leur nom, en vue de les aider à obtenir les biens et les services dont elles ont besoin en raison de leur handicap.

(3) L'attribution de subventions par le Obligation de ministre en vertu du paragraphe (1) et le aux règletransfert de celles-ci par les organisations, ments organismes ou autres entités visés au paragraphe (2) se font conformément aux règlements.

(4) Le ministre peut assujettir à des conditions toute subvention accordée en vertu du présent article.

24 L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 17 Le lieutenant-gouverneur en conseil Règlements peut, par règlement :
 - a) fixer le nombre des membres de la Commission de révision et prescrire les règles de procédure de celle-ci;
 - b) régir l'attribution de subventions en vertu du paragraphe 11.1 (1) ou (2), notamment en prescrivant les règles relatives à leur attribution et les conditions auxquelles ces subventions doivent être assujetties, et exiger que les renseignements fournis au ministre relativement aux subventions soient fournis sous serment:

(c) governing agreements between the Crown and an organization, agency or other entity receiving a grant under subsection 11.1 (2).

PART V MINISTRY OF HEALTH ACT

- 25.—(1) Paragraph 3 of subsection 6 (1) of the Ministry of Health Act is amended by striking out "extended care facilities" in the fifth line.
- (2) Paragraph 9 of subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "extended care facilities" in the eighth line and in the fourteenth line.
- 26. Clause 10 (d) of the Act is amended by striking out "extended care facilities" in the fifth line.

PART VI MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

27. Section 186 of the Municipality of Metropolitan Toronto Act is repealed.

PART VII NURSING HOMES ACT

- 28. Section 1 of the Nursing Homes Act is amended by adding the following definition:
- "Appeal Board" means the Health Services Appeal Board under the Health Insurance Act. ("Commission d'appel")
- 29.—(1) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "this Act and the regulations" in the second and third lines and substituting "this Act, the regulations and a service agreement between the Crown in right of Ontario and a licensee".
- (2) Subsection 2 (3) of the Act is amended by striking out "this Act and the regulations" in the second line and substituting "this Act, the regulations and a service agreement relating to a nursing home".
- (3) Subsections 2 (4), (5), (6) and (7) of the Act are repealed and the following substituted:
- (4) A licensee of a nursing home shall be deemed to have entered into a contract with each resident of the home, agreeing to respect and promote the rights of the resident set out in subsection (2).

c) régir les ententes conclues entre la Couronne et les organisations, organismes ou autres entités qui reçoivent des subventions en vertu du paragraphe 11.1 (2).

PARTIE V LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

- 25 (1) La disposition 3 du paragraphe 6 (1) de la Loi sur le ministère de la Santé est modifiée par suppression de «d'établissements de soins prolongés,» à la sixième ligne.
- (2) La disposition 9 du paragraphe 6 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «établissements de soins prolongés,» aux huitième et neuvième lignes et par suppression de «les établissements de soins prolongés,» aux quinzième et seizième lignes.
- 26 L'alinéa 10 d) de la Loi est modifié par suppression de «des établissements de soins prolongés,» aux septième et huitième lignes.

PARTIE VI LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

27 L'article 186 de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto est abrogé.

PARTIE VII LOI SUR LES MAISONS DE SOINS **INFIRMIERS**

- 28 L'article 1 de la Loi sur les maisons de soins infirmiers est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «Commission d'appel» La Commission d'appel des services de santé maintenue par la Loi sur l'assurance-santé. («Appeal Board»)
- 29 (1) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «la présente loi et des règlements» aux deuxième et troisième lignes, de «la présente loi, des règlements et d'une entente de services conclue entre la Couronne du chef de l'Ontario et un titulaire de permis».
- (2) Le paragraphe 2 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «la présente loi et des règlements» aux deuxième et troisième lignes, de «la présente loi, des règlements et d'une entente de services concernant une maison de soins infirmiers».
- (3) Les paragraphes 2 (4), (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui
- (4) Le titulaire de permis d'une maison de Contrat soins infirmiers est réputé avoir conclu avec chaque pensionnaire de la maison un contrat selon lequel il convient de respecter et de

réputé conclu

Deemed contract

30. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Service agreement required

- (2) No licensee shall operate a nursing home unless.
 - (a) the licensee is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the home; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.
- 31. Clause 5 (4) (e) of the Act is amended by striking out "extended care" in the second line and substituting "accommodation, care, services, programs and goods".
- 32. Section 13 of the Act is amended by adding the following clause:
- (a.1) the licensee has breached the service agreement with the Crown in right of Ontario relating to the nursing home.
- 33. Section 20 of the Act is repealed and the following substituted:

Increase in bed capacity

20. In such special circumstances as are prescribed by the regulations, the Director may authorize an increase of the bed capacity of a nursing home, as set out in its licence, to such number of beds, for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

Application of section

20.1-(1) This section applies to the admission of a person to a nursing home as a resident.

Placement co-ordinators

(2) The Minister shall designate one or more persons, classes of persons or other entities as placement co-ordinators for the purposes of this Act.

Same

(3) For each nursing home, the Minister shall designate the placement co-ordinator who may authorize the admission of persons to that nursing home.

Changes in designations

(4) The Minister may from time to time revoke a designation made under subsection (2) or (3) or make a new designation under subsection (2) or (3).

Admission

(5) A licensee of a nursing home shall not admit a person unless the person's admission to the nursing home is authorized by the placement co-ordinator designated for the nursing home under subsection (3), and shall admit a person whose admission to the nursing home is so authorized.

promouvoir les droits du pensionnaire énoncés au paragraphe (2).

- 30 L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (2) Nul titulaire de permis ne doit exploi- Exploitation ter une maison de soins infirmiers, sauf si les entente de conditions suivantes sont réunies :

interdite sans services

- a) le titulaire de permis a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne la maison:
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- 31 L'alinéa 5 (4) e) de la Loi est modifié par substitution, à «des soins prolongés» aux première et deuxième lignes, de «l'hébergement, ainsi que des soins, des services, des programmes et des biens,».
- 32 L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - a.1) le titulaire de permis a violé l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers qu'il a conclue avec la Couronne du chef de l'Ontario.
- 33 L'article 20 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 20 Dans les circonstances particulières Augmentation du nombre de que prescrivent les règlements, le directeur lits peut autoriser une augmentation, dans une maison de soins infirmiers, du nombre de lits précisé dans le permis de celle-ci, au nombre de lits, pour la période et sous réserve des conditions qu'il précise.

20.1 (1) Le présent article s'applique à Champ d'apl'admission comme pensionnaires de personnes à des maisons de soins infirmiers.

(2) Le ministre désigne une ou plusieurs Coordonnapersonnes, catégories de personnes ou autres cements entités comme coordonnateurs des placements pour l'application de la présente loi.

(3) Le ministre désigne pour chaque mai- Idem son de soins infirmiers un coordonnateur des placements chargé d'autoriser ou non l'admission de personnes à cette maison.

(4) Le ministre peut révoquer les désigna- Changement tions faites aux termes du paragraphe (2) ou tions (3), ou procéder à de nouvelles désignations aux termes de l'un ou l'autre de ces paragraphes.

(5) Le titulaire de permis d'une maison de Admission soins infirmiers ne doit pas admettre une personne à moins que son admission à la maison de soins infirmiers ne soit autorisée par le coordonnateur des placements désigné pour la maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3), et doit admettre toute personne dont l'admission à cette maison est ainsi autorisée.

1993

Applications to placement co-ordinator

(6) A person may apply for a determination by a placement co-ordinator respecting the person's eligibility for admission to a nursing home and for authorization of admission with respect to such nursing home or homes as the person selects.

Assistance

(7) A placement co-ordinator who determines that a person is eligible for admission shall, if the person wishes, assist the person in selecting the nursing home or homes with respect to which the person will apply for authorization of admission.

Person's preferences

(8) In assisting a person under subsection (7), the placement co-ordinator shall consider the person's preferences relating to admission, based on ethnic, spiritual, linguistic, familial and cultural factors.

Determination respecting eligibility

(9) A placement co-ordinator shall determine whether a person is eligible for admission to a nursing home only if the person applies for the determination in accordance with the regulations.

Determinarespecting authorization

(10) The placement co-ordinator designated for a nursing home under subsection (3) shall determine whether to authorize a person's admission to the nursing home only if the person applies for authorization of admission with respect to the nursing home in accordance with the regulations.

Compliance with Act and regulations

(11) A placement co-ordinator shall make all determinations respecting eligibility for admission and all determinations respecting authorization of admission in accordance with this Act and the regulations.

Assessments. etc., to be taken into account

- (12) In making a determination respecting a person's eligibility for admission, a placement co-ordinator shall take into account any of the following which are provided to the placement co-ordinator:
 - 1. An assessment of the person made by a health practitioner relating to the person's impairment or capacity.
 - 2. An assessment or information relating to the person's requirements for medical treatment, health care or other personal care.

Conditions of authoriza-

- (13) The placement co-ordinator designated for a nursing home under subsection (3) may authorize the admission of a person to the nursing home only if,
 - (a) the placement co-ordinator or another placement co-ordinator has determined, within the six months preced-

(6) Toute personne peut demander que Demandes soit prise, par un coordonnateur des placements, une décision touchant son admissibi- teur des plalité à une maison de soins infirmiers et cements demander une autorisation d'admission à la ou aux maisons de soins infirmiers de son

- (7) Le coordonnateur des placements qui Aide décide qu'une personne est admissible aide celle-ci, si elle le désire, à choisir la ou les maisons de soins infirmiers à l'égard desquelles elle demandera une autorisation d'admis-
- (8) Le coordonnateur des placements qui Préférence de aide une personne aux termes du paragraphe (7) tient compte des préférences qu'a celle-ci en ce qui concerne son admission qui sont fondées sur des considérations ethniques, spirituelles, linguistiques, familiales et culturel-

la personne

(9) Le coordonnateur des placements Décision toudécide si une personne est admissible à une sibilité maison de soins infirmiers uniquement si la personne le demande conformément aux règlements.

(10) Le coordonnateur des placements Décision toudésigné pour une maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3) décide s'il autorise l'admission d'une personne à la maison de soins infirmiers uniquement si la personne demande une autorisation d'admission à cette maison conformément aux règlements.

chant l'autori-

(11) Le coordonnateur des placements Conformité à prend toutes les décisions touchant l'admissibilité et toutes celles touchant les autorisations d'admission conformément à la présente loi et aux règlements.

(12) Lorsqu'il prend une décision touchant Évaluations l'admissibilité d'une personne, le coordonnateur des placements tient compte de l'un ou dont il faut l'autre des éléments d'information suivants qui lui sont fournis:

- 1. L'évaluation de la déficience ou de la capacité de la personne effectuée par un praticien de la santé.
- 2. Toute évaluation des besoins de la personne en matière de traitement médical, de soins médicaux ou d'autres soins personnels, ou tous renseignements à ce sujet.
- (13) Le coordonnateur des placements Conditions de désigné pour une maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3) peut autoriser l'admission d'une personne à la maison de soins infirmiers uniquement s'il est satisfait aux conditions suivantes:

 - a) le coordonnateur des placements ou un autre coordonnateur des placements a décidé, dans les six mois qui

- ing authorization, that the person is eligible for admission to a nursing home:
- (b) the licensee of the nursing home to which the person's admission is to be authorized approves the person's admission to the nursing home; and
- (c) the person consents to being admitted to the nursing home.

Approval

- (14) A licensee of a nursing home shall approve a person's admission to the nursing home unless,
 - (a) the nursing home lacks the physical facilities necessary to meet the person's care requirements;
 - (b) the staff of the nursing home lack the nursing expertise necessary to meet the person's care requirements; or
 - (c) circumstances exist which are prescribed by the regulations as being a ground for withholding approval.

Written notice

(15) A licensee who withholds approval for the admission of a person to a nursing home shall give to the person, the Director and the placement co-ordinator designated for the nursing home under subsection (3), a written notice setting out the ground or grounds on which the licensee is withholding approval and a detailed explanation of the supporting facts.

Alternative services

- (16) A placement co-ordinator shall suggest alternative services or make appropriate referrals on behalf of an applicant if,
 - (a) the placement co-ordinator determines that the applicant is not eligible for admission to a nursing home; or
 - (b) the placement co-ordinator determines that the applicant is eligible for admission to a nursing home but does not authorize their immediate admission.

Direction from Director

(17) If there is a continuing contravention or if there are recurring contraventions of a service agreement, this Act or the regulations by a licensee of a nursing home, the Director may direct the placement co-ordinator designated for the nursing home under subsection (3) to cease authorizing admissions to the nursing home for such period of time and subject to such conditions as the Director specifies.

- précèdent l'autorisation, que la personne est admissible à une maison de soins infirmiers:
- b) le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers à l'égard de laquelle l'admission de la personne doit être autorisée approuve son admission à cette maison;
- c) la personne consent à être admise à la maison de soins infirmiers.

(14) Le titulaire de permis d'une maison Approbation de soins infirmiers approuve l'admission d'une personne à cette maison sauf si, selon le cas:

- a) la maison de soins infirmiers ne dispose pas des installations matérielles nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
- b) le personnel de la maison de soins infirmiers n'a pas les compétences en soins infirmiers nécessaires pour répondre aux besoins de la personne en matière de soins;
- c) il existe des circonstances que les règlements prescrivent comme constituant un motif de refus de l'approbation.
- (15) Le titulaire de permis qui refuse l'ap- Avis écrit probation de l'admission d'une personne à une maison de soins infirmiers donne à cette personne, au directeur et au coordonnateur des placements désigné pour la maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3) un avis écrit énonçant le ou les motifs de son refus, ainsi qu'une explication détaillée des faits à l'appui de sa décision.

(16) Le coordonnateur des placements Services de propose des services de rechange ou fait les aiguillages appropriés au nom de l'auteur d'une demande d'admission si, selon le cas :

rechange

- a) il décide que l'auteur de la demande d'admission n'est pas admissible à une maison de soins infirmiers;
- b) il décide que l'auteur de la demande d'admission est admissible à une maison de soins infirmiers, mais n'autorise pas son admission immédiate.
- (17) S'il y a contravention continue ou s'il Directive du y a des contraventions répétées à une entente de services, à la présente loi ou aux règlements de la part du titulaire de permis d'une maison de soins infirmiers, le directeur peut ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements désigné pour la maison de soins infirmiers aux termes du paragraphe (3), de cesser d'autoriser des admissions à celle-ci pendant toute période et sous réserve des conditions qu'il précise.

directeur

Compliance with direction

(18) A placement co-ordinator shall comply with a direction issued under subsection (17).

Information to licensee

- **20.2**—(1) A placement co-ordinator who authorizes a person's admission to a nursing home shall give to the licensee of the nursing home the information mentioned in a paragraph of subsection (2) if,
 - (a) the placement co-ordinator has the information mentioned in the paragraph; and
 - (b) consent to the disclosure of the information to the licensee is given by,
 - (i) the person whose admission is authorized, or
 - (ii) the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the nursing home on behalf of the person whose admission is authorized.

Same

- (2) The information referred to in subsection (1) is the following:
 - 1. Information about assessments of the person whose admission is authorized.
 - 2. Information about the person's medical history.
 - 3. Information about the person's social and other care requirements.
 - 4. The name and address of the person, if any, who was lawfully authorized to consent to admission to the nursing home on behalf of the person whose admission is authorized.

Preference for veterans

- 20.3 The Minister shall ensure that preference is given to veterans for access to beds that,
 - (a) are located in nursing homes for which funding is provided under an agreement between the Government of Ontario and the Government of Canada relating to veterans; and
 - (b) are designated by the Minister as veterans' priority access beds.

Immunity

20.4—(1) No proceeding for damages shall be commenced against an employee or agent of a placement co-ordinator for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or

(18) Le coordonnateur des placements se Obligation de conforme à toute directive donnée en vertu aux directives du paragraphe (17).

20.2 (1) Le coordonnateur des place- Renseignements qui autorise l'admission d'une personne à une maison de soins infirmiers donne titulaire de au titulaire de permis de la maison de soins permis infirmiers les renseignements mentionnés dans une disposition du paragraphe (2) si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le coordonnateur des placements a les renseignements mentionnés dans la disposition;
- b) il est consenti à la divulgation des renseignements auprès du titulaire de permis:
 - (i) soit par la personne dont l'admission est autorisée.
 - (ii) soit par la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission à la maison de soins infirmiers au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- (2) Les renseignements visés au paragra- Idem phe (1) sont les suivants :

1. Les renseignements au sujet des évaluations de la personne dont l'admission est autorisée.

2. Les renseignements au sujet des antécédents médicaux de la personne.

- 3. Les renseignements au sujet des besoins de la personne en matière de soins, notamment sur le plan social.
- 4. Les nom et adresse de la personne, le cas échéant, qui était légalement autorisée à consentir à l'admission à la maison de soins infirmiers au nom de la personne dont l'admission est autorisée.
- 20.3 Le ministre veille à ce que la préfé- Préférence rence soit accordée aux anciens combattants anciens compour ce qui est d'avoir accès à des lits qui :

accordée aux battants

- a) d'une part, se trouvent dans des maisons de soins infirmiers qui sont subventionnées aux termes d'une entente conclue entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada relativement aux anciens combattants;
- b) d'autre part, sont désignés par le ministre comme des lits d'accès prioritaire aux anciens combattants.
- 20.4 (1) Sont irrecevables les instances Immunité en dommages-intérêts introduites contre les employés ou mandataires des coordonnateurs des placements, pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel

for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Placement tor's liability

(2) Subsection (1) does not relieve a placement co-ordinator of liability for the acts or omissions of its employees or agents.

Notice of determination

- **20.5**—(1) If a placement co-ordinator determines that an applicant for a determination respecting eligibility for admission to a nursing home is not eligible, the placement co-ordinator shall ensure that the applicant and the person, if any, who applied for the determination on behalf of the applicant are notified of,
 - (a) the determination of ineligibility;
 - (b) the reasons for the determination; and
 - (c) the applicant's right to apply to the Appeal Board for a review of the determination.

Application to Appeal Board

(2) The applicant may apply to the Appeal Board for a review of the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

Hearing

20.6-(1) When the Appeal Board receives an application for a review of a determination of ineligibility, it shall promptly appoint a time and place for a hearing.

Same

(2) The hearing shall begin within twentyone days after the day the Appeal Board receives the application for the hearing, unless the parties agree to a postponement.

Notice to parties

(3) The Appeal Board shall notify each of the parties of the time and place of the hearing at least seven days before the hearing begins.

Parties

(4) The parties to the proceeding before the Appeal Board are the applicant who was determined to be ineligible for admission, the placement co-ordinator who made the determination and such other parties as the Appeal Board specifies.

Notice to Minister

(5) When a placement co-ordinator is notified by the Appeal Board of a hearing, the placement co-ordinator shall promptly give the Minister written notice of the hearing together with written reasons for the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator.

entitled to be heard

(6) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise in a proceeding before the Appeal Board under this section.

de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

SOINS DE LONGUE DURÉE

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas les coordonnateurs des placements de leur responsabilité pour les actes ou omissions de des placeleurs employés ou mandataires.

Responsabilité des coordonnateurs

67

20.5 (1) Si un coordonnateur des place- Avis de déciments décide que l'auteur d'une demande de décision touchant l'admissibilité à une maison de soins infirmiers n'est pas admissible à une telle maison, il veille à ce que l'auteur de la demande d'admission et, le cas échéant, la personne qui a demandé la décision au nom de celui-ci soient avisés de ce qui suit :

- a) la décision de non-admissibilité;
- b) les motifs de la décision;
- c) le droit de l'auteur de la demande d'admission de demander à la Commission d'appel de réexaminer la déci-
- (2) L'auteur de la demande d'admission Demande peut demander à la Commission d'appel de Commission réexaminer la décision de non-admissibilité d'appel prise par le coordonnateur des placements.

20.6 (1) Lorsque la Commission d'appel Audience recoit une demande de réexamen d'une décision de non-admissibilité, elle fixe sans tarder une date, une heure et un lieu pour la tenue d'une audience.

(2) L'audience doit commencer dans les Idem vingt et un jours qui suivent le jour où la Commission d'appel reçoit la demande d'audience, à moins que les parties ne conviennent d'en reporter la date.

(3) La Commission d'appel avise chacune Avis adressé des parties des date, heure et lieu de l'audience au moins sept jours avant que l'audience ne commence.

aux parties

(4) Sont parties à l'instance introduite Parties devant la Commission d'appel l'auteur de la demande à l'égard de qui une décision de non-admissibilité a été prise, le coordonnateur des placements qui a pris la décision et toutes autres parties que désigne la Commission d'appel.

(5) Lorsqu'un coordonnateur des placements est avisé d'une audience par la Commission d'appel, il donne sans tarder au ministre un avis écrit de l'audience auquel il joint l'exposé écrit des motifs de la décision de non-admissibilité qu'il a prise.

au ministre

(6) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement ministre dans le cadre d'une instance introduite devant la Commission d'appel aux termes du présent article.

Ouorum of Appeal Board

(7) Three members of the Appeal Board constitute a quorum and are sufficient for the exercise of the jurisdiction and powers of the Appeal Board under this Act.

Decision of Appeal Board

(8) For the purposes of this Act, the decision of a majority of the Appeal Board members holding a hearing is the decision of the Appeal Board but, if there is no majority, the decision of the Appeal Board chair or, in his or her absence, the Appeal Board vicechair governs.

Evidence of person

(9) If a party to a proceeding before the Appeal Board under this Act wishes to give evidence in the proceeding or wishes to call another person as a witness to give evidence in the proceeding but the party or other person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability, the Appeal Board members holding the hearing may, at the request of the party, attend upon the party or the other person, as the case may be, and take his or her evidence.

Medical report proves inability

(10) A medical report signed by a legally qualified medical practitioner stating that the practitioner believes that the person is unable to attend the hearing by reason of age, infirmity or physical disability is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the inability of the person to attend the hearing.

Opportunity for all parties

(11) No Appeal Board member shall take evidence from a party or other person under subsection (9) unless reasonable notice of the time and place for taking the evidence is given to all parties to the proceeding and each party attending is given an opportunity to examine or cross-examine the party or other person, as the case may be.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Appeal Board at a hearing and the oral evidence taken from a party or other person under subsection (9) shall be recorded and, if required, copies of a transcript of the evidence shall be furnished on the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Health Insurance Act

(13) Subsections 23 (1), (2), (4), (5) and (6) of the *Health Insurance Act* apply to the proceedings and decisions of the Appeal Board under this Act.

Powers of Appeal Board

- (14) After a hearing by the Appeal Board, the Appeal Board may,
 - (a) affirm the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator;

(7) Trois membres de la Commission d'ap- Quorum de la pel constituent le quorum et suffisent pour d'appel que celle-ci puisse exercer sa compétence et ses pouvoirs en vertu de la présente loi.

(8) Pour l'application de la présente loi, la Décision de décision de la majorité des membres de la sion d'appel Commission d'appel qui tiennent une audience représente la décision de celle-ci. Cependant, si la majorité n'est pas obtenue, la décision du président de la Commission d'appel ou, en son absence, de son vice-président est prépondérante.

(9) Si une partie à une instance introduite Témoignage devant la Commission d'appel en vertu de la sonne invaprésente loi désire témoigner à l'instance ou lide appeler quelqu'un d'autre à témoigner, mais que la partie ou l'autre personne est incapable de se présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique, les membres de la Commission d'appel qui tiennent l'audience peuvent, à la demande de la partie, se rendre auprès de la partie ou de l'autre personne, selon le cas, pour entendre sa preuve.

(10) Un rapport médical signé par un Le rapport médecin dûment qualifié dans lequel celui-ci prouve l'incadéclare qu'il juge la personne incapable de se pacité présenter à l'audience en raison de son âge, d'une infirmité ou d'un handicap physique constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, de l'incapacité de la personne à se présenter à l'audience.

(11) Les membres de la Commission d'ap-Possibilité pel ne doivent pas entendre la preuve d'une tes les parties partie ou d'une autre personne en vertu du paragraphe (9) à moins qu'un préavis raisonnable de la date, de l'heure et du lieu de l'audition du témoin ne soit donné à toutes les parties à l'instance et que chaque partie présente n'ait la possibilité d'interroger ou de contre-interroger la partie ou l'autre personne, selon le cas.

(12) Le témoignage oral donné devant la Transcription Commission d'appel lors d'une audience et ges celui donné par une partie ou une autre personne aux termes du paragraphe (9) est transcrit et, au besoin, des copies de la transcription sont fournies comme s'il s'agissait de témoignages donnés devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

des témoigna-

(13) Les paragraphes 23 (1), (2), (4), (5) Loi sur l'assurance et (6) de la Loi sur l'assurance-santé s'appli- santé quent aux instances introduites devant la Commission d'appel et aux décisions rendues par celle-ci en vertu de la présente loi.

(14) A la suite d'une audience tenue Pouvoirs de devant la Commission d'appel, cette dernière sion d'appel peut, selon le cas:

a) confirmer la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements;

- (b) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator and refer the matter back to the placement co-ordinator for re-determination in accordance with such directions as the Appeal Board considers proper; or
- (c) rescind the determination of ineligibility made by the placement co-ordinator, substitute its opinion for the opinion of the placement co-ordinator and direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a nursing home.

Decision and

(15) The Appeal Board shall render its decision within one day after the end of the hearing and shall provide written reasons to the parties within seven days after rendering the decision.

Decision to

(16) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Appeal Board.

Immunity

20.7 No proceeding for damages shall be commenced against a member, employee or agent of the Appeal Board or anyone acting under the authority of the chair of the Appeal Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

Appeal to Divisional Court

20.8-(1) A party to a proceeding before the Appeal Board may appeal its decision to the Divisional Court on a question of law or fact or both, in accordance with the rules of court.

Record

(2) If a party appeals a decision of the Appeal Board to the Divisional Court, the Appeal Board shall promptly file with the Divisional Court the record of the proceeding before the Appeal Board and the transcript of the evidence taken before the Appeal Board, which together constitute the record in the appeal.

Minister to be heard

(3) The Minister is entitled to be heard by counsel or otherwise on the argument of an appeal under this section.

Powers of court on appeal

- (4) On an appeal under this section, the Divisional Court,
 - (a) may affirm or rescind the decision of the Appeal Board;

- b) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements et renvoyer l'affaire à ce dernier pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives qu'elle juge appropriées;
- c) annuler la décision de non-admissibilité prise par le coordonnateur des placements, substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements et ordonner, au moyen d'une directive, à celui-ci de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à une maison de soins infirmiers.

(15) La Commission d'appel rend sa déci- Décision et sion au plus tard un jour après la fin de l'audience et en remet les motifs par écrit aux parties dans les sept jours qui suivent la date où la décision a été rendue.

(16) Le coordonnateur des placements Décision fournit au ministre une copie de la décision au ministre de la Commission d'appel, accompagnée de ses motifs.

20.7 Sont irrecevables les instances en Immunité dommages-intérêts introduites contre les membres, employés ou mandataires de la Commission d'appel ou contre quiconque agit sous l'autorité du président de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonc-

20.8 (1) Toute partie à une instance Appels portés introduite devant la Commission d'appel peut Cour divisioninterjeter appel de la décision de celle-ci naire devant la Cour divisionnaire à l'égard de questions de droit ou de fait, ou des deux, conformément aux règles de pratique.

(2) Si une partie interjette appel d'une Dossier d'apdécision de la Commission d'appel devant la Cour divisionnaire, la Commission d'appel dépose sans tarder auprès de la Cour divisionnaire le dossier de l'instance introduite devant la Commission d'appel et les transcriptions des témoignages donnés devant celle-ci, lesquels dossier et transcriptions constituent le dossier d'appel.

(3) Le ministre a le droit d'être entendu Droit d'aupar l'intermédiaire d'un avocat ou autrement aux débats d'un appel interjeté en vertu du présent article.

- (4) La Cour divisionnaire, qui est saisie Pouvoirs de d'un appel interjeté en vertu du présent de l'appel article, peut faire ce qui suit :
 - a) confirmer ou annuler la décision de la Commission d'appel;

- (b) may refer the matter back to the Appeal Board for rehearing in whole or in part in accordance with such directions as the court considers proper;
- (c) may refer the matter back to the placement co-ordinator for re-determination in accordance with such directions as the court considers proper;
- (d) may substitute its opinion for that of the placement co-ordinator or the Appeal Board; and
- (e) may direct the placement co-ordinator to determine that the applicant is eligible for admission to a nursing home.

Decision to Minister

(5) The placement co-ordinator shall furnish the Minister with a copy of the decision and reasons of the Divisional Court.

Affidavits

20.9 A person or a member of a class of persons designated by the Minister as a commissioner or commissioners for taking affidavits for the purposes of this Act is a commissioner for taking affidavits within the meaning of the Commissioners for taking Affidavits Act with power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of this Act.

Plan of care

- **20.10** A licensee of a nursing home shall ensure that,
 - (a) the requirements of each resident of the nursing home are assessed on an ongoing basis;
 - (b) a plan of care is developed for each resident to meet the resident's requirements;
 - (c) the plan of care is revised as necessary when the resident's requirements change;
 - (d) an opportunity to participate fully in the development and revision of the resident's plan of care is provided to the resident, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct; and
 - (e) the care outlined in the plan of care is provided to the resident.

Quality management

20.11 A licensee of a nursing home shall ensure that a quality management system is developed and implemented for monitoring, evaluating and improving the quality of the

- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel pour qu'elle tienne une nouvelle audience sur une partie ou la totalité de l'affaire, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- c) renvoyer l'affaire au coordonnateur des placements pour qu'il prenne une nouvelle décision, conformément aux directives que la Cour juge appropriées;
- d) substituer son opinion à celle du coordonnateur des placements ou de la Commission d'appel;
- e) ordonner, au moyen d'une directive, au coordonnateur des placements de décider que l'auteur de la demande d'admission est admissible à une maison de soins infirmiers.
- (5) Le coordonnateur des placements four- Décision nit au ministre une copie de la décision de la au ministre Cour divisionnaire, accompagnée de ses motifs.

communiquée

20.9 Les personnes ou les membres d'une Affidavits catégorie de personnes que le ministre désigne comme commissaires aux affidavits pour l'application de la présente loi sont commissaires aux affidavits au sens de la Loi sur les commissaires aux affidavits et sont investis à ce titre du pouvoir de recevoir des affidavits et des déclarations solennelles pour l'application de la présente loi.

20.10 Le titulaire de permis d'une maison Programme de soins infirmiers veille à ce qui suit :

- a) que les besoins de chaque pensionnaire de la maison de soins infirmiers soient évalués de façon continuelle;
- b) que soit élaboré à l'intention de chaque pensionnaire un programme de soins destiné à répondre à ses besoins;
- c) que le programme de soins soit révisé, s'il y a lieu, en fonction de l'évolution des besoins du pensionnaire;
- d) qu'il soit donné au pensionnaire, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celui-ci concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner la possibilité de participer pleinement à l'élaboration et à la révision du programme de soins du pensionnaire;
- e) que les soins indiqués dans le programme de soins soient fournis au pensionnaire.
- 20.11 Le titulaire de permis d'une maison Gestion de la de soins infirmiers veille à ce que soit élaboré et mis en oeuvre un système de gestion de la qualité visant à surveiller, évaluer et amélio-

accommodation, care, services, programs and goods provided to the residents of the nursing home.

Capital funding

20.12—(1) If a licensee is a corporation without share capital to which Part III of the Corporations Act applies, the Minister may, out of money appropriated by the Legislature, provide financial assistance to the licensee to assist in defraying capital expenditures incurred or to be incurred by the licensee with respect to a nursing home.

Conditions

- (2) The Minister may impose conditions on financial assistance provided under subsection (1).
- 34. The Act is amended by adding the following sections:

Operating subsidy

20.13-(1) Payments shall be made in accordance with the regulations, out of money appropriated by the Legislature, to a licensee of a nursing home, to assist in defraying the maintenance and operating costs incurred or to be incurred by the licensee in providing accommodation, care, services, programs and goods to residents of the nursing home.

Service agreement

- (2) No payment shall be made under subsection (1) unless,
 - (a) the licensee receiving the payment is a party to a service agreement with the Crown in right of Ontario that relates to the nursing home; and
 - (b) the service agreement complies with this Act and the regulations.

Reduction or refusal of subsidy

(3) Payments under subsection (1) may be reduced or withheld if the licensee has breached the service agreement with the Crown relating to the nursing home.

Additional grants

20.14-(1) The Minister may, out of money appropriated by the Legislature, make a grant to a licensee to assist in defraying the costs incurred or to be incurred by the licensee as a result of the occurrence of an extraordinary event prescribed by the regulations.

Conditions

(2) The Minister may impose conditions on a grant made under subsection (1).

Service agreement

- 20.15-(1) A service agreement,
- (a) shall contain the provisions required by the regulations to be contained in a service agreement;

rer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens fournis aux pensionnaires de la maison de soins infirmiers.

20.12 (1) Si un titulaire de permis est Financement une personne morale sans capital-actions à tions laquelle s'applique la partie III de la Loi sur les personnes morales, le ministre peut lui accorder une aide financière, prélevée sur des fonds prévus par la Législature, en vue de l'aider à couvrir les dépenses en immobilisations qu'il a engagées ou engagera à l'égard d'une maison de soins infirmiers.

(2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute aide financière accordée en vertu du paragraphe (1).

34 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants:

20.13 (1) Des subventions prélevées sur Subventions des fonds prévus par la Législature sont nement accordées, conformément aux règlements. aux titulaires de permis de maisons de soins infirmiers, en vue de les aider à couvrir les frais d'entretien et de fonctionnement qu'ils ont engagés ou engageront pour assurer l'hébergement des pensionnaires des maisons de soins infirmiers et pour leur fournir des soins, des services, des programmes et des biens.

(2) Aucune subvention n'est accordée aux Entente de termes du paragraphe (1) sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le titulaire de permis à qui la subvention est destinée a conclu une entente de services avec la Couronne du chef de l'Ontario qui concerne la maison de soins infirmiers;
- b) l'entente de services est conforme à la présente loi et aux règlements.
- (3) Les subventions prévues au paragraphe Subventions (1) peuvent être réduites ou retenues si le retenues titulaire de permis a violé l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers qu'il a conclue avec la Couronne.

20.14 (1) Le ministre peut accorder des Subventions subventions, prélevées sur des fonds prévus res par la Législature, aux titulaires de permis, en vue de les aider à couvrir les frais qu'ils ont engagés ou engageront par suite de la survenance d'un événement extraordinaire prescrit par les règlements.

supplémentai-

(2) Le ministre peut assujettir à des condi- Conditions tions toute subvention accordée en vertu du paragraphe (1).

20.15 (1) L'entente de services :

Entente de

a) comprend les dispositions devant être comprises, aux termes des règlements, dans toute entente de services;

- (b) shall contain provisions respecting each matter required by the regulations to be provided for in a service agreement; and
- (c) may contain such other provisions as are agreed to by the parties, so long as such other provisions do not conflict with the provisions mentioned in clause (a).

Negotiation and signing

(2) A service agreement may be negotiated and signed on behalf of the Crown in right of Ontario only by the Minister or a person authorized by the Minister in writing to negotiate and sign service agreements.

Exception

(3) Section 6 of the Executive Council Act does not apply to a service agreement signed by a person authorized by the Minister in writing to sign service agreements.

Notice to residents

- **20.16**—(1) A licensee of a nursing home shall give to each resident of the nursing home, to the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care and to such other person as they may direct, a written notice,
 - (a) setting out the rights of the resident under subsection 2 (2) and stating that the licensee is obliged to respect and promote those rights;
 - (b) describing the accommodation, care, services, programs and goods that the licensee is required to provide or offer under this Act and under the service agreement relating to the nursing home;
 - (c) stating that the resident, the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of the resident concerning the resident's personal care or such other person as they may direct may request access to and an explanation of the resident's plan of care, and specifying the person to whom such a request must be made;
 - (d) setting out the procedures for making complaints about the maintenance or operation of the nursing home, the conduct of the staff of the nursing home or the treatment or care received by the resident in the nursing home; and
 - (e) setting out such other matters as are prescribed by the regulations.

- b) comprend des dispositions relatives à chaque question devant être prévue, aux termes des règlements, dans toute entente de services;
- c) peut comprendre toutes autres dispositions dont conviennent les parties, pourvu que ces autres dispositions ne soient pas incompatibles avec celles visées à l'alinéa a).
- (2) Seul le ministre ou une personne qu'il Négociation autorise par écrit à négocier et à signer des ententes de services peut négocier et signer de telles ententes au nom de la Couronne du chef de l'Ontario.

(3) L'article 6 de la Loi sur le Conseil Exception exécutif ne s'applique pas à l'entente de services signée par une personne autorisée par écrit par le ministre à signer de telles enten-

20.16 (1) Le titulaire de permis d'une Remise d'un maison de soins infirmiers remet à chaque sionnaires pensionnaire de la maison de soins infirmiers, à la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom du pensionnaire concernant ses soins personnels et à toute autre personne qu'ils peuvent désigner, un avis écrit:

avis aux pen-

- a) énonçant les droits du pensionnaire prévus au paragraphe 2 (2) et portant que le titulaire de permis est dans l'obligation de respecter et de promouvoir ces droits;
- b) décrivant l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens que le titulaire de permis est tenu de fournir ou d'offrir aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative à la maison de soins infirmiers:
- c) portant que le pensionnaire, la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom de celuici concernant ses soins personnels ou toute autre personne qu'ils peuvent désigner peut demander à consulter le programme de soins du pensionnaire et demander des explications au sujet du programme, et précisant le nom de la personne à qui une telle demande doit être présentée;
- d) énonçant la marche à suivre pour déposer une plainte au sujet de l'exploitation de la maison de soins infirmiers, de la conduite du personnel de la maison de soins infirmiers ou du traitement ou des soins qu'y reçoit le pensionnaire;
- e) énonçant toute autre question que prescrivent les règlements.

Obligations re plan of

(2) If a request is made in accordance with clause (1) (c), the licensee shall ensure that access to and an explanation of the plan of care is provided to the person who made the request.

Posting of information

- **20.17**—(1) A licensee of a nursing home shall post in the home,
 - (a) a copy of section 2;
 - (b) a copy of the service agreement relating to the nursing home;
 - (c) a copy of the most recent inspection report relating to the home received by the licensee under subsection 24 (13):
 - (d) copies of those financial statements, reports and returns filed with the Minister that the regulations require to be posted; and
 - (e) all other documents and information that the regulations require to be posted.

Exception

- (2) In posting anything under subsection (1), the licensee shall not disclose the salary of an individual.
- 35.—(1) Subsections 21 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Excessive charges prohibited

- (1) No licensee shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the licensee's behalf payment from or on behalf of a resident in excess of,
 - (a) for a class of basic accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (b) for a class of preferred accommodation, the amount determined in accordance with the regulations;
 - (c) for care, services, programs or goods designated by the regulations for the purposes of this section, the amount determined in accordance with the regulations:
 - (d) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b) or (c) and that are designated in the service agreement relating to the nursing home as items for which the licensee may charge, the amount determined in accordance with the service agreement; or

(2) Si une demande est présentée confor- Obligation mément à l'alinéa (1) c), le titulaire de per- programme mis veille à ce que l'auteur de la demande de soins puisse consulter le programme de soins et à ce qu'on lui fournisse des explications au sujet du programme.

20.17 (1) Le titulaire de permis d'une Affichage de maison de soins infirmiers affiche dans la ments maison ce qui suit :

- a) une copie de l'article 2;
- b) une copie de l'entente de services relative à la maison de soins infirmiers:
- c) une copie du plus récent rapport d'inspection relatif à la maison que le titulaire de permis a reçu aux termes du paragraphe 24 (13);
- d) une copie des états financiers, rapports et déclarations déposés auprès du ministre qui doivent être affichés aux termes des règlements;
- e) tous autres documents et renseignements qui doivent être affichés aux termes des règlements.
- (2) En affichant quoi que ce soit aux ter- Exception mes du paragraphe (1), le titulaire de permis ne doit pas divulguer le salaire d'un particu-

35 (1) Les paragraphes 21 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le titulaire de permis ne doit pas exi- Montants ger ni accepter, ni faire exiger ou accepter interdits par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire, ou de quiconque agit en son nom, de paiement supérieur à l'un ou l'autre des montants suivants :

- a) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services de base;
- b) le montant déterminé conformément aux règlements pour une catégorie d'hébergement avec services privilé-
- c) le montant déterminé conformément aux règlements pour les soins, services, programmes ou biens désignés par les règlements pour l'application du présent article;
- d) le montant déterminé conformément à l'entente de services pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b) ou c), mais qui sont désignés, dans l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers, comme éléments qu'il peut facturer;

(e) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (a), (b), (c), (d) or (2) (a) and in respect of which the resident has entered into a written agreement with the licensee, the amount determined in accordance with the written agreement.

No charge permitted

74

- (2) No licensee shall demand or accept or cause or permit anyone to demand or accept on the licensee's behalf payment from or on behalf of a resident,
 - (a) for care, services, programs or goods that are not mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) and that the licensee is required to provide to residents without charge under the service agreement relating to the nursing home:
 - (b) for preferred accommodation, care, services, programs or goods that are mentioned in clause (1) (b), (c) or (d) but that are provided without consent being given by the resident; or
 - (c) for care, services, programs or goods that are not mentioned in subsection (1).
- (2) Subsection 21 (3) of the Act is amended by striking out "for services not mentioned in clauses 1 (a) through (c)" in the fifth, sixth and seventh lines.
- 36. The Act is further amended by adding the following section:

Resident responsible for payments for accommodation

21.1-(1) A resident is responsible for the payment of those amounts demanded by a licensee for accommodation in accordance with section 21.

Minister to give statements

- (2) The Minister shall provide, annually and on the request of a resident, a statement setting out how much the resident may be charged for accommodation under subsection 21 (1).
- 37. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

Recovery of charge when item not provided

- 22.-(1) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a licensee from or on behalf of a resident and the item paid for has not been provided to the resident, the Minister may,
 - (a) deduct the amount of the payment from payments owing by the Crown to the licensee; and

- e) le montant déterminé conformément à l'entente écrite pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa a), b), c), d) ou (2) a) et à l'égard desquels le pensionnaire a conclu une entente écrite avec le titulaire de permis.
- (2) Le titulaire de permis ne doit pas exi- Facturation ger ni accepter, ni faire exiger ou accepter par quiconque, ni permettre à quiconque d'exiger ou d'accepter, en son nom, d'un pensionnaire, ou de quiconque agit en son nom, de paiement :
 - a) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés à l'alinéa (1) a), b), c) ou d) et qu'il est tenu de fournir gratuitement aux pensionnaires aux termes de l'entente de services concernant la maison de soins infirmiers;
 - b) pour l'hébergement avec services privilégiés, les soins, les services, les programmes ou les biens qui sont visés à l'alinéa (1) b), c) ou d), mais qui sont fournis sans que le pensionnaire ait donné son consentement;
 - c) pour les soins, services, programmes ou biens qui ne sont pas visés au paragraphe (1).
- (2) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est modifié par suppression de «pour les services non mentionnés aux alinéas 1 a) à c)» aux cinquième et sixième lignes.
- 36 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 21.1 (1) Le pensionnaire est tenu au Pensionnaire paiement des montants exigés par un titulaire de permis pour l'hébergement, conformé- l'hébergement ment à l'article 21.

tenu au paie-

(2) Le ministre fournit, chaque année et à Obligation du la demande du pensionnaire, un état indiquant les montants qui peuvent être exigés états du pensionnaire pour l'hébergement aux termes du paragraphe 21 (1).

ministre de fournir des

- 37 L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 22 (1) Si un paiement effectué par un Recouvrepensionnaire, ou en son nom, pour l'héber- en cas de gement ou pour des soins, des services, des non-fourniprogrammes ou des biens est accepté par le ture titulaire de permis, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé n'a pas été fourni au pensionnaire, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire le montant du paiement effectué, des subventions que la Couronne doit au titulaire de permis;

(b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

Recovery of excessive charge

- (2) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a licensee from or on behalf of a resident, the item paid for has been provided to the resident and the payment exceeds the amount permitted to be charged under section 21, the Minister may,
 - (a) deduct the excess from payments owing by the Crown to the licensee;
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the excessive payment was accepted.

Recovery when item inadequately provided

- (3) If a payment for accommodation, care, services, programs or goods is accepted by or on behalf of a licensee from or on behalf of a resident and the item paid for has been inadequately provided, the Minister may,
 - (a) deduct such portion of the payment as the Minister considers appropriate from payments owing by the Crown to the licensee; and
 - (b) pay the amount deducted to the person from whom the payment was accepted.

38. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

Definition of record

24.—(1) In this section, "record" includes a book of account, bank book, voucher, invoice, receipt, contract, payroll record, record of staff hours worked, medical record, drug record, correspondence and any other document, regardless of whether the record is on paper or is in electronic, photographic or other form, but does not include that part of a record that deals with quality management activities or quality improvement activities.

Inspection

- (2) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, the regulations, a licence or a service agreement, an inspector,
 - (a) may at all reasonable times enter and inspect a nursing home; and
 - (b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to a nursing

- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.
- (2) Si un paiement effectué par un pen-Recouvresionnaire, ou en son nom, pour l'héberge- de surfacturament ou pour des soins, des services, des tion programmes ou des biens est accepté par un titulaire de permis ou en son nom, que l'élément qui a été payé a été fourni au pensionnaire et que le paiement est supérieur au montant qu'il est permis d'exiger en vertu de l'article 21, le ministre peut :
 - a) d'une part, déduire l'excédent, des subventions que la Couronne doit au titulaire de permis;
 - b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement excédentaire qui a été accepté.
- (3) Si un paiement effectué par un pen- Recouvresionnaire, ou en son nom, pour l'héberge- de fourniture ment ou pour des soins, des services, des inadéquate programmes ou des biens est accepté par un titulaire de permis, ou en son nom, et que l'élément qui a été payé a été fourni de façon inadéquate, le ministre peut :

- a) d'une part, déduire la partie du paiement qu'il estime appropriée, des subventions que la Couronne doit au titulaire de permis;
- b) d'autre part, verser le montant déduit à la personne de qui émane le paiement qui a été accepté.

38 L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 24 (1) Dans le présent article, «docu- Définition de ment» s'entend notamment d'un livre de comptes, d'un livret de banque, d'un justificatif, d'une facture, d'un récépissé, d'un contrat, d'un document relatif à la paie, d'un document relatif aux heures de travail effectuées par le personnel, d'un dossier médical, d'un dossier pharmaceutique, de correspondance et de tout autre document, que le document se présente sur papier, sous forme électronique ou photographique, ou autrement. Est toutefois exclue de la présente définition la partie d'un document qui traite d'activités de gestion de la qualité ou d'activités d'amélioration de la qualité.
- (2) En vue de déterminer si la présente Inspection loi, les règlements, les conditions d'un permis ou une entente de services sont observés, un inspecteur:
 - a) peut, d'une part, à toute heure convenable, pénétrer dans une maison de soins infirmiers et en faire l'inspection;
 - b) peut, d'autre part, s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à une

document

Bill 101

home are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such records and other things.

Dwellings

(3) No inspector shall enter a place that is not in a nursing home and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the place or under the authority of a warrant issued under section 158 of the Provincial Offences Act.

Powers on inspection

- (4) An inspector conducting an inspection under this section.
 - (a) may inspect the premises of the nursing home and the operations on the premises;
 - (b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;
 - (c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of the nursing home:
 - (d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;
 - (e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;
 - (f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of the licensee in order to produce a record in readable form;
 - (g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance or any other thing, if it is relevant to the inspection;
 - (h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);
 - (i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and
 - (i) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.
- (5) A demand mentioned in clause (4) (c) shall be in writing and shall include a state-

maison de soins infirmiers sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans la maison, pénétrer dans le lieu à toute heure convenable en vue de les examiner.

(3) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans Logements un lieu servant de logement qui ne se trouve pas dans une maison de soins infirmiers, sauf si l'occupant des lieux y consent ou en vertu d'un mandat décerné en vertu de l'article 158 de la Loi sur les infractions provinciales.

l'inspecteur

- (4) L'inspecteur qui effectue une inspec- Pouvoirs de tion en vertu du présent article peut accom-
- plir les actes suivants :
 - a) inspecter les locaux de la maison de soins infirmiers et examiner les activités qui s'y déroulent;
 - b) examiner les documents ou autres choses pertinents;
 - c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris les documents ou autres choses qui ne sont pas conservés dans les locaux de la maison de soins infirmiers;
 - d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;
 - e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;
 - f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose le titulaire de permis en vue de produire quelque document que ce soit sous forme lisible;
 - g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantillons de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;
 - h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;
 - i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);
 - i) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.
- (5) La demande formelle visée à l'alinéa Demande for-(4) c) est présentée par écrit et comprend écrit une déclaration quant à la nature des docu-

Written demand ment of the nature of the records and other things required.

Return of

(6) An inspector shall carry out with reasonable dispatch any reviewing, copying, examining or testing under clause (4) (h) or (i) and shall, within a reasonable time, return the records and other things removed to the place from which they were removed.

Making things available

(7) At the request of the licensee of the nursing home, an inspector who has removed a record or other thing under clause (4) (g) shall make it available for review, copying, examination or testing by or on behalf of the licensee at a mutually convenient time and place.

Samples

(8) Subsections (6) and (7) do not apply to samples removed by the inspector.

Admissibility of copies

(9) A copy made under clause (4) (h) that purports to be certified by the inspector as being a true copy of the original is admissible in evidence in any proceeding to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the original.

Admissibility of test results

(10) A certificate as to the result of an examination or test conducted under this section that states the name and qualifications of the person who conducted the examination or test and purports to be signed by that person is, without proof of the office or signature of that person, admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the certificate, if the certificate has been served on the other parties to the proceeding within a reasonable time before the certificate is adduced.

Obligation to produce and

- (11) If an inspector makes a demand under clause (4) (c), the person having custody of the record or other thing shall produce it for the inspector and shall, at the inspector's request,
 - (a) provide such assistance as is reasonably necessary to produce the record in a readable form, including using a data storage, processing or retrieval device or system; and
 - (b) provide such assistance as is reasonably necessary to interpret the record for the inspector.

Obstruction

(12) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise ments et autres choses dont la production est exigée.

(6) L'inspecteur fait, avec une diligence Restitution raisonnable, les examens, analyses, copies ou tests prévus à l'alinéa (4) h) ou i) et remet, dans un délai raisonnable, les documents et autres choses enlevés, au lieu d'où ils ont été enlevés.

(7) À la demande du titulaire de permis Mise à la disde la maison de soins infirmiers, l'inspecteur position du titulaire de qui a enlevé des documents ou autres choses permis en vertu de l'alinéa (4) g) les met à la disposition du titulaire de permis ou de quiconque agit en son nom pour que puissent en être faits l'examen, l'analyse, des copies ou des tests, aux date, heure et lieu convenus d'un commun accord.

(8) Les paragraphes (6) et (7) ne s'appli- Échantillons quent pas aux échantillons enlevés par l'inspecteur.

(9) Les copies faites en vertu de l'alinéa (4) h) qui se présentent comme étant certifiées conformes aux originaux par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute instance au même titre que les originaux et ont la même valeur probante que ceux-ci.

Admissibilité

(10) Le certificat relatif au résultat d'un Admissibilité examen, d'une analyse ou d'un test effectué en vertu du présent article, qui énonce le nom et les compétences de la personne qui a effectué l'examen, l'analyse ou le test et qui se présente comme étant signé par cette personne est, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité de cette personne, admissible dans toute instance comme la preuve, en l'absence de preuve du contraire, des faits attestés dans le certificat, si celui-ci a été signifié aux autres parties à l'instance dans un délai raisonnable avant la production du certificat.

(11) Si un inspecteur fait une demande Production de formelle en vertu de l'alinéa (4) c), la per- aide obligasonne qui a la garde des documents ou autres toires choses les produit à l'inspecteur et, à sa demande:

- a) d'une part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour produire les documents sous une forme lisible, notamment en recourant à un dispositif ou système de stockage, de traitement ou de récupération des don-
- b) d'autre part, fournit l'aide qui est raisonnablement nécessaire pour fournir une interprétation des documents à l'inspecteur.
- (12) Nul ne doit gêner ni entraver le tra- Entrave vail de l'inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'ac-

impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.

Inspection report

(13) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to the licensee of the nursing home.

Warrant

- 24.1-(1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 24 (4), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that,
 - (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 24 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 24 (4); or
 - (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 24 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 24 (4).

Expiry of

(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than thirty days after the warrant is issued.

Extension of time

(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than thirty days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.

Use of force

(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call upon a police officer for assistance in executing the warrant.

Time of execution

(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Other matters

(6) Subsections 23 (2) and 24 (5) to (13) apply with necessary modifications to an inspector executing a warrant issued under this section.

Protection personal liability

24.2-(1) No proceeding for damages shall be commenced against an inspector for any act done in good faith in the performance or intended performance of his or her duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of his or her duty.

Crown liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown of liaquitter des fonctions que lui confère la présente loi.

(13) Dès qu'il a terminé l'inspection prévue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie au titulaire de permis de la maison de soins infirmiers.

Rapport d'inspection

24.1 (1) Un juge de paix peut décerner Mandat un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un ou l'autre des pouvoirs énoncés au paragraphe 24 (4), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment:

- a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 24 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 24 (4);
- b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 24 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 24 (4).
- (2) Le mandat décerné en vertu du pré- Expiration du sent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de trente jours après que le mandat est décerné.

(3) Un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus trente jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.

Prorogation

(4) L'inspecteur nommé sur le mandat décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour exécuter le mandat et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.

Recours à la

(5) À moins qu'il ne précise autrement, le Délai d'exémandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.

cution

(6) Les paragraphes 23 (2) et 24 (5) à (13) Autres quess'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'inspecteur qui exécute un mandat décerné en vertu du présent article.

Immunité

24.2 (1) Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre les inspecteurs pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour toute négligence ou tout manquement qu'on leur reproche d'avoir commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de Responsabila Loi sur les instances introduites contre la Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas

bility to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an inspec-

Protection from reprisals

24.3—(1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.

No interference

- (2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.
 - 39. Section 28 of the Act is repealed.
- **40.** Sections 29, 30, 31, 32 and 33 of the Act are repealed and the following substituted:

Residents' council

- **29.**—(1) If a request for the establishment of a residents' council is made to the administrator of a nursing home by at least three persons, each of whom is a person mentioned in subsection (2),
 - (a) the administrator shall promptly notify the Director and the licensee of the nursing home of the request; and
 - (b) the licensee shall assist the persons who made the request in establishing a residents' council for the nursing home within sixty days of the request.

Request for residents council

- (2) For the purpose of subsection (1), the following persons may request the establishment of a residents' council for a nursing home:
 - 1. A resident of the nursing home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the nursing home concerning the resident's personal care.

Right to be a member

- (3) Subject to subsection (4), the following persons are entitled to be members of the residents' council of a nursing home:
 - 1. A resident of the nursing home.
 - 2. A person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident of the nursing home concerning the resident's personal care.
 - 3. A person selected by the resident or by the person who is lawfully authorized to make a decision on behalf of

la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un inspecteur.

24.3 (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir Protection de faire quoi que ce soit à titre de représailles contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.

(2) Nul ne doit chercher, par quelque Contrainte moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.

- 39 L'article 28 de la Loi est abrogé.
- **40** Les articles 29, 30, 31, 32 et 33 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- 29 (1) Si une demande de constitution Conseil des d'un conseil des pensionnaires est présentée au directeur général d'une maison de soins infirmiers par au moins trois personnes, chacune d'entre elles étant une personne visée au paragraphe (2):

pensionnaires

- a) le directeur général en avise sans tarder le directeur et le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers;
- b) le titulaire de permis aide les personnes qui ont présenté la demande à constituer un conseil des pensionnaires dans la maison de soins infirmiers dans les soixante jours qui suivent la demande.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), Demande de les personnes suivantes peuvent demander d'un conseil que soit constitué un conseil des pensionnai- des pensionres dans une maison de soins infirmiers :

- 1. Tout pensionnaire de la maison de soins infirmiers.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire de la maison de soins infirmiers concernant ses soins personnels.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), les Droit d'être personnes suivantes ont le droit d'être membres du conseil des pensionnaires d'une maison de soins infirmiers:

- 1. Tout pensionnaire de la maison de soins infirmiers.
- 2. La personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire de la maison de soins infirmiers concernant ses soins personnels.
- 3. La personne choisie par le pensionnaire ou par la personne qui est légalement autorisée à prendre des décisions

the resident concerning the resident's personal care.

Who may not be a member

- (4) The following persons may not be members of the residents' council of a nursing home:
 - 1. The licensee of the nursing home.
 - 2. An officer or director of the licensee.
 - 3. A person with a controlling interest in the licensee.
 - 4. The administrator of the nursing
 - 5. Any other member of the staff of the nursing home.

Appointment by Minister

(5) At the request of a residents' council, the Minister may appoint no more than three persons to be members of the residents' council, and those persons shall serve as members at the pleasure of the residents' council.

Same

(6) Only a person who lives in the area in which the nursing home is located and who is not employed by and does not have a contractual relationship with the Ministry may be appointed under subsection (5).

Meeting

29.1-(1) Unless a nursing home has a residents' council, the licensee of the nursing home shall, at least once in each year, convene a meeting of the residents of the nursing home and the persons who are lawfully authorized to make a decision on behalf of a resident concerning the resident's personal care, to advise them of their right to establish a residents' council.

Results of meeting

(2) Within thirty days after the meeting, the licensee shall notify the Director of the results of the meeting.

Powers of residents council

- **30.** It is the function of a residents' council of a nursing home, and the council has the power, to,
 - (a) advise residents of the nursing home respecting their rights and obligations under this Act;
 - (b) advise residents of the nursing home respecting the rights and obligations of the licensee of the nursing home, under this Act and under the service agreement relating to the nursing home;

au nom de celui-ci concernant ses soins personnels.

(4) Les personnes suivantes ne peuvent Personnes pas être membres du conseil des pensionnaires d'une maison de soins infirmiers :

- 1. Le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers.
- 2. Les dirigeants ou administrateurs du titulaire de permis.
- 3. Les personnes qui détiennent des intérêts majoritaires dans le titulaire de permis.
- 4. Le directeur général de la maison de soins infirmiers.
- 5. Tout autre membre du personnel de la maison de soins infirmiers.
- (5) À la demande du conseil des pension- Nominations naires, le ministre peut nommer trois personnes au plus pour être membres du conseil des pensionnaires. Ces personnes restent membres au gré du conseil des pensionnaires.

du ministre

(6) Seule une personne qui vit dans la Idem région où est située la maison de soins infirmiers et qui n'est pas employée par le ministère ni n'a de lien contractuel avec celui-ci peut être nommée en vertu du paragraphe (5).

- 29.1 (1) Sauf si la maison de soins infir- Réunion miers est dotée d'un conseil des pensionnaires, le titulaire de permis de la maison de soins infirmiers doit, au moins une fois par an, convoquer à une réunion les pensionnaires de la maison de soins infirmiers et les personnes qui sont légalement autorisées à prendre des décisions au nom d'un pensionnaire concernant ses soins personnels pour les informer de leur droit de constituer un conseil des pensionnaires.
- (2) Dans les trente jours qui suivent la Résultats de réunion, le titulaire de permis informe le directeur des résultats de cette réunion.

30 Le conseil des pensionnaires d'une maison de soins infirmiers exerce les fonctions et pouvoirs suivants :

- a) il informe les pensionnaires de la maison de soins infirmiers sur leurs droits et leurs obligations aux termes de la présente loi;
- b) il informe les pensionnaires de la maison de soins infirmiers sur les droits et les obligations du titulaire de permis de la maison de soins infirmiers aux termes de la présente loi et de l'entente de services relative à la maison de soins infirmiers:

- (c) meet regularly with the licensee or, if the licensee is a corporation, with representatives of the licensee, to,
 - (i) review inspection reports relating to the nursing home received by the licensee under subsection 24 (13),
 - (ii) review the allocation of money for accommodation, care, services, programs and goods provided in the nursing home,
 - (iii) review the financial statements relating to the nursing home filed with the Minister under the regulations, and
 - (iv) review the operation of the nursing home;
- (d) attempt to mediate and resolve a dispute between the licensee and a resident of the nursing home; and
- (e) report to the Minister any concerns and recommendations that in its opinion ought to be brought to the Minister's attention.

Residents' council assis-

31.—(1) With the consent of a residents' council, the Minister may appoint a residents' council assistant to assist the residents' council in carrying out its responsibilities.

Duties

(2) In carrying out his or her duties, a residents' council assistant shall take instructions from and report to the residents' council.

Information and assistance

32.—(1) A licensee of a nursing home shall co-operate with the residents' council and the residents' council assistant and shall provide them with such financial and other information and such assistance as is required by the regulations.

Obstruction

(2) No person shall refuse entry to a nursing home to a residents' council assistant or otherwise hinder, obstruct or interfere with a residents' council assistant carrying out his or her duties.

Immunity

- 33. No proceeding shall be commenced against a member of a residents' council or a residents' council assistant for any act done under section 30, unless the act is done maliciously or without reasonable grounds.
- 41. Section 34 of the Act is amended by striking out ""extended care home" or

- c) il se réunit régulièrement avec le titulaire de permis ou, si celui-ci est une personne morale, avec ses représentants, aux fins suivantes:
 - (i) examiner les rapports d'inspection relatifs à la maison de soins infirmiers que le titulaire de permis a reçus aux termes du paragraphe 24 (13),
 - (ii) examiner les affectations de fonds à l'hébergement et aux soins, services, programmes et biens fournis dans la maison de soins infirmiers.
 - (iii) examiner les états financiers relatifs à la maison de soins infirmiers qui sont déposés auprès du ministre aux termes des règle-
 - (iv) examiner l'exploitation de la maison de soins infirmiers;
- d) il tente de recourir à la médiation et de trouver une solution dans le cas d'un différend opposant le titulaire de permis et un pensionnaire de la maison de soins infirmiers;
- e) il fait part au ministre de tout sujet de préoccupation et de toute recommandation qui, selon lui, doivent être portés à son attention.
- 31 (1) Le ministre peut, avec le consen- Adjoint au tement du conseil des pensionnaires, nommer pensionnaires un adjoint au conseil des pensionnaires pour aider celui-ci à s'acquitter de ses responsabili-

(2) Dans l'exercice de ses fonctions, l'ad-Fonctions joint au conseil des pensionnaires reçoit ses directives du conseil des pensionnaires et relève de ce dernier.

Renseigne-

ments et aide

32 (1) Le titulaire de permis d'une maison de soins infirmiers collabore avec le conseil des pensionnaires et l'adjoint au conseil des pensionnaires et leur fournit l'aide ainsi que les renseignements financiers et autres exigés par les règlements.

- (2) Nul ne doit interdire l'entrée dans une Entrave maison de soins infirmiers à l'adjoint au conseil des pensionnaires, ni le gêner ou l'entraver de quelque autre façon dans l'exercice de ses fonctions.
- 33 Sont irrecevables les instances intro-Immunité duites contre les membres du conseil des pensionnaires ou l'adjoint au conseil des pensionnaires pour tout acte accompli aux termes de l'article 30, à moins que l'acte ne soit accompli avec l'intention de nuire ou sans motif raisonnable.
- 41 L'article 34 de la Loi est modifié par suppression de « «maison de soins prolongés»

"maison de soins prolongés"" in the third and fourth lines.

- 42. Section 36 of the Act is amended by striking out "subsection 19 (1)" in the third line and substituting "subsections 19 (1), 20.1 (7), (8), (9), (10), (11), (12), (13), (16) and (18), section 20.2 and subsections 20.5 (1), 20.6 (5) and (16) and 20.8 (5)".
- 43.—(1) Paragraphs 1 and 2 of section 38 of the Act are repealed and the following substituted:
 - 1. defining "nursing care", "accommodation", "basic accommodation", "preferred accommodation", "short-stay program" and "veteran" for the purpose of any provision of this Act or the regulations;
 - requiring licensees to provide or offer certain types of accommodation, care, services, programs and goods to residents, and prescribing and governing the accommodation, care, services, programs and goods that must be provided or offered.
- (2) Paragraph 3 of section 38 is amended by striking out "respecting" in the first line and substituting "requiring and governing".
 - (3) Paragraph 4 of section 38 is repealed.
- (4) Paragraph 5 of section 38 is repealed and the following substituted:
 - requiring that parts of the licensed bed capacity of nursing homes be set aside for various classes of accommodation, and regulating the amount of bed capacity that must be set aside for each class.
- (5) Paragraph 8 of section 38 is repealed and the following substituted:
 - 8. respecting the officers and staff of nursing homes, including prescribing the staff requirements for nursing homes and the duties, responsibilities and qualifications of the officers and staff of nursing homes.
- (6) Paragraphs 11, 12 and 13 of section 38 are repealed and the following substituted:
 - 11. requiring that licensees keep records and accounts for nursing homes and that they file financial statements, reports and returns with the Minister at specified intervals, prescribing and

- ou «extended care home»» aux troisième et quatrième lignes.
- 42 L'article 36 de la Loi est modifié par substitution, à «du paragraphe 19 (1)» à la troisième ligne, de «des paragraphes 19 (1), 20.1 (7), (8), (9), (10), (11), (12), (13), (16) et (18), de l'article 20.2, ainsi que des paragraphes 20.5 (1), 20.6 (5) et (16) et 20.8 (5)».
- 43 (1) Les dispositions 1 et 2 de l'article 38 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - définir les termes «soins infirmiers», «hébergement», «hébergement avec services de base», «hébergement avec services privilégiés», «programme de séjour de courte durée» et «ancien combattant» pour l'application de toute disposition de la présente loi ou des règlements;
 - 2. exiger des titulaires de permis qu'ils fournissent ou offrent aux pensionnaires certains types d'hébergement, de soins, de services, de programmes et de biens, et prescrire et régir l'hébergement, les soins, les services, les programmes et les biens qui doivent être fournis ou offerts.
- (2) La disposition 3 de l'article 38 est modifiée par substitution, à «traiter de l'évaluation et du classement» à la première ligne, de «exiger et régir l'évaluation et le classement».
- (3) La disposition 4 de l'article 38 est abrogée.
- (4) La disposition 5 de l'article 38 est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 5. exiger qu'une partie du nombre de lits autorisé d'une maison de soins infirmiers soit réservée pour diverses catégories d'hébergement, et réglementer le nombre de lits qui doit être réservé pour chaque catégorie.
- (5) La disposition 8 de l'article 38 est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - 8. traiter des dirigeants et du personnel des maisons de soins infirmiers, en prescrivant notamment les besoins en personnel de ces maisons, ainsi que les fonctions, responsabilités et qualités requises des dirigeants et du personnel de ces maisons.
- (6) Les dispositions 11, 12 et 13 de l'article 38 sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 11. exiger que les titulaires de permis tiennent des dossiers et des comptes pour les maisons de soins infirmiers et qu'ils déposent des états financiers, des rapports et des déclarations auprès du

governing such records, accounts, financial statements, reports and returns, and requiring that licensees furnish such information or accounts as the Minister may require;

- 12. governing the posting of documents and information under section 20.17, prescribing the financial statements, reports and returns that must be posted and prescribing additional documents and information that must be posted.
- (7) Paragraph 16 of section 38 is amended by striking out "admission" in the first and second lines.
- (8) Paragraphs 19, 20, 21 and 22 of section 38 are repealed and the following substituted:
 - 19. prescribing the maximum amounts or governing the manner of determining the maximum amounts that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clauses 21 (1) (a) and (b), prescribing the information or proof that is to be provided before a determination is made, requiring that the information provided for the purpose of a determination be provided under oath, and prescribing the persons or other entities who may make the determination;
 - 20. designating care, services, programs and goods for the purpose of clause 21 (1) (c) and prescribing the maximum amount, or governing the manner of determining the maximum amount, that may be demanded or accepted from or on behalf of a resident under clause 21 (1) (c) for each item so designated.
 - (9) Paragraph 23 of section 38 is repealed.
 - (10) Paragraph 26 of section 38 is repealed.
- (11) Section 38 of the Act is amended by adding the following paragraphs:
 - 29. governing applications to placement co-ordinators for a determination regarding a person's eligibility for admission to a nursing home or for authorization of a person's admission to a nursing home, including prescribing the placement co-ordinators to whom applications may be made and

- ministre à des intervalles précisés, prescrire et régir ces dossiers, comptes, états financiers, rapports et déclarations, et exiger que les titulaires de permis fournissent tous renseignements ou comptes que le ministre peut exiger;
- 12. régir l'affichage de documents et de renseignements prévu à l'article 20.17 et prescrire les états financiers, rapports et déclarations qui doivent être affichés, ainsi que les autres documents et renseignements qui doivent être affichés.
- (7) La disposition 16 de l'article 38 est modifiée par substitution, à «l'admission des pensionnaires à une maison de soins infirmiers, leur traitement,» aux première, deuxième et troisième lignes, de «le traitement des pensionnaires dans les maisons de soins infirmiers,».
- (8) Les dispositions 19, 20, 21 et 22 de l'article 38 sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
 - 19. prescrire les montants maximaux qui peuvent être exigés ou acceptés des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu des alinéas 21 (1) a) et b), ou régir la façon de les établir, prescrire les renseignements ou la preuve qui doivent être fournis avant que les montants ne soient établis, exiger que les renseignements fournis aux fins de l'établissement des montants soient fournis sous serment, et prescrire les personnes ou autres entités qui peuvent établir ces montants;
 - 20. désigner les soins, les services, les programmes et les biens pour l'application de l'alinéa 21 (1) c) et prescrire le montant maximal qui peut être exigé ou accepté des pensionnaires, ou de quiconque agit en leur nom, en vertu de l'alinéa 21 (1) c) pour tout élément qui est ainsi désigné, ou régir la façon d'établir ce montant.
- (9) La disposition 23 de l'article 38 est abrogée.
- (10) La disposition 26 de l'article 38 est abrogée.
- (11) L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :
 - 29. régir les demandes adressées aux coordonnateurs des placements en vue d'une décision portant sur l'admissibilité de personnes à des maisons de soins infirmiers ou en vue d'une autorisation d'admission de personnes à ces maisons, notamment en prescrivant les coordonnateurs des placements à qui

- the frequency with which applications may be made;
- 30. governing the determination of a person's eligibility for admission to a nursing home and the determination of whether to authorize a person's admission to a nursing home;
- 31. prescribing, for the purpose of clause 20.1 (14) (c), additional circumstances which are grounds for a licensee to withhold approval for the admission of a person to a nursing home;
- 32. prescribing and governing the obligations of a licensee in relation to giving or withholding approval for the admission of a person to a nursing home, and governing the written notice required to be given under subsection 20.1 (15);
- 33. requiring that placement co-ordinators have certain qualifications or meet certain requirements and prescribing such qualifications or requirements;
- 34. governing the manner of determining the amounts of the payments required to be made under section 20.13 and the method and time of payment;
- 35. instituting a system for reconciling the payments made by the Crown under section 20.13 on account of the maintenance and operating costs of a nursing home with the actual maintenance and operating costs of the nursing home, including,
 - requiring the licensee to provide, at specified intervals, audited financial statements, proof of maintenance and operating costs, information about the level of occupancy of the nursing home and other documents and information,
 - ii. requiring that the information provided by the licensee for the purpose of the reconciliation be provided under oath, and
 - iii. providing for the recovery by the Crown of any excess payment through deduction from subsequent payments to the licensee;

- ces demandes peuvent être adressées et la fréquence de celles-ci;
- 30. régir les décisions portant sur l'admissibilité de personnes à des maisons de soins infirmiers et celles autorisant ou non l'admission de personnes à ces maisons:
- 31. prescrire, pour l'application de l'alinéa 20.1 (14) c), les circonstances additionnelles qui constituent des motifs pour lesquels les titulaires de permis peuvent refuser d'approuver l'admission de personnes à des maisons de soins infirmiers;
- 32. prescrire et régir les obligations des titulaires de permis pour ce qui est de donner ou de refuser leur approbation en matière d'admission de personnes à des maisons de soins infirmiers, et régir l'avis qui doit être donné aux termes du paragraphe 20.1 (15);
- exiger que les coordonnateurs des placements possèdent certaines compétences ou satisfassent à certaines exigences et prescrire ces compétences ou exigences;
- 34. régir la façon d'établir les montants des subventions qui doivent être accordées aux termes de l'article 20.13, leur mode de versement, ainsi que le moment où elles sont versées;
- 35. établir un système de rapprochement entre, d'une part, les subventions accordées par la Couronne aux termes de l'article 20.13 pour les frais d'entretien et de fonctionnement des maisons de soins infirmiers et, d'autre part, les frais réels d'entretien et de fonctionnement de ces maisons, en faisant notamment ce qui suit :
 - i. exiger du titulaire de permis qu'il fournisse, à des intervalles précisés, des états financiers vérifiés, la preuve des frais d'entretien et de fonctionnement, des renseignements sur le taux d'occupation de la maison de soins infirmiers et sur d'autres questions, ainsi que d'autres documents,
 - ii. exiger que les renseignements fournis par le titulaire de permis aux fins du rapprochement soient fournis sous serment,
 - iii. prévoir le recouvrement par la Couronne de tous paiements excédentaires par déduction de ceux-ci des subventions accordées par la suite au titulaire de permis;

- 36. prescribing the extraordinary events in respect of which the Minister may make additional grants to a licensee under section 20.14;
- 37. governing service agreements, including prescribing provisions that must be contained in all service agreements and matters that must be provided for in all service agreements;
- 38. prescribing the special circumstances in which the Director may authorize an increase of the licensed bed capacity of a nursing home;
- 39. providing for the collection of information and the making of investigations regarding the financial and other circumstances of residents in or applicants for admission to nursing homes in connection with determinations respecting eligibility for admission, authorization of admission, discharge and amounts which residents may be
- 40. governing short-stay programs in nursing homes;
- 41. governing the provision of financial assistance to licensees under section 20.12;
- 42. governing plans of care, including their content, development, implementation and revision;
- 43. governing the quality management system to be developed and implemented by licensees for monitoring, evaluating and improving the quality of the accommodation, care, services, programs and goods provided to residents of nursing homes;
- 44. governing the notice required to be provided under section 20.16, including prescribing additional matters which must be set out in the notice;
- 45. governing inspection reports.
- (12) Section 38 is further amended by adding the following subsections:

Retroactivity

(2) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is

Application

- (3) A regulation may be general or particular in its application.
- 44. The Act is further amended by adding the following section:

Transition

39.—(1) This section applies until the Substitute Decisions Act, 1992 comes into

- 36. prescrire les événements extraordinaires à l'égard desquels le ministre peut accorder des subventions supplémentaires à un titulaire de permis en vertu de l'article 20.14:
- 37. régir les ententes de services, notamment en prescrivant les dispositions qu'elles doivent comprendre et les questions qu'elles doivent prévoir;
- 38. prescrire les circonstances particulières dans lesquelles le directeur peut autoriser une augmentation du nombre de lits autorisé d'une maison de soins infirmiers:
- 39. prévoir la collecte de renseignements et la tenue d'enquêtes sur les situations financière et autres des pensionnaires des maisons de soins infirmiers, ou des personnes qui demandent à y être admises, en ce qui concerne les décisions portant sur l'admissibilité, l'autorisation d'admission, la mise en congé et les montants qui peuvent être exigés des pensionnaires;
- 40. régir les programmes de séjour de courte durée dans les maisons de soins infirmiers:
- 41. régir l'allocation d'une aide financière aux titulaires de permis en vertu de l'article 20.12;
- 42. régir les programmes de soins, y compris leur contenu, leur élaboration, leur mise en oeuvre et leur révision;
- 43. régir le système de gestion de la qualité qui doit être élaboré et mis en oeuvre par les titulaires de permis pour surveiller, évaluer et améliorer la qualité de l'hébergement, des soins, des services, des programmes et des biens qui sont fournis aux pensionnaires des maisons de soins infirmiers;
- 44. régir l'avis qui doit être remis aux termes de l'article 20.16, notamment en prescrivant les autres questions qui doivent y être énoncées;
- 45. régir les rapports d'inspection.
- (12) L'article 38 est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants :
- (2) Les règlements qui comportent une Rétroactivité disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

règlements

- (3) Les règlements peuvent avoir une por- Portée des tée générale ou particulière.
- 44 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 39 (1) Le présent article s'applique jus- Disposition qu'à ce que la Loi de 1992 sur la prise de

Bill 101

LONG-TERM CARE STATUTE LAW AMENDMENT

force, and when the Substitute Decisions Act, 1992 comes into force, this section is repealed.

Identifying person who is lawfully authorized

Same

- (2) For the purposes of this Act and the regulations, a person mentioned in a paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make a decision on behalf of another person concerning that person's personal care if,
 - (a) the person on whose behalf the decision is to be made is apparently incapable of making the decision; and
 - (b) the person mentioned in the paragraph
 - (i) at least sixteen years old,
 - (ii) available,
 - (iii) apparently capable of making the decision, and
 - (iv) willing to make the decision.

(3) For the purpose of subsection (2), the following persons may be lawfully authorized:

- 1. The apparently incapable person's committee of the person appointed under the Mental Incompetency Act.
- 2. A spouse or partner of the apparently incapable person.
- 3. A child of the apparently incapable person.
- 4. A parent of the apparently incapable
- 5. A brother or sister of the apparently incapable person.
- 6. Another relative of the apparently incapable person.

Meaning of "capable" and "inca-pable"

(4) For the purpose of this section, a person is capable of making a decision if the person is able to understand the information that is relevant to making the decision and is able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision, and a person is incapable of making a decision if the person is not capable of making the decision.

Meaning of 'available

(5) For the purpose of this section, a person is available if it is possible, within a time that is reasonable in the circumstances, to communicate with the person and obtain a decision.

Meaning of "spouse

(6) In this section, "spouse" of an apparently incapable person means a person of the opposite sex,

décisions au nom d'autrui entre en vigueur et est abrogé lorsque cette loi entre en vigueur.

(2) Pour l'application de la présente loi et Personne des règlements, une personne visée à une des autorisée dispositions du paragraphe (3) est légalement autorisée à prendre une décision au nom d'une autre personne concernant ses soins personnels si les conditions suivantes sont réunies:

- a) la personne au nom de laquelle la décision doit être prise est apparemment incapable de prendre la décision;
- b) la personne visée à la disposition est :
 - (i) âgée d'au moins seize ans,
 - (ii) disponible,
 - (iii) apparemment capable de prendre la décision.
 - (iv) disposée à prendre la décision.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), Idem les personnes suivantes peuvent être des personnes légalement autorisées :

- 1. Le curateur à la personne de la personne apparemment incapable qui est nommé aux termes de la Loi sur l'incapacité mentale.
- 2. Le conjoint ou le partenaire de la personne apparemment incapable.
- 3. L'enfant de la personne apparemment incapable.
- 4. Le père ou la mère de la personne apparemment incapable.
- 5. Le frère ou la soeur de la personne apparemment incapable.
- 6. Tout autre parent de la personne apparemment incapable.
- (4) Pour l'application du présent article, une personne est capable de prendre une «capable» et décision si elle peut comprendre les rensei- «incapable» gnements qui sont pertinents pour la prise de la décision et qu'elle peut évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou d'une absence de décision, et une personne est incapable de prendre une décision si elle n'est pas capable de prendre la décision.

Sens des ter-

- (5) Pour l'application du présent article, une personne est disponible s'il est possible, dans un délai qui est raisonnable dans les circonstances, de communiquer avec elle et d'obtenir une décision de sa part.
- (6) Dans le présent article, «conjoint» Sens de d'une personne apparemment incapable s'entend d'une personne du sexe opposé avec laquelle:

«conjoint»

«disponible»

- (a) to whom the apparently incapable person is married; or
- (b) with whom the apparently incapable person is living, or was living immediately before being admitted to the nursing home, in a conjugal relationship outside marriage, if the two persons
 - (i) have cohabited for at least one
 - (ii) are together the parents of a child, or
 - (iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the Family Law Act.

Meaning of "partner

(7) Two persons are partners for the purpose of this section if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.

Ranking

(8) A person mentioned in a paragraph of subsection (3) is not lawfully authorized to make a decision if a person mentioned in an earlier paragraph of subsection (3) is lawfully authorized to make it.

Same

(9) If two or more persons mentioned in the same paragraph of subsection (3) would be lawfully authorized to make the decision, they shall select one person from among them, and the person selected is the only one of them who is lawfully authorized to make the decision.

Decisions on person's behalf

- (10) A person who make a decision on behalf of an apparently incapable person shall do so in accordance with the following principles:
 - 1. If the person knows of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in accordance with the wish.
 - 2. If the person does not know of a wish that the apparently incapable person expressed while capable, the person shall make the decision in the apparently incapable person's best interests.

Best interests

- (11) In deciding what an apparently incapable person's best interests are, the person making the decision shall take into consider-
 - (a) the values and beliefs that the person knows the apparently incapable person held when capable and believes the apparently incapable person would still act on if capable; and

- a) la personne apparemment incapable est mariée:
- b) la personne apparemment incapable vit, ou vivait immédiatement avant d'être admise à la maison de soins infirmiers, dans une union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas:
 - (i) ont cohabité pendant au moins un an,
 - (ii) sont les parents du même enfant,
 - (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la Loi sur le droit de la famille.
- (7) Deux personnes sont partenaires pour Sens de l'application du présent article si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.

(8) Une personne visée à une des disposi- Préférence tions du paragraphe (3) n'est pas légalement autorisée à prendre une décision si une personne visée à une disposition qui figure avant au paragraphe (3) est légalement autorisée à la prendre.

(9) Dans le cas où deux personnes ou plus Idem visées à la même disposition du paragraphe (3) seraient légalement autorisées à prendre la décision, celles-ci choisissent l'une d'entre elles, et la personne choisie est la seule parmi elles qui est légalement autorisée à prendre la décision.

(10) La personne qui prend une décision Décisions au au nom d'une personne apparemment incapable le fait conformément aux principes suivants:

- 1. Si la personne connaît un désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision conformément à ce désir.
- 2. Si la personne ne connaît pas de désir exprimé par la personne apparemment incapable lorsqu'elle était capable, elle prend la décision dans l'intérêt véritable de la personne apparemment incapable.
- (11) Lorsqu'elle décide de ce qui est dans Intérêt vérital'intérêt véritable de la personne apparemment incapable, la personne qui prend la décision tient compte de ce qui suit :
 - a) les valeurs et les croyances qu'elle sait avoir été celles de la personne apparemment incapable lorsque celle-ci était capable et qui, selon elle, conti-

(b) the apparently incapable person's current wishes, if they can be ascertained.

PART VIII COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

ment

45. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

46. The short title of this Act is the Long-Term Care Statute Law Amendment Act, 1993.

nueraient de guider la conduite de cette personne si celle-ci était capable;

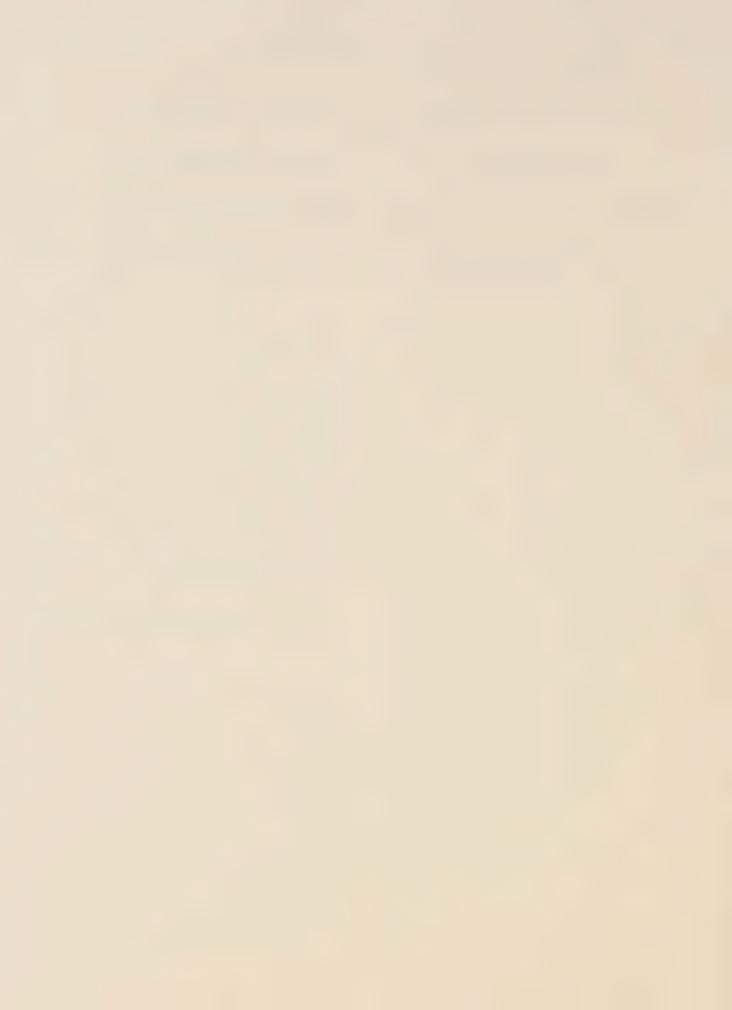
b) les désirs actuels de la personne apparemment incapable, s'ils peuvent être déterminés.

PARTIE VIII ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE **ABRÉGÉ**

45 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en vigueur le lieutenant-gouverneur fixe par vigueur que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

46 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne les soins de longue durée.





Governmen

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 102

An Act to amend the **Pay Equity Act**

The Hon, B. Mackenzie Minister of Labour

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 102

Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale



L'honorable B. Mackenzie

Ministre du Travail

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading

November 26th, 1992

2nd Reading

December 10th, 1992

3rd Reading

Royal Assent

(Reprinted as amended by the Administration of Justice Committee)

1^{re} lecture 26 novembre 1992

2^e lecture 10 décembre 1992

3^e lecture

sanction royale

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité de l'administration de la justice)

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario

Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The Bill establishes two additional methods of determining whether pay equity exists for a female job class, the proportional value method and the proxy method (*Parts III.1 and III.2 of the Act, sections 12 and 13 of the Bill*). Consequential amendments are made (sections 1, 3, 11 and 14, subsections 15 (1), (4), 16 (1), (2), (4) to (6) and section 21 of the Bill).

The Bill states the circumstances in which the Crown is considered to be the employer of an individual, for purposes of the Act (section 1.1 of the Act, section 2 of the Bill). This provision is made effective December 18th, 1991.

Certain employers are required to post notices under the Act (section 7.1 of the Act, section 5 of the Bill).

Limitations on the requirement that an employer maintain pay equity may be set out in the regulations (subsection 8 (5) of the Act, section 6 of the Bill).

Public sector employers are required to achieve pay equity by the 1st day of January, 1998 (subsections 13 (7) to (7.2) of the Act, subsection 7 (1) of the Bill). Under the existing Act, they are required to achieve pay equity by the 1st day of January, 1995.

The Bill provides that, when an employer sells a business, the purchaser assumes the employer's obligations under the Act (section 13.1 of the Act, section 8 of the Bill).

The Bill provides a mechanism for amending a pay equity plan at an establishment when circumstances at the establishment change (sections 14.1 and 14.2 of the Act, subsection 7 (2) and section 9 of the Bill).

Administrative and procedural changes are made to the powers of the Pay Equity Commission and the Pay Equity Hearings Tribunal (sections 15 to 20 of the Bill).

The Bill enables review officers to issue compliance orders for failure to comply with the Act (subsection 24 (3) of the Act, subsection 14 (3) of the Bill).

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi crée deux autres méthodes permettant de déterminer si l'équité salariale existe à l'égard d'une catégorie d'emplois à prédominance féminine, soit la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle et la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur (parties III.1 et III.2 de la Loi, articles 12 et 13 du projet de loi). Des modifications corrélatives sont apportées (articles 1, 3, 11 et 14, paragraphes 15 (1), (4), 16 (1), (2), (4) à (6) et article 21 du projet de loi).

Le projet de loi identifie les circonstances dans lesquelles la Couronne est considérée comme l'employeur d'un particulier pour l'application de la Loi (article 1.1 de la Loi, article 2 du projet de loi). Il est donné effet à cette disposition en date du 18 décembre 1991.

Certains employeurs sont tenus d'afficher des avis aux termes de la Loi (article 7.1 de la Loi, article 5 du projet de loi).

Des restrictions en ce qui a trait à l'obligation de l'employeur de maintenir l'équité salariale peuvent être établies dans les règlements (paragraphe 8 (5) de la Loi, article 6 du projet de loi).

Les employeurs du secteur public sont tenus d'atteindre l'équité salariale au plus tard le 1^{er} janvier 1998 (paragraphes 13 (7) à (7.2) de la Loi, paragraphe 7 (1) du projet de loi). Aux termes de la loi actuelle, ils sont tenus d'atteindre l'équité salariale au plus tard le 1^{er} janvier 1995.

Le projet de loi porte que, lorsqu'un employeur vend une entreprise, l'acheteur assume les obligations de l'employeur aux termes de la Loi (article 13.1 de la Loi, article 8 du projet de loi).

Le projet de loi prévoit un mécanisme permettant de modifier le programme d'équité salariale d'un établissement lorsqu'il se produit un changement de la situation au sein de l'établissement (articles 14.1 et 14.2 de la Loi, paragraphe 7 (2) et article 9 du projet de loi).

Des modifications de nature administrative et procédurale sont apportées aux pouvoirs de la Commission de l'équité salariale et à ceux du Tribunal de l'équité salariale (articles 15 à 20 du projet de loi).

Le projet de loi permet aux agents de révision de délivrer des ordres enjoignant aux personnes qui ne se conforment pas à la Loi de s'y conformer (paragraphe 24 (3) de la Loi, paragraphe 14 (3) du projet de loi).

1993

An Act to amend the Pay Equity Act

Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1.-(1) Subsection 1 (1) of the Pay Equity Act is amended by adding the following definition:
- "job-to-job method of comparison" means the method of determining whether pay equity exists that is set out in section 6. ("méthode de comparaison d'un emploi à l'autre'')
- (2) The definition of "pay equity plan" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

"pay equity plan" means,

- (a) a document as described in section 13. for a plan being prepared under Part II.
- (b) a document as described in section 21.6, for a plan being prepared or revised under Part III.1, or
- (c) a document as described in section 21.18, for a plan being prepared under Part III.2. ("programme d'équité salariale")
- (3) Subsection 1 (1) of the Act is further amended by adding the following definitions:
- "proportional value method of comparison" means the method of determining whether pay equity exists that is described in Part III.1; ("méthode de comparaison de la valeur proportionnelle")
- "proxy method of comparison" means the method of determining whether pay equity exists that is described in Part III.2. ("méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur")
- 2. The Act is amended by adding the following section:

1.1—(1) For purposes of this Act, the Crown is not the employer of a person unless the person is considered to be a civil servant,

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 (1) Le paragraphe 1 (1) de la Loi sur l'équité salariale est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «méthode de comparaison d'un emploi à l'autre» Méthode énoncée à l'article 6 permettant de déterminer si l'équité salariale existe. («job-to-job method of compari-
- (2) La définition de «programme d'équité salariale» figurant au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
- «programme d'équité salariale» S'entend, selon le cas:
 - a) d'un document décrit à l'article 13, dans le cas d'un programme élaboré aux termes de la partie II,
 - b) d'un document décrit à l'article 21.6, dans le cas d'un programme élaboré ou révisé aux termes de la partie III.1,
 - c) d'un document décrit à l'article 21.18, dans le cas d'un programme élaboré aux termes de la partie III.2. («pay equity plan»)
- (3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié en outre par adjonction des définitions suivantes:
- «méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur» Méthode décrite à la partie III.2 permettant de déterminer si l'équité salariale existe. («proxy method of comparison»)
- «méthode de comparaison de la valeur proportionnelle» Méthode décrite à la partie III.1 permettant de déterminer si l'équité salariale existe. («proportional value method of comparison»)
- 2 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :
- 1.1 (1) Pour l'application de la présente La Couronne loi, la Couronne n'est pas l'employeur d'une qu'employeur personne à moins que la personne ne soit considérée comme un fonctionnaire titulaire.

Crown as employer a public servant or a Crown employee under the Public Service Act.

Plans posted before Dec. 18, 1991

2

(2) If the Crown and a bargaining agent have agreed that the Crown is the employer of the employees represented by the bargaining agent and a pay equity plan in accordance with that agreement was posted before the 18th day of December, 1991, the Crown shall be deemed to be the employer of those employees.

Same

(3) If the Crown posted a pay equity plan before the 18th day of December, 1991 for employees who are not represented by a bargaining agent, the Crown shall be deemed to be the employer of those employees.

Application

- (4) This section does not apply,
- (a) if a determination that the Crown is the employer was made by the Hearings Tribunal before the 18th day of December, 1991; or
- (b) if an application respecting a proceeding in which the Crown's status as an employer is an issue was filed with the Hearings Tribunal before the 18th day of December, 1991.

Same

- (5) This section, except for subsections (2) and (3), does not apply to determine the identity of the employer of an individual if a pay equity plan applicable to that individual prepared in accordance with a review officer's order was posted before the 18th day of December, 1991.
- 3. The Act is further amended by adding the following section:

Achievement of pay equity

5.1-(1) For the purposes of this Act, pay equity is achieved in an establishment when every female job class in the establishment has been compared to a job class or job classes under the job-to-job method of comparison, the proportional value method of comparison or, in the case of an employer to whom Part III.2 applies, the proxy method of comparison, and any adjustment to the job rate of each female class that is indicated by the comparison has been made.

Deemed compliance

- (2) A pay equity plan that used the proportional value method of comparison shall be deemed to have complied with section 6, as it reads immediately before this section comes into force,
 - (a) from the date on which the plan is posted if it is posted before Part III.1

un fonctionnaire ou un employé de la Couronne aux termes de la Loi sur la fonction publique.

(2) Si la Couronne et un agent négociateur Programmes ont convenu que la Couronne est l'em- le 18 décemployeur des employés représentés par l'agent bre 1991 négociateur et qu'un programme d'équité salariale conforme à cette entente était affiché avant le 18 décembre 1991, la Couronne est réputée l'employeur de ces employés.

- (3) Si la Couronne a affiché un pro- Idem gramme d'équité salariale avant le 18 décembre 1991 à l'intention d'employés qui ne sont pas représentés par un agent négociateur, elle est réputée l'employeur de ces employés.
- (4) Le présent article ne s'applique pas si, Champ d'apselon le cas:
 - a) le Tribunal a déterminé, avant le 18 décembre 1991, que la Couronne est l'employeur;
 - b) une requête relative à une instance dans laquelle le statut de la Couronne en tant qu'employeur est en litige a été déposée auprès du Tribunal avant le 18 décembre 1991.
- (5) Le présent article, à l'exception des Idem paragraphes (2) et (3), ne s'applique pas à la détermination de l'identité de l'employeur d'un particulier si un programme d'équité salariale applicable à ce particulier et élaboré conformément à l'ordre d'un agent de révision a été affiché avant le 18 décembre 1991.

3 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

- 5.1 (1) Pour l'application de la présente Atteinte de loi, l'équité salariale est atteinte dans un éta-riale blissement lorsque chaque catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement a été comparée à une ou plusieurs catégories d'emplois selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle ou, dans le cas d'un employeur à qui s'applique la partie III.2, la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur, et que les rajustements du taux de catégorie de chaque catégorie d'emplois à prédominance féminine qui sont indiqués par la comparaison ont été effectués.
- (2) Le programme d'équité salariale qui Conformité était fondé sur la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle est réputé conforme à l'article 6, tel qu'il est rédigé immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article:
 - a) à compter de la date d'affichage du programme, s'il est affiché avant l'entrée en vigueur de la partie III.1 par

l'équité sala-

- comes into force by an employer to whom Part II applies; or
- (b) from the date on which the plan is prepared if it is prepared before Part III.1 comes into force by an employer to whom Part III applies.
- 4.-(1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by inserting after "achieved" in the second line "under the job-to-job method of comparison".
- (2) Subsection 6 (4) of the Act is amended by striking out "required by this Act" and substituting "under the job-to-job method of comparison".

5. The Act is further amended by adding the following section:

Posting of notice

- 7.1—(1) Every employer to whom Part III applies and any other employer who is directed to do so by the Pay Equity Office shall post in the employer's workplace a notice setting out,
 - (a) the employer's obligation to establish and maintain compensation practices that provide for pay equity; and
 - (b) the manner in which an employee may file a complaint or objection under this Act.

Language

(2) The notice shall be in English and the language other than English that is understood by the greatest number of employees in the workplace.

Form of notice

- (3) The notice shall be in a form made available to employers by the Pay Equity Office.
- 6. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Limitation re maintaining pay equity

- (5) The requirement that an employer maintain pay equity for a female job class is subject to such limitations as may be prescribed in the regulations.
- 7.—(1) Subsection 13 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(7) Despite subsection (6), pay equity plans in the public sector shall provide for adjustments in compensation such that the plan will be fully implemented not later than the 1st day of January, 1998.

Transition, application

(7.1) Subsections (7.2) and (7.3) apply with respect to an employer in the public sector who has set out in a pay equity plan that was posted or in another agreement that was made before this subsection comes into force a schedule of compensation adjustments for achieving pay equity.

- un employeur à qui s'applique la partie II:
- b) à compter de la date d'élaboration du programme, s'il est élaboré avant l'entrée en vigueur de la partie III.1 par un employeur à qui s'applique la partie III.
- 4 (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «atteinte» à la deuxième ligne, de «selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre».
- (2) Le paragraphe 6 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «exigées par la présente loi», de «établies selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre».
- 5 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

7.1 (1) Chaque employeur à qui s'appli- Affichage de que la partie III et tout autre employeur à qui le Bureau de l'équité salariale enjoint de le faire affichent sur les lieux de travail de l'employeur un avis énonçant ce qui suit :

- a) l'obligation qu'a l'employeur d'établir et de maintenir des pratiques de rétribution assurant l'équité salariale;
- b) la manière dont un employé peut déposer une plainte ou une opposition aux termes de la présente loi.
- (2) L'avis est rédigé en anglais et dans la Langue langue autre que l'anglais que comprennent le plus grand nombre d'employés sur les lieux de travail.

(3) L'avis est rédigé selon la formule que Formule de le Bureau de l'équité salariale met à la disposition des employeurs.

6 L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) L'obligation selon laquelle employeur doit maintenir l'équité salariale à l'égard d'une catégorie d'emplois à prédominance féminine est assujettie aux restrictions qui peuvent être prescrites dans les règlements.

un Restriction

7 (1) Le paragraphe 13 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (7) Malgré le paragraphe (6), les program- Exception mes d'équité salariale du secteur public prévoient les rajustements de la rétribution de manière à ce que ces programmes soient pleinement mis en oeuvre au plus tard le 1er janvier 1998.
- (7.1) Les paragraphes (7.2) et (7.3) s'ap- Disposition pliquent à l'employeur du secteur public qui champ d'apa établi, dans un programme d'équité sala- plication riale affiché ou dans une autre convention conclue avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, un échéancier des rajustements

bargaining agent

(7.2) If the employees to whom the plan or agreement applies are represented by a bargaining agent, the employer is not bound by the schedule set out in it if the employer gives written notice to the bargaining agent that the employer wishes to enter into negotiations concerning a replacement schedule.

Same, no bargaining agent

(7.3) The employer is not bound by the schedule set out in the plan or agreement if the employees to whom it applies are not represented by a bargaining agent.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

(12) If a pay equity plan is amended under section 14.1 or 14.2, subsections (9), (10) and (11) apply, with necessary modifications, to the amended plan.

8. The Act is further amended by adding the following section:

Sale of a business

13.1-(1) If an employer who is bound by a pay equity plan sells a business, the purchaser shall make any compensation adjustments that were to be made under the plan in respect of those positions in the business that are maintained by the purchaser and shall do so on the date on which the adjustments were to be made under the plan.

Plan no longer appropriate

- (2) If, because of the sale, the seller's plan or the purchaser's plan is no longer appropriate, the seller or the purchaser, as the case may be, shall,
 - (a) in the case of employees represented by a bargaining agent, enter into negotiations with a view to agreeing on a new plan; and
 - (b) in the case of employees not represented by a bargaining agent, prepare a new plan.

Same

(3) Sections 14.1 and 14.2 apply, with necessary modifications, to the negotiation or preparation of a new plan.

Adjustments

(4) If a new plan is agreed upon or prepared, the compensation adjustment for each position to which the new plan applies shall not be less than the adjustment that would have been made under the plan referred to in subsection (1).

Definitions

(5) In this section,

de la rétribution pour atteindre l'équité sala-

(7.2) Si les employés à qui s'applique le Idem, agent programme ou la convention sont représentés par un agent négociateur, l'employeur n'est pas lié par l'échéancier qui y est établi s'il donne à l'agent négociateur un avis écrit selon lequel il désire entamer des négociations concernant un échéancier de rechange.

(7.3) L'employeur n'est pas lié par Idem, l'échéancier établi dans le programme ou la d'agent négoconvention si les employés à qui s'applique le ciateur programme ou la convention ne sont pas représentés par un agent négociateur.

(2) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(12) Si un programme d'équité salariale Champ d'apest modifié aux termes de l'article 14.1 ou 14.2, les paragraphes (9), (10) et (11) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au programme modifié.

8 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

13.1 (1) Si un employeur qui est lié par Vente d'une un programme d'équité salariale vend une entreprise, l'acheteur effectue les rajustements de la rétribution qui devaient être effectués aux termes du programme à l'égard des postes de l'entreprise que l'acheteur maintient. L'acheteur effectue ces rajustements à la date où ils devaient être effectués aux termes du programme.

entreprise

(2) Si, en raison de la vente, le pro-Le programme du vendeur ou celui de l'acheteur ne convient plus convient plus, le vendeur ou l'acheteur, selon le cas:

- a) dans le cas d'employés représentés par un agent négociateur, entame des négociations en vue de convenir d'un nouveau programme;
- b) dans le cas d'employés non représentés par un agent négociateur, élabore un nouveau programme.
- (3) Les articles 14.1 et 14.2 s'appliquent, Idem avec les adaptations nécessaires, à la négociation ou à l'élaboration d'un nouveau programme.

(4) S'il est convenu d'un nouveau pro- Rajustements gramme ou qu'un nouveau programme est élaboré, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard de chaque poste auquel s'applique le nouveau programme ne doit pas être inférieur à celui qui aurait été effectué aux termes du programme visé au paragra-

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions au présent article.

"business" includes a part or parts thereof; ("entreprise")

"sells" includes leases, transfers and any other manner of disposition. ("vend")

9. The Act is further amended by adding the following sections:

Changed circum stances

14.1—(1) If, in an establishment in which any of the employees are represented by a bargaining agent, the employer or the bargaining agent is of the view that because of changed circumstances in the establishment the pay equity plan for the bargaining unit is no longer appropriate, the employer or the bargaining agent, as the case may be, may by giving written notice require the other to enter into negotiations concerning the amendment of the plan.

Application

(2) Clause 14 (2) (b) and subsections 14 (3), (4) and (5) apply, with necessary modifications, to the negotiations and to any amendment of the plan that is agreed upon.

Failure to

(3) If the employer and the bargaining agent do not agree on an amendment before the expiry of 120 days from the date on which notice to enter into negotiations is given, the employer shall give notice of the failure to the Commission.

Same

(4) Subsection (3) does not prevent the bargaining agent from notifying the Commission of a failure to agree on an amendment by the date referred to in that subsection.

Non-bargaining unit plan

(5) If the employer is of the view that, because of changed circumstances in the establishment, the pay equity plan for that part of the establishment that is outside any bargaining unit is no longer appropriate, the employer may amend the plan and post in the workplace a copy of the amended plan with the amendments clearly indicated.

Same

(6) Subsection 15 (2) and subsections 15 (4) to (8) apply, with necessary modifications, in respect of an amended plan described in subsection (5).

Adjustments

(7) If a plan is amended under this section, the compensation adjustment for each position to which the amended plan applies shall not be less than the adjustment that would have been made under the plan before it was amended.

Changed circumstances, no bargaining units

14.2—(1) In an establishment where no employee is represented by a bargaining agent, if the employer is of the view that because of changed circumstances in the establishment the pay equity plan for the «entreprise» S'entend en outre d'une ou de plusieurs parties de l'entreprise. («busi-

«vend» S'entend en outre de la location à bail, de la cession ou de tout autre mode de disposition. («sells»)

9 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

14.1 (1) Si, dans un établissement où des Changement employés sont représentés par un agent tion négociateur, l'employeur ou l'agent négociateur est d'avis qu'en raison d'un changement de la situation au sein de l'établissement, le programme d'équité salariale relié à l'unité de négociation ne convient plus, l'employeur ou l'agent négociateur, selon le cas, peut, sur avis écrit, exiger de l'autre qu'il entame des négociations en vue de modifier le programme.

(2) L'alinéa 14 (2) b) et les paragraphes Application 14 (3), (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux négociations et à toute modification du programme dont il est convenu.

(3) Si l'employeur et l'agent négociateur Absence ne conviennent pas d'une modification dans les 120 jours qui suivent la date où l'avis en vue d'entamer des négociations est donné, l'employeur en avise la Commission.

(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet Idem d'empêcher l'agent négociateur d'aviser la Commission du défaut de convenir d'une modification au plus tard à la date visée dans ce paragraphe.

(5) Si l'employeur est d'avis qu'en raison Programme d'un changement de la situation au sein de l'établissement, le programme d'équité sala- négociation riale destiné aux employés de l'établissement qui n'appartiennent à aucune unité de négociation ne convient plus, il peut modifier le programme et afficher sur les lieux de travail une copie du programme modifié sur laquelle les modifications sont clairement indiquées.

(6) Les paragraphes 15 (2) et 15 (4) à (8) Idem s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un programme modifié décrit au paragraphe (5).

- (7) Si un programme est modifié aux ter- Rajustements mes du présent article, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard de chaque poste auquel s'applique le programme modifié ne doit pas être inférieur à celui qui aurait été effectué aux termes du programme avant que celui-ci ne soit modifié.
- **14.2** (1) L'employeur dont l'établissement ne compte aucun employé représenté par un agent négociateur peut, s'il est d'avis d'unité de qu'en raison d'un changement de la situation au sein de l'établissement le programme

Changement tion, absence négociation

establishment is no longer appropriate, the employer may amend the plan and post in the workplace a copy of the amended plan with the amendments clearly indicated.

Application

6

(2) Subsections 15 (2) to (8) apply, with necessary modifications, in respect of the amended plan.

Adjustments

- (3) If a plan is amended under this section, the compensation adjustment for each position to which the amended plan applies shall not be less than the adjustment that would have been made under the plan before it was amended.
- 10. Subsection 15 (4) of the Act is amended by striking out "mandatory posting date" in the fourth line and substituting "date on which the copy of the plan is posted".
- 11. Clauses 16 (1) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:
 - (a) is advised by an employer or a bargaining agent that no agreement has been reached on a pay equity plan or an amendment to a pay equity plan; or
 - (b) receives a notice of objection to a pay equity plan for employees who are not represented by a bargaining agent or a notice of objection to an amendment of such a plan,
- 12. The Act is further amended by adding the following Part:

PART III.1 PROPORTIONAL VALUE METHOD OF **COMPARISON**

Application

21.1 This Part applies to employers to whom Part II applies.

Proportional method required

21.2—(1) If a female job class within an employer's establishment cannot be compared to a male job class in the establishment using the job-to-job method of comparison, the employer shall use the proportional value method of comparison to make a comparison for that female job class.

Adjustments

(2) If an employer uses the proportional value method of comparison to make a comparison for a female job class that can be compared to a male job class using the jobto-job method of comparison, the compensad'équité salariale relié à l'établissement ne convient plus, modifier le programme et afficher sur les lieux de travail une copie du programme modifié sur laquelle les modifications sont clairement indiquées.

(2) Les paragraphes 15 (2) à (8) s'appli- Champ d'apquent, avec les adaptations nécessaires, à l'art. 15 l'égard du programme modifié.

(3) Si un programme est modifié aux ter- Rajustements mes du présent article, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard de chaque poste auquel s'applique le programme modifié ne doit pas être inférieur à celui qui aurait été effectué aux termes du programme avant que celui-ci ne soit modifié.

- 10 Le paragraphe 15 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «date d'affichage obligatoire» aux sixième et septième lignes, de «date d'affichage de la copie du programme».
- 11 Les alinéas 16 (1) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - a) ou bien est avisée par l'employeur ou l'agent négociateur qu'aucune entente n'est intervenue au sujet d'un programme d'équité salariale ou d'une modification d'un programme d'équité salariale:
 - b) ou bien reçoit un avis d'opposition au programme d'équité salariale destiné à des employés non représentés par un agent négociateur ou un avis d'opposition à une modification d'un tel programme,
- 12 La Loi est modifiée en outre par adjonction de la partie suivante :

PARTIE III.1 MÉTHODE DE COMPARAISON DE LA VALEUR PROPORTIONNELLE

21.1 La présente partie s'applique aux Champ d'apemployeurs auxquels s'applique la partie II.

Méthode de

- 21.2 (1) Si une catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement d'un employeur ne peut pas être comparée à une catégorie d'emplois à prédominance masculine dans l'établissement au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, l'employeur utilise la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle pour établir une comparaison à l'égard de cette catégorie d'emplois à prédominance fémi-
- (2) Si l'employeur utilise la méthode de Rajustements comparaison de la valeur proportionnelle pour établir une comparaison à l'égard d'une catégorie d'emplois à prédominance féminine qui peut être comparée à une catégorie d'em-

comparaison proportionnelle obliga-

tion adjustment made for members of that female job class shall not be less than the adjustment that is indicated under the job-tojob method.

Exception, Part II

(3) Subsection (2) does not apply to an employer to whom Part II applies if the employer prepared a pay equity plan using the proportional value method of comparison and posted it before the coming into force of this Part. However, subsection (2) does apply if the employer has also posted a pay equity plan using the job-to-job method of compari-

Exception, Part III

(4) Subsection (2) does not apply to an employer to whom Part III applies if the employer prepared a pay equity plan using the proportional value method of comparison before the coming into force of this Part. However, subsection (2) does apply if the employer has also prepared a pay equity plan using the job-to-job method of comparison.

Notice

(5) If a female job class within an employer's establishment cannot be compared to a male job class within the establishment under either the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison, the employer shall notify the Pay Equity Office.

Investigation and complaints

- (6) If notice is given under subsection (5),
- (a) section 16 applies, with necessary modifications, as if the review officer had received advice under clause 16 (1) (a) or a notice under clause 16 (1) (b);
- (b) section 22 applies, with necessary modifications, as if a person had filed a complaint with the Commission concerning whether the job-to-job method or the proportional value method of comparison can be used in the circumstances;
- (c) section 23 applies, with necessary modifications, as if the Commission had received a complaint concerning whether the job-to-job method or the proportional value method can be used in the circumstances:

plois à prédominance masculine au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard des membres de cette catégorie d'emplois à prédominance féminine ne doit pas être inférieur à celui qui est indiqué selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à Exception, l'employeur à qui s'applique la partie II si celui-ci a élaboré un programme d'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle et l'a affiché avant l'entrée en vigueur de la présente partie. Toutefois, le paragraphe (2) s'applique si l'employeur a également affiché un programme d'équité salariale élaboré au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre.

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'employeur à qui s'applique la partie III si celui-ci a élaboré un programme d'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle avant l'entrée en vigueur de la présente partie. Toutefois, le paragraphe (2) s'applique si l'employeur a également élaboré un programme d'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'au-

Exception,

(5) Si une catégorie d'emplois à prédomi- Avis nance féminine dans l'établissement d'un employeur ne peut être comparée à une catégorie d'emplois à prédominance masculine dans l'établissement ni selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, ni selon la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle, l'employeur en avise le Bureau de l'équité salariale.

(6) S'il est donné un avis aux termes du Enquête et paragraphe (5):

- a) l'article 16 s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si l'agent de révision avait reçu l'avis visé à l'alinéa 16 (1) a) ou 16 (1) b);
- b) l'article 22 s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si une personne avait déposé, auprès de la Commission, une plainte concernant la possibilité d'utiliser, dans les circonstances, la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre ou la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle;
- c) l'article 23 s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si la Commission avait reçu une plainte concernant la possibilité d'utiliser, dans les circonstances, la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre ou la

(d) subsection 24 (1) applies.

Proportional value comparison method

- **21.3**—(1) Pay equity is achieved for a female job class under the proportional value method of comparison,
 - (a) when the class is compared with a representative male job class or representative group of male job classes in accordance with this section; and
 - (b) when the job rate for the class bears the same relationship to the value of the work performed in the class as the job rate for the male job class bears to the value of the work performed in that class or as the job rates for the male job classes bear to the value of the work performed in those classes, as the case may be.

Comparisons required

- (2) Comparisons required by this section,
- (a) for job classes inside a bargaining unit shall be made between job classes in the unit; and
- (b) for job classes outside any bargaining unit shall be made between job classes that are outside any bargaining unit.

Same

(3) If, after applying subsection (2), no representative male job class or classes is found to compare to the female job class, the female job class shall be compared to a representative male job class elsewhere in the establishment or to a representative group of male job classes throughout the establishment.

Comparison system

(4) The comparisons shall be carried out using a gender-neutral comparison system.

Group of jobs

(5) Subsections 6 (6) to (10) apply, with necessary modifications, to the proportional value method of comparison.

Amended pay equity plans

21.4-(1) If a pay equity plan prepared under Part II for an establishment does not achieve pay equity for all the female job méthode de comparaison de la valeur proportionnelle;

- d) le paragraphe 24 (1) s'applique.
- 21.3 (1) L'équité salariale est atteinte à Méthode de l'égard d'une catégorie d'emplois à prédomi- de la valeur nance féminine selon la méthode de compa-proportionraison de la valeur proportionnelle :

comparaison

- a) d'une part, lorsque la catégorie est comparée avec une catégorie représentative d'emplois à prédominance masculine ou avec un groupe représentatif de catégories d'emplois à prédominance masculine conformément au présent article;
- b) d'autre part, lorsque le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie est le même que le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie d'emplois à prédominance masculine et la valeur du travail accompli dans cette catégorie ou le rapport entre les taux de catégorie reliés aux catégories d'emplois à prédominance masculine et la valeur du travail accompli dans ces catégories, selon le cas.
- (2) Les comparaisons qu'exige le présent Comparaisons article:

obligatoires

- a) à l'égard des catégories d'emplois dont les membres appartiennent à une unité de négociation sont établies entre les catégories d'emplois dont les membres appartiennent à l'unité de négociation;
- b) à l'égard des catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent à aucune unité de négociation sont établies entre les catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent à aucune unité de négociation.
- (3) Si, après l'application du paragraphe Idem (2), il n'est trouvé aucune catégorie représentative d'emplois à prédominance masculine qui puisse être comparée à la catégorie d'emplois à prédominance féminine, celle-ci est comparée à une catégorie représentative d'emplois à prédominance masculine ailleurs dans l'établissement ou à un groupe représentatif de catégories d'emplois à prédominance masculine de tout l'établissement.

(4) Les comparaisons sont établies selon Système de un système non sexiste de comparaison.

- (5) Les paragraphes 6 (6) à (10) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la méthode de comparaison de la valeur pro-
- 21.4 (1) Si un programme d'équité sala- Programmes riale élaboré aux termes de la partie II pour riale modifiés un établissement ne permet pas d'atteindre

portionnelle.

comparaison

Groupe d'em-

classes at the establishment, the employer shall amend the plan to the extent necessary to achieve pay equity in accordance with this Part.

Same

(2) Subject to subsection 21.2 (2), an employer may, with the agreement of the bargaining agent, if any, replace a pay equity plan prepared under Part II with another plan prepared under this Part using the proportional value method of comparison.

Plan binding

21.5-(1) A pay equity plan prepared or amended under this Part binds the employer and the employees to whom the plan applies and their bargaining agent, if any.

Plan to prevail

(2) A pay equity plan prepared or amended under this Part prevails over all relevant collective agreements and the adjustments to rates of compensation required by the plan shall be deemed to be incorporated into and form part of the relevant collective agreements.

Contents of plans

21.6—(1) A pay equity plan prepared or amended under this Part must contain the information required by this section.

Same

(2) Subsections 13 (1) and (2) apply, with necessary modifications, with respect to a pay equity plan prepared or amended under this Part.

Method of comparison

- (3) The plan must,
- (a) state, for each female job class, what method of comparison has been used to determine whether pay equity exists:
- (b) describe the methodology used for the calculations required by the proportional value method of comparison;
- (c) describe any amendments to be made to the pay equity plan prepared under

Requirement to post plans

21.7 The employer shall post a copy of each pay equity plan prepared or amended under this Part in the workplace not later than six months after this section comes into force.

Bargaining employees

21.8 Sections 14, 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to a pay equity plan that is prepared or amended under this Part for employees in a bargaining unit.

l'équité salariale à l'égard de toutes les catégories d'emplois à prédominance féminine de l'établissement, l'employeur modifie le programme de façon à atteindre l'équité salariale conformément à la présente partie.

(2) Sous réserve du paragraphe 21.2 (2), Idem l'employeur peut, avec l'accord de l'agent négociateur, le cas échéant, remplacer un programme d'équité salariale élaboré aux termes de la partie II par un autre programme élaboré aux termes de la présente partie au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle.

21.5 (1) Le programme d'équité salariale Le proélaboré ou modifié aux termes de la présente les parties partie lie l'employeur et les employés auxquels il s'applique ainsi que leur agent négociateur, le cas échéant.

(2) Le programme d'équité salariale éla- Le proboré ou modifié aux termes de la présente porte partie l'emporte sur toute convention collective pertinente. Les rajustements des taux de rétribution qu'exige le programme sont réputés incorporés aux conventions collectives pertinentes et en faire partie intégrante.

21.6 (1) Le programme d'équité salariale Contenu des élaboré ou modifié aux termes de la présente partie doit contenir les renseignements exigés par le présent article.

(2) Les paragraphes 13 (1) et (2) s'appli- Idem quent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du programme d'équité salariale élaboré ou modifié aux termes de la présente

(3) Le programme doit :

Méthode de comparaison

- a) indiquer, à l'égard de chaque catégorie d'emplois à prédominance féminine, la méthode de comparaison utilisée pour déterminer si l'équité salariale existe;
- b) décrire la méthode utilisée pour effectuer les calculs exigés par la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle;
- c) décrire les modifications à apporter au programme d'équité salariale élaboré aux termes de la partie II.
- 21.7 L'employeur affiche sur les lieux de Affichage travail une copie de chaque programme des programd'équité salariale élaboré ou modifé aux ter- mes mes de la présente partie, au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent article.

21.8 Les articles 14, 16 et 17 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du une unité de programme d'équité salariale élaboré ou négociation modifié aux termes de la présente partie qui est destiné aux employés appartenant à une unité de négociation.

Non-bargaining unit employees

21.9-(1) This section applies with respect to pay equity plans prepared or amended under this Part for employees who are not in a bargaining unit.

Review period

(2) Employees shall have until the ninetieth day after the plan is posted to review it and submit comments to the employer on the plan or, if the plan is an amended plan, the amendments to the plan.

Application of certain provisions

(3) Subsections 15 (2), (3) and (5) to (8) and sections 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

Date of first compensation adjustments

21.10-(1) If a pay equity plan is prepared or amended under this Part, the employer shall make the first adjustments in compensation in respect of the new or amended portions of the plan,

- (a) in the case of employers in the private sector with 100 or more employees, effective as of the 1st day of January, 1993;
- (b) in the case of employers in the public sector, effective as of the 1st day of January, 1993;
- (c) in the case of employers in the private sector with at least fifty but fewer than 100 employees, effective as of the 1st day of January, 1993;
- (d) in the case of employers in the private sector with at least ten but fewer than fifty employees, on or before the 1st day of January, 1994.

Same

(2) An employer described in clause (1) (a), (b) or (c) shall make the first payment in respect of the first adjustment within six months after the coming into force of this Part.

Application of certain provisions

(3) Subsections 13 (3) to (8) apply, with necessary modifications, to compensation payable under a pay equity plan prepared or amended under this Part.

Deemed compliance

(4) Every employer who prepares or amends a pay equity plan under this Part and implements it shall be deemed not to be in contravention of subsection 7 (1) with respect to those employees covered by the plan or plans that apply to the employees but only with respect to those compensation practices that existed immediately before the 1st day of January, 1993.

21.9 (1) Le présent article s'applique à Employés l'égard des programmes d'équité salariale élaborés ou modifiés aux termes de la pré- unité de sente partie qui sont destinés aux employés n'appartenant à aucune unité de négociation.

négociation

Période (2) Les employés ont jusqu'au quatred'examen vingt-dixième jour qui suit la date d'affichage

(3) Les paragraphes 15 (2), (3) et (5) à (8) et les articles 16 et 17 s'appliquent, avec les dispositions adaptations nécessaires, à l'égard du programme.

du programme pour l'examiner et pour présenter leurs observations à l'employeur au

sujet du programme ou, si celui-ci a été

modifié, au sujet des modifications.

Application

21.10 (1) Si un programme d'équité Date des presalariale est élaboré ou modifié aux termes ments de la présente partie, les premiers rajustements de la rétribution à l'égard du nouveau programme ou des parties modifiées du programme effectués par l'employeur prennent effet:

- a) dans le cas d'employeurs du secteur privé qui ont au moins 100 employés à leur service, le 1er janvier 1993;
- b) dans le cas d'employeurs du secteur public, le 1er janvier 1993;
- c) dans le cas d'employeurs du secteur privé qui ont au moins cinquante, mais moins de 100 employés à leur service, le 1er janvier 1993;
- d) dans le cas d'employeurs du secteur privé qui ont au moins dix, mais moins de cinquante employés à leur service, le 1er janvier 1994 ou à une date antérieure.
- (2) L'employeur décrit à l'alinéa (1) a), b) Idem ou c) effectue le premier versement à l'égard du premier rajustement dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente partie.

(3) Les paragraphes 13 (3) à (8) s'appli- Application quent, avec les adaptations nécessaires, à la dispositions rétribution payable en vertu d'un programme d'équité salariale élaboré ou modifié aux termes de la présente partie.

de certaines

(4) L'employeur qui élabore ou modifie Conformité un programme d'équité salariale aux termes de la présente partie et le met en oeuvre est réputé ne pas contrevenir au paragraphe 7 (1) en ce qui concerne les employés visés par le programme ou les programmes qui s'appliquent aux employés, mais seulement en ce qui a trait aux pratiques de rétribution qui existaient immédiatement avant le 1er janvier 1993.

réputée

13. The Act is further amended by adding the following Part:

PART III.2 PROXY METHOD OF COMPARISON

Definitions

21.11—(1) In this Part,

"key female job class" means,

- (a) the female job class in a seeking employer's establishment having the greatest number of employees in that establishment, or
- (b) any other female job class in the establishment whose duties are essential to the delivery of the service provided by the employer; ("catégorie clé d'emplois à prédominance féminine")

"pay equity job rate" means,

- (a) in relation to a female job class in a proxy establishment, the job rate that would be required for that class if pay equity were to be achieved for the class as of the 1st day of January, 1994, and
- (b) in relation to a key female job class of the seeking employer, the job rate that would be required for that class if the job rate were to bear the same relationship to the value of the work performed in that class as the pay equity job rates for the female job classes in the proxy establishment with which the key female job class is compared bear to the value of the work performed in those female job classes in the proxy establishment; ("taux de catégorie relatif à l'équité salariale")
- "potential proxy employer" means, in relation to a seeking employer, an employer of a potential proxy establishment for that seeking employer; ("employeur éventuel de l'extérieur")
- "potential proxy establishment" means, in relation to a seeking employer, an establishment that is eligible to be selected as the proxy establishment for that seeking employer; ("établissement éventuel de l'extérieur")
- "proxy employer" means an employer of a proxy establishment; ("employeur de l'extérieur")
- "proxy establishment" means an establishment whose female job classes are compared with female job classes of a seeking employer using the proxy method of comparison; ("établissement de l'extérieur")
- "seeking employer" means an employer in respect of whom a review officer has

13 La Loi est modifiée en outre par adjonction de la partie suivante :

PARTIE III.2 MÉTHODE DE COMPARAISON AVEC DES ORGANISATIONS DE L'EXTÉRIEUR

21.11 (1) Les définitions qui suivent Définitions s'appliquent à la présente partie.

«catégorie clé d'emplois à prédominance féminine» S'entend :

- a) soit de la catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement d'un employeur intéressé qui comprend le plus grand nombre d'employés dans cet établissement,
- b) soit de toute autre catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement dont les fonctions sont essentielles à la prestation du service fourni par l'employeur. («key female job class»)
- «employeur de l'extérieur» Employeur d'un établissement de l'extérieur. («proxy employer»)
- «employeur éventuel de l'extérieur» Relativement à un employeur intéressé, l'employeur d'un établissement éventuel de l'extérieur pour cet employeur intéressé. («potential proxy employer»)
- «employeur intéressé» Employeur à l'égard duquel un agent de révision a donné un ordre aux termes du paragraphe 21.12 (2). («seeking employer»)
- «établissement de l'extérieur» Établissement dont les catégories d'emplois à prédominance féminine sont comparées avec les catégories d'emplois à prédominance féminine d'un employeur intéressé au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur. («proxy establishment»)
- «établissement éventuel de l'extérieur» Relativement à un employeur intéressé, un établissement qui est admissible à être choisi comme l'établissement de l'extérieur pour cet employeur intéressé. («potential proxy establishment»)

«taux de catégorie relatif à l'équité salariale» S'entend de ce qui suit :

- a) en ce qui concerne une catégorie d'emplois à prédominance féminine dans un établissement de l'extérieur, le taux de catégorie qui serait exigé pour cette catégorie si l'équité salariale devait être atteinte à l'égard de cette catégorie au 1er janvier 1994,
- b) en ce qui concerne une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé, le taux de caté-

issued an order under subsection 21.12 (2). ("employeur intéressé")

Proxy's information to be used

(2) For the purposes of the definition of "pay equity job rate", the pay equity job rate for a female job class of the proxy establishment is the rate indicated by the proxy employer for that class under paragraph 2 of subsection 21.17 (1).

Deemed increase in pay equity job rate

(3) If the job rate for a female job class of the seeking employer is increased by a percentage or dollar amount, and the increase is not made for the purpose of achieving pay equity, the pay equity job rate for any job class with which that female job class was compared shall be deemed to have been increased by the same percentage or dollar amount, as the case may be.

Application

21.12-(1) This Part applies to those employers who are declared, by order of a review officer, to be seeking employers for the purposes of this Part.

Order re seeking employer

- (2) A review officer may make an order declaring an employer to be a seeking employer if the employer has given notice to the Pay Equity Office under subsection 21.2 (5) and if the review officer finds,
 - (a) that the employer is a public sector employer; and
 - (b) that there is any female job class within the employer's establishment that cannot be compared to a male job class within the establishment under either the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison.

Reference to Hearings Tribunal

(3) Subsections 24 (5) and (6) apply, with necessary modifications, to an order made under subsection (2).

gorie qui serait exigé pour cette catégorie si le rapport entre le taux de catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie était le même que le rapport entre les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale reliés aux catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur avec lesquelles la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine est comparée et la valeur du travail accompli dans ces catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur. («pay equity job rate»)

(2) Pour l'application de la définition de Renseigne-«taux de catégorie relatif à l'équité salariale», ser le taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à une catégorie d'emplois à prédominance féminine de l'établissement de l'extérieur est celui que l'employeur de l'extérieur indique à l'égard de cette catégorie aux termes de la disposition 2 du paragraphe 21.17 (1).

(3) Si le taux de catégorie relié à une Augmentation catégorie d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé est augmenté d'un pourcentage ou d'un montant donné et que l'augmentation n'est pas effectuée en vue d'atteindre l'équité salariale, le taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à toute catégorie d'emplois avec laquelle cette catégorie d'emplois à prédominance féminine a été comparée est réputé avoir été augmenté du même pourcentage ou du même montant, selon le cas.

taux de catégorie relatif à l'équité sala-

21.12 (1) La présente partie s'applique Champ d'apaux employeurs que l'agent de révision déclare, au moyen d'un ordre, des employeurs intéressés pour l'application de la présente partie.

(2) L'agent de révision peut donner un ordre déclarant qu'un employeur est un intéressé employeur intéressé si l'employeur a avisé le Bureau de l'équité salariale aux termes du paragraphe 21.2 (5) et que l'agent de révision constate ce qui suit :

teur public;

- b) il existe une catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur qui ne peut être comparée à une catégorie d'emplois à prédominance masculine dans l'établissement ni selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, ni selon la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle.

a) l'employeur est un employeur du sec-

(3) Les paragraphes 24 (5) et (6) s'appli- Renvoi au quent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordre donné aux termes du paragraphe (2).

Ordre relatif à l'employeur

Systemic gender discrimination

21.13 For the purposes of this Part and despite subsection 4 (2), systemic gender discrimination in compensation shall be identified by undertaking comparisons, in terms of compensation and in terms of the value of the work performed, using the proxy method of comparison,

(a) between each key female job class in the seeking employer's establishment and female job classes in a proxy establishment; and

(b) between the female job classes in the seeking employer's establishment that are not key female job classes and the key female job classes in that establishment.

Proxy method required

21.14—(1) A seeking employer shall use the proxy method of comparison for all female job classes in an establishment.

Proxy establishment

(2) The seeking employer shall select the proxy establishment to be used for the purposes of the proxy method of comparison in accordance with the regulations.

Proxy method described

- **21.15**—(1) Pay equity is achieved for a female job class in an establishment of a seeking employer under the proxy method of comparison,
 - (a) in the case of a key female job class,
 - (i) when the class is compared with those female job classes in a proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class, and
 - (ii) when the job rate for the class bears the same relationship to the value of the work performed in the class as the pay equity job rates for the female job classes in the proxy establishment bear to the value of the work performed in those classes; and

21.13 Pour l'application de la présente Discriminapartie, et malgré le paragraphe 4 (2), le que entre les repérage de la discrimination systémique sexes entre les sexes en ce qui concerne la rétribution se fait au moven de comparaisons établies au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur, sur les plans de la rétribution et de la valeur du travail accompli:

- a) d'une part, entre chaque catégorie clé d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur intéressé et des catégories d'emplois à prédominance féminine dans un établissement de l'extérieur:
- b) d'autre part, entre les catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur intéressé qui ne sont pas des catégories clés d'emplois à prédominance féminine et les catégories clés d'emplois à prédominance féminine dans cet établissement.

21.14 (1) L'employeur intéressé utilise la Méthode obliméthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur à l'égard de toutes les catégories d'emplois à prédominance féminine dans un établissement.

de l'extérieur

(2) L'employeur intéressé choisit, confor- Établissement mément aux règlements, l'établissement de l'extérieur qui doit être utilisé dans le cadre de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.

- 21.15 (1) L'équité salariale est atteinte à Description l'égard d'une catégorie d'emplois à prédomi- méthode nance féminine dans l'établissement d'un employeur intéressé selon la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur:
 - a) dans le cas d'une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine :
 - (i) d'une part, lorsque la catégorie est comparée avec les catégories d'emplois à prédominance féminine dans un établissement de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine.
 - (ii) d'autre part, lorsque le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie est le même que le rapport entre les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale reliés aux catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de

1993

- (b) in the case of any other female job class.
 - (i) when the class has been compared with the key female job classes in the establishment of the seeking employer, and
 - (ii) when the job rate for the class bears the same relationship to the value of the work performed in the class as the pay equity job rates for the key female job classes bear to the value of the work performed in those classes.

Comparison methods

- (2) The comparisons referred to in subsection (1) shall be carried out using the proportional value method of comparison,
 - (a) in the case of a comparison under clause (1) (a), as if the female job classes in the proxy establishment were male job classes of the seeking employer; and
 - (b) in the case of a comparison under clause (1) (b), as if the key female job classes of the seeking employer were male job classes of the seeking employer.

Comparison system

(3) The comparisons shall be carried out using a gender-neutral comparison system.

Bargaining

(4) Comparisons under this section for a key female job class in a bargaining unit of the seeking employer shall be made with job classes in a bargaining unit of the proxy establishment unless the seeking employer and the bargaining agent for the employees in the key female job class agree otherwise.

If no classes

(5) For the purpose of making comparisons under clause (1) (a), if there is no female job class in the proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class of the seeking employer, the comparison shall be made with a group of female job classes in the proxy establishment selected by the

l'extérieur et la valeur du travail accompli dans ces catégories;

- b) dans le cas de toute autre catégorie d'emplois à prédominance féminine :
 - (i) d'une part, lorsque la catégorie a été comparée avec les catégories clés d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur intéressé,
 - (ii) d'autre part, lorsque le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie est le même que le rapport entre les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale reliés aux catégories clés d'emplois à prédominance féminine et la valeur du travail accompli dans ces catégo-

(2) Les comparaisons visées au paragraphe Méthodes de (1) sont établies au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle comme si:

- a) dans le cas de la comparaison visée à l'alinéa (1) a), les catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur étaient des catégories d'emplois à prédominance masculine de l'employeur intéressé;
- b) dans le cas de la comparaison visée à l'alinéa (1) b), les catégories clés d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé étaient des catégories d'emplois à prédominance masculine de l'employeur intéressé.
- (3) Les comparaisons sont établies au Système de moyen d'un système non sexiste de comparaison.

comparaison

Unité de

négociation

- (4) Les comparaisons visées au présent article à l'égard d'une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine dont les membres appartiennent à une unité de négociation de l'employeur intéressé sont établies avec les catégories d'emplois dont les membres appartiennent à une unité de négociation de l'établissement de l'extérieur à moins que l'employeur intéressé et l'agent négociateur des employés compris dans la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine ne conviennent du contraire.
- (5) Aux fins de l'établissement des comparaisons visées à l'alinéa (1) a), s'il n'existe semblable aucune catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé, la comparaison est établie avec un groupe de catégories d'emplois à

Absence de

proxy employer in accordance with subsections 21.17 (4) to (6).

Group of

(6) Subsections 6 (6) to (10) apply, with necessary modifications, to the proxy method of comparison.

Combined establishments

- **21.16**—(1) Two or more seeking employers may agree that, for the purposes of a pay equity plan under this Part, all their employees constitute a single establishment,
 - (a) if the seeking employers are in the same geographic division; or
 - (b) if the seeking employers are otherwise entitled to agree under section 2,

and the employers shall be considered to be a single employer.

Limitations

(2) The circumstances in which seeking employers may enter into an agreement under clause (1) (a) may be limited by regulation.

Exception

(3) If any of the employees to be covered by a plan referred to in subsection (1) have a bargaining agent, an agreement made under that subsection is not effective unless the bargaining agent joins the agreement.

Employers to implement plans

(4) Even though the employees of two or more seeking employers are considered to be one establishment under subsection (1), each employer is responsible for implementing and maintaining the pay equity plan with respect to that employer's employees.

Obtaining information from potenemployers

- 21.17—(1) For the purpose of making a comparison for a key female job class using the proxy method, a seeking employer may request any potential proxy employer to provide it with the following information relating to a potential proxy establishment of the potential proxy employer:
 - 1. Information about the duties and responsibilities of each female job class in the potential proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class of the seeking employer.
 - 2. The pay equity job rate for each female job class in the potential proxy

prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur qui sont choisies par l'employeur de l'extérieur conformément aux paragraphes 21.17 (4) à (6).

(6) Les paragraphes 6 (6) à (10) s'appli- Groupe d'emquent, avec les adaptations nécessaires, à la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.

21.16 (1) Deux employeurs intéressés ou Établisse-

ments combi-

- plus peuvent convenir qu'aux fins d'un programme d'équité salariale visé par la présente partie, tous leurs employés ne constituent qu'un seul établissement si, selon le
 - a) les employeurs intéressés sont dans la même zone géographique;
 - b) les employeurs intéressés ont le droit de conclure une convention aux termes de l'article 2.

Les employeurs sont alors réputés un seul employeur.

- (2) Les circonstances dans lesquelles les Restrictions employeurs intéressés peuvent conclure une convention aux termes de l'alinéa (1) a) peuvent être restreintes par règlement.
- (3) Si des employés auxquels doit s'appli- Exception quer un programme visé au paragraphe (1) sont représentés par un agent négociateur, la convention conclue aux termes de ce paragraphe ne prend effet que si l'agent négociateur devient partie à la convention.
- (4) Même si les employés de deux Les employeurs intéressés ou plus sont considérés comme un seul établissement aux termes du sables des paragraphe (1), chaque employeur est res- programmes ponsable de la mise en oeuvre et du maintien du programme d'équité salariale à l'égard de ses employés.
- 21.17 (1) Aux fins de l'établissement d'une comparaison à l'égard d'une catégorie ments des clé d'emplois à prédominance féminine au employeurs moyen de la méthode de comparaison avec eventueis l'extérieur des organisations de l'extérieur, l'employeur intéressé peut demander à tout employeur éventuel de l'extérieur de lui fournir les renseignements suivants concernant un établissement éventuel de l'extérieur de l'employeur éventuel de l'extérieur :
 - 1. Des renseignements sur les fonctions et les responsabilités de chacune des catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement éventuel de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé.
 - 2. Le taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à chacune des catégories

employeurs

Obtention de éventuels de

establishment referred to in paragraph 1.

- 3. The total cost of benefits provided to or for the benefit of the employees of the potential proxy establishment, expressed as a percentage of the total amount of all wages and salaries paid to those employees.
- 4. Such other information as may be prescribed in the regulations.

Request

- (2) The potential proxy employer shall provide the requested information if,
 - (a) the request is made in writing;
 - (b) the request is accompanied by a copy of the order issued under subsection 21.12 (2);
 - (c) the request is accompanied by an organization chart showing the reporting relationships for all job classes of the seeking employer;
 - (d) the request contains a detailed description, in a form approved by the Commission, of the duties and responsibilities of the key female job class of the seeking employer that is to be compared using the proxy method;
 - (e) the request contains such additional information as may be prescribed in the regulations;
 - (f) the request is signed by the employer or a partner of the employer, or, if the employer is a corporation, if the request is accompanied by a copy of a resolution of the corporation's board of directors resolving that the corporation make the request and by a certificate of an officer of the corporation certifying that the copy is a true copy; and
 - (g) if the members of the key female job class of the seeking employer have a bargaining agent,
 - (i) the request is signed by the bargaining agent, and
 - (ii) it indicates whether the seeking employer and the bargaining agent have agreed that the class may be compared to job classes that are not in a bargaining unit of the establishment that is

- d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement éventuel de l'extérieur visé à la disposition 1.
- 3. Le coût total des avantages fournis aux employés de l'établissement éventuel de l'extérieur ou à leur profit, exprimé en pourcentage du montant total de tous les salaires et traitements versés à ces employés.
- 4. Les autres renseignements prescrits par les règlements.
- (2) L'employeur éventuel de l'extérieur Demande fournit les renseignements demandés si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la demande est faite par écrit;
- b) la demande est accompagnée d'une copie d'un ordre donné aux termes du paragraphe 21.12 (2);
- c) la demande est accompagnée d'un organigramme indiquant les rapports hiérarchiques pour toutes les catégories d'emplois de l'employeur intéressé:
- d) la demande contient une description détaillée, rédigée selon la formule approuvée par la Commission, des fonctions et des responsabilités de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé qui doit être comparée au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur;
- e) la demande contient les renseignements supplémentaires prescrits par les règlements;
- f) la demande est signée par l'employeur ou par un associé de l'employeur ou, si l'employeur est une personne morale, elle est accompagnée d'une copie d'une résolution du conseil d'administration de la personne morale enjoignant à la personne morale de faire la demande et d'un certificat d'un dirigeant de la personne morale attestant que la copie est une copie conforme;
- g) si les membres de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé sont représentés par un agent négociateur :
 - (i) d'une part, la demande est signée par l'agent négociateur,
 - (ii) d'autre part, la demande indique si l'employeur intéressé et l'agent négociateur ont convenu que la catégorie peut être comparée à des catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent pas à une unité de négociation de l'éta-

selected as the proxy establish-

Response

(3) An employer who is required to provide information under subsection (2) shall do so within sixty days after receiving the request.

If no classes similar

(4) If there is no female job class in the potential proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class of the seeking employer, the potential proxy employer shall provide the information for a group of female job classes in the potential proxy establishment selected by the potential proxy employer in accordance with subsections (5) and (6).

Representative range

(5) Subject to subsection (6), the group of female job classes selected under subsection (4) shall consist of classes whose pay equity job rates are representative of the range of pay equity job rates in the potential proxy establishment.

Bargaining

(6) If the key female job class referred to in subsection (4) is in a bargaining unit, the group of classes selected by the potential proxy employer must be in a bargaining unit of that employer unless the seeking employer and the bargaining agent for the employees in the key female job class have agreed that the class may be compared to job classes that are not in a bargaining unit of the establishment that is selected as the proxy establishment.

Confidentiality

(7) The seeking employer, an employee of the seeking employer or a bargaining agent for such an employee shall use the information provided by a potential proxy employer only for the purposes of this Act.

Offence

(8) Every person who contravenes subsection (7) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual, and not more than \$50,000 in any other case.

Parties to an offence

(9) If a corporation or bargaining agent contravenes subsection (7), every officer, official or agent of the corporation or bargaining agent who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is party to and guilty of the offence and, on conviction,

blissement choisi comme établissement de l'extérieur.

(3) L'employeur qui est tenu de fournir Délai des renseignements aux termes du paragraphe (2) les fournit dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande.

(4) S'il n'existe aucune catégorie d'emplois Absence de à prédominance féminine dans l'établissement éventuel de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé, l'employeur éventuel de l'extérieur fournit les renseignements relatifs à un groupe de catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement éventuel de l'extérieur qui sont choisies par l'employeur éventuel de l'extérieur conformément aux paragraphes (5) et (6).

(5) Sous réserve du paragraphe (6), le Gamme groupe de catégories d'emplois à prédominance féminine qui sont choisies aux termes du paragraphe (4) se compose de catégories dont les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale sont représentatifs de la gamme des taux de catégorie relatifs à l'équité salariale dans l'établissement éventuel de l'extérieur.

représentative

(6) Si les membres de la catégorie clé Unité de d'emplois à prédominance féminine visée au paragraphe (4) appartiennent à une unité de négociation, les membres du groupe de catégories qui sont choisies par l'employeur éventuel de l'extérieur doivent appartenir à une unité de négociation de cet employeur à moins que l'employeur intéressé et l'agent négociateur des employés compris dans la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine n'aient convenu que la catégorie peut être comparée à des catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent pas à une unité de négociation de l'établissement qui est choisi comme établissement de l'exté-

(7) L'employeur intéressé, un employé de Confidential'employeur intéressé ou l'agent négociateur de cet employé n'utilise les renseignements fournis par un employeur éventuel de l'extérieur que pour l'application de la présente loi.

- (8) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (7) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une personne physique, et d'au plus 50 000 \$ dans les autres cas.
- (9) Si une personne morale ou un agent Parties à l'innégociateur contreviennent au paragraphe (7), le dirigeant, le délégué ou le mandataire de la personne morale ou de l'agent négociateur qui autorise ou permet la contravention ou y consent est partie à l'infraction, en est

is liable to the penalty provided for the offence whether or not the corporation or bargaining agent has been prosecuted or convicted.

Bargaining agent

(10) A prosecution for an offence created by subsection (8) may be instituted against a bargaining agent in its own name.

Consent

(11) No prosecution for an offence created by subsection (8) shall be instituted except with the consent in writing of the Hearings Tribunal.

Pay equity plan

21.18—(1) Every seeking employer shall prepare a pay equity plan to provide for pay equity using the proxy method of comparison.

Contents

- (2) The plan must do the following:
- 1. Identify the establishment to which the plan applies.
- 2. Identify the key female job classes of the seeking employer.
- 3. Identify the proxy employer and the proxy establishment.
- 4. Identify the female job classes in the proxy establishment with which the key female job classes of the seeking employer were compared and set out their pay equity job rates.
- 5. Identify the female job classes in the seeking employer that are not key female job classes and that were compared with the key female job classes.
- 6. Describe the gender-neutral comparison system used for the purpose of making the comparisons.
- 7. Describe the methodology used for the calculations required by the comparisons.
- 8. Set out the value of the work performed in each job class that was compared with another job class.
- 9. Set out the results of the comparisons.
- 10. Identify all positions that are excluded in determining whether a job class is a female job class or a male job class and that are not to be included in any compensation adjustments under the

coupable et, sur déclaration de culpabilité, est passible de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ou l'agent négociateur aient été ou non poursuivis ou déclarés coupables de l'infraction.

(10) Une poursuite relative à une infrac- Agent négotion créée par le paragraphe (8) peut être intentée contre l'agent négociateur en tant que tel.

(11) Il ne peut être intenté de poursuite Consentement relative à une infraction créée par le paragraphe (8) sans le consentement écrit du Tribu-

21.18 (1) Chaque employeur intéressé Programme élabore un programme d'équité salariale riale visant à assurer l'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.

d'équité sala-

(2) Le programme doit faire ce qui suit :

Contenu

- 1. Il repère l'établissement auquel il s'applique.
- 2. Il repère les catégories clés d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé.
- 3. Il repère l'employeur de l'extérieur et l'établissement de l'extérieur.
- 4. Il repère les catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur avec lesquelles les catégories clés d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé ont été comparées et fixe leurs taux de catégorie relatifs à l'équité salariale.
- 5. Il repère les catégories d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé qui ne sont pas des catégories clés d'emplois à prédominance féminine et qui ont été comparées avec les catégories clés d'emplois à prédominance féminine.
- 6. Il expose le système non sexiste de comparaison utilisé afin d'établir les comparaisons.
- 7. Il expose la méthode utilisée pour effectuer les calculs qu'exigent les comparaisons.
- 8. Il détermine la valeur du travail accompli dans chaque catégorie d'emplois qui a été comparée avec une autre.
- 9. Il énonce les résultats des comparai-
- 10. Il repère tous les postes qui sont exclus lorsqu'il est déterminé si une catégorie d'emplois est une catégorie d'emplois à prédominance féminine ou une catégorie d'emplois à prédomi-

plan by virtue of subsection 8 (3), and set out the reasons for relying on that subsection.

- 11. With respect to all female job classes for which pay equity does not exist according to the comparisons, indicate how the compensation in those job classes will be adjusted to achieve pay equity.
- 12. Set out the date on which the first adjustments in compensation will be made under the plan, which date shall be not later than one year after this section comes into force.

Plan binding

(3) A pay equity plan prepared under this Part binds the employer and the employees to whom the plan applies and their bargaining agent, if any.

Plan to prevail

(4) A pay equity plan prepared under this Part prevails over all relevant collective agreements and the adjustments to rates of compensation required by the plan shall be deemed to be incorporated into and form part of the relevant collective agreements.

Requirement to post plan

21.19 An employer required to prepare a pay equity plan under this Part shall post a copy of it in the workplace within six months after this section comes into force.

Bargaining unit employees

21.20 Sections 14, 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to a pay equity plan that is prepared under this Part for employees in a bargaining unit.

Non-bargaining unit employees

21.21-(1) This section applies with respect to pay equity plans prepared under this Part for employees who are not in a bargaining unit.

Review period

(2) The employees shall have until the ninetieth day after the plan is posted to review it and submit comments to the employer on the plan.

Application of certain provisions

(3) Subsections 14 (1) and 15 (2), (3) and (5) to (8) and sections 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to the

Compensation adjustments

21.22—(1) A seeking employer shall make the first adjustments in compensation in respect of a pay equity plan prepared

nance masculine et qui ne doivent pas être inclus dans les rajustements de la rétribution effectués en vertu du programme du fait du paragraphe 8 (3), et énonce les motifs pour lesquels ce paragraphe est invoqué.

- 11. Il indique, à l'égard de toutes les catégories d'emplois à prédominance féminine où l'équité salariale n'existe pas conformément aux comparaisons établies, en quoi consiste le mode de rajustement de la rétribution choisi pour atteindre l'équité salariale.
- 12. Il énonce la date à laquelle seront effectués les premiers rajustements de la rétribution en vertu du programme, laquelle ne peut se situer plus d'un an après l'entrée en vigueur du présent article.

(3) Le programme d'équité salariale éla- Le proboré aux termes de la présente partie lie les parties l'employeur et les employés auxquels il s'applique ainsi que leur agent négociateur, le cas échéant.

(4) Le programme d'équité salariale éla- Le proboré aux termes de la présente partie l'emporte sur toute convention collective pertinente. Les rajustements des taux de rétribution qu'exige le programme sont réputés incorporés aux conventions collectives pertinentes et en faire partie intégrante.

21.19 L'employeur qui est tenu d'élabo- Affichage du rer un programme d'équité salariale aux termes de la présente partie affiche une copie du programme sur les lieux de travail dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.

21.20 Les articles 14, 16 et 17 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une unité de l'égard du programme d'équité salariale éla- négociation boré aux termes de la présente partie qui est destiné aux employés appartenant à une unité de négociation.

21.21 (1) Le présent article s'applique à l'égard des programmes d'équité salariale élaborés aux termes de la présente partie qui unité de sont destinés aux employés n'appartenant à aucune unité de négociation.

Employés n'appartenant négociation

(2) Les employés ont jusqu'au quatrevingt-dixième jour qui suit la date d'affichage du programme pour l'examiner et pour présenter leurs observations à l'employeur à son sujet.

- (3) Les paragraphes 14 (1) et 15 (2), (3) et Champ d'ap-(5) à (8) et les articles 16 et 17 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du positions programme.
- 21.22 (1) Les premiers rajustements de Rajustements la rétribution qu'effectue l'employeur intéressé à l'égard d'un programme d'équité sala-

under this Part effective as of the 1st day of January, 1994.

Application of certain provisions

(2) Subsections 13 (3) to (6) and (8) apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

Deemed increase in pay equity iob rate

(3) Despite subsections 13 (3) to (6), a seeking employer shall increase the job rate for a female job class for which pay equity has not been achieved by the dollar amount of any deemed increase in the pay equity job rate for the job class with which the female job class of the seeking employer was compared that is required by subsection 21.11 (3). This increase shall be made before any adjustments required by subsection 13 (3), (4) or (5) are made.

Deemed compliance

(4) Every employer who prepares and implements a pay equity plan under this Part shall be deemed not to be in contravention of subsection 7 (1) with respect to those employees covered by the plan or plans that apply to the employees but only with respect to those compensation practices that existed immediately before the 1st day of January, 1994.

Orders for information

- 21.23-(1) A review officer or the Hearings Tribunal may order,
 - (a) a proxy employer or a potential proxy employer to provide to a seeking employer any information that the proxy employer or potential proxy employer is required to provide by this Act or the regulations;
 - (b) a seeking employer to provide to a proxy employer or a potential proxy employer any information that the seeking employer is required to provide by this Act or the regulations.

Compliance

(2) An employer or a bargaining agent shall comply with an order issued under subsection (1) within the time indicated in the order.

Reference to Hearings Tribunal

(3) Subsections 24 (5) and (6) apply, with necessary modifications, to an order issued by a review officer under subsection (1).

- 14.-(1) Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out "Part II" in the third line and substituting "Part II, III.1 or III.2".
- (2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same (2.1) If a review officer is of the opinion that because of changed circumstances a pay riale élaboré aux termes de la présente partie prennent effet le 1er janvier 1994.

(2) Les paragraphes 13 (3) à (6) et (8) Champ d'aps'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du programme.

plication de certaines dispositions

(3) Malgré les paragraphes 13 (3) à (6), l'employeur intéressé ajoute au taux de catégorie relié à une catégorie d'emplois à prédominance féminine à l'égard de laquelle l'équité salariale n'a pas été atteinte le montant donné de toute augmentation réputée du taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à la catégorie d'emplois avec laquelle la catégorie d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé a été comparée qui est exigée par le paragraphe 21.11 (3). Cette augmentation a lieu avant que ne soient effectués les rajustements exigés par le paragraphe 13 (3), (4) ou (5).

Augmentation taux de catégorie relatif à l'équité sala-

(4) L'employeur qui élabore et met en oeuvre un programme d'équité salariale aux termes de la présente partie est réputé ne pas contrevenir au paragraphe 7 (1) en ce qui concerne les employés visés par le programme ou les programmes qui s'appliquent aux employés, mais seulement en ce qui a trait aux pratiques de rétribution qui existaient immédiatement avant le 1er janvier 1994.

Conformité

21.23 (1) L'agent de révision ou le Tri-Renseignebunal peut ordonner:

- a) à l'employeur de l'extérieur ou à l'employeur éventuel de l'extérieur de fournir à l'employeur intéressé les renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir;
- b) à l'employeur intéressé de fournir à l'employeur de l'extérieur ou à l'employeur éventuel de l'extérieur les renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir.
- (2) L'employeur ou l'agent négociateur Conformité doit se conformer à l'ordre donné ou à l'ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) dans le délai qui y est indiqué.

(3) Les paragraphes 24 (5) et (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordre donné par un agent de révision aux termes du paragraphe (1).

Renvoi au Tribunal

- 14 (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «partie II» aux troisième et quatrième lignes, de «partie II, III.1 ou III.2».
- (2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (2.1) S'il est d'avis qu'en raison d'un chan- Idem gement de la situation, un programme

equity plan is no longer appropriate, the officer may order the employer to amend the plan in such manner as is set out in the order or to take such steps with a view to amending the plan as are set out in the order.

(3) Subsection 24 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

- (3) If a review officer is of the opinion that there has been a contravention of this Act by an employer, employee or bargaining agent, the officer may order the employer, employee or bargaining agent to take such steps to comply with the Act as are set out in the order.
- (4) Subsection 24 (4) of the Act is amended by adding at the end "or a posting date that is later than the one provided under section 21.7 or 21.19".
- (5) Section 24 of the Act is further amended by adding the following subsections:

Same

(5.1) The Pay Equity Office shall be deemed to be the applicant for a reference under subsection (5).

Same

(5.2) On a reference under subsection (5), the Hearings Tribunal shall not consider the merits of the order that is the subject of the reference.

Burden of proving compliance

- (5.3) On a reference under subsection (5), the person against whom the order was made has the burden of proving that he, she or it has complied with the order.
- 15.—(1) Section 25 of the Act is amended by adding the following subsection:

Reference stayed

- (1.1) A reference under subsection 24 (5) respecting an order shall not proceed if the Hearings Tribunal has confirmed, varied or revoked the order following a hearing requested under subsection 23 (4) or 24 (6).
- (2) Clause 25 (2) (a) of the Act is amended by striking out "Part II" in the third line and substituting "Part II, III.1 or III.2".
- (3) Clause 25 (2) (c) of the Act is amended by inserting after "compensation" in the third line "or has failed to make an adjustment in accordance with subsection 21.2 (2)".
- (4) Subsection 25 (2) of the Act is amended by adding the following clause:
- (e.1) may determine whether a sale of a business has occurred.
- (5) Subsection 25 (4) of the Act is amended by striking out "Part II, except section 16, applies" in the first line and substituting "Parts II, III.1 and III.2, apply".

d'équité salariale ne convient plus, l'agent de révision peut ordonner à l'employeur de modifier le programme de la manière énoncée dans son ordre ou de prendre les mesures énoncées dans son ordre en vue de modifier le programme.

- (3) Le paragraphe 24 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (3) S'il est d'avis qu'un employeur, un Idem employé ou un agent négociateur a contrevenu à la présente loi, l'agent de révision peut ordonner à l'employeur, à l'employé ou à l'agent négociateur de prendre les mesures énoncées dans son ordre aux fins de se conformer à la Loi.
- (4) Le paragraphe 24 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «ou une date d'affichage postérieure à celle que prévoit l'article 21.7 ou 21.19».
- (5) L'article 24 de la Loi est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants:
- (5.1) Le Bureau de l'équité salariale est Idem réputé être le requérant lors d'un renvoi visé au paragraphe (5).
- (5.2) Lors d'un renvoi visé au paragraphe Idem (5), le Tribunal ne doit pas examiner le bienfondé de l'ordre qui fait l'objet du renvoi.
- (5.3) Lors d'un renvoi visé au paragraphe Fardeau de la (5), il incombe à la personne contre qui l'ordre a été donné de prouver qu'elle s'y est conformée.

- 15 (1) L'article 25 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (1.1) Il n'est pas donné suite au renvoi Renvoi susvisé au paragraphe 24 (5) à l'égard d'un ordre si le Tribunal a confirmé, modifié ou révoqué l'ordre à la suite d'une audience demandée en vertu du paragraphe 23 (4) ou
- (2) L'alinéa 25 (2) a) de la Loi est modifié par substitution, à «partie II» à la sixième ligne, de «partie II, III.1 ou III.2».
- (3) L'alinéa 25 (2) c) de la Loi est modifié par insertion, après «rétribution» à la troisième ligne, de «ou qu'il n'a pas effectué de rajustement conformément au paragraphe 21.2 (2)».
- (4) Le paragraphe 25 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
- e.1) déterminer si la vente d'une entreprise a eu lieu.
- (5) Le paragraphe 25 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «À l'exception de l'article 16, la partie II s'applique» aux pre-

- (6) Clause 25 (4) (a) of the Act is amended by adding at the end "or a posting date that is later than the one provided under section 21.7 or 21.19".
- (7) Clause 25 (4) (b) of the Act is amended by adding at the end "or a date that is later than the one provided under section 21.10 or 21.22".
- (8) Section 25 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (4.1) Despite subsection (4), section 16 does not apply with respect to a pay equity plan prepared under clause (2) (a).
- (9) Section 25 of the Act is further amended by adding the following subsection:

Burden of proof

- (7) In a hearing before the Hearings Tribunal, a person who is alleged to have contravened subsection 9 (2) has the burden of proving that he, she or it did not contravene the subsection.
- 16. The Act is further amended by adding the following section:

Settlements

25.1-(1) The parties to a matter in respect of which the Hearings Tribunal is required to hold a hearing may settle the matter in writing.

Binding effect

(2) A settlement under subsection (1) binds the parties to it.

Bargaining employees

(3) If a bargaining agent is a party to a settlement under subsection (1), the settlement also binds the employees who are represented by the bargaining agent.

Complaint

(4) A party to the settlement may file with the Hearings Tribunal a complaint that the settlement is not being complied with.

Hearing

(5) The Hearings Tribunal shall hold a hearing respecting the complaint.

Finding

- (6) If the Hearings Tribunal finds that a party is not complying with the settlement, it may order the party to take such steps as it may specify to come into compliance or to rectify the failure to comply.
- 17. Subsection 29 (2) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clauses:
 - (d) may, upon the request of the parties or on its own initiative, convene one or more pre-hearing conferences;
 - (e) may order a party to disclose such evidence and to produce such documents

mière et deuxième lignes, de «Les parties II, III.1 et III.2 s'appliquent».

- (6) L'alinéa 25 (4) a) de la Loi est modifié par adjonction de «ou une date d'affichage postérieure à celle que prévoit l'article 21.7 ou 21.19».
- (7) L'alinéa 25 (4) b) de la Loi est modifié par adjonction de «ou d'une date postérieure à celle que prévoit l'article 21.10 ou 21.22».
- (8) L'article 25 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4.1) Malgré le paragraphe (4), l'article 16 Idem ne s'applique pas à l'égard d'un programme d'équité salariale élaboré aux termes de l'alinéa (2) a).

(9) L'article 25 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :

(7) Lors d'une audience du Tribunal, il Fardeau de la incombe à la personne qui aurait contrevenu au paragraphe 9 (2) de prouver qu'elle n'y a pas contrevenu.

16 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

25.1 (1) Les parties à une question à Règlements l'égard de laquelle le Tribunal doit tenir une audience peuvent régler la question par écrit.

- (2) Le règlement visé au paragraphe (1) lie les parties.
- (3) Si un agent négociateur est partie à un règlement visé au paragraphe (1), le règle- une unité de ment lie également les employés que repré- négociation

Employés

Le règlement

(4) Toute partie au règlement peut dépo- Plainte ser auprès du Tribunal une plainte précisant qu'il y a défaut de se conformer au règle-

sente l'agent négociateur.

(5) Le Tribunal tient une audience au Audience

sujet de la plainte.

- (6) S'il constate qu'une partie ne se con- Constatation forme pas au règlement, le Tribunal peut ordonner à la partie de prendre les mesures qu'il précise aux fins de s'y conformer ou de rectifier le défaut de s'y conformer.
- 17 Le paragraphe 29 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :
 - d) il peut, à la demande des parties ou de son propre chef, convoquer une ou plusieurs conférences préparatoires à l'audience;
 - e) il peut ordonner à une partie de divulguer les éléments de preuve et de pro-

- and other things as the Tribunal may specify before the commencement of a hearing;
- (f) may authorize the presiding officer or a deputy presiding officer to exercise the powers of the Tribunal under clause (d) or (e); and
- (g) may in a hearing admit such oral or written evidence as it, in its discretion, considers proper, whether admissible in a court of law or not.

18. The Act is further amended by adding the following section:

Death or incapacity of member

Same

- **29.1**—(1) If, after a panel of the Hearings Tribunal begins holding a hearing respecting a matter but before it reaches a decision on all the issues before it, the presiding officer or deputy presiding officer dies or becomes incapacitated, another panel of the Tribunal shall decide whether,
 - (a) the hearing should continue but with the member who died or became incapacitated having been replaced by a presiding officer or deputy presiding officer; or
 - (b) a new hearing should be held before another panel.
- (2) If, after a panel of the Hearings Tribunal begins holding a hearing respecting a matter and before it reaches a decision on all the issues before it, a member who is a representative of employers or employees dies or becomes incapacitated, another panel of the Tribunal shall decide whether,
 - (a) the hearing should continue but with the member who died or became incapacitated having been replaced by another representative of employers or employees, as the case may be;
 - (b) the hearing should continue but with the members who are representative of employers and employees having been replaced by other representatives of employers and employees;
 - (c) the hearing should continue without representatives of either employers or employees; or
 - (d) a new hearing should be held before another panel.
- (3) If it is decided that there should be a new hearing before another panel, that panel may include a member of the panel one of whose members died or became incapacitated.

- duire les documents et autres choses que précise le Tribunal avant le début de l'audience;
- f) il peut autoriser le président ou un vice-président à exercer les pouvoirs du Tribunal visés à l'alinéa d) ou e);
- g) il peut, au cours d'une audience, admettre les éléments de preuve orale ou écrite qu'il estime appropriés, que ceux-ci soient admissibles ou non devant un tribunal judiciaire.

18 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

29.1 (1) Si, après qu'un comité du Tri- Décès ou bunal commence à tenir une audience à d'un membre l'égard d'une question, mais que, avant qu'il ne rende une décision sur toutes les questions en litige dont il est saisi, le président ou le vice-président décède ou est empêché d'agir, un autre comité du Tribunal décide si, selon le cas:

- a) l'audience devrait se poursuivre, le membre décédé ou empêché d'agir ayant été remplacé par un président ou un vice-président;
- b) une nouvelle audience devrait être tenue devant un autre comité.
- (2) Si, après qu'un comité du Tribunal Idem commence à tenir une audience à l'égard d'une question, mais que, avant qu'il ne rende une décision sur toutes les questions en litige dont il est saisi, un membre qui représente les employeurs ou les employés décède ou est empêché, un autre comité du Tribunal décide si, selon le cas :
 - a) l'audience devrait se poursuivre, le membre décédé ou empêché d'agir ayant été remplacé par un autre représentant des employeurs ou des employés, selon le cas;
 - b) l'audience devrait se poursuivre, les membres qui représentent les employeurs et les employés ayant été remplacés par d'autres représentants des employeurs et des employés;
 - c) l'audience devrait se poursuivre sans représentant des employeurs ou des employés;
 - d) une nouvelle audience devrait être tenue devant un autre comité.
- (3) S'il est décidé qu'une nouvelle Comités audience devrait être tenue devant un autre comité, celui-ci peut comprendre un membre du comité dont un des membres est décédé ou a été empêché d'agir.

Panels

Severable matters

(4) A panel that decides that there should be a new hearing under clause (1) (b) or (2) (d) may, if the previous panel had reached a decision respecting some of the issues before it, direct that any decision respecting those issues stands and that the new panel should consider only the issues that remain outstanding.

Hearing

(5) Before making a decision under subsection (1) or (2), the panel shall hold a hearing.

One-person quorum

(6) If it is decided that a hearing should continue under clause (2) (c), the presiding officer or deputy presiding officer, as the case may be, shall constitute a quorum and shall resume the hearing without the other member.

New panel

- (7) If a new hearing is held under this section, subsections 29 (4) and (5) apply, with necessary modifications.
- 19.—(1) Subsection 32 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b), by adding "and" at the end of clause (c) and by adding the following clause:
 - (d) any other persons entitled by law to be parties.
- (2) Section 32 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) The Hearings Tribunal or a review officer may require an employer to post a notice relating to this Act in a workplace.

Same

- (2.1) If the Hearings Tribunal is satisfied that a notice required to be posted under subsection (1.1) has not been posted, the Tribunal may order a review officer to enter the workplace and post the notice.
- (3) Subsection 32 (4) of the Act is amended by inserting after "Hearings Tribunal" in the second line "or the Pay Equity Office".
- 20.-(1) Subsection 33 (1) of the Act is amended by striking out "and orders of the Hearings Tribunal" in the second and third
- (2) Subsection 33 (2) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (d), by adding "and" at the end of clause (e) and by adding the following clause:
 - (f) shall prepare and make available to employers a form of notice to be posted under subsection 7.1 (1).

(4) Le comité qui décide qu'une nouvelle Questions audience devrait être tenue en vertu de l'alinéa (1) b) ou (2) d) peut, si le comité précédent avait rendu une décision à l'égard de certaines questions en litige dont il était saisi, donner une directive portant que toute décision rendue à l'égard de ces questions demeure valide et que le nouveau comité ne devrait examiner que les questions en litige non réglées.

(5) Avant de rendre une décision en vertu Audience du paragraphe (1) ou (2), le comité tient une audience.

(6) S'il est décidé qu'une audience devrait Quorum se poursuivre en vertu de l'alinéa (2) c), le sonne président ou le vice-président, selon le cas, constitue le quorum et reprend l'audience sans l'autre membre.

(7) Si une nouvelle audience est tenue en Nouveau vertu du présent article, les paragraphes 29 (4) et (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

comité

- 19 (1) Le paragraphe 32 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - d) les autres personnes qui ont légalement le droit d'être parties.
- (2) L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (1.1) Le Tribunal ou l'agent de révision Idem peut exiger que l'employeur affiche un avis relatif à la présente loi sur les lieux de travail.

- (2.1) S'il est convaincu qu'un avis devant Idem être affiché aux termes du paragraphe (1.1) ne l'a pas été, le Tribunal peut ordonner à un agent de révision de pénétrer sur les lieux de travail et d'y afficher l'avis.
- (3) Le paragraphe 32 (4) de la Loi est modifié par insertion, après «Tribunal» à la deuxième ligne, de «ou le Bureau de l'équité salariale».
- 20 (1) Le paragraphe 33 (1) de la Loi est modifié par suppression de «et des ordonnances du Tribunal» aux deuxième et troisième lignes.
- (2) Le paragraphe 33 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - f) il rédige une formule pour l'avis devant être affiché aux termes du paragraphe 7.1 (1) et la met à la disposition des employeurs.

21.—(1) Section 36 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (f.1) prescribing limitations on the requirement that an employer maintain pay equity for a female job class;
- (g.1) prescribing one or more methods of comparing male and female job classes as proportional value methods of comparison;
- (g.2) governing the selection of an establishment as the proxy establishment for a seeking employer under Part III.2;
- (g.3) limiting the circumstances in which seeking employers may make agreements under clause 21.16 (1) (a);
- (g.4) prescribing information for the purpose of paragraph 4 of subsection 21.17 (1);
- (g.5) prescribing information for the purpose of clause 21.17 (2) (e).
- (2) Clause 36 (h) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (h) amending the Appendix to the Schedule and providing that the mandatory posting date for an entity included in the Appendix by amendment is the date set out in the regulations.
- (3) Section 36 of the Act is further amended by adding the following subsection:

Retroactivity

(2) A regulation made under clause (1) (f.1) is, if it so provides, effective with reference to a period before it was filed.

Commencement

22.—(1) This Act, except section 2, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Section 2 shall be deemed to have come into force on the 18th day of December, 1991.

Short title

23. The short title of this Act is the Pay Equity Amendment Act, 1993.

- 21 (1) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :
 - f.1) prescrire des restrictions en ce qui a trait à l'obligation de l'employeur de maintenir l'équité salariale à l'égard d'une catégorie d'emplois à prédominance féminine;
 - g.1) prescrire une ou plusieurs méthodes pour comparer les catégories d'emplois à prédominance féminine et les catégories d'emplois à prédominance masculine en tant que méthodes de comparaison de la valeur proportionnelle;
 - g.2) régir le choix d'un établissement comme établissement de l'extérieur dans le cas de l'employeur intéressé visé à la partie III.2;
 - g.3) restreindre les circonstances dans lesquelles les employeurs intéressés peuvent conclure des conventions aux termes de l'alinéa 21.16 (1) a);
 - g.4) prescrire les renseignements pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 21.17 (1);
 - g.5) prescrire les renseignements pour l'application de l'alinéa 21.17 (2) e).
- (2) L'alinéa 36 h) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - h) modifier l'appendice de l'annexe et prévoir que la date d'affichage obligatoire d'une entité incluse dans l'appendice par voie de modification est celle qui figure aux règlements.
- (3) L'article 36 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :
- (2) Les règlements pris en application de Effet rétroacl'alinéa (1) f.1), s'ils comportent une disposition en ce sens, ont un effet rétroactif.

- 22 (1) La présente loi, à l'exception de Entrée en l'article 2, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
- (2) L'article 2 est réputé être entré en vigueur le 18 décembre 1991.
- 23 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 modifiant la Loi sur l'équité salariale.







3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 102

(Chapter 4 Statutes of Ontario, 1993)

An Act to amend the **Pay Equity Act**

The Hon. B. Mackenzie Minister of Labour

2nd Reading 3rd Reading June 28, 1993 Royal Assent June 30, 1993 Projet de loi 102

(Chapitre 4 Lois de l'Ontario de 1993)

Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale

L'honorable B. Mackenzie Ministre du Travail

November 26, 1992 1st Reading December 10, 1992

2^e lecture 10 décembre 1992 3^e lecture 28 juin 1993 Sanction royale 30 juin 1993

26 novembre 1992

1re lecture









1993

An Act to amend the Pav Equity Act

Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.-(1) Subsection 1 (1) of the Pay Equity Act is amended by adding the following definition:

"job-to-job method of comparison" means the method of determining whether pay equity exists that is set out in section 6. ("méthode de comparaison d'un emploi à l'autre'')

(2) The definition of "pay equity plan" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

"pay equity plan" means,

- (a) a document as described in section 13, for a plan being prepared under Part
- (b) a document as described in section 21.6, for a plan being prepared or revised under Part III.1, or
- (c) a document as described in section 21.18, for a plan being prepared under Part III.2. ("programme d'équité salariale")
- (3) Subsection 1 (1) of the Act is further amended by adding the following definitions:

"proportional value method of comparison" means the method of determining whether pay equity exists that is described in Part III.1; ("méthode de comparaison de la valeur proportionnelle")

"proxy method of comparison" means the method of determining whether pay equity exists that is described in Part III.2. ("méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur")

2. The Act is amended by adding the following section:

1.1-(1) For purposes of this Act, the Crown is not the employer of a person unless the person is considered to be a civil servant, SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le paragraphe 1 (1) de la Loi sur l'équité salariale est modifié par adjonction de la définition suivante :

- «méthode de comparaison d'un emploi à l'autre» Méthode énoncée à l'article 6 permettant de déterminer si l'équité salariale existe. («job-to-job method of comparison»)
- (2) La définition de «programme d'équité salariale» figurant au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«programme d'équité salariale» S'entend, selon le cas:

- a) d'un document décrit à l'article 13, dans le cas d'un programme élaboré aux termes de la partie II,
- b) d'un document décrit à l'article 21.6, dans le cas d'un programme élaboré ou révisé aux termes de la partie III.1,
- c) d'un document décrit à l'article 21.18, dans le cas d'un programme élaboré aux termes de la partie III.2. («pay equity plan»)

(3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié en outre par adjonction des définitions suivantes:

«méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur» Méthode décrite à la partie III.2 permettant de déterminer si l'équité salariale existe. («proxy method of comparison»)

«méthode de comparaison de la valeur proportionnelle» Méthode décrite à la partie III.1 permettant de déterminer si l'équité salariale existe. («proportional value method of comparison»)

2 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) Pour l'application de la présente La Couronne loi, la Couronne n'est pas l'employeur d'une qu'employeur personne à moins que la personne ne soit considérée comme un fonctionnaire titulaire,

Crown as employer

a public servant or a Crown employee under the Public Service Act.

Plans posted before Dec 18, 1991

(2) If the Crown and a bargaining agent have agreed that the Crown is the employer of the employees represented by the bargaining agent and a pay equity plan in accordance with that agreement was posted before the 18th day of December, 1991, the Crown shall be deemed to be the employer of those employees.

Same

(3) If the Crown posted a pay equity plan before the 18th day of December, 1991 for employees who are not represented by a bargaining agent, the Crown shall be deemed to be the employer of those employees.

Application

- (4) This section does not apply,
- (a) if a determination that the Crown is the employer was made by the Hearings Tribunal before the 18th day of December, 1991; or
- (b) if an application respecting a proceeding in which the Crown's status as an employer is an issue was filed with the Hearings Tribunal before the 18th day of December, 1991.

Same

- (5) This section, except for subsections (2) and (3), does not apply to determine the identity of the employer of an individual if a pay equity plan applicable to that individual prepared in accordance with a review officer's order was posted before the 18th day of December, 1991.
- 3. The Act is further amended by adding the following section:

Achievement of pay equity

5.1—(1) For the purposes of this Act, pay equity is achieved in an establishment when every female job class in the establishment has been compared to a job class or job classes under the job-to-job method of comparison, the proportional value method of comparison or, in the case of an employer to whom Part III.2 applies, the proxy method of comparison, and any adjustment to the job rate of each female class that is indicated by the comparison has been made.

Deemed compliance

- (2) A pay equity plan that used the proportional value method of comparison shall be deemed to have complied with section 6, as it reads immediately before this section comes into force,
 - (a) from the date on which the plan is posted if it is posted before Part III.1

un fonctionnaire ou un employé de la Couronne aux termes de la Loi sur la fonction publique.

(2) Si la Couronne et un agent négociateur Programmes ont convenu que la Couronne est l'em- le 18 décemployeur des employés représentés par l'agent bre 1991 négociateur et qu'un programme d'équité salariale conforme à cette entente était affiché avant le 18 décembre 1991, la Couronne est réputée l'employeur de ces employés.

(3) Si la Couronne a affiché un pro- Idem gramme d'équité salariale avant le 18 décembre 1991 à l'intention d'employés qui ne sont pas représentés par un agent négociateur, elle est réputée l'employeur de ces employés.

(4) Le présent article ne s'applique pas si, Champ d'apselon le cas:

- a) le Tribunal a déterminé, avant le 18 décembre 1991, que la Couronne est l'employeur;
- b) une requête relative à une instance dans laquelle le statut de la Couronne en tant qu'employeur est en litige a été déposée auprès du Tribunal avant le 18 décembre 1991.
- (5) Le présent article, à l'exception des Idem paragraphes (2) et (3), ne s'applique pas à la détermination de l'identité de l'employeur d'un particulier si un programme d'équité salariale applicable à ce particulier et élaboré conformément à l'ordre d'un agent de révision a été affiché avant le 18 décembre 1991.

3 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

5.1 (1) Pour l'application de la présente Atteinte de loi, l'équité salariale est atteinte dans un établissement lorsque chaque catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement a été comparée à une ou plusieurs catégories d'emplois selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle ou, dans le cas d'un employeur à qui s'applique la partie III.2, la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur, et que les rajustements du taux de catégorie de chaque catégorie d'emplois à prédominance féminine qui sont indiqués par la comparaison ont été effectués.

l'équité sala-

- (2) Le programme d'équité salariale qui était fondé sur la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle est réputé conforme à l'article 6, tel qu'il est rédigé immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article:
 - a) à compter de la date d'affichage du programme, s'il est affiché avant l'entrée en vigueur de la partie III.1 par

Conformité

- comes into force by an employer to whom Part II applies; or
- (b) from the date on which the plan is prepared if it is prepared before Part III.1 comes into force by an employer to whom Part III applies.
- 4.—(1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by inserting after "achieved" in the second line "under the job-to-job method of comparison".
- (2) Subsection 6 (4) of the Act is amended by striking out "required by this Act" and substituting "under the job-to-job method of comparison".
- 5. The Act is further amended by adding the following section:

Posting of notice

- 7.1—(1) Every employer to whom Part III applies and any other employer who is directed to do so by the Pay Equity Office shall post in the employer's workplace a notice setting out,
 - (a) the employer's obligation to establish and maintain compensation practices that provide for pay equity; and
 - (b) the manner in which an employee may file a complaint or objection under this Act.

Language

(2) The notice shall be in English and the language other than English that is understood by the greatest number of employees in the workplace.

Form of notice

- (3) The notice shall be in a form made available to employers by the Pay Equity Office.
- 6. Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Limitation re maintaining pay equity

- (5) The requirement that an employer maintain pay equity for a female job class is subject to such limitations as may be prescribed in the regulations.
- 7.—(1) Subsection 13 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(7) Despite subsection (6), pay equity plans in the public sector shall provide for adjustments in compensation such that the plan will be fully implemented not later than the 1st day of January, 1998.

Transition, application

(7.1) Subsections (7.2) and (7.3) apply with respect to an employer in the public sector who has set out in a pay equity plan that was posted or in another agreement that was made before this subsection comes into force a schedule of compensation adjustments for achieving pay equity.

- un employeur à qui s'applique la partie II:
- b) à compter de la date d'élaboration du programme, s'il est élaboré avant l'entrée en vigueur de la partie III.1 par un employeur à qui s'applique la partie III.
- 4 (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «atteinte» à la deuxième ligne, de «selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre».
- (2) Le paragraphe 6 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «exigées par la présente loi», de «établies selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre».
- 5 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 7.1 (1) Chaque employeur à qui s'appli- Affichage de que la partie III et tout autre employeur à qui le Bureau de l'équité salariale enjoint de le faire affichent sur les lieux de travail de l'employeur un avis énonçant ce qui suit :

a) l'obligation qu'a l'employeur d'établir et de maintenir des pratiques de rétribution assurant l'équité salariale;

- b) la manière dont un employé peut déposer une plainte ou une opposition aux termes de la présente loi.
- (2) L'avis est rédigé en anglais et dans la Langue langue autre que l'anglais que comprennent le plus grand nombre d'employés sur les lieux de travail.

(3) L'avis est rédigé selon la formule que Formule de le Bureau de l'équité salariale met à la disposition des employeurs.

6 L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) L'obligation selon laquelle un employeur doit maintenir l'équité salariale à l'égard d'une catégorie d'emplois à prédomi- l'équité salanance féminine est assujettie aux restrictions qui peuvent être prescrites dans les règle-

Restriction maintien de

7 (1) Le paragraphe 13 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (7) Malgré le paragraphe (6), les program- Exception mes d'équité salariale du secteur public prévoient les rajustements de la rétribution de manière à ce que ces programmes soient pleinement mis en oeuvre au plus tard le 1er janvier 1998.
- (7.1) Les paragraphes (7.2) et (7.3) s'ap- Disposition pliquent à l'employeur du secteur public qui champ d'apa établi, dans un programme d'équité sala- plication riale affiché ou dans une autre convention conclue avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, un échéancier des rajustements

Same. bargaining agent

(7.2) If the employees to whom the plan or agreement applies are represented by a bargaining agent, the employer is not bound by the schedule set out in it if the employer gives written notice to the bargaining agent that the employer wishes to enter into negotiations concerning a replacement schedule.

Same, no bargaining agent

(7.3) The employer is not bound by the schedule set out in the plan or agreement if the employees to whom it applies are not represented by a bargaining agent.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

(12) If a pay equity plan is amended under section 14.1 or 14.2, subsections (9), (10) and (11) apply, with necessary modifications, to the amended plan.

8. The Act is further amended by adding the following section:

Sale of a business

13.1—(1) If an employer who is bound by a pay equity plan sells a business, the purchaser shall make any compensation adjustments that were to be made under the plan in respect of those positions in the business that are maintained by the purchaser and shall do so on the date on which the adjustments were to be made under the plan.

Plan no longer appropriate

- (2) If, because of the sale, the seller's plan or the purchaser's plan is no longer appropriate, the seller or the purchaser, as the case may be, shall,
 - (a) in the case of employees represented by a bargaining agent, enter into negotiations with a view to agreeing on a new plan; and
 - (b) in the case of employees not represented by a bargaining agent, prepare a new plan.

Same

(3) Sections 14.1 and 14.2 apply, with necessary modifications, to the negotiation or preparation of a new plan.

Adjustments

(4) If a new plan is agreed upon or prepared, the compensation adjustment for each position to which the new plan applies shall not be less than the adjustment that would have been made under the plan referred to in subsection (1).

Definitions

(5) In this section,

de la rétribution pour atteindre l'équité sala-

(7.2) Si les employés à qui s'applique le Idem, agent programme ou la convention sont représentés par un agent négociateur, l'employeur n'est pas lié par l'échéancier qui y est établi s'il donne à l'agent négociateur un avis écrit selon lequel il désire entamer des négociations concernant un échéancier de rechange.

(7.3) L'employeur n'est pas lié par ldem, l'échéancier établi dans le programme ou la d'agent négoconvention si les employés à qui s'applique le ciateur programme ou la convention ne sont pas représentés par un agent négociateur.

(2) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(12) Si un programme d'équité salariale Champ d'apest modifié aux termes de l'article 14.1 ou 14.2, les paragraphes (9), (10) et (11) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au programme modifié.

8 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

13.1 (1) Si un employeur qui est lié par Vente d'une un programme d'équité salariale vend une entreprise, l'acheteur effectue les rajustements de la rétribution qui devaient être effectués aux termes du programme à l'égard des postes de l'entreprise que l'acheteur maintient. L'acheteur effectue ces rajustements à la date où ils devaient être effectués aux termes du programme.

entreprise

(2) Si, en raison de la vente, le pro-Le programme du vendeur ou celui de l'acheteur ne convient plus convient plus, le vendeur ou l'acheteur, selon le cas:

- a) dans le cas d'employés représentés par un agent négociateur, entame des négociations en vue de convenir d'un nouveau programme;
- b) dans le cas d'employés non représentés par un agent négociateur, élabore un nouveau programme.
- (3) Les articles 14.1 et 14.2 s'appliquent, Idem avec les adaptations nécessaires, à la négociation ou à l'élaboration d'un nouveau programme.
- (4) S'il est convenu d'un nouveau pro- Rajustements gramme ou qu'un nouveau programme est élaboré, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard de chaque poste auquel s'applique le nouveau programme ne doit pas être inférieur à celui qui aurait été effectué aux termes du programme visé au paragraphe (1).
- (5) Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions au présent article.

"business" includes a part or parts thereof; ("entreprise")

"sells" includes leases, transfers and any other manner of disposition. ("vend")

9. The Act is further amended by adding the following sections:

Changed circumstances

14.1—(1) If, in an establishment in which any of the employees are represented by a bargaining agent, the employer or the bargaining agent is of the view that because of changed circumstances in the establishment the pay equity plan for the bargaining unit is no longer appropriate, the employer or the bargaining agent, as the case may be, may by giving written notice require the other to enter into negotiations concerning the amendment of the plan.

Application of s.14

(2) Clause 14 (2) (b) and subsections 14 (3), (4) and (5) apply, with necessary modifications, to the negotiations and to any amendment of the plan that is agreed upon.

Failure to agree

(3) If the employer and the bargaining agent do not agree on an amendment before the expiry of 120 days from the date on which notice to enter into negotiations is given, the employer shall give notice of the failure to the Commission.

Same

(4) Subsection (3) does not prevent the bargaining agent from notifying the Commission of a failure to agree on an amendment by the date referred to in that subsection.

Non-bargaining unit plan

(5) If the employer is of the view that, because of changed circumstances in the establishment, the pay equity plan for that part of the establishment that is outside any bargaining unit is no longer appropriate, the employer may amend the plan and post in the workplace a copy of the amended plan with the amendments clearly indicated.

Same

(6) Subsection 15 (2) and subsections 15 (4) to (8) apply, with necessary modifications, in respect of an amended plan described in subsection (5).

Adjustments

(7) If a plan is amended under this section, the compensation adjustment for each position to which the amended plan applies shall not be less than the adjustment that would have been made under the plan before it was amended.

Changed stances, no bargaining

14.2—(1) In an establishment where no employee is represented by a bargaining agent, if the employer is of the view that because of changed circumstances in the establishment the pay equity plan for the

«entreprise» S'entend en outre d'une ou de plusieurs parties de l'entreprise. («business»)

«vend» S'entend en outre de la location à bail, de la cession ou de tout autre mode de disposition. («sells»)

9 La Loi est modifiée en outre par adjonction des articles suivants :

14.1 (1) Si, dans un établissement où des Changement employés sont représentés par un agent tion négociateur, l'employeur ou l'agent négociateur est d'avis qu'en raison d'un changement de la situation au sein de l'établissement, le programme d'équité salariale relié à l'unité de négociation ne convient plus, l'employeur ou l'agent négociateur, selon le cas, peut, sur avis écrit, exiger de l'autre qu'il entame des négociations en vue de modifier le programme.

(2) L'alinéa 14 (2) b) et les paragraphes Application 14 (3), (4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux négociations et à toute modification du programme dont il est convenu.

(3) Si l'employeur et l'agent négociateur Absence ne conviennent pas d'une modification dans les 120 jours qui suivent la date où l'avis en vue d'entamer des négociations est donné, l'employeur en avise la Commission.

d'entente

(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet Idem d'empêcher l'agent négociateur d'aviser la Commission du défaut de convenir d'une modification au plus tard à la date visée dans ce paragraphe.

(5) Si l'employeur est d'avis qu'en raison d'un changement de la situation au sein de une unité de l'établissement, le programme d'équité sala- négociation riale destiné aux employés de l'établissement qui n'appartiennent à aucune unité de négociation ne convient plus, il peut modifier le programme et afficher sur les lieux de travail une copie du programme modifié sur laquelle les modifications sont clairement indiquées.

(6) Les paragraphes 15 (2) et 15 (4) à (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un programme modifié décrit au paragraphe (5).

- (7) Si un programme est modifié aux ter- Rajustements mes du présent article, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard de chaque poste auquel s'applique le programme modifié ne doit pas être inférieur à celui qui aurait été effectué aux termes du programme avant que celui-ci ne soit modifié.
- 14.2 (1) L'employeur dont l'établissement ne compte aucun employé représenté tion, absence par un agent négociateur peut, s'il est d'avis d'unité de qu'en raison d'un changement de la situation au sein de l'établissement le programme

négociation

establishment is no longer appropriate, the employer may amend the plan and post in the workplace a copy of the amended plan with the amendments clearly indicated.

Application

(2) Subsections 15 (2) to (8) apply, with necessary modifications, in respect of the amended plan.

Adjustments

- (3) If a plan is amended under this section, the compensation adjustment for each position to which the amended plan applies shall not be less than the adjustment that would have been made under the plan before it was amended.
- 10. Subsection 15 (4) of the Act is amended by striking out "mandatory posting date" in the fourth line and substituting "date on which the copy of the plan is posted".
- 11. Clauses 16 (1) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:
 - (a) is advised by an employer or a bargaining agent that no agreement has been reached on a pay equity plan or an amendment to a pay equity plan; or
 - (b) receives a notice of objection to a pay equity plan for employees who are not represented by a bargaining agent or a notice of objection to an amendment of such a plan,
- 12. The Act is further amended by adding the following Part:

PART III.1 PROPORTIONAL VALUE METHOD OF **COMPARISON**

Application

21.1 This Part applies to employers to whom Part II applies.

Proportional method required

21.2—(1) If a female job class within an employer's establishment cannot be compared to a male job class in the establishment using the job-to-job method of comparison, the employer shall use the proportional value method of comparison to make a comparison for that female job class.

Adjustments

(2) If an employer uses the proportional value method of comparison to make a comparison for a female job class that can be compared to a male job class using the jobto-job method of comparison, the compensad'équité salariale relié à l'établissement ne convient plus, modifier le programme et afficher sur les lieux de travail une copie du programme modifié sur laquelle les modifications sont clairement indiquées.

(2) Les paragraphes 15 (2) à (8) s'appli- Champ d'apquent, avec les adaptations nécessaires, à l'art. 15 l'égard du programme modifié.

(3) Si un programme est modifié aux ter- Rajustements mes du présent article, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard de chaque poste auquel s'applique le programme modifié ne doit pas être inférieur à celui qui aurait été effectué aux termes du programme avant que

10 Le paragraphe 15 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «date d'affichage obligatoire» aux sixième et septième lignes, de «date d'affichage de la copie du programme».

celui-ci ne soit modifié.

- 11 Les alinéas 16 (1) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
 - a) ou bien est avisée par l'employeur ou l'agent négociateur qu'aucune entente n'est intervenue au sujet d'un programme d'équité salariale ou d'une modification d'un programme d'équité salariale;
 - b) ou bien reçoit un avis d'opposition au programme d'équité salariale destiné à des employés non représentés par un agent négociateur ou un avis d'opposition à une modification d'un tel programme,
- 12 La Loi est modifiée en outre par adjonction de la partie suivante :

PARTIE III.1 MÉTHODE DE COMPARAISON DE LA VALEUR PROPORTIONNELLE

21.1 La présente partie s'applique aux Champ d'apemployeurs auxquels s'applique la partie II.

- 21.2 (1) Si une catégorie d'emplois à Méthode de prédominance féminine dans l'établissement d'un employeur ne peut pas être comparée à une catégorie d'emplois à prédominance masculine dans l'établissement au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, l'employeur utilise la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle pour établir une comparaison à l'égard de cette catégorie d'emplois à prédominance fémi-
- (2) Si l'employeur utilise la méthode de Rajustements comparaison de la valeur proportionnelle pour établir une comparaison à l'égard d'une catégorie d'emplois à prédominance féminine qui peut être comparée à une catégorie d'em-

tion adjustment made for members of that female job class shall not be less than the adjustment that is indicated under the job-tojob method.

Exception. Part II

(3) Subsection (2) does not apply to an employer to whom Part II applies if the employer prepared a pay equity plan using the proportional value method of comparison and posted it before the coming into force of this Part. However, subsection (2) does apply if the employer has also posted a pay equity plan using the job-to-job method of compari-

Exception, Part III

(4) Subsection (2) does not apply to an employer to whom Part III applies if the employer prepared a pay equity plan using the proportional value method of comparison before the coming into force of this Part. However, subsection (2) does apply if the employer has also prepared a pay equity plan using the job-to-job method of comparison.

Notice

(5) If a female job class within an employer's establishment cannot be compared to a male job class within the establishment under either the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison, the employer shall notify the Pay Equity Office.

Investigation complaints

- (6) If notice is given under subsection (5),
- (a) section 16 applies, with necessary modifications, as if the review officer had received advice under clause 16 (1) (a) or a notice under clause 16 (1) (b);
- (b) section 22 applies, with necessary modifications, as if a person had filed a complaint with the Commission concerning whether the job-to-job method or the proportional value method of comparison can be used in the circumstances;
- (c) section 23 applies, with necessary modifications, as if the Commission had received a complaint concerning whether the job-to-job method or the proportional value method can be used in the circumstances;

plois à prédominance masculine au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, le rajustement de la rétribution effectué à l'égard des membres de cette catégorie d'emplois à prédominance féminine ne doit pas être inférieur à celui qui est indiqué selon la méthode de comparaison d'un emploi à

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'employeur à qui s'applique la partie II si celui-ci a élaboré un programme d'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle et l'a affiché avant l'entrée en vigueur de la présente partie. Toutefois, le paragraphe (2) s'applique si l'employeur a également affiché un programme d'équité salariale élaboré au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre.

Exception,

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'employeur à qui s'applique la partie III si celui-ci a élaboré un programme d'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle avant l'entrée en vigueur de la présente partie. Toutefois, le paragraphe (2) s'applique si l'employeur a également élaboré un programme d'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison d'un emploi à l'au-

Exception, partie III

- (5) Si une catégorie d'emplois à prédomi- Avis nance féminine dans l'établissement d'un employeur ne peut être comparée à une catégorie d'emplois à prédominance masculine dans l'établissement ni selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, ni selon la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle, l'employeur en avise le Bureau de l'équité salariale.
- (6) S'il est donné un avis aux termes du Enquête et paragraphe (5):

- a) l'article 16 s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si l'agent de révision avait reçu l'avis visé à l'alinéa 16 (1) a) ou 16 (1) b);
- b) l'article 22 s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si une personne avait déposé, auprès de la Commission, une plainte concernant la possibilité d'utiliser, dans les circonstances, la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre ou la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle;
- c) l'article 23 s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si la Commission avait reçu une plainte concernant la possibilité d'utiliser, dans les circonstances, la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre ou la

(d) subsection 24 (1) applies.

Proportional comparison

- **21.3**—(1) Pay equity is achieved for a female job class under the proportional value method of comparison,
 - (a) when the class is compared with a representative male job class or representative group of male job classes in accordance with this section; and
 - (b) when the job rate for the class bears the same relationship to the value of the work performed in the class as the job rate for the male job class bears to the value of the work performed in that class or as the job rates for the male job classes bear to the value of the work performed in those classes, as the case may be.

Comparisons required

- (2) Comparisons required by this section,
- (a) for job classes inside a bargaining unit shall be made between job classes in the unit; and
- (b) for job classes outside any bargaining unit shall be made between job classes that are outside any bargaining unit.

Same

(3) If, after applying subsection (2), no representative male job class or classes is found to compare to the female job class, the female job class shall be compared to a representative male job class elsewhere in the establishment or to a representative group of male job classes throughout the establishment.

Comparison system

(4) The comparisons shall be carried out using a gender-neutral comparison system.

Group of jobs

(5) Subsections 6 (6) to (10) apply, with necessary modifications, to the proportional value method of comparison.

Amended pay equity plans

21.4—(1) If a pay equity plan prepared under Part II for an establishment does not achieve pay equity for all the female job méthode de comparaison de la valeur proportionnelle;

- d) le paragraphe 24 (1) s'applique.
- 21.3 (1) L'équité salariale est atteinte à Méthode de l'égard d'une catégorie d'emplois à prédomi- de la valeur nance féminine selon la méthode de compa- proportionraison de la valeur proportionnelle :

- a) d'une part, lorsque la catégorie est comparée avec une catégorie représentative d'emplois à prédominance masculine ou avec un groupe représentatif de catégories d'emplois à prédominance masculine conformément au présent article:
- b) d'autre part, lorsque le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie est le même que le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie d'emplois à prédominance masculine et la valeur du travail accompli dans cette catégorie ou le rapport entre les taux de catégorie reliés aux catégories d'emplois à prédominance masculine et la valeur du travail accompli dans ces catégories, selon le cas.
- (2) Les comparaisons qu'exige le présent Comparaisons article:

- a) à l'égard des catégories d'emplois dont les membres appartiennent à une unité de négociation sont établies entre les catégories d'emplois dont les membres appartiennent à l'unité de négociation;
- b) à l'égard des catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent à aucune unité de négociation sont établies entre les catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent à aucune unité de négociation.
- (3) Si, après l'application du paragraphe Idem (2), il n'est trouvé aucune catégorie représentative d'emplois à prédominance masculine qui puisse être comparée à la catégorie d'emplois à prédominance féminine, celle-ci est comparée à une catégorie représentative d'emplois à prédominance masculine ailleurs dans l'établissement ou à un groupe représentatif de catégories d'emplois à prédominance masculine de tout l'établissement.
- (4) Les comparaisons sont établies selon un système non sexiste de comparaison.
- (5) Les paragraphes 6 (6) à (10) s'appli- Groupe d'emquent, avec les adaptations nécessaires, à la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle.
- 21.4 (1) Si un programme d'équité sala- Programmes riale élaboré aux termes de la partie II pour riale modifiés un établissement ne permet pas d'atteindre

Système de

comparaison

classes at the establishment, the employer shall amend the plan to the extent necessary to achieve pay equity in accordance with this

Same

(2) Subject to subsection 21.2 (2), an employer may, with the agreement of the bargaining agent, if any, replace a pay equity plan prepared under Part II with another plan prepared under this Part using the proportional value method of comparison.

Plan binding

21.5-(1) A pay equity plan prepared or amended under this Part binds the employer and the employees to whom the plan applies and their bargaining agent, if any.

Plan to prevail

(2) A pay equity plan prepared or amended under this Part prevails over all relevant collective agreements and the adjustments to rates of compensation required by the plan shall be deemed to be incorporated into and form part of the relevant collective agreements.

Contents of plans

21.6-(1) A pay equity plan prepared or amended under this Part must contain the information required by this section.

Same

(2) Subsections 13 (1) and (2) apply, with necessary modifications, with respect to a pay equity plan prepared or amended under this Part.

Method of comparison

- (3) The plan must,
- (a) state, for each female job class, what method of comparison has been used to determine whether pay equity
- (b) describe the methodology used for the calculations required by the proportional value method of comparison;
- (c) describe any amendments to be made to the pay equity plan prepared under Part II.

Requirement to post plans

21.7 The employer shall post a copy of each pay equity plan prepared or amended under this Part in the workplace not later than six months after this section comes into force.

Bargaining employees

21.8 Sections 14, 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to a pay equity plan that is prepared or amended under this Part for employees in a bargaining unit.

l'équité salariale à l'égard de toutes les catégories d'emplois à prédominance féminine de l'établissement, l'employeur modifie le programme de façon à atteindre l'équité salariale conformément à la présente partie.

(2) Sous réserve du paragraphe 21.2 (2), l'employeur peut, avec l'accord de l'agent négociateur, le cas échéant, remplacer un programme d'équité salariale élaboré aux termes de la partie II par un autre programme élaboré aux termes de la présente partie au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle.

21.5 (1) Le programme d'équité salariale Le proélaboré ou modifié aux termes de la présente gramme lie les parties partie lie l'employeur et les employés auxquels il s'applique ainsi que leur agent négociateur, le cas échéant.

gramme l'em-

(2) Le programme d'équité salariale éla- Le proboré ou modifié aux termes de la présente porte partie l'emporte sur toute convention collective pertinente. Les rajustements des taux de rétribution qu'exige le programme sont réputés incorporés aux conventions collectives pertinentes et en faire partie intégrante.

21.6 (1) Le programme d'équité salariale Contenu des programmes

élaboré ou modifié aux termes de la présente partie doit contenir les renseignements exigés par le présent article. (2) Les paragraphes 13 (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à

l'égard du programme d'équité salariale éla-

boré ou modifié aux termes de la présente

- partie.
 - (3) Le programme doit :

Méthode de comparaison

- a) indiquer, à l'égard de chaque catégorie d'emplois à prédominance féminine, la méthode de comparaison utilisée pour déterminer si l'équité salariale existe;
- b) décrire la méthode utilisée pour effectuer les calculs exigés par la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle;
- c) décrire les modifications à apporter au programme d'équité salariale élaboré aux termes de la partie II.
- 21.7 L'employeur affiche sur les lieux de Affichage travail une copie de chaque programme des programd'équité salariale élaboré ou modifé aux ter- mes mes de la présente partie, au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent article.

obligatoire

21.8 Les articles 14, 16 et 17 s'appliquent, Employés avec les adaptations nécessaires, à l'égard du une unité de programme d'équité salariale élaboré ou négociation modifié aux termes de la présente partie qui est destiné aux employés appartenant à une unité de négociation.

Non-bargaining unit employees

21.9 - (1) This section applies with respect to pay equity plans prepared or amended under this Part for employees who are not in a bargaining unit.

Review period

(2) Employees shall have until the ninetieth day after the plan is posted to review it and submit comments to the employer on the plan or, if the plan is an amended plan, the amendments to the plan.

Application of certain provisions

(3) Subsections 15 (2), (3) and (5) to (8) and sections 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

Date of first compensation adjustments

21.10-(1) If a pay equity plan is prepared or amended under this Part, the employer shall make the first adjustments in compensation in respect of the new or amended portions of the plan,

- (a) in the case of employers in the private sector with 100 or more employees, effective as of the 1st day of January, 1993;
- (b) in the case of employers in the public sector, effective as of the 1st day of January, 1993;
- (c) in the case of employers in the private sector with at least fifty but fewer than 100 employees, effective as of the 1st day of January, 1993;
- (d) in the case of employers in the private sector with at least ten but fewer than fifty employees, on or before the 1st day of January, 1994.

Same

(2) An employer described in clause (1) (a), (b) or (c) shall make the first payment in respect of the first adjustment within six months after the coming into force of this Part.

Application of certain provisions

(3) Subsections 13 (3) to (8) apply, with necessary modifications, to compensation payable under a pay equity plan prepared or amended under this Part.

Deemed compliance

(4) Every employer who prepares or amends a pay equity plan under this Part and implements it shall be deemed not to be in contravention of subsection 7 (1) with respect to those employees covered by the plan or plans that apply to the employees but only with respect to those compensation practices that existed immediately before the 1st day of January, 1993.

21.9 (1) Le présent article s'applique à Employés l'égard des programmes d'équité salariale à aucune élaborés ou modifiés aux termes de la pré- unité de sente partie qui sont destinés aux employés négociation n'appartenant à aucune unité de négociation.

(2) Les employés ont jusqu'au quatre- Période vingt-dixième jour qui suit la date d'affichage du programme pour l'examiner et pour présenter leurs observations à l'employeur au sujet du programme ou, si celui-ci a été modifié, au sujet des modifications.

(3) Les paragraphes 15 (2), (3) et (5) à (8) Application et les articles 16 et 17 s'appliquent, avec les dispositions adaptations nécessaires, à l'égard du programme.

21.10 (1) Si un programme d'équité Date des presalariale est élaboré ou modifié aux termes ments de la présente partie, les premiers rajustements de la rétribution à l'égard du nouveau programme ou des parties modifiées du programme effectués par l'employeur prennent effet:

- a) dans le cas d'employeurs du secteur privé qui ont au moins 100 employés à leur service, le 1er janvier 1993;
- b) dans le cas d'employeurs du secteur public, le 1er janvier 1993;
- c) dans le cas d'employeurs du secteur privé qui ont au moins cinquante, mais moins de 100 employés à leur service, le 1er janvier 1993;
- d) dans le cas d'employeurs du secteur privé qui ont au moins dix, mais moins de cinquante employés à leur service, le 1er janvier 1994 ou à une date anté-
- (2) L'employeur décrit à l'alinéa (1) a), b) Idem ou c) effectue le premier versement à l'égard du premier rajustement dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente partie.

(3) Les paragraphes 13 (3) à (8) s'appli- Application de certaines quent, avec les adaptations nécessaires, à la dispositions rétribution payable en vertu d'un programme d'équité salariale élaboré ou modifié aux termes de la présente partie.

(4) L'employeur qui élabore ou modifie Conformité un programme d'équité salariale aux termes de la présente partie et le met en oeuvre est réputé ne pas contrevenir au paragraphe 7 (1) en ce qui concerne les employés visés par le programme ou les programmes qui s'appliquent aux employés, mais seulement en ce qui a trait aux pratiques de rétribution qui existaient immédiatement avant le 1er janvier 1993.

13. The Act is further amended by adding the following Part:

PART III.2 PROXY METHOD OF COMPARISON

Definitions

21.11—(1) In this Part,

"key female job class" means,

- (a) the female job class in a seeking employer's establishment having the greatest number of employees in that establishment, or
- (b) any other female job class in the establishment whose duties are essential to the delivery of the service provided by the employer; ("catégorie clé d'emplois à prédominance féminine")

"pay equity job rate" means,

- (a) in relation to a female job class in a proxy establishment, the job rate that would be required for that class if pay equity were to be achieved for the class as of the 1st day of January, 1994, and
- (b) in relation to a key female job class of the seeking employer, the job rate that would be required for that class if the job rate were to bear the same relationship to the value of the work performed in that class as the pay equity job rates for the female job classes in the proxy establishment with which the key female job class is compared bear to the value of the work performed in those female job classes in the proxy establishment; ("taux de catégorie relatif à l'équité salariale")
- "potential proxy employer" means, in relation to a seeking employer, an employer of a potential proxy establishment for that seeking employer; ("employeur éventuel de l'extérieur")
- "potential proxy establishment" means, in relation to a seeking employer, an establishment that is eligible to be selected as the proxy establishment for that seeking employer; ("établissement éventuel de l'extérieur")
- "proxy employer" means an employer of a proxy establishment; ("employeur de l'extérieur")
- "proxy establishment" means an establishment whose female job classes are compared with female job classes of a seeking employer using the proxy method of comparison; ("établissement de l'extérieur")
- "seeking employer" means an employer in respect of whom a review officer has

13 La Loi est modifiée en outre par adjonction de la partie suivante :

PARTIE III.2 MÉTHODE DE COMPARAISON AVEC DES ORGANISATIONS DE L'EXTÉRIEUR

21.11 (1) Les définitions qui suivent Définitions s'appliquent à la présente partie.

«catégorie clé d'emplois à prédominance féminine» S'entend :

- a) soit de la catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement d'un employeur intéressé qui comprend le plus grand nombre d'employés dans cet établissement,
- b) soit de toute autre catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement dont les fonctions sont essentielles à la prestation du service fourni par l'employeur. («key female job class»)
- «employeur de l'extérieur» Employeur d'un établissement de l'extérieur. («proxy employer»)
- «employeur éventuel de l'extérieur» Relativement à un employeur intéressé, l'employeur d'un établissement éventuel de l'extérieur pour cet employeur intéressé. («potential proxy employer»)
- «employeur intéressé» Employeur à l'égard duquel un agent de révision a donné un ordre aux termes du paragraphe 21.12 (2). («seeking employer»)
- «établissement de l'extérieur» Établissement dont les catégories d'emplois à prédominance féminine sont comparées avec les catégories d'emplois à prédominance féminine d'un employeur intéressé au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur. («proxy establishment»)
- «établissement éventuel de l'extérieur» Relativement à un employeur intéressé, un établissement qui est admissible à être choisi comme l'établissement de l'extérieur pour cet employeur intéressé. («potential proxy establishment»)

«taux de catégorie relatif à l'équité salariale» S'entend de ce qui suit :

- a) en ce qui concerne une catégorie d'emplois à prédominance féminine dans un établissement de l'extérieur, le taux de catégorie qui serait exigé pour cette catégorie si l'équité salariale devait être atteinte à l'égard de cette catégorie au 1^{er} janvier 1994,
- b) en ce qui concerne une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé, le taux de caté-

issued an order under subsection 21.12 (2). ("employeur intéressé")

Proxy's information to be used

(2) For the purposes of the definition of "pay equity job rate", the pay equity job rate for a female job class of the proxy establishment is the rate indicated by the proxy employer for that class under paragraph 2 of subsection 21.17 (1).

Deemed increase in pay equity job rate

(3) If the job rate for a female job class of the seeking employer is increased by a percentage or dollar amount, and the increase is not made for the purpose of achieving pay equity, the pay equity job rate for any job class with which that female job class was compared shall be deemed to have been increased by the same percentage or dollar amount, as the case may be.

Application

21.12-(1) This Part applies to those employers who are declared, by order of a review officer, to be seeking employers for the purposes of this Part.

Order re seeking employer

- (2) A review officer may make an order declaring an employer to be a seeking employer if the employer has given notice to the Pay Equity Office under subsection 21.2 (5) and if the review officer finds,
 - (a) that the employer is a public sector employer; and
 - (b) that there is any female job class within the employer's establishment that cannot be compared to a male job class within the establishment under either the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison.

Reference to Hearings Tribunal

(3) Subsections 24 (5) and (6) apply, with necessary modifications, to an order made under subsection (2).

gorie qui serait exigé pour cette catégorie si le rapport entre le taux de catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie était le même que le rapport entre les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale reliés aux catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur avec lesquelles la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine est comparée et la valeur du travail accompli dans ces catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur. («pay equity iob rate»)

(2) Pour l'application de la définition de Renseigne-«taux de catégorie relatif à l'équité salariale», ser le taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à une catégorie d'emplois à prédominance féminine de l'établissement de l'extérieur est celui que l'employeur de l'extérieur indique à l'égard de cette catégorie aux termes de la disposition 2 du paragraphe 21.17 (1).

(3) Si le taux de catégorie relié à une Augmentation catégorie d'emplois à prédominance féminine taux de catéde l'employeur intéressé est augmenté d'un pourcentage ou d'un montant donné et que l'augmentation n'est pas effectuée en vue d'atteindre l'équité salariale, le taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à toute catégorie d'emplois avec laquelle cette catégorie d'emplois à prédominance féminine a été comparée est réputé avoir été augmenté du même pourcentage ou du même montant, selon le cas.

21.12 (1) La présente partie s'applique Champ d'apaux employeurs que l'agent de révision déclare, au moyen d'un ordre, des employeurs intéressés pour l'application de la présente partie.

(2) L'agent de révision peut donner un ordre déclarant qu'un employeur est un intéressé employeur intéressé si l'employeur a avisé le Bureau de l'équité salariale aux termes du paragraphe 21.2 (5) et que l'agent de révision constate ce qui suit :

Ordre relatif

- a) l'employeur est un employeur du secteur public;
- b) il existe une catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur qui ne peut être comparée à une catégorie d'emplois à prédominance masculine dans l'établissement ni selon la méthode de comparaison d'un emploi à l'autre, ni selon la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle.
- (3) Les paragraphes 24 (5) et (6) s'appli- Renvoi au quent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordre donné aux termes du paragraphe (2).

gender discrimination

- 21.13 For the purposes of this Part and despite subsection 4 (2), systemic gender discrimination in compensation shall be identified by undertaking comparisons, in terms of compensation and in terms of the value of the work performed, using the proxy method of comparison,
 - (a) between each key female job class in the seeking employer's establishment and female job classes in a proxy establishment; and
 - (b) between the female job classes in the seeking employer's establishment that are not key female job classes and the key female job classes in that establishment.

Proxy method required

21.14 – (1) A seeking employer shall use the proxy method of comparison for all female job classes in an establishment.

Proxy establishment

(2) The seeking employer shall select the proxy establishment to be used for the purposes of the proxy method of comparison in accordance with the regulations.

Proxy method described

- 21.15-(1) Pay equity is achieved for a female job class in an establishment of a seeking employer under the proxy method of comparison,
 - (a) in the case of a key female job class,
 - (i) when the class is compared with those female job classes in a proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class, and
 - (ii) when the job rate for the class bears the same relationship to the value of the work performed in the class as the pay equity job rates for the female job classes in the proxy establishment bear to the value of the work performed in those classes; and

- 21.13 Pour l'application de la présente Discriminapartie, et malgré le paragraphe 4 (2), le que entre les repérage de la discrimination systémique sexes entre les sexes en ce qui concerne la rétribution se fait au moyen de comparaisons établies au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur, sur les plans de la rétribution et de la valeur du travail accompli:
 - a) d'une part, entre chaque catégorie clé d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur intéressé et des catégories d'emplois à prédominance féminine dans un établissement de l'extérieur;
 - b) d'autre part, entre les catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur intéressé qui ne sont pas des catégories clés d'emplois à prédominance féminine et les catégories clés d'emplois à prédominance féminine dans cet établissement.
- 21.14 (1) L'employeur intéressé utilise la Méthode obliméthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur à l'égard de toutes les catégories d'emplois à prédominance féminine dans un établissement.

Établissement de l'extérieur

(2) L'employeur intéressé choisit, conformément aux règlements, l'établissement de l'extérieur qui doit être utilisé dans le cadre de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.

21.15 (1) L'équité salariale est atteinte à Description l'égard d'une catégorie d'emplois à prédomi- méthode nance féminine dans l'établissement d'un employeur intéressé selon la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur :

- a) dans le cas d'une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine :
 - (i) d'une part, lorsque la catégorie est comparée avec les catégories d'emplois à prédominance féminine dans un établissement de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine,
 - (ii) d'autre part, lorsque le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie est le même que le rapport entre les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale reliés aux catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur et la valeur du travail accompli dans ces catégories;

- (b) in the case of any other female job
 - (i) when the class has been compared with the key female job classes in the establishment of the seeking employer, and
 - (ii) when the job rate for the class bears the same relationship to the value of the work performed in the class as the pay equity job rates for the key female job classes bear to the value of the work performed in those classes.

Comparison methods

- (2) The comparisons referred to in subsection (1) shall be carried out using the proportional value method of comparison,
 - (a) in the case of a comparison under clause (1) (a), as if the female job classes in the proxy establishment were male job classes of the seeking employer; and
 - (b) in the case of a comparison under clause (1) (b), as if the key female job classes of the seeking employer were male job classes of the seeking employer.

Comparison system

(3) The comparisons shall be carried out using a gender-neutral comparison system.

Bargaining

(4) Comparisons under this section for a key female job class in a bargaining unit of the seeking employer shall be made with job classes in a bargaining unit of the proxy establishment unless the seeking employer and the bargaining agent for the employees in the key female job class agree otherwise.

If no classes similar

(5) For the purpose of making comparisons under clause (1) (a), if there is no female job class in the proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class of the seeking employer, the comparison shall be made with a group of female job classes in the proxy establishment selected by the proxy employer in accordance with subsections 21.17 (4) to (6).

- b) dans le cas de toute autre catégorie d'emplois à prédominance féminine :
 - (i) d'une part, lorsque la catégorie a été comparée avec les catégories clés d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'employeur intéressé,
 - (ii) d'autre part, lorsque le rapport entre le taux de catégorie relié à la catégorie et la valeur du travail accompli dans cette catégorie est le même que le rapport entre les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale reliés aux catégories clés d'emplois à prédominance féminine et la valeur du travail accompli dans ces catégo-

(2) Les comparaisons visées au paragraphe Méthodes de (1) sont établies au moyen de la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle comme si:

comparaison

- a) dans le cas de la comparaison visée à l'alinéa (1) a), les catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur étaient des catégories d'emplois à prédominance masculine de l'employeur intéressé;
- b) dans le cas de la comparaison visée à l'alinéa (1) b), les catégories clés d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé étaient des catégories d'emplois à prédominance masculine de l'employeur intéressé.
- (3) Les comparaisons sont établies au Système de moyen d'un système non sexiste de comparaison.

comparaison

négociation

- (4) Les comparaisons visées au présent Unité de article à l'égard d'une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine dont les membres appartiennent à une unité de négociation de l'employeur intéressé sont établies avec les catégories d'emplois dont les membres appartiennent à une unité de négociation de l'établissement de l'extérieur à moins que l'employeur intéressé et l'agent négociateur des employés compris dans la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine ne conviennent du contraire.
- (5) Aux fins de l'établissement des compa- Absence de raisons visées à l'alinéa (1) a), s'il n'existe semblable aucune catégorie d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé, la comparaison est établie avec un groupe de catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur qui sont choisies par l'em-

Group of

(6) Subsections 6 (6) to (10) apply, with necessary modifications, to the proxy method of comparison.

Combined establishments

- 21.16-(1) Two or more seeking employers may agree that, for the purposes of a pay equity plan under this Part, all their employees constitute a single establishment,
 - (a) if the seeking employers are in the same geographic division; or
 - (b) if the seeking employers are otherwise entitled to agree under section 2,

and the employers shall be considered to be a single employer.

Limitations

(2) The circumstances in which seeking employers may enter into an agreement under clause (1) (a) may be limited by regu-

Exception

(3) If any of the employees to be covered by a plan referred to in subsection (1) have a bargaining agent, an agreement made under that subsection is not effective unless the bargaining agent joins the agreement.

Employers to implement plans

(4) Even though the employees of two or more seeking employers are considered to be one establishment under subsection (1), each employer is responsible for implementing and maintaining the pay equity plan with respect to that employer's employees.

Obtaining information from potential proxy employers

- 21.17—(1) For the purpose of making a comparison for a key female job class using the proxy method, a seeking employer may request any potential proxy employer to provide it with the following information relating to a potential proxy establishment of the potential proxy employer:
 - 1. Information about the duties and responsibilities of each female job class in the potential proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class of the seeking employer.
 - 2. The pay equity job rate for each female job class in the potential proxy establishment referred to in paragraph 1.

ployeur de l'extérieur conformément aux paragraphes 21.17 (4) à (6).

(6) Les paragraphes 6 (6) à (10) s'appli- Groupe d'emquent, avec les adaptations nécessaires, à la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.

21.16 (1) Deux employeurs intéressés ou Établisseplus peuvent convenir qu'aux fins d'un pro- nés gramme d'équité salariale visé par la présente partie, tous leurs employés ne constituent qu'un seul établissement si, selon le cas:

ments combi-

- a) les employeurs intéressés sont dans la même zone géographique;
- b) les employeurs intéressés ont le droit de conclure une convention aux termes de l'article 2.

Les employeurs sont alors réputés un seul employeur.

(2) Les circonstances dans lesquelles les Restrictions employeurs intéressés peuvent conclure une convention aux termes de l'alinéa (1) a) peuvent être restreintes par règlement.

(3) Si des employés auxquels doit s'appli- Exception quer un programme visé au paragraphe (1) sont représentés par un agent négociateur, la convention conclue aux termes de ce paragraphe ne prend effet que si l'agent négociateur devient partie à la convention.

(4) Même si les employés de deux Les employeurs intéressés ou plus sont considérés sont responcomme un seul établissement aux termes du sables des paragraphe (1), chaque employeur est res- programmes ponsable de la mise en oeuvre et du maintien du programme d'équité salariale à l'égard de ses employés.

employeurs

- 21.17 (1) Aux fins de l'établissement d'une comparaison à l'égard d'une catégorie clé d'emplois à prédominance féminine au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur, l'employeur intéressé peut demander à tout employeur éventuel de l'extérieur de lui fournir les renseignements suivants concernant un établissement éventuel de l'extérieur de l'employeur éventuel de l'extérieur :
 - Obtention de renseignements des employeurs
 - 1. Des renseignements sur les fonctions et les responsabilités de chacune des catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement éventuel de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé.
 - 2. Le taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à chacune des catégories d'emplois à prédominance féminine

- 3. The total cost of benefits provided to or for the benefit of the employees of the potential proxy establishment, expressed as a percentage of the total amount of all wages and salaries paid to those employees.
- 4. Such other information as may be prescribed in the regulations.

Request

- (2) The potential proxy employer shall provide the requested information if,
 - (a) the request is made in writing;
 - (b) the request is accompanied by a copy of the order issued under subsection 21.12 (2);
 - (c) the request is accompanied by an organization chart showing the reporting relationships for all job classes of the seeking employer;
 - (d) the request contains a detailed description, in a form approved by the Commission, of the duties and responsibilities of the key female job class of the seeking employer that is to be compared using the proxy method;
 - (e) the request contains such additional information as may be prescribed in the regulations;
 - (f) the request is signed by the employer or a partner of the employer, or, if the employer is a corporation, if the request is accompanied by a copy of a resolution of the corporation's board of directors resolving that the corporation make the request and by a certificate of an officer of the corporation certifying that the copy is a true copy; and
 - (g) if the members of the key female job class of the seeking employer have a bargaining agent,
 - (i) the request is signed by the bargaining agent, and
 - (ii) it indicates whether the seeking employer and the bargaining agent have agreed that the class may be compared to job classes that are not in a bargaining unit of the establishment that is selected as the proxy establishment.

- dans l'établissement éventuel de l'extérieur visé à la disposition 1.
- Le coût total des avantages fournis aux employés de l'établissement éventuel de l'extérieur ou à leur profit, exprimé en pourcentage du montant total de tous les salaires et traitements versés à ces employés.
- 4. Les autres renseignements prescrits par les règlements.
- (2) L'employeur éventuel de l'extérieur Demande fournit les renseignements demandés si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la demande est faite par écrit;
 - b) la demande est accompagnée d'une copie d'un ordre donné aux termes du paragraphe 21.12 (2);
 - c) la demande est accompagnée d'un organigramme indiquant les rapports hiérarchiques pour toutes les catégories d'emplois de l'employeur intéressé;
 - d) la demande contient une description détaillée, rédigée selon la formule approuvée par la Commission, des fonctions et des responsabilités de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé qui doit être comparée au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur;
 - e) la demande contient les renseignements supplémentaires prescrits par les règlements;
 - f) la demande est signée par l'employeur ou par un associé de l'employeur ou, si l'employeur est une personne morale, elle est accompagnée d'une copie d'une résolution du conseil d'administration de la personne morale enjoignant à la personne morale de faire la demande et d'un certificat d'un dirigeant de la personne morale attestant que la copie est une copie conforme;
 - g) si les membres de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé sont représentés par un agent négociateur :
 - (i) d'une part, la demande est signée par l'agent négociateur,
 - (ii) d'autre part, la demande indique si l'employeur intéressé et l'agent négociateur ont convenu que la catégorie peut être comparée à des catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent pas à une unité de négociation de l'éta-

Response time

(3) An employer who is required to provide information under subsection (2) shall do so within sixty days after receiving the request.

If no classes

(4) If there is no female job class in the potential proxy establishment whose duties and responsibilities are similar to those of the key female job class of the seeking employer, the potential proxy employer shall provide the information for a group of female job classes in the potential proxy establishment selected by the potential proxy employer in accordance with subsections (5) and (6).

Representative range

(5) Subject to subsection (6), the group of female job classes selected under subsection (4) shall consist of classes whose pay equity job rates are representative of the range of pay equity job rates in the potential proxy establishment.

Bargaining unit

(6) If the key female job class referred to in subsection (4) is in a bargaining unit, the group of classes selected by the potential proxy employer must be in a bargaining unit of that employer unless the seeking employer and the bargaining agent for the employees in the key female job class have agreed that the class may be compared to job classes that are not in a bargaining unit of the establishment that is selected as the proxy establishment.

Confiden-

(7) The seeking employer, an employee of the seeking employer or a bargaining agent for such an employee shall use the information provided by a potential proxy employer only for the purposes of this Act.

Offence

(8) Every person who contravenes subsection (7) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual, and not more than \$50,000 in any other case.

Parties to an

(9) If a corporation or bargaining agent contravenes subsection (7), every officer, official or agent of the corporation or bargaining agent who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is party to and guilty of the offence and, on conviction,

blissement choisi comme établissement de l'extérieur.

(3) L'employeur qui est tenu de fournir Délai des renseignements aux termes du paragraphe (2) les fournit dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande.

(4) S'il n'existe aucune catégorie d'emplois Absence de à prédominance féminine dans l'établisse- semblable ment éventuel de l'extérieur dont les fonctions et les responsabilités sont semblables à celles de la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé, l'employeur éventuel de l'extérieur fournit les renseignements relatifs à un groupe de catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement éventuel de l'extérieur qui sont choisies par l'employeur éventuel de l'extérieur conformément aux paragraphes (5) et (6).

représentative

(5) Sous réserve du paragraphe (6), le Gamme groupe de catégories d'emplois à prédominance féminine qui sont choisies aux termes du paragraphe (4) se compose de catégories dont les taux de catégorie relatifs à l'équité salariale sont représentatifs de la gamme des taux de catégorie relatifs à l'équité salariale dans l'établissement éventuel de l'extérieur.

négociation

(6) Si les membres de la catégorie clé Unité de d'emplois à prédominance féminine visée au paragraphe (4) appartiennent à une unité de négociation, les membres du groupe de catégories qui sont choisies par l'employeur éventuel de l'extérieur doivent appartenir à une unité de négociation de cet employeur à moins que l'employeur intéressé et l'agent négociateur des employés compris dans la catégorie clé d'emplois à prédominance féminine n'aient convenu que la catégorie peut être comparée à des catégories d'emplois dont les membres n'appartiennent pas à une unité de négociation de l'établissement qui est choisi comme établissement de l'exté-

(7) L'employeur intéressé, un employé de Confidential'employeur intéressé ou l'agent négociateur de cet employé n'utilise les renseignements fournis par un employeur éventuel de l'extérieur que pour l'application de la présente loi.

(8) Quiconque contrevient au paragraphe Infraction (7) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une personne physique, et d'au plus 50 000 \$ dans les autres cas.

Parties à l'in-

(9) Si une personne morale ou un agent négociateur contreviennent au paragraphe (7), le dirigeant, le délégué ou le mandataire de la personne morale ou de l'agent négociateur qui autorise ou permet la contravention ou y consent est partie à l'infraction, en est

is liable to the penalty provided for the offence whether or not the corporation or bargaining agent has been prosecuted or convicted.

Bargaining

(10) A prosecution for an offence created by subsection (8) may be instituted against a bargaining agent in its own name.

Consent

(11) No prosecution for an offence created by subsection (8) shall be instituted except with the consent in writing of the Hearings Tribunal.

Pay equity plan

21.18—(1) Every seeking employer shall prepare a pay equity plan to provide for pay equity using the proxy method of comparison.

Contents

- (2) The plan must do the following:
- 1. Identify the establishment to which the plan applies.
- 2. Identify the key female job classes of the seeking employer.
- 3. Identify the proxy employer and the proxy establishment.
- 4. Identify the female job classes in the proxy establishment with which the key female job classes of the seeking employer were compared and set out their pay equity job rates.
- 5. Identify the female job classes in the seeking employer that are not key female job classes and that were compared with the key female job classes.
- 6. Describe the gender-neutral comparison system used for the purpose of making the comparisons.
- 7. Describe the methodology used for the calculations required by the comparisons.
- 8. Set out the value of the work performed in each job class that was compared with another job class.
- 9. Set out the results of the comparisons.
- 10. Identify all positions that are excluded in determining whether a job class is a female job class or a male job class and that are not to be included in any compensation adjustments under the

coupable et, sur déclaration de culpabilité, est passible de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ou l'agent négociateur aient été ou non poursuivis ou déclarés coupables de l'infraction.

(10) Une poursuite relative à une infrac- Agent négotion créée par le paragraphe (8) peut être intentée contre l'agent négociateur en tant que tel.

(11) Il ne peut être intenté de poursuite Consentement relative à une infraction créée par le paragraphe (8) sans le consentement écrit du Tribu-

21.18 (1) Chaque employeur intéressé Programme élabore un programme d'équité salariale riale visant à assurer l'équité salariale au moyen de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.

d'équité sala-

(2) Le programme doit faire ce qui suit :

Contenu

- 1. Il repère l'établissement auquel il s'applique.
- 2. Il repère les catégories clés d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé.
- 3. Il repère l'employeur de l'extérieur et l'établissement de l'extérieur.
- 4. Il repère les catégories d'emplois à prédominance féminine dans l'établissement de l'extérieur avec lesquelles les catégories clés d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé ont été comparées et fixe leurs taux de catégorie relatifs à l'équité salariale.
- 5. Il repère les catégories d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé qui ne sont pas des catégories clés d'emplois à prédominance féminine et qui ont été comparées avec les catégories clés d'emplois à prédominance féminine.
- 6. Il expose le système non sexiste de comparaison utilisé afin d'établir les comparaisons.
- 7. Il expose la méthode utilisée pour effectuer les calculs qu'exigent les comparaisons.
- 8. Il détermine la valeur du travail accompli dans chaque catégorie d'emplois qui a été comparée avec une autre.
- 9. Il énonce les résultats des comparai-
- 10. Il repère tous les postes qui sont exclus lorsqu'il est déterminé si une catégorie d'emplois est une catégorie d'emplois à prédominance féminine ou une catégorie d'emplois à prédomi-

plan by virtue of subsection 8 (3), and set out the reasons for relying on that subsection.

- 11. With respect to all female job classes for which pay equity does not exist according to the comparisons, indicate how the compensation in those job classes will be adjusted to achieve pay equity.
- 12. Set out the date on which the first adjustments in compensation will be made under the plan, which date shall be not later than one year after this section comes into force.

Plan binding

(3) A pay equity plan prepared under this Part binds the employer and the employees to whom the plan applies and their bargaining agent, if any.

Plan to prevail

(4) A pay equity plan prepared under this Part prevails over all relevant collective agreements and the adjustments to rates of compensation required by the plan shall be deemed to be incorporated into and form part of the relevant collective agreements.

Requirement to post plan

21.19 An employer required to prepare a pay equity plan under this Part shall post a copy of it in the workplace within six months after this section comes into force.

Bargaining unit employees

21.20 Sections 14, 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to a pay equity plan that is prepared under this Part for employees in a bargaining unit.

Non-bargaining unit employees

21.21—(1) This section applies with respect to pay equity plans prepared under this Part for employees who are not in a bargaining unit.

Review period

(2) The employees shall have until the ninetieth day after the plan is posted to review it and submit comments to the employer on the plan.

Application of certain provisions

(3) Subsections 14 (1) and 15 (2), (3) and (5) to (8) and sections 16 and 17 apply, with necessary modifications, with respect to the

Compensation adjustments

21.22 – (1) A seeking employer shall make the first adjustments in compensation in respect of a pay equity plan prepared nance masculine et qui ne doivent pas être inclus dans les rajustements de la rétribution effectués en vertu du programme du fait du paragraphe 8 (3), et énonce les motifs pour lesquels ce paragraphe est invoqué.

- 11. Il indique, à l'égard de toutes les catégories d'emplois à prédominance féminine où l'équité salariale n'existe pas conformément aux comparaisons établies, en quoi consiste le mode de rajustement de la rétribution choisi pour atteindre l'équité salariale.
- 12. Il énonce la date à laquelle seront effectués les premiers rajustements de la rétribution en vertu du programme, laquelle ne peut se situer plus d'un an après l'entrée en vigueur du présent article.

(3) Le programme d'équité salariale éla- Le proboré aux termes de la présente partie lie les parties l'employeur et les employés auxquels il s'applique ainsi que leur agent négociateur, le cas échéant.

(4) Le programme d'équité salariale éla- Le proboré aux termes de la présente partie l'emporte sur toute convention collective pertinente. Les rajustements des taux de rétribution qu'exige le programme sont réputés incorporés aux conventions collectives pertinentes et en faire partie intégrante.

21.19 L'employeur qui est tenu d'élabo- Affichage du rer un programme d'équité salariale aux termes de la présente partie affiche une copie du programme sur les lieux de travail dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.

21.20 Les articles 14, 16 et 17 s'appli- Employés quent, avec les adaptations nécessaires, à une unité de l'égard du programme d'équité salariale éla- négociation boré aux termes de la présente partie qui est destiné aux employés appartenant à une unité de négociation.

21.21 (1) Le présent article s'applique à l'égard des programmes d'équité salariale élaborés aux termes de la présente partie qui unité de sont destinés aux employés n'appartenant à aucune unité de négociation.

Employés n'appartenant

(2) Les employés ont jusqu'au quatrevingt-dixième jour qui suit la date d'affichage du programme pour l'examiner et pour présenter leurs observations à l'employeur à son sujet.

Période d'examen

(3) Les paragraphes 14 (1) et 15 (2), (3) et Champ d'ap-(5) à (8) et les articles 16 et 17 s'appliquent, certaines disavec les adaptations nécessaires, à l'égard du positions programme.

21.22 (1) Les premiers rajustements de Rajustements la rétribution qu'effectue l'employeur intéressé à l'égard d'un programme d'équité sala-

under this Part effective as of the 1st day of January, 1994.

Application provisions

(2) Subsections 13 (3) to (6) and (8) apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

Deemed increase in pay equity iob rate

(3) Despite subsections 13 (3) to (6), a seeking employer shall increase the job rate for a female job class for which pay equity has not been achieved by the dollar amount of any deemed increase in the pay equity job rate for the job class with which the female job class of the seeking employer was compared that is required by subsection 21.11 (3). This increase shall be made before any adjustments required by subsection 13 (3), (4) or (5) are made.

Deemed compliance

(4) Every employer who prepares and implements a pay equity plan under this Part shall be deemed not to be in contravention of subsection 7 (1) with respect to those employees covered by the plan or plans that apply to the employees but only with respect to those compensation practices that existed immediately before the 1st day of January, 1994.

Orders for information

- 21.23-(1) A review officer or the Hearings Tribunal may order,
 - (a) a proxy employer or a potential proxy employer to provide to a seeking employer any information that the proxy employer or potential proxy employer is required to provide by this Act or the regulations;
 - (b) a seeking employer to provide to a proxy employer or a potential proxy employer any information that the seeking employer is required to provide by this Act or the regulations.

Compliance

(2) An employer or a bargaining agent shall comply with an order issued under subsection (1) within the time indicated in the order.

Reference to Hearings Tribunal

- (3) Subsections 24 (5) and (6) apply, with necessary modifications, to an order issued by a review officer under subsection (1).
- 14.-(1) Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out "Part II" in the third line and substituting "Part II, III.1 or III.2".
- (2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) If a review officer is of the opinion that because of changed circumstances a pay equity plan is no longer appropriate, the offiriale élaboré aux termes de la présente partie prennent effet le 1er janvier 1994.

(2) Les paragraphes 13 (3) à (6) et (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du programme.

certaines dispositions

(3) Malgré les paragraphes 13 (3) à (6), l'employeur intéressé ajoute au taux de catégorie relié à une catégorie d'emplois à prédominance féminine à l'égard de laquelle l'équité salariale n'a pas été atteinte le montant donné de toute augmentation réputée du taux de catégorie relatif à l'équité salariale relié à la catégorie d'emplois avec laquelle la catégorie d'emplois à prédominance féminine de l'employeur intéressé a été comparée qui est exigée par le paragraphe 21.11 (3). Cette augmentation a lieu avant que ne soient effectués les rajustements exigés par le paragraphe 13 (3), (4) ou (5).

Augmentation réputée du taux de catégorie relatif à l'équité sala-

(4) L'employeur qui élabore et met en oeuvre un programme d'équité salariale aux termes de la présente partie est réputé ne pas contrevenir au paragraphe 7 (1) en ce qui concerne les employés visés par le programme ou les programmes qui s'appliquent aux employés, mais seulement en ce qui a trait aux pratiques de rétribution qui existaient immédiatement avant le 1er janvier 1994.

Conformité réputée

21.23 (1) L'agent de révision ou le Tribunal peut ordonner:

Renseignements exigés

- a) à l'employeur de l'extérieur ou à l'employeur éventuel de l'extérieur de fournir à l'employeur intéressé les renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir;
- b) à l'employeur intéressé de fournir à l'employeur de l'extérieur ou à l'employeur éventuel de l'extérieur les renseignements que la présente loi ou les règlements l'obligent à fournir.

(2) L'employeur ou l'agent négociateur Conformité doit se conformer à l'ordre donné ou à l'ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) dans le délai qui y est indiqué.

(3) Les paragraphes 24 (5) et (6) s'appli- Renvoi au quent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordre donné par un agent de révision aux termes du paragraphe (1).

- 14 (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «partie II» aux troisième et quatrième lignes, de «partie II, III.1 ou III.2».
- (2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (2.1) S'il est d'avis qu'en raison d'un changement de la situation, un programme d'équité salariale ne convient plus, l'agent de

Same

cer may order the employer to amend the plan in such manner as is set out in the order or to take such steps with a view to amending the plan as are set out in the order.

(3) Subsection 24 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

- (3) If a review officer is of the opinion that there has been a contravention of this Act by an employer, employee or bargaining agent, the officer may order the employer, employee or bargaining agent to take such steps to comply with the Act as are set out in the order.
- (4) Subsection 24 (4) of the Act is amended by adding at the end "or a posting date that is later than the one provided under section 21.7 or 21.19".
- (5) Section 24 of the Act is further amended by adding the following subsections:

Same

(5.1) The Pay Equity Office shall be deemed to be the applicant for a reference under subsection (5).

Same

(5.2) On a reference under subsection (5), the Hearings Tribunal shall not consider the merits of the order that is the subject of the reference.

Burden of proving compliance

- (5.3) On a reference under subsection (5), the person against whom the order was made has the burden of proving that he, she or it has complied with the order.
- 15.—(1) Section 25 of the Act is amended by adding the following subsection:

Reference stayed

- (1.1) A reference under subsection 24 (5) respecting an order shall not proceed if the Hearings Tribunal has confirmed, varied or revoked the order following a hearing requested under subsection 23 (4) or 24 (6).
- (2) Clause 25 (2) (a) of the Act is amended by striking out "Part II" in the third line and substituting "Part II, III.1 or III.2".
- (3) Clause 25 (2) (c) of the Act is amended by inserting after "compensation" in the third line "or has failed to make an adjustment in accordance with subsection 21.2 (2)".
- (4) Subsection 25 (2) of the Act is amended by adding the following clause:
- (e.1) may determine whether a sale of a business has occurred.
- (5) Subsection 25 (4) of the Act is amended by striking out "Part II, except section 16, applies" in the first line and substituting "Parts II, III.1 and III.2, apply".

révision peut ordonner à l'employeur de modifier le programme de la manière énoncée dans son ordre ou de prendre les mesures énoncées dans son ordre en vue de modifier le programme.

(3) Le paragraphe 24 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) S'il est d'avis qu'un employeur, un Idem employé ou un agent négociateur a contrevenu à la présente loi, l'agent de révision peut ordonner à l'employeur, à l'employé ou à l'agent négociateur de prendre les mesures énoncées dans son ordre aux fins de se conformer à la Loi.

- (4) Le paragraphe 24 (4) de la Loi est modifié par adjonction de «ou une date d'affichage postérieure à celle que prévoit l'article 21.7 ou 21.19».
- (5) L'article 24 de la Loi est modifié en outre par adjonction des paragraphes suivants:
- (5.1) Le Bureau de l'équité salariale est Idem réputé être le requérant lors d'un renvoi visé au paragraphe (5).
- (5.2) Lors d'un renvoi visé au paragraphe Idem (5), le Tribunal ne doit pas examiner le bienfondé de l'ordre qui fait l'objet du renvoi.
- (5.3) Lors d'un renvoi visé au paragraphe Fardeau de la (5), il incombe à la personne contre qui l'ordre a été donné de prouver qu'elle s'y est conformée.

- 15 (1) L'article 25 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (1.1) Il n'est pas donné suite au renvoi Renvoi susvisé au paragraphe 24 (5) à l'égard d'un ordre si le Tribunal a confirmé, modifié ou révoqué l'ordre à la suite d'une audience demandée en vertu du paragraphe 23 (4) ou

- (2) L'alinéa 25 (2) a) de la Loi est modifié par substitution, à «partie II» à la sixième ligne, de «partie II, III.1 ou III.2».
- (3) L'alinéa 25 (2) c) de la Loi est modifié par insertion, après «rétribution» à la troisième ligne, de «ou qu'il n'a pas effectué de rajustement conformément au paragraphe 21.2 (2)».
- (4) Le paragraphe 25 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
- e.1) déterminer si la vente d'une entreprise a eu lieu.
- (5) Le paragraphe 25 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «À l'exception de l'article 16, la partie II s'applique» aux première et deuxième lignes, de «Les parties II, III.1 et III.2 s'appliquent».

- (6) Clause 25 (4) (a) of the Act is amended by adding at the end "or a posting date that is later than the one provided under section 21.7 or 21.19".
- (7) Clause 25 (4) (b) of the Act is amended by adding at the end "or a date that is later than the one provided under section 21.10 or 21.22".
- (8) Section 25 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (4.1) Despite subsection (4), section 16 does not apply with respect to a pay equity plan prepared under clause (2) (a).
- (9) Section 25 of the Act is further amended by adding the following subsection:

Burden of proof

- (7) In a hearing before the Hearings Tribunal, a person who is alleged to have contravened subsection 9 (2) has the burden of proving that he, she or it did not contravene the subsection.
- 16. The Act is further amended by adding the following section:

Settlements

25.1-(1) The parties to a matter in respect of which the Hearings Tribunal is required to hold a hearing may settle the matter in writing.

Binding effect

(2) A settlement under subsection (1) binds the parties to it.

Bargaining unit employees

(3) If a bargaining agent is a party to a settlement under subsection (1), the settlement also binds the employees who are represented by the bargaining agent.

Complaint

(4) A party to the settlement may file with the Hearings Tribunal a complaint that the settlement is not being complied with.

Hearing

(5) The Hearings Tribunal shall hold a hearing respecting the complaint.

Finding

- (6) If the Hearings Tribunal finds that a party is not complying with the settlement, it may order the party to take such steps as it may specify to come into compliance or to rectify the failure to comply.
- 17. Subsection 29 (2) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clauses:
 - (d) may, upon the request of the parties or on its own initiative, convene one or more pre-hearing conferences;
 - (e) may order a party to disclose such evidence and to produce such documents and other things as the Tribunal may specify before the commencement of a hearing;

- (6) L'alinéa 25 (4) a) de la Loi est modifié par adjonction de «ou une date d'affichage postérieure à celle que prévoit l'article 21.7 ou 21.19».
- (7) L'alinéa 25 (4) b) de la Loi est modifié par adjonction de «ou d'une date postérieure à celle que prévoit l'article 21.10 ou 21.22».
- (8) L'article 25 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4.1) Malgré le paragraphe (4), l'article 16 Idem ne s'applique pas à l'égard d'un programme d'équité salariale élaboré aux termes de l'alinéa (2) a).

- (9) L'article 25 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :
- (7) Lors d'une audience du Tribunal, il incombe à la personne qui aurait contrevenu au paragraphe 9 (2) de prouver qu'elle n'y a pas contrevenu.

Fardeau de la preuve

- 16 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :
- 25.1 (1) Les parties à une question à Règlements l'égard de laquelle le Tribunal doit tenir une audience peuvent régler la question par écrit.

(2) Le règlement visé au paragraphe (1) lie les parties.

Le règlement lie les parties

(3) Si un agent négociateur est partie à un règlement visé au paragraphe (1), le règle- une unité de ment lie également les employés que repré- négociation sente l'agent négociateur.

Employés appartenant à

(4) Toute partie au règlement peut dépo- Plainte ser auprès du Tribunal une plainte précisant qu'il y a défaut de se conformer au règlement.

(5) Le Tribunal tient une audience au Audience sujet de la plainte.

(6) S'il constate qu'une partie ne se con- Constatation forme pas au règlement, le Tribunal peut ordonner à la partie de prendre les mesures qu'il précise aux fins de s'y conformer ou de rectifier le défaut de s'y conformer.

- 17 Le paragraphe 29 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :
 - d) il peut, à la demande des parties ou de son propre chef, convoquer une ou plusieurs conférences préparatoires à l'audience;
 - e) il peut ordonner à une partie de divulguer les éléments de preuve et de produire les documents et autres choses que précise le Tribunal avant le début de l'audience;

- (f) may authorize the presiding officer or a deputy presiding officer to exercise the powers of the Tribunal under clause (d) or (e); and
- (g) may in a hearing admit such oral or written evidence as it, in its discretion, considers proper, whether admissible in a court of law or not.

18. The Act is further amended by adding the following section:

incapacity of

- **29.1**—(1) If, after a panel of the Hearings Tribunal begins holding a hearing respecting a matter but before it reaches a decision on all the issues before it, the presiding officer or deputy presiding officer dies or becomes incapacitated, another panel of the Tribunal shall decide whether,
 - (a) the hearing should continue but with the member who died or became incapacitated having been replaced by a presiding officer or deputy presiding officer; or
 - (b) a new hearing should be held before another panel.

Same

- (2) If, after a panel of the Hearings Tribunal begins holding a hearing respecting a matter and before it reaches a decision on all the issues before it, a member who is a representative of employers or employees dies or becomes incapacitated, another panel of the Tribunal shall decide whether,
 - (a) the hearing should continue but with the member who died or became incapacitated having been replaced by another representative of employers or employees, as the case may be;
 - (b) the hearing should continue but with the members who are representative of employers and employees having been replaced by other representatives of employers and employees;
 - (c) the hearing should continue without representatives of either employers or employees; or
 - (d) a new hearing should be held before another panel.

Panels

(3) If it is decided that there should be a new hearing before another panel, that panel may include a member of the panel one of whose members died or became incapacitated.

Severable matters

(4) A panel that decides that there should be a new hearing under clause (1) (b) or (2) (d) may, if the previous panel had reached a decision respecting some of the issues before it, direct that any decision

- f) il peut autoriser le président ou un vice-président à exercer les pouvoirs du Tribunal visés à l'alinéa d) ou e):
- g) il peut, au cours d'une audience, admettre les éléments de preuve orale ou écrite qu'il estime appropriés, que ceux-ci soient admissibles ou non devant un tribunal judiciaire.

18 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

29.1 (1) Si, après qu'un comité du Tri- Décès ou bunal commence à tenir une audience à d'un membre l'égard d'une question, mais que, avant qu'il ne rende une décision sur toutes les questions en litige dont il est saisi, le président ou le vice-président décède ou est empêché d'agir, un autre comité du Tribunal décide si, selon le cas:

empêchement

- a) l'audience devrait se poursuivre, le membre décédé ou empêché d'agir ayant été remplacé par un président ou un vice-président;
- b) une nouvelle audience devrait être tenue devant un autre comité.
- (2) Si, après qu'un comité du Tribunal Idem commence à tenir une audience à l'égard d'une question, mais que, avant qu'il ne rende une décision sur toutes les questions en litige dont il est saisi, un membre qui représente les employeurs ou les employés décède ou est empêché, un autre comité du Tribunal décide si, selon le cas:
 - a) l'audience devrait se poursuivre, le membre décédé ou empêché d'agir ayant été remplacé par un autre représentant des employeurs ou des employés, selon le cas;
 - b) l'audience devrait se poursuivre, les membres qui représentent les employeurs et les employés ayant été remplacés par d'autres représentants des employeurs et des employés;
 - c) l'audience devrait se poursuivre sans représentant des employeurs ou des employés;
 - d) une nouvelle audience devrait être tenue devant un autre comité.
- (3) S'il est décidé qu'une nouvelle Comités audience devrait être tenue devant un autre comité, celui-ci peut comprendre un membre du comité dont un des membres est décédé ou a été empêché d'agir.
- (4) Le comité qui décide qu'une nouvelle Questions audience devrait être tenue en vertu de l'alinéa (1) b) ou (2) d) peut, si le comité précédent avait rendu une décision à l'égard de certaines questions en litige dont il était saisi,

respecting those issues stands and that the new panel should consider only the issues that remain outstanding.

Hearing

(5) Before making a decision under subsection (1) or (2), the panel shall hold a hearing.

One-person quorum

(6) If it is decided that a hearing should continue under clause (2) (c), the presiding officer or deputy presiding officer, as the case may be, shall constitute a quorum and shall resume the hearing without the other member.

New panel

- (7) If a new hearing is held under this section, subsections 29 (4) and (5) apply, with necessary modifications.
- 19.—(1) Subsection 32 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b), by adding "and" at the end of clause (c) and by adding the following clause:
 - (d) any other persons entitled by law to be parties.
- (2) Section 32 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) The Hearings Tribunal or a review officer may require an employer to post a notice relating to this Act in a workplace.

Same

(2.1) If the Hearings Tribunal is satisfied that a notice required to be posted under subsection (1.1) has not been posted, the Tribunal may order a review officer to enter the workplace and post the notice.

- (3) Subsection 32 (4) of the Act is amended by inserting after "Hearings Tribunal" in the second line "or the Pay Equity Office".
- 20.-(1) Subsection 33 (1) of the Act is amended by striking out "and orders of the Hearings Tribunal" in the second and third
- (2) Subsection 33 (2) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (d), by adding "and" at the end of clause (e) and by adding the following clause:
 - (f) shall prepare and make available to employers a form of notice to be posted under subsection 7.1 (1).
- 21.-(1) Section 36 of the Act is amended by adding the following clauses:
- (f.1) prescribing limitations on the requirement that an employer maintain pay equity for a female job class;

donner une directive portant que toute décision rendue à l'égard de ces questions demeure valide et que le nouveau comité ne devrait examiner que les questions en litige non réglées.

(5) Avant de rendre une décision en vertu Audience du paragraphe (1) ou (2), le comité tient une audience.

(6) S'il est décidé qu'une audience devrait Quorum se poursuivre en vertu de l'alinéa (2) c), le sonne président ou le vice-président, selon le cas, constitue le quorum et reprend l'audience sans l'autre membre.

(7) Si une nouvelle audience est tenue en Nouveau vertu du présent article, les paragraphes 29 (4) et (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

comité

- 19 (1) Le paragraphe 32 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - d) les autres personnes qui ont légalement le droit d'être parties.
- (2) L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (1.1) Le Tribunal ou l'agent de révision Idem peut exiger que l'employeur affiche un avis relatif à la présente loi sur les lieux de travail.

(2.1) S'il est convaincu qu'un avis devant Idem

- être affiché aux termes du paragraphe (1.1) ne l'a pas été, le Tribunal peut ordonner à un agent de révision de pénétrer sur les lieux de travail et d'y afficher l'avis.
- (3) Le paragraphe 32 (4) de la Loi est modifié par insertion, après «Tribunal» à la deuxième ligne, de «ou le Bureau de l'équité salariale».
- 20 (1) Le paragraphe 33 (1) de la Loi est modifié par suppression de «et des ordonnances du Tribunal» aux deuxième et troisième lignes.
- (2) Le paragraphe 33 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - f) il rédige une formule pour l'avis devant être affiché aux termes du paragraphe 7.1 (1) et la met à la disposition des employeurs.
- 21 (1) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :
 - f.1) prescrire des restrictions en ce qui a trait à l'obligation de l'employeur de maintenir l'équité salariale à l'égard

d'une catégorie d'emplois à prédominance féminine;

(g.1) prescribing one or more methods of comparing male and female job classes as proportional value methods of comparison;

- (g.2) governing the selection of an establishment as the proxy establishment for a seeking employer under Part III.2;
- (g.3) limiting the circumstances in which seeking employers may make agreements under clause 21.16 (1) (a);
- (g.4) prescribing information for the purpose of paragraph 4 of subsection 21.17 (1);
- (g.5) prescribing information for the purpose of clause 21.17 (2) (e).
- (2) Clause 36 (h) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (h) amending the Appendix to the Schedule and providing that the mandatory posting date for an entity included in the Appendix by amendment is the date set out in the regulations.
- (3) Section 36 of the Act is further amended by adding the following subsection:

Retroactivity

(2) A regulation made under clause (1) (f.1) is, if it so provides, effective with reference to a period before it was filed.

Commencement

22.—(1) This Act, except section 2, comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Same

(2) Section 2 shall be deemed to have come into force on the 18th day of December, 1991.

Short title

23. The short title of this Act is the Pay Equity Amendment Act, 1993.

- g.1) prescrire une ou plusieurs méthodes pour comparer les catégories d'emplois à prédominance féminine et les catégories d'emplois à prédominance masculine en tant que méthodes de comparaison de la valeur proportionnelle;
- g.2) régir le choix d'un établissement comme établissement de l'extérieur dans le cas de l'employeur intéressé visé à la partie III.2;
- g.3) restreindre les circonstances dans lesquelles les employeurs intéressés peuvent conclure des conventions aux termes de l'alinéa 21.16 (1) a);
- g.4) prescrire les renseignements pour l'application de la disposition 4 du paragraphe 21.17 (1);
- g.5) prescrire les renseignements pour l'application de l'alinéa 21.17 (2) e).
- (2) L'alinéa 36 h) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - h) modifier l'appendice de l'annexe et prévoir que la date d'affichage obligatoire d'une entité incluse dans l'appendice par voie de modification est celle qui figure aux règlements.
- (3) L'article 36 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :
- (2) Les règlements pris en application de Effet rétroacl'alinéa (1) f.1), s'ils comportent une disposition en ce sens, ont un effet rétroactif.

22 (1) La présente loi, à l'exception de Entrée en l'article 2, entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

- (2) L'article 2 est réputé être entré en Idem vigueur le 18 décembre 1991.
- 23 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 modifiant la Loi sur l'équité salariale.



Government Bill

Projet de loi 103

du gouvernement

Publication

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 103

An Act to provide firefighters with protection from personal liability and indemnification for legal costs

The Hon. D. Christopherson

Solicitor General and Minister of Correctional Services

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 103

Loi visant à accorder l'immunité aux pompiers et à les indemniser de leurs frais de justice

L'honorable D. Christopherson

Solliciteur général et ministre des Services correctionnels

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading

November 26th, 1992

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture

2^e lecture

3^e lecture

sanction royale

26 novembre 1992



Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill provides protection from personal liability to firefighters who act in good faith in the performance of their duties. It also requires municipalities, in the case of municipal fire departments, and the Crown, in the case of fire protection teams in territory without municipal organization, to indemnify firefighters for their legal costs in successfully defending civil actions and other legal proceedings.

The protections in this Bill extend to employee and volunteer firefighters. They do not, however, relieve the Crown or municipalities from their liability for torts committed by firefighters.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi vise à accorder l'immunité aux pompiers qui agissent de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. Il exige aussi des municipalités, dans le cas des services des pompiers municipaux, et de la Couronne, dans le cas des équipes de protection contre les incendies dans un territoire non érigé en municipalité, qu'elles indemnisent les pompiers de leurs frais de justice lorsqu'ils ont gain de cause dans une instance civile ou une autre instance judiciaire.

L'immunité prévue par le présent projet de loi s'étend à la fois aux pompiers professionnels et aux pompiers auxiliaires. Toutefois, la Couronne et les municipalités ne sont pas dégagées de leur responsabilité à l'égard de délits civils commis par des pompiers.

1993

An Act to provide firefighters with protection from personal liability and indemnification for legal costs

Loi visant à accorder l'immunité aux pompiers et à les indemniser de leurs frais de justice

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act.
- "fire department" means a fire department organized under the Municipal Act and equipped with one or more motorized fire pumpers; ("service des pompiers")
- "fire protection team" means a fire protection team established under the Fire Marshals Act to provide fire prevention and fire protection services in territory without municipal organization; ("équipe de protection contre les incendies")
- "firefighter" means a full-time or part-time employee of a fire department, a volunteer member of a fire department (whether or not the volunteer receives a nominal consideration or honorarium for the services) or a member of a fire protection team. ("pompier")

Protection from personal liability

2.—(1) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a firefighter for any act done in good faith in the execution or intended execution of his or her duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of his or her duty.

Crown, municipality not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown or a municipal corporation of liability in respect of a tort committed by a firefighter to which they would otherwise be subject.

Indemnification of firefighters

- 3.—(1) A firefighter shall be indemnified for reasonable legal costs incurred,
 - (a) in the defence of a civil action, if the firefighter is not found to be liable;

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

- «équipe de protection contre les incendies» Équipe de protection contre les incendies qui relève du commissaire des incendies de l'Ontario dans un territoire non érigé en municipalité. («fire protection team»)
- «pompier» Employé à plein temps ou à temps partiel d'un service des pompiers, personne qui offre ses services volontairement à un service des pompiers (qu'elle reçoive ou non une rétribution modique pour ses services) ou membre d'une équipe de protection contre les incendies. («firefighter»)
- «service des pompiers» Service des pompiers créé en vertu de la Loi sur les municipalités et doté d'une ou de plusieurs motopompes automobiles. («fire department»)
- 2 (1) Sont irrecevables les actions ou Immunité autres instances en dommages-intérêts introduites contre un pompier pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui lui sont imputés dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.
- (2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de Responsabila Loi sur les instances introduites contre la Couronne et Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas des municipala Couronne et les municipalités de la responsabilité qu'elles seraient autrement tenues d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un pompier. La Couronne et les municipalités sont responsables d'un tel délit comme si le paragraphe (1) n'avait pas été adopté.
- 3 (1) Un pompier est indemnisé des frais Indemnisation de justice raisonnables qu'il engage dans les
 - a) pour sa défense dans une instance civile, s'il est conclu qu'il n'est pas responsable;

des pompiers

- (b) in the defence of a criminal prosecution, if the firefighter is found not guilty;
- (c) in respect of any other proceeding in which the firefighter's execution of his or her duties is an issue, if the firefighter acted in good faith.

Same

- (2) Indemnification under subsection (1) shall be made by,
 - (a) in the case of a firefighter in a fire department, the municipal corpora-
 - (b) in the case of a firefighter on a fire protection team, the Crown.

Effect of collective agreement

(3) An agreement made under section 5 of the Fire Departments Act or an award or decision under section 6 of that Act may provide for indemnification of the legal costs of firefighters, except the legal costs of a firefighter who is found guilty of a criminal offence, and if such an agreement exists, the municipal corporation shall indemnify the firefighters in accordance with the agreement and subsections (1) and (2) shall not apply.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the Firefighters Protection Act, 1993.

- b) pour sa défense dans une instance criminelle, s'il est conclu qu'il n'est pas coupable;
- c) dans toute autre instance mettant en cause l'exercice de ses fonctions, s'il a agi de bonne foi.
- (2) L'indemnisation prévue au paragraphe Idem (1) est effectuée:
 - a) dans le cas d'un pompier d'un service des pompiers, par la municipalité;
 - b) dans le cas d'un pompier d'une équipe de protection contre les incendies, par la Couronne.
- (3) Une convention conclue aux termes de Effet d'une l'article 5 de la Loi sur les services des collective pompiers ou une décision ou une sentence rendue en vertu de l'article 6 de cette loi peut prévoir que les pompiers sont indemnisés des frais de justice qu'ils engagent, sauf les pompiers qui sont déclarés coupables d'une infraction criminelle. S'il existe une telle convention, la municipalité indemnise les pompiers conformément à celle-ci et les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas.

4 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

5 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 sur l'immunité des pompiers.





3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 103

Projet de loi 103

An Act to provide firefighters with protection from personal liability and indemnification for legal costs

Loi visant à accorder l'immunité aux pompiers et à les indemniser de leurs frais de justice

The Hon. D. Christopherson

Solicitor General and Minister of Correctional Services

L'honorable D. Christopherson

Solliciteur général et ministre des Services correctionnels

Government Bill

1st Reading November 26, 1992

2nd Reading July 20, 1993

3rd Reading

Royal Assent

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 26 novembre 1992

2^e lecture 20 juillet 1993

3^e lecture

Sanction royale

(Reprinted as amended by the Committee of the Whole House and as reported to the Legislative Assembly July 21, 1993)

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le comité plénier et rapporté à l'Assemblée législative le 21 juillet 1993)

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill provides protection from personal liability to fire-fighters who act in good faith in the performance of their duties. It also requires municipalities, in the case of municipal fire departments, and the Crown, in the case of fire protection teams in territory without municipal organization, to indemnify firefighters for their legal costs in successfully defending civil actions and other legal proceedings.

The protections in this Bill extend to employee and volunteer firefighters. They do not, however, relieve the Crown or municipalities from their liability for torts committed by firefighters.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi vise à accorder l'immunité aux pompiers qui agissent de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. Il exige aussi des municipalités, dans le cas des services des pompiers municipaux, et de la Couronne, dans le cas des équipes de protection contre les incendies dans un territoire non érigé en municipalité, qu'elles indemnisent les pompiers de leurs frais de justice lorsqu'ils ont gain de cause dans une instance civile ou une autre instance judiciaire.

L'immunité prévue par le présent projet de loi s'étend à la fois aux pompiers professionnels et aux pompiers auxiliaires. Toutefois, la Couronne et les municipalités ne sont pas dégagées de leur responsabilité à l'égard de délits civils commis par des pompiers.

An Act to provide firefighters with protection from personal liability and indemnification for legal costs

Loi visant à accorder l'immunité aux pompiers et à les indemniser de leurs frais de justice

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act.
- "fire department" means a fire department organized under the Municipal Act and equipped with one or more motorized fire pumpers; ("service des pompiers")
- "fire protection team" means a fire protection team established under the Fire Marshals Act to provide fire prevention and fire protection services in territory without municipal organization; ("équipe de protection contre les incendies")
- "firefighter" means a full-time or part-time employee of a fire department, a volunteer member of a fire department (whether or not the volunteer receives a nominal consideration or honorarium for the services) or a member of a fire protection team. ("pompier")

Protection from personal liability

2.—(1) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a firefighter for any act done in good faith in the execution or intended execution of his or her duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of his or her duty.

Crown, municipality not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown or a municipal corporation of liability in respect of a tort committed by a firefighter to which they would otherwise be subject.

Indemnification of fire fighters

- 3.-(1) A firefighter shall be indemnified for reasonable legal costs incurred,
 - (a) in the defence of a civil action, if the firefighter is not found to be liable;

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

- «équipe de protection contre les incendies» Équipe de protection contre les incendies mise sur pied en vertu de la Loi sur les commissaires des incendies pour assurer des services de prévention des incendies et de protection contre les incendies dans les territoires non érigés en municipalité. («fire protection team»)
- «pompier» Employé à plein temps ou à temps partiel d'un service des pompiers, membre volontaire d'un service des pompiers (qu'il reçoive ou non une rétribution modique pour ses services) ou membre d'une équipe de protection contre les incendies. («firefighter»)
- «service des pompiers» Service des pompiers créé en vertu de la Loi sur les municipalités et doté d'une ou de plusieurs motopompes automobiles. («fire department»)
- 2 (1) Sont irrecevables les actions ou Immunité autres instances en dommages-intérêts introduites contre un pompier pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui lui sont imputés dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.
- (2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la Loi sur les instances introduites contre la Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas des municipala Couronne et les municipalités de la responsabilité qu'elles seraient autrement tenues d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un pompier.
 - Responsabi-Couronne et
- **3** (1) Un pompier est indemnisé des frais de justice raisonnables qu'il engage dans les cas suivants:
 - a) pour sa défense dans une instance civile, s'il est conclu qu'il n'est pas responsable;

des pompiers

- (b) in the defence of a criminal prosecution, if the firefighter is found not guilty;
- (c) in respect of any other proceeding in which the firefighter's execution of his or her duties is an issue, if the firefighter acted in good faith.

Same

- (2) Indemnification under subsection (1) shall be made by,
 - (a) in the case of a firefighter in a fire department, the municipal corpora-
 - (b) in the case of a firefighter on a fire protection team, the Crown.

Effect of collective agreement

(3) An agreement made under section 5 of the Fire Departments Act or an award or decision under section 6 of that Act may provide for indemnification of the legal costs of firefighters, except the legal costs of a firefighter who is found guilty of a criminal offence, and if such an agreement exists, the municipal corporation shall indemnify the firefighters in accordance with the agreement and subsections (1) and (2) shall not apply.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the Firefighters Protection Act, 1993.

- b) pour sa défense dans une instance criminelle, s'il est conclu qu'il n'est pas coupable;
- c) dans toute autre instance mettant en cause l'exercice de ses fonctions, s'il a agi de bonne foi.
- (2) L'indemnisation prévue au paragraphe Idem (1) est effectuée:
 - a) dans le cas d'un pompier d'un service des pompiers, par la municipalité;
 - b) dans le cas d'un pompier d'une équipe de protection contre les incendies, par la Couronne.
- (3) Une convention conclue aux termes de Effet d'une l'article 5 de la Loi sur les services des collective pompiers ou une décision ou une sentence rendue en vertu de l'article 6 de cette loi peut prévoir que les pompiers sont indemnisés des frais de justice qu'ils engagent, sauf les pompiers qui sont déclarés coupables d'une infraction criminelle. S'il existe une telle convention, la municipalité indemnise les pompiers conformément à celle-ci et les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas.
- 4 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

5 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 sur l'immunité des pompiers.





3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Projet de loi 103

(Chapitre 17

Lois de l'Ontario de 1993)

Loi visant à accorder l'immunité aux

pompiers et à les indemniser de leurs

frais de justice

Bill 103

(Chapter 17 Statutes of Ontario, 1993)

An Act to provide firefighters with protection from personal liability and indemnification for legal costs

The Hon. D. Christopherson

Solicitor General and Minister of Correctional Services L'honorable D. Christopherson

Solliciteur général et ministre des Services correctionnels

1st Reading November 26, 1992

2nd Reading July 20, 1993 3rd Reading July 21, 1993

Royal Assent July 29, 1993 1^{re} lecture 26 novembre 1992

21 juillet 1993

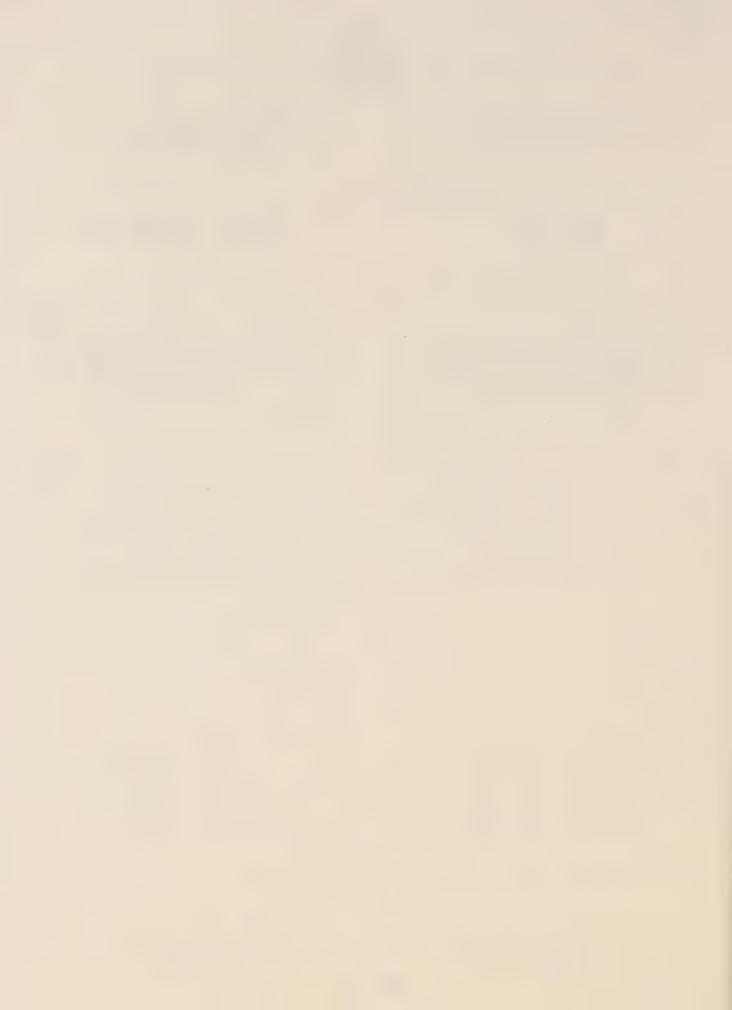
2^e lecture 20 juillet 1993 3^e lecture

Sanction royale 29 juillet 1993









1993

An Act to provide firefighters with protection from personal liability and indemnification for legal costs

Loi visant à accorder l'immunité aux pompiers et à les indemniser de leurs frais de justice

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

- "fire department" means a fire department organized under the Municipal Act and equipped with one or more motorized fire pumpers; ("service des pompiers")
- "fire protection team" means a fire protection team established under the Fire Marshals Act to provide fire prevention and fire protection services in territory without municipal organization; ("équipe de protection contre les incendies")
- "firefighter" means a full-time or part-time employee of a fire department, a volunteer member of a fire department (whether or not the volunteer receives a nominal consideration or honorarium for the services) or a member of a fire protection team. ("pompier")

Protection from personal liability

2.—(1) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a firefighter for any act done in good faith in the execution or intended execution of his or her duty or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of his or her duty.

Crown. municipality not relieved of liability

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the Proceedings Against the Crown Act, subsection (1) does not relieve the Crown or a municipal corporation of liability in respect of a tort committed by a firefighter to which they would otherwise be subject.

Indemnification of firefighters

- 3.—(1) A firefighter shall be indemnified for reasonable legal costs incurred,
 - (a) in the defence of a civil action, if the firefighter is not found to be liable;

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

«équipe de protection contre les incendies» Équipe de protection contre les incendies mise sur pied en vertu de la Loi sur les commissaires des incendies pour assurer des services de prévention des incendies et de protection contre les incendies dans les territoires non érigés en municipalité. («fire protection team»)

«pompier» Employé à plein temps ou à temps partiel d'un service des pompiers, membre volontaire d'un service des pompiers (qu'il reçoive ou non une rétribution modique pour ses services) ou membre d'une équipe de protection contre les incendies. («firefighter»)

«service des pompiers» Service des pompiers créé en vertu de la Loi sur les municipalités et doté d'une ou de plusieurs motopompes automobiles. («fire department»)

2 (1) Sont irrecevables les actions ou Immunité autres instances en dommages-intérêts introduites contre un pompier pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions ou pour une négligence ou un manquement qui lui sont imputés dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la Loi sur les instances introduites contre la Couronne, le paragraphe (1) ne dégage pas des municipala Couronne et les municipalités de la responsabilité qu'elles seraient autrement tenues d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un pompier.

Responsabi-

Couronne et

lité de la

- 3 (1) Un pompier est indemnisé des frais Indemnisation de justice raisonnables qu'il engage dans les cas suivants:
 - a) pour sa défense dans une instance civile, s'il est conclu qu'il n'est pas responsable;

des pompiers

- (b) in the defence of a criminal prosecution, if the firefighter is found not guilty;
- (c) in respect of any other proceeding in which the firefighter's execution of his or her duties is an issue, if the firefighter acted in good faith.

Same

- (2) Indemnification under subsection (1) shall be made by,
 - (a) in the case of a firefighter in a fire department, the municipal corpora-
 - (b) in the case of a firefighter on a fire protection team, the Crown.

Effect of collective agreement

(3) An agreement made under section 5 of the Fire Departments Act or an award or decision under section 6 of that Act may provide for indemnification of the legal costs of firefighters, except the legal costs of a firefighter who is found guilty of a criminal offence, and if such an agreement exists, the municipal corporation shall indemnify the firefighters in accordance with the agreement and subsections (1) and (2) shall not apply.

Commence-

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the Firefighters Protection Act, 1993.

- b) pour sa défense dans une instance criminelle, s'il est conclu qu'il n'est pas coupable;
- c) dans toute autre instance mettant en cause l'exercice de ses fonctions, s'il a agi de bonne foi.

(2) L'indemnisation prévue au paragraphe Idem (1) est effectuée :

- a) dans le cas d'un pompier d'un service des pompiers, par la municipalité;
- b) dans le cas d'un pompier d'une équipe de protection contre les incendies, par la Couronne.
- (3) Une convention conclue aux termes de Effet d'une l'article 5 de la Loi sur les services des collective pompiers ou une décision ou une sentence rendue en vertu de l'article 6 de cette loi peut prévoir que les pompiers sont indemnisés des frais de justice qu'ils engagent, sauf les pompiers qui sont déclarés coupables d'une infraction criminelle. S'il existe une telle convention, la municipalité indemnise les pompiers conformément à celle-ci et les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas.
- 4 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.
- 5 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 sur l'immunité des pompiers.





3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 104

Projet de loi 104

An Act to amend the Municipal Act in respect of vital services by-laws

Loi modifiant la Loi sur les municipalités en ce qui concerne les règlements municipaux relatifs aux services essentiels

Mr. Turnbull

M. Turnbull

Private Member's Bill



Projet de loi de député

1st Reading October 18, 1993

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture 18 octobre 1993

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale







EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to allow local municipalities to pass vital services by-laws so that vital services such as electricity, gas and hot water can be provided to the occupants of rented premises when the landlord fails to meet an obligation to provide them.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet aux municipalités locales d'adopter des règlements municipaux relatifs aux services essentiels de sorte que les services tels que l'électricité, le gaz et l'eau chaude puissent être fournis aux occupants des locaux d'habitation loués lorsque le propriétaire ne satisfait pas à l'obligation de le faire.

1993

An Act to amend the Municipal Act in respect of vital services by-laws

Loi modifiant la Loi sur les municipalités en ce qui concerne les règlements municipaux relatifs aux services essentiels

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Municipal Act is amended by adding the following sections:

Definitions

210.1-(1) In this section,

"vital service" means fuel, electricity, gas, hot water, water and steam; ("service essentiel")

"vital services by-law" means a by-law passed under subsection (2). ("règlement municipal relatif aux services essentiels")

By-laws respecting

- (2) The council of a local municipality vital services may pass by-laws,
 - (a) requiring every landlord of a building or part of a building that is rented or leased as a dwelling to provide adequate and suitable vital services to each part of the building that is used as a dwelling;
 - (b) prohibiting a supplier from ceasing to provide the vital service until a notice has been given under subsection (5);
 - (c) requiring a supplier to promptly restore the vital service when directed to do so by an official named in the by-law;
 - (d) prohibiting a person from hindering, obstructing or interfering with or attempting to hinder, obstruct or interfere with the official or person referred to in subsection (7) in the exercise of a power or performance of a duty under this section;
 - (e) providing that a person who contravenes or fails to comply with a by-law is guilty of an offence for each day or part of a day on which the offence occurs or continues;

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 La Loi sur les municipalités est modifiée par adjonction des articles suivants :
- 210.1 (1) Les définitions qui suivent Définitions s'appliquent au présent article.

- «service essentiel» Combustible, électricité, gaz, eau chaude, eau et vapeur. («vital service»)
- «règlement municipal relatif aux services essentiels» Règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (2). («vital services by-law»)
- (2) Le conseil d'une municipalité locale Règlements peut adopter des règlements municipaux :

municipaux relatifs aux services

- a) pour exiger que chaque propriétaire essentiels d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment loué en tant que local d'habitation fournisse des services essentiels suffisants et appropriés à chaque partie du bâtiment utilisée comme local d'habitation:
- b) pour interdire à un fournisseur de cesser de fournir le service essentiel jusqu'à ce que l'avis prévu au paragraphe (5) soit donné;
- c) pour exiger qu'un fournisseur rétablisse sans délai le service essentiel lorsqu'il en recoit la directive d'un agent nommé dans le règlement;
- d) pour interdire à une personne de gêner, d'entraver ou d'importuner ou de tenter de gêner, d'entraver ou d'importuner l'agent ou la personne visés au paragraphe (7) dans l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction en vertu du présent article;
- e) pour prévoir que la personne qui contrevient ou qui ne se conforme pas à un règlement municipal est coupable d'une infraction pour chaque journée ou chaque partie de journée au cours

- (f) providing that every director or officer of a corporation that is convicted of an offence who knowingly concurs in the commission of the offence is guilty of an offence;
- (g) authorizing an official named in the by-law to enter into agreements on behalf of a local municipality with suppliers of vital services to ensure that adequate and suitable vital services are provided at rented or leased dwellings.

Exception

(3) A vital services by-law does not apply to a landlord to the extent that a tenant has expressly agreed to obtain and maintain the vital services.

Contents of vital services by-law

- (4) A vital services by-law may,
- (a) classify buildings or parts of buildings for the purposes of the by-law and designate the classes to which it applies;
- (b) designate areas of the local municipality in which the by-law applies;
- (c) establish standards for the provision of adequate and suitable vital services;
- (d) prohibit a landlord from ceasing to provide a vital service at a dwelling except when necessary to alter or repair the dwelling and only for the minimum period necessary to effect the alteration or repair;
- (e) provide that a landlord shall be deemed to have caused the cessation of a vital service at a dwelling if the landlord is obligated to pay the supplier for the vital service and fails to do so and, as a result of the non-payment, the vital service is no longer provided at the dwelling.

Notice by supplier

(5) A supplier shall give notice of an intended discontinuance of a vital service only if the vital service is to be discontinued at the dwelling because the landlord has breached a contract with the supplier for the supply of the vital service.

(6) The notice shall be given in writing to the clerk of the local municipality at least thirty days before the supplier ceases to provide the vital service.

- de laquelle l'infraction est commise ou se poursuit;
- f) pour prévoir que chaque administrateur ou dirigeant d'une personne morale reconnue coupable d'une infraction et qui a sciemment approuvé sa commission est coupable d'une infraction:
- g) pour autoriser un agent nommé dans le règlement municipal à conclure des ententes pour le compte d'une municipalité locale avec des fournisseurs de services essentiels afin de veiller à ce que les services fournis dans les locaux d'habitation loués soient suffisants et
- (3) Un règlement municipal relatif aux Exception services essentiels ne s'applique pas à un propriétaire dans la mesure où le locataire a consenti expressément à obtenir et à maintenir les services essentiels.

(4) Un règlement municipal relatif aux Contenu du services essentiels peut :

règlement municipal relatif aux

- a) classer des bâtiments ou des parties de services bâtiments pour l'application du règle- essentiels ment municipal et désigner les catégories auxquelles celui-ci s'applique;
- b) désigner des secteurs de la municipalité locale dans lesquels le règlement municipal s'applique;
- c) établir des normes pour la prestation de services essentiels suffisants et appropriés;
- d) interdire au propriétaire de cesser de fournir un service essentiel dans un local d'habitation sauf s'il est nécessaire de le modifier ou de le réparer et seulement pendant la période de temps minimale nécessaire pour effectuer la modification ou la réparation;
- e) prévoir que le propriétaire est réputé avoir provoqué l'interruption d'un service essentiel dans un local d'habitation s'il est dans l'obligation de payer un fournisseur pour ce service, qu'il omet de le faire et qu'il en résulte que le service essentiel n'est plus fourni dans le local d'habitation.
- (5) Le fournisseur donne avis de son Avis du fourintention d'interrompre un service essentiel seulement si le service essentiel fourni dans le local d'habitation doit être interrompu parce que le propriétaire n'a pas respecté un contrat conclu avec le fournisseur relativement à la prestation du service essentiel.
- (6) Lorsqu'il cesse de fournir un service Idem essentiel, le fournisseur donne un avis écrit préalable d'au moins trente jours au secrétaire de la municipalité locale.

Same

1993

Inspection

(7) An official named in the by-law or a person acting under his or her instructions may, at all reasonable times, enter and inspect a building or part of a building with respect to which the by-law applies for the purpose of determining compliance with the by-law or a direction given under this section or the by-law.

Same

- (8) Despite subsection (7), the official or person shall not enter a place actually used as a dwelling,
 - (a) unless he or she has obtained the consent of the occupier of the dwelling after informing him or her that he or she may refuse permission to enter the dwelling; or
 - (b) unless he or she is authorized to do so by a warrant issued under the Provincial Offences Act.

Services by municipality

(9) If a landlord does not provide a vital service at a dwelling in accordance with a vital services by-law, the local municipality may arrange for the service to be provided.

Lien

(10) The amount spent by the local municipality under subsection (9) plus an administrative fee of 10 per cent of that amount shall, on registration of a notice of lien in the appropriate land registry office, be a lien in favour of the local municipality against the property at which the vital service is provided.

Not special lien

(11) Section 382 of the Municipal Act does not apply in respect of the amount spent and the fee and no special lien is created under that section.

Certificate

(12) The certificate of the clerk of the local municipality as to the amount spent is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the amount.

Interim certificate

(13) Before issuing a certificate referred to in subsection (12), the clerk shall send an interim certificate by registered mail to the registered owner of the property that is subject to the lien and to all mortgagees or other encumbrancers registered on title.

Appeal

(14) An affected owner, mortgagee or other encumbrancer may, within fifteen days after the interim certificate is mailed, appeal the amount shown on it to the council of the local municipality.

(7) L'agent nommé dans le règlement Inspection municipal ou la personne agissant sous son autorité peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou une partie de bâtiment auquel le règlement municipal s'applique et y effectuer une inspection afin de vérifier si le règlement municipal ou une directive donnée en vertu du règlement municipal ou du présent article est respecté.

(8) Malgré le paragraphe (7), l'agent ou la Idem personne ne doit pas pénétrer dans un endroit réellement utilisé comme local d'habitation sauf s'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:

- a) l'agent ou la personne a obtenu l'approbation de l'occupant du local d'habitation après l'avoir avisé qu'il peut lui refuser la permission de pénétrer dans le local d'habitation:
- b) l'agent ou la personne est autorisé à le faire par un mandat délivré en vertu de la Loi sur les infractions provinciales.
- (9) Si le propriétaire ne fournit pas un ser- Services fourvice essentiel dans un local d'habitation con-municipalité formément à un règlement municipal relatif aux services essentiels, la municipalité locale peut prendre des dispositions pour fournir le service.

(10) Dès l'enregistrement d'un avis de pri- Privilège vilège au bureau d'enregistrement immobilier compétent, la somme dépensée par la municipalité locale aux termes du paragraphe (9), plus des droits administratifs de 10 pour cent de cette somme, constitue un privilège en faveur de la municipalité locale sur le bien dans lequel le service essentiel est fourni.

(11) L'article 382 de la Loi sur les Aucun privimunicipalités ne s'applique pas relativement à dinaire la somme dépensée et aux droits qui s'y rattachent, et nul privilège extraordinaire ne peut être créé en vertu de cet article.

- (12) Le certificat du secrétaire de la muni- Certificat cipalité locale en ce qui concerne la somme dépensée constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, de la somme en question.
- (13) Avant de délivrer le certificat visé au Certificat proparagraphe (12), le secrétaire fait parvenir un certificat provisoire par courrier recommandé au propriétaire enregistré du bien qui fait l'objet du privilège et à tous les créanciers hypothécaires et autres titulaires d'une sûreté réelle enregistrés sur le titre.

(14) Le propriétaire intéressé, le créancier Appel hypothécaire ou l'autre titulaire d'une sûreté réelle peut, dans les quinze jours après la date de mise à la poste du certificat provisoire, interjeter appel de la somme qui y figure auprès du conseil de la municipalité locale.

Payments transferred

(15) If the local municipality has arranged for a vital service to be provided at a dwelling, an official named in the vital services bylaw may direct a tenant to pay any or all of the rent for the dwelling to the local municipality.

Effect of payment

(16) Despite the Landlord and Tenant Act, payment by a tenant under subsection (15) shall be deemed not to constitute a default in the payment of rent due under a tenancy agreement or a default in the tenant's obligations for the purposes of the Landlord and Tenant Act.

Use of money

(17) The local municipality shall apply the rent received from a tenant to reduce the amount that it spent to provide the vital service and the related administrative fee.

Accounting and payment of balance

(18) The local municipality shall provide the person otherwise entitled to receive the rent with an accounting of the rents received for each individual dwelling and shall pay to that person any amount remaining after the rent is applied in accordance with subsection (17).

Immunity

210.2—(1) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against an official or a person acting under his or her instructions or against an employee or agent of a local municipality for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or authority under this Act or a by-law passed under it or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the duty or authority.

Same

(2) Subsection (1) does not relieve a local municipality of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an official or a person acting under his or her instructions or by an employee or agent of the local municipality.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Municipal Amendment Act (Vital Services), 1993.

(15) Si la municipalité locale a pris des Transfert des dispositions pour qu'un service essentiel soit fourni dans un local d'habitation, un agent nommé dans le règlement municipal relatif aux services essentiels peut enjoindre au locataire de verser la totalité ou une partie du lover du local d'habitation à la municipalité locale.

(16) Malgré la Loi sur la location Effet du paieimmobilière, le paiement effectué par le locataire aux termes du paragraphe (15) est réputé ne pas constituer, pour l'application de cette loi, un défaut de paiement de loyer échu aux termes d'un bail ou un manquement à ses obligations en tant que locataire.

(17) La municipalité locale affecte le lover Utilisation que lui a versé le locataire à la réduction de la somme qu'elle a dépensée en fournissant le service essentiel et des droits administratifs qui s'y rattachent.

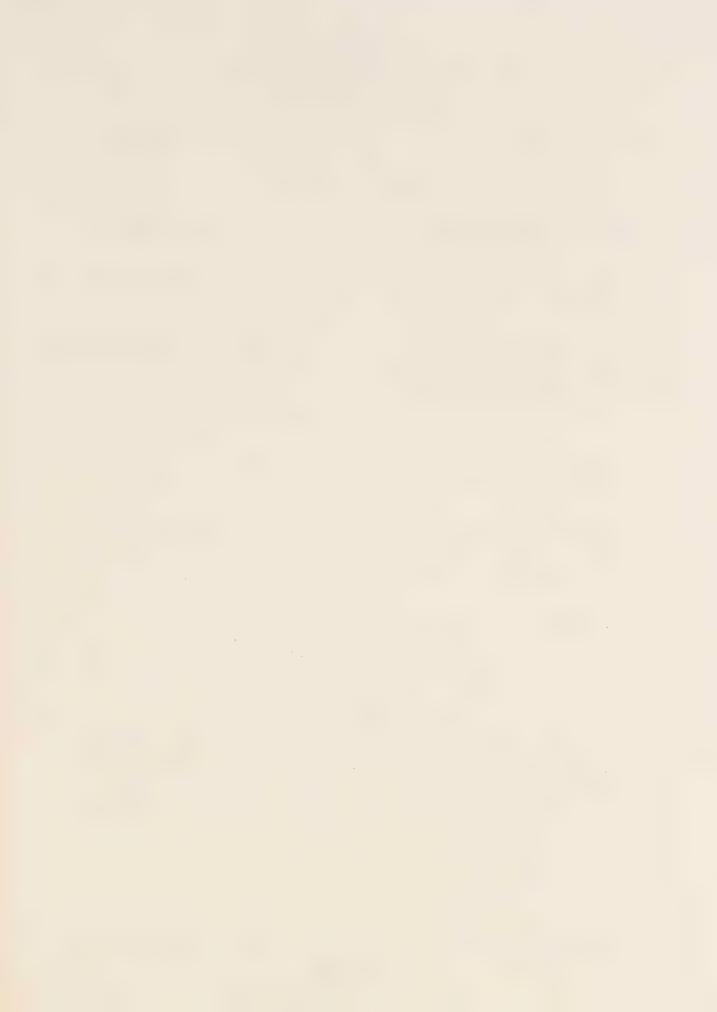
(18) La municipalité locale donne à la per- État et solde sonne qui était autrement en droit de recevoir le loyer un état des loyers reçus pour chaque local d'habitation individuel et paie à cette personne toute somme qui reste après l'affectation du loyer faite conformément au paragraphe (17).

210.2 (1) Est irrecevable l'instance en Immunité dommages-intérêts ou autre intentée contre un agent ou une personne agissant sous son autorité ou contre un employé ou un mandataire d'une municipalité locale pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal pris en application de celle-ci ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas la Idem municipalité locale de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un agent ou une personne agissant sous son autorité ou par un employé ou un mandataire d'une municipalité locale.

2 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

3 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 modifiant la Loi sur les municipalités (services essentiels).







3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

Bill 104

(Chapter 7 Statutes of Ontario, 1994)

An Act to amend the Municipal Act in respect of vital services by-laws

Projet de loi 104

(Chapitre 7 Lois de l'Ontario de 1994)

Loi modifiant la Loi sur les municipalités en ce qui concerne les règlements municipaux relatifs aux services essentiels

Mr. Turnbull



1st Reading October 18, 1993

2nd Reading June 21, 1994 3rd Reading June 23, 1994

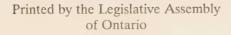
Royal Assent June 23, 1994

M. Turnbull

1^{re} lecture 18 octobre 1993

2^e lecture 21 juin 1994 3^e lecture 23 juin 1994

Sanction royale 23 juin 1994









1994

An Act to amend the Municipal Act in respect of vital services by-laws

Loi modifiant la Loi sur les municipalités en ce qui concerne les règlements municipaux relatifs aux services essentiels

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The Municipal Act is amended by adding the following sections:

Definitions

210.2 (1) In this section,

"vital service" means fuel, electricity, gas, hot water, water and steam; ("service essentiel")

"vital services by-law" means a by-law passed under subsection (2). ("règlement municipal relatif aux services essentiels")

By-laws respecting

- (2) The council of a local municipality vital services may pass by-laws,
 - (a) requiring every landlord of a building or part of a building that is rented or leased as a dwelling to provide adequate and suitable vital services to each part of the building that is used as a dwelling;
 - (b) prohibiting a supplier from ceasing to provide the vital service until a notice has been given under subsection (5);
 - (c) requiring a supplier to promptly restore the vital service when directed to do so by an official named in the by-law;
 - (d) prohibiting a person from hindering, obstructing or interfering with or attempting to hinder, obstruct or interfere with the official or person referred to in subsection (7) in the exercise of a power or performance of a duty under this section;
 - (e) providing that a person who contravenes or fails to comply with a by-law is guilty of an offence for each day or part of a day on which the offence occurs or continues;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1. La Loi sur les municipalités est modifiée par adjonction des articles suivants :
- 210.2 (1) Les définitions qui suivent Définitions s'appliquent au présent article.

- «service essentiel» Combustible, électricité, gaz, eau chaude, eau et vapeur. («vital service»)
- «règlement municipal relatif aux services essentiels» Règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (2). («vital services by-law»)
- (2) Le conseil d'une municipalité locale Règlements peut adopter des règlements municipaux :

relatifs aux

- a) pour exiger que chaque propriétaire essentiels d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment loué en tant que local d'habitation fournisse des services essentiels suffisants et appropriés à chaque partie du bâtiment utilisée comme local d'habitation;
- b) pour interdire à un fournisseur de cesser de fournir le service essentiel jusqu'à ce que l'avis prévu au paragraphe (5) soit donné;
- c) pour exiger qu'un fournisseur rétablisse sans délai le service essentiel lorsqu'il en reçoit la directive d'un agent nommé dans le règlement;
- d) pour interdire à une personne de gêner, d'entraver ou d'importuner ou de tenter de gêner, d'entraver ou d'importuner l'agent ou la personne visés au paragraphe (7) dans l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction en vertu du présent article;
- e) pour prévoir que la personne qui contrevient ou qui ne se conforme pas à un règlement municipal est coupable d'une infraction pour chaque journée ou chaque partie de journée au cours

- (f) providing that every director or officer of a corporation that is convicted of an offence who knowingly concurs in the commission of the offence is guilty of an offence;
- (g) authorizing an official named in the by-law to enter into agreements on behalf of a local municipality with suppliers of vital services to ensure that adequate and suitable vital services are provided at rented or leased dwellings.

Exception

(3) A vital services by-law does not apply to a landlord to the extent that a tenant has expressly agreed to obtain and maintain the vital services.

Contents of vital services by-law

- (4) A vital services by-law may,
- (a) classify buildings or parts of buildings for the purposes of the by-law and designate the classes to which it applies;
- (b) designate areas of the local municipality in which the by-law applies;
- (c) establish standards for the provision of adequate and suitable vital services;
- (d) prohibit a landlord from ceasing to provide a vital service at a dwelling except when necessary to alter or repair the dwelling and only for the minimum period necessary to effect the alteration or repair;
- (e) provide that a landlord shall be deemed to have caused the cessation of a vital service at a dwelling if the landlord is obligated to pay the supplier for the vital service and fails to do so and, as a result of the non-payment, the vital service is no longer provided at the dwelling.

Notice by supplier

(5) A supplier shall give notice of an intended discontinuance of a vital service only if the vital service is to be discontinued at the dwelling because the landlord has breached a contract with the supplier for the supply of the vital service.

Same

(6) The notice shall be given in writing to the clerk of the local municipality at least thirty days before the supplier ceases to provide the vital service.

- de laquelle l'infraction est commise ou se poursuit;
- f) pour prévoir que chaque administrateur ou dirigeant d'une personne morale reconnue coupable d'une infraction et qui a sciemment approuvé sa commission est coupable d'une infraction:
- g) pour autoriser un agent nommé dans le règlement municipal à conclure des ententes pour le compte d'une municipalité locale avec des fournisseurs de services essentiels afin de veiller à ce que les services fournis dans les locaux d'habitation loués soient suffisants et appropriés.
- (3) Un règlement municipal relatif aux Exception services essentiels ne s'applique pas à un propriétaire dans la mesure où le locataire a consenti expressément à obtenir et à maintenir les services essentiels.

Contenu du

règlement

municipal

relatif aux

- (4) Un règlement municipal relatif aux services essentiels peut:
 - a) classer des bâtiments ou des parties de services bâtiments pour l'application du règle- essentiels ment municipal et désigner les catégories auxquelles celui-ci s'applique;
 - b) désigner des secteurs de la municipalité locale dans lesquels le règlement municipal s'applique;
 - c) établir des normes pour la prestation de services essentiels suffisants et appropriés;
 - d) interdire au propriétaire de cesser de fournir un service essentiel dans un local d'habitation sauf s'il est nécessaire de le modifier ou de le réparer et seulement pendant la période de temps minimale nécessaire pour effectuer la modification ou la réparation;
 - e) prévoir que le propriétaire est réputé avoir provoqué l'interruption d'un service essentiel dans un local d'habitation s'il est dans l'obligation de payer un fournisseur pour ce service, qu'il omet de le faire et qu'il en résulte que le service essentiel n'est plus fourni dans le local d'habitation.
- (5) Le fournisseur donne avis de son Avis du fourintention d'interrompre un service essentiel seulement si le service essentiel fourni dans le local d'habitation doit être interrompu parce que le propriétaire n'a pas respecté un contrat conclu avec le fournisseur relativement à la prestation du service essentiel.
- (6) Lorsqu'il cesse de fournir un service Idem essentiel, le fournisseur donne un avis écrit préalable d'au moins trente jours au secrétaire de la municipalité locale.

Inspection

(7) An official named in the by-law or a person acting under his or her instructions may, at all reasonable times, enter and inspect a building or part of a building with respect to which the by-law applies for the purpose of determining compliance with the by-law or a direction given under this section or the by-law.

Same

- (8) Despite subsection (7), the official or person shall not enter a place actually used as a dwelling,
 - (a) unless he or she has obtained the consent of the occupier of the dwelling after informing him or her that he or she may refuse permission to enter the dwelling; or
 - (b) unless he or she is authorized to do so by a warrant issued under the Provincial Offences Act.

Services by municipality

(9) If a landlord does not provide a vital service at a dwelling in accordance with a vital services by-law, the local municipality may arrange for the service to be provided.

Lien

(10) The amount spent by the local municipality under subsection (9) plus an administrative fee of 10 per cent of that amount shall, on registration of a notice of lien in the appropriate land registry office, be a lien in favour of the local municipality against the property at which the vital service is provided.

Not special lien

(11) Section 382 of the Municipal Act does not apply in respect of the amount spent and the fee and no special lien is created under that section.

Certificate

(12) The certificate of the clerk of the local municipality as to the amount spent is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the amount.

Interim certificate

(13) Before issuing a certificate referred to in subsection (12), the clerk shall send an interim certificate by registered mail to the registered owner of the property that is subject to the lien and to all mortgagees or other encumbrancers registered on title.

Appeal

(14) An affected owner, mortgagee or other encumbrancer may, within fifteen days after the interim certificate is mailed, appeal the amount shown on it to the council of the local municipality.

- (7) L'agent nommé dans le règlement Inspection municipal ou la personne agissant sous son autorité peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou une partie de bâtiment auquel le règlement municipal s'applique et y effectuer une inspection afin de vérifier si le règlement municipal ou une directive donnée en vertu du règlement municipal ou du présent article est respecté.
- (8) Malgré le paragraphe (7), l'agent ou la Idem personne ne doit pas pénétrer dans un endroit réellement utilisé comme local d'habitation sauf s'il est satisfait à l'une des conditions suivantes:
 - a) l'agent ou la personne a obtenu l'approbation de l'occupant du local d'habitation après l'avoir avisé qu'il peut lui refuser la permission de pénétrer dans le local d'habitation;
 - b) l'agent ou la personne est autorisé à le faire par un mandat délivré en vertu de la Loi sur les infractions provinciales.
- (9) Si le propriétaire ne fournit pas un ser- Services fourvice essentiel dans un local d'habitation con-municipalité formément à un règlement municipal relatif aux services essentiels, la municipalité locale peut prendre des dispositions pour fournir le service.

- (10) Dès l'enregistrement d'un avis de pri- Privilège vilège au bureau d'enregistrement immobilier compétent, la somme dépensée par la municipalité locale aux termes du paragraphe (9), plus des droits administratifs de 10 pour cent de cette somme, constitue un privilège en faveur de la municipalité locale sur le bien dans lequel le service essentiel est fourni.
- (11) L'article 382 de la Loi sur les Aucun privimunicipalités ne s'applique pas relativement à dinaire la somme dépensée et aux droits qui s'y rattachent, et nul privilège extraordinaire ne peut être créé en vertu de cet article.

- (12) Le certificat du secrétaire de la muni- Certificat cipalité locale en ce qui concerne la somme dépensée constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, de la somme en question.
- (13) Avant de délivrer le certificat visé au paragraphe (12), le secrétaire fait parvenir un certificat provisoire par courrier recommandé au propriétaire enregistré du bien qui fait l'objet du privilège et à tous les créanciers hypothécaires et autres titulaires d'une sûreté réelle enregistrés sur le titre.
- (14) Le propriétaire intéressé, le créancier Appel hypothécaire ou l'autre titulaire d'une sûreté réelle peut, dans les quinze jours après la date de mise à la poste du certificat provisoire, interjeter appel de la somme qui y figure auprès du conseil de la municipalité locale.

Certificat pro-

Payments transferred

(15) If the local municipality has arranged for a vital service to be provided at a dwelling, an official named in the vital services bylaw may direct a tenant to pay any or all of the rent for the dwelling to the local municipality.

Effect of payment

(16) Despite the Landlord and Tenant Act, payment by a tenant under subsection (15) shall be deemed not to constitute a default in the payment of rent due under a tenancy agreement or a default in the tenant's obligations for the purposes of the Landlord and Tenant Act.

Use of money

(17) The local municipality shall apply the rent received from a tenant to reduce the amount that it spent to provide the vital service and the related administrative fee.

Accounting and payment of balance

(18) The local municipality shall provide the person otherwise entitled to receive the rent with an accounting of the rents received for each individual dwelling and shall pay to that person any amount remaining after the rent is applied in accordance with subsection (17).

Immunity

210.3 (1) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against an official or a person acting under his or her instructions or against an employee or agent of a local municipality for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or authority under this Act or a by-law passed under it or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the duty or authority.

Same

(2) Subsection (1) does not relieve a local municipality of liability to which it would otherwise be subject in respect of a tort committed by an official or a person acting under his or her instructions or by an employee or agent of the local municipality.

Commence-

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the Municipal Amendment Act (Vital Services), 1994.

(15) Si la municipalité locale a pris des Transfert des dispositions pour qu'un service essentiel soit fourni dans un local d'habitation, un agent nommé dans le règlement municipal relatif aux services essentiels peut enjoindre au locataire de verser la totalité ou une partie du loyer du local d'habitation à la municipalité locale.

(16) Malgré la Loi sur la location Effet du paieimmobilière, le paiement effectué par le locataire aux termes du paragraphe (15) est réputé ne pas constituer, pour l'application de cette loi, un défaut de paiement de loyer échu aux termes d'un bail ou un manquement à ses obligations en tant que locataire.

(17) La municipalité locale affecte le loyer Utilisation que lui a versé le locataire à la réduction de la somme qu'elle a dépensée en fournissant le service essentiel et des droits administratifs qui s'y rattachent.

État et solde

(18) La municipalité locale donne à la personne qui était autrement en droit de recevoir le loyer un état des loyers reçus pour chaque local d'habitation individuel et paie à cette personne toute somme qui reste après l'affectation du loyer faite conformément au paragraphe (17).

Immunité

210.3 (1) Est irrecevable l'instance en dommages-intérêts ou autre intentée contre un agent ou une personne agissant sous son autorité ou contre un employé ou un mandataire d'une municipalité locale pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal pris en application de celle-ci ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de ses fonctions.

(2) Le paragraphe (1) ne dégage pas la municipalité locale de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un agent ou une personne agissant sous son autorité ou par un employé ou un mandataire d'une municipalité locale.

2. La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1994 modifiant la Loi sur les municipalités (services essentiels).





Government Bill

Projet de loi 105

Governmen Publication du gouvernement

3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO
42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 105

An Act to provide Stable Funding for Farm Organizations that provide Education and Analysis of Farming Issues on behalf of Farmers

The Hon. E. Buchanan
Minister of Agriculture and Food

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 105

Loi prévoyant un financement stable pour les organismes agricoles qui offrent des services d'éducation et d'analyse en matière de questions agricoles pour le compte des agriculteurs

L'honorable E. Buchanan
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading November 26th, 1992
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 26 novembre 1992

2^e lecture

3^e lecture

sanction royale

Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTES

The Bill provides a mechanism for the stable funding of certain farm organizations that provide education and analysis of farming issues on behalf of farmers.

The Bill requires farming businesses whose annual gross income exceeds a prescribed amount to file an annual statement with the Ministry setting out the prescribed information. The Ministry is authorized to use the information from those statements in formulating its policies and programs.

The Bill provides for the accreditation of farm organizations for the purpose of receiving funding under the Act. A tribunal is established under the Act. Any farm organization may apply to the Tribunal for accreditation. The Tribunal, after holding a hearing, determines what organizations are to be accredited using the prescribed criteria. Three farm organizations are deemed to be accredited upon the coming into force of the Act. These are the Ontario Federation of Agriculture, the Christian Farmers Federation of Ontario and Region 3 (Ontario), National Farmers Union. Accreditations remain in effect for three years, subject to the Tribunal's right to review their accreditation. At the end of the three years, an organization may apply again for accreditation.

The Bill provides for special eligibility for one farm organization that serves the socioeconomic and cultural interests of francophone farmers and offers its services to farming businesses in the French language. The prescribed organization is deemed to be eligible upon the coming into force of the Act. Eligibility is subject to the Tribunal's right to review eligibility based on the prescribed criteria.

The Bill requires all farming businesses that are required to file a statement to pay a farm organization fee in the prescribed amount. A corporation is established to collect the fees and allocate them to the accredited organizations and the eligible organization. Its members are to be appointed by the Minister from among representatives of the accredited farm organizations.

Provision is made for using a portion of the fees to fund the Corporation and fund the eligible francophone farm organization. The balance of the fees is distributed among the designated farm organizations. Farming businesses are entitled to select which designated farm organization is to receive the balance of their fees.

Provision is given for applying to the Tribunal if a person has a religious objection to the payment of fees to a farm organization. If the application succeeds, the Tribunal may order the payment of the objector's fee to a charity rather than to the designated farm organization.

It is an offence for a farming business not to file a statement or not to pay the fee.

The Minister is required to conduct a review of the Act after it has been in force for three years to determine if it is advisable that it continue in force. For the purpose, the Minister is required to conduct a vote of farmers to determine their views.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi prévoit un mécanisme pour le financement stable de certains organismes agricoles qui offrent des services d'éducation et d'analyse en matière de questions agricoles pour le compte des agriculteurs.

Le projet de loi exige des entreprises agricoles dont le revenu brut annuel est supérieur à la somme prescrite qu'elles déposent auprès du ministère une déclaration annuelle indiquant les renseignements prescrits. Le ministère est autorisé à se servir de ces renseignements pour élaborer ses politiques et ses programmes.

Le projet de loi prévoit l'agrément d'organismes agricoles pour leur permettre de recevoir une aide financière en vertu de la Loi. Une commission est créée par celle-ci. Les organismes agricoles peuvent demander l'agrément à la Commission qui, après avoir tenu une audience, décide quels organismes vont recevoir l'agrément en utilisant les critères prescrits. Trois organismes agricoles sont réputés agréés à l'entrée en vigueur de la Loi, soit leurs chrétiens de l'Ontario, la Fédération des agriculteurs chrétiens de l'Ontario et le Syndicat national des cultivateurs, Région 3 (Ontario). Les agréments sont valables pendant trois ans, mais la Commission a le droit de les réviser. Au terme de ces trois ans, un organisme peut, par voie de requête, demander le renouvellement de son agrément.

Le projet de loi prévoit l'admissibilité spéciale d'un organisme agricole qui sert les intérêts socio-économiques et culturels des agriculteurs francophones et qui offre ses services en français aux entreprises agricoles. L'organisme prescrit est réputé admissible à l'entrée en vigueur de la Loi. L'admissibilité est assujettie au droit qu'a la Commission de la réviser en fonction des critères prescrits.

Le projet de loi exige de toutes les entreprises agricoles qui doivent déposer une déclaration qu'elles versent une contribution relative aux organismes agricoles correspondant au montant prescrit. Une société est créée en vue de percevoir les contributions et de les affecter aux organismes agréés et à l'organisme admissible. Ses membres sont nommés par le ministre parmi les représentants des organismes agricoles agréés.

Il est prévu qu'une partie des contributions serve au financement de la Société et de l'organisme agricole francophone admissible. Le solde est réparti entre les organismes agricoles désignés. Les entreprises agricoles ont le droit de choisir quel organisme agricole doit recevoir le solde de leurs contributions.

Il est prévu qu'une personne peut présenter une requête à la Commission si elle s'oppose, pour des motifs religieux, au versement d'une contribution à un organisme agricole. Si la requête est accueillie, la Commission peut ordonner le versement de la contribution de l'opposant à une oeuvre de charité plutôt qu'à un organisme agricole désigné.

L'entreprise agricole qui ne dépose pas de déclaration ou qui ne verse pas sa contribution commet une infraction.

Le ministre est tenu de réexaminer la Loi quand elle aura été en vigueur depuis trois ans pour déterminer s'il est souhaitable de la préserver. À cette fin, le ministre devra procéder à un vote auprès des agriculteurs afin d'obtenir leurs vues. 1993

An Act to provide Stable Funding for Farm Organizations that provide Education and Analysis of Farming Issues on behalf of Farmers

Loi prévoyant un financement stable pour les organismes agricoles qui offrent des services d'éducation et d'analyse en matière de questions agricoles pour le compte des agriculteurs

CONTENTS

1. Definitions

FARM OPERATIONS STATEMENT

- 2. Farm operations statement
- 3. Use of information
- 4. Minister's motion for determination
- 5. Application for determination
- 6. Notice of determination
- 7. Determination final
- 8. Information to Corporation

ACCREDITED FARM ORGANIZATIONS

- 9. Application for accreditation
- 10. Hearing on application
- 11. Order on application
- 12. Organizations deemed accredited
- 13. Tribunal may review accreditation
- 14. Hearing on review
- 15. Order on review

ELIGIBLE FRENCH LANGUAGE ORGANIZATION

- 16. French language organization
- 17. Organization deemed eligible
- 18. Tribunal may review eligibility
- 19. Hearing on review
- 20. Order on review
- 21. Application for renewal
- 22. Hearing on application
- 23. Order on application
- 24. Organization becomes accredited

FARM ORGANIZATION FEE

- 25. Fee collected
- 26. Farming business to pay fee
- 27. Religious objection
- 28. Court proceeding to collect fee
- 29. Waive fee
- 30. Notice that fee paid

ALLOCATION OF FEES

31. Allocation of fees

FARM ORGANIZATIONS FUNDING CORPORATION

- 32. Corporation
- 33. Objects

SOMMAIRE

1. Définitions

DÉCLARATION D'ACTIVITÉS AGRICOLES

- 2. Déclaration d'activités agricoles
- 3. Utilisation des renseignements
- 4. Décision du ministre
- 5. Demande de décision
- 6. Avis de décision
- 7. Décision définitive
- 8. Renseignements à fournir à la Société

ORGANISMES AGRICOLES AGRÉÉS

- 9. Requête en agrément
- 10. Audience relative à la requête
- 11. Ordonnance relative à la requête
- 12. Organismes réputés agréés
- 13. Révision de l'agrément par la Commission
- 14. Audience relative à la révision
- 15. Ordonnance relative à la révision

ORGANISME FRANCOPHONE ADMISSIBLE

- 16. Organisme francophone
- 17. Organisme réputé admissible
- 18. Révision de l'admissibilité par la Commission
- 19. Audience relative à la révision
- 20. Ordonnance relative à la révision
- 21. Requête en renouvellement
- 22. Audience relative à la requête
- 23. Ordonnance relative à la requête
- 24. Agrément reçu par l'organisme

CONTRIBUTION RELATIVE AUX ORGANISMES AGRICOLES

- 25. Contribution
- 26. Versement de la contribution par l'entreprise agricole
- 27. Opposition d'ordre religieux
- 28. Instance pour percevoir la contribution
- 29. Dispense de verser la contribution
- 30. Avis de versement

Affectation des contributions

31. Affectation des contributions

Société de financement des organismes agricoles

- 32. Société
- 33. Objets

- 34. Powers
- 35. Board of directors
- 36. By-laws
- 37. Not to be carried on for gain
- 38. Employees
- 39. Financial year
- 40. Audit
- 41. Not Crown agency

FARM ORGANIZATIONS ACCREDITATION TRIBUNAL.

- 42. Tribunal established
- 43. Panels
- 44. Gather information
- 45. Submissions accepted
- 46. Rules
- 47. Reconsider orders
- 48. Decision of Tribunal final
- 49. Notice of orders

GENERAL

- 50. Delegation
- 51. Protection from liability
- 52. Regulations
- 53. Offence
- 54. Review of Act
- 55. Commencement
- 56. Short title

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act,
- "Corporation" means the Farm Organizations Funding Corporation; ("Société")
- "farming business" means a farming business within the meaning of the Income Tax Act (Canada); ("entreprise agricole")
- "Minister" means the Minister of Agriculture and Food, and Ministry has a corresponding meaning; ("ministre")
- "prescribed" means prescribed by the regulations made under this Act; ("prescrit")
- "Tribunal" means the Farm Organizations Accreditation Tribunal. ("Commission")

FARM OPERATIONS STATEMENT

Farm operament

- 2.—(1) A person shall file with the Minister an annual farm operations statement if,
 - (a) the person carries on a farming business; and
 - (b) the annual gross income of the farming business, as determined in accordance with the regulations, is equal to or greater than the prescribed amount.

- 34. Pouvoirs
- 35. Conseil d'administration
- 36. Règlements administratifs
- 37. But non lucratif
- 38. Employés
- 39. Exercice
- 40. Vérification
- 41. Non un organisme de la Couronne

COMMISSION D'AGRÉMENT DES ORGANISMES AGRICOLES.

- 42. Création de la Commission
- 43. Comités
- 44. Collecte de renseignements
- 45. Observations acceptées
- 46. Règles
- 47. Réexamen des ordonnances
- 48. Décision définitive
- 49. Avis d'ordonnance

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 50. Délégation
- 51. Immunité
- 52. Règlements
- 53. Infraction
- 54. Réexamen de la Loi
- 55. Entrée en vigueur
- 56. Titre abrégé
- SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :
- 1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.
- «Commission» La Commission d'agrément des organismes agricoles. («Tribunal»)
- «entreprise agricole» S'entend d'une entreprise agricole au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada). («farming business»)
- «ministre» Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. Le terme «ministère» a un sens correspondant. («Minister»)
- «prescrit» Prescrit par les règlements pris en application la présente de («prescribed»)
- «Société» La Société de financement des organismes agricoles. («Corporation»)

DÉCLARATION D'ACTIVITÉS AGRICOLES

2 (1) Toute personne dépose chaque Déclaration année auprès du ministre une déclaration agricoles d'activités agricoles si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la personne exploite une entreprise agricole;
- b) le revenu brut annuel de l'entreprise agricole, déterminé conformément aux règlements, est égal ou supérieur à la somme prescrite.

Same

(2) If two or more persons carry on a farming business together, only one statement is required to be filed for the farming business and each of the persons carrying on the business is responsible for ensuring that it is filed.

Contents of statement

(3) The farm operations statement shall be in a form provided by the Minister and shall contain the name and address of the farming business and the prescribed information concerning the farming business.

Date for filing

(4) The statement shall be filed on or before the prescribed date.

Use of information

3. The Minister may use the information received from farm operations statements to develop agricultural policies and programs for the Ministry and for the prescribed purposes.

Minister's motion for determina-

4.—(1) The Minister, on his or her own motion, may make a determination concerning whether a person should be required to file a farm operations statement.

Notice

(2) The Minister shall give the person written notice of his or her intent to make a determination under this section and of the person's right to respond.

Right to respond

(3) A person who receives notice under this section may make a written response to the Minister setting out the reasons why the person should not be required to file a statement if the person does so within thirty days after the date of the notice.

Same

- (4) The Minister shall not make a determination on his or her own motion before the earlier of,
 - (a) thirty days after the date of the notice under this section, if no written response is received within that thirtyday period; or
 - (b) the day the Minister receives a written response, if a written response is received within thirty days of the date of the notice.

Consider

(5) If the Minister has received a written response before making a determination, the Minister shall consider the written response before making the determination.

If no reasons

(6) If the Minister has received no written response before making a determination, the Minister may conclude that the person is required to file a farm operations statement.

Application nation

5.—(1) A person may apply to the Minister in writing for a determination concerning whether the person should be required to file a farm operations statement.

Same

(2) The person shall set out in the application the reasons why the person should not be required to file a statement.

(2) Si deux personnes ou plus exploitent Idem ensemble une entreprise agricole, une seule déclaration a besoin d'être déposée pour l'entreprise. Chaque personne qui exploite celle-ci est tenue de veiller à ce que la déclaration soit déposée.

FINANCEMENT DES ORGANISMES AGRICOLES

(3) La déclaration d'activités agricoles est rédigée selon la formule fournie par le ministre et indique le nom commercial et l'adresse de l'entreprise agricole ainsi que les renseignements prescrits sur l'entreprise.

(4) La déclaration est déposée au plus tard à la date prescrite.

Date de

3 Le ministre peut utiliser les renseigne- Utilisation ments provenant des déclarations d'activités ments agricoles en vue d'élaborer des politiques et des programmes agricoles pour le ministère et aux fins prescrites.

4 (1) Le ministre peut décider, de sa propre initiative, si une personne devrait ou non être tenue de déposer une déclaration d'activités agricoles.

Décision du

(2) Le ministre donne à la personne un Avis avis écrit de son intention de prendre une décision en vertu du présent article et du droit qu'a la personne d'y répondre.

(3) La personne qui reçoit l'avis visé au Droit de présent article peut, dans les trente jours qui suivent la date de l'avis, donner au ministre une réponse écrite énonçant les raisons pour lesquelles elle ne devrait pas être tenue de déposer une déclaration.

(4) Le ministre ne doit pas prendre de décision de sa propre initiative avant celui des jours suivants qui arrive en premier :

- a) le jour qui se situe trente jours après la date de l'avis visé au présent article, si aucune réponse écrite n'est reçue pendant cette période de trente jours;
- b) le jour où le ministre reçoit une réponse écrite, s'il en reçoit une dans les trente jours qui suivent la date de l'avis.
- (5) S'il reçoit une réponse écrite avant de Examen des prendre une décision, le ministre tient compte de cette réponse avant de prendre sa décision.

(6) S'il ne reçoit pas de réponse écrite avant de prendre une décision, le ministre peut conclure que la personne est tenue de déposer une déclaration d'activités agricoles.

- 5 (1) Toute personne peut demander par écrit au ministre de décider si elle devrait être tenue de déposer une déclaration d'activités agricoles.
- (2) La personne énonce dans la demande Idem les raisons pour lesquelles elle ne devrait pas être tenue de déposer une déclaration.

application

(3) The application shall be in a form provided by the Minister.

Determina

(4) After considering the reasons set out in the application, the Minister shall determine whether the person is required to file a farm operations statement.

6. The Minister shall give written notice of a Minister's determination to the person to whom the determination applies.

Determination final

7.—(1) A Minister's determination is final and binding for all purposes of this Act and is not subject to review.

Power to reconsider

(2) The Minister may reconsider a Minister's determination and may affirm or replace the determination.

Information to Corporation

- 8.-(1) The Minister shall forward to the Corporation,
 - (a) the name and address of each farming business for which a farm operations statement is required to be filed and has been filed;
 - (b) the name and address of each farming business for which the Minister has made a determination requiring a farm operations statement; and
 - (c) the prescribed information concerning each farming business referred to in clauses (a) and (b).

Information confidential

(2) No director of the Corporation and no person employed by the Corporation shall disclose or permit the disclosure of information received from the Ministry concerning a farming business unless that disclosure is permitted under this Act.

ACCREDITED FARM ORGANIZATIONS

Application for accreditation

9.—(1) Any organization representing farmers in the province may apply to the Tribunal to become an accredited farm organization for the purposes of this Act.

Same

(2) Any accredited farm organization may apply to the Tribunal for a renewal of its accreditation under this Act if it does so at least the prescribed period before its accreditation expires.

Notice

(3) The Tribunal shall give written notice of any application under this section to the Minister and to all of the accredited farm organizations.

Hearing on application

10.—(1) The Tribunal shall hold a hearing before determining whether an organization is to be accredited or whether an organization's accreditation is to be renewed.

- (3) La demande est rédigée selon la for- Formule de mule fournie par le ministre.
- (4) Après avoir examiné les raisons énon- Décision cées dans la demande, le ministre décide si la personne est tenue de déposer une déclaration d'activités agricoles.

6 Le ministre donne un avis écrit de sa Avis de décidécision à la personne visée.

7 (1) La décision du ministre est défini- Décision défitive aux fins de la présente loi et n'est pas susceptible de révision.

(2) Le ministre peut réexaminer sa décision et la confirmer ou la remplacer.

Pouvoir de réexamen

8 (1) Le ministre transmet à la Société Renseigneles renseignements suivants :

ments à four-Société

- a) le nom commercial et l'adresse de chaque entreprise agricole pour laquelle une déclaration d'activités agricoles doit être déposée et l'a été;
- b) le nom commercial et l'adresse de chaque entreprise agricole qui est tenue de déposer une déclaration d'activités agricoles en vertu d'une décision du ministre:
- c) les renseignements prescrits sur chaque entreprise agricole visée aux alinéas a) et b).
- (2) Aucun administrateur de la Société et Confidentiaaucune personne employée par elle ne doi- seignements vent divulguer ni permettre que soient divulgués des renseignements portant sur une entreprise agricole qui ont été reçus du ministère, à moins que la présente loi ne les v autorise.

ORGANISMES AGRICOLES AGRÉÉS

9 (1) Les organismes représentant des Requête en agriculteurs de la province peuvent, par voie de requête, demander à la Commission d'être agréés comme organismes agricoles pour l'application de la présente loi.

(2) Les organismes agricoles agréés peuvent, par voie de requête, demander à la Commission de renouveler leur agrément aux termes de la présente loi, pourvu qu'ils le fassent au moins avant la période prescrite qui précède la fin de leur agrément.

(3) La Commission donne un avis écrit des Avis requêtes présentées en vertu du présent article au ministre et aux organismes agricoles agréés.

10 (1) La Commission tient une audience Audience avant de décider si elle doit agréer un organisme ou renouveler son agrément.

Submissions

(2) Any person entitled to notice of an application may make submissions in a hearing relating to the accreditation of a farm organization.

Order on application

11.—(1) If the Tribunal determines that the organization meets the prescribed criteria for accredited farm organizations, the Tribunal shall by order accredit the organization and if the Tribunal determines that the organization does not meet those criteria, the Tribunal shall by order refuse the accreditation.

Term of accreditation

(2) The accreditation of a farm organization is in effect for a period of three years commencing at the prescribed time.

Organizations deemed accredited

- 12. The following farm organizations shall be deemed to be accredited for a period of three years commencing at the prescribed time:
 - 1. Christian Farmers Federation of Ontario.
 - 2. Region 3 (Ontario), National Farmers Union.
 - 3. Ontario Federation of Agriculture.

Tribunal may review accreditation

13.—(1) If, during the period of accreditation of an accredited farm organization, the chair of the Tribunal believes that the organization may no longer qualify for the accreditation, the chair may commence a review of the accreditation.

Notice

(2) The Tribunal shall give written notice of any review under this section to the accredited farm organization that is the subject of the review, to the Minister and to all of the other accredited farm organizations.

Hearing on review

14.—(1) If a review is commenced, the Tribunal shall hold a hearing before determining whether an accredited farm organization continues to qualify for accreditation.

Party

(2) The accredited farm organization that is the subject of the review is a party to the review.

Submissions

(3) Any person entitled to notice of the review may make submissions in a hearing relating to the accreditation of a farm organization.

Order on review

- 15.—(1) If the Tribunal determines that the accredited farm organization no longer meets the prescribed criteria for an accredited farm organization, the Tribunal may by order,
 - (a) remove the accreditation of the organization; or
 - (b) require the organization to meet specified conditions within a specified period of time in order to maintain its accreditation.

(2) Les personnes qui ont le droit de rece- Observations voir l'avis de requête peuvent présenter des observations à l'audience portant sur l'agrément d'un organisme agricole.

FINANCEMENT DES ORGANISMES AGRICOLES

11 (1) Si elle décide que l'organisme Ordonnance satisfait aux critères prescrits pour les organismes agricoles agréés, la Commission accorde l'agrément à l'organisme par ordonnance. Si elle décide que l'organisme ne satisfait pas à ces critères, elle lui refuse l'agrément.

Durée de

(2) L'agrément d'un organisme agricole est valable pendant une période de trois ans à partir du moment prescrit.

12 Les organismes agricoles suivants sont Organismes réputés agréés pendant une période de trois ans à partir du moment prescrit :

- 1. La Fédération des agriculteurs chrétiens de l'Ontario.
- 2. Le Syndicat national des cultivateurs, Région 3 (Ontario).
- 3. La Fédération de l'agriculture de l'Ontario.
- 13 (1) Si, pendant la période d'agrément d'un organisme agricole agréé, le président de la Commission croit que l'organisme n'est mission peut-être plus admissible à l'agrément, il peut entreprendre une révision de l'agrément.

Révision de

(2) La Commission donne un avis écrit Avis d'une révision prévue par le présent article à l'organisme agricole agréé visé, au ministre et aux autres organismes agricoles agréés.

14 (1) Si une révision a été entreprise, la Audience Commission tient une audience avant de révision décider si un organisme agricole agréé est toujours admissible à l'agrément.

(2) L'organisme agricole agréé qui fait Partie

- (3) Les personnes qui ont le droit de rece- Observations voir l'avis de révision peuvent présenter des observations à l'audience portant sur l'agrément d'un organisme agricole.

l'objet de la révision est partie à celle-ci.

- (1) Si elle décide que l'organisme Ordonnance agricole agréé ne satisfait plus aux critères révision prescrits pour un organisme agricole agréé, la Commission peut, par ordonnance:
 - a) soit révoquer l'agrément de l'organisme;
 - b) soit exiger que l'organisme satisfasse, dans un délai précis, aux conditions qu'elle précise pour conserver son agrément.

Same

(2) If the Tribunal requires the organization to meet specified conditions, it may suspend the accreditation of the organization and require the Corporation to suspend payment of any money to the organization until those conditions are met.

Same

(3) If the Tribunal removes the accreditation of the organization, it may require the organization to return to the Corporation any money it has received from the Corporation during the period from the date the review is commenced to the date the order takes effect.

Same

(4) If an order is made under clause (1) (b) and the organization does not meet the specified conditions within the specified period of time, the Tribunal may, after holding a hearing under section 14, make a further order under subsection (1).

Same

(5) An order to remove the accreditation of an organization takes effect on the date set out in the order.

ELIGIBLE FRENCH LANGUAGE ORGANIZATION

French language organization

- 16. In addition to the accredited organizations, one francophone organization representing farmers in the Province may be eligible for special funding under this Act if,
 - (a) it serves the socioeconomic and cultural interests of francophone farmers;
 - (b) it offers its services to farming businesses in the French language; and
 - (c) it meets the prescribed criteria for eligibility.

Organization deemed eligible

17. The prescribed organization shall be deemed to be eligible for special funding for a period of three years commencing at the prescribed time.

Tribunal may review eligibility

18.—(1) If, during the period of eligibility of an organization, the chair of the Tribunal believes that the organization may no longer qualify for special funding under this Act, the chair may commence a review of its eligibility.

Notice

(2) The Tribunal shall give written notice of any review under this section to the farm organization that is the subject of the review, to the Minister and to all of the accredited farm organizations.

Hearing on

19.—(1) If a review is commenced, the Tribunal shall hold a hearing before determining whether the farm organization continues to qualify for special funding.

Party

(2) The farm organization that is the subject of the review is a party to the review.

(2) Si la Commission exige de l'organisme Idem qu'il satisfasse à des conditions précises, elle peut suspendre son agrément et exiger que la Société suspende le versement de toute somme d'argent à l'organisme jusqu'à ce que ces conditions soient satisfaites.

(3) Si la Commission révoque l'agrément Idem de l'organisme, elle peut exiger que l'organisme rembourse à la Société toute somme d'argent qu'il a reçue d'elle pendant la période allant de la date à laquelle la révision a été entreprise à la date de prise d'effet de l'ordonnance.

- (4) Si une ordonnance est rendue en vertu Idem de l'alinéa (1) b) et que l'organisme ne satisfait pas aux conditions qui y sont précisées dans le délai précis, la Commission peut, après avoir tenu une audience aux termes de l'article 14, rendre une autre ordonnance en vertu du paragraphe (1).
- (5) Une ordonnance révoquant l'agrément Idem d'un organisme prend effet à la date qui y est

ORGANISME FRANCOPHONE ADMISSIBLE

Organisme francophone

- 16 Outre les organismes agréés, un organisme francophone représentant des agriculteurs de la province peut être admissible à une aide financière spéciale aux termes de la présente loi si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) il sert les intérêts socio-économiques et culturels des agriculteurs francopho-
 - b) il offre ses services en français aux entreprises agricoles;
 - c) il satisfait aux critères prescrits en matière d'admissibilité.
- 17 L'organisme prescrit est réputé admis- Organisme sible à une aide financière spéciale pendant sible une période de trois ans à partir du moment prescrit.

réputé admis-

18 (1) Si, pendant la période d'admissibilité d'un organisme, le président de la Commission croit que l'organisme n'est peut-être mission plus admissible à une aide financière spéciale, il peut entreprendre une révision de son admissibilité.

Révision de

- (2) La Commission donne un avis écrit Avis d'une révision prévue par le présent article à l'organisme agricole visé, au ministre et à tous les organismes agricoles agréés.
- 19 (1) Si une révision a été entreprise, la Audience Commission tient une audience avant de révision décider si l'organisme agricole est toujours admissible à une aide financière spéciale.

(2) L'organisme agricole qui fait l'objet de Partie la révision est partie à celle-ci.

Submissions

(3) Any person entitled to notice of the review may make submissions in a hearing relating to the farm organization's eligibility for special funding.

Order on review

- **20.**—(1) If the Tribunal determines that the eligible farm organization does not meet the conditions for special funding, the Tribunal may by order,
 - (a) remove the eligibility of the organiza-
 - (b) require the organization to meet specified conditions within a specified period of time in order to maintain its eligibility.

Same

(2) If the Tribunal requires the organization to meet specified conditions, it may suspend the eligibility of the organization and require the Corporation to suspend payment of any money to the organization until those conditions are met.

Same

(3) If the Tribunal removes the eligibility of the organization, it may require the organization to return to the Corporation any money it has received from the Corporation during the period from the date the review is commenced to the date the order takes effect

Same

(4) An order to remove the eligibility of an organization takes effect on the date set out in the order.

Application for renewal

21.—(1) The eligible farm organization may apply to the Tribunal for a renewal of its eligibility under this Act, if it does so at least the prescribed period before its eligibility expires.

Application for eligibility

(2) If the Tribunal makes an order removing the eligibility of an organization for special funding or if an organization's eligibility for special funding expires and is not renewed, any francophone organization representing farmers in the province may apply to the Tribunal to receive special funding for the purposes of this Act.

Notice

(3) The Tribunal shall give written notice of any application under this section to the Minister and to all of the accredited farm organizations.

Hearing on application

22.—(1) The Tribunal shall hold a hearing before determining whether an organization is to be eligible for special funding or whether an organization's eligibility is to be renewed.

Submissions

(2) Any person entitled to notice of an application may make submissions in a hear-

(3) Les personnes qui ont le droit de rece- Observations voir l'avis de révision peuvent présenter des observations à l'audience portant sur l'admissibilité de l'organisme agricole à une aide financière spéciale.

FINANCEMENT DES ORGANISMES AGRICOLES

20 (1) Si elle décide que l'organisme Ordonnance agricole admissible ne satisfait pas aux conditions requises pour recevoir une aide financière spéciale, la Commission peut, par ordonnance:

- a) soit annuler l'admissibilité de l'organisme:
- b) soit exiger que l'organisme satisfasse, dans un délai précis, aux conditions qu'elle précise pour conserver son admissibilité.
- (2) Si la Commission exige de l'organisme qu'il satisfasse à des conditions précises, elle peut suspendre son admissibilité et exiger que la Société suspende le versement de toute somme d'argent à l'organisme jusqu'à ce que ces conditions soient satisfaites.

(3) Si la Commission annule l'admissibilité Idem de l'organisme, elle peut exiger que l'organisme rembourse à la Société toute somme d'argent qu'il a reçue d'elle pendant la période allant de la date à laquelle la révision a été entreprise à la date de prise d'effet de l'ordonnance.

(4) Une ordonnance annulant l'admissibi- Idem lité d'un organisme prend effet à la date qui y est fixée.

Requête en

21 (1) L'organisme agricole admissible peut, par voie de requête, demander à la Commission de renouveler son admissibilité aux termes de la présente loi, pourvu qu'il le fasse au moins avant la période prescrite qui précède la fin de son admissibilité.

admissibilité

- (2) Si la Commission rend une ordonnance Requête en annulant l'admissibilité d'un organisme à une aide financière spéciale ou que l'admissibilité d'un organisme à une telle aide prend fin et n'est pas renouvelée, tout organisme francophone représentant des agriculteurs de la province peut, par voie de requête, demander à la Commission une aide financière spéciale pour l'application de la présente loi.
- (3) La Commission donne un avis écrit des Avis requêtes présentées en vertu du présent article au ministre et aux organismes agricoles agréés.
- **22** (1) La Commission tient une audience avant de décider de l'admissibilité ou du renouvellement de l'admissibilité d'un organisme à une aide financière spéciale.

Audience requête

(2) Les personnes qui ont le droit de rece- Observations voir l'avis de requête peuvent présenter des

ing relating to the eligibility of a farm organi-

Order on application

23.—(1) If one or more organizations apply for eligibility and the Tribunal determines that only one organization meets the criteria for eligibility, the Tribunal shall by order declare it to be the organization that is eligible for special funding.

Same

(2) If more than one organization applies for eligibility and the Tribunal determines that more than one organization meet the criteria for eligibility, the Tribunal shall by order declare the organization that in the Tribunal's opinion best meets the criteria to be the organization that is eligible for special funding.

Term of eligibility

(3) The eligibility of a farm organization is in effect for a period of three years commencing at the prescribed time.

Organization becomes accredited

24.-(1) If the organization that is eligible for special funding becomes accredited under this Act, it is no longer eligible for special funding.

Same

(2) No other farming organization may become eligible for special funding while the organization referred to in subsection (1) is accredited.

FARM ORGANIZATION FEE

Fee collected

25.—(1) The Corporation shall require every farming business whose name and address it has received from the Ministry to pay to the Corporation an annual farm organization fee in the prescribed amount.

Interest

(2) The Corporation may also require those farming businesses to pay interest at the prescribed rate on any overdue balance.

Same

(3) The Corporation shall require the fee by invoice containing the prescribed information.

Farming business to pay fee

26.—(1) A person shall pay the annual farm organization fee to the Corporation within the prescribed period if the person is required to file a farm operations statement for the same year.

Same

(2) If two or more persons carry on a farming business together, only one fee is required to be paid for the farming business and each of the persons carrying on the business is responsible for ensuring that the whole fee is paid.

Direct payment

(3) Upon paying the annual fee, the person who pays the fee may direct that the fee be paid to a specified accredited farm organization.

observations à l'audience portant sur l'admissibilité d'un organisme agricole.

23 (1) Si un ou plusieurs organismes Ordonnance présentent une requête en admissibilité et requête que la Commission décide qu'un seul d'entre eux satisfait aux critères d'admissibilité, la Commission déclare, par ordonnance, que c'est ce dernier qui est l'organisme admissible à une aide financière spéciale.

(2) Si plus d'un organisme présente une requête en admissibilité et que la Commission décide que plus d'un d'entre eux satisfait aux critères d'admissibilité, la Commission déclare, par ordonnance, que c'est celui qui, à son avis, satisfait le mieux aux critères qui est l'organisme admissible à une aide financière spéciale.

(3) L'admissibilité d'un organisme agricole est valable pendant une période de trois ans à partir du moment prescrit.

Durée de l'admissibilité

24 (1) Si l'organisme admissible à une Agrément aide financière spéciale est agréé aux termes de la présente loi, il n'est plus admissible à cette aide.

(2) Aucun autre organisme agricole ne Idem peut devenir admissible à une aide financière spéciale tant que l'organisme agricole visé au paragraphe (1) est agréé.

CONTRIBUTION RELATIVE AUX ORGANISMES AGRICOLES

25 (1) La Société exige de chaque entre- Contribution prise agricole dont le nom commercial et l'adresse lui ont été fournis par le ministère qu'elle lui verse une contribution annuelle relative aux organismes agricoles correspondant au montant prescrit.

(2) La Société peut aussi exiger que ces Intérêt entreprises agricoles paient l'intérêt au taux prescrit sur tout solde impayé.

(3) La Société perçoit la contribution au moyen d'une facture qui indique les renseignements prescrits.

26 (1) Toute personne verse la contribution annuelle relative aux organismes agricoles à la Société dans le délai prescrit si elle treprise est tenue de déposer une déclaration d'activités agricoles pour cette année-là.

la contribution par l'en-

(2) Si deux personnes ou plus exploitent Idem ensemble une entreprise agricole, la contribution n'a besoin d'être versée qu'une fois pour l'entreprise. Chaque personne qui exploite celle-ci est tenue de veiller à ce que le montant intégral de la contribution soit versé.

(3) Lorsqu'elle verse la contribution Affectation annuelle, la personne peut demander qu'elle bution soit affectée à l'organisme agricole agréé qu'elle précise.

Same

(4) The fee in respect of a farming business may be directed to only one specified farm organization.

FINANCEMENT DES ORGANISMES AGRICOLES

Religious objection. individual

27.—(1) If an individual carries on a farming business and if the individual objects to paying a fee for a farm organization because of his or her religious conviction or belief, the individual may apply to the Tribunal for an order that the fee be allocated to a charity.

Religious objection, corporation

(2) If a corporation carries on a farming business and an individual who is a shareholder of the corporation objects to the corporation paying a fee for a farm organization because of his or her religious conviction or belief, the corporation may apply to the Tribunal for an order that the fee be allocated to a charity.

Religious objection, other entity

(3) If an entity other than a corporation carries on a farming business and an individual who is a member of the entity objects to the entity paying a fee for a farm organization because of his or her religious conviction or belief, the entity may apply to the Tribunal for an order that the fee be allocated to a charity.

Parties

(4) The parties to an application under this section are the applicant and the Corporation.

Hearing required

- (5) The Tribunal shall hold a hearing before making an order in an application under this section if.
 - (a) a party opposes the application; or
 - (b) the Tribunal is not satisfied without holding a hearing that the applicant is entitled to the order applied for.

Order of Tribunal

- (6) If the Tribunal is satisfied that an individual referred to in subsection (1), (2) or (3) objects to paying a fee for a farm organization because of his or her religious conviction or belief, it shall order that the Corporation pay the amount of the fee,
 - (a) to a charitable organization mutually agreed upon by the applicant and the Corporation; or
 - (b) if they are unable to agree, to a charitable organization registered as a charitable organization in Canada under Part I of the Income Tax Act (Canada) and designated by the Tribunal.

proceeding to collect fee

28. The Corporation may by action collect a fee that has not been paid in accordance with this Act.

(4) La contribution d'une entreprise agri- Idem cole ne peut être affectée qu'à un seul organisme agricole précis.

27 (1) Si un particulier exploite une entreprise agricole et qu'il s'oppose au verse- gieux, partiment d'une contribution pour un organisme culier agricole en raison de ses convictions ou croyances religieuses, il peut, par voie de requête, demander à la Commission d'ordonner l'affectation de la contribution à une oeuvre de charité.

Opposition

0

(2) Si une personne morale exploite une entreprise agricole et qu'un particulier qui est actionnaire de la personne morale s'oppose à ce que celle-ci verse une contribution pour un organisme agricole en raison de ses convictions ou croyances religieuses, la personne morale peut, par voie de requête, demander à la Commission d'ordonner l'affectation de la contribution à une oeuvre de charité.

Opposition d'ordre religieux, per-

(3) Si une entité autre qu'une personne morale exploite une entreprise agricole et qu'un particulier qui est membre de l'entité entité s'oppose à ce que celle-ci verse une contribution pour un organisme agricole en raison de ses convictions ou croyances religieuses, l'entité peut, par voie de requête, demander à la Commission d'ordonner l'affectation de la contribution à une oeuvre de charité.

Opposition gieux, autre

(4) Les parties à une requête présentée en vertu du présent article sont le requérant et la Société.

(5) La Commission tient une audience avant de rendre une ordonnance relativement à une requête présentée en vertu du présent article si, selon le cas:

Audience

- a) une partie s'oppose à la requête;
- b) la Commission n'est pas convaincue, sans tenir d'audience, que le requérant a droit à l'ordonnance qu'il demande.
- (6) Si elle est convaincue qu'un particulier Ordonnance visé au paragraphe (1), (2) ou (3) s'oppose mission au versement d'une contribution pour un organisme agricole en raison de ses convictions ou croyances religieuses, la Commission ordonne que la Société verse la contribution:

- a) soit à l'oeuvre de charité dont conviennent le requérant et la Société;
- b) soit, s'ils sont incapables de s'entendre, à une oeuvre de charité enregistrée à ce titre au Canada conformément à la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et désignée par la Commission.
- 28 La Société peut, par voie d'instance, percevoir les contributions qui n'ont pas été versées conformément à la présente loi.

Waive fee

29. The Corporation may waive the requirement that a person pay a farm organization fee if the Corporation is of the opinion that to do otherwise would create undue hardship for the person.

Notice that fee paid

30. The Corporation shall give written notice to the Minister of those farming businesses whose fee has been paid or waived.

ALLOCATION OF FEES

Allocation of fees

- 31.-(1) The Corporation shall allocate the fees it receives in the prescribed manner in order to achieve the following objectives:
 - 1. A portion of each fee shall be allocated to the Corporation to enable it to manage its affairs.
 - 2. If there is a farm organization that is eligible for special funding, the Corporation shall allocate a portion of each fee to that farm organization.
 - 3. If a person carrying on a farming business has designated a specific accredited farm organization to receive its fee, the balance of its fee shall be given to that organization.
 - 4. If a farming business has not designated a specific accredited farm organization to receive its fee, the balance of its fee shall be apportioned among all of the accredited farm organizations.
 - 5. If the Tribunal has made an order directing the allocation of a fee to a charitable organization, a portion of the fee shall be allocated to the Corporation under paragraph 1 and the balance of the fee shall be paid to the charitable organization.

Same

(2) If the Corporation receives fees designated to a specific accredited farm organization whose accreditation has been suspended or removed, the Corporation shall treat those fees as fees that have not been designated to a specific accredited farm organization.

FARM ORGANIZATIONS FUNDING **CORPORATION**

Corporation

32.—(1) There is hereby established a corporation without share capital to be known in English as the Farm Organizations Funding Corporation and in French as Société de financement des organismes agricoles.

Appointment of member

(2) The Corporation shall consist of as many members, not fewer than three, as the Minister may appoint from among representatives of each of the accredited farm organizations nominated by the organization they are to represent.

29 La Société peut dispenser une per- Dispense de sonne de l'obligation qu'elle a de verser la tribution contribution relative aux organismes agricoles si elle estime que celle-ci causerait un préjudice injustifié à la personne.

30 La Société donne au ministre un avis Avis de verécrit des entreprises agricoles qui ont versé la contribution ou qui en ont été dispensées.

AFFECTATION DES CONTRIBUTIONS

31 (1) La Société affecte les contribu- Affectation tions qu'elle reçoit de la façon prescrite afin tions de réaliser les objectifs suivants :

- 1. Une partie de chaque contribution est affectée à la Société pour lui permettre de gérer ses affaires.
- 2. Si un organisme agricole est admissible à une aide financière spéciale, la Société affecte une partie de chaque contribution à cet organisme.
- 3. Si une personne qui exploite une entreprise agricole a demandé que sa contribution soit affectée à un organisme agricole agréé précis, le solde de sa contribution est versé à cet orga-
- 4. Si une entreprise agricole n'a pas demandé que sa contribution soit affectée à un organisme agricole agréé précis, le solde de sa contribution est réparti entre tous les organismes agricoles agréés.
- 5. Si la Commission a rendu une ordonnance affectant une contribution à une oeuvre de charité, une partie de la contribution est affectée à la Société aux termes de la disposition 1 et le solde est versé à cette oeuvre.
- (2) Si elle reçoit des contributions qu'on a Idem demandé d'affecter à un organisme agricole agréé précis dont l'agrément a été suspendu ou révoqué, la Société affecte ces contributions comme si elles n'avaient pas été affectées à un organisme précis.

SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES ORGANISMES AGRICOLES

32 (1) Est créée une personne morale Société sans capital-actions appelée Société de financement des organismes agricoles en français et Farm Organizations Funding Corporation en anglais.

(2) La Société se compose d'au moins Nomination trois membres que nomme le ministre parmi les représentants de chacun des organismes agricoles agréés que proposent les organismes qu'ils doivent représenter.

11

Same

(3) The members shall include at least one representative from each accredited farm organization.

Term

(4) The members shall be appointed for a term of three years and may be reappointed for one additional term of three years.

Head office

(5) The Corporation may establish its head office and may change its head office from time to time.

Non-applica-

(6) The Corporations Act and the Corporations Information Act do not apply to the Corporation except as prescribed.

Objects

33. The objects of the Corporation are to collect fees from farming businesses for the funding of farm organizations, to allocate those fees to farm organizations in accordance with this Act and to carry out the prescribed objects.

Powers

34. The Corporation has all the powers that are necessary or expedient for carrying out its objects.

Board of directors

35.—(1) The affairs of the Corporation shall be managed and controlled by its board of directors which shall consist of all of its members.

Quorum

(2) A majority of the members constitute a quorum of the board.

Chair and vice-chair

(3) The members shall designate from among themselves a chair and may designate another as vice-chair of the board.

Chair's duty

(4) The chair shall preside over meetings of the board.

Acting chair

(5) If the chair is absent or otherwise unable to act or if the office is vacant, the vice-chair has all the powers and shall perform the duties of the chair.

By-laws

36.-(1) The board of directors may make such by-laws as it considers necessary for the administration of the affairs of the Corporation, including by-laws to establish committees and to appoint officers.

Committees

(2) A by-law establishing a committee of the board may delegate to the committee those powers and duties of the board determined in the by-law.

Seal

(3) The Corporation shall have a seal which shall be adopted by by-law.

Not to be carried on for gain

37.—(1) The Corporation shall be carried on without the purpose of gain for its members and profits or other accretions to the Corporation shall be used in promoting its objects.

Exception

(2) Nothing in subsection (1) prohibits a director from receiving reasonable remunera-

(3) Les membres comprennent au moins Idem un représentant de chaque organisme agricole agréé.

(4) Les membres sont nommés pour un Mandat mandat de trois ans qui peut être renouvelé une seule fois.

(5) La Société peut établir son siège social Siège social et le déménager.

(6) La Loi sur les personnes morales et la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales, sauf les dispositions qui en sont prescrites, ne s'appliquent pas à la Société.

Non-applica-

- 33 Les objets de la Société consistent à Objets percevoir les contributions des entreprises agricoles pour le financement des organismes agricoles, d'affecter ces contributions aux organismes agricoles conformément à la présente loi et de réaliser les objets prescrits.
- 34 La Société a tous les pouvoirs qui sont Pouvoirs nécessaires ou utiles à la réalisation de ses objets.

ministration

35 (1) Le conseil d'administration de la Conseil d'ad-Société, qui se compose de tous ses membres, assure la gestion et la direction des affaires de la Société.

(2) La majorité des membres du conseil Quorum

(3) Les membres désignent l'un des leurs à la présidence et peuvent en désigner un autre à la vice-présidence.

constitue le quorum.

Présidence et

(4) Le président dirige les réunions du Rôle du préconseil.

Président intérimaire

(5) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le vice-président exerce les pouvoirs et fonctions du président.

Règlements

36 (1) Le conseil d'administration peut adopter les règlements administratifs qu'il juge nécessaires à la gestion des affaires de la Société, notamment des règlements administratifs qui créent des comités et nomment des dirigeants.

(2) Le règlement administratif qui crée un Comités

- comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et fonctions du conseil qui y sont précisés.
- (3) La Société a un sceau qu'elle adopte Sceau par règlement administratif.
- 37 (1) La Société exerce ses activités But non sans but lucratif pour ses membres et les bénéfices ou autres gains de la Société servent à la réalisation de ses objets.
- (2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet Exception d'empêcher un administrateur de recevoir une rémunération et des indemnités raison-

tion and expenses for his or her services to the Corporation.

Employees

38. The Corporation may employ upon whatever terms it approves any employees it considers necessary for the proper conduct of its affairs.

Financial vear

39. The financial year of the Corporation begins on the prescribed date.

Audit

40.-(1) The board of directors of the Corporation shall appoint one or more auditors licensed under the Public Accountancy Act to audit its accounts and financial transactions annually.

Report to Minister

(2) The Corporation shall file the reports of the auditors with the Minister forthwith after receiving them.

Not Crown agency

41. The Corporation is not a Crown agency for the purposes of the Crown Agency Act.

FARM ORGANIZATIONS ACCREDITATION TRIBUNAL

Tribunal established

42.-(1) A tribunal is established to be known in English as the Farm Organizations Accreditation Tribunal and in French as Commission d'agrément des organismes agricoles.

Composition

(2) The Tribunal is composed of no more than nine members, appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Chair

(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate one member as chair and may designate one member as vice-chair.

Acting chair

(4) If the chair is absent or otherwise unable to act or if the office is vacant, the vice-chair has all the powers and shall perform the duties of the chair.

Employees

(5) Those employees that are necessary for the proper conduct of the Tribunal's work may be appointed under the Public Service Act.

Remuneration

(6) Members of the Tribunal shall receive such remuneration and expenses as the Lieutenant Governor in Council determines.

Panels

43.—(1) The chair may appoint panels composed of three or more members of the Tribunal to conduct hearings.

Presiding officer

(2) The chair shall designate one member of each panel to preside over hearings of the panel.

Decision

(3) A decision of a panel is a decision of the Tribunal.

Gather information

44. The Tribunal or an employee of the Tribunal at the Tribunal's request may gather information or inspect documents that it connables en contrepartie des services qu'il offre à la Société.

38 La Société peut employer, aux condi- Employés tions qu'elle approuve, les employés qu'elle estime nécessaires à la bonne marche de ses affaires

39 L'exercice de la Société commence à Exercice la date prescrite.

40 (1) Le conseil d'administration de la Vérification Société charge un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la comptabilité publique de vérifier chaque année ses comptes et ses opérations financières.

(2) La Société dépose les rapports des Remise des vérificateurs auprès du ministre dès qu'elle ministre les reçoit.

41 La Société n'est pas un organisme de Non un orgala Couronne pour l'application de la Loi sur Couronne les organismes de la Couronne.

COMMISSION D'AGRÉMENT DES ORGANISMES **AGRICOLES**

42 (1) Est créée une commission appelée Création de Commission d'agrément des organismes agricoles en français et Farm Organizations Accreditation Tribunal en anglais.

(2) La Commission se compose d'au plus Composition neuf membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil Présidence désigne un membre à la présidence et peut en désigner un autre à la vice-présidence.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement Président du président ou de vacance de son poste, le vice-président exerce les pouvoirs et fonctions du président.

intérimaire

(5) Les employés nécessaires à la bonne Employés marche des travaux de la Commission peuvent être nommés en vertu de la Loi sur la fonction publique.

(6) Les membres de la Commission reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rémunération

43 (1) Le président peut constituer des Comités comités, composés de trois membres de la Commission ou plus, chargés de tenir des audiences.

(2) Le président charge un membre de Président de chaque comité de présider les audiences du comité.

(3) Une décision du comité constitue une décision de la Commission.

44 La Commission ou un employé de la Collecte de Commission à qui elle le demande peut rassembler les renseignements ou examiner les

siders necessary and question any person by telephone or otherwise in relation to a matter before it.

Submissions accepted

45.—(1) In any hearing before it, the Tribunal may accept submissions from any person who is not otherwise entitled to make submissions under this Act provided that it gives the parties an opportunity to explain or refute those submissions.

Additional evidence

(2) In any hearing before it, the Tribunal may consider any relevant information obtained by the Tribunal in addition to the evidence given at a hearing, provided that it first informs the parties of the additional information and gives them an opportunity to explain or refute it.

Rules

46.—(1) The Tribunal shall follow the prescribed rules of procedure in conducting hearings under this Act.

Same

(2) The Tribunal may make any rules it considers necessary for the conduct and management of its affairs and for the practice and procedure to be observed in proceedings before it, so long as those rules do not conflict with the prescribed rules.

Reconsider orders

47. The Tribunal may reconsider any order it has made and may affirm or replace the order.

Decision of Tribunal final

48. A decision of the Tribunal is final, binding and not subject to review.

Notice of orders

49.—(1) The Tribunal shall give written notice of any order it makes relating to a farm organization to that farm organization, to the Minister, to the Corporation and to any persons who made submissions in the proceeding and requested notice.

Same

(2) The Tribunal shall give written notice of any order it makes relating to a religious objection to paying a fee to the person who objected to paying the fee and to the Corporation

GENERAL

Delegation

50.—(1) The Minister may in writing delegate to any officer or employee of the Ministry any of the powers or duties given to the Minister under this Act subject to the conditions set out in the delegation.

Exception

(2) Despite subsection (1), the Minister shall not delegate the power to appoint members of the Corporation.

Protection

51. Members and employees of the Corporation and members and employees of the Tribunal are not liable for any act done or decision made in good faith by them in the

documents qu'ils estiment nécessaires et interroger toute personne, par téléphone ou autrement, en ce qui concerne une question dont la Commission est saisie.

45 (1) À ses audiences, la Commission Observations peut accepter des observations des personnes qui n'auraient normalement pas le droit de présenter des observations aux termes de la présente loi, pourvu qu'elle donne aux parties la possibilité d'expliquer ou de réfuter ces observations.

(2) À ses audiences, la Commission peut examiner les renseignements pertinents qu'elle a obtenus en plus de la preuve qui y est présentée, pourvu qu'elle informe d'abord les parties des renseignements supplémentaires et leur donne l'occasion de les expliquer ou de les réfuter.

Preuve sunplémentaire

46 (1) La Commission suit les règles de Règles procédure prescrites lorsqu'elle tient des audiences aux termes de la présente loi.

(2) La Commission peut adopter les règles Idem qu'elle estime nécessaires à la conduite et à la gestion de ses affaires et aux pratiques et procédures à observer dans les instances introduites devant elle, pourvu que ces règles ne soient pas incompatibles avec les règles prescrites.

47 La Commission peut réexaminer une Réexamen

ordonnance qu'elle a rendue et la confirmer nances ou la remplacer.

48 La décision de la Commission est défi- Décision défi-

49 (1) La Commission donne un avis Avis d'ordonécrit de l'ordonnance qu'elle rend en ce qui concerne un organisme agricole à cet organisme, au ministre, à la Société et aux personnes qui ont présenté des observations dans l'instance et demandé un avis.

nitive et n'est pas susceptible de révision.

(2) La Commission donne un avis écrit de Idem l'ordonnance qu'elle rend en ce qui concerne une opposition d'ordre religieux au versement d'une contribution à la personne qui s'oppose à ce versement et à la Société.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

50 (1) Le ministre peut déléguer par Délégation écrit, à tout fonctionnaire ou employé du ministère, les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, sous réserve des conditions énoncées dans l'acte de délégation.

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre Exception ne peut pas déléguer le pouvoir de nommer les membres de la Société.

51 Les membres et les employés de la Immunité Société et de la Commission ne sont pas tenus responsables d'un acte accompli ou d'une décision prise de bonne foi dans l'exerperformance of their duties or exercise of their powers under this Act.

Regulations

- **52.**—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - respecting the manner of determining the annual gross income of a farming business and the period for which it is to apply;
 - 2. prescribing the amount of annual gross income for the purposes of section 2;
 - prescribing the information to be included in a farm operations statement;
 - 4. respecting the time for filing farm operations statements;
 - 5. prescribing purposes for which the Minister may use information under section 3;
 - 6. prescribing the information to be forwarded to the Corporation for the purposes of clause 8 (1) (c);
 - 7. respecting the disclosure of information for the purposes of subsection 8 (2);
 - 8. respecting the question of whether a farm organization offers its services to farming businesses in the French language and serves the socioeconomic and cultural interests of francophone farmers;
 - 9. prescribing the period before which an application must be filed for the purposes of subsections 9 (2) and 21 (1);
 - 10. prescribing the criteria to be used for accrediting farm organizations;
 - 11. respecting the time at which accreditation of farm organizations commences for the purposes of subsection 11 (2) and for the purposes of section 12;
 - 12. prescribing the organization deemed to be eligible for special funding under section 17 and the time at which that eligibility commences;
 - 13. prescribing criteria for eligibility for special funding;
 - 14. prescribing the amount of the annual farm organization fee;
 - 15. providing for the discounting of fees that are paid within a prescribed period and prescribing that period;
 - 16. respecting the rate of interest to be charged on overdue fees;

cice de leurs fonctions ou pouvoirs aux termes de la présente loi.

- **52** (1) Le lieutenant-gouverneur en con-Règlements seil peut, par règlement :
 - traiter de la façon de déterminer le revenu brut annuel d'une entreprise agricole et de la période à laquelle il s'applique;
 - 2. prescrire le montant du revenu brut annuel pour l'application de l'article 2;
 - 3. prescrire les renseignements à indiquer dans une déclaration d'activités agricoles;
 - 4. traiter de la date limite de dépôt des déclarations d'activités agricoles;
 - 5. prescrire les fins auxquelles le ministre peut utiliser les renseignements visés à l'article 3;
 - 6. prescrire les renseignements à transmettre à la Société pour l'application de l'alinéa 8 (1) c);
 - 7. traiter de la divulgation de renseignements pour l'application du paragraphe 8 (2);
 - traiter de la question de savoir si un organisme agricole offre ses services en français aux entreprises agricoles et sert les intérêts socio-économiques et culturels des agriculteurs francophones;
 - 9. prescrire la période avant laquelle une requête doit être déposée pour l'application des paragraphes 9 (2) et 21 (1);
 - 10. prescrire les critères à utiliser pour l'agrément des organismes agricoles;
 - 11. traiter du moment auquel commence l'agrément des organismes agricoles pour l'application du paragraphe 11 (2) et de l'article 12;
 - 12. prescrire l'organisme qui est réputé admissible à une aide financière spéciale aux termes de l'article 17 et le moment auquel il commence à y être admissible;
 - 13. prescrire les critères d'admissibilité à une aide financière spéciale;
 - 14. prescrire le montant des contributions annuelles relatives aux organismes agricoles;
 - 15. prévoir la réduction des contributions qui sont versées dans un délai prescrit et prescrire ce délai;
 - 16. traiter du taux d'intérêt à demander sur les contributions impayées;

- 17. prescribing the information to be contained in an invoice used by the Corporation to collect fees;
- 18. respecting the period within which fees shall be paid;
- 19. respecting the allocation of farm organization fees;
- 20. prescribing provisions Corporations Act or the Corporations Information Act that apply to the Corporation;
- 21. prescribing additional objects for the Corporation;
- 22. prescribing the beginning of the financial year of the Corporation;
- 23. prescribing rules of procedure to be used by the Tribunal in conducting hearings;
- 24. respecting the conduct of a vote under subsection 54 (3) and the question of who is eligible to vote;
- 25. defining any word or expression used in this Act that has not already been expressly defined in this Act;
- 26. prescribing forms and providing for their use;
- 27. prescribing any matter that may be necessary or advisable to carry out the purposes of this Act.

(2) A regulation under paragraph 1 of subsection (1) may provide that the manner of determining income be based on the calculations required to be made under the Income Tax Act (Canada).

Offence

Same

53.—(1) A person is guilty of an offence if the person,

- (a) does not file a farm operations statement within the time required under this Act:
- (b) does not pay a farm organization fee as required under this Act; or
- (c) contravenes subsection 8 (2).

Penalty

(2) On conviction for an offence, a person is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$2,000.

Order to pay

(3) On convicting a person for an offence under clause (1) (b), the judge may order the person to pay the farm organization fee to the Corporation.

(4) An offence continues to be an offence,

- 17. prescrire les renseignements que doit indiquer la facture utilisée par la Société pour percevoir les contribu-
- 18. traiter du délai dans lequel les contributions doivent être versées:
- 19. traiter de l'affectation des contributions relatives aux organismes agrico-
- 20. prescrire les dispositions de la Loi sur les personnes morales ou de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales qui s'appliquent à la Société;
- 21. prescrire des objets supplémentaires que doit réaliser la Société;
- 22. prescrire le moment auquel commence l'exercice de la Société;
- 23. prescrire les règles de procédure à suivre par la Commission lorsqu'elle tient des audiences;
- 24. traiter du déroulement du scrutin aux termes du paragraphe 54 (3) et de la question des personnes qui sont admissibles à voter:
- 25. définir un terme utilisé mais non défini dans la présente loi;
- 26. prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- 27. prescrire toute question qui puisse être nécessaire ou souhaitable pour réaliser les objets de la présente loi.

(2) Un règlement pris en application de la Idem disposition 1 du paragraphe (1) peut prévoir que la façon de déterminer le revenu soit fondée sur les calculs qui doivent être effectués aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

53 (1) Est coupable d'une infraction qui- Infraction conque, selon le cas:

- a) ne dépose pas de déclaration d'activités agricoles dans le délai imparti par la présente loi;
- b) ne verse pas la contribution relative aux organismes agricoles exigée par la présente loi;
- c) contrevient au paragraphe 8 (2).
- (2) Est passible d'une amende d'au moins Peine 500 \$ et d'au plus 2 000 \$ quiconque est déclaré coupable d'une infraction.
- (3) Lorsqu'il déclare une personne coupa- Ordonnance ble de l'infraction prévue à l'alinéa (1) b), le juge peut ordonner à la personne de verser à la Société la contribution relative aux organismes agricoles.
 - (4) Une infraction se continue :

Infraction

- (a) in the case of an offence under clause (1) (a), until the statement is filed;
- (b) in the case of an offence under clause (1) (b), until the fee is paid.

Review of Act

54.—(1) After three years have elapsed since the coming into force of this Act, the Minister shall cause a review of the Act to be conducted to determine whether it is advisable that the Act continue in force.

Same

(2) As part of the review process, the Minister shall conduct a vote among the persons carrying on farming businesses that are subject to and have complied with this Act to determine whether farmers think it advisable that the Act continue in force.

Same

(3) The vote shall be conducted in accordance with the regulations and for the purpose each farming business shall be allowed one vote.

Commencement

55. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

56. The short title of this Act is the Farm Organizations Funding Act, 1993.

- a) dans le cas d'une infraction prévue à l'alinéa (1) a), jusqu'à ce que la déclaration soit déposée;
- b) dans le cas d'une infraction prévue à l'alinéa (1) b), jusqu'à ce que la contribution soit versée.

54 (1) Après que trois années se sont écoulées depuis l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre fait effectuer un réexamen de la Loi pour déterminer s'il est souhaitable de la maintenir en vigueur.

Réexamen de

(2) Dans le cadre du réexamen, le minis- Idem tre procède à un vote auprès des personnes qui exploitent une entreprise agricole, qui sont assujetties à la présente loi et qui s'y sont conformées, pour déterminer si les agriculteurs pensent qu'il est souhaitable de maintenir la Loi en vigueur.

(3) Le scrutin se déroule conformément Idem aux règlements. À cette fin, chaque entreprise agricole dispose d'une voix.

55 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

56 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 sur le financement des organismes agricoles.











3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 106

Projet de loi 106

An Act to amend the Workers' Compensation Act

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail

Mr. Tilson

M. Tilson

Private Member's Bill

Com of Toronto

Projet de loi de député

1st Reading October 19, 1993

2nd Reading3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture

19 octobre 1993

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTES

The Bill amends the Workers' Compensation Act as follows:

It replaces the definition of industrial disease with a definition of occupational disease. Stress will no longer be compensable unless it is experienced as a result of an acute reaction to a traumatic event.

The maximum compensation payable is reduced from 90 per cent to 80 per cent of the net average earnings of the worker before the injury. Top-up provisions in collective agreements that provide compensation to a worker by an employer, in addition to compensation paid under the Act, are deemed to be amended so that the total compensation received does not exceed 80 per cent of the worker's net average earnings.

A three-day waiting period will be imposed before compensation is payable for accidents.

The Bill imposes a restriction on the application of the indexing factor to existing awards made by the Board. Indexation will be calculated on the anniversary date of the first payment rather than on January 1 in each year.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la Loi sur les accidents du travail comme suit :

Il remplace la définition de «maladie professionnelle». Le stress ne donne plus droit à des indemnités à moins qu'il ne résulte d'une réaction aiguë à un événement traumatique.

L'indemnité maximale payable est ramenée de 90 à 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur avant la lésion. Dans les conventions collectives, les dispositions complémentaires qui prévoient le versement d'indemnités à un travailleur par un employeur, en plus des indemnités payées aux termes de la loi, sont réputées être modifiées de sorte que les indemnités totales reçues ne dépassent pas 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur.

Une période d'attente de trois jours est imposée avant que des indemnités ne soient payables en cas d'accident.

Le projet de loi impose une limite à l'application du facteur d'indexation aux indemnités existantes accordées par la Commission. L'indexation sera calculée à la date d'anniversaire du premier paiement et non le 1^{er} janvier de chaque année.

An Act to amend the Workers' Compensation Act

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1.—(1) The definition of "industrial disease" in section 1 of the Workers' Compensation Act is repealed.
- (2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:
- "occupational disease" means a disease arising out of and in the course of employment and resulting from causes, processes, agents or conditions,
 - (a) peculiar to or characteristic of a particular trade or occupation, or
 - (b) peculiar to the particular employment,

but does not include.

- (c) an ordinary disease of life that is not peculiar to a particular employment or does not have a rate of incidence in a particular employment that is 20 per cent higher than the rate of incidence of the disease in Ontario, and
- (d) stress, other than stress that is experienced as an acute reaction to a traumatic event. ("maladie professionelle")
- 2. The English version of section 16 of the Act is amended by striking out "industrial" in the eighth line and substituting "occupational".
- 3.—(1) Subsection 35 (4) of the Act is amended by striking out "90" in the third line and substituting "80".
- (2) Clause 35 (6) (b) of the Act is amended by striking out "90" in the second last line and substituting "80".
- (3) Subsection 35 (13) of the Act is amended by striking out "90" in the third last line and substituting "80".
- (4) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsections:

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 (1) La définition de «maladie professionnelle» à l'article 1 de la *Loi sur les accidents* du travail est abrogée.
- (2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «maladie professionnelle» Maladie contractée du fait et au cours d'un emploi et résultant de causes, de procédés, d'agents ou de conditions:
 - a) soit qui sont particuliers à un métier ou à une profession donnés, ou qui en sont caractéristiques,
 - b) soit qui sont particuliers à un emploi donné,

à l'exclusion toutefois :

- c) de maladies ordinaires de la vie courante qui ne sont pas particulières à un emploi donné ou dont la fréquence dans un emploi donné ne dépasse pas de 20 pour cent celle de la maladie en Ontario,
- d) du stress, à moins qu'il ne résulte d'une réaction aiguë à un événement traumatique. («occupational disease»)
- 2 La version anglaise de l'article 16 de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la huitième ligne, de «occupational».
- 3 (1) Le paragraphe 35 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la troisième ligne, de «80».
- (2) L'alinéa 35 (6) b) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à l'avant-dernière ligne, de «80».
- (3) Le paragraphe 35 (13) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la troisième ligne de la fin, de «80».
- (4) L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Reduction of agreement benefit payments

(15.1) If a provision of a collective agreement or contract of employment provides that a worker who is receiving compensation is entitled to be paid an amount by the employer, and the application of that provision would result in the total of the compensation received and the amount received from the employer exceeding 80 per cent of the worker's net average earnings at the time of the injury, the provision shall be deemed to have been amended so as to result in the total not exceeding 80 per cent of the worker's net average earnings at the time of the injury.

Same

- (15.2) Subsection (15.1) applies with respect to an injury whether it occurred before or after the coming into force of the Workers' Compensation Amendment Act.
- (5) Subsection 35 (17) of the Act is amended by striking out "90" in the fifth line and substituting "80".
- (6) Subsection 35 (18) of the Act is amended by striking out "90" in the eighth line and substituting "80".
- 4. Section 36 of the Act is repealed and the following substituted:

When compensation payable

36.—(1) Compensation for disability caused by occupational disease shall be computed and payable from and including the date of the claim for compensation or the date of the disability, whichever is later.

Same

- (2) Compensation for disability caused by an accident shall be computed and payable from and including the date of the disability or the fourth day after the day of the accident, whichever is later.
- 5.-(1) Subsection 37 (1) of the Act is amended by striking out "90" in the fourth line and substituting "80".
- (2) Clause 37 (2) (a) of the Act is amended by striking out "90" in the second line and substituting "80".
- (3) Section 37 of the Act is amended by adding the following subsections:

Reduction of collective agreement payments

(4) If a provision of a collective agreement or contract of employment provides that a worker who is receiving compensation is entitled to be paid an amount by the employer. and the application of that provision would result in the total of the compensation received and the amount received from the employer exceeding 80 per cent of the worker's net average earnings at the time of the injury, the provision shall be deemed to have been amended so as to result in the total not exceeding 80 per cent of the worker's net average earnings at the time of the injury.

(15.1) Si une disposition d'une convention Réductions collective ou d'un contrat de travail prévoit tés prévues qu'un travailleur qui reçoit des indemnités a par une condroit au paiement d'un montant par l'employeur et que, par suite de l'application de cette disposition, le total des indemnités reçues et du montant reçu de l'employeur dépasserait 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur au moment de la lésion, la disposition est réputée avoir été modifiée de sorte que le total ne dépasse pas 80 pour cent de ces gains.

vention col-

- (15.2) Le paragraphe (15.1) s'applique à Idem l'égard d'une lésion, que celle-ci soit survenue avant ou après l'entrée en vigueur de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail.
- (5) Le paragraphe 35 (17) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la septième ligne, de «80».
- (6) Le paragraphe 35 (18) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la huitième ligne, de «80».
- 4 L'article 36 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 36 (1) L'indemnité à verser pour une Date de calinvalidité résultant d'une maladie professionnelle est calculée et payable à partir de la date de la demande d'indemnité ou de la date de l'invalidité, selon la plus tardive de ces dates.

cul de l'in-

- (2) L'indemnité à verser pour une invali- Idem dité résultant d'un accident est calculée et payable à partir de la date de l'invalidité ou du quatrième jour qui suit celui où est survenu l'accident, selon la plus tardive de ces
- 5 (1) Le paragraphe 37 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la septième ligne, de «80».
- (2) L'alinéa 37 (2) a) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la deuxième ligne, de «80».
- (3) L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (4) Si une disposition d'une convention Réduction collective ou d'un contrat de travail prévoit tés prévues qu'un travailleur qui reçoit des indemnités a par une condroit au paiement d'un montant par l'employeur et que, par suite de l'application de cette disposition, le total des indemnités reçues et du montant reçu de l'employeur dépasserait 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur au moment de la lésion, la disposition est réputée avoir été modifiée de sorte que le total ne dépasse pas 80 pour cent de ces gains.

Same

(5) Subsection (4) applies with respect to an injury whether it occurred before or after the coming into force of the Workers' Compensation Amendment Act, 1993.

Maximum compensation

- (6) Whether an injury occurred before or after the coming into force of the Workers' Compensation Amendment Act, 1993 and regardless of the number of injuries for which a claim for compensation has been made, the maximum amount payable to any worker by way of compensation, including any amounts received by way of supplements, is the maximum amount payable to a worker for an injury occurring after the coming into force of the Workers' Compensation Amendment Act, 1993.
- 6.-(1) Subsection 43 (3) of the Act is amended by striking out "90" in the fourth line and substituting "80".
- (2) Clause 43 (7) (b) of the Act is repealed and the following substituted:
 - (b) any disability payments the workers may receive for the injury under the Canada Pension Plan, the Quebec Pension Plan or any private pension or insurance plan and any retirement income the worker may receive under the Canada Pension Plan, the Ouebec Pension Plan or a private pension plan.
- (3) Subsection 43 (9) of the Act is amended by striking out "90" in the second last line and substituting "80".
- (4) The English version of subsection 43 (11) of the Act is amended by striking out "industrial" in the third line and substituting "occupational".
- 7. Section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

Audit

77.—(1) The Provincial Auditor is the auditor of the Board unless the Lieutenant Governor in Council designates another auditor as the Board's auditor.

Same

(2) The Board shall pay the salary and remuneration of an auditor designated by the Lieutenant Governor in Council as part of its administrative expenses.

Scope

(3) The Provincial Auditor or other auditor, as the case may be, shall conduct an annual audit of the accounts and financial transactions of the Board, including a valuefor-money audit.

Report available to public

(4) The auditor's report shall be kept at the offices of the Board and shall be available for inspection by the public during normal business hours.

(5) Le paragraphe (4) s'applique à l'égard ldem d'une lésion, que celle-ci soit survenue avant ou après l'entrée en vigueur de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du

3

- (6) Qu'une lésion soit survenue avant ou Indemnité après l'entrée en vigueur de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail et peu importe le nombre de lésions à l'égard desquelles une demande d'indemnité a été faite, le montant maximal payable à un travailleur sous forme d'indemnités, y compris les montants reçus sous forme de supplément, correspond au montant maximal payable à un travailleur pour une lésion survenue après l'entrée en vigueur de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail.
- 6 (1) Le paragraphe 43 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la quatrième ligne, de «80».
- (2) L'alinéa 43 (7) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - b) des versements d'invalidité que le travailleur peut recevoir pour la lésion en vertu du Régime de pensions du Canada, du Régime des rentes du Québec ou d'un régime de pension ou d'assurance privé ainsi que du revenu de retraite qu'il peut recevoir en vertu du Régime de pensions du Canada, du Régime des rentes du Québec ou d'un régime de pension privé.
- (3) Le paragraphe 43 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à l'avant-dernière ligne, de «80».
- (4) La version anglaise du paragraphe 43 (11) de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la troisième ligne, de «occupational».
- 7 L'article 77 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 77 (1) Le vérificateur provincial est le Vérification vérificateur de la Commission à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en désigne un autre.

- (2) La Commission paie le traitement et la Idem rémunération du vérificateur désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil au titre de ses dépenses d'administration.
- (3) Le vérificateur provincial ou l'autre vérificateur, selon le cas, effectue annuellement une vérification des comptes et des opérations financières de la Commission, y compris une vérification de l'optimisation des ressources.

Portée de la vérification

(4) Le rapport du vérificateur est conservé Rapport aux bureaux de la Commission et est mis à la public disposition du public aux fins de consultation pendant les heures de bureau.

8.-(1) Subsection 95 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Occupational Disease Standards

- (1) The Industrial Disease Standards Panel is continued under the name Occupational Disease Standards Panel in English and Comité des normes en matière de maladies professionnelles in French.
- (2) The English version of clause 95 (8) (a) of the Act is amended by striking out "industrial" in the first line and substituting "occupational".
- 9. The English version of the Act is amended by striking out the heading immediately before section 134 and substituting:

- 8 (1) Le paragraphe 95 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) Le comité appelé Industrial Disease Standards Panel est maintenu sous le nom de Comité des normes en matière de maladies professionnelles en français et de Occupational Disease Standards Panel en anglais.

Comité des normes en matière de maladies professionnelles

- (2) La version anglaise de l'alinéa 95 (8) a) de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la première ligne, de «occupational».
- 9 La version anglaise de la Loi est modifiée par substitution, à l'intertitre qui précède l'article 134, de :

OCCUPATIONAL DISEASES

- 10.—(1) The English version of subsection 134 (1) of the Act is amended by striking out "industrial" in the second line and in the third line and substituting in each case "occupational".
- (2) The English version of subsection 134 (17) of the Act is amended by striking out "industrial" in the third line and substituting "occupational".
- 11.—(1) The English version of the definition of "pre-1985 injury" in section 144 of the Act is amended by striking out "industrial" in the second line of clause (a) and in the third line of clause (b) and substituting in each case "occupational".
- (2) The English version of the definition of "pre-1989 injury" in section 144 of the Act is amended by striking out "industrial" in the second line and substituting "occupational".
- 12.—(1) Section 145 of the Act is amended by adding at the beginning "Subject to subsections (2) and (3)".
- (2) Section 145 of the Act is amended by adding the following subsections:
- Compensation to be deemed 80 per cent
 - (2) All references in the pre-1985 Act to compensation in an amount equal to 90 per cent of the worker's net average earnings shall be deemed to be references to compensation in an amount equal to 80 per cent of the worker's net average earnings.
- References changed to occupational disease
- (3) All references in the pre-1985 Act to "industrial disease" shall be deemed to be references to "occupational disease" as defined in section 1 of the Workers' Compensation Amendment Act, 1993.
- 13.—(1) Section 146 of the Act is amended by adding at the beginning "Subject to subsections (2) and (3)".
- (2) Section 146 of the Act is amended by adding the following subsections:
- (2) All references in the pre-1989 Act to compensation in an amount equal to 90 per

- 10 (1) La version anglaise du paragraphe 134 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la deuxième ligne et à la troisième ligne, de «occupational».
- (2) La version anglaise du paragraphe 134 (17) de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la troisième ligne, de «occupational».
- 11 (1) La définition de «pre-1985 injury» à l'article 144 de la version anglaise de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la deuxième ligne de l'alinéa (a) et à la troisième ligne de l'alinéa (b), de «occupational».
- (2) La définition de «pre-1989 injury» à l'article 144 de la version anglaise de la Loi est modifiée par substitution, à «industrial» à la deuxième ligne, de «occupational».
- 12 (1) L'article 145 de la Loi est modifié par insertion, au début de l'article, de «Sous réserve des paragraphes (2) et (3),».
- (2) L'article 145 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (2) Toutes les mentions, dans la Loi Indemnité d'avant 1985, d'une indemnité d'un montant égal à 90 pour cent des gains moyens nets du travailleur sont réputées des mentions d'une indemnité d'un montant égal à 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur.

réputée 80 pour cent

- (3) Toutes les mentions de «industrial Modification disease» dans la Loi d'avant 1985 sont réputées des mentions de «occupational disease» au sens de l'article 1 de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail.

des mentions

- 13 (1) L'article 146 de la Loi est modifié par insertion, au début de l'article, de «Sous réserve des paragraphes (2) et (3),».
- (2) L'article 146 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (2) Toutes les mentions, dans la Loi Indemnité d'avant 1989, d'une indemnité d'un montant pour cent

Compensation to be deemed 80 per cent

cent of the worker's net average earnings shall be deemed to be references to compensation in an amount equal to 80 per cent of the worker's net average earnings.

References changed to occupational disease

- (3) All references in the pre-1989 Act to "industrial disease" shall be deemed to be references to "occupational disease" as defined in section 1 of the Workers' Compensation Amendment Act, 1993.
- 14.—(1) Subsection 147 (10) of the Act is amended by striking out "90" in the fifth line and in the seventh line and substituting in each case "80".
- (2) Section 147 of the Act is amended by adding the following subsections:

Reduction of collective agreement benefit payments

(11.1) If a provision of a collective agreement or contract of employment provides that a worker who is receiving compensation is entitled to be paid an amount by the employer, and the application of that provision would result in the total of the compensation received and the amount received from the employer exceeding 80 per cent of the worker's net average earnings at the time of the injury, the provision is deemed to have been amended so as to result in the total not exceeding 80 per cent of the worker's net average earnings at the time of the injury.

Same

- (11.2) Subsection (11.1) applies with respect to an injury whether it occurred before or after the coming into force of the Workers' Compensation Amendment Act,
- 15.—(1) Subsection 148 (1) of the Act is amended by striking out "On the 1st day of January in each year" in the first and second lines and substituting "On the anniversary date of the first payment to a worker by the Board".
- (2) Section 148 of the Act is amended by adding the following subsection:

No indexation increases above 80 per cent of net average earnings

(5) No increase resulting from the application of the indexing factor to a compensation award made before the Workers' Compensation Amendment Act, 1993 comes into force shall increase the total of the compensation received to more than 80 per cent of the net average earnings prior to any application of the indexing factor.

Commence-

16. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

17. The short title of this Act is the Workers' Compensation Amendment Act, 1993.

- égal à 90 pour cent des gains moyens nets du travailleur sont réputées des mentions d'une indemnité d'un montant égal à 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur.
- (3) Toutes les mentions de «industrial Modification disease» dans la Loi d'avant 1989 sont réputées des mentions de «occupational disease» au sens de l'article 1 de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail.
- 14 (1) Le paragraphe 147 (10) de la Loi est modifié par substitution, à «90» à la sixième ligne et à la huitième ligne, de «80».
- (2) L'article 147 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(11.1) Si une disposition d'une convention collective ou d'un contrat de travail prévoit tés prévues qu'un travailleur qui reçoit des indemnités a par une condroit au paiement d'un montant par l'employeur et que, par suite de l'application de cette disposition, le total des indemnités reçues et du montant reçu de l'employeur dépasserait 80 pour cent des gains moyens nets du travailleur au moment de la lésion, la disposition est réputée avoir été modifiée de sorte que le total ne dépasse pas 80 pour cent de ces gains.

des mentions

(11.2) Le paragraphe (11.1) s'applique à Idem l'égard d'une lésion, que celle-ci soit survenue avant ou après l'entrée en vigueur de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail.

15 (1) Le paragraphe 148 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «le 1er janvier de chaque année» à la deuxième ligne, de «à la date d'anniversaire du premier paiement que la Commission a versé à un travailleur».

- (2) L'article 148 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (5) Nulle augmentation découlant de l'application du facteur d'indexation à une indemnité accordée avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail ne doit porter le total des indemnités reçues à plus de 80 pour cent des gains moyens nets avant l'application du facteur d'indexation.

tions interdites au-delà de 80 pour cent des gains moyens nets

- 16 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en où elle reçoit la sanction royale.
- 17 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 modifiant la Loi sur les accidents du travail.



Publication

3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 107

An Act to repeal the Superannuation
Adjustment Benefits Act and to provide
for the transfer of assets and liabilities
of the Superannuation Adjustment
Fund Account to the Ryerson
Retirement Pension Plan of Ryerson
Polytechnical Institute

The Hon. F. Laughren

Minister of Finance

This Bill was introduced in a previous session of this Legislature. It was carried forward to the current session by order of the Legislative Assembly.

Projet de loi 107

Loi abrogeant la loi intitulée
Superannuation Adjustment Benefits Act
et prévoyant le transfert de l'actif et du
passif du compte du Fonds d'indexation
des pensions de retraite au Régime de
retraite de Ryerson de l'Institut
polytechnique Ryerson

L'honorable F. Laughren

Ministre des Finances

Ce projet de loi a été déposé au cours d'une session précédente de la présente législature. Il a été reporté à la prochaine session par ordre de l'Assemblée législative.

1st Reading

December 3rd, 1992

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

1^{re} lecture

2^e lecture

3^e lecture

sanction royale

3 décembre 1992



Printed under authority of the Legislative Assembly by the ©Queen's Printer for Ontario

Imprimé avec l'autorisation de l'Assemblée législative par ©l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals the Superannuation Adjustment Benefits Act (R.S.O. 1980, c. 490). The only pension plan to which the Act applies is the pension plan of Ryerson Polytechnical Institute, so the Bill provides for the transfer of assets and liabilities arising under the Act to the Ryerson pension plan.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act (L.R.O. 1980, chap. 490). Le seul régime de retraite auquel s'applique la Loi est le Régime de retraite de l'Institut polytechnique Ryerson. Le projet de loi prévoit donc le transfert à ce régime de l'actif et du passif découlant de la Loi.

An Act to repeal the Superannuation Adjustment Benefits Act and to provide for the transfer of assets and liabilities of the Superannuation Adjustment Fund Account to the **Ryerson Retirement Pension Plan of Ryerson Polytechnical Institute**

Loi abrogeant la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act et prévoyant le transfert de l'actif et du passif du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite au Régime de retraite de Rverson de l'Institut polytechnique Ryerson

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) The Superannuation Adjustment Benefits Act (Revised Statutes of Ontario, 1980, chapter 490) is repealed.

No further payments under Act

(2) No superannuation adjustment benefit shall be paid under the Superannuation Adjustment Benefits Act in respect of any period after the 31st day of December, 1992.

Definitions

- 2. In this section and in sections 3 and 4,
- "Ryerson Account" means the account in relation to the Ryerson Pension Plan in the Superannuation Adjustment Fund Account established under the Superannuation Adjustment Benefits Act; ("compte de Rverson")
- "Ryerson Pension Plan" means the Ryerson Retirement Pension Plan of Ryerson Polytechnical Institute. ("Régime de retraite de Ryerson")

Transfer of assets

3.-(1) As of the 1st day of January. 1993, the Minister of Finance shall transfer to the Ryerson Pension Plan the total amount of the assets of the Ryerson Account on the 31st day of December, 1992.

Debentures

(2) The transfer shall be made by issuing to the Ryerson Pension Plan debentures of the Province of Ontario that are equal to the amount of the assets and that, in the Minister's opinion, provide for the payment of principal and interest on terms that are substantially equivalent to those on which the assets of the Ryerson Account are held on the 31st day of December, 1992.

Authority to

(3) For the purpose of subsection (2), the Minister is authorized, on behalf of Ontario, to issue to the Ryerson Pension Plan deben-

- SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :
- 1 (1) La loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act (chapitre 490 des Lois refondues de l'Ontario de 1980) est abrogée.
- (2) Aucune prestation d'indexation de Fin des verseretraite ne doit être versée aux termes de la ments effecloi intitulée Superannuation Adjustment Bene- termes de la fits Act à l'égard d'une période ultérieure au 31 décembre 1992.

2 Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions au présent article et aux articles 3 et 4.

- «compte de Ryerson» Le compte qui est tenu pour le Régime de retraite de Ryerson et qui fait partie du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite constitué de la loi intitulée termes Superannuation Adjustment Benefits Act. («Ryerson Account»)
- «Régime de retraite de Ryerson» Le Régime de retraite de Ryerson de l'Institut polytechnique Ryerson. («Ryerson Pension
- 3 (1) Au 1er janvier 1993, le ministre des Transfert de Finances transfère au Régime de retraite de Ryerson le montant total de l'actif détenu le 31 décembre 1992 dans le compte de Ryer-

- (2) Le transfert est effectué en émettant, Débentures en faveur du Régime de retraite de Ryerson, des débentures de la province de l'Ontario dont la valeur est égale au montant de l'actif et qui, de l'avis du ministre, pourvoient au paiement du capital et des intérêts selon des modalités équivalant pour l'essentiel à celles selon lesquelles l'actif est détenu le 31 décembre 1992 dans le compte de Ryerson.
- (3) Pour l'application du paragraphe (2), le ministre est autorisé, pour le compte de l'Ontario, à émettre, en faveur du Régime de

tures of Ontario in such amounts, upon such terms as to the payment of principal and interest, maturing at such time or times and either with or without the privilege of prepayment of the whole or any part of the principal amount of any such debenture as will, in the opinion of the Minister, meet the requirements of this section, and any debenture may provide that it is not assignable or transferrable.

Transfer of

(4) All liabilities of the Ryerson Account are transferred to the Ryerson Pension Plan on the 1st day of January, 1993.

Termination of Ryerson Account

(5) The Ryerson Account ceases to exist on the 1st day of January, 1993.

Investments authorized

(6) Despite the Pension Benefits Act and the regulations under that Act, the receipt and holding by the Ryerson Pension Plan of debentures issued under this section shall not be considered imprudent or unreasonable or contrary to that Act or the regulations under that Act, and the nature, amount and terms of the debentures may be taken into account by the administrator of the Plan in determining future investments of the assets of the Plan.

Application of R.S.O. 1990, c. P.8,

(7) Section 81 of the Pension Benefits Act does not apply to the transfers described in this section.

Plan valua-

- 4. The administrator of the Ryerson Pension Plan shall, not later than the 31st day of December, 1992, cause to be prepared and filed in accordance with the Pension Benefits Act and the regulations under that Act,
 - (a) a going concern valuation of the Plan made as of the 1st day of January, 1991; and
 - (b) a solvency valuation of the Plan made as of the 1st day of January, 1991.

Commencement

5.-(1) This Act, except section 4, shall be deemed to have come into force on the 1st day of January, 1993.

Same

(2) Section 4 shall be deemed to have come into force on the 31st day of December, 1992.

Short title

6. The short title of this Act is the Superannuation Adjustment Benefits Repeal Act, 1993.

retraite de Ryerson, des débentures de l'Ontario dont le montant, les modalités de paiement du capital et des intérêts, la date d'échéance et la possibilité ou non de payer par anticipation la totalité ou une partie du capital satisfont, de l'avis du ministre, aux exigences du présent article. Toute débenture peut prévoir qu'elle est incessible et non transférable.

(4) Le passif du compte de Ryerson est transféré au Régime de retraite de Ryerson le 1er janvier 1993.

Transfert du

(5) Le compte de Ryerson cesse d'exister Cessation du le 1er janvier 1993.

compte de Rverson

(6) Malgré la Loi sur les régimes de Investisseretraite et les règlements pris en application de cette loi, le fait pour le Régime de retraite de Ryerson de recevoir et de détenir des débentures émises aux termes du présent article ne doit pas être considéré comme imprudent, abusif ou contraire à cette loi ou aux règlements pris en application de celle-ci. L'administrateur du régime peut tenir compte de la nature, du montant et des modalités des débentures pour décider des investissements futurs dont l'actif du régime fera l'objet.

ments autori-

(7) L'article 81 de la Loi sur les régimes de Application retraite ne s'applique pas aux transferts visés au présent article.

de l'art. 81 du chap, P.8 des L.R.O. de 1990

Évaluation du

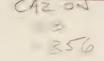
Régime

- 4 L'administrateur du Régime de retraite de Ryerson, au plus tard le 31 décembre 1992, fait préparer et déposer conformément à la Loi sur les régimes de retraite et aux règlements pris en application de celle-ci :
 - a) une évaluation à long terme du régime au 1er janvier 1991;
 - b) une évaluation de solvabilité du régime au 1er janvier 1991.
- Entrée en 5 (1) La présente loi, sauf l'article 4, est réputée être entrée en vigueur le 1er janvier 1993.

(2) L'article 4 est réputé être entré en Idem vigueur le 31 décembre 1992.

6 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 abrogeant la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act.

vigueur







3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994 3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

Bill 107

(Chapter 21 Statutes of Ontario, 1994)

An Act to repeal the Superannuation
Adjustment Benefits Act and to provide
for the transfer of assets and liabilities
of the Superannuation Adjustment
Fund Account to the Ryerson
Retirement Pension Plan of Ryerson
Polytechnical Institute

Projet de loi 107

(Chapitre 21 Lois de l'Ontario de 1994)

Loi abrogeant la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act et prévoyant le transfert de l'actif et du passif du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite au Régime de retraite de Ryerson de l'Institut polytechnique Ryerson

The Hon. F. Laughren

Minister of Finance



L'honorable F. Laughren

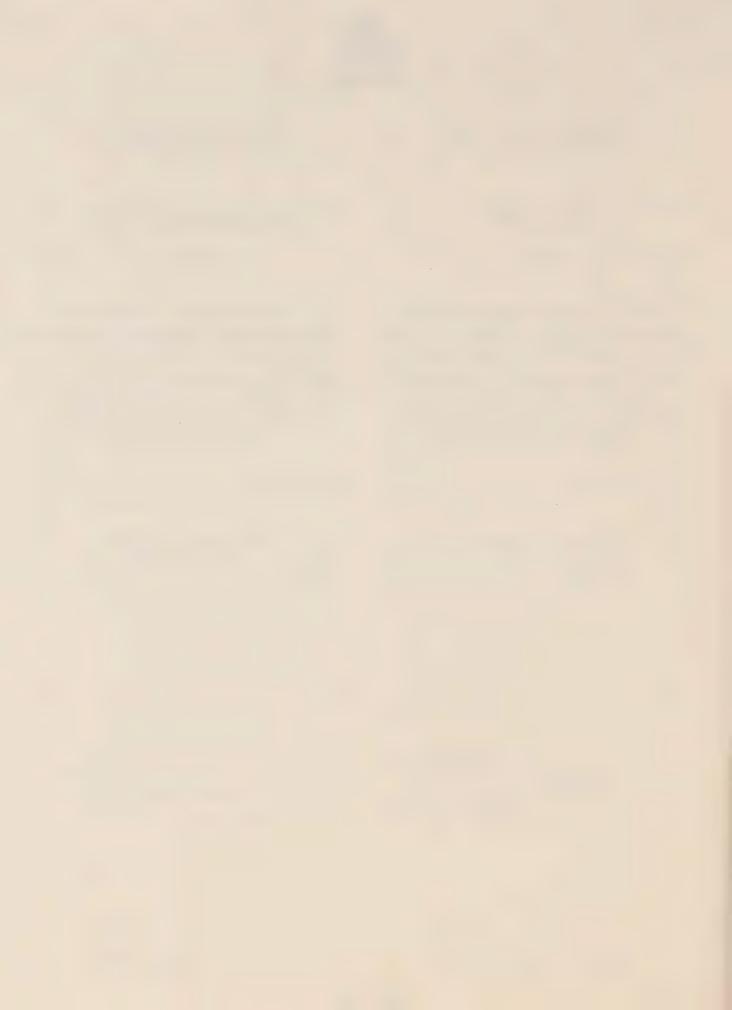
Ministre des Finances

1st Reading	December 3, 1992
2nd Reading	December 1, 1994
3rd Reading	December 6, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	3 décembre 1992
2 ^e lecture	1 ^{er} décembre 1994
3 ^e lecture	6 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994







An Act to repeal the Superannuation Adjustment Benefits Act and to provide for the transfer of assets and liabilities of the Superannuation Adjustment Fund Account to the Ryerson Retirement Pension Plan of Ryerson Polytechnical Institute Loi abrogeant la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act et prévoyant le transfert de l'actif et du passif du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite au Régime de retraite de Ryerson de l'Institut polytechnique Ryerson

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The Superannuation Adjustment Benefits Act (Revised Statutes of Ontario, 1980, chapter 490) is repealed.

No further payments under Act

(2) No superannuation adjustment benefit shall be paid under the Superannuation Adjustment Benefits Act in respect of any period after the 31st day of December, 1992.

Definitions

- 2. In this section and in sections 3 and 4,
- "Ryerson Account" means the account in relation to the Ryerson Pension Plan in the Superannuation Adjustment Fund Account established under the Superannuation Adjustment Benefits Act; ("compte de Ryerson")
- "Ryerson Pension Plan" means the Ryerson Retirement Pension Plan of Ryerson Polytechnical Institute. ("Régime de retraite de Ryerson")

Transfer of

3. (1) As of the 1st day of January, 1993, the Treasurer of Ontario shall transfer to the Ryerson Pension Plan the total amount of the assets of the Ryerson Account on the 31st day of December, 1992.

Debentures

(2) The transfer shall be made by issuing to the Ryerson Pension Plan debentures of the Province of Ontario that are equal to the amount of the assets and that, in the Treasurer's opinion, provide for the payment of principal and interest on terms that are substantially equivalent to those on which the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1. (1) La loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act (chapitre 490 des Lois refondues de l'Ontario de 1980) est abrogée.
- (2) Aucune prestation d'indexation de retraite ne doit être versée aux termes de la loi intitulée *Superannuation Adjustment Benefits Act* à l'égard d'une période ultérieure au 31 décembre 1992.

versements effectués aux termes de la Loi

Fin des

2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 3 et 4.

Définitions

- «compte de Ryerson» Le compte qui est tenu pour le Régime de retraite de Ryerson et qui fait partie du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite constitué aux termes de la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act. («Ryerson Account»)
- «Régime de retraite de Ryerson» Le Régime de retraite de Ryerson de l'Institut polytechnique Ryerson. («Ryerson Pension Plan»)
- 3. (1) Au 1^{er} janvier 1993, le trésorier de l'Ontario transfère au Régime de retraite de Ryerson le montant total de l'actif détenu le 31 décembre 1992 dans le compte de Ryerson.
- en faveur du Régime de retraite de Ryerson, des débentures de la province de l'Ontario dont la valeur est égale au montant de l'actif et qui, de l'avis du trésorier, pourvoient au paiement du capital et des intérêts selon des

modalités équivalant pour l'essentiel à celles

(2) Le transfert est effectué en émettant,

Transfert de l'actif

Débentures

assets of the Ryerson Account are held on the 31st day of December, 1992.

Authority to issue

(3) For the purpose of subsection (2), the Treasurer is authorized, on behalf of Ontario, to issue to the Ryerson Pension Plan debentures of Ontario in such amounts, upon such terms as to the payment of principal and interest, maturing at such time or times and either with or without the privilege of prepayment of the whole or any part of the principal amount of any such debenture as will, in the opinion of the Treasurer, meet the requirements of this section, and any debenture may provide that it is not assignable or transferrable.

Transfer of liabilities

(4) All liabilities of the Ryerson Account are transferred to the Ryerson Pension Plan on the 1st day of January, 1993.

Termination of Ryerson Account

- Investments authorized
- (5) The Ryerson Account ceases to exist on the 1st day of January, 1993.
- (6) Despite the *Pension Benefits Act* and the regulations under that Act, the receipt and holding by the Ryerson Pension Plan of debentures issued under this section shall not be considered imprudent or unreasonable or contrary to that Act or the regulations under that Act, and the nature, amount and terms of the debentures may be taken into account by the administrator of the Plan in determining future investments of the assets of the Plan.

Application of R.S.O.1990, c.P.8,s.81 (7) Section 81 of the *Pension Benefits Act* does not apply to the transfers described in this section.

Plan valuation

- **4.** The administrator of the Ryerson Pension Plan shall, not later than the 31st day of December, 1992, cause to be prepared and filed in accordance with the *Pension Benefits Act* and the regulations under that Act,
 - (a) a going concern valuation of the Plan made as of the 1st day of January, 1991; and
 - (b) a solvency valuation of the Plan made as of the 1st day of January, 1991.

Commencement 5. (1) This Act, except section 4, comes into force on the 1st day of January, 1993.

Same

(2) Section 4 comes into force on the 31st day of December, 1992.

Short title

6. The short title of this Act is the Superannuation Adjustment Benefits Repeal Act, 1994. selon lesquelles l'actif est détenu le 31 décembre 1992 dans le compte de Ryerson.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), le trésorier est autorisé, pour le compte de l'Ontario, à émettre, en faveur du Régime de retraite de Ryerson, des débentures de l'Ontario dont le montant, les modalités de paiement du capital et des intérêts, la date d'échéance et la possibilité ou non de payer par anticipation la totalité ou une partie du capital satisfont, de l'avis du trésorier, aux exigences du présent article. Toute débenture peut prévoir qu'elle est incessible et non transférable.

Pouvoir d'émission

(4) Le passif du compte de Ryerson est transféré au Régime de retraite de Ryerson le 1^{er} janvier 1993.

Transfert du passif

(5) Le compte de Ryerson cesse d'exister le 1^{er} janvier 1993.

Cessation du compte de Ryerson

(6) Malgré la Loi sur les régimes de retraite et les règlements pris en application de cette loi, le fait pour le Régime de retraite de Ryerson de recevoir et de détenir des débentures émises aux termes du présent article ne doit pas être considéré comme imprudent, abusif ou contraire à cette loi ou aux règlements pris en application de celle-ci. L'administrateur du régime peut tenir compte de la nature, du montant et des modalités des débentures pour décider des investissements fu-

Ryerson Investissements

autorisés

(7) L'article 81 de la *Loi sur les régimes* de retraite ne s'applique pas aux transferts visés au présent article.

turs dont l'actif du régime fera l'objet.

Application de l'art. 81 du chap. P.8 des L.R.O. de 1990

4. L'administrateur du Régime de retraite de Ryerson, au plus tard le 31 décembre 1992, fait préparer et déposer conformément à la *Loi sur les régimes de retraite* et aux règlements pris en application de celle-ci :

Évaluation du Régime

- a) une évaluation à long terme du régime au 1^{er} janvier 1991;
- b) une évaluation de solvabilité du régime au 1^{er} janvier 1991.
- 5. (1) La présente loi, sauf l'article 4, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Entrée en vigueur

Idem

- (2) L'article 4 entre en vigueur le 31 décembre 1992.
- 6. Le titre abrégé de la présente loi est Loi de 1994 abrogeant la loi intitulée Superannuation Adjustment Benefits Act.

Titre abrégé







3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 108

Projet de loi 108

An Act to amend the Law related to the Freedom of Information and Protection of Privacy Loi portant modification des lois relatives à l'accès à l'information et la protection de la vie privée

Mr. Tilson

M. Tilson

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 21, 1993

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent

TERAR.

1^{re} lecture 21 octobre 1993

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





An Act to amend the Law related to the Freedom of Information and Protection of Privacy

Loi portant modification des lois relatives à l'accès à l'information et la protection de la vie privée

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1. Clause 21 (4) (a) of the Freedom of Information and Protection of Privacy Act is repealed and the following substituted:
 - (a) discloses the classification, salary and benefits, or employment responsibilities of an individual who is or was an officer or employee of an institution or a member of the staff of a minister.
- 2. Clause 14 (4) (a) of the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act is repealed and the following substituted:
 - (a) discloses the classification, salary and benefits, or employment responsibilities of an individual who is or was an officer or employee of an institution;

Commencement 3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the Freedom of Information and Protection of Privacy Statute Law Amendment Act, 1993.

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1 L'alinéa 21 (4) a) de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - a) le classement, le traitement et les avantages sociaux ou les responsabilités professionnelles d'un particulier qui est ou a été dirigeant ou employé d'une institution ou membre du personnel d'un ministre.
- 2 L'alinéa 14 (4) a) de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - a) le classement, le traitement et les avantages sociaux ou les responsabilités professionnelles d'un particulier qui est ou a été dirigeant ou employé d'une institution.

3 La présente loi entre en vigueur le jour Entrée en vigueur où elle reçoit la sanction royale.

4 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 modifiant des lois relatives à l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to amend the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act to provide access to information relating to the salary of public service employees. Clause 21 (3) (f) of the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and clause 14 (3) (f) of the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act currently provide that information disclosing income is personal information and is exempt from the access provisions. Under clauses 21 (4) (a) and 14 (4) (a) of the respective Acts, disclosure of the salary range of an officer or employee of an institution is permissible. The amendment would allow disclosure of the specific salary of the officer or employee.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée pour four-nir l'accès aux renseignements relatifs au traitement des employés de la fonction publique. L'alinéa 21 (3) f) de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et l'alinéa 14 (3) f) de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée prévoient actuellement que les renseignements portant sur le revenu sont des renseignements personnels et qu'ils sont exemptés des dispositions relatives à l'accès. Les alinéas 21 (4) a) et 14 (4) a) de ces lois respectives permettent la divulgation de renseignements concernant les barèmes de traitement d'un dirigeant ou d'un employé d'une institution. La modification permet la divulgation du traitement particulier de ces derniers.



3rd SESSION, 35th LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 109

(Chapter 22 Statutes of Ontario, 1993)

An Act to settle The Lambton County Board of Education and Teachers Dispute

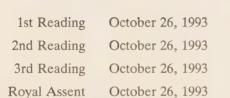
The Hon. D. Cooke
Minister of Education and Training

Projet de loi 109

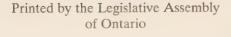
(Chapitre 22 Lois de l'Ontario de 1993)

Loi visant à régler le conflit entre le conseil de l'éducation appelé The Lambton County Board of Education et ses enseignants

L'honorable D. Cooke
Ministre de l'Éducation et de la Formation

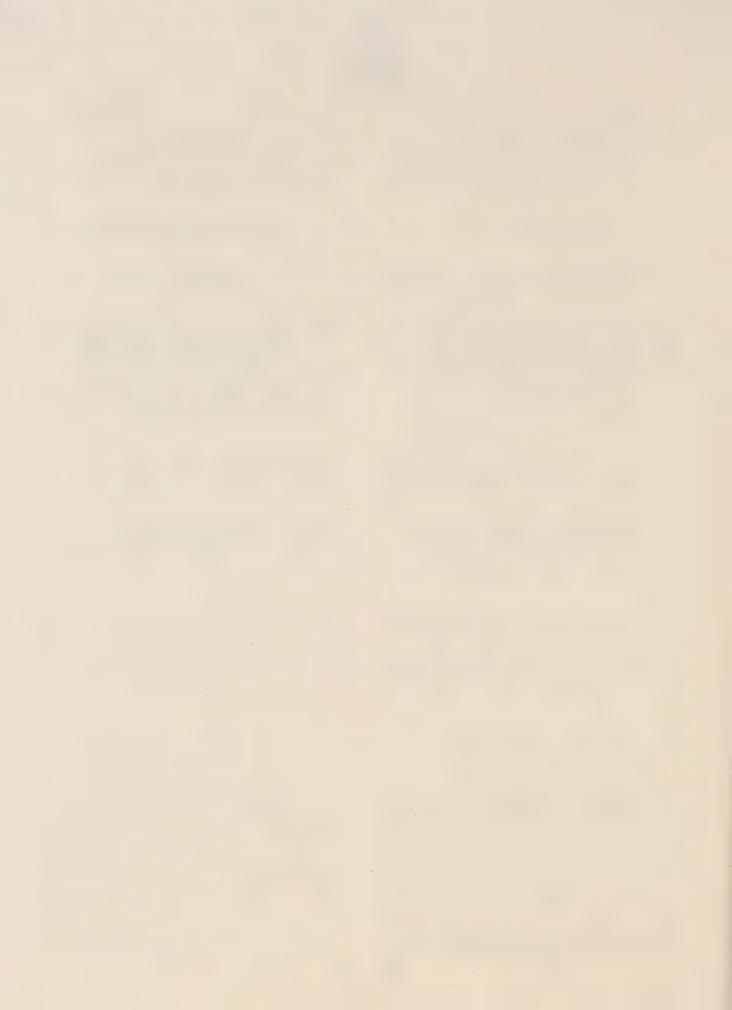


1^{re} lecture 26 octobre 1993
2^e lecture 26 octobre 1993
3^e lecture 26 octobre 1993
Sanction royale 26 octobre 1993









An Act to settle The Lambton County **Board of Education and Teachers** Dispute

Loi visant à régler le conflit entre le conseil de l'éducation appelé The **Lambton County Board of Education** et ses enseignants

Preamble

The Lambton County Board of Education and its secondary school teachers have been negotiating terms and conditions of employment. A strike by the teachers against the board involving a full withdrawal of services has continued since September 14, 1993. The board and the teachers have been unable to make an agreement as to terms and conditions of employment. The interests of students require that the teachers return to and resume their duties and that means be found for the settlement of the matters in dispute between the board and the teachers.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

- 1. In this Act,
- "board" means The Lambton County Board of Education; ("conseil")
- "branch affiliate" means the organization composed of all the teachers employed by the board who are members of The Ontario Secondary School Teachers' Federation; ("section locale")
- "collective agreement" means a written collective agreement made pursuant to the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act covering matters negotiable under that Act; ("convention collective")
- "parties" means the board and the branch affiliate; ("parties")
- "school day" has the same meaning as in Regulation 304 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (School Year and School Holidays) made under the Education Act; ("jour de classe")
- "strike" has the same meaning as in the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act; ("grève")

Le conseil de l'éducation appelé The Lamb- Préambule ton County Board of Education et ses enseignants des écoles secondaires ont entamé des négociations sur les conditions de travail. La grève qu'ont déclenchée les enseignants contre le conseil et qui comporte la cessation complète des services se poursuit depuis le 14 septembre 1993. Le conseil et les enseignants n'ont pu parvenir à une entente sur les conditions de travail. Dans l'intérêt des étudiants, il est nécessaire que les enseignants reprennent le travail et leurs fonctions et qu'il soit trouvé des moyens pour régler les questions en litige qui opposent le conseil à ses enseignants.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

- «conseil» Le conseil de l'éducation appelé The Lambton County Board of Education. («board»)
- «convention collective» Convention collective écrite qui est conclue conformément à la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants relativement à des questions pouvant faire l'objet de négociations en vertu de cette loi. («collective agreement»)
- «enseignants» Les enseignants des écoles secondaires qu'emploie le conseil sur une base permanente ou probatoire en vertu de contrats. («teachers»)
- «grève» Ce terme a le sens que lui donne la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants. («strike»)
- «jour de classe» Ce terme a le sens que lui donne le Règlement 304 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 (Année scolaire et congés scolaires) pris en application de la Loi sur l'éducation. («school day»)

"teachers" means the secondary school teachers employed on permanent or probationary contracts by the board. ("enseignants")

Strike to be terminated

2.—(1) Any strike shall be terminated by the parties and by the teachers immediately upon the coming into force of this Act.

Work assignments and normal operations

(2) Every teacher who is on strike against the board shall return to work and shall resume his or her duties on the first school day after the day on which this Act comes into force and the board shall resume the employment of the teachers and resume the normal operation of the schools in which the teachers are employed.

Exception

(3) Subsection (2) does not preclude a teacher from not returning to work and resuming his or her duties with the board for reasons of health or by mutual consent of the teacher and the board.

Collective agreement continues

3.-(1) Subject to subsection (2), the collective agreement between the parties that expired on August 31, 1992 is deemed to continue in force until replaced in accordance with this Act.

New agreement prevails

(2) A collective agreement made by the parties after this Act comes into force prevails over the agreement continued under subsection (1).

Deemed execution

(3) The agreement as continued by subsection (1) is deemed to have been executed by the parties.

Plan re instructional

4. On or before November 1, 1993, the parties shall jointly file with the Minister of Education and Training a plan that describes how they intend to address the loss of instructional time that has resulted from the strike by the teachers.

Vote on October 20, 1993 offer

- 5.—(1) If the parties do not enter into a collective agreement before November 9, 1993.
 - (a) the board shall, on November 9, 1993, submit to the teachers composing the branch affiliate, in the manner directed by the Education Relations Commission, a description approved by the Commission of the offer submitted to the teachers' representatives by the board on October 20, 1993; and
 - (b) on November 12, 1993, the offer described under clause (a) shall be submitted to a vote of the teachers composing the branch affiliate.

«parties» Le conseil et la section locale. («parties»)

«section locale» Organisation composée de tous les enseignants employés par le conseil et faisant partie de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario. («branch affiliate»)

2 (1) Dès l'entrée en vigueur de la pré- Cessation sente loi, les parties et les enseignants met- la grève tent fin à toute grève.

obligatoire de

(2) Chaque enseignant qui est en grève Reprise du contre le conseil reprend le travail et ses activités norfonctions le premier jour de classe qui suit le males jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et le conseil continue d'employer les enseignants et assure la reprise des activités normales des écoles dans lesquelles les enseignants sont employés.

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet Exception de contraindre un enseignant à reprendre le travail et ses fonctions auprès du conseil s'il en est empêché pour des raisons de santé ou par suite du consentement mutuel de celui-ci et du conseil.

3 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Maintien en convention collective conclue entre les parties qui a expiré le 31 août 1992 est réputée maintenue en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit remplacée conformément à la présente loi.

(2) Toute convention collective conclue Prépondépar les parties après l'entrée en vigueur de la nouvelle conprésente loi l'emporte sur la convention vention maintenue aux termes du paragraphe (1).

rance de la

(3) La convention maintenue par le para- Convention graphe (1) est réputée avoir été passée par sée les parties.

réputée pas-

4 Au plus tard le 1er novembre 1993, les Plan relatif parties déposent conjointement auprès du d'enseigneministre de l'Éducation et de la Formation ment perdues un plan indiquant comment elles entendent remédier à la perte d'heures d'enseignement qu'a entraînée la grève des enseignants.

5 (1) Si les parties ne concluent pas de convention collective avant le 9 novembre octobre 1993 1993:

Vote de l'of-

- a) d'une part, le conseil soumet, le 9 novembre 1993, aux enseignants formant la section locale, de la manière indiquée par la Commission des relations de travail en éducation, une description approuvée par cette dernière de l'offre soumise aux représentants des enseignants par le conseil le 20 octobre 1993;
- b) d'autre part, le 12 novembre 1993, l'offre visée à l'alinéa a) fait l'objet d'un vote de la part des enseignants qui forment la section locale.

Commission supervision

(2) The vote shall be by secret ballot and shall be conducted under the supervision of and in the manner determined by the Commission

Acceptance of offer

(3) If a majority of the teachers who vote accept the offer, the parties shall enter into an agreement to implement the offer and the agreement shall be deemed to have been made under the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act.

Rejection of offer

(4) If a majority of the teachers who vote do not accept the offer, the parties may continue to negotiate under the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act, but no collective agreement shall be entered into by the parties after the vote unless the agreement is for a term of at least three years.

Minister may direct resolution of dispute

6.-(1) If a majority of the teachers who vote under section 5 do not accept the offer and, by December 6, 1993, the parties have not entered into a collective agreement or agreed in writing on a method for resolving the dispute, the Minister of Education and Training may, by order, direct that the dispute be resolved in accordance with a method specified by the Minister.

Agreement pursuant to method spec-

(2) An agreement entered into by the parties pursuant to the dispute resolution method specified by the Minister shall be for a term of at least three years and shall be deemed to have been made under the School Boards and Teachers Collective Negotiations

relationship

7. On or before May 2, 1994, the parties shall jointly submit to the Minister of Education and Training and to the Education Relations Commission a plan outlining the steps the parties will take to improve their relationship.

Offence

8.-(1) An individual or party who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence.

Continuing

(2) Each day that an individual or party contravenes a provision of this Act constitutes a separate offence.

Application

(3) Subsections 77 (1), (2) and (4) to (8) and sections 78 and 79 of the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act apply with necessary modifications with respect to offences under this Act.

Commencement

9.-(1) This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Repeal

(2) This Act is repealed on September 1, 1995 or on such earlier date as is named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Le vote a lieu par scrutin secret et sous Surveillance la surveillance de la Commission et de la manière précisée par celle-ci.

du vote par la Commis-

(3) Si la majorité des enseignants qui Acceptation votent accepte l'offre, les parties concluent une convention visant à mettre l'offre en application et cette convention est réputée avoir été conclue aux termes de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants.

(4) Si la majorité des enseignants qui votent n'accepte pas l'offre, les parties peuvent continuer de négocier aux termes de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants, mais aucune convention collective ne doit être conclue par les parties après le vote, à moins que la durée de la convention ne soit d'au moins trois ans.

Rejet de l'of-

6 (1) Si la majorité des enseignants qui Règlement du votent aux termes de l'article 5 n'accepte pas ordonné par l'offre et qu'au plus tard le 6 décembre 1993, arrêté les parties n'ont pas conclu de convention collective ni convenu par écrit d'une méthode pour régler le conflit, le ministre de l'Éducation et de la Formation peut, par arrêté, ordonner que le conflit soit réglé selon la méthode qu'il précise.

(2) Toute convention conclue par les par- Convention ties selon la méthode de règlement du conflit la méthode précisée par le ministre est d'une durée d'au précisée moins trois ans et est réputée avoir été conclue aux termes de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires enseignants.

7 Au plus tard le 2 mai 1994, les parties Plan destiné à soumettent conjointement au ministre de relations l'Éducation et de la Formation et à la Commission des relations de travail en éducation un plan énonçant les mesures qu'elles prendront pour améliorer leurs relations.

8 (1) Un particulier ou une partie qui Infractions contrevient à une disposition de la présente loi est coupable d'une infraction.

(2) Chaque jour où un particulier ou une Infractions partie contrevient à une disposition de la présente loi, il commet une infraction distincte.

(3) Les paragraphes 77 (1), (2) et (4) à (8) ainsi que les articles 78 et 79 de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux infractions à la présente loi.

Champ d'ap-

9 (1) La présente loi entre en vigueur le Entrée en jour où elle reçoit la sanction royale.

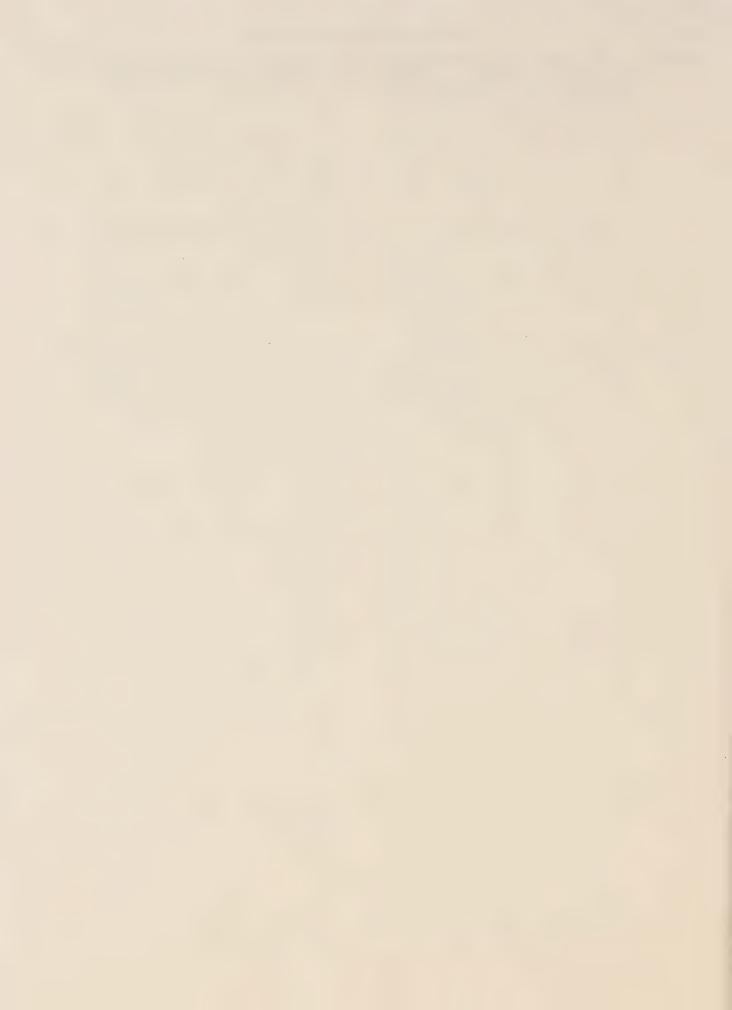
(2) La présente loi est abrogée le 1er sep- Abrogation tembre 1995 ou à toute autre date antérieure proclamation que fixe par lieutenant-gouverneur.

Short title

10. The short title of this Act is the Lambton County Board of Education and Teachers Dispute Settlement Act, 1993.

10 Le titre abrégé de la présente loi est Loi Titre abrégé de 1993 sur le règlement du conflit entre le conseil de l'éducation appelé The Lambton County Board of Education et ses enseignants.









3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 42 ELIZABETH II, 1993

Bill 110

Projet de loi 110

An Act to amend the Employer Health Tax Act and the Workers' Compensation Act Loi modifiant la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé et la Loi sur les accidents du travail

The Hon. F. Laughren
Minister of Finance

L'honorable F. Laughren
Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading October 26, 1993

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



1^{re} lecture 26 octobre 1993

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly of Ontario





EXPLANATORY NOTES

GENERAL. The Bill implements the proposals contained in the Provincial Budget of April 30, 1992 to impose employer health tax on self-employed individuals resident in Ontario, starting in 1993, and makes certain administrative changes to the Act to simplify the rules relating to tax instalments payable by employers.

SECTION 1.—Subsection 1. The amendment to the definition of "employee" in subsection 1 (1) of the Act removes unnecessary wording.

Subsections 2 and 7. The amendment to subsection 1 (1) of the Act removes the definition of "inspector". Subsection 1 (7) of the Bill replaces this term with "auditor" to better reflect the functions carried out by the Ministry in examining and auditing tax-payers' books and records to verify compliance with the Act.

Subsections 3 and 6. The definition of "Minister" is being changed from the Minister of Revenue to the Minister of Finance, and the definition of "Treasurer" is being repealed, as a result of the previous transfer of the powers and duties of the Minister of Revenue and of the Treasurer of Ontario to the Minister of Finance. A corresponding change is made to the definition of "Ministry".

Subsection 4. The re-enactment of the definition of "remuneration" in subsection 1 (1) of the Act amends the wording to clarify that remuneration paid by employers to non-resident employees is included in the calculation of tax payable by employers under the Act.

Subsection 5. The re-enactment of the definition of "small employer" in subsection 1 (1) of the Act removes redundant provisions relating to 1990.

Subsection 8. The amendments to subsection 1 (1) of the Act add definitions required for the provisions taxing self-employed individuals.

Subsection 9. The amendment to subsection 1 (2) of the Act limits the definition of "permanent establishment" in that subsection to employers.

Subsection 10. The enactment of subsection 1 (3) provides that the definition of "permanent establishment" for self-employed individuals will be the definition used for personal income tax purposes. The enactment of subsection 1 (4) of the Act provides the formula for determining taxable self-employment income for a year. The enactment of subsection 1 (5) ensures that employer health tax paid by a self-employed individual in respect of remuneration paid to his or her employees will be deductible in calculating self-employment income.

SECTION 2. The amendments to section 2 of the Act impose tax on self-employed individuals and set out the method for determining the rate and the amount of tax payable by a self-employed individual for a year.

For income tax purposes, employers are permitted to deduct tax paid under this Act, but self-employed individuals are not. To ensure that both groups are treated similarly, the tax payable by self-employed individuals is fixed at 78 per cent of the tax that would be payable by an employer on a comparable amount of remuneration.

SECTION 3.—Subsection 1. The re-enactment of subsection 3 (1) of the Act requires a self-employed individual to pay a tax instalment during the year on account of the tax payable for the year. Employers continue to be liable for monthly or quarterly instalments.

Subsection 2. The re-enactment of subsection 3 (2) of the Act exempts employers from the requirement to pay monthly or quarterly tax instalments during a year if the total Ontario remuneration to be paid during the year does not exceed \$200,000, or remuneration is paid to employees only once a year rather than on a regular periodic basis. Instead, tax will be payable in full

NOTES EXPLICATIVES

OBJET GÉNÉRAL Le projet de loi met en oeuvre les propositions, contenues dans le budget provincial présenté le 30 avril 1992, qui visent à assujettir les travailleurs indépendants résidents de l'Ontario à l'impôt-santé des employeurs, à partir de 1993, et apporte certaines modifications d'ordre administratif à la Loi en vue de simplifier les règles relatives aux acomptes provisionnels d'impôt payables par les employeurs.

ARTICLE 1 — Paragraphe 1 La modification apportée à la définition de «employé» au paragraphe 1 (1) de la Loi en simplifie la formulation.

Paragraphes 2 et 7 La modification apportée au paragraphe 1 (1) de la Loi supprime la définition de «inspecteur». Le paragraphe 1 (7) du projet de loi remplace ce terme par celui de «vérificateur» pour mieux tenir compte des fonctions qu'exerce le ministère dans le cadre de l'examen et de la vérification des livres et registres des contribuables en vue de vérifier si la Loi est observée.

Paragraphes 3 et 6 La définition de «ministre» est modifiée de façon à remplacer le ministre du Revenu par le ministre des Finances, et la définition de «trésorier» est abrogée par suite du transfert préalable des pouvoirs et fonctions du ministre du Revenu et trésorier de l'Ontario au ministre des Finances. Une modification correspondante est apportée à la définition de «ministère».

Paragraphe 4 La nouvelle définition de «rémunération» au paragraphe 1 (1) de la Loi en modifie la formulation pour préciser que la rémunération versée par les employeurs aux employés non résidents est incluse dans le calcul de l'impôt payable par les employeurs aux termes de la Loi.

Paragraphe 5 Des dispositions superflues relatives à 1990 sont supprimées dans la nouvelle définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi.

Paragraphe 8 Les modifications apportées au paragraphe 1 (1) de la Loi ajoutent les définitions nécessaires aux dispositions assujettissant à l'impôt les travailleurs indépendants.

Paragraphe 9 La modification apportée au paragraphe 1 (2) de la Loi limite aux employeurs la définition de «établissement permanent» qui y figure.

Paragraphe 10 Le paragraphe 1 (3) prévoit que la définition de «établissement permanent» pour les travailleurs indépendants est celle utilisée aux fins de l'impôt sur le revenu des particuliers. Le paragraphe 1 (4) de la Loi prévoit la formule servant à calculer le revenu d'un travail indépendant qui est imposable pour une année. Le paragraphe 1 (5) fait en sorte que l'impôt-santé des employeurs qui est payé par un travailleur indépendant à l'égard de la rémunération versée à ses employés soit déductible dans le calcul de son revenu d'un travail indépendant.

ARTICLE 2 Les modifications apportées à l'article 2 de la Loi assujettissent à l'impôt les travailleurs indépendants et énoncent la méthode de calcul du taux et du montant de l'impôt payable par ces travailleurs pour une année.

Aux fins de l'impôt sur le revenu, les employeurs sont autorisés à déduire l'impôt payé aux termes de la présente loi, mais les travailleurs indépendants ne le sont pas. Pour que les deux groupes reçoivent un traitement similaire, l'impôt payable par les travailleurs indépendants est fixé à 78 pour cent de l'impôt qu'un employeur devrait payer sur une rémunération d'un montant comparable.

ARTICLE 3 — Paragraphe 1 Le nouveau paragraphe 3 (1) de la Loi exige d'un travailleur indépendant qu'il paie un acompte provisionnel d'impôt pendant l'année au titre de l'impôt payable pour l'année. Les employeurs sont toujours tenus de payer des acomptes provisionnels mensuels ou trimestriels.

Paragraphe 2 Le nouveau paragraphe 3 (2) de la Loi dispense les employeurs de l'obligation qu'ils ont de payer des acomptes provisionnels d'impôt mensuels ou trimestriels pendant une année si la rémunération totale en Ontario qui doit être versée pendant l'année ne dépasse pas 200 000 \$ ou que la rémunération n'est versée aux employés qu'une fois par année plutôt que sur une base

when the annual return is required to be filed under section 5 of the Act.

Subsection 3. The re-enactment of subsection 3 (3) of the Act relieves a self-employed individual from the obligation to pay an instalment during the year if the amount of the instalment is below the prescribed amount. Instead, tax for the year will be payable in full when the annual return is filed under section 5 of the Act.

The re-enactment of subsection 3 (4) changes the rate of tax used by employers to calculate monthly or quarterly tax instalments to the rate applicable in calculating the employer's tax for the previous year. In an employer's first and second year, the rate of tax used to calculate instalments is based on the employer's estimate of remuneration to be paid for the year.

The enactment of subsection 3 (5) of the Act provides the general rules for calculating the tax instalment payable by a self-employed individual. The enactment of subsections 3 (6) and (7) of the Act provides the transitional rules for calculating the tax instalment payable by self-employed individuals for 1993.

The enactment of subsections 3 (8), (9), (10) and (11) of the Act continue the requirement for filing statements and remitting instalments to the Minister. If an employer remits tax through more than one tax account with the Ministry, a separate statement for each account is required.

The enactment of subsections 3 (12) and (13) provide that instalment obligations of an employer are enforceable by the Crown during the year.

SECTION 4. The enactment of section 4.1 of the Act prevents tax avoidance by self-employed individuals through the use of trusts.

The enactment of section 4.2 provides rules to assist in determining the tax liability of a self-employed individual who is bankrupt.

SECTION 5. The amendments to section 5 of the Act extend the filing requirements for annual tax returns to self-employed individuals, require employers to file separate returns for each tax account through which tax payments are made and clarify that the Minister may require separate annual returns from a taxpayer who is both an employer and a self-employed individual.

SECTION 6. The amendments to section 6 of the Act extend to self-employed individuals the current provisions relating to the refund of overpayments of tax or the application of such amounts to other tax debts owed by the taxpayer.

SECTION 7.—Subsections 1 and 3. The enactment of subsections 7 (2.1), (2.2) and (5) of the Act provide rules for charging and calculating the amount of interest payable by a self-employed individual on overdue taxes and for the payment of interest to a self-employed individual on overpayments of tax.

Subsection 2. The amendment to subsection 7 (3) of the Act changes the frequency with which interest charged or paid under the Act is compounded from monthly to daily compounding.

SECTION 8. The amendments extend to self-employed individuals the provisions in section 8 of the Act dealing with the assessment of tax, as well as authorize the Minister to issue an arbitrary assessment of tax payable for a year by an employer who has failed to comply with instalment requirements under the Act.

SECTION 9. The enactment of section 8.1 of the Act requires the Minister to send a Notice of Disallowance, setting out the reasons, if a taxpayer's application for a refund or rebate of tax is not approved, and permits the Minister to assess a person for the amount of any refund or rebate paid to the person in excess of the amount, if any, to which the person was entitled.

périodique régulière. Au lieu de cela, l'impôt sera payable en totalité au moment où la déclaration annuelle doit être produite aux termes de l'article 5 de la Loi.

Paragraphe 3 Le nouveau paragraphe 3 (3) de la Loi dispense un travailleur indépendant de l'obligation qu'il a de payer un acompte provisionnel pendant l'année si le montant de l'acompte est inférieur au montant prescrit. Au lieu de cela, l'impôt pour l'année sera payable en totalité au moment où la déclaration annuelle est produite aux termes de l'article 5 de la Loi.

Le nouveau paragraphe 3 (4) remplace le taux d'impôt utilisé par les employeurs pour calculer les acomptes provisionnels d'impôt mensuels ou trimestriels par le taux applicable dans le calcul de l'impôt de l'employeur pour l'année précédente. Au cours de la première et de la deuxième année d'un employeur, le taux d'impôt utilisé pour calculer les acomptes provisionnels est fonction de la rémunération que l'employeur prévoit de payer pour l'année.

Le paragraphe 3 (5) de la Loi prévoit les règles générales servant au calcul de l'acompte provisionnel d'impôt payable par un travailleur indépendant. Les paragraphes 3 (6) et (7) de la Loi prévoient les règles transitoires servant au calcul de l'acompte provisionnel d'impôt payable par un tel travailleur pour 1993.

Les paragraphes 3 (8), (9), (10) et (11) de la Loi maintiennent l'obligation de produire des déclarations et de verser des acomptes provisionnels au ministre. Si un employeur paie de l'impôt à plus d'un compte d'impôt tenu par le ministère, une déclaration distincte pour chaque compte est nécessaire.

Les paragraphes 3 (12) et (13) prévoient le recouvrement par la Couronne pendant l'année des acomptes provisionnels qu'un employeur doit payer.

ARTICLE 4 L'article 4.1 de la Loi empêche l'évitement fiscal par les travailleurs indépendants au moyen des fiducies.

L'article 4.2 prévoit des règles permettant de déterminer l'impôt à payer par un travailleur indépendant qui est failli.

ARTICLE 5 Les modifications apportées à l'article 5 de la Loi étendent l'obligation de produire des déclarations d'impôt annuelles aux travailleurs indépendants, exigent des employeurs qu'ils produisent une déclaration distincte pour chaque compte auquel ils font des paiements d'impôt et précisent que le ministre peut exiger des déclarations annuelles distinctes d'un contribuable qui est à la fois employeur et travailleur indépendant.

ARTICLE 6 Les modifications apportées à l'article 6 de la Loi étendent aux travailleurs indépendants les dispositions actuelles traitant du remboursement des paiements en trop d'impôt ou de l'affectation de ces sommes à d'autres impôts que doit le contribuable.

ARTICLE 7 — Paragraphes 1 et 3 Les paragraphes 7 (2.1), (2.2) et (5) de la Loi prévoient des règles pour demander et calculer les intérêts qu'un travailleur indépendant est tenu de payer sur les impôts en souffrance et pour le paiement à un travailleur indépendant d'intérêts sur les paiements en trop d'impôt.

Paragraphe 2 La modification apportée au paragraphe 7 (3) de la Loi fait passer de mensuellement à quotidiennement la fréquence à laquelle les intérêts exigés ou payés aux termes de la Loi sont composés.

ARTICLE 8 Les modifications étendent aux travailleurs indépendants les dispositions de l'article 8 de la Loi qui traitent de l'établissement de l'impôt et autorisent le ministre à délivrer une cotisation arbitraire pour l'année à l'employeur qui ne s'est pas conformé aux exigences de la Loi en ce qui concerne les acomptes provisionnels.

ARTICLE 9 Le paragraphe 8.1 de la Loi exige que le ministre envoie un avis de refus, accompagné des motifs, si la demande de remboursement d'impôt présentée par un contribuable n'est pas approuvée, et permet au ministre d'établir une cotisation à l'égard d'une personne qui a reçu un remboursement d'impôt en trop.

SECTIONS 10, 11 and 12. The amendments extend the provisions relating to objections to and appeals from tax assessments under section 8 of the Act to self-employed individuals and to assessments issued under section 8.1 of the Act and disallowances of taxpayer claims for rebates or refunds of tax.

SECTION 13. The amendments to section 12 of the Act extend to self-employed individuals the obligation to keep books and records that are adequate to permit a determination of whether the taxpayer has complied with the Act.

SECTION 14. The amendments to section 13 of the Act authorize and set out the functions of Ministry auditors in examining and auditing taxpayers' books and records to verify compliance with the Act.

SECTION 15. The re-enactment of section 14 of the Act changes the terminology used in the section to be consistent with section 13 of the Act.

SECTION 16.—Subsection 1. The amendment to subsection 15 (1) of the Act permits the Minister to request information from a self-employed individual as well as from an employer.

Subsection 2. The enactment of subsection 15 (3) of the Act authorizes the Minister to request self-employed individuals to register under the Act and provide their Social Insurance Numbers, in order that the Minister may comply with federal income tax requirements relating to the filing of information returns reporting interest paid to individuals, and to facilitate the exchange of tax information with Revenue Canada, Taxation under existing exchange of information agreements.

SECTION 17. The amendment to section 16 of the Act is consequential on the change in terminology in the Act relating to auditors.

SECTIONS 18, 19 and 20. The amendments to sections 18, 19 and 20 of the Act extend the tax collection and enforcement provisions in the Act to tax payable by self-employed individuals. The enactment of subsection 20 (2.1) of the Act enables the Minister to enforce payment of the administrative charge levied under the Financial Administration Act in respect of dishonoured cheques.

SECTION 21. The amendment to section 21 is consequential upon the transfer of the Treasurer's powers and duties to the Minister of Finance.

SECTION 22.—Subsection 1. The amendment to section 22 of the Act is consequential upon the extension of the Act to self-employed individuals.

Subsection 2. The enactment of subsection 22 (2) of the Act permits the Minister, on a case by case basis, to pay interest to a taxpayer where the Minister finds that the instalments paid by the taxpayer for a year have been inequitably high in relation to the amount of tax later found to be payable for the year.

SECTION 23. The re-enactment of section 23 removes a seldom used tax collection remedy and replaces it with a right to a statutory lien registrable against a taxpayer's real or personal property, or both, for unpaid amounts overdue under the Act.

SECTION 24. The amendments to section 26 provide evidentiary rules with respect to documents stored electronically by the Ministry.

SECTION 25. The amendment to section 27 of the Act ensures that the provisions of the Act safeguarding the confidentiality of taxpayer information continue to bind government employees and former employees after they cease to be involved in the administration of the tax.

SECTION 26. The re-enactment of section 28 of the Act permits the Minister to enter into agreements to share taxpayer information on a reciprocal basis with other Ontario ministries, with ministries of other governments in Canada and with prescribed government boards, commissions and agencies. Without the

ARTICLES 10, 11 et 12 Les modifications étendent les dispositions traitant des oppositions aux cotisations prévues à l'article 8 de la Loi et des appels de celles-ci aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux cotisations délivrées en vertu de l'article 8.1 de la Loi et aux refus des remboursements d'impôt demandés par des contribuables.

ARTICLE 13 Les modifications apportées à l'article 12 de la Loi étendent aux travailleurs indépendants l'obligation de tenir des livres et des registres qui permettent de déterminer si le contribuable s'est conformé à la Loi.

ARTICLE 14 Les modifications apportées à l'article 13 de la Loi autorisent et établissent les fonctions des vérificateurs du ministère dans le cadre de l'examen et de la vérification des livres et registres des contribuables en vue de vérifier si la Loi est observée.

ARTICLE 15 Le nouvel article 14 de la Loi modifie la terminologie utilisée dans cet article pour l'uniformiser avec celle de l'article 13 de la Loi.

ARTICLE 16 — **Paragraphe 1** La modification apportée au paragraphe 15 (1) de la Loi permet au ministre de demander des renseignements à un travailleur indépendant ainsi qu'à un employeur.

Paragraphe 2 Le paragraphe 15 (3) de la Loi autorise le ministre à demander aux travailleurs indépendants de s'inscrire aux termes de la Loi et de fournir leur numéro d'assurance sociale pour lui permettre de se conformer aux exigences fédérales en matière d'impôt sur le revenu portant sur la production de déclarations de renseignements sur les intérêts payés aux particuliers, et pour faciliter l'échange de renseignements fiscaux avec Revenu Canada, Impôt aux termes des accords existants sur l'échange de renseignements.

ARTICLE 17 La modification apportée à l'article 16 de la Loi découle de la nouvelle terminologie employée dans la Loi en ce qui concerne les vérificateurs.

ARTICLES 18, 19 et 20 Les modifications apportées aux articles 18, 19 et 20 de la Loi étendent à l'impôt payable par les travailleurs indépendants les dispositions de la Loi traitant de la perception et du recouvrement de l'impôt. Le paragraphe 20 (2.1) de la Loi permet au ministre de recouvrer le paiement des frais administratifs perçus aux termes de la Loi sur l'administration financière à l'égard de chèques refusés.

ARTICLE 21 La modification apportée à l'article 21 découle du transfert des pouvoirs et fonctions du trésorier de l'Ontario au ministre des Finances.

ARTICLE 22 — Paragraphe 1 La modification apportée à l'article 22 de la Loi découle de l'extension de la Loi aux travailleurs indépendants.

Paragraphe 2 Le paragraphe 22 (2) de la Loi permet au ministre de payer, cas par cas, des intérêts à un contribuable s'il estime que les acomptes provisionnels payés par le contribuable pour une année étaient injustement élevés par rapport au montant de l'impôt déterminé plus tard comme étant payable pour l'année.

ARTICLE 23 Le nouvel article 23 remplace un recours pour la perception de l'impôt rarement utilisé par un droit à un privilège accordé par la loi qui peut être enregistré contre les biens meubles ou immeubles d'un contribuable, ou les deux, à l'égard de montants impayés qui sont en souffrance aux termes de la Loi.

ARTICLE 24 Les modifications apportées à l'article 26 prévoient des règles relatives à la preuve à l'égard de documents stockés sur support électronique par le ministère.

ARTICLE 25 La modification apportée à l'article 27 de la Loi fait en sorte que les dispositions de la Loi protégeant le caractère confidentiel des renseignements sur les contribuables continuent de lier les employés du gouvernement, actuels et anciens, une fois qu'ils cessent de s'occuper de l'administration de l'impôt.

ARTICLE 26 Le nouvel article 28 de la Loi permet au ministre de conclure des accords de réciprocité avec d'autres ministères de l'Ontario, des ministères d'autres gouvernements du Canada et des conseils, des commissions, des régies et des organismes du gouvernement prescrits en ce qui concerne l'échange de renseigne-

amendment, the Minister is limited to entering into exchange of information agreements only with other provinces and the federal government.

SECTION 27. The amendments to the French version of section 29 of the Act are made to ensure consistency with the new definition of "business" (subsection 1 (8) of Bill).

SECTION 28. The re-enactment of section 30 of the Act extends the administrative penalties for late or non-filing of annual returns, failure to complete returns and false statements to self-employed individuals, as well as relieves taxpayers from liability for a penalty for failure to file a statement or return unless the unpaid tax or instalment is \$500 or more.

SECTION 29. The additional amendments to subsections 30 (1) and (2) of the Act will reduce the rate of penalties on failure to file a statement or return, but will remove the maximum limit.

SECTIONS 30 and 31. The amendments to sections 31 and 32 of the Act extend the offence provisions to self-employed individuals and add as subsection 31 (8) of the Act the new offence of obtaining or attempting to obtain by fraudulent means tax refunds or rebates to which a person is not entitled.

SECTION 32. The re-enactment of section 34 of the Act is consequential on the extension of the Act to self-employed individuals and changes to the definitions in the Act.

SECTION 33. The amendment to section 35 of the Act removes redundant wording.

SECTION 34. The enactment of clause 38 (1) (i) of the Act will permit regulations to be made to permit the calculation of tax payable by such persons as receiver-managers of several businesses on a business by business basis.

SECTION 35. The amendment to section 40 of the Act is consequential on the extension of the Act to self-employed individuals.

SECTION 36. The French version of the title is changed for consistency with existing terminology.

SECTION 37. A complementary amendment is made to the Workers' Compensation Act to authorize the exchange of information.

ments sur les contribuables. Sans cette modification, le ministre ne peut conclure de tels accords qu'avec d'autres provinces et le gouvernement fédéral.

ARTICLE 27 Les modifications apportées à la version française de l'article 29 de la Loi visent à assurer l'uniformité avec la nouvelle définition de «entreprise ou affaire» (paragraphe 1 (8) du projet de loi).

ARTICLE 28 Le nouvel article 30 de la Loi étend aux travailleurs indépendants les pénalités d'ordre administratif pour la production tardive ou la non-production de déclarations annuelles, pour l'omission de remettre des déclarations et pour les affirmations fausses, et exempte les contribuables de la pénalité pour avoir omis de produire un état ou une déclaration, sauf si l'impôt ou l'acompte provisionnel impayé est de 500 \$ ou plus.

ARTICLE 29 Les modifications supplémentaires apportées aux paragraphes 30 (1) et (2) de la Loi réduisent le taux des pénalités pour avoir omis de produire un état ou une déclaration, mais suppriment la limite maximale.

ARTICLES 30 et 31 Les modifications apportées aux articles 31 et 32 de la Loi étendent aux travailleurs indépendants les dispositions traitant des infractions et ajoutent une nouvelle infraction au nouveau paragraphe 31 (8) de la Loi, qui consiste à obtenir ou à tenter d'obtenir par des moyens frauduleux des remboursements d'impôt auxquels une personne n'a pas droit.

ARTICLE 32 Le nouvel article 34 de la Loi découle de l'extension de la Loi aux travailleurs indépendants et des modifications apportées aux définitions de la Loi.

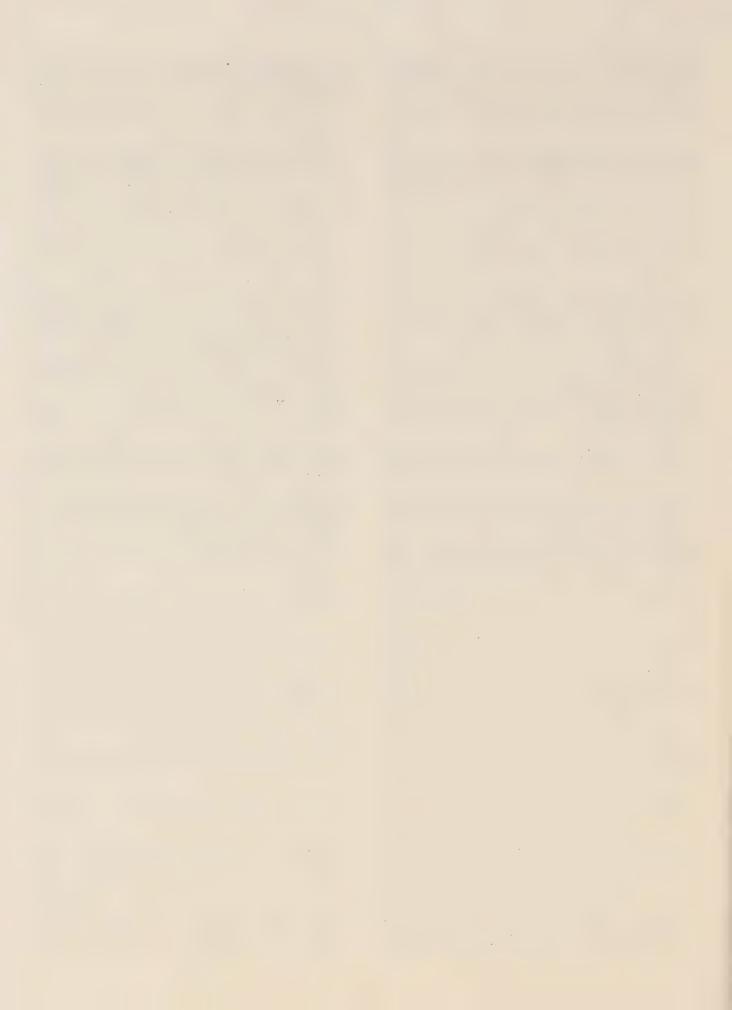
ARTICLE 33 La modification apportée à l'article 35 de la Loi supprime les termes redondants.

ARTICLE 34 L'alinéa 38 (1) i) de la Loi permet que des règlements soient pris prévoyant le calcul, par entreprise, de l'impôt payable par des personnes comme les administrateurs-séquestres de plusieurs entreprises.

ARTICLE 35 La modification apportée à l'article 40 de la Loi découle de l'extension de la Loi aux travailleurs indépendants.

ARTICLE 36 La version française du titre est modifiée pour tenir compte de la terminologie existante.

ARTICLE 37 Une modification complémentaire est apportée à la *Loi sur les accidents du travail* pour autoriser l'échange de renseignements.



An Act to amend the Employer Health Tax Act and the Workers' Compensation Act

Loi modifiant la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé et la Loi sur les accidents du travail

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1.—(1) Clause (c) of the definition of "employee" in subsection 1 (1) of the *Employer Health Tax Act* is repealed.
- (2) The definition of "inspector" in subsection 1 (1) of the Act is repealed.
- (3) The definitions of "Minister" and "Ministry" in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:
- "Minister" means the Minister of Finance; ("ministre")
- "Ministry" means the Ministry of Finance. ("ministère")
- (4) The definition of "remuneration" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:
- "remuneration" includes all payments, benefits and allowances received or deemed to be received by an individual that, by reason of section 5, 6 or 7 of the Income Tax Act (Canada), are required, or would be required if the individual were resident in Canada, to be included in the income of the individual for the purposes of that Act and, without limiting the generality of the foregoing, includes salaries and wages, bonuses, taxable allowances and commissions and other similar amounts fixed by reference to the volume of sales made or contracts negotiated, but does not include a pension, annuity or superannuation benefit paid by an employer to a former employee after retirement of the employee. ("rémunération")
- (5) The definition of "small employer" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :
- 1 (1) L'alinéa c) de la définition de «employé» au paragraphe 1 (1) de la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé est abrogé.
- (2) La définition de «inspecteur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.
- (3) Les définitions de «ministre» et de «ministère» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
- «ministre» Le ministre des Finances. («Minister»)
- «ministère» Le ministère des Finances. («Ministry»)
- (4) La définition de «rémunération» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
- «rémunération» S'entend notamment de tous les paiements, avantages et allocations qui sont reçus ou réputés reçus par un particulier et qui, en raison de l'article 5, 6 ou 7 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), doivent être inclus dans le revenu du particulier, ou devraient l'être si le particulier était un résident du Canada, pour l'application de cette loi. Sans préjudice de la portée générale de ce qui précède, sont inclus dans la présente définition les traitements, salaires, primes, allocations imposables, commissions et autres montants semblables fixés en fonction du volume des ventes effectuées ou des contrats négociés. La présente définition exclut toutefois les pensions, rentes ou prestations de retraite versées par un employeur à un ancien employé après que l'employé a pris sa retraite. («remuneration»)
- (5) La définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- "small employer", in respect of a year, means an employer who pays total Ontario remuneration for the year that does not exceed the amount prescribed for the year. ("petit employeur")
- (6) The definition of "Treasurer" in subsection 1 (1) of the Act is repealed.
- (7) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:
- "auditor" means a person appointed by the Minister to carry out audits and examinations under this Act. ("vérificateur")
- (8) Subsection 1 (1) of the Act is further amended by adding the following definitions:
- "business" includes a profession, calling, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever and an adventure or concern in the nature of trade, but does not include an office or employment; ("entreprise", "affaire")
- "fiscal year", in respect of a business carried on by a self-employed individual, means the same time period that is the fiscal period of the business under the *Income Tax Act* (Canada), or would be the fiscal period of the business if the individual were subject to tax under that Act in respect of income from that business, and a reference to a fiscal year ending during a year includes a reference to a fiscal year ending coincidentally with that year; ("exercice")
- "net self-employment income" of an individual for a year is the amount, if any, by which,
 - (a) the aggregate of all amounts each of which is the individual's self-employment income from a business for a fiscal year ending during the year,

exceeds,

- (b) the aggregate of all amounts each of which is the individual's self-employment loss from a business for a fiscal year ending during the year; ("revenu net d'un travail indépendant")
- "self-employed individual" includes a person, other than a corporation, who carries on one or more businesses either alone or as a member of or a participant in a partnership, joint venture, syndicate, association or similar unincorporated organization, but does not include a person who is a limited partner of a limited partnership as long as that person is not liable as a general partner of that partnership; ("travailleur indépendant")
- "self-employment income" and "self-employment loss" of an individual from a business

- «petit employeur» Relativement à une année, l'employeur qui verse une rémunération totale en Ontario pour l'année qui ne dépasse pas le montant prescrit pour l'année en question. («small employer»)
- (6) La définition de «trésorier» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.
- (7) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «vérificateur» Personne nommée par le ministre pour procéder à des vérifications et à des examens en vertu de la présente loi. («auditor»)
- (8) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «contribuable» Quiconque est un employeur ou un travailleur indépendant, ou les deux, qu'il soit assujetti ou non à l'impôt prévu par la présente loi. («taxpayer»)
- «entreprise» ou «affaire» S'entend notamment d'une profession, d'un métier, d'un commerce, d'une industrie ou d'une activité de quelque genre que ce soit, y compris un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. La présente définition exclut toutefois une charge ou un emploi. («business»)
- «exercice» Relativement à une entreprise exploitée par un travailleur indépendant, s'entend de la période qui constitue l'exercice financier de l'entreprise aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), ou qui constituerait l'exercice financier de l'entreprise si le travailleur était assujetti à l'impôt prévu par cette loi à l'égard du revenu tiré de cette entreprise. La mention d'un exercice se terminant dans une année comprend un exercice dont la fin coïncide avec celle de l'année en question. («fiscal year»)
- «revenu d'un travail indépendant» et «perte d'un travail indépendant» À l'égard de l'entreprise d'un particulier, s'entend du revenu ou de la perte, selon le cas, déterminé aux termes de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), que le particulier ou le revenu soit assujetti ou non à l'impôt prévu par cette loi. («selfemployment income», «self-employment loss»)
- «revenu net d'un travail indépendant» Le revenu net d'un travail indépendant d'un particulier pour une année correspond à l'excédent éventuel:
 - a) du total de tous les montants dont chacun représente le revenu d'un travail indépendant qu'il a tiré d'une entreprise pour un exercice se terminant dans l'année,

means the income or loss, as the case may be, of the individual from carrying on that business, as determined under Part I of the Income Tax Act (Canada), whether or not the individual or the income from that business would be subject to tax under that Act; ("revenu d'un travail indépendant", "perte d'un travail indépendant")

"taxpayer" means a person who is an employer or a self-employed individual, or both, whether or not that person is liable to pay tax under this Act. ("contribuable")

(9) Subsection 1 (2) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Permanent establishment. employer

- (2) In this Act, "permanent establishment" in respect of an employer includes any fixed place of business, including an agency, a branch, a factory, a farm, a gas well, a mine, an office, an oil well, timberland, a warehouse and a workshop and, without limiting the generality of the foregoing,
- (10) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Permanent establishment, selfemployed individual

(3) In this Act, "permanent establishment" in respect of a self-employed individual means a "permanent establishment" as defined in Part XXVI of the regulations made under the Income Tax Act (Canada).

Taxable selfemployment income

(4) The taxable self-employment income of an individual for a year is the amount by which his or her net self-employment income for the year from all sources exceeds \$40,000.

Relief from double tax

(5) If the amount of tax paid or payable by a taxpayer under subsection 2 (2) ceases to be permitted as a deduction in determining the taxpayer's income or loss from a business for the purposes of Part I of the Income Tax Act (Canada), the taxpayer's self-employment income or loss, if any, from the business for the purposes of this Act shall continue to be determined as if such amount were still permitted as a deduction.

Sur:

b) le total de tous les montants dont chacun représente la perte d'un travail indépendant qu'il a subie à l'égard d'une entreprise pour un exercice se terminant dans l'année. («net selfemployment income»)

«travailleur indépendant» S'entend notamment d'une personne, autre qu'une personne morale, qui exploite une ou plusieurs entreprises soit seule, soit comme membre ou participant d'une société en nom collectif, d'une entreprise commune, d'un consortium, d'une association ou d'un organisme semblable sans personnalité morale. La présente définition exclut toutefois la personne qui est commanditaire d'une société en commandite tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas responsable à titre de commandité. («self-employed individual»)

(9) Le paragraphe 1 (2) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(2) Dans la présente loi, «établissement Établissement permanent», relativement à un employeur, employeur s'entend notamment des établissements fixes, v compris une agence, une succursale, une usine, une ferme, un puits de gaz, une mine, un bureau, un puits de pétrole, une terre à bois, un entrepôt, un atelier et, sans préjudice de la portée générale de ce qui précède :

- (10) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (3) Dans la présente loi, «établissement Établissement permanent», relativement à un travailleur travailleur indépendant, s'entend d'un «établissement indépendant permanent» au sens de la partie XXVI des règlements pris en application de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

- (4) Le revenu imposable d'un travail Revenu impoindépendant d'un travailleur pour une année travail indécorrespond au montant de l'excédent de son pendant revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, sur 40 000 \$.
- (5) Si le montant de l'impôt payé ou payable par un contribuable aux termes du paragraphe 2 (2) cesse d'être admis comme déduction pour déterminer le revenu tiré d'une entreprise pour l'application de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) ou la perte subie à l'égard de cette entreprise, le revenu ou la perte d'un travail indépendant du contribuable, le cas échéant, provenant de l'entreprise pour l'application de la présente loi continue d'être déterminé comme si ce montant était toujours admis comme déduction.

Exonération de la double

2. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsections:

employed individual

(1.1) A health tax for each year, calculated in accordance with this Act, is imposed on every self-employed individual resident in Ontario on the 31st day of December of the year and shall be payable to the Crown in right of Ontario in addition to any tax that such self-employed individual may be required to pay under this Act as an employer.

Calculation of tax, selfemployed individual

- (2.1) The amount of tax payable by a selfemployed individual for a year under subsection (1.1) is 78 per cent of the amount equal
 - (a) if the net self-employment income of the individual for the year from all sources does not exceed \$200,000, 0.98 per cent of the taxable self-employment income of the individual for the year from all sources;
 - (b) if the net self-employment income of the individual for the year from all sources exceeds \$200,000 but does not exceed \$400,000, the amount determined according to the following for-

$$T = \$1,568 + 0.02726 (N - \$200,000)$$

Where:

T is the amount of tax in dollars;

N is the amount of net self-employment income of the individual for the year from all sources;

(c) if the net self-employment income of the individual for the year from all sources exceeds \$400,000, 1.95 per cent of the taxable self-employment income of the individual for the year from all sources.

Transitional. self-em ployed indi-

(2.2) The amount of tax payable by a selfemployed individual under subsection (1.1) in respect of 1993 shall not exceed the amount determined according to the following formula:

$$X = T \times Y/Z$$

Where:

X is the amount of tax in dollars payable by the individual as a self-employed individual for 1993 before any adjustment that may be permitted under subsection (2.3);

2 L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le travailleur indépendant qui est Imposition résident de l'Ontario le 31 décembre de l'année paie chaque année un impôt-santé cal-dants culé conformément à la présente loi. Il verse cet impôt à la Couronne du chef de l'Ontario en plus de l'impôt qu'il peut être tenu de payer à titre d'employeur aux termes de la présente loi.

(2.1) Le montant de l'impôt payable par Calcul de l'impôt, traun travailleur indépendant pour une année vailleur aux termes du paragraphe (1.1) correspond à indépendant 78 pour cent du montant suivant :

- a) si son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, ne dépasse pas 200 000 \$, 0,98 pour cent de son revenu imposable d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances;
- b) si son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, dépasse 200 000 \$ mais ne dépasse pas 400 000 \$, le montant déterminé selon la formule suivante :

$$I = 1 568 + 0,02726 (N - 200 000 \$)$$

où:

I représente le montant de l'impôt en dollars;

N représente le montant de son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances;

- c) si son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, dépasse 400 000 \$, 1,95 pour cent de son revenu imposable d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances.
- (2.2) Le montant de l'impôt payable par Disposition un travailleur indépendant aux termes du travailleur paragraphe (1.1) à l'égard de 1993 ne doit indépendant pas dépasser le montant déterminé selon la formule suivante:

$$X = I \times Y/Z$$

où:

X représente le montant de l'impôt en dollars que le travailleur doit payer à titre de travailleur indépendant pour 1993 avant tout rajustement que permet le paragraphe (2.3);

T is the amount of tax otherwise determined for 1993 under this Act without regard to this subsection and subsection (2.3);

Y is the total of all amounts each of which is the number of days after the 30th day of April, 1992 in a fiscal year ending in 1993 of a business carried on by the selfemployed individual; and

Z is the total of all amounts each of which is the number of days in a fiscal year ending in 1993 of a business carried on by the selfemployed individual.

Ontario allocation factor

(2.3) If a self-employed individual subject to tax under subsection (1.1) for a particular year has a permanent establishment outside Ontario during that year, the amount of tax payable by the individual for the year as a self-employed individual shall be the amount of tax otherwise determined for the year under this Act, multiplied by the individual's Ontario allocation factor for the year as determined in the prescribed manner.

3.-(1) Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Instalments

- (1) Except as otherwise provided, every taxpayer shall pay instalments on account of the tax payable for a year under this Act as required under the following rules:
 - 1. A small employer shall pay quarterly instalments to the Minister at the prescribed times.
 - 2. An employer other than a small employer shall pay monthly instalments to the Minister at the prescribed times during the year.
 - 3. A self-employed individual shall pay one instalment to the Minister at the prescribed time, in addition to any instalments required to be paid by the individual as an employer.
- (2) Subsection 3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception, employer

- (2) An employer is not required to pay instalments on account of the tax payable for a year as an employer under this Act if,
 - (a) the amount of the total Ontario remuneration for the year will not exceed \$200,000; or

I représente le montant de l'impôt déterminé par ailleurs pour 1993 aux termes de la présente loi sans égard au présent paragraphe et au paragraphe (2.3);

Y représente le total de tous les montants dont chacun représente le nombre de jours après le 30 avril 1992 dans l'exercice se terminant en 1993 d'une entreprise exploitée par le travailleur indépendant;

Z représente le total de tous les montants dont chacun représente le nombre de jours dans l'exercice se terminant en 1993 d'une entreprise exploitée par le travailleur indépendant.

(2.3) Si un travailleur indépendant assu- Coefficient de jetti à l'impôt aux termes du paragraphe l'Ontario (1.1) pour une année donnée a un établissement permanent à l'extérieur de l'Ontario pendant cette année-là, le montant de l'impôt qu'il doit payer pour l'année à titre de travailleur indépendant correspond au montant de l'impôt déterminé par ailleurs pour l'année aux termes de la présente loi, multiplié par son coefficient de répartition de l'Ontario pour l'année, déterminé de la façon prescrite.

3 (1) Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Sauf disposition contraire, le contri- Acomptes buable paie des acomptes provisionnels au titre de l'impôt payable pour une année aux termes de la présente loi selon les règles suivantes:

- 1. Un petit employeur paie des acomptes provisionnels trimestriels au ministre aux dates prescrites.
- 2. Un employeur autre qu'un petit employeur paie des acomptes provisionnels mensuels au ministre aux dates prescrites pendant l'année.
- 3. Un travailleur indépendant paie un acompte provisionnel au ministre à la date prescrite, en plus de ceux qu'il est tenu de payer à titre d'employeur.

(2) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (2) L'employeur n'est pas tenu de payer Exception, des acomptes provisionnels au titre de l'impôt payable pour une année à titre d'employeur aux termes de la présente loi si, selon le cas:
 - a) le montant de la rémunération totale en Ontario pour l'année ne dépassera pas 200 000 \$;

- (b) the total Ontario remuneration for the year was paid or will be paid by the employer during one month in the
- (3) Subsections 3 (3), (4), (5), (6) and (7) of the Act are repealed and the following substituted:

Exception, self-employed individual

(3) A self-employed individual is not required to pay an instalment on account of tax payable for the year as a self-employed individual under this Act if the amount of the instalment would be less than the prescribed amount.

Instalment amount. employer

(4) The amount of an instalment payable by a person as an employer under this section shall be determined according to the following formula:

$$P = S \times R$$

Where:

P is the amount of the instalment in dollars:

S is the total Ontario remuneration, if any, paid by the employer during the month or quarter, as applicable, last ending before the date the instalment is required to be paid;

R is the rate applicable under subsection 2 (2),

- to the estimated total Ontario remuneration to be paid by the employer during the year both before and after the date the instalment is required to be paid, if the year in respect of which the instalment is being paid is the first or second consecutive year in which the employer is subject to tax under this Act as an employer; or
- to the total Ontario remuneration paid by the employer during the immediately preceding year, if the year in respect of which the instalment is being paid is a year subsequent to the first two consecutive years in which the employer is subject to tax under this Act as an employer.

- b) la rémunération totale en Ontario pour l'année a été ou sera versée par l'employeur pendant un mois de l'an-
- (3) Les paragraphes 3 (3), (4), (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
- (3) Le travailleur indépendant n'est pas Exception, tenu de payer d'acompte provisionnel au titre indépendant de l'impôt payable pour l'année à titre de travailleur indépendant aux termes de la présente loi si le montant de l'acompte provisionnel qu'il verserait était inférieur au montant prescrit.

(4) Le montant d'un acompte provisionnel Montant de l'acompte payable par une personne à titre d'employeur provisionnel, aux termes du présent article est déterminé employeur selon la formule suivante :

$$P = S \times T$$

où:

P représente le montant de l'acompte provisionnel en dollars;

S représente la rémunération totale en Ontario, le cas échéant, versée par l'employeur pendant le mois ou le trimestre, selon le cas, qui se termine avant la date où l'acompte provisionnel doit être payé;

T représente le taux applicable aux termes du paragraphe 2 (2):

- soit à la rémunération totale estimative en Ontario que doit verser l'employeur pendant l'année avant et après la date à laquelle l'acompte provisionnel doit être payé, si l'année à l'égard de laquelle cet acompte est payé est la première ou la deuxième année consécutive où l'employeur est assujetti à l'impôt à titre d'employeur aux termes de la présente loi;
- b) soit à la rémunération totale en Ontario versée par l'employeur l'année précédente, si l'année à l'égard de laquelle l'acompte provisionnel est payé est une année postérieure aux deux premières années consécutives où l'employeur est assujetti à l'impôt à titre d'employeur aux termes de la présente loi.
- (5) Le montant de l'acompte provisionnel payable par un contribuable à titre de travail-

Montant de l'acompte provisionnel, travail indé-

pendant

amount, self-

(5) The amount of the instalment payable for a year under this section by a taxpayer as a self-employed individual shall be one-half of the amount of tax payable by the individual as a self-employed individual for the year or for the immediately preceding year, whichever is the lesser amount.

Transitional

- (6) The amount of the instalment payable under this section for 1993 by a taxpayer as a self-employed individual shall be one-half of the lesser of,
 - (a) the amount of tax payable by the individual as a self-employed individual for 1993 as determined under subsection 2 (2.2), and under subsection 2 (2.3), if applicable; or
 - (b) the amount that would have been the amount of tax payable by him or her for 1992 as determined under subsection 2 (2.2), and under subsection 2 (2.3), if applicable, if self-employed individuals had been subject to tax under subsection 2 (1.1) for 1992.

Application of subs. 2 (2.2) modified

(7) In the application of subsection 2 (2.2) for the purposes of calculating the notional amount of tax payable by a self-employed individual for 1992 for the purposes of clause (6) (b), references to 1992 shall be read as references to 1991 and references to 1993 shall be read as references to 1992.

Ceasing business

(8) If a self-employed individual ceases to carry on business during a year before the prescribed time when the instalment on account of tax for that year is required to be remitted, the individual may remit as the instalment required under this section an amount equal to the amount of tax payable for the year, instead of the amount otherwise required to be paid as the instalment for the year.

Remittance of instalment and statement

(9) Every taxpayer shall remit to the Minister each instalment of tax that the taxpayer is required to pay under this Act together with a statement in a form approved by the Minister setting out the amount of the instalment, the amounts on which the instalment was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

Multiple accounts

(10) Where, with the consent of the Minister, an employer remits an instalment required under this Act by way of payments made to the credit of more than one tax account maintained for the employer by the Minister, the employer, instead of filing a statement under subsection (9), shall file a statement with each payment for each tax account in a form approved by the Minister, setting out the amount of the payment to be credited to the account, the amount or leur indépendant pour une année aux termes du présent article correspond à la moitié du montant de l'impôt que le travailleur doit payer à titre de travailleur indépendant pour l'année ou pour l'année précédente, le montant le moins élevé étant retenu.

- (6) Le montant de l'acompte provisionnel Disposition payable par un contribuable à titre de travailleur indépendant aux termes du présent article pour 1993 correspond à la moitié du moindre des montants suivants :
 - a) le montant de l'impôt payable par le travailleur à titre de travailleur indépendant pour 1993, déterminé aux termes du paragraphe 2 (2.2) et, s'il y a lieu, du paragraphe 2 (2.3);
 - b) le montant qui aurait été le montant de l'impôt payable par lui pour 1992, déterminé aux termes du paragraphe 2 (2.2) et, s'il y a lieu, du paragraphe 2 (2.3) si les travailleurs indépendants avaient été assujettis à l'impôt pour 1992 aux termes du paragraphe 2(1.1).
- (7) Aux fins de l'application du paragra- Application phe 2 (2.2) dans le calcul du montant théori- 2 (2.2) modique de l'impôt payable par un travailleur fiée indépendant pour 1992 pour l'application de l'alinéa (6) b), les mentions de 1992 sont interprétées comme des mentions de 1991 et celles de 1993 comme des mentions de 1992.
- (8) S'il cesse d'exploiter son entreprise pendant l'année avant la date prescrite à laquelle il doit verser l'acompte provisionnel au titre de l'impôt pour l'année en question, le travailleur indépendant peut verser comme acompte provisionnel exigé par le présent article un montant égal au montant de l'impôt payable pour l'année, au lieu du montant qu'il devrait par ailleurs payer comme acompte provisionnel pour l'année.
- (9) Le contribuable verse au ministre chaque acompte provisionnel d'impôt qu'il doit provisionnel payer aux termes de la présente loi, accom- et état pagné d'un état rédigé selon la formule approuvée par le ministre. L'état indique le montant de l'acompte provisionnel, les montants qui ont servi à son calcul et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.
- (10) S'il verse, avec le consentement du ministre, un acompte provisionnel exigé par la présente loi sous forme de paiements portés au crédit de plus d'un compte d'impôt tenu pour lui par le ministre, l'employeur, au lieu de déposer l'état prévu au paragraphe (9), dépose un état rédigé selon la formule approuvée par le ministre avec chaque paiement destiné à chaque compte d'impôt. L'état indique le montant du paiement à porter au crédit du compte, le ou les montants

Fermeture de l'entreprise

Versement de

Comptes mul-

amounts on which the payment was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

remitted or paid

- (11) Any amount required by this Act to be remitted or paid to the Minister is remitted or paid upon,
 - (a) receipt of the remittance or payment by the Ministry; or
 - (b) receipt and acceptance of the remittance or payment by a branch of a bank or other financial institution that accepts and undertakes to forward to the Minister such remittances and pay-

Enforceable

(12) If a taxpayer fails to remit all or part of an instalment required under this Act, in respect of tax payable for the year by the taxpayer as an employer, by the day such instalment is required under this Act to be remitted, the instalment or the amount of it remaining unpaid, as the case may be, shall constitute a debt due and owing to Her Majesty in right of Ontario and may be enforced and collected under this Act as if it were tax assessed and payable by the taxpayer under this Act.

ss. 9, 10 and 11 not appli-

- (13) Sections 9, 10 and 11 do not apply in respect of amounts referred to in subsection
- 4. The Act is amended by adding the following sections:

Deemed selfemployed individual

- **4.1**-(1) If a business is carried on in trust at any time in a year, the Minister may, at his or her discretion, deem one or more individuals to be a self-employed individual throughout the year with respect to the business if the Minister is satisfied that.
 - (a) one of the reasons for establishing and maintaining the trust is to reduce the tax that might otherwise be payable under this Act;
 - (b) the individual, either alone or together with any other individual deemed under this section to be a self-employed individual with respect to the business, controlled and managed the business either directly or indirectly in any manner through the trustee of the trust; and
 - (c) income of the trust is paid to, applied for the benefit of or held by the trustee in trust for the individual or a person who is related to him or her.

qui ont servi à son calcul et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.

(11) Les montants qui doivent être versés Montant ou payés au ministre aux termes de la présente loi le sont :

versé ou payé

- a) sur réception du versement ou du paiement par le ministère;
- b) sur réception et acceptation du versement ou du paiement par une succursale d'une banque ou d'une autre institution financière qui consent et s'engage à faire suivre de tels versements et paiements au ministre.
- (12) Si un contribuable ne verse pas la totalité ou une partie d'un acompte provisionnel exigé par la présente loi, à l'égard de l'impôt payable par lui pour l'année à titre d'employeur, au plus tard le jour où cet acompte provisionnel doit être versé aux termes de la présente loi, l'acompte provisionnel ou la partie de celui-ci qui demeure impayé, selon le cas, constitue une créance de Sa Majesté du chef de l'Ontario. La créance peut être recouvrée et perçue en vertu de la présente loi comme s'il s'agissait d'un impôt payable par le contribuable aux termes de la présente loi.

recouvrable

(13) Les articles 9, 10 et 11 ne s'appliquent pas aux montants visés au paragraphe 9, 10 et 11

Non-applica-

4 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants:

4.1 (1) Si une entreprise est exploitée en Travailleur fiducie à un moment quelconque pendant travailleur une année, le ministre peut, à sa discrétion, indépendant assimiler un ou plusieurs particuliers à un travailleur indépendant tout au long de l'année à l'égard de l'entreprise s'il est convaincu des faits suivants :

- a) la fiducie a été établie et maintenue entre autres pour réduire l'impôt qui pourrait être payable par ailleurs aux termes de la présente loi;
- b) le particulier, soit seul ou avec tout autre particulier assimilé à un travailleur indépendant à l'égard de l'entreprise en vertu du présent article, contrôlait et gérait l'entreprise directement ou indirectement de quelque façon que ce soit par l'intermédiaire du fiduciaire de la fiducie:
- c) le revenu de la fiducie est versé au particulier ou à une personne qui lui est liée, est affecté à leur profit ou est détenu en fiducie pour leur compte par le fiduciaire.

Deemed selfemployment income

(2) If the Minister deems an individual to be a self-employed individual under subsection (1) in respect of a business carried on in trust, the Minister shall determine the amount of the income of the business that can reasonably be considered to have been paid to or be payable to, applied for the benefit of or held in trust for the individual or an individual related to the individual and such amounts shall be deemed to be self-employment income of the individual for the purposes of this Act.

Related indi-

(3) For the purposes of this section, an individual is related to another individual if they are related for the purposes of the Income Tax Act (Canada).

Bankruptcy, self-emploved individual

- **4.2** The self-employment income or loss of a self-employed individual for any year during which he or she is a bankrupt shall be calculated as if,
 - (a) the property of the bankrupt did not pass to and vest in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment filed but remained vested in the bankrupt; and
 - (b) any dealing in the estate of the bankrupt or any act performed in the carrying on of the business of the bankrupt estate by the trustee was done as an agent on behalf of the bankrupt and any income of the trustee from such dealing or carrying on is income of the bankrupt and not of the trustee.

5.-(1) Subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Annual return

(1) Every taxpayer who is liable to pay tax under this Act for a year shall deliver to the Minister, on or before the prescribed date applicable to that taxpayer, a return in a form approved by the Minister setting out the amount of tax payable for the year under this Act, the amount or amounts on which the tax was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

Returns for multiple accounts

(1.1) Where, with the consent of the Minister, an employer has more than one tax account maintained for the employer by the Minister, the employer shall file a separate return for each tax account in a form approved by the Minister, setting out the amount of tax payable by the employer for the year with respect to the portion of the total Ontario remuneration reported through the tax account, the amount or amounts on which the tax was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

- (2) S'il assimile un particulier à un travail- Revenu leur indépendant en vertu du paragraphe (1) travail indéà l'égard d'une entreprise exploitée en fidu- pendant cie, le ministre détermine le montant du revenu de l'entreprise qui peut raisonnablement être jugé avoir été payé ou être payable au particulier ou à un particulier qui lui est lié, avoir été affecté à leur profit ou avoir été détenu en fiducie pour leur compte. Ce montant est réputé un revenu d'un travail indépendant du particulier pour l'application de la présente loi.
- (3) Pour l'application du présent article, deux particuliers sont liés s'ils sont liés pour l'application de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

Particuliers

4.2 Le revenu ou la perte d'un travail Faillite, traindépendant d'un travailleur indépendant indépendant pour toute année pendant laquelle il est failli est calculé:

- a) d'une part, comme si le syndic de faillite n'était ni saisi ni mis en possession des biens du failli dès que l'ordonnance de séquestre est rendue ou que la cession est produite, mais comme si le failli en restait saisi;
- b) d'autre part, comme si le syndic accomplissait les opérations portant sur l'actif du failli ou les actes concernant la poursuite des affaires de la faillite à titre de mandataire agissant pour le compte du failli et comme si tout revenu du syndic tiré de ces opérations ou actes était le revenu du failli et non du syndic.
- 5 (1) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) Le contribuable assujetti à l'impôt Déclarations pour une année aux termes de la présente loi remet au ministre, au plus tard à la date prescrite qui s'applique à lui, une déclaration rédigée selon la formule approuvée par le ministre. La déclaration indique le montant de l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi, le ou les montants qui ont servi au calcul de l'impôt et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.
- (1.1) Si, avec le consentement du ministre, un employeur a plus d'un compte d'impôt tiples tenu pour lui par le ministre, il produit une déclaration distincte pour chaque compte d'impôt, rédigée selon la formule approuvée par le ministre. La déclaration indique le montant de l'impôt payable par l'employeur pour l'année à l'égard de la portion de la rémunération totale en Ontario déclarée au compte d'impôt, le ou les montants qui ont servi au calcul de l'impôt et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.

Déclarations. comptes muleach tax

- (1.2) A taxpayer who is subject to tax under this Act for a year as both an employer and a self-employed individual shall file a separate return for the year for each type of tax.
- (2) Subsection 5 (2) of the Act is amended by striking out "the return required under subsection (1)" in the third and fourth lines and substituting "all returns required under this section??.
- (3) Subsection 5 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Attestation of return

- (3) Every taxpayer shall ensure that the veracity of each return delivered under this section is attested to in the prescribed manner.
- (4) Subsection 5 (4) of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and substituting "a taxpayer".
- (5) Subsection 5 (5) of the Act is amended by striking out "employer" in the second line and substituting "taxpayer".
- (6) Subsections 5 (7) and (8) of the Act are repealed and the following substituted:

Returns by trustee in bankruptcy,

(7) Every trustee in bankruptcy, assignee, liquidator, curator, receiver, trustee or committee and every agent or other person administering, managing, winding-up, controlling or otherwise dealing with the property, business, estate or income of a taxpayer shall, if the taxpayer has not delivered a return under this section for a year, deliver the return for the taxpayer on or before the prescribed date.

Returns. deceased persons

(8) If a self-employed individual dies during the year, his or her personal representative shall deliver, on or before the prescribed date, the return for the year and a return for every other year for which the deceased was required to file a return under this Act but did not do so.

Same

Same

- (9) If a self-employed individual dies after the end of a fiscal period but before the end of the year in which the fiscal period ends, his or her self-employment income or loss for the period commencing after the end of the fiscal period and ending at the time of death shall be included in computing the deceased individual's net self-employment income or loss for the year in which the death occurred, unless the personal representative of the deceased individual files a separate return in respect of the period.
- (10) If the personal representative of a deceased self-employed individual files a separate return under subsection (9), tax is payable in respect of the self-employment

- (1.2) Le contribuable assujetti à l'impôt à Déclaration titre d'employeur et de travailleur indépen- chaque impôt dant aux termes de la présente loi pour une année produit une déclaration distincte pour l'année à l'égard de chaque genre d'impôt.
- (2) Le paragraphe 5 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «la déclaration pour l'année exigée au paragraphe (1)» aux troisième et quatrième lignes, de «toutes les déclarations pour l'année exigées par le présent article».
- (3) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (3) Le contribuable veille à ce que la véra- Attestation cité de chaque déclaration remise aux termes tions du présent article soit attestée de la façon prescrite.

- (4) Le paragraphe 5 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la deuxième ligne, de «le contribuable».
- (5) Le paragraphe 5 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «de l'employeur» à la première ligne, de «du contribuable».
- (6) Les paragraphes 5 (7) et (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (7) Le syndic de faillite, le cessionnaire, le Déclaration liquidateur, le curateur, le séquestre ou le fiduciaire ainsi que le mandataire ou l'autre personne qui administre, gère, liquide ou contrôle les biens, l'entreprise, le patrimoine ou le revenu d'un contribuable, ou qui s'en occupe d'une autre façon, remettent, au plus tard à la date prescrite, la déclaration du contribuable qui n'a pas remis sa déclaration pour une année aux termes du présent article.

d'un syndic

(8) Si un travailleur indépendant décède Déclarations, pendant l'année, son représentant successoral décédées remet, au plus tard à la date prescrite, la déclaration du travailleur pour l'année et une déclaration pour chaque autre année à l'égard de laquelle il devait produire une déclaration aux termes de la présente loi mais ne l'a pas fait.

(9) Si un travailleur indépendant décède Idem après la fin de l'exercice financier mais avant la fin de l'année pendant laquelle se termine cet exercice, son revenu ou sa perte d'un travail indépendant pour la période commençant après la fin de l'exercice financier et se terminant à la date du décès est inclus dans le calcul de son revenu net ou de sa perte nette d'un travail indépendant pour l'année du décès, sauf si son représentant successoral produit une déclaration distincte pour la

(10) Si le représentant successoral d'un Idem travailleur indépendant qui est décédé produit une déclaration distincte aux termes du paragraphe (9), l'impôt est payable à l'égard

période.

income of the deceased individual for the period after the end of the fiscal period ending in the year and before the death of the self-employed individual as if that period were a different year than the year in which the death occurred.

Remittance of balance of

- (11) Every person required to deliver a return under this section shall remit to the Minister the unpaid balance of tax, if any, to which the return relates, at the time the return is required to be delivered.
- 6.-(1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "an employer" in second line and substituting taxpayer".
- (2) Subsection 6 (2) of the Act is amended by striking out "employer" in the third line and in the eighth line and substituting in each case "taxpayer".
- 7.—(1) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Interest charged, self-employed individual

(2.1) Where, on a particular date, the debt payable under this Act by a taxpayer as a self-employed individual in respect of a particular year and all amounts in respect of that year that were at any time before that date either refunded to the taxpayer or applied under this Act exceed the aggregate of all payments previously made in respect of the year by the taxpayer as a self-employed individual, the taxpayer shall be charged interest payable to the Minister at the prescribed rate and calculated in the prescribed manner on the excess amount from that date to the date payment of the excess amount is received by the Minister.

Interest paid, selfemployed individual

- (2.2) Where, on a particular date, the aggregate of all payments previously made under this Act in respect of a particular year by a taxpayer as a self-employed individual exceeds the debt payable in respect of the year under this Act as of that date by the taxpayer as a self-employed individual and all amounts in respect of that year which were at any time before that date either refunded to the taxpayer or applied under this Act, the Minister shall pay, credit or apply under this Act interest at the prescribed rate and calculated in the prescribed manner on the excess amount from that date to the date the amount of the excess is refunded to the taxpayer or applied in accordance with this Act.
- (2) Subsection 7 (3) of the Act is amended by striking out "compounded monthly" in

du revenu d'un travail indépendant du travailleur décédé pour la période qui suit la fin de l'exercice financier se terminant dans l'année et qui précède le décès du travailleur indépendant comme si cette période était une année différente de celle du décès.

- (11) Quiconque doit remettre une déclara- Remise du tion aux termes du présent article verse au pôt ministre le solde de l'impôt impayé, le cas échéant, en rapport avec la déclaration, à la date à laquelle la déclaration doit être remise.
- 6 (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la première ligne, de «contribuable».
- (2) Le paragraphe 6 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la troisième ligne et à la neuvième ligne, de «le contribuable».
- 7 (1) L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (2.1) Si, à une date donnée, la dette paya- Intérêts, trable par un contribuable à titre de travailleur indépendant indépendant aux termes de la présente loi à l'égard d'une année donnée et tous les montants à l'égard de l'année en question qui, à un moment quelconque avant cette date, ont été remboursés au contribuable ou affectés en vertu de la présente loi sont supérieurs au total de tous les paiements déjà faits par le contribuable à titre de travailleur indépendant à l'égard de l'année, le contribuable est tenu de payer au ministre des intérêts sur cet excédent au taux prescrit et calculés de la façon prescrite à partir de la date donnée jusqu'à la date à laquelle le ministre reçoit le paiement du montant de l'excédent.
- (2.2) Si, à une date donnée, le total de Paiement des tous les paiements déjà faits par un contri- vailleur buable à titre de travailleur indépendant aux indépendant termes de la présente loi à l'égard d'une année donnée est supérieur à la somme de la dette payable, à cette date, par le contribuable à titre de travailleur indépendant à l'égard de l'année aux termes de la présente loi et des montants à l'égard de l'année en question qui ont été, à un moment quelconque avant cette date, remboursés au contribuable ou affectés en vertu de la présente loi, le ministre doit, aux termes de la présente loi, payer des intérêts sur cet excédent au taux prescrit, les porter au crédit du contribuable ou les affecter. Les intérêts sont calculés de la façon prescrite à partir de la date donnée jusqu'à la date à laquelle le montant de l'excédent est remboursé au contribuable ou affecté conformément à la présente loi.
- (2) Le paragraphe 7 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «composés mensuelle-

solde de l'im-

the second line and substituting "compounded

(3) Subsection 7 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Amount of the debt, self-employed individual

- (5) In this section, the amount of the debt payable under this Act as of a particular date by a taxpayer as a self-employed individual in respect of a particular year is the amount, if any, by which,
 - (a) the aggregate of,
 - (i) any instalment of tax under this Act in respect of the particular year payable before the particular date by the taxpayer as a self-employed individual,
 - (ii) the amount by which the amount of tax for the year, if any, payable under this Act before the particular date by the taxpayer as self-employed individual exceeds any instalment of tax in respect of the year payable by the taxpayer as a self-employed individual.
 - (iii) all penalties assessed under this Act in respect of the year against the taxpayer as a self-employed individual, and
 - (iv) the total of all amounts each of which is an amount of interest in respect of the year charged under this section before the particular date to the taxpayer as a self-employed individual,

exceeds,

- (b) the aggregate of,
 - (i) the amount, if any, by which any instalment of tax in respect of the year payable before the particular date by the taxpayer as a self-employed individual exceeds the amount of tax payable for the year under this Act by the taxpayer as a self-employed individual, and
 - (ii) all amounts each of which is an amount of interest in respect of the year credited under this section before the particular date to the taxpayer as a self-employed individual.
- 8.-(1) Clause 8 (1) (a) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "taxpayer".

ment» à la deuxième ligne, de «composés quotidiennement».

- (3) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (5) Dans le présent article, le montant de Montant de la dette payable par un contribuable à titre vailleur de travailleur indépendant aux termes de la indépendant présente loi à une date donnée à l'égard d'une année donnée est l'excédent éventuel :

- a) du total:
 - (i) des acomptes provisionnels d'impôt visés par la présente loi à l'égard de l'année donnée et payables avant la date donnée par le contribuable à titre de travailleur indépendant,
 - (ii) du montant de l'excédent éventuel du montant de l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi avant la date donnée par le contribuable à titre de travailleur indépendant sur les acomptes provisionnels d'impôt à l'égard de l'année payables par le contribuable à titre de travailleur indépendant,
 - (iii) de toutes les pénalités établies à l'égard du contribuable à titre de travailleur indépendant aux termes de la présente loi à l'égard de l'année,
 - (iv) du total de tous les montants dont chacun représente des intérêts à l'égard de l'année que le contribuable est tenu de payer à titre de travailleur indépendant aux termes du présent article avant la date donnée,

sur:

- b) le total:
 - (i) du montant de l'excédent éventuel des acomptes provisionnels d'impôt à l'égard de l'année qui sont payables par le contribuable avant la date donnée à titre de travailleur indépendant sur le montant de l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi par le contribuable à titre de travailleur indépendant,
 - (ii) de tous les montants dont chacun représente des intérêts à l'égard de l'année portés au crédit du contribuable à titre de travailleur indépendant avant la date donnée aux termes du présent article.
- 8 (1) L'alinéa 8 (1) a) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la première ligne, de «le contribuable».

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Tax assessment on default of instalments

- (1.1) Despite subsection (1), if an employer has failed to pay all or part of one or more instalments as required under this Act on account of tax payable for a particular year or for the immediately preceding year, and the amount of the instalment or part remains unpaid, the Minister may,
 - (a) determine the total amount of tax that would be payable under subsection 2 (2) for the particular year if the total Ontario remuneration paid by the employer during the year were the aggregate of,
 - (i) the total Ontario remuneration paid by the employer prior to that time during the particular year, and
 - (ii) the total Ontario remuneration that can reasonably be expected to be paid subsequently by the employer during the particular year; and
 - (b) assess as tax payable by the employer in respect of the particular year the amount determined under clause (a).

Same

- (1.2) The Minister may make one or more assessments under subsection (1.1) in respect of a particular year before or after the end of that year.
- (3) Subsection 8 (2) of the Act is amended by striking out "under subsection (1)" in the second line and substituting "under this section".
- (4) Subsection 8 (6) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "taxpayer".
- (5) Subsection 8 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Payment forthwith

- (7) The Minister may direct that all taxes, interest and penalties then remaining unpaid by a taxpayer on the day of sending of a notice of assessment be paid forthwith by the taxpayer if,
 - (a) the Minister is of the opinion that the taxpayer is attempting to avoid payment of any amount payable under this Act;
 - (b) the Minister made the assessment after the taxpayer failed to deliver a return required under this Act or delivered an incomplete or inaccurate return; or
 - (c) the Minister made the assessment under subsection (1.1).

- (2) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (1.1) Malgré le paragraphe (1), si un Cotisation employeur n'a pas payé tout ou partie d'un acomptes proou de plusieurs acomptes provisionnels visionnels qu'exige la présente loi au titre de l'impôt payable pour une année donnée ou pour l'année précédente et que l'acompte provisionnel ou une partie de celui-ci demeure impayé, le ministre peut :

 - a) déterminer le montant total de l'impôt qui serait payable aux termes du paragraphe 2 (2) pour l'année donnée si la rémunération totale en Ontario versée par l'employeur pendant l'année était le total:
 - (i) de la rémunération totale en Ontario versée par l'employeur avant cette date pendant l'année donnée,
 - (ii) de la rémunération totale en Ontario qui peut, selon toute attente raisonnable, être versée subséquemment par l'employeur pendant l'année donnée;
 - b) fixer comme impôt payable par l'employeur à l'égard de l'année donnée le montant déterminé en vertu de l'alinéa a).
- (1.2) Le ministre peut établir une ou plu- Idem sieurs cotisations en vertu du paragraphe (1.1) à l'égard d'une année donnée avant ou après la fin de l'année en question.
- (3) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «en vertu du paragraphe (1)» aux deuxième et troisième lignes, de «en vertu du présent article».
- (4) Le paragraphe 8 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «employeurs» à la première ligne, de «contribuables».
- (5) Le paragraphe 8 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (7) Le ministre peut ordonner que le contribuable paie sans délai tous les impôts, intérêts et pénalités qui demeurent impayés par le contribuable le jour de l'envoi de l'avis de cotisation si, selon le cas :

Paiement immédiat

- a) il est d'avis que le contribuable essaie d'éviter de payer un montant payable aux termes de la présente loi;
- b) au moment où il a établi la cotisation, le contribuable n'avait pas remis la déclaration exigée par la présente loi ou avait remis une déclaration incomplète ou inexacte;
- c) il a établi la cotisation en vertu du paragraphe (1.1).

9. The Act is further amended by adding the following section:

Disallowance of rebate or refund

8.1—(1) If a person has applied, in accordance with this Act and the regulations, for a rebate or refund under this Act or the regulations, and the person's claim is refused, in whole or in part, the Minister shall cause to be delivered to the person a statement of disallowance specifying the amount of the disallowance and the reasons for it.

Assessment of amount rebated or refunded

(2) The Minister may assess any person who has received a rebate or refund under this Act or the regulations and who is not entitled to part or all of the rebate or refund, and shall cause to be delivered to the person a notice of assessment specifying the amount of the rebate or refund to which the person is not entitled and a brief written statement setting out the reasons why the person is not entitled to the amount assessed.

Time limit for assess ment

- (3) An assessment under subsection (2) may be made,
 - (a) at any time, if any person in connection with the application for or payment of the rebate or refund made any misrepresentation attributable to neglect, carelessness or wilful default, or has committed fraud; or
 - (b) in any other case, within four years from the date of payment of the rebate or refund.

Application of s. 8, part

- (4) Subsections 8 (4), (5), (6) and (7) apply, with necessary modifications, to a statement of disallowance or an assessment made under this section as if the statement or assessment was an assessment made under section 8 and any amount owing to the Minister as a consequence of an assessment or reassessment was tax assessed under section
- 10.-(1) Subsection 9 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Objection

- (1) A taxpayer who objects to an assessment or to a disallowance of a rebate or refund claim may, within 180 days after the day the notice of assessment or statement of disallowance was sent, serve on the Minister a notice of objection in duplicate in a form approved by the Minister setting out the reasons for the objection and all relevant facts.
- (2) Subsection 9 (4) of the Act is amended by inserting after "notice of assessment" in the fifth line "or the statement of disallowance".
- (3) Subsection 9 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

9 La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

8.1 (1) Si une personne a, conformément Rembourseà la présente loi et aux règlements, présenté une demande de remboursement prévue par la présente loi ou les règlements et que le remboursement est refusé en totalité ou en partie, le ministre lui fait remettre une déclaration de refus qui précise le montant refusé et les motifs du refus.

demandé

(2) Le ministre peut établir la cotisation Établissement de toute personne qui a reçu un rembourse- du rembourment prévu par la présente loi ou les règle-sement ments et qui n'a pas droit à tout ou partie de ce remboursement. Il fait remettre à cette personne un avis de cotisation qui précise le montant auquel la personne n'a pas droit et une mention écrite exposant brièvement les motifs pour lesquels la personne n'a pas droit au montant indiqué dans la cotisation.

- (3) La cotisation prévue au paragraphe (2) peut être établie :
 - a) à tout moment, si une personne concernée par la demande de remboursement ou le paiement de celui-ci a fait une présentation inexacte des faits par négligence, inattention ou omission volontaire, ou a commis une fraude;
 - b) dans les quatre ans qui suivent la date de paiement du remboursement, dans les autres cas.
- (4) Les paragraphes 8 (4), (5), (6) et (7) Application s'appliquent, avec les adaptations nécessai- partie res, à une déclaration de refus ou à une cotisation prévue au présent article comme si cette déclaration ou cette cotisation était une cotisation établie en vertu de l'article 8 et que tout montant payable au ministre par suite d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation constituait un impôt fixé en vertu de l'article 8.

- 10 (1) Le paragraphe 9 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) Le contribuable qui s'oppose à une Opposition cotisation ou au refus d'un remboursement peut, dans les 180 jours qui suivent le jour de l'envoi de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus, signifier au ministre un avis d'opposition, rédigé en double exemplaire, selon la formule approuvée par le ministre qui énonce les motifs de l'opposition ainsi que tous les faits pertinents.
- (2) Le paragraphe 9 (4) de la Loi est modifié par insertion, après «l'avis de cotisation» à la cinquième ligne, de «ou de la déclaration de refus».
- (3) Le paragraphe 9 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Obligation du

ministre

Minister's duty to reconsider

- (5) Upon receipt of a notice of objection, the Minister shall, as quickly as possible, reconsider the assessment or disallowance and vacate, confirm or vary it, make a reassessment or serve a fresh statement of disallowance.
- (4) Subsection 9 (6) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "taxpayer".
- (5) Subsection 9 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception to time limit

- (7) An assessment or disallowance made by the Minister under this section is not invalid by reason only that it is not made within the time required under section 8 or 8.1.
- 11.—(1) Subsections 10 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Tax appeal

(1) Where the Minister has given the notification required by subsection 9 (6), the person who served the notice of objection may appeal to the Ontario Court (General Division) to have the assessment or disallowance vacated or varied.

Time limit for instituting appeal

- (2) No appeal under subsection (1) shall be instituted after the expiration of ninety days from the day the notification required by subsection 9 (6) was mailed to the person who served the notice of objection.
- (2) Subsection 10 (6) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and in the fourth line and substituting in each case "person".
- (3) Subsection 10 (7) of the Act is amended by striking out "employer" in the second line and substituting "person".
- (4) Subsection 10 (8) of the Act is amended by striking out "employer" in the fourth line and substituting "person".
- (5) Subsection 10 (9) of the Act is amended by striking out "employer" in the tenth line and substituting "taxpayer".
- (6) Subsection 10 (10) of the Act is amended by inserting after "assessment" in the second line "or disallowance".
- 12.-(1) Subsection 11 (3) of the Act is amended by inserting after "assessment" in the first line "or disallowance".
- (2) Subsection 11 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Powers of

(4) The court may dispose of an appeal by dismissing it, allowing it or allowing it and,

- (5) Dès qu'il reçoit un avis d'opposition, le ministre examine de nouveau, le plus rapidement possible, la cotisation ou le refus et annule, confirme ou modifie la cotisation ou le refus, établit une nouvelle cotisation ou signifie une nouvelle déclaration de refus.
- (4) Le paragraphe 9 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la première ligne, de «le contribuable».
- (5) Le paragraphe 9 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (7) La cotisation établie ou le refus Délai, excepdéclaré par le ministre aux termes du présent article n'est pas invalide du seul fait que la cotisation n'a pas été établie ou le refus déclaré dans le délai imparti à l'article 8 ou

- 11 (1) Les paragraphes 10 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (1) Si le ministre a donné l'avis exigé par Appel le paragraphe 9 (6), la personne qui a signifié l'avis d'opposition peut interjeter appel devant la Cour de l'Ontario (Division générale) pour obtenir l'annulation ou la modification de la cotisation ou du refus.

- (2) Il ne peut être interjeté appel en vertu Délai d'appel du paragraphe (1) plus de quatre-vingt-dix jours après le jour où l'avis prévu au paragraphe 9 (6) a été envoyé par la poste à la personne qui a signifié l'avis d'opposition.
- (2) Le paragraphe 10 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «L'employeur» à la première ligne, de «La personne» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- (3) Le paragraphe 10 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la première ligne, de «la personne».
- (4) Le paragraphe 10 (8) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la quatrième ligne, de «la personne».
- (5) Le paragraphe 10 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «à l'employeur» à la onzième ligne, de «au contribuable».
- (6) Le paragraphe 10 (10) de la Loi est modifié par insertion, après «cotisation» à la troisième ligne, de «ou le refus» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- 12 (1) Le paragraphe 11 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «cotisation» à la première ligne, de «ou un refus» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- (2) Le paragraphe 11 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (4) Le tribunal peut statuer sur un appel Pouvoirs du en le rejetant, en y faisant droit, ou en y faisant droit et, selon le cas:

- (a) vacating the assessment or disallow-
- (b) varying the amount assessed or disallowed:
- (c) restoring the assessment or disallowance: or
- (d) referring the assessment or disallowance back to the Minister for reconsideration and reassessment or service of a fresh statement of disallowance.
- (3) Subsection 11 (5) of the Act is amended by striking out "employer" in the fourth line and substituting "taxpayer".
- 13.-(1) Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Records and books of account

- (1) Every person who is or was an employer with a permanent establishment in Ontario or a self-employed individual subject to tax under subsection 2 (1.1) shall keep records and books of account in Ontario or at such other place as may be approved by the Minister.
- (2) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "person".
- (3) Subsection 12 (3) of the Act is amended by striking out "an employer" in the first line and substituting "a person".
- (4) Subsection 12 (4) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "person".
- 14.-(1) Subsection 13 (1) of the Act is amended by striking out "inspectors" in the second line and substituting "auditors".
- (2) Subsections 13 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Entry and audit

(2) An auditor may at any reasonable time, without a warrant, enter into any premises or place where any business is carried on or any property is kept or anything is done in connection with any business or any books or records are or should be kept pursuant to this Act in order to conduct an audit or examination to determine compliance or non-compliance with this Act.

examine

- (3) Upon an audit or examination under this section, the auditor has the right to,
 - (a) examine the premises and the operations carried out on the premises;
 - (b) have free access, at any reasonable time, to all books of account, records, vouchers, correspondence and any

- a) en annulant la cotisation ou le refus;
- b) en modifiant le montant fixé dans la cotisation ou refusé:
- c) en rétablissant la cotisation ou le refus:
- d) en renvoyant la cotisation ou le refus au ministre en vue d'un nouvel examen et de l'établissement d'une nouvelle cotisation ou de la signification d'une nouvelle déclaration de refus.
- (3) Le paragraphe 11 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la deuxième ligne, de «le contribuable».
- 13 (1) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) La personne qui est ou était un Registres et employeur ayant un établissement permanent comptes en Ontario ou un travailleur indépendant assujetti à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (1.1) tient des registres et des livres de comptes en Ontario ou à l'autre endroit qu'approuve le ministre.

- (2) Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la deuxième ligne, de «la personne».
- (3) Le paragraphe 12 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «qu'un employeur» aux première et deuxième lignes, de «qu'une personne».
- (4) Le paragraphe 12 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «L'employeur» à la première ligne, de «La personne» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- 14 (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «d'inspecteurs» à la troisième ligne, de «de vérificateurs».
- (2) Les paragraphes 13 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (2) Un vérificateur peut, à toute heure raisonnable, pénétrer sans mandat dans des lieux où une entreprise est exploitée, où des biens sont conservés, où il s'accomplit quelque chose de lié à une entreprise ou dans lesquels des registres ou livres de comptes sont ou devraient être gardés conformément à la présente loi en vue de procéder à une vérification ou à un examen pour déterminer si la présente loi est observée ou non.
- (3) Lors d'une vérification ou d'un exa- Pouvoirs de men effectué en vertu du présent article, le d'examen vérificateur a le droit :

- a) d'examiner les lieux et les activités exercées sur les lieux:
- b) d'avoir libre accès, à toute heure raisonnable, à tous les livres de comptes, registres, pièces justificatives, lettres et

other documents that are or may be relevant for the purposes of determining tax payable under this Act, regardless of the form or medium in which such books, records, vouchers, correspondence and documents are kept, but, if they or any of them are kept in a form or medium that is not legible, the auditor is entitled to require the person apparently in charge of them to produce a legible physical copy for examination and audit by the auditor;

- (c) make, or cause to be made, one or more copies of any document to which the auditor has a right of access under clause (b);
- (d) question any person on the premises with respect to matters that are or may be relevant to an audit or examination under this Act: and
- (e) test the accuracy and integrity of computer programs used in processing information relevant to determining any amount payable under this Act.
- 15. Section 14 of the Act is repealed and the following substituted:

Obstruction of auditor

- 14. No person shall obstruct an auditor or withhold or conceal from an auditor any book of account, record, correspondence or other document that is or may be relevant for the purposes of determining compliance with this Act.
- 16.-(1) Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out "an employer" in the third and fourth lines and in the fifth line and substituting in each case "a taxpayer".
- (2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (3) The Minister may, for the purposes of the administration or enforcement of this Act, by a written notice require a self-employed individual to provide information, including but not limited to the individual's Social Insurance Number assigned by the Government of Canada, by completing and delivering to the Minister, within such reasonable time as is specified in the notice, an application for registration under this Act in a form approved by the Minister.
- 17. Section 16 of the Act is amended by striking out "inspector" in the third line and substituting "auditor".
- 18.—(1) Subsections 18 (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(2) Where the Minister has knowledge or suspects that a person is or will be, within

- autres documents qui sont ou peuvent être pertinents en vue de déterminer l'impôt payable aux termes de la présente loi, peu importe la forme ou le support utilisé pour les garder, sauf que si la forme ou le support utilisé pour garder ces pièces ou l'une d'elles est tel que celles-ci ne sont pas lisibles, le vérificateur a le droit d'exiger que la personne qui semble en avoir la charge produise une copie lisible aux fins d'examen et de vérification;
- c) de faire ou de faire faire une ou plusieurs copies des documents auxquels il a accès en vertu de l'alinéa b);
- d) d'interroger des personnes sur les lieux au sujet de questions qui sont ou peuvent être pertinentes aux fins d'une vérification ou d'un examen effectué en vertu de la présente loi;
- e) de vérifier l'exactitude et l'intégrité des programmes d'ordinateur utilisés pour traiter les renseignements pertinents afin de déterminer un montant payable aux termes de la présente loi.
- 15 L'article 14 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 14 Nul ne doit entraver le vérificateur ni Entrave du refuser de lui fournir ou lui dissimuler les livres de comptes, registres, lettres ou autres documents qui sont ou peuvent être pertinents lorsqu'il s'agit de déterminer si la présente loi est observée.

vérificateur

- 16 (1) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la troisième et à la quatrième ligne, de «contribuable».
- (2) L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (3) Aux fins de l'application de la présente Idem loi, le ministre peut, au moyen d'un avis écrit, exiger d'un travailleur indépendant qu'il fournisse des renseignements, notamment le numéro d'assurance sociale qui lui a été assigné par le gouvernement du Canada, en remplissant et en lui remettant, dans le délai raisonnable fixé dans l'avis, une demande rédigée selon la formule approuvée par le ministre visant à obtenir l'inscription aux termes de la présente loi.
- 17 L'article 16 de la Loi est modifié par substitution, à «inspecteur» aux troisième et quatrième lignes, de «vérificateur».
- 18 (1) Les paragraphes 18 (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
- (2) Si le ministre sait ou soupçonne qu'une Avis du personne est ou sera, dans les quatre-vingt-

Notice by Minister

ninety days, liable to make a payment to a taxpayer who is liable to make a payment under this Act, the Minister may, by a written notice, require the person to pay forthwith, where the money is immediately payable, and, in any other case, as and when the money becomes payable, the money otherwise payable to the taxpayer in whole or in part to the Minister on account of the taxpayer's liability under this Act.

Same

Same

- (3 Despite subsection (2), where the Minister has knowledge or suspects that within ninety days,
 - (a) an institution will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, or make a payment in respect of a negotiable instrument issued by a taxpayer who is indebted to the institution and who has granted security in respect of the indebtedness;
 - (b) a person other than an institution will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, a taxpayer who the Minister knows or suspects,
 - (i) is engaged in providing services or property to that person, or was or will be within ninety days,
 - (ii) where that person is a corporation that is not dealing at arm's length with the taxpayer,

the Minister may, by a written notice, require the institution or the person, as the case may be, to pay in whole or in part to the Minister, on account of the taxpayer's liability under this Act, the money that would otherwise be loaned, advanced or paid, and any money paid to the Minister shall be deemed to have been loaned, advanced or paid, as the case may be, to the taxpayer.

- (4) Where, under this section, the Minister has required a person to pay money otherwise payable by the person to a taxpayer as interest, rent, a dividend, an annuity payment, or other periodic payment,
 - (a) the requirement shall apply to all periodic payments to be made by the person to the taxpayer after the date the person receives the Minister's written notice, until the taxpayer's liability under this Act has been satisfied; and

dix jours, tenue de faire un paiement à un contribuable qui est tenu de faire un paiement aux termes de la présente loi, il peut, au moyen d'un avis écrit, exiger de la personne qu'elle lui verse, au titre de l'obligation du contribuable créée par la présente loi, la totalité ou une partie des sommes d'argent payables par ailleurs au contribuable et ce, sans délai lorsque ces sommes sont payables immédiatement, et lorsqu'elles deviennent payables dans les autres cas.

(3) Malgré le paragraphe (2), si le ministre Idem sait ou soupçonne que, dans les quatrevingt-dix jours:

- a) une institution prêtera ou avancera des sommes d'argent à un contribuable qui doit de l'argent à l'institution et qui a donné une garantie à l'égard de cette dette, effectuera un paiement pour le compte du contribuable ou effectuera un paiement à l'égard d'un effet de commerce émis par le contribuable;
- b) une personne autre qu'une institution prêtera ou avancera des sommes d'argent à un contribuable ou effectuera un paiement pour le compte d'un contribuable dans l'un ou l'autre des cas suivants:
 - (i) le ministre sait ou soupçonne que le contribuable fournit des services ou des biens à cette personne, ou les fournissait ou les fournira dans les quatre-vingt-dix iours.
 - (ii) la personne est une personne morale qui a un lien de dépendance avec le contribuable,

il peut, au moyen d'un avis écrit, exiger que l'institution ou la personne, selon le cas, lui verse, au titre de l'obligation du contribuable créée par la présente loi, la totalité ou une partie des sommes d'argent qui seraient par ailleurs prêtées, avancées ou payées. Les sommes ainsi versées au ministre sont réputées avoir été prêtées, avancées ou payées, selon le cas, au contribuable.

- (4) Si le ministre a, en vertu du présent Idem article, exigé qu'une personne paie les sommes d'argent qu'elle devrait payer par ailleurs au contribuable à titre d'intérêts, de loyer, de dividende, de rente ou d'autre versement périodique :
 - a) l'exigence s'applique à tous les versements périodiques que la personne doit faire au contribuable après la date à laquelle elle reçoit l'avis écrit du ministre, jusqu'à l'acquittement de l'obligation du contribuable créée par la présente loi;

(b) the payments required to be made to the Minister shall be made from each periodic payment in the amount or amounts designated in the Minister's written notice.

IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

Receipt of the Minister

- (5) The receipt of the Minister for money paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.
- (2) Subsection 18 (6) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the seventh line and substituting "Minister".
- (3) Clause 18 (7) (b) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the third line and substituting "Minister".
- 19.—(1) Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Liability of receivers, etc.

- (1) Every trustee or other person required by this Act to file an annual return for a taxpayer in respect of a year shall, within thirty days from the day of mailing of a notice of assessment issued by the Minister, pay all taxes, interest and penalties payable under this Act by the taxpayer to the extent that the person has or had, at any time since the year, in the person's control or possession property belonging to the taxpayer or to the estate of the taxpayer and shall thereupon be deemed to have made the payment on behalf of the taxpayer.
- (2) Subsection 19 (2) of the Act is amended by striking out "employer" in the fourth line and in the ninth line and substituting in each case "taxpayer".
- **20.**—(1) Subsection 20 (1) of the Act is amended by striking out "an employer" in the first and second lines and substituting "a taxpayer".
- (2) Clause 20 (1) (b) of the Act is amended by striking out "employer" in the third line and in the sixth line and substituting in each case "taxpayer".
- (3) Subsection 20 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Security

(2) The Minister may, if the Minister considers it advisable, accept security for the payment of taxes by a taxpayer by way of a mortgage or other charge of any kind upon the property of the taxpayer or of any other person, or by way of a guarantee of the payment of the taxes by another person.

Deemed tax (2.1) A debt due to the Crown under section 8.1 of the Financial Administration Act in respect of a payment or remittance under

- b) les paiements qui doivent être versés au ministre sont prélevés sur chacun des versements périodiques selon le ou les montants précisés dans l'avis écrit du ministre.
- (5) Le reçu délivré par le ministre pour les Reçu du sommes d'argent payées conformément au présent article constitue, jusqu'à concurrence du montant payé, une quittance valable de l'obligation initiale.
- (2) Le paragraphe 18 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier» à la cinquième ligne, de «ministre».
- (3) L'alinéa 18 (7) b) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier» aux deuxième et troisième lignes, de «ministre».
- 19 (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) Le fiduciaire ou l'autre personne qui Obligation est tenu par la présente loi de produire une déclaration annuelle à l'égard d'une année pour le compte d'un contribuable paie, dans les trente jours qui suivent le jour de la mise à la poste d'un avis de cotisation délivré par le ministre, tous les impôts, intérêts et pénalités payables par le contribuable aux termes de la présente loi, dans la mesure où, à un moment quelconque depuis cette année, la personne a ou avait sous son contrôle ou en sa possession des biens appartenant au contribuable ou faisant partie de son patrimoine. La personne est alors réputée avoir fait le paiement pour le compte du contribuable.
- (2) Le paragraphe 19 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «de l'employeur» à la quatrième et à la neuvième ligne, de «du contribuable».
- 20 (1) Le paragraphe 20 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la première ligne, de «contribuable».
- (2) L'alinéa 20 (1) b) de la Loi est modifié par substitution, à «de l'employeur» à la troisième ligne et à «l'employeur» aux cinquième et sixième lignes, de «du contribuable» et de «le contribuable».
- (3) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (2) Le ministre peut, s'il le juge opportun, Garantie accepter une garantie pour le paiement d'impôts par un contribuable sous forme d'une hypothèque ou d'une autre charge sur les biens du contribuable ou d'une autre personne, ou encore sous forme d'une garantie de paiement des impôts donnée par une autre personne.
- (2.1) Une créance de la Couronne visée à l'article 8.1 de la Loi sur l'administration financière à l'égard d'un paiement ou d'un

des séquestres

Créance réputée un impôt

Costs

this Act is deemed, except for the purposes of sections 9, 10 and 11, to be tax assessed and payable under this Act by the taxpayer in respect of whom the payment or remittance is payable, and may be collected and enforced as tax under the provisions of this Act once written notice of the debt has been mailed to the taxpaver.

- (4) Subsection 20 (3) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:
- (3) The Minister is entitled to recover from a taxpayer the reasonable costs and charges incurred in the course of obtaining payment of taxes, interest or penalties owed by the taxpayer under this Act in connection with.
- (5) Subsection 20 (4) of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and in the fifth line and substituting in each case "a taxpayer".
- 21. Clause 21 (5) (a) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the fourth line and substituting "Minister".
- 22.-(1) Section 22 of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and substituting "a taxpayer".
- (2) Section 22 is further amended by adding the following subsection:

Minister's discretion to pay interest

- (2) If the Minister believes that the amount of instalments required to be paid by a taxpayer under this Act on account of tax payable for a year exceeds and is inequitable in relation to the amount of tax payable for the year, the Minister may at his or her discretion pay interest at the prescribed rate on part or all of the excess from the date when the Minister considers it equitable to deem an overpayment to have occurred to the date of any refund or application of the excess under subsection 6 (2).
- 23. Section 23 of the Act is repealed and the following substituted:

Lien on real property

23.—(1) Any tax or instalment payable or required to be remitted under this Act by any taxpayer is, upon registration by the Minister in the proper land registry office of a notice claiming a lien and charge conferred by this section, a lien and charge on any interest the taxpayer liable to pay or remit the tax or instalment has in the real property described in the notice.

versement prévu par la présente loi est réputée, sauf pour l'application des articles 9, 10 et 11, un impôt payable aux termes de la présente loi par le contribuable à l'égard de qui le paiement ou le versement est payable. La créance peut être perçue et recouvrée à titre d'impôt aux termes de la présente loi, une fois qu'un avis écrit de la créance a été envoyé par la poste au contribuable.

- (4) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :
- (3) Le ministre a le droit de recouvrer Frais d'un contribuable les frais raisonnables engagés dans le but d'obtenir le paiement de l'impôt, des intérêts et des pénalités que le contribuable devait aux termes de la présente loi et qui sont liés à :

(5) Le paragraphe 20 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» aux première et deuxième lignes et à «employeur» à la sixième ligne, de «le contribuable» et de

21 L'alinéa 21 (5) a) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier» aux troisième et quatrième lignes, de «ministre».

«contribuable».

- 22 (1) L'article 22 de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la deuxième ligne, de «contribuable».
- (2) L'article 22 est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :
- (2) Si le ministre estime que le montant Pouvoir disdes acomptes provisionnels qu'un contribua- du ministre, ble est tenu de payer aux termes de la pré-paiement sente loi au titre de l'impôt payable pour une année dépasse le montant de l'impôt payable pour l'année en question et qu'il n'est pas équitable par rapport à celui-ci, il peut, à sa discrétion, payer des intérêts au taux prescrit sur tout ou partie de l'excédent à partir de la date à laquelle il estime qu'il est équitable de considérer qu'un paiement en trop est réputé avoir été fait jusqu'à la date du remboursement ou de l'affectation de l'excédent prévue au paragraphe 6 (2).

23 L'article 23 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23 (1) Dès l'enregistrement par le minis- Privilège sur tre, au bureau d'enregistrement immobilier immeubles compétent, d'un avis de revendication du privilège et de la sûreté réelle accordés par le présent article, les impôts ou les acomptes provisionnels que doit payer ou remettre un contribuable aux termes de la présente loi constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt qu'a le contribuable sur le bien immeuble visé dans l'avis.

crétionnaire

Lien on persona property

(2) Any tax or instalment payable or required to be remitted under this Act by any taxpayer is, upon registration by the Minister with the registrar under the Personal Property Security Act of a notice claiming a lien and charge under this section, a lien and charge on any interest in personal property in Ontario owned or held at the time of registration or acquired afterwards by the taxpayer liable to pay or remit the tax or instalment.

Amounts included and priority

(3) The lien and charge conferred by subsection (1) or (2) is in respect of all amounts for which the taxpayer is liable under this Act at the time of registration of the notice or any renewal of it and all amounts for which the taxpayer afterwards becomes liable while the notice remains registered and, upon registration of a notice of lien and charge, the lien and charge has priority over all security interests, encumbrances and other claims registered or attaching to the taxpayer's property after registration of the notice.

Lien effec-

(4) A notice of lien and charge under subsection (2) is effective from the time assigned to its registration by the registrar or branch registrar and expires on the third anniversary of its registration unless a renewal notice of lien and charge is registered under this section before the end of the three-year period, in which case the lien and charge remains in effect for a further three-year period from the date the renewal notice is registered.

Same

(5) Where tax or instalments remain outstanding and unpaid at the end of the threeyear period, or its renewal, referred to in subsection (4), the Minister may register a renewal notice of lien and charge; the lien and charge remains in effect for a three-year period from the date the renewal notice is registered, until the amount is fully paid, and shall be deemed to be continuously registered since the initial notice of lien and charge was registered under subsection (2).

Where taxpaver not registered owner

- (6) Where a taxpayer has an interest in real property but is not shown as its registered owner in the proper land registry office.
 - (a) the notice to be registered under subsection (1) shall recite the interest of the taxpayer in the real property; and

- (2) Dès l'enregistrement par le ministre Privilège sur auprès du registrateur, aux termes de la Loi meubles sur les sûretés mobilières, d'un avis de revendication du privilège et de la sûreté réelle accordés par le présent article, les impôts ou les acomptes provisionnels que doit payer ou remettre un contribuable aux termes de la présente loi constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt sur des biens meubles en Ontario qui, au moment de l'enregistrement, appartiennent au contribuable ou sont détenus par lui ou qu'il acquiert par la suite.
- (3) Le privilège et la sûreté réelle accordés Montants par le paragraphe (1) ou (2) portent sur tous les montants dont le contribuable est redevable aux termes de la présente loi au moment de l'enregistrement de l'avis ou du renouvellement de celui-ci et sur tous les montants dont il devient redevable par la suite tant que l'avis demeure enregistré. Dès l'enregistrement d'un avis de privilège et de sûreté réelle, ce privilège et cette sûreté réelle ont priorité sur les autres sûretés et réclamations enregistrées à l'égard du bien du contribuable ou grevant ce bien après l'enregistrement de l'avis.
- (4) L'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) prend effet au moment de son enregistrement par le registrateur ou le registrateur régional et s'éteint le jour du troisième anniversaire de l'enregistrement, sauf si un avis de renouvellement est enregistré conformément au présent article avant la fin de cette période de trois ans, auquel cas le privilège et la sûreté réelle conservent leur effet pendant une autre période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement.
- (5) Si des impôts ou des acomptes provi- Idem sionnels sont impayés à la fin de la période de trois ans ou de son renouvellement visés au paragraphe (4), le ministre peut enregistrer un avis de renouvellement de privilège et de sûreté réelle. Ce privilège et cette sûreté réelle conservent leur effet pendant une période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement, jusqu'à ce que le montant soit payé en totalité, et sont réputés enregistrés de façon ininterrompue depuis l'enregistrement de l'avis initial de privilège et de sûreté réelle conformément au paragraphe (2).
- (6) Si le contribuable qui a un intérêt sur Cas où le un bien immeuble n'est pas inscrit comme n'est pas le propriétaire de ce bien au bureau d'enregis- propriétaire trement immobilier compétent :
 - a) l'avis qui doit être enregistré conformément au paragraphe (1) énonce l'intérêt du contribuable sur le bien immeuble;

compris et

Prise d'effet du privilège

(b) a copy of the notice shall be sent to the registered owner at the owner's address to which the latest notice of assessment under the Assessment Act has been sent.

Secured party

- (7) In addition to any other rights and remedies, if taxes or other amounts owed by a taxpayer remain outstanding and unpaid, the Minister has, in respect of a lien and charge under subsection (2),
 - (a) all the rights, remedies and duties of a secured party under sections 17, 59, 61, 62, 63 and 64, subsections 65 (4), (5), (6) and (7) and section 66 of the Personal Property Security Act;
 - (b) a security interest in the collateral for the purpose of clause 63 (4) (c) of that Act; and
 - (c) a security interest in the personal property for the purposes of sections 15 and 16 of the Repair and Storage Liens Act, if it is an article as defined in that Act.

Registration of documents

(8) A notice of lien and charge under subsection (2) or any renewal of it shall be in the form of a financing statement or a financing change statement as prescribed under the Personal Property Security Act and may be tendered for registration at a branch office established under Part IV of that Act, or by mail addressed to an address prescribed under that Act.

Errors in documents

(9) A notice of lien and charge or any renewal thereof is not invalidated nor is its effect impaired by reason only of an error or omission in the notice or in its execution or registration, unless a reasonable person is likely to be materially misled by the error or omission.

Bankruptcy and Insolvency Act (Canada) unaffected

(10) Subject to Crown rights provided under section 87 of that Act, nothing in this section affects or purports to affect the rights and obligations of any person under the Bankruptcy and Insolvency Act (Canada).

Definition

- (11) In this section, "real property" includes fixtures and any interest of a taxpayer as lessee of real property.
- 24. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsections:

Print-out admissible in evidence

(2) If a return, statement or other document has been delivered by a person to the Minister on computer disk or by other electronic medium, a document, accompanied by

- b) une copie de l'avis est envoyée au propriétaire inscrit, à l'adresse à laquelle le dernier avis d'évaluation prévu par la Loi sur l'évaluation foncière lui a été envové.
- (7) En plus de ses autres droits et recours, Créancier si des impôts ou autres montants que doit un contribuable sont impayés, le ministre, à l'égard d'un privilège et d'une sûreté réelle visés au paragraphe (2):

 - a) bénéficie de tous les droits et recours et remplit tous les devoirs d'un créancier garanti que prévoient les articles 17, 59, 61, 62, 63 et 64, les paragraphes 65 (4), (5), (6) et (7) et l'article 66 de la Loi sur les sûretés mobilières:
 - b) bénéficie d'une sûreté sur les biens grevés pour l'application de l'alinéa 63 (4) c) de cette loi;
 - c) bénéficie d'une sûreté sur le bien meuble pour l'application des articles 15 et 16 de la Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs, s'il s'agit d'un article au sens de cette loi.
- (8) Un avis de privilège et de sûreté réelle Enregistrevisé au paragraphe (2) ou un avis de renou- documents vellement est rédigé sous forme d'un état de financement ou d'un état de modification du financement prescrit par la Loi sur les sûretés mobilières et peut être présenté à l'enregistrement par remise à un bureau régional établi en vertu de la partie IV de cette loi ou par envoi par la poste à une adresse prescrite par cette loi.

(9) Une erreur ou une omission dans un Erreurs dans avis de privilège et de sûreté réelle ou du ments renouvellement de celui-ci ou encore dans la passation ou l'enregistrement de l'avis n'a pas, par elle-même, pour effet de rendre cet avis nul ni d'en réduire les effets, sauf si l'erreur ou l'omission risque d'induire substantiellement en erreur une personne raisonna-

(10) Sous réserve des droits de la Cou-Loi sur la ronne prévus à l'article 87 de cette loi, le l'insolvabilité présent article n'a pas pour effet de porter (Canada) atteinte ou de prétendre porter atteinte aux droits et obligations de quiconque visés par la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada).

- (11) Dans le présent article, «bien immeu- Définition ble» s'entend en outre des accessoires fixes et de l'intérêt qu'a un contribuable en tant que locataire d'un bien immeuble.
- 24 L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (2) Si une personne remet au ministre une Imprimé déclaration, un état ou autre document sur damissible en preuve disque ou par un autre moyen électronique, un document qui est accompagné du certifi-

the certificate of the Minister, or of a person authorized by the Minister, stating that the document is a print-out of the return, statement or document received by the Minister from the person and certifying that the information contained in the document is a true and accurate representation of the return. statement or document delivered by the person, is admissible in evidence and shall have the same probative force as the original return, statement or document would have had if it had been delivered as a paper return, statement or document.

Same

(3) The Minister or a person authorized by the Minister may, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, reproduce from original data stored electronically any document previously issued by the Minister under this Act, and the electronically reproduced document shall be admissible in evidence and shall have the same probative force as the original document would have had if it had been proved in the ordinary way.

Same

- (4) If the data contained on a return, statement or other document received by the Minister from a person has been stored electronically by the Minister on computer disk or other electronic medium and the paper return, statement or other document has been destroyed by a person so authorized by the Minister, a document, accompanied by the certificate of the Minister or of a person authorized by the Minister, stating that the document is a print-out of the data contained on the return, statement or other document received and stored electronically by the Minister and certifying that the information contained in the document is a true and accurate representation of the data contained on the return, statement or document delivered by the person, is admissible in evidence and shall have the same probative force as the original return, statement or document would have had if it had been proved in the ordinary way.
- 25. Section 27 of the Act is amended by inserting after "employed" in the first line "or formerly employed".
- 26. Section 28 of the Act is repealed and following substituted:

Exchange of information

28. The Minister may, for the purpose of administering this Act, enter into agreements with the Government of Canada or any province or territory of Canada, or with a ministry or a prescribed board, commission or agency of such a government, under which the government, ministry, board, commission or agency will be allowed access to information obtained by the Minister under this Act and will allow the Minister access to information the government, ministry, board, comcat du ministre ou de la personne qu'il autorise, indiquant que le document est un imprimé de la déclaration, de l'état ou du document recu de la personne par le ministre et certifiant que les renseignements contenus dans le document constituent une présentation exacte et fidèle de la déclaration, de l'état ou du document remis par la personne, est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue s'il avait été remis sur papier.

(3) Aux fins de l'application de la présente Idem loi, le ministre ou la personne qu'il autorise peut reproduire à partir de données déjà stockées sur support électronique un document délivré antérieurement par le ministre aux termes de la présente loi. Le document reproduit électroniquement est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue si la preuve en avait été faite de la façon habituelle.

- (4) Si les données contenues dans une Idem déclaration, un état ou un autre document reçu d'une personne par le ministre ont été stockées par celui-ci sur disque ou sur un autre support électronique et que la déclaration, l'état ou l'autre document sur papier a été détruit par une personne autorisée par le ministre, un document qui est accompagné du certificat du ministre ou de la personne qu'il autorise, indiquant que le document est un imprimé des données contenues dans la déclaration, l'état ou l'autre document reçu et stocké sur support électronique par le ministre et certifiant que les renseignements contenus dans le document constituent une présentation exacte et fidèle des données contenues dans la déclaration, l'état ou le document remis par la personne, est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue si la preuve en avait été faite de la façon habituelle.
- 25 L'article 27 de la Loi est modifié par insertion, après «est chargé» à la première ligne, de «a déjà été chargé».
- 26 L'article 28 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 28 Aux fins de l'application de la présente Échange de loi, le ministre peut conclure des accords ments avec le gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada, ou avec un ministère ou un conseil, une commission, une régie ou un organisme prescrit de ce gouvernement, aux termes desquels le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aura accès aux renseignements obtenus par le ministre aux termes de la présente loi et le ministre

mission or agency has obtained under statutory authority.

- 27.—(1) The French version of clause 29 (2) (a) of the Act is amended by striking out "exerce des activités commerciales" in the second and third lines and substituting "exploite une entreprise".
- (2) The French version of clause 29 (2) (b) of the Act is amended by striking out "exercent des activités commerciales" in the first and second lines and substituting "exploitent une entreprise".
- (3) The French version of clause 29 (3) (b) of the Act is amended by striking out "exercent des activités commerciales" in the first and second lines and substituting "exploitent une entreprise".
- 28. Section 30 of the Act is repealed and the following substituted:

Penalties. failure to deliver return

30.—(1) Every person who fails to deliver a return at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 10 per cent of the tax required to be accounted for on the return that was unpaid on the date the return was required to be delivered, if the tax is at least \$500, but the penalty shall not be more than \$2,500 for each tax account maintained by the Minister for the taxpayer.

Penalty, failure to deliver statement

(2) Every person who fails to deliver a statement at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 10 per cent of the instalment or portion of the instalment required to be reported on the statement that was unpaid on the date the statement was required to be delivered, if the instalment or portion is at least \$500, but the penalty shall not be more than \$2,500 for each tax account maintained by the Minister for the taxpayer.

Failure to complete

- (3) Every person who fails to complete the information required on a return, statement or other document required to be filed under the Act is liable to a penalty when assessed therefor equal to,
 - (a) in the case of a return or statement, the greater of 1 per cent of the tax or the instalment or portion of the instalment to which the return or statement relates, or \$50, up to a maximum of \$200; or
 - (b) in the case of any other document, \$50.

- aura accès aux renseignements obtenus par le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aux termes d'un texte législatif.
- 27 (1) La version française de l'alinéa 29 (2) a) de la Loi est modifiée par substitution, à «exerce des activités commerciales» aux deuxième et troisième lignes, de «exploite une entreprise».
- (2) La version française de l'alinéa 29 (2) b) de la Loi est modifiée par substitution, à «exercent des activités commerciales» aux première et deuxième lignes, de «exploitent une entreprise».
- (3) La version française de l'alinéa 29 (3) b) de la Loi est modifiée par substitution, à «exercent des activités commerciales» aux première et deuxième lignes, de «exploitent une entreprise».
- 28 L'article 30 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 30 (1) Quiconque ne remet pas de décla- Pénalité pour ration à la date et de la façon exigées par la remettre une présente loi ou les règlements paie une péna- déclaration lité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à 10 pour cent de l'impôt qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle la déclaration devait être remise, si l'impôt s'élève à au moins 500 \$. La pénalité ne doit toutefois pas dépasser 2 500 \$ pour chaque compte d'impôt tenu par le ministre pour le contribuable.
- (2) Quiconque ne remet pas d'état à la Pénalité pour date et de la façon exigées par la présente loi ou les règlements paie une pénalité, quand état une cotisation est établie à son égard, égale à 10 pour cent de l'acompte provisionnel ou de la portion de celui-ci qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle l'état devait être remis, si l'acompte provisionnel ou la portion de celui-ci s'élève à au moins 500 \$. La pénalité ne doit toutefois pas dépasser 2 500 \$ pour chaque compte d'impôt tenu par le ministre pour le contribuable.
- (3) Quiconque ne fournit pas les rensei- Omission de gnements exigés dans une déclaration, un déclaration état ou un autre document qui doit être produit aux termes de la présente loi est passible d'une pénalité, quand une cotisation est établie à son égard, égale :
 - a) dans le cas d'une déclaration ou d'un état, à 1 pour cent de l'impôt ou de l'acompte provisionnel ou de la portion de l'acompte en rapport avec la déclaration ou l'état, ou à 50 \$, le montant le plus élevé étant retenu, jusqu'à concurrence de 200 \$:
 - b) dans le cas des autres documents, à 50 \$.

avoir omis de

avoir omis de

False statements

- (4) Where a taxpayer or a person acting or purporting to act on behalf of a taxpayer, knowingly, or in circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of an incorrect statement or an omission in a return, certificate or other document delivered or made under this Act or the regulations, the taxpayer is liable to a penalty when assessed therefor of 25 per cent of the amount, if any, by which,
 - (a) the tax for the year that would be payable under this Act if the amount on which the tax for the year had been computed included any amount that was not included by reason of the incorrect statement or omission,

exceeds.

- (b) the tax for the year that would have been payable by the taxpayer under this Act had the tax payable for the year been calculated on the basis of the information provided in the return, certificate or other document, as the case may be.
- 29. Subsections 30 (1) and (2) of the Act, as re-enacted by section 28 of this Act, are repealed and the following substituted:

Penalties. failure to deliver return

(1) Every person who fails to deliver a return at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 5 per cent of the tax required to be accounted for on the return that was unpaid on the date the return was required to be delivered, if the tax is at least \$1,000.

Penalty. failure to deliver statement

- (2) Every person who fails to deliver a statement at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 5 per cent of the instalment or portion of the instalment required to be accounted for on the statement that was unpaid on the date the statement was required to be delivered, if the instalment or portion is at least \$1,000.
- **30.**—(1) Subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out "an employer" in the fifth line and substituting "a taxpayer".
- (2) Subsection 31 (3) of the Act is amended by striking out "an employer" in the fourth line and substituting "a taxpayer".

- (4) Si un contribuable ou une personne Affirmation qui agit ou prétend agir pour le compte d'un contribuable, sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde dans l'exercice d'une fonction ou l'acquittement d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, fait une affirmation inexacte ou une omission dans une déclaration, un certificat ou un autre document remis ou fait aux termes de la présente loi ou des règlements, ou participe, consent ou acquiesce à un tel acte ou à une telle omission, le contribuable est passible d'une pénalité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à 25 pour cent du montant de l'excédent éventuel :
 - a) de l'impôt pour l'année qui serait payable aux termes de la présente loi si le montant qui a servi au calcul de l'impôt pour l'année incluait un montant qui n'a pas été inclus en raison de l'affirmation inexacte ou de l'omission;

SHT:

- b) l'impôt pour l'année qui aurait été payable par le contribuable aux termes de la présente loi si l'impôt payable pour l'année avait été calculé sur la foi des renseignements fournis dans la déclaration, le certificat ou l'autre document, selon le cas.
- 29 Les paragraphes 30 (1) et (2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 28 de la présente loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (1) Quiconque ne remet pas de déclara- Pénalité pour tion à la date et de la façon exigées par la remettre une présente loi ou les règlements paie une péna- déclaration lité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à 5 pour cent de l'impôt qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle la déclaration devait être remise, si l'impôt s'élève à au moins 1 000 \$.

avoir omis de

- (2) Quiconque ne remet pas d'état à la date et de la façon exigées par la présente loi ou les règlements paie une pénalité, quand état une cotisation est établie à son égard, égale à 5 pour cent de l'acompte provisionnel ou de la portion de celui-ci qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle l'état devait être remis, si l'acompte provisionnel ou la portion de celui-ci s'élève à au moins 1 000 \$.
- 30 (1) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la cinquième ligne, de «contribuable».
- (2) Le paragraphe 31 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la troisième ligne, de «contribuable».

Pénalité pour avoir omis de remettre un

- (3) Subsection 31 (4) of the Act is amended by striking out "an employer" in the fourth line and substituting "a taxpayer".
- (4) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refund obtained by fraud

- (8) Every person who, by deceit, falsehood, or by any fraudulent means, obtains or attempts to obtain a refund or rebate of tax under this Act or the regulations to which the person is not entitled is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than an amount that is double the amount of the refund or rebate obtained or sought to be obtained, or to a term of imprisonment of not more than two years, or to both.
- 31. Section 32 of the Act is repealed and the following substituted:

Offence, failure to deliver return

- 32. Every person who fails to deliver a return at the time and in the manner required by this Act or the regulations, or who fails to supply information or fails to produce material as required by section 15, is guilty of an offence and is liable on conviction to a fine of not less than \$50 and not more than \$500 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.
- 32. Section 34 of the Act is repealed and the following substituted:

Offence obstruction

- 34. Every person who obstructs an auditor or withholds or conceals from any auditor any record, book of account or other document or information that is relevant or may be relevant for the purposes of determining compliance or non-compliance with this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$50 and not more than \$5,000 on a first conviction and not less than \$100 and not more than \$10,000 on each subsequent conviction.
- 33. Section 35 of the Act is amended by striking out "on conviction" in the fifth line.
- 34. Subsection 38 (1) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (i) prescribing the classes of persons who may calculate tax or instalments of tax under this Act as if remuneration paid by such a person were paid by more than one employer, the circumstances in which the classes of persons may calculate tax or instalments in that manner, and the method for determining the amount of the remuneration and the tax or the

- (3) Le paragraphe 31 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la quatrième ligne, de «contribuable».
- (4) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(8) Quiconque obtient ou tente d'obtenir Remboursepar un moyen trompeur, mensonger ou frauduleux un remboursement de l'impôt prévu par la présente loi ou les règlements auquel il n'a pas droit est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus le double du montant du remboursement qu'il a obtenu ou tenté d'obtenir et d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou d'une seule de ces peines.

31 L'article 32 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

32 Quiconque ne remet pas de déclara- Infraction, tion à la date et de la façon exigées par la remettre une présente loi ou les règlements ou ne fournit déclaration pas les renseignements ou ne produit pas la documentation exigés par l'article 15 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 500 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l'infraction est commise ou se poursuit.

- 32 L'article 34 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 34 Quiconque entrave un vérificateur ou Infraction, refuse de lui fournir ou lui dissimule les registres, livres de comptes ou autres documents ou renseignements qui sont ou peuvent être pertinents en vue de déterminer si la présente loi est observée ou non est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 10 000 \$ dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente.
- 33 L'article 35 de la Loi est modifié par suppression de «sur déclaration de culpabilité, et» à la quatrième ligne.
- 34 Le paragraphe 38 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - i) prescrire les catégories de personnes qui peuvent calculer l'impôt ou les acomptes provisionnels d'impôt aux termes de la présente loi comme si la rémunération versée par de telles personnes était versée par plus d'un employeur, les circonstances dans lesquelles les catégories de personnes peuvent faire le calcul de cette façon ainsi que la méthode

2.7

instalments that will be considered to be paid or payable by each person.

- 35. Section 40 of the Act is amended by striking out "employer" in the third line and in the fourth line and substituting in each case "taxpayer".
- **36.** The French version of the title of the Act is repealed and the following substituted:

de calcul du montant de la rémunération et de l'impôt ou des acomptes provisionnels qui seront considérés comme étant payés ou pavables par chacune de ces personnes.

- 35 L'article 40 de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la troisième ligne et à «L'employeur» aux quatrième et cinquième lignes, de «contribuable» et de «Le contribuable».
- 36 La version française du titre de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

LOI SUR L'IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

- 37. Subsection 65 (3) of the Workers' Compensation Act is amended by adding the following clause:
 - (k) subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, for the purpose of administering this Act, enter into agreements with the Government of Canada or any province or territory of Canada, or with a ministry, board, commission or agency of such a government, under which the government, ministry, board, commission or agency will be allowed access to information obtained by the Board under this Act and will allow the Board access to information the government, ministry, board, commission or agency has obtained under statutory authority.

Application

38.-(1) The definition "small of employer" in subsection 1 (1) of the Employer Health Tax Act, as it read immediately before the day this Act receives Royal Assent, and subsections 3 (6) and (7) and 7 (5) of the Act, as they read on December 31, 1992, continue to apply for the purposes of assessments and reassessments of tax and interest payable in respect of 1990.

Same

(2) Subsection 3 (2) of the Act, as reenacted by section 3 of this Act, applies in respect of instalments otherwise required to be remitted after May 1, 1992.

Same

(3) Subsection 5 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 5 (1) of this Act, and subsections 5 (8), (9) and (10) of the Act, as enacted by subsection 5 (6) of this Act, apply in respect of returns required to be filed in respect of 1993 and subsequent years.

Same

(4) Subsection 22 (2) of the Act, as enacted by subsection 22 (2) of this Act, applies in

- 37 Le paragraphe 65 (3) de la Loi sur les accidents du travail est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - k) sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de l'application de la présente loi, conclure des ententes avec le gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada, ou avec un ministère, un conseil, une commission, une régie ou un organisme de ce gouvernement, aux termes desquelles le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aura accès aux renseignements obtenus par la Commission aux termes de la présente loi et la Commission aura accès aux renseignements obtenus par le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aux termes d'un texte législatif.
- 38 (1) La définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé, telle qu'elle existait immédiatement avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, et les paragraphes 3 (6) et (7) ainsi que 7 (5) de la Loi, tels qu'ils existaient le 31 décembre 1992, continuent de s'appliquer aux fins des cotisations et nouvelles cotisations d'impôt et des intérêts payables pour 1990.
- (2) Le paragraphe 3 (2) de la Loi, tel qu'il Idem est adopté de nouveau par l'article 3 de la présente loi, s'applique aux acomptes provisionnels qui doivent par ailleurs être payés après le 1er mai 1992.
- (3) Le paragraphe 5 (1.1) de la Loi, tel Idem qu'il est adopté par le paragraphe 5 (1) de la présente loi, et les paragraphes 5 (8), (9) et (10) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par le paragraphe 5 (6) de la présente loi, s'appliquent aux déclarations qui doivent être produites pour les années 1993 et suivantes.
- (4) Le paragraphe 22 (2) de la Loi, tel qu'il Idem est adopté par le paragraphe 22 (2) de la

Champ d'ap-

respect of instalments payable for years ending before or after this Act receives Royal Assent.

Commence-

39.—(1) Except as provided in subsections (2) to (6), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 1 (4) shall be deemed to have come into force on June 1, 1993.

Same

(3) Subsection 1 (8) shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.

Sam

(4) Subsection 3 (2) shall be deemed to have come into force on May 1, 1992.

Same

(5) Subsections 1 (9) and (10), section 2, subsections 3 (1) and (3), sections 4, 5 and 6, subsections 7 (1) and (3), sections 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 16, subsection 18 (1), sections 19 and 20, subsection 22 (1) and sections 28, 34 and 35 shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

Same

(6) Subsection 7 (2) and section 29 come into force on January 1, 1994.

Short title

40. The short title of this Act is the Employer Health Tax Amendment Act, 1993.

présente loi, s'applique aux acomptes provisionnels payables pour les années se terminant avant ou après le moment où la présente loi reçoit la sanction royale.

39 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à Entrée en (6), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 1 (4) est réputé être ldem entré en vigueur le 1er juin 1993.

- (3) Le paragraphe 1 (8) est réputé être ^{Idem} entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992.
- (4) Le paragraphe 3 (2) est réputé être ldem entré en vigueur le 1er mai 1992.
- (5) Les paragraphes 1 (9) et (10), l'article Idem 2, les paragraphes 3 (1) et (3), les articles 4, 5 et 6, les paragraphes 7 (1) et (3), les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16, le paragraphe 18 (1), les articles 19 et 20, le paragraphe 22 (1) et les articles 28, 34 et 35 sont réputés être entrés en vigueur le 1er janvier 1993.
- (6) Le paragraphe 7 (2) et l'article 29 Idem entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1994.
- 40 Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1993 modifiant la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé.











3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

3° SESSION, 35° LÉGISLATURE, ONTARIO 43 ELIZABETH II, 1994

Bill 110

(Chapter 8 Statutes of Ontario, 1994)

An Act to amend the Employer Health Tax Act and the Workers' **Compensation Act**

Projet de loi 110

(Chapitre 8 Lois de l'Ontario de 1994)

Loi modifiant la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé et la Loi sur les accidents du travail

The Hon. F. Laughren

Minister of Finance

L'honorable F. Laughren Ministre des Finances



1st Reading October 26, 1993

2nd Reading May 2, 1994

3rd Reading June 15, 1994

June 23, 1994 Royal Assent

1^{re} lecture 26 octobre 1993

2^e lecture 2 mai 1994

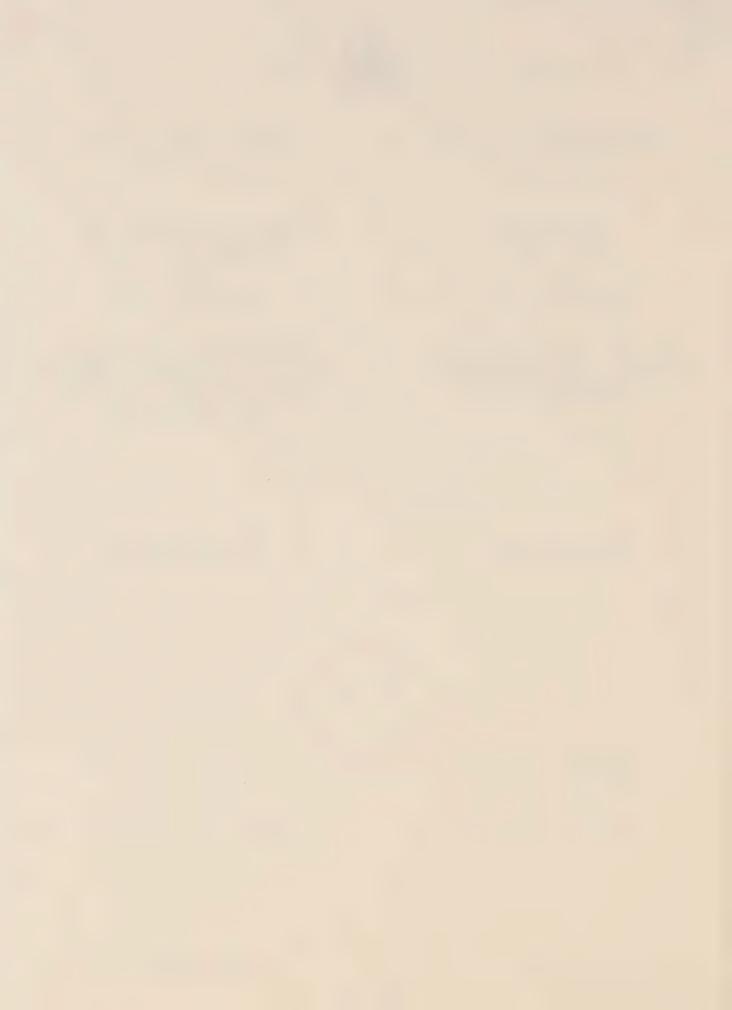
3^e lecture 15 juin 1994

Sanction royale 23 juin 1994









1994

An Act to amend the Employer Health Tax Act and the Workers' Compensation Act

Loi modifiant la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé et la Loi sur les accidents du travail

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

- 1. (1) Clause (c) of the definition of "employee" in subsection 1 (1) of the *Employer Health Tax Act* is repealed.
- (2) The definition of "inspector" in subsection 1 (1) of the Act is repealed.
- (3) The definitions of "Minister" and "Ministry" in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:
- "Minister" means the Minister of Finance; ("ministre")
- "Ministry" means the Ministry of Finance. ("ministère")
- (4) The definition of "remuneration" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:
- "remuneration" includes all payments, benefits and allowances received or deemed to be received by an individual that, by reason of section 5, 6 or 7 of the Income Tax Act (Canada), are required, or would be required if the individual were resident in Canada, to be included in the income of the individual for the purposes of that Act and, without limiting the generality of the foregoing, includes salaries and wages, bonuses, taxable allowances and commissions and other similar amounts fixed by reference to the volume of sales made or contracts negotiated, but does not include a pension, annuity or superannuation benefit paid by an employer to a former employee after retirement of the employee. ("rémunération")
- (5) The definition of "small employer" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

- 1. (1) L'alinéa c) de la définition de «employé» au paragraphe 1 (1) de la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé est abrogé.
- (2) La définition de «inspecteur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.
- (3) Les définitions de «ministre» et de «ministère» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :
- «ministre» Le ministre des Finances. («Minister»)
- «ministère» Le ministère des Finances. («Ministry»)
- (4) La définition de «rémunération» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
- «rémunération» S'entend notamment de tous les paiements, avantages et allocations qui sont reçus ou réputés reçus par un particulier et qui, en raison de l'article 5, 6 ou 7 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), doivent être inclus dans le revenu du particulier, ou devraient l'être si le particulier était un résident du Canada, pour l'application de cette loi. Sans préjudice de la portée générale de ce qui précède, sont inclus dans la présente définition les traitements, salaires, primes, allocations imposables, commissions et autres montants semblables fixés en fonction du volume des ventes effectuées ou des contrats négociés. La présente définition exclut toutefois les pensions, rentes ou prestations de retraite versées par un employeur à un ancien employé après que l'employé a pris sa retraite. («remuneration»)
- (5) La définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- "small employer", in respect of a year, means an employer who pays total Ontario remuneration for the year that does not exceed the amount prescribed for the year. ("petit employeur")
- (6) The definition of "Treasurer" in subsection 1 (1) of the Act is repealed.
- (7) Subsection 1 (1) of the Act is amended by adding the following definition:
- "auditor" means a person appointed by the Minister to carry out audits and examinations under this Act. ("vérificateur")
- (8) Subsection 1 (1) of the Act is further amended by adding the following definitions:
- "business" includes a profession, calling, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever and an adventure or concern in the nature of trade, but does not include an office or employment; ("entreprise", "affaire")
- "fiscal year", in respect of a business carried on by a self-employed individual, means the same time period that is the fiscal period of the business under the *Income Tax Act* (Canada), or would be the fiscal period of the business if the individual were subject to tax under that Act in respect of income from that business, and a reference to a fiscal year ending during a year includes a reference to a fiscal year ending coincidentally with that year; ("exercice")
- "net self-employment income" of an individual for a year is the amount, if any, by which,
 - (a) the aggregate of all amounts each of which is the individual's self-employment income from a business for a fiscal year ending during the year,

exceeds,

- (b) the aggregate of all amounts each of which is the individual's self-employment loss from a business for a fiscal year ending during the year; ("revenu net d'un travail indépendant")
- "self-employed individual" includes a person, other than a corporation, who carries on one or more businesses either alone or as a member of or a participant in a partnership, joint venture, syndicate, association or similar unincorporated organization, but does not include a person who is a limited partner of a limited partnership as long as that person is not liable as a general partner of that partnership; ("travailleur indépendant")
- "self-employment income" and "self-employment loss" of an individual from a business

- «petit employeur» Relativement à une année, l'employeur qui verse une rémunération totale en Ontario pour l'année qui ne dépasse pas le montant prescrit pour l'année en question. («small employer»)
- (6) La définition de «trésorier» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.
- (7) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
- «vérificateur» Personne nommée par le ministre pour procéder à des vérifications et à des examens en vertu de la présente loi. («auditor»)
- (8) Le paragraphe 1 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :
- «contribuable» Quiconque est un employeur ou un travailleur indépendant, ou les deux, qu'il soit assujetti ou non à l'impôt prévu par la présente loi. («taxpayer»)
- «entreprise» ou «affaire» S'entend notamment d'une profession, d'un métier, d'un commerce, d'une industrie ou d'une activité de quelque genre que ce soit, y compris un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. La présente définition exclut toutefois une charge ou un emploi. («business»)
- «exercice» Relativement à une entreprise exploitée par un travailleur indépendant, s'entend de la période qui constitue l'exercice financier de l'entreprise aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), ou qui constituerait l'exercice financier de l'entreprise si le travailleur était assujetti à l'impôt prévu par cette loi à l'égard du revenu tiré de cette entreprise. La mention d'un exercice se terminant dans une année comprend un exercice dont la fin coïncide avec celle de l'année en question. («fiscal year»)
- «revenu d'un travail indépendant» et «perte d'un travail indépendant» À l'égard de l'entreprise d'un particulier, s'entend du revenu ou de la perte, selon le cas, déterminé aux termes de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), que le particulier ou le revenu soit assujetti ou non à l'impôt prévu par cette loi. («selfemployment income», «self-employment loss»)
- «revenu net d'un travail indépendant» Le revenu net d'un travail indépendant d'un particulier pour une année correspond à l'excédent éventuel :
 - a) du total de tous les montants dont chacun représente le revenu d'un travail indépendant qu'il a tiré d'une entreprise pour un exercice se terminant dans l'année,

means the income or loss, as the case may be, of the individual from carrying on that business, as determined under Part I of the Income Tax Act (Canada), whether or not the individual or the income from that business would be subject to tax under that Act; ("revenu d'un travail indépendant", "perte d'un travail indépendant")

"taxpayer" means a person who is an employer or a self-employed individual, or both, whether or not that person is liable to pay tax under this Act. ("contribuable")

(9) Subsection 1 (2) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Permanent establishment, employer

- (2) In this Act, "permanent establishment" in respect of an employer includes any fixed place of business, including an agency, a branch, a factory, a farm, a gas well, a mine, an office, an oil well, timberland, a warehouse and a workshop and, without limiting the generality of the foregoing,
- (10) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Permanent establishment, selfemployed

(3) In this Act, "permanent establishment" in respect of a self-employed individual means a "permanent establishment" as defined in Part XXVI of the regulations made under the Income Tax Act (Canada).

Taxable selfemployment

(4) The taxable self-employment income of an individual for a year is the amount by which his or her net self-employment income for the year from all sources exceeds \$40,000.

Relief from double tax

(5) If the amount of tax paid or payable by a taxpayer under subsection 2 (2) ceases to be permitted as a deduction in determining the taxpayer's income or loss from a business for the purposes of Part I of the Income Tax Act (Canada), the taxpayer's self-employment income or loss, if any, from the business for the purposes of this Act shall continue to be determined as if such amount were still permitted as a deduction.

b) le total de tous les montants dont chacun représente la perte d'un travail indépendant qu'il a subie à l'égard d'une entreprise pour un exercice se terminant dans l'année. («net selfemployment income»)

«travailleur indépendant» S'entend notamment d'une personne, autre qu'une personne morale, qui exploite une ou plusieurs entreprises soit seule, soit comme membre ou participant d'une société en nom collectif, d'une entreprise commune, d'un consortium, d'une association ou d'un organisme semblable sans personnalité morale. La présente définition exclut toutefois la personne qui est commanditaire d'une société en commandite tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas responsable à titre de commandité. («self-employed individual»)

(9) Le paragraphe 1 (2) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(2) Dans la présente loi, «établissement Établissement permanent», relativement à un employeur, employeur s'entend notamment des établissements fixes, y compris une agence, une succursale, une usine, une ferme, un puits de gaz, une mine, un bureau, un puits de pétrole, une terre à bois, un entrepôt, un atelier et, sans préjudice de la portée générale de ce qui précède :

- (10) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (3) Dans la présente loi, «établissement Établissement permanent», relativement à un travailleur indépendant, s'entend d'un «établissement indépendant permanent» au sens de la partie XXVI des règlements pris en application de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

- (4) Le revenu imposable d'un travail Revenu impoindépendant d'un travailleur pour une année travail indécorrespond au montant de l'excédent de son pendant revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, sur 40 000 \$.

(5) Si le montant de l'impôt payé ou paya- Exonération ble par un contribuable aux termes du para- imposition graphe 2 (2) cesse d'être admis comme déduction pour déterminer le revenu tiré d'une entreprise pour l'application de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) ou la perte subie à l'égard de cette entreprise, le revenu ou la perte d'un travail indépendant du contribuable, le cas échéant, provenant de l'entreprise pour l'application de la présente loi continue d'être déterminé comme si ce montant était toujours admis comme déduction.

2. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Tax on selfindividual

(1.1) A health tax for each year, calculated in accordance with this Act, is imposed on every self-employed individual resident in Ontario on the 31st day of December of the year and shall be payable to the Crown in right of Ontario in addition to any tax that such self-employed individual may be required to pay under this Act as an employer.

Calculation of tax, selfemployed individual

- (2.1) The amount of tax payable by a selfemployed individual for a year under subsection (1.1) is 78 per cent of the amount equal
 - (a) if the net self-employment income of the individual for the year from all sources does not exceed \$200,000, 0.98 per cent of the taxable self-employment income of the individual for the year from all sources;
 - (b) if the net self-employment income of the individual for the year from all sources exceeds \$200,000 but does not exceed \$400,000, the amount determined according to the following for-

$$T = \$1,568 + 0.02726 (N - \$200,000)$$

Where:

T is the amount of tax in dollars;

N is the amount of net self-employment income of the individual for the year from all sources;

(c) if the net self-employment income of the individual for the year from all sources exceeds \$400,000, 1.95 per cent of the taxable self-employment income of the individual for the year from all sources.

Transitional. self-employed indi-vidual

(2.2) The amount of tax payable by a selfemployed individual under subsection (1.1) in respect of 1993 shall not exceed the amount determined according to the following formula:

$$X = T \times Y/Z$$

Where:

X is the amount of tax in dollars payable by the individual as a self-employed individual for 1993 before any adjustment that may be permitted under subsection (2.3);

2. L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le travailleur indépendant qui est Imposition résident de l'Ontario le 31 décembre de l'année paie chaque année un impôt-santé cal-dants culé conformément à la présente loi. Il verse cet impôt à la Couronne du chef de l'Ontario en plus de l'impôt qu'il peut être tenu de payer à titre d'employeur aux termes de la présente loi.

(2.1) Le montant de l'impôt payable par Calcul de l'impôt, traun travailleur indépendant pour une année vailleur aux termes du paragraphe (1.1) correspond à indépendant 78 pour cent du montant suivant :

- a) si son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, ne dépasse pas 200 000 \$, 0,98 pour cent de son revenu imposable d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances;
- b) si son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, dépasse 200 000 \$ mais ne dépasse pas 400 000 \$, le montant déterminé selon la formule suivante :

$$I = 1 568 + 0,02726 (N - 200 000 \$)$$

où:

I représente le montant de l'impôt en dollars;

N représente le montant de son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances:

- c) si son revenu net d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances, dépasse 400 000 \$, 1,95 pour cent de son revenu imposable d'un travail indépendant pour l'année, de toutes provenances.
- (2.2) Le montant de l'impôt payable par Disposition un travailleur indépendant aux termes du travailleur paragraphe (1.1) à l'égard de 1993 ne doit indépendant pas dépasser le montant déterminé selon la formule suivante:

$$X = I \times Y/Z$$

où:

X représente le montant de l'impôt en dollars que le travailleur doit payer à titre de travailleur indépendant pour 1993 avant tout rajustement que permet le paragraphe (2.3);

T is the amount of tax otherwise determined for 1993 under this Act without regard to this subsection and subsection (2.3);

Y is the total of all amounts each of which is the number of days after the 30th day of April, 1992 in a fiscal year ending in 1993 of a business carried on by the selfemployed individual; and

Z is the total of all amounts each of which is the number of days in a fiscal year ending in 1993 of a business carried on by the selfemployed individual.

Ontario allocation factor

(2.3) If a self-employed individual subject to tax under subsection (1.1) for a particular year has a permanent establishment outside Ontario during that year, the amount of tax payable by the individual for the year as a self-employed individual shall be the amount of tax otherwise determined for the year under this Act, multiplied by the individual's Ontario allocation factor for the year as determined in the prescribed manner.

3. (1) Subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Instalments

- (1) Except as otherwise provided, every taxpayer shall pay instalments on account of the tax payable for a year under this Act as required under the following rules:
 - 1. A small employer shall pay quarterly instalments to the Minister at the prescribed times.
 - 2. An employer other than a small employer shall pay monthly instalments to the Minister at the prescribed times during the year.
 - 3. A self-employed individual shall pay one instalment to the Minister at the prescribed time, in addition to any instalments required to be paid by the individual as an employer.
- (2) Subsection 3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception, employer

- (2) An employer is not required to pay instalments on account of the tax payable for a year as an employer under this Act if,
 - (a) the amount of the total Ontario remuneration for the year will not exceed \$200,000; or

I représente le montant de l'impôt déterminé par ailleurs pour 1993 aux termes de la présente loi sans égard au présent paragraphe et au paragraphe (2.3);

Y représente le total de tous les montants dont chacun représente le nombre de jours après le 30 avril 1992 dans l'exercice se terminant en 1993 d'une entreprise exploitée par le travailleur indépendant;

Z représente le total de tous les montants dont chacun représente le nombre de jours dans l'exercice se terminant en 1993 d'une entreprise exploitée par le travailleur indépendant.

(2.3) Si un travailleur indépendant assu- Coefficient de jetti à l'impôt aux termes du paragraphe l'Ontario (1.1) pour une année donnée a un établissement permanent à l'extérieur de l'Ontario pendant cette année-là, le montant de l'impôt qu'il doit payer pour l'année à titre de travailleur indépendant correspond au montant de l'impôt déterminé par ailleurs pour l'année aux termes de la présente loi, multiplié par son coefficient de répartition de l'Ontario pour l'année, déterminé de la façon prescrite.

3. (1) Le paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Sauf disposition contraire, le contri- Acomptes buable paie des acomptes provisionnels au titre de l'impôt payable pour une année aux termes de la présente loi selon les règles suivantes:

- 1. Un petit employeur paie des acomptes provisionnels trimestriels au ministre aux dates prescrites.
- 2. Un employeur autre qu'un petit employeur paie des acomptes provisionnels mensuels au ministre aux dates prescrites pendant l'année.
- 3. Un travailleur indépendant paie un acompte provisionnel au ministre à la date prescrite, en plus de ceux qu'il est tenu de payer à titre d'employeur.

(2) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (2) L'employeur n'est pas tenu de payer Exception, des acomptes provisionnels au titre de l'impôt payable pour une année à titre d'employeur aux termes de la présente loi si, selon le cas:
 - a) le montant de la rémunération totale en Ontario pour l'année ne dépassera pas 200 000 \$;

- (b) the total Ontario remuneration for the year was paid or will be paid by the employer during one month in the
- (3) Subsections 3 (3), (4), (5), (6) and (7) of the Act are repealed and the following substituted:

Exception, self-employed individual

(3) A self-employed individual is not required to pay an instalment on account of tax payable for the year as a self-employed individual under this Act if the amount of the instalment would be less than the prescribed amount.

Instalment amount. employer

(4) The amount of an instalment payable by a person as an employer under this section shall be determined according to the following formula:

$$P = S \times R$$

Where:

P is the amount of the instalment in dollars:

S is the total Ontario remuneration, if any, paid by the employer during the month or quarter, as applicable, last ending before the date the instalment is required to be paid;

R is the rate applicable under subsection 2 (2),

- to the estimated total Ontario remuneration to be paid by the employer during the year both before and after the date the instalment is required to be paid, if the year in respect of which the instalment is being paid is the first or second consecutive year in which the employer is subject to tax under this Act as an employer; or
- to the total Ontario remuneration paid by the employer during the immediately preceding year, if the year in respect of which the instalment is being paid is a year subsequent to the first two consecutive years in which the employer is subject to tax under this Act as an employer.

- b) la rémunération totale en Ontario pour l'année a été ou sera versée par l'employeur pendant un mois de l'an-
- (3) Les paragraphes 3 (3), (4), (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce

(3) Le travailleur indépendant n'est pas Exception, tenu de payer d'acompte provisionnel au titre indépendant de l'impôt payable pour l'année à titre de travailleur indépendant aux termes de la présente loi si le montant de l'acompte provisionnel qu'il verserait était inférieur au montant prescrit.

(4) Le montant d'un acompte provisionnel Montant de payable par une personne à titre d'employeur provisionnel, aux termes du présent article est déterminé employeur selon la formule suivante :

$$P = S \times T$$

où:

P représente le montant de l'acompte provisionnel en dollars;

S représente la rémunération totale en Ontario, le cas échéant, versée par l'employeur pendant le mois ou le trimestre, selon le cas, qui se termine avant la date où l'acompte provisionnel doit être payé;

T représente le taux applicable aux termes du paragraphe 2 (2):

- soit à la rémunération totale estimative en Ontario que doit verser l'employeur pendant l'année avant et après la date à laquelle l'acompte provisionnel doit être payé, si l'année à l'égard de laquelle cet acompte est payé est la première ou la deuxième année consécutive où l'employeur est assujetti à l'impôt à titre d'employeur aux termes de la présente loi:
- b) soit à la rémunération totale en Ontario versée par l'employeur l'année précédente, si l'année à l'égard de laquelle l'acompte provisionnel est payé est une année postérieure aux deux premières années consécutives où l'employeur est assujetti à l'impôt à titre d'employeur aux termes de la présente loi.
- (5) Le montant de l'acompte provisionnel Montant de payable par un contribuable à titre de travail-

travail indé-

pendant

Instalment amount, selfemployed

(5) The amount of the instalment payable for a year under this section by a taxpayer as a self-employed individual shall be one-half of the amount of tax payable by the individual as a self-employed individual for the year or for the immediately preceding year, whichever is the lesser amount.

Transitional

- (6) The amount of the instalment payable under this section for 1993 by a taxpayer as a self-employed individual shall be one-half of the lesser of,
 - (a) the amount of tax payable by the individual as a self-employed individual for 1993 as determined under subsection 2 (2.2), and under subsection 2 (2.3), if applicable; or
 - (b) the amount that would have been the amount of tax payable by him or her for 1992 as determined under subsection 2 (2.2), and under subsection 2 (2.3), if applicable, if self-employed individuals had been subject to tax under subsection 2 (1.1) for 1992.

Application of subs. 2 (2.2) modified

(7) In the application of subsection 2 (2.2) for the purposes of calculating the notional amount of tax payable by a self-employed individual for 1992 for the purposes of clause (6) (b), references to 1992 shall be read as references to 1991 and references to 1993 shall be read as references to 1992.

Ceasing busi-

(8) If a self-employed individual ceases to carry on business during a year before the prescribed time when the instalment on account of tax for that year is required to be remitted, the individual may remit as the instalment required under this section an amount equal to the amount of tax payable for the year, instead of the amount otherwise required to be paid as the instalment for the year.

Remittance of instalment and statement

(9) Every taxpayer shall remit to the Minister each instalment of tax that the taxpayer is required to pay under this Act together with a statement in a form approved by the Minister setting out the amount of the instalment, the amounts on which the instalment was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

Multiple accounts

(10) Where, with the consent of the Minister, an employer remits an instalment required under this Act by way of payments made to the credit of more than one tax account maintained for the employer by the Minister, the employer, instead of filing a statement under subsection (9), shall file a statement with each payment for each tax account in a form approved by the Minister, setting out the amount of the payment to be credited to the account, the amount or leur indépendant pour une année aux termes du présent article correspond à la moitié du montant de l'impôt que le travailleur doit payer à titre de travailleur indépendant pour l'année ou pour l'année précédente, le montant le moins élevé étant retenu.

(6) Le montant de l'acompte provisionnel Disposition payable par un contribuable à titre de travailleur indépendant aux termes du présent article pour 1993 correspond à la moitié du moindre des montants suivants :

lieu, du paragraphe 2 (2.3);

a) le montant de l'impôt payable par le travailleur à titre de travailleur indépendant pour 1993, déterminé aux termes du paragraphe 2 (2.2) et, s'il y a

b) le montant qui aurait été le montant de l'impôt payable par lui pour 1992, déterminé aux termes du paragraphe 2 (2.2) et, s'il y a lieu, du paragraphe 2 (2.3) si les travailleurs indépendants avaient été assujettis à l'impôt pour 1992 aux termes du paragraphe 2 (1.1).

(7) Aux fins de l'application du paragra- Application phe 2 (2.2) dans le calcul du montant théori- 2 (2.2) modique de l'impôt payable par un travailleur fiée indépendant pour 1992 pour l'application de l'alinéa (6) b), les mentions de 1992 sont interprétées comme des mentions de 1991 et celles de 1993 comme des mentions de 1992.

(8) S'il cesse d'exploiter son entreprise Fermeture de pendant l'année avant la date prescrite à laquelle il doit verser l'acompte provisionnel au titre de l'impôt pour l'année en question, le travailleur indépendant peut verser comme acompte provisionnel exigé par le présent article un montant égal au montant de l'impôt payable pour l'année, au lieu du montant qu'il devrait par ailleurs payer comme acompte provisionnel pour l'année.

(9) Le contribuable verse au ministre chaque acompte provisionnel d'impôt qu'il doit provisionnel payer aux termes de la présente loi, accom- et état pagné d'un état rédigé selon la formule approuvée par le ministre. L'état indique le montant de l'acompte provisionnel, les montants qui ont servi à son calcul et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.

(10) S'il verse, avec le consentement du ministre, un acompte provisionnel exigé par la présente loi sous forme de paiements portés au crédit de plus d'un compte d'impôt tenu pour lui par le ministre, l'employeur, au lieu de déposer l'état prévu au paragraphe (9), dépose un état rédigé selon la formule approuvée par le ministre avec chaque paiement destiné à chaque compte d'impôt. L'état indique le montant du paiement à porter au crédit du compte, le ou les montants

Versement de

Comptes mul-

8

amounts on which the payment was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

When remitted or paid

- (11) Any amount required by this Act to be remitted or paid to the Minister is remitted or paid upon,
 - (a) receipt of the remittance or payment by the Ministry; or
 - (b) receipt and acceptance of the remittance or payment by a branch of a bank or other financial institution that accepts and undertakes to forward to the Minister such remittances and payments.

Enforceable

(12) If a taxpayer fails to remit all or part of an instalment required under this Act, in respect of tax payable for the year by the taxpayer as an employer, by the day such instalment is required under this Act to be remitted, the instalment or the amount of it remaining unpaid, as the case may be, shall constitute a debt due and owing to Her Majesty in right of Ontario and may be enforced and collected under this Act as if it were tax assessed and payable by the taxpayer under this Act.

ss. 9, 10 and 11 not applicable

- (13) Sections 9, 10 and 11 do not apply in respect of amounts referred to in subsection (12).
- 4. The Act is amended by adding the following sections:

Deemed selfemployed individual

- 4.1 (1) If a business is carried on in trust at any time in a year, the Minister may, at his or her discretion, deem one or more individuals to be a self-employed individual throughout the year with respect to the business if the Minister is satisfied that,
 - (a) one of the reasons for establishing and maintaining the trust is to reduce the tax that might otherwise be payable under this Act:
 - (b) the individual, either alone or together with any other individual deemed under this section to be a self-employed individual with respect to the business, controlled and managed the business either directly or indirectly in any manner through the trustee of the trust; and
 - (c) income of the trust is paid to, applied for the benefit of or held by the trustee in trust for the individual or a person who is related to him or her.

qui ont servi à son calcul et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.

- (11) Les montants qui doivent être versés Montant ou payés au ministre aux termes de la présente loi le sont :
 - a) sur réception du versement ou du paiement par le ministère:
 - b) sur réception et acceptation du versement ou du paiement par une succursale d'une banque ou d'une autre institution financière qui consent et s'engage à faire suivre de tels versements et paiements au ministre.

(12) Si un contribuable ne verse pas la Créance totalité ou une partie d'un acompte provisionnel exigé par la présente loi, à l'égard de l'impôt payable par lui pour l'année à titre d'employeur, au plus tard le jour où cet acompte provisionnel doit être versé aux termes de la présente loi, l'acompte provisionnel ou la partie de celui-ci qui demeure impayé, selon le cas, constitue une créance de Sa Majesté du chef de l'Ontario. La créance peut être recouvrée et perçue en vertu de la présente loi comme s'il s'agissait d'un impôt payable par le contribuable aux termes de la présente loi.

(13) Les articles 9, 10 et 11 ne s'appli- Non-applicaquent pas aux montants visés au paragraphe 9, 10 et 11 (12).

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants:

4.1 (1) Si une entreprise est exploitée en Travailleur fiducie à un moment quelconque pendant travailleur une année, le ministre peut, à sa discrétion, indépendant assimiler un ou plusieurs particuliers à un travailleur indépendant tout au long de l'année à l'égard de l'entreprise s'il est convaincu des faits suivants :

- a) la fiducie a été établie et maintenue entre autres pour réduire l'impôt qui pourrait être payable par ailleurs aux termes de la présente loi;
- b) le particulier, soit seul ou avec tout autre particulier assimilé à un travailleur indépendant à l'égard de l'entreprise en vertu du présent article, congérait et l'entreprise directement ou indirectement de quelque façon que ce soit par l'intermédiaire du fiduciaire de la fiducie;
- c) le revenu de la fiducie est versé au particulier ou à une personne qui lui est liée, est affecté à leur profit ou est détenu en fiducie pour leur compte par le fiduciaire.

Revenu

Deemed self employment

(2) If the Minister deems an individual to be a self-employed individual under subsection (1) in respect of a business carried on in trust, the Minister shall determine the amount of the income of the business that can reasonably be considered to have been paid to or be payable to, applied for the benefit of or held in trust for the individual or an individual related to the individual and such amounts shall be deemed to be self-employment income of the individual for the purposes of this Act.

Related individuals

(3) For the purposes of this section, an individual is related to another individual if they are related for the purposes of the Income Tax Act (Canada).

Bankruptcy. self-employed individual

- 4.2 The self-employment income or loss of a self-employed individual for any year during which he or she is a bankrupt shall be calculated as if,
 - (a) the property of the bankrupt did not pass to and vest in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment filed but remained vested in the bankrupt; and
 - (b) any dealing in the estate of the bankrupt or any act performed in the carrying on of the business of the bankrupt estate by the trustee was done as an agent on behalf of the bankrupt and any income of the trustee from such dealing or carrying on is income of the bankrupt and not of the trustee.
- 5. (1) Subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Annual return

(1) Every taxpayer who is liable to pay tax under this Act for a year shall deliver to the Minister, on or before the prescribed date applicable to that taxpayer, a return in a form approved by the Minister setting out the amount of tax payable for the year under this Act, the amount or amounts on which the tax was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

Returns for multiple accounts

(1.1) Where, with the consent of the Minister, an employer has more than one tax account maintained for the employer by the Minister, the employer shall file a separate return for each tax account in a form approved by the Minister, setting out the amount of tax payable by the employer for the year with respect to the portion of the total Ontario remuneration reported through the tax account, the amount or amounts on which the tax was calculated and such other information as may be required by the Minister for the purposes of this Act.

- (2) S'il assimile un particulier à un travailleur indépendant en vertu du paragraphe (1) travail indéà l'égard d'une entreprise exploitée en fidu- pendant cie, le ministre détermine le montant du revenu de l'entreprise qui peut raisonnablement être jugé avoir été payé ou être payable au particulier ou à un particulier qui lui est lié, avoir été affecté à leur profit ou avoir été détenu en fiducie pour leur compte. Ce montant est réputé un revenu d'un travail indépendant du particulier pour l'application de la présente loi.
- (3) Pour l'application du présent article, Particuliers deux particuliers sont liés s'ils sont liés pour l'application de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

- 4.2 Le revenu ou la perte d'un travail Faillite, traindépendant d'un travailleur indépendant indépendant pour toute année pendant laquelle il est failli est calculé:
 - a) d'une part, comme si le syndic de faillite n'était ni saisi ni mis en possession des biens du failli dès que l'ordonnance de séquestre est rendue ou que la cession est produite, mais comme si le failli en restait saisi;
 - b) d'autre part, comme si le syndic accomplissait les opérations portant sur l'actif du failli ou les actes concernant la poursuite des affaires de la faillite à titre de mandataire agissant pour le compte du failli et comme si tout revenu du syndic tiré de ces opérations ou actes était le revenu du failli et non du syndic.
- 5. (1) Le paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le contribuable assujetti à l'impôt Déclarations pour une année aux termes de la présente loi remet au ministre, au plus tard à la date prescrite qui s'applique à lui, une déclaration rédigée selon la formule approuvée par le ministre. La déclaration indique le montant de l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi, le ou les montants qui ont servi au calcul de l'impôt et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.

(1.1) Si, avec le consentement du ministre, Déclarations, un employeur a plus d'un compte d'impôt tiples tenu pour lui par le ministre, il produit une déclaration distincte pour chaque compte d'impôt, rédigée selon la formule approuvée par le ministre. La déclaration indique le montant de l'impôt payable par l'employeur pour l'année à l'égard de la portion de la rémunération totale en Ontario déclarée au compte d'impôt, le ou les montants qui ont servi au calcul de l'impôt et les autres renseignements que le ministre peut exiger pour l'application de la présente loi.

annuelles

distincte pour

Separate return for each tax

- (1.2) A taxpayer who is subject to tax under this Act for a year as both an employer and a self-employed individual shall file a separate return for the year for each type of tax.
- (2) Subsection 5 (2) of the Act is amended by striking out "the return required under subsection (1)" in the third and fourth lines and substituting "all returns required under this section".
- (3) Subsection 5 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Attestation of return

- (3) Every taxpayer shall ensure that the veracity of each return delivered under this section is attested to in the prescribed manner.
- (4) Subsection 5 (4) of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and substituting "a taxpayer".
- (5) Subsection 5 (5) of the Act is amended by striking out "employer" in the second line and substituting "taxpayer".
- (6) Subsections 5 (7) and (8) of the Act are repealed and the following substituted:

Returns by trustee in bankruptcy,

(7) Every trustee in bankruptcy, assignee, liquidator, curator, receiver, trustee or committee and every agent or other person administering, managing, winding-up, controlling or otherwise dealing with the property, business, estate or income of a taxpaver shall, if the taxpayer has not delivered a return under this section for a year, deliver the return for the taxpayer on or before the prescribed date.

Returns. deceased persons

(8) If a self-employed individual dies during the year, his or her personal representative shall deliver, on or before the prescribed date, the return for the year and a return for every other year for which the deceased was required to file a return under this Act but did not do so.

Same

Same

- (9) If a self-employed individual dies after the end of a fiscal period but before the end of the year in which the fiscal period ends, his or her self-employment income or loss for the period commencing after the end of the fiscal period and ending at the time of death shall be included in computing the deceased individual's net self-employment income or loss for the year in which the death occurred, unless the personal representative of the deceased individual files a separate return in respect of the period.
- (10) If the personal representative of a deceased self-employed individual files a separate return under subsection (9), tax is payable in respect of the self-employment

- (1.2) Le contribuable assujetti à l'impôt à Déclaration titre d'employeur et de travailleur indépen- chaque impôt dant aux termes de la présente loi pour une année produit une déclaration distincte pour l'année à l'égard de chaque genre d'impôt.
- (2) Le paragraphe 5 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «la déclaration pour l'année exigée au paragraphe (1)» aux troisième et quatrième lignes, de «toutes les déclarations pour l'année exigées par le présent article».
- (3) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (3) Le contribuable veille à ce que la véra- Attestation cité de chaque déclaration remise aux termes tions du présent article soit attestée de la façon prescrite.

des déclara-

- (4) Le paragraphe 5 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la deuxième ligne, de «le contribuable».
- (5) Le paragraphe 5 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «de l'employeur» à la première ligne, de «du contribuable».
- (6) Les paragraphes 5 (7) et (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (7) Le syndic de faillite, le cessionnaire, le Déclaration liquidateur, le curateur, le séquestre ou le fiduciaire ainsi que le mandataire ou l'autre personne qui administre, gère, liquide ou contrôle les biens, l'entreprise, le patrimoine ou le revenu d'un contribuable, ou qui s'en occupe d'une autre façon, remettent, au plus tard à la date prescrite, la déclaration du contribuable qui n'a pas remis sa déclaration pour une année aux termes du présent article.

(8) Si un travailleur indépendant décède Déclarations, pendant l'année, son représentant successoral décédées remet, au plus tard à la date prescrite, la déclaration du travailleur pour l'année et une déclaration pour chaque autre année à l'égard de laquelle il devait produire une déclaration aux termes de la présente loi mais ne l'a pas fait.

après la fin de l'exercice financier mais avant la fin de l'année pendant laquelle se termine cet exercice, son revenu ou sa perte d'un travail indépendant pour la période commençant après la fin de l'exercice financier et se terminant à la date du décès est inclus dans le calcul de son revenu net ou de sa perte nette d'un travail indépendant pour l'année

du décès, sauf si son représentant successoral

produit une déclaration distincte pour la période.

(10) Si le représentant successoral d'un Idem travailleur indépendant qui est décédé produit une déclaration distincte aux termes du paragraphe (9), l'impôt est payable à l'égard

(9) Si un travailleur indépendant décède Idem

income of the deceased individual for the period after the end of the fiscal period ending in the year and before the death of the self-employed individual as if that period were a different year than the year in which the death occurred.

Remittance of balance of

- (11) Every person required to deliver a return under this section shall remit to the Minister the unpaid balance of tax, if any, to which the return relates, at the time the return is required to be delivered.
- 6. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and substituting "a taxpayer".
- (2) Subsection 6 (2) of the Act is amended by striking out "employer" in the third line and in the eighth line and substituting in each case "taxpayer".
- 7. (1) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsections:

Interest charged, self-employed individual

(2.1) Where, on a particular date, the debt payable under this Act by a taxpayer as a self-employed individual in respect of a particular year and all amounts in respect of that year that were at any time before that date either refunded to the taxpayer or applied under this Act exceed the aggregate of all payments previously made in respect of the year by the taxpayer as a self-employed individual, the taxpayer shall be charged interest payable to the Minister at the prescribed rate and calculated in the prescribed manner on the excess amount from that date to the date payment of the excess amount is received by the Minister.

Interest paid, selfemployed individual

- (2.2) Where, on a particular date, the aggregate of all payments previously made under this Act in respect of a particular year by a taxpayer as a self-employed individual exceeds the debt payable in respect of the year under this Act as of that date by the taxpayer as a self-employed individual and all amounts in respect of that year which were at any time before that date either refunded to the taxpayer or applied under this Act, the Minister shall pay, credit or apply under this Act interest at the prescribed rate and calculated in the prescribed manner on the excess amount from that date to the date the amount of the excess is refunded to the taxpayer or applied in accordance with this Act.
- (2) Subsection 7 (3) of the Act is amended by striking out "compounded monthly" in

- du revenu d'un travail indépendant du travailleur décédé pour la période qui suit la fin de l'exercice financier se terminant dans l'année et qui précède le décès du travailleur indépendant comme si cette période était une année différente de celle du décès.
- (11) Quiconque doit remettre une déclara- Remise du tion aux termes du présent article verse au pôt ministre le solde de l'impôt impayé, le cas échéant, en rapport avec la déclaration, à la date à laquelle la déclaration doit être remise.
- 6. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la première ligne, de «contribuable».
- (2) Le paragraphe 6 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la troisième ligne et à la neuvième ligne, de «le contribuable».
- 7. (1) L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (2.1) Si, à une date donnée, la dette paya- Intérêts, trable par un contribuable à titre de travailleur indépendant indépendant aux termes de la présente loi à l'égard d'une année donnée et tous les montants à l'égard de l'année en question qui, à un moment quelconque avant cette date, ont été remboursés au contribuable ou affectés en vertu de la présente loi sont supérieurs au total de tous les paiements déjà faits par le contribuable à titre de travailleur indépendant à l'égard de l'année, le contribuable est tenu de payer au ministre des intérêts sur cet excédent au taux prescrit et calculés de la façon prescrite à partir de la date donnée jusqu'à la date à laquelle le ministre reçoit le paiement du montant de l'excédent.
- (2.2) Si, à une date donnée, le total de Paiement des tous les paiements déjà faits par un contri- vailleur buable à titre de travailleur indépendant aux indépendant termes de la présente loi à l'égard d'une année donnée est supérieur à la somme de la dette payable, à cette date, par le contribuable à titre de travailleur indépendant à l'égard de l'année aux termes de la présente loi et des montants à l'égard de l'année en question qui ont été, à un moment quelconque avant cette date, remboursés au contribuable ou affectés en vertu de la présente loi, le ministre doit, aux termes de la présente loi, payer des intérêts sur cet excédent au taux prescrit, les porter au crédit du contribuable ou les affecter. Les intérêts sont calculés de la façon prescrite à partir de la date donnée jusqu'à la date à laquelle le montant de l'excédent est remboursé au contribuable ou affecté conformément à la présente loi.
- (2) Le paragraphe 7 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «composés mensuelle-

the second line and substituting "compounded daily".

(3) Subsection 7 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Amount of the debt. self-employed individual

- (5) In this section, the amount of the debt payable under this Act as of a particular date by a taxpayer as a self-employed individual in respect of a particular year is the amount, if any, by which,
 - (a) the aggregate of,
 - (i) any instalment of tax under this Act in respect of the particular year payable before the particular date by the taxpayer as a self-employed individual,
 - (ii) the amount by which the amount of tax for the year, if any, payable under this Act before the particular date by the taxpayer as self-employed individual exceeds any instalment of tax in respect of the year payable by the taxpayer as a self-employed individual.
 - (iii) all penalties assessed under this Act in respect of the year against the taxpayer as a self-employed individual, and
 - (iv) the total of all amounts each of which is an amount of interest in respect of the year charged under this section before the particular date to the taxpayer as a self-employed individual,

exceeds,

- (b) the aggregate of,
 - (i) the amount, if any, by which any instalment of tax in respect of the year payable before the particular date by the taxpayer as a self-employed individual exceeds the amount of tax payable for the year under this Act by the taxpayer as a self-employed individual, and
 - (ii) all amounts each of which is an amount of interest in respect of the year credited under this section before the particular date to the taxpayer as a self-employed individual.
- 8. (1) Clause 8 (1) (a) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "taxpayer".

ment» à la deuxième ligne, de «composés quotidiennement».

- (3) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (5) Dans le présent article, le montant de Montant de la dette payable par un contribuable à titre vailleur de travailleur indépendant aux termes de la indépendant présente loi à une date donnée à l'égard d'une année donnée est l'excédent éventuel :

- a) du total:
 - (i) des acomptes provisionnels d'impôt visés par la présente loi à l'égard de l'année donnée et payables avant la date donnée par le contribuable à titre de travailleur indépendant,
 - (ii) du montant de l'excédent éventuel du montant de l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi avant la date donnée par le contribuable à titre de travailleur indépendant sur les acomptes provisionnels d'impôt à l'égard de l'année payables par le contribuable à titre de travailleur indépendant,
 - (iii) de toutes les pénalités établies à l'égard du contribuable à titre de travailleur indépendant aux termes de la présente loi à l'égard de l'année,
 - (iv) du total de tous les montants dont chacun représente des intérêts à l'égard de l'année que le contribuable est tenu de payer à titre de travailleur indépendant aux termes du présent article avant la date donnée.

sur:

- b) le total:
 - (i) du montant de l'excédent éventuel des acomptes provisionnels d'impôt à l'égard de l'année qui sont payables par le contribuable avant la date donnée à titre de travailleur indépendant sur le montant de l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi par le contribuable à titre de travailleur indépendant,
 - (ii) de tous les montants dont chacun représente des intérêts à l'égard de l'année portés au crédit du contribuable à titre de travailleur indépendant avant la date donnée aux termes du présent article.
- 8. (1) L'alinéa 8 (1) a) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la première ligne, de «le contribuable».

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Tax assessment on default of instalments

- (1.1) Despite subsection (1), if an employer has failed to pay all or part of one or more instalments as required under this Act on account of tax payable for a particular year or for the immediately preceding year, and the amount of the instalment or part remains unpaid, the Minister may,
 - (a) determine the total amount of tax that would be payable under subsection 2 (2) for the particular year if the total Ontario remuneration paid by the employer during the year were the aggregate of,
 - (i) the total Ontario remuneration paid by the employer prior to that time during the particular year, and
 - (ii) the total Ontario remuneration that can reasonably be expected to be paid subsequently by the employer during the particular year; and
 - (b) assess as tax payable by the employer in respect of the particular year the amount determined under clause (a).

Same

- (1.2) The Minister may make one or more assessments under subsection (1.1) in respect of a particular year before or after the end of that year.
- (3) Subsection 8 (2) of the Act is amended by striking out "under subsection (1)" in the second line and substituting "under this section".
- (4) Subsection 8 (6) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "taxpayer".
- (5) Subsection 8 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Payment forthwith

- (7) The Minister may direct that all taxes, interest and penalties then remaining unpaid by a taxpayer on the day of sending of a notice of assessment be paid forthwith by the taxpayer if,
 - (a) the Minister is of the opinion that the taxpayer is attempting to avoid payment of any amount payable under this Act;
 - (b) the Minister made the assessment after the taxpayer failed to deliver a return required under this Act or delivered an incomplete or inaccurate return; or
 - (c) the Minister made the assessment under subsection (1.1).

- (2) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :
- (1.1) Malgré le paragraphe (1), si un Cotisation employeur n'a pas payé tout ou partie d'un acomptes proou de plusieurs acomptes provisionnels visionnels qu'exige la présente loi au titre de l'impôt payable pour une année donnée ou pour l'année précédente et que l'acompte provisionnel ou une partie de celui-ci demeure impayé, le ministre peut :

- a) déterminer le montant total de l'impôt qui serait payable aux termes du paragraphe 2 (2) pour l'année donnée si la rémunération totale en Ontario versée par l'employeur pendant l'année était le total:
 - (i) de la rémunération totale en Ontario versée par l'employeur avant cette date pendant l'année donnée,
 - (ii) de la rémunération totale en Ontario qui peut, selon toute attente raisonnable, être versée subséquemment par l'employeur pendant l'année donnée;
- b) fixer comme impôt payable par l'employeur à l'égard de l'année donnée le montant déterminé en vertu de l'alinéa
- (1.2) Le ministre peut établir une ou plu- Idem sieurs cotisations en vertu du paragraphe (1.1) à l'égard d'une année donnée avant ou après la fin de l'année en question.
- (3) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «en vertu du paragraphe (1)» aux deuxième et troisième lignes, de «en vertu du présent article».
- (4) Le paragraphe 8 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «employeurs» à la première ligne, de «contribuables».
- (5) Le paragraphe 8 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (7) Le ministre peut ordonner que le con-Paiement tribuable paie sans délai tous les impôts, intérêts et pénalités qui demeurent impayés par le contribuable le jour de l'envoi de l'avis de cotisation si, selon le cas:
 - a) il est d'avis que le contribuable essaie d'éviter de payer un montant payable aux termes de la présente loi;
 - b) au moment où il a établi la cotisation, le contribuable n'avait pas remis la déclaration exigée par la présente loi ou avait remis une déclaration incomplète ou inexacte;
 - c) il a établi la cotisation en vertu du paragraphe (1.1).

9. The Act is further amended by adding the following section:

Disallowance of rebate or refund

8.1 (1) If a person has applied, in accordance with this Act and the regulations, for a rebate or refund under this Act or the regulations, and the person's claim is refused, in whole or in part, the Minister shall cause to be delivered to the person a statement of disallowance specifying the amount of the disallowance and the reasons for it.

Assessment of amount rebated or refunded

(2) The Minister may assess any person who has received a rebate or refund under this Act or the regulations and who is not entitled to part or all of the rebate or refund, and shall cause to be delivered to the person a notice of assessment specifying the amount of the rebate or refund to which the person is not entitled and a brief written statement setting out the reasons why the person is not entitled to the amount assessed.

Time limit for assess ment

- (3) An assessment under subsection (2) may be made,
 - (a) at any time, if any person in connection with the application for or payment of the rebate or refund made any misrepresentation attributable to neglect, carelessness or wilful default, or has committed fraud; or
 - (b) in any other case, within four years from the date of payment of the rebate or refund.

Application of s. 8, part

- (4) Subsections 8 (4), (5), (6) and (7) apply, with necessary modifications, to a statement of disallowance or an assessment made under this section as if the statement or assessment was an assessment made under section 8 and any amount owing to the Minister as a consequence of an assessment or reassessment was tax assessed under section
- 10. (1) Subsection 9 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Objection

- (1) A taxpayer who objects to an assessment or to a disallowance of a rebate or refund claim may, within 180 days after the day the notice of assessment or statement of disallowance was sent, serve on the Minister a notice of objection in duplicate in a form approved by the Minister setting out the reasons for the objection and all relevant facts.
- (2) Subsection 9 (4) of the Act is amended by inserting after "notice of assessment" in the fifth line "or the statement of disallowance".
- (3) Subsection 9 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

9. La Loi est modifiée en outre par adjonction de l'article suivant :

8.1 (1) Si une personne a, conformément Rembourseà la présente loi et aux règlements, présenté demandé une demande de remboursement prévue par la présente loi ou les règlements et que le remboursement est refusé en totalité ou en partie, le ministre lui fait remettre une déclaration de refus qui précise le montant refusé et les motifs du refus.

(2) Le ministre peut établir la cotisation Établissement de toute personne qui a reçu un rembourse- du rembourment prévu par la présente loi ou les règle-sement ments et qui n'a pas droit à tout ou partie de ce remboursement. Il fait remettre à cette personne un avis de cotisation qui précise le montant auquel la personne n'a pas droit et une mention écrite exposant brièvement les motifs pour lesquels la personne n'a pas droit au montant indiqué dans la cotisation.

(3) La cotisation prévue au paragraphe (2) Délai peut être établie :

- a) à tout moment, si une personne concernée par la demande de remboursement ou le paiement de celui-ci a fait une présentation inexacte des faits par négligence, inattention ou omission volontaire, ou a commis une fraude;
- b) dans les quatre ans qui suivent la date de paiement du remboursement, dans les autres cas.
- (4) Les paragraphes 8 (4), (5), (6) et (7) Application s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une déclaration de refus ou à une cotisation prévue au présent article comme si cette déclaration ou cette cotisation était une cotisation établie en vertu de l'article 8 et que tout montant payable au ministre par suite d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation constituait un impôt fixé en vertu de l'article 8.

10. (1) Le paragraphe 9 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (1) Le contribuable qui s'oppose à une Opposition cotisation ou au refus d'un remboursement peut, dans les 180 jours qui suivent le jour de l'envoi de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus, signifier au ministre un avis d'opposition, rédigé en double exemplaire, selon la formule approuvée par le ministre qui énonce les motifs de l'opposition ainsi que tous les faits pertinents.
- (2) Le paragraphe 9 (4) de la Loi est modifié par insertion, après «l'avis de cotisation» à la cinquième ligne, de «ou de la déclaration de refus».
- (3) Le paragraphe 9 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Minister's reconsider

- (5) Upon receipt of a notice of objection, the Minister shall, as quickly as possible, reconsider the assessment or disallowance and vacate, confirm or vary it, make a reassessment or serve a fresh statement of disallowance.
- (4) Subsection 9 (6) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "taxpaver".
- (5) Subsection 9 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception to time limit

- (7) An assessment or disallowance made by the Minister under this section is not invalid by reason only that it is not made within the time required under section 8 or 8.1.
- 11. (1) Subsections 10 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Tax appeal

(1) Where the Minister has given the notification required by subsection 9 (6), the person who served the notice of objection may appeal to the Ontario Court (General Division) to have the assessment or disallowance vacated or varied.

Time limit tuting appeal

- (2) No appeal under subsection (1) shall be instituted after the expiration of ninety days from the day the notification required by subsection 9 (6) was mailed to the person who served the notice of objection.
- (2) Subsection 10 (6) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and in the fourth line and substituting in each case "person".
- (3) Subsection 10 (7) of the Act is amended by striking out "employer" in the second line and substituting "person".
- (4) Subsection 10 (8) of the Act is amended by striking out "employer" in the fourth line and substituting "person".
- (5) Subsection 10 (9) of the Act is amended by striking out "employer" in the tenth line and substituting "taxpayer".
- (6) Subsection 10 (10) of the Act is amended by inserting after "assessment" in the second line "or disallowance".
- 12. (1) Subsection 11 (3) of the Act is amended by inserting after "assessment" in the first line "or disallowance".
- (2) Subsection 11 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Powers of

(4) The court may dispose of an appeal by dismissing it, allowing it or allowing it and,

- (5) Dès qu'il reçoit un avis d'opposition, Obligation du le ministre examine de nouveau, le plus rapidement possible, la cotisation ou le refus et annule, confirme ou modifie la cotisation ou le refus, établit une nouvelle cotisation ou signifie une nouvelle déclaration de refus.
- (4) Le paragraphe 9 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la première ligne, de «le contribuable».
- (5) Le paragraphe 9 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (7) La cotisation établie ou le refus Délai, excepdéclaré par le ministre aux termes du présent article n'est pas invalide du seul fait que la cotisation n'a pas été établie ou le refus déclaré dans le délai imparti à l'article 8 ou

- 11. (1) Les paragraphes 10 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (1) Si le ministre a donné l'avis exigé par Appel le paragraphe 9 (6), la personne qui a signifié l'avis d'opposition peut interjeter appel devant la Cour de l'Ontario (Division générale) pour obtenir l'annulation ou la modification de la cotisation ou du refus.

(2) Il ne peut être interjeté appel en vertu Délai d'appel du paragraphe (1) plus de quatre-vingt-dix jours après le jour où l'avis prévu au paragraphe 9 (6) a été envoyé par la poste à la personne qui a signifié l'avis d'opposition.

- (2) Le paragraphe 10 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «L'employeur» à la première ligne, de «La personne» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- (3) Le paragraphe 10 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la première ligne, de «la personne».
- (4) Le paragraphe 10 (8) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la quatrième ligne, de «la personne».
- (5) Le paragraphe 10 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «à l'employeur» à la onzième ligne, de «au contribuable».
- (6) Le paragraphe 10 (10) de la Loi est modifié par insertion, après «cotisation» à la troisième ligne, de «ou le refus» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- 12. (1) Le paragraphe 11 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «cotisation» à la première ligne, de «ou un refus» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- (2) Le paragraphe 11 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (4) Le tribunal peut statuer sur un appel en le rejetant, en y faisant droit, ou en y faisant droit et, selon le cas :

Pouvoirs du

- (a) vacating the assessment or disallow-
- (b) varying the amount assessed or disallowed:
- (c) restoring the assessment or disallow-
- (d) referring the assessment or disallowance back to the Minister for reconsideration and reassessment or service of a fresh statement of disallowance.
- (3) Subsection 11 (5) of the Act is amended by striking out "employer" in the fourth line and substituting "taxpayer".
- 13. (1) Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Records and books of account

- (1) Every person who is or was an employer with a permanent establishment in Ontario or a self-employed individual subject to tax under subsection 2 (1.1) shall keep records and books of account in Ontario or at such other place as may be approved by the Minister.
- (2) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "person".
- (3) Subsection 12 (3) of the Act is amended by striking out "an employer" in the first line and substituting "a person".
- (4) Subsection 12 (4) of the Act is amended by striking out "employer" in the first line and substituting "person".
- 14. (1) Subsection 13 (1) of the Act is amended by striking out "inspectors" in the second line and substituting "auditors".
- (2) Subsections 13 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Entry and andit

(2) An auditor may at any reasonable time, without a warrant, enter into any premises or place where any business is carried on or any property is kept or anything is done in connection with any business or any books or records are or should be kept pursuant to this Act in order to conduct an audit or examination to determine compliance or non-compliance with this Act.

Powers to audit and examine

- (3) Upon an audit or examination under this section, the auditor has the right to,
 - (a) examine the premises and the operations carried out on the premises;
 - (b) have free access, at any reasonable time, to all books of account, records, vouchers, correspondence and any

- a) en annulant la cotisation ou le refus;
- b) en modifiant le montant fixé dans la cotisation ou refusé:
- c) en rétablissant la cotisation ou le refus:
- d) en renvoyant la cotisation ou le refus au ministre en vue d'un nouvel examen et de l'établissement d'une nouvelle cotisation ou de la signification d'une nouvelle déclaration de refus.
- (3) Le paragraphe 11 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la deuxième ligne, de «le contribuable».
- 13. (1) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) La personne qui est ou était un Registres et employeur ayant un établissement permanent comptes en Ontario ou un travailleur indépendant assujetti à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (1.1) tient des registres et des livres de comptes en Ontario ou à l'autre endroit qu'approuve le ministre.

- (2) Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» à la deuxième ligne, de «la personne».
- (3) Le paragraphe 12 (3) de la Loi est modifié par substitution, à employeur» aux première et deuxième lignes, de «qu'une personne».
- (4) Le paragraphe 12 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «L'employeur» à la première ligne, de «La personne» et par les changements grammaticaux qui en découlent.
- 14. (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «d'inspecteurs» à la troisième ligne, de «de vérificateurs».
- (2) Les paragraphes 13 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (2) Un vérificateur peut, à toute heure rai- Entrée et sonnable, pénétrer sans mandat dans des lieux où une entreprise est exploitée, où des biens sont conservés, où il s'accomplit quelque chose de lié à une entreprise ou dans lesquels des registres ou livres de comptes sont ou devraient être gardés conformément à la présente loi en vue de procéder à une vérification ou à un examen pour déterminer si la présente loi est observée ou non.
- (3) Lors d'une vérification ou d'un exa- Pouvoirs de men effectué en vertu du présent article, le d'examen vérificateur a le droit :

vérification

- a) d'examiner les lieux et les activités exercées sur les lieux;
- b) d'avoir libre accès, à toute heure raisonnable, à tous les livres de comptes, registres, pièces justificatives, lettres et

other documents that are or may be relevant for the purposes of determining tax payable under this Act, regardless of the form or medium in which such books, records, vouchers, correspondence and documents are kept, but, if they or any of them are kept in a form or medium that is not legible, the auditor is entitled to require the person apparently in charge of them to produce a legible physical copy for examination and audit by the auditor;

- (c) make, or cause to be made, one or more copies of any document to which the auditor has a right of access under clause (b);
- (d) question any person on the premises with respect to matters that are or may be relevant to an audit or examination under this Act; and
- (e) test the accuracy and integrity of computer programs used in processing information relevant to determining any amount payable under this Act.
- 15. Section 14 of the Act is repealed and the following substituted:

Obstruction of auditor

- 14. No person shall obstruct an auditor or withhold or conceal from an auditor any book of account, record, correspondence or other document that is or may be relevant for the purposes of determining compliance with this Act.
- 16. (1) Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out "an employer" in the third and fourth lines and in the fifth line and substituting in each case "a taxpayer".
- (2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

- (3) The Minister may, for the purposes of the administration or enforcement of this Act, by a written notice require a self-employed individual to provide information, including but not limited to the individual's Social Insurance Number assigned by the Government of Canada, by completing and delivering to the Minister, within such reasonable time as is specified in the notice, an application for registration under this Act in a form approved by the Minister.
- 17. Section 16 of the Act is amended by striking out "inspector" in the third line and substituting "auditor".
- 18. (1) Subsections 18 (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(2) Where the Minister has knowledge or suspects that a person is or will be, within

- autres documents qui sont ou peuvent être pertinents en vue de déterminer l'impôt payable aux termes de la présente loi, peu importe la forme ou le support utilisé pour les garder, sauf que si la forme ou le support utilisé pour garder ces pièces ou l'une d'elles est tel que celles-ci ne sont pas lisibles, le vérificateur a le droit d'exiger que la personne qui semble en avoir la charge produise une copie lisible aux fins d'examen et de vérification:
- c) de faire ou de faire faire une ou plusieurs copies des documents auxquels il a accès en vertu de l'alinéa b);
- d) d'interroger des personnes sur les lieux au sujet de questions qui sont ou peuvent être pertinentes aux fins d'une vérification ou d'un examen effectué en vertu de la présente loi;
- e) de vérifier l'exactitude et l'intégrité des programmes d'ordinateur utilisés pour traiter les renseignements pertinents afin de déterminer un montant payable aux termes de la présente loi.
- 15. L'article 14 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 14. Nul ne doit entraver le vérificateur ni Entrave du refuser de lui fournir ou lui dissimuler les livres de comptes, registres, lettres ou autres documents qui sont ou peuvent être pertinents lorsqu'il s'agit de déterminer si la présente loi est observée.

16. (1) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la troisième et à la quatrième ligne, de «contribuable».

- (2) L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
- (3), Aux fins de l'application de la présente Idem loi, le ministre peut, au moyen d'un avis écrit, exiger d'un travailleur indépendant qu'il fournisse des renseignements, notamment le numéro d'assurance sociale qui lui a été assigné par le gouvernement du Canada, en remplissant et en lui remettant, dans le délai raisonnable fixé dans l'avis, une demande rédigée selon la formule approuvée par le ministre visant à obtenir l'inscription aux termes de la présente loi.
- 17. L'article 16 de la Loi est modifié par substitution, à «inspecteur» aux troisième et quatrième lignes, de «vérificateur».
- 18. (1) Les paragraphes 18 (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
- (2) Si le ministre sait ou soupçonne qu'une Avis du

personne est ou sera, dans les quatre-vingt-

Notice by Minister

ninety days, liable to make a payment to a taxpayer who is liable to make a payment under this Act, the Minister may, by a written notice, require the person to pay forthwith, where the money is immediately payable, and, in any other case, as and when the money becomes payable, the money otherwise payable to the taxpayer in whole or in part to the Minister on account of the taxpayer's liability under this Act.

Same

- (3) Despite subsection (2), where the Minister has knowledge or suspects that within ninety days,
 - (a) an institution will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, or make a payment in respect of a negotiable instrument issued by a taxpayer who is indebted to the institution and who has granted security in respect of the indebtedness;
 - (b) a person other than an institution will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, a taxpayer who the Minister knows or suspects,
 - (i) is engaged in providing services or property to that person, or was or will be within ninety days,
 - (ii) where that person is a corporation that is not dealing at arm's length with the taxpayer,

the Minister may, by a written notice, require the institution or the person, as the case may be, to pay in whole or in part to the Minister, on account of the taxpayer's liability under this Act, the money that would otherwise be loaned, advanced or paid, and any money paid to the Minister shall be deemed to have been loaned, advanced or paid, as the case may be, to the taxpayer.

- (4) Where, under this section, the Minister has required a person to pay money otherwise payable by the person to a taxpayer as interest, rent, a dividend, an annuity payment, or other periodic payment,
 - (a) the requirement shall apply to all periodic payments to be made by the person to the taxpayer after the date the person receives the Minister's written notice, until the taxpayer's liability under this Act has been satisfied; and

dix jours, tenue de faire un paiement à un contribuable qui est tenu de faire un paiement aux termes de la présente loi, il peut, au moyen d'un avis écrit, exiger de la personne qu'elle lui verse, au titre de l'obligation du contribuable créée par la présente loi, la totalité ou une partie des sommes d'argent payables par ailleurs au contribuable et ce, sans délai lorsque ces sommes sont payables immédiatement, et lorsqu'elles deviennent payables dans les autres cas.

(3) Malgré le paragraphe (2), si le ministre Idem sait ou soupçonne que, dans les quatrevingt-dix jours:

- a) une institution prêtera ou avancera des sommes d'argent à un contribuable qui doit de l'argent à l'institution et qui a donné une garantie à l'égard de cette dette, effectuera un paiement pour le compte du contribuable ou effectuera un paiement à l'égard d'un effet de commerce émis par le contribuable;
- b) une personne autre qu'une institution prêtera ou avancera des sommes d'argent à un contribuable ou effectuera un paiement pour le compte d'un contribuable dans l'un ou l'autre des cas suivants:
 - (i) le ministre sait ou soupçonne que le contribuable fournit des services ou des biens à cette personne, ou les fournissait ou les fournira dans les quatre-vingt-dix jours,
 - (ii) la personne est une personne morale qui a un lien de dépendance avec le contribuable,

il peut, au moyen d'un avis écrit, exiger que l'institution ou la personne, selon le cas, lui verse, au titre de l'obligation du contribuable créée par la présente loi, la totalité ou une partie des sommes d'argent qui seraient par ailleurs prêtées, avancées ou payées. Les sommes ainsi versées au ministre sont réputées avoir été prêtées, avancées ou payées, selon le cas, au contribuable.

- (4) Si le ministre a, en vertu du présent Idem article, exigé qu'une personne paie les sommes d'argent qu'elle devrait payer par ailleurs au contribuable à titre d'intérêts, de loyer, de dividende, de rente ou d'autre versement périodique:
 - a) l'exigence s'applique à tous les versements périodiques que la personne doit faire au contribuable après la date à laquelle elle reçoit l'avis écrit du ministre, jusqu'à l'acquittement de l'obligation du contribuable créée par la présente loi;

Same

(b) the payments required to be made to the Minister shall be made from each periodic payment in the amount or amounts designated in the Minister's written notice.

Receipt of the Minister

- (5) The receipt of the Minister for money paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.
- (2) Subsection 18 (6) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the seventh line and substituting "Minister".
- (3) Clause 18 (7) (b) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the third line and substituting "Minister".
- 19. (1) Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Liability of receivers,

- (1) Every trustee or other person required by this Act to file an annual return for a taxpayer in respect of a year shall, within thirty days from the day of mailing of a notice of assessment issued by the Minister, pay all taxes, interest and penalties payable under this Act by the taxpayer to the extent that the person has or had, at any time since the year, in the person's control or possession property belonging to the taxpayer or to the estate of the taxpayer and shall thereupon be deemed to have made the payment on behalf of the taxpayer.
- (2) Subsection 19 (2) of the Act is amended by striking out "employer" in the fourth line and in the ninth line and substituting in each case "taxpayer".
- 20. (1) Subsection 20 (1) of the Act is amended by striking out "an employer" in the first and second lines and substituting "a taxpayer".
- (2) Clause 20 (1) (b) of the Act is amended by striking out "employer" in the third line and in the sixth line and substituting in each case "taxpayer".
- (3) Subsection 20 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Security

(2) The Minister may, if the Minister considers it advisable, accept security for the payment of taxes by a taxpayer by way of a mortgage or other charge of any kind upon the property of the taxpayer or of any other person, or by way of a guarantee of the payment of the taxes by another person.

Deemed tax

(2.1) A debt due to the Crown under section 8.1 of the Financial Administration Act in respect of a payment or remittance under

- b) les paiements qui doivent être versés au ministre sont prélevés sur chacun des versements périodiques selon le ou les montants précisés dans l'avis écrit du ministre.
- (5) Le reçu délivré par le ministre pour les Reçu du sommes d'argent payées conformément au présent article constitue, jusqu'à concurrence du montant payé, une quittance valable de l'obligation initiale.
- (2) Le paragraphe 18 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier» à la cinquième ligne, de «ministre».
- (3) L'alinéa 18 (7) b) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier» aux deuxième et troisième lignes, de «ministre».
- 19. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (1) Le fiduciaire ou l'autre personne qui est tenu par la présente loi de produire une déclaration annuelle à l'égard d'une année pour le compte d'un contribuable paie, dans les trente jours qui suivent le jour de la mise à la poste d'un avis de cotisation délivré par le ministre, tous les impôts, intérêts et pénalités payables par le contribuable aux termes de la présente loi, dans la mesure où, à un moment quelconque depuis cette année, la personne a ou avait sous son contrôle ou en sa possession des biens appartenant au contribuable ou faisant partie de son patrimoine. La personne est alors réputée avoir fait le paiement pour le compte du contribuable.
- (2) Le paragraphe 19 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «de l'employeur» à la quatrième et à la neuvième ligne, de «du contribuable».
- 20. (1) Le paragraphe 20 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la première ligne, de «contribuable».
- (2) L'alinéa 20 (1) b) de la Loi est modifié par substitution, à «de l'employeur» à la troisième ligne et à «l'employeur» aux cinquième et sixième lignes, de «du contribuable» et de «le contribuable».
- (3) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- (2) Le ministre peut, s'il le juge opportun, Garantie accepter une garantie pour le paiement d'impôts par un contribuable sous forme d'une hypothèque ou d'une autre charge sur les biens du contribuable ou d'une autre personne, ou encore sous forme d'une garantie de paiement des impôts donnée par une autre personne.
- (2.1) Une créance de la Couronne visée à l'article 8.1 de la Loi sur l'administration financière à l'égard d'un paiement ou d'un

Obligation des séquestres

Créance répu-

Costs

this Act is deemed, except for the purposes of sections 9, 10 and 11, to be tax assessed and payable under this Act by the taxpayer in respect of whom the payment or remittance is payable, and may be collected and enforced as tax under the provisions of this Act once written notice of the debt has been mailed to the taxpayer.

- (4) Subsection 20 (3) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:
- (3) The Minister is entitled to recover from a taxpayer the reasonable costs and charges incurred in the course of obtaining payment of taxes, interest or penalties owed by the taxpayer under this Act in connection with.
- (5) Subsection 20 (4) of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and in the fifth line and substituting in each case "a taxpayer".
- 21. Clause 21 (5) (a) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the fourth line and substituting "Minister".
- 22. (1) Section 22 of the Act is amended by striking out "an employer" in the second line and substituting "a taxpayer".
- (2) Section 22 is further amended by adding the following subsection:
- (2) If the Minister believes that the amount of instalments required to be paid by a taxpayer under this Act on account of tax payable for a year exceeds and is inequitable in relation to the amount of tax payable for the year, the Minister may at his or her discretion pay interest at the prescribed rate on part or all of the excess from the date when the Minister considers it equitable to deem an overpayment to have occurred to the date of any refund or application of the excess under subsection 6 (2).

23. Section 23 of the Act is repealed and the following substituted:

Lien on real property

Minister's

discretion to

pay interest

23. (1) Any tax or instalment payable or required to be remitted under this Act by any taxpayer is, upon registration by the Minister in the proper land registry office of a notice claiming a lien and charge conferred by this section, a lien and charge on any interest the taxpayer liable to pay or remit the tax or instalment has in the real property described in the notice.

versement prévu par la présente loi est réputée, sauf pour l'application des articles 9, 10 et 11, un impôt payable aux termes de la présente loi par le contribuable à l'égard de qui le paiement ou le versement est payable. La créance peut être perçue et recouvrée à titre d'impôt aux termes de la présente loi, une fois qu'un avis écrit de la créance a été envoyé par la poste au contribuable.

- (4) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :
- (3) Le ministre a le droit de recouvrer Frais d'un contribuable les frais raisonnables engagés dans le but d'obtenir le paiement de l'impôt, des intérêts et des pénalités que le contribuable devait aux termes de la présente loi et qui sont liés à :
- (5) Le paragraphe 20 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «l'employeur» aux première et deuxième lignes et à «employeur» à la sixième ligne, de «le contribuable» et de «contribuable».
- 21. L'alinéa 21 (5) a) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier» aux troisième et quatrième lignes, de «ministre».
- 22. (1) L'article 22 de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la deuxième ligne, de «contribuable».
- (2) L'article 22 est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :
- (2) Si le ministre estime que le montant Pouvoir disdes acomptes provisionnels qu'un contribua- du ministre, ble est tenu de payer aux termes de la pré-paiement sente loi au titre de l'impôt payable pour une année dépasse le montant de l'impôt payable pour l'année en question et qu'il n'est pas équitable par rapport à celui-ci, il peut, à sa discrétion, payer des intérêts au taux prescrit sur tout ou partie de l'excédent à partir de la date à laquelle il estime qu'il est équitable de considérer qu'un paiement en trop est réputé avoir été fait jusqu'à la date du remboursement ou de l'affectation de l'excédent prévue au paragraphe 6 (2).

23. L'article 23 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. (1) Dès l'enregistrement par le minis- Privilège sur tre, au bureau d'enregistrement immobilier immeubles compétent, d'un avis de revendication du privilège et de la sûreté réelle accordés par le présent article, les impôts ou les acomptes provisionnels que doit payer ou remettre un contribuable aux termes de la présente loi constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt qu'a le contribuable sur le bien immeuble visé dans l'avis.

Lien on personal property

(2) Any tax or instalment payable or required to be remitted under this Act by any taxpayer is, upon registration by the Minister with the registrar under the Personal Property Security Act of a notice claiming a lien and charge under this section, a lien and charge on any interest in personal property in Ontario owned or held at the time of registration or acquired afterwards by the taxpayer liable to pay or remit the tax or instalment.

Amounts included and priority

(3) The lien and charge conferred by subsection (1) or (2) is in respect of all amounts for which the taxpayer is liable under this Act at the time of registration of the notice or any renewal of it and all amounts for which the taxpayer afterwards becomes liable while the notice remains registered and, upon registration of a notice of lien and charge, the lien and charge has priority over all security interests, encumbrances and other claims registered or attaching to the taxpayer's property after registration of the notice.

Lien effec-

(4) A notice of lien and charge under subsection (2) is effective from the time assigned to its registration by the registrar or branch registrar and expires on the third anniversary of its registration unless a renewal notice of lien and charge is registered under this section before the end of the three-year period, in which case the lien and charge remains in effect for a further three-year period from the date the renewal notice is registered.

Same

(5) Where tax or instalments remain outstanding and unpaid at the end of the threeyear period, or its renewal, referred to in subsection (4), the Minister may register a renewal notice of lien and charge; the lien and charge remains in effect for a three-year period from the date the renewal notice is registered, until the amount is fully paid, and shall be deemed to be continuously registered since the initial notice of lien and charge was registered under subsection (2).

Where taxpaver not registered owner

- (6) Where a taxpayer has an interest in real property but is not shown as its registered owner in the proper land registry office,
 - (a) the notice to be registered under subsection (1) shall recite the interest of the taxpayer in the real property; and

(2) Dès l'enregistrement par le ministre Privilège sur auprès du registrateur, aux termes de la Loi meubles sur les sûretés mobilières, d'un avis de revendication du privilège et de la sûreté réelle accordés par le présent article, les impôts ou les acomptes provisionnels que doit payer ou remettre un contribuable aux termes de la présente loi constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt sur des biens meubles en Ontario qui, au moment de l'enregistrement, appartiennent au contribuable ou sont détenus par lui ou qu'il acquiert par la suite.

- (3) Le privilège et la sûreté réelle accordés Montants par le paragraphe (1) ou (2) portent sur tous priorité les montants dont le contribuable est redevable aux termes de la présente loi au moment de l'enregistrement de l'avis ou du renouvellement de celui-ci et sur tous les montants dont il devient redevable par la suite tant que l'avis demeure enregistré. Dès l'enregistrement d'un avis de privilège et de sûreté réelle, ce privilège et cette sûreté réelle ont priorité sur les autres sûretés et réclamations enregistrées à l'égard du bien du contribuable ou grevant ce bien après l'enregistrement de l'avis.
- (4) L'avis de privilège et de sûreté réelle Prise d'effet visé au paragraphe (2) prend effet au moment de son enregistrement par le registrateur ou le registrateur régional et s'éteint le jour du troisième anniversaire de l'enregistrement, sauf si un avis de renouvellement est enregistré conformément au présent article avant la fin de cette période de trois ans, auquel cas le privilège et la sûreté réelle conservent leur effet pendant une autre période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement.
- (5) Si des impôts ou des acomptes provi- Idem sionnels sont impayés à la fin de la période de trois ans ou de son renouvellement visés au paragraphe (4), le ministre peut enregistrer un avis de renouvellement de privilège et de sûreté réelle. Ce privilège et cette sûreté réelle conservent leur effet pendant une période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement, jusqu'à ce que le montant soit payé en totalité, et sont réputés enregistrés de façon ininterrompue depuis l'enregistrement de l'avis initial de privilège et de sûreté réelle conformément au paragraphe (2).
- (6) Si le contribuable qui a un intérêt sur un bien immeuble n'est pas inscrit comme n'est pas le propriétaire de ce bien au bureau d'enregis- propriétaire trement immobilier compétent :
 - a) l'avis qui doit être enregistré conformément au paragraphe (1) énonce l'intérêt du contribuable sur le bien immeuble;

Cas où le

(b) a copy of the notice shall be sent to the registered owner at the owner's address to which the latest notice of assessment under the Assessment Act has been sent.

Secured party

- (7) In addition to any other rights and remedies, if taxes or other amounts owed by a taxpayer remain outstanding and unpaid, the Minister has, in respect of a lien and charge under subsection (2),
 - (a) all the rights, remedies and duties of a secured party under sections 17, 59, 61, 62, 63 and 64, subsections 65 (4), (5), (6) and (7) and section 66 of the Personal Property Security Act;
 - (b) a security interest in the collateral for the purpose of clause 63 (4) (c) of that Act; and
 - (c) a security interest in the personal property for the purposes of sections 15 and 16 of the Repair and Storage Liens Act, if it is an article as defined in that Act.

Registration of documents

(8) A notice of lien and charge under subsection (2) or any renewal of it shall be in the form of a financing statement or a financing change statement as prescribed under the Personal Property Security Act and may be tendered for registration at a branch office established under Part IV of that Act, or by mail addressed to an address prescribed under that Act.

Errors in documents

(9) A notice of lien and charge or any renewal thereof is not invalidated nor is its effect impaired by reason only of an error or omission in the notice or in its execution or registration, unless a reasonable person is likely to be materially misled by the error or omission.

Bankruptcy and Insol vency Act (Canada) unaffected

(10) Subject to Crown rights provided under section 87 of that Act, nothing in this section affects or purports to affect the rights and obligations of any person under the Bankruptcy and Insolvency Act (Canada).

Definition

- (11) In this section, "real property" includes fixtures and any interest of a taxpayer as lessee of real property.
- 24. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsections:

Print-out admissible in evidence

(2) If a return, statement or other document has been delivered by a person to the Minister on computer disk or by other electronic medium, a document, accompanied by

- b) une copie de l'avis est envoyée au propriétaire inscrit, à l'adresse à laquelle le dernier avis d'évaluation prévu par la Loi sur l'évaluation foncière lui a été
- (7) En plus de ses autres droits et recours, Créancier si des impôts ou autres montants que doit un contribuable sont impayés, le ministre, à l'égard d'un privilège et d'une sûreté réelle visés au paragraphe (2):
 - a) bénéficie de tous les droits et recours et remplit tous les devoirs d'un créancier garanti que prévoient les articles 17, 59, 61, 62, 63 et 64, les paragraphes 65 (4), (5), (6) et (7) et l'article 66 de la Loi sur les sûretés mobilières;
 - b) bénéficie d'une sûreté sur les biens grevés pour l'application de l'alinéa 63 (4) c) de cette loi;
 - c) bénéficie d'une sûreté sur le bien meuble pour l'application des articles 15 et 16 de la Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs, s'il s'agit d'un article au sens de cette loi.
- (8) Un avis de privilège et de sûreté réelle Enregistrevisé au paragraphe (2) ou un avis de renou-documents vellement est rédigé sous forme d'un état de financement ou d'un état de modification du financement prescrit par la Loi sur les sûretés mobilières et peut être présenté à l'enregistrement par remise à un bureau régional établi en vertu de la partie IV de cette loi ou par envoi par la poste à une adresse prescrite par cette loi.

(9) Une erreur ou une omission dans un Erreurs dans avis de privilège et de sûreté réelle ou du ments renouvellement de celui-ci ou encore dans la passation ou l'enregistrement de l'avis n'a pas, par elle-même, pour effet de rendre cet avis nul ni d'en réduire les effets, sauf si l'erreur ou l'omission risque d'induire substantiellement en erreur une personne raisonna-

(10) Sous réserve des droits de la Cou-Loi sur la ronne prévus à l'article 87 de cette loi, le l'insolvabilité présent article n'a pas pour effet de porter (Canada) atteinte ou de prétendre porter atteinte aux droits et obligations de quiconque visés par la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada).

(11) Dans le présent article, «bien immeuble» s'entend en outre des accessoires fixes et de l'intérêt qu'a un contribuable en tant que locataire d'un bien immeuble.

24. L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Si une personne remet au ministre une Imprimé déclaration, un état ou autre document sur preuve disque ou par un autre moyen électronique, un document qui est accompagné du certifi-

the certificate of the Minister, or of a person authorized by the Minister, stating that the document is a print-out of the return, statement or document received by the Minister from the person and certifying that the information contained in the document is a true and accurate representation of the return, statement or document delivered by the person, is admissible in evidence and shall have the same probative force as the original return, statement or document would have had if it had been delivered as a paper return, statement or document.

Same

(3) The Minister or a person authorized by the Minister may, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, reproduce from original data stored electronically any document previously issued by the Minister under this Act, and the electronically reproduced document shall be admissible in evidence and shall have the same probative force as the original document would have had if it had been proved in the ordinary way.

Same

- (4) If the data contained on a return, statement or other document received by the Minister from a person has been stored electronically by the Minister on computer disk or other electronic medium and the paper return, statement or other document has been destroyed by a person so authorized by the Minister, a document, accompanied by the certificate of the Minister or of a person authorized by the Minister, stating that the document is a print-out of the data contained on the return, statement or other document received and stored electronically by the Minister and certifying that the information contained in the document is a true and accurate representation of the data contained on the return, statement or document delivered by the person, is admissible in evidence and shall have the same probative force as the original return, statement or document would have had if it had been proved in the ordinary way.
- 25. Section 27 of the Act is amended by inserting after "employed" in the first line "or formerly employed".
- 26. Section 28 of the Act is repealed and following substituted:

Exchange of

28. The Minister may, for the purpose of administering this Act, enter into agreements with the Government of Canada or any province or territory of Canada, or with a ministry or a prescribed board, commission or agency of such a government, under which the government, ministry, board, commission or agency will be allowed access to information obtained by the Minister under this Act and will allow the Minister access to information the government, ministry, board, comcat du ministre ou de la personne qu'il autorise, indiquant que le document est un imprimé de la déclaration, de l'état ou du document reçu de la personne par le ministre et certifiant que les renseignements contenus dans le document constituent une présentation exacte et fidèle de la déclaration, de l'état ou du document remis par la personne, est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue s'il avait été remis sur papier.

(3) Aux fins de l'application de la présente Idem loi, le ministre ou la personne qu'il autorise peut reproduire à partir de données déjà stockées sur support électronique un document délivré antérieurement par le ministre aux termes de la présente loi. Le document reproduit électroniquement est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue si la preuve en avait été faite de la façon habituelle.

- (4) Si les données contenues dans une Idem déclaration, un état ou un autre document reçu d'une personne par le ministre ont été stockées par celui-ci sur disque ou sur un autre support électronique et que la déclaration, l'état ou l'autre document sur papier a été détruit par une personne autorisée par le ministre, un document qui est accompagné du certificat du ministre ou de la personne qu'il autorise, indiquant que le document est un imprimé des données contenues dans la déclaration, l'état ou l'autre document reçu et stocké sur support électronique par le ministre et certifiant que les renseignements contenus dans le document constituent une présentation exacte et fidèle des données contenues dans la déclaration, l'état ou le document remis par la personne, est admissible en preuve et a la même valeur probante que l'original aurait eue si la preuve en avait été faite de la façon habituelle.
- 25. L'article 27 de la Loi est modifié par insertion, après «est chargé» à la première ligne, de «a déjà été chargé».
- 26. L'article 28 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 28. Aux fins de l'application de la pré-Échange de sente loi, le ministre peut conclure des ments accords avec le gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada, ou avec un ministère ou un conseil, une commission, une régie ou un organisme prescrit de ce gouvernement, aux termes desquels le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aura accès aux renseignements obtenus par le ministre aux termes de la présente loi et le

mission or agency has obtained under statutory authority.

- 27. (1) The French version of clause 29 (2) (a) of the Act is amended by striking out "exerce des activités commerciales" in the second and third lines and substituting "exploite une entreprise".
- (2) The French version of clause 29 (2) (b) of the Act is amended by striking out "exercent des activités commerciales" in the first and second lines and substituting "exploitent une entreprise".
- (3) The French version of clause 29 (3) (b) of the Act is amended by striking out "exercent des activités commerciales" in the first and second lines and substituting "exploitent une entreprise".
- 28. Section 30 of the Act is repealed and the following substituted:

Penalties, failure to deliver return

30. (1) Every person who fails to deliver a return at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 10 per cent of the tax required to be accounted for on the return that was unpaid on the date the return was required to be delivered, if the tax is at least \$500, but the penalty shall not be more than \$2,500 for each tax account maintained by the Minister for the taxpayer.

Penalty, failure to deliver state-

(2) Every person who fails to deliver a statement at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 10 per cent of the instalment or portion of the instalment required to be reported on the statement that was unpaid on the date the statement was required to be delivered, if the instalment or portion is at least \$500, but the penalty shall not be more than \$2,500 for each tax account maintained by the Minister for the taxpayer.

Failure to complete

- (3) Every person who fails to complete the information required on a return, statement or other document required to be filed under the Act is liable to a penalty when assessed therefor equal to,
 - (a) in the case of a return or statement, the greater of 1 per cent of the tax or the instalment or portion of the instalment to which the return or statement relates, or \$50, up to a maximum of \$200; or
 - (b) in the case of any other document, \$50.

ministre aura accès aux renseignements obtenus par le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aux termes d'un texte législatif.

- 27. (1) La version française de l'alinéa 29 (2) a) de la Loi est modifiée par substitution, à «exerce des activités commerciales» aux deuxième et troisième lignes, de «exploite une entreprise».
- (2) La version française de l'alinéa 29 (2) b) de la Loi est modifiée par substitution, à «exercent des activités commerciales» aux première et deuxième lignes, de «exploitent une entreprise».
- (3) La version française de l'alinéa 29 (3) b) de la Loi est modifiée par substitution, à «exercent des activités commerciales» aux première et deuxième lignes, de «exploitent une entreprise».
- 28. L'article 30 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
- 30. (1) Quiconque ne remet pas de Pénalité pour déclaration à la date et de la façon exigées remettre une par la présente loi ou les règlements paie une déclaration pénalité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à 10 pour cent de l'impôt qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle la déclaration devait être remise, si l'impôt s'élève à au moins 500 \$. La pénalité ne doit toutefois pas dépasser 2 500 \$ pour chaque compte d'impôt tenu par le ministre pour le contribuable.

avoir omis de

- (2) Quiconque ne remet pas d'état à la Pénalité pour date et de la façon exigées par la présente loi avoir omis cremettre un ou les règlements paie une pénalité, quand état une cotisation est établie à son égard, égale à 10 pour cent de l'acompte provisionnel ou de la portion de celui-ci qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle l'état devait être remis, si l'acompte provisionnel ou la portion de celui-ci s'élève à au moins 500 \$. La pénalité ne doit toutefois pas dépasser 2 500 \$ pour chaque compte d'impôt tenu par le ministre pour le contribuable.
- (3) Quiconque ne fournit pas les rensei- Omission de gnements exigés dans une déclaration, un déclaration état ou un autre document qui doit être produit aux termes de la présente loi est passible d'une pénalité, quand une cotisation est établie à son égard, égale :
 - a) dans le cas d'une déclaration ou d'un état, à 1 pour cent de l'impôt ou de l'acompte provisionnel ou de la portion de l'acompte en rapport avec la déclaration ou l'état, ou à 50 \$, le montant le plus élevé étant retenu, jusqu'à concurrence de 200 \$;
 - b) dans le cas des autres documents, à 50 \$.

False statements

- (4) Where a taxpayer or a person acting or purporting to act on behalf of a taxpayer, knowingly, or in circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of an incorrect statement or an omission in a return, certificate or other document delivered or made under this Act or the regulations, the taxpayer is liable to a penalty when assessed therefor of 25 per cent of the amount, if any, by which,
 - (a) the tax for the year that would be payable under this Act if the amount on which the tax for the year had been computed included any amount that was not included by reason of the incorrect statement or omission,

exceeds,

- (b) the tax for the year that would have been payable by the taxpayer under this Act had the tax payable for the vear been calculated on the basis of the information provided in the return, certificate or other document, as the case may be.
- 29. Subsections 30 (1) and (2) of the Act, as re-enacted by section 28 of this Act, are repealed and the following substituted:

Penalties.

(1) Every person who fails to deliver a return at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 5 per cent of the tax required to be accounted for on the return that was unpaid on the date the return was required to be delivered, if the tax is at least \$1,000.

deliver state-

- (2) Every person who fails to deliver a statement at the time and in the manner required by this Act or the regulations shall pay a penalty when assessed therefor equal to 5 per cent of the instalment or portion of the instalment required to be accounted for on the statement that was unpaid on the date the statement was required to be delivered, if the instalment or portion is at least \$1,000.
- 30. (1) Subsection 31 (2) of the Act is amended by striking out "an employer" in the fifth line and substituting "a taxpayer".
- (2) Subsection 31 (3) of the Act is amended by striking out "an employer" in the fourth line and substituting "a taxpayer".

- (4) Si un contribuable ou une personne Affirmation qui agit ou prétend agir pour le compte d'un contribuable, sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde dans l'exercice d'une fonction ou l'acquittement d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, fait une affirmation inexacte ou une omission dans une déclaration, un certificat ou un autre document remis ou fait aux termes de la présente loi ou des règlements, ou participe, consent ou acquiesce à un tel acte ou à une telle omission, le contribuable est passible d'une pénalité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à 25 pour cent du montant de l'excédent éventuel:
 - a) de l'impôt pour l'année qui serait payable aux termes de la présente loi si le montant qui a servi au calcul de l'impôt pour l'année incluait un montant qui n'a pas été inclus en raison de l'affirmation inexacte ou de l'omission;

sur:

- b) l'impôt pour l'année qui aurait été payable par le contribuable aux termes de la présente loi si l'impôt payable pour l'année avait été calculé sur la foi des renseignements fournis dans la déclaration, le certificat ou l'autre document, selon le cas.
- 29. Les paragraphes 30 (1) et (2) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 28 de la présente loi, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :
- (1) Quiconque ne remet pas de déclaration à la date et de la façon exigées par la remettre une présente loi ou les règlements paie une péna- déclaration lité, quand une cotisation est établie à son égard, égale à 5 pour cent de l'impôt qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle la déclaration devait être remise, si l'impôt s'élève à au moins 1 000 \$.
- (2) Quiconque ne remet pas d'état à la Pénalité pour date et de la façon exigées par la présente loi remettre un ou les règlements paie une pénalité, quand état une cotisation est établie à son égard, égale à 5 pour cent de l'acompte provisionnel ou de la portion de celui-ci qui devait être déclaré et qui était impayé à la date à laquelle l'état devait être remis, si l'acompte provisionnel ou la portion de celui-ci s'élève à au moins 1 000 \$.
- 30. (1) Le paragraphe 31 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la cinquième ligne, de «contribuable».
- (2) Le paragraphe 31 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la troisième ligne, de «contribuable».

Pénalité pour

- (3) Subsection 31 (4) of the Act is amended by striking out "an employer" in the fourth line and substituting "a taxpayer".
- (4) Section 31 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refund obtained by fraud

- (8) Every person who, by deceit, falsehood, or by any fraudulent means, obtains or attempts to obtain a refund or rebate of tax under this Act or the regulations to which the person is not entitled is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than an amount that is double the amount of the refund or rebate obtained or sought to be obtained, or to a term of imprisonment of not more than two years, or to both.
- 31. Section 32 of the Act is repealed and the following substituted:

Offence failure to deliver return

- 32. Every person who fails to deliver a return at the time and in the manner required by this Act or the regulations, or who fails to supply information or fails to produce material as required by section 15, is guilty of an offence and is liable on conviction to a fine of not less than \$50 and not more than \$500 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.
- 32. Section 34 of the Act is repealed and the following substituted:

Offence. obstruction

- 34. Every person who obstructs an auditor or withholds or conceals from any auditor any record, book of account or other document or information that is relevant or may be relevant for the purposes of determining compliance or non-compliance with this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$50 and not more than \$5,000 on a first conviction and not less than \$100 and not more than \$10,000 on each subsequent conviction.
- 33. Section 35 of the Act is amended by striking out "on conviction" in the fifth line.
- 34. Subsection 38 (1) of the Act is amended by adding the following clause:
 - (i) prescribing the classes of persons who may calculate tax or instalments of tax under this Act as if remuneration paid by such a person were paid by more than one employer, the circumstances in which the classes of persons may calculate tax or instalments in that manner, and the method for determining the amount of the remuneration and the tax or the instalments that will

- (3) Le paragraphe 31 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la quatrième ligne, de «contribuable».
- (4) L'article 31 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(8) Quiconque obtient ou tente d'obtenir Remboursepar un moyen trompeur, mensonger ou frau- par fraude duleux un remboursement de l'impôt prévu par la présente loi ou les règlements auquel il n'a pas droit est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus le double du montant du remboursement qu'il a obtenu ou tenté d'obtenir et d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou d'une seule de ces peines.

31. L'article 32 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

32. Quiconque ne remet pas de déclara- Infraction, tion à la date et de la façon exigées par la remettre une présente loi ou les règlements ou ne fournit déclaration pas les renseignements ou ne produit pas la documentation exigés par l'article 15 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 500 \$ pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle l'infraction est commise ou se pour-

32. L'article 34 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

34. Quiconque entrave un vérificateur ou Infraction, refuse de lui fournir ou lui dissimule les registres, livres de comptes ou autres documents ou renseignements qui sont ou peuvent être pertinents en vue de déterminer si la présente loi est observée ou non est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une première déclaration de culpabilité et d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 10 000 \$ dans le cas de chaque déclaration de culpabilité subséquente.

33. L'article 35 de la Loi est modifié par suppression de «sur déclaration de culpabilité, et» à la quatrième ligne.

34. Le paragraphe 38 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

i) prescrire les catégories de personnes qui peuvent calculer l'impôt ou les acomptes provisionnels d'impôt aux termes de la présente loi comme si la rémunération versée par de telles personnes était versée par plus d'un employeur, les circonstances dans lesquelles les catégories de personnes peuvent faire le calcul de cette façon ainsi que la méthode de calcul du montant de la rémunération et de l'im-

be considered to be paid or payable by each person.

- 35. Section 40 of the Act is amended by striking out "employer" in the third line and in the fourth line and substituting in each case "taxpayer".
- 36. The French version of the title of the Act is repealed and the following substituted:

LOI SUR L'IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

- 37. Subsection 65 (3) of the Workers' Compensation Act is amended by adding the following clause:
 - (k) subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, for the purpose of administering this Act, enter into agreements with the Government of Canada or any province or territory of Canada, or with a ministry, board, commission or agency of such a government, under which the government, ministry, board, commission or agency will be allowed access to information obtained by the Board under this Act and will allow the Board access to information the government, ministry, board, commission or agency has obtained under statutory authority.

Application

definition of 38. (1) The employer" in subsection 1 (1) of the Employer Health Tax Act, as it read immediately before the day this Act receives Royal Assent, and subsections 3 (6) and (7) and 7 (5) of the Act, as they read on December 31, 1992, continue to apply for the purposes of assessments and reassessments of tax and interest payable in respect of 1990.

Same

(2) Subsection 3 (2) of the Act, as reenacted by section 3 of this Act, applies in respect of instalments otherwise required to be remitted after May 1, 1992.

Same

(3) Subsection 5 (1.1) of the Act, as enacted by subsection 5 (1) of this Act, and subsections 5 (8), (9) and (10) of the Act, as enacted by subsection 5 (6) of this Act, apply in respect of returns required to be filed in respect of 1993 and subsequent years.

Same

(4) Subsection 22 (2) of the Act, as enacted by subsection 22 (2) of this Act, applies in respect of instalments payable for years end-

- pôt ou des acomptes provisionnels qui seront considérés comme étant payés ou payables par chacune de ces personnes.
- 35. L'article 40 de la Loi est modifié par substitution, à «employeur» à la troisième ligne et à «L'employeur» aux quatrième et cinquième lignes, de «contribuable» et de «Le contribuable».
- 36. La version française du titre de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :
- 37. Le paragraphe 65 (3) de la Loi sur les accidents du travail est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :
 - k) sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de l'application de la présente loi, conclure des ententes avec le gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire du Canada, ou avec un ministère, un conseil, une commission, une régie ou un organisme de ce gouvernement, aux termes desquelles le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aura accès aux renseignements obtenus par la Commission aux termes de la présente loi et la Commission aura accès aux renseignements obtenus par le gouvernement, le ministère, le conseil, la commission, la régie ou l'organisme aux termes d'un texte législatif.

38. (1) La définition de «petit employeur» au paragraphe 1 (1) de la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé, telle qu'elle existait immédiatement avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale, et les paragraphes 3 (6) et (7) ainsi que 7 (5) de la Loi, tels qu'ils existaient le 31 décembre 1992, continuent de s'appliquer aux fins des cotisations et nouvelles cotisations d'impôt et des intérêts payables pour 1990.

(2) Le paragraphe 3 (2) de la Loi, tel qu'il Idem est adopté de nouveau par l'article 3 de la présente loi, s'applique aux acomptes provisionnels qui doivent par ailleurs être payés après le 1er mai 1992.

(3) Le paragraphe 5 (1.1) de la Loi, tel Idem qu'il est adopté par le paragraphe 5 (1) de la présente loi, et les paragraphes 5 (8), (9) et (10) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par le paragraphe 5 (6) de la présente loi, s'appliquent aux déclarations qui doivent être produites pour les années 1993 et suivantes.

(4) Le paragraphe 22 (2) de la Loi, tel qu'il Idem est adopté par le paragraphe 22 (2) de la présente loi, s'applique aux acomptes provisionnels payables pour les années se terminant

Champ d'application

ing before or after this Act receives Royal Assent.

Commencement

39. (1) Except as provided in subsections (2) to (6), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Subsection 1 (4) shall be deemed to have come into force on June 1, 1993.

Same

(3) Subsection 1 (8) shall be deemed to have come into force on January 1, 1992.

Same

(4) Subsection 3 (2) shall be deemed to have come into force on May 1, 1992.

Same

(5) Subsections 1 (9) and (10), section 2, subsections 3 (1) and (3), sections 4, 5 and 6, subsections 7 (1) and (3), sections 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 16, subsection 18 (1), sections 19 and 20, subsection 22 (1) and sections 28, 34 and 35 shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

Same

(6) Subsection 7 (2) and section 29 come into force on January 1, 1994.

Short title

40. The short title of this Act is the Employer Health Tax Amendment Act, 1994.

avant ou après le moment où la présente loi reçoit la sanction royale.

- **39.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) à Entrée en (6), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.
- (2) Le paragraphe 1 (4) est réputé être ^{Idem} entré en vigueur le 1^{er} juin 1993.
- (3) Le paragraphe 1 (8) est réputé être ^{Idem} entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992.
- (4) Le paragraphe 3 (2) est réputé être ^{Idem} entré en vigueur le 1^{er} mai 1992.
- (5) Les paragraphes 1 (9) et (10), l'article ldem 2, les paragraphes 3 (1) et (3), les articles 4, 5 et 6, les paragraphes 7 (1) et (3), les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16, le paragraphe 18 (1), les articles 19 et 20, le paragraphe 22 (1) et les articles 28, 34 et 35 sont réputés être entrés en vigueur le 1er janvier 1993.
- (6) Le paragraphe 7 (2) et l'article 29 Idem entrent en vigueur le 1er janvier 1994.
- 40. Le titre abrégé de la présente loi est Titre abrégé Loi de 1994 modifiant la Loi sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé.

